

L'expansion coloniale de la France : étude économique, politique et géographique sur les établissements français [...]

Lanessan, Jean-Louis de (1843-1919). L'expansion coloniale de la France : étude économique, politique et géographique sur les établissements français d'outre-mer / par J.-L. de Lanessan,.... 1886.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.

*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer [ici pour accéder aux tarifs et à la licence](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

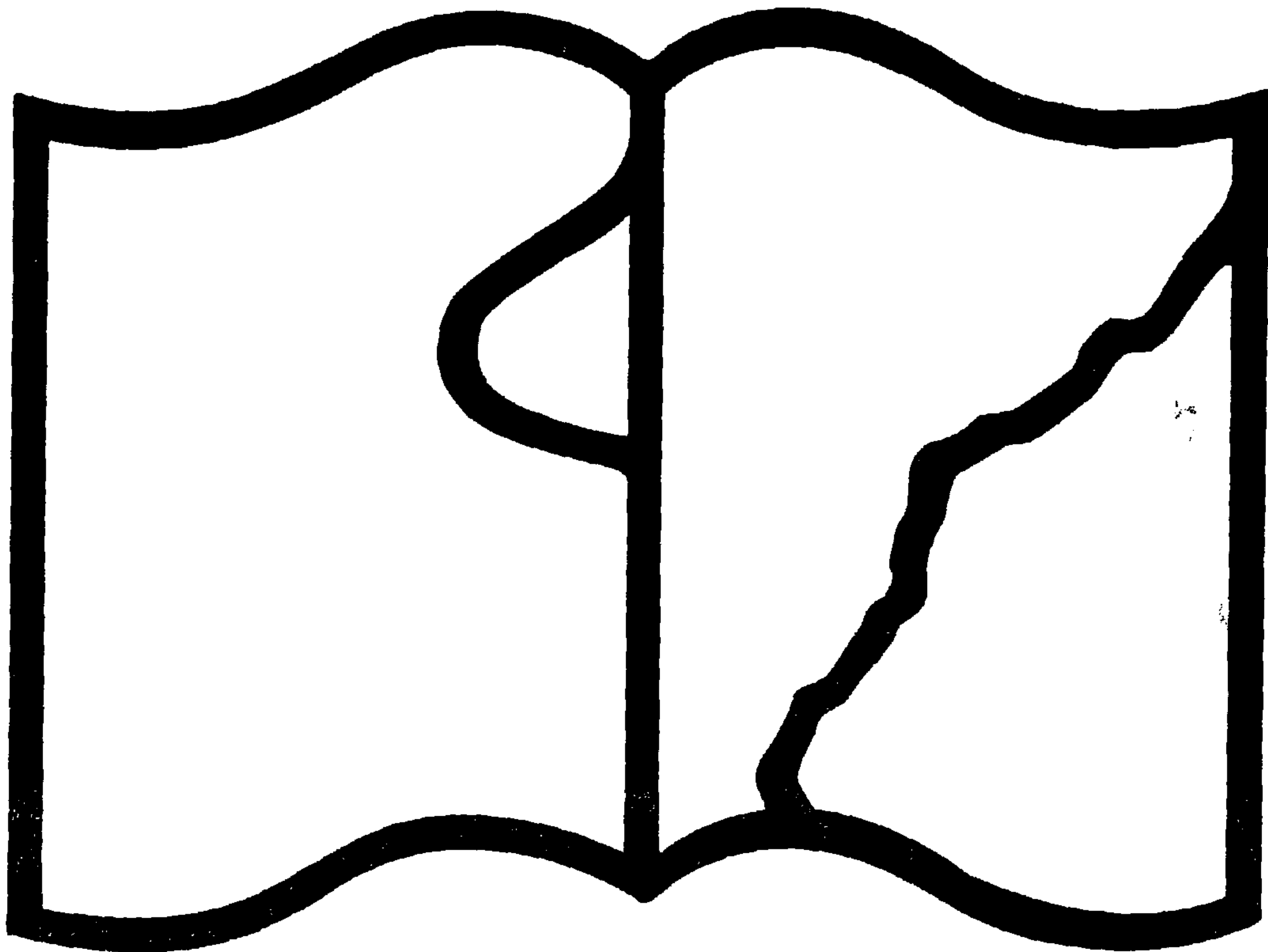
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.



Texte détérioré — reliure défectueuse

NF Z 43-120-11



A

B

Contraste insuffisant

NF Z 43-120-14

L'EXPANSION COLONIALE

DE

LA FRANCE

LK 9
787

13984. — IMPRIMERIE GÉNÉRALE A. LAHURE

9, rue de Fleurus, 9

L'EXPANSION COLONIALE

DE

LA FRANCE

ÉTUDE ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET GÉOGRAPHIQUE
SUR LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS D'OUTRE-MER



PAR

J.-L. DE LANESSAN

DÉPUTÉ DE LA SEINE

Avec 19 Cartes hors texte

PARIS

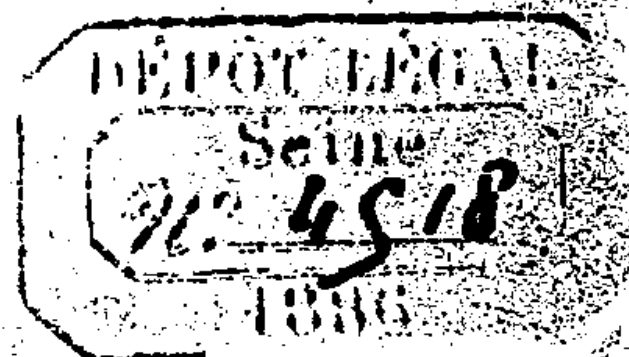
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1886

Tous droits réservés



P R É F A C E

Quoiqu'il ait été écrit au bruit des discussions parlementaires et des batailles électorales que les questions coloniales soulèvent depuis quelques années dans notre pays, ce livre n'est pas une œuvre de polémique. J'en ai écarté avec le plus grand soin tout ce qui aurait pu lui donner cette allure. Sans me préoccuper des mesquines querelles de personnes, j'ai concentré toute mon attention sur les faits et sur les considérations qui en découlent. Quant aux hommes d'État qui ont joué un rôle dans les événements dont j'ai dû parler, le blâme ou les éloges qu'ils méritent ressortent de leurs actes; plus impartial que je n'aurais pu l'être, l'avenir se chargera de les juger en ne tenant compte que des services rendus à la patrie.

Dans une courte Introduction, je me suis efforcé de mettre en lumière les causes générales du mouvement d'expansion coloniale qui pousse les plus grandes nations de l'Europe en dehors de leurs frontières.

J'ai ensuite examiné les conditions dans lesquelles se trouvent nos colonies. Pour faciliter cette étude, j'ai réuni nos établissements d'outre-mer en un petit nombre de groupes, d'après les affinités qu'ils ont entre eux. J'ai passé successivement en revue, dans des chapitres distincts, les établissements français de l'Afrique septentrionale (Algérie et Tunisie); ceux de l'Afrique occidentale (Sénégal, Rivières du Sud, Côte-d'Or et Côte des Esclaves, Gabon et Congo); ceux de l'Afrique orientale (Obock, les Comores, la Réunion, Madagascar et ses dépendances); ceux de l'Indo-Chine (Cochinchine, Cambodge, Annam et Tonkin); ceux de l'Inde (Pondichéry, Chandernagor, Mahé, Karikal, Yanaon et les Loges); ceux de l'Océanie orientale (Taïti et les autres îles de l'Archipel de la Société, les Tuamotu, les Gambier, les Marquises, les Tubuaï et Rapa); ceux de l'Océanie occidentale (Archipels de la Nouvelle-Calédonie, des Loyalty, des Nouvelles-Hébrides); enfin, ceux du

Nouveau Monde (Antilles et Guyane françaises, Saint-Pierre et Miquelon et les pêcheries de Terre-Neuve).

Dans cette partie de mon livre, j'ai étudié toutes les questions géographiques, historiques, politiques, commerciales, agricoles, industrielles, administratives, etc., que soulève l'histoire de nos colonies, en insistant davantage sur celles qui intéressent plus particulièrement leur avenir.

A la suite de ces monographies se trouvent quelques chapitres consacrés à des problèmes coloniaux d'un ordre général : l'immigration européenne, africaine, indienne, chinoise, etc., dans les colonies françaises; la colonisation pénale; l'organisation administrative, judiciaire, financière, etc., de nos établissements et leurs rapports avec la métropole.

Dans un dernier chapitre, j'ai résumé, sous le titre de « Conclusions générales », les principales considérations qui m'ont paru découler des études variées et nombreuses contenues dans le reste du livre.

Les cartes qui accompagnent le texte ont été choisies de façon à éclairer les questions les moins connues.

Le lecteur trouvera dans ces pages un exposé de tous les problèmes coloniaux qui doivent préoccuper notre pays et les solutions que je considère comme les plus conformes aux intérêts et à la grandeur de la France.

Si quelques personnes trouvent erronées les opinions auxquelles j'ai été conduit par des observations personnelles nombreuses et par des méditations prolongées, elles voudront bien être assez indulgentes pour ne mettre mes erreurs que sur le compte d'une fausse interprétation ou d'une connaissance insuffisante des faits, et je leur serai reconnaissant de me signaler l'un ou l'autre de ces vices. Les nouvelles observations auxquelles je vais me livrer dans toutes nos colonies et dans celles des autres puissances européennes m'aideront, avec les conseils des lecteurs, à corriger les erreurs que j'ai pu commettre ici. A cela je n'aurai aucune peine, car toutes les pages de ce livre ont été conçues, malgré la chaleur du sujet, dans le calme d'un esprit qui s'efforce d'écarter de ses productions les préjugés et les passions qui gâtent tant de bonnes œuvres.

Paris, le 14 juin 1886.

J.-L. DE LANESSAN.

INTRODUCTION

Comme introduction à ce livre sur l'Expansion coloniale de la France et sur les Colonies françaises, il me paraît intéressant d'étudier les causes du mouvement qui, se généralisant chaque jour davantage, pousse les grandes nations de l'Europe vers les terres que la civilisation n'a pas encore conquises. On me pardonnera de laisser percer dans ces pages les habitudes de mon esprit et de les écrire en naturaliste. La vérité ne pourra qu'y gagner.

Le spectacle que nous offre actuellement l'Europe est vraiment digne d'attirer l'attention de tous ceux que préoccupent les grands phénomènes de la sociologie. L'Angleterre, insatiable de colonies et semblant étouffer dans ses étroites frontières, cherche sans cesse au delà des océans de nouvelles terres à joindre à son immense empire, que peuplent déjà plus de trois cents millions de sujets de toutes races. L'Italie s'efforce de marcher sur les traces de sa nouvelle alliée; elle jette des regards avides sur la Tripolitaine et sur les côtes de la mer Rouge, elle mesure de l'œil les immensités des déserts du Soudan au delà desquels coulent les Nils fécondateurs des hautes vallées abyssiniennes. La Russie s'avance chaque jour davantage dans les vastes plaines de l'Asie; dans le sud elle est aux portes de l'Inde, tandis que dans l'est elle déborde les frontières de la Chine. L'Espagne convoite le Maroc; la France arrondit son empire de l'Afrique septentrionale en mettant la main sur la Tunisie; dans

l'Afrique orientale, elle s'établit successivement à Obock, dans les Comores et à Madagascar, île plus grande que la France; dans l'extrême Orient elle est en voie de conquérir un vaste empire indo-chinois qui compte 15 à 20 millions d'habitants et qui embrasse une surface deux ou trois fois grande comme celle de notre pays. L'Allemagne elle-même, pour laquelle, il y a quelques années, « la meilleure des colonies ne valait pas les os du plus pauvre des Poméraniens », l'Allemagne semble trouver insuffisantes sa grandeur et sa force militaire; elle lance sa jeune marine à la recherche des derniers coins de terre à envahir, en concurrence des vieilles flottes britanniques, espagnoles et françaises; que ce soit sur les côtes arides ou marécageuses de l'Afrique, ou parmi les îles éparses dans l'Océanie, toute terre sans maître, ou qui paraît l'être, tente ses convoitises et voit battre son pavillon.

Cette universelle migration des peuples civilisés vers des terres nouvelles n'est-elle, comme quelques personnes l'affirment, que le résultat du caprice d'hommes d'État poussés par les aiguillons de l'orgueil et désireux d'inscrire avec des conquêtes leurs noms dans l'histoire? Je ne le pense pas. Je ne crois pas à l'influence des caprices des hommes sur les grands mouvements de l'humanité; je considère les volontés des chefs de peuples comme une résultante et non comme une cause du mouvement des êtres et des choses, et je cherche la raison de la formidable expansion coloniale dont nous sommes témoins, beaucoup plus haut que dans les mesquines ambitions des hommes. Je la trouve dans la nature même de l'homme et dans celle des milieux d'où il tire son organisation et ses caractères. L'histoire de l'humanité se réduit presque à celle des migrations des hommes sur le globe; les luttes incessantes qu'elle enregistre ne sont que combats pour la possession des climats les plus doux, des terres les plus fécondes et qui font la vie la plus heureuse. Cette histoire, d'ailleurs, n'est pas seulement celle des hommes; c'est encore celle de tout ce qui vit et a vécu dans tous les temps. Pour en suivre

toutes les phases il faudrait remonter jusqu'à l'origine de la vie sur notre globe.

Sans embrasser d'aussi vastes horizons, sans aborder un problème qui appartient plutôt au domaine de l'histoire naturelle qu'à celui de la sociologie, et pour me borner à la partie qui concerne l'humanité, je trouve le point de départ des migrations incessantes des hommes dans le lieu même où ils prirent naissance et à l'époque où, imparfaitement spécialisés, ils ne méritaient pas encore le nom dont ils s'honorent. Quel que soit le lieu où se formèrent les premiers ancêtres de l'homme actuel, le début de l'humanité remonte très probablement à une période de l'époque tertiaire où les mers et les continents existaient en quantité à peu près égales. Les terres avaient peu de relief, elles étaient distribuées à peu près également dans les divers points du globe et il n'existait pas encore de montagnes; la température était par conséquent à peu près la même sur toute la terre. Les animaux et les végétaux les plus variés trouvaient sur tous les points les mêmes facilités pour vivre, et chaque espèce pouvait se répandre dans tous les sens autour de son lieu d'origine, dans un espace n'ayant d'autres limites que ses moyens de dispersion. Aussi trouvait-on alors jusque dans les régions polaires des animaux et des végétaux qui vivent aujourd'hui exclusivement dans les régions les plus chaudes.

Comme les végétaux et les animaux ses ancêtres, l'homme, rayonnant du berceau de son espèce, avait pu, sans grandes difficultés, se répandre sur tous les points de son domaine terrestre, et sur tous il avait pu vivre également bien puisque dans tous il avait trouvé les mêmes conditions de climat, d'alimentation en plantes et bêtes, de bien-être, en un mot. Il n'existe alors aucune civilisation humaine dans le sens qu'aujourd'hui l'on donne à ce mot. Partout l'homme vit à son aise, mais partout il mène une existence purement végétative. Ses besoins se réduisent à ceux dont la satisfaction a pour unique résultat la conservation de l'individu et celle de l'espèce, et ses migrations n'ont d'autre objet que la re-

cherche des plantes et la poursuite des animaux dont il se nourrit.

Cependant, au cours des siècles nombreux que compta l'époque tertiaire des changements considérables se produisent à la surface de la terre, changements lents et graduels et non révolutions violentes, — les hommes seuls ont le monopole de ces mouvements brusques et trop souvent inutiles, — mais changements assez considérables pour que le relief de notre globe finisse par être entièrement transformé. Des continents s'affaissent et sont couverts par les flots de la mer, tandis que d'autres s'élèvent peu à peu, presque sans secousses; des terres apparaissent là où dominait l'Océan; des montagnes s'élèvent là où s'étalaient les plats et chauds marécages des âges précédents. Sans parler des autres lieux, sur ce point du globe qui devait être la France, les chaînes montagneuses des Pyrénées et des Alpes surgissent lentement, tandis que la mer abandonne le sol où plus tard on édifiera Paris et que la Méditerranée se creuse, séparant l'une de l'autre la France et l'Afrique, naguère encore confondues en un seul continent.

Sous l'influence de ces transformations du relief de la terre, le climat de ses diverses parties se modifie. Une distribution différente des continents entraîne une distribution non moins différente de la température. Celle des pôles s'abaisse tandis que celle des régions intertropicales s'élève. A ces transformations géologiques et climatiques répondent des modifications profondes dans la distribution des êtres vivants à la surface de notre globe. Tous ceux qui ne peuvent échapper au froid envahissant les pôles et les sommets élevés des montagnes meurent sur place; ainsi font les végétaux et un grand nombre d'animaux dépourvus de moyens de locomotion. Quant à ceux qui peuvent se déplacer, ils vont plus ou moins rapidement vers des séjours plus favorisés. Ainsi font un grand nombre d'espèces animales; ainsi font la plupart des hommes. Ils émigrent non seulement parce qu'ils souffrent du froid, mais encore et surtout parce que le froid détruit peu à peu les végétaux qui sont la base

indispensable de l'alimentation des animaux et des hommes. Leur émigration les porte vers les contrées chaudes et humides où la végétation est luxuriante où, par conséquent, les aliments abondent. Pendant toute la durée des siècles de transformation qui ont marqué la fin de l'époque tertiaire c'est vers les climats chauds et humides que se portent les animaux et les hommes.

C'est aussi sous ces climats que plus tard se développent les premières civilisations. Eux seuls, en effet, se prêtaient à la formation des agglomérations humaines par lesquelles débute toute civilisation.

Quand je parle de climats chauds et humides je ne fais pas allusion à ceux qui présentent ces caractères à l'excès. Sous ces derniers, une lutte singulière s'établit entre la plante d'une part, les animaux et l'homme lui-même de l'autre, lutte dans laquelle la plante, en apparence si mal armée pour un semblable combat finit par triompher. Je ne serai contredit dans cette assertion par aucun homme ayant pénétré dans les immenses forêts humides et chaudes des régions équatoriales. Sous l'influence des pluies abondantes et du soleil ardent de ces pays, le sol s'est couvert d'une végétation tellement touffue que les rayons du soleil ne sauraient pénétrer jusqu'au sol. Les oiseaux et les insectes qui seuls peuvent aller au-devant de la lumière, seuls aussi peuvent vivre au milieu de ces immenses forêts. Encore y sont-ils souvent peu nombreux par suite de la rareté des aliments. L'évaporation de l'eau absorbée par le sol étant empêchée par l'épais rideau de verdure qui met la terre à l'abri du soleil, des marécages se forment partout où existe la moindre dépression ; les feuilles et les arbres morts se putréfient lentement sur le sol et dans le fond des marais que couvre cette luxuriante végétation, des miasmes pestilentiels se dégagent, tuant les grands animaux ou les hommes qui seraient assez imprudents pour s'établir sur cette terre où le végétal règne en maître. Aussi rien n'est-il triste comme les forêts dont je parle. On éprouve sous leur ombre épaisse le sentiment de l'impuissance où l'on est de

lutter avec avantage contre ces végétaux innombrables et géants, par tout autre moyen qu'en les supprimant. Mais cette suppression n'est elle-même pas sans dangers et la fièvre se charge de chasser de la forêt celui qui tente de la détruire.

C'est plutôt sur les bords de la mer, dans des plaines que balayent les vents et où l'évaporation de l'eau étant plus facile la végétation est moins triomphante, que peuvent se former et que se sont réellement formées les agglomérations humaines. Là se trouvaient réunies toutes les conditions les plus favorables au développement et à la multiplication des animaux et de l'homme : humidité, chaleur, évaporation suffisante du sol, c'est-à-dire tout ce qu'il faut au développement, non pas des très grands arbres, mais des plantes riches en amidon, en corps gras et en matières sucrées, c'est-à-dire celles qui sont indispensables à l'alimentation des grands herbivores et des hommes. La nourriture y étant abondante, les végétaux et les animaux s'y multiplient avec rapidité et l'homme y vit avec la moindre somme de travail. Ainsi s'explique l'apparition dans ces lieux des premières grandes agglomérations humaines. L'histoire est, sur ce point, d'accord avec les données des sciences naturelles. Où se montrent les premières civilisations dont elle ait conservé le souvenir, celles que j'appellerai les civilisations « primaires » ? Toujours dans des contrées à climat chaud, humide et à évaporation facilitée par les vents de la mer : en Égypte, non pas dans l'Égypte désolée dont les déserts repoussent en ce moment les soldats de l'Angleterre et de l'Italie, mais dans cette basse Égypte sur laquelle chaque année débordent en la fécondant les mille bras du Nil ; dans les deltas du Gange ; sur les bords autrefois si riches de l'Euphrate, dans les vallées des immenses fleuves de la Chine ; partout en un mot où la fécondité du sol jointe à la chaleur du soleil fournissait à l'homme des aliments aussi faciles qu'abondants.

L'histoire est encore d'accord avec les sciences naturelles relativement à l'origine des hommes qui nous ont laissé les

traces de ces civilisations. Elle nous les montre venant de pays plus septentrionaux, d'où ils avaient probablement été chassés par le froid des époques glaciaires et où ils n'avaient pu, à cause de la rigueur du climat, fonder aucune agglomération importante, aucune civilisation comparable à celle où ils allaient s'élever sous des climats plus favorisés.

Notons que dans les pays chauds et humides dont nous parlons, l'alimentation est le seul des besoins réels de l'homme. A peine est-il nécessaire qu'il se vêtisse, et le logement le plus rudimentaire y constitue un abri contre la pluie, seul accident du climat qu'il ait à redouter.

N'ayant que peu de besoins à satisfaire, il n'a que peu de travail à faire. Ses désirs sont comblés presque aussitôt que nés. Du reste, voudrait-il travailler qu'il ne le pourrait pas : la température est trop élevée ; les travaux de force lui sont interdits. D'où le caractère particulier et constant que présentent les civilisations primaires. Dans celles de l'Inde, comme dans celles de l'Égypte, de l'Asie Mineure, de l'Arabie, voire même de la Grèce, c'est le caractère imaginaire qui domine. Les peuples qui ont laissé des traces de ces civilisations étaient trop favorisés par le climat, trop à l'abri des besoins, et en même temps trop éloignés du travail par la chaleur pour être autre chose que des peuples artistes et contemplatifs. L'Inde, dont les philosophes ont été les plus grands peut-être que l'humanité ait produits, l'Inde est le pays des chimères et des rêves, le foyer de l'idéal, le berceau de la métaphysique la plus éthérée et de la morale la plus transcendante, en même temps que le domaine de la vie matérielle la plus sensuelle. Ses monuments, sa religion, ses œuvres littéraires sont imprégnés d'idéal ; ils peuvent par leur grandeur et la vie qui les anime défier les plus grandes œuvres en ce genre de notre civilisation moderne ; mais l'Inde n'a pour ainsi dire pas de sciences et son génie s'arrête devant la plus simple des machines. Pourquoi ? Parce que l'homme est, comme tous les êtres vivants, le produit du milieu dans lequel il vit ; parce que toutes les facultés de cet être si légitimement fier de son puissant cerveau,

ne sont, comme sa force, sa beauté, tous ses caractères extérieurs, que la résultante du milieu dans lequel il naît, croît et se multiplie; parce que, selon le mot admirablement juste du plus grand de nos naturalistes, l'homme est, comme l'animal, comme la plante « le fils de la terre où il vit ».

L'histoire de l'humanité, étudiée avec le concours de l'anthropologie, nous montre les races actuelles divisées en catégories très différentes : les unes présentent une évolution ascendante continue, du moins dans ses grandes phases, les autres ont été d'abord l'objet d'une évolution ascendante plus ou moins marquée, puis elles sont devenues stationnaires, ou même elles ont subi une évolution descendante parfois très prononcée.

Dans le premier groupe figurent toutes les races qui ont passé par la phase des civilisations que j'appelle primaires : c'est-à-dire les Indous, les Égyptiens, etc. Or, que sont ces races ou plutôt ces familles? Des branches de la race aryenne, des rameaux du tronc auquel appartiennent les populations les plus civilisées de notre Europe. Devant le froid qui lentement envahissait l'Europe, une partie des habitants de cette dernière sont descendus vers des contrées plus chaudes; les uns s'arrêtèrent sur les bords de la Méditerranée; d'autres, franchissant les plateaux de l'Asie centrale, gagnèrent les plaines du Gange, à la recherche de ces climats chauds et humides et de ces terres fécondes que ne leur offrait plus l'Europe. Placés dans ces conditions favorables, les individus qui avaient fait ces migrations évoluèrent beaucoup plus rapidement que ceux qui étaient restés sous le ciel plus froid et sur la terre devenue moins productive, de l'Europe. Mais les civilisations primaires qui furent la manifestation de l'évolution ascendante des émigrants et cette évolution elle-même étaient condamnées par les conditions du milieu dans lequel elles s'étaient produites à ne pas dépasser une certaine limite de perfection; elles s'arrêtèrent à cette phase de contemplation et d'imagination dont nous avons parlé plus haut.

Tandis que les Aryens émigrés vers les pays tropicaux

évoluaient ascensionnellement sous l'influence des conditions favorables offertes par ces pays, ceux qui étaient restés en Europe luttaien^t péniblement contre le climat moins clément et le sol moins fécond des régions tempérées ou froides. La géographie botanique nous montre que les plantes indigènes des pays froids et tempérés ne contiennent ni beaucoup d'amidon, ni beaucoup de corps gras, ni beaucoup de matières sucrées. Toutes les céréales qui nous fournissent l'amidon, c'est-à-dire le blé, l'orge, le maïs, nous viennent des pays chauds. Des régions intertropicales viennent aussi les plantes à sucre et à graisse : la canne à sucre, la betterave, la vigne, l'olivier, presque tous nos arbres fruitiers. Les peuples vivant dans les régions tempérées ont aussi à lutter contre la plupart des conditions extérieures qui les entourent et d'où naissent une foule de besoins inconnus dans les pays chauds ou n'atteignant jamais la même intensité. Pour combattre le froid il leur faut des logements mieux fermés et des vêtements plus chauds, une alimentation plus abondante et plus riche en corps ternaires producteurs de la chaleur animale. Recevant du soleil une quantité moindre de calorique ils sont tenus d'en fabriquer artificiellement.

De ces besoins résulte la nécessité d'un travail plus assidu et plus pénible. Mais la satisfaction des besoins obtenue par ce labeur n'est pas sans procurer une jouissance d'autant plus grande qu'elle a été plus chèrement achetée. Cette jouissance a été le facteur d'une évolution ascendante plus lente peut-être que celle des familles émigrées dans les régions tropicales, mais destinée à se prolonger et à s'élever à un niveau très supérieur parce que ses causes déterminantes continuaient indéfiniment à exercer leur action. Cette évolution aboutit aux civilisations que j'appellerai « secondaires », à celles dont s'enorgueillissent aujourd'hui les races de l'Europe.

Le travail nécessité par les rigueurs d'un climat froid ou tempéré, incessamment variable, passant des neiges de l'hiver aux chaleurs de l'été, et par l'infécondité d'un sol

sur lequel il fallait acclimater et cultiver péniblement des végétaux venus de loin, ce travail pénible n'avait d'abord donné satisfaction qu'aux appétits matériels les plus grossiers ; mais la lutte incessante contre la nature qu'il nécessitait ne pouvait manquer de développer considérablement les facultés intellectuelles des hommes condamnés à s'y livrer. Perfectionner l'outil pour diminuer le labeur, améliorer les méthodes de culture pour augmenter la production du sol, rechercher les plantes les plus riches en amidon, en sucre, en graisse, les animaux les plus robustes et les plus résistants au travail, les plus producteurs d'aliments azotés, telles furent les premières manifestations d'un mouvement scientifique qui ne devait plus s'arrêter parce qu'indépendamment des satisfactions matérielles qu'on en tirait il contribuait puissamment à augmenter l'intelligence de la race. Bientôt, l'esprit humain s'élevant au-dessus des jouissances purement matérielles, le travail scientifique devenait le plus impérieux des besoins pour un nombre d'hommes qui va s'accroissant dans d'immenses proportions. L'heure est venue où chaque jour une science nouvelle est inventée non pour la satisfaction de simples appétits, mais avec la seule préoccupation de se procurer cette jouissance purement intellectuelle, la plus grande et la plus relevée, mais aussi la plus douce de toutes, celle qui consiste à scruter la nature jusque dans ses profondeurs les plus intimes pour en pénétrer les secrets et les mystères. C'est là qu'est véritablement la caractéristique des civilisations secondaires.

Les civilisations primaires, plus hâtives, mais limitées dans leur marche ascendante par les conditions trop douces de leur milieu, s'étaient arrêtées à la phase imaginative ; les civilisations secondaires, retardées dans leur marche par les nécessités d'une lutte incessante contre un milieu défavorable, mais sans cesse poussées en avant par ces mêmes nécessités ont déjà franchi la phase imaginative ; elles sont entrées depuis longtemps dans la période scientifique, et leur évolution est marquée par un accroissement rapide

de l'intelligence de notre race et de ses appétits cérébraux. Ceux-ci n'ont déjà plus de bornes; notre besoin de savoir ne connaît plus de limites. Ayant analysé toutes les forces de la nature, les problèmes les plus ardues n'effrayent plus notre raison émancipée; nous entrevoyons le jour où l'univers qui nous a produits, mais dont nous sommes devenus les maîtres, n'aura plus de secrets pour notre génie. L'heure est venue où Buffon peut écrire, au nom de l'humanité, fière d'une science engendrée par l'opiniâtre travail, cette page où éclatent en traits admirables tous les orgueils de notre âge : « Loin de se décourager, le philosophe doit applaudir à la nature, lors même qu'elle lui paraît avare ou trop mystérieuse, et se féliciter de ce qu'à mesure qu'il lève une partie de son voile, elle lui laisse entrevoir une immensité d'autres objets, tous dignes de ses recherches. Car ce que nous connaissons déjà doit nous faire juger de ce que nous pouvons connaître; l'esprit humain n'a point de bornes, il s'étend à mesure que l'univers se déploie; l'homme doit donc et peut tout tenter, il ne lui faut que du temps pour tout savoir. Il pourrait même, en multipliant ses observations, voir et prévoir tous les phénomènes, tous les événements de la nature, avec autant de vérité et de certitude que s'il les déduisait immédiatement des causes; et quel enthousiasme plus pardonnable et même plus noble que celui de croire l'homme capable de reconnaître toutes les puissances et découvrir par ses travaux tous les secrets de la nature! »

Parallèlement aux développements des besoins intellectuels dont nous venons de parler, les civilisations modernes offrent un accroissement et, si je puis m'exprimer de la sorte, un affinement de tous les besoins matériels, inconnu jusqu'à ce jour. Pour la satisfaction de ces besoins, mille industries se sont créées et chaque jour de nouvelles se fondent parce que les désirs augmentent d'intensité et de nombre à mesure que sont imaginés les moyens de les satisfaire.

De cet état des esprits est né un mouvement industriel

dont les limites sont aussi difficiles à entrevoir que celles du mouvement scientifique.

A mesure que les sciences se développent et que les industries diverses prennent une importance plus grande, les villes, c'est-à-dire les grandes agglomérations d'hommes dans lesquelles se concentrent particulièrement les établissements industriels et scientifiques, attirent de plus en plus les habitants des campagnes, et l'agriculture est délaissée au profit de l'industrie. La cause la plus importante parmi celles qui déterminent ce phénomène doit être cherchée dans ce sentiment fort naturel qui pousse l'homme à élever sans cesse sa condition sociale. Le développement de son intelligence l'amène à négliger les travaux inférieurs pour se porter de préférence vers ceux qui exigent une certaine instruction. Ceux-là sont non seulement plus rémunérateurs mais encore moins pénibles. Ce mouvement va s'accroissant chaque jour davantage. Chaque année, la moisson est faite dans les environs de Paris par des Belges qui viennent s'engager spécialement pour ce travail. Les travaux de terrassement nécessités pour la construction des routes, des voies ferrées, des canaux, sont faits en grande partie par des Italiens, etc.

Cette intrusion des étrangers dans notre pays est-elle due uniquement, comme quelques personnes le pensent, à ce que les Belges ou les Italiens travaillent à meilleur compte que les Français? L'observation attentive des faits conduit à d'autres résultats. Sans doute la différence de prix est pour quelque chose dans l'introduction des travailleurs étrangers en France, mais elle tient surtout à ce fait que les bras manquent dans notre pays pour certains ouvrages grossiers. Les habitants des campagnes se portent chaque jour davantage vers les villes; il ne reste plus aux champs, dans certaines parties de la France, assez de bras pour faire des travaux qui en demandent un grand nombre, comme ceux de la moisson, des terrassements, etc. D'un autre côté, plus le nombre des ouvriers des campagnes diminue et plus s'élève le chiffre du salaire qu'ils exigent, plus augmente

aussi, par conséquent, le prix de revient des denrées alimentaires produites par les campagnes.

Parmi les causes qui attirent les ouvriers vers les villes il faut citer au premier rang les agréments de toutes sortes qu'offrent ces grands centres de population. N'est-ce pas là que sont accumulés tous les plaisirs? N'est-ce pas là que sont entassées, étalées sous les yeux des ouvriers les mille merveilles qui chaque jour sortent des ateliers de l'industrie? N'est-ce pas là aussi que se trouvent les hommes les plus instruits et les plus intelligents, les artistes et les littérateurs, les hommes d'État et les savants? N'est-il pas plus agréable de vivre dans ces milieux intelligents et actifs que dans la solitude des campagnes? Aussi voyons-nous la population des villes augmenter sans cesse et augmenter d'autant plus vite que la ville est déjà plus grande. Depuis trente-six ans, la population de la France ne s'est accrue que d'une manière insensible, tandis que le nombre des habitants de Paris a plus que doublé. Notons que les hommes qui se portent vers les villes sont presque toujours les plus actifs et les plus instruits, ceux qui se sentent le mieux armés pour le combat de la vie, ceux qui redoutent le moins les dangers de la lutte. On l'a bien souvent répété, c'est vers Paris que s'empressent, comme les papillons vers la lumière, la majeure partie des intelligences et des forces de la France. Beaucoup, sans doute, sont brûlés et décimés par la grande ville, mais des luttes incessantes dont elle est le théâtre surgit un progrès énorme et qui donne à ce centre humain une incomparable puissance.

Plus les villes grandissent, plus les industries se développent et se multiplient, plus aussi la production des objets utiles ou simplement agréables s'accroît. Or la production industrielle a une limite qui ne peut pas être dépassée : celle des besoins ou des caprices à satisfaire.

Les villes commencent par absorber une grande partie, la majeure partie, devons-nous dire, des produits de leur propre industrie ; une autre partie est achetée par les agriculteurs des campagnes. Ceux-ci font un échange indirect

des aliments qu'ils produisent avec les objets industriels fabriqués par les ouvriers des villes. Cet échange est d'autant plus actif que les récoltes sont plus abondantes et se vendent plus cher; mais, quelle que soit son intensité, il ne suffit pas pour consommer tous les produits de l'industrie.

Celle-ci, en effet, est condamnée par les conditions mêmes dans lesquelles elle s'exerce à une activité qu'il lui est presque impossible de modérer. En premier lieu, l'outillage qu'elle nécessite a besoin de capitaux considérables qu'elle ne peut laisser improductifs sans s'exposer à une ruine rapide. En second lieu, les ouvriers qu'elle emploie n'ayant pas d'autres ressources que leur salaire et celui-ci étant toujours fatalement proportionné à la cherté des vivres, des logements et des vêtements, le moindre chômage a pour conséquence l'affamement des ouvriers et peut déterminer les plus graves perturbations sociales. Enfin, le goût du bien-être et le désir ou, pour mieux dire, le besoin des agréments de la vie se répandant chaque jour davantage et dans des proportions supérieures à l'accroissement des richesses, les consommateurs exigent des produits industriels aussi peu coûteux que possible.

Cette recherche du bon marché se répand chaque jour davantage; elle pénètre même dans les familles plus riches et l'on peut affirmer qu'elle ira sans cesse en augmentant. Autrefois les femmes très riches seules portaient des étoffes de soie; aujourd'hui l'usage de ce tissu est répandu à tel point que pendant quelques années les grandes dames ont affecté de n'en plus porter. Cependant, la soie pure et richement nuancée étant d'un prix élevé, l'industrie a dû, pour satisfaire les désirs d'une clientèle moins fortunée, mélanger à la soie une matière première moins coûteuse et diminuer considérablement le travail; on a fait des étoffes de soie dans lesquelles domine le coton et dont l'ornementation est nulle ou presque nulle. Cela n'a pas suffi. Le tissu fabriqué à la main se tenait encore à un prix trop élevé, à cause de la cherté de la main-d'œuvre. Pour diminuer celle-ci on a eu recours à la machine. Seul, en effet, le métier méca-

nique est capable de produire très rapidement, c'est-à-dire économiquement. Mais le métier mécanique entraîne des frais généraux immenses. Pour les diminuer il faut accumuler dans une même usine un nombre considérable de métiers. Il faut aussi que tous, ou du moins la majeure partie des métiers d'une usine soient sans cesse en mouvement, sans quoi, les frais généraux courant toujours, le fabricant ne tarde pas à être ruiné par son outillage. Afin d'éviter le chômage de ses métiers, il se verra donc condamné à prendre le plus de travail possible, même à des prix insuffisamment rémunérateurs, car il est contraint d'écouler sa marchandise, sous peine d'entasser dans ses magasins, sous forme de marchandises invendues, des capitaux improductifs.

L'industrie n'avait d'abord travaillé que pour le marché intérieur, qu'en vue des échanges entre les villes et les campagnes; mais bientôt ce marché est devenu trop étroit; l'industriel est tenu de fabriquer pour l'exportation, c'est-à-dire pour les nations étrangères. Or les mêmes faits, se sont produits chez ces dernières, la même évolution s'est accomplie chez toutes les nations civilisées. Toutes ont passé par ces phases successives de la production d'abord purement agricole, puis de la production industrielle, de la séparation en villes et en campagnes, en ouvriers industriels et ouvriers agricoles; toutes ont essayé de créer toutes les industries, toutes par conséquent se voient obligées de travailler pour l'exportation. Il y a vingt ans, l'Allemagne n'avait pour ainsi dire pas une seule fabrique de soieries; aujourd'hui ces dernières sont si nombreuses et si importantes qu'elles produisent plus que l'Allemagne ne peut consommer. Il en est de même dans la plupart des grandes nations civilisées et pour toutes les industries importantes. Depuis un demi-siècle toutes les nations de l'Europe rivalisent de zèle pour la création des industries les plus diverses, toutes s'efforcent de se passer de leurs voisines. Les grandes guerres de ce siècle ayant révélé à chacune d'elles ce qui leur manquait, toutes se sont efforcées de l'acquérir. L'Amé-

rique du Nord elle-même, autrefois tributaire de l'Europe, ayant compris, pendant la guerre de Sécession, tout ce qu'elle payait à l'industrie européenne par suite du manque d'usines sur son propre territoire, a dirigé toutes ses facultés vers la création d'industries nationales. En fermant les frontières de l'Amérique du Nord aux produits européens, les hommes d'État de la grande République ont obligé leurs compatriotes à se suffire à eux-mêmes. Sous l'influence de cette nécessité les Américains ont créé les outillages qui leur manquaient; ils ont fabriqué les produits dont ils avaient besoin. L'Amérique a mis ainsi en péril plus d'une industrie européenne; mais, elle-même, aujourd'hui, commence à produire au delà de ses propres besoins, et, comme nous, elle est obligée de chercher des débouchés en dehors de ses frontières. Elle fait, en ce moment, des efforts inouïs pour mettre la main sur les marchés de l'Amérique du Sud, qui ont été jusqu'à ce jour accaparés par l'Europe.

Le nombre des pays civilisés dépourvus d'industries diminuant chaque jour davantage, c'est de plus en plus en dehors d'eux que les fabricants sont obligés d'aller chercher des consommateurs.

Nous trouvons dans ces besoins de l'industrie européenne une première explication du mouvement d'expansion qui depuis longtemps poussé l'Europe vers les régions habitées par des peuples encore ignorants des bienfaits de la civilisation, ou qui ne sont pas encore parvenus à cette phase de l'évolution humaine que caractérise le développement des sciences et de l'industrie.

Cette cause n'est pas la seule. Il faut y joindre, en premier lieu, la nécessité dans laquelle se trouve l'industrie de se procurer certaines matières que les régions tempérées ne produisent pas. Personne n'ignore que la plupart des matériaux mis en œuvre dans nos usines proviennent des régions tropicales ou équatoriales; citons le caoutchouc, la gutta-percha, l'indigo, le coton, les vernis, la majeure partie des matières grasses, sucrées et amidonnées dont nos industriels font une consommation chaque jour plus con-

sidérable et que les pays tempérés ne peuvent pas produire en assez grande quantité pour les besoins multiples auxquels ils répondent.

Enfin, il n'est pas jusqu'aux matières alimentaires que nous ne soyons obligés de demander, dans une certaine proportion, aux régions intertropicales. Déjà les blés de l'Inde, les riz de la Birmanie et de la Cochinchine, les maïs de l'Amérique tropicale sont apportés sur nos marchés, soit pour être consommés directement et sous leur forme naturelle, soit pour y être transformés en alcool. Il est permis d'affirmer que la pénétration de ces denrées en Europe ne fera qu'augmenter à l'avenir. Notre sol exige des engrais coûteux, dont peuvent se passer les terres encore vierges d'un grand nombre de régions intertropicales. Le soleil de ces dernières donne à la végétation une vigueur inconnue dans nos pays. D'après Humboldt, en Prusse, le blé ne produit que quatre fois sa semence; tandis qu'il la donne douze fois à la Plata, dix-huit fois au Pérou et vingt-quatre fois au Mexique.

Enfin, par suite du développement de nos industries et de l'affluence des habitants des campagnes vers les villes, le prix de la main d'œuvre agricole augmente chaque jour en élevant celui des aliments récoltés sur notre sol.

Nous sommes ainsi condamnés à aller demander aux pays chauds, non seulement des consommateurs des produits de notre industrie, mais encore la plupart des matières premières que celle-ci met en œuvre et même une portion importante des aliments nécessaires à nos ouvriers.

On ne manquera pas d'objecter, d'une part, que le travail pénible de l'agriculture est impossible aux Européens dans la majeure partie des régions intertropicales, et, d'autre part, que les races indigènes de ces régions sont, par suite du climat et de la facilité de la vie, très peu enclines au travail; on en déduira que la colonisation des pays tropicaux par l'Europe est une œuvre impossible.

Nous aurons l'occasion, au cours de cet ouvrage, de répondre à ces objections; bornons-nous à dire ici que la co-

l'colonisation des pays chauds ne doit pas être caractérisée par leur peuplement à l'aide des individus appartenant aux nations civilisées, mais que ces derniers doivent y jouer simplement le rôle d'impulseurs et de directeurs de l'œuvre de colonisation. Quant au travail, il doit y être fait par des races adaptées aux climats tropicaux. Celles-ci, nous dit-on, se refusent à travailler. Nous répondrons que cela n'est pas vrai de toutes. L'Indien, l'Annamite, le Siamois, le Birman, le Javanais, etc., s'adonnent volontiers à la culture du sol. Ceux qui ont vu les admirables champs des deltas du Gange, de l'Irawady, du Ménam, du Cambodge, du Fleuve Rouge, savent quels résultats on pourrait tirer du travail agricole des habitants de ces régions si l'on se donnait la peine de le diriger convenablement. Je vais plus loin, je ne crains pas d'affirmer que les Africains eux-mêmes sont susceptibles d'être entraînés au travail dans une certaine mesure. Il suffit pour cela de provoquer en eux le développement des besoins qu'ils ignorent encore. Déjà, partout où nous avons fait pénétrer des objets de nature à tenter la convoitise des indigènes de l'Afrique, tels que l'alcool, le tabac, les armes à feu, les verroteries, les cotonnades, nous voyons les noirs aller à la recherche des produits naturels de leur sol que nous leur demandons en échange de nos marchandises. C'est là une première étape dans la voie du travail. Dans quelques points, elle est déjà franchie et les noirs commencent à demander à la culture du sol les moyens d'acquérir nos marchandises.

Mais, en admettant que les indigènes des pays intertropicaux soient trop paresseux ou trop peu nombreux pour faire valoir la fécondité de leur sol, celui-ci se prête admirablement à l'emploi de la machine. Des millions et des millions d'hectares sans maîtres attendent sous les tropiques que l'Européen veuille bien les exploiter. L'Afrique est presque en entier dans ces conditions. Sans propriétaires et sans bornes, ses territoires sont merveilleusement disposés pour la culture industrielle, dans laquelle les bras font place à la machine et à l'intelligence directrice.

Les régions tempérées, qui sont aussi les régions civilisées, sont condamnées à établir avec les pays chauds, où la rigueur du climat rend le travail difficile et arrête l'essor de l'industrie et de la civilisation elle-même, des relations d'échanges sans lesquelles les habitants des premières seraient mis hors d'état de poursuivre leur œuvre industrielle et intellectuelle.

Il y a, si je ne me trompe, dans cette fatalité des choses, des causes déterminantes du mouvement d'expansion coloniale de l'Europe, et particulièrement de la France, assez puissantes pour qu'il soit inutile d'en aller chercher dans les fantaisies plus ou moins légitimes des hommes d'État.

Mais, dira-t-on, si la fatalité dont vous parlez pèse sur toutes les nations civilisées et productrices, comment se fait-il que certaines d'entre elles se tiennent encore à l'écart du mouvement colonial, et pourquoi, parmi celles qu'entraîne ce mouvement, en est-il qui s'y abandonnent avec plus d'ardeur que les autres?

La réponse à cette question sera aussi brève qu'elle nous paraît être topique. La situation topographique des nations de l'Europe a joué un rôle considérable dans l'empressement plus ou moins grand qu'elles ont mis de tout temps et qu'elles mettent encore à la recherche des colonies. Toutes celles qui ont une grande étendue de côtes ont une nombreuse population de gens vivant sur mer et de la mer. Au début, c'est uniquement en vue de la pêche et pour se procurer des aliments que les habitants des côtes maritimes bravent les hasards de la navigation. Puis, les courses s'allongeant en même temps que les navires augmentent de dimensions et de pouvoir de résistance aux flots et que la science de la navigation se développe, on va vers des côtes nouvelles. C'est d'abord peut-être une simple curiosité et l'amour des aventures qui poussent les explorateurs; mais bientôt la découverte de quelque produit chèrement vendu dans la mère patrie fait naître un sentiment nouveau, celui du commerce et du gain. Qui n'a présentes à la mémoire les formidables explosions de cupidité et les innom-

brables expatriations provoquées par la découverte de l'Amérique, que les imaginations européennes entrevoyaient comme un éblouissant Eldorado. N'est-ce pas à cette découverte, faite par des navires portant son pavillon, que l'Espagne dut d'être, pendant plus de deux siècles, l'une des plus riches nations du globe?

Les découvertes géographiques faites du quinzième au dix-septième siècle ont été suivies, chez toutes les nations maritimes de l'Europe, d'un mouvement considérable d'expansion coloniale, et l'on peut dire que c'est pour leurs colonies que l'Angleterre, la France, l'Espagne, la Hollande ont eu toutes les guerres qui figurent dans l'histoire de ces siècles.

Elles savaient bien, ces puissances, ce que valait la possession de ces terres lointaines, riches en produits encore inconnus que l'industrie européenne mettait en œuvre et que l'on revendait si cher après les avoir transformés en vêtements, en meubles, en aliments, etc. C'était à qui aurait le plus de navires pour aller chercher ces richesses; c'était à qui mettrait la main sur le plus grand nombre de milles de côtes inconnues.

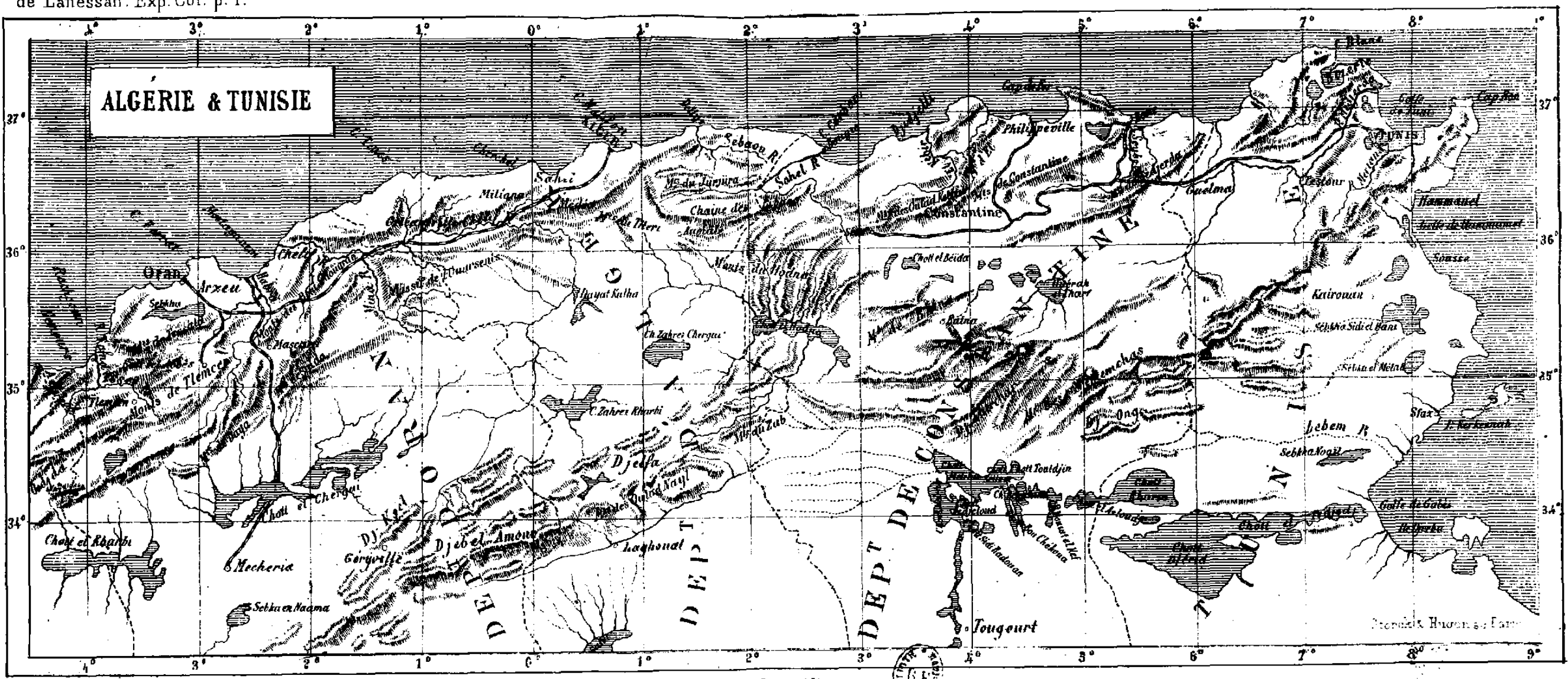
De cette concurrence devait naturellement naître la guerre, et de cette guerre résultait un élément nouveau, une cause déterminante nouvelle de l'expansion coloniale. Pour défendre leurs navires de commerce, les nations maritimes étaient obligées d'expédier dans toutes les mers des navires de guerre. A ceux-ci il fallait des ports de relâche, c'est-à-dire des établissements coloniaux.

L'industrie et la guerre se réunissaient ainsi pour déterminer les puissances maritimes à fonder au delà des mers des colonies. Bien mieux, il me paraît ressortir de l'étude attentive de l'histoire que la concurrence et même la lutte pour les colonies est la seule œuvre à laquelle les puissances maritimes de l'Europe eussent dû consacrer tous leurs efforts. C'est à leur constance à se borner à cette œuvre que l'Angleterre et la Hollande ont toujours dû leur prospérité. Tant que la France et l'Espagne s'y sont adon-

nées, elles ont été riches et fortes, tandis que chaque guerre européenne dans laquelle la France s'est lancée s'est terminée par un amoindrissement de sa richesse et de sa puissance militaire.

L'Allemagne semble avoir compris cette leçon de l'histoire. Il ne lui suffit pas d'occuper le premier rang en Europe ; elle semble, depuis quelques années, diriger ses principaux efforts vers la création d'une puissance maritime et coloniale qui lui a manqué jusqu'à ce jour. Elle convoite la Hollande, dont tôt ou tard elle s'emparera. En attendant, elle construit navires de guerre après navires de guerre, envoie des flottes sur tous les points du globe et met la main sur tous les territoires d'outre-mer qu'il lui paraît possible d'accaparer. Il est manifeste qu'en agissant de la sorte son grand homme d'État vise un double but : augmenter par la marine la force militaire de l'Allemagne et créer à son industrie des débouchés qui lui manquent de plus en plus comme à toutes les nations civilisées.

Je conclus. Éclairé par l'histoire, le mouvement d'expansion coloniale qui pousse en ce moment les plus grandes nations de l'Europe vers les régions les plus lointaines et les plus sauvages de notre globe ne nous apparaît que comme la manifestation fatale et nécessaire de la vie de ces nations. Comme Athènes et Sparte dans l'Asie, comme Rome dans la Gaule, la France, l'Angleterre, l'Allemagne vont chercher dans l'Inde, en Océanie, dans l'extrême Orient, les richesses nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. En échange elles apportent dans les lointaines régions, avec les produits de leurs industries, le génie qui les anime. Si l'on me demandait d'établir en millions la balance de cette double opération, je me bornerais à répondre qu'il m'importe peu de connaître ce qu'a coûté au peuple romain la conquête de la Gaule ; il me suffit de savoir que la France actuelle est le fruit de l'expansion coloniale de Rome, comme l'Algérie, l'Indo-Chine, le Madagascar, la Tunisie de l'avenir seront les fruits de l'expansion coloniale de la France.



L'EXPANSION COLONIALE

DE LA FRANCE

CHAPITRE PREMIER

LA FRANCE DANS L'AFRIQUE SEPTENTRIONALE

ALGÉRIE ET TUNISIE

(Carte I.)

1. — GÉOGRAPHIE PHYSIQUE DE L'ALGÉRIE ET DE LA TUNISIE.

Les établissements français de l'Afrique septentrionale comprennent l'Algérie et la Tunisie, c'est-à-dire qu'ils s'étendent depuis le Maroc à l'ouest jusqu'à la Tripolitaine à l'est, bornés au nord par la Méditerranée et sans limites fixes au sud, c'est-à-dire du côté du désert du Sahara. La frontière occidentale de ce vaste établissement, celle qui sépare l'Algérie du Maroc, est représentée par une ligne sinueuse qui part de l'embouchure de la rivière ou Oued Adjeroud et se dirige vers le sud, en laissant à l'ouest, c'est-à-dire au Maroc, la ville d'Oudjda, puis coupant le chott Gharbi pour aller rejoindre le 32° de latitude N. à la hauteur de l'oasis de Figuig, dont la population (15 000 individus) est à peu près indépendante¹. Au delà du 32°, le traité dit qu'« il est inutile d'établir une limite, puisque la terre ne se laboure pas », mais il énumère les tribus nomades qui relèvent soit de la France, soit du gouvernement Marocain. Dans la pratique, nos colonnes sont souvent obligées de poursuivre très loin dans l'ouest les tribus nomades qui viennent faire des incursions sur le territoire de l'Algérie.

1. Cette frontière a été établie par le traité du 18 mars 1845.

En 1882, nous avons dû poursuivre Bou-Amema jusqu'à 140 kilomètres au delà de Figuig.

Du côté de l'est, la frontière de nos établissements est formée, du nord au sud, par la ligne de côte qui descend du cap Bon à la petite Syrte, puis se porte obliquement du sud-ouest au sud-est jusqu'à la Tripolitaine. Entre cette dernière et la Tunisie la frontière est assez vague.

L'Algérie et la Tunisie étant placées encore dans des conditions politiques différentes, puisque la seconde conserve son gouvernement propre et n'est que soumise à notre protectorat, tandis que la première est placée sous notre entière domination, nous devons indiquer la frontière qui sépare les deux pays. Celle-ci part de la côte méditerranéenne à l'est du cap Rosa et du golfe au fond duquel se trouve La Calle ; elle descend obliquement vers le sud-ouest, traverse les montagnes de la Medjerda à l'ouest de Ghardimaou, puis se dirige directement vers le sud, passe à une petite distance à l'est de Tebessa, et se prolonge ensuite à travers le Sahara, en passant à l'ouest de Gafsa, et à l'est de Négrine et des oasis du Sahara.

L'Algérie est elle-même divisée politiquement en trois départements, dont le grand axe est dirigé du nord au sud : celui d'Oran, qui confine au Maroc, celui de Constantine, qui confine à la Tunisie, et celui d'Alger, entre les deux autres.

Les montagnes de l'Algérie et de la Tunisie. — Le Maroc, l'Algérie et la Tunisie sont traversés du sud-ouest au nord-est par un système de chaînes de montagnes dont les principales sont parallèles les unes aux autres, et dont l'alignement général part des sommets des îles Canaries pour aller se terminer en Tunisie, vers le cap Bon. Vues d'une grande hauteur, ces montagnes forment deux chaînes presque parallèles l'une à l'autre : l'une voisine de la Méditerranée, l'autre servant de limite septentrionale au grand désert du Sahara. Dans le Maroc, ces deux grandes chaînes transversales sont reliées par des chaînes secondaires plus ou moins obliquement dirigées du nord au sud et formant un grand massif montagneux. En Algérie, les deux chaînes laissent d'abord entre elles, dans les provinces d'Oran et d'Alger, un vaste plateau creusé en cuvette, dont l'altitude varie de 500 à 1000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Sur la frontière du Maroc, les deux chaînes sont écartées de 150 à 200 kilomètres ; elles se rapprochent ensuite graduel-

lement; dans la province de Constantine, elles sont reliées par des plissements obliquement dirigés de l'une à l'autre; dans la Tunisie, elles finissent par se confondre presque, pour aller se terminer, l'une au Ras ou cap Mekki, l'autre au cap Bon, en limitant le golfe de Tunis.

La plus septentrionale de ces deux chaînes, celle qui avoisine la Méditerranée, est moins élevée, mais aussi moins nettement limitée que l'autre et beaucoup plus large; elle est formée d'une nombreuse série de petites chaînes secondaires qui vont en s'élevant graduellement depuis les bords de la Méditerranée jusqu'aux plateaux qui forment la limite méridionale de la chaîne; un grand nombre de brisures perpendiculaires aux chaînes principales et secondaires et des coupures plus profondes servent de passage aux rivières.

Le Tell. — La chaîne la plus voisine de la mer est connue sous le nom de Montagnes du Tell; la chaîne qui borde le Sahara a reçu le nom de Chaîne Saharienne. Les plateaux élevés qui séparent les deux chaînes ont reçu celui de Hauts Plateaux.

Les caractères offerts par ces trois régions ne sont pas les mêmes dans les trois provinces algériennes.

Dans la province d'Oran, le Tell n'est formé que de chaînes secondaires peu élevées, et nettement graduées du nord au sud comme les marches d'un immense escalier qui partirait de la Méditerranée pour aboutir au Haut Plateau. L'étage inférieur, en bordure des plaines du littoral, est constitué par les monts Trara et Tessala à l'ouest, et par les monts Dahra à l'est, ceux-ci séparés des premiers par la vaste plaine du Sig, en arrière de laquelle sont les monts Beni Chougran; l'étage supérieur est formé par les monts de Tlemcen (1600 m.), de Daga (1300 m.) et de Saïda.

Dans la province d'Alger, le Tell offre des massifs moins régulièrement étagés et irrégulièrement disposés, parmi lesquels sont particulièrement remarquables : les monts Ouarsenis, dont le sommet le plus élevé atteint 1985 mètres; les monts du Dahra qui atteignent plus de 1500 mètres; les monts du Titeri qui ont jusqu'à plus de 1800 mètres; les montagnes de la grande Kabylie, dont le point culminant a 2308 mètres de hauteur. Dans la province de Constantine, le Tell est moins large que dans les régions précédentes et ses sommets atteignent une moindre élévation; le massif de la petite Kabylie, très confus, a son plus haut sommet

élevé de 1994 mètres, les monts du Hodna, ceux de la Medjerda et ceux de la Kroumirie sont moins élevés encore. Dans la Tunisie, le Tell s'abaisse encore, en même temps qu'il se confond avec les derniers massifs de la chaîne Saharienne.

Les Hauts-Plateaux. — Les Hauts Plateaux atteignent leur largeur maximum dans la province d'Oran, où ils affectent la forme spéciale d'une immense cuvette. Leurs fonds y sont constitués par les chotts Gharbi et Chergui, vastes dépressions dans lesquelles s'accumulent pendant les pluies les eaux descendant du Tell oranais d'une part, de la chaîne Saharienne de l'autre. Ces eaux entraînent les particules salines qui abondent dans les terrains qu'elles lavent; puis, lorsque le soleil fait évaporer les eaux de ces lacs temporaires, le sel se dépose dans le fond des chotts où les indigènes viennent le recueillir pour le transporter dans le Sahara. Dans la province d'Alger, les Hauts Plateaux sont moins larges, moins réguliers, coupés obliquement par une petite chaîne de montagnes; ils offrent diverses grandes cuvettes ou chotts, les chotts de Zahrès Gharbi et ceux de Zahrès Chergui. Dans la province de Constantine, les Hauts Plateaux sont encore moins nettement délimités que dans celle d'Alger; ils sont divisés en plusieurs grandes cuvettes par des chaînes montagneuses et secondaires étendues entre le Tell et la Chaîne Saharienne; les seuls chotts remarquables sont les chotts du Hodna, distingués en grand et en petit chott. Dans ces chotts se déversent quelques rivières importantes venant des monts Hodna.

La Chaîne Saharienne. — La Chaîne Saharienne est divisée assez nettement en une série de massifs auxquels on a donné des noms particuliers; ce sont: les monts Ksour, dans la province d'Oran, entre Figuig à l'ouest et Géryville à l'est, avec un sommet atteignant 2200 mètres; les monts Djebel Amour, également dans la province d'Oran, entre Géryville à l'ouest, Laghouat et Zenina à l'est; ils atteignent environ 1900 mètres; les monts Oulad-Nayl et Zab dans la province d'Alger, avec leurs plus hauts sommets ne dépassant pas 1500 mètres; les monts Aurès et Nemencha dans la province de Constantine moins hauts que les précédents; enfin, les massifs tunisiens de Freriche, de Hamadar, de Zaghuan, se terminant par les collines de la presqu'île de Dakla Mahouin. On remarquera que la

Chaîne Saharienne atteint son maximum de hauteur dans la province d'Oran, aux monts Ksour, et que ses massifs vont de là en s'abaissant graduellement jusqu'en Tunisie, où la chaîne se termine par de simples collines.

Le Désert. — Au delà de la chaîne Saharienne s'étend le désert, assez nettement divisible en deux zones : l'une au pied de la chaîne, stérile, tapissée de cailloux brisés détachés des montagnes et entraînés par les ruisseaux et les rivières du versant saharien : c'est le Hamada ; l'autre, l'Areg, rendue tout à fait inhabitable par ses sables arides et mouvants que ne traversent pas sans crainte les caravanes. Grandes, ensemble, de plus de 50 kilomètres dans le sud de la province d'Oran, les deux zones se rétrécissent beaucoup dans le sud de la province d'Alger, où elles n'ont pas plus de 1500 mètres, pour s'élargir de nouveau considérablement dans le sud de la province de Constantine, où elles ont jusqu'à 400 kilomètres de largeur. La zone aride de l'Areg forme la limite entre les populations de l'Afrique septentrionale et celles du Soudan occidental. Son niveau s'abaisse jusqu'à être, en beaucoup de points, inférieur à celui de la Méditerranée.

Pour compléter cette esquisse à grands traits de la géographie physique de nos établissements de l'Afrique septentrionale, il nous reste à énumérer les rivières principales.

Hydrographie. — Afin d'avoir une idée exacte de la distribution des eaux dans cette partie de l'Afrique, il ne faut pas oublier qu'elle est parcourue par deux chaînes de montagnes presque parallèles entre elles et parallèles à la Méditerranée, séparées par des plateaux élevés mais creusés en cuvette, et que chacune de ces chaînes offre deux versants : la chaîne du Tell, un versant nord tourné vers la Méditerranée et un versant sud tourné vers les Hauts Plateaux ; la chaîne Saharienne, un versant nord tourné vers les Hauts Plateaux et un versant sud regardant le Sahara.

Trois grandes rivières se jettent dans la Méditerranée sur les côtes de la province d'Oran. Ce sont, de l'ouest à l'est : la Tafna, formée par un grand nombre d'affluents, dont le principal est l'Isser, dans le massif des monts de Tlemcen ; la Macta, formée par la réunion du Sig et de l'Habra, qui naissent, le premier dans les monts de Daya, le second dans ceux de Saïda ; le Chélif, l'un des fleuves les plus importants

de l'Algérie ; il naît au delà des Hauts Plateaux, dans le massif saharien du Djebel Amour, traverse les Hauts Plateaux, traverse le Tell à l'est du massif de l'Ouarsenis, puis se dirige vers Mostaganem en suivant une direction presque parallèle à la côte et va tomber dans la Méditerranée à l'est de Mostaganem, après avoir reçu une grande rivière, la Mina, qui descend du massif de Saïda ; si le Chélif a une grande partie de son cours dans la province d'Alger, la Mina est tout entière dans la province d'Oran. Le Mazafran, l'Isser et le Sébaou, qui se jettent dans la Méditerranée sur la côte de la province d'Alger, sont beaucoup moins importants que les précédents ; ils naissent dans les montagnes du Tell Algérien.

Sur les côtes de la province de Constantine débouchent quatre fleuves notables : le Sahel, qui limite au sud la grande Kabylie et qui descend de la partie de la chaîne de Biban dans laquelle se trouve la ville d'Aumale : l'Oued-el-Kébir, qui descend des plateaux de Constantine ; le Safsaf, qui naît dans le massif montagneux d'El-Kantara ; la Seybouse, née de la réunion du Zenati, qui vient du mont de Constantine et du Cherf qui descend des plateaux d'Aïn-Béïda.

La Medjerda, née du massif montagneux de ce nom, dans la province de Constantine, et l'Oued-Mélégue, qui vient des montagnes de Tébessa, passent en Tunisie, se réunissent et vont se jeter sous le nom de Medjerda dans le golfe de Tunis. Les autres rivières de la Tunisie n'ont qu'une importance secondaire.

Les rivières qui descendent des montagnes du Tell sur le versant qui regarde les Hauts Plateaux n'ont que peu d'importance ; elles vont se perdre dans les Chotts dont nous avons parlé plus haut. Il en est de même des rivières qui naissent de la chaîne Saharienne sur le versant qui regarde les Hauts Plateaux.

Quant aux rivières qui descendent de la chaîne Saharienne sur le versant qui regarde le désert, elles sont, pour la plupart, peu importantes : 1° L'oued Zousfana ou rivière de Figuig, l'oued Namous, ou rivière d'Aïn-Sefa, l'oued Gharbi ou rivière d'El-Abiod, l'oued Seggueur ou rivière de Brezina, l'oued Zergoun ou rivière de Tadjerouna, descendent des montagnes du Ksour entre Figuig et Géryville et vont se perdre dans les sables de la région des Areg ; 2° toutes les

rivières qui descendent de la chaîne Saharienne entre Géryville et Tébessa se réunissent pour former l'oued Djedi qui coule de l'ouest à l'est parallèlement à la chaîne Saharienne et qui va se déverser dans le chott Melghir; dans ce chott, situé à un niveau inférieur à celui de la Méditerranée, viennent aussi se déverser toutes les rivières qui descendent du massif de l'Aurès et des monts des Némemcha. Dans la Tunisie, toutes les rivières qui descendent du versant sud du massif montagneux tunisien se réunissent pour former l'Oued-el-Hatob, qui se dirige vers le golfe de Sousse, mais qui disparaît dans les sables avant d'arriver à la mer.

Les chotts. — La mer intérieure. — Au chott Melghir, dans le sud de la province de Constantine et de la Tunisie, font suite, de l'ouest à l'est, une série de chotts dont les trois principaux sont : le chott Melrir, le chott Rharsa et le chott Djérid; leur niveau est, dans les deux provinces, inférieur à celui de la Méditerranée et ils s'étendent jusqu'au voisinage du golfe de Gabès sur une étendue de plus de 400 kilomètres. C'est cette région si fortement déprimée que l'on a proposé de transformer en une mer intérieure qui communiquerait avec la Méditerranée dans le golfe de Gabès. D'après Roudaire, « la superficie submersible du bassin du chott Melghir est de 6900 kilomètres carrés; celle du chott Rharsa, de 1300 kilomètres carrés. La nouvelle mer aurait donc une surface totale de 8200 kilomètres carrés, égale par conséquent à quatorze fois celle du lac de Genève, qui n'est que de 577 kilomètres carrés. Le fond des chotts étant plat et sensiblement horizontal, la mer intérieure aurait à peu près partout la même profondeur; la hauteur d'eau moyenne serait de 24 mètres ¹. » Nous reviendrons plus loin sur les conséquences qu'aurait l'établissement de cette mer africaine intérieure au point de vue de l'avenir de notre colonie et sur les études qu'elle a déjà provoquées.

Régime des eaux. — On commettrait une grave erreur si l'on assimilait les rivières dont nous venons de parler à celles de l'Europe et particulièrement de l'Europe septentrionale. Torrents impétueux pendant les pluies à cause de la pente rapide de leurs eaux, les ruisseaux, rivières et fleuves de l'Afrique septentrionale ne sont, pendant la majeure partie de l'année, que des fossés arides, marqués

1. ROUDAIRE, *La Mer intérieure africaine*, p. 91.

seulement par le relèvement des berges ou par la présence de quelques maigres végétaux dans les points les plus déclives, dans ceux où une couche souterraine d'argile empêche l'absorption totale de l'eau par les sables. Le plus grand fleuve de l'Algérie, le Chélif, roule parfois devant Orléansville jusqu'à 1448 mètres cubes d'eau par seconde, tandis qu'en d'autres temps son débit ne dépasse pas 1500 litres. Dans l'intérêt de la culture, on a dû se préoccuper de remédier artificiellement à la sécheresse habituelle des cours d'eau. Sur le trajet de la plupart des rivières et des fleuves, à l'entrée des plaines cultivées, on a établi des barrages importants, en arrière desquels s'accumule, pendant les pluies, l'eau qu'on distribue aux agriculteurs quand les fleuves se sont desséchés. Parmi ces barrages, l'un des plus importants est celui du bassin de l'Habra, dans le Tell Oranais; établi entre deux collines rocheuses, au confluent de quatre ravins, il a 478 mètres de longueur sur 40 mètres de haut et autant d'épaisseur; il limite un bassin qui peut contenir 14 millions de mètres cubes d'eau et qui sert à l'arrosage des belles plaines de Perrégaux. Un autre barrage établi sur le Sig, à sa sortie de la montagne, forme un bassin de 3 millions de mètres cubes d'eau qui sert à l'arrosage des riches cultures de la vallée de ce fleuve.

Les puits. — Sur les Hauts Plateaux et dans le Sahara on remédie à l'absence des rivières par le creusement de puits, dont quelques-uns sont d'une très grande importance. C'est à ces puits creusés de temps immémorial par les Arabes que toutes les oasis du Sahara doivent leur végétation. Le dattier, qui est l'arbre prédominant, sinon le seul, de ces oasis, exige, en effet, à la fois une forte chaleur et une grande quantité d'eau; il faut qu'il ait, selon le mot des Arabes, « le pied dans l'eau et la tête dans le feu ». L'existence de nappes d'eau souterraines au-dessous des sables du Sahara et l'existence de nombreuses dépressions de terrain, souvent inférieures au niveau de la mer, permettent de creuser, en beaucoup de lieux, des puits par lesquels l'eau jaillit au-dessus de la surface du sol. Les Arabes creusent ces puits à mains d'hommes, et en soutiennent les parois à l'aide d'un boisage que maintiennent des poutres entrecroisées ne laissant à l'eau que quatre petits passages. « Ce procédé primitif est encore employé et il existe une corporation de gens (les r'tassa) qui ont pour mission de

creuser la première couche et d'extraire du fond des puits les sables qui s'opposent à l'arrivée de l'eau. Ces plongeurs sont fort respectés dans le Sahara, et jouissent de grands privilèges ; mais leur vie est courte : quelques-uns parviennent à rester trois ou quatre minutes sous l'eau. Quand ils opèrent, leurs compagnons sont toujours en observation à l'ouverture du puits, prêts à descendre si un trop long temps s'écoule. C'est au moyen de paniers que les r'tassa enlèvent les sables extraits. Cette opération est toujours fort longue et les puits ainsi obtenus ont peu de durée. Les bois de soutènement pourrissent, les sables s'éboulent, le puits se comble et les oasis disparaissent faute d'eau ¹. »

A l'aide de semblables procédés, on ne peut creuser de puits que dans les lieux très déprimés et où la nappe d'eau n'est qu'à une faible profondeur. Avec les appareils modernes de forage des puits artésiens, nous avons déjà obtenu des résultats considérables et nous pourrions, sans contredit, rendre possible la culture dans un grand nombre de localités aujourd'hui frappées de la plus triste aridité. C'est seulement en 1854 que le général Devaux eut l'idée de faire creuser des puits artésiens dans le bassin Saharien. En 1856, l'ingénieur Jus creusa le premier puits et obtint une véritable rivière dont le débit était de 4 010 litres d'eau par minute, c'est-à-dire 610 litres de plus que le puits artésien de Grenelle. Depuis cette époque, un grand nombre de puits ont été creusés, d'abord dans la province de Constantine, puis dans celles d'Alger et d'Oran. « A la fin de 1884, le débit des nappes jaillissantes captées depuis 1856 pour la province de Constantine, et depuis 1882 pour les deux autres départements, était de 235 mètres cubes par jour, soit de 85 884 mètres cubes par an ². » La profondeur de ces puits varie de 6 à 170 mètres ou plus. Nous reviendrons plus bas sur l'importance de ces travaux au point de vue de l'avenir de notre colonie africaine.

Les côtes et les ports. — Jetons maintenant un coup d'œil sur les côtes méditerranéennes de nos établissements de l'Afrique septentrionale et notons les ports, abris et mouillages qu'elles présentent. Nous compléterons ainsi notre esquisse de la géographie physique de l'Algérie et de la

1. Dr QUESNOY, *L'Algérie*, p. 147.

2. *Statistique générale de l'Algérie*, années 1882 à 1884.

Tunisie. Depuis l'embouchure de l'oued Adjeroud qui sépare le Maroc de l'Algérie jusqu'au cap Bon, la côte se dirige de l'ouest à l'est en remontant graduellement un peu vers le nord.

A partir du cap Bon, elle descend du nord au sud, jusqu'au fond du golfe de Gabès, où elle reprend sa direction générale de l'ouest à l'est.

De l'ouest à l'est, nous trouvons sur cette côte les baies et rades suivantes : la baie dans laquelle se jette l'oued Adjeroud, limitée à l'est par le cap Malouïa, sans importance; le port de Nemours, mal abrité; le port d'Oran, artificiel, sans mouillage extérieur, et, tout près, à l'ouest, la magnifique rade de Mers-el-Kébir, qui peut recevoir les plus grandes flottes et qui, avec les fortifications dont elle est pourvue, constitue l'un des meilleurs abris de la côte d'Afrique. Plus à l'ouest, au delà du cap Ferrat qui s'avance fortement dans la mer, se trouve la belle rade d'Arzeu, qui peut recevoir des navires de toutes grandeurs, et le port d'Arzeu, point principal d'exportation de l'alfa; un peu plus loin, dans le fond du golfe, l'embouchure de la Macta et le petit Port aux Poules, puis, en face d'Arzeu, le port peu praticable de Mostaganem. En suivant la côte à l'est du golfe dans lequel sont situés Arzeu et Mostaganem, nous sommes obligés d'aller jusqu'à la magnifique baie d'Alger pour trouver un mouillage. Le port d'Alger n'est cependant pas aussi bon qu'on pourrait le désirer. Il n'est que très insuffisamment abrité par les collines du Sahel contre les vents nord-ouest qui sont les plus dangereux dans ces parages; il est totalement ouvert au sud et à l'est et n'offre aucune protection naturelle contre les flottes ennemies.

Du cap Matifou, qui limite à l'est la baie d'Alger, jusqu'au cap Carbon, la côte n'offre aucun abri, même pour des navires de cabotage; tout au plus trouve-t-on à l'ouest, du cap Corbelin à Zeffoun, un abri contre les vents d'est. Le cap Carbon protège à l'ouest la belle rade de Bougie dans laquelle se déverse le Sahel. Le port de Bougie est protégé contre les vents du nord et de l'ouest par le massif montagneux du Gouraya que termine le cap Carbon; cette protection le rend beaucoup meilleur que celui d'Alger. Mais il ne pourrait pas plus que ce dernier servir, en cas de guerre, de centre d'action et d'abri à une flotte, malgré les forts qui le protègent.

Le petit port de Djidjelli, autrefois très fréquenté, n'est que fort peu abrité; il tend cependant à acquérir une certaine importance, parce que vers lui rayonnent, assez naturellement, les produits miniers et forestiers de la région du Tell qui l'entoure. A l'est du promontoire du Boujaroum se trouve le port de Collo, dont la tenue est bonne, mais qui est de petites dimensions et qui est encore dépourvu de communications avec l'intérieur.

Le port de Philippeville, à l'embouchure du Safsaf, est plus vaste que le précédent et a été l'objet d'améliorations qui lui donnent une grande supériorité; mais il n'a de valeur qu'au point de vue commercial et pour les navires de second ordre. La grande baie qui s'étend à l'ouest de Philippeville est fermée par le cap de Fer, très avancé vers l'ouest; au delà, nous trouvons le cap Takouch qui protège le petit port d'Herbillon, puis le cap de Garde qui ferme à l'ouest la belle rade et le port de Bône, situé à l'embouchure de la Seybouse, au centre d'une région très fertile. Le seul port que nous trouvions ensuite sur la carte de l'Algérie est celui de La Calle : il est médiocre et d'un accès difficile.

La Tunisie nous offre deux bons ports, celui de Bizerte et celui de Tunis. Le port de Bizerte est le seul de toute la côte de nos établissements africains qui offre des conditions d'abri à une flotte de guerre. Son étendue et sa profondeur le rendent apte à recevoir les plus grands navires et les plus belles flottes; son ouverture étroite et facile à défendre le met à l'abri de toute attaque venant de la mer. « Lorsqu'il aura été suffisamment creusé, organisé et fortifié, il formera un point d'arrêt inattaquable pour la flotte ennemie, et une base d'opérations excellente pour les entreprises offensives de nos escadres sur Malte et la route de l'Inde¹. » La rade et le port de Tunis sont magnifiques et peuvent recevoir les plus grands navires, mais ils n'offrent pas les conditions nécessaires à un port de guerre. La ville communique avec le golfe par le canal de la Goulette.

Dans la partie qui descend du nord au sud, la côte de la Tunisie n'offre que le petit port d'Hammamet, celui de Suse, celui de Sfax et celui de Gabès, dont la valeur, même au point de vue purement commercial, n'est pas très considérable. Le port de Gabès acquerrait une grande importance

1. *Les Colonies nécessaires*, par « Un marin », p. 67.

si l'on ouvrait la mer intérieure de l'Afrique, car il en protégerait l'entrée et il en recevrait tous les produits.

Principaux centres. — Dans nos établissements de l'Afrique septentrionale les villes importantes sont encore peu nombreuses.

Dans la province d'Oran, les villes de quelque importance sont étagées assez régulièrement : autour de la mer, au centre du Tell, à la limite du Tell et des Hauts Plateaux, et dans la chaîne Saharienne. Sur les bords de la mer nous trouvons Oran, Arzeu et Mostaganem. Oran est le chef-lieu, avec 53 500 habitants, parmi lesquels un grand nombre d'Espagnols. C'est à Arzeu que se font les principaux embarquements d'alfa. Mostaganem est entourée de belles cultures et de villages importants. Au centre du Tell nous trouvons Tlemcen, dans le massif montagneux de ce nom, à une altitude de 830 mètres, à l'abri des vents du Sahara, exposée au contraire aux brises de la mer, dans des conditions de grande salubrité, entourée de très belles cultures et d'oliviers qui fournissent une huile renommée; elle compte 17 000 habitants, dont 3000 à 4000 Juifs; elle est le centre des marchés fréquentés par les caravanes du Sud oranais et du Maroc; — Sidi-Bel-Abbès, sur le Sig, ville ancienne, l'une des plus jolies de l'Algérie, dans un pays très salubre, abondamment pourvu d'eau et très fertile; elle a 13 300 habitants, en grande partie espagnols; à peu de distance de la ville se trouve un barrage large de 43 mètres et haut de 9 mètres, retenant pendant les pluies les eaux du Sig en vue de l'irrigation de la vallée du fleuve pendant le reste de l'année; — Mascara, à 585 mètres d'altitude, dans le massif des Beni-Chougran, au-dessus des fertiles plaines d'Egris et de Traria, peuplées d'un grand nombre de villages et situées au centre de superbes plantations de vignes que viennent cultiver des Espagnols et des Marocains; ancienne résidence favorite d'Abd-el-Kader, elle fut brûlée en 1835 par nos troupes, puis reconstruite par les Arabes et brûlée de nouveau en 1841; ses vignobles lui promettent un bel avenir.

A la limite du Tell et des Hauts Plateaux Oranais, citons de l'ouest à l'est : Sebdou, au sud de Tlemcen, à 960 mètres au-dessus du niveau de la mer, dans les monts de Tlemcen et dans la partie supérieure du cours de la rivière Tafna; — Daya, au centre d'une forêt de pins et de chênes, à une alti-

tude de 1500 mètres, dans les monts de Daya et dans la région supérieure du cours du Sig ; — Saïda, sur les bords de la rivière de Saïda, à une altitude de 870 mètres, dans les monts de Saïda, centre où l'on apporte l'alfa des Hauts Plateaux Oranais pour le diriger vers le port d'Arzeu ; — Tiaret, dans le bassin supérieur de la Mina, à 1083 mètres d'altitude, dans une position stratégique importante, ville créée en 1843, contenant aujourd'hui 2800 habitants, située au centre de pâturages immenses où sont élevés de nombreux et grands troupeaux de chevaux et de moutons ; il s'y tient un grand marché d'échanges entre les produits du Tell et ceux qu'apportent les caravanes du Sahara.

Les Hauts Plateaux Oranais n'étant peuplés que de tribus errantes ne comptent aucune autre agglomération permanente que quelques postes fortifiés et des centres d'exploitation de l'alfa établis sur la ligne ferrée de Saïda à Méchéria. Cette ligne traverse les Hauts Plateaux dans la région où croît le plus abondamment l'alfa, en se dirigeant vers la chaîne saharienne. De Méchéria partent trois routes bien imparfaites : l'une qui se dirige vers le Sahara marocain et qui fut suivie en 1870 par le général de Wimpffen, l'autre qui continue en ligne presque droite la voie ferrée jusque dans la Chaîne Saharienne, à Aïn-Séfra, la troisième qui se porte vers Géryville, cité purement militaire, de 800 à 900 individus, bâtie pour surveiller la région des Hauts Plateaux et du Sahara Oranais.

Dans la province d'Alger, la région du Tell offre un certain nombre de villes importantes. Citons d'abord, sur la côte : Alger, la capitale, avec ses 65 000 habitants et son accroissement incessant, dû non seulement au progrès général de l'Algérie, mais encore à l'hospitalité qu'elle offre à un grand nombre d'Européens qui y viennent chercher le soleil, le repos et la santé. A l'ouest d'Alger, dans les collines du Sahel, la petite ville de Koléa est entourée de riches cultures et de nombreux villages de colons. Au sud et à l'est d'Alger, les riches plaines de la Mitidja sont couvertes de magnifiques cultures et de villages importants dont la richesse est due en grande partie à l'aménagement intelligent des eaux des rivières qui traversent la plaine : l'oued Nadir, le Mazafran, formé par la réunion de l'oued Djer et de la Chiffa, l'oued el-Harrach, l'oued el-Hamiz, l'oued Boudoriadou. A l'ouest d'Alger, dans la vallée du Chélif, nous devons citer : Orléans-

ville, au pied des monts de l'Ouarsenis, à moitié chemin d'Alger à Oran, dans un climat très chaud, au centre d'assez belles cultures qui augmentent chaque année et qui sont rendues plus faciles par d'importants barrages sur les affluents du Chélif; elle compte actuellement 2200 habitants; elle est en voie d'accroissement.

Miliana, également sur le Chélif, au centre d'un pays qui commence à produire du vin en abondance et de bonne qualité : avec ses 8000 habitants elle est en progrès incessant.

Dans le massif montagneux du Titeri, nous nous bornons à citer Médéah, Aumale, Boghar sur le haut Chélif et sur la route d'Alger à Laghouat, à la limite du Tell algérien et des Hauts Plateaux.

Quant à ces derniers, ils produisent, dans la province d'Alger comme dans celle d'Oran, une grande quantité d'alfa, mais l'exploitation est peu considérable à cause de la difficulté des communications, l'absence de voie ferrée et même celle de routes commodes. Dans la chaîne Saharienne de la province d'Alger se trouvent deux centres importants de population : Djelfa, entourée de 156 000 hectares de belles forêts, et Laghouat, à la limite du Sahara, à 450 kilomètres d'Alger, à 741 mètres d'altitude, au centre d'une magnifique oasis qui a plus de 200 hectares de superficie et qui compte plus de 30 000 palmiers. Autour de cette oasis s'étend la région à laquelle on a donné le nom de *désert d'érosion*. « Les rochers qui émergent de la mer saharienne ne sont que les débris de terres effondrées. En observant leurs assises fichées verticalement dans le sable on a le sentiment d'une effroyable destruction. Leurs ruines ressemblent à des épaves pétrifiées de vaisseaux gigantesques, brisés par quelque tempête formidable; depuis des siècles et des siècles, nulle verdure n'est venue couvrir ces ruines; elles resteront éternellement stériles avec leurs murs rougeâtres qui percent leur linceul de sable, sans cesse battues par des vents brûlants et calcinées par un soleil de feu. Cependant, au centre même de ces roches effondrées, dans les fonds où les terres argileuses retiennent un peu d'eau, on trouve quelques plantes et, par le même fait, quelques cultures; des fermes et de petits ksour s'y abritent comme dans les cuvettes de Miloch et d'El-Haouita. La ceinture de rochers qui ferme ces cuvettes présente l'aspect le plus pittoresque : ce sont des murailles énormes renversées les unes sur les autres et dont les fissures offrent au-

dessus de la plaine le plus bizarre profil. Le Guern-Haouita (petite muraille) s'élève à 1185 mètres au-dessus du niveau de la mer, avec un relief absolu de 140 mètres¹ ». De Laghouat part une route qui descend vers le sud-est à travers le désert, et, par Ghardaïa, va gagner Ouargla, qui est située au-dessous du 32° degré de latitude, en plein désert.

Dans la province de Constantine, nous nous bornerons à citer sur la côte : Bougie, Philippeville et Bône, dont nous avons déjà parlé. En arrière de ces villes, ou plutôt entre Alger et Philippeville, toute la région montagneuse du Tell est peuplée par les Kabyles. Ce sont des musulmans moins ardents que les Arabes et sédentaires, habitant des villages perchés sur les arêtes des montagnes d'où ils descendent vers les villes, vers les régions cultivées par des colons européens, vers les mines, comme le font nos Auvergnats et nos Savoyards, puis retournent, après avoir fait quelques économies, dans leurs montagnes où ils achètent des terres. Dans toutes les montagnes de la Kabylie il n'existe aucune ville importante; la terre cultivable est rare, l'eau l'est davantage encore.

A l'est de la Kabylie, dans la vallée de la Seybouse, au-dessus de Bône où aboutit cette rivière, se trouve Guelma, ville en progrès, de plus de 4000 habitants; elle est située dans une région qu'enrichit la culture de l'olivier, de la vigne, des céréales. Dans l'ouest de Guelma, sur les derniers contreforts du Tell de la Kabylie, nous trouvons Constantine, ville de 33 000 habitants, construite sur un rocher à 600 mètres d'altitude. « Ce rocher faisait partie de la digue naturelle qui fermait, au nord, les grands bassins lacustres des plateaux. Il a été miné par les eaux, qui se sont d'abord frayé un passage souterrain; puis, les voûtes de ce canal se sont en partie effondrées, et il en reste trois arches gigantesques de 50 à 100 mètres de large, sous lesquelles les eaux du Rummel s'échappent en magnifiques cascades pour descendre dans le bassin inférieur². »

La Tunisie ne compte qu'un petit nombre de villes importantes. Au premier rang, citons sa capitale, Tunis, magnifique et très curieuse ville de construction mauresque et réunie au golfe de Tunis par le canal de la Goulette. Tunis

1. Niox, *Algérie : Géographie physique*, p. 130.

2. Niox, *Loc. cit.*, p. 200.

compte environ 125 000 habitants, parmi lesquels 34 100 Européens, dont près de 4000 Français. La Goulette, qui est le port de Tunis, peut en être considéré comme un faubourg ; elle a une population de 4000 individus environ appartenant à des nationalités très diverses. Bizerte, à 60 kilomètres de Tunis, renferme près de 5000 habitants ; elle est bâtie dans une situation très pittoresque entre la mer et le lac de Bizerte, qui pourrait être aisément converti en un magnifique port. La ville religieuse de la Tunisie est Kaïrouan, dans une situation qui y fait aboutir toutes les routes de la Tunisie centrale. La population ne se compose pas de plus de 13 à 14 000 individus. Citons encore Sfax, avec ses 10 000 habitants et Gabès qui n'a que 3000 habitants, mais qui prendrait une immense importance si l'on faisait la mer intérieure.

Voies de communication. — Chemins de fer. — Des chemins de fer ou des routes d'une importance et d'une valeur très variables relient les centres principaux de population dont nous venons de parler. Une ligne ferrée relie Oran à Alger ; elle traverse d'abord les plaines du Sig et du Chélif, puis elle suit la vallée du Chélif en passant par Orléansville et Miliana, jusqu'à la plaine de la Mitidja qui entoure Alger. Sur cette ligne transversale s'embranchent deux voies qui descendent vers le sud : la première passe entre les massifs montagneux de Tlemcen et celui de Daya par Sidi-bel-Abbès et Magenta ; la seconde suit la vallée du Sig, d'Arzeu à Mascara, Saïda, le seuil du Kreïder qui coupe le Chott Chergui, jusqu'à Méchéria, au centre des Hauts Plateaux, d'où elle devra être prolongée d'une part vers Géryville, de l'autre vers Aïn-Sefra dans la Chaîne Saharienne. Une autre grande ligne ferrée transversale devra plus tard réunir Alger à Tunis, en passant par Sétif, Constantine, Guelma, Soukahrass et Ghardimaou ; mais elle manque encore entre Sétif et Alger. A cette ligne transversale se raccordent actuellement deux voies verticales : l'une qui réunit Bône à Guelma, l'autre qui descend de Philippeville, passe par Constantine, puis descend vers le sud à travers le Haut Plateau de Constantine pour gagner Batna, d'où elle devra être prolongée jusqu'à Biskra et plus tard jusqu'à Touggourt et à Ouargla. Ainsi achevée, cette ligne rendrait d'immenses services à l'Algérie en la mettant en rapport avec le centre des caravanes du Sahara oriental.

Les routes. — Aux chemins de fer il faut ajouter un réseau de dix routes nationales, représentant dans son ensemble

près de 3000 kilomètres¹; plus 744 kilomètres de routes départementales et plus de 9000 kilomètres de chemins vicinaux de grande communication ou d'intérêt local. Mais il faut ajouter, pour être exact, que ces routes et chemins sont loin d'être achevés. Un document officiel en fait l'aveu de la façon suivante : « Il est d'ailleurs à remarquer que les routes et chemins ne sont pas tous complètement empierrés et qu'un grand nombre d'entre eux sont sur plusieurs points ouverts sans empierrement et même en lacune. Il s'écoulera sans doute de longues années avant que l'ensemble du réseau soit entièrement exécuté et livré à la circulation¹. »

Nous connaissons les caractères géographiques de nos établissements de l'Afrique septentrionale; nous devons maintenant en étudier les habitants, les produits agricoles et industriels, et les échanges commerciaux. Dans cette partie de notre étude comme dans la précédente nous nous arrêterons aux grands traits, désireux non point de donner au lecteur une connaissance approfondie de tous les détails des sujets que nous traitons, mais plutôt une vue d'ensemble et en quelque sorte synthétique, de nature à faire surgir dans son esprit les problèmes qui se posent devant nos hommes d'État et les solutions qu'ils comportent.

Situation physique de l'Algérie et de la Tunisie. — Toutes les questions économiques, politiques et sociales relatives à un pays quelconque sont dominées par les conditions physiques de ce pays. Nous ne devons pas perdre de vue cette vérité en abordant les questions de ces divers or-

1. TABLEAU DU RÉSEAU KILOMÉTRIQUE DES ROUTES ET CHEMINS EXISTANT EN ALGÉRIE AU 31 DÉCEMBRE 1884.

DÉPARTEMENTS.	ROUTES nationales.		CHEMINS non classés.		ROUTES départe- mentales		CHEMINS vicinaux de grande communi- cation.		CHEMINS vicinaux d'intérêt commun.		TOTAL.	
	kilom.	m.	kil.	m.	kil.	m.	kilom.	m.	kilom.	m.	kilom.	m.
Alger. . . .	1071	119	177	714	176	965	2340	881	962	726	4729	405
Oran	998	515	168	459	57	600	1640	920	449	622	3315	116
Constantine.	871	104	»	»	509	259	1029	060	643	757	5053	180
Totaux. .	9940	104	346	173	743	824	7010	861	2,056	105	13097	701

1. *Statistique générale de l'Algérie, 1882-1884, p. 177.*

dres relatives à nos établissements de l'Afrique occidentale. Résumons donc avant d'aller plus loin les conditions physiques de ces établissements. De tout ce que nous avons dit plus haut, il résulte que les territoires de l'Algérie et de la Tunisie sont divisés en deux catégories bien distinctes : la première, représentée par les massifs montagneux qui se succèdent sans interruption le long des côtes de la Méditerranée sur une largeur qui varie entre 120 et 260 kilomètres et par la chaîne montagneuse du Sahara; la seconde, par les Hauts Plateaux situés entre les deux chaînes parallèles de montagnes dont nous venons de parler, et par l'immense désert qui sous le nom de Sahara s'étend du pied de la Chaîne Saharienne jusque dans le Soudan, c'est-à-dire jusqu'aux bassins du Sénégal et du Niger au sud, jusqu'à l'océan Atlantique à l'ouest et jusqu'au bassin du Nil à l'est. Seules, les parties montagneuses de nos établissements comportent des cultures variées et riches, parce que seules elles ont un sol fertile et reçoivent des pluies suffisamment abondantes. Mais, à ce double point de vue, il faut encore distinguer la chaîne montagneuse voisine de la mer, c'est-à-dire le Tell, de la Chaîne Saharienne. La première seule offre véritablement toutes les conditions exigées par l'agriculture. Quant aux Hauts Plateaux et aux plaines du Sahara, l'absence presque absolue d'eau les rend à peu près inaptes à la culture. Dans les Hauts Plateaux nous ne trouvons que quelques graminées spontanées, l'alfa et le diss, quelques arbrisseaux et, de loin en loin, des oasis de dattiers; tous ces végétaux sont entretenus à peu près uniquement par les eaux qui s'accumulent dans les déclivités du terrain à la suite des pluies, par l'existence de quelques nappes souterraines d'eau et par le cours également souterrain des rivières qui descendent soit du versant méridional du Tell, soit du versant septentrional de la Chaîne Saharienne. Quant aux plaines mamelonnées du Sahara, la rareté plus grande encore de l'eau y supprime presque toute végétation. De loin en loin seulement, dans les dépressions les plus grandes du sol, — dépressions dont le niveau se trouve parfois au-dessous de celui de la Méditerranée, — on trouve des oasis où croissent à peu près exclusivement les dattiers. D'une façon générale on peut dire que le Tell est le pays des cultures riches, les Hauts Plateaux celui de l'alfa, et le Sahara celui des dattiers.

Population. — Dans ces territoires si différents vivent des populations non moins différentes. Dans le Tell dominant les populations sédentaires et agricoles des Kabyles. Sur les Hauts Plateaux et dans les oasis du Sahara vivent les Arabes pasteurs et nomades. Ces derniers cependant poussent souvent leurs troupeaux dans les parties montagneuses et plus riches en végétaux du Tell ou de la Chaîne Saharienne, et ceux qui vivent sur les Hauts Plateaux ou dans la Chaîne Saharienne s'adonnent à une culture restreinte des céréales dont ils vivent. Ceux du Sahara se nourrissent à peu près exclusivement des dattes produites dans les oasis et du lait de leurs chameaux. Une grande partie des populations nomades du désert appartiennent, comme les Kabyles, à la race berbère; de ce nombre sont les tribus les plus puissantes, celles des Touaregs.

Kabyles et Arabes. — Beaucoup d'auteurs pensent que les Kabyles représentent la population primitive du nord de l'Afrique; celle-ci aurait été refoulée d'un côté dans les montagnes, d'un autre côté, dans les solitudes du désert par les Arabes venus du Soudan oriental et de l'Arabie. Les villes sont peuplées par deux autres catégories d'individus : les Maures et les Juifs.

Les Kabyles du Tell et les Arabes des Hauts Plateaux et du Sahara présentent des caractères d'organisation et de race assez différents pour qu'il soit aisé de les distinguer. « Les Kabyles d'aujourd'hui, dit le docteur Quesnoy¹, ont conservé les aptitudes qui distinguaient leurs ancêtres; ils sont agricoles, préfèrent l'habitation fixe à la tente; ils sont industriels et adonnés au travail des métaux; ils aiment passionnément leur lieu de naissance, et quand ils s'en écartent, c'est avec la pensée bien arrêtée d'y revenir quand ils auront amassé par leur travail assez d'argent pour acquérir un lopin de terre et se construire une habitation chez eux. Aucune terre n'est inculte sur le flanc de leurs montagnes; ils disposent des murs de soutènement afin de former des gradins d'un accès facile. Les Kabyles savent mieux que les Arabes ce que c'est que l'honneur, la probité, et ils ont une dignité personnelle qui prend sa source dans leur fière indépendance. Enfin ils vivent dans le voisinage les uns des autres; leur réunion en villes, en villages, est la

1. *L'Algérie*, p. 251.

preuve d'un certain degré de sociabilité et d'association susceptible de développement. L'Arabe est l'envahisseur de l'Afrique du Nord, il a repoussé le peuple primitif et l'a réduit à vivre dans les montagnes. Cette raison serait suffisante, déjà, pour écarter toute fusion entre lui et le Kabyle... »

« L'Arabe, du temps de Moïse, était déjà fier et farouche, ami de la lutte et de la guerre. Il en est encore ainsi maintenant. L'Arabe est toujours semblable à lui-même; pas plus que son costume et son habitation, ses mœurs n'ont changé. C'est toujours le même homme maigre, agile, ayant des poses théâtrales, majestueuses, des gestes, des paroles calculées, mesurées, beaucoup d'énergie et de dignité. Cavaliers intrépides, ils savent tirer d'un cheval de médiocre apparence un parti merveilleux. Ils n'ont pas de besoins, vivent de peu et sont en général très durs à eux-mêmes. Le caractère moral de l'Arabe n'est pas en harmonie avec les airs dignes et majestueux qu'il affecte; un de ses moindres défauts est l'appropriation du bien d'autrui, dont il ne se prive jamais quand l'occasion lui paraît bonne, fidèle en cela au précepte du Coran qui dit que « les biens de la terre appartiennent aux musulmans »; aussi le vol n'est pas considéré chez eux comme une mauvaise action, au contraire; un adroit voleur est un homme apprécié, estimé, dont on vante les exploits, surtout quand le vol se pratique chez des tribus avec lesquelles il n'existe pas de liens d'amitié, à plus forte raison quand il se commet chez les Roumis. Dans ce cas, c'est acte méritoire dont l'auteur se glorifie autant que d'une action d'éclat.

« Les razzias de tribu à tribu ne sont pas autre chose que des vols qui prennent le caractère d'un acte de répression, de vengeance ou de réciprocité; mais pour l'exécuter, on fait miroiter au yeux des agresseurs le butin à enlever, les trésors à acquérir. C'est le vol en grand, décoré d'un nom qui fait croire à une action de guerre et qui donne illusion aux Arabes eux-mêmes. Ils sont, en effet, passionnés pour le bruit, pour la parade; leur imagination s'exalte facilement et ils sont avides des circonstances qui peuvent mettre en évidence leur bravoure et leurs qualités équestres. A l'inverse du Kabyle, l'Arabe ne tient pas au sol; son genre de vie ne comporte pas l'amour de la localité; il se déplace aussi souvent que les circonstances l'exigent pour procurer des pacages aux troupeaux; de là, la nécessité d'avoir des

habitations mobiles, que quelques heures suffisent à élever et à abattre, et dans lesquelles cependant toute la famille trouve un abri conforme à ses besoins et à ses goûts. Ismaël, ou plutôt la tribu d'Ismaël, avait, comme ses descendants, des tentes pour abri, et il est probable qu'aucun changement n'a été apporté dans les coutumes et les mœurs de ces nomades que nous trouvons absolument les mêmes, depuis l'époque où des historiens nous les ont présentés.

« Outre ces caractères généraux de race, nous trouvons encore des caractères physiques, qui accentuent davantage les différences d'origine. Le Kabyle est de taille moyenne, son visage est large, carré; ses yeux sont d'un gris clair, ses cheveux châlains quelquefois roussâtres. Il se rase jusque vers vingt-cinq ans; après cet âge, il laisse croître sa barbe, tandis que l'Arabe ne doit jamais se raser; ce sont les ciseaux qui, chez lui, font l'office de rasoir. Le Kabyle n'a généralement pas la tête couverte, ou il ne porte qu'une simple petite calotte (chéchia) toujours très crasseuse; pour vêtement, il a une chemise de laine jusqu'aux genoux et quelquefois un mauvais burnous sale et déchiré, héritage de famille qui a fait la parure de quelqu'un de ses ascendants. Il marche nu-pieds; mais, probablement pour éviter l'action des broussailles, il porte des guêtres en laine tricolée qui lui couvrent les jambes. Quand ils voyagent ou qu'ils travaillent, les Kabyles portent un tablier de cuir. A l'époque des moissons, ils descendent dans les plaines pour travailler aux récoltes des Arabes, et portent tous ce tablier qui leur rend de grands services pour ce genre de travail. Ce déplacement des montagnards pour chercher des occupations lucratives est une preuve de leur grande activité; ils mettent leur temps à profit et se font un capital. Sans eux les Arabes seraient toujours embarrassés au moment des moissons, parce qu'ils n'ont ni le courage ni l'énergie des Kabyles, qui s'emploient du reste aussi chez les colons français, lesquels sont enchantés de les trouver à l'occasion. Quand ils ont fini les récoltes en plaine, ils regagnent leurs montagnes, où ils font leur propre moisson, toujours en retard. Le Kabyle a une prédilection pour l'habitation fixe; quand il n'a pas de maison en pierres sèches, couvertes en chaume ou en tuiles, il a au moins un gourbi fait en branchages, mais c'est l'exception. La maison a plu-

sieurs pièces : l'une sert à la famille, l'autre au bétail ; de plus il existe un enclos fermé de murs. La culture de la terre est le plus grand soin du Kabyle. Il travaille beaucoup et en toute saison ; il s'occupe de jardinage, il cultive les plantes maraîchères, les arbres fruitiers ainsi que les oliviers, qui sont d'un grand rapport, soit comme fruits, soit comme huile. La nature des pays de montagnes ne permet pas de grandes cultures de céréales ; néanmoins il fait du blé, de l'orge autant qu'il peut. Mais son industrie ne se borne pas à la terre, il travaille le bois, le fer ; certaines tribus fabriquent des objets qui ne dépareraient pas des collections. Les Beni-Abbas sculptent et gravent le bois ; les Flissas font des armes qui portent leur nom : ce sont de longs sabres à pointe très-affilée, dont la blessure est grave ; les batteries de fusils et les bois se confectionnent aussi dans le pays. Les femmes font des poteries grossières, de formes très variées, recouvertes de dessins qui rappellent ceux qui se trouvent sur les ustensiles en peau d'antilope dont se servent les Touaregs.

« Une tribu a surtout la spécialité des bijoux d'argent pour femmes, c'est la tribu des Beni-Yenni, qui joint à ce savoir celui de la fabrication de la fausse monnaie ; mais cette ressource est fort diminuée aujourd'hui pour elle. La poudre se fabrique aussi dans le pays en assez grande quantité pour en fournir partout. Tous les éléments se trouvent réunis dans le voisinage des Reboulas, qui sont passés maîtres dans cette préparation. Ils exploitent aussi le minerai de fer, qu'ils traitent par la méthode catalane.

« Chez le Kabyle rien ne compense l'assassinat d'un membre de la famille. La *dia*, ou prix du sang, qui chez les Arabes se règle par les autorités musulmanes, n'est pas acceptée par le Kabyle ; il faut que l'assassin meure. Le Kabyle est hospitalier sans ostentation et jamais il ne trahit celui qui est venu s'abriter sous son toit. Mais, outre cette protection qui s'exerce sur tous, il en est une autre qui s'étend encore plus loin, c'est celle qui repose sur l'Anaya. Tout Kabyle a, de par des institutions particulières, le droit de couvrir de sa protection toute personne qu'il juge à propos ; mais comme cet engagement entraîne toujours la solidarité de sa tribu, un Kabyle n'exerce cette puissance qu'avec une extrême prudence. Dans la famille, la femme Kabyle a un rôle bien plus important que la femme Arabe :

elle n'est pas écartée de la société des hommes, elle mange avec le mari, la famille, même avec les étrangers; elle a plus de liberté, elle va au marché acheter et vendre. Aussi, est-il donné aux voyageurs de rencontrer souvent de fort beaux spécimens de cette population montagnarde. Les femmes Kabyles sont plus propres, plus belles, plus élégantes que les femmes Arabes.

« La société Kabyle est constituée sur des coutumes appelées *kanoum*, qui servent de base au règlement de toutes les questions administratives. Ces *kanoum* sont appliqués par une assemblée de notables (*djemmaâ*) présidée par un *amim*, et possédant un agent financier et des conseillers. De tout temps la justice a été rendue chez les Kabyles par le tribunal de famille, et les décisions en ont toujours été respectées. Nous avons peu changé à ces coutumes excellentes pour un peuple qui a le respect des choses établies, conformément aux habitudes de tous les temps. Ces *djemmaâ* ont la plus grande analogie avec nos municipalités.

« Les Arabes appartiennent à une des variétés de l'espèce caucasienne; ils sont de haute taille, ont le système musculaire sec et tendineux, la main petite et jolie, mais le pied large et gros, résultat de leur marches fréquentes pieds nus ou avec des babouches sans formes. Ils sont bruns, aux cheveux noirs, à la barbe clair-semée que le rasoir ne doit jamais couper; les yeux, généralement bruns, sont enfoncés dans l'orbite, dont l'arcade sourcilière est proéminente; le nez est aquilin, la narine large; le crâne bien développé sur les parties supérieures et postérieures; la bouche est bien fendue, les lèvres minces, les dents bien rangées et blanches. Les femmes sont de taille moyenne; elles sont bien proportionnées, ont de beaux yeux ornés de longs cils. Jeunes, elles sont généralement jolies, surtout celles de la classe aisée; mais, même parmi celles-là, elles sont toujours soumises aux plus rudes travaux de l'intérieur; elles fléchissent sous des fardeaux énormes, marchent toujours à pied, quand les maris se prélassent à cheval ou à mulet; aussi sont-elles vite fanées et, dès qu'elles deviennent laides, elles le sont à l'excès. L'Arabe est sobre: une galette, un peu de couscoussou, ou même un peu de farine délayée dans l'eau (*rouina*), quelques figues, des dattes suffisent pour calmer sa faim; mais quand il prend part à quelque réjouissance, quand il participe à quelque

diffa, où les aliments qu'il n'a pas eu à se procurer sont, selon son expression « du bien de Dieu », il est glouton et mange avec excès.

« L'Arabe vit sous la tente; il est nomade sur un territoire limité. Sa tente est un tissu de laine grossier, mais résistant et imperméable; on lui donne des formes diverses au moyen de perches qui la relèvent. Il est essentiellement pasteur et laboureur; il laboure beaucoup de terre et possède beaucoup de troupeaux; mais il est extrêmement paresseux. Le plus souvent il ne s'occupe que de ses plaisirs: il monte à cheval, chasse, fait la fantasia; les soins de la terre sont laissés aux *khammès*, qui se laissent eux-mêmes aller à la contagion de la paresse si générale. L'Arabe est porté au fanatisme religieux, à la superstition; les plus tolérants n'admettent pas une discussion sur leurs dogmes, sur leurs croyances; les plus éclairés croient aux sortilèges, au mauvais œil, aux apparitions, et, pour les conjurer, ils se couvrent d'amulettes. Le Kabyle, au contraire, n'y ajoute aucune foi. Les Arabes ont une organisation administrative plus compliquée que les Kabyles. Ceux-ci sont régis par eux-mêmes pour ainsi dire; ils suivent des *kanoum*, ou coutumes, et leur bonne foi est une garantie de leur déférence pour les membres de la *djemmaâ* qu'ils ont choisis. Chez les Arabes, les emplois sont plus nombreux. La fraction de la tribu la plus petite est le douar, réunion d'un certain nombre de tentes d'une même famille, ou de familles amies; le douar est administré par un *cheick*. Le *caïd*, sorte de sous-préfet, est le chef de la tribu, composée d'un certain nombre de douars; il règle les contestations, inflige des amendes jusqu'à 25 francs et est chargé de faire exécuter les ordres du commandant de la subdivision. Au-dessus des *caïds* sont les *aghas*, dont l'autorité s'étend sur plusieurs tribus et qui reçoivent des ordres des commandants de division. Puis viennent les *khalifas*, les *bach-aghas*, qui ont une grande autorité et disposent d'une force armée indigène pour maintenir l'ordre et la paix. Dans l'ordre judiciaire il y a, à côté du *caïd*, un *cadi* qui rend la justice, et comme tribunal supérieur indigène, il existe un *medjéles*, ou réunion de savants, qui est appelé à connaître de toutes les causes difficiles.

« *Les Maures*. — Les Arabes et Kabyles habitent les plaines et les montagnes; ce sont les ruraux. Les villes sont habi-

tées par les Maures, dénomination dont il est difficile de donner l'origine. En tous cas, les Maures habitent les villes; ils se livrent au commerce, ou vivent assez pauvrement. On retrouve chez eux les traits caractéristiques des différentes races qui ont occupé l'Algérie. Ils sont en général sans énergie, sans caractère et, par conséquent, peu appréciés. Le Maure se fait remarquer par son costume, souvent élégant, composé d'un large pantalon blanc, de plusieurs gilets très ornementés de passementeries, d'une veste de couleur claire comme toutes les pièces de son costume et d'un volumineux turban pour coiffure. Les passementiers, les brodeurs en harnachement sont des Maures, de même que ceux qui s'occupent des industries de luxe.

« La Mauresque a de tout temps eu le privilège d'éveiller la curiosité, sans doute parce qu'elle ne sort que voilée et enveloppée entièrement d'un haïck blanc, et qu'il est plus que difficile, qu'il est dangereux de chercher à pénétrer dans les intérieurs respectables; néanmoins aujourd'hui ces intérieurs n'ont plus de secret pour personne, et nous savons combien est élégant et gracieux ce déshabillé de la Mauresque, dans son intérieur, surtout lorsqu'elle se hasarde, le soir, sur la terrasse pour jouir de l'air frais, après une journée brûlante. Ce costume, aussi léger que possible, se compose de gaze et de mousseline, qui ne servent qu'à estomper les colorations naturelles et à donner aux formes le charme de tout ce qui est indéfini; un large pantalon de soie est serré au genou; les jambes sont nues; une ceinture or et soie est négligemment nouée autour de la taille sur un foulard aux raies multicolores (fouta). La tête est ornée d'un petit foulard très coquettement disposé, dans les plis duquel se cachent des guirlandes de fleurs de jasmin, passées dans un fil de soie. Jambes, bras et cou sont ornés de bracelets et collier.

« *Les Koulouglis.* — On nommait ainsi des descendants de Turcs et de femmes algériennes; ils ont à peu près disparu.

« *Les Juifs.* — « Ceux-ci pullulent et prospèrent; ils deviennent maîtres du pays de par leur fortune. Les heureux temps sont venus pour cette race; ils n'ont plus à craindre, comme sous les deys, les vexations, les razzias; ils possèdent aujourd'hui en toute sécurité et acquièrent tout ce qu'ils peuvent de terres et de maisons. La plus grande partie des villes leur appartient; ils ont l'instinct du commerce et ne

laissent échapper aucune occasion d'étendre leurs relations avec l'intérieur du pays. Pouvant disposer en tout temps de fortes sommes d'argent, ils en tiennent à la disposition des besoigneux, à des conditions souvent difficiles à tenir; et comme l'Arabe aime toujours le faste et la représentation, il a souvent besoin d'argent pour ses plaisirs et s'adresse au Juif, qui ne prête qu'avec garantie sur les terres; il en résulte toujours que l'Arabe, ne pouvant pas tenir des engagements dont il n'a pas compris l'importance et la rigueur, se voit dépossédé de par la loi.

« *Les Biskris.* — On désigne par le nom de Biskris les habitants de Biskra et des environs. Ils sont dans toutes les villes du littoral où ils font le métier de portefaix; intelligents et actifs, ils apprennent vite les langues; beaucoup sont économes et amassent pour retourner sous leurs palmiers. Ce sont les Auvergnats de l'Algérie, qui ne se déplacent que pour faire leur bourse et revenir chez eux prendre femme et faire souche. Ils sont de sang mêlé Kabyle et Arabe, avec prédominance Kabyle, comme chez tous les habitants des oasis.

« *Les M'-zabites.* — On nomme ainsi les habitants du M'-zab, pays du Sahara où le commerce est l'unique occupation. C'est pour s'y livrer que le M'-zabite quitte son pays déshérité, pour venir habiter toutes les localités peuplées de l'Algérie, et surtout les villes du littoral. Les M'-zabites sont des musulmans dissidents qui ont été pourchassés par les sectes rivales et qui sont enfin venus se fixer dans le pays aride et rocheux, dont ils ont su, à force de patience et de soin, transformer une partie en véritables jardins. le long de l'oued M'-zab. Ils possèdent là cinq villes, avec lesquelles nos colonnes ont été en relation. Ghardaïa est la capitale actuelle de la confédération du M'-zab, dont la population est d'une trentaine de mille âmes, à peu près toutes d'origine berbère. Mais l'élément juif y a fait irruption. La seule ville de Ghardaïa contient 300 familles de cette race. »

2. — CONQUÊTE ET COLONISATION DE L'ALGÉRIE ET DE LA TUNISIE.

Nous ne nous aviserons pas de faire ici l'histoire de nos établissements de l'Afrique septentrionale : ce récit serait

déplacé dans un livre où nous sommes préoccupé par-dessus tout de l'avenir de notre domaine colonial. Bornons-nous à rappeler que, commencée en 1830 par la prise d'Alger à la suite d'une injure faite à la France par le bey en 1827, la conquête de l'Algérie n'a réellement été terminée qu'en 1847, par la reddition d'Abd-el-Kader. Depuis cette époque, bien des insurrections se sont produites dans différentes parties de notre domaine africain, mais notre autorité n'a jamais été sérieusement compromise, et l'on peut dire qu'à l'heure actuelle l'Algérie est définitivement entrée dans la phase de la colonisation pacifique. Quant à la Tunisie, nous rappellerons simplement qu'elle a été placée sous le protectorat de la France par le traité du Bardo, signé par M. Jules Ferry, le 12 mai 1881.

La colonisation de l'Algérie n'a marché pendant de nombreuses années qu'avec une excessive lenteur. Vingt et un ans après la prise d'Alger, à la fin de 1851, la population européenne de l'Algérie était seulement de 131 283 individus. En 1855, elle s'était élevée au chiffre approximatif de 150 000 individus. La prise de possession du sol par les Européens suivait une marche encore plus lente. A la fin de 1853, on ne comptait que 130 à 140 000 hectares de terres concédés et distribués entre 10 000 concessionnaires environ. Sur ce chiffre 23 000 hectares seulement étaient devenus la propriété définitive des colons. L'un des hommes qui ont le mieux étudié l'Algérie, Jules Duval, après avoir rappelé ces chiffres, écrivait en 1856 : « Avec un demi-million d'habitants européens, l'Algérie produirait assez de céréales pour rassurer complètement la France contre l'éventualité d'un déficit, car il y a là des millions d'hectares comparables aux plus fertiles de la Beauce et de la Normandie, qui restent inutiles faute de bras. Du pas dont nous allons il nous faudrait trois cents ans pour avoir un million de colons ! »

Cherchant les causes de la lenteur singulière avec laquelle s'effectuait la colonisation de l'Algérie, Jules Duval ajoutait¹ : « Au douloureux spectacle de cette paralysie qui rive l'Algérie au chiffre le plus modeste de peuplement et d'appropriation des terres, la plupart des esprits qui ont tourné leurs études vers ces questions ont accusé le régime administratif de la colonie, et désespéré de l'aptitude de

1. Jules Duval, *L'Algérie et les Colonies françaises*, page 15.

l'autorité militaire à reconnaître et appliquer les vrais principes de colonisation. Après avoir observé les faits sur place, nous croyons pour notre part qu'un examen impartial mènera surtout à la condamnation du régime économique. Ce régime reconnaît pour père et pour appui l'esprit civil aussi bien que l'esprit militaire, parce que c'est l'esprit de la nation elle-même, habituée aux méthodes de discipline dans le travail et de protection douanière. L'action du gouvernement substituant la création artificielle de villages à la libre installation des colons sur leurs terres; morcellement du sol en parcelles de quelques hectares, sans tenir compte d'aucune nécessité historique ni politique; concessions hérissées d'obstacles au lieu de ventes à bon marché; conditions ruineuses d'exploitation imposées aux concessions provisoires; absence de tout bureau de renseignements authentiques sur les territoires disponibles, et, par suite, extrême difficulté pour les émigrants de fixer leurs vues, et pour les compagnies d'organiser le recrutement; la propagande des intérêts particuliers en faveur de l'Amérique triomphant sans concurrence de la propagande désintéressée de l'État en faveur de l'Algérie; mauvais état des routes impraticables aux voitures pendant la saison des pluies; élévation du fret et des assurances par le défaut de sécurité dans les ports; et, pour couronner le tout, maintien de l'Algérie au nombre des pays étrangers quant aux taxes douanières pour toute une branche de sa production, l'industrie. Voilà les causes de la défaveur qui pèse au loin sur l'Algérie, les principales, sinon toutes. »

Le régime militaire. — Écrites à une époque où beaucoup d'esprits très sérieux se demandaient si l'Algérie vaudrait jamais ce qu'elle avait coûté en hommes et en argent, écrites par un homme passionné pour cette colonie, mais doué d'une grande clairvoyance et d'une connaissance approfondie du sujet, ces lignes sont d'autant plus intéressantes qu'elles contiennent, même à l'heure actuelle, une grande part de vérité.

La première faute qui fut commise après la prise de l'Algérie consista dans l'abandon de ce pays aux mains du pouvoir militaire. La difficulté de la conquête, les insurrections sans cesse renaissantes avaient inspiré l'idée qu'on ne parviendrait jamais à coloniser ce pays que par la force et à l'aide de procédés officiels. Du haut en bas de l'échelle

toute l'administration de l'Algérie était militaire et imbue de l'esprit militaire. En haut, un militaire comme gouverneur, en bas, des militaires à la tête de « bureaux arabes » organisés militairement et n'employant vis-à-vis des indigènes et des colons européens que des procédés militaires. Il ne pouvait résulter d'une semblable administration que mécontentement chez les indigènes et éloignement des colons européens. Cependant, cet état de choses a duré jusqu'en 1870 et aujourd'hui même le Tell seul est soustrait à l'autorité militaire; les Hauts Plateaux et la zone saharienne sont encore sous cette autorité.

Pendant de nombreuses années, d'ailleurs, l'autorité militaire à laquelle était livrée l'Algérie ne montra pas le moindre souci d'organiser ce pays, ni d'y faire les travaux publics nécessaires à sa sécurité. Elle s'occupait de faire la guerre, d'organiser et de lancer des colonnes à travers le territoire algérien, mais nullement d'établir un état de choses définitif dans les parties qui avaient été conquises. En 1840, dix ans après la conquête d'Alger, l'insécurité était telle dans le voisinage même de la capitale que le lieutenant général vicomte Rogniat écrivait, pour être lues à la tribune de la Chambre des pairs, les lignes suivantes : « Nous possédons le port et la ville d'Alger. Le port, amélioré et agrandi par les beaux travaux de nos ingénieurs, est suffisant aux besoins du commerce et de la colonie. La ville offre quelques ressources. Autour de cette capitale s'étend un territoire ou fertile ou susceptible de le devenir : d'abord les collines du Sahel, qui offrent d'heureux sites à la petite culture et aux plantations; ensuite, au delà de ces collines, la vaste plaine de la Mitidja qui s'étend jusqu'au pied de l'Atlas sur environ quatre lieues de large et vingt-cinq lieues de long. Son sol fertile, enrichi des cadavres des végétaux et des insectes que les eaux roulent des montagnes, est de plus susceptible d'être fécondé par les irrigations sur un grand nombre de points. C'est ce territoire qu'il s'agit de préserver des déprédations des Arabes, les plus rusés, les plus lestes et les plus audacieux brigands de la terre; car, sans sécurité, point de colons, point de culture, point de colonies. On a cru y parvenir en multipliant les camps et les postes retranchés. Mais il est de notoriété publique qu'on n'a pas réussi; même durant la paix avec Abd-el-Kader, les Arabes n'ont cessé de se glisser entre nos postes, d'aller voler les

troupeaux des colons et égorger nos soldats isolés, jusqu'aux portes des fermes et des camps; et *vingt-trois mille hommes n'ont pas réussi à procurer la sécurité durant ce qu'on nomme la paix en Afrique, à un territoire de cent lieues carrées, protégé par la mer sur la moitié de son pourtour*. Tout cela est encore plus insuffisant en temps de guerre. L'hiver dernier, Abd-el-Kader a fait une incursion à la tête de plusieurs milliers d'Africains, incursion à laquelle on devait s'attendre, puisqu'un chef d'Arabes, de cette même main dont il vient de signer un traité, vous coupe la tête s'il en a l'occasion. A quoi nous ont servi et nos vingt-trois mille hommes, et nos groupes de camps et de postes retranchés? Quelques colons commençaient à travailler, à élever des établissements, à prendre confiance; on les a laissé piller, brûler, égorger. Triste vérité, après dix ans d'occupation, lorsque nous avons bientôt soixante-quinze mille hommes en Afrique, nous ne possédons pas encore une lieue carrée de terrain où un colon puisse se dire : Je suis en sûreté. Et dans le cours de l'hiver dernier, qu'avons-nous vu? Un habile maréchal, à la tête de trente-deux mille hommes, ne pas pouvoir protéger ce petit territoire! » Et le vicomte Rogniat proposait, comme seul moyen d'assurer la sécurité du territoire d'Alger, de l'entourer d'une enceinte continue qui aurait embrassé, « avec la mer, un espace de près de cent lieues carrées ou cent soixante mille hectares ». Idée singulière, mais qui permet de se rendre un compte exact des embarras inextricables dans lesquels nous nous trouvions en Algérie et du peu de sécurité dont jouissaient même les environs les plus immédiats d'Alger, dix ans après la prise de cette ville et alors que nos postes militaires étaient répandus dans la majeure partie du territoire de notre colonie.

L'insécurité de la colonie était due surtout à l'absence de routes reliant entre eux les postes établis à de grandes distances les uns des autres sur les trois lignes concentriques de la mer, du Tell et de la frontière du Sahara. Malgré les travaux considérables qui ont été faits, ces routes manquent encore dans un très-grand nombre de points; or, sans routes, il n'y a pas de colonisation possible, surtout dans un pays où la majeure partie des habitants vivent à l'état nomade. L'absence de routes était d'autant plus nuisible au progrès de la colonisation que l'administration militaire faisait des concessions de terres partout à la fois, au lieu de les limi-

ter aux localités déjà mises en relation avec la mer. Autour de chaque poste militaire, on concédait des terres avec obligation de mise en culture dans un laps déterminé de temps; mais le concessionnaire, dans beaucoup de cas, ne pouvait même pas, par suite de l'absence de routes, transporter son mobilier et son outillage sur le lieu de sa concession, à moins de dépenser pour ce seul transport une partie du petit capital dont il disposait. S'il était plus riche, il était bien vite arrêté dans ses projets de culture par l'impossibilité de transporter ses denrées dans un lieu où elles pussent être vendues. En décembre 1856, dans un article traitant des routes et des chemins de fer, M. Jules Duval écrivait : « Faute d'exécution rapide, les pluies torrentielles de l'hiver détruisent les travaux préparatoires de l'été, et la viabilité algérienne représente si bien la toile de Pénélope, qu'aujourd'hui, en l'an de grâce 1856, après un quart de siècle d'occupation, après d'immenses efforts et d'énormes sacrifices, une partie notable des routes dans les subdivisions d'Alger et de Blida, est tous les ans officiellement interdite au roulage pendant l'hiver. Ainsi, aux portes d'Alger, pendant toute cette saison, comme dans le reste de la colonie durant l'année presque entière, c'est la barbarie arabe qui est chargée des transports de la civilisation européenne. Après au gain, elle s'y emploie de son mieux; mais telle est la disproportion des moyens aux besoins, que l'exportation reste au-dessous des richesses disponibles du pays et ne peut plus s'accroître, chaque bête de somme indigène exécutant dès aujourd'hui le maximum de travail dont elle est capable ¹. »

La propriété indigène en Algérie. — Le système adopté pendant les premières années pour mettre le Français en possession des terres était également très défectueux. Avant d'en exposer le fonctionnement et d'en faire la critique, nous devons dire quelques mots de l'état de la propriété indigène en Algérie au moment de la conquête, et des phases principales par lesquelles elle a passé depuis cette époque.

Au moment de la conquête il existait en Algérie quatre sortes de terres : 1^o Les *terres beylicales* ou terres constituant, sous la domination du bey dont nous venions de prendre la place, le domaine de l'État; — 2^o les terres nom-

1. JULES DUVAL, *L'Algérie et les Colonies françaises*, p. 22.

mées *Blad-el-Arch*, ou simplement *Arch* dans la province d'Alger, et *Sabéga* dans la province d'Oran. Ces territoires comprennent plus de la moitié de la surface de l'Algérie; ils appartiennent aux tribus à titre indivis; les tribus peuvent être considérées, d'après les principes du Coran, comme n'ayant que la jouissance de ces terres, le sol tout entier appartenant au souverain. — 3° Des terres *melk*: celles-ci sont, en majeure partie, des propriétés familiales, indivises entre les membres d'une même famille, transmises par l'héritage dans une même famille, et très difficilement aliénables à cause de leur indivisibilité. Elles provenaient de dons faits aux familles aristocratiques par le souverain et constituaient de véritables fiefs. Une autre partie des terres *melk* étaient des propriétés véritablement individuelles. — 4° Enfin, les terres dites *Blad-el-Maghzen*; elles étaient occupées au moment de la conquête par des tribus auxquelles la jouissance en avait été concédée par les conquérants turcs moyennant l'obligation de fournir certaines corvées ou le service militaire; quand l'obligation n'était pas remplie, ces terres retournaient au domaine beylical.

Après la prise d'Alger, dans la convention du 5 juillet 1830, survenue entre le comte de Bourmont et le Bey, la France avait pris l'engagement de respecter la propriété des indigènes. C'était réduire le domaine de la colonisation aux seules terres beylicales. Mais il n'y avait nul moyen de connaître celles-ci; les vaincus avaient détruit tous les documents qui auraient pu nous éclairer sur ce sujet, en admettant même que ces documents existassent, ce qui est fort douteux. D'un autre côté, la séquestration des biens fut considérée comme l'un des meilleurs moyens de vaincre les révoltes incessantes des familles aristocratiques et des tribus, et le vainqueur ne tarda pas à mettre la main sur les terres les plus propres à la culture et qui constituaient les propriétés des chefs les plus puissants, les plus riches, mais aussi les plus rebelles et les plus indomptables. En 1847, au moment de la reddition de l'émir Abd-el-Kader, la majeure partie des meilleures terres de la province d'Oran avaient été séquestrées, notamment celles de la plaine du Sig. Les terres du Sahel d'Alger et de la Mitidja avaient également été confisquées. C'est sur ces terres que furent établis les premiers colons et créés les premiers villages européens. Le domaine beylical ancien s'était ainsi accru

entre nos mains par l'adjonction d'une partie des terres « Melk »; une autre partie de ces terres fut vendue par les possesseurs à des colons français. Quant aux territoires « Blad-el-Maghzen », les tribus qui les délenaient furent toutes considérées, en raison de leur rébellion, comme ayant cessé de remplir les obligations imposées pour la jouissance; et ils furent réunis au nouveau domaine public. Enfin, pour les terres « Arch », « les tribus qui les occupaient semblaient n'avoir sur le sol que des droits de jouissance, et, en l'absence de titres contraires, l'administration française crut pouvoir conclure que la nue-propriété du sol de ces territoires appartenait à l'État, se fondant subsidiairement sur l'opinion de certains hommes dont le nom faisait autorité, et qui soutenaient, conformément aux principes du Coran, que, dans les pays conquis par les musulmans, le sol appartient tout entier au souverain, et que les individus n'ont que des droits de jouissance. L'administration crut donc qu'elle pouvait entrer en légitime transaction avec les tribus pour détacher une partie de leur territoire, au profit de l'État, et la rendre disponible pour les besoins de la colonisation ¹ ».

Confiscations et concessions faites par les autorités françaises, ventes opérées par les indigènes à des Européens, souvent sans aucun droit, abus de toutes sortes commis par les officiers des bureaux arabes, tous ces actes avaient entraîné un état de véritable anarchie dans la propriété foncière algérienne. Les autorités locales françaises s'étaient, il est vrai, à maintes reprises, efforcées de régulariser ces actes, mais elles n'avaient pas pu y parvenir. Une Ordonnance royale intervint le 1^{er} octobre 1844 dans le but de mettre fin à cet état de choses. La lecture des articles de ce document suffit pour donner une idée des abus qui avaient été commis, aussi bien par les indigènes que par les Européens. Le 21 juillet 1846, nouvelle ordonnance complétant la première, et prescrivant le mode de délimitation des propriétés, la vérification des titres, etc. L'exposé des motifs de cette ordonnance trace un tableau saisissant de la situation. « L'état anarchique où se trouve la propriété rurale en Algérie, dit le ministre, paralyse le bon vouloir des anciens

1. Exposé des motifs du sénatus-consulte de 1863, *Moniteur* du 12 mars 1863.

et des nouveaux colons. De nombreuses acquisitions ont été faites vers les premiers temps de la conquête. Elles ont généralement eu lieu au hasard, sur la foi suspecte des Arabes vendeurs, en vertu de titres insuffisants ou d'actes de notoriété faits pour le besoin de chaque affaire, sans que les acquéreurs vissent ou pussent voir les lieux. Cette incurie a porté ses fruits. Quelquefois les terres vendues n'existaient même pas. Toujours les contenances ont été fabuleusement exagérées. Trop souvent les mêmes immeubles ont été vendus plusieurs fois par les mêmes individus. Les tribunaux seraient impuissants pour porter la lumière dans ce chaos. Il suit de là que *l'État et les particuliers ignorent également ce qui leur appartient.* »

Le 16 juin 1851, le gouvernement républicain, se préoccupant de mettre les indigènes à l'abri de confiscations arbitraires nouvelles, obtient des Chambres une loi qui fixe en Algérie le domaine de l'État, celui des départements et celui des communes, et qui déclare inviolables, non seulement la propriété des individus indigènes, mais aussi les droits de simple jouissance « appartenant aux particuliers, *aux tribus et aux fractions de tribus*¹, tels qu'ils existaient au moment de la conquête ou tels qu'ils ont été maintenus, réglés ou constitués postérieurement par le gouvernement français. »

Cette loi était, sans aucun doute, excellente. D'une part elle montrait aux indigènes que nous voulions respecter aussi bien leur propriété que celle des Français et que notre intention n'était pas de les évincer de leur patrie. D'autre part, elle favorisait la colonisation par la France, en réservant à nos compatriotes une partie des terres de notre nouvelle possession, celles qui faisaient partie du domaine de l'État. Celui-ci était formé, indépendamment des mines et minières, des biens tombés en déshérence, etc., « des biens et droits mobiliers et immobiliers provenant du Beylick et de tous autres réunis au domaine par des arrêtés ou ordonnances rendus antérieurement à la promulgation de la présente loi; des biens séquestrés qui auront été réunis au domaine de l'État dans les cas et suivant les formes prévues par l'Ordonnance du 31 octobre 1845 des bois et forêts, sous la réserve des droits

1. Art. 11 de la loi du 16 juin 1851.

de propriété et d'usage régulièrement acquis avant la promulgation de la présente loi¹ ».

La pensée qui avait inspiré la loi de 1851 était non moins bonne que cette loi. Le législateur avait voulu mettre un terme à des abus sans cesse répétés depuis le jour de la conquête, mais non pas entraver la colonisation de l'Algérie. C'est cependant ce que s'efforcèrent de faire un certain nombre de personnes chez lesquelles avaient déjà germé une idée dont nous aurons à parler dans un instant. « De 1830 à 1848, l'émigration avait toujours surabondamment répondu à tous les appels; elle les avait même souvent devancés, au grand déplaisir des autorités locales². » Des essais de colonisation officielle faits en 1848 et en 1849 à l'aide d'émigrants qui n'étaient en rien préparés aux durs labeurs de la colonisation avaient inspiré à certaines personnes l'idée que l'Algérie n'était pas colonisable, et dès lors il se trouva dans le personnel gouvernemental français des hommes tout disposés à entraver le mouvement d'émigration qui paraissait devoir se produire vers notre colonie africaine. Le même esprit régnait en Algérie. Les administrateurs employaient tous les moyens pour détourner les colons. « Tel colon arrivé en Algérie avec un petit capital et la promesse vague d'une concession, avait tout mangé avant de l'avoir obtenue, et il s'en retournait en France, avec passage gratuit, pour raconter dans son village qu'il n'y avait rien à faire en Algérie³. » Le système toujours arbitraire des concessions, avec le vice capital que nous avons signalé plus haut, c'est-à-dire la prétention de l'administration de faire ces concessions là où il lui convenait et non là où il aurait convenu aux concessionnaires, éloignait d'autant plus souvent ces derniers que les conditions imposées étaient assez dures pour n'être que difficilement réalisables. Nous avons déjà rappelé qu'en 1853, sur 150 000 hectares concédés, 23 000 seulement l'étaient en vertu d'un titre définitif. En 1860, les cinq sixièmes des terres concédées ne jouissaient encore que du titre provisoire, et, par conséquent, ne pouvaient obtenir aucun crédit, puisque leurs droits de concession étaient livrés aux caprices

1. Article 1^{er}, paragraphes 2, 3 et 4 de la loi du 16 juin 1851.

2. JULES DUVAL, *Loc. cit.*, p. 37.

3. CH. DU BOUZET, article *Algérie* du *Dictionnaire de la politique* de Maurice Bloch.

de l'administration. C'est seulement en 1860 qu'un décret provoqué par Chasseloup-Laubat réduisit à des termes convenables les conditions exigées pour obtenir la transformation du titre provisoire de concession en titre définitif : il exigeait simplement la construction d'une maison sur la concession.

Ventes et concessions. — Du reste, on avait, depuis quelques années, inauguré un système de vente des terres qui avait dès le premier jour produit d'excellents résultats. Le promoteur de la substitution de la vente à la concession, Jules Duval, nous a conservé l'intéressant récit de cette première expérience. Il ne sera pas déplacé ici, puisqu'il marque la première étape faite par l'Algérie dans la voie du progrès réel et définitif. « L'administration de l'Algérie, dit-il, vient de faire un premier essai de la vente des terres domaniales qui a été couronné d'un plein succès. Le 16 juin (1856), a eu lieu, dans les bureaux de la préfecture d'Alger, sous la présidence du préfet du département, l'adjudication de 424 hectares de terre situés dans la plaine de la Mitidja. Le nombre des concurrents était si grand que la salle ordinaire n'a pu suffire, et l'on a dû y prodéder dans une pièce plus vaste.

« Les lots ont été littéralement enlevés. Mis à prix au taux moyen de 50 francs l'hectare, ils ont été adjugés au taux de 101 francs à la criée des enchères. Ce résultat confirme en entier ce que nous disions naguère de la supériorité des ventes sur les concessions directes. »

Jules Duval fait remarquer que ce premier succès était d'autant plus remarquable que la publicité avait été presque nulle et il signale, à ce propos, l'un des vices les plus dangereux de notre organisation coloniale : « La publicité, dit-il, s'est bornée à des affiches locales et à une insertion dans les journaux d'Alger quelques semaines avant le jour fixé pour la vente. On comprend que si cette publicité devait être toujours aussi restreinte, elle n'atteindrait pas le but, car ce n'est pas en Algérie que se trouvent les capitaux disponibles propres à procurer une sérieuse concurrence : incessamment engagés dans des créations nouvelles, ils sont rares. C'est en France, c'est en Europe, où les capitaux abondent et recherchent les emplois productifs, que les ventes doivent être annoncées. C'est d'ailleurs en France, en Europe, que se trouve la population nécessaire pour mettre en valeur les terres afri-

caines; l'Algérie n'en a pas même assez pour les besoins actuels¹. »

Une dernière expérience faite le 25 mai suivant à Bône donna des résultats meilleurs encore. On avait mis en vente 2000 hectares dans la plaine de l'Habra, divisés en 48 lots. La mise à prix était de 50 francs l'hectare : la moyenne à laquelle s'élevèrent les enchères fut de 172 fr. 13. Une troisième expérience fut faite à Blida le 2 juin de la même année avec un lot de terres non irrigables et couvertes de broussailles, dans la plaine de la Mitidja : l'enchère s'éleva à 65 francs par hectare.

Il semble que ces résultats auraient dû amener l'administration à renoncer au système des concessions pour lui substituer celui des ventes. Il n'en fut rien. Les mêmes numéros du *Moniteur algérien* qui annonçaient la mise en adjudication de 424 hectares dans la Mitidja, contenaient des états de 2 à 3000 hectares concédés directement dans les provinces d'Alger et d'Oran; une partie des terres ainsi aliénées se trouvaient dans les mêmes quartiers où les ventes étaient annoncées. « En continuant à donner, ajoute Jules Duval, on est certain d'éloigner des enchères tous ceux qui se croient assez de crédit pour obtenir directement. »

Il y a trente ans que ces lignes ont été écrites; des chemins de fer et des routes ont été construits qui augmentent considérablement la valeur des terres; cependant l'administration n'a pas encore renoncé au système des concessions.

Un autre fait plus douloureux ne tarda pas à se produire. L'empressement avec lequel les Français demandaient ou achetaient des terres en Algérie était tel, à l'époque dont nous parlons, que la propriété augmenta rapidement de valeur. Des lots de terre de l'Habra mis aux enchères en 1857 furent vendus 1500, 1600 et même 10 000 francs au-dessus de leur mise à prix. Bientôt les terres de valeur furent assez rares pour qu'on dût songer à étendre le domaine aliénable de l'État.

En rédigeant la loi du 16 juin 1851, le législateur dominé par la préoccupation de mettre obstacle au « refoulement » des indigènes, avait non seulement proclamé l'inaliénabilité des terres appartenant « aux tribus ou aux fractions de tribus », mais encore interdit la vente aux Européens des propriétés

1. JULES DUVAL, *loc. cit.*, p. 51 et suiv.

individuelles détenues par des musulmans et situées sur le territoire d'une tribu¹. Par suite de l'interprétation donnée à la loi de 1851, toutes les terres situées sur le territoire des tribus étaient inaccessibles à la colonisation européenne qui seule aurait pu leur donner une valeur réelle, car les Arabes ne cultivent que d'une façon très rudimentaire. « Comme le territoire des tribus constitue les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de l'Algérie, on peut affirmer, écrivait Jules Duval en 1860, que la colonie tout entière est condamnée à la production arabe, équivalent d'une demi-stérilité. » Et il ajoutait, avec beaucoup de raison : « La prospérité des chemins de fer, qui exige que tout hectare de terre, tout courant d'eau, toute forêt, toute mine, toute carrière, toute force naturelle et humaine, concourent à les alimenter, est absolument incompatible avec une telle immobilité, que n'inspire d'ailleurs aucun motif sérieux d'intérêt public. Que le territoire collectif des tribus, comme celui des communes de France, ne puisse être aliéné, diminué, échangé qu'après de longues et minutieuses enquêtes, il faut s'y résigner comme à une nécessité de la prudence politique et du droit commun ; mais rien, en Algérie plus qu'en France, n'oblige à confondre la propriété communale et la propriété privée ; là, comme ici, cette dernière doit rester dans la libre circulation, au seul gré des transactions particulières, tandis qu'aujourd'hui elle est mise sous une sorte de séquestre à l'égard des Européens.

1. Les articles 14 et 15 de la loi du 16 juin 1851 sont en effet conçus de la façon suivante :

« Art. 14. — Chacun a le droit de jouir et de disposer de sa propriété de la manière la plus absolue, en se conformant à la loi.

« Néanmoins, aucun droit de propriété ou de jouissance portant sur le sol du territoire d'une tribu ne pourra être aliéné au profit de personnes étrangères à la tribu.

« A l'État seul est réservée la faculté d'acquérir ces droits dans l'intérêt des services publics ou de la colonisation, et de les rendre, en tout ou en partie, susceptibles de libre transmission.

« Art. 15. — Sont nulles de plein droit, même entre les parties contractantes, toutes aliénations ou acquisitions faites contrairement à la prohibition portée au paragraphe 2 de l'article précédent.

« La nullité en sera prononcée, soit par les parties directement, soit d'office, à la requête de l'administration supérieure ou du ministère public, devant le tribunal de la situation des biens.

« Les notaires ou autres officiers publics qui auront prêté leur ministère pour des aliénations ou acquisitions de cette nature, seront, suivant la gravité des cas, suspendus ou révoqués, sans préjudice, s'il y a lieu, de dommages-intérêts envers les parties. »

Comme elle existe partout en pays kabyle, et sur une grande échelle même en pays arabe, une partie considérable de l'Algérie se trouve soustraite au droit commun, non sans de graves dommages pour la richesse générale. Que le gouvernement se persuade bien que, même en déployant toute son activité, il ne suivra que de très loin l'initiative des particuliers. On n'évalue pas à moins de quarante mille les demandes de concessions, pour lesquelles lui ont manqué le temps et les moyens d'accorder satisfaction : avec les chemins de fer l'empressement décuplera, et les terres domaniales allouées ou vendues ne suffiront qu'au moindre nombre des espérances. Que le ministre accorde donc toutes facilités aux arrangements qu'il plaira aux Européens et aux Arabes de stipuler entre eux dans le cercle de la propriété privée ; à défaut de cette ressource, les émigrants s'entasseront dans les villes, où leur affluence excitera les spéculations de terrains et de maisons, et l'on verra se renouveler les catastrophes de 1846 et de 1847, à Alger, ou bien, rentrant dans leurs foyers, les mécontents continueront de discréditer l'Algérie comme un pays d'illusions et de déceptions. »

Système du cantonnement. — Comme, malgré les mauvaises conditions faites à la colonisation par la loi de 1851, les demandes de concessions ou d'achats de terres augmentaient chaque jour de nombre, le général Pélissier, alors gouverneur de l'Algérie, prépara vers 1860 un projet, dit de « cantonnement des tribus », qui avait pour but de mettre des terres nouvelles à la disposition des colons européens. Pour cela il proposait de donner un titre de propriété aux détenteurs des biens patrimoniaux en terres *melk*, et de considérer comme propriété individuelle toute portion du territoire des tribus en terres *arch* occupée et mise en valeur par un individu ou une famille ; cela aurait permis aux terres *melk* et à une portion importante des terres *arch* d'entrer dans la circulation comme propriétés individuelles ; la partie des terres *arch* véritablement commune à une tribu aurait ensuite été divisée en deux portions : l'une abandonnée à la tribu et déclarée inaliénable, l'autre attribuée au domaine de l'État et désormais aliénable par concession ou par vente à des particuliers. Le général Pélissier n'attribuait à l'État que la portion des terres *arch* qui n'était ni utilisée par les tribus ni cultivée par des particuliers. Cette partie représen-

tait environ le cinquième de la totalité des terres arch.

L'application du « cantonnement » aurait eu l'avantage de faire entrer dans la circulation la totalité des terres melk, et une partie des terres arch, sans porter aucune atteinte aux intérêts des tribus. Le cantonnement constituait en réalité une véritable transaction avec les indigènes. D'après la loi musulmane l'indigène n'est jamais qu'usufruitier ; avec le système du cantonnement il devenait réellement propriétaire de la terre soit à titre individuel, soit à titre collectif, et, en échange de ce titre, il n'abandonnait que des terres non utilisées soit par les individus soit par les tribus.

Le cantonnement fut essayé pendant six années, de 1857 à 1863. L'opération fut très lente, car, en 1863, on n'avait encore déterminé que le cantonnement de 16 tribus, formant une population totale de 56 489 individus, et occupant une surface totale de 343 387 hectares. Cette surface fut réduite par le cantonnement à 283 024 hectares ; ce qui laissait à chaque individu environ 5 hectares. L'administration avait gagné 61 633 hectares, soit le cinquième ou le sixième des territoires primitifs¹. Ces opérations sont restées d'ailleurs sans effet.

L'idée du royaume arabe. — Le système du cantonnement fut combattu par les militaires qui craignaient de voir l'Algérie leur échapper et par les adversaires de la colonisation algérienne. Les uns et les autres, agissant de concert, entraînaient l'esprit chimérique de l'Empereur vers une conception singulière, celle de la création d'un « Royaume Arabe », dans lequel la France n'aurait exercé qu'une sorte de protectorat moral. On aurait constitué de grands fiefs arabes confiés à une aristocratie indigène ayant pour suzerains des généraux, ou, pour mieux dire, une aristocratie militaire française. Quant aux colons français déjà en possession de propriétés considérables, on avait projeté de les exproprier ; on ne concevait, dans ce système, le colon français que comme l'inspirateur et le directeur des agriculteurs et des propriétaires indigènes.

Le général Pélissier fit avorter en partie ce plan dont l'exécution aurait eu pour unique résultat notre expulsion de l'Algérie et le maintien de ce pays dans son ancien état de stérilité ; il prévint l'expropriation des colons européens en démontrant qu'elle coûterait plusieurs milliards et par là il rendit impuis-

1. Voy. l'Exposé des motifs du sénatus-consulte du 22 avril 1863.

sant le sénatus-consulte de 1863 qui marquait le premier pas du gouvernement impérial dans la voie indiquée plus haut.

Le sénatus-consulte de 1863. — Par cet acte : « Les tribus de l'Algérie sont déclarées *propriétaires* des territoires dont elles ont la jouissance permanente et traditionnelle, à quelque titre que ce soit ». Toute saisie d'une portion de ces territoires par l'administration était donc rendue aussi impossible ou du moins aussi difficile que la saisie d'une propriété individuelle quelconque. De vives plaintes éclatèrent en Algérie et trouvèrent un écho dans les Chambres françaises : on représentait le sénatus-consulte comme dirigé contre les colons européens et comme devant avoir pour conséquence fatale la ruine de notre colonie naissante en livrant la majeure partie des terres aux Arabes qui étaient incapables de les cultiver¹. Le gouvernement protesta contre ces assertions. Au Sénat, dans la séance du 13 avril 1863, M. Baroche s'efforça de montrer que la seule préoccupation du gouvernement avait été la constitution de la propriété indigène et que cela ne pouvait pas compromettre l'avenir de la colonie. « L'avenir de la colonisation, disait-il, n'est point menacé par la constitution de la propriété dans les mains des Arabes. Les colons la sollicitent eux-mêmes avec instance et voudraient qu'elle fût immédiate. L'État ne se dessaisit point par le sénatus-consulte des terrains qui pourraient plus tard être livrés aux colons. Les 4 à 500 000 hectares qui leur ont été concédés dans l'espace de plus de vingt ans ne sont pas encore entièrement défrichés. Le domaine en possède 908 000 autres destinés à des concessions nouvelles et il peut, en outre, par voie d'expropriation, dans les cas prévus par la loi et *moyennant une juste et préalable indemnité*, opérer sur les territoires des Arabes toutes les distractions qui deviendraient nécessaires. » Le sénatus-consulte prescrivait, en effet, par son article 2, non seulement la délimitation des territoires des tribus, mais encore « leur répartition entre les différents douars de chaque tribu du Tell et des autres pays de culture, à la réserve des terres qui devront conserver le caractère de biens communaux », et « l'établissement de la propriété indivi-

1. Ces protestations sont consignées dans les discussions qui eurent lieu au Sénat (le 12 et le 14 avril 1863), et dans une note rédigée par la minorité de la Commission et insérée dans l'exposé des motifs.

duelle entre les membres de ces douars, partout où cette mesure sera reconnue possible et opportune. Des décrets impériaux fixeront l'ordre et les délais dans lesquels cette propriété individuelle devra être constituée dans chaque douar. »

En présence des critiques et des plaintes des colons, le gouvernement impérial s'efforçait de dissimuler ses véritables intentions, mais il ressort de tous les documents officiels que sa plus vive préoccupation était d'enrayer le mouvement d'émigration vers l'Algérie qui était alors très intense et de soumettre la colonisation à un régime de plus en plus autoritaire. L'exposé des motifs du sénatus-consulte laisse percer les résistances que le gouvernement se proposait d'opposer à la constitution de la propriété individuelle. Nous y lisons le passage suivant : « Il sera opportun *dans quelques cas* de constituer la propriété individuelle ou de famille dans certaines tribus qui y auraient été préparées par des relations d'habitudes et d'intérêts avec les Européens. Il pourra convenir, au contraire, de maintenir l'indivision dans d'autres tribus moins en contact avec nous, par suite de leur éloignement de nos centres de colonisation ou de commandement; l'indivision est d'ailleurs, en général, dans les mœurs des indigènes, et nous ne pouvons avoir la prétention de changer ces mœurs par notre seule volonté. Il faudra attendre que le temps et l'exemple aient fait comprendre le bienfait de la vie individuelle et déterminé les tribus à la solliciter. »

Les véritables intentions du gouvernement impérial furent d'ailleurs révélées par les faits. En 1870, sept ans après le sénatus-consulte, rien n'avait été fait pour établir la propriété individuelle parmi les indigènes et le domaine algérien ne disposait plus de terres cultivables à concéder. Pendant ces sept années on s'était livré à tous les abus de la colonisation officielle, forçant les colons à s'établir ici plutôt que là, les chassant de certains points où ils se trouvaient bien, en un mot appliquant les principes d'arbitraire contenus dans une lettre de l'Empereur *sur la politique de la France en Algérie*, adressée au maréchal de Mac-Mahon, alors gouverneur de notre colonie africaine.

L'insurrection de 1871 permit à l'administration algérienne de se refaire un domaine en confisquant aux tribus révoltées une étendue de terres d'environ 300 000 hectares,

indépendamment d'une indemnité en argent de 30 millions de francs, qui servit à dédommager les colons européens des pertes qu'ils avaient subies.

Concessions gratuites. — Aussitôt en possession de terres, l'administration s'empessa de procéder à l'établissement de centres de colonisation à l'aide de concessions gratuites. Les premiers colons qui bénéficièrent de ces concessions furent les Alsaciens et Lorrains. Une loi du 21 juin 1871 mettait gratuitement « 100 000 hectares des meilleures terres dont l'État dispose en Algérie » à la disposition des « habitants de l'Alsace et de la Lorraine qui voudraient conserver la nationalité française et qui prendraient l'engagement de se rendre en Algérie pour y mettre en valeur et exploiter les terrains ainsi concédés. » Une seconde loi, du 15 septembre 1871, exigeait que chaque famille faisant la demande d'une concession fit la preuve qu'elle disposait « de ressources pécuniaires s'élevant à la somme de 5 000 francs au moins. » La même loi mettait à la charge de l'État le transport par mer des immigrants et l'aménagement de tous les centres de concessions en eaux alimentaires (fontaines ou puits, lavoirs et abreuvoirs), la construction des mairies, des écoles, des édifices du culte, des voies de communication reliant les centres aux artères principales de la région. C'étaient des dépenses énormes que l'État inscrivait, sans compter, à ses budgets futurs. Les résultats, du moins, furent-ils en rapport avec les sacrifices? Comme réponse à cette question, nous pouvons citer le passage suivant d'un rapport adressé au président de la République par l'amiral de Gueydon, alors gouverneur de l'Algérie : « Parmi les familles alsaciennes et lorraines qui ont transporté leur domicile en Algérie à la suite de la guerre de Prusse, un très petit nombre possédait le capital minimum de 5 000 francs exigé par la loi du 15 septembre 1871 pour obtenir des concessions territoriales; toutes les autres étaient complètement dénuées de ressources. Cependant l'administration française n'en avait pas moins le désir d'accueillir ces familles venues en vertu de leur option pour la nationalité française. Il a fallu les loger, les nourrir à l'arrivée, et, en leur donnant des terres, les pourvoir encore d'installations, d'instruments de travail, de quelques moyens de subsistance pour les aider à attendre les premiers résultats. Ces subventions ne laissent pas que d'atteindre un chiffre important. »

Colonisation officielle et colonisation libre. — Malgré ces déboires, l'administration n'a pas cessé depuis 1871 de faire de la colonisation officielle. De 1871 à la fin de 1882, elle a concédé soit à des immigrants, soit à des colons déjà établis en Algérie, près de 476 000 hectares dont elle estime la valeur à 43 267 000 francs, soit environ 90 francs l'hectare. Elle a dépensé en outre pour travaux d'installation des colons 16 millions et demi, soit environ 60 millions dépensés pendant ces douze années pour la colonisation, tant en terres concédées qu'en installations et frais divers. Or, le nombre des familles installées à ce prix élevé n'a été que de 10 000 environ, dont 5000 de colons algériens et 5000 d'immigrants. « Sur les 10 030 familles primitivement installées, 5837 résidaient encore sur leurs concessions dans le courant de 1882. Un certain nombre, ayant satisfait aux conditions déterminées par les règlements, avaient cédé ou vendu leur concession; 718 avaient cédé leur droit au bail ou leur concession pendant la période même de la concession provisoire; 1418, après avoir obtenu leur titre définitif, avaient vendu leurs terres. Enfin, il résultait du recensement opéré par l'administration que sur l'ensemble des concessionnaires de cette douzaine d'années, soit qu'il s'agît des concessionnaires primitifs, soit de leurs cessionnaires ou de leurs remplaçants, 8003 familles résidaient, représentant un effectif de 29 455 personnes¹. »

En résumé, en douze ans, avec une dépense en terres ou en argent de près de 60 millions, la colonisation officielle a implanté sur ses concessions 29 455 individus, parmi lesquels nous devons noter 15 316 immigrants seulement, les autres étant d'anciens colons. Or, le nombre des Français s'est accru pendant le même espace de temps de plus de 70 000 individus. L'introduction de 15 316 colons aurait donc coûté près de 60 millions de francs. On voit par là ce que vaut la colonisation officielle.

Ces déplorables résultats n'ont cependant pas empêché l'administration de demander, en 1883, à la métropole, les moyens de se procurer de nouvelles terres en vue d'une colonisation semblable à celle dont nous venons de parler. Elle demandait l'autorisation de faire à la Caisse des Dépôts

1. PAUL LEROY-BEAULIEU. *La colonisation chez les peuples modernes*, p. 360.

et Consignations un emprunt de 50 millions, qui auraient été remboursés par annuités d'environ 3 millions, somme égale à celle qui est inscrite annuellement au budget du ministère de l'intérieur pour frais de colonisation en Algérie. Avec ces 50 millions, elle aurait acquis par expropriation 300 000 hectares environ de terres appartenant aux indigènes et elle aurait fait les frais d'installation de 175 villages contenant 9649 familles, soit, à raison de quatre personnes par famille, une population de 38 596 individus¹. A la suite d'une très vive discussion, le projet de loi fut rejeté et le système de la colonisation officielle reçut par contre-coup une atteinte profonde.

Ce n'est pas au moment où la colonisation libre prend en Algérie une importance chaque jour plus considérable; ce n'est pas au moment où les terres cultivables de cette colonie augmentent rapidement de prix qu'il convient de se livrer aux anciens errements. En admettant que la colonisation officielle ait rendu des services, il faut savoir reconnaître que son temps est passé. L'Algérie est entrée dans une phase nouvelle de son évolution, celle où l'initiative individuelle doit être prépondérante. Du reste, si l'administration veut faire encore de la colonisation officielle, il lui reste assez de terres pour qu'elle n'ait pas besoin d'exproprier les Arabes. On évalue à plus de 830 000 hectares les terres qui, en dehors des bois et forêts, constituent le domaine de l'administration algérienne. En admettant que la moitié de ces terres soient de mauvaise qualité, il doit rester près de 400 000 hectares propres à la culture et susceptibles d'être concédés ou vendus. Nous aimerions beaucoup mieux la vente que la concession, et des faits récents viennent à l'appui de cette opinion. Dans les premiers mois de 1885 l'administration a mis en vente plus 7300 hectares divisés en 101 lots et répartis dans la province d'Alger et de Constantine. Tous ces lots ont été vendus; la mise à prix a toujours été considérablement dépassée, souvent même elle a été plus que doublée. Au moment où nous écrivons ces lignes, une nouvelle vente vient d'avoir lieu, également par adjudi-

1. Voy. Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les acquisitions de terre et les travaux de colonisation en Algérie, par M. THOMSON. Annexe à la séance de la Chambre des députés du 15 novembre 1883. Voyez aussi le compte rendu des séances des 23 et 28 décembre 1883.

cation, et nous avons de bonnes raisons de croire que le succès a été aussi grand que l'année dernière. Ces faits ne suffisent-ils pas pour montrer que l'administration doit renoncer à la fois au système de la colonisation officielle et à celui des concessions gratuites? Qu'elle vende chaque année une partie des terres qu'elle possède encore et qu'elle se préoccupe de favoriser par tous les moyens la constitution de la propriété indigène individuelle, de manière à rendre possible le roulement de la propriété : elle rendra ainsi plus de services à la colonie que ne lui en ont jamais rendu les pratiques du passé.

Constitution de la propriété individuelle indigène. — Nous reconnaissons que le problème de la constitution de la propriété individuelle parmi les indigènes de l'Algérie est d'une solution difficile. Quelques efforts ont déjà été faits dans cette direction. Le premier pas sérieux a été marqué par la loi du 26 juillet 1873, qui soumet à la législation française « l'établissement de la propriété immobilière en Algérie, sa conservation et la transmission contractuelle des immeubles et droits immobiliers, quels que soient les propriétaires », et qui abolit « tous droits réels, servitudes ou causes de résolution quelconque fondés sur le droit musulman ou kabyle qui seraient contraires à la loi française ». L'un des obstacles les plus considérables à l'individualisation et à la transmission entre individus de la propriété résidait dans le droit dit de *chafaâ*, en vertu duquel tout copropriétaire d'un vendeur a « le droit de racheter la propriété familiale et d'en exclure ainsi tout étranger. » La loi du 26 juillet 1873 établit que « le droit réel de *chafaâ* ne pourra être opposé aux acquéreurs qu'à titre de retrait successoral par les parents successibles d'après le droit musulman et dans les conditions prescrites par l'article 841 du Code civil », c'est-à-dire que les parents successibles peuvent être écartés par un seul, moyennant remboursement de la cession. Par son article premier, la loi supprimait donc un premier obstacle important à l'individualisation de la propriété; elle détruisait en réalité les propriétés familiales reconnues par la loi musulmane.

L'article 2 de la loi prescrivait le partage de la propriété indivise des tribus et des douars entre les membres de la tribu ou du douar, mais elle avait soin d'établir que dans ce partage « la propriété du sol ne serait attribuée aux membres de la tribu que dans la mesure des surfaces dont

chaque ayant droit à la jouissance effective »; et elle attribuait le surplus « soit au douar comme bien communal, soit à l'État comme biens vacants ou en déshérence ».

En réalité, la loi du 26 juillet 1873 supprimait, on le voit, la propriété collective en Algérie et elle étendait considérablement le domaine de l'État, puisque seulement une partie restreinte des terres collectives des tribus peuvent être réclamées par des individus « ayant droit à la jouissance effective. »

Malheureusement, l'application des deux premiers articles était entourée par le reste de la loi, de formalités et de pratiques si longues et si minutieuses qu'elle était rendue presque impossible. « Au 31 décembre 1884, il n'avait encore été délivré de titres que dans 107 douars, représentant 712 125 hectares, et les levés parcellaires effectués par le service de la topographie et des levés généraux pour l'établissement de la propriété individuelle n'avaient porté que sur 1 891 186 hectares, alors que ces opérations doivent porter sur 7 ou 8 millions d'hectares¹. »

L'une des plus grosses difficultés soulevées par l'application de la loi du 28 juillet 1873 réside dans le grand nombre de copropriétaires de la plupart des propriétés familiales ou biens melk indivis. « Dans beaucoup de territoires melk, le nombre des ayants droit au bien indivis est tel que, si l'indivision cessait, des parts souvent infinitésimales revien-

1. Rapport de M. Casimir Fournier au Sénat. Annexe à la séance du 24 novembre 1885.

Le rapporteur justifie de la façon suivante le chiffre de 7 à 8 millions d'hectares indiqué plus haut : « D'après la statistique officielle de l'Algérie, 1882-1884, p. 141 :

1° La superficie totale des propriétés rurales possédées par des Européens est, au 31 décembre 1884, de.....	1,180,813 hect.
La superficie des forêts du Tell est de.....	2,125,402
L'exposé de la situation de l'Algérie de 1884 indique que les immeubles domaniaux non affectés à un service public sont d'une contenance de.....	813,413
Et les immeubles affectés à un service public d'une contenance de.....	33,327

Si au total, qui est de..... 4,154,985 hect. on ajoute la superficie des villes et villages de la Kabylie dans lesquels la propriété est constituée, et qu'on considère, d'autre part, que la superficie entière du Tell comprend 14 millions d'hectares, on voit qu'il reste environ 8 millions d'hectares, pouvant donner lieu à l'application de la loi de 1873. »

Le tableau suivant, emprunté à la *Statistique générale de l'Algérie* (1882-

draient à chacun d'eux. Il est facile de se rendre compte des difficultés que de pareilles situations opposaient aux transactions immobilières entre indigènes et Européens et des frais énormes qu'entraîne l'application à ces indivismes de la procédure française. Certaines licitations, dans lesquelles étaient intéressés 100, 200 et jusqu'à 441 ayants droit, ont coûté 5000, 6000 et jusqu'à 12 000 francs, par suite des jugements de défauts, profit-joint, des significations à toutes parties, des reprises d'instances, etc.¹. »

Une autre grosse difficulté résultait de ce qu'une grande partie, environ la moitié, des propriétés collectives appartenant aux tribus n'avaient pas encore été soumises aux opérations de délimitations et de répartitions entre les douars prescrites par le sénatus-consulte du 22 avril 1863, ce qui mettait dans l'impossibilité de faire le partage de ces propriétés entre les membres de la tribu. D'un autre côté, l'administration algérienne n'était pas fixée sur le point de savoir si l'interdiction d'aliénation des terres collectives établie par le sénatus-consulte de 1863 devait subsister avec la loi de 1873. « L'affirmative a trouvé des partisans, et la spéculation, s'emparant du doute qui avait surgi à ce sujet, s'est livrée,

1884), indique le nombre d'hectares pour lesquels les titres de propriété ont été délivrés, par année, depuis 1876, époque à laquelle a commencé la délivrance des titres, jusqu'à la fin de 1884 :

ANNÉES.	DÉPARTEMENT D'ALGER.		DÉPARTEMENT D'ORAN.		DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE.		TOTAL.	
	Douars.	Hectares.	Douars.	Hectares.	Douars.	Hectares.	Douars.	Hectares.
1876	1	5,594	3	8,334	»	»	4	13,928
1877	1	5,486	4	9,930	»	»	5	15,416
1878	3	18,449	4	11,490	3	2,569	10	32,508
1879	4	29,403	4	16,458	3	7,528	11	53,389
1880	2	16,526	2	19,005	»	»	4	35,531
1881	8	64,537	12	68,893	2	7,270	22	140,700
1882	1	10,801	7	64,154	2	9,972	10	84,927
1883	12	95,482	7	57,589	5	19,333	24	172,404
1884	8	91,530	7	52,173	2	19,619	17	163,322
Totaux	40	337,805	50	308,026	17	66,291	107	712,125

1. Exposé des motifs d'un projet de loi déposé par le gouvernement au Sénat dans la séance du 4 décembre 1884.

dans certains territoires arch, à des achats de terres faits à vil prix et dans les conditions les plus fâcheuses pour les intérêts que le législateur a voulu protéger¹ ».

Dans le but de remédier à ces inconvénients, le gouvernement a déposé, à la fin de 1884, un projet de loi dont les bases ont été établies par les autorités les plus compétentes de l'Algérie, et qui, malgré cela, soulève de très grosses objections, particulièrement celle de conserver encore trop d'entraves à la rapidité des opérations. Il n'est donc pas probable que ce projet sorte intact des délibérations des Chambres².

La constitution de la propriété individuelle en Algérie est encore rendue très difficile par l'absence d'état civil chez les Arabes et les Kabyles, et aussi par l'absence de noms de famille. Chaque individu porte un nom spécial, et cet individu n'est immatriculé sur aucun acte officiel. Il en résulte une confusion extrême, compliquée encore par la polygamie. Des efforts considérables ont été faits pour introduire l'état civil parmi les indigènes, mais ces efforts ont été jusqu'à ce jour tout à fait impuissants et la loi du 23 mars 1882, relative à cet objet, n'a reçu qu'un commencement d'exécution presque insignifiant.

Le mieux serait, sans doute, de lier la question de l'établissement de l'état civil à celle de la constitution de la propriété individuelle. A cet effet, l'application en Algérie de l'Act Torrens, dont nous parlerons dans un instant, serait de la plus grande utilité.

Le grand tort de toutes les lois déjà existantes et du projet dont nous venons de parler, réside dans l'esprit qui les anime. Les législateurs et le gouvernement se sont toujours préoccupés d'établir, pour les actes civils, en Algérie, un état de choses plus ou moins semblable à celui qui existe en France. Or, des difficultés de toutes sortes surgissent à chaque pas qu'on fait dans cette voie, par suite des différences énormes qui existent entre les noms, les coutumes et la situation même des terres dans les deux pays. Vouloir soumettre à toutes les rigueurs de notre législation

1. *Ibid.*

2. Voté par le Sénat à la fin de 1885, avec quelques modifications peu importantes, ce projet a été déposé à la Chambre le 23 janvier 1886. Il est à l'étude d'une commission spéciale.

l'établissement et la transmission de la propriété dans un pays où l'idée même de propriété individuelle est presque absente des esprits, c'est se condamner en quelque sorte de parti pris à un échec plus ou moins absolu.

Ainsi que nous aurons cent fois l'occasion de le faire observer au cours de cet ouvrage, le principe qui doit dominer toute œuvre coloniale est celui de l'adaptation des moyens de colonisation aux conditions spéciales que chaque colonie présente.

L'Act Torrens. — Nous avons vu avec plaisir, récemment, notre Résident à Tunis, M. Cambon, mettre en pratique ce principe dans un projet relatif à la constitution de la propriété en Tunisie dont le lecteur nous saura certainement gré d'exposer ici les traits principaux. Le projet de M. Cambon est une application à la Tunisie de la loi dite *Act Torrens* ou *Real Property Act*, qui est en vigueur dans les colonies anglaises de l'Australie. Le caractère essentiel de l'*Act Torrens* est de donner à la propriété foncière une extrême mobilité. Le propriétaire ou copropriétaire ou ayant droit quelconque d'un immeuble peut demander à l'autorité spéciale de placer cet immeuble sous la protection de la loi dont nous parlons. Il doit pour cela adresser une requête dans laquelle il indique la nature de sa propriété ou de ses droits, les charges dont l'immeuble est grevé, sa situation, son étendue, ses voisinages, etc., en ajoutant à sa requête tous les titres qu'il possède et un plan de la propriété. Après vérification de tous les titres et une enquête de nature à constater l'exactitude des faits, il est remis au propriétaire un *certificat de titre* qui rend son droit de propriété inattaquable en même temps qu'il donne à cette propriété une extrême mobilité. La vente se borne, en effet, au seul transfert du certificat de titre opéré par l'autorité même qui l'a délivré. D'un autre côté, le certificat peut être grevé d'hypothèque par un simple acte d'obligation ajouté à ce titre et enregistré par la même autorité. Quand un immeuble appartient à plusieurs copropriétaires, chacun de ces derniers peut exiger un certificat de titre qui lui permet d'emprunter sur sa part de propriété ou de la vendre avec la même facilité que s'il était unique propriétaire. Quant aux individus qui pourraient être lésés par l'établissement du certificat de titre, soit par la mauvaise foi de celui qui a sollicité ce titre, soit par suite de l'insuffisance de l'enquête faite par l'autorité, ils

ont recours contre cette dernière, qui est considérée par la loi comme seule responsable des erreurs et qui peut être condamnée à les désintéresser. Les fonds nécessaires à cet objet sont fournis par les taxes auxquelles sont soumis la délivrance des certificats de titre et les actes divers nécessités par leur transmission, par l'inscription des hypothèques, etc¹.

C'est cette législation que notre Résident, M. Cambon, se propose d'instituer en Tunisie, en l'adaptant aux conditions spéciales de ce pays.

La propriété en Tunisie. — En Tunisie, les propriétés collectives sont beaucoup moins nombreuses qu'en Algérie; on peut même dire qu'elles constituent une véritable exception. Les propriétés individuelles y sont les plus nombreuses. Rien ne sera plus facile que de les placer sous le régime de la nouvelle loi; Européens et indigènes y trouveront un avantage considérable. Il existe aussi en Tunisie un nombre assez considérable de propriétés familiales auxquels s'applique le droit de la chefaâ dont nous avons parlé plus haut. Afin de supprimer les obstacles que ce droit oppose à la transmission de la propriété et à sa transformation en propriété individuelle, la nouvelle loi tunisienne restreint considérablement le nombre des propriétés auxquelles il s'applique et elle le réglemente de manière à supprimer ou du moins à diminuer considérablement ses déplorables effets.

Il existe encore en Tunisie un grand nombre de propriétés de mainmorte, inaliénables, dites *habous*, qui jusqu'ici étaient restées hors de la portée des Européens. « Les *habous*, dit M. Leroy-Beaulieu², couvrent une grande partie de la Régence. Des personnes instruites m'ont affirmé que le cinquième ou le sixième de la superficie des bonnes terres leur appartient. Sur une propriété française où j'ai résidé quelques jours, j'ai constaté qu'une enclave d'une trentaine d'hectares excellents appartient à un marabout, c'est-à-dire à une chapelle, et que c'est, par conséquent, un bien « habou ».

1. Voy. pour la traduction française de l'Act Torrens, le *Bulletin de statistique et de législation comparée* du Ministère des finances, juin 1885, p. 681. Voy. le *Journal officiel tunisien* du 12 juillet 1885 et le *Bulletin de statistique et de législation comparée* du Ministère des finances, juillet, avril et septembre 1885.

2. *De la colonisation chez les peuples modernes*, 2^e édit., p. 459.

D'autre part, la même propriété est bornée par toute une vaste plaine, qui est également un domaine des « habous ».

« Les « habous » ou terres de mainmorte ont trois origines différentes. La première catégorie se compose des biens religieux à proprement parler, des terres affectées au service des mosquées, à la rémunération des ministres du culte. La seconde catégorie de « habous » a été constituée pour des œuvres de bienfaisance qui peuvent être de la nature la plus diverse, l'entretien de collèges, de bourses pour les étudiants, d'établissements charitables pour les malades, d'un chemin ou simplement d'un puits. Parfois on nous raconte qu'une grande dame arabe ayant passé dans un district et y ayant souffert de la soif y fit creuser un puits et constitua un « habou », c'est-à-dire une dotation immobilière inaliénable, pour que ce puits fût éternellement maintenu en bon état. La troisième catégorie de « habous », comprend simplement les biens individuels qui, pour diverses causes, sont frappés de substitution, des sortes de majorats dont les possesseurs n'ont que la jouissance. »

Les biens habous étaient loués à titre précaire, par les administrations diverses qui en avaient la gestion, à des particuliers, moyennant une rente presque toujours très faible; ils ne pouvaient être vendus et restaient presque tous dans un état déplorable. La nouvelle loi tunisienne sur la propriété rend possible et même facile leur transmission. Les administrations qui les détiennent pourront les faire immatriculer comme les propriétés individuelles, et les vendre; mais ils seront grevés, sous le nom « d'enzel », d'une rente perpétuelle; celle-ci pourra être payée par leur détenteur, quel qu'il soit, à l'administration, corporation, etc., qui aura aliéné la propriété. La propriété soumise à l'enzel peut ainsi passer de main en main comme toute autre propriété, sans cesser de servir à l'objet spécial pour lequel elle avait été jadis constituée en « habou ». Elle ne diffère de la propriété individuelle proprement dite que par la rente dont elle est grevée. En cas de non-paiement de la rente, celui à qui elle est due « peut poursuivre la vente de l'immeuble tenu à enzel pour avoir paiement des arrérages échus. » La rente dont sont grevées ces terres est d'ailleurs très faible: en moyenne 5 à 6 francs et au plus 10 à 12 francs par hectare et par an.

Grâce à cette législation, les propriétés ne tarderaient pas

à acquérir en Tunisie une extrême mobilité et à être très recherchées par les Européens. On peut dire qu'avec le projet de M. Cambon la propriété sera soumise dans la Régence à un régime beaucoup plus parfait que dans aucun pays de l'Europe.

Depuis quelques années un grand nombre de propriétés ont été achetées en Tunisie par des Européens. Pendant la seule année 1884, ils en ont acheté 40 000 hectares; en 1885, les achats ont dû être beaucoup plus considérables encore; on évalue au moins à 200 000 hectares la surface totale des propriétés détenues par les Européens; il est vrai que la seule propriété de l'Enfida a plus de 100 000 hectares. Les propriétés de 2000 à 7000 hectares sont assez nombreuses. Mais ces surfaces paraissent être trop accidentées pour une exploitation convenable. D'après M. Paul Leroy-Beaulieu, « le type de propriété qui, dans la période présente, paraît le plus convenir aux Européens est celui d'un domaine entre 1000 et 2000 ou 3000 hectares. Plus tard, le morcellement interviendra et réduira ces énormes centenances. Aujourd'hui, pour qu'une exploitation ait de grandes chances d'être fructueuse, à moins que le propriétaire consente à résider, il faut de vastes étendues. Une des difficultés de la mise en valeur consiste, en effet, dans le choix d'un régisseur. Il est toujours difficile d'en trouver de bons, et on doit largement les rémunérer. Les vigneron français que l'on fait venir ont des prétentions élevées. Les capitalistes parisiens ou provinciaux qui veulent faire un placement immobilier et rural en Tunisie, ont donc à supporter des frais généraux assez considérables, et, pour n'en être pas écrasés, il importe que la production se fasse en grand. On peut considérer trois sortes de propriétaires français en Tunisie : d'abord la grande Société anonyme, constituée au capital de plusieurs millions de francs et qui détient des propriétés géantes comme celle de l'Enfida; ensuite, de petites associations plus restreintes, formées entre des amis qui sont riches et qu'unit la confiance mutuelle non moins que l'intérêt; ces petites associations doivent constituer un capital de 600 000 ou 700 000 francs au minimum, allant même jusqu'à 1 million ou 1 200 000 francs : elles doivent se résoudre à rester plusieurs années sans retirer aucun intérêt de leur placement; enfin le propriétaire individuel. De ces trois catégories de propriétaires, c'est la seconde qui paraît

avoir le plus de chances de succès et répondre le mieux aux conditions actuelles de la Tunisie. Quant au propriétaire individuel, à moins qu'il ne réside, ce qui ne peut être qu'un cas assez rare, il lui est difficile de mettre en valeur les terres qu'il acquiert; le but qu'il poursuit d'ordinaire est simplement d'attendre la plus-value pour revendre. On trouvait encore, il y a deux ans, à acheter de grandes terres au prix de 40 à 50 francs l'hectare. Aujourd'hui, il serait difficile d'en acquérir à moins de 100 francs ou de 150 francs. Il s'agit, bien entendu, ici, de terres à l'état brut, dont la plus grande partie n'est pas défrichée, et qui, pour la plupart, n'ont aucuns bâtiments ¹. »

L'application de l'Act Torrens en Algérie. — Beaucoup de personnes demandent que l'Act Torrens soit appliqué à l'Algérie. Il n'est pas douteux qu'il y rendrait les plus grands services, surtout s'il était déclaré obligatoire. En premier lieu, on éviterait les frais énormes qu'entraîne la constitution de la propriété prescrite par la loi de 1873, puisque chaque propriétaire serait obligé, pour obtenir son titre, de fournir les plans et autres documents nécessaires à l'établissement de ce titre. En second lieu, on exciterait par là les membres des tribus qui, en vertu des coutumes musulmanes, sont considérés comme ayant des droits de propriété sur les lots de terre qu'ils cultivent, à rendre ces droits définitifs, puisque l'immatriculation de leurs terres et la levée de leur titre non seulement assurerait leur propriété, mais encore leur donnerait les moyens soit d'emprunter en hypothéquant, soit de la vendre, ce qu'ils ne peuvent faire en ce moment. On assurerait ainsi, sans aucuns frais pour l'État, la constitution de la propriété individuelle dans un grand nombre de lieux où elle est encore à l'état collectif et inaliénable.

Enfin, comme le faisait remarquer M. Yves Guyot dans une lettre au gouverneur de l'Algérie, le 25 avril 1884, on corrigerait dans une large mesure les inconvénients qui résultent de l'absence d'état civil chez les indigènes. M. Yves Guyot écrivait ² : « Vous n'avez pas abordé, monsieur le Gouverneur général, une difficulté qui ne se rencontre pas en France et qui cependant se trouve en Algérie. Vous savez mieux que personne que l'état civil est fort ru-

1. *Loc. cit.*, p. 456.

2. *Voy. Lettres sur la politique coloniale*, p. 201.

dimentaire parmi les indigènes ; que les registres n'en sont pas régulièrement tenus comme en France ; que les noms y sont peu variés ; que tous les Arabes s'appellent fils de quelqu'un, *ben, beni*, comme les Beni Israël sont les fils d'Israël ; qu'ils n'ont que deux ou trois noms comme Mohamed, avec quelques transpositions, et qu'il est fort difficile de s'y reconnaître. Beaucoup de gens prétendent que la difficulté est si grave qu'elle a quelquefois donné lieu à des abus et à des spoliations. L'Act Torrens présente justement le grand avantage de ne pas prendre la propriété sous le nom d'une personne, sous un titre personnel ; il n'attache pas forcément la propriété à Jean, Pierre ou Jacques, Mohamed ou Ali. Jean, Pierre, Jacques, Mohamed ou Ali sont des individus plus ou moins réels, plus ou moins bien déterminés, plus ou moins fugaces. Mais voici un lot de terre cadastré par le n° X. Il est délimité, il est une réalité. Impossible de le nier. Voici l'acte qui constate son existence. Il est entre les mains d'Ali, de Mohammed, de Jacques ou de Pierre. Peu importe ! on n'a pas à s'inquiéter de l'individualité du possesseur. La possession vaut titre. N'y a-t-il pas là, tout particulièrement au point de vue de l'Algérie, un avantage incontestable ? Aujourd'hui, dans l'application de la loi de 1873, n'êtes-vous pas obligé de vous en rapporter à des témoins plus ou moins suspects ? Ne voit-on pas encore trois complices se partageant ainsi les rôles : deux larrons affirment, comme témoins, que la propriété appartient à un troisième larron, pour permettre à celui-ci de vendre tant bien que mal une propriété qui ne lui appartient pas. N'y a-t-il pas là égal danger pour le véritable propriétaire et pour l'acheteur de bonne foi ? N'y a-t-il pas urgence à mettre fin le plus tôt possible à cet état précaire ? L'Act Torrens, en faisant constater la propriété par la possession du titre, ne hâterait-il pas la solution de toutes ces difficultés ? Si la loi de 1873 n'est pas plus rapidement appliquée dans l'avenir qu'elle ne l'a été dans le passé, pouvez-vous assigner une date à la constitution de la propriété, seulement dans le Tell ? et cette constitution ne coûtera-t-elle pas plus cher qu'une expropriation ? »

En résumé, la plus vive préoccupation de la France relativement à l'Algérie devrait être d'y constituer la propriété individuelle. Or, deux moyens s'offrent à la Métropole pour cela : en premier lieu la continuation des opérations com-

mencées en vertu de la loi de 1873 ; ces opérations sont très longues et très coûteuses ; il faudrait en effet 100 millions et cent années pour constituer la propriété, dans le Tell seulement, si l'on n'allait dans l'avenir ni plus vite ni plus économiquement que dans le passé. En second lieu l'application de la loi Torrens. Nous venons de montrer les avantages qu'aurait cette loi ; tout le monde avec nous conclura à la nécessité de sa promulgation en Algérie dans le plus bref délai possible. L'application de la loi Torrens suffira probablement pour provoquer la constitution de la propriété individuelle dans presque tout le Tell. Rien n'empêcherait de poursuivre simultanément l'application de la loi de 1873 dans les régions où la terre est encore réellement dans l'état de possession collective, de manière à la partager entre les tribus et les douars. Plus tard, dans les mêmes régions, les individus qui auraient acquis des droits par la culture sur une portion de terre ne manqueraient pas de réclamer leur titre de propriété.

La colonisation de l'Algérie par les Européens a pris depuis quelques années une telle extension que l'administration n'a plus à se préoccuper de la provoquer autrement que par une bonne législation et des travaux publics.

Population européenne. — En 1835, il n'existait en Algérie que 11 221 Européens ; en 1845, ils étaient 95 531, sans compter l'armée ; en 1855, leur nombre n'était encore que de 150 607. Il est bon de remarquer que la colonisation avait été beaucoup plus lente de 1845 à 1855 que de 1835 à 1845 : pendant la seconde période, des obstacles considérables avaient été mis à l'émigration des Français vers l'Algérie. Au commencement de 1865, les colons européens étaient au nombre de 237 560 ; à la fin de 1875, la population européenne de l'Algérie comprenait 320 000 individus environ, sans parler des israélites indigènes, qui sont, dans certaines statistiques, réunis aux émigrants à cause de leur assimilation légale et qui étaient au nombre de 33 000. En 1885, c'est-à-dire cinquante ans après la conquête, le chiffre de la population européenne est d'environ 400 000 individus, sans compter l'armée. Les Français sont de tous les plus nombreux ; puis viennent les Espagnols, les Italiens et les Maltais¹.

Le nombre des Européens augmente d'autant plus pen-

¹. D'après les recensements de 1876 et de 1881 la population de l'Algérie était

dant chaque période décennale depuis 1855, que cette période est plus rapprochée de nous. D'autre part, la mortalité des Européens tend à diminuer de plus en plus. L'étude des statistiques montre que jusqu'en 1853 les décès furent plus nombreux que les naissances. Cela était dû, en partie à ce que dans le début les célibataires étaient beaucoup plus nombreux que les gens mariés, mais surtout à l'insalubrité du pays. M. Roches, ancien interprète de l'armée d'Afrique, cite un fait de nature à donner une idée des ravages que les maladies firent parmi les Européens pendant les premières années de l'occupation de l'Algérie. « Onze cents hommes valides, dit-il¹, furent laissés le 11 juin 1840 à Miliana. Au 1^{er} octobre, il n'y en avait plus que 300, qui portaient la mort dans leur sein. Au 1^{er} janvier 1841, il n'en restait que 80. Ainsi, plus de 1000 hommes sur 1100 périrent en moins de six mois. » Casimir Broussais arrivant à Alger, en 1844, trouvait dans les hôpitaux « une grande quantité de corps chétifs, épuisés, languissants; une foule de pauvres malades minés par la diarrhée ou la dysenterie chronique et enflés par l'hydropisie² ». Ajoutons que les médecins militaires encore inexpérimentés et presque tous entichés de la doctrine de Broussais se montraient très rebelles à l'administration du sulfate de quinine à haute dose, de sorte que la fièvre intermittente sévissait tout à son aise sur

répartie, à ces deux époques, entre les diverses nationalités de la façon suivante :

	1876	1881	AUGMENTA- TION.	DIMINUTION.
Français.	198,792	233,937	35,145	»
Israélites naturalisés. .	33,506	35,665	2,159	»
Musulmans (sujets français).	2,476,941	2,850,866	373,925	»
Espagnols.	94,038	114,320	20,282	»
Italiens.	26,322	33,693	7,371	»
Anglo-Maltaïes.	14,313	15,402	1,089	»
Allemands.	6,513	4,201	»	2,312
Autres étrangers.	17,201	22,328	5,127	»
	2,867,626	3,310,412	445,098	2,312
			442,786	

1. ROCHES, *Trente-deux ans à travers l'Islam*, t. I, p. 424.

2. *Recueil des Mémoires de médecine militaire*, t. LX, p. 45.

les Européens¹. Depuis cette époque, les conditions climatiques de l'Algérie ont changé considérablement. La fièvre intermittente n'a pas abandonné notre colonie, mais elle y devient chaque jour de moins en moins dangereuse, et elle a presque entièrement disparu de quelques localités.

Depuis la conquête d'Alger jusqu'au 31 décembre 1853, il y avait eu en Algérie 62 768 décès et 44 900 naissances, c'est-à-dire environ 18000 décès de plus que de naissances. A partir de 1853, le nombre des naissances a toujours été, pour la population européenne, supérieur à celui des décès. Il importe cependant de remarquer que sur les Hauts Plateaux et dans le Désert la mortalité est relativement plus forte que dans le Tell et que le chiffre des décès y est supérieur à celui des naissances. Pendant les années 1879, 1880 et 1881, le rapport entre les naissances et les décès avait été de 83 décès pour 100 naissances; pendant les années 1882, 1883 et 1884, le nombre des décès n'a été que de 81 pour 100 naissances. On peut d'après ces chiffres estimer que la population européenne de l'Algérie doublerait à peu près en cinquante-cinq ans par le seul fait de l'excédent des naissances sur les décès, tandis que la population de la France ne parviendrait à doubler qu'en plus de 140 ans par le même procédé, si le rapport des décès aux naissances restait ce qu'il est en ce moment. On voit par là que l'avenir de l'Algérie se montre sous des couleurs qui sont loin d'être aussi sombres que certaines personnes s'efforcent de le dire.

1. Un médecin militaire, ancien président du Conseil de santé des armées, M. Maillot, a publié récemment de curieux souvenirs de cette époque. Le premier, il avait eu l'idée d'employer le sulfate de quinine à haute dose contre les fièvres intermittentes qui affectaient volontiers le caractère pernicieux, et qui faisaient de si nombreuses victimes parmi nos soldats. « Dès l'origine de nos tentatives, écrit-il, il y avait eu un *tolle* général contre moi dans la population civile, tout comme dans la garnison. Des jeunes officiers, pour se soustraire à ma médication, s'étaient organisé un dispensaire sous la direction d'un aide-major du 59^e de ligne, assez instruit, assez intelligent, orateur d'estaminet. Leur algarade, du reste, ne dura que quelques semaines; ces dissidents ne tardèrent pas à désertir, d'un commun accord, leur hôpital interlope, pour venir s'aliter dans nos salles et nous demander des soins dont l'expérience avait promptement démontré l'efficacité. Cette malheureuse croisade contre le sulfate de quinine à haute dose était si universelle dans l'armée, que le duc d'Orléans lui-même, cet homme si intelligent et si bienveillant, cédant à l'entraînement général, a écrit que lors de l'épidémie de Constantine en 1836 « des ballots entiers de ce poison avaient été avalés en quelques jours dans les régiments, transformés en infirmeries. » (T. C. MAILLOT, *Mon dernier mot sur les fièvres de l'Algérie*, 1884, p. 11).

Chose remarquable, la mortalité des Européens paraît être moindre que celle des indigènes. Les israélites indigènes, seuls, offrent une mortalité inférieure à celle de toutes les autres races. D'un autre côté, le peu que nous savons permet de penser que les Français du Midi offrent en Algérie une mortalité moindre que celle des Français du Nord. La mortalité des Français est également moindre que celle des Espagnols, mais cela résulte probablement plutôt des conditions différentes dans lesquelles vivent les deux races que de la différence même des races. Les Allemands meurent plus que les Français, que les Espagnols et que les Italiens.

La faible mortalité des israélites indigènes a fait craindre à certaines personnes que ces individus n'arrivent à prendre en Algérie une importance trop considérable, mais il faut remarquer qu'ils n'augmentent de nombre que par l'excédent des naissances, tandis que le nombre des Européens s'accroît surtout par l'émigration; or, nous avons vu que cette dernière va sans cesse en augmentant. On s'est effrayé aussi de la rapidité avec laquelle s'accroît le nombre des émigrants espagnols dans notre colonie, particulièrement dans la province d'Oran, où ils sont plus nombreux que les Français, et l'on a écrit que la France avait créé en Algérie une colonie pour les étrangers.

Il n'est pas douteux que le nombre des étrangers, particulièrement celui des Espagnols, est relativement considérable, mais ce fait n'est pas de nature à effrayer les esprits réfléchis. Les Espagnols qui viennent en Algérie sont, en général, des travailleurs pauvres et peu intelligents, qui se livrent à des travaux grossiers dont les Français ne veulent pas ou qu'ils n'acceptent que sous l'empire d'une inéluctable nécessité. Il en est de même des Italiens et surtout des Maltais. Ces étrangers prennent volontiers nos coutumes et se fondent peu à peu dans la population française. Les mariages entre Français et Espagnoles ou entre Espagnols et Françaises sont très fréquents. Cependant il importerait, à notre avis, de prendre des mesures pour que les colons étrangers soient amenés autant que possible à adopter la nationalité française. Déjà quelques efforts ont été faits dans ce sens, mais ils sont insuffisants. A la troisième génération les étrangers nés en Algérie sont considérés comme Français. Il ne peut évidemment y en avoir que fort peu en ce moment. Les fils d'étrangers nés en Algérie peuvent, dès la

première génération, opter pour la naturalisation française ; un assez grand nombre ont déjà été naturalisés dans ces conditions. Enfin les Espagnols ont le droit d'opter pour le service militaire entre l'Espagne et la France et ceux qui optent pour le service militaire français peuvent demander directement la nationalité française ; un assez grand nombre se font naturaliser, chaque année, de cette façon.

Lentement, tous ces éléments divers se fondront les uns dans les autres par les mariages. En 1882, le nombre des mariages mixtes, c'est-à-dire entre Français et étrangers a été dans le rapport de 40 pour 100 avec celui des mariages entre étrangers ; c'est-à-dire que les étrangers se marient presque autant avec les Français qu'entre eux ; or il est permis de penser que dans la majorité des cas où le père est Français les enfants se font naturaliser. De tous ces mélanges il résultera forcément la constitution d'une variété humaine s'adaptant chaque jour de plus en plus à l'Algérie, y vivant par conséquent chaque jour dans de meilleures conditions et s'y multipliant d'autant plus qu'elle sera mieux adaptée. Cette race, conservant sa nature par l'infusion incessante du sang d'immigrants nouveaux venus des bords septentrionaux de la Méditerranée, promet de donner à l'Algérie, dans un temps relativement court, tout le développement que comporte ce riche pays. Il résulte des statistiques qu'en ce moment près la moitié des individus existant en Algérie y sont nés.

Il importe de remarquer que les mariages entre Européens et indigènes sont relativement très peu nombreux. Il est vrai que les unions irrégulières sont en assez grande quantité, et que, par ce procédé, il se fait un assez important mélange des races européennes et africaines, mais à mesure que le nombre des Européens et surtout des femmes européennes augmente, il semble que les Européens s'éloignent davantage des femmes arabes. Ce phénomène paraîtra fort naturel si l'on réfléchit que les races ont d'autant plus de tendances à s'allier qu'elles se ressemblent davantage.

La beauté et les agréments moraux des femmes arabes ne sont certainement pas de nature à contre-balancer les qualités physiques et morales des femmes européennes, et lorsque celles-ci se trouvent en nombre suffisant elles doivent l'emporter dans la lutte sexuelle sur les femmes arabes. Quoique fort naturel, ce fait est fâcheux, parce qu'il

doit faire craindre que jamais la fusion ne se fasse entre les Français et les Arabes. L'une ou l'autre des deux races serait donc destinée à disparaître devant l'autre. Il appartient du moins au législateur d'atténuer les conséquences fâcheuses de cette antinomie.

La première mesure à prendre à cet égard consiste dans la naturalisation française des indigènes. Cela a déjà été fait pour les Juifs en 1870 ; mais l'opération a été, de l'avis des hommes compétents, faite avec trop de rapidité. Cependant le fait est accompli et il serait fort difficile de revenir en arrière. Quant aux Arabes et aux Kabyles musulmans, ils recherchent peu la naturalisation française, par suite des répugnances et des craintes que leur inspire notre législation, surtout en matière de mariage. Ils tiennent tous à la polygamie consacrée par le Coran, quoique la plupart d'entre eux soient trop pauvres pour pouvoir entretenir plusieurs femmes. Pour les attirer à nous, il serait bon, je dirais même qu'il est nécessaire, d'établir en Algérie une législation spéciale pour les indigènes. C'est folie, me semble-t-il, que d'espérer détruire d'un coup les préjugés innombrables entassés dans les cervelles musulmanes. Nous ne faisons ainsi que nous aliéner des hommes qui viendraient graduellement à nos mœurs et à nos lois si nous savions les y attirer sans violence. Beaucoup d'excellents esprits sont partisans d'une législation spéciale aux musulmans, qui permettrait leur naturalisation française sans les obliger à renoncer aux pratiques traditionnelles qui font la base de leurs croyances religieuses et de leur organisation sociale. Nous voudrions que le gouvernement de l'Algérie se préoccupât de cette question et fît préparer par des hommes compétents un code algérien propre aux indigènes. Cette réforme aurait, sans aucun doute, une importance énorme, elle ferait plus pour la tranquillité future de l'Algérie que toutes les forteresses et les administrations militaires dont notre colonie a été gratifiée.

Quoi qu'il en soit, il résulte de tous les chiffres que nous venons de donner que la colonisation de l'Algérie par la France devient chaque jour plus active et que les tristes prévisions des pessimistes du passé sont contredites par la prospérité du présent et par les promesses de l'avenir. Pour que cet avenir soit tout à fait brillant, il n'est d'ailleurs pas nécessaire que la France fournisse annuellement à

l'Algérie un nombre bien considérable de colons. Une dizaine de mille Français et autant d'étrangers allant chaque année s'établir en Algérie — c'est-à-dire un chiffre moindre que celui des émigrants actuels — peut coloniser très rapidement cette colonie.

« Supposez, dit M. Leroy-Beaulieu¹, 10 à 12 000 Français s'établissant chaque année en Afrique, et autant d'Européens étrangers: ajoutez-y l'excédent des naissances sur les décès, on aurait à la fin du siècle environ 800 000 à 900 000 hommes de race européenne sur la côte d'Afrique, et en outre 3 millions et demi à 4 millions d'Arabes déjà imbus de notre civilisation. En portant nos regards plus avant, avec cette immigration d'ailleurs modique de 20 à 25 000 Européens par an (moitié Français et moitié étrangers), avec l'excédent des naissances, l'Afrique française, c'est-à-dire l'Algérie et la Tunisie avec leurs prolongements, contiendrait, vers l'année 1930, environ 2 millions d'hommes de race européenne et 6 à 7 millions d'Arabes en grande partie francisés. Ce serait là une société beaucoup plus importante comme population et au moins aussi florissante que l'Australie actuelle, et l'Afrique française en 1930 serait à peine de deux ans plus vieille que ne l'est aujourd'hui l'Australie. »

Caractère colonial de l'Algérie. — L'Algérie, ayant un sol fertile, du moins dans une partie importante de sa surface, et des habitants en nombre très insuffisant, doit être considérée avant tout comme une colonie agricole. Ajoutons qu'en y prenant quelques précautions contre la chaleur les Européens peuvent travailler le sol à peu près comme dans le midi de la France. Ils doivent seulement avoir la précaution de se tenir à l'abri pendant les heures les plus chaudes de la journée.

Le climat. — Les saisons sont très bien marquées. Celle des pluies dure de novembre au mois d'avril; elle est la moins chaude de l'année; les pluies souvent très abondantes qui la caractérisent sont habituellement entrecoupées de périodes de beau temps. Du mois de novembre au mois d'avril, il ne pleut que rarement et les pluies se réduisent à de simples averses d'orage; la chaleur, d'abord modérée en mai, qui est le plus beau et le plus agréable mois de l'année, s'élève

1. *Loc. cit.*, 2^e édit., p. 337.

graduellement jusqu'à la fin d'août pour diminuer peu à peu de septembre à la fin d'octobre.

« S'il tombe en moyenne 900 millimètres d'eau par an sur le littoral, 773 millimètres sont comptés en hiver et 127 en été; encore n'est-ce qu'au commencement et à la fin de cette saison, parce que son milieu ne voit que quelques averses, quelques pluies d'orage d'une durée très courte. Grande est la différence dans la quantité d'eau qui tombe sur le littoral à l'ouest ou à l'est; sur la côte Oranaise, il pleut relativement beaucoup moins qu'ailleurs; si la moyenne de pluie y est de 500 millimètres, elle est à Alger de 700 à 800, et à Bône, Philippeville, de 1000 à 1200. Cette partie du littoral a des montagnes élevées et surtout boisées, conditions favorables à l'accumulation des vapeurs aqueuses et des pluies bienfaisantes. Les Hauts Plateaux sont généralement moins mouillés; toutefois certaines localités, au centre des montagnes boisées, comme Teniet-el-Haâd, à 1150 mètres d'altitude, sont fréquemment arrosées. Ces conditions locales font presque autant de climats différents dont l'effet n'est pas sans influence sur la santé des habitants et sur la prospérité de la colonie. Quand il pleut dans les plaines basses du littoral, il neige généralement dans les montagnes, et il n'est pas rare de voir, à partir de 500 mètres d'altitude, la neige persister; elle dure même une grande partie de l'année sur les sommets élevés du Djurjura, de l'Aurès. Les Hauts Plateaux, bien que dans une zone méridionale, ne sont pas à l'abri de la neige persistante. Un voyageur qui partirait au printemps pour un voyage dans le sud pourrait être arrêté par la neige à cette époque; des colonnes ont dû rebrousser chemin en avril dans la région des Chotts. Dans ces mêmes parages, des colonnes agissant contre Bou-Amema (hiver de 1881-1882) ont été souvent empêchées par la neige. Mais c'est dans la montagne que l'on a souvent à redouter la soudaineté et la violence de ces ouragans. Nous pourrions en citer beaucoup d'exemples. Celui qui a le plus vivement impressionné par le nombre des victimes est toujours celui de la colonne Levasseur opérant dans le Bou-Taleb. Assaillie les 2 et 3 janvier 1846 par les tourbillons de neige, elle fut dispersée et ne rentra à Sétif que le 4, avec 532 cas de congélation partielle des extrémités et laissant en route 208 morts¹. »

1. QUESNOY. *L'Algérie*, p. 154.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, l'Algérie est surtout appelée à devenir une colonie agricole. Depuis quelques années, elle est entrée dans une voie de prospérité véritablement remarquable. En 1881, la superficie totale des propriétés rurales que possédaient les Européens embrassait 1 086 076 hectares; en 1884, elle en mesurait 1 180 813; différence en plus : 98 937 hectares.

« La population rurale, en 1881, comprenait 146 657 individus (hommes, femmes et enfants au-dessus de 15 ans); en 1884, le chiffre de cette population s'élevait à 170 766 : soit, en trois ans, une augmentation de 24 109 agriculteurs.

« En 1881, les Européens employaient 82 266 instruments aratoires valant ensemble 13 818 529 francs; en 1884, le nombre de ces instruments s'élevait à 96 399; leur valeur atteignait 16 490 449 francs¹. »

Cultures algériennes. — Les plantes cultivées sont particulièrement : le blé dur qui sert à la préparation du couscous des Arabes et qui est importé en France pour la fabrication des semoules et des pâtes alimentaires; le blé tendre, en beaucoup moins grande quantité; le maïs, le seigle, l'avoine, l'orge, le bechna ou variété de sorgho. Les terres dans lesquelles sont cultivées ces céréales sont rarement fumées et ne sont soumises qu'à un labour très superficiel; cependant, quand les pluies sont assez abondantes, le rendement de la récolte est superbe.

Le tabac donne dans les bonnes terres une forte rémuné-

1. *Statistique générale de l'Algérie* pour 1882-1884, p. 141.

TABEAU INDIQUANT LES QUANTITÉS D'HECTARES PLANTÉS EN VIGNES
ET D'HECTOLITRES DE VIN RÉCOLTÉS EN ALGÉRIE, DE 1872 A 1884.

ANNÉES.	NOMBRE d'hectares plantés en vignes.	QUANTITÉ d'hectolitres de vin récoltés.	ANNÉES.	NOMBRE d'hectares plantés en vignes.	QUANTITÉ d'hectolitres de vin récoltés.
1872 . . .	16,688	227,840	1879 . . .	19,994	251,525
1873 . . .	17,245	170,679	1880 . . .	23,724	432,580
1874 . . .	18,324	228,999	1881 . . .	30,241	238,549
1875 . . .	20,044	196,313	1882 . . .	39,766	681,335
1876 . . .	16,723	222,425	1883 . . .	46,286	821,584
1877 . . .	17,128	265,173	1884 . . .	56,006	890,899
1878 . . .	17,614	238,220			

ration. Le coton est cultivé sur une petite échelle; il en est de même de la ramie. L'olivier vient bien dans le Tell; il y donne de très bons et abondants produits. Il en est de même des orangers, citronniers, pamplemoussiers, etc. La plupart des arbres fruitiers de France se développent à merveille et donnent de bons fruits dans les points ayant une assez grande altitude.

La vigne est de toutes les cultures de l'Algérie celle qui donne en ce moment les plus belles promesses. Négligée pendant très longtemps, sa culture a commencé à prendre une certaine importance depuis que le phylloxéra a exercé ses ravages dans le midi de la France. Les premiers essais furent en partie infructueux; on ignorait et le mode le plus convenable de culture et de taille, et la manière la plus conforme au climat de produire la fermentation; enfin on manquait de caves convenables. Depuis quelques années des progrès considérables ont été faits dans ces diverses directions et l'on obtient un vin dont la qualité va chaque jour s'améliorant.¹ « Les plantations de vignes faites par les Européens, qui couvraient, à la fin de l'année 1878, et dans les trois départements, 15 400 hectares, et 27 338 hectares en 1881, ont atteint, en 1884, le chiffre de 50 800 hectares. Les indigènes ne sont pas restés en arrière de ce mouvement, quoique dans des proportions bien moindres, car leurs vignes, aux mêmes époques, embrassaient une surface de 1422, 3144 et 5206 hectares². » Pendant la campagne 1881-1882, la quantité de vin récoltée s'élevait à 681 335 hectolitres. Pendant la campagne 1883-84, elle a été de 890 899 hectolitres, soit plus de 200 000 hectolitres d'augmentation en deux ans. Ces progrès donnent une idée des richesses considérables que la culture de la vigne fournira bientôt à l'Algérie si le phylloxéra respecte les vignobles de notre colonie plus que ceux de la métropole.

En 1882, l'Algérie a exporté 18 092 hectolitres de vin; en 1884, elle en a exporté 149 886 hectolitres.

L'alfa³, qui pousse spontanément sur les Hauts Plateaux, est l'objet d'un important commerce. Lorsque cette grami-

1. *Statistique générale de l'Algérie* pour 1882-1884, p. 141.

2. Nous verrons dans le tableau suivant, d'après la *Statistique générale* pour 1882-1884, les résultats fournis pendant les trois premières campagnes par les principales plantes cultivées en Algérie.

	1881-82		1882-83		1883-84	
	SUPERFICIE cultivée en hectares	QUANTITÉ récoltée.	SUPERFICIE cultivée en hectares	QUANTITÉ récoltée.	SUPERFICIE cultivée en hectares.	QUANTITÉ récoltée.
Blé tendre..	hect. 182,926	q. mét. 1,537,320	hect. 192,352	q. mét. 1,179,613	hect. 202,390	q. mét. 1,649,415
Blé dur..	1,062,525	5,062,533	1,146,177	5,256,824	1,172,706	6,833,194
Seigle...	661	q. mét. 5,119	491	q. mét. 4,370	855	q. mét. 5,409
Orge. . . .	1,284,703	q. mét. 7,905,174	1,429,871	q. mét. 7,322,515	1,535,452	q. mét. 11,405,132
Avoine. . .	31,743	q. mét. 404,081	33,018	q. mét. 334,433	33,227	q. mét. 425,126
Maïs. . . .	11,934	q. mét. 127,845	11,352	q. mét. 67,545	11,661	q. mét. 86,562
Fèves.. . .	46,576	q. mét. 307,712	51,315	q. mét. 303,640	56,351	q. mét. 383,776
Bechna (ou Dra).. . .	43,611	q. mét. 224,573	58,247	q. mét. 213,712	4,955	q. mét. 222,498
Vigne.. . .	39,766	hectol. 681,335	46,286	hectol. 821,584	56,006	hectol. 890,899
Tabac. . . .	8,663	kilog. 5,499,054	8,694	kilog. 5,227,738	7,957	kilog. 4,923,742
Lin de Riga.	1,873	kilog. (A) 67,356	1,825	kilog. (A) 67,530	1,276	kilog. (A) 66,845
Lin d'Italie..	1,521	kilog. (B) 1,421,645	1,830	kilog. (B) 1,412,813	1,747	kilog. (B) 1,272,778
Colza. Ricin. Arachides.	80	q. mét. 405	291	q. mét. 803	16	q. mét. 156
Coton ouate soie	98	kilog. 22,500	33	kilog. 8,000	45	kilog. 4,768
Ramie . . .	5	kilog. 400	»	»	»	»

(A) De filasse et étoupes — (B) De graines. Les statistiques n'indiquent pas les chiffres d'étoupes et filasses obtenues

	1881-82			1882-83			1883-84		
	NOMBRE DE MOULINS à huile.	QUANTITÉS d'olives récoltées.	QUANTITÉS d'huile fabriquée.	NOMBRE DE MOULINS à huile.	QUANTITÉS d'olives récoltées.	QUANTITÉS d'huile fabriquée.	NOMBRE DE MOULINS à huile.	QUANTITÉS d'olives récoltées.	QUANTITÉS d'huile fabriquée.
(c) Olivier	4,663	12,938,698	315,871	3,645	20,595,708	464,148	4,591	17,329,054	343,206

(c) Les statistiques ne donnent pas le nombre d'arbres ni la superficie plantée en oliviers.

née a atteint tout son développement, on la récolte en ayant soin de ne pas endommager le pied ; il ne faut pas la couper trop près du sol, sous peine de ne pas la voir repousser ; on en prend une touffe dans les mains et l'on tire à soi : les tiges se détachent chacune de la gaine cylindrique qui entoure leur base, et le pied, resté intact, repoussera dès les premières pluies ¹. L'alfa est exporté en Europe, particulièrement en Angleterre, pour la fabrication du papier et des toiles à sacs. Une autre graminée, le diss, est récoltée pour les mêmes usages.

Dans le Sahara, le dattier seul peut être cultivé ; c'est aussi la seule partie de l'Algérie où les dattes arrivent à maturité. Le dattier a besoin de beaucoup d'eau. Quelques Européens commencent à se livrer à sa culture ; ils en tirent de gros bénéfices.

Forêts. — L'Algérie possède une étendue considérable de forêts ou du moins de surfaces boisées ou broussailleuses ; car il ne faudrait pas croire que toutes les surfaces désignées sur les cartes sous le nom de forêts soient des forêts véritables. Ce ne sont en grande partie que des maquis à broussailles hautes de 1, 2 ou 3 mètres, formées de cistes, de palmiers nains, d'arbousiers, de genêts, de bruyères, de daphnés, de chênes nains, de lentisques, parmi lesquels croît le diss dont nous avons parlé plus haut et qui constitue, pour les troupeaux des indigènes, un excellent herbage quand il est encore jeune. Les forêts véritables sont en petit nombre ; elles occupent principalement le sommet des montagnes. Les essences qui y dominent sont le cèdre, le chêne liège, les oliviers sauvages, etc.

La question des forêts est l'une de celles qui doivent le plus préoccuper les hommes soucieux de l'avenir de l'Algérie. Peu à peu les forêts algériennes sont détruites, soit par suite d'une exploitation malhabile, soit par les incendies ou par les troupeaux des tribus errantes. Au lieu de forêts véritables,

1. TABLEAU DE L'EXPORTATION DE L'ALFA EN 1882, 83, 84.

ANNÉES.	FRANCE.	ANGLE-TERRE.	ESPAGNE.	PORTUGAL	BELGIQUE.	AUTRES PAYS.
	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.	tonnes.
1882	2,340	69,574	9,528	1,117	1,541	1,600
1883	2,999	66,361	10,538	1,771	1,579	915
1884	1,650	81,467	6,574	1,130	2,933	2,719

il n'existe plus dans un grand nombre de points que des broussailles¹. L'administration fait chaque année quelques efforts dans le but de reboiser, mais elle paraît n'être guidée

1. TABLEAU DE LA SUPERFICIE DES FORÊTS DE L'ALGÉRIE PAR DÉPARTEMENTS ET NATURE D'ARBRES.

CONSERVATION et désignation des forêts.	CHÊNE LIÈGE.	CHÊNE VERT.	CHÊNE ZÉEN.	PIN D'ALP.	PIN MARITIME.	CÈDRE.	THUYA.	ESSENCES diverses.	TOTAUX.	TOTAUX généraux.
	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.	hect.
DÉPARTEMENT D'ALGER.										
Domaniales.	33,769	94,565	9,953	221,010	20	6,880	15,275	12,675	394,147	790,112
Communes.	1,906	9,500	34	3,474	»	267	1,933	5,679	22,793	
Privées.	4,310	25,530	»	41,850	»	»	8,370	6,950	87,010	
Soumises à la surveillance de l'autorité militaire.	»	27,500	»	103,500	»	»	800	154,362	286,162	
DÉPARTEMENT D'ORAN.										808,202
Domaniales.	7,025	102,185	359	236,950	»	»	64,671	110,524	521,714	
Communes.	432	994	56	6,566	»	»	4,370	1,799	14,237	
Privées.	170	11,634	2	2,318	»	»	6,950	18,250	39,324	
Soumises à la surveillance de l'autorité militaire.	»	152,400	»	13,000	»	»	48,149	19,378	232,927	
DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE.										1,186,872
Domaniales.	228,345	282,786	40,712	149,172	1,202	28,395	»	111,812	843,024	
Communes.	14,098	9,477	403	4,841	173	50	»	7,289	36,331	
Privées.	146,481	1,310	»	450	300	»	»	18,281	166,822	
Soumises à la surveillance de l'autorité militaire.	»	46,948	»	76,130	»	1,800	»	15,817	140,695	
Totaux.	436,536	764,831	51,517	859,261	1,695	37,992	160,538	472,816	2,785,186	

par aucun plan général, elle éparpille ses ressources et n'obtient que de très faibles résultats. Il serait peut-être bon qu'elle limitât considérablement la surface désignée sous le nom de forêts pour substituer des forêts véritables aux broussailles qui portent ce nom. Les forêts jouent dans tous les pays un rôle prépondérant dans les conditions climatiques; elles augmentent par leur présence la quantité des pluies. Or en Algérie, plus que partout ailleurs, il est nécessaire d'employer tous les moyens pour provoquer l'augmentation des pluies.

Élevage du bétail. — L'élevage des troupeaux a eu de tout temps en Algérie une importance considérable. Il se fait surtout dans le sud et il est la principale occupation des Arabes nomades. Ceux-ci promènent leurs immenses troupeaux de moutons dans les plaines des Hauts Plateaux lorsque l'alfa est encore jeune; puis, quand la sécheresse est survenue, ils gagnent le Tell à la recherche des plantes qui ont pu échapper à la dessiccation produite par la chaleur. Non seulement les herbes mais encore les pousses jeunes des broussailles servent à la pâture des animaux, qui contribuent ainsi, dans une large mesure, avec les incendies, à mettre obstacle au développement des forêts.

Les moulons, les bœufs, les ânes, les chevaux sont les animaux que l'on élève plus particulièrement en Algérie¹. Depuis quelques années on a tenté l'élevage des autruches pour

1. TABLEAU DES ANIMAUX DOMESTIQUES EXISTANT EN ALGÉRIE EN 1883-84.

		CHEVAUX.	MULETS ET MULES.	ANES.	CHAMEAUX.	BŒUFS.
Nombre de têtes en	1881-82	139,552	133,216	210,112	154,248	1,027,913
	1882-83	164,521	69,245	235,543	181,550	1,104,820
	1883-84	164,690	140,416	224,481	244,874	1,128,886
		MOUTONS.	CHÈVRES.	PORCS.	TOTAUX des têtes de bestiaux.	
Nombre de têtes en	1881-82	5,142,321	3,056,660	45,860	9,909,882	
	1882-83	6,056,683	3,618,392	59,741	11,580,136	
	1883-84	6,810,579	3,999,367	62,035	12,773,278	

leurs plumes. Cette industrie paraît donner de sérieux bénéfices, mais il est bien évident qu'elle ne peut pas prendre une très grande extension, à cause de l'usage restreint qui est fait de ses produits.

On ne connaît en Algérie aucun gisement houiller, mais on y exploite quelques mines de minerais métalliques. En 1884 le nombre des ouvriers employés dans l'intérieur de ces mines n'était que de 685; il faut y ajouter 892 ouvriers employés à l'extérieur des mines. La valeur totale du produit brut de ces mines a été, en 1884, d'environ deux millions et demi. Ce sont surtout les mines de fer, de cuivre et de plomb qui sont exploitées et qui ont quelque valeur¹.

Au point de vue industriel, l'Algérie ne compte pour ainsi dire pas; nous ne citerons que la distillation d'une certaine quantité d'eau-de-vie de raisin et de marc, et d'essence de géranium. Tous les produits manufacturés qui y sont employés viennent d'Europe, et en grande partie de France.

Commerce. — Ceci nous amène à parler du commerce de l'Algérie et des conditions économiques auxquelles notre colonie est soumise. Nous nous bornerons à citer quelques chiffres. En 1831, le total des importations et des exportations de l'Algérie n'atteignait pas huit millions; en 1841, il

I. TABLEAU DE L'EXPORTATION DES MINERAIS ALGÉRIENS DE 1872 A 1884.

ANNÉES.	NOMBRE d'ouvriers employés.	QUANTITÉS DE MINERAIS EXPORTÉES.		
		Fer.	Cuivre.	Plomb.
		quintaux.	quintaux.	quintaux.
1872	1,839	3,911,895	1,108	35,135
1873	2,993	4,206,955	749	54,462
1874	3,955	4,602,728	4,028	30,497
1875	3,850	5,226,300	30,196	23,549
1876	4,108	4,568,124	63,724	16,146
1877	3,879	4,505,679	68,340	19,287
1878	3,280	3,797,388	50,087	23,786
1879	3,485	4,379,324	29,450	24,680
1880	3,286	5,964,092	149,043	44,589
1881	2,305	5,956,563	36,876	105,088
1882	2,302	5,910,768	179,658	29,313
1883	1,837	5,638,208	303,597	77,303
1884	1,577	4,625,021	145,703	134,138

dépassait 71 millions; en 1851, il était de près de 87 millions; en 1861, il dépassait 165 millions et demi; en 1871, il était d'environ 306 millions et demi; en 1881, il se rapprochait de 485 millions; En 1882 il atteignait près de 562 millions. En 1883 et 1884 il a été plus faible, n'atteignant pas 466 millions, par suite de causes accidentelles qui ont agi pendant les deux dernières années.

Nous devons noter qu'en tout temps le chiffre des importations, en Algérie, a été supérieur à celui des exportations.

En 1884, le chiffre des importations s'élevait à 289 810 891 francs, tandis que celui des exportations était seulement de 175,897,889 francs.

Quant aux pays qui importent le plus en Algérie, c'est la France au premier rang, puis l'Angleterre. C'est aussi en France d'abord, puis en Angleterre, que les produits algériens sont exportés. Nous résumons¹ dans les tableaux ci-

1. TABLEAU PAR PORTS DES MARCHANDISES IMPORTÉES ET EXPORTÉES
PENDANT LES ANNÉES 1865, 1882 ET 1884.

PORTS.	1865		1882		1884	
	VALEUR des marchandises		VALEUR des marchandises		VALEUR des marchandises	
	importées.	exportées.	importées.	exportées.	importées.	exportées.
Nemours.....	266,388	1,229,605	814,774	281,075	1,409,840	511,595
Beni-Saff.....	»	»	525,460	5,241,610	258,913	4,042,523
Mers-el-Kébir.	92,088	75,560	130,073	328,345	22,723	272,888
Oran.....	67,946,905	27,958,756	165,463,811	43,387,550	82,112,424	63,454,496
Arzeu.....	57,306	5,046,324	6,641,852	4,160,705	2,396,178	6,406,459
Mostaganem...	4,111,349	5,081,477	5,490,765	1,301,096	5,153,094	1,220,346
Ténès.....	49,192	1,189,548	110,673	830,925	131,601	501,683
Cherchel.....	5,453	147,582	9,738	154,330	17,631	329,884
Alger.....	57,655,617	26,409,548	114,288,346	39,123,257	97,633,777	43,552,130
Dellys.....	»	182,032	69,690	259,607	43,728	994,396
Bougie.....	90,232	1,023,331	3,201,450	2,790,638	2,386,294	3,315,040
Djijelli.....	10,507	197,530	614,243	2,221,122	550,283	737,064
Collo.....	581	»	166,824	1,993,734	232,923	2,156,635
Stora.....	47,268	829,368	1,797	95,556	2,520	153,968
Philippeville..	32,059,527	16,400,849	89,299,698	21,681,615	68,525,441	25,235,705
Bône.....	11,782,538	13,284,268	22,162,221	21,652,193	25,527,198	14,920,670
La Calle.....	706,471	1,475,736	1,400,501	4,479,864	962,723	7,747,626
Totaux...	174,881,422	100,529,554	410,391,917	149,983,222	387,867,291	175,753,108
	275,410,976		560,375,139		463 120,399	

dessous les chiffres les plus importants relatifs à ces transactions¹.

Bornons-nous à dire que le chiffre des importations de la France en Algérie a été, en 1884, supérieur à 217 millions de francs, en ne comptant que les objets destinés à la consommation algérienne, tandis que les importations totales de l'Angleterre, y compris les importations en simple

1. RÉSUMÉ PAR CLASSE ET PAR DESTINATION DES MARCHANDISES
EXPORTÉES D'ALGÉRIE PENDANT LES ANNÉES 1882 ET 1884.

CLASSES DES MARCHANDISES.		1882		1884	
		Commerce général.	Commerce spécial.	Commerce général.	Commerce spécial.
		fr.	fr.	fr.	fr.
Matières animales.	Animaux vivants. . .	18,403,258	18,403,258	19,652,833	19,652,833
	Produits et dépouilles d'animaux.	9,685,936	8,921,550	7,293,884	7,060,543
	Pêche.	4,576,176	4,529,562	2,988,041	2,942,261
	Substances propres à la médecine. . . .	6,411	321	977	977
	Matières dures à tailler	570,384	566,690	228,238	224,938
Matières végétales.	Farineux alimentaires	37,844,546	37,895,690	40,136,917	39,822,107
	Fruits et graines. . .	6,074,654	5,987,932	5,213,469	5,144,464
	Denrées coloniales. .	6,430,998	3,598,701	4,645,521	3,660,939
	Sucs végétaux. . . .	1,926,950	1,685,329	4,075,558	4,029,847
	Espèces médicinales..	185,469	145,114	289,171	203,460
	Bois communs. . . .	6,826,899	6,807,445	6,285,443	6,284,603
	Bois exotiques. . . .	33,310	24,145	10,515	10,615
	Fruits, tiges et fila- ments.	16,312,854	16,312,224	16,771,310	16,752,610
	Teintures et tannin..	2,966,255	2,925,755	2,739,134	2,737,353
	Produits et déchets divers.	1,046,629	1,045,617	1,029,467	1,029,297
Matières minérales.	Pierres, terres et com- bustibles minéraux.	401,435	74,587	497,184	316,970
	Métaux.	10,574,385	10,485,558	16,145,646	16,110,062
	Produits chimiques. .	123,226	46,740	446,796	430,621
	Teintures préparées..	969,070	10,330	104,586	14,001
	Couleurs.	216,189	34,465	43,438	43,102
Fabrica- tions.	Compositions diverses	2,077,410	1,166,215	1,808,275	1,386,045
	Boissons.	1,134,230	661,242	3,170,300	3,001,759
	Vitrifications. . . .	97,282	73,063	59,663	45,654
	Fils.	8,318	6,193	34,069	13,787
	Tissus.	5,854,847	5,150,057	7,861,936	6,397,241
	Papier et ses applica- tions.	249,217	211,018	219,508	153,449
	Ouvrages et matières diverses.	13,197,243	12,946,231	6,118,632	5,493,125
Or, argent et billon		2,339,807	2,249,097	28,027,889	4,986,389
Totaux.		150,032,678	141,964,130	175,897,889	146,948,755

entrepôt ont été à peine supérieures à 16 millions de francs. Les exportations de l'Algérie pour la France ont été, pendant la même année, de plus de 116 millions et demi, tandis que les exportations pour l'Angleterre n'étaient que de 28 millions. Ces chiffres suffiraient à montrer quel avantage la possession d'une colonie donne à la métropole sur toutes les autres nations, dans les transactions commerciales.

2. RÉSUMÉ PAR CLASSE ET PAR PROVENANCE DES MARCHANDISES IMPORTÉES
EN ALGÉRIE PENDANT LES ANNÉES 1882 ET 1884.

CLASSE DES MARCHANDISES.		1882.		1884.	
		Commerce général.	Commerce spécial.	Commerce général.	Commerce spécial.
		fr.	fr.	fr.	fr.
Matières animales.	Animaux vivants. . .	776,053	776,053	660,225	660,225
	Produits et dépouilles d'animaux.	7,374,939	6,696,967	6,480,703	6,287,881
	Pêche.	659,881	658,607	692,007	652,773
	Substances propres à la médecine. . . .	43,153	30,253	19,404	10,101
	Matières dures à tailler	48,856	47,917	46,026	44,376
Matières végétales.	Farineux alimentaires.	21,488,561	21,588,952	15,114,249	15,112,224
	Fruits et graines. . .	4,416,446	4,411,580	2,522,195	2,506,592
	Denrées coloniales. .	25,441,175	22,950,715	31,971,163	31,208,071
	Sucs végétaux. . . .	6,384,326	6,154,649	4,546,073	4,496,076
	Espèces médicinales..	340,674	298,417	356,881	277,477
	Bois communs. . . .	12,214,830	12,203,077	4,294,884	4,294,884
	Bois exotiques. . . .	16,638	16,638	17,311	15,311
	Fruits, tiges et ali- ments.	398,925	398,727	134,454	117,293
	Teintures et tannin..	561,778	521,278	538,344	537,544
	Produits et déchets divers.	490,339	486,502	323,990	327,678
Matières minérales.	Pierres, terres et com- bustibles minéraux.	8,184,961	8,218,178	8,773,450	9,164,207
	Métaux.	13,335,196	13,314,946	16,014,088	16,275,781
	Produits chimiques..	2,799,566	2,704,156	2,070,675	2,065,835
	Teintures préparées..	1,779,691	910,611	494,765	486,815
	Couleurs.	3,454,947	3,442,736	2,764,504	2,747,115
Fabri- cations.	Compositions diverses	11,713,473	11,155,873	11,499,691	11,033,598
	Boissons.	11,245,927	10,902,526	8,118,302	7,244,875
	Vitrifications. . . .	4,309,487	4,298,642	4,700,782	4,684,534
	Fils.	1,934,470	1,930,604	1,911,291	1,909,484
	Tissus.	119,633,560	118,700,602	97,654,863	96,898,761
	Papier et ses appli- cations.	8,434,585	8,406,307	6,596,646	6,535,629
	Ouvrages et matières diverses.	105,399,121	104,715,739	58,248,060	58,068,872
	Or, argent et billon. .	39,047,757	39,047,757	3,215,865	2,378,082
TOTAUX.		411,929,315	404,889,009	289,810,891	286,051,400

3. RÉSUMÉ COMPARATIF DU MOUVEMENT DE LA NAVIGATION EN ALGÉRIE.

PAYS DE PROVENANCE ET DE DESTINATION.	EXERCICE 1884.		
	Nombre.	Tonnage.	Équipage.
	navires	tonneaux	hommes
ENTRÉE.			
France { Océan.	78	41,838	1,699
France { Méditerranée.	1,345	976,658	45,574
Étranger.. . . .	2,156	643,290	28,256
Totaux.	3,579	1,661,786	75,529
SORTIE.			
France { Océan.	143	78,205	2,385
France { Méditerranée.	1,174	871,434	42,779
Étranger.. . . .	2,229	677,102	28,660
Totaux.	3,546	1,626,741	73,824

4. MOUVEMENT DE LA NAVIGATION PAR PAVILLONS EN ALGÉRIE (ENTRÉE).

PAVILLONS.	EXERCICE 1884.		
	Nombre.	Tonnage.	Équipage.
	navires	tonneaux	hommes
Français.. . . .	1,634	1,024,328	49,936
Russe.	12	4,077	123
Suédois.	19	8,083	249
Norvégien.. . . .	63	27,083	737
Allemand.	7	5,156	140
Anglais.	519	413,398	11,851
Portugais.	18	1,234	155
Autrichien.. . . .	31	16,543	446
Italien.. . . .	469	39,283	3,301
Espagnol.. . . .	679	72,120	7,006
Grec.	40	10,092	354
Turc.	"	"	"
États barbaresques.. . . .	35	791	224
Danois.. . . .	"	"	"
Hollandais.. . . .	17	13,290	404
Américain.. . . .	1	126	11
Belge.	30	26,062	550
Égyptien.	"	"	"
Zanzibarien.	"	"	"
Marocain.	5	60	42
Totaux.	3,579	1,661,786	75,529

Il est vrai que tous les produits français, sauf les sucres, entrent en franchise en Algérie, tandis que la plupart des marchandises venant de l'étranger y sont soumises aux mêmes droits d'entrée qu'en France; mais aucune différence n'existe pour l'exportation entre la France et les autres pays¹. Si la différence des traitements auxquels sont sou-

1. Nous croyons utile de donner ici le résumé de la législation douanière de l'Algérie. Nous l'empruntons au *Tarif officiel des douanes de France*, publié en septembre 1885.

IMPORTATION DE FRANCE. — Les produits naturels ou fabriqués originaires de France, à l'exception des sucres, et les produits étrangers nationalisés dans la métropole par le paiement des droits, sont admis en franchise à leur importation directe dans les ports de l'Algérie. (*Loi du 17 juillet 1867, article 2.*) Quant aux marchandises venant de France par suite d'entrepôt ou de transit, elles sont traitées en Algérie comme si elles arrivaient de l'étranger. Celles qui sont d'origine extra-européenne et ont été importées en France par la voie d'un pays d'Europe sont passibles des surtaxes inscrites dans le tarif métropolitain lorsqu'elles ne sont pas au nombre des articles spécialement dénommés au présent tarif.

IMPORTATIONS DE L'ÉTRANGER. — A l'exception des produits mentionnés au tableau A de la loi du 17 juillet 1867, modifiée par la loi du 19 mars 1875, les marchandises étrangères importées en Algérie sont soumises aux mêmes droits que si elles étaient importées en France. (*Loi de finances du 29 décembre 1884, art. 10.*)

Les sucres étrangers importés en Algérie sont soumis aux surtaxes applicables aux sucres étrangers importés en France. (Même article.)

Les traités de commerce ne sont applicables dans la colonie qu'autant qu'ils contiennent une stipulation formelle dans ce sens.

Les allumettes chimiques et les cartes à jouer sont prohibées dans la colonie. Toutefois, le monopole n'existant pas en Algérie, les allumettes de fabrication étrangère peuvent être admises dans la colonie sous le paiement des droits stipulés dans la loi du 7 mai 1881 pour les importations faites en France par la compagnie concessionnaire. (*Circ. 1706 du 23 janvier 1885.*)

Relativement aux cartes à jouer, une distinction est à faire selon qu'il s'agit de cartes à portraits français ou étrangers. Dans le premier cas, la prohibition est absolue; dans le second cas, on applique le régime de la bimbeloterie. (Même circulaire.)

D'après l'article 6 de la loi du 17 juillet 1867, on admet en franchise, *mais seulement lorsqu'ils sont importés par la frontière de terre*, les produits naturels ou fabriqués originaires de la régence de Tunis, de l'empire du Maroc ou du sud de l'Algérie. Il n'y a d'exception que pour les écorces à tan de provenance tunisienne, que le décret du 14 avril 1875 a frappées de prohibition.

La taxe de fabrication de la bière n'étant pas perçue en Algérie, le droit de 7 fr. 75 inscrit dans le Tarif métropolitain se trouve réduit à 4 francs à l'importation dans la colonie. De même, la surtaxe dont le Tarif métropolitain frappe les viandes salées en représentation du droit de consommation du sel qu'elles renferment n'est pas exigible à l'importation en Algérie, et, par suite, les viandes salées y acquittent le même droit que les viandes fraîches. Le tableau des droits est établi en conséquence.

EXPORTATION. — Le régime des marchandises exportées de l'Algérie à destination de l'étranger est le même qu'à l'exportation de la métropole. (*Loi du 17 juillet 1867, art. 9.*)

mis à l'entrée en Algérie les produits français et étrangers est la cause de l'immense supériorité des importations françaises sur les importations étrangères, on pourrait voir dans ce fait un argument solide en faveur du système de la protection appliqué à nos colonies.

La situation de la France en Tunisie au point de vue commercial, n'est pas aussi favorable qu'en Algérie. Au moment où la France a reçu le protectorat de la régence, elle s'est trouvée en présence de traités par lesquels les nations européennes s'assuraient toutes la clause de la nation la plus favorisée. Tant que durera le régime du simple protectorat, ces traités resteront en vigueur.

3. — ADMINISTRATION DE L'ALGÉRIE ET DE LA TUNISIE.

Pour terminer cette histoire de nos établissements de l'Afrique septentrionale, il nous reste à parler de l'administration qui leur est appliquée.

Au point de vue administratif, l'Algérie et la Tunisie n'ont rien de commun. L'Algérie est une possession dans toute l'acception du terme, la Tunisie est un simple protectorat.

Administration tunisienne. — Parlons d'abord de ce dernier. Il a été institué par le traité signé au Bardo le 12 mai 1881 et approuvé par la loi du 27 mai 1881. En vertu de ce traité, le Bey de Tunis « consentait à ce que l'autorité militaire française fût occuper les points qu'elle jugerait nécessaires pour assurer le rétablissement de l'ordre et la sécurité de la frontière et du littoral », et « à ne conclure aucun acte ayant un caractère international sans en avoir donné connaissance au gouvernement de la République française et sans s'être entendu préalablement avec lui. » La République française était représentée auprès du Bey de Tunis par un ministre-résident chargé de veiller à l'exécution du traité, et « qui sera l'intermédiaire des rapports du gouvernement français avec les autorités tunisiennes pour les affaires communes aux deux pays. » Notre gouvernement se portait « garant de l'exécution des traités actuellement existants entre les gouvernements de la Régence et les diverses puissances européennes. » Enfin, les deux gouvernements se réservaient « de fixer d'un commun accord, les bases

d'une organisation financière de la Régence qui fût de nature à assurer le service de la dette publique et à garantir les droits des créanciers de la Tunisie ».

Par ces diverses clauses la France se trouvait exercer sur la Tunisie un véritable protectorat. En effet, elle y entretenait des troupes pendant une durée indéterminée; elle y présidait à toutes les relations du Bey avec les puissances européennes; elle intervenait activement dans l'organisation financière.

Les pouvoirs du Résident français en Tunisie furent réglés par un premier décret en date du 21 avril 1882, qui rattachait aux divers départements ministériels français les différentes administrations françaises créées dans la Régence, c'est-à-dire l'administration militaire au ministère de la guerre, l'administration judiciaire au ministère de la justice, celle des travaux publics au ministère de ce nom, etc. Le Résident était l'intermédiaire obligé entre les divers ministères et les « divers services ou établissements institués en Tunisie ». Toute la correspondance des chefs de service passait par ses mains; elle était adressée par lui au ministre des affaires étrangères, qui la répartissait entre ses collègues. Un second décret, en date du 23 juin 1885, a donné à notre représentant en Tunisie le titre de Résident général et lui a donné une autorité plus considérable sur tous les services. Les questions techniques sont désormais traitées directement par les chefs de service de la Tunisie avec les ministres compétents. Quant aux « affaires qui présentent une portée politique ou qui exigent le concours de plusieurs administrations différentes », elles doivent passer par l'intermédiaire du Résident général. Pour ces sortes d'affaires, il est « l'intermédiaire désigné, et aucune mesure pouvant engager à un degré quelconque la responsabilité du gouvernement ne devra être prise sans son approbation préalable. Des actes tels que les déplacements importants des troupes, des modifications dans l'armée indigène, des règlements et des décisions touchant à des questions de police et à la sécurité des personnes, des projets de travaux d'intérêt public, des remaniements d'impôts, des changements de circonscriptions administratives, et, en général, toutes les dispositions ayant un caractère permanent et réglementaire ne pourront intervenir sans le concours ni le consentement du Résident. Il aura, de plus, vis-à-vis de toutes les adminis-

trations de toute la Régence, un rôle naturel de modérateur, et son intervention opportune préviendra les conflits qui, dans les pays nouvellement soumis à l'influence européenne, tendent souvent à se produire.

« Les administrations, d'autre part, garderont une indépendance suffisante pour que toutes les mesures de simple exécution puissent être appliquées sans encourir d'inutiles délais. Elles peuvent se mouvoir librement dans leur domaine naturel et ne risqueront pas de modifier l'état de choses en vigueur et d'engager indûment l'action du protectorat¹ ».

En vertu du texte même du décret du 23 juin 1885 le Résident général « a sous ses ordres les commandants des troupes de terre et de mer, et tous les services administratifs concernant les Européens et les indigènes »; mais l'autorité laissée aux chefs des divers services administratifs dans les questions techniques n'est pas sans fournir plus d'une occasion de conflit entre le Résident général et les chefs des services; on n'a pu perdre le souvenir de ceux qui ont éclaté pendant ces derniers temps entre le Résident et le commandant des troupes; des conflits analogues ont eu lieu entre lui et le chef du service judiciaire. Le vice de l'organisation de la Tunisie, vice que nous retrouvons à un plus haut degré

1. Exposé des motifs du décret du 23 juin 1885 par M. de Freycinet. V. *Journal officiel*. Voici le texte de cet important décret :

Article 1^{er}. — Le représentant du Gouvernement de la République française en Tunisie porte le nom de Résident général et relève du Ministre des affaires étrangères.

Art. 2. — Le Résident général est le dépositaire des pouvoirs de la République dans la Régence. Il a sous ses ordres les commandants des troupes de terre et de mer et tous les services administratifs concernant les Européens et les indigènes.

Art. 3. — Il a seul le droit de correspondre avec le Gouvernement français. Exception est faite pour les affaires d'un caractère purement technique et d'ordre intérieur dans chaque administration française. Ces affaires pourront être traitées directement avec les Ministres compétents par les chefs des différents services institués en Tunisie.

Art. 4. — Le Résident général communique avec les divers membres du Gouvernement par l'intermédiaire du Ministre des affaires étrangères. Il les saisit sans délai de toutes les questions qui intéressent leur département.

Art. 5. — Le décret du 21 avril 1882 est abrogé en ce qu'il a de contraire aux dispositions susénoncées.

Art. 6. — Le Ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 23 juin 1885.

dans celle de l'Algérie, consiste dans le rattachement des divers services aux ministères compétents. Les chefs de service ont une tendance naturelle à s'émanciper de l'autorité du Résident, et ils trouvent souvent un appui pour cela dans les ministères dont ils dépendent.

Malgré ce défaut qu'il serait aisé de faire disparaître, l'administration de la Tunisie a produit déjà de très heureux résultats grâce à l'habile direction qui lui a été imprimée dès la première heure par M. Cambon.

Peu à peu notre Résident a mis indirectement la main sur tous les services de la Régence, et l'on peut dire qu'à l'heure actuelle, la France administre véritablement la Tunisie, quoique le nombre des administrateurs français y soit extrêmement restreint.

Capitulations. — L'action de la France dans ce pays était au début gênée considérablement par deux choses : les capitulations et la commission financière internationale.

On entend par capitulations le privilège qu'avaient les étrangers, dans la Régence, d'être jugés par l'autorité consulaire de leur nationalité.

Ce privilège affaiblissait d'autant plus l'autorité française que les étrangers sont très nombreux en Tunisie. Il a été aboli par une convention de 1885. Aujourd'hui le tribunal français de Tunis est saisi de toutes les affaires dans lesquelles sont impliqués non seulement les Français mais encore tous les étrangers. La suppression des capitulations a puissamment consolidé notre protectorat en le faisant reconnaître par toutes les puissances de l'Europe.

Commission financière internationale. — Quant à la commission financière internationale, elle était composée de représentants de la France, de l'Angleterre et de l'Italie; elle était chargée de contrôler l'emploi de la partie des revenus de la Régence qui servait au paiement de la Dette. Sous le régime de la commission financière, le budget des recettes de la Tunisie était formé de deux sortes de revenus. Les uns étaient destinés à subvenir aux dépenses d'administration du gouvernement du Bey : ceux-là étaient soustraits entièrement au contrôle de la commission internationale. Les autres servaient, comme nous l'avons dit, au paiement de la dette, et ils étaient soumis au contrôle de la commission. Pour cette portion du budget, la commission internationale avait la haute main sur les finances de la Tunisie. Il était impor-

tant pour la consolidation de notre autorité de faire disparaître cette ingérence des puissances dans notre protectorat. Dans ce but la France a pris à son nom toute la dette de la Régence, et elle en a garanti les intérêts, qu'elle prélève sur les recettes du pays. Lorsque cette opération fut soumise au Parlement, un certain nombre de personnes émièrent la crainte que les ressources de la Tunisie ne fussent insuffisantes et que la France n'eût à prélever sur son propre budget les intérêts de la dette tunisienne. Grâce à l'excellente administration de notre Résident général, ces craintes ne se sont heureusement pas trouvées vérifiées, et le budget de la Tunisie, qui, autrefois, était constamment en déficit, offre un excédent qui paraît devoir augmenter d'année en année. Ce résultat est dû principalement au contrôle attentif que nous exerçons sur la perception des impôts. Ceux-ci sont versés par les indigènes entre les mains des Cadis, qui, autrefois, en gardaient une partie considérable en prétextant que la rentrée n'avait pas pu être effectuée. Il a suffi de contrôler les actes des Cadis, de les obliger à remettre des reçus aux contribuables, et à tenir des comptes exacts, pour augmenter considérablement les recettes. Aujourd'hui les indigènes savent qu'un reçu doit leur être donné, faisant mention de la somme exacte qu'ils ont versée; ils exigent ce reçu et en contrôlent le contenu. Ils sont ainsi armés contre l'avidité des Cadis, et, d'autre part, ceux-ci, obligés de tenir exactement leur comptabilité, ne peuvent échapper que difficilement au contrôle des agents français par lesquels ils sont encadrés.

Par la force des choses notre protectorat de la Tunisie se transforme ainsi graduellement en une sorte d'annexion. Le temps n'est sans doute pas éloigné où le Bey ne sera que le premier de nos sujets tunisiens. Mais nous avons intérêt à conserver encore son autorité. La Tunisie offre, en effet, cet avantage sur l'Algérie que la puissance du Bey, du moins sa puissance nominale, y est reconnue dans toutes les parties du pays. Agissant en son nom, nous sommes plus facilement obéis que si nous parlions en conquérants.

Écoles tunisiennes. — Pour achever notre œuvre, c'est-à-dire pour arriver à substituer entièrement l'autorité de la France à celle du Bey, il faut que nous fassions pénétrer parmi les indigènes nos idées, notre langue et nos mœurs. C'est surtout par les écoles françaises que nous arriverons à

ce résultat. En attendant, nous devons respecter les mœurs, les lois et même les préjugés des indigènes; c'est le meilleur moyen que nous ayons de faire accepter notre autorité. Les Arabes de la Tunisie sont, du reste, beaucoup plus civilisés que ceux de l'Algérie. Nous avons déjà dit qu'en Tunisie la propriété individuelle est presque la règle; ajoutons que la culture intellectuelle y est plus développée. La *Djemaa Zitouna*, ou collège de la mosquée de Tunis, compte plus de 600 étudiants, enseignés par 42 professeurs titulaires et 80 professeurs auxiliaires; il y a dans la Régence plus de 500 écoles primaires arabes.

« Les jeunes gens des écoles recherchent les occasions d'apprendre le français et suivent avec zèle les cours de notre langue qu'on leur fait le soir par surcroît.

« Dans plusieurs établissements de Tunis on a institué des cours supérieurs de français. Le collège Sadiki et l'école normale, de récente création, sont les deux établissements où l'enseignement de notre langue est le plus développé. Le collège Sadiki est une institution indigène, très richement dotée; on estime son revenu à 400 000 piastres, soit 250 000 francs. Il contient 160 élèves. L'étude de la langue française, comprenant non seulement la lecture, la grammaire et l'écriture, mais encore notre littérature, y est obligatoire. On y enseigne aussi l'arithmétique, la géométrie, les sciences physiques et la chimie, et enfin l'italien. Quelle que soit l'utilité de cette dernière langue, il y aurait avantage à en rendre l'étude facultative et non obligatoire, pour faire du français la base principale de l'enseignement. L'École normale, ou collège Allaoui, a été fondée en 1884 dans un vaste bâtiment superbement placé, mais encore inachevé. Il s'y trouve 80 ou 90 élèves. J'ai visité tant le collège Sadiki que le collège Allaoui. J'ai parcouru les devoirs des élèves. J'ai causé avec les professeurs, soit français, soit indigènes, et l'impression la plus heureuse m'en est restée. Les jeunes gens écrivent très correctement en français, composent en français; les maîtres ont de l'entrain et de la confiance. Ils me disent que les indigènes des classes élevées tiennent l'instruction à grand honneur, et qu'on en voit doués de fortune qui veulent se vouer à l'enseignement par goût et pour relever la considération dont ils jouissent. Une autre importante fondation scolaire est le collège Saint-Charles, créé en 1880 par le cardinal Lavigerie : on y compte

240 élèves; l'enseignement y est conforme aux programmes officiels français.

« On peut citer encore les écoles de filles tenues par les dames de Sion, par les dames de Saint-Joseph, ou par les sœurs de la Mission africaine, les écoles de l'Alliance israélite, celles des Frères de la doctrine chrétienne. L'ensemble de ces établissements, ainsi que quelques écoles laïques, représente 27 écoles primaires françaises¹. »

On voit par le témoignage personnel de M. Leroy-Beaulieu que la Tunisie est entrée à pleines voiles dans la voie du progrès intellectuel. Il importe de favoriser le mouvement autant que possible. Il est impossible, en effet, que les indigènes apprennent notre langue et les éléments des sciences que nous leur apportons sans s'imprégner peu à peu de nos idées et sans adopter graduellement nos mœurs et nos usages. Or, quand ils auront nos idées et nos mœurs, ils accepteront facilement nos lois et fondront leur race avec la nôtre pour le plus grand profit de la civilisation et de notre pays.

Administration algérienne. — Nous avons déjà parlé plus haut de l'administration de l'Algérie; nous nous bornerons à résumer ici ce que nous en avons déjà dit en le complétant.

De 1830 à 1834, l'Algérie est placée sous l'autorité du commandant en chef de l'expédition militaire, assisté d'un conseil d'administration formé de fonctionnaires; elle relève entièrement du ministère de la guerre. L'Ordonnance du 22 juillet 1834 crée un « gouverneur général des possessions françaises du nord de l'Afrique », toujours placé sous les ordres directs du ministre de la guerre et choisi parmi les officiers généraux de notre armée.

L'Ordonnance très importante du 15 avril 1845 maintient au « gouverneur général de l'Algérie », qui dépend toujours du ministre de la guerre, les pouvoirs civils et militaires, mais elle institue auprès de lui : 1° un directeur général des affaires civiles qui « exerce, sous les ordres du gouverneur général et en son nom, la haute direction des services administratifs civils; il propose et soumet au gouverneur général toutes les mesures qui intéressent la colonisation, l'agriculture, le commerce et les travaux publics

1. LEROY-BEAULIEU (Paul), *De la colonisation chez les peuples modernes*, p. 466.

civils, ainsi que celles qui ont pour objet d'assurer l'exécution des ordonnances, arrêtés, règlements généraux et instructions concernant l'administration publique » ; 2° des directeurs des services administratifs (procureur général, directeur de l'intérieur et des travaux publics¹, directeur des finances et du commerce, directeur central des affaires arabes). « Les directeurs, chefs des services administratifs, ont seuls qualité pour donner ou transmettre des ordres aux agents de ces services. » Ils « travaillent avec le directeur général des affaires civiles, et lui fournissent les renseignements, documents et explications verbales ou écrites qu'il est dans le cas de leur demander ». « En matière de comptabilité, ils correspondent directement soit avec notre ministre de la guerre, soit avec notre ministre des finances, pour les affaires qui concernent chacun de ces départements.... Sur toutes les autres matières, ils correspondent avec le gouverneur général ». 3° Un conseil supérieur d'administration. Celui-ci est composé du Lieutenant général commandant la division d'Alger, du Directeur général des affaires civiles, du procureur général, du directeur de l'intérieur, du directeur des finances, du contre-amiral commandant la marine, de l'intendant militaire de la division d'Alger, du directeur des affaires arabes et de trois conseillers civils rapporteurs nommés, sur la proposition du ministre de la guerre, par le chef de l'État. Le conseil supérieur est chargé « d'assister le gouverneur général dans l'examen de toutes les affaires qui intéressent le gouvernement et l'administration de l'Algérie, et le développement de la colonisation, de l'agriculture et du commerce ». Le conseil supérieur ne donne que des avis « purement consultatifs », mais qui sont transmis au ministre de la guerre. 4° Un conseil du contentieux formé d'un président, de quatre conseillers, d'un secrétaire remplissant les fonctions de greffier, tous nommés par le chef de l'État, sur la proposition du ministre de la guerre. Le conseil du contentieux « connaît, sauf les exceptions qui résulteraient de la législation spéciale de l'Algérie, des matières qui sont déférées en France aux conseils de préfecture, dans les limites de la compétence de ces conseils. Il connaît également des prises mari-

1. Relativement aux Directeurs de l'intérieur et des travaux publics, voyez aussi l'Ordonnance du 22 avril 1846.

times, sous la réserve de la juridiction supérieure du conseil d'État, dans tous les cas où elle s'exerce en pareille matière ».

L'ordonnance du 15 avril 1845 divisait l'Algérie en trois provinces : Alger, Constantine et Oran. Elle subdivisait chaque province « soit en arrondissements, cercles et communes, soit en kalifats, aghaliks, caïdats et cheïkhats. » Elle distinguait « dans ces circonscriptions, suivant l'état des localités et le mode d'administration qu'elles comportent », des territoires *civils*, *mixtes* et *arabes*.

Elle déclarait : « *territoires civils* ceux sur lesquels il existe une population civile européenne assez nombreuse pour que tous les services y soient ou puissent y être complètement organisés; *territoires mixtes*, ceux sur lesquels la population civile européenne, encore peu nombreuse, ne comporte pas une complète organisation des services publics; *territoires arabes*, tous ceux situés soit sur le littoral, soit dans l'intérieur du pays, qui ne sont ni mixtes ni civils. »

Les territoires civils étaient administrés civilement et les Européens étaient « libres d'y former des établissements de toute nature, d'y acquérir et d'y vendre des immeubles. » Les territoires mixtes étaient soumis à un régime d'après lequel l'autorité militaire exerçait « les fonctions administratives, civiles et judiciaires »; les Européens pouvaient « y former des établissements, y acquérir et y vendre des immeubles, mais seulement dans les limites déterminées par le ministre de la guerre. » Les territoires arabes étaient entièrement soumis à l'autorité militaire, et les Européens ne pouvaient s'y établir qu'en vertu d'une autorisation spéciale et personnelle délivrée par le gouverneur général. Les tribus arabes, quel que fût le lieu de leur établissement, étaient entièrement soumises au régime militaire. Les limites des circonscriptions et la nature de leur régime devaient être établies par ordonnance royale, sur la proposition du gouverneur et du ministre de la guerre.

Cette ordonnance tendait, on le voit, à soustraire, en principe, l'Algérie au régime militaire, par l'institution du directeur général des affaires civiles, des chefs de services civils, du conseil du contentieux, et par la création des territoires civils; mais, dans la pratique, l'autorité militaire restait maîtresse à peu près souveraine de l'Algérie; seuls, les territoires civils recevaient une organisation administrative quelque peu libérale. Les provinces étaient administrées par

des sous-directeurs de l'intérieur et des travaux publics, les cercles par des commissaires civils, les communes par des maires; tous ces fonctionnaires étaient nommés par les autorités supérieures.

Le 1^{er} septembre 1847 une ordonnance supprimait les chefs des services administratifs institués auprès du gouverneur général et elle établissait dans chacune des trois provinces des directeurs des affaires civiles qui avaient sous leurs ordres tous les chefs des différents services civils et financiers et exerçaient dans les provinces toutes les attributions confiées par les ordonnances antérieures aux trois directeurs de l'intérieur, des travaux publics, des finances et du commerce. Cette ordonnance instituait en outre, dans chaque province, un « conseil de direction », remplissant des fonctions analogues à celles des conseils de préfecture de France. Le conseil du contentieux était supprimé. L'ordonnance du 1^{er} septembre 1847 faisait faire un pas important à la décentralisation en Algérie, mais, en même temps, elle préparait l'assimilation des trois provinces algériennes aux départements français. Les directeurs des provinces correspondaient avec le gouverneur général; mais ils pouvaient aussi correspondre directement, pour certains objets, avec le ministre de la guerre et avec celui des finances.

Le 9 décembre 1848, un arrêté du président du Conseil, chargé du pouvoir exécutif, fit faire un nouveau pas à l'assimilation des provinces algériennes aux départements français. La division en trois provinces était maintenue; mais chaque province était divisée en un territoire militaire et en un territoire civil qui prenait le nom de département; la dite division devait être faite par un arrêté du pouvoir exécutif. Le territoire militaire était « exclusivement administré par les autorités militaires, conformément aux lois en vigueur en Algérie. » Le territoire civil ou département était « soumis au régime administratif des départements de la métropole, sauf les exceptions résultant de la législation de l'Algérie. » Le département était subdivisé en arrondissements et en communes; il était administré par un préfet; les arrondissements avaient à leur tête chacun un sous-préfet. L'organisation des préfectures devait être « établie sur les mêmes bases qu'en France. » Les préfets correspondaient « directement avec le ministre de la guerre, appelé

à centraliser l'administration générale de l'Algérie, et avec les autres départements ministériels dans la limite de leurs attributions respectives. » Ils rendaient « compte périodiquement au gouverneur général de la situation générale du département, et éventuellement de tous les faits intéressant l'ordre ou la sécurité publique. » Chaque préfet était assisté d'un Conseil de préfecture « ayant les mêmes attributions qu'en France, et celles qui avaient été précédemment conférées aux Conseils de direction par la législation spéciale de l'Algérie. » Les préfectures avaient des ressources propres, composées : des allocations portées au budget de l'État, de la portion allouée au département soit sur l'octroi de mer, soit sur l'impôt arabe; des revenus des propriétés départementales; d'emprunts des départements, de ventes de propriétés, d'impositions extraordinaires « et de tous autres produits qui seront autorisés. » Il y avait enfin, « dans chaque département, un Conseil général électif dont les attributions seront les mêmes que celles des Conseils généraux de France. » Les territoires civils ou départements algériens étaient, on le voit, assimilés autant que possible aux départements français.

Quant aux territoires militaires de chaque province, ils étaient « administrés, sous les ordres du gouverneur général, par les généraux commandant les provinces. »

Le gouvernement général de l'Algérie était, d'après l'arrêté que nous analysons, composé : 1° d'un gouverneur général nommé par le ministre et « administrant exclusivement, sous l'autorité du ministre de la guerre, et par l'intermédiaire des commandants militaires, toutes les portions du territoire de l'Algérie placées en dehors du département. » 2° D'un Conseil de gouvernement assistant le gouverneur général « dans l'examen de toutes les affaires qui intéressent la haute administration de l'Algérie, et composé du gouverneur général président, du secrétaire général du gouvernement, du procureur général, du chef d'état-major général de l'armée, de l'évêque, du recteur de l'académie d'Alger, des commandants supérieurs de la marine et du génie, de l'intendant militaire de l'armée d'Algérie, et de trois conseillers civils rapporteurs. »

L'organisation instituée par l'arrêté du 9 décembre 1848 avait le grand inconvénient de soumettre l'Algérie à une direction assez confuse, les préfets correspondant à la fois avec les divers ministères et avec le gouverneur général,

qui ne pouvait évidemment pas se désintéresser de la marche des affaires.

C'est pour éviter cette double direction que fut promulgué le *décret impérial du 31 avril 1858*. Le prince Napoléon avait été investi par un décret du 24 juin précédent des fonctions de ministre de l'Algérie et des colonies. Le 31 août, il adresse à l'Empereur un rapport très-remarquable, dans lequel il trace un tableau de l'état de l'Algérie, qui mérite de trouver sa place ici : « Beaucoup de bien, dit-il, a été fait, des résultats immenses ont été obtenus, mais on ne peut se dissimuler qu'il y a des abus à faire cesser et qu'il faut pour cela beaucoup de force et d'unité de volonté. La conquête et la sécurité sont entières, grâce aux efforts glorieux de notre armée; les crises sont rares, les routes et les propriétés sont sûres, les impôts rentrent bien. Et cependant la colonisation est presque nulle; 200 000 Européens à peine, dont la moitié sont Français; moins de 100 000 agriculteurs; les capitaux rares et chers, l'esprit d'initiative et d'entreprise étouffé, la propriété à constituer dans la plus grande partie du territoire, le découragement jeté parmi les colons et les capitalistes qui se présentent pour féconder le sol de l'Algérie. Telle est la situation vraie. »

Après avoir rappelé la division des provinces algériennes en territoires militaires et territoires civils, dont nous avons parlé plus haut, l'auteur du rapport ajoute ces indications relatives au premier de ces territoires : « Dans les territoires militaires, des chefs arabes exercent, sous l'autorité supérieure des généraux, une influence que nous devons amoindrir et faire disparaître. Notre but doit être de développer l'action individuelle et de substituer à l'agrégation de la tribu, la responsabilité, la propriété et l'impôt individuels, de manière à préparer efficacement les populations à passer sous le régime civil. »

Il propose ensuite d'accroître les libertés des citoyens dans les territoires civils et l'autorité des préfets qui administrent ces territoires. « Dans les territoires civils, dit-il, il faut faire cesser la tutelle étroite qui est exercée par les pouvoirs sur les intérêts et sur les personnes; le moment est venu d'accorder à l'autorité locale une action plus libre et plus directe, en lui permettant d'administrer avec plus d'indépendance et par là même avec plus de responsabilité. Il convient, en un mot, que le ministre laisse aux adminis-

trateurs, généraux ou préfets, une plus grande latitude, et n'intervienne que pour les affaires d'une certaine importance et d'un intérêt général. »

En ce qui concerne l'autorité supérieure à laquelle doit être soumise l'Algérie, il rappelle que deux systèmes seulement « étaient rationnels pour réaliser les progrès » désirables : « ou donner plus de pouvoir au gouverneur général en transportant tous les services à Alger et en le faisant ministre, ou absorber le gouverneur général en constituant un ministère spécial. » L'empereur ayant choisi le second de ces systèmes, c'est-à-dire ayant créé un ministère spécial pour l'Algérie et les colonies, le prince Napoléon propose de supprimer le gouverneur général de l'Algérie, de répartir ses fonctions entre le ministre spécial et les autorités locales et de laisser seulement en Algérie un commandant supérieur, ayant entre les mains tous les pouvoirs militaires. « Les hautes fonctions de gouverneur général, écrit-il, doivent être aujourd'hui nécessairement réparties entre le ministre spécial et les autorités locales par une sage décentralisation. Cette disposition est d'autant plus opportune que Votre Majesté a voulu que le nouveau ministre de l'Algérie pût exercer son autorité en Algérie comme en France. Je n'hésite donc pas à proposer à Votre Majesté de supprimer les fonctions de gouverneur général. Une double centralisation à Alger et à Paris est un grave inconvénient et un obstacle réel à la prompt exécution des affaires.... La suppression des fonctions de gouverneur général rendra l'action du gouvernement plus facile; elle donnera au ministre et aux autorités locales toute leur liberté d'action, elle simplifiera la direction et facilitera l'obéissance. Partant du centre du gouvernement, l'action sera plus vive et plus régulière, et ainsi disparaîtra toute possibilité de conflits. Enfin, pourquoi maintenir, avec un ministre spécial, un gouverneur général pour une possession située à trente-six heures de la mère patrie?... Mais, en demandant que l'administration en Algérie devienne plus libre et plus indépendante, je réserve entièrement la question militaire. Sur ce point, la centralisation à Alger doit être maintenue intacte, et le commandement supérieur de l'armée rester dévolu à un chef unique. Le pouvoir militaire attribué au gouverneur général sera exercé par un commandant supérieur qui aura le commandement de l'armée et des forces de la marine affectées

à l'Algérie, pour réprimer avec promptitude et énergie toute les tentatives de désordre. Le commandant en chef de l'armée, que je propose de substituer au gouverneur général, sera, avec plus de pouvoir, dans une position semblable à celle des maréchaux titulaires des commandements supérieurs des divisions actives et territoriales en France. Les rapports avec les autorités administratives et judiciaires seront réglés d'après les mêmes principes; les préfets administrant les territoires civils, et particulièrement les généraux administrant les territoires militaires, lui rendront compte de tout ce qui peut intéresser la politique générale et la sécurité du pays. De plus, il pourvoira, selon les circonstances et sous sa responsabilité, à toutes les mesures urgentes pour faire respecter l'autorité de l'empereur et assurer l'exécution des lois. Mais l'administration restera en dehors de ses attributions, en territoire militaire aussi bien qu'en territoire civil.... L'autorité militaire restant ce qu'elle doit être, concentrée dans une même main à Alger, et l'autorité administrative remise complètement aux préfets en territoire civil, et aux généraux de division en territoire militaire, enfin, le ministre, ayant recouvré sa liberté d'action et de direction, pouvant accepter une responsabilité sérieuse : telles seront les conséquences de la mesure que j'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté. Vous pouvez espérer, Sire, favoriser ainsi la colonisation et attirer en Algérie le courant de l'émigration européenne par des principes simples et salutaires. Sécurité et justice pour tous : Français, Européens et indigènes. Émancipation successive des hommes et des intérêts. »

L'organisation administrative de l'Algérie fut modifiée conformément aux vues générales exposées dans ce rapport par un décret du 27 octobre 1858. Le gouverneur général avait été déjà supprimé et le commandant supérieur institué par le décret du 31 août 1858.

Le décret du 27 octobre 1858 maintenait la division des trois provinces algériennes en territoires civils ou départements administrés par des préfets et en territoires militaires administrés par des généraux. Il étendait considérablement les pouvoirs des préfets et ceux des commandants des territoires militaires, et il créait dans chaque département un Conseil général commun au territoire civil et au territoire militaire, jouissant d'attributions semblables à celles des

Conseils généraux des départements français, mais nommé par l'empereur sur la proposition du ministre de l'Algérie et des colonies.

L'état de choses institué par ce décret ne dura que deux ans. Un *décret du 24 novembre 1860* supprimait le ministère de l'Algérie et des colonies et rattachait les colonies au ministère de la marine, qui était confié à M. de Chasseloup-Laubat. Par le même décret le maréchal Pélissier était nommé « gouverneur général de l'Algérie ».

Le 10 *décembre 1860*, un nouveau décret déterminait les attributions du gouverneur général de l'Algérie : « Le gouvernement et la haute administration de l'Algérie sont centralisés à Alger sous l'autorité d'un gouverneur général. » Celui-ci reçoit le commandement des forces de terre et de mer en Algérie. La justice, l'instruction publique et les cultes sont remis dans les attributions « des départements ministériels auxquels ils ressortissent en France; toutefois les écoles françaises-arabes et les écoles indigènes restent dans les attributions exclusives du gouverneur général. Le gouverneur général, sauf en ce qui concerne l'instruction publique, les cultes, la magistrature française et les officiers ministériels, nomme directement à tous les emplois qui étaient à la nomination du ministre de l'Algérie ». Quant aux nominations de fonctionnaires qui devaient être faites par l'Empereur, « et qui n'appartiennent pas à l'instruction publique, aux cultes et à la justice, le gouverneur général adresse ses propositions au ministre de la guerre » qui les soumet à l'Empereur. « Les actes de haute administration et de gouvernement qui doivent émaner » de l'Empereur « et qui ne concernent ni la justice, ni la marine, ni l'instruction publique et les cultes », sont présentés à l'Empereur par le ministre de la guerre, et les décrets sont contresignés par lui.

« Le gouverneur général statue sur toutes les affaires administratives qui n'ont point été placées dans les attributions d'une autre autorité. » « Le gouverneur général prépare le budget annuel de l'Algérie, l'assiette et la répartition des divers impôts. » « Les crédits ouverts au budget général et aux budgets provinciaux de l'Algérie sont mis à la disposition du gouverneur général. Le gouverneur général délègue aux ordonnateurs secondaires partie des crédits qui lui sont ouverts pour servir à l'acquittement des dépenses dont il ne

se réserve pas l'ordonnancement direct. L'état de ces ordonnateurs est adressé au ministère des finances. »

On voit que par ce décret on revenait à l'état de choses existant avant la création du ministère de l'Algérie et des colonies, qui avait duré seulement pendant deux ans. On n'adoptait ni l'un ni l'autre des deux systèmes exposés par le prince Napoléon dans le rapport analysé plus haut ; on créait un système bâtard dans lequel les pouvoirs étaient de nouveau partagés entre le gouverneur général de l'Algérie, d'une part, et les ministres de la guerre, de la justice, de l'instruction publique de l'autre ; mais le gouverneur général jouissait d'un pouvoir tellement considérable qu'on a pu dire que l'ancien ministère de l'Algérie avait été transporté à Alger. Sous les ordres du gouverneur général furent placés un sous-gouverneur et un directeur des affaires civiles ; le premier administrant les territoires militaires par l'intermédiaire de trois généraux de division et des bureaux arabes ; le second chargé de l'administration des départements par l'entremise des préfets.

Le décret du 10 décembre 1860 instituait auprès du gouverneur général de l'Algérie un Comité consultatif et un Conseil supérieur. Le premier était composé : du directeur général de l'administration civile, du commandant supérieur du génie, de l'inspecteur général des travaux publics, de l'inspecteur général des services financiers, de deux conseillers rapporteurs et d'un secrétaire. « Le Conseil consultatif donne son avis sur toutes les affaires renvoyées à son examen par le gouverneur général, » et sur un certain nombre d'affaires spéciales pour lesquelles son avis est obligatoire¹. Le Conseil supérieur était composé du gouverneur général président, du sous-gouverneur, des membres du Comité consultatif, des trois généraux commandant les divisions militaires, du premier président de la Cour impériale d'Alger, des trois préfets des départements, de l'évêque, du recteur de l'Académie, de six membres des Conseils généraux (deux choisis par le Conseil général de chaque province). »

Le Conseil supérieur était chargé de délibérer sur le projet de budget et la répartition des fonds.

1. Voyez aussi, pour les attributions du Conseil administratif, le Décret du 30 avril 1861.

Par l'article 17 du décret : « Les Conseils généraux des provinces sont maintenus tels qu'ils ont été institués par le décret du 27 octobre 1858. Les attributions des généraux de division et des préfets sont également maintenues telles qu'elles ont été déterminées par ledit décret¹. »

Un décret du 7 juillet 1864 vint encore modifier cet état de choses. La direction générale des services civils était supprimée; le sous-gouverneur était chargé des attributions civiles que lui déléguait le gouverneur général, et les préfets étaient placés sous les ordres d'un « général commandant la province. » Ce décret marquait l'épanouissement du régime militaire. L'ancienne division de chaque province en territoire civil et territoire militaire était d'ailleurs conservée et les territoires civils étaient encore directement administrés par les préfets, mais ceux-ci devenaient les subordonnés des généraux commandant les provinces. Une innovation importante était contenue dans ce décret relativement aux institutions par lesquelles devaient être régies les diverses catégories d'habitants de l'Algérie. « Les Français, les étrangers, les indigènes habitant d'une manière permanente les circonscriptions des communes constituées, sont régis, dans les deux territoires (civil et militaire), par les institutions civiles actuellement en vigueur et qui seront successivement développées. Les indigènes vivant soit isolément, soit à l'état de tribus, et qui ne sont pas rattachés à des communes constituées, sont soumis à l'autorité militaire, dont la mission est de les préparer à passer sous le régime du droit commun. »

En 1870, nouvelle modification survenant à la suite de plaintes motivées par les abus de l'autorité militaire.

Le décret du 31 mai 1870 attribue aux préfets la plénitude des pouvoirs administratifs, et décide qu'ils correspondront directement avec le gouverneur général, sans relever d'aucune autre autorité; les généraux commandant les provinces n'ont plus de pouvoirs administratifs que dans l'étendue des territoires militaires.

Le décret du 24 octobre 1870 du gouvernement de la Défense nationale faisait faire un pas de plus dans cette voie. Il instituait un « gouverneur général civil des trois départe-

1. Pour le mode de nomination des Conseils généraux, des membres du Conseil supérieur et pour le fonctionnement de ce Conseil, voyez le Décret du 22 mai 1881.

ments de l'Algérie », correspondant « avec chaque ministre, selon la nature des affaires ». D'après l'article 7 de ce décret, « chaque département est administré par un préfet qui exerce, sous l'autorité supérieure du gouverneur général civil, les attributions conférées aux préfets des départements de la République. Il reçoit les instructions du gouverneur général civil pour toutes les affaires qui intéressent la colonisation, et lui rend compte de leur exécution. »

Indépendamment et à côté du gouverneur général civil, le même décret décide qu'un « général de division commandant les forces de terre et de mer réunies dans les trois départements, administre les populations européennes et indigènes actuellement soumises à l'autorité militaire. Il a sous ses ordres les bureaux arabes. Toutefois, le ministre de la guerre et le ministre de la marine conservent, sur l'armée et sur la marine, en Algérie, l'autorité qu'ils exercent sur les armées en campagne et sur les stations navales ». L'article 8 stipule que « les populations actuellement soumises à l'autorité militaire dans les territoires dits territoires militaires, sont administrées par un colonel ou lieutenant-colonel nommé par le commandant des armées de terre et de mer. Néanmoins le préfet a sous ses ordres les chefs des différents services civils et financiers dont l'action s'étend sur les diverses populations de l'Algérie et qu'il surveille en vertu de son autorité directe. Tout centre où l'autorité civile jugera qu'il existe un nombre d'Européens suffisant pour former un conseil municipal sera constitué en commune qui relèvera de l'autorité préfectorale. »

En réalité, le décret du gouvernement de la Défense nationale n'apportait dans l'organisation de l'administration algérienne, telle que l'avait faite le décret du 31 mai 1870, qu'une réforme plutôt nominale qu'effective. En effet, les pouvoirs des commandants sur les territoires militaires restaient intacts. Il était plus libéral dans l'organisation du Comité consultatif et du Conseil supérieur du gouvernement général de l'Algérie, en introduisant dans ces conseils un plus grand nombre de membres élus. Deux nouveaux décrets furent rendus par la Défense nationale le 24 décembre 1870. Par l'un de ces décrets, le Tell tout entier était soumis à l'autorité civile; l'autre diminuait considérablement les pouvoirs des bureaux arabes, tandis qu'il augmentait leur responsabilité.

Les trois décrets dont nous venons de parler ne furent pas mis à exécution. Sur des plaintes émises par des colons algériens, la délégation de Tours décida, au mois de novembre 1870, la suppression du gouvernement général et celles du commandant supérieur des forces de terre et de mer, du secrétariat général, du conseil supérieur et du comité consultatif, institués par le décret du 24 octobre.

L'Algérie vécut réellement dans un état d'anarchie prononcé jusqu'à l'arrivée au pouvoir de M. Thiers. Par *un arrêté en date du 29 mars 1871*, celui-ci rétablit le gouvernement général et plaça auprès du gouverneur général un directeur des affaires civiles et militaires. Il supprima de fait le commandant des forces de terre et de mer; celles-ci étaient placées sous les ordres du gouverneur général, et il rétablit le budget spécial de l'Algérie. Jusqu'en 1876, le gouverneur de l'Algérie fut un officier de marine, administrant par l'intermédiaire d'officiers de l'armée de terre tout l'ancien territoire militaire. Quant à l'administration civile, son organisation était établie d'après le décret du 10 décembre 1860, plus ou moins modifié dans les détails par la pratique.

Un *décret du 30 juin 1876*, « considérant qu'il importe, pour la prompte expédition des affaires, que chaque ministre puisse transmettre directement au gouverneur de l'Algérie les instructions spéciales émanées de son département; considérant que cette marche est déjà suivie en ce qui concerne les cultes, la justice et l'instruction publique, qui ont même pu être rattachés complètement à leurs départements respectifs », décidait que « les actes de haute administration et de gouvernement qui doivent émaner du Président de la République et qui concernent les travaux publics, les finances, l'agriculture et le commerce en Algérie » seraient proposés par le gouverneur général à chacun des ministres compétents, qui contresignerait le décret du Président de la République. Toutes les parties de l'administration algérienne se trouvaient ainsi rattachées, dans une certaine mesure, aux ministres compétents de la métropole.

Le 30 juin 1876, un autre décret instituait auprès du gouverneur général de l'Algérie un directeur de l'intérieur, un directeur des travaux publics et un directeur des finances, dont les attributions devaient être fixées par arrêté du gouverneur général.

Enfin un *décret du 26 août 1881*, encore en vigueur, a

réglé les attributions du gouverneur général de l'Algérie et rattaché les diverses branches de l'administration algérienne aux différents ministères de la métropole.

Dans la pratique, le rattachement des divers services algériens aux ministères métropolitains ne fut, jusqu'en 1881, que très imparfait et très confus. Nous lisons dans un rapport de M. Albert Grévy, alors gouverneur de l'Algérie, publié à l'*Officiel* du 26 mars 1880, les observations suivantes : « Dans l'origine, tous les grands services publics, répartis dans la Métropole entre les divers départements ministériels étaient, en Algérie, concentrés au gouvernement général, sous l'autorité supérieure du ministre de la guerre. Plus tard, on a détaché du gouvernement de l'Algérie, pour les soumettre à l'autorité directe et la responsabilité des ministres respectivement compétents, un certain nombre de services : l'instruction publique, la justice, les cultes, en tant qu'ils ne concernent pas les musulmans, sans parler de la marine et de la guerre. Les autres services, travaux publics, finances, agriculture et commerce, continuent à relever du gouvernement général; mais les actes de haute administration et de gouvernement qui les concernent doivent être présentés par un ministre au Président de la République. (Décret du 10 décembre 1860, art. 5 et 7; décret du 30 juin 1876, art. 1^{er}.)

« Quelles sont exactement aujourd'hui les attributions respectives du Gouverneur général et des ministres pour les services non rattachés?

« Le ministre de l'intérieur a déjà été substitué au ministre de la guerre; le budget de l'Algérie ne forme qu'une section du budget de l'intérieur; quelles sont au juste, notamment depuis le décret du 30 juin 1876, les attributions spéciales du ministre de l'intérieur au regard du Gouverneur général et autres ministres pour toutes les affaires de l'Algérie?

« Ces questions, vous le savez, Monsieur le ministre, se posent fréquemment; il importe à tous égards de les résoudre.

« Il importe surtout de dire quels doivent être, dans une organisation rationnelle, les principes à retenir, et comment doit se faire, au mieux de l'intérêt public et des besoins de l'Algérie, le départ des attributions. »

A la suite de ce rapport, une commission spéciale fut

nommée par le ministre de l'intérieur, et il sortit de ses travaux le décret du 26 août 1881, qui réglait comme nous l'avons dit plus haut la répartition des services civils entre les différents ministères de la métropole. Au ministère de la justice était attachée la justice musulmane; au ministère de l'intérieur : l'administration générale, l'administration départementale et communale, la police générale, la colonisation, les routes départementales, la presse, l'imprimerie, la librairie, le culte musulman; au ministère des finances : les contributions directes et le cadastre, les contributions indirectes, l'enregistrement, le domaine et le timbre, le service topographique, la constitution de la propriété indigène, l'administration des biens séquestrés; au ministère de la marine et des colonies : la surveillance de la pêche côtière et la police de la navigation; au ministère de l'instruction publique : l'instruction publique musulmane, les beaux-arts, les missions scientifiques, les monuments historiques; au ministère des travaux publics : les routes et ponts, les phares et ports, le service hydraulique, les chemins de fer, les mines, les bâtiments civils et palais nationaux; au ministère de l'agriculture et du commerce : les services de l'agriculture, du commerce et des forêts; au ministère des postes et télégraphes : la création et la transformation des bureaux de poste et de télégraphe en Algérie dans l'intérêt de la colonisation.

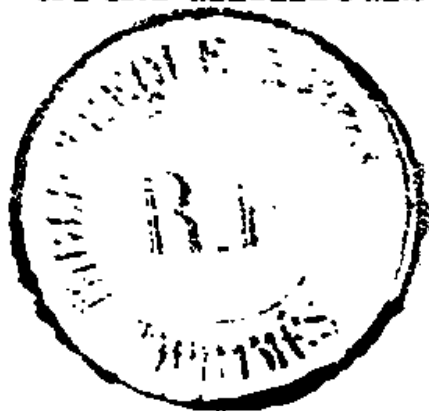
Le décret du 26 août 1881 rend applicables en Algérie les lois, décrets, arrêtés, règlements et instructions ministérielles relatives aux objets que nous venons d'énumérer « dans toutes celles de leurs dispositions auxquelles il n'a pas été dérogé par la législation spéciale du pays ». L'article 4 du décret stipule qu'indépendamment des attributions qui lui ont été conférées par les lois spéciales, le Gouverneur général pourra recevoir par des décrets, le permis de statuer sur des objets déterminés rentrant dans la liste de ceux qui sont attribués aux ministres compétents. En vertu de cet article, une série de décrets du 26 août 1881, ont délégué au Gouverneur général l'autorité de statuer sur un nombre considérable d'objets dépendant des divers ministères de la Métropole. D'après l'article 5, « le Gouverneur général rend compte de ses actes aux ministres compétents, qui peuvent, selon les cas, les annuler ou les réformer ». D'après l'article 3, « les communications entre les préfets ou les

généraux de division chargés de l'administration des territoires de commandement et les ministres ont lieu par l'intermédiaire du Gouverneur général, sauf dans les cas qui seront déterminés par arrêtés ministériels, après avis du Gouverneur général ». Il y a un budget spécial de l'Algérie, annexé au budget général de l'État, mais les propositions budgétaires concernant les services civils de l'Algérie attribués aux divers ministres « sont arrêtées par les ministres, chacun en ce qui le concerne, sur l'avis du Gouverneur général et après examen du Conseil supérieur ».

En résumé, le décret du 26 août 1881 répartit les services algériens entre les divers ministères de la Métropole, à peu près de la même façon que ces services sont répartis en France, et le Gouverneur général n'est que l'intermédiaire entre ces services et les ministres. Il jouit, il est vrai, de certaines attributions propres par délégation des ministres, mais il doit rendre compte de tous ses actes à chaque ministre compétent, qui peut ou les annuler ou les réformer. Le Gouverneur général se trouve ainsi revêtu d'une très grande autorité sans avoir presque aucune responsabilité. Ce sont réellement les ministres qui sont responsables de tous ses actes.

On voit par là que le décret du 26 août 1881 ne réalise ni l'une ni l'autre des deux alternatives si bien posées par le prince Napoléon dans son rapport du 15 août. Il n'y a ni en Algérie ni en France un ministre concentrant entre ses mains tous les services de ce pays et responsable devant le Parlement. L'Algérie est traitée comme un département français et non comme une colonie.

Il n'y aurait aucune objection à opposer à cette manière de procéder si l'Algérie offrait les mêmes conditions ethniques, sociales, économiques, que l'un quelconque des départements de la France. En ce cas, les administrateurs qui composent nos ministères métropolitains se trouveraient suffisamment instruits pour diriger de Paris les affaires de l'Algérie, puisque ces affaires n'auraient rien d'exceptionnel. Mais il n'en est point ainsi. L'Algérie n'a rien de commun avec la France, ni par ses habitants, ni par les mœurs et les coutumes de ces derniers, ni par son régime social, ni même par les conditions climatologiques auxquelles elle est soumise. Sur les trois millions d'individus qui peuplent l'Algérie, il y en a plus de deux millions et demi qui ont la



plus vive répulsion pour nos lois, nos habitudes, notre religion, notre manière d'envisager la famille et la propriété, et même notre race; les Européens eux-mêmes sont amenés, par les conditions dans lesquelles ils vivent, à voir les choses d'une tout autre façon que les habitants de la Métropole. Vouloir assimiler ce pays à la France, c'est donc commettre une grave erreur; croire qu'un préfet d'un département français peut impunément être placé, sans stage préalable, à la tête d'une préfecture algérienne, ou même être érigé en Gouverneur général de l'Algérie, c'est commettre une très grave erreur. Croire que toutes nos lois peuvent sans danger être appliquées en Algérie comme en France, c'est tomber dans une erreur plus grave encore. Beaucoup d'excellents esprits pensent activer ainsi la pénétration de l'Algérie par la France; c'est à un résultat tout opposé qu'ils aboutissent. Nous avons vu quelle répugnance ont les Arabes et même les Kabyles pour la naturalisation; il n'en serait certainement pas ainsi si nous n'avions pas la prétention de leur imposer, comme conséquence de cet acte, la renonciation à leurs coutumes et l'obéissance à nos lois, particulièrement à celles qui concernent le mariage, la famille et la propriété.

De toute l'étude de l'Algérie et des choses algériennes que nous avons faite dans ce chapitre, il ressort bien nettement que l'Algérie est, non pas un département français, mais une véritable colonie, d'où il résulte qu'elle doit être organisée et administrée, non comme un département français, mais comme une colonie; c'est-à-dire que, dans l'intérêt même de sa prospérité future, il convient de lui donner des lois et une administration propres, adaptées aux mœurs, à la religion, à la constitution physique de ses habitants, aux conditions de son sol et de son climat, et aux besoins spéciaux des colons européens qui s'efforcent de la féconder et de l'amener à la civilisation.

Administration départementale et communale. — Nous ne parlerons pas ici de l'administration départementale et communale de l'Algérie; ce serait entrer dans des détails d'autant plus inutiles que cette administration offre les plus grandes analogies avec celle qui est adoptée en France. Bornons-nous à en rappeler les traits principaux. Notons d'abord que chacun des trois départements algériens est divisé en deux parties : le territoire civil et le territoire militaire ou de commandement, territoires enchevêtrés l'un dans

l'autre en certaines parties de l'Algérie, et soumis, le premier, à l'autorité civile, représentée par un préfet, le second, au commandant militaire du département. Le territoire civil avait, au 1^{er} octobre 1880, une surface de 7 383 583 hectares, habitée par 1 884 124 habitants. Il est question d'augmenter considérablement son étendue, qui serait portée à plus de 11 millions d'hectares et à plus de 3 300 000 habitants. Le territoire militaire ne comprendrait plus guère que les steppes et les déserts et n'aurait qu'une population d'environ 800 000 individus.

Chaque département a son conseil général jouissant des mêmes fonctions qu'en France. Il est composé de membres français élus par tous les citoyens français ou naturalisés français du département (les israélites jouissant à cet égard des mêmes droits que les Français), et de six conseillers indigènes nommés par l'administration centrale. Les départements algériens sont divisés en arrondissements et en cantons, d'après les règles françaises; ils ont des administrations analogues; nous n'en parlerons pas ici.

Quant aux communes, elles sont de trois sortes : les communes de plein exercice, les communes mixtes et les communes indigènes. Les premières n'existent que sur les territoires civils; elles sont organisées sur le pied des communes françaises. A la fin de 1882, il en existait 198 dans toute l'Algérie.

Sont électeurs municipaux : les Français et les étrangers ou indigènes naturalisés, domiciliés dans la commune, les israélites indigènes, les indigènes musulmans âgés de vingt-cinq ans, domiciliés depuis deux ans dans la commune et ayant l'une des qualités suivantes : propriétaire foncier, fermier d'une terre, patenté, employé de l'État, du département ou de la commune, décoré de la Légion d'honneur ou de la médaille militaire; mais, quel que soit le nombre des électeurs indigènes, ils ne peuvent élire un nombre de conseillers supérieur au quart du chiffre total qui est attribué à la commune, et jamais ce nombre ne pourra être supérieur à six.

Les communes mixtes ne jouissent que de droits très limités. Quant aux communes indigènes, elles sont administrées par des commissaires que l'administration désigne à cet effet. Chez les Kabyles, ces communes sont administrées par des Djemmaâs ou conseils élus suivant les traditions de ces populations. Beaucoup d'hommes, même très

modérés, demandent que les indigènes aient une entrée plus facile dans les conseils municipaux et généraux de l'Algérie. Le conseil général d'Alger a demandé récemment que les conseillers généraux indigènes fussent élus par leurs coreligionnaires. D'autre part, on a souvent demandé que les conseillers municipaux indigènes pussent être en plus grand nombre dans les corps élus des arrondissements. En un mot, on voudrait voir les indigènes prendre une part plus active aux délibérations des corps élus. Il y a sans doute de fort bonnes raisons à invoquer à l'appui de cette opinion, mais il est permis de se demander si la colonisation est assez avancée pour qu'il soit possible de la discuter.

Budget de l'Algérie. — Pour terminer cette étude, nous devons dire quelques mots du budget de l'Algérie. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, le projet de budget de l'Algérie est préparé par le Gouverneur général, assisté du conseil supérieur, arrêté par les ministres compétents et réuni en une annexe au budget général de l'État. Dans ce budget, qui porte le titre de « Budget du gouvernement civil de l'Algérie ¹ », ne figurent pas les dépenses du ministère de

1. Nous donnons dans le tableau suivant, d'après le *Projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1886*, les chiffres des recettes et des dépenses du gouvernement civil de l'Algérie de 1872 à 1885. On remarquera qu'en laissant de côté les années 1881 et 1882, marquées par une insurrection, l'excès des dépenses sur les recettes a été sans cesse en augmentant.

TABLEAU DES DÉPENSES ET DES RECETTES DE L'ALGÉRIE DE 1872 A 1885.

ANNÉES.	DÉPENSES.	RECETTES.	EXCÉDENTS	
			des dépenses.	des recettes.
1873	29,983,111	32,352,769	»	2,369,658
1874	28,504,447	30,112,102	»	1,607,655
1875	39,617,160	30,814,719	8,802,441	»
1876	34,369,987	33,602,279	767,708	»
1877	32,653,372	33,292,033	»	638,661
1878	34,484,653	32,168,497	2,256,156	»
1879	35,264,814	34,036,999	1,227,815	»
1880	32,126,920	34,921,467	»	2,794,547
1881	47,078,795	34,789,680	12,289,115	»
1882	47,453,389	33,050,290	14,403,099	»
1883	42,101,602	37,866,525	4,235,077	»
1884	52,738,894	42,688,711	10,050,183	»
1885	51,651,769	40,777,668	10,874,101	»

la guerre, l'armée algérienne étant confondue, au point de vue budgétaire, comme au point de vue technique, avec celle de la France.

Le budget des dépenses du gouvernement civil de l'Algérie s'élève, pour 1885, à la somme totale de 51 651 769 francs. Le budget des recettes, pour la même année, a été arrêté à la somme de 40 777 668 francs, soit un excédent de dépenses de 10 874 101 francs, excédent fourni par la Métropole.

Le budget des recettes de l'Algérie se compose de trois parties : 1° les *recettes ordinaires*, comprenant l'enregistrement, le timbre et le domaine, les douanes, les contributions directes, parmi lesquelles figurent les contributions dites arabes, dont nous dirons un mot plus bas, les contributions indirectes et diverses, les postes et télégraphes, et diverses recettes inscrites sous la rubrique : « Divers produits du trésor » ; 2° les *recettes extraordinaires*, formées du produit des contributions de guerre, quand il y a lieu de frapper d'un impôt spécial les tribus insurgées ; de la part faite à l'Algérie pour exécution de travaux publics, dans le produit de l'émission des rentes 3 pour 100 amortissables ; 3° les *ressources spéciales*, qui comprennent : le produit des centimes additionnels extraordinaires affectés à la constitution de la propriété algérienne ; le dixième du principal des impôts arabes, attribué aux chefs collecteurs ; les produits affectés au service de l'assistance hospitalière¹.

Parmi ces recettes nous dirons seulement quelques mots

1. Les tableaux suivants, empruntés à la *Statistique générale de l'Algérie* pour 1882, donnent une idée très suffisante de la valeur de ces différentes recettes.

TABEAU DES RECETTES DE L'ALGÉRIE EN 1881, 82, 83.

ANNÉES.	RECETTES ordinaires *.	RECETTES des ressources extraordinaires **	RECETTES des ressources spéciales.	TOTAL des recettes.
1881	33,249,760	3,500,000	5,155,490	40,905,250
1882	34,442,819	4,100,000	5,967,612	42.510,431
1883	36,135,594	4,246,333	4,249,679	43,631,607

* Y compris les fonds de concours, dont une partie appartient au budget extraordinaire.

** Non compris les fonds de concours.

de celles qui figurent sous la rubrique : « Contributions arabes ». Elles sont de quatre catégories : 1° l'*hockor*, c'est un impôt frappé, dans la province de Constantine seulement, sur les terres *arch*, c'est-à-dire à l'état de propriété collective ; 2° l'*achour* ou impôt sur les céréales ; autrefois acquitté en nature, il frappe les terres cultivées et est proportionnel à l'étendue de ces terres en prenant pour base la mesure désignée sous le nom de « charrue », qui vaut environ 10 hectares. Dans le département de Constantine, il est de 25 francs par « charrue ». Dans cette province, lorsqu'il est ajouté à l'*hockor*, il élève à environ 45 francs l'impôt payé par 10 hectares de terre *arch* cultivés. Dans les deux autres départements, où son taux varie chaque année, il est calculé d'après l'importance des moissons et le prix des denrées. On doit considérer l'impôt de l'*achour* comme très lourd, surtout lorsqu'il est prélevé avec l'*hockor* ; M. P. Leroy-Beaulieu fait en effet remarquer qu'en France les « terres arables de même qualité et de même produit ne payent certainement pas 4 fr. 50 par hectare en principal et en centimes additionnels réunis¹ ». Mais il faut faire remarquer qu'en France les impôts indirects sont beaucoup plus élevés. 3° Le *Zekkat* est un impôt sur les troupeaux, fixé chaque année par le gouverneur général, sans distinction de territoire ; il est actuellement de 4 francs par chameau, 3 francs par bœuf, 20 centimes par mouton et 15 centimes par chèvre. 4° Le *Lezma* est un impôt particulier aux tribus de la grande Kabylie et du Désert. Il est perçu soit sous la forme d'un impôt de capitation, soit sous celle d'une dîme sur les palmiers. L'impôt de capitation frappe tous les hommes en état de porter les armes, les plus pauvres seuls en étant exceptés, les autres payent, suivant leur fortune, 5, 10 ou 15 francs par an et par tête ; cet impôt n'est perçu que dans la grande Kabylie. La taxe sur les palmiers, ou plutôt sur les dattiers n'est perçue que dans les départements d'Alger et de Constantine ; elle varie, suivant les territoires, de 25 à 50 centimes par pied de dattier.

Indépendamment de son budget général, l'Algérie a des budgets départementaux et des budgets communaux².

1. *De la colonisation chez les peuples modernes*, p. 395.

2. Le tableau suivant emprunté à la *Statistique générale de l'Algérie* pour

Depuis 1878, et conformément au décret du 23 septembre 1875, les budgets départementaux sont formés de deux parties : 1° un *budget ordinaire* composé d'un prélèvement des cinq dixièmes sur l'impôt arabe ; de produits éventuels ; de subventions de l'État ; des contingents communaux et des subventions des particuliers pour constructions de chemins vicinaux et de chemins de fer d'intérêt local. 2° Un *budget extraordinaire* alimenté par les emprunts et par les ventes d'immeubles ou d'objets mobiliers.

1882-84, p. 30, donne le produit de ces quatre impôts pendant les années 1872 à 1883.

TABLEAU DES RECETTES PRODUITES PAR LES IMPÔTS HOCKOR, ACHOUR, ZEKKAT ET LEZMA, DE 1872 A 1883.

ANNÉES.	HOCKOR.	ACHOUR.	ZEKKAT.	LEZMA.	TOTAL.	OBSERVATIONS.
1872. .	385,127	1,657,713	1,727,578	607,861	4,378,279	Soit 22,46 0/0 des recettes ordin.
1873. .	480,156	1,075,875	2,182,926	809,481	5,548,538	25,90 —
1874. .	501,309	2,784,950	2,763,022	685,586	6,734,867	26,41 —
1875. .	502,066	3,009,358	2,788,196	783,592	7,093,212	27,19 —
1876. .	491,801	2,929,712	2,734,007	860,396	7,015,916	25,45 —
1877. .	498,955	1,847,696	3,184,343	812,918	6,343,912	23,48 —
1878. .	407,248	2,235,917	2,754,491	790,176	6,187,862	21,36 —
1879. .	454,873	2,480,213	2,889,178	767,804	6,592,068	21,95 —
1880. .	439,959	2,445,800	2,569,441	861,819	6,317,019	19,79 —
1881. .	462,770	1,325,462	2,301,691	817,017	4,906,940	13,22 —
1882. .	433,600	2,115,167	2,110,210	742,486	5,401,463	15,68 —
1883. .	509,665	2,340,075	2,480,931	886,093	6,216,764	17,20 —

TABLEAU DES DÉPENSES ET DES RECETTES DES BUDGETS DÉPARTEMENTAUX PENDANT L'ANNÉE 1883.

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.		DÉPENSES.	
	Ordinaires.	Extraordinaires	Budget ordinaire.	Budget extraordinaire.
Alger.	3,058,877	4,498,434	2,362,547	4,423,420
Oran.	1,756,269	509,404	2,007,607	790,961
Constantine. . . .	3,814,348	5,051	3,864,528	169,348
	8,629,494	5,012,889	8,234,682	5,383,729
	13,642,383		13,618,411	

Octroi de mer. — Les budgets communaux sont alimentés principalement par l'octroi de mer. Celui-ci est perçu par l'administration des douanes, moyennant un prélèvement de 5 pour 100 : il porte, dans les villes du littoral, sur les denrées arrivant par mer ; aux frontières de terre, sur tous les produits tunisiens et marocains passibles d'un droit à l'entrée par mer. Un décret du 26 décembre 1884 prescrit que « toute personne qui récolte, prépare ou fabrique dans l'intérieur du territoire soumis aux droits de l'octroi de mer des objets compris au tarif, est tenue d'en faire la déclaration, et, si elle ne réclame la faculté d'entrepôt, d'acquitter immédiatement le droit ». Le même décret indique les objets soumis à l'octroi de mer et la taxe dont ils doivent être frappés du 1^{er} janvier 1885 au 31 décembre 1889 inclusivement. Le produit de l'octroi de mer de chaque province est centralisé et réparti entre les communes de plein exercice, et les communes mixtes des deux territoires au prorata de leur population. Dans les communes de plein exercice chaque Français et chaque étranger sont comptés pour une moitié ; les israélites et les indigènes musulmans comptent pour un huitième. Dans les communes mixtes, les Français et les étrangers comptent pour une moitié, les israélites et les musulmans pour un quarantième seulement de leur population effective. Ainsi qu'on pourra le remarquer dans les tableaux ci-joints (page 105¹), le produit de l'octroi de mer qui avait constamment augmenté depuis 1870 jusqu'à 1882, diminue depuis cette époque. Cela tient à l'augmentation de la production locale des vins et de l'alcool, augmentation qui a été suivie de la diminution des importations de ces liquides.

RECETTES ET DÉPENSES DES BUDGETS COMMUNAUX EN 1883.

DÉPARTEMENTS.	RECETTES.		DÉPENSES.	
	Ordinaires.	Extraordinaires	Ordinaires.	Extraordinaires
Alger.	7,051,190	8,675,277	7,054,709	5,992,175
Oran.	5,405,269	7,669,384	5,021,179	5,223,460
Constantine.	8,639,598	8,572,116	8,075,136	4,634,142
	21,096,057	24,916,777	19,151,024	14,849,777
	46,012,834		34,000,801	

Les chiffres donnés dans les tableaux ci-contre montrent que les dépenses de l'Algérie augmentent sans cesse. Cela est dû en partie au rattachement des services algériens aux divers ministères de la Métropole. Chaque département ministériel est sollicité séparément par les conseils électifs de l'Algérie ou par ses députés en faveur d'une dépense qui, envisagée isolément, paraît minime, mais qui, en s'ajoutant à celles des autres ministères, arrive à former un total important.

Cette première conséquence du rattachement n'est pas faite pour en rendre partisans les hommes soucieux de l'é-

1. Les tableaux suivants, empruntés à la *Statistique générale de l'Algérie pour 1882-84*, p. 56, donne le produit de l'octroi de mer, de 1870 à 1884, et le produit de cet octroi par départements en 1882, 1883 et 1884.

PRODUIT DE L'OCTROI DE MER D'ALGÉRIE DE 1870 A 1884.

ANNÉES.	PRODUIT BRUT.	PRODUIT NET.
	fr. c.	fr. c.
1870	4,162,367 45	3,823,452 46
1871	4,614,977 89	4,229,001 24
1872	4,475,813 31	4,146,492 05
1873	4,060,424 81	3,843,004 80
1874	4,074,422 36	3,856,643 78
1875	4,626,704 35	4,392,202 93
1876	4,919,966 96	4,610,511 47
1877	4,571,392 64	4,339,149 06
1878	4,606,495 »	4,379,429 63
1879	4,617,520 72	4,268,789 47
1880	5,238,279 73	4,824,362 88
1881	7,289,151 »	6,868,606 96
1882	7,601,031 11	7,210,381 10
1883	6,955,491 »	6,424,596 32
1884	6,739,050 54	6,341,071 47

PRODUIT DE L'OCTROI PAR DÉPARTEMENTS EN 1882, 1883 ET 1884.

DÉPARTEMENTS.	1882		1883		1884	
	Produit brut.	Produit net.	Produit brut.	Produit net.	Produit brut.	Produit net.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Alger . . .	2,567,742 88	2,495,094 93	2,480,105 »	2,243,905 46	2,431,414 72	2,140,279 30
Oran. . . .	2,630,147 90	2,411,840 92	2,229,975 »	2,138,651 86	2,264,413 13	2,178,853 04
Constantine	2,403,140 33	2,303,445 25	2,245,411 »	2,022,039 »	2,043,222 69	2,021,939 13

conomie. Elle montre qu'envisagé du point de vue financier le rattachement est bien loin de produire les fruits qu'on en attendait. Nous avons déjà montré plus haut que ses résultats politiques et administratifs ne sont pas meilleurs. En introduisant une division excessive dans la distribution des services, le rattachement fait perdre à l'administration de l'Algérie l'unité de direction qui est indispensable à la bonne gestion des affaires publiques.

4. — CONCLUSIONS GÉNÉRALES.

Comme conclusion de l'étude que nous venons de faire de nos établissements de l'Afrique septentrionale, nous devons nous demander quels sont les points sur lesquels doit se porter particulièrement l'attention de la France dans le but de contribuer avec le plus de force au développement de notre colonie africaine.

Ayant montré plus haut les défauts des procédés employés jusqu'ici, il nous sera facile de trouver les modifications à opérer.

Suppression des concessions gratuites. — Notre premier souci doit être d'attirer en Algérie le plus grand nombre possible de colons français, et particulièrement de colons ruraux. Pour cela, nous avons vu que les concessions gratuites sont plus nuisibles qu'utiles. Il importe donc d'y renoncer et de se livrer à la vente des terres. L'homme qui achète a presque sûrement l'intention et les moyens d'exploiter la terre qu'il a payée; on ignore presque toujours si celui à qui on la concède a les moyens ou les qualités nécessaires à l'exploitation de la concession.

Bureaux de renseignements. — Mais pour que la vente soit fructueuse, il faut qu'elle soit connue. Pour cela il est indispensable que l'administration algérienne organise des moyens de renseignements qui lui manquent à l'heure actuelle. Il est vrai qu'elle affiche ses ventes en France, mais cet affichage est toujours insuffisant, non seulement par le nombre, mais encore et surtout par les renseignements fournis. Il devrait y avoir dans chaque département algérien un bureau chargé de fournir à toute personne vraiment intéressée les notions les plus exactes sur la nature et l'état des terrains à vendre, leur situation, la présence ou l'absence de routes dans leur voisinage, la qualité de ces routes, la

nature des ressources de la localité en eau, vivres, etc., les cultures possibles ou non possibles sur le terrain, le chiffre approximatif des dépenses à faire pour le défrichement, en un mot, tous les éléments capables d'aider les futurs colons à prendre une détermination en connaissance de cause. Et jusque dans les plus petites communes de France on devrait savoir à qui s'adresser pour obtenir ces renseignements. Les Basques vont tous dans l'Amérique du Sud, parce que tout le monde, dans le pays basque, connaît, au moins de réputation, l'Amérique du Sud. Des Basques en sont revenus, qui y ont fait fortune ; ils en ont parlé à leurs compatriotes et un courant s'est établi. Ce courant se porterait tout aussi bien en Algérie si les Basques entendaient parler de l'Algérie, s'ils savaient qu'on y peut vivre tout aussi facilement que dans la Plata, et que l'on y peut faire fortune sans plus de travail ni de privations.

Voies de communication. — Mais pour que les terres algériennes soient recherchées, il leur manque encore, dans une très large mesure, une chose cependant indispensable, des moyens de communication nombreux, sûrs et faciles.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, des efforts sérieux ont été faits dans cette direction ; il reste encore à faire beaucoup plus qu'il n'a été accompli. Un journal d'Algérie publiait il y a quelques jours une plainte des habitants d'un village de la province d'Alger qui en apprendra plus au lecteur sur ce sujet que toutes les considérations générales auxquelles nous pourrions nous livrer.

« Voilà quatre ans, disent-ils, que le village d'Azeffoun existe ; à grands frais nous sommes parvenus à créer un séjour coquet, à le doter de jolies villas ; nous avons, un peu chaque année, planté de la vigne, qui donne les plus belles espérances, en un mot, nous avons tout fait pour créer un centre agréable et prospère. Malheureusement, l'administration départementale n'a pas répondu à nos efforts, et après tous les sacrifices que nous avons faits, nous en sommes réduits aujourd'hui à mourir de faim ou à peu près, car nous sommes sans pain depuis cinq jours. (je ne parle pas du pain que nous mangeons et qui ressemble absolument à celui qui fut servi aux Parisiens lors du siège de 1870-71), et les provisions d'épicerie sont à leur fin.

« Quand donc nous donnera-t-on des moyens sûrs de com-

munication par mer ou par terre? En un mot, qu'attend-on pour nous livrer un port-abri qui permette à un bateau de s'y maintenir en sécurité, et une route qui permette de nous ravitailler à l'intérieur lorsque l'état de la mer empêche la navigation? Perdus au milieu de broussailles, nous sommes reliés à Tizi-Ouzou (distant de 70 kilomètres) par des chemins muletiers, et notre jetée a été si bien étudiée et si bien faite qu'elle n'a jamais permis aux bateaux d'y accoster sans dangers. Les blocs qu'on a voulu jeter à la mer pour briser les lames, ont été placés d'une façon si intelligente, qu'ils sont aujourd'hui un obstacle au débarquement. Nous avons conquis plus de cent hectares de vigne sur la broussaille, et maintenant que nous sommes à la veille de recueillir le fruit de notre travail et de nos sacrifices, nous demandons que l'on se rappelle qu'Azeffoun n'a pas de route et que notre jetée n'est seulement pas un abri pour une barque. A cor et à cri, nous réclamerons sans cesse une route et un port¹. »

L'eau. — Après les moyens de transport, ce que l'administration doit se préoccuper de donner à nos établissements de l'Afrique septentrionale, et particulièrement à l'Algérie, c'est l'eau. En Tunisie, les pluies sont plus fréquentes qu'en Algérie, aussi le Tell tunisien est-il d'une grande fertilité. En Algérie, il faut emmagasiner les eaux qui tombent pendant la saison des pluies. Des barrages d'irrigation ont déjà été construits sur plusieurs points; il est nécessaire de les disséminer en les faisant à la fois moins considérables et plus nombreux et en les accompagnant de canaux d'irrigation. Il y a à faire pour cela des dépenses, sans nul doute très considérables, mais certainement très fructueuses et indispensables, sur nombre de points, à l'extension de la colonisation.

Appel des colons, construction de routes, de chemins de fer, de réservoirs et de canaux, tels sont les principaux *desiderata* que l'on puisse formuler dans le but d'activer la colonisation de l'Algérie.

Propriété individuelle. — Si cette colonisation prenait une certaine activité, les terres libres ne tarderaient pas à faire défaut, malgré l'étendue immense des terrains cultivables. Nous savons que cela résulte de la trop grande extension

1. *La Dépêche algérienne*, 18 juin 1886.

des propriétés collectives. Nous n'avons pas de peine à conclure que l'administration doit, par tous les moyens, pousser à la constitution de la propriété individuelle. Pour cela nous ne verrions aucun inconvénient à ce qu'elle dérogeât, dans une certaine mesure, aux règles sévères sur lesquelles nous réglons en France notre conduite en matière de reconnaissance de la propriété. Il n'est pas possible d'appliquer en Algérie notre rigorisme ; sans violer les principes réels du droit, nous devons nous montrer faciles dans l'admission des titres invoqués en faveur de la propriété individuelle. Nous avons vu que l'Act Torrens était susceptible de donner de bons résultats : nous devons pousser à son adoption non seulement en Tunisie, où son application est très facile à cause de la généralisation de la propriété individuelle, mais encore en Algérie.

État civil. — En même temps que nous constituons la propriété individuelle, nous devons pousser à la constitution de l'état civil chez les Arabes et à leur naturalisation. Pour cela des sacrifices sont nécessaires. Nous considérons comme indispensable la création d'une législation spéciale aux indigènes, du moins en ce qui concerne le mariage et la famille ; nos idées et nos lois sur ces matières sont des barrières à peu près infranchissables entre le Français et l'Arabe ; gardons nos idées, mais n'obligeons pas les Arabes à les accepter, et nous aurons renversé l'obstacle qui sépare les deux races.

Écoles. — Au point de vue politique, nous ne verrions aucun inconvénient à ce que l'on augmentât l'influence des indigènes dans la gestion des affaires publiques de l'Algérie. Sans demander, avec certaines personnes, que les Arabes puissent envoyer des députés au Parlement, les Arabes n'ayant, à notre avis, aucun intérêt à prendre une part quelconque dans la direction des affaires de la France, nous pensons qu'on pourrait les faire pénétrer davantage dans les Conseils électifs et dans l'administration de l'Algérie. Mais pour cela il est d'abord indispensable qu'ils possèdent la connaissance de notre langue et qu'ils consentent à se faire naturaliser. C'est pourquoi nous demandons la multiplication des écoles françaises et la création d'une législation spéciale aux indigènes qui demanderaient la naturalisation française. Connaître la langue et accepter la loi française adaptée seraient les conditions imposées aux indigènes.

pour l'entrée dans les Conseils électifs et dans l'administration de l'Algérie. Ainsi limitée, l'intervention des indigènes dans la direction des affaires intérieures de la colonie ne pourrait avoir que d'excellents résultats. Elle contribuerait puissamment et sans danger à l'association intéressée de la race conquise avec la race conquérante, qui doit être l'incessante préoccupation des hommes d'État chargés de présider au développement de nos colonies.

Administration algérienne. — Si nous considérons comme indispensable l'adoption d'une législation spéciale aux indigènes, à plus forte raison croyons-nous que l'administration de ces établissements doit être fondée sur les conditions ethnologiques, sociales, économiques, climatériques qui leur sont propres. Au lieu de pousser à la fusion de l'administration algérienne avec celle de la France, nous voudrions voir se constituer de l'autre côté de la Méditerranée une organisation largement indépendante de la nôtre, et un personnel administratif distinct de celui de la métropole. Nous augmenterions considérablement les pouvoirs du gouverneur général ; nous instituerions auprès de lui un Conseil de gouvernement formé de tous les chefs des grands services civils et un Conseil général de l'Algérie, élu, jouissant d'une autorité de contrôle très étendue. Nous ferions disparaître la confusion qui résulte du rattachement des divers services Algériens aux différents ministères métropolitains et nous confierions à un seul Ministre, celui des Colonies par exemple, le contrôle des actes du gouvernement de l'Algérie. Afin d'éviter les craintes que pourrait faire naître une extension trop grande des pouvoirs du Gouverneur général, nous laisserions la direction suprême de l'armée de l'Algérie au Ministre de la guerre. Quant au budget de l'Algérie, il serait établi par le gouvernement général et voté par le Conseil général de l'Algérie dans des conditions de contrôle par la métropole à déterminer et en réservant à cette dernière la faculté d'intervenir selon les besoins, à l'aide de subventions ayant chacune un emploi défini. En résumé, tout en maintenant l'Algérie sous le contrôle et la direction générale de la Métropole, nous voudrions lui donner des institutions plus libérales et surtout plus conformes à ses besoins que celles dont elle jouit.

Suppression du régime des décrets. — Le lecteur a sans doute été frappé de ce fait que tous les actes relatifs à l'or-

ganisation de l'Algérie sont de simples décrets du chef de l'État, décrets entassés les uns sur les autres et dont chacun détruit l'œuvre de ceux qui l'ont précédé. Depuis bien longtemps, tous les hommes compétents protestent contre cet état de choses, mais ces protestations sont jusqu'à ce jour restées sans effet. Notre premier vœu est qu'elles soient enfin écoutées et que l'Algérie trouve dans une bonne loi l'organisation dont nous venons d'indiquer les bases et que nous considérons comme plus conforme à ses besoins et à sa destinée.

L'Algérie est déjà pour notre commerce et notre industrie une auxiliaire puissante; bien organisée et sagement administrée, elle ne peut manquer de marcher rapidement dans la voie du progrès où elle est définitivement entrée. Cultivable par les Français dans toutes les parties du Tell, capable même de donner des produits abondants dans les parties en apparence les plus arides, pourvu que les puits artésiens y puissent faire jaillir l'eau, l'Algérie peut devenir véritablement française en se peuplant de Français.

Par l'Algérie, nous pourrions lentement pénétrer dans les profondeurs du Soudan occidental que déjà nous avons abordé par le sud entre le Sénégal et le Niger. Par elle et par la Tunisie nous exerçons sur la Méditerranée une influence presque prépondérante et qui sera plus considérable encore le jour où nous aurons établi dans le port de Bizerte un arsenal maritime digne de notre puissance. Si en regard de ces considérations on veut mettre les dépenses, énormes, sans contredit, faites en Algérie par la France, nous n'aurons pas de peine à affirmer que les résultats économiques, politiques et sociaux déjà obtenus, sont plus que suffisants pour compenser des sacrifices dont l'importance ira sans cesse en diminuant si nous savons donner à nos établissements l'organisation économique et libérale qui leur convient.

La Tunisie — Quant à la Tunisie, nous ne pouvons exercer encore sur ses destinées qu'une action indirecte, limités que nous sommes par le traité qui a organisé le protectorat. Cependant des améliorations considérables ont été apportées déjà dans sa situation financière et dans son organisation administrative. Il est à désirer que l'excellente loi sur le régime de la propriété dont nous avons indiqué plus haut les grands traits soit mise aussitôt que possible en

application. Il en résultera sans aucun doute un mouvement de colonisation d'autant plus important que certaines parties de la Tunisie sont douées d'une très grande fertilité.

Il est nécessaire que l'on se préoccupe aussitôt que possible d'améliorer le port de Tunis et de créer à Bizerte un grand port de guerre, capable de recevoir nos flottes de la Méditerranée.

La force militaire que nous retirerions du port de Bizerte serait de nature à contre-balancer dans une certaine mesure la situation considérable que l'occupation de l'Égypte donne à l'Angleterre dans la Méditerranée. Quant au port de Tunis, il devrait être aménagé surtout pour les bâtiments de commerce. A la suite d'une convention passée le 9 décembre 1885 avec la Société de construction des Batignolles un projet considérable est à l'étude. Il comprend : un chenal en mer pour atteindre un avant-port qui serait construit à la Goulette; un canal avec garage à travers le lac de Tunis, un bassin à Tunis et un autre pour la batellerie près de la Goulette. Le bassin de Tunis serait obtenu en creusant le lac intérieur.

Enfin, en Tunisie comme en Algérie, il faut faire des routes et des chemins de fer et introduire par l'école nos mœurs et nos idées dans la population. La création de la mer intérieure, si elle était possible, donnerait au sud de la Tunisie une importance qu'il n'a pas aujourd'hui en faisant de Gabès le débouché de tout le marché du Soudan occidental.



CHAPITRE II

LA FRANCE DANS L'AFRIQUE OCCIDENTALE

(Cartes II à XI)

Les établissements coloniaux de la France dans l'Afrique occidentale peuvent être réunis en quatre groupes : le Sénégal avec ses dépendances du haut Niger, les Rivières du Sud la Côte d'Or, la Côte des Esclaves, le Gabon et le Congo.

I. — LE SÉNÉGAL ET LE HAUT-NIGER

(Carte II.)

1. — GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET ETHNOGRAPHIQUE.

Sans limites précises au nord du fleuve qui lui a donné son nom, notre colonie est séparée, au sud, par la rivière Saloum, du territoire anglais de la Sénégambie. Mais au sud de ce dernier se trouvent les dépendances du Sénégal, désignées sous le nom de « Rivières du Sud » ou « Bas de côte », dont nous parlerons plus bas. Au Sud-ouest, notre colonie est baignée par l'océan Atlantique, dans lequel se déversent tous les fleuves et rivières qui l'arrosent ; au sud-est elle n'a pas de limites précises. Comme toutes les côtes de l'Afrique occidentale, celles du Sénégal et du « Bas de côte » sont basses, plates et marécageuses, avec des embouchures de rivières encombrées par des sables ou des terres d'alluvions, tantôt sèches et stériles, tantôt humides et d'une assez grande richesse. Les sables, refoulés par la mer contre la plage, forment à l'entrée des rivières des bancs infranchissables pour les grands navires, ne permettant le passage qu'aux bâtiments d'un faible tirant d'eau et à marée haute. En arrière des parties basses de la côte, à une distance variable de cette dernière, se dressent les derniers contre-forts du massif montagneux du Fouta-Djalon d'où descendent toutes les rivières de la partie de la côte située entre le Sénégal au nord-ouest et le Niger au sud-est.

Le fleuve Sénégal. — Le Sénégal prend sa source dans les parties orientale et septentrionale des montagnes du Fouta-Djalou, par deux affluents importants : le Bakoy et le Bafing. C'est au confluent de ces deux rivières qu'a été bâti récemment le poste français de Bafoulabé et que le fleuve prend le nom de Sénégal. Le Bakoy et le Bafing coulent du sud-est au nord-ouest. Jusqu'à la hauteur du poste de Podor, le Sénégal suit à peu près la même direction générale, mais en appuyant un peu plus vers l'ouest. Au-dessous de Podor, le fleuve se porte vers le sud-ouest en se rapprochant de la mer à tel point qu'au niveau du marigot des Maringouins, il n'en est séparé que par une langue de sable large de quelques kilomètres, désignée sous le nom de « Langue de Barbarie ». Le marigot de Gueylebou, perpendiculaire au Sénégal et à la mer, contribue à former avec le fleuve et avec une lagune parallèle à la mer dans laquelle il se déverse, l'île de Thionq, au nord de laquelle se trouve le poste de N'diogo.

Le Sénégal ne reçoit que deux affluents importants : l'un à droite, le Kouniakary, qui vient des collines du pays de Kaarta : il se jette dans le Sénégal à une petite distance au-dessus de Kayes ; il n'est pas navigable ; il sert de frontière entre le Khasso et le Kaméra ; l'autre de gauche, la Falémé. Cette rivière est beaucoup plus importante : elle prend sa source dans les montagnes de Fouta-Djalou, sépare le Bambouk du Bondou et, après un cours de 900 kilomètres, se jette dans le Sénégal, au-dessus de Bakel ; elle est navigable sur une longueur de plus de 800 kilomètres.

En dehors de ces deux rivières, le Sénégal ne reçoit que des affluents de peu d'importance. Ce sont, en descendant le cours du fleuve : le marigot de Doué, souvent désigné sous le nom de Petit Bras parce qu'il communique avec le fleuve par ses deux extrémités ; il est long de 120 milles et navigable dans toute son étendue ; il limite avec le fleuve une grande île connue sous le nom d'île à Morfil. Il débouche dans le fleuve à 13 milles au-dessus de Podor. Le marigot de Fanaye peut également être considéré comme un bras du fleuve, avec le concours duquel il limite l'île de Lemenayo. Le marigot de Morghen ou de Koundy est, comme les précédents, un bras du fleuve, parallèlement auquel il coule dans le pays des Maures Trarzas ; le marigot de la Taouey se déverse dans le fleuve à la hauteur du poste de Richard-Toll ; il apporte au fleuve les eaux du grand lac de Guiers, qui s'étend dans le

Oualo au sud du Sénégal et qui est navigable pour les embarcations. Le marigot des Maringouins ou N'Diadien se déverse dans le fleuve au-dessous de Richard-Toll; il traverse le pays des Maures Trarzas et communique, près de la mer, avec la lagune de Téniahié; on pense qu'il a constitué autrefois l'embouchure ou du moins l'une des embouchures du fleuve; aujourd'hui il est très étroit, peu profond, encombré d'herbes et n'est navigable en aucun temps. Dans l'anse que forme le fleuve entre Richard-Toll et Saint-Louis se trouvent un grand nombre de marigots qui communiquent les uns avec les autres et qui établissent des communications entre les deux extrémités de l'anse du fleuve. Citons particulièrement le marigot de Gorum qui entoure au sud la grande île de Baquio, limitée au nord par l'anse du fleuve; le marigot de Lampsar qui entoure au sud la grande île de Bifèche, limitée au nord par le marigot de N'guiassor, et au nord-ouest par le fleuve; les marigots de Mengey et de N'gagne qui font communiquer les marais salants de N'diadel et l'étang de Bombol avec les lagunes qui entourent l'embouchure du fleuve, etc. La plupart de ces marigots ne sont navigables que pour des embarcations. Quant au fleuve lui-même, sa largeur varie entre 300 et 500 mètres; elle s'accroît aux environs de l'embouchure, qui est sujette à de fréquents déplacements. Entre Podor et Saldé, à la hauteur de l'île à Morfil, sa largeur n'est guère que de 100 mètres en plusieurs points. Quant à sa profondeur, elle varie entre 5 mètres et 10 mètres pendant les hautes eaux. Il n'est navigable pendant les basses eaux, c'est-à-dire de décembre à juillet, que jusqu'à Mafou, sur une longueur d'environ 90 lieues, par les navires calant 8 pieds d'eau. En toute saison, il est navigable jusqu'à Richard-Toll (à 30 lieues de son embouchure) par les navires calant 12 pieds d'eau. Pendant les mois d'août, septembre, octobre et novembre, les navires calant 12 pieds d'eau peuvent remonter jusqu'à Médine, à 250 lieues de l'embouchure, et près des cataractes de Félou. Au-dessus de Médine, il n'est navigable en aucun temps; il en est de même du Bakoy et du Bafing. Quant à la Falémé, pendant les mois d'août, septembre et octobre, elle est navigable pour les navires cubant 6 pieds jusqu'à 40 lieues au-dessus de son embouchure dans le Sénégal. Nous avons dit déjà que l'autre affluent principal du Sénégal, le Kouniakary, n'est pas navigable.

Le Sénégal forme un grand nombre de coudes très pro-

noncés, surtout dans sa partie supérieure, et qui rendent très difficile, sinon impossible, la navigation de nuit, même avec de bons pilotes¹.

Villages et postes des bords du fleuve. — Disons un mot des pays et des villages que l'on rencontre le long du fleuve. Près de son embouchure, se trouvent l'île de N'dar sur laquelle est bâtie la ville de Saint-Louis, et l'île de Sor. L'île de Saint-Louis communique à l'est par un pont avec la plage sur laquelle est bâti le village de Guet-N'dar, et par un autre pont avec l'île de Sor. Ces îles sont limitées par des bras du fleuve ; elles sont l'une et l'autre basses et sablonneuses. La ville de Saint-Louis compte près de 19 000 habitants en y comprenant la population flottante, les troupes et les fonctionnaires. Elle est l'entrepôt de toutes les marchandises européennes destinées aux escales du fleuve et de toutes celles qui viennent de l'intérieur. La ville est assez belle, avec des rues larges et bien aérées et des maisons bâties à la mauresque. On y trouve des représentants de tous les types du Sénégal. Grâce au voisinage de la France, la vie y est facile et peu coûteuse.

En remontant le fleuve on rencontre ensuite les postes français suivants : Richard-Toll, à 78 milles au-dessus de Saint-Louis, dans le point où le marigot de la Taouey déverse dans le fleuve les eaux du lac de Guiers. Entre Saint-Louis et le marigot des Maringouins, qui est à mi-chemin de Richard-Toll, les rives du fleuve sont peu élevées et couvertes de hautes herbes, avec des arbres peu nombreux et de petite taille ; on voit à peine quelques collines de 10 à 15 mètres d'élévation ; les villages sont très rares : le seul important est celui de Maka, sur la rive gauche, à une faible distance de Saint-Louis. Il y avait autrefois en ce point un poste fortifié. Jusqu'au marigot des Maringouins, le Sénégal se dirige du sud-est au sud-ouest ; entre ce marigot et Richard-Toll, il coule de l'est à l'ouest ; ses rives sont toujours plates et peu boisées, mais les villages deviennent un peu plus nombreux sur la rive gauche, et la rive droite offre de nombreux bouquets de Palmiers Roniers. Le poste et le village de Richard-Toll sont à 1500 mètres du fleuve, sur le marigot de Taouey. Le premier poste au-dessus de Richard-Toll est Dagana, à

1. Voyez : DORLODOT, DES ESSARTS, *Renseignements sur la navigation dans le fleuve du Sénégal.*

12 milles à l'est. Les rives du fleuve conservent le même aspect entre ces deux postes. A 51 milles au-dessus de Dagana se trouvent le poste et l'important village de Podor, l'une des escales principales du commerce du fleuve, l'un des points où les Maures apportent la gomme, les plumes d'autruche, les bestiaux, qu'ils viennent échanger contre le mil des agriculteurs de la rive gauche et les marchandises européennes.

Entre Dagana et Podor, les seuls villages de quelque importance que l'on rencontre sont Bockol, Fanaye, Doué et Naoulé. Les rives du fleuve entre Dagana et Podor sont très basses et peu boisées. En face de Podor s'étendent d'immenses plaines plates, couvertes de grandes herbes que l'on brûle pendant la saison sèche afin de favoriser la poussée de la

1. TABLEAU DE LA POPULATION DU SÉNÉGAL EN 1885

POPULATION URBAINE	POPULATION RURALE	POPULATION FLOTTANTE
Saint-Louis. . . 18,924	Banlieue de St-Louis. 53,908	Saint-Louis. . . 2,500
Richard-Toll. . . 458	Cercles du Oualo. 10,306	Richard-Toll. . .
Dagana. 5,375	— de Dagana 7,067	Dagana. 350
Podor. 817	— de Podor. 1,984	Podor. 450
Saldé. 500	— de Saldé. 998	Saldé. 150
Matam. 727	— de Matam 552	Aéré.
Bakel. 1,250	— de Bakel. 3,756	Matam. 80
Médine et Haut-Fleuve. 2,962	— d'Aéré. . 367	Bakel. 1,200
Gorée. 1,963	Banlieue de Dakar. 7,441	Médine. 300
Dakar. 1,953	Cercles de M'Bidjem. 7,057	Gorée. 200
Rufisque. . . . 4,244	Cercles de Thiès. 2,213	Dakar. 500
Thiès. 103	— de Pont. . 4,465	Rufisque. . . . 1,500
Pont. 367	Cercles de Rio-Pongo et Grande côte. 31,812	Thiès. »
Portudal. . . . 947	Cercles de Rufisque. 9,355	Pont. »
Joal. 2,372	Cerc. de Tiaroye-Coet-Guedje. . . 558	Portudal. . . . »
Kaolack. 538	Cercles de Ouakan et Yoff. . . 1,361	Joal. 100
Sedhiou. 1,867		Kaolack. »
Carabane. . . . 443		Sedhiou. 500
Rio-Nuñez. . . . } 561		Carabane. . . . 50
Rio-Pongo. . . . }		Rio-Nuñez. . . . 100
Mellacorée. . . }		Mellacorée. . . . 100
Totaux. . . 46,364	143,200	8,080
Total général : 197,644		

saison des pluies; sur le bord du fleuve s'élèvent des buissons remplis d'oiseaux. A 108 milles au-dessus de Podor se trouve le poste de Saldé. En montant de Podor à Saldé, on passe d'abord devant les villages de Diathal, Mao, Moktar, Salam, puis on trouve un pays entièrement désert sur une étendue de plus de 40 milles; les villages deviennent ensuite plus nombreux jusqu'à Saldé, dont les habitations sont nombreuses et qui est l'une des escales principales du commerce du fleuve. Saldé est situé à l'extrémité supérieure de l'île à Morfil, formée par le grand et le petit bras du fleuve; les villages sont nombreux sur la rive gauche du petit bras et sur les deux rives du grand bras; parmi ceux du petit bras, nous devons citer Doué et Aéré, qui est fortifié. De Saldé à Matam, sur une longueur de 76 milles, les villages sont peu nombreux et les rives du fleuve sont toujours plates et peu boisées. Entre Matam et Bakel, qui est à 88 milles au-dessus de Matam, les rives du fleuve commencent à s'élever et les villages sont assez nombreux. Au-dessus de Bakel et jusqu'à Médine, qui est à 79 milles, le sol est plat, des collines se dressent de chaque côté du fleuve et la végétation est beaucoup plus riche. Les villages sont nombreux sur les deux rives et presque tous fortifiés. Entre Médine et Bafoulabé (70 milles), où le Sénégal est formé par la réunion du Bakoy et du Bafing, les villages sont assez nombreux et fortifiés, le pays est accidenté et couvert d'une riche végétation.

Le Niger. — En remontant les vallées du Bakoy et du Bafing ou celles du Baoulé et des autres rivières qu'ils reçoivent, on se rapproche considérablement de la partie supérieure du Niger. Ce fleuve prend en effet sa source, comme le Sénégal, dans le massif montagneux du Fouta-Djalou. La direction générale de son cours est d'abord du sud-ouest au nord-est, jusqu'à la hauteur de Tombouctou, puis il s'infléchit vers l'est, et, formant une grande courbe qui le porte vers le sud, il va se déverser dans l'Atlantique, par un grand nombre d'embouchures à l'est de la Côte des Esclaves. Le cours du Niger offre trois parties bien distinctes. Le Niger supérieur, compris entre Bammakou et les chutes de Sotuba, est navigable dans la totalité de son étendue. C'est cette partie du fleuve que doit explorer la canonnière mise à l'eau l'année dernière à Bammakou. Entre les chutes de Sotuba et celle de Boussa, c'est-à-dire dans tout le Niger

moyen, la navigation est très difficile. Au-dessous des chutes de Boussa, le Niger est navigable jusqu'à son embouchure. Les chutes de Boussa établissent une barrière infranchissable entre le Bas-Niger et le Niger moyen, qui est, dit-on, la partie la plus riche, la plus commerçante et la plus peuplée du bassin de ce fleuve. Le territoire du Niger supérieur est le seul qui intéresse particulièrement la France; le territoire au milieu duquel nous sommes, en effet, établis à Bammakou, est montagneux, arrosé par de nombreuses rivières qui se jettent dans le Niger; il est doué d'une grande richesse. Plusieurs des affluents du Niger supérieur sont navigables pour les petites embarcations sur une partie de leur étendue. Sur les bords du Haut-Niger s'étend une belle et riche vallée bordée à l'ouest par les monts Manding, d'où descendent des rivières nombreuses. Entre le Haut-Niger et le Haut-Sénégal, le terrain est « fortement accidenté, couvert de monts isolés, de massifs, de chaînons sans lien bien accusé entre eux, ayant un relief de 50 à 200 mètres au-dessus du niveau des plaines. Les pentes de ces hauteurs sont presque toujours des gradins successifs taillés à pic; les sommets présentent des plateaux peu ondulés, couverts d'une végétation parfois puissante, mais le plus souvent rabougrie, avec de grandes clairières pierreuses. Les lignes principales de ces hauteurs sont séparées par des plaines que la présence de nombreux cours d'eau rend très propres à la culture¹. »

Le sol du Sénégal. — En remontant la Falémé, le Bakoy, le Bafing et les rivières moins importantes qui forment ces grands cours d'eau, on pénètre dans la région montagneuse du Fouta-Djalon, où la végétation, pendant la saison des pluies, est d'une grande richesse et où abondent les vallées propres à la culture.

C'est aussi dans cette région que se trouvent les terres aurifères les plus riches du Fouta-Djalon.

En résumé, le bassin du Sénégal est formé de terres basses et plates jusqu'aux environs de Bakel. Au dessus de ce poste, le terrain devient montagneux; ce sont d'abord des mamelons et des chaînons isolés, puis des masses plus compactes jusqu'au massif du Fouta-Djalon, d'où naissent toutes les rivières qui forment le Sénégal d'une part, le Niger de

1. *La France dans l'Afrique occidentale*, p. 32.

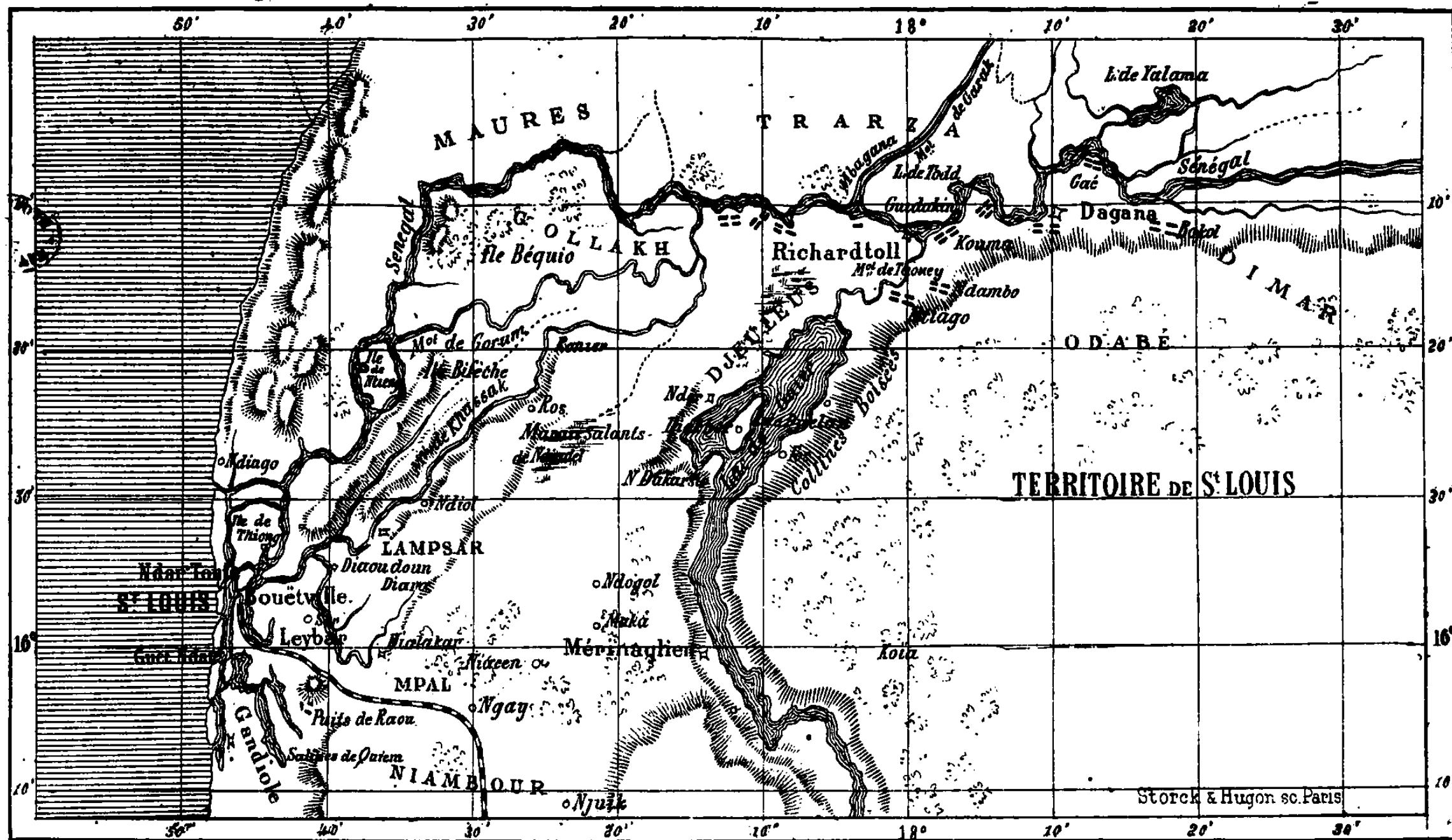
l'autre. Aride dans sa partie inférieure, le bassin du Sénégal offre dans sa partie supérieure et montagneuse de nombreux cours d'eau, des vallées très propres à la culture et une végétation assez riche, du moins pendant la saison des pluies; pendant la saison sèche, en effet, le soleil brûle les herbes et les feuilles des arbres, et la terre offre l'aspect qu'elle présente chez nous pendant l'hiver. Pour connaître le Sénégal il faut le voir pendant tout le cours d'une année, car son aspect change absolument quand changent les saisons.

Les centres de la côte. — Au sud de l'embouchure du Sénégal, le long de la côte de l'Atlantique, sont quelques centres importants de population; nous citerons d'abord Dakar, qui compte 1950 habitants et tient le premier rang. Situé à l'extrémité de l'un des côtés du triangle que forme le cap Vert, Dakar est appelé à devenir un grand point de transit lorsque quelques travaux indispensables auront été exécutés pour faciliter le chargement et le déchargement des marchandises et que des ateliers et des chantiers pour la réparation des navires y auront été installés. Mais déjà son port très sûr, son dépôt de charbon, sa situation de tête de ligne du chemin de fer du Cayor, de point de ralliement de la division navale et de port de relâche des paquebots des Messageries maritimes, lui assurent une place prépondérante dans notre colonie et en font une rivale de Saint-Louis, pouvant, à une heure donnée, ravir à celle-ci le titre de chef-lieu de nos possessions sénégalaises.

Il faut citer encore l'îlot de Gorée, avec 1963 habitants, mais dont la population diminue chaque jour, et qui ne reste un centre assez important que parce que les grandes maisons de commerce y ont installé depuis longtemps leurs entrepôts des comptoirs de la côte.

Rufisque, au contraire, voit sa population s'élever. Elle atteint actuellement 4244 habitants. Située au sud de la baie formée par la presqu'île du Cap-Vert, sur le trajet du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, au débouché des routes du Baol et d'une partie du pays Serrère, avec sa rade pourvue d'un appontement qui s'avance de 200 mètres dans la mer, cette petite ville progresse chaque jour. Enfin, à 100 kilomètres au sud, Joal, avec 2000 habitants, et Nianing, semblent attirer depuis quelques années les caravanes et les producteurs.

Les ports. — Le Sénégal compte trois ports fréquentables



Félix Alcan, éditeur.

par des navires d'un certain tonnage : Saint-Louis, Dakar et Rufisque. Le port de Saint-Louis, étant un port de rivière, serait le plus sûr et le plus commode des trois, sans la présence de la barre qui rend très difficile son entrée. Les navires y débarquent leurs marchandises directement sur les quais. Il n'est pas douteux que ce port ne soit destiné à augmenter d'importance à mesure que s'accroîtra notre influence dans le Haut-Fleuve. Dans le but de rendre plus faciles les abords de Saint-Louis, le génie a proposé de construire sur la côte de Guel-N'dar un appontement qui s'avancerait dans la mer au delà des trois brisants qui rendent l'abord de la côte tout à fait impossible. Les navires pourraient accoster à cet appontement et y faire leurs chargements et leurs déchargements. Cette question mériterait d'être étudiée avec soin. (Carte III.)

Le port de Dakar est une rade bien protégée par l'île de Gorée; il offre un appontement auquel peuvent accoster les plus grands navires. Il est le point de relâche des paquebots des Messageries maritimes. La ville de Dakar prend chaque jour une importance plus grande, surtout depuis l'établissement du chemin de fer qui la relie à Saint-Louis. Quelques personnes avaient craint que la ligne ferrée de Dakar à Saint-Louis ne fût de nature à détourner vers le premier de ces ports les marchandises destinées au fleuve Sénégal ou en provenant. Nous ne croyons pas que cette crainte soit légitime. Le prix des transbordements qu'il faudrait faire à Dakar et à Saint-Louis et le prix du transport par chemin de fer sont de nature à grever les marchandises de frais qu'elles sont, pour la plupart, incapables de supporter.

Le principal résultat utile qu'aura et qu'a déjà le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis consiste à provoquer les gens du Cayor à cultiver les produits demandés par la France, particulièrement les arachides, qui viennent fort bien dans cette région. Depuis que la ligne ferrée est construite, il s'est établi dans son voisinage un grand nombre de cultures qui n'existaient pas auparavant. Le noir est comme tous les hommes, il ne travaille que quand il espère tirer de son travail un profit personnel proportionné à sa peine. Partout où l'Européen n'a pas apporté ses marchandises séductrices, le noir ne fait presque rien; partout où ces marchandises pénètrent, le noir commence à travailler. Dans le Cayor, il cultive

actuellement des arachides, parce qu'il sait que les Européens viendront les lui acheter grâce au chemin de fer qui traverse le pays. Ce fait vient à l'appui du principe sur lequel est basée la majeure partie de ce livre, à savoir que le plus indispensable et le plus utile moyen de colonisation est la construction de voies de communication aussi sûres, aussi rapides et aussi économiques que possible.

Le port de Rufisque, situé au sud de la presqu'île du Cap-Vert, sur la ligne ferrée de Dakar à Saint-Louis, au débouché des routes qui s'enfoncent dans le Baol et dans le Serrère, tend à prendre chaque jour une importance plus considérable. Les navires de tout tonnage y peuvent mouiller, mais il n'a pas encore d'appontement, en sorte que le débarquement et l'embarquement des marchandises doivent être faits par des embarcations. Malgré ces conditions défavorables, la population augmente chaque jour et les constructions vont sans cesse en s'étendant.

Le climat du Sénégal. — Après l'étude du sol du Sénégal nous devons dire quelques mots de son climat. L'année est divisée, au Sénégal, en deux saisons bien tranchées : la saison sèche et celle des pluies. La première commence dans les premiers jours de décembre et dure jusqu'à la fin de mai. Pendant ces six mois il ne tombe pas une seule goutte de pluie ; le ciel est clair et sans nuages, les arbres perdent tous leurs feuilles, les herbes se dessèchent et la terre offre l'aspect aride d'un sol presque sans végétation, quelques rares buissons conservant seuls une verdure poussiéreuse. La température est très différente pendant cette période sur les bords de la mer et dans l'intérieur. A Gorée, à Dakar, à Saint-Louis et sur toute la côte, les nuits sont fraîches, le thermomètre descend le matin jusqu'à 12 et 11 degrés au-dessus de 0° ; il s'élève ensuite avec le soleil et atteint à l'ombre, au milieu du jour, jusqu'à 30 et 35 ou 36 degrés. Dans l'intérieur, la chaleur est beaucoup plus forte et plus constante, particulièrement pendant les trois ou quatre derniers mois de la saison sèche, alors que la terre du désert est fortement échauffée. A Podor, il n'est pas rare de voir le thermomètre se maintenir entre 35 et 45 degrés centigrades à l'ombre. Quand survient le vent d'est, qui est très fréquent pendant la saison sèche, la température s'élève partout considérablement. A Podor, nous l'avons vue, dans ces conditions, dépasser 47 degrés à l'ombre. La seule ressource qu'on ait alors est de

s'enfermer pour se mettre à l'abri du vent, qui dessèche la peau et congestionne tous les organes internes.

La saison des pluies commence à la fin de mai ou dans la première quinzaine de juin, pour durer jusqu'à la fin de novembre. Elle débute par des pluies relativement peu abondantes, qui durent environ un mois; puis, surviennent des pluies torrentielles et extrêmement fréquentes qui ont une durée de quatre mois environ, elles diminuent ensuite jusqu'à la fin de la saison des pluies. La température est plus élevée pendant la saison des pluies que pendant la saison sèche; même à Saint-Louis et à Gorée le thermomètre se maintient entre 27 et 30 degrés à l'ombre et les abaissements nocturnes sont très peu sensibles. Dans le haut du fleuve, le thermomètre se maintient entre 30 et 35 degrés, sauf dans les régions montagneuses où il fait moins chaud. La saison des pluies est marquée par deux phénomènes très importants pour le Sénégal : les tornades et la crue des eaux du fleuve. Les tornades sont des phénomènes particuliers à la côte occidentale de l'Afrique; ce sont de forts coups de vent accompagnés ou non d'averses torrentielles et de tonnerre. Quant à la crue du fleuve, elle commence à se produire dès les premiers jours de la saison des pluies pour atteindre son maximum dans le courant du mois d'août. A cette époque, les eaux débordent des berges et inondent le pays sur une grande étendue, remplissant les marigots et transformant les marais en véritables lacs navigables. En septembre, les eaux baissent, en abandonnant un limon abondant, très propre à la culture, mais qui ne tarde pas à déterminer en se desséchant des fièvres paludéennes graves et souvent pernicieuses. Cette période de l'année est la plus nuisible de toutes à la santé des Européens.

Les populations du Sénégal. — Connaissant le pays et son climat, nous devons maintenant étudier ses habitants. Ceux-ci forment trois groupes principaux : les Maures, les noirs et les Peuhles, et une race de métis, les Toucouleurs.

Les Maures. — Entre l'embouchure du Sénégal et le poste de Bakel, toute la rive droite du fleuve, c'est-à-dire le pays compris entre le fleuve au sud et à l'est, l'océan Atlantique à l'ouest et le grand désert de l'Afrique septentrionale au nord, est occupée par des tribus Maures dont les principales portent les noms de Trarzas, de Brachnas et de

Douaichs. Le domaine des Trarzas s'étend depuis Saint-Louis jusqu'à peu près à la hauteur de Dagana; les Brachnas s'étendent de Dagana à Podor et même à Malam; les Douaichs occupent l'espace compris entre Malam et Bakel.

Ces limites n'ont d'ailleurs rien de précis, les tribus empiétant à chaque instant sur leurs territoires respectifs. Au-dessus de Bakel, les tribus Maures sont écartées du fleuve par des populations sédentaires, en arrière desquelles elles s'étendent jusqu'au Niger. Vers le nord, le domaine des tribus Trarzas, Brachnas et Douaichs n'a d'autres limites que celles des vastes déserts dans lesquels circulent les tribus Touaregs.

Les Maures appartiennent à la race berbère et sont inféodés à la religion musulmane. Ils sont grands, bien faits, ont les cheveux lisses et longs, très noirs, la peau jaunâtre, parfois presque blanche, les traits réguliers; les femmes ont un corps souvent fort beau, toujours élégant, avec les mains et les pieds petits, les attaches fines, et le visage parfois d'une réelle beauté. Les deux sexes portent une large culotte descendant à mi-jambe et une sorte de blouse sans manches qu'on relève sur les côtés. La nourriture se compose de lait et de miel. Toutes les tribus Maures sont nomades; elles vivent sous la tente et promènent leurs troupeaux dans de vastes espaces herbeux où ne s'élève aucun village fixe. Pendant la saison sèche, elles se rapprochent du fleuve avec leurs troupeaux dans le but de trouver de l'eau; elles apportent la gomme, les plumes d'autruche, et conduisent les bœufs, les moutons, les chevaux du Soudan; elles viennent échanger ces produits et les animaux contre le mil qui fait, avec le lait, la base de leur nourriture, et contre les marchandises européennes.

Jusqu'en 1854, les Maures avaient l'habitude de traverser chaque année le fleuve, seuls ou avec leurs troupeaux, et de faire des incursions dans les pays de la rive gauche, particulièrement dans l'Oualo. Ne se contentant pas d'échanger leurs bœufs, leurs moutons, leurs chameaux, la gomme, etc., contre le mil des agriculteurs de la rive gauche, ils se livraient, au détriment de ces derniers, à des exactions de toute sorte, volant le produit des récoltes, les femmes, les enfants, les esclaves, qu'ils emmenaient dans leurs déserts. Aussi cruels qu'habiles au vol, ils inspiraient aux habitants de la rive gauche une terreur telle que pendant plusieurs

années il fut impossible de soulever contre eux les victimes de leurs déprédations. Nous croyons devoir reproduire ici un excellent portrait des Maures guerriers, que nous trouvons dans les *Annales sénégalaises*, livre écrit ou du moins inspiré par l'homme qui connaît le mieux le Sénégal, ou pour mieux dire par l'homme qui a donné le Sénégal à la France, nous avons nommé le général Faidherbe : « Les Maures guerriers, qui forment à peu près la moitié de la population des Trarzas (les autres étant marabouts et sans armes), sont armés de fusils à deux coups et à pierre, qu'ils achètent à nos comploirs. Beaucoup d'entre eux sont estropiés aux mains et aux bras par suite de l'explosion de quelque une de ces armes; en effet, ces fusils ne sont pas très solides et ils sont souvent beaucoup trop chargés avec deux, trois et quatre balles; ils sont du reste parfaitement entretenus et leur poignée est généralement renforcée par les forgerons du pays, au moyen d'une gaine ou d'une simple bande de fer poli. Enfin, ils sont toujours renfermés avec soin dans un étui en cuir, d'où on ne les sort qu'au moment de s'en servir pour combattre.

« Les Maures ne sont vêtus que d'une culotte courte et d'une espèce de gandourah qu'ils relèvent latéralement au-dessus de leurs épaules, de manière à laisser les bras entièrement libres, et qu'ils serrent à la taille par une ceinture; avec ces vêtements noirs, la tête nue et leurs longs cheveux bouclés et flottant au vent, ils ont un air excessivement sauvage.

« Leurs selles sont petites et ne pèsent, toutes garnies, que quatre kilogrammes au plus, de sorte que, comme les cavaliers eux-mêmes sont généralement maigres, leurs petits chevaux n'ont pas une grande charge à porter et sont susceptibles de fournir de longues courses.

« Quant à leur manière de faire la guerre, les Maures n'attaquent que pour enlever du butin ou des captifs; s'il n'y a rien à gagner, ils refusent généralement le combat; ils montrent même moins de vigueur pour défendre leur propre bien que pour enlever celui des autres.

« S'ils veulent attaquer une caravane en route, ils s'embusquent dans l'herbe et, au moment où la caravane arrive sur eux, ils tuent à bout portant quelques hommes, se lèvent en poussant des cris, et si les conducteurs fuient, ils s'emparent du butin; si les conducteurs se défendent, les agresseurs se sauvent généralement eux-mêmes.

« Pour enlever un troupeau, ils le font observer au pâturage pendant quelques jours par des espions; puis, à un moment propice, ils assassinent les bergers, qui sont souvent des enfants, et se sauvent avec le troupeau. S'ils ont à craindre d'être poursuivis, ce sont des cavaliers qui enlèvent le troupeau et le font courir à toute vitesse, et dans ce cas une bande de fantassins s'embusque dans l'herbe, sur le chemin que doit suivre la razzia; les maîtres du troupeau, en cherchant à rattrapper leur bien, tombent dans l'embuscade, perdent quelques hommes et cessent généralement la poursuite.

« S'agit-il d'enlever un village de noirs, les Maures l'entourent pendant la nuit; à un signal donné, ils tirent des coups de fusil et poussent des cris qui, pour les habitants, sont plus effrayants que les rugissements du lion: les hommes du village se sauvent presque toujours, et les Maures emmènent femmes, enfants et bestiaux.

« Les seuls cas où les Maures se battent avec acharnement, c'est dans leurs querelles intestines, suscitées par des haines de famille ou de tribu; alors ils se livrent des combats sérieux, des luttes à mort; mais contre les blancs et contre les noirs, que leurs chefs méprisaient presque également, le point d'honneur consistait pour eux à faire du mal à l'ennemi sans en éprouver. Si un noble Trarza était tué par les blancs ou par les noirs, c'était un déshonneur pour sa famille.

« Du reste, ces espèces d'hommes de proie sont infatigables et pleins d'énergie pour supporter les souffrances et les privations; ils montrent en outre une grande cruauté envers les vaincus et les prisonniers; de là, l'immense terreur qu'ils inspiraient.

« D'après le portrait qu'il vient d'en être fait, on voit qu'il n'est pas tout à fait exact de dire, comme on l'a répété souvent, que les Maures sont aussi lâches que cruels, qu'ils manquent complètement de cette qualité, assez mal définie, du reste, que nous nommons courage; le Maure a certainement du courage; ce n'est pas la brillante valeur des héros de nos histoires et de nos romans, ce n'est pas non plus le courage du devoir, le courage sans faste et sans ostentation du soldat qui, à toute heure du jour et de la nuit, est prêt à courir à la mort sur un mot de ses chefs, parce que ce sont les conditions de son noble métier; c'est encore bien

moins le courage spontané du dévouement, apanage des âmes d'élite sous toutes les latitudes et dans toutes les classes de la société, mais c'est le courage de l'homme qui vit de rapines à main armée. Puisqu'il tire ses ressources journalières de ces violences, il ne faut pas qu'il en meure. La première condition est qu'il rapporte du butin sans être tué ni blessé; aussi fuit-il devant la résistance; tout cela est conséquent; mais ne faut-il pas à une bande de ces brigands un grand courage pour traverser le fleuve à la nage, par une nuit noire, malgré les croisières et les crocodiles, pour s'engager dans un pays où ils sont détestés, pour passer entre des villages peuplés, se cacher pendant des jours et des nuits en pays ennemi, attaquer hardiment un village qui a quelquefois beaucoup plus de fusils qu'eux, faire des prises considérables et les ramener malgré la poursuite des populations, à travers les forêts, les marigots, les bras du fleuve, où ils peuvent à chaque pas tomber dans des embuscades¹? »

Les populations sédentaires. — Les territoires de la rive gauche du fleuve, jusqu'à Bakel, et des deux rives au-dessus de Bakel, jusqu'au Niger, c'est-à-dire toute la partie gauche du bassin inférieur et moyen du Sénégal et tout le Haut-Sénégal, y compris le Fouta-Djalon, sont habités par des populations sédentaires, vivant principalement des produits de l'agriculture. Ces populations sont réunies en groupes politiques très imparfaits, obéissant à un certain nombre de chefs principaux. Nous devons citer les plus importants de ces groupes. Près de Saint-Louis, sur la rive gauche du fleuve, c'est l'Oualo, sorte de royaume divisé en principautés dont les plus importantes sont le Gandon et le Lamp-sar, tout près de Saint-Louis, le M'pal plus au sud, le Dimar à l'est; plus au sud, entre Saint-Louis, Dakar et le cap Vert, s'étend le vaste royaume du Cayor. Au sud de Podor, jusqu'à Matam, le royaume du Toro ou Toro-Fouta; au sud de Bakel et de Médine le Bambouk, qui s'étend jusqu'au Fouta-Djalon, dans le bassin de la Falémé; au nord de Bakel et de Médine le Guidimakha, le Diafourou, le Diom-bokho; entre Médine et Bafoulabé, dans le Sénégal, le Khasso; plus au sud le Dialafara; au delà de Bafoulabé, le Gangaran et le Bafing au sud : le Fouladougou et le Bélédougou plus au nord, au-

1. *Annales Sénégalaises*, p. 80.

dessus du fort de Kita; entre Kita et Bammako, le Dingo et le Manding; au sud de Bammakou, le Kméra et le Bouré, qui s'étend sur les affluents du Niger, dans un pays très riche en or. Au-dessus de la région comprise entre le Sénégal et le Niger, le Bakounou, le pays de Tombouctou, etc.

Les populations qui occupent ces territoires appartiennent à deux races : la race noire et la race Peuhle.

Les noirs. — La race noire offre, au Sénégal, deux variétés bien distinctes :

1° La race Ouolof-Serrère, comprenant, comme son nom l'indique, les Ouolofs ou Yolofs, qui forment la population du Oualo, du Cayor et du Djolof, et les Serrères, qui habitent le Raol, le Sine et le Saloum. Cette race passe pour fournir les plus beaux, les plus grands et les plus noirs de tous les nègres de l'Afrique. Leur intelligence est assez vive, mais ils sont apathiques et leur rêve le plus doux est de vivre dans l'oisiveté. Cependant les Ouolofs deviennent, au contact des Européens, de très-bons marins et d'excellents soldats. Ils sont généralement grands, bien faits, maigres; leurs traits sont réguliers. Les Ouolofs et les Serrères sont musulmans, mais ils ajoutent à la religion de Mahomet un certain nombre de pratiques provenant de leur ancien fétichisme. Ils sont généralement vêtus d'un pantalon court et d'une sorte de blouse ouverte sur les côtés, sans manches; leurs cheveux sont tressés et ils portent au cou un grand nombre de gris-gris ou amulettes en cuir, suspendus à des cordelettes de même nature. Leurs habitations sont des cases en feuilles de palmier et le mil fait la base de leur nourriture.

2° La race Mandingue ou Malinké, race Soninké. Les Manding ou Malinkés sont des noirs de haute taille, d'une force musculaire très développée. Leur physionomie n'a rien de désagréable. Ils sont braves et ont le goût du commerce et de la culture. Ils habitent les bassins du Haut-Niger, du Haut-Sénégal et le versant occidental des montagnes du Fouta-Djalon. Cette race se divise en plusieurs branches : les Sarakholés, disséminés dans le Guoye, le Kaméra et le Guidimakha; ils aiment le commerce et ont un caractère doux et pacifique; les Bambaras qui peuplent le Kaarta, le Ségou, une partie du Macina, le Bélédougou et l'État de Bammakou. Ils aiment le travail et sont persévérants, braves et fidèles. Une grande partie des Mandingues sont fétichistes.

Tous ces peuples ont des habitudes communes, par

exemple, chez tous, la nourriture se compose de mil pilé servant à la préparation du couscous et du sanglé, et la banane dans le sud du Soudan occidental ; chez tous aussi, la condition de la femme est inférieure ; c'est elle qui, le plus souvent, est chargée des travaux des champs, plus pénibles dans ces régions que partout ailleurs.

Les Peuhls. — La race Peuhl ou Poul habite le Fouta, le Damga, le Bondou et le Fouta-Djalou. Les hommes de cette race sont brun rougeâtre, les cheveux à peine laineux, les traits rapprochés de ceux de l'Européen, les formes sveltes, l'intelligence assez développée et susceptible de culture. Les Peuhls paraissent être venus de la Lybie égyptienne, où ils sont encore représentés par les Fellahs. Leur langue, qui est fort belle, est la plus répandue dans le Soudan occidental.

Les aptitudes intellectuelles des Peuhls sont supérieures à celles de leurs voisins ; elles en ont fait des conquérants et des dominateurs ; ils ont fondé des États puissants, qui se sont morcelés à la mort de leurs fondateurs. La dernière tentative de ce genre a été faite, il y a trente ans, par le marabout El-Hadj-Omar, qui avait rêvé de fonder un empire s'étendant de l'Atlantique au Niger. Il ne fallut rien moins que l'habileté et le courage du général Faidherbe et des troupes qu'il commandait pour venir à bout de cette formidable insurrection.

Les Peuhls existent actuellement dans le Cayor, aux environs de Saint-Louis, dans le Dimar, l'Oualo, le Fouta, le Ferlo et le Ségou ; on les trouve plus haut, dans le Khasso, le Fouladougou, le Bingo et le Ouassoulou. Dans tous ces pays ils vivent à l'état de pasteurs nomades, sous la domination des noirs, possesseurs du pays, mais partout ils tendent à devenir sédentaires. Les seuls États exclusivement peuhls de la Sénégambie sont le Fouta-Djalou, le Bakhounou et le Macina. Vers le sud, ils descendent des massifs montagneux du Fouta-Djalou et tendent à gagner la mer.

Les Toucouleurs. — Du croisement des Peuhls et de la race noire est sortie une sous-race de métis désignés au Sénégal sous le nom de Toucouleurs. Ils se rapprochent de la race nègre et sont musulmans. Les Toucouleurs ont été les principaux instruments de toutes les entreprises dirigées contre notre domination dans le Sénégal ; ils entretiennent cependant des relations avec nous. Ils s'engagent fréquemment

comme laptots, tirailleurs et spahis, dans notre armée et s'y conduisent bravement.

2. — COUP D'ŒIL HISTORIQUE SUR L'EXPANSION DE LA FRANCE DANS LE SÉNÉGAL

Nous n'avons pas la prétention de tracer ici l'histoire de notre colonie du Sénégal. Nous voulons nous borner à en indiquer les principales dates, dans le double but de mettre en lumière les efforts considérables que nous avons dû faire déjà pour devenir les maîtres de cette région, et pour permettre au lecteur de se rendre un compte exact de la situation dans laquelle nous nous y trouvons à l'heure actuelle et des nécessités qui s'imposent à nous dans l'avenir.

Avant 1854. — De 1664 à 1758, le Sénégal est administré par des Compagnies qui accumulent échec sur échec. La seule période quelque peu satisfaisante de cette histoire est celle qui répond au gouvernement d'André Brue, de 1694 à 1724. Les insuccès des Compagnies n'ont d'ailleurs rien qui doive nous étonner, étant donné l'humeur guerrière de toutes les populations de la Sénégalie, l'intolérance et le fanatisme que l'islamisme inspire à la plupart d'entre elles. En 1758, les Anglais nous enlèvent le Sénégal; ils ne nous le rendent qu'en 1793; nous le perdons une seconde fois pendant les guerres du premier Empire, et nous ne le réoccupons définitivement qu'en 1817. C'est pour reprendre possession de la colonie que la *Méduse*, dont le triste naufrage fit tant de bruit, avait été envoyée au Sénégal. De 1817 à 1854, notre colonie du Sénégal ne fait que végéter. Elle est réduite à l'île de Saint-Louis, sans cesse tracassée par les incursions des populations maures de la rive droite, qui, non seulement pillent chaque année les agriculteurs de la rive gauche, mais encore poussent leurs incursions et se livrent à leurs habitudes de pillage jusqu'aux portes de Saint-Louis. En dehors de Saint-Louis, les seuls postes où nous fussions à peu près tranquilles étaient Gorée, sur la côte, Bakel, dans le Haut-Sénégal et Sénoudébo, dans le bas de la Falémé. Mais aucun de ces points, sauf Gorée, ne nous appartenait réellement. Nous étions condamnés au paiement de tributs annuels qui nous donnaient vis-à-vis de tous les chefs voisins de nos établissements une attitude presque honteuse : tous les ans on payait, avec un certain cérémonial,

à un petit chef de l'île de Sor, le loyer de l'île de Saint-Louis. Quant à nos commerçants, ils étaient soumis à des droits et à des vexations de toutes sortes : ils ne pouvaient se livrer au commerce que dans des escales déterminées par les chefs du pays, et où ils payaient, même avant la vente, des droits considérables. Les marchandises qu'ils tentaient d'échanger, en dehors des escales, contre les produits du pays étaient saisies comme des objets de contrebande, même sur les navires portant le pavillon français.

En 1851, les commerçants du Sénégal adressent une pétition au gouvernement pour réclamer la suppression des escales ou foires annuelles, dans lesquelles ils étaient soumis aux mille vexations dont nous venons de parler, et leur remplacement par des postes fortifiés à Dagana et à Podor.

De 1854 à 1861. — Le 18 mars ~~1854~~, le capitaine de vaisseau Protet, gouverneur du Sénégal, s'empare de Podor, où un poste est construit par le capitaine du génie Faidherbe, et il commence la campagne contre les populations du Douaïch. Peu de temps après, M. Faidherbe, nommé chef de bataillon et gouverneur du Sénégal sur la demande des négociants, recevait du Ministre de la marine Ducos les instructions suivantes : « Nous devons dicter nos volontés aux chefs maures pour le commerce des gommés. Il faut supprimer les escales en 1854, employer la force si l'on ne peut rien obtenir par la persuasion ; il faut supprimer tout tribut payé par nous aux États du fleuve, sauf à donner, quand il nous plaira, quelques preuves de notre munificence aux chefs dont nous serons contents. Nous devons être les suzerains du fleuve. Il faut émanciper complètement le Oualo en l'arrachant aux Trarzas et protéger en général les populations agricoles de la rive gauche contre les Maures. Enfin, il faut entreprendre l'exécution de ce programme avec conviction et résolution ¹. »

On ne saurait trop louer M. Faidherbe de l'énergie et de l'habileté qu'il a consacrées à l'exécution de ce programme. Chaque année, à partir de la prise de possession du gouvernement du Sénégal, il dut faire deux campagnes. Pendant la saison sèche, il agissait contre les Maures, qui persistaient à passer sur la rive gauche pour piller les villages du Oualo ; chaque année aussi, pendant la saison des pluies, il allait

1. *Annales Sénégalaises*, p. 5.

dans le Haut-Sénégal combattre les chefs musulmans qui s'efforçaient de nous chasser des postes où nous étions établis et qui dévastaient sans cesse les territoires des quelques chefs amis que nous pouvions avoir dans ces régions. Il serait trop long de raconter tous les exploits de nos troupes dans ces incessantes et pénibles campagnes. Mais nous croyons utile d'indiquer les procédés employés par M. Faidherbe pour réduire les ennemis divers auxquels il avait résolu d'imposer notre domination. Contre les Maures, c'étaient des attaques aussi soudaines et imprévues que possible. On profitait du moment où ils étaient passés sur la rive gauche dans le but de se livrer à leurs déprédations annuelles pour les envelopper, les empêcher de regagner le fleuve et le désert, et confisquer les troupeaux qu'ils avaient amenés avec eux ou qu'ils avaient volés aux populations de la rive gauche. Contre les insurrections des villages sédentaires de la rive gauche et du Haut Fleuve on faisait des expéditions rapides et très courtes, on prenait les villages insurgés les plus forts et les plus renommés, on détruisait ceux qui passaient pour être le foyer des insurrections, on brûlait les approvisionnements et on emmenait les troupeaux, seuls moyens de réduire les chefs insurgés à l'impuissance en intimidant les populations.

Expéditions contre les Maures Trarzas. — Conquête du Oualo. — Il fallut plusieurs campagnes pour chasser tout à fait les Maures de la rive gauche du fleuve, où ils étaient, dans le principe, soutenus par les populations victimes de leurs vols. En 1854 et 1855, en effet, lorsque M. Faidherbe entreprit ses premières campagnes contre les Maures, il s'attendait à être soutenu dans cette lutte par les habitants du Oualo. Il n'en fut rien : ces malheureuses populations avaient une peur telle des Maures et elles assistaient depuis si longtemps aux honteuses vexations qu'ils nous avaient fait subir, qu'au lieu de se ranger sous notre pavillon contre les ravisseurs de leurs bœufs, de leurs récoltes, de leurs enfants et de leurs femmes, ils se tournèrent contre nous. Pour avoir raison des Maures, il fallut commencer par faire la conquête du Oualo. Ce fut l'objet principal des campagnes de 1854 et de 1855. Avant la fin de mars 1855, le Oualo était entièrement conquis, sa reine N'dété-Yalla, femme livrée à l'ivrognerie et aux intrigues des esclaves, s'était réfugiée dans le Cayor, et le gouvernement nommait roi du Oualo un homme

qui avait combattu avec nous dès 1833, le Yolof Fara-Penda. Le gouverneur avait d'abord eu l'idée de laisser au Oualo son indépendance; mais en présence des résistances que faisaient encore certains chefs à notre autorité, il dut annexer le pays et il le divisa en cinq cercles dont la direction fut confiée à des chefs amis.

Malgré la conquête, certains chefs du Oualo continuèrent à nous combattre, d'accord avec les Maures Trarzas, jusqu'au jour où ces derniers furent obligés de nous faire leur soumission. Le chef des Trarzas, dont le nom doit survivre à ces luttes, est Mohamed-El-Habid; homme prudent et sage, il n'eût pas mieux demandé que de vivre en paix avec les blancs, mais son entourage le poussait sans cesse à la guerre. En mars 1855, le gouverneur lui ayant envoyé un ultimatum dans lequel figuraient la suppression des escales et des coutumes, la renonciation aux incursions dans le Oualo et aux pillages de la rive droite, Mohamed-El-Habid répondait : « J'ai reçu tes conditions, voici les miennes : augmentation des coutumes des Trarzas, des Brachnas et du Oualo, destruction immédiate de tous les forts bâtis dans le pays par les Français, défense à tout bâtiment de guerre d'entrer dans le fleuve, établissement de coutumes nouvelles pour prendre de l'eau et du bois à Guet-N'dar et à Bop-N'kior; enfin, préalablement à tout pourparler, le gouverneur Faidherbe sera renvoyé ignominieusement en France. »

La dernière de ces clauses indique suffisamment la crainte que le gouverneur inspirait aux Maures et la prévision qu'ils avaient du mal qu'il leur ferait. Il fallut trois années de campagnes incessantes contre un ennemi qui venait nous harceler jusqu'aux portes de Saint-Louis quand il pensait pouvoir surprendre notre vigilance, et que nous étions obligés de poursuivre dans ses déserts sans presque jamais pouvoir le rencontrer. Le réduire par la famine, en interceptant ses communications avec la rive gauche du fleuve et en lui enlevant ses troupeaux de bœufs et de moutons, était le seul procédé efficace que nous eussions à notre disposition. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, c'est celui qu'employait M. Faidherbe. Il y eut cependant plusieurs combats sanglants, et plus d'une fois les Maures montrèrent un courage et un acharnement qui n'avaient d'égaux que l'énergie de nos troupes, leur ardeur et l'habileté de leurs chefs. Enfin, en mai 1858, le ministre du roi des

Trarzas, Moktar-Sidi, se présentait à Saint-Louis en parlementaire, muni de pleins pouvoirs, et engageait les négociations en vue de la conclusion d'un traité de paix. Le 25 mai, le fils du roi arrivait à son tour à Saint-Louis, porteur du traité signé par Mohamed-El-Habid. Le 11 juin suivant, M. Faidherbe signait un autre traité avec le roi des Braknas, Mohamed-Sidi. Mohamed-El-Habid paya de sa vie la signature du traité avec la France : le 15 septembre 1860, il était assassiné par ses neveux. Cependant, depuis 1858, nous n'avons cessé de vivre en bonne intelligence avec les tribus Maures de la rive droite, dont nous devons nous borner à surveiller les incursions sur la rive gauche. Naturellement pillards, les Maures ne renonceront que bien difficilement à l'habitude séculaire qu'ils avaient de venir chaque année, pendant la saison sèche, voler le mil qu'ils ne récoltent pas, et nous sommes obligés d'entretenir dans le fleuve des bâtiments chargés de la surveillance des tribus nomades.

Traités avec les Maures. — Par le traité du 20 mai 1858, Mohamed-El-Habid « reconnaît en son nom et au nom de ses successeurs que les territoires du Oualo, de Gaé, de Bokol, de Toubé, de Dialakar, de Gandiole, de Thiong, de Djiaos et de N'diogo *appartiennent* à la France et que tous ceux qui les habitent ou les habiteront plus tard sont soumis au gouvernement français et, par suite, ne peuvent être astreints à aucune espèce de redevance ni de dépendance quelconque envers d'autres chefs que ceux que leur donnera le gouverneur du Sénégal. » En outre, « le roi des Trarzas reconnaît en son nom et au nom de ses successeurs que le gouverneur du Sénégal est le *protecteur* des États Ouolofs du Dimar, du Djolof, du N'diambour et du Cayor. Comme quelques-uns de ces États sont tributaires des Trarzas, c'est par l'intermédiaire du gouverneur que les tributs seront perçus et livrés au roi des Trarzas, et c'est par lui que seront levées les difficultés qui pourraient s'élever entre le roi des Trarzas et ces États. En conséquence, aucun Maure armé ne traversera le fleuve pour aller dans ces pays sans le consentement préalable du gouverneur. » Par cet article, la rive gauche était mise à l'abri des incursions des Maures, que le roi des Trarzas s'engageait d'ailleurs à empêcher.

L'article 4 établissait les lieux dans lesquels pourraient se faire le commerce de la gomme et celui des autres marchan-

disent. « Les Français, y est-il dit, ne veulent, pour le moment, acheter la gomme que dans leurs établissements de Saint-Louis, Dagana, Podor, Saldé, Matam, Bakel et Médine, et veulent l'acheter toute l'année. Le roi des Trarzas ne veut, pour le moment, laisser venir les gommes des Trarzas qu'à Dagana ; il en est le maître. Le roi des Trarzas et le gouverneur prendront, chacun de son côté et dans la limite de ses droits, les mesures nécessaires pour faire exécuter leur volonté par leurs sujets et administrés respectifs. Le commerce de tous les autres produits du pays des Trarzas se fera librement et partout, soit à terre, soit à bord des embarcations. »

Il était stipulé que les gommes des Aïdou-El-Hadj (Darmankour) iraient avec les autres à Dagana, à moins que le roi des Trarzas n'autorisât leur envoi à Saint-Louis. Le roi des Trarzas s'engageait à assurer la liberté du commerce. Mais « les commissionnaires qui achèteront la gomme des Trarzas à Dagana, ou peut-être plus tard sur d'autres points, sauront que ce produit est grevé, à sa sortie du pays des Trarzas, d'un droit d'une pièce de guinée par 500 kilogrammes de gomme, soit environ 3 pour 100 au profit du roi des Trarzas, et qu'ils auront à verser ce droit entre les mains du commandant ou de telle autre personne désignée, qui le livrera au roi des Trarzas quand celui-ci le désirera. La pièce de guinée par 1000 livres de gomme, sera également perçue à Saint-Louis, au profit du roi des Trarzas quand les caravanes Trarzas en apporteront sur ce point avec son autorisation. »

L'article 8 stipulait que « les Français ne pourront, sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation du roi des Trarzas, cultiver ou pêcher, ou en un mot faire aucun acte de propriété sur son territoire. De leur côté, les Trarzas sont soumis aux mêmes conditions vis-à-vis des Français. Par exception, les ronciers situés sur la rive droite, entre Richard-Toll et Dagana, restent à l'entière disposition du gouvernement français. »

Le traité conclu le 10 juin 1858 avec le roi des Brachnas contenait des clauses analogues. Le roi des Brachnas « s'engage en son nom et au nom de ses successeurs, à exercer la plus grande surveillance pour empêcher les courses et pillages de ses tribus sur la rive gauche du fleuve, au-dessous de Mokhtar-Salam, dans le Dimar et dans le Djolof, dont il

reconnait le gouverneur du Sénégal pour *protecteur*. » Le lieu de traite de la gomme des Brachnas était fixé à Podor et à Saldé, et un droit de 3 pour 100 était perçu sur les gommes au profit du roi des Brachnas. Le droit était accordé aux Français de « couper du bois partout, sur le territoire des Brachnas, sans payer aucune redevance. »

En 1877 et 1879, de nouveaux traités sont intervenus entre la France et les Maures Trarzas. Le premier, du 24 août 1877, a pour objet d'assurer la protection des marins faisant naufrage sur les côtes des territoires Trarzas. Le second, du 2 avril 1879, a surtout pour objet de faciliter le commerce des gommes et de remplacer le droit de 3 pour 100 « par une indemnité fixe qui sera comptée au roi des Trarzas à Dagana. »

« Le commerce de la gomme, dit l'article 1^{er}, est libre comme celui de tous les autres pays des Trarzas; il se fera librement et partout, soit à terre, soit à bord des embarcations, soit à Dagana, soit à Saint-Louis; il n'est donc plus limité à la seule escale de Dagana, comme le voulait l'article 4 du traité du 31 mai 1858. »

Par un traité du 5 juin 1879, avec le roi des Brachnas, le commerce des gommes des Brachnas, jusqu'alors limité aux escales de Podor et de Saldé, est autorisé en tout lieu, comme celui des gommes des Trarzas, et l'ancien droit est remplacé par une indemnité fixe qui sera comptée à Podor, au roi des Brachnas.

Les traités conclus par M. Faidherbe avec les Maures et ceux qui sont venus récemment les modifier ont toujours été fidèlement respectés par les Maures Trarzas et Brachnas, et depuis 1858 nous avons toujours vécu en paix avec leurs tribus. Cette paix a eu ses conséquences sur la rive gauche elle-même, dont les populations se soulevaient autrefois contre nous par crainte des Maures. La première partie de l'œuvre de M. Faidherbe mérite donc les plus grands éloges.

Expéditions contre Al-Hadji-Omar. — Mais en même temps qu'il guerroyait dans le bas du fleuve contre les Maures, M. Faidherbe était obligé de tenir tête aux attaques dont nos postes du Haut-Sénégal étaient à chaque instant l'objet.

Notre ennemi le plus acharné et le plus redoutable dans le Haut-Sénégal fut un marabout Toucouleur, né à Podor. Au retour d'un pèlerinage à la Mecque, Omar, que l'on ne

tarda pas à appeler Al-Hadji-Omar (c'est-à-dire Omar-le-Pélerin), se mit en tête de conquérir toute la Sénégambie, de convertir les populations fétichistes du Kaarta, du Ségou, du Cayor, du Baol, du Sine, du Saloum, etc., et surtout de nous chasser du pays. En 1854, nous le trouvons à la tête d'une armée de musulmans fanatiques, maître d'une partie du Bambouk, sur lequel il a promené l'incendie et la ruine, et s'avancant bientôt jusqu'à Farabana et à Makhana, c'est-à-dire au voisinage de nos postes de Sénoudébou et de Bakel. En 1854, il menace Bakel et veut imposer des conditions au commandant de ce poste, que le capitaine Faidherbe répare et met en état de défense. Dans les premiers mois de 1855, Al-Hadji-Omar est maître du Kaarta ; il fait piller tous nos traitants du Haut-Sénégal par les habitants de divers villages du Khasso, du Kaméra, du Guoye, du Guidimakha et du Damga, qui jusqu'alors s'étaient montrés favorables à nos nationaux, et il adresse aux habitants de Saint-Louis une lettre les engageant à se tourner contre les Français, auxquels il déclare la guerre sainte.

« Maintenant, disait-il, je me sers de la force, et je ne cesserai que lorsque la paix me sera demandée par votre tyran (le gouverneur), qui devra se soumettre à moi, suivant ces paroles de notre maître : Fais la guerre aux gens qui ne croient ni en Dieu, ni au jugement dernier, ou qui ne se conforment pas aux ordres de Dieu et de son prophète, au sujet des choses défendues, ou qui, ayant reçu une révélation, ne suivent pas la vraie religion (les juifs et les chrétiens), jusqu'à ce qu'ils payent la Djézia (tribut religieux) par la force et qu'ils soient humiliés.

« Quant à vous, enfants de N'dar (Saint-Louis), Dieu vous défend de vous réunir à eux ; il vous a déclaré que celui qui se réunira à eux est un infidèle comme eux, en disant : Vous ne vivrez pas pêle-mêle avec les juifs et les chrétiens ; celui qui le fera est lui-même un juif ou un chrétien. Salut ! »

Il envoyait en même temps l'ordre aux gens du Guoye, du Bondou et du Fouta de nous bloquer dans Bakel et dans Podor.

L'armée d'Al-Hadji-Omar était formée en majeure partie de Toucouleurs, auxquels s'étaient joints des Peuhls du Fouta-Djalou, du Bondou, du Damga, du Toro et du Dimar, des Sarakholés du Gadiaga et du Guidimakha, des Bambaras du Kaarta et des Kassonkés. Au commencement de 1855,

les actes d'hostilité commencent dans le haut du fleuve entre cette armée de pillards fanatiques et les Français des postes de Bakel et de Sénoudébou; le 14 juillet, M. Faidherbe monte à Bakel; il est reçu en traversant le Damga par des menaces et des coups de feu. A partir de ce moment, la guerre est engagée, guerre redoutable qui dura jusqu'en 1860 et dont il serait hors de propos de raconter ici les détails. Al-Hadji-Omar lance en 1855 un ultimatum contre les Français : « Les blancs, dit-il, ne sont que des marchands; qu'ils apportent des marchandises par leurs bateaux, qu'ils me payent un fort tribut lorsque je serai maître des noirs, et je vivrai en paix avec eux. Mais je ne veux pas qu'ils forment des établissements à terre ni qu'ils envoient des bâtiments de guerre dans le fleuve. »

Le gouverneur renouvela sur le Haut-Sénégal le procédé qu'il avait appliqué dans le Oualo; il associa à nos destinées un chef indigène, mort il y a quelques mois seulement, Boubakar-Saada, qu'il reconnut almamy du Bondou, et qui, depuis ce jour, resta le fidèle ami de la France. Boubakar ne tarda pas à être entouré d'un parti puissant, et, pendant cette longue série de campagnes, il nous rendit plus d'un service.

Il y eut une époque, dans cette phase de luttes, où Al-Hadji-Omar put espérer faire essuyer à nos armes un grave échec : ce fut pendant la saison sèche de 1856. Le poste de Médine était alors commandé par un brave officier dont le nom doit être conservé : Paul Holl. En avril 1856, le poste fut assailli une première fois, à l'improviste, par l'armée du prophète, à laquelle il fit éprouver des pertes sanglantes. Désespérant de s'emparer du poste par la force, Al-Hadji résolut de le prendre par la famine. Il y avait dans l'enceinte des murs de Médine au moins 6000 indigènes qui étaient venus chercher une protection auprès de la faible garnison du poste. Du 11 mai au 18 juillet le poste bloqué ne put recevoir aucun secours de l'extérieur. On était alors dans la saison des basses eaux; il était impossible d'envoyer des bateaux à Médine; le commandant du poste de Sénoudébou essaya d'y parvenir par terre, mais à Makhana il fut abandonné par ses volontaires et dut revenir sur ses pas; on essaya du moins de faire parvenir au poste des individus isolés, porteurs de munitions de guerre, mais quelques paquets de cartouches seulement purent arriver

à destination. « Le 18 juillet, les gens du village de Médine n'avaient plus de poudre, chacun des hommes de la garnison du fort n'avait plus qu'un ou deux coups de fusil à tirer et chacune des quatre pièces avait encore deux gargousses. Les embuscades des assiégeants s'approchaient jusqu'à moins de 50 mètres de l'enceinte et jusqu'à moins de 25 mètres du tata de Sambala ¹. » La maladie régnait parmi les gens du village et les hommes de la garnison; les murailles étaient entourées de cadavres en putréfaction. Quant aux vivres, ils étaient devenus si rares que beaucoup de gens mouraient de faim et que tous étaient épuisés par le jeûne. Quelques jours encore, quelques heures peut-être, et la garnison succombait. Heureusement, le 18 juillet même, le gouverneur arrivait devant Médine après un voyage plein de péripéties dans le fleuve, dont les eaux n'étaient pas encore assez hautes; il délivrait la garnison en infligeant à l'armée d'Al-Hadji-Omar une sanglante défaite. « Les Toucouleurs montrèrent jusqu'au dernier moment une ardeur incroyable; poursuivis, cernés, ils ne faisaient pas un pas plus vite que l'autre et se faisaient tuer tous plutôt que de fuir, tant était grande leur exaspération de laisser échapper une proie qu'ils tenaient déjà si bien... : plus de 6000 individus, en grande majorité femmes et enfants, entourés, presque sans abri et au milieu des immondices, dans un espace de moins de 5000 mètres carrés... ! Le fort, qui a 30 mètres de côté, en contenait plus de 300. La faim se peignait sur tous les visages; depuis plus d'un mois, on ne se nourrissait que de quelques arachides et l'on n'avait pas de bois pour les faire cuire. Les maladies ravageaient cette multitude affamée, et, pour achever le tableau, 300 à 400 cadavres ennemis, dans un affreux état de putréfaction, au pied de l'enceinte, empestaient l'air environnant. L'ennemi ayant été repoussé hors de la vue de la place, toute la population sortit en hâte, n'ayant pas assez d'expressions ni de gestes pour témoigner sa reconnaissance au gouverneur ainsi qu'à ses officiers et à ses troupes. Ceux qui ont assisté à un pareil spectacle ne l'oublieront jamais. Les femmes se précipitaient sur les moindres morceaux de bois, comme si c'eût été des objets précieux

1. *Annales Sénégalaises*, p. 133.

pour allumer un peu de feu et faire bouillir des racines, d'autres cueillaient et mangeaient de l'herbe crue¹. »

Malgré les défaites sans cesse essuyées, le prophète n'abandonnait pas la partie. Pendant toute la saison sèche, il était maître du terrain : les communications étant, à cette époque, interceptées entre Saint-Louis et le Haut-Sénégal, il en profitait pour dévaster le pays et brûler les villages qui refusaient de se soumettre à son autorité. Seul Boubakar-Saada lui tenait tête avec quelques centaines d'hommes levés dans les villages du Bondou. Quand venait la saison des hautes eaux, le gouverneur envoyait ou plutôt conduisait lui-même dans le Haut-Fleuve une colonne expéditionnaire qui infligeait à l'armée des Toucouleurs de sanglantes défaites, mais qui ne terminait rien. Afin de ménager la santé des hommes, M. Faidherbe avait pris l'habitude excellente de faire des expéditions très courtes. Une colonne était préparée avec soin à Saint-Louis; elle était embarquée à l'heure dite sur les navires de la station, débarquait dans le lieu où elle devait opérer, marchait le jour même contre le village qu'il s'agissait de prendre et, l'affaire faite, revenait immédiatement à Saint-Louis. Grâce à ce système, nos troupes purent supporter des fatigues qui auraient déterminé des morts nombreuses si elles avaient été prolongées. L'expédition qui mit fin à la guerre contre Al-Hadji-Omar, celle d'octobre 1859, pendant laquelle fut pris, après un combat acharné, le village de Guémou, ne dura que douze jours en tout, depuis le départ jusqu'à l'arrivée à Saint-Louis. La prise de Guémou nous avait coûté 136 tués et blessés. La narration des *Annales Sénégalaises*, rappelant que la prise de Dialmath, dans le Dimar, dont nous avons parlé plus haut, avait coûté 150 hommes tués ou blessés, ajoute les importantes considérations suivantes, dont on devra tenir compte dans toutes les entreprises militaires du Sénégal : « On se demandera pourquoi, au lieu de sacrifier dans une attaque de vive force, 150 hommes, on n'assiège pas ces villages au moyen de tranchées ou gabionnades, en y consacrant plusieurs jours si c'est nécessaire. C'est que le climat ne permet généralement pas cette manière de faire. La maladie ravagerait la colonne, exposée sans repos à l'action d'un soleil malsain; les approvisionnements seraient très difficiles à assurer;

1. *Loc. cit.*, p. 140.

enfin, le moindre retard enhardirait les défenseurs et leur attirerait peut-être des alliés qui, venant inquiéter les assiégeants par l'extérieur, couperaient les convois et augmenteraient les difficultés, de sorte qu'au lieu d'éviter des pertes considérables, on arriverait peut-être à un résultat très opposé¹ ».

Al-Hadji-Omar, abandonné depuis la prise de Guémou par une grande partie des partisans qu'il avait dans le voisinage de nos postes, s'était retiré dans le Ségou où il éprouvait de vives résistances de la part des populations sédentaires. Au mois d'août 1860, il fit faire des démarches auprès du commandant de Bakel en vue d'un traité de paix bientôt signé par le gouverneur, qui s'était transporté à Médine. Par le traité d'août 1860, les territoires conservés par Al-Hadji-Omar et ceux de la France étaient soigneusement déterminés. Aujourd'hui et depuis la mort d'Al-Hadji-Omar ces délimitations n'ont plus aucune signification. Comme il arrive toujours après la mort des conquérants, l'empire fondé par Omar n'a pas duré plus longtemps que lui-même. Une série de traités conclus depuis 1860 avec les chefs des pays du Haut-Sénégal et du Haut-Niger², les campagnes brillantes du colonel Borgnis-Desbordes de 1881 à 1884, et l'établissement de postes fortifiés entre Médine sur le Sénégal et Bammako sur le Niger nous ont rendus maîtres de tout le pays.

Nous n'y sommes cependant pas encore tranquilles. D'une part, un nouveau prophète a surgi et nous a disputé jusqu'à ces derniers temps le terrain conquis par nos armes; d'un autre côté, la mort récente de notre ami Boubakar-Saada vient de nous attirer, dans les environs mêmes de Bakel, de graves embarras, si l'on en juge par l'attaque du poste dont le télégraphe nous a récemment transmis la nouvelle. Un vieil adversaire de la France, Mahmoud-Lamine, a profité de la mort de Boubakar-Saada, Almamy du Bondou, pour envahir ce pays avec des bandes levées entre Matam et Bakel. Il a massacré nos traitants et assiégé le poste de Bakel, d'où il a été repoussé.

Nous reviendrons plus bas sur les questions qui s'agitent actuellement dans le Haut-Sénégal et le Haut-Niger; nous

1. *Loc. cit.*, p. 185.

2. Voyez le texte de ces traités dans les *Annales Sénégalaises*.

devons d'abord terminer ce rapide historique de notre établissement définitif au Sénégal.

Les expéditions dans le sud du Sénégal. — Nous avons vu plus haut avec quelle rapidité le gouverneur Faidherbe avait, en 1855, conquis le Oualo, c'est-à-dire le territoire situé immédiatement au sud de Saint-Louis. Des expéditions analogues furent nécessaires pour soumettre à notre autorité les régions situées au sud du Oualo, entre la côte et le Fouta-Djalon, c'est-à-dire le N'diambour, le M'pal, le Cayor, le Sine, le Saloum, la Cazamance. Les habitants de ces pays ne sont pas en général très-redoutables. « Ils ont le physique, le caractère, les vices, le costume et la manière de combattre des Tiedos du Oualo. Les chefs et leurs affidés combattent sur de petits chevaux qui ont à peine la force de les porter, mais qui sont cependant quelquefois pleins d'ardeur. La foule combat à pied. Leurs armes sont de grands et lourds fusils chargés d'un grand nombre de balles, des lances et des poignards. Capables par moments d'un courage brutal, ils se démoralisent assez facilement. Les populations Yolof, musulmanes, comme celles du N'diambour, quoique ayant un caractère différent parce qu'elles ne sont pas abruties par l'eau-de-vie, font la guerre à peu près de la même façon que les Tiedos ¹. »

En décembre 1856, une expédition dirigée contre le chef du village de N'guik, dans le N'diambour, où s'était réfugié Ely, fils du roi des Trarzas Mohamed-El-Habid, nous rendit maîtres du N'diambour tout entier; les chefs de villages vinrent déclarer au gouverneur qu'ils obéiraient désormais à tous les ordres qu'il leur donnerait. Ils sont toujours, depuis cette époque, restés soumis à notre domination.

Cependant en mars 1858 nous devions diriger une expédition contre le village de Niauré où se concentraient quelques mécontents. Leur défaite assura la tranquillité dans toute cette région. L'expédition de Niauré donna à nos officiers une leçon dont ils ont toujours tenu compte; on voulut faire marcher les hommes au milieu de la journée; une grande partie furent frappés d'insolation plus ou moins grave. En règle générale, il ne faut pas faire de marches, au Sénégal, pendant les fortes chaleurs du jour, entre dix heures ou onze heures du matin et trois heures de l'après-midi. Les

1. *Annales Sénégalaises*, p. 189.

marches les plus utiles et les moins dangereuses sont celles du matin, du soir et surtout de la nuit, quand ces dernières sont possibles.

En mai 1859, une expédition dut être faite dans le Sine, sur la côte, au sud de Gorée; elle fut suivie de traités avec les chefs du Baol, du Sine et du Saloum, en vertu desquels ces pays étaient placés sous le protectorat de la France.

En mars 1860, une expédition faite par le commandant particulier de Gorée contre les populations Djola de la Basse-Cazamance se terminait également par un traité de protectorat. Mais au mois de novembre de la même année, il fallut diriger une expédition contre les populations Balantes, à peu près sauvages, qui habitent la partie moyenne du fleuve; en février 1861, une troisième expédition dut être faite contre les populations musulmanes Mandingues de la Haute-Cazamance.

Expéditions dans le Cayor.— A la fin de 1860, le Cayor était le seul État avec lequel nous n'avions pas encore de traité.

Cet état de choses était d'autant plus préjudiciable à nos intérêts que le Cayor est placé entre Dakar et Saint-Louis, c'est-à-dire au cœur même de notre colonie. Or, jusqu'à la fin de 1860, le Cayor avait échappé presque entièrement, non seulement à notre domination, mais même à notre influence. Les traitants français qui s'aventuraient dans l'intérieur de ce pays étaient soumis à des vexations de toutes sortes; leurs marchandises étaient souvent pillées par les Tiedos ou satellites du Damel (roi); nos courriers étaient obligés, pour se rendre de Dakar à Saint-Louis, de suivre le bord de la mer sur une longueur de plus de 50 lieues, qu'ils faisaient en trois jours, à pied, afin d'échapper aux mêmes Tiedos. Les habitants du Cayor étaient eux-mêmes l'objet de la plus abominable tyrannie; leur roi ne se faisait pas faute de voler leurs troupeaux, leurs réserves alimentaires, et même leurs enfants, et de les vendre à ses voisins en échange de poudre, d'eau-de-vie et de fusils. En 1859, un traité, conclu avec le Damel d'alors, nommé Biraïma, nous assura le droit d'établir dans le Cayor une ligne télégraphique destinée à relier Dakar et Gorée à Saint-Louis, des relais de courriers à cheval et des caravansérails pour nos courriers et nos traitants. Mais Biraïma étant mort peu de temps après la signature de ce traité, son fils et successeur Macodou n'eut rien de plus pressé que de le violer. A la fin de 1860, le gouverneur

Faidherbe recevait du ministre de la marine l'ordre d'obtenir par la force l'exécution de ce traité, et des renforts lui étaient envoyés d'Algérie dans ce but. Dès le 2 janvier 1861, une colonne expéditionnaire était lancée dans le Cayor; elle traversait la ligne des Niayes, zone de bas-fonds, de marais, de lacs d'eaux douce et saumâtre, située à une ou deux lieues de la côte, riche en palmiers à vin, mais dépourvue de villages, et elle pénétrait dans le cœur du Cayor. Le Damel avait déjà quitté sa capitale, Mekhey, et il était en retraite devant nos troupes. Après avoir établi un poste à M'boro, nous nous mettions à sa poursuite, mais sans pouvoir l'atteindre; nous établissions deux autres postes à Gandiole et à Lampoul, et le 1^{er} février le général Faidherbe signait avec le Damel Macodou un traité qui nous donnait la possession de tout le territoire situé entre la côte et les Niayes, accordait la protection à nos nationaux et à nos sujets dans tout le Cayor et la sécurité de la route entre Dakar de Saint-Louis. Malheureusement, la paix avec le roi du Cayor ne fut pas de longue durée. A peine le Damel eut-il signé le traité, qu'il s'empressa de le violer en faisant piller tous ceux de nos sujets qui allaient trafiquer dans le Cayor. En mars 1861, le gouverneur Faidherbe dut diriger en personne une expédition dans le Cayor, et il infligea une terrible défaite aux troupes de Macodou. En mai de la même année, deux nouvelles colonnes durent être expédiées contre les troupes du Damel Macodou et nous dûmes le remplacer par un chef à notre discrétion.

Notre choix s'était d'abord porté sur un certain Madiodo; mais sa faiblesse lui ôtant toute autorité, nous dûmes renoncer à le soutenir et nous acceptâmes Lat-Dior, qui était désigné par les chefs du pays. De 1861 à 1863, Lat-Dior, qui nous avait juré fidélité, fut loin de toujours tenir ses promesses. Au commencement de l'année 1863, une première expédition dut être dirigée contre les gens du Diander, qui se révoltaient contre notre autorité, d'accord avec le Damel du Cayor. En 1863, le général Faidherbe ayant repris le gouvernement de la colonie, qu'il avait abandonné en 1861, résolut d'en finir avec le Cayor. Pour cela, il ne tardait pas à diriger une expédition au centre même du pays, forçait le Damel Lat-Dior à s'enfuir, fondait un poste à N'guiguïs, au centre du Cayor, rétablissait le Damel Madiodo et concluait avec lui un traité qui nous abandonnait le Diambour, le M'baouar, l'Andal et

le Sagnokhor. Mais Lat-Dior qui s'était enfui à l'approche de nos troupes ne tarda pas à rentrer dans le Cayor et à menacer le poste de N'guiguïs qui était encore inachevé. A ce moment se place l'un des plus tristes épisodes de nos longues campagnes du Sénégal, le combat du 30 décembre 1863. Les travaux étaient dirigés à N'guiguïs par le capitaine du génie Lorans, qui commandait en même temps la garnison du poste. Persuadé par Madiodo qu'il était en mesure, avec son concours, de battre les troupes de Lat-Dior, il alla attaquer ce dernier à N'golgol, à trois lieues du poste. « La rencontre eut lieu à la pointe du jour. L'ennemi se trouva plus nombreux qu'on ne le croyait. L'armée alliée, composée de gens peu aguerris, fit une molle résistance, en perdant du terrain, de sorte que la petite troupe du capitaine Lorans eut tous les hommes à pied de l'ennemi sur les bras, en même temps qu'une nombreuse cavalerie, débordant les deux ailes, l'entourait complètement. Tout le monde comprit qu'il n'y avait plus qu'à mourir dignement. Le capitaine Lorans et le capitaine des tirailleurs Chenel, démontés tous deux, et ce dernier blessé, assistèrent stoïquement, jusqu'à ce qu'ils fussent tués eux-mêmes, à la destruction de leurs hommes, tirailleurs et ouvriers, qui combattaient jusqu'au dernier soupir. Les 7 canonniers et l'adjudant Guichard se firent hacher sur leurs pièces. Le peloton de spahis, perdu au milieu d'une affreuse bagarre où ils ne reconnaissaient ni amis ni ennemis, dégagea notre Damel Madiodo, et, tout en perdant son chef, le sous-lieutenant Dupont de Saint-Victor et 4 spahis, il parvint à atteindre N'guiguïs, ramenant le Damel et 8 spahis blessés. En somme, de 140 hommes environ dont se composait la colonne il ne revint que 20 spahis, dont 8 blessés, 2 officiers, 1 docteur, et 16 tirailleurs dont 9 blessés; nos alliés perdirent en outre beaucoup de monde¹. »

Cependant Lat-Dior ne sut pas profiter de sa victoire; menacé par des colonnes expédiées de Saint-Louis, il se réfugia sur la frontière du Baol. Mais bientôt il repassait dans le Cayor, et, le 11 janvier nous lui infligions, à Loro, une sanglante défaite. Sous la charge de notre infanterie de marine aidée par les volontaires, « l'ennemi, terrifié, s'enfuyait dans toutes les directions; son infanterie fut écrasée et sa cavalerie ne dut son salut qu'à la rapidité de ses chevaux. La

1. *Annales Sénégalaises*, p. 310.

poursuite fut poussée jusqu'à quatre lieues du champ de bataille. L'horizon était embrasé par l'incendie de tous les villages de la contrée. A trois heures du soir, nos auxiliaires rentraient encore au camp chargés de butin. A la suite de ce combat où l'ennemi laissa plus de 500 cadavres sur le terrain, Lat-Dior s'enfuit avec ses cavaliers vers le sud. La colonne en rentrant en N'guiguïs ne trouva que des villages abandonnés, et les volontaires, répandus à plusieurs lieues à la ronde, parcoururent en maîtres cette contrée qui, quelques jours auparavant, était le foyer d'un vaste complot formé contre l'influence française... Après le brillant fait d'armes du 12 janvier, il restait à la colonne expéditionnaire un dernier et pieux devoir à remplir. Le lieutenant-colonel Laprade la conduisit sur le champ de bataille du 29 décembre, pour rendre les derniers honneurs aux victimes de cette triste journée. Cette cérémonie touchante eut lieu le 15 janvier, à cinq heures du soir, au bruit du canon¹. »

Bientôt après Lat-Dior était abandonné par tous ses partisans, il était même chassé du Baol et, obligé de venir chercher des vivres à Tchirounguène, point extrême du Cayor, il en était chassé par une petite colonne. Ses chefs l'abandonnaient en emportant les tam-tams de guerre et venaient faire leur soumission à notre Damel Madiodo. Désormais, le Cayor était pacifié; mais Madiodo ne tardant pas à reprendre les habitudes de piraterie de ses prédécesseurs, nous étions obligés de le révoquer, et nous divisions le Cayor en cantons placés sous l'autorité de chefs nommés par le gouverneur.

Expéditions contre Maba. — A part quelques petites expéditions nécessitées par le besoin de venger des injures faites à nos traitants et à nos sujets, deux guerres importantes seulement eurent lieu dans le bas Sénégal à partir de la conquête du Cayor dont nous venons de parler. La première fut dirigée contre un prophète du nom de Maba. Maba, originaire du Fouta, s'était fait une certaine réputation par des pratiques religieuses exagérées et par son fanatisme. Dès 1861, il s'était emparé du Rip, province du Saloum; il s'était allié avec Macodou, ancien Damel du Cayor, et cherchait à conquérir tout le Saloum. En octobre 1862, les deux chefs avaient attaqué à l'improviste le petit poste du Kaolakh défendu seulement par douze soldats d'infanterie

1. *Loc. cit.*, p. 314.

de marine que commandait le sergent Burg. Après la mort de Macodou, qui survint en 1863, Maba poursuivit la conquête du Saloum contre le roi Samba-Laobé, fils de Macodou. Samba-Laobé étant mort en 1864, Maba devint le chef du Saloum, s'y établit et jugea bon de passer avec la France un traité qui le reconnaissait comme Almanay du Saloum et du Badibou. En 1865, il s'associe l'ancien Damel Lat-Dior, dépossédé par nous de son royaume du Cayor; il tente de s'emparer du Djolof, du Diambour et du Cayor; il essaye d'entraîner dans l'insurrection contre la France, le Fouta, son pays d'origine, et les Maures Trarzas. Ses premiers efforts furent dirigés contre le Rip, mais, en novembre 1865, une colonne commandée par le gouverneur M. Pinet-Laprade était concentrée à Dakar, se dirigeait entre Nioro, capitale du Rip, et, après avoir infligé une défaite sanglante aux gens de Maba, elle atteignait Nioro le 30 novembre à six heures du soir, après dix heures de combats incessants. « L'ennemi était vaincu, dispersé, démoralisé. Les flammes des beaux villages de Diamagan, commandés par Lat-Dior, et de Nioro, capitale du Rip, éclairèrent la fin de cette belle journée et annoncèrent nos succès à toute la contrée. A partir de ce moment, on ne rencontra plus de résistance et, pendant les journées des 1^{er} et 2 décembre, les volontaires purent à leur gré détruire toutes les richesses de ces brigands qui faisaient déjà trembler toute la Sénégalie. Plus de trente beaux villages regorgeant des récoltes de l'année furent livrés aux flammes. La vallée de Paouos et la forêt qui furent le théâtre du glorieux combat du 30 novembre étaient jonchées des cadavres de l'armée de Maba. Nos volontaires firent plus de 1000 prisonniers¹. »

Chassé du Rip, Maba se concentrait dans le territoire compris entre le Saloum et la Gambie et il s'y livrait à mille exactions contre nos sujets et nos traitants. En 1867, une nouvelle expédition était dirigée contre lui et, le 18 juillet, à la suite d'un violent combat qui dura pendant toute la journée, l'armée du prophète était mise en déroute, Lat-Dior abandonnait son allié et Maba était tué, ainsi que son fils, son neveu et ses principaux lieutenants. Lat-Dior fit sa soumission et nous consentîmes à le nommer chef de son canton natal, Guet, dans le Cayor.

1. *Loc. cit.*, p. 340.

Expéditions contre Ahmadou-Cheikhou. — Un autre prophète, Ahmadou-Cheikhou, affilié à la secte de Tidjani, d'Aïn-Madi (sud de l'Algérie) ne tardait pas à proclamer de nouveau la guerre sainte et il trouvait un auxiliaire dans Lat-Dior. En juillet 1867, le gouverneur Pinet-Laprade envoie une colonne dans le Cayor; mais Lat-Dior la bat à Mékhey, nous tuant 24 hommes sur 75. En septembre nous reprenions l'offensive et, le 10 de ce mois, nous mettions Lat-Dior en fuite en lui tuant plus de 700 hommes. Néanmoins, en 1869, nous sommes obligés de diriger contre lui une nouvelle colonne. En 1871, Lat-Dior ayant fait sa soumission, le gouverneur Valière, par un traité du 12 janvier 1871, le reconnaissait comme Damel du Cayor et lui abandonnait la souveraineté de ce pays, à l'exception des provinces de Diander, de Ganguonne, de Pankey, comprenant les territoires de Gandiole, du Nubé, du Khafer et du M'Pal, qui restaient sous la souveraineté de la France. Lat-Dior s'engageait à protéger la ligne télégraphique de Gorée à Saint-Louis, à garantir la sécurité des Français ou sujets de la France et à ne soumettre à aucune redevance les sujets français qui commerceraient, cultiveraient ou feraient paître des troupeaux dans le Cayor.

En 1879, une convention entre Lat-Dior et le gouverneur Brière de l'Isle renouvelle l'abandon du Cayor au Damel faite, en 1871, par le gouverneur Valière, et promet au Damel l'appui des armes de la France, comme en 1875, pour protéger ses États contre tous ceux qui les menaceraient; en échange de ces avantages, le Damel accorde aux Français la jouissance d'une route sur laquelle ne devait pas tarder à être établi le chemin de fer de Dakar à Saint-Louis. Mais, les travaux de la voie ferrée étaient à peine commencés que Lat-Dior s'efforçait de les empêcher et tentait de soulever contre nous les Djolofs, les Maures Trarzas et l'almamy du Fouta. En 1882, une colonne est lancée contre lui, mais il s'enfuit dans le Baol. Le gouverneur, M. René Servatinus, le déclare déchu, ainsi que son neveu Samba-Laobé et proclame Damel un autre de ses neveux, Amady-N'goué-Fat II. Celui-ci signait bientôt un traité qui plaçait le Cayor sous le protectorat de la France. En mai 1883, Lat-Dior et son neveu Samba-Laobé envahissent le Cayor, mais ils sont battus, et Samba-Laobé, cerné par nos troupes, capitule et fait soumission à la France, le 2 mai. Quant à Lat-Dior, il était en fuite, Le Cayor était de nouveau pacifié et nous

rendions à ses chefs le droit d'élire leur Damel. Leur élu fut Samba-Laobé, neveu de Lat-Dior et son héritier légitime; il prit aussitôt la place d'Amady-N'goué-Fal dont la nomination n'avait été qu'un expédient et auquel nous donnâmes une compensation. Le 28 août 1883, Samba-Laobé signait avec le colonel Bourdiaux, gouverneur du Sénégal, un traité par lequel « tous les traités antérieurs conclus avec les Damels du Cayor sont annulés. Les habitants de ce pays se placent sous le protectorat de la France et acceptent avec reconnaissance sa suzeraineté. » Par l'article 2, « le poste de Bétète et le terrain qui l'entoure dans un rayon de un kilomètre ainsi que cinquante mètres de chaque côté de la voie ferrée qui traversera le Cayor, et un rayon de cent mètres de terrain autour de chaque gare ou station appartiennent au gouvernement français. Le traité nous accorde aussi le droit d'établir des postes fortifiés sur toute la ligne du chemin de fer, et de « construire dans toute l'étendue du Cayor des routes, des chemins de fer, lignes télégraphiques, postes fortifiés qui seront sa propriété. » Par l'article 4, « Lat-Dior est à jamais exclu du Cayor. Samba-Laobé, les diambours et les captifs de la Couronne s'engagent à lui en interdire formellement l'accès. » Depuis cette époque la paix règne dans le Cayor.

Pendant que nous domptions le Cayor, et que nous amenions Lat-Dior à reconnaître notre autorité, son allié, Ahmadou-Cheikhou, soulevait le Toro, le Dimar, le Djolof et le Fouta, c'est-à-dire le pays situé entre Saint-Louis et Podor. Le 31 janvier 1870, une colonne était lancée contre lui sur le marigot de Douié, lui infligeait plusieurs échecs et finissait par le chasser du Toro. Mais de 1871 à 1875, Ahmadou-Cheikhou continue son action dans le Djolof et dans le Fouta, fait des incursions incessantes dans le Toro et proclame la guerre sainte contre la France. En février 1875, une colonne conduite par le lieutenant-colonel Bégin et appuyée par les troupes de Lat-Dior est lancée dans le Cayor à la poursuite d'Ahmadou-Cheikhou qui avait fait irruption dans ce pays, et qui se trouvait aux environs de Coki. Dans la journée du 11, après un combat acharné, dans lequel nous eûmes beaucoup d'hommes tués ou blessés, l'armée d'Ahmadou-Cheikhou était mise en complète déroute, le prophète était tué avec 450 de ses partisans et la plupart de ses lieutenants, et le pays était entièrement pacifié, du moins provisoirement,

car le Fouta ne devait pas tarder à devenir le siège de nouveaux troubles.

Expédition contre Abdoul-Boubakar dans le Fouta. — En 1877, Abdoul Boubakar, chef des Bosséyabés du Fouta, tente de soulever contre nous le Fouta, et nous sommes obligés d'envoyer contre lui une colonne expéditionnaire. Effrayé, Abdoul-Boubakar signe le traité de Galoya, par lequel tous les chefs du Fouta s'engagent à respecter les traités antérieurs. Mais, en 1880, Abdoul-Boubakar se soulève de nouveau contre notre autorité, et il manifeste la prétention d'empêcher l'établissement de la ligne télégraphique de Matam à Saldé, qui devait traverser le territoire du Bosséa. En février 1881, une colonne est lancée contre lui; Boubakar est battu à N'Dourdalian le 8 mars 1881, et, au mois de mai suivant, il signe, avec M. de Lanneau, gouverneur du Sénégal, un traité par lequel lui et les autres chefs du Fouta s'engagent à respecter religieusement les traités antérieurs, à laisser construire et à protéger la ligne télégraphique établie sur leur territoire. Un second traité, du 14 août 1883, signé également par Abdoul-Boubakar et par les chefs du Fouta confirme les traités antérieurs et établit que « le Fouta central, composé de l'Irlabé-Dieri, de l'Ebiabé, du Founangué-Bosséa et de l'Orgo-Bosséa, forme une république fédérative entièrement séparée du reste de l'ancien Fouta et administrée par des chefs indépendants les uns des autres, à qui appartient le droit d'élire un chef religieux (Almamy) ». Le gouvernement français reconnaît tous les chefs actuellement au pouvoir, sans exception, et prend l'engagement de ne pas s'immiscer dans la politique locale de leur pays. Il « s'engage à respecter la religion, les usages, les institutions, les mœurs et les lois du pays, et à sévir contre les sujets français qui essayeraient d'y porter atteinte. » Il « autorise les chefs du Fouta central à s'entendre entre eux pour placer sur l'île de Sor un agent chargé de percevoir un droit de 3 pour 100 sur les troupeaux du haut pays et ayant traversé le Fouta central par voie de terre. » En échange de toutes ces concessions, les chefs du Fouta central s'engagent à ne frapper d'aucun impôt les habitants qui trafiqueront dans leur pays, à respecter et à protéger les chalands de l'État et du commerce, les courriers, les convois et les troupeaux, « à laisser construire une ligne télégraphique qui doit réunir Saldé à Bakel et à punir les

villages sur les territoires desquels des dégradations y seraient faites. » Jusqu'à ce jour ce traité a été respecté et le télégraphe construit entre Saldé et Bakel relie par Saint-Louis Bammakou à Paris.

En résumé, notre situation sur la rive gauche du Sénégal et au sud de ce fleuve est actuellement la suivante : le Cayor a été placé sous notre protectorat par le traité du 28 août 1883, analysé plus haut; le Sine a également été placé sous notre protectorat par le traité du 13 septembre 1877. Par l'article 1^{er} de ce traité, « le roi du Sine, stipulant en son nom et pour ses successeurs, reconnaît la nécessité de renouveler et de compléter les traités de 1859 et de 1861 existant entre le gouvernement français et le royaume du Sine; il place son pays et sa famille sous la protection de la France. » Le roi du Sine s'engage à n'entreprendre « aucune guerre ni expédition sans avoir pris au préalable l'avis du gouverneur du Sénégal. » En vertu de l'article 3, « les Français seuls pourront s'établir dans le pays du Sine. Les commerçants feront bâtir, s'ils le veulent, des établissements en maçonnerie à Fatick et à Siliff; les terrains nécessaires pour ces établissements seront achetés à ceux qui en sont actuellement propriétaires. » Le roi du Sine s'engage à ne pas pénétrer dans les escales de commerce et à en écarter tous les hommes en armes. « Tous les produits sortant du territoire du Sine payeront un droit de 3 pour 100 au profit du roi. »

Les produits français et les troupeaux qui traversent le pays du Sine pour venir dans les comptoirs français de Fatick et de Sitiff sont soumis au même droit au profit du roi. Par le traité du 2 février 1883, le N'diambour, autrefois tributaire du Cayor, est déclaré indépendant et placé aussi « sous le protectorat et la suzeraineté de la France ». La France peut y établir des routes, des télégraphes, des chemins de fer, des postes fortifiés, etc. Le commerce y est entièrement libre.

Par le traité du 8 mars 1883, le Baol est également placé sous le protectorat de la France, qui pourra y établir des routes, chemins de fer, etc., qui seront sa propriété. « Le commerce est entièrement libre, le roi protège les commerçants et leurs propriétés; il continuera à percevoir les droits et coutumes qui sont actuellement en vigueur. » « La république française ne s'immiscera ni dans le gouvernement ni dans les affaires intérieures du Baol. » Elle « s'engage à

ne jamais permettre que le Damel du Cayor devienne roi du Baol. »

Le 18 avril 1885, un nouveau traité nous a donné le protectorat et la suzeraineté du Djolof; mais il n'a pas encore été ratifié. Par ce traité, le Bomba (roi du Djolof) s'engage à donner toutes les facilités possibles pour la construction éventuelle d'une ligne ferrée reliant Bakel au chemin de fer de Dakar à Saint-Louis, en traversant le Djolof et le Ferlo. « Tous les produits et les troupeaux qui traversent le Djolof pour venir à nos escales ou comptoirs ne payeront qu'un droit de 3 pour 100, au profit du Bomba-Djolof. »

Le Dimar, le Toro et le Damga ont été annexés à la colonie en 1860. Le Oualo, le M'pal, le Lampsar [avaient été déjà annexés en 1854.

Le Lao et l'Irlabé qui faisaient autrefois partie du Fouta ont été placés sous le protectorat de la France par le traité de Galoya du 24 octobre 1877. Quant au Fouta central, nous avons vu que le traité du 14 août 1883 le constitue à l'état de république fédérative alliée à la France.

Telle est notre situation dans la partie inférieure et moyenne du Sénégal; nous allons maintenant passer en revue les faits qui nous ont donné la domination du haut Sénégal et du haut Niger.

Les expéditions du haut Sénégal et du Niger. — Pendant son gouvernement du Sénégal, le général Faidherbe avait conçu le projet de pousser la domination de la France jusqu'au Niger, que les Anglais s'efforçaient d'envahir par le bas. En bâtissant le poste de Médine, il avait, dans sa pensée, posé le premier jalon de cette entreprise. C'est pour étudier la route entre le Sénégal et le Niger qu'il avait, en 1862, expédié Mage dans le haut Fleuve; il lui avait même indiqué, comme terme de sa route et comme lieu à occuper ultérieurement, la ville de Bammako sur le Niger.

Le général Faidherbe ayant quitté le Sénégal, ses projets restèrent dans l'oubli. Ils n'en furent tirés qu'en 1877 par le général Brière de l'Isle, alors gouverneur du Sénégal.

En 1878, le village de Sabouciré, situé à 16 kilomètres en amont de Médine, menaçant notre situation, une expédition est dirigée contre lui par M. Brière de l'Isle. En 1879, un poste est bâti à Bafoulabé, au confluent du Bakoy et du Bafing, et le commandant Galliéni est envoyé en mission vers Ségou.

Mais, après avoir reconnu le Niger au-dessus de Bammako, et tandis qu'il se dirigeait vers Ségou, le commandant Galliéni fut arrêté, à 40 kilomètres de Ségou, par ordre d'Ahmadou, chef du pays et il y fut retenu pendant dix mois. C'est seulement en 1881, à la nouvelle de la prise de Goubanko par le colonel Borgnis-Desbordes, envoyé à la recherche de Galliéni, que celui-ci fut rendu à la liberté.

Le colonel Borgnis-Desbordes avait été nommé commandant supérieur du haut Sénégal au mois d'octobre 1880. Il avait pour mission d'établir des postes fortifiés entre Médine et Kita et de faire procéder à une étude préliminaire pour l'établissement d'un chemin de fer entre le Sénégal et le Niger. C'était la réalisation et, dans une certaine mesure, l'amplification du plan jadis conçu par M. Faidherbe.

Il suffit de jeter les yeux sur une carte de l'Afrique et de porter son attention sur la situation topographique de nos deux grandes colonies de l'Algérie et du Sénégal et sur celle des riches vallées du haut Sénégal et du Niger, pour concevoir l'idée qui a présidé aux entreprises dont nous allons parler. De toutes les parties de l'Afrique occidentale, celles qui bordent le haut Sénégal et surtout le Niger sont réputées les plus riches, les plus fertiles et les plus peuplées.

Or le Sénégal n'étant navigable dans toute sa moitié supérieure que pendant un petit nombre de mois de l'année et seulement jusqu'à Médine, le haut Niger de son côté étant séparé du bas Niger par une longue suite de rapides qui rendent toute communication impossible entre les deux parties de ce magnifique fleuve ; le Sahara, d'un autre côté, établissant entre l'Algérie et la région du Niger une barrière de déserts presque infranchissable, toutes les riches vallées du haut Niger et du haut Sénégal se trouvent isolées du reste du monde. Ses habitants, dont le chiffre est évalué à 10 ou 20 millions¹, ne peuvent communiquer avec le Sénégal, l'Algérie, le Soudan oriental, les parties inférieures du Niger que par des caravanes exposées à mille dangers.

1. On ne trouvera pas trop élevé le chiffre d'habitants indiqué par les voyageurs, si l'on considère que le haut Sénégal seul, entre Kayes et Bafoulabé, parcourt une étendue de plus de 150 kilomètres ; que le Bakoy et le Bafing, par lesquels il est formé, ont chacun une étendue au moins égale ; que Bafoulabé est séparé de Bammakou, sur le Niger, par une vallée très fertile ayant près de 400 kilomètres de diamètre, que le Niger, entre Bammakou et Tombouctou, a un parcours de 1200 kilomètres, et 400 kilomètres entre Tombouctou et Bouroum,

Parvenir au cœur de cette région, apporter les produits de notre industrie à des populations dont nous augmenterions rapidement les besoins pour le plus grand profit de notre commerce, et qui nous fourniraient en échange leur coton, leur indigo, leurs graines oléagineuses, etc., était une entreprise digne de tenter l'imagination de tous ceux qui ont le souci du progrès de l'humanité et de la grandeur de leur patrie.

Aucune nation n'était mieux placée que la France pour tenter l'entreprise ; c'est en France que naturellement elle devait être conçue.

L'honneur de cette conception appartient au général Faidherbe et remonte à 1863, époque à laquelle il était gouverneur du Sénégal. Il songeait à relier le Sénégal au Niger, par une ligne de forts et par une route s'étendant de Médine à Bammako.

L'idée sommeilla jusqu'en 1879, époque à laquelle M. de Freycinet, alors ministre des travaux publics, la reprit, à la suite d'un rapport présenté par M. Duponchel qui proposait d'établir à travers le Sahara une ligne de chemin de fer reliant l'Algérie à Tombouctou. M. de Freycinet chargea une Commission extraparlamentaire d'étudier l'utilité de l'entreprise¹. La Commission conclut en associant l'idée de M. Faidherbe à celle de M. Duponchel ; elle proposa la création d'un premier chemin de fer reliant l'Algérie au Soudan

où commencent les rapides qui séparent le bassin supérieur du Niger de son bassin inférieur ; qu'en amont de Bammakou le même Niger est navigable sur un parcours de plus de 1800 kilomètres, ce qui fait 3200 kilomètres pour la partie navigable du bassin supérieur du Niger ; qu'enfin le Niger reçoit dans cette région des affluents considérables et que de nombreux lacs s'ajoutent à ces fleuves et à ces rivières pour enrichir le pays et y attirer des populations agricoles. M. le colonel Borgnis-Desbordes estime que les affluents et les lacs font plus que doubler le cours du haut Niger, ce qui donne une longueur de plus de 6400 kilomètres. La culture s'étend souvent à plus de 20 kilomètres des rives, mais elle n'a pas moins de 2 à 4 kilomètres de chaque côté. En ne comptant que le minimum de 2 kilomètres, les seules rives du Niger et de ses affluents donnent une surface de terres cultivées égale à 51 200 kilomètres carrés, surface à laquelle il faut ajouter celle des rives du Sénégal et de ses affluents.

En admettant avec M. Borgnis-Desbordes un produit de 200 hectolitres par kilomètre carré, on aurait, pour la seule région du Niger, 10 240 000 hectolitres, dont une moitié doit suffire aux habitants.

1. Voyez : Rapport de M. de Freycinet, ministre des Travaux publics, au Président de la République, concluant à la nomination d'une commission d'étude du chemin de fer transsaharien. (*Journal officiel*, 14 juillet 1879.)

Rapport de M. Varroy, ministre des Travaux publics, à M. le Président de la

oriental, et celle d'une seconde ligne rattachant le Niger au Sénégal.

Malgré l'adhésion qu'obtint l'idée de cette gigantesque entreprise devant la Chambre et le Sénat, on ne tarda pas à se rendre compte des mille difficultés qu'elle soulevait et l'on dut en rétrécir les limites. On renonça au chemin de fer trans-saharien ; mais le 5 février 1880, le ministre de la Marine, amiral Jauréguiberry, après avoir fait occuper Bafoulabé, demandait à la Chambre de décider l'établissement d'une grande ligne de chemin de fer qui reliait Dakar à Saint-Louis (260 kil.) et à Médine (580 kil.) et Médine au Niger (520 kil.) La dépense était évaluée à 120 millions en y comprenant la construction des forts nécessaires pour protéger la voie.

La Commission du budget fut légitimement effrayée de la grandeur de l'entreprise, et, sur sa proposition, la Chambre ne vota qu'un crédit de 1 300 000 francs pour la construction de postes fortifiés entre le Sénégal et le Niger et l'établissement de lignes télégraphiques, de routes, etc¹.

Le 13 novembre 1880, l'amiral Cloué, ministre de la Marine, persistant dans les vues de son prédécesseur, mais les réduisant aux plus étroites limites possibles, demandait un crédit de 8 552 751 francs pour la construction d'une ligne allant de Médine à Bafoulabé, c'est-à-dire se dirigeant du haut Sénégal vers le Niger sur une longueur de 136 kilomètres. La Chambre, dans sa séance du 13 juillet 1880, accordait les crédits demandés. Parmi les motifs qu'invoquait le rapporteur², M. Blandin, à l'appui du vote sollicité, il importe de noter le suivant, parce qu'il indique bien la préoccupation qui fit agir le Gouvernement, la Commission et le Parlement : « L'objectif du ministère de la Marine, c'est le fleuve le Niger. Ce fleuve, qui prend ses sources dans les environs du mont Loma, remonte au nord-est vers Bammako, Ségou, Tombouctou ; de là, il se dirige un moment

République, sur les travaux des missions chargées de l'étude des questions relatives au transsaharien. (*Journal officiel*, 12 juin 1880.)

KOWALSKI, *État actuel des chemins de fer en Algérie*, in *Revue générale des chemins de fer*, n° de nov. 1879.

1. Voir le rapport de M. Blandin, annexe à la séance du 13 juillet 1880 ; discussion à la Chambre, séance du 13 juillet 1880 ; rapport au Sénat, annexe à la séance du 13 juillet 1880 ; discussion au Sénat, séance du 15 juillet 1880.

2. Annexe à la séance du 21 décembre 1880.

vers l'ouest pour reprendre ensuite sa route presque directement vers le sud et se jeter dans l'Atlantique, dans le golfe de Guinée. Il ne devient navigable, en sortant de ses sources, que vers les environs du pays de Bouré, à Bocnia.

« La prépondérance dans le Soudan, dans l'intérieur de l'Afrique, appartiendra à ceux qui, les premiers, seront maîtres de ce fleuve qui deviendra un puissant véhicule pour le transport des produits des pays qu'il traverse, un puissant auxiliaire de commerce et de civilisation.

« Si nous parvenions à toucher les premiers au Niger, par un chemin de fer parti de notre colonie du Sénégal, on peut dire que ce résultat pourrait avoir pour notre pays les conséquences les plus heureuses, au point de vue économique, industriel et commercial; ce serait un grand honneur pour le Gouvernement de la République, et la France trouverait là un vaste champ d'expansion pour son intelligente activité commerciale. »

Atteindre le haut Niger, et l'atteindre aussi promptement que possible, afin d'empêcher toute autre nation de s'établir sur ses rives, telle était la préoccupation du Gouvernement et des Chambres, préoccupation tellement vive, surtout de la part du Ministère, qu'on entreprit les travaux du chemin de fer de Kayes à Bafoulabé dans les conditions les plus déplorables.

Campagne de 1880-81. — Au moment où les premiers crédits demandés pour l'occupation du haut Sénégal avaient été votés, nous n'étions pas encore maîtres du territoire qui relie le haut Sénégal au Niger. Le 4 octobre 1880, le ministre de la Marine annonçant au commandant du haut Sénégal, M. le colonel Borgnis-Desbordes, le vote des 1 300 000 francs « pour études à faire vers le haut du fleuve et la création de nouveaux postes », lui prescrivait, comme but de la campagne de 1880-81, « l'établissement des postes, par conséquent l'occupation du pays jusqu'à Kita, et l'étude des régions du haut Sénégal, entre Bafoulabé et le Niger, en vue de l'établissement d'un chemin de fer reliant Médine, point où le Sénégal cesse d'être navigable, à Bammako, Manabongou ou Dina, sur le Niger ». Le ministre engageait le commandant du haut fleuve à « ne pas perdre de vue que le poste de Kita doit avoir une importance exceptionnelle, parce qu'il est destiné à nous assurer la domination

du pays jusqu'au Niger et à servir de base à nos opérations. »

L'état du haut Sénégal en 1880. — Afin de rendre plus clairs les détails qui seront exposés plus bas, il nous paraît nécessaire d'exposer en quelques mots les conditions politiques dans lesquelles se trouvait, en 1880, le pays que nous nous proposons d'occuper. Toute cette région est habitée par des noirs fétichistes dont les chefs ont accepté, dès le premier jour, avec plus ou moins d'ardeur, notre protectorat, parce que, opprimés et pressurés par les Toucouleurs, qui sont musulmans, ils nous ont considérés comme capables de les mettre désormais à l'abri des vexations de leurs vainqueurs. Notre plus important ennemi était donc naturellement le chef des Toucouleurs, Ahmadou, qui commande le pays de Ségou (sur la rive droite du Niger et au nord de Bammako). Au sud de Bammako, également sur la rive droite du Niger, nous devions rencontrer un autre ennemi, le prophète Samory, qui venait de conquérir les territoires de Balya et du Ouassoulou et de mettre un pied sur la rive gauche du Niger, à Kangula. Nous appuyer sur les fétichistes Bambaras du grand Béledougou pour résister à ces deux chefs musulmans, telle devait être notre politique; mais, en même temps, il était de notre intérêt de ne pas rompre entièrement avec les musulmans, de manière à éviter la guerre, au moins jusqu'au moment où nous serions sérieusement installés.

Il eût été bon de retarder d'une année la campagne de 1880-81. Les crédits ayant été volés trop tard, lorsque le personnel et le matériel destinés à la campagne dont le but vient d'être exposé, arrivèrent à Saint-Louis, le fleuve était en baisse et la baisse était beaucoup plus rapide que les années précédentes. Les bâtiments destinés à transporter les hommes et le matériel ne purent partir de Saint-Louis que du 21 octobre au 23 novembre. Celui qui avait quitté Saint-Louis le premier ne parvenait qu'à 53 kilomètres en aval de Médine, le second dut s'arrêter à 240 kilomètres; le troisième à 276 kilomètres, un autre à 250 kilomètres, et le dernier à 376 kilomètres de Médine. Les hommes durent faire la route à pied, par une température insupportable, et l'on fut obligé de traîner le matériel dans des chalands, à la cordelle. Les derniers convois n'arrivèrent à Médine que le 2 janvier. Harassés par les fatigues et les privations les

hommes qui venaient de faire cette pénible et inutile expédition ne tardèrent pas à être frappés par la fièvre typhoïde. Le 2 janvier, le commandant supérieur du haut Sénégal écrivait de Médine : « Le nombre des décès est de 123 indigènes et 9 Européens. J'ai 60 Européens malades, soit le tiers de l'effectif; la situation morale des hommes de troupe n'est pas bonne; le personnel officier est toujours irréprochable à tous les points de vue. »

Tandis que les hommes souffraient de la maladie, le matériel et les moyens de transport faisaient défaut. Le retard avait été ruineux, au double point de vue des pertes subies et des dépenses faites. « Comme animaux de transport, on n'avait que 112 mulets et 325 ânes. Les bâts faisaient défaut pour la moitié des mulets. » Cependant, le 9 janvier 1881, la colonne expéditionnaire se mettait en route sous le commandement du colonel Desbordes, dont la conduite, pendant toute la durée de ces entreprises a été digne des plus grands éloges. Il résume lui-même de la façon suivante les résultats obtenus pendant la campagne de 1880-81 : « La colonne, en considérant son rôle exclusivement militaire, avait parcouru 756 kilomètres à pied et près de 800 kilomètres sur des charlands. Elle avait attaqué et pris Goubanko et fait reconnaître d'une façon effective et sérieuse notre protectorat de Bafoulabé à Kita ».

Étant donné le retard apporté dans le vote des crédits, mieux eût valu attendre au mois d'août 1881 pour se mettre en route que de le faire dans les déplorables conditions que nous venons d'exposer. On eût économisé beaucoup d'argent et sauvé la vie de quelques hommes.

Campagne de 1881-82. — Nous avons dit plus haut que les premiers crédits destinés au chemin de fer du haut Sénégal, 8 552 000 francs, avaient été votés par la Chambre le 28 décembre 1880; ils le furent par le Sénat le 23 février 1881 et la loi fut promulguée le 26 février.

Le retard apporté par le Sénat à la promulgation de la loi fut une première cause de dépenses très supérieures à celles qu'on avait prévues. Le Gouvernement l'exposait de la façon suivante dans un document parlementaire, à la date du 16 janvier 1882¹ : « Les crédits ayant été votés

1. Projet de loi déposé le 16 janvier 1882 par MM. Maurice Rouvier, ministre du Commerce et des Colonies et Allain-Targé, ministre des Finances.

tardivement, en février seulement, on a dû traiter avec les constructeurs dans des conditions onéreuses, vu le laps de temps très court que l'on pouvait leur accorder pour les livraisons, le matériel devant être rendu à Kayes le 1^{er} novembre au plus tard, soit à la fin de la crue du fleuve. De ce fait, le prix de revient du matériel a été majoré d'une somme assez considérable. »

Cette majoration s'accrut encore, dans de fortes proportions, par suite d'un retard nouveau qui se produisit à Saint-Louis.

Lorsque le personnel et le matériel destinés au chemin de fer arrivèrent au Sénégal, la fièvre jaune y sévissait avec une grande intensité. Tous les services administratifs étaient désorganisés; le gouverneur, amiral de Lanneau, suspendit tout envoi de matériel pendant les mois d'août, septembre et octobre. C'est seulement à la fin d'octobre et au commencement de novembre qu'on se mit en route pour Kayes. Comme l'année précédente, il était trop tard; les bâtiments durent s'arrêter en route et débarquer le matériel le long des berges du fleuve, depuis Tambo-N'Kané jusqu'à Bakel, d'où il fallut le remonter jusqu'à Kayes dans des chalands et à la cordelle, en subissant des pertes de toutes sortes et en faisant des dépenses aussi considérables qu'inutiles. Ce matériel était très important, car il comprenait, indépendamment des vivres, tout ce qui était nécessaire à l'établissement de la ligne ferrée sur une longueur de 110 kilomètres, c'est-à-dire presque de Kayes jusqu'à Bafoulabé.

A Kayes, le personnel et le matériel se trouvèrent, à leur arrivée, dans les plus déplorables conditions. Le gouverneur avait interdit tout travail pendant l'hivernage, de sorte que rien n'avait été fait à Kayes depuis le mois de mai, époque où la colonne expéditionnaire du colonel Desbordes avait quitté le haut fleuve pour descendre à Saint-Louis. Personnel et matériel étaient débarqués « sur une vaste plaine nue et malsaine où il fallut d'abord créer les quelques installations nécessaires pour s'abriter et vivre¹. »

La maladie ne tarda pas à frapper le personnel du chemin de fer. L'ingénieur auquel le commandant du haut fleuve

1. Voyez : *La France dans l'Afrique occidentale* (Doc. publié par le ministère de la Marine et des Colonies), p. 351.

avait abandonné la direction des travaux étant tombé gravement malade dut quitter son poste, dès le mois de décembre 1881, pour rentrer en France. Dans de telles conditions, les travaux du chemin de fer ne pouvaient marcher vite. Ils furent retardés encore par le manque des outils les plus nécessaires. On avait des terrassements à faire, des terres à transporter et l'on ne possédait pas de brouettes ! On n'avait même pas les instruments nécessaires à l'étude du terrain.

Au commencement du mois de mai 1882, on n'avait fait encore que 700 mètres de remblai. La voie avait été attaquée, à la fois, à Kayes sur une longueur de 1200 mètres, et 5 kilomètres plus loin, au passage du marigot de Paparaba, sur une longueur de 1000 mètres.

A cette époque, les pluies s'approchant, il fallut songer à créer à Kayes des installations plus sérieuses que celles dont on s'était contenté pendant la saison sèche. On abandonna le chemin de fer et tous les manœuvres furent mis aux travaux nécessités par ces installations. Pendant l'hivernage de 1882 on construisit une caserne, un pavillon pour les officiers et un autre pour les ingénieurs ; mais, ce travail, fait dans une saison mauvaise, entraîna la mort d'une trentaine d'hommes sur 81.

Si la campagne de 1881-82 ne produisit presque pas de résultats en ce qui concerne le chemin de fer, elle fut plus fructueuse au point de vue militaire et politique.

Le 2 octobre 1881, le colonel Desbordes débarquait à Saint-Louis ; le 17 octobre, il partait pour le haut fleuve ; le 22 novembre, il faisait partir de Kayes un convoi qui devait s'arrêter à Kita, rétablir le sentier pratiqué l'année précédente et réunir sur la route des vivres et des animaux. Le 25 novembre, il expédiait une brigade télégraphique, et le 20 décembre, il partait lui-même à la tête de la colonne expéditionnaire.

Ses premières instructions étaient de prendre possession du territoire situé entre Kita et le Niger ; mais l'époque tardive à laquelle il pouvait se mettre en route rendant cet objectif impossible à réaliser, le ministre dut borner ses instructions définitives au ravitaillement des postes de Bafoulabé et de Kita. Cependant, le colonel Desbordes, après avoir rempli cette première mission, jugea nécessaire de porter nos armes jusqu'au Niger ; il voulait consolider notre

occupation en montrant aux noirs qui se plaçaient sous notre protection que nous étions décidés à les mettre à l'abri des attaques de leurs ennemis. Le 25 février il atteignait le Niger, après avoir parcouru 224 kilomètres en dix jours. Le 11 mars il était de retour à Kita, après avoir noué des relations amicales avec l'un des chefs Toucouleurs les plus influents des bords du Niger et après avoir infligé une sanglante défaite à Samory, autre chef hostile aux Français, dont l'autorité s'exerce sur une grande étendue de la rive droite du Niger.

En résumé, à la fin de la campagne 1881-82, c'est-à-dire au mois de juin 1882, nous avons assuré la possibilité de notre établissement définitif entre le Sénégal et le Niger, mais nous n'avions encore presque rien fait de définitif en vue de l'occupation militaire et de l'exploitation commerciale du pays. Les installations de Kayes étaient encore insuffisantes. A Bafoulabé, il n'existait qu'un poste provisoire construit en 1879 et formé d'une « palissade carrée de 150 mètres de côté, avec deux bastions en terre aux extrémités d'une même diagonale. Dans l'intérieur de cette palissade se trouvaient des paillottes qui servaient de magasins et de logements au commandant du poste, aux tirailleurs, aux canonnières, etc. » On venait de créer à Badumbé un poste, mais le fort actuel, en maçonnerie, n'était pas encore construit; il ne devait être achevé qu'en 1883. Le fort de Kita était en voie de construction. Aucun établissement n'était encore fondé à Koundou et à Bamako. Le matériel du chemin de fer était épars à Saint-Louis et à Kayes, et 700 mètres de terrassements représentaient le seul travail accompli sur la route du Sénégal au Niger en vue du chemin de fer.

Quant au budget, on y avait déjà inscrit une première somme de 1 300 000 francs et une deuxième de 8 352 000 francs.

Campagne de 1882-83. — Le 16 janvier 1882, le Ministre de la marine et du commerce demandait un nouveau crédit de 7 458 785 francs sous le titre : « Chemin de fer du Sénégal. »

Il prévoyait que 16 kilomètres de chemins de fer pourraient être faits avec les crédits votés en 1881. La somme qu'il demandait lui paraissait suffisante pour achever le chemin de fer jusqu'à Bafoulabé, acheter le matériel nécessaire pour 23 kilomètres, non prévus en 1881, établir des postes définitifs à Bafoulabé et à Kita, réparer les routes et

les gîtes d'étapes, achever la ligne télégraphique de Bakel à Médine, Bafoulabé, Kita et au delà, étudier une voie ferrée à construire entre Kayes et un point situé en aval de Bakel, accessible pendant toute l'année aux navires d'un tirant d'eau de 60 centimètres, faire des études topographiques au delà de Kita et envoyer une mission exploratrice dans le sud de la région du Niger.

Le 13 mars 1882, la Chambre votait les crédits demandés; le Sénat consacrait ce vote le 1^{er} avril, et le 4 avril 1882 la loi était promulguée.

Rien donc n'empêchait de commencer les opérations et les travaux de la campagne 1882-83 plus tôt qu'on ne l'avait fait les années précédentes.

Cependant, la même faute qui avait été commise en 1880 et en 1881 fut renouvelée en 1882. Du 30 septembre au 15 novembre 1882, tout le personnel du haut fleuve était réuni à Kayes, mais une grande partie de l'outillage, des moyens de transport et des vivres manquait encore; la baisse des eaux survenait avant que les ânes, les bâts, la sellerie, le riz, les outils fussent arrivés à Kayes, et, comme les années précédentes, on était condamné à se servir de chalands, tirés à la cordelle, au grand détriment des hommes, des objets et des finances publiques.

A Kayes, en novembre 1883, c'est-à-dire au début de la troisième campagne, les installations étaient encore très imparfaites, les hommes manquaient des objets les plus nécessaires, les ouvriers européens étaient obligés de coucher sur le sol par suite du manque des objets de literie; on n'avait ni légumes secs ni légumes verts, et l'on était condamné à ne manger que de la viande, dans un pays où l'appétit est rapidement détruit par la chaleur. Si l'on ajoute à ces causes de maladie l'insalubrité naturellement très grande de la plaine marécageuse de Kayes, insalubrité augmentée dans de fortes proportions par les travaux de terrassement, on ne trouvera pas étonnant le fâcheux état sanitaire qui se manifesta bientôt chez les ouvriers et les soldats. Le 6 novembre il y avait 88 malades; le 10 il y en avait 95; le 14 il y en avait 111; le 18 il y en avait 137. Les chevaux et les mulets mouraient comme les hommes. Le 17 novembre, le peloton de spahis avait déjà perdu 20 chevaux, soit plus d'un tiers de son effectif.

Si l'on ajoute à ces mauvaises conditions le manque d'une

partie du matériel le plus indispensable, on aura une idée suffisamment nette des difficultés dont la construction du chemin de fer allait être entourée pendant cette nouvelle campagne. L'ingénieur des ponts et chaussées, directeur du chemin de fer, résume de la façon suivante son rapport, daté du 30 novembre 1882 : « Les renseignements donnés dans le présent rapport montrent que la situation est, d'une manière générale, loin d'être satisfaisante. La plus grande partie du personnel ouvrier est arrivée trop tard et a eu à subir les fatigues d'un voyage long et pénible. L'état sanitaire est mauvais. Beaucoup d'objets qui seraient indispensables soit pour l'installation des ouvriers européens, soit pour l'exécution des travaux, manquent, et le nombre des bêtes de somme mises à la disposition du service du chemin de fer pour assurer le ravitaillement des chantiers est complètement insuffisant. Enfin, on n'a pas pris à l'avance les mesures nécessaires pour permettre l'organisation rapide des chantiers. Même dans un pays civilisé, on ne peut pas en quelques jours installer des chantiers comportant un nombreux personnel d'ouvriers sans une certaine préparation préalable. Il en est à plus forte raison ainsi dans un pays dépourvu de voies de communication et où l'on manque de beaucoup de choses utiles. Il est donc indispensable, pour l'exécution rapide des travaux, que l'organisation de chaque campagne soit préparée par la campagne qui précède. »

Malgré tous ces inconvénients, la campagne de 1882-83 fut plus fructueuse que la précédente. Le tracé du chemin de fer fut poussé jusqu'au kilomètre 70; la plate-forme et la voie ferrée furent posées jusqu'au kilomètre 17; on lança un pont métallique de 60 mètres en travers du Paparaha, on construisit un autre pont de 24 mètres, un ponceau de 3 mètres et douze aqueducs.

Les instructions données au commandant supérieur du haut fleuve par le Ministre de la marine, pour la campagne militaire de 1882-83, étaient « l'occupation du pays de Kita au Niger ». Le Ministre insistait sur la nécessité de nous installer aussi rapidement que possible à Bammako, sur la rive gauche du Niger, « de telle façon que l'occupation de ce pays fût un fait accompli avant qu'Ahmadou et Samory qui, chacun de leur côté, convoitent cette proie, aient pu s'opposer à notre marche et à nos travaux. » Le commandant supérieur avait ordre d'établir le fort de Bammako « de ma-

nière à y laisser une garnison composée d'un peloton de spahis, d'une compagnie de tirailleurs et des artilleurs nécessaires pour y servir les bouches à feu qui pourraient y être transportées », sans compter les ouvriers civils et militaires qui consentiraient à y rester en vue des travaux à faire. On devait aussi établir à Niagassola un fort susceptible de contenir une soixantaine d'hommes (un peloton de tirailleurs et quelques canonniers). Enfin le commandant supérieur devait « continuer la ligne télégraphique de Kita au Niger, terminer les forts de Bafoulabé, Badumbé et Kita » et « prêter soit par lui-même, soit par ses délégués, tout son concours à l'ingénieur chargé des travaux du chemin de fer¹. »

La colonne expéditionnaire commandée par le colonel Borgnis-Desbordes partait de Kayes le 22 novembre 1882, ravitaillait en passant les forts de Bafoulabé et de Badumbé et arrivait à Kita le 29 novembre. Elle poussait de là une pointe sur la citadelle toucouleure de Mourgoula, située à 60 kilomètres de Kita, en expulsait les chefs et la faisait détruire par nos alliés. De retour à Kita, le 26 décembre, elle en repartait le 7 janvier pour se diriger vers Bammako en passant par Daba, citadelle des Bambaras, dont elle s'emparait, pacifiait le pays des Bambaras et le Petit Belédougou, et arrivait à Bammako, sur les rives du Niger, le 2 février. Le 7 février elle posait la première pierre du fort à l'ombre du drapeau français. Mais autour de Bammako les partisans de Samory, commandés par Fabou se préparaient à nous attaquer, et c'est seulement à la suite de trois combats meurtriers (2, 3 et 12 avril) que l'armée ennemie fuyait devant la colonne expéditionnaire et se rejetait dans le sud de Bammako. Le fort étant assez avancé pour se défendre, la colonne repartait de Bammako le 27 avril, arrivait le 10 mai à Kita, le 6 juin à Tambo N'Kané, où elle embarquait sur des chalands et rentrait à Saint-Louis. Le 3 juillet elle partait pour la France.

Dans cette pénible mais glorieuse campagne, la petite colonne, composée seulement de 540 combattants, avait fait 1575 kilomètres et pacifié par sa courageuse attitude la région située entre le haut Sénégal et le Niger. La partie militaire de l'entreprise était achevée; il n'y avait plus qu'à terminer

1. Voir, pour les autres détails des instructions du Ministre de la marine, *La France dans l'Afrique occidentale*, p. 186-188.

les forts, les relier par de bonnes routes et gagner la confiance des indigènes par une attitude aussi sage et bienveillante que ferme. Le colonel Borgnis-Desbordes avait tracé aux commandants des postes nouveaux la politique à suivre, politique qu'on peut résumer en deux mots : mettre toutes les populations fétichistes qui avaient accepté notre protectorat à l'abri des vexations de toutes sortes dont elles étaient l'objet, au moment de notre arrivée dans le Soudan, de la part des peuples musulmans, et ménager ces derniers.

Dans les trois campagnes militaires de 1880-81, 1881-82, 1882-83, les colonnes expéditionnaires n'avaient perdu que 195 Européens et 35 indigènes, au total 230 hommes, dont 15 officiers.

Les trois campagnes de 1880-81, 1881-82, 1882-83 avaient absorbé trois crédits importants : le premier, de 1 300 000 fr.; le second, de 8 552 francs ; le troisième, de 7 458 785 francs ; au total : 17 310 000 francs.

Les résultats obtenus pendant ces trois campagnes étaient considérables au point de vue politique. Nos colonnes expéditionnaires avaient assuré notre établissement sur la ligne de près de 600 kilomètres qui relie Kayes à Bammako, c'est-à-dire le Sénégal au Niger; nous étions installés sur les bords du Niger; des forts en granit et en pierre protégeaient les soldats français répandus sur toute cette longue route. Il suffisait de lancer un navire à vapeur sur le Niger pour y faire flotter le drapeau de la France sur une étendue de plus de 2 000 kilomètres.

Relier les divers points de cette longue route par un chemin de fer qui permettrait de transporter rapidement les troupes nécessaires à la défense des postes qui pourraient être attaqués, qui faciliterait leur ravitaillement, et diminuerait considérablement les dépenses qu'il nécessite, c'était, sans aucun doute, une idée d'autant meilleure que cette voie rapide de communication ne tarderait pas à déterminer un courant commercial important entre la région du Niger et le Sénégal.

Mais, nous avons montré que cette dernière partie de l'entreprise avait été conduite beaucoup moins bien que la première. On s'y était lancé sans la moindre préparation; on avait chaque année commis les mêmes fautes. Trois fois de suite, le personnel et le matériel du chemin de fer avaient été expédiés trop tard de Saint-Louis, trois fois de suite les

navires chargés de le transporter à Kayes avaient été arrêtés en route par la baisse des eaux et avaient dû abandonner les hommes et les matériaux sur les berges du fleuve. Chaque fois il en était résulté des pertes considérables de temps, d'argent, des fatigues et des maladies mortelles. De telle sorte qu'à la fin de la campagne de 1882-83 il n'y avait que 17 kilomètres de chemin de fer entièrement achevés, le tracé ne s'étendait que jusqu'au kilomètre 70.

Campagne de 1883-84. — De nouveaux crédits étaient donc nécessaires. Le 26 avril 1883, M. Ch. Brun, ministre de la marine, et M. Tirard, ministre des finances, déposaient la demande d'un crédit de 4 677 000 francs « pour la continuation du chemin de fer du Sénégal ».

Le Gouvernement estimait que pour achever le tronçon de chemin de fer de Kayes à Bafoulabé et la construction des postes il faudrait une somme totale de 24 millions environ en y comprenant les crédits déjà votés. C'était donc une somme totale de 7 976 954 francs qui, d'après les estimations du Gouvernement, devait être ajoutée aux 16 011 536 francs votés en 1881 et 1882. Le Gouvernement ne demandait d'inscrire au budget extraordinaire de 1883 qu'une somme de 4 677 014 francs, se réservant de demander le complément sur le budget extraordinaire de 1884.

Le 3 juillet et le 1^{er} août 1883, la Chambre et le Sénat votèrent le crédit de 4 677 014 francs qui leur était demandé au titre du budget extraordinaire de 1883. Le 31 mars 1884 elle votait le crédit complémentaire de 3 300 000 francs. Sa décision était confirmée par le Sénat le 4 avril suivant et la loi promulguée le 5 avril.

Pour obtenir le vote de ce dernier crédit, le Gouvernement avait dû déclarer à la Chambre et au Sénat que les travaux du chemin de fer seraient arrêtés au point où ils auraient pu être menés à la fin de la campagne 1883-1884, et qu'il ne serait engagé de ce chef aucune dépense nouvelle¹.

1. Depuis le 20 novembre 1880 jusqu'au 5 avril 1884 le Parlement a confié aux divers ministères pour l'entreprise du Haut-Sénégal, les crédits suivants :

20 août 1880.	1,300,000 fr.
26 février 1881.. . . .	8,552,751
4 avril 1882.. . . .	7,458,785
4 août 1883.	4,677,000
5 avril 1884.. . . .	3,300,000
Total.	<u>25,288,536 fr.</u>

La totalité des crédits extraordinaires votés jusqu'alors pour l'entreprise du Haut-Sénégal s'élevait à plus de vingt-cinq millions.

La campagne de 1883-84 fut toute pacifique. On se borna à ravitailler les postes à l'aide d'une colonne mobile partie de Saint-Louis au moment de la crue des eaux. Le pays était en paix. L'échec subi par les troupes de Samory l'année précédente avait suffi pour inspirer à ce chef le respect de notre pavillon. Une canonnière démontable, transportée à Bammako sur des chariots, fut lancée sur le Niger; mais elle ne put remonter au delà de Koulikoro. Un nouveau poste fut construit, celui de Koundon, entre Kita et Bammako.

Campagne 1884-85. — Au cours de cette campagne, qui fut pacifique comme la précédente, le chef de bataillon Combes auquel avait été confié le commandement de la colonne de ravitaillement fit construire un nouveau poste à Niagassola, au nord de Kita. La canonnière put remonter sur le Niger jusqu'à Segou-Sikoro. Le commandant Combes passa au cours de cette campagne avec le Bouré un traité qui nous donne le protectorat de cet important territoire.

Campagne de 1885-86. — La colonne de ravitaillement des postes a été, au cours de cette campagne, attaquée par des bandes de Samory, mais elle n'a pas eu à faire de grands efforts pour les repousser, et le colonel Frey a passé avec Samory un traité qui nous assure la paix avec ce chef. Au moment où nous écrivons ces lignes, nous venons d'apprendre la nouvelle de l'attaque du poste de Bakel par un prophète du Bondou, Mahmoudou-Lahmine.

La mort de notre ami, le chef du Bondou, Boubakar Saada, dont il a été question plus haut, survenue à la fin de 1885, devait faire prévoir cet événement. On pouvait être certain que sa succession serait disputée par plusieurs chefs du pays, et il eût été facile de prendre des mesures propres à empêcher les troubles qui existent en ce moment. Il est du reste permis de croire qu'ils seront faciles à apaiser.

Notre situation dans le haut Sénégal n'est cependant pas aussi bonne qu'il serait permis de le désirer. Deux chefs noirs, Ahmadou, chef de Ségou, dans le nord de notre ligne de postes, et Samory, à Nioro, menacent nos établissements. Il n'y a pas à craindre que nos postes, solidement bâtis en pierres et bien défendus, puissent être pris d'assaut, et ils

sont suffisamment approvisionnés pour pouvoir résister à un siège d'une assez longue durée, mais il est impossible que nous vivions éternellement dans un état de défensive qui n'est conforme ni à notre dignité ni à nos intérêts. Le commerce subit dans le haut Sénégal, comme partout ailleurs, les fluctuations de la politique. Les populations qui se groupent autour de nos postes, à l'abri de nos canons, ont le droit d'attendre de notre présence des bénéfices qu'elles n'ont peut-être pas encore suffisamment obtenus. Il est donc indispensable que des mesures soient prises pour établir définitivement la tranquillité dans la région que nous occupons.

Examinons d'abord exactement la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Au point de vue politique, les traités passés avec les chefs des territoires situés entre le Sénégal et le Niger nous donnent le protectorat de la plupart de ces territoires. Avec le Khasso nous avons passé deux traités. Le premier est du 30 septembre 1855. Par ce traité « les chefs habitants du pays de Khasso promettent d'être toujours en paix avec les Français, de chercher à étendre le commerce qu'ils font avec eux, et de ne pas mettre d'obstacle à celui que les Français font avec les pays voisins ». « Les Français sont les maîtres du fleuve, ainsi que des terrains où ils ont des établissements. Ils sont libres de créer des établissements nouveaux partout où ils voudront en indemnisant les propriétaires du terrain, s'il est occupé. Les chefs et les habitants des villages riverains laisseront faire librement le commerce aux bâtiments mouillés devant leurs villages, sans en exiger aucun droit ni présent; toute exigence de ce genre sera considérée comme un acte d'hostilité contre nous. Les chefs du pays s'engagent, à moins de force majeure, à assurer la sécurité des sujets français et de leurs biens sur leur territoire, comme nous assurons celle de leurs sujets dans nos établissements. » Les villages étaient rendus responsables des pillages commis par leurs habitants.

Un autre traité a été passé avec le Khasso le 29 septembre 1878, par lequel Lambala s'engage à rester plus que jamais le fidèle allié des Français, à ne jamais entreprendre aucune guerre ni expédition sans avoir l'assentiment du gouvernement du Sénégal, enfin à ne reconnaître que la suzeraineté du gouvernement français et à faire tous ses efforts pour

que les produits du haut pays arrivent sur les bords du fleuve Sénégal pour se rendre à Saint-Louis.

Un traité conclu dès le 6 octobre 1855 avec les chefs du pays de Kaméra nous assure l'alliance de ces chefs et le droit de fonder des établissements là où il nous convient, dans les conditions déjà créées par le traité du Khasso du 30 septembre 1855. Un traité analogue était conclu avec le Guidimaka, le 6 octobre 1855.

Par le traité du 18 avril 1858 l'almamy du Boudou, Boubakar-Saada, dont il a été question plus haut, reconnaît que « outre les terres de la Falémé, les territoires suivants appartiennent à la France en toute propriété : 1° le territoire de Sénoudébou, dont Boubakar évacuera la partie qu'il occupe, dès que les circonstances le lui permettront ; 2° une route de 20 mètres de largeur de Sénoudébou à Bakel ; 3° le territoire du village de Ndangan ; 4° une route de 20 mètres de largeur de Ndangan à Kéniéba ; 5° une route de 20 mètres de largeur, conduisant directement de Sénoudébou (rive droite) à Kéniéba. Le tracé de ces routes est au choix du gouvernement français. » « Les Français auront la faculté de fonder un établissement sur la Haute-Falémé, lorsqu'ils le jugeront à propos, en dédommageant les propriétaires du terrain s'il est occupé. Les Français sont complètement maîtres et indépendants dans leurs établissements. Ils laisseront le gouvernement du pays à ses chefs naturels, Boubakar-Saada et ses successeurs. »

Un traité conclu le 18 août 1858 avec les chefs du Bambouk, représentés par Bougoul, donne aux Français le droit de « s'établir partout où ils le voudront dans le Bambouk, à l'exclusion de toute autre nation. Les Français seront maîtres et indépendants dans leurs établissements, mais ils laisseront le gouvernement du pays à ses chefs naturels. »

Le 19 août 1858 le roi ou tonka du Guoy « cède à la France en toute propriété et sans aucune condition tout le territoire compris entre Bakel inclusivement et la Falémé. Le gouverneur le reconnaît comme roi de la partie du Guoy comprise entre Bakel inclusivement et le Fouta, et lui accorde sa protection. »

De 1879 à 1881 une série de traités ont été conclus par le capitaine Galiéni avec les chefs du Makadougou, du Beléadougou, du Farimboula, du pays de Kita, et par le colonel Desbordes avec le Bagnakadougou, le Gadougou, le Manding

de Niagassola, le Manding de Kangaba, le pays de Sidi, le Bammako et le Bouré. Par ces traités ces pays se placent sous le protectorat de la France. Ils accordent à la France le droit de créer des établissements militaires, des routes, des gîtes, des étapes et des comptoirs; ils reconnaissent la liberté du commerce et suppriment les coutumes. Un traité du 14 décembre 1882 nous donne le protectorat du Bafing. Des traités conclus par le docteur Bayol en mai 1883 nous donnent également le protectorat des pays de Nossombougou, de Nonkho dans le petit Bélédougou, de Doirebougou dans le Meskala, de Koumi dans le grand Bélédou, de Damfa, de Mourdia, de Dionkoloni et de Ségala. Le 8 novembre 1883 le docteur Colin conclut avec le chef du Tambaoura un traité qui nous donne le protectorat de ce pays et le droit d'exploiter les mines d'or à l'exclusion de toute autre nation, moyennant une rente annuelle. Le 25 novembre 1883 un traité analogue est passé avec le chef du Diébédougou. Par un traité de 1883 le Baguinta (près du Niger) est placé sous le protectorat de la France. Par un traité du 24 novembre 1883 le pays de Marcadougou est placé sous notre protectorat. Un traité analogue du 8 avril 1884 nous donne le protectorat du pays de Duba, dans le petit Bélédougou. D'autres traités d'avril 1884 nous donnent le protectorat d'autres contrées du petit Bélédougou (Niékona, Diédougou, Domba, Toutoudo, Diako, Dio, Doosamana, Donsofara). Le pays de Méguétana se place aussi sous notre protectorat par un traité du 17 septembre 1884.

Examinons maintenant la situation militaire de la France dans le Haut-Sénégal. Nos établissements du Sénégal sont aujourd'hui reliés au Niger par une ligne de forts étagés sur une distance d'environ 520 kilomètres. Ces forts sont à partir du Sénégal : 1° *Kayes*, situé sur le bord du fleuve Sénégal, tête de ligne du chemin de fer et de la route du Niger. C'est à Kayes qu'ont été établis les magasins d'approvisionnement du chemin de fer et des postes situés entre le Sénégal et le Niger. Un peu au-dessus de Kayes est notre ancien poste de Médine. 2° *Bafoulabé*, situé dans l'angle que limitent, en se réunissant pour former le Sénégal, les deux rivières de Bakoy et de Bafing. C'est à Bafoulabé que devait s'arrêter la première section du chemin de fer, qui aurait eu environ 120 kilomètres. Mais la moitié à peine de cette distance, 54 kilomètres, est terminée et ex-

plôtée. La dernière station au delà de Médine est Diamou. 3° *Kita*, sur les bords de la rivière Bakoy, au point de jonction des principales routes de la contrée. 4° *Koundou*, près de la rivière Baoulé, l'un des affluents de la rivière Bafing, à mi-distance de Kita et de Bammako. 5° *Niagassola*, près l'un des affluents du Bakoy, à 100 kilomètres environ au sud de Koundou. 6° *Bammako*, sur les bords du Niger et à l'extrémité de cette longue ligne de postes fortifiés.

Les forts de Niagassola et de Koundou ont été construits dans le but de donner plus de largeur à notre ligne d'occupation. Avant leur construction, il eût été facile de couper cette ligne entre Kita et Bammako. Notre front a encore été élargi sur le Niger par la construction d'un fortin à Koulikoro, sur les bords mêmes du fleuve, à 40 kilomètres environ en aval de Bammako. Les forts de Kita, Koundou, Bammako, Koulikoro et Niagassola limitent tout le massif montagneux situé entre le Baoulé au nord, le Bakoy au sud et le Niger à l'est. Nos postes sont reliés entre eux par un fil télégraphique qui, par l'intermédiaire de Bakel, les met en relation avec Saint-Louis et avec Paris.

Mais les routes qui relient ces postes ne sont encore que très imparfaites. Il n'existe de ponts que sur un petit nombre de marigots, et les routes sont trop mal faites pour permettre l'emploi de voitures. Jusqu'à ce jour on s'est servi surtout d'ânes pour le transport des [vivres destinés aux postes. Quelques essais d'attelage de bœufs ont réussi, mais le mauvais état des routes ne permet pas de s'en servir.

Quant au chemin de fer, il n'est exploitable que sur une longueur de 54 kilomètres à partir de Kayes, et nous devons ajouter, pour être exacts, que l'état de la voie est loin d'être parfait. Qu'est-ce d'ailleurs que 54 kilomètres de chemin de fer sur une route qui a près de 600 kilomètres de long.

Il est indispensable cependant que nos forts du haut Sénégal soient reliés entre eux le plus tôt possible par des voies où puissent aisément circuler des chevaux, des chariots et de l'artillerie, sans quoi nous serions exposés à de douloureuses mésaventures. Nos postes sont distants les uns des autres d'environ 100 kilomètres; ils ne renferment qu'un nombre d'hommes relativement très faible et qui seraient

incapables de se soutenir les uns les autres si plusieurs postes étaient attaqués simultanément.

D'un autre côté, le fleuve n'étant navigable au-dessus de Mafou que pendant quatre mois de l'année, d'août à novembre, il serait extrêmement difficile d'envoyer de Saint-Louis une colonne militaire au secours de postes aussi éloignés que le sont Bammako, Niagassola, Kita et même Bafoulabé. Il faudrait, en effet, que cette colonne fit à pied des centaines de kilomètres en traînant son artillerie et ses vivres dans un pays brûlé par le soleil, où l'on ne peut même pas songer à faire marcher les hommes pendant le milieu de la journée.

Enfin, le ravitaillement de notre ligne de postes entre Kayes et Bammako entraîne chaque année des dépenses considérables. Il nous serait impossible d'en fixer exactement le chiffre, mais nous ne sommes certainement pas au-dessus de la vérité en évaluant à deux millions et demi les sommes dépensées par la colonne de ravitaillement qui, chaque année, transporte les vivres et les munitions, et inspecte la route entre Kayes et Bammako.

Pour tous ces motifs, il est bien évident que l'état actuel des choses ne peut pas être prolongé plus longtemps. Il faut que l'administration prenne un parti : soit qu'elle se borne à faire une bonne route carrossable, sur laquelle pourraient circuler en tout temps les charrettes à bœufs, les voitures et l'artillerie, soit qu'elle se décide à prolonger jusqu'à Bammako, dans des conditions aussi économiques que possible, le chemin de fer commencé dans de si mauvaises conditions.

Mais quel que soit le parti auquel on s'arrêtera, la question ne serait pas encore entièrement résolue lorsqu'on aura relié par une route ou même par une voie ferrée le poste de Kayes à celui de Bammako.

La situation de Kayes est très défavorable comme tête de ligne. Entre Kayes et Bakel, et même en aval de Bakel, sur une certaine longueur, le fleuve n'est navigable que pendant quatre mois de l'année (juillet, août, septembre et octobre). Pendant les huit autres mois, les navires ordinaires ne peuvent remonter que jusqu'à Mafou, à 280 kilomètres de Saint-Louis. Entre Mafou et Matam, c'est-à-dire sur une longueur de 278 kilomètres, il est navigable pendant toute l'année par des bateaux ne calant pas plus de 60 centimètres.

Pour qu'un chemin de fer établi entre Kayes et Bammako rendît des services sérieux au commerce et à l'État lui-même, il faudrait qu'il pût être, pendant toute l'année, en communication avec la portion navigable du fleuve.

C'est donc de Mafou que devrait partir la ligne ferrée destinée au ravitaillement et à la protection de nos postes du Haut-Sénégal et du Niger. Or, de Matam à Bakel on peut compter 120 kilomètres au moins, qu'il faut ajouter aux 520 kilomètres qui existent entre Kayes et Bammakou. C'est donc une ligne ferrée de plus de 640 kilomètres qu'il s'agirait de construire. Cette entreprise nous paraît beaucoup trop coûteuse pour les avantages réels qu'on en pourrait retirer. Si économique qu'on imagine la construction d'une voie ferrée de cette étendue on ne peut pas espérer que les recettes soient suffisantes pour en couvrir les dépenses. Il est même douteux que le transit commercial soit de longtemps assez considérable pour payer les frais de l'entretien. Il est vrai qu'il faudrait ajouter aux recettes provenant des particuliers l'économie réalisée par la métropole sur le transport des troupes et des vivres et sur les colonnes mobiles qu'on est aujourd'hui dans l'obligation de faire circuler chaque année entre le Sénégal et le Niger.

La solution de la question du Haut-Fleuve est donc très difficile à trouver. D'une part, il est impossible de laisser nos postes dans l'état d'isolement où ils sont aujourd'hui; d'autre part, les colonnes mobiles annuelles qui sont chargées de ravitailler ces postes entraînent des dépenses trop considérables pour qu'il soit possible d'en perpétuer l'usage. Il faut donc créer des voies de communications permettant des relations constantes entre les postes du Haut-Fleuve et Saint-Louis. C'est le seul moyen que nous ayons de supprimer à la fois l'isolement des postes et les colonnes mobiles. Mais la création de ces voies de communication entraînera forcément des dépenses considérables; surtout si dès le début on a recours aux voies ferrées. On peut affirmer sans hésiter qu'une voie ferrée semblable à celle qui a été commencée entre Kayes et Bafoulabé, coûterait plus de 100 millions si l'on voulait l'établir entre un point du fleuve constamment navigable du Sénégal, tel que Mafou, et notre poste de Bammako, sur le Niger. Une pareille entreprise dépasse la somme des sacrifices que la France peut s'imposer dans l'état actuel de ses finances;

elle serait d'ailleurs hors de proportion avec les avantages commerciaux ou même militaires et politiques qu'on pourrait en tirer. Il n'y faut donc pas songer. Un chemin de fer plus modeste coûterait sans doute beaucoup moins cher ; mais l'insuccès du premier essai ne permet pas d'espérer que le Parlement français consente à voter les fonds nécessaires pour une seconde tentative.

Il faut donc chercher une autre solution. La plus simple et la moins coûteuse consisterait dans l'établissement d'une bonne route carrossable entre Kayes et Bammako. La construction pourrait être faite soit à l'aide des gens du pays, soit plutôt à l'aide des criminels arabes, noirs, annamites que nous entretenons aujourd'hui à la Guyane dans l'oisiveté. Cette route pourrait être prolongée jusqu'à Matam. Elle permettrait de secourir et de ravitailler en tout temps les postes de Bakel et de Médine et ceux qui s'élèvent entre Médine et Bammako. Si l'on songe au chiffre énorme des dépenses occasionnées chaque année par la colonne de ravitaillement du Haut-Fleuve, chiffre que nous avons évalué à deux millions et demi au moins, on n'aura pas de peine à voir les avantages économiques qu'elle aurait. Au point de vue militaire et politique elle ne serait pas moins utile. La région située entre Bakel et Matam, c'est-à-dire celle qui embrasse les pays du Damga et du Guoy figure parmi celles qui se sont toujours montrées les plus disposées à s'associer aux fauteurs de troubles et d'insurrections du Haut-Fleuve. Or, ce fait est dû non point à ce que les habitants de ces pays nous sont naturellement plus hostiles que ceux du Bas-Fleuve, mais à ce que ne pouvant pas être protégés par nous pendant huit mois de l'année, ils sont peu en mesure de résister aux excitations et aux menaces des chefs d'insurrection. Une bonne route qui traverserait les villages situés sur le bord du fleuve, et sur laquelle circuleraient de temps à autre nos agents et nos convois, suffirait pour assurer la sécurité dans toute cette région. La route faite, il serait aisé d'y ajouter plus tard une petite voie ferrée, un chemin de fer Decauville par exemple, qui rendrait les communications plus rapides et les transports plus faciles. Une fois la route construite par les soins de l'État il serait sans doute aisé de conclure avec des particuliers une convention pour la construction de la voie ferrée et le transport des troupes,

des vivres, des munitions, etc., dans tous les postes du Haut-Sénégal et du Niger. La somme dépensée actuellement chaque année pour cet objet constituerait une annuité très suffisante au remboursement du capital engagé.

Quelle que soit la solution que l'on veuille adopter, il est nécessaire de se hâter de prendre parti, car il serait impossible de conserver les postes du Haut Fleuve s'ils devaient entraîner indéfiniment les dépenses annuelles dont nous avons donné le chiffre plus haut. Or il est impossible que nous abandonnions ces postes. La seule lecture de ce chapitre suffira sans doute pour convaincre le lecteur des dangers qui résulteraient pour le reste de notre colonie d'un abandon qui enlèverait à notre drapeau tout prestige. Contrairement à ce que pensent beaucoup de personnes, le Sénégal est loin d'être une colonie définitivement pacifiée. Comme dans tous les pays où les musulmans sont en nombre, les Européens n'y sont que tolérés et, si on les respecte, c'est uniquement parce qu'on les craint. La moindre faiblesse de notre part aurait les plus graves conséquences; nous perdriions toute notre autorité si nous manifestations, par notre abandon de la région du Haut-Sénégal et du Niger, notre impuissance à conserver cette conquête. Au point de vue de l'avenir commercial de notre colonie du Sénégal, l'abandon du Haut-Fleuve n'aurait pas de moins graves conséquences. Que le lecteur relise avec attention la partie géographique de ce chapitre, qu'il étudie avec soin les cartes de la Sénégambie et du Soudan occidental, et il n'aura pas de peine à se rendre compte de ce fait que deux parties seulement de notre vaste colonie sénégalaïse sont assez fertiles pour nous promettre un riche avenir : la région alluvionnaire et très arrosée du bas de côte d'une part; la région montagneuse et bien arrosée du Haut-Sénégal et du Haut-Niger d'autre part. Quant à la partie moyenne du Sénégal elle est trop pauvre en cours d'eau, trop sèche et trop aride pour qu'on puisse espérer y voir jamais des cultures productives. Enfin par nos établissements du Haut-Fleuve nous pénétrons dans le cœur même du Soudan occidental, où des populations assez denses ignorent encore nos produits; ils nous donnent également accès dans la portion septentrionale du Fouta-Djalon et dans les vallées supérieures du Niger, qui sont très peuplées et dont le sol est d'une grande fertilité.

En résumé, nous ne pouvons pas et nous ne devons pas abandonner les territoires si péniblement et si glorieusement conquis par nos soldats ; des considérations politiques, militaires, économiques s'opposent à cet abandon ; d'autre part, il est impossible que la situation actuelle soit plus longtemps maintenue ; il y va de l'intérêt de nos finances et de celui de notre prestige militaire ; il faut donc adopter tout de suite l'une des solutions qui ont été exposées plus haut.

Avant de quitter ce sujet nous croyons utile de dire quelques mots d'un projet qui a été préconisé par quelques personnes et qui consiste dans la construction d'un chemin de fer destiné à relier directement Dakar ou du moins un point intermédiaire à Dakar et Saint-Louis au Niger supérieur. Cette voie traverserait le Cayor, le grand désert de Ferlo, le Bondou, le Bambouk. Cette entreprise est grandiose, sans doute, mais extrêmement coûteuse et hors de toute proportion avec les résultats qu'elle produirait. Il n'y a donc pas lieu, selon nous, d'y songer pour le moment. A notre avis, l'État ne doit entreprendre lui-même la construction de voies ferrées que lorsqu'il y est contraint par un intérêt politique ou militaire de premier ordre ; dans tous les autres cas il doit laisser à l'industrie privée le soin de faire ces sortes de travaux. Or il n'est pas douteux que rien n'oblige l'État à faire à travers le Sénégal le chemin de fer dont nous venons de parler ; quant aux particuliers, ils ne l'entreprendraient certainement pas sans des garanties que l'État serait fort imprudent de leur donner. Nous ne voulons donc pas insister sur cette question.

D'autres personnes ont proposé d'établir une ligne ferrée qui relierait directement nos établissements des rivières du sud au Niger. Les considérations que nous venons d'émettre s'appliquent aussi bien à cette conception qu'à la précédente.

3. — L'AGRICULTURE, LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE AU SÉNÉGAL

Connaissant la topographie du Sénégal, sachant quelle est la nature et la disposition de son sol, quelle est la richesse ou la pauvreté en eau et en terres cultivables de ses diverses parties, connaissant aussi son climat, le caractère et les mœurs de ses habitants, il nous sera facile de résumer en peu de mots les espérances que nous pouvons

fonder sur son avenir agricole, commercial et industriel.

Actuellement, la culture principale du Sénégal est le mil, avec lequel les indigènes préparent le couscous. Les femmes le pilent pour cet usage dans de grands mortiers en bois ; elles le vannent pour enlever les téguments de la graine et elles font bouillir avec diverses plantes mucilagineuses, notamment les feuilles du baobab, la farine grossière obtenue par le pilage. Après la saison des pluies, la rive gauche du fleuve ne tarde pas à offrir, au voisinage des villages, de vastes champs de mil. Dans quelques parties du pays, les indigènes cultivent aussi, pour leur alimentation, une quantité assez considérable de maïs. Aucune statistique n'a été donnée de ces cultures, et nous ne pouvons fournir aucun chiffre ni relativement à la quantité d'hectares cultivés, ni relativement au rendement des cultures. Nous savons seulement que mil et maïs sont cultivés en quantités assez grandes pour suffire non seulement à l'alimentation des indigènes de la rive gauche, où se font les cultures, mais encore à celle des Maures de la rive droite, qui sont exclusivement pasteurs et nomades et qui viennent chaque année échanger leurs animaux domestiques, leurs gommes, leurs plumes d'autruche, leurs cuirs, contre le mil et le maïs qu'ils ne produisent pas.

Dans le haut Sénégal et dans certaines parties du bas fleuve on cultive aussi une assez grande quantité de haricots qui figurent dans l'alimentation des indigènes. L'indigo est aussi cultivé par les noirs, qui s'en servent pour teindre des étoffes de coton de leur fabrication. Il vient admirablement dans certaines parties du Sénégal, mais les habitants ne savent pas le préparer. Il pourrait faire l'objet d'importantes cultures industrielles. La facilité avec laquelle il pousse et la bonne qualité de la matière colorante qu'il donne sont de nature à faire penser que son exploitation produirait des bénéfices sérieux. Le coton pousse très bien dans le haut Sénégal. Il pourrait être cultivé avec fruit dans un grand nombre de localités, mais il n'a pas encore été fait d'expériences sérieuses à ce sujet. Dans le haut Sénégal se trouve en abondance l'arbre qui produit le « beurre de Galam », beurre végétal, ou beurre de Karité. On commence à trouver le Karité (*Bassia Parkii*, de la famille des Sapotacées) à Boukaria, entre Médine et Bafoulabé, mais il est surtout très commun entre Bafoulabé et Kita, où il domine dans la

plupart des forêts¹. Pour préparer la matière grasse, les indigènes cueillent le fruit à la maturité, vers la fin de juillet ou au commencement d'août; ils dépouillent la graine de la coque qui la renferme et ils la broient jusqu'à ce qu'elle forme pâte; on jette cette pâte dans une marmite pleine d'eau, que l'on fait chauffer; le corps gras fond et s'élève à la surface de l'eau, où on le recueille; on le laisse refroidir et on le prépare en pains ronds et aplatis qu'on enveloppe de feuilles maintenues avec des lanières d'écorces. Le beurre de Karité se conserve presque indéfiniment sans rancir. Il remplace très convenablement le beurre et la graisse dans tous les usages culinaires et économiques. Quelques personnes pensent qu'il pourrait, grâce à l'abondance des arbres qui le produisent, devenir pour le haut Sénégal une source importante de revenus. Les indigènes ne récoltent qu'une très minime partie des fruits; le Karité n'étant pas devenu un objet de commerce, ils n'en préparent que la quantité nécessaire à leur usage. Il n'y a pas à songer à introduire ce beurre dans l'alimentation de l'Europe, mais il est très propre à la fabrication des savons¹. Il constitue en ce moment le produit le plus avantageux du bas Niger. L'exploitation du Karité dans le voisinage de nos ports du haut fleuve a augmenté dans des proportions considérables depuis quelques années, si l'on en juge d'après les prix.

Parmi les végétaux dont la culture donne au Sénégal des bénéfices réels il faut placer en première ligne l'arachide. Les indigènes cultivent cette plante depuis une époque très reculée dans diverses parties du Sénégal, pour leur alimentation. Ils en mangent les graines simplement grillées ou réduites en pâte et bouillies avec du piment. Depuis un certain nombre d'années ils la cultivent pour en vendre les graines au commerce européen. Certaines parties du Cayor, encore incultes il y a quelques années, commencent à se couvrir de champs d'arachides depuis que la voie ferrée de Saint-Louis à Dakar a mis les indigènes en relations fréquentes avec les Européens. Les arachides, transportées à Marseille servent à la préparation d'une huile non seulement très bonne pour la fabrication des savons et d'autres

1. Voyez : COLIN, *Le commerce sur le haut Sénégal*, in *Bullet. de la Société de Géogr. commerc. de Paris*, t. V, p. 169.

usages industriels, mais encore susceptible d'être mangée soit seule, soit à l'état de mélange avec d'autres huiles comestibles. Il n'est pas douteux que la culture de l'arachide ne soit destinée à prendre dans notre colonie une grande extension. En 1883, le Sénégal a exporté en France 43 millions environ de kilogrammes d'arachides, valant plus de 17 millions et demi de francs¹.

Depuis quelques années la culture du sésame s'ajoute à celle des arachides, parce que le commerce français demande les graines de sésame, dont il extrait une huile très propre à de nombreux usages. En 1883, l'exportation des graines de sésame du Sénégal pour la France a été de plus de 1 300 000 kilogrammes de graines, valant plus de 400 000 fr. Ce fait prouve encore une fois qu'il est possible d'exciter les noirs du Sénégal au travail.

Le tabac est cultivé surtout dans quelques parties du haut Sénégal; avec des soins convenables on pourrait l'obtenir d'une très bonne qualité. Le caféier pourrait aussi être cultivé avec avantage dans un grand nombre de parties du Sénégal, mais les plantes dont la culture devrait surtout être encouragée sont : les arachides, pour la matière grasse qu'elles fournissent en grande quantité et d'une excellente qualité; le coton, pour lequel nous sommes tributaires des pays étrangers, particulièrement de l'Amérique; le mil et le maïs, dont la fécule sert à la préparation d'une excellente qualité d'alcool. Un grand nombre de points du Sénégal conviennent admirablement à la culture de ces plantes, et les habitants, malgré leur paresse naturelle, s'y adonneraient, sans aucun doute, s'ils y étaient poussés par l'espoir de vendre convenablement leurs produits. Le noir, s'il était assuré de vendre sa récolte, s'adonnerait au travail; il en contracterait graduellement l'habitude, en même temps qu'il acquerrait un certain goût de bien-être qu'il ne soupçonne même pas aujourd'hui. Avec ces goûts et ces

1. « En 1880, l'exportation de l'arachide a été, en chiffres ronds, de 53 millions de kilogrammes ayant une valeur de 13 250 000 francs.

« En 1881, cette exportation a été représentée par 60 millions de kilogrammes valant 15 millions.

« En 1883, 70 millions de kilogrammes ont eu comme valeur 17 500 000 fr. » (*Notices coloniales*, 1885, II, p. 466.)

On voit avec quelle rapidité s'accroît la production des arachides et par conséquent la surface cultivée.

besoins nouveaux le travail deviendrait bientôt une nécessité. Ce n'est pas un simple rêve que nous faisons : l'observation de ce qui se passe sur la côte d'Afrique, autour de tous les centres européens, témoigne de ce fait que le noir est susceptible d'acquérir un certain nombre de nos besoins et de travailler comme nous pour les satisfaire. Ajoutons que parmi les populations du Sénégal il en est une partie qui appartiennent à des races relativement élevées, tels sont les Peuhls et les Toucouleurs, qui occupent une portion considérable des territoires de notre colonie. Il est donc permis de penser que si l'administration du Sénégal et la métropole voulaient s'en donner la peine, elles parviendraient à provoquer dans notre colonie un développement important de l'agriculture et, par suite, du commerce et de l'industrie. Les éléments que nous avons sous la main sont bons, il suffit de savoir et de vouloir les mettre en œuvre¹.

Ce que nous venons de dire de l'agriculture au Sénégal ne s'applique pas à la partie de la rive droite du fleuve comprise entre Saint-Louis et Bakel, c'est-à-dire au pays habité par les Maures. Sur ce territoire il n'existe pas la moindre culture. Les tribus maures le parcourent en tous sens avec leurs troupeaux, s'approchant du fleuve pendant la saison sèche, à la fois pour apporter leurs produits et pour trouver l'eau qui manque alors dans l'intérieur de leurs paturages devenus, par l'absence de pluie, d'arides déserts. Indépendamment des troupeaux qu'ils élèvent et dont nous tirons de la viande, des peaux et des cuirs, les Maures concentrent entre leurs mains tout le commerce de la gomme du Sénégal. C'est sur leur territoire qu'existent les forêts

1. Dans le but de favoriser l'agriculture et surtout de pousser les colons à certaines cultures, on s'est préoccupé, dès 1819, de donner des concessions de terres dans le Oualo. On voulait surtout encourager la culture du coton et celle de l'indigo. Tous les essais faits à cette époque ont échoué pour des motifs qu'il nous serait impossible d'indiquer. De 1827 à 1843 on abandonna le système des concessions. Repris en 1843 pour favoriser la culture des terres qui bordent le fleuve en mil et arachides il ne donna pas de meilleurs résultats. En ce moment quelques concessions récentes commencent à être exploitées, mais il n'est pas encore permis de juger des résultats qu'elles donneront.

Le roi du Cayor a également concédé des terres, sur son territoire, à des Européens en vue de la culture des arachides. Ces concessions se trouvent particulièrement au voisinage des gares du chemin de fer de Dakar à Saint-Louis ; elles paraissent rapporter des bénéfices sérieux.

d'acacias producteurs de la gomme arabique. Cette gomme sort, pendant la saison des pluies, des crevasses des arbres et se dessèche à l'air. C'est pendant la saison sèche, quand elle est tout à fait durcie, que les Maures la récoltent et qu'il l'apportent dans nos comptoirs du fleuve. En 1883, la quantité de gomme exportée du Sénégal en France a été de près de deux millions et demi de kilogrammes, représentant une valeur de près de trois millions huit cent mille francs.

En résumé, le Sénégal est un pays réellement producteur et ses exportations pour la France sont relativement considérables. En 1883 il a été exporté de notre colonie en France pour plus de vingt millions et demi de marchandises et plus d'un million de numéraire¹.

Dans les autres parties du Sénégal le commerce se fait surtout à l'aide d'échanges. Parmi les produits européens

1. MARCHANDISES EXPORTÉES DU SÉNÉGAL EN FRANCE EN 1882.

MARCHANDISES.	ESPÈCES des unités.	QUANTITÉS des marchandises exportées du Sénégal en France.	VALEUR des marchandises exportées du Sénégal en France.
Peaux brutes, grandes.	Kilogr.	173,720	295,324
Plumes de parures.	—	1,828	95,056
Cire brute.	—	25,724	82,317
Vessies natatoires de poissons..	—	4,538	1,135
Dents d'éléphants.	—	769	18,216
Arachides.	—	43,069,887	14,653,762
Graines de sésame.. . . .	—	1,321,283	462,449
Café.	—	2,032	2,824
Huile de palme.	—	83,586	75,979
Gomme du Sénégal.	—	2,467,388	3,775,162
Caoutchouc.	—	105,540	791,550
Bois de { teinture.. . . .	—	1,043,000	198,170
{ ébénisterie.	—	95,526	33,500
Tourteaux d'arachides.	—	70,165	8,420
Vieux cuivre.	—	4,195	4,950
Nattes pour paillassons.. . . .	—	3,302	5,613
Denrées non dénommées ci- dessus.	Valeur.	»	4,533
Valeur totale des exportations du Sénégal en France*.			20,508,960

* Il y a eu, en 1883, une exportation de denrées alimentaires du Sénégal en France, de 1 119 510 francs.

qui sont le plus recherchés nous devons citer en premier lieu les cotonnades bleues connues sous le nom de *guinées*. Les *guinées* anglaises, belges et indiennes sont les plus recherchées; les *guinées* suisses n'entrent que pour une faible part dans les transactions; mais il faut dire que la majeure partie des *guinées* fabriquées en France sont d'abord envoyées à Pondichéry pour y être teintes, elles sont ensuite expédiées au Sénégal sous le nom de *guinées* de l'Inde. Les *guinées* de l'Inde sont les plus estimées par les Maures, à cause de leur bonne qualité et de la solidité de leur teint. Les *guinées* belges et anglaises sont achetées de préférence par les noirs, parce qu'elles coûtent meilleur marché que les autres. Les filateurs de Rouen se mettent de plus en plus à la fabrication de ces étoffes; avec de la bonne volonté ils parviendraient aisément à accaparer tout le marché du Sénégal. Après les *guinées*, les objets d'échange les plus recherchés sont le tabac en feuilles et l'eau-de-vie. La majeure partie du tabac consommé par le Sénégal vient d'Amérique; quant aux eaux-de-vie, elles sont fournies en grande quantité par l'Allemagne, qui les livre à un bon marché excessif. Il y a là encore pour nos industriels et nos commerçants une concurrence à tenter, dans laquelle ils prendraient sans aucun doute très aisément le dessus. Il suffit pour cela qu'ils se rendent un compte bien exact des conditions de qualité et de prix exigées par les indigènes. La poudre et les fusils sont encore des éléments très importants de traite.

Malgré la concurrence très vive qui est faite aux commerçants français par les étrangers, la majeure partie du commerce est encore entre nos mains; cependant les *guinées* d'origine française sont les seules marchandises favorisées par les droits de douane; elles ne payent que 2 centimes et demi par mètre quand elles ont été fabriquées en France ou dans les colonies françaises, tandis que celles de toute autre origine sont frappées d'un droit d'entrée de 6 centimes et demi par mètre. Beaucoup de personnes attribuent à cette différence des droits la progression sans cesse croissante de la fabrication des *guinées* de Pondichéry.

En résumé, le commerce du Sénégal est actuellement prospère. En 1883, la valeur totale des marchandises importées et exportées a été de plus de 47 millions; en 1879 elle était seulement de 33 millions environ; en 1882 elle était de 40 millions et demi; il y a donc une progression très

grande dans le mouvement commercial de cette colonie¹. Le commerce avec la France représente la majeure partie de

1. MARCHANDISES ÉTRANGÈRES IMPORTÉES AU SÉNÉGAL EN 1884

DSIGNATION DES PAYS.	NATURE DES MARCHANDISES.	VALEUR.
Angleterre.	Tissus, fils, armes, poudre.	6,000,000
Belgique.	Tissus, fils, armes.	4,000,000
Allemagne.	Tissus, eau-de-vie.	3,000,000
Amérique.	Tabacs, bois de construction.	2,000,000
Divers.	2,000,000

TABLEAU DES MARCHANDISES FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES IMPORTÉES ET EXPORTÉES DE 1879 A 1883 (Gorée et Saint-Louis)

DÉSIGNATION DES PAYS.	MARCHANDISES françaises.	MARCHANDISS étrangères.	TOTAUX.	TOTAUX généraux.
	fr.	fr.	fr.	fr.
1879				
Saint-Louis	11,003,772	4,933,755	15,937,527	33,142,781
Gorée.	14,121,443	3,083,811	17,205,254	
1880				
Saint-Louis	15,122,469	5,466,192	20,588,661	44,352,226
Gorée.	12,482,652	4,350,913	23,763,565	
1881				
Saint-Louis	14,527,133	7,095,727	16,370,125	37,982,985
Gorée.	13,287,670	3,082,455	21,622,860	
1882				
Saint-Louis	13,877,578	6,698,235	20,575,813	40,547,216
Gorée.	13,868,260	6,103,143	19,971,403	
1883				
Saint-Louis	17,956,124	7,106,000	25,062,124	47,216,446
Gorée.	17,040,235	2,114,107	22,154,342	

« Les marchandises françaises figurant dans le tableau qui précède, présentent une valeur moyenne de 35 millions de francs, dont, en chiffres ronds, 22 millions d'exportation de la colonie en France. Des 47 millions formant le total du commerce général en 1883, les 22 millions de produits exportés viennent en déduction, et l'importation générale est ainsi de 25 millions. Mais dans cette somme les marchandises étrangères importées directement donnent une moyenne de 11 millions, auxquels il convient d'en ajouter 5 pour les marchandises nationalisées, c'est-à-dire celles de provenance étrangère mais ayant acquitté les droits d'entrée en France. Dans ces conditions, la part de la France dans l'importation au Sénégal ne dépasse pas 9 millions de produits nationaux. » (*Notices coloniales*, 1885, II, p. 465.)

ces chiffres. En 1883 le commerce entre Saint-Louis et la France ou les colonies françaises a été de près de 30 millions et demi, tandis que le commerce du même port avec l'étranger ou les colonies étrangères n'était que de 7 millions environ. Les tableaux ci-dessous permettront d'ailleurs de se rendre compte de l'importance du commerce et de la navigation dans notre colonie¹.

1. COMMERCE DU SÉNÉGAL AVEC LA FRANCE ET L'ÉTRANGER EN 1883

1° Commerce entre la France et la colonie.

Exportations de France pour la colonie (commerce spécial).....	8.607.519	} 29.116.479
Importations de la colonie en France (commerce général).....	20.508.960	

2° Commerce de Saint-Louis avec les autres colonies et pêcheries françaises.

Importation des colonies et pêcheries françaises.....	996.205		
Exportations pour les autres colonies et pêcheries françaises.	Denrées et marchandises de la colonie	67.810	} 358.780
	Denrées et marchandises provenant de l'importation.		
	Françaises	254.513	
	Étrangères	36.466	
		299.979	} 1.354.994

3° Commerce de Saint-Louis avec l'étranger.

Importations en marchandises étrangères.	Par navires français.	Des entrep. de France..	6.450.715	} 6.537.277	} 7.069.534
		De l'étranger directement.....	86.562		
	Par navires étrangers.....		532.257	} 7.069.534	
	Denrées et marchandises de la colonie.....		»		
Exportations pour l'étranger.	Denrées et marchandises provenant de l'importation.	Françaises	»	} . . .	} . . .
		Étrangères	»		
				} . . .	} . . .

4° Commerce de Gorée avec les autres colonies et pêcheries françaises.

Importations des colonies et pêcheries françaises.....	1.906.180		
Exportations pour les autres colonies et pêcheries françaises.	Denrées et marchandises provenant de l'importation.		} 3.532.882
	Françaises	2.049.692	
	Étrangères	1.483.190	
		3.532.882	

5° Commerce de Gorée avec l'étranger.

Importations en marchandises étrangères.	Par navires français.	Des entrep. de France..	704.457	} 818.113	} 2.690.191
		De l'étranger directement.....	113.566		
	Par navires étrangers.....		1.872.078	} 4.236.397	
	Denrées et marchandises de la colonie		»		
Exportations pour l'étranger.	Denrées et marchandises provenant de l'importation.	Françaises	605.480	} 1.546.206	} 1.546.206
		Étrangères	940.726		
				} 1.546.206	

Total général..... 47.116.466

* Ce chiffre représente tout le commerce de la métropole, importations et exportations, avec le Sénégal, Saint-Louis et Gorée en 1883. Dans ce chiffre n'est pas compris la valeur des importations et des exportations en numéraire ou en lingots; les premières ont été, pour tout le Sénégal, Saint-Louis et Gorée, de 361,000 fr., et les dernières de 1,119,510 fr.

** Les mouvements des entrepôts de Saint-Louis et Gorée sont compris dans ces chiffres; les tableaux ci-dessus représentent, en conséquence, l'ensemble du commerce de Saint-Louis et de Gorée avec les autres colonies et l'étranger en 1883.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, les centres commerciaux les plus importants de la colonie sont : 1° Dans le bas du fleuve et sur la côte : Saint-Louis, Dakar, Gorée, Rufisque, Joal etc. ; 2° sur le cours du fleuve, les points où se font les échanges les plus importants avec les Maures et avec les habitants de la rive gauche sont Dagana, Podor, Matam, Saldé et Bakel ; 3° dans le haut fleuve les centres les plus importants de commerce sont Médine, Bafoulabé, Kita et Bammako. L'importance commerciale de Médine ne date que de l'établissement du poste français. La période de la traite dure du mois de janvier au mois de juillet ; son importance dépend du nombre et de la richesse des caravanes venant de la rive droite et du Soudan occidental. Les

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES MOUVEMENTS DE LA NAVIGATION AU SÉNÉGAL
DE 1879 A 1883

DÉSIGNATION des pays.	NAVIGATION avec la France.		NAVIGATION avec les autres colonies et les pêcheries françaises.		NAVIGATION avec l'étranger.		VALEUR des	VALEUR totale
	Nombre de bateaux.	Tonnage des bâtiments.	Nombre de bateaux.	Tonnage des bâtiments.	Nombre de bateaux.	Tonnage des bâtiments.	charge- ments.	des charge- ments.
1879								
Saint-Louis..	91	36,537 »	95	7,250 10	9	»	15,937,527	33,142,781
Gorée. . . .	99	49,876 »	98½	58,445 09	274	»	17,205,254	
1880								
Saint-Louis..	123	59,306 »	101	6,307 84	21	»	20,588,661	43,802,226
Gorée. . . .	99	53,861 »	116½	73,237 90	382	»	23,213,565	
1881								
Saint-Louis..	125	50,052 79	89	9,783 15	14	»	21,622,760	39,343,968
Gorée. . . .	86	45,587 34	988	58,294 »	270	»	17,721,208	
1882								
Saint-Louis..	138	60,028 10	88	8,396 35	15	»	20,576,013	40,547,416
Gorée. . . .	121	65,070 76	1148	59,626 14	371	»	19,971,403	
1883								
Saint-Louis..	718	59,537 47	296	32,662 70	33	»	22,935,265	45,318,396
Gorée. . . .	70	49,555 35	936	57,853 20	239	»	22,382,131	

caravanes amènent des moutons, des chevaux, des ânes, des bœufs de boucherie et quelques bœufs porteurs, de l'ivoire, des plumes, des cuirs travaillés, de la gomme. Elles emportent du miel et des arachides, des guinées, des mouchoirs, du sel, du sucre, des fusils et de la poudre, des marmites, des verroteries. En 1884, le total des échanges a été évalué à plus de 5 600 000 francs¹.

Le commerce de Médine se fait surtout avec les pays et les populations suivantes : Avec les Maures des tribus Sidi-Mohamed et Masdoufs, établis au nord du Kaarta ; leurs caravanes apportent de la gomme, des plumes, des peaux et des cuirs travaillés ; elles conduisent aussi des moutons

1. MOUVEMENT COMMERCIAL DES CERCLES DE MÉDINE, BAFOULABÉ, KITA ET BAMMAKO

CERCLES.	MOUVEMENT COMMERCIAL.	
	1883.	1884.
Médine.	4,264,000	5,626,000
Bafoulabé.	1,980,000	3,200,000
Kita.	2,110,000	3,980,000
Bammako.	4,800,000	5,400,000
Totaux.	13,154,000	18,206,000

TABLEAU DU MOUVEMENT COMMERCIAL DE MÉDINE EN 1884

NATURE des produits.	QUANTITÉS apportées ou échangées à l'escale.	PRIX MOYEN de l'unité.	MONTANT approximatif.
		fr.	fr.
Bœufs de boucherie..	2,000	150,00	300,000 00
Moutons.	4,000	10,00	40,400 00
Anes.	1,500	157,00	236,250 00
Chevaux.	200	900,00	180,000 00
Gommes. . (kilog.).	423,847	15,00 les 20 kil.	317,885 25
Ivoire. (Id.).	1,000	5,00	5,000 00
Os. (Gros).	3,000	15,00	45,000 00
Arachides (Barriques).	10,000	22,50	225,000 00
Miel. (Id.).	1,500	19,00	28,500 00
Produits divers. . . .	»	»	20,000 00
Ensemble.			1,398,035 25

et des bœufs ; 2° avec les Toucouleurs du Nioro, du Diafourou et du Diokombo, qui amènent des bœufs, des moutons et des ânes, et qui apportent leur mil ; 3° avec les populations du Bambouk, qui envoient par petites caravanes de l'or, de l'ivoire, du beurre de Karité et des noix de Kola ; 4° avec les gens du Guidimaka et du Gadiaka, qui apportent surtout du mil et des arachides.

Les mêmes échanges se font à Bafoulabé, à Kita et à Bammako. Le territoire de Bammako est habité en majeure partie par des noirs Sarrakholés venus du Diarra, pays situé au nord de Nioro, et désignés sous le nom de Niarés Niacatés. On y trouve aussi des membres de la tribu maure des Touatis, venus des territoires situés au sud de Tombouctou et des Maures de la tribu des Dauravères, venus de Tombouctou.

Bammako a été pendant très longtemps, on peut même dire jusqu'à ces dernières années, l'un des centres commerciaux les plus importants du Soudan occidental. Les caravanes venues du nord n'avaient pas l'autorisation de dépasser Bammako. Les marchandises qu'elles apportaient étaient réunies dans cette ville, d'où des caravanes les transportaient dans le Bouré, le Ouassoulou et les autres territoires du sud. C'est à Bammako que se rencontraient les Maures venus de Tichitt avec des moutons et du sel et de Sansandig avec les produits du Maroc, du sel et des étoffes ; les gens du Ouassoulou apportaient de l'or, des noix de Kola et des captifs ; ceux du Bélédougou amenaient des chevaux ; ceux du Bouré portaient de l'or ; ceux du Fouta-Djalon et des rivières du sud, apportaient les marchandises anglaises de Sierra-Leone. Après l'hivernage, des caravanes partaient de Bammako, allant vers Médine par le Kaarta et vers Sierra-Leone par le Bouré et le Fouta-Djalon. Aujourd'hui le commerce de Bammako est à peu près ruiné. Le pays de Ségou est fermé par Ahmadou aux caravanes qui y vont ou qui en viennent. Le Bélédougou, toujours en guerre, ne laisse pas passer les caravanes des Maures ; Sansandig n'envoie plus les produits du Maroc par suite de l'état de guerre dans lequel il se trouve avec ses voisins ; dans le sud, Samory, maître du Bouré, interdit aux caravanes la route de Sierra-Leone. Seule, depuis notre arrivée dans le Haut-Fleuve, la route de Médine par le Kaarta reste libre, protégée qu'elle est par notre ligne de postes. Tous nos efforts doivent tendre à

augmenter l'importance de cette route et à détourner vers Médine les caravanes qui allaient jadis chercher à Sierra-Leone les marchandises anglaises.

Le commerce du haut fleuve est, en ce moment, fortement contrarié par l'état de guerre dans lequel se trouve une partie des États de cette région. Il n'est pas douteux qu'en rétablissant la tranquillité dans ce pays par l'extermination des troupes de Samory et d'Ahmadou ou par une solide alliance avec ces chefs nous ne déterminions un très rapide accroissement des échanges commerciaux. Sans cesse exposées à être pillées par les bandes armées qui courent le pays, les populations sédentaires ne cultivent que ce qui est strictement indispensable à leur alimentation. Il en serait autrement si la paix était rendue au pays. Déjà, autour des postes que nous avons bâtis entre Médine et Bammako des villages de cultivateurs se sont établis sous la protection de nos canons. De bonnes routes permettant de rayonner autour de nos postes augmenteraient la population de ces centres en accroissant leur sécurité.

Parmi les produits du Haut-Sénégal nous n'avons pas encore cité l'or. Ce métal existe en abondance dans les terrains d'alluvions que traversent les affluents du Sénégal. Il est surtout abondant dans le Bambouk, qui est en même temps l'un des territoires les plus fertiles de notre colonie ; il est surtout abondant dans le Bouré. Plus on se rapproche des sources de la Falémé et plus l'abondance de la poudre d'or et la grosseur des pépites augmentent. « Les mines de Sola, dans le Tambaoura, quoique paraissant très riches, le sont moins cependant que celles Mouralia, dans le Diébédougou, à soixante kilomètres environ dans le sud. Après le Diébédougou, toujours en allant vers le sud, on traverse le Konkadougou, puis l'on entre, jusqu'aux premiers villages du Fouta-Djalou, dans une vaste étendue de pays déserts, sans routes, où l'eau est rare pendant la saison sèche, couverts de forêts, de montagnes, de rochers, servant de repaire à toutes sortes d'espèces d'animaux et aussi à quelques bandits, pillards des caravanes qui passent aux environs pour se rendre dans les comptoirs de la côte. Il est très regrettable que cette partie du pays ne soit pas sérieusement étudiée au point de vue minier, car il est probable qu'il s'y trouve des gisements aurifères très riches, d'autant plus riches qu'on se rapprochera davantage du grand massif

central du Fouta-Djalon. Il serait puéril de bâlir aucune appréciation sur les essais d'exploitation minière qui ont été faits jusqu'à ce jour, soit par le gouvernement soit par la maison Merle et Robert, de Bordeaux. En premier lieu, ces essais ont été tentés dans la partie la plus pauvre du pays, dans la partie inférieure, et l'or qui existe là n'est point de l'or formé sur place. On n'y a pas trouvé et l'on n'y trouvera jamais de filons ; c'est de l'or venant des régions supérieures, charrié par les eaux, déposé en paillettes menues ou en pépites très fines dans les terrains d'alluvions formés par le dépôt des eaux et le ravinement des collines consécutif aux grandes pluies. Jamais les indigènes n'ont cité la basse Falémé comme un pays aurifère riche ; jamais ils n'y ont envoyé de caravanes, tandis qu'on en rencontre beaucoup dans le Tambaoura et le Diébédougou. Les indigènes disent très bien que le Diébédougou est à peu près aussi riche en or que le Bouré. Or toute personne qui connaît un peu le Soudan sait que pour les indigènes de l'Afrique occidentale jusqu'à des régions très septentrionales du Sahara, le Bouré est l'Eldorado de l'Afrique. La seconde raison qui a empêché la réussite des tentatives faites par la maison Merle et Robert, c'est quelle a toujours eu un personnel insuffisant, mal outillé, mal organisé, manquant de beaucoup de choses indispensables à la santé dans ce pays où le confortable doit être considéré comme la condition *sine qua non* de l'existence. Enfin, la mise de fonds n'était pas sérieuse. Si au lieu de s'établir à Sénoudébou et dans les environs (c'est-à-dire sur la basse Falémé) la maison Merle avait envoyé ses agents à Sola et à Mouralia, et si, au lieu de chercher à faire de l'exploitation minière, elle avait simplement fait du commerce en transportant des marchandises sur la place et en les vendant aux mineurs du pays ; si, en même temps, elle avait placé ses agents dans de bonnes conditions d'hygiène, j'ai la conviction qu'elle serait aujourd'hui en voie de prospérité dans cette région¹. »

1. Note inédite, manuscrite, remise à l'auteur de ce livre par M. le Dr Colin, explorateur du haut Sénégal.

Le 30 novembre 1883, le docteur Colin écrivait, de Sola ou Sambafaradala, village du Tambaoura, au ministre de la Marine un rapport dans lequel se trouve le passage suivant, que je crois utile de reproduire ici, le document auquel je l'emprunte étant inédit : « Je suis actuellement à Sola dans le Tambaoura. Ce point est renommé parmi les indigènes comme très riche en or,

« Dans un rapport inédit sur ma dernière mission dans le haut Sénégal, j'ai raconté l'histoire d'un Diula (chef de

et lorsque les récoltes sont terminées les habitants des pays voisins, Niagala, Kassama, Niambia, se réunissent ici. J'ai été visiter les puits. Ils commencent à 2 kilomètres O. du village et se continuent à l'infini dans l'ouest. Ils sont très rapprochés les uns des autres, et il faut une grande prudence pour circuler entre eux, sur les monticules de terre qui les séparent et qui proviennent du creusement des puits eux-mêmes, surtout en cette saison où ils viennent d'être remplis par les pluies. Beaucoup de vieux puits sont, en partie ou en totalité, comblés par les terres qu'ont entraînées les eaux. Ces puits ont de quatre à six hauteurs d'homme de profondeur; on y descend par des échelons taillés dans la paroi. Les indigènes cessent de creuser lorsqu'ils rencontrent la couche de roches continue ou du moins une couche de dimensions trop grandes pour qu'ils puissent l'enlever. Ils lavent les terres dès qu'ils ont dépassé les couches, peu profondes, de terre végétale et d'argile et qu'ils commencent à trouver les cailloux de quartz mêlés à des grains de conglomérat ferreux. Le chef du village m'a dit que pendant la saison du travail un homme trouvait quelquefois dans sa journée de huit à dix gros d'or. Aujourd'hui quelques femmes qui ne sont pas occupées aux champs vont laver les terres extraites l'année dernière et qui, par conséquent, ont déjà subi de nombreux lavages : lavages par ceux qui les ont extraites, lavages naturels par les pluies torrentielles de l'hivernage. Elles y trouvent encore de l'or. Le jour où j'ai été aux puits, j'en ai rencontré deux qui en revenaient; l'une n'avait presque rien, mais l'autre avait bien 2 grammes d'or; elles avaient travaillé pendant quatre heures à peu près....

« J'ai suivi, depuis mon départ de Sénoudébou, une ligne qui se trouve à peu près à égale distance du Sénégal et de la Falémé, par Kenieba, Khakadian, Keropoto, Dialimangana. D'après les renseignements fournis par les indigènes on commence à trouver de l'or seulement à Kenieba. J'en ai cherché de Sénoudébou à Kenieba dans le sable de divers ruisseaux que j'ai rencontrés; je n'en ai point trouvé trace. Du reste les terrains de Sénoudébou à Kenieba ont été longuement étudiés jadis. A Khakadian on trouve un peu plus d'or. Cependant les indigènes ne font pas de puits; ils lavent simplement les sables des marigots. Quelques traitants de Médine envoient des gens acheter de l'or ici. A mon passage, il y avait à Kenieba deux de ces envoyés et il y en avait un troisième en marche au nord de Khakadian, sur la route de Khakadian à Médine. Mais ces gens n'apportent que fort peu de marchandises. L'un d'eux avait tout apporté sur sa tête; l'autre avait engagé un porteur pour l'aider.

« A Kassouli, à Keropoto, les habitants trouvent également de la poudre d'or dans le lit des ruisseaux, mais toujours en faible quantité.

« Ce n'est qu'à Dialimangana que j'ai commencé à trouver des puits. J'ai fait laver des terres, mais nous n'y avons trouvé que de faibles quantités de poudre d'or. Un homme m'a apporté ce qu'il avait trouvé en trois heures de travail; il y avait 10 centigrammes d'or. Mais il faut toujours se souvenir que le noir travaille très lentement. Lesalebasses dont les indigènes se servent pour laver les terres contiennent environ 10 litres d'eau, c'est-à-dire une quantité moindre de terre et de cailloux. Devant moi, à chaque lavage, ils ont trouvé peu d'or, mais ils en ont trouvé chaque fois. »

Le docteur Colin écrit de Dialafara, dans le même rapport : « J'ai quitté Sola avant hier, après avoir reconnu l'impossibilité de creuser dans cette saison un puits assez profond pour arriver aux couches aurifères. On trouve l'eau à 2 mètres de profondeur et il est impossible d'arriver à l'épuiser. Pendant la

caravane) qui fait le commerce de l'or entre Médine, Dialafara et Khassama. Il possède huit ânes qui portent de 650 à 700 kilogrammes de sel; il fait six ou huit voyages dans son année et il achète en moyenne pour 12 000 francs d'or. En mettant le prix du kilo de sel pris à Saint-Louis à 25 centimes on voit que, à raison d'un gros d'or (valeur 15 francs; poids 4^{gr},816, supérieur de 82 centimes au gros français), pour 8 kilos de sel, ce qui représente les transactions courantes, on peut avoir 1500 francs d'or pour 800 kilogrammes de sel, c'est-à-dire pour une valeur de 200 francs à Saint-Louis. Mettons toutes les choses au pis et admettons que les frais de transport soient tels que ces 800 kilos de sel rendus à Khassama ou à Dialafara reviennent à 800 francs, c'est-à-dire qu'il y ait 600 francs de frais, nous pourrions encore, en donnant 10 kilos de sel, au lieu de 8 kilos, prix courant, pour un gros d'or, avoir un bénéfice de 500 francs pour 1000 kilos de sel.

« J'estime à 100 000 francs l'or acheté annuellement dans le Bambouck par les caravanes. Je suis certainement au-dessous de la vérité.

« Dans son livre *La France dans le Soudan occidental*, le colonel Borgnis-Desbordes estime à 500 000 francs l'or extrait annuellement des mines du Bouré, et il dit : « On a pu surfaire le rendement annuel, mais l'abondance des mines est incontestable. En effet, ce territoire d'assez médiocre étendue, situé à une vingtaine de lieues au sud de Niagassola, comprend à peine 6000 habitants, répartis dans des villages dont cinq seulement ont une réelle importance, ce sont : Didi, Sétignian, Kintinian, Balato, Fatoïa. Il est

saison des pluies les habitants de Dialafara lavent les terres entraînées au pied de la montagne et y trouvent de l'or. Hier, en faisant la route, je m'étais arrêté sur le bord du chemin, tout plein d'un sable rouge et fin; je m'amusais à en prendre des poignées que je faisais couler le long de ma main; j'ai trouvé de très fines paillettes d'or qui étaient restées adhérentes à mes doigts; à une loupe d'un faible grossissement, on les distinguait très bien et on pouvait les prendre à la pointe d'une aiguille. J'ai fait travailler aujourd'hui (8 novembre) trois femmes à la recherche de l'or pendant quelques heures. Leur procédé est très primitif; elles prennent la terre qui forme les berges d'un très petit ruisseau coulant le long de la montagne et elles la lavent avec l'eau de ce ruisseau, dont le lit est formé de cailloux de quartz, de grès et d'un sable rouge. Elles lavent même la terre végétale qui est sur la berge elle-même. Lorsqu'elles ne trouvent rien dans un endroit, après quelques instants de recherches, elles vont plus loin. Elles ont trouvé chacune, en ma présence, 10 centigrammes d'or, en grains assez gros, et cela en trois heures de travail, en changeant de place continuellement. »

évident qu'une aussi minime population ne doit pas extraire tout l'or qui, sous le nom d'or de Bouré, arrive aux marchés et sur la côte occidentale d'Afrique. Ce sont les commerçants indigènes qui, voulant augmenter la valeur de la matière précieuse qu'ils apportent, lui donnent cette origine, parce qu'ils savent que l'or du Bouré est considéré par les noirs comme le plus beau et le plus pur de tout le Soudan; souvent cependant ils ont fait leur acquisition dans le Ouassoulou ou dans le Bambouck. On peut apprécier approximativement le revenu annuel de ce pays de la manière suivante: Sur 6000 habitants, 1000 travaillent aux mines. La durée du travail est celle de la saison sèche, soit six mois. D'autre part, un mineur heureux peut se faire 3 ou 4 gros par semaine, mais la moyenne réelle ne dépasse guère 1 grain par jour, soit 1 gros tous les quatre jours. — Un travailleur se fait donc 40 à 50 gros dans sa campagne, et 1000 travailleurs 45 à 500 000, soit 500 000 francs valeur d'Europe.

« Ces calculs sont de tout point applicables à la partie supérieure du Bambouck, à la partie riche, au Tambaoura et au Diébédougou. Ces pays, dont le second surtout, possède une organisation politique appréciable, un chef jouissant d'une réelle autorité et des villages denses et peuplés, contiennent certainement beaucoup plus de 6000 habitants. Dialafara, capitale du Tambaoura en contient déjà un millier, Khassama, capitale du Diébédougou, au moins autant; — je juge la population de ces villages d'après leur étendue et la densité des habitations comparées à l'étendue et à la densité de notre village de Bakel, qui comprend plus de 2500 habitants, — et tout autour de Dialafara et de Khassama il y a des villages prospères qui s'appellent Dangara, Niafata, Khama, Yerala, Guibrouia, Sekoto, Mouralia, Batama, Yatera, Sitakili, etc., etc. — De plus, beaucoup de gens des pays voisins, du Kassama, du Niambia, viennent travailler aux mines pendant la saison sèche; ils payent pour cela un droit aux chefs du pays. L'aspect de Sola diffère complètement pendant la saison sèche ou pendant la saison des pluies. Durant cette dernière, c'est un tout petit village qui contient à peine 150 habitants. Mais dès que les cultures sont finies et que le travail des mines commence, on voit arriver de tous les côtés des travailleurs qui couvrent d'une multitude de gourbis en paille la plaine s'étendant

entre le village et les mines et qui naguère disparaissait sous le maïs et le sorgho. Beaucoup ont amené leur famille; pendant que les hommes creusent les puits, les femmes et les enfants lavent les terres extraites. En même temps, de Médine, de Bakel, du Fouta, du Diombokho, du Kaarta arrivent les caravanes chargées de sel, d'étoffes, de poudre et de fusils. Les caravanes qui amènent des esclaves viennent plus tôt du sud où, dans ces dernières années, elles trouvaient un large approvisionnement dans les effroyables razzias opérées par Samory. Tout ce monde s'installe au milieu du camp des mineurs et achète l'or à mesure de son extraction, dès que les forgerons l'ont isolé de sa gangue minérale et rocheuse et lui ont donné cette forme d'anneau creusé d'une spirale sous laquelle l'or est vendu dans tout le Soudan. — La même chose se passe à Mouralia (Diebédougou), dont l'importance est plus grande que celle de Sola, même pendant la saison sèche.

« Je suis donc en droit de dire que je suis au-dessous de la vérité lorsque j'estime à 100 000 francs l'or extrait et exporté annuellement du Bambouck ¹ ».

De tout ce qui précède, il faut conclure que certaines parties du haut Sénégal sont incontestablement très riches en or, et que l'exploitation des mines aurifères promet d'assez heureux bénéfices pour tenter plus d'un esprit. Les plus riches de ces mines c'est-à-dire celles du Bouré, sont en territoire occupé par les bandes de Samory. Jusqu'à ce moment il a été impossible, non seulement de songer à leur exploitation, mais même de pénétrer dans le Bouré pour y échanger des marchandises françaises contre l'or extrait par les habitants du pays. Le traité conclu par le colonel Frey avec Samory nous ouvrira probablement le commerce de ce riche pays. D'ailleurs, c'est surtout vers l'exploitation agricole, vers la production des matières oléagineuses, sucrées, amidonnées, que toute l'attention des colons doit être dirigée. Ces matières sont celles que notre industrie recherche avec le plus d'empressement.

Pour donner à cette production l'impulsion dont elle a besoin, une chose est avant tout indispensable, la création de routes sûres et praticables, facilitant la marche vers nos

1. Note inédite, manuscrite, remise à l'auteur de ce livre par le docteur Colin.

postes des produits des régions environnantes et permettant à des colonnes mobiles de soldats indigènes encadrés par quelques Européens de maintenir l'ordre en tout temps.

4. — LES RELATIONS MARITIMES DU SÉNÉGAL.

Les relations de la Colonie avec les rivières du Sud sont assurées par le fonctionnement régulier d'un service mensuel de bateaux à vapeur subventionné par le Conseil général. Le navire quitte Dakar le premier de chaque mois et fait escale à Rufisque, Foundiougne (rivière de Saloum), Sainte-Marie de Bathurst (Gambie), possession anglaise, Carabane (Cazamance), Boulama (Bissagos), possession portugaise, Bel-Air (Rio-Nuñez), Boffa (Rio-Pongo), Benty (Mellacorée et Freetown (Sierra-Leone), possession anglaise, point extrême de son parcours où il arrive le 13 pour en repartir le 15 et rentrer le 26 à Dakar.

D'un autre côté, les paquebots anglais de la *British and African steam navigation Company* partent tous les vingt et un jours de Liverpool à destination de Gorée, Sainte-Marie de Bathurst, Freetown (possessions anglaises), Monrovia, Grand-Bassam (République de Liberia), Grand-Bassam (possession française), Cape-Coast-Castle, Anamaboé, Wynebah, Accra, Adda, Quitta, Lagos (possessions anglaises), Benin, Bouny (prétendue protection anglaise), Fernando-Po (possession espagnole), Cameroon (possession allemande). Les mêmes ports sont visités au retour.

Les paquebots allemands de la compagnie Woerman, de Hambourg, une fois par mois, à des dates variables, mais fixées d'avance par les itinéraires (deux fois en septembre et en novembre), touchent à Gorée, à Monrovia, Grand-Bassam, Sinoë, cap Palmas (République de Liberia), Cape-Coats-Castle, Wynebah, Salt-Pond (possession anglaise), Petit-Popo (possession allemande), Accra, Adda (possessions anglaises), Bageida (possession allemande depuis le 12 juillet 1884), Grand-Popo (possession française), Wydah (Dahomey), Fernando-Po (possession espagnole) Cameroon (possession allemande), Eloby, Gabon (possession française), Landana Cabinda, Banana (possessions portugaises ou revendiquées comme telles), Mucullo, Ambrizette, Mouser, Kisémbé (possessions allemandes récentes), Ambriz et Saint-Paul de Loanda (possessions portugaises).

Nous avons tenu à indiquer la nationalité et les points de relâche des navires qui font un service régulier sur la côte occidentale d'Afrique, pour montrer notre état d'infériorité sur les Anglais et les Allemands. Nous avons sur toute cette côte des comptoirs et des factoreries françaises nombreux qui ne voient notre pavillon que tous les six mois ou tous les ans, lorsque les navires de commerce apportent de France les marchandises qui servent aux échanges. Donc, pour les voyages, pour les correspondances, pour les besoins commerciaux urgents, les Français établis dans ces parages sont tributaires des Anglais et des Allemands. Il serait à souhaiter que le bateau qui chaque mois effectue le voyage de Dakar à Sierra-Leone poursuivit sa route jusqu'à nos possessions du Gabon en touchant sur la côte tous les points qui appartiennent à la France ou qui se sont mis sous notre protectorat. Il suffirait pour cela d'accorder à ce service une subvention de la métropole.

Les communications du Sénégal avec la France sont rapides et fréquentes. Notre colonie, en effet, se trouve sur le passage des paquebots des messageries maritimes de la ligne de la Plata qui partent de Bordeaux à destination de Buenos-Ayres les 5 et 20 de chaque mois. Ils touchent à Dakar, à l'aller, les 14 et 29 de chaque mois et les 11 et 26 au retour.

En dehors de cette ligne qui fonctionne avec une régularité parfaite, les vapeurs des maisons Maurel et H. Prom, Devès et J. Chaumet, de Bordeaux, et ceux de la Compagnie du Sénégal et de la côte occidentale d'Afrique dont le siège est à Marseille visitent fréquemment le Sénégal et les points où sont établis des factoreries et des comptoirs.

5. — LA SITUATION POLITIQUE DU SÉNÉGAL. — LES MESURES À PRENDRE POUR ASSURER LA TRANQUILLITÉ ET LE PROGRÈS DE LA COLONIE.

Le lecteur qui a suivi avec quelque attention l'histoire rapide de notre action politique et militaire au Sénégal tracée plus haut, a pu se rendre un compte suffisamment exact des difficultés que rencontre dans cette partie de l'Afrique, l'œuvre colonisatrice de la France.

Grâce à l'incessante activité, à l'énergie, à l'habileté du général Faidherbe dont l'œuvre a été continuée surtout pendant ces dernières années par le général Brière de l'Isle on

peut considérer toute la partie du Sénégal située au sud du fleuve jusqu'à la hauteur de Bakel, comme définitivement pacifiée et résignée à se soumettre à notre autorité. Il en est ainsi du Oualo, du Cayor, du Sine, du Saloum, sur la côte de l'Atlantique, du Dimar, du Toro, du Fouta, du Damga et du Guoy sur la rive gauche du fleuve entre Saint-Louis et Bakel. Nous sommes en paix depuis plus de vingt-cinq ans avec les Maures de la rive droite, depuis Saint-Louis jusqu'à Bakel. Au delà de Bakel le Bondou et le Bambouk sur la rive gauche vivent en paix avec nous depuis de nombreuses années ; il est vrai que la mort de Boubakar Saada vient de nous créer quelques difficultés momentanées, mais nous en viendrons facilement à bout ; il eût même été facile, sans aucun doute, de prévenir les événements douloureux dont Bakel vient d'être le siège. Au nord et à l'est de Bakel, sur la rive droite du fleuve, nous vivons en paix avec le pays de Guidimaka, les territoires qui entourent Médine ; le Diamboko et le Kasso sont également tranquilles. Mais, au delà de Médine nous sommes entourés d'ennemis, sans cesse en lutte entre eux et prêts à se mettre d'accord contre nous s'ils pouvaient conserver l'espérance de nous expulser des établissements que nous avons fondés entre le Sénégal et le Niger.

Dans cette région nous avons comme partisans tous les fétichistes, c'est-à-dire des Sarrakholets, des Malinkés et des Bambaras sédentaires, disséminés sur la route de Kayes à Bammakon et dans le Bélédougou, pays situé au nord de cette rive, enclavé dans le grand empire de Ségou. Nos ennemis sont des Toucouleurs et des Peuhls musulmans disséminés parmi les fétichistes et prépondérants à Koniakay, à Diaba, à Farabougou, à Nioro, c'est-à-dire sur la rive droite du Bakoy et dans le royaume de Ségou que gouverne actuellement Ahmadou Cheikhou, fils du grand conquérant du Soudan occidental, Al-Hadji-Omar.

Sans cesse pressurés et violentés de mille façons par les Toucouleurs musulmans les fétichistes aspirent depuis longtemps à s'affranchir d'un joug odieux ; ils nous ont accueillis comme des libérateurs ; un grand nombre sont venus se grouper autour de nos postes et tous comptent sur la France pour les débarrasser de leurs tyrans. Notre présence dans le Haut-Sénégal a été le signal de nombreuses révoltes contre Ahmadou Cheikhou. Déjà le Bélédougou s'est

entièrement affranchi de son autorité et son insurrection divise en deux tronçons l'empire de Ségou. La partie de l'ouest comprenant le Kaarta; elle est gouvernée par Mantaga, frère du sultan; elle a pour capitale Nioro. La partie de l'est était récemment gouvernée par Ahmadou lui-même, siégeant à Ségou-Sikoro sur le Niger, au nord-est de Bamakou. En 1880, Ahmadou a tenté de relever son autorité dans le Bélédougou; il s'y est présenté avec une armée de 5 à 6 mille hommes qui a porté partout le ravage; mais à peine était-il rentré à Ségou que le Bélédougou se soulevait de nouveau. Depuis quelque temps, Ahmadou méditant, sans doute, une attaque de Bakel, a abandonné Ségou et laissé le commandement de la partie orientale de son empire à son lieutenant Tierno Alassana; il s'est porté vers Nioro; mais il est douteux que son frère Mantaga l'y laisse entrer sans résistance.

Tandis que l'empire d'Ahmadou Cheikhou tend à se disloquer un autre chef, ainsi que nous l'avons dit plus haut, s'est levé dans le sud. Samory est déjà maître du Ouassoulou, du Bouré, d'une partie du Manding et il s'avance vers Ségou Sikoro par la rive droite du Niger, menaçant à la fois le royaume d'Ahmadou et nos postes du haut Niger.

Nous sommes ainsi placés entre deux ennemis également dangereux: Ahmadou au nord et à l'est, Samory au sud-est et nous avons pour adversaires presque tous les Toucouleurs musulmans de cette région.

Il est bien évident que dans une semblable situation nous ne pouvons pas songer à pratiquer dans le haut du fleuve la politique exclusivement pacifique qui convient à la partie inférieure du Sénégal. Il faut que nos forts soient sans cesse en haleine, convenablement armés et outillés et il faut s'attendre à ce que tôt ou tard nous soyons obligés de frapper un grand coup, comme nous l'avons fait dans le bas du fleuve pour y établir notre autorité. Dans cette partie de notre tâche nous devons prendre un point d'appui sur les populations fétichistes. Celles-là ne sont pas animées du fanatisme religieux qui porte tous les musulmans à ne jamais reconnaître que par force la suprématie des nations européennes. Ajoutons que les populations fétichistes du Soudan sont depuis de nombreuses années les victimes des musulmans et nous aurons la conviction qu'elles resteront fidèles à l'amitié qu'elle nous manifestent en ce moment. Quant à Samory et à Ahmadou Cheikhou il n'y a pas à compter

faire avec eux d'alliance solide et durable avant que nous ayons entièrement écrasé leur puissance. Ils courberont alors la tête devant le fait accompli comme l'ont fait les chefs maures de la rive droite, comme l'on fait les Arabes de l'Algérie.

Mais si nous devons nous préparer à une lutte armée, il ne nous paraît pas convenable de l'engager nous-mêmes. Il vaut mieux laisser au temps le soin de poursuivre l'œuvre de dissociation déjà commencée dans l'empire d'Ahmadou. La dissémination graduelle des forces de ce chef, dissémination à laquelle nous pouvons pousser en soulevant contre lui les populations les plus voisines de nos établissements nous débarrassera, dans un temps peut-être assez court, de l'un de nos deux ennemis. Il sera alors plus facile de venir à bout de Samory.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, le meilleur moyen de nous protéger d'abord, de pacifier le pays ensuite, consiste à multiplier les voies de communication. La présence sur le Niger d'une canonnière française a déjà dû produire un excellent effet sur les populations du Soudan ; de bonnes routes sur lesquelles circuleraient des canons et des pelotons de cavalerie contribueraient puissamment à asseoir notre autorité sur le reste du pays.

En attendant, il serait utile de créer, dans l'un des postes du haut Sénégal, un centre militaire suffisamment pourvu d'hommes, de chevaux, d'artillerie, de munitions et de vivres pour être pendant toute l'année en mesure, soit de porter secours aux autres postes, soit de lancer une colonne contre les bandes armées de Samory ou d'Ahmadou. Si ce centre avait existé, Ahmadou n'aurait pas pu se transporter comme il vient de le faire avec son armée de Ségou à Nioro d'où il menace Bakel. Il eût été d'autant plus aisément arrêté en route qu'il a été obligé de traverser, pour faire cette manœuvre, le territoire des Bambaras fétichistes du Bélédougou. Le point le plus favorable à l'établissement du centre dont nous parlons serait probablement Kita. Ce poste est situé à peu près à une égale distance de Bammakon et de Médine et au centre des pays Bambaras alliés de la France. C'est dans ce centre militaire que serait le siège du commandant supérieur ou Lieutenant-gouverneur du haut Sénégal. Il faudrait là un militaire à la fois prudent et énergique, peu désireux de faire inutilement des actes

d'éclat, mais résolu, et prompt à entrer en mouvement dès que la nécessité s'en ferait sentir. Nous considérons cette création comme une nécessité qui s'impose immédiatement dans l'intérêt de notre prestige politique et de l'avenir commercial de notre colonie. C'est seulement si nous sommes très forts et réputés invincibles que les populations musulmanes du Soudan accepteront notre autorité, et que l'ordre depuis si longtemps troublé sera rétabli dans ce riche pays.

Il ne faut pas oublier en effet que nous sommes au Sénégal et dans le Soudan occidental, à la fois dans un but de civilisation et de développement commercial et industriel de la France. En établissant définitivement la paix sur un pays qui depuis des siècles est le siège de guerres incessantes et de violences de toutes sortes, nous travaillons, en même temps, au profit de la civilisation et au profit de la grandeur politique et des intérêts matériels de notre pays. Cette œuvre est difficile; elle demande autant de sagesse que d'énergie; mais elle ne nous paraît pas au-dessus des forces et de l'intelligence de la France.

II. — LES RIVIÈRES DU SUD

(Carte IV.)

1. — LES LIMITES DE NOS ÉTABLISSEMENTS

Les territoires français dits des « Rivières du sud » ou du « Bas de Côte » sont situés sur la côte occidentale de l'Afrique, au sud-est du Sénégal. Ils comprennent, d'une part, le territoire de la rivière Cazamance, d'autre part, les territoires de toutes les rivières comprises entre le Rio-Compony et la rivière Maïlah, ou les rivières Scarcies, suivant qu'on adopte ou non la convention conclue entre la France et l'Angleterre, non encore ratifiée par la Chambre des députés, convention sur laquelle nous reviendrons plus bas. Le territoire de la rivière Cazamance est séparé, au nord, de celui du Sénégal, par la Gambie anglaise, et au sud, de celui du Rio-Compony, par les territoires portugais des rivières Cacheo, Jeba, Rio-Grande et Cassini, le Rio Cassini venant d'être abandonné par nous au Portugal en échange de son territoire de Ziginchor sur la Cazamance.

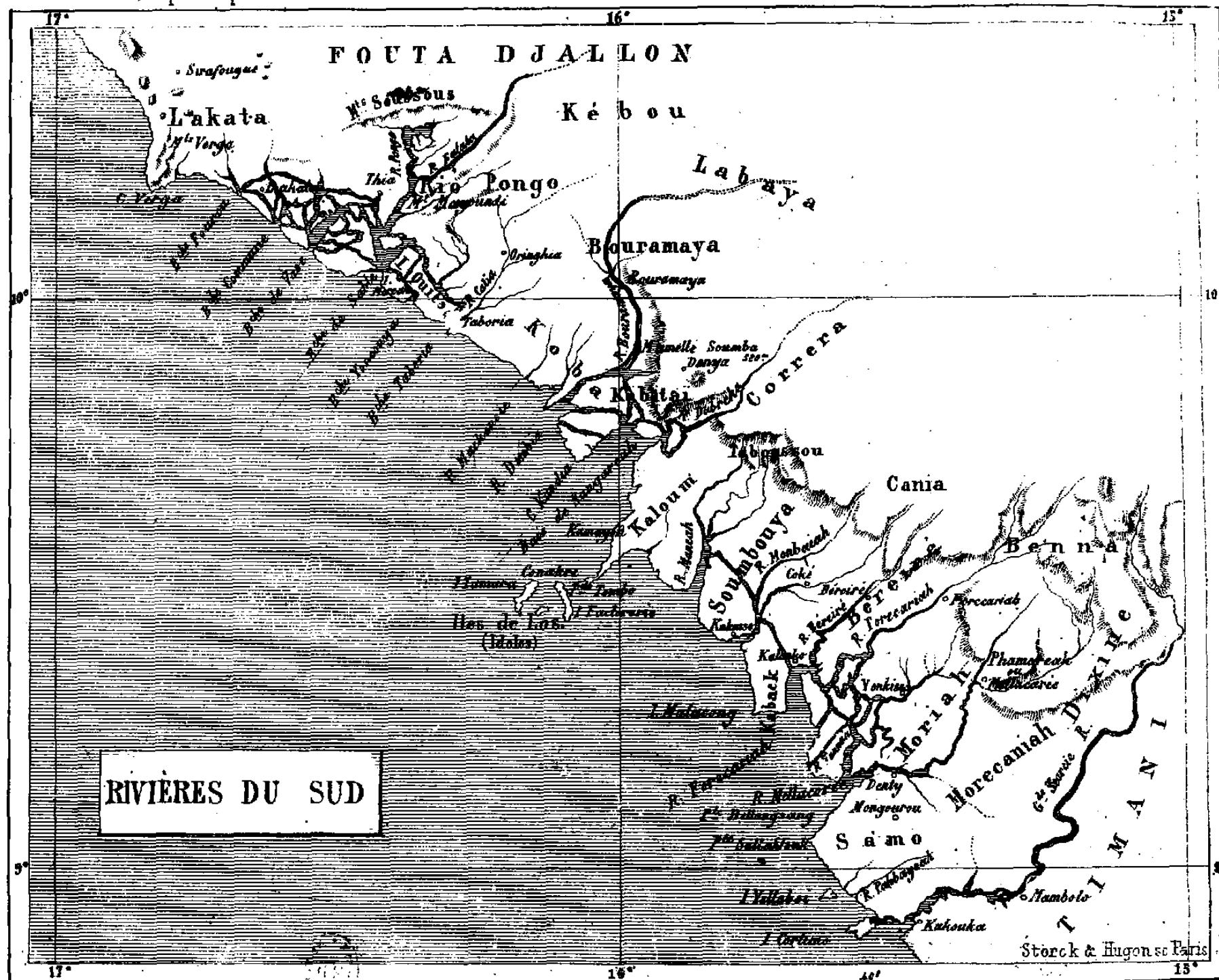
Les établissements français des Rivières du Sud contiennent ainsi les territoires des rivières suivantes :

Cazamance, Rio-Compony, Rio-Nuñez, Rivières Kappatchy, Condeyeri, Coundindi, Rio-Pongo, rivière Bouramaya, Rio Dubreka, rivières Tameney, Manéah, Morebayah, Bereiré, Forecariah, Taunah, Mellacorée, Maïlah et Scarcies (?).

Convention avec le Portugal. — Le Rio-Cassini, situé au-dessus du Rio-Compony appartenait à la France depuis 1867, époque à laquelle M. Vallon l'avait exploré et placé sous notre domination par un traité conclu avec le chef le plus important du pays. Ce traité a été confirmé par un traité, passé en 1865, avec Youro, roi du Nuñez et chef de tous les pays Nalous, parmi lesquels figure le Cassini. Mais d'après une convention qui vient d'être conclue par la France avec le Portugal, nous abandonnons le Rio-Cassini aux Portugais en échange du territoire de Ziginchor qu'ils occupent dans la Cazamance et dont ils nous font cession. D'après cette convention, la frontière entre le territoire français de la Cazamance et les territoires portugais sera représentée par une ligne partant du cap Roxo et se tenant à égale distance de la Cazamance et du Cacheo. La frontière méridionale des établissements portugais suivra une ligne partant du marigot qui sépare l'île Catak (Cassini) de l'île Tristao (Compony), l'île Catak restant aux Portugais et l'île Tristao, ainsi que tout le Compony, aux Français.

Convention avec l'Allemagne. — Une autre convention conclue avec l'Allemagne le 24 décembre 1885 et ratifiée par le Parlement, rend à la France divers territoires occupés par l'Allemagne depuis quelques années sur la côte qui s'étend entre le Campony et la Mellacorée, notamment les territoires du Koba et du Kobitaï; le premier situé entre la rivière Calia et la rivière Bouramaya, et le second situé entre cette dernière rivière et la rivière Dubreka. Ces territoires appartenaient incontestablement à la France en vertu des traités passés en 1865 et 1866 avec les chefs du Rio-Nuñez et du Rio-Pongo, traités confirmés encore par les traités du 20 janvier 1880 avec le chef du Dubreka, en juillet 1880 et en septembre 1884 avec le roi du Bouramayah. Déjà, en 1877, le gouverneur du Sénégal, alors M. Brière de l'Isle, affirmait dans un document officiel les droits de la France sur tout le territoire compris entre le Rio-Pongo et la Mellacorée¹.

1. A la suite de la prise de possession des Scarcies par Sir S. Rowe, gouverneur de Sierra-Leone, en 1877, des tentatives ayant été faites par le même



Jusqu'en 1883, il n'y avait sur ces territoires que des maisons de commerce françaises et anglaises. En 1883, une maison allemande de Hambourg, ayant à sa tête un Français, M. Colin, s'installait dans un village de la presqu'île Tombo, c'est-à-dire en territoire français. Le représentant de la maison allemande à Tombo n'était pas M. Colin lui-même, mais un Suisse. A peine installé celui-ci se mit en rapport avec les chefs du pays dans le but de faire avec eux des traités en faveur de l'Allemagne. « Il dirigea ses entreprises sur cette portion du bas de côte qui se trouve située entre le Rio-Pongo et la presqu'île Tombo et qui est placée sous l'autorité de deux chefs principaux, le roi du Dubréka, Balé Demba et le roi de Bramayah, William Fernandez. Ces rois firent bon accueil, comme d'usage, au nouveau venu et il paraît même que le roi Balé Demba, sur son inspiration, signa une lettre adressée à l'empereur d'Allemagne, et dans laquelle il disait qu'il recevrait avec bienveillance les sujets allemands qui viendraient le visiter. Cette lettre a fait le tour de la presse d'Allemagne, mais on oublia de dire que ce même Balé Demba aux paroles si courtoises, avait placé son pays et ses états tributaires sous la protection de la France par un traité passé avec le commandant Chapelet, de la Mellacorée, le 20 juin 1880, à Tanénay, résidence du roi, et confirmé le 30 du même mois au poste de Benty par Balé Demba en personne, en présence des chefs les plus influents du pays et des Européens et natifs¹. »

Au mois de juin 1884, le Dr Nachtigal tenta de conclure avec Balé Demba un traité qui aurait donné le protectorat

gouverneur pour occuper la presqu'île Tombo située en face des îles Los, qui appartiennent à l'Angleterre, le gouverneur du Sénégal, M. Brière de l'Isle, fit publier dans le journal officiel de la colonie (1877) une déclaration qui mit fin aux tentatives de Sir J. Rowe en affirmant les droits de la France sur tout le territoire compris entre le Rio-Pongo et la Mellacorée, et par conséquent sur la presqu'île Tombo. Voici le texte de cette déclaration publiée dans le numéro du 8 mai 1877 du *Moniteur du Sénégal* : « Le gouverneur du Sénégal et dépendances fait savoir que la France ayant sans partage des droits acquis par des traités sur toute la côte s'étendant de la Mellacorée au Rio-Pongo, y compris les deux rives de ces deux rivières, toutes embarcations, bâtiments au long cours et autres de toutes nations peuvent circuler librement sur ces côtes et rivières, sauf à se conformer aux règles de police et autres établies dans les deux postes de Benty (Mellacorée) et Boffa (Rio-Pongo).

Signé : BRIÈRE DE L'ISLE.

1. J. BOHN, *Les Possessions françaises du Bas de Côte*, in *Bulletin de la Soc. de géogr. de Marseille*, janv., fév., mars 1885.

des territoires de ce chef à l'Allemagne, mais Balé Demba ne put que lui montrer le traité qui déjà le liait à la France. A la fin de décembre 1885, une nouvelle tentative paraît avoir été faite auprès de lui par le capitaine d'une corvette allemande de guerre, sans plus de réussite. Une tentative de même nature aurait été faite le 1^{er} janvier 1885 auprès de William Fernandez qui, lui aussi, dut montrer les traités conclus avec la France en 1883 et 1884. Mais, quelques jours plus tard, le capitaine du navire de guerre allemand l'*Ariane* passait un traité avec le chef d'un petit village situé entre les rivières Bramayah et Dubreka, dans le pays de Kabitaï. Le chef de ce village, nommé Yatia, s'intitulant roi du Kabitaï, conclut avec le capitaine Allemand un traité à la suite duquel le pavillon germanique fut hissé sur la côte. Le lendemain une opération analogue avait lieu sur le territoire de Koba. Le Lieutenant gouverneur des rivières du sud, Dr Bayol, ne tarda pas à protester contre la présence du pavillon allemand sur des villages que nous considérons comme nous appartenant. A la suite de ses protestations des pourparlers furent engagés entre la France et l'Allemagne; on étendit le terrain de la discussion à toutes les possessions allemandes et françaises de la côte occidentale de l'Afrique et l'on finit par signer la convention du 24 décembre 1885, par laquelle : « Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne renonce à tous droits et prétentions qu'il pourrait faire valoir sur des territoires situés entre le Rio-Nuñez et la Mellacorée, notamment sur le Koba et le Kabitaï, et reconnaît la souveraineté de la France sur ces territoires. »

Grâce aux conventions faites avec le Portugal (celle-ci non encore définitive) et avec l'Allemagne, la France est donc la seule puissance autorisée à exercer une action politique sur toute la partie de la côte comprise entre le Rio-Compony et la Mellacorée, y compris les deux rives de ces deux rivières.

Convention avec l'Angleterre. — Au sud de la Mellacorée, il y a contestation entre la France et l'Angleterre. Nous avons dit plus haut qu'en 1879 le gouverneur anglais de Sierra-Leone avait fait occuper les deux rivières Scarcies qui coulent au sud de la Mellacorée. Les établissements commerciaux les plus anciens de la grande et de la petite Scarcie avaient été fondés par des Français. En 1878, sur un mouvement commercial annuel de 4000 tonnes, le commerce

français était représenté par 3000 tonnes environ. La prospérité de nos établissements était due en partie au voisinage de notre poste de Benty, sur la Mellacorée, et surtout à la liberté du commerce, les marchandises préférant se porter vers les Scarcies où n'existait pas de douane que vers Sierra-Leone où elles étaient soumises à des droits. Nous n'avions pas fait acte officiel de possession sur les Scarcies, mais ces rivières devaient être considérées comme des dépendances de notre territoire de la Mellacorée. Cependant, le 24 avril 1879, le gouverneur de Sierra-Leone se rendait en grande pompe dans les Scarcies, accompagné de deux navires de guerre anglais; il prenait possession du territoire de ces deux rivières et, par une proclamation du 25 avril 1879, il les déclarait annexées à la colonie britannique de Sierra-Leone. Un service de douane anglais était immédiatement installé sur l'emplacement d'une factorerie française. A la suite de cet acte, les commerçants français ont abandonné les Scarcies dont le commerce est, aujourd'hui, exclusivement anglais.

Dans le but de résoudre les contestations élevées entre eux à ce propos, les deux gouvernements de la France et de l'Angleterre signèrent, le 28 avril 1882, une convention aux termes de laquelle la France reconnaît le territoire des Scarcies comme appartenant à l'Angleterre. En revanche, l'Angleterre qui nous contestait le droit de nous établir sur l'île Matacong, dépendance du territoire de Forrécaréah, renonce à ses prétentions et nous reconnaît tous droits sur cette île et sur le territoire du Forrécaréah. Ajoutons que les prétentions de l'Angleterre en ce qui concerne le Forrécaréah et l'île Matacong étaient bien peu justifiées. En effet, le territoire de Forrécaréah a été placé sous notre suzeraineté par le traité du 22 novembre 1865, entre le gouverneur du Sénégal et l'Almamy Molégny-Toué, roi de tout le pays Moréah, qui comprend la Mellacorée, le Tannah, le Bereïre et le Forrécaréah.

Le Sénat ratifia sans discussion la Convention du 28 avril 1882, mais la commission de la Chambre nommée ultérieurement pour l'étudier conclut à son rejet et la discussion n'est jamais venue devant la Chambre des députés. Cependant la convention est exécutée par les deux nations; seule la ligne de démarcation entre le bassin de la Mellacorée et celui des Scarcies prévue par la convention et qui doit

servir de limite aux possessions anglaises et françaises n'a pas été encore déterminée. Il serait bon que cette question fût reprise et résolue aussitôt que possible.

2. — GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET ETHNOLOGIQUE

Le territoire français des Rivières du Sud a partout le même aspect. La côte est basse, plate, formée par les alluvions qu'entraînent les rivières; elle est marécageuse sur les bords et présente à l'embouchure de chaque rivière un grand nombre d'îles ou de presque îles inondées pendant la saison des pluies et à chaque marée, formées par des dépôts en voie de consolidation. Dans l'intérieur le terrain est un peu plus élevé mais toujours très humide et couvert d'une végétation luxuriante. Celle-ci s'étend jusqu'au massif montagneux du Fouta-Djalou d'où descendent toutes les rivières.

Les populations qui habitent les territoires des rivières du sud appartiennent toutes à la race noire. Elles présentent plusieurs types ou sous-races : les Yolois, les Sarrakolets, les Mandingues, les Mandiagos, les Yolas et les Souss.

Nous connaissons déjà les Yolois, les Sarrakolets et les Mandingues. Ces trois sous-races se trouvent presque exclusivement dans le bassin de la Cazamance. Les premiers occupants de ces territoires paraissent avoir été les Mandiagos et surtout les Yolas. Au commencement de ce siècle, les Sarrakolets [chassés du Haut-Sénégal et du Haut-Niger et probablement aussi du Fouta-Djalou par les populations Peuhls, descendirent dans le bassin de la Cazamance où leurs mœurs très douces et leur amour du travail les firent aisément supporter par les premiers habitants, fort rares d'ailleurs très probablement. Plus tard, vers 1830, les Mandingues, également chassés de l'intérieur par les Peuhls, descendirent à leur tour dans le bassin de la Cazamance. Beaucoup plus guerriers que les Sarrakolets, ils leur imposèrent aisément leur autorité, et ils forment aujourd'hui, dans le bassin de la Cazamance, cinq royaumes ou principautés soumis à des chefs différents mais ayant les mêmes coutumes et la même organisation. Dans les villages de ces principautés, les Yolois, les Sarrakolets, les Mandingues vivent côte à côte et en bonne intelligence. Parmi eux se trouvent encore un certain nombre de Mandiagos et de Yolas.

Les Mandiagos. — Les Mandiagos sont originaires des territoires portugais du Rio-Cacheo. Les Mandiagos « sont de taille moyenne; ils ont les traits assez réguliers, le nez épaté, les lèvres assez épaisses, la bouche grande et le front haut. Ils se distinguent des autres races noires en ce qu'ils portent toute leur barbe, crépue comme leurs cheveux. En dehors des Mandiagos, quelques vieillards seulement laissent pousser un peu de barbe au menton. Le teint des Mandiagos est noir mat, foncé. Les hommes ont les cheveux courts et les femmes disposent leur chevelure en touffes ou chignons. Les Mandiagos sont polygames comme les musulmans et portent presque tous cependant un christ en cuivre sur la poitrine. Cette image provient de leurs ancêtres convertis en bloc au catholicisme par les prêtres portugais. Cette image se transmet aujourd'hui de père en fils, comme talisman ou grisgris précieux. Ils sont cultivateurs et excellents marinières. Ils se nourrissent principalement de riz et de poisson. On remarque avec étonnement qu'ils se montrent avides de chairs corrompues. Ils se font aussi remarquer par leur penchant à s'habiller à l'européenne et par leur goût des liqueurs fortes. Les femmes s'habillent proprement avec les indiennes ou étoffes de laine d'Europe¹. » Le dialecte des Mandiagos contient un grand nombre de mots portugais ou d'origine portugaise.

Les Yolas. — Les Yolas se trouvent surtout, comme les Mandiagos, dans le voisinage immédiat des côtes; ils existent cependant dans la haute Cazamance. Ils « sont remarquables par leur conformation physique, bien différente de celle de tous leurs voisins. Ils ont la taille moyenne, la face large et ronde, le front bas et fuyant, le nez aplati, les lèvres fort épaisses et les traits généralement grossiers. Leur teint est noir et moins foncé que celui des Mandingues et des Yolofo. L'ensemble de leur physionomie indique un état d'infériorité intellectuelle. Les hommes et les femmes ont les cheveux crépus, coupés ras. La propreté corporelle et l'habillement leur sont, à peu de chose près, inconnus. Les femmes surtout sont d'une malpropreté repoussante. Ils sont fétichistes et idolâtres. Leur habillement se compose de quelques morceaux de guinée à la ceinture. Ils portent comme parure au cou et aux membres de nombreux

1. BOUR, *Les dépendances du Sénégal*, p. 29.

anneaux de cuivre et beaucoup de verroteries grossières. D'un tempérament paisible et doux, ils n'entreprennent jamais la guerre sans y être contraints par une attaque. Ils n'ont que très peu d'esclaves et n'en recherchent pas. Ce sont des travailleurs infatigables. Les Yolas de la basse Cazamance se livrent particulièrement à la pêche et à la culture du riz. Ils se nourrissent de riz, de poisson, d'hippopotames et de chiens. Comme les Bambaras du Kaarta, ils élèvent ce dernier animal pour le manger. Les Yolas ont un langage presque totalement inconnu de leurs voisins. Réputés pillards autrefois et fortement attachés à leurs mœurs primitives, ils n'ont jamais vu leur alliance recherchée. Aujourd'hui encore les émigrés Yolas, au milieu des diverses populations, conservent leur fétichisme et leurs mœurs particulières, vivant pour ainsi dire isolés au milieu des autres¹. »

Les Soussous — Les noirs Soussous occupent à peu près exclusivement tous les territoires compris entre le Rio-Nuñez et la Mellacorée. Les Soussous viennent, comme les Mandingues et les Sarrakolets, du haut Niger et du haut Sénégal d'où ils ont été chassés vers la côte par les Peuhls. Ils se sont mélangés avec la population noire qui occupait primitivement ces territoires et qui est formé de peuplades désignées sous les noms de Nalous dans le Rio-Nuñez, Bagas entre le Rio-Pongo et le Dubreka, et Boulanes plus au sud. Ces populations ont beaucoup de ressemblance avec les Yolas; elles sont toutes fétichistes. Les Soussous forment dans cette région un certain nombre de petites principautés sur lesquelles l'Almany de Tombo, capitale du Fouta-Djalon, exerce une souveraineté non contestée. L'Almany de Timbo nomme le roi du Rio-Pongo sur la présentation de l'Almany de Bambaya et le roi des Soussous du Rio-Pongo paye un tribut annuel à l'Almany de Bambaya. Le traité du 5 juin 1881 qui place le Fouta-Djalon tout entier sous le protectorat de la France, y plaçait donc aussi les territoires Soussous; mais nous avons encore des traités particuliers avec chacun des États Soussous. Les Soussous sont de taille moyenne; ils sont colorés en noir peu foncé et leur physionomie est intelligente. Ils s'assimilent facilement aux usages des européens et en adoptent volontiers le vêtement,

1. BOUR, *loc. cit.*, p. 31.

surtout les pantalons, la chaussure et la coiffure, mais ils ne renoncent pas volontiers à leur boubou, sorte de grande blouse sans manches. Ils sont assez pacifiques et travailleurs. Fétichistes au fond, grands buveurs d'eau-de-vie, ils célèbrent cependant les principales fêtes des musulmans. Politiquement ils sont dominés par des princes très autocrates et des sorciers aussi dangereux qu'ignorants.

Après ces considérations générales, nous devons dire quelques mots des principales rivières du Bas de Côte.

La Cazamance.

Parmi ces rivières, celle qui offre le plus d'intérêt est, sans contredit, la Cazamance, non seulement parce qu'elle constitue une excellente voie de pénétration vers les territoires riches et peuplés du Fouta Djalon d'où elle descend, mais encore parce que son territoire est l'un des plus fertiles de la région. Après le Sénégal, c'est la Cazamance qui, de tous nos établissements, fait le trafic commercial le plus considérable. (Certe V.)

Le cours de la Cazamance a une longueur d'environ 280 kilomètres. L'entrée en est obstruée par des bancs de sable. Trois passes permettent aux navires de pénétrer dans la rivière, mais une seule est praticable par les bâtiments de fort tonnage qui peuvent aller ensuite jusqu'au mouillage de Ziginchor, où ils trouvent un fond de 7 mètres. L'accès de toutes les rivières de cette contrée est difficile et nécessite le concours de pilotes noirs d'une merveilleuse adresse, familiarisés avec les passes dangereuses qu'il faut traverser pour pénétrer dans l'intérieur.

La cession du territoire de Ziginchor à la France par les Portugais ne peut manquer de nous être très avantageuse. Elle favorisera le développement commercial et politique de la France dans cette région. La Cazamance qui donne comme droits perçus par la douane une moyenne de 58 000 francs, pourra, désormais, atteindre le chiffre de 80 000 francs, car la fraude était favorisée par l'établissement Portugais qui dirigeait beaucoup de produits sur le Rio-Cacheo par le marigot de Cajinolles (apertado des Portugais).

Quand au Cassini, que nous abandonnons au Portugal, il n'a pas en ce moment une seule maison de commerce. En

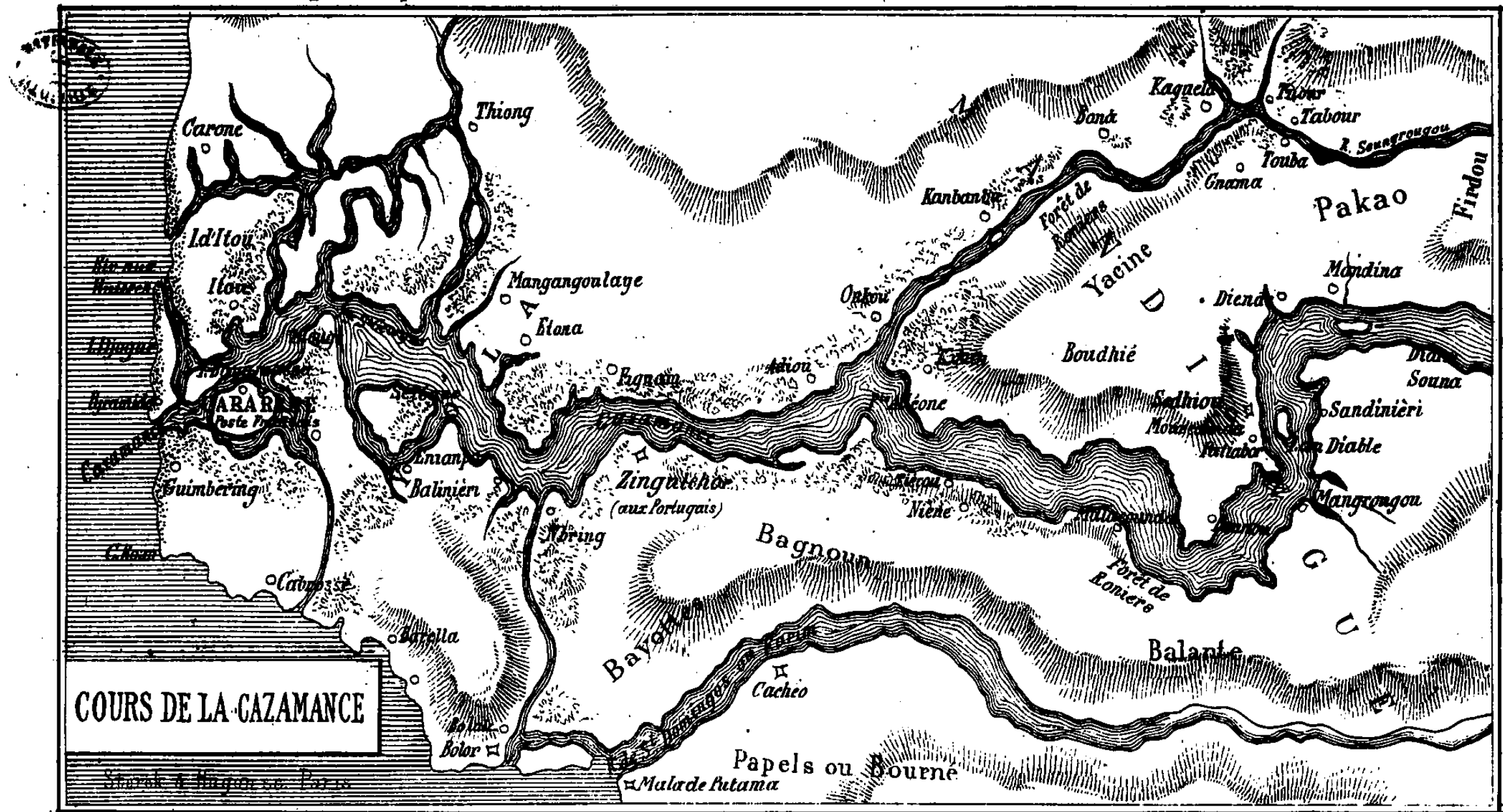
gardant l'île Tristao et le Rio-Compony nous conservons des points où la traite commerciale est active et dont les négociants du Rio-Nuñez retirent de grands avantages.

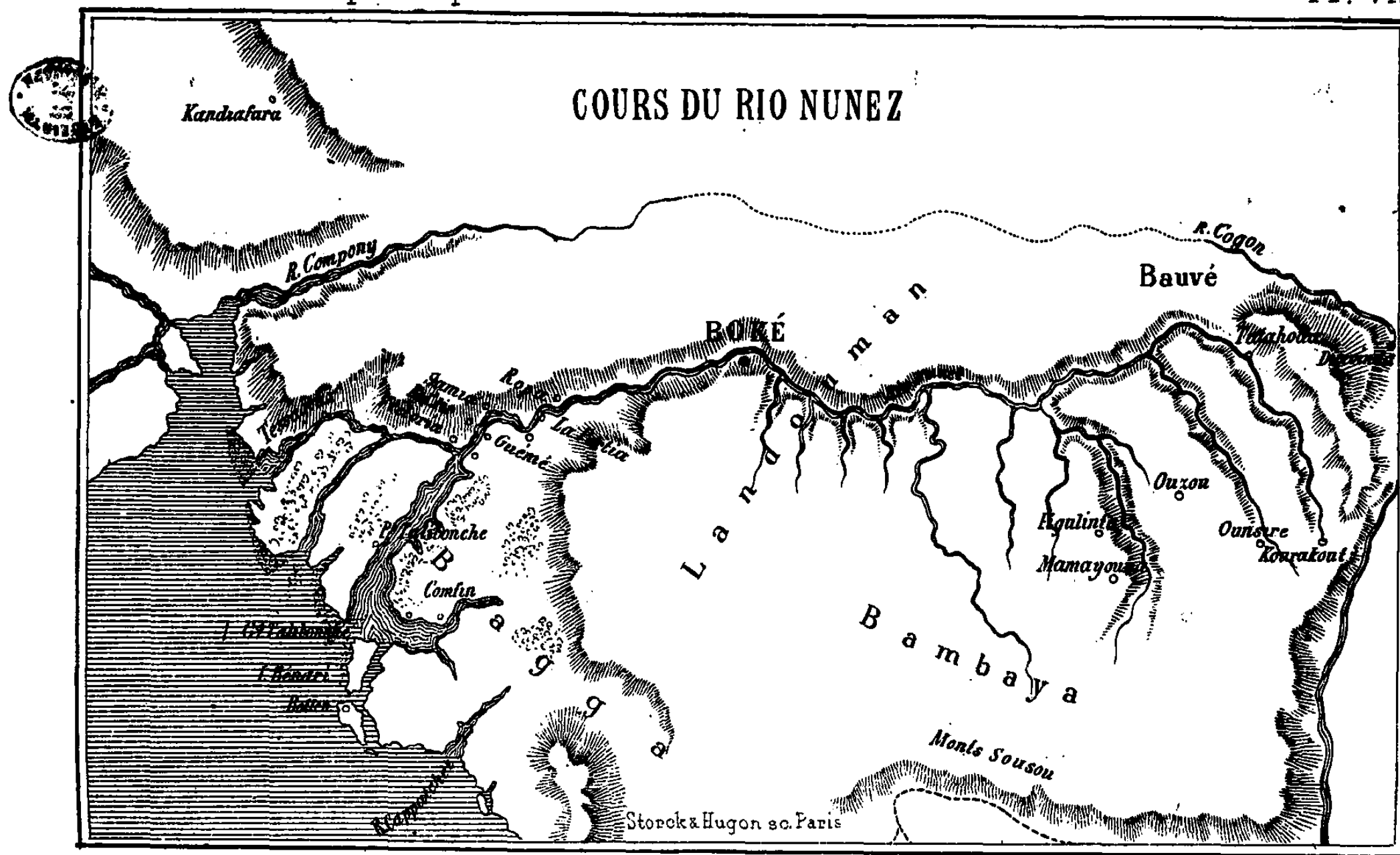
La marée se fait sentir dans la Cazamance jusqu'à Sedhiou, important village dont nous reparlerons; un vapeur peut s'y rendre en douze heures depuis l'embouchure du fleuve; les voiliers mettent en moyenne trois jours pour franchir la distance. Cette rivière est fréquentée par des cotres et des goëlettes de l'île de Gorée et par quelques caboteurs anglais qui viennent y faire des chargements de noix de Kola. Un gros affluent de la Cazamance, la rivière Soungrougou permet la navigation de chalands calant 80 centimètres qui desservent les comptoirs des traitants établis sur les rives, à proximité des villages et qui trafiquent pour le compte des établissements commerciaux de Sédhiou. La navigation de ces cours d'eau est aussi libre que possible; on n'y craint pas les pillages, et on n'a pas à y redouter de droits de passage de la part des chefs riverains. Le régime des douanes appliqué dans la Cazamance est celui du Sénégal et les droits d'entrée ou de sortie sont acquittés au poste français de Carabane.

Les rives de la Cazamance sont basses, inondées aux hautes eaux, cultivées en rizières d'une luxuriante végétation. De nombreux villages sont répandus sur les bords de la rivière et quelques-uns ont une importance réelle. Nous citerons sur la rive gauche : Yatacounda, 1200 habitants; Mangrougou, 1000 habitants; Cougnara, 900 habitants; Sandiniéri, 800 habitants, et sur la rive droite : Sédhiou 1 827 habitants; Bounou et Grand-Moncôno qui comptent chacun 800 habitants. Sur les deux rives, les villages de 500, 300, 200 habitants sont nombreux.

A l'entrée de la Cazamance, se trouve Carabane, poste douanier occupé par un chef de poste avec une garnison de six hommes, cinq employés de la douane et deux pilotes. C'est un endroit malsain, en raison du voisinage de marais pestilentiels. Néanmoins, sa situation à l'embouchure de la rivière y a fait établir des succursales de plusieurs maisons de Gorée.

Ziginchor, naguère possession portugaise, est habitée par des Yolas et des Mandiagos. La maison Chambaz et Sambain, de Sédhiou et la maison Maurel et Prom, de Bordeaux, y ont installé deux établissements.





Sédhiou est à 35 lieues de l'embouchure de la Cazamance; c'est le point commercial le plus important de nos possessions de la côte occidentale. Un fort y a été construit dès 1837. Le village est habité par une population mélangée de Yoloofs, de Mandingues, de Mandiagos, de Sarrakolets, de Balantes, de Yolas, etc.¹. C'est à Sédhiou que sont centralisés tous les produits de la contrée. Les navires viennent y prendre des chargements à destination d'Europe.

La température moyenne des pays de la Cazamance est élevée. Elle oscille entre 33° et 35° centigrades à l'ombre. Pendant les mois de décembre et de janvier elle descend à 25°. La saison de l'hivernage commence en mai pour se terminer dans la deuxième quinzaine d'octobre; pendant cette période, de forts coups de vent, des orages violents, des tornades ou des pluies torrentielles se succèdent sans interruption.

Les principaux produits d'exportation de la Cazamance sont : l'arachide qui fournit, en bonne campagne, mensuellement, un million de kilogrammes, le gros et le petit mil, le riz, les amandes de palme, l'huile de palme, des cuirs et un peu de coton. Le coton n'est pas cultivé et cependant il pousse en assez grande abondance pour permettre à la population de se vêtir d'abord et d'échanger le reste contre des produits européens. On exporte également de la Cazamance annuellement de 4000 à 6000 paires d'oiseaux.

Le commerce de cette région est encore fréquemment gêné par l'altitude des chefs indigènes. Par rivalité entre eux ou pour faire acte d'hostilité envers les blancs, ils pro-

1. TABLEAU DE LA POPULATION DE SÉDHIU POUR L'ANNÉE 1884.

Européens	3
Gens de couleur	20
Ouolofs	165
Toucouleurs	134
Peulhs	230
Bambaras	48
Kassonkès	35
Sarrakholès	214
Yolas	1088
Mandingues	1028
Balantes	979
Baguouns	311
Mandiagos	40
Population flottante, approximativement	106
Total	<u>4401</u>

noncent parfois l'interdiction aux cultivateurs de vendre leurs marchandises aux traitants pendant toute une saison, sous peine de confiscation. Cette attitude est d'autant plus nuisible au commerce que la perte des produits laborieusement amassés par les indigènes, leur enlève rapidement le goût du travail et de la culture et encourage la paresse pour laquelle ils ont déjà un goût trop prononcé.

Comme dans tous les pays intertropicaux où la civilisation n'a pu encore pénétrer, les articles européens importés en Cazamance sont : les cotonnades, guinées, rouenneries, calicots, les étoffes de laine, la quincaillerie, le fer, les armes à feu, la poudre, l'ambre, le corail, les verroteries, le tabac et les spiritueux.

Rien de plus curieux et de plus pittoresque que l'époque de la traite dans ces contrées. Elle a lieu de décembre à juin. Pendant ce temps, les villages riverains de la Cazamance voient arriver et s'installer parmi eux un ou plusieurs traitants des maisons de Sédhieu et de Carabane avec les articles européens les plus recherchés. A son arrivée dans un village, le premier soin du traitant est de payer au chef sur le territoire duquel il s'établit un certain nombre de gourdes (pièces d'argent de 5 francs) à titre de location du terrain qu'il occupe. Peu à peu le bruit de l'installation des traitants s'est répandu dans l'intérieur du pays et les indigènes affluent au village avec les produits de leur sol qui sont échangés contre les objets dont nous avons déjà parlé. Pour beaucoup de nègres la vue d'une pièce de toile, d'une arme à feu, dont la possession est vivement désirée, est un stimulant puissant qui les encourage et les pousse à travailler et à produire. La loyauté dans les transactions est également un moyen excellent de les attacher à nous et les traitants qui observent cette règle voient chaque année augmenter leur clientèle.

En résumé, nos établissements de la Cazamance sont importants et pourraient se développer rapidement sans les guerres perpétuelles des populations Mandingues auxquelles, d'ailleurs, nos traitants fournissent des armes et de la poudre. Comme ces nègres belliqueux sont surtout nombreux dans la haute Cazamance, les indigènes de l'intérieur, pour ne pas traverser un pays constamment en guerre, vont porter leurs produits soit dans la Gambie anglaise, soit à Sierra-Leone.

Les seules rivières après la Cazamance dont nous devons parler ici sont : le Rio-Nuñez, le Rio-Pongo, dont les rives sont occupées par un grand nombre d'Européens qui y font un grand trafic, et les deux rivières voisines, le Bouramaya, la Dubreka et la Mellacorée.

Le Rio-Nuñez.

Le Rio-Nuñez (Carte VI) prend sa source, comme la Cazamance, dans les montagnes du Fouta-Djalou ; il débouche dans la mer à 25 milles environ au sud du cap Verga, après avoir traversé un territoire très fertile, habité par des populations Soussous qui ont pris la place des anciens habitants Nalous et Bagas. Après un cours navigable pour les petits navires sur une trentaine de kilomètres, on trouve un seuil de roches au delà duquel le Rio-Nuñez et les rivières qui le forment ne sont plus que des torrents. A partir de ce point le terrain devient accidenté, présente une série de collines qui s'élèvent graduellement jusqu'aux montagnes du Fouta-Djalou. Dans sa partie navigable le fleuve traverse un pays plat, uniforme, très humide, marécageux même sur les bords de la mer, cultivé en rizières et contenant dans ses forêts impénétrables une grande quantité de palmiers à huile (*Elceis guineensis*) qui font une partie de la richesse du pays. Des villages importants et peuplés existent de chaque côté du fleuve. Le plus grand est celui de Boké¹, où la

1. TABLEAU DE LA POPULATION DE BOKÉ (RIVIÈRES DU SUD) POUR L'ANNÉE 1884.

DÉSIGNATION.	HOMMES et garçons.	FEMMES et filles.
Européens.. . . .	25	»
Ouolofs.	200	20
Anglais (noirs).	325	60
Landoumans.	12,000	»
Nalous.	9,000	»
TOTAL.	21,550	80
Population flottante approximative.	4,500	»
TOTAL GÉNÉRAL.	26,130	

France a établi un poste militaire destiné à assurer la sécurité du commerce. Le café pousse bien dans le Rio-Nuñez et il est d'une excellente qualité, mais il n'est pour ainsi dire pas cultivé; celui qu'on y récolte en ce moment vient presque uniquement d'arbres qui poussent à peu près à l'état sauvage. Les arachides, l'huile de palme, les oiseaux sont des éléments de richesse susceptibles d'un grand développement.

Le Rio-Pongo.

Le Rio-Pongo est placé sous le 10° de latitude nord et sous le 16° 21' de longitude ouest. Il forme un delta avec six embouchures accessibles aux navires jaugeant jusqu'à 1500 tonneaux. L'entrée de la rivière est difficile et les cartes hydrographiques qui pourraient rendre d'utiles services remontent à 1830 et à 1859; or, depuis cette époque les barres se sont déplacées. Les navigateurs qui fréquentent ces parages réclament, en outre, l'installation d'un poste de pilotes à la pointe Observation, ou sur l'île Morérah, situées l'une à droite et l'autre à gauche de l'embouchure principale. Pour se procurer des pilotes, les navires doivent aller aux îles de Los ou à Sierra-Leone, c'est-à-dire en pays anglais. Enfin, il est urgent de baliser la barre et le chenal du Rio-Pongo et d'installer un feu à l'entrée de la rivière.

Les grands navires qui pénètrent dans le Rio-Pongo choisissent la barre principale dite « barre de Sable » qui a des fonds de dix à quinze mètres; les goëlettes prennent de préférence la « barre de Vase » située à gauche de la première et qui a l'avantage d'être mieux connue des pilotes indigènes. À gauche de la barre de Vase se trouve la « barre Commune » fréquentée par les goëlettes exportant les produits du pays de Lakata dont nous aurons à parler; la « barre de Taboria », située à l'extrémité sud du delta, donne passage aux navires portugais qui vont chaque année dans le pays de Koba faire des chargements de noix de Kola; quant aux barres « Yoncouya » et « Fourou », elles sont sans importance.

Un grand nombre d'îlots ont été formés par alluvion à l'entrée de la rivière. Ce sont des marécages couverts de palétuviers qui ne donnent qu'une idée très inexacte

de l'intérieur du pays. Le Rio-Pongo coule entre de hautes montagnes couvertes de rochers d'une taille gigantesque et de formes bizarres qui semblent devoir être attribués à des convulsions volcaniques.

La population indigène du pays est évaluée à 30 000 habitants; la population européenne est de 250 habitants environ. Les principaux centres du Rio-Pongo sont Boffa, chef-lieu du cercle, situé au fond du delta, dans une situation assez peu centrale bien qu'il serve de poste à la douane française; cela permet aux navires exportant les produits du pays et empruntant les voies de la barre Commune, de la barre de Taboria, et une partie de ceux qui passent par la barre de Vase, d'échapper à son action. Dominghia, Sangha, Bakoro et Falinghia sont autant de points commerciaux occupés par des factoreries et des traitants.

Le principal affluent du Rio-Pongo est le Fatalah. Encaissée entre des collines boisées, couvertes de fleurs et de l'aspect le plus agréable, cette rivière prend sa source dans le Fouta-Djalou et vient se jeter dans le fleuve, au-dessus de Boffa, en face l'île du Diable. Le Fatalah est navigable pour les petites goëlettes, pendant la saison sèche, jusqu'à Corérah où sont établies des factoreries françaises, anglaises, allemandes et des traitants Yoloofs, Sierra-Léonais et Portugais.

Pendant la saison sèche, une embarcation de six nageurs, profitant du flot, peut se rendre en sept à huit heures de Boffa à Corérah; pendant la saison des pluies, il faut, pour accomplir le même trajet, de quinze à vingt heures. La rivière Fatalah n'est que depuis peu de temps ouverte aux Européens; son cours est encore peu connu, mais ce qu'on en sait permet d'affirmer que sa navigation est difficile, son lit étant parsemé de rochers et de bancs de sable. Afin d'obvier à ces difficultés, les factoreries se servent, pour leurs transports sur cette rivière, de grandes et larges embarcations à fond plat, d'une capacité de 20 à 30 tonneaux, que les naturels dirigent avec habileté. Après Corérah, les points les plus importants de la rivière Fatalah sont Tamia, Lisso et Bassaya.

Le bassin du Rio-Pongo est sain et préservé des épidémies qui sévissent trop souvent dans les colonies voisines; cependant la température moyenne y est de 29° à l'ombre, et elle atteint parfois 35°. L'hivernage commence en mai

pour finir en novembre; les mois de juillet, août et septembre sont particulièrement pluvieux.

Les populations des rives du Rio-Pongo et du Fatalah appartiennent à la race noire Soussou.

Le sol du Rio-Pongo est fécond, mais les naturels n'ont aucun goût pour la culture, du moins dans le bas du fleuve. Les travaux des champs y sont abandonnés aux femmes et aux esclaves, qui ne font même pas produire à la terre les aliments nécessaires à la subsistance de la famille.

Cette indifférence provient, sans aucun doute, des institutions du pays qui font le roi propriétaire du sol et qui ne permettent pas la vente des terrains. Chaque année, par exemple, on est obligé de faire venir à grands frais une partie du riz qui fait la base de l'alimentation des habitants; le pays se prête admirablement à cette culture, grâce à la chaleur, à la constance de l'humidité de l'atmosphère et du sol, et à la nature du terrain. Plus haut, dans le Fatalah, où chaque indigène est possesseur de la terre qu'il a défrichée, la population vit dans une aisance relative. Quoiqu'il en soit, le pays produit les noix de Kola, les amandes de palme, les arachides, le riz, le sésame, la cire, le miel, etc.

Le café croît à l'état sauvage un peu partout et l'on s'accorde à lui reconnaître une qualité supérieure, mais les naturels se refusent à cultiver une plante qui ne donne pas des bénéfices immédiats. Le cotonnier y existe également à l'état sauvage; le coton est recueilli par les femmes qui le peignent, le filent et en fabriquent des pagnes.

Toutes les productions livrées au commerce ont pour origine le Fatalah, dont nous avons dit un mot, le Lakata, le Koba et le Fouta-Djalou; ce dernier surtout.

Lé Lakata.

Le territoire du Lakata est situé entre le Rio-Nuñez et le Rio-Pongo, sur le bord de la mer. C'est un pays riche et peuplé qui s'est librement donné à la France, grâce à M. Ch. Bour, commandant du cercle de Rio-Pongo. Il fournit en abondance des noix de Kola, du caoutchouc, des amandes de palme, de l'huile de palme, des graines de sésame, etc. Jusqu'à ces derniers temps le Lakata était soumis chaque année aux incursions de bandes de pillards organisées par

le roi du Rio-Pongo. A l'entrée de la saison sèche, c'est-à-dire après la récolte, les bandes composées de cent à cent cinquante individus s'abattaient sur les villages du Lakata saisissant les récoltes, les femmes et les enfants. Tous les hommes qui voulaient s'opposer aux pillages étaient massacrés; les femmes et les enfants capturés étaient expédiés dans l'intérieur pour y être vendus comme esclaves. Dans le but de faire cesser les pillages, les chefs du Lakata « ont donné tous leurs pays, volontairement et librement, en toute souveraineté, à la France » par un traité du 26 janvier 1884, ratifié par le gouvernement français le 9 janvier 1884. En échange de cet abandon, « la France promet aide et protection aux chefs du Lakata et prend l'engagement que « les lois, religions et coutumes des sujets ne seront en aucune façon inquiétées. »

Le Koba.

Le Koba est un état placé sur le littoral de la mer, entre le Rio-Pongo et le Bouramaya. La plus importante production de ce pays est la noix de Kola fort appréciée comme article d'échange par les caravanes de l'intérieur. Chaque année le Koba est envahi par des traitants portugais et anglais qui enlèvent la presque totalité des produits sans payer les droits de douane à Boffa qui est trop éloigné. Il serait nécessaire d'établir, au moins pendant la saison de vente, c'est-à-dire de décembre à mars, en vue de la barre de Taboria, un poste de douane chargé de percevoir les droits au passage des navires. Cette mesure s'impose. En l'état actuel des choses nos traitants qui payent des droits de location pour leur installation, qui ont des frais d'établissement, qui doivent supporter les droits de douane, sont dans un état d'infériorité vis-à-vis de leurs concurrents étrangers. Ces derniers usent de leurs avantages pour offrir aux indigènes un prix plus élevé et ils accaparent ainsi la majeure partie du marché du pays.

Le Bouramaya.

La rivière Bramaya et son territoire font partie depuis peu de temps du domaine colonial de la France. Cette rivière prend sa source dans les plateaux du Kébou contre-

forts des montagnes du Fouta-Djalon, traverse les États du Labayah et du Bouramaya et se jette dans l'Océan, non loin de l'embouchure du Dubreka auquel elle est reliée par deux grands marigots. L'entrée de cette rivière est difficile à cause de la barre dont la profondeur varie entre 2^m75 et 3 mètres, aussi n'est-elle fréquentée que par des cotres ou des petites goëlettes qui remontent jusqu'à Bramaya, village royal. Sur les rives, sont établies cinq grandes factoreries françaises, une dizaine de sous-factoreries et de nombreux traitants de Sierra-Leone disséminés dans les villages placés sur les routes des caravanes du Fouta-Djalon à la côte. Deux routes provenant de l'intérieur aboutissent aux comptoirs du Bouramaya. L'une vient de Timbo qui n'est qu'à huit ou neuf jours de marche. Toutes deux sont entretenues en bon état par le roi. Les caravanes apportent, comme celles qui se dirigent vers le Rio-Pongo, de l'or et du caoutchouc, qu'elles échangent contre les articles européens. Quant aux productions du pays elles consistent en riz, arachides, sésames, huile de palme, noix de kola, etc.

Dans la convention qui a été signée le 14 juin 1883 au nom de la France avec le roi du Bouramaya, il a été stipulé que la langue française serait seule enseignée dans les établissements d'instruction qui viendraient s'installer sur les territoires soumis au protectorat de la France.

Le Dubreka.

La rivière Dubreka se jette dans l'Atlantique au fond de la baie de Sangaréah ; à une faible distance au-dessus de la pointe de Tombo et des îles de Los (ces dernières appartiennent à l'Angleterre). Elle a reçu depuis quelques années une partie des comptoirs de la Mellacore.

Les navires ayant un tirant d'eau de trois mètres doivent mouiller dans la rivière à trois milles environ de l'embouchure. Ce point est distant de cinq milles de Dubreka où sont établies les factoreries européennes. Les petites goëlettes peuvent seules remonter la rivière à marée haute, en prenant un pilote soit à Conakry (presqu'île Tombo), soit aux îles de Los, car le fond est parsemé de rochers et de bancs de sable.

Il existe à Dubreka trois factoreries françaises, deux

factoreries anglaises et deux allemandes avec un grand nombre de sous-factoreries et de traitants répandus dans le pays. La distance qui les sépare de Tombo (Fouta-Djalou) est de huit jours. Les caravanes se dirigeaient autrefois volontiers vers les factoreries de Dubreka; mais, en 1883 et 1884, le roi de la contrée prit une part active dans les guerres soutenues par ses voisins du Moréah, et les caravanes jugeant à bon droit le pays peu sûr, ont pris la route d'autres comptoirs.

La langue anglaise est parlée par la majorité des habitants et la monnaie anglaise est seule connue dans la rivière.

Le roi a signé en 1880 un traité reconnaissant le protectorat et la suzeraineté de la France, mais il y eut une violente opposition des chefs qui dure encore. Les négociants établis dans ces parages demandent instamment l'établissement d'un poste fortifié auprès de leurs factoreries pour les protéger contre les caprices et les exigences du roi, des chefs et des habitants et contre des pillages toujours à craindre tant qu'une autorité sérieuse ne leur en imposera pas. Les droits de douane qui ne sont pas perçus actuellement devraient l'être et rapporteraient d'après les évaluations les plus sérieuses une somme de 200 000 francs, plus que suffisante pour couvrir les frais d'une installation.

La presqu'île Tombo.

La presqu'île de Tombo paraît être appelée à devenir l'un des points les plus importants, probablement même le plus important de nos territoires des rivières du sud. Cette presqu'île s'avance considérablement dans la mer au-dessus de l'embouchure de la Dubreka et en face des îles de Los qui appartiennent à l'Angleterre. Elle se termine par une sorte d'île qu'une simple bande de sable relie à la terre et sur laquelle est bâti le village de Conakry. Depuis quelques années le commerce qui avait autrefois son siège dans les îles de Los, tend à les abandonner à cause des droits considérables de douane qu'il est obligé d'y payer et il se transporte sur la presqu'île de Tombo. La Compagnie du Sénégal et de la côte occidentale d'Afrique vient d'y établir une sorte d'entrepôt général de ses établissements des rivières du sud. Les huit steamers de 900 à 1500 tonneaux et

les vapeurs marchands petits et goëlettes de cette Société touchent à Conakry pour y déposer ou y prendre des marchandises. Conakry est aussi visité par les paquebots anglais et allemands des lignes de Liverpool à Bonny et de Hambourg au Gabon et au Congo. La ligne anglaise touche à Conakry tous les quinze jours et la ligne allemande toutes les trois semaines. Une maison allemande de Stuttgart s'est récemment aussi établie sur la presqu'île Tombo, à Bolobiné, près de Conakry.

M. Bour donne au sujet de la presqu'île Tombo les curieux renseignements suivants : « La création des nouveaux entrepôts de Conakry et de Bolobiné a fait délaissé les îles de Los, et Sierra-Leone songea à persuader, au roi et aux chefs de Dubreka que la presqu'île de Tombo était une île, et conséquemment devait être rattachée au groupe des îles de Los qui, paraît-il, feraient partie du domaine de la couronne britannique. Le roi Balé-Demba aurait cédé ces îles à l'Angleterre moyennant une pension annuelle. Ce roi nous a cependant assuré qu'il les avait simplement placées sous le protectorat anglais et qu'il y conservait tous ses droits de souverain. Quant à la presqu'île Tombo, elle appartient au continent, géographiquement et indiscutablement et ne peut, en aucune façon, être assimilée à une île. La configuration géographique du littoral établit clairement le peu de valeur des prétentions soulevées par la colonie de Sierra-Leone. Au temps où les factoreries se trouvaient installées sur les îles de Los, cette colonie ne pensa jamais à revendiquer la possession de la presqu'île Tombo. Ces revendications lui sont d'ailleurs interdites par le traité de Paris du 30 mai 1814 qui restitua à la France toutes les possessions de la côte occidentale d'Afrique qu'elle occupait avant le 1^{er} janvier 1792, c'est-à-dire toute la côte depuis les comptoirs portugais du Rio-Grande jusqu'à la colonie anglaise de Sierra-Leone. La récente convention de mars 1883, entre la France et l'Angleterre règle au surplus les droits respectifs de ces deux puissances au sud de Sierra-Leone. La côte est généralement basse du Rio-Nuñez à la Mellacorée, et, dans ses bas-fonds, elle forme une immense série de lagunes qui découpent le littoral. Une de ces lagunes sépare l'extrémité de la presqu'île Tombo, où sont bâties les factoreries de Conakry et de Bolobiné, du restant de la terre ferme. Les îles de Los en sont séparées par un détroit de plusieurs

milles et sont très nettement distinctes des saillies ou flots appartenant au continent¹. »

C'est à Conakry qu'on devrait établir le siège du Lieutenant gouverneur des Rivières du sud. Conakry est en effet, comme nous l'avons dit plus haut, le point de nos territoires qui a les relations les plus fréquentes non seulement avec tous les établissements des diverses rivières du sud, mais encore avec le Sénégal et avec l'Europe. Le chef de Conakry, Anson-Mané, est d'ailleurs très favorable à l'établissement d'un poste français dans son pays.

La Mellacorée.

Les rivières Maneah, Forrecareah et Mellacorée, situées au sud de la presque île de Tombo ont beaucoup moins d'importance que les précédentes. Cependant la Mellacorée est le siège d'un commerce assez considérable. Près de son embouchure se trouve le poste militaire français de Dentz. Plus haut sont les factoreries de Bambaya et de Forrecareah, celle-ci récemment détruite par des bandes de pillards qui sont assez nombreux dans cette région. Nous avons déjà parlé de l'île Matacong située en face de l'une des embouchures de la rivière Forrecareah. Entre cette île et la pointe Sablatouk qui limite dans le sud l'embouchure de la Mellacorée, il existe un grand nombre d'îles marécageuses séparées les unes des autres par de petites rivières qu'on peut considérer comme de simples embouchures du Forrecareah. Tout ce pays est bas, marécageux, mais très fertile et susceptible d'un avenir agricole considérable.

Relations des Rivières du sud avec le Fouta-Djalou.

Le Fouta-Djalou est relié au territoire des Rivières du sud par plusieurs routes que suivent les caravanes. De Tombo, capitale du Fouta-Djalou aux comptoirs du Rio-Pongo, les caravanes effectuent le trajet en seize à dix-sept jours, en marchant six heures par journée de vingt-quatre heures; une seconde route, suivie par les caravanes du Kébou et du Labé, aboutit à Corérah, sur le haut Fatalah; une troisième route conduit de Tombo à Colisoco. Le Bramaya est relié à Tombo par deux routes que les caravanes font en huit à

1. *Loc. cit.*, p. 86.

neuf jours de marche seulement. Le roi du Bramaya a fait établir des ponts sur plusieurs marigots que traversent ces routes. Il existe également des relations suivies entre le Fouta-Djalon et le Dubreka. Les caravanes ne mettent que huit jours pour faire la route entre les comptoirs du Dubreka et Tombo. Elles apportent dans le Dubreka de l'or du Bouré et du Bamboûk, du caoutchouc, du café, du cuir et des bestiaux.

M. Bour a fort bien décrit la marche des caravanes qui circulent entre le Fouta-Djalon et les Rivières du sud.

« Ces caravanes, dit-il, sont le plus souvent composées d'une centaine de porteurs; chaque porteur a ordinairement un fardeau de 20 à 25 kilogrammes sur la tête. Lorsque le nombre des porteurs est plus élevé, les caravanes se font accompagner par des guerriers chargés de veiller à leur sûreté pendant le voyage; ces guerriers sont armés de flèches, ordinairement empoisonnées, de sabres et de fusils. Fortes ou faibles, les caravanes se donnent toujours un chef conducteur qui règle les marches et les étapes. Quelques femmes de chefs profitent du départ des grandes caravanes pour entreprendre un voyage à la côte, à l'effet de satisfaire leur curiosité. A leur arrivée dans les comptoirs, les caravanes sont assaillies par les traitants, qui rivalisent de largesses et de diplomatie auprès du chef conducteur. Comme il est naturel de le penser, c'est le traitant qui s'est montré le plus généreux qui obtient la préférence. Le sel, les noix de Kola et les étoffes blanches sont spécialement offertes comme présents de bienvenue. Aussitôt que le choix du comptoir est fait, la caravane tout entière devient l'hôte du traitant; elle est logée, nourrie et couchée à ses frais, pendant les quelques jours que durent les échanges. A son entrée dans la factorerie, elle est saluée par le canon. Toutes les factoreries et sous-factoreries du Rio-Pongo possèdent des canons pour cet usage. Les caravanes attachent une importance très grande à cette marque d'honneur et discutent à l'avance le nombre de coups de canon à tirer. Au moment de leur départ, elles reçoivent encore des cadeaux, principalement du sel, qui acquiert dans le Fouta-Djalon une très grande valeur. Ces cadeaux, que la concurrence du commerce a fait adopter, sont aujourd'hui obligatoires et nulle maison ne peut s'y soustraire. Ils grèvent sensiblement le prix d'achat des produits, et, pendant l'opération

des échanges, il doit nécessairement en être tenu compte. »

Les caravanes apportent du caoutchouc, du café, de l'ivoire, de l'or pur, du beurre végétal, des cuirs de panthères, des cuirs de bœufs, ainsi que des bœufs et des moutons vivants. Ces produits sont échangés contre des tissus de coton et de laine, unis et façonnés. Le coton uni, en pièces de 24 yards, dit américain, est d'une vente particulièrement facile. Le madapolam, les madras, la guinée, les spiritueux, parmi lesquels le rhum, fabriqué à Hambourg, valant 1 fr. 50 les quatre litres et demi pris sur place et qui se vend 5 francs sur la côte occidentale d'Afrique, sont d'un échange très facile; parmi les produits de Hambourg, il faut citer encore des vins dits « de Bordeaux », en caisses de douze bouteilles, vendues 6 fr. 75 et revendues 12 et 15 francs dans les comptoirs. Il est bien entendu que pour donner de la valeur à ces marchandises frelatées, caisses et bouteilles portent un nom français. Les armes sont également recherchées; les longs fusils dits Birdings, de provenance belge et anglaise, avec monture peinte en rouge ou en noir sont très en faveur dans les caravanes. Ils sont vendus 25 francs. La quincaillerie, les faïences, l'ambre, les verroteries, le tabac en feuilles, la parfumerie, le sel, figurent aussi parmi les marchandises les plus demandées.

Les articles et produits européens sont admis en franchise dans toutes les Rivières du sud. Un droit de sortie *ad valorem* est prélevé sur les produits naturels, à l'exportation. Peut-être y aurait-il intérêt à favoriser dans une certaine mesure le commerce métropolitain en établissant des droits sur les produits provenant d'autres pays que la France ou ses colonies.

3. — L'AGRICULTURE, LE COMMERCE, L'ORGANISATION, ETC., DES RIVIÈRES DU SUD.

De tous les détails que nous avons donnés plus haut, il est aisé de conclure qu'au point de vue agricole, industriel et commercial les rivières du sud ne sont que dans la première phase de la colonisation. Leur territoire étant extrêmement fertile et se prêtant à un grand nombre de cultures variées, riz, maïs et mil, parmi les plantes à amidon, sésames, arachides et palmiers à huile, parmi les plantes riches en matières grasses, café et coton, parmi les végétaux comestibles

ou industriels, etc., et, d'autre part, les habitants étant susceptibles d'être entraînés au travail, il est permis de penser que ces établissements pourront dans l'avenir rendre des services importants au commerce et à l'industrie de la métropole. Pour cela quelques efforts sont nécessaires.

Les établissements des rivières du sud ont été jusqu'à ce jour beaucoup négligés. Un Lieutenant gouverneur a été placé à leur tête il y a deux ans; mais, par des circonstances étrangères à sa volonté, le titulaire de ce poste ne s'y est pour ainsi dire jamais tenu. Rien n'a donc pu être fait ni même étudié en vue d'accélérer le développement de cette colonie.

En second lieu, les compétitions entre la France et certaines autres puissances, auxquelles ont donné lieu certaines parties de ces territoires, ont puissamment contribué à entraîner le développement du commerce par l'incertitude dans laquelle ce dernier se trouvait placé relativement au traitement douanier qu'il devrait subir.

Enfin, les populations indigènes des Rivières du sud sont souvent en guerre entre elles par suite de compétitions entre les chefs et des rivalités de famille. A chaque instant, les guerres qui éclatent entre elles troublent le commerce et arrêtent les relations entre nos établissements et les pays de l'intérieur.

Pour remédier à cet état de choses, il est indispensable que des postes militaires soient établis sur tous les points principaux de nos établissements. La France vivant dans des rapports excellents avec les chefs et les populations, il ne serait pas nécessaire que chacun de ces postes contînt un nombre considérable d'hommes; mais il y faudrait des officiers choisis, capables d'agir sur l'esprit des principaux chefs et de jouer entre eux le rôle d'arbitres pacifiques. Ces officiers pourraient aussi être revêtus de fonctions les autorisant à juger en conciliation les différends entre Français, ou entre Français et étrangers et indigènes. Actuellement toute justice manque dans nos établissements.

Chacun de ces postes travaillerait, avec l'aide des indigènes, à l'amélioration des routes dont nous avons parlé plus haut, sur lesquelles circulent les caravanes. Les distances entre les points extrêmes navigables des rivières et la capitale du Fouta-Djalon sont peu considérables, puisqu'elles peuvent être franchies toutes en moins d'une

vingtaine de jours et plusieurs en huit à dix ou douze jours; il serait donc facile de faire des routes commodés entre nos comptoirs et Tombo. Par là se répandraient à la fois notre influence et notre commerce. Notre but doit être de gagner la Fouta-Djalon, à la fois par le haut Sénégal et la Falémé et par les Rivières du sud, de façon à relier un jour à travers le Fouta-Djalon nos divers groupes d'établissements.

Nous devons aussi nous préoccuper de répandre autant que possible l'usage de la langue française dans tous nos établissements. Dans les Rivières du sud on parle presque partout l'anglais, et, à peu près nulle part le français. Il faudrait y créer des écoles dans lesquelles notre langue serait enseignée. Si les maîtres laïques manquaient, rien n'empêcherait de favoriser, à de certaines conditions, la création des écoles des missionnaires qui ont déjà très bien réussi sur un certain nombre de points de la côte occidentale de l'Afrique.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement dans les établissements des rivières du sud que l'enseignement de la langue française manque, c'est aussi, dans une très large mesure, au Sénégal. A Saint-Louis, par exemple, on compte onze écoles arabes et trois écoles françaises, encore ces dernières n'ont-elles qu'un nombre très restreint d'élèves; on trouve aussi dans cette ville une école protestante, très prospère, qui s'impose de gros sacrifices et qui est dirigée par un noir anglais de Sierra-Leone.

Dans les autres villes du Sénégal, la proportion est la même. A Gorée, nous trouvons 4 écoles arabes et une française; à Dakar, 3 écoles arabes et 1 française; à Rufisque, 3 écoles arabes et une française; à Joal et à Sédhiou, une école arabe et une école française; à Dagana, qui a une population de plus de 2000 habitants, à Podor, à Bakel qui ont chacun près de 1500 habitants, il se trouve des écoles arabes très fréquentées, mais pas une école française. Là où elles existent, ces écoles sont peu fréquentées. Elles sont tenues par des missionnaires catholiques qui donnent à la fois l'instruction en langue française et en langue anglaise. Les enfants y sont reçus comme internes et les Pères leur font cultiver les jardins et les plantations de la mission, réparer les constructions, faire en un mot le gros œuvre. Dans les missions protestantes, installées principalemen

dans les rivières du sud, on s'occupe seulement de donner l'instruction aux enfants, ce qui les fait rechercher des parents. L'enseignement y est donné en anglais.

Il semble qu'il y aurait lieu de réglementer l'instruction dans ces contrées. D'abord, il serait bon d'exiger que l'enseignement fût donné en langue française exclusivement par toutes les missions, catholiques ou protestantes; en second lieu, pour être admis à professer, une autorisation du gouverneur nous paraît indispensable, de façon à écarter certaines influences qui ne songent qu'à nuire à l'expansion coloniale de la France au profit d'autres nations européennes.

III. — ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DU GOLFE DE GUINÉE

Les établissements que la France a occupés ou occupe actuellement dans le golfe de Guinée se divisent assez naturellement en deux groupes : ceux de la Côte-d'Or, comprenant les territoires d'Assinie et de Grand-Bassam, ceux de la Côte-des-Esclaves réduits aujourd'hui aux territoires de Porto-Novo, de Grand-Popo et d'Agoué; des commerçants français avaient fondé dans le bas Niger des établissements commerciaux importants, mais par suite de la négligence de la France ces comptoirs sont passés récemment aux mains des Anglais. Néanmoins nous en dirons quelques mots à la fin de ce chapitre, après que nous aurons étudié les établissements que nous possédons encore.

1. — ÉTABLISSEMENTS DE LA CÔTE-D'OR.

(Carte VII.)

Limites. — Les établissements français de la Côte-d'Or comprennent les deux territoires de Grand-Bassam et d'Assinie. L'établissement de notre protectorat sur ces territoires remonte à 1842. Un traité conclu à cette époque entre le commandant Bouët-Willaumez et les principaux chefs du pays nous assurait, en échange de coutumes annuelles, la liberté du commerce sur tout le territoire soumis à ces chefs, l'établissement des maisons françaises et l'ouverture des routes commerciales qui relient l'intérieur du pays à la côte à travers le royaume d'Amatifou.

A la suite de ce traité, trois postes français furent installés

successivement à Assinie, à Grand-Bassam et à Dabou : le premier sur la lagune d'Assinie, les deux autres sur la lagune d'Ébrié ou de Grand-Bassam. Mais, en 1870, nous abandonnâmes ces postes, sans toutefois renoncer à notre protectorat, dont la garde fut confiée aux représentants de la maison Verdier, de la Rochelle. Un décret du 16 décembre 1883 a placé nos établissements de la Côte-d'Or sous l'autorité d'un résident ayant son siège à Assinie. Nous en reparlerons plus bas.

Géographie physique, ethnographique et économique.

Toute la côte qui borde le territoire soumis à notre protectorat est formée de dunes, en arrière desquelles s'étendent de vastes lagunes et des lacs entourés de terrains d'alluvion d'une grande richesse. Au delà de ces terres basses, couvertes de forêts magnifiques et de belles prairies, le sol s'élève peu à peu jusqu'à la chaîne des montagnes de Kong, qui court à peu près parallèlement à la mer et qui doit être considérée comme un prolongement du massif montagneux du Fouta-Djalon situé entre les bassins supérieurs du Sénégal et du Niger.

Grand-Bassam. — Le poste français de Grand-Bassam était établi à l'entrée de la lagune d'Ébrié ou de Grand-Bassam par 5° de latitude nord et 6° de longitude ouest, entre la plage et un bras de la lagune d'Ébrié parallèle à la mer.

La lagune d'Ébrié. — La lagune d'Ébrié ne communique avec la mer que par un canal étroit, auquel on donne le nom de rivière de Grand-Bassam. Souvent encombrée partiellement par les sables, son embouchure est rendue en tout temps très difficile, par une barre formée de trois ou quatre lignes de brisants. Ces derniers s'étendent d'ailleurs tout le long de cette partie de la côte d'Afrique, dont ils rendent l'abord impraticable aux navires. Ceux-ci sont obligés de mouiller à un ou deux milles au large et ne communiquent avec la terre que par l'intermédiaire de pirogues, admirablement manœuvrées d'ailleurs par les indigènes. Les bâtiments de faible tonnage peuvent seuls franchir la barre qui ferme l'entrée des lagunes de Grand-Bassam. Pendant l'hivernage, l'embouchure de la rivière de Grand-Bassam n'a pas plus de 2 mètres à 2^m,50 d'eau à marée basse; elle est alors ensablée par le courant de la rivière, dont la vitesse

atteint parfois 7 à 8 nœuds. Après l'hivernage et pendant environ les deux tiers de l'année, le courant est moins rapide, il y a 3 à 4 mètres d'eau sur la barre; mais le courant de jusant a encore de 5 à 6 nœuds de vitesse.

La lagune d'Ébrié s'enfonce d'abord à peu près perpendiculairement dans les terres jusqu'à une distance d'environ 10 kilomètres; puis elle s'incline de l'est à l'ouest et s'étend parallèlement à la côte sur une étendue d'au moins 110 milles marins, jusqu'au voisinage de la rivière de Lahou qui forme, à l'ouest, la limite de notre protectorat. La largeur de la lagune d'Ébrié, peu considérable au niveau du point par lequel elle communique avec la mer, atteint de 3 à 4 et même 6 ou 8 kilomètres dans la partie parallèle à la mer, où elle offre un grand nombre d'îles couvertes de verdure, d'arbres et de village. Sa rive droite, c'est-à-dire celle qui est la plus voisine de la mer, est peu accidentée et beaucoup moins peuplée que l'autre, où se voient une série presque ininterrompue de criques plus ou moins profondes, abritant chacune un village au moins. Au delà du point où elle s'infléchit de l'est à l'ouest, la lagune d'Ébrié envoie perpendiculairement dans les terres un bras étroit et sinueux qui forme la lagune de Potou.

L'Akba. — C'est dans la lagune d'Ébrié, à quelques kilomètres seulement de son embouchure, que se jette la rivière Akba ou Comoé. Dans la première partie de son cours, l'Akba se dirige obliquement de l'ouest à l'est, puis il remonte dans l'intérieur des terres du sud au nord, à peu près perpendiculairement à la côte, pour aller probablement prendre sa source dans les montagnes de Kong après avoir reçu de chaque côté des affluents nombreux, qui viennent probablement des premiers contreforts de la même chaîne de montagnes. L'Akba communique, dans la première partie de son cours, avec la lagune Kodioboué qui est située sur sa rive gauche, entre le territoire du Grand-Bassam et celui d'Assinie. Plus haut, il communique, du même côté, avec le lac Ono, situé au nord du pays des Akapless.

L'Aéby et le Potou. — Au fond de la lagune de Potou se déverse la rivière Potou. La lagune d'Ébrié reçoit un assez grand nombre de petits ruisseaux et seulement deux rivières de quelque importance : l'Aéby, qui débouche à trois milles environ de Dabou, et une autre rivière qui se déverse dans le fond de la lagune, navigables seulement pour les barques

et les pirogues, mais encore fort peu connues. L'Akba lui-même n'a été exploré que jusqu'à Alépé, village situé à une douzaine de lieues de Grand-Bassam et au delà duquel la rivière offre des rapides.

Dabou. — Le seul point de ces vastes lagunes qui, avec Grand-Bassam, ait été occupé militairement par la France est celui de Dabou. Le poste de Dabou était bâti à peu près à quarante milles de Grand-Bassam, sur la rive droite de la lagune d'Ébrié, au sommet d'une petite colline couverte de prairies et de bois. Le poste de Dabou avait été construit dans le but de contenir la tribu des Boubourys, qui occupe une série de villages situés dans les marais, au fond de la lagune d'Ébrié. On estime à 80000 environ la population totale de la région de l'Ébrié, population formée par les Bassamaïs, les Jacks et les Boubourys.

Les Jacks. — En face de Dabou, sur la langue de terre qui sépare la lagune de la mer, se trouvent les villages les plus commerciaux de la région : Grand-Jack ou Abidja, Half-Jack ou Amowa, Afougou ou Great Georgetown. Ces villages sont habités par une tribu à laquelle on donne le nom de Jacks; celle-ci occupe encore un grand nombre d'autres points entre Grand-Jack et la rivière Lahou; elle peuple également les bords de cette rivière.

Assinie. — La rivière d'Assinie débouche dans la mer à 24 kilomètres environ à l'est de l'embouchure du Grand-Bassam. Son entrée est rendue très difficile par une barre plus rude encore que celle du Grand-Bassam. Dans ce point, la côte est défendue par six ou sept lames de fond habituellement très fortes; les navires à vapeur d'un très faible tonnage peuvent seuls franchir cette barre qui présente un obstacle à peu près infranchissable aux navires à voile. A partir de son embouchure, la rivière coule parallèlement à la côte, de l'ouest à l'est, sur une étendue d'environ 7 milles, ne laissant entre elle et la mer qu'une langue de terre dont la largeur ne dépasse pas, en certains points, 100 mètres. Il en est ainsi notamment en face du poste d'Assinie, qui est bâti sur la rive droite du fleuve, près de l'île de la Nuit, c'est-à-dire au niveau du point où le fleuve sort du lac Ahy.

Le lac Ahy. — Celui-ci se divise, en ce point, en quatre bras séparés par des îles, dont la plus importante est l'île de la Nuit. Le lac Ahy a son grand diamètre dirigé perpen-

diculairement à la côte, c'est-à-dire du sud au nord ; il atteint une largeur de 4 à 5 kilomètres et même 10 kilomètres dans sa partie septentrionale, dans laquelle débouchent les rivières Abia et Eboué, et quelques autres cours d'eau de moindre importance.

Lagune Tendo. — En suivant la direction primitive de la rivière d'Assinie, on tombe dans la vaste lagune de Tendo, qui se prolonge parallèlement à la côte, de l'est à l'ouest, sur une étendue de plus de 20 kilomètres, et sur une largeur de 2 à 3 kilomètres et même davantage. Cette lagune s'infléchit ensuite vers le nord et s'élargit beaucoup. Un peu au-dessus du point où elle s'infléchit, la lagune de Tendo reçoit la rivière Tanoué, qui vient du territoire des Achantis placé sous le protectorat anglais.

Les villages d'Assinie. — Entre l'embouchure de la rivière d'Assinie et l'entrée du lac d'Ahy, on ne voit qu'un très petit nombre de villages, soit sur les bords de la rivière, soit sur la côte ; mais la rive gauche du lac Ahy est assez peuplée ; les villages d'Aby, d'Eléma, d'Haguin, de Biétri, point où la rivière Abia se déverse dans le lac, ne manquent pas d'importance. Celui de Mafia, situé près de notre ancien poste, à une distance de 2 kilomètres en aval de l'île de la Nuit, est celui vers lequel se concentre particulièrement le commerce du pays. La rivière Abia, non loin des bords de laquelle se trouve Krinjabo, la capitale du royaume d'Amatifou, n'a été encore que peu explorée ; les voyageurs européens et les commerçants ne la connaissent que jusqu'aux chutes d'Aboïssa, c'est-à-dire sur une étendue d'à peine 100 kilomètres.

La végétation de Grand-Bassam et d'Assinie. — Bien peu de régions du globe jouissent d'une végétation plus luxuriante que les territoires dont nous venons de parler. A peine quelques centaines de mètres sur le bord de la mer présentent un sable stérile ; en beaucoup de points même, entre les embouchures des rivières de Grand-Bassam et d'Assinie, la végétation s'étend jusqu'au niveau des hautes marées. Ce ne sont d'abord que des arbustes de petite taille et des prairies de grandes herbes que peuplent les antilopes ; puis, sur les bords des lagunes, les pandanus et les mangliers forment une barrière inextricable, défendant l'approche de forêts dont les arbres atteignent des dimensions gigantesques. Dans toute la région basse, les forêts et les prairies

dont elles sont entremêlées sont en grande partie inondées six ou sept mois de l'année. Dans les forêts abondent les perroquets, les toucans, les pigeons verts, les tourterelles, les ibis, etc. Nous y avons vu quelquefois des canards et des pintades de passage ; la perdrix y est assez abondante. Parmi les mammifères, citons au premier rang les singes, dont deux espèces intéressent particulièrement le commerce : le moine et le singe noir, à cause de la beauté de leur robe ; le léopard y atteint une grande taille ; les bœufs sauvages sont très abondants ainsi que les antilopes. L'éléphant d'Afrique n'est pas rare, mais sa sauvagerie ne permet pas de l'utiliser. Les lagunes et les rivières sont peuplées de caïmans. Le lac Ahy renferme des hippopotames. Partout abonde le poisson, qui constitue la majeure partie de l'alimentation des indigènes. Le règne végétal n'est pas moins bien représenté que le règne animal, mais il est aussi peu connu des naturalistes, cette région n'ayant jamais été l'objet d'aucune exploration scientifique. Dans la plupart des forêts abonde le palmier à huile (*Elæis Guineensis*) dont le fruit, de la grosseur d'une noix, fournit deux huiles grasses différentes, l'une jaune orange, épaisse, se solidifiant à une température peu élevée ; l'autre blanche, moins facilement coagulable. Les naturels extraient eux-mêmes la première du péricarpe ou brou du fruit ; pour obtenir la seconde, il faut d'abord casser le très dur noyau dans lequel est enfermée la graine dont on la retire. Le même arbre et quelques autres espèces de palmiers fournissent en abondance aux indigènes une sève sucrée qui fermente rapidement à l'air en devenant aigrelette et très alcoolique. Le bananier, l'igname, l'arachide, le manioc, le maïs dans quelques endroits, sont à peu près les seules plantes cultivées.

La population. — Les indigènes de toute la région placée sous notre protectorat appartiennent au type nègre le plus classique. Leurs formes sont généralement belles : leur corps est robuste ; leurs traits sont beaucoup plus réguliers que ceux d'un grand nombre d'autres races de la côte occidentale de l'Afrique. Les femmes ont les fesses saillantes et même douées d'une légère stéatopygie qui n'est pas sans ajouter une certaine grâce à leur tournure. Les attaches de leurs mains et de leurs pieds sont minces ; les mains sont petites, les pieds larges et plats. Les seins sont habituellement pyriformes dans la jeunesse ; plus tard ils deviennent

très flasques, allongés et pendants. Les seins hémisphériques sont rares et considérés comme un signe de beauté. Dans la seule région soumise à notre protectorat on peut admettre plusieurs variétés ou plusieurs types, parmi lesquels on distingue surtout : les anciens habitants, ou « Agni », à corps trapu et très musculeux ; les « Ochin », qui ont envahi le pays il y a deux siècles environ, à corps plus élancé, à prognathisme et à dolichocéphalie très prononcés ; les « Jacks », qui ont beaucoup d'analogie avec le second type et qui ont peut-être une origine semblable.

Dans quelques villages de la lagune de Grand-Bassam, les femmes vont entièrement nues. Dans d'autres villages de la même lagune, elles n'ont pour tout vêtement qu'un petit lambeau d'étoffe de la largeur de la main et flottant, fixé à une ficelle ou à la ceinture de perles qui entoure la taille. Partout ailleurs la femme porte comme costume essentiel une bande d'étoffe qui passe entre les cuisses, est fixée en avant aux ceintures de perles et est entourée en arrière de manière à former une sorte de coussin analogue à la tournure de nos dames. La partie supérieure du tronc et les cuisses sont couvertes d'un lambeau d'étoffe long de 1^m,50 environ enroulé autour des reins, par-dessus la « tournure » dont nous venons de parler. La partie supérieure du corps est entièrement nue. Autour du cou, aux bras, aux poignets, au-dessus et au-dessous du genou, aux chevilles, sont des chapelets de verroteries, de perles ou même de pépites d'or. Autour des chevilles, les femmes d'un certain âge portent souvent des anneaux en cuivre de très grande dimension. Les cheveux sont tressés, chez les jeunes filles en un grand nombre de petites touffes, chez les femmes souvent en une seule touffe conique, très saillante au sommet de la tête. Sous ce costume, les jeunes filles ne manquent pas d'une certaine grâce. Les hommes se font, d'une bande de cotonnade, une ceinture qui passe entre les cuisses après avoir fait le tour des reins et dont les deux extrémités flottent l'une en avant, l'autre en arrière. Sur les épaules, les plus riches jettent une grande pièce d'étoffe en coton, souvent tissée dans le pays, et formée alors de bandes étroites, ajustées, diversement colorées ; ils se drapent très majestueusement dans ce pagne, à la mode romaine.

Les villages sont généralement bien bâtis. Beaucoup de cases sont en torchis peint à la chaux avec des portes et des

fenêtres pleines, les autres sont faites en pétioles de palmier. Toutes sont recouvertes en feuilles de palmier imbriquées et solidement disposées pour préserver l'habitation contre les pluies torrentielles qui tombent pendant une partie de l'année.

L'alimentation des habitants se compose à peu près exclusivement de bananes et de poisson. On fait bouillir dans l'eau, après les avoir dépouillées de leur enveloppe, les bananes encore vertes, c'est-à-dire riches en amidon et pauvres en sucre, puis on les pile dans un mortier jusqu'à ce qu'elles forment une pâte massive qui joue le rôle de pain. Quant au poisson, on le fait d'ordinaire fumer et cuire à moitié sur du bois vert de manière à le conserver pendant une quinzaine de jours, un mois et même davantage; au moment de le manger, on le fait cuire dans l'huile de palme ou d'arachides ou dans la pulpe même des fruits de l'*Elæis Guineensis*. Au lieu d'employer l'huile d'arachides, on fait aussi plus volontiers usage des arachides elles-mêmes, préalablement pilées. On assaisonne ces mets avec du sel et une forte quantité de piments. On le mange avec les doigts, en usant de la pâte de bananes vertes en guise de pain. Ce mets est le « foutou-foutou »; son aspect n'est pas désagréable, surtout quand il a été préparé avec la pulpe colorée en beau jaune-orange du fruit de l'*Elæis*; mais il contient une quantité de piment tellement considérable que l'Européen a quelque peine à s'y habituer. L'igname et le manioc, dans quelques localités une petite quantité de maïs, complètent cette alimentation, dont la richesse en azote est, grâce au poisson, très considérable. Le poisson est souvent remplacé, dans la préparation du foutou-foutou, par la volaille ou par le porc, qui abondent à peu près dans tous les villages. Le gibier (antilopes, bœufs sauvages, etc.) est ajouté presque toujours aux repas des jours de fête, grâce à la présence, dans chaque village, d'un ou plusieurs chasseurs qui ne manquent ni de patience ni même d'habileté. On élève, dans certaines parties du pays, quelques moutons, mais on n'y trouve ni bœufs domestiques, ni chevaux, ni ânes, ni aucun autre grand animal domestique.

La chasse, la pêche et la récolte du vin de palmier sont les seules occupations auxquelles se livrent les hommes.

Aux femmes incombent non seulement les soins du ménage et la préparation des aliments, mais encore tous les

travaux de culture. Ce sont elles qui cultivent les bananiers dont chaque village est entouré, au pied desquels elles jettent tous les détrit^{us} et les ordures ; ce sont elles qui plantent, soignent, arrachent et préparent le manioc, et qui vont récolter dans la forêt les noix de palmier avec lesquelles on prépare l'huile qui permet aux habitants de se procurer les denrées de l'Europe. A elles encore incombe le devoir, plus agréable à remplir, de distraire les hommes du village par les interminables et lubriques danses des nuits qu'éclaire la lune.

Le commerce. — Les seuls objets que le commerce européen puisse actuellement rechercher dans nos établissements sont l'or, qui a donné son nom à cette partie de la côte occidentale de l'Afrique, et l'huile de palme. L'or vient surtout de la région située au nord des lacs Ahy et Tendo, dans le voisinage de Krinjabo. L'huile de palme est, comme nous l'avons dit, préparée par les indigènes. Les Européens achètent ces produits avec du rhum, du tabac en feuilles, des cotonnades et des verroteries, ou des perles en porcelaine, dites mosaïques, fabriquées en Autriche. Les habitants de la côte fabriquent par évaporation dans de grandes bassines plates en cuivre, que leur fournit l'Europe, du sel qu'ils expédient dans l'intérieur du pays. Ils préparent aussi, pour la même destination, une grande quantité de poissons fumés. Il n'y a pas un village du bord des lagunes qui n'ait ses pêcheries.

Les relations commerciales sont rendues très faciles par l'honnêteté et la douceur des indigènes, mais les routes manquent entre la côte et l'intérieur, et il n'existe pas d'autres moyens de transport que les épaules des esclaves.

Ce pays cependant nous paraît appelé à un bel avenir. La fertilité du sol, la régularité des saisons, l'abondance des pluies, la salubrité relative, dès qu'on pénètre quelque peu dans l'intérieur, rendent cette région de l'Afrique propre à toute les cultures. Déjà des plantations de café ont été créées et les indigènes ont fourni les bras nécessaires. Le coton y vient admirablement ; les riches prairies dont les forêts sont entrecoupées permettraient l'élevage des bœufs, qui y vivent et s'y multiplient fort bien, ainsi que nous avons pu nous en assurer par les essais faits à Assinie. Mais pour ce que ces régions rapportent au commerce et à l'industrie qu'ils en peuvent attendre, deux choses sont néces-

saires : une protection efficace des capitaux de nos nationaux, et la création des voies de communication.

Le climat. — Cependant, comme tous nos autres établissements de la côte occidentale de l'Afrique, Grand-Bassam et Assinie ne doivent pas être considérés comme des colonies de peuplement. La température y est trop élevée, le climat y est trop débilitant pour que l'Européen puisse s'y adonner à la culture du sol ; il ne doit y jouer que le rôle de directeur des entreprises agricoles, commerciales ou industrielles ; il trouvera des auxiliaires précieux dans les habitants, qui sont très doux, très aptes au commerce et susceptibles même d'être employés à un travail régulier.

Le voisinage des lagunes de Grand-Bassam est rendu insalubre par les marécages qui existent sur les bords de ces vastes nappes d'eau, mais les parties élevées du pays sont beaucoup plus saines. La température ne dépasse guère 35 degrés centigrades à l'ombre ; elle est habituellement de 30 à 32 degrés pendant la saison des pluies et de 25 à 28 pendant la saison sèche. La plus mauvaise saison est celle des grains de la fin d'octobre et de novembre ; la température s'élève peu à peu jusqu'à la fin de janvier ; en février et en mars la chaleur est tempérée par les brises du large, et les maladies sont moins fréquentes. De décembre à la fin de mars, il ne pleut pas ; vers la fin de mars, commence la grande saison des pluies qui dure jusqu'à la fin de juin, avec des tornades, des raz de marée et des pluies torrentielles ; en juillet, les pluies deviennent plus rares, pour finir en août et septembre ; c'est pendant cette période que la température descend le plus bas.

Les territoires d'Assinie et de Grand-Bassam sont admirablement situés géographiquement et habités par des populations qui ont pour la France les plus vives sympathies. Quoique nous n'ayons presque rien fait pour nous attirer ses bonnes grâces, le roi Amatifou, mort récemment, s'était toujours montré notre fidèle protégé ; il n'avait jamais laissé passer une occasion de nous témoigner sa bonne volonté. L'auteur de ce livre a lui-même été très ému, dans une circonstance dont il ne perdra pas le souvenir, des témoignages de dévouement à la France dont il lui a été donné de recevoir l'expression officielle, en présence de tous les chefs du pays réunis à Krinjabo. Notre premier soin devrait être d'envoyer dans cette région des explo-

rateurs sérieux, ayant la mission de rechercher les meilleures voies de communication, d'une part avec le Niger-moyen, vers l'est, d'autre part, avec les montagnes de Kong vers le nord-ouest. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, la chaîne de Kong, dans laquelle les rivières de la Côte d'Or prennent leurs sources, n'est qu'un prolongement du massif montagneux d'où sortent le Niger et le Sénégal. Le long de cette chaîne descendent à chaque instant des noirs qui viennent du Soudan occidental. Par elle nos établissements d'Assinie et de Grand-Bassam sont reliés à ceux du haut Niger. Or, ces régions sont absolument inconnues de l'Europe. Il y a là, pour un voyageur sérieux et hardi, de belles explorations à faire, et, pour la France, de beaux territoires à éclairer de sa civilisation.

Il y aurait beaucoup à tenter du côté des Achantis, dont la capitale Koumassie est le centre commercial le plus important de toute cette région; mais l'influence anglaise y est trop puissante pour que nous puissions avoir quelques chances sérieuses de faire prendre à nos relations commerciales avec les Achantis une influence quelque peu considérable.

C'est donc plutôt vers l'ouest que nous devons tenter de nous porter. Au nord de la lagune de Grand-Bassam, à trois ou quatre journées de marche de Dabou, se trouve une ville du nom de Baouré, encore à peu près inconnue des Européens, qui devra être notre première étape dans cette direction. Le bétail y abonde, paraît-il, et les habitants de l'Ébrié disent qu'elle est fréquentée par des gens à cheval qui probablement viennent de la région du haut Niger.

ÉTABLISSEMENTS DE LA CÔTE DES ESCLAVES

(Cartes VIII et IX.)

Limites. — Les établissements que la France occupe actuellement sur la côte des Esclaves sont : le royaume de Porto-Novo dont nous avons le protectorat, le territoire de Kotonou qui nous a été concédé par le roi de Dahomey et les territoires de Grand-Popo et d'Agoué. Nous avons des droits sur les territoires de Porto-Seguro et de Petit-Popo, mais nous y avons renoncé en faveur de l'Allemagne par la convention du 24 décembre 1885 que les Chambres ont ratifiée récemment.

Dès l'année 1883 la France accepta les demandes de protectorat qui lui étaient adressées par les chefs du Grand et du Petit-Popo, mais c'est seulement en avril 1885 que nous pûmes procéder à l'occupation de ces territoires, l'Angleterre s'y étant jusqu'alors opposée. Quand l'accord intervint à cet égard entre l'Angleterre et la France, la situation des Popos s'était modifiée. En 1884, pendant la période de pourparlers avec l'Angleterre, le commandant d'un croiseur de guerre allemand était intervenu au Petit-Popo, à la suite d'un conflit entre un de ses nationaux et le chef du pays Lawson, que protégeait l'Angleterre; des indigènes furent conservés en otage par le navire allemand; nous ne laissâmes pas ignorer au gouvernement de Berlin nos prétentions légitimes sur Petit-Popo, mais comme l'Angleterre exprimait encore les mêmes prétentions, il n'était pas aisé de résoudre la question. D'un autre côté, l'Allemagne, considérant le territoire de Porto-Seguro, sur lequel nous avons aussi des droits incontestables, comme le débouché naturel de l'État de Togo dont elle s'était fait donner le protectorat, avait arboré son pavillon sur Porto-Seguro.

En résumé au début de 1885, quand nos pourparlers avec l'Angleterre au sujet des Popos eurent abouti à la reconnaissance de nos droits par le gouvernement britannique, l'Allemagne se trouvait établie à Porto-Seguro, et, sans contester nos droits sur les deux Popos, elle manifestait le vif désir de s'établir à Petit-Popo où nos intérêts venaient d'être trahis par le roi Noma.

La convention avec l'Allemagne. — La convention du 24 décembre 1885 met fin à cet état de choses préjudiciable aux intérêts de tout le monde, en déterminant d'une manière définitive la situation réciproque de la France et de l'Allemagne dans la région des Popos et de Porto-Seguro. La France reconnaît le protectorat allemand sur les territoires de Togo et de Petit-Popo; elle renonce aux droits qu'elle pourrait faire valoir sur ces territoires et elle s'engage à n'y tenter aucune action politique.

De son côté, l'Allemagne « s'engage à s'abstenir de toute action politique à l'est » d'une ligne séparative partant « d'un point de la côte à déterminer entre les territoires du Petit-Popo et d'Agoué. »

Le gouvernement allemand reconnaît ainsi formellement

les droits de la France sur les territoires d'Agoué, de Grand-Popo, de Kotonou et de Porlo-Novo.

L'article 3 sauvegarde les intérêts des commerçants français établis sur le territoire de Porlo-Seguro et de Petit-Popo, concédés à l'Allemagne. Ils « conserveront, pour leurs personnes et pour leurs biens, de même que pour les opérations de leur commerce, jusqu'à conclusion d'un arrangement douanier » à conclure ultérieurement, « le bénéfice du traitement dont ils jouissent actuellement, et tous les avantages ou immunités qui seraient accordés aux nationaux allemands leur seront également acquis. Ils conserveront notamment la faculté de transporter et d'échanger librement leurs marchandises entre leurs comptoirs ou magasins de Porto-Seguro et du Petit-Popo et le territoire français limitrophe, sans être astreints au paiement d'aucun droit. La même faculté sera assurée, « à titre de réciprocité, aux négociants allemands ».

Pour que le lecteur ait une idée exacte de notre situation sur la côte des Esclaves, il est indispensable que nous disions ici quelques mots de la situation politique dans laquelle se trouve cette partie de l'Afrique et des conditions géographiques qu'elle présente. Toute la côte des Esclaves est formée par des dunes de sable que les vents du large soulèvent et entraînent, et en arrière desquelles se sont formées des lagunes plus ou moins navigables, disposées parallèlement à la côte, ne communiquant avec la mer que par des interruptions des dunes existant en un petit nombre de points. Dans ces lagunes parallèles à la côte, viennent se déverser les eaux d'autres lagunes perpendiculaires, pénétrant plus ou moins profondément dans l'intérieur du pays et recevant toutes les rivières dont aucune, par suite, ne se jette directement dans la mer. On voit que ces conditions sont tout à fait semblables à celles que nous avons déjà indiquées sur la côte d'Or, dont la côte des Esclaves n'est à tous égards que la continuation. Tout le pays coupé par les lagunes dont nous venons de parler est plat et plus ou moins marécageux, malsain et très chaud; les plages seules sont habitables pour les Européens qui trouvent un peu de remède à la chaleur et à l'insalubrité dans les brises de la mer. Le sol s'élève graduellement à mesure qu'on pénètre dans l'intérieur, jusqu'aux chaînes des montagnes de Kong qui courent à une certaine distance de la côte presque

parallèlement à cette dernière et d'où descendent toutes les rivières.

Tous ces territoires sont occupés par des tribus noires fétichistes portant des noms très variés mais ayant presque toutes les mêmes caractères. Trois familles de cette race sont particulièrement remarquables sur la côte des Esclaves : les Nagos, les Djedjis et les Minas. C'est surtout par le caractère et les habitudes sociales que les familles se distinguent, car elles sont soumises aux mêmes pratiques fétichistes et ont la même alimentation, les mêmes coutumes familiales, etc. Les Minas sont particulièrement paresseux, chicaneurs et disposés au vol ; les Djedjis sont plus avilis par la soumission à une autocratie violente ; les Nagos sont plus sociables, plus commerçants et plus travailleurs que les autres. Chez tous existent les habitudes de l'esclavage, et c'est sur cette côte que les colonies européennes de l'Amérique ont, pendant de nombreuses années, recruté la majeure partie de leurs cargaisons d'esclaves¹.

En ce qui concerne la situation politique, la côte des Esclaves offre trois grandes divisions :

1° Sur la côte, entre le pays des Achantis protégés par l'Angleterre à l'ouest et le royaume de Dahomey à l'est, se trouvent quelques petits États également placés sous le protectorat de nations européennes. Ce sont, de l'ouest à l'est : Porto-Seguro, qui confine à l'ouest au territoire d'Elmina occupé par les Anglais, Petit-Popo et Grand-Popo. Porto-Seguro et Petit-Popo sont actuellement sous le protectorat de l'Allemagne, tandis qu'Agoué et Grand-Popo sont placés sous celui de la France. Ces territoires sont habités surtout par des Minas.

2° Le royaume du Dahomey, encore indépendant et fermé aux Européens ; cependant, à l'est de Grand-Popo, la ville de Widah qui dépend du Dahomey est le siège d'établissements européens. Cette ville est la plus peuplée du Dahomey ; on y compte de 20 à 25 000 habitants, quelques maisons européennes et les trois établissements qui furent des forts à l'époque de la traite des noirs désignés encore aujourd'hui

1. Les mœurs, les coutumes, les légendes des habitants de la côte des Esclaves sont très bien étudiées dans le livre de l'abbé Pierre BOUCHE : *La Côte des Esclaves et le Dahomey*. C'est une des meilleures monographies qui aient été faites sur l'Afrique occidentale.

sous les noms de fort Français, fort Anglais et fort Portugais. Les Européens ne peuvent passer de Widah dans le reste du royaume du Dahomey que moyennant une autorisation spéciale donnée par le Yevogan ou chef principal du territoire de Widah. Le roi du Dahomey a récemment cédé à la France le territoire de Kotonou, situé sur la côte à la limite du Dahomey et du Porto-Novo. Le Dahomey est habité surtout par des noirs de la famille des Djedjis.

3° Le royaume de Porto-Novo, actuellement placé sous le protectorat de la France et dont nous parlerons plus bas.

4° En dehors et en outre de ces trois divisions principales se place le vaste territoire du Bénin, qui s'étend depuis la frontière orientale du royaume de Porto-Novo jusqu'à l'embouchure du Niger. Il est habité surtout par des noirs de la famille des Nagos. Les côtes sont occupées par les Anglais qui ont aussi des établissements considérables dans le bas Niger et son principal affluent le Bénoué. C'est dans le voisinage de Porto-Novo, à Lagos, que se trouve le siège principal des Établissements anglais du Bénin. Lagos est le seul point de la côte des Esclaves par lequel les navires de faible tonnage peuvent pénétrer dans les lagunes. Le territoire anglais s'étend à l'ouest de Lagos jusqu'à Badagry ville située sur la frontière du royaume de Porto-Novo.

Les frontières de tous les pays dont nous venons de parler ne sont très-bien délimitées qu'à l'ouest et à l'est de chacun d'eux, et au sud, par la mer; quand à leurs frontières septentrionales, c'est-à-dire du côté de l'intérieur, elles sont tout à fait indéterminées.

Porto-Novo

(Carte VIII.)

Le royaume de Porto-Novo, s'est placé sous notre protectorat en 1864. Tel qu'il a été limité dans une convention passée à cette époque entre la France et l'Angleterre, son territoire forme sur la côte des Esclaves un carré de 40 à 45 kilomètres de côté, limité à l'est par le royaume de Dahomey et à l'ouest par les établissements anglais de la côte des Esclaves. Au sud, il borde la mer; au nord, il est limité par de petits États indépendants, soumis aux incursions et aux déprédations incessantes du royaume de Dahomey. La ville de Porto-Novo, capitale du royaume du même

nom, est située dans l'intérieur des terres, par 6° 30' de latitude nord et 20° de longitude ouest. La frontière orientale du royaume est formée, sur une partie de son étendue, par la rivière Addo.

Celle-ci ne se jette pas directement dans la mer; elle débouche dans une lagune étroite, parallèle à la côte jusqu'au niveau de Lagos, où elle communique avec la mer. Cette même lagune se prolonge à l'ouest tout le long de la côte appartenant au royaume de Porto-Novo, jusqu'à la frontière occidentale de ce dernier, où elle communique avec la très large lagune ou lac de Nokhoué. Cette dernière reçoit, par son extrémité septentrionale, la rivière Oouo qui contribue avec la lagune de Nokhoué à séparer, à l'ouest, le royaume de Porto-Novo du royaume de Dahomey. La lagune de Nokhoué envoie au sud, vers la mer, un bras étroit, au fond duquel se trouve bâti le village de Kotonou. Ce dernier nous a été cédé, en 1868, par le roi du Dahomey.

Quoique le bras de la lagune sur lequel Kotonou est situé ne communique pas directement avec la mer, il s'en rapproche assez pour que Kotonou constitue une sorte de port, le seul, du reste, que possède le royaume de Porto-Novo. De Kotonou les marchandises sont aisément transportées par eau, à travers les lagunes de Nokhoué et de Porto-Novo, jusqu'à la capitale.

Entre Porto-Novo et la côte existent de nombreux bras de lagunes, parallèles à la côte, entrecoupés de terrains marécageux. La lagune de Nokhoué communique avec celle de Porto-Novo par un bras étroit, la passe de Kétenou, sur le bord de laquelle se trouve le village de Kétenou occupé par les Anglais.

La ville de Porto-Novo contient une population d'environ 30 000 indigènes; le royaume tout entier compte environ 80 000 individus des deux sexes. Une quinzaine d'Européens sont établis dans la capitale, où se concentrent tous les produits du pays mais qui n'est qu'une agglomération de huttes en terre entremêlées de buissons, de fossés remplis d'immondices, de bouquets d'arbres, etc.

Les indigènes de cette partie de la côte occidentale d'Afrique sont moins féroces que ceux de Grand-Bassam et d'Assinie, mais à peu près aussi doux et non moins paresseux. Les indigènes de Porto-Novo appartiennent, comme ceux du Dahomey, à une tribu particulière à laquelle on a

A l'ouest, s'ouvre devant nous le royaume du Dahomey, dont le territoire, très fertile, pourrait devenir le siège d'importantes cultures de plantes à matières grasses, notamment d'arachides et d'*Elæis Guineensis*; mais, en dehors de Widah, ou Gléhoué, les Européens sont assez mal reçus dans le royaume de Dahomey, qui est sans contredit le plus barbare de toute la côte occidentale de l'Afrique.

A l'est, vers le Niger, les relations entre les Européens et les indigènes sont plus faciles; c'est de ce côté qu'à l'heure actuelle devraient être dirigés de préférence les efforts de nos commerçants, comme le sont ceux de nos missionnaires. Cette région est habitée par la tribu des Nagos, la plus sociable, la plus intelligente et la plus travailleuse de toutes celles de la côte des Esclaves. C'est avec les Nagos que les Européens entretiennent les relations les plus sûres et les plus utiles. Dans la direction du Niger on trouve, en montant du sud-ouest au nord-est, un certain nombre de villes importantes déjà visitées par les missionnaires français¹, mais encore fermées au commerce européen. C'est d'abord Aggéra, située à deux heures de Porto-Novo, dans une plaine en partie cultivée et beaucoup plus salubre que Porto-Novo : les blancs y sont bien accueillis, mais on ne leur permet pas d'y résider. Par Lakké et Cougé on arrive ensuite à Sakété, ville encore à peu près inconnue des blancs. Puis en se portant vers l'est, on trouve Okiadan sur la rivière Okpara qui va déboucher dans les lagunes de la côte près de Badagry, l'une des villes où les Anglais font le plus de commerce. Okiadan est placé sous le protectorat des Anglais. En descendant vers le sud-est, on trouve ensuite la ville d'Abé-Okouta située sur la rivière Ogoun qui débouche dans les lagunes près de Lagos. Abé-Okouta est une ville de 200 000 habitants, la plus centrale de toute la côte des Esclaves, la mieux située par conséquent pour servir d'intermédiaire entre la côte et l'intérieur. Elle a toujours résisté aux attaques du Dahomey; les Anglais, après s'y être introduits, s'en sont fait expulser en 1880; dans ces derniers temps les missionnaires français y ont établi

1. Voy. *A travers les pays du Niger*, par le R. P. HOLLEY, supérieur de la mission d'Abé-Oukota, in *Les Missions Catholiques*, n° d'août 1884 et n°s suivants. Voy. *Dans le Yoruba*, par les R. P. CHAUSSE et HOLLEY in *Les Missions Catholiques*, janvier 1885 et n°s suivants.

une station. C'est vers ce point que nos efforts doivent tendre si nous voulons gagner le Niger moyen, où nous avons si malheureusement sacrifié les intérêts de la France en laissant acheter par des Anglais des établissements créés par nos compatriotes.

On voit que bien des difficultés s'opposent à notre extension dans la région de Porto-Novo.

Grand-Popo.

Le territoire du Grand-Popo a été placée sur notre protectorat par un traité du 11 avril 1885. (Carte IX.) D'après l'article 1^{er} de ce traité : « Le chef principal Johndou, ses chefs, son peuple et tout le territoire du Grand-Popo seront placés sous le protectorat de la France, dont le drapeau national sera seul arboré dans le pays; une garnison française pourra y être placée si les circonstances le nécessitent. » Par l'article 2, les chefs « conservent leur entière autorité sur leurs sujets, et continuent à percevoir les droits d'exportation sur les produits, tels qu'ils sont actuellement fixés. » Mais par l'article 4, les chefs « renoncent à toute autorité sur les blancs, quelle que soit leur nationalité, sur les créoles et sur les noirs étrangers au pays, qui ne relèveront que de la juridiction française. » Par l'article 6, le chef Johndou s'engage à concourir au maintien de l'ordre et de la liberté de la navigation sur les lagunes, « il favorisera par des concessions, ventes ou locations de terrains, les établissements que voudraient fonder des étrangers, avec l'autorisation du protectorat français, et concédera à ce gouvernement l'emplacement nécessaire pour l'établissement du protectorat. » Le chef Johndou « laisse exclusivement au gouverneur français le soin de traiter toutes les questions politiques, civiles et judiciaires avec les puissances étrangères et s'engage à suivre les avis du représentant du protectorat pour toutes les relations avec les états voisins; » quant au gouvernement français, il « s'engage à respecter et à faire respecter les personnes, les biens des indigènes et leurs usages, mœurs et coutumes, en tout ce qui n'est pas contraire aux règles de l'humanité. »

Notre possession de Grand-Popo est composée de plusieurs villages ou plutôt de cases éparses sur la plage et sur les îles de la lagune, et réunies en un état indépen-

dant. (Carte VIII.) Son territoire est limité à l'est par le barrage d'Aô, village du Dahomey, et à l'ouest par une rangée de pieux placés dans la lagune en dehors du village de Nikoué-Rondji qui appartient au Grand-Popo. La partie de la lagune menant d'un côté à Widah et de l'autre à Agoué lui appartient. Au nord et à l'ouest, il confine au pays des Ouatchis, remarquable par la fertilité de son sol, par ses nombreux villages et par sa richesse en huile et en amandes de palmes. Les chefs de ce pays ne demandent, paraît-il, qu'à se ranger sous notre protectorat. Les commerçants allemands de Grand-Popo font des efforts de toutes sortes pour mettre la main sur le pays des Ouatchis; ils s'efforcent de s'y faire donner des concessions de terrain et d'accaparer les produits commerciaux que les habitants du pays dirigent sur Grand-Popo. Jusqu'à ce jour leurs efforts ont été déjoués par les commerçants français, mais il serait utile que la France ne laissât pas se prolonger cette situation.

La plage du Grand-Popo n'a pas plus de 150 à 200 mètres de largeur; la lagune située en arrière de la plage a 400 ou 500 mètres de largeur. Elle communique avec deux autres lagunes intérieures, l'une au-dessus et l'autre au-dessous du Grand-Popo. Cette dernière est la plus fréquentée; elle relie les Popos au Dahomey. Dans certaines années, à l'époque des inondations de la saison des pluies, elle devient navigable jusqu'aux lagunes de Porto-Novo et l'on va alors directement, par les lagunes de Grand-Popo, à Lagos, c'est-à-dire qu'on peut faire par eau un parcours de plus de 400 kilomètres. Grand-Popo manque d'eau potable; les Européens ont dû y établir des citernes pour recueillir l'eau des pluies. La présence des marécages rend le pays très-insalubre.

A deux kilomètres de Grand-Popo se trouve le village d'Abananquem, sur la lagune d'Agauméou qui communique avec celle de Grand-Popo. Les missions françaises de Grand-Popo ont aussi un établissement bâti, comme à Grand-Popo, sur la plage. On se rend d'Abananquem, et, de là à Agoué par les lagunes. Abananquem est encore plus insalubre que Grand-Popo; les trafiquants noirs eux-mêmes l'abandonnent pendant la saison des pluies. On va d'Abananquem à Agoué par la lagune en quatre à cinq heures quand le courant est favorable, en sept heures environ quand il est contraire. En hamac, par la plage, on s'y rend en quatre heures.

La population de Grand-Popo est d'environ 5000 habi-

tants; malheureusement, dans ce chiffre, il faut compter un grand nombre de vagabonds et de bandits du Dahomey et des États voisins qui se livrent, chaque fois que l'occasion s'en présente, à des déprédations et à la rapine. Malheur au navire qui est poussé à la côte; il est de tradition, dans le pays des Popos, que les épaves appartiennent aux indigènes.

En 1871, les blancs durent abandonner le pays après avoir vu incendier leurs établissements. Ils ne purent y revenir que quelques années plus tard. En 1884, nous dûmes encore réprimer des actes de piraterie qui avaient été commis, de complicité avec les autorités locales, sur une factorerie française.

L'esclavage est en honneur à Grand-Popo. Plus un homme a d'esclaves, plus il a d'influence et de considération, mais la condition de ces esclaves n'est pas mauvaise.

La population du Grand-Popo, comme celle d'autres villages des lagunes voisines, est formée de gens honnêtes ou malhonnêtes qui ont fui le Dahomey pour des raisons diverses. Ils ont mis la lagune entre eux et le territoire intérieur du Dahomey « parce que la superstition défend aux armées du Dahomey de franchir la lagune. Pour prévenir les attaques des bandes du Dahomey, les indigènes ont soin de ne pas laisser obstruer la Bouche-du-Roi, large ouverture par laquelle la lagune se déverse dans l'Océan¹. »

L'abbé P. Bouche raconte, au sujet de la superstition à laquelle il est fait allusion plus haut, les faits suivants, relatifs aux villages d'Afatonou et d'Ahouansoli, bâtis au milieu de l'eau, dans la partie méridionale du lac Nokhoué, non loin du canal de Kotonou : « On est d'abord surpris de voir des villages entiers établis sur pilotis au milieu du lac; et, malgré tout ce que la position peut avoir de pittoresque, on se demande pourquoi les populations sont allées s'établir là. Pourquoi ces nègres ne préfèrent-ils pas des habitations solides sur la terre ferme à leurs *todjis* (de *to*, lagune, et *dji* sur) d'où l'eau les chasse souvent? L'histoire du pays nous apprend que les habitants de ces villages ont cherché là un refuge. Lorsque Guadjia-Troudo conquiert, en 1743, le royaume d'Ardres et de Jacquin, les Jacquinais qui purent s'enfuir sur leurs pirogues résolurent de s'établir au milieu de l'eau, afin d'éviter les poursuites du roi du Daho-

1. P. BOUCHE, *La Côte des Esclaves*, p. 301.

mey, qu'ils appellent dans leur langage imagé « Kini-Kini », le lion. Il faut savoir que le fétiche (le *vodou* comme disent les Dahoméens) défend au roi de traverser l'eau pour guerroyer. C'est pourquoi les fondateurs d'Ahouansoli et d'Afatonou se réfugièrent au milieu du lac. Quand le lion dahoméen tourne ses regards de ce côté, il va se poster au bord de la lagune et il guette sa proie; il attend que ces insulaires aériens viennent de leurs todjis à terre pour prendre des vivres ou ensevelir leurs morts¹. »

Le principal commerce de Grand-Popo est l'huile. Deux maisons de commerce françaises seulement et trois maisons de commerce allemandes sont installées à Grand-Popo et y ont des représentants.

Les chefs du pays perçoivent des droits sur l'exportation de l'huile et des amandes de palmiers. La totalité de ces droits ne dépasse guère huit mille francs.

Agoué.

Le protectorat de la France sur Agoué date du 15 avril 1885. Agoué est un État indépendant depuis 1820, époque à laquelle il a été formé par l'émigration d'une partie de la population du Petit-Popo. Il est limité à l'est, par les abords du village de Mikouékondji, indiqués par une ligne de pieux, à l'ouest, par le village de Killakondji qui lui appartient. Les territoires des villages de Séko et Djetta relèvent du roi d'Agoué, ce qui est très important pour nous, parce qu'ils relient notre protectorat de Grand-Popo à celui d'Agoué. Quant à la limite du nord, il n'y en a d'aucune espèce.

La population d'Agoué est d'environ 5 à 6 mille individus. C'est le village le plus peuplé de toute la région des Popos. La ville est bâtie entre la lagune et la mer, sur une plage de sable inculte et stérile qui n'a pas plus de deux mille mètres de largeur. Les cultures sont de l'autre côté de la lagune où le sol est très fertile.

Agoué est peuplé surtout de Nagos. On y trouve aussi des musulmans et des restes d'une peuplade qui a été détruite partout ailleurs par les Dahoméens, la tribu des Manhis. Elle a à Agoué ses fétiches et ses féticheurs.

« Comme tout le commerce indigène se fait par la lagune,

1. *Loc. cit.*, p. 295.

le village est bâti sur une de ses rives entourée de cocotiers qui inclinent leurs têtes dans l'eau, tandis que leurs pieds aux racines déchaussées paraissent vouloir se détacher du sol. La lagune n'a ordinairement que 200 mètres de largeur, mais à l'époque des grandes pluies, elle s'étend à plus d'un kilomètre dans la plaine qui fait face au village. Cette plaine offre un vaste et très-bel horizon; elle est très-fertile et le serait bien plus si les noirs savaient la cultiver, car les eaux en se retirant y déposent chaque année des débris de végétaux. Un peu au-dessous d'Agoué cette plaine s'élève peu à peu jusqu'à former un monticule de terre glaise rougeâtre sur lequel sont bâtis plusieurs petits villages : Agonégan, Agotivé et Abalatonou, qui vivent en paix dans un régime tout patriarcal. Ces villages, à cause de l'élévation du terrain, sont propres au débarquement qui ne pourrait se faire dans les marécages. Ils donnent accès aux cultures. Les pirogues ne cessent de s'y croiser tout le jour... La chaleur à Agoué n'est pas aussi élevée que dans l'intérieur; elle est presque toujours tempérée le jour par une brise de mer et la nuit par un vent de nord-nord-est. Ce vent n'est naturellement pas aussi sain que la brise de mer, car il est chargé des miasmes des lagunes au-dessus desquelles il passe. Agoué, à cause sans doute de cette brise, est le point le moins malsain des Popos; aussi a-t-il été choisi par les créoles libérés du Brésil qui sont venus s'y établir en assez grand nombre¹. »

Le commerce d'Agoué est de peu d'importance. Il est cependant représenté par quelques maisons portugaises, brésiliennes, anglaises et une maison française. Le pays est souvent l'objet d'agressions de la part de ses turbulents voisins de Grand-Popo.

La société des missions africaines de Lyon y a fait construire une petite église et y entretient trois missionnaires. La mission et le couvent tiennent des écoles de garçons et de filles, où l'enseignement se faisait autrefois en portugais, elle doit avoir lieu en français depuis notre installation. Le chef de cette mission a été d'un grand secours pour l'installation de notre protectorat, auquel les indigènes, poussés par les Allemands, faisaient une vive résistance.

1. Abbé MÉNAGER, *La Guinée*, in *Bull. de la Soc. de Géogr. de Paris*, 6^e sér. t. XVI, 1878, p. 151 et suiv.

IV. — LA QUESTION DU BAS NIGER

Nous avons parlé précédemment de la situation de la France dans le haut Niger. Nous devons maintenant exposer la situation qui nous est faite dans le bas Niger, et retracer ce qui a été accompli par des Français en vue de l'expansion coloniale de notre pays dans cette région. Les détails dans lesquels nous serons obligés d'entrer ne seront pas déplacés ici, malgré leur longueur, parce qu'ils permettront au lecteur de comparer les procédés de colonisation employés par l'Angleterre avec ceux dont nous faisons usage. A ce point de vue, ce chapitre est, à notre avis, l'un des plus instructifs de notre livre. Il a été écrit, en partie, pour l'auteur de cet ouvrage, par un témoin qui l'a, pour ainsi dire, vécu : nous avons nommé le commandant Maltéi, l'un des Français qui connaissent le mieux le Bas-Niger, et l'un de ceux qui ont le plus fait pour y faire pénétrer l'influence de la France.

1. — *Géographie physique, ethnographique, etc.*

Le Niger débouche dans l'Atlantique par une trentaine de bras, au sommet d'un promontoire formé par des dépôts alluvionnaires et situé entre la baie de Benin à l'ouest, et la baie de Biafra, à l'est. Tout le delta du Niger est formé de terres alluvionnaires basses et plates, marécageuses, couvertes de palétuviers, occupées par une population clairsemée, misérable, plus adonnée au brigandage qu'au travail. Dans toute cette partie du fleuve, dont le diamètre est d'environ vingt-cinq lieues, il n'existe qu'un très petit nombre de localités dont les chefs fassent un commerce assez important. Parmi elles la plus importante est Brass-River.

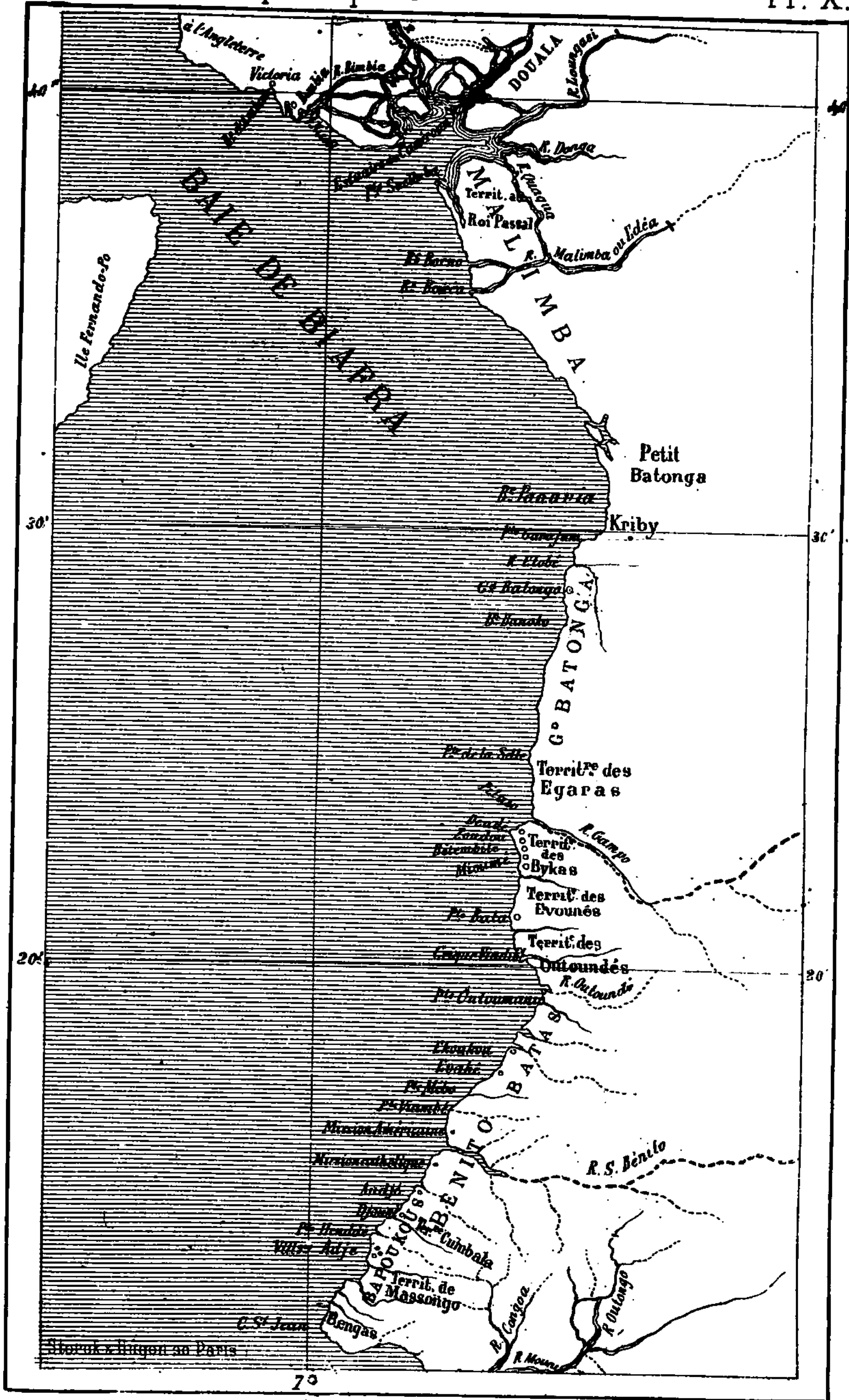
A vingt-cinq lieues environ de l'embouchure du fleuve, se trouve la petite ville d'Abbo, à la hauteur de laquelle l'aspect du pays change complètement. Les palétuviers cessent de se montrer, le sol s'élève graduellement, il est couvert d'une très-belle végétation et présente toutes les qualités requises pour les plus riches cultures. Les habitants sont moins misérables et plus affables ; le climat est plus salubre et plus clément pour les Européens qui ne pourraient pas vivre dans le delta. A trente lieues environ au-dessus d'Abbo,

on entre dans le royaume d'Onitcha qui compte une population d'environ 20 à 25 000 individus et où apparaissent les premières montagnes. Aux palmiers à huile et aux cotonniers qui dominaient aux environs d'Abbo, s'ajoutent le citronnier et l'indigotier. A vingt lieues en amont d'Abbo se trouve la ville d'Idda, formée d'une dizaine de mille musulmans; puis, à vingt-cinq lieues au-dessus d'Idda, le gros village de Lokodja, au pied d'une montagne qui atteint une hauteur de 1200 pieds, et en face de l'embouchure du plus grand affluent du Niger, la rivière Bénué. Lokodja est administré par un gouverneur musulman que désigne le roi de Nupé; c'est le centre de ravitaillement le plus important pour les Européens; on y trouve en abondance des moutons et de la volaille. En face de Lokodja, se trouve la ville d'Igbébé, au confluent du Niger et du Bénué. A trente lieues environ au-dessus de Lokodja, sur le Niger, se trouve la ville d'Egga, qui ne compte pas moins de 25 000 habitants; elle est située au centre d'un pays très-riche, où l'on cultive le coton, l'indigo, le nopal, le citronnier, le sésame, le mil et le maïs, la patate dure et l'igname, et où abonde le karité, qui fournit le beurre végétal.

Abbo, Onitcha, Lokodja, Igbébé et Egga sont les capitales de petits royaumes indépendants, habités par des populations fétichistes. Idda seule est musulmane et soumise à l'autorité du roi du Nupé, dont la capitale est Bida, en amont d'Egga et à une petite distance du Niger.

En remontant le Niger, au-dessus d'Egga, on traverse un pays montagneux et riche jusqu'à Boussa, où commencent les chutes qui séparent le Niger inférieur du Niger moyen. Tout ce pays appartient au royaume de Nupé; il est peuplé en majeure partie par des musulmans venus du Soudan et qui tendent à descendre de plus en plus le Niger, aidés par les Anglais. Le royaume de Nupé dépend de celui de Sokoto qui confine au Soudan central.

Nous avons dit que les premières montagnes se montraient aux environs d'Onitcha, sur la rive droite du fleuve; au-dessus d'Idda, le fleuve coule à peu près sans interruption entre les montagnes. Depuis son embouchure jusqu'aux rapides de Boussa, c'est-à-dire sur une longueur d'environ 630 kilomètres, le Niger est navigable pour les bateaux à vapeur. Entre Boussa et Burrum (cette ville est à 200 kilomètres en aval de Tombouctou), sur une distance de près de



1100 kilomètres, le cours du Niger n'est que fort peu connu. Mais on sait qu'en amont de Burrum, entre ce point, où existe une très forte chute, et Ralla, il y a des rapides sur une longueur de 55 kilomètres. Au-dessous de Burrum, entre Gogo et Say, le Niger s'encaisse de nouveau et forme 200 kilomètres de rapides qui, en plusieurs endroits, rendent la navigation impossible. Entre Say et Boussa, il existerait aussi plusieurs rapides infranchissables. Si ces renseignements, dus à Barth et à Flegel, sont exacts, le Niger serait à peu près innavigable entre Burrum et Boussa, c'est-à-dire dans toute sa partie moyenne, sur une longueur de plus de 1000 kilomètres.

« La navigation du bas Niger présente beaucoup de difficultés. Le fleuve est encombré d'obstacles : pierres, bancs de sable, îlots flottants; de grosses roches le rendent assez dangereux près d'Igbébé. Le chenal décrit une ligne capricieuse et l'on doit tirer souvent des bordées d'une rive à l'autre pour naviguer sur un fond d'eau suffisant. Journallement de grandes masses de terre entraînant de grands arbres tombent dans le fleuve. La rive ouest est la plus atteinte. Quand le courant n'est pas assez fort pour emporter le tout, il se produit, vers le point où a eu lieu la chute, un commencement d'îlot, sur lequel viendront bientôt s'échouer d'autres arbres charriés par le fleuve; peu à peu, un massif, un nouvel îlot sera formé et c'est ainsi que se modifient le cours et l'aspect du fleuve.... Le courant du fleuve est d'environ quatre nœuds. Tout au bas du Niger cependant, dans le voisinage de N'doni, il est assez violent. La largeur, de 200 à 300 mètres aux environs du delta, atteint environ 1200 mètres au-dessus d'Abbo et 2000 à partir d'Onitscha¹. »

Le seul affluent du bas Niger qui nous intéresse par son importance est le Béné. Cette rivière naît, d'après M. Flegel, dans le massif montagneux de l'Adamaua, situé à l'est du Niger et au nord-est du golfe de Biafra. Son cours et ses affluents ne sont encore qu'imparfaitement connus. Après être descendu du massif de l'Adamaua, le Béné traverse de vastes plaines qui s'étendent jusqu'au bassin du Niger. Parmi les localités importantes du Béné, il faut citer en première ligne Yola, point extrême de la navigabilité du fleuve, situé au nord de l'Adamaua. C'est à Yola que se concen-

1. *Atlas colonial*, article de M. Mattéi.

trent la plupart des produits descendant par le Bénoué vers le Niger; plus bas, Wukari, siège d'une fabrication assez importante d'objets en fer, tels que clous, mors, étriers, couteaux, flèches, cuillères, etc.; Ibi et Loko où se rendent une partie des caravanes apportant l'ivoire de l'Adamaua; enfin Igbébé au confluent du Bénoué et du Niger.

Le bassin du Bénoué était autrefois habité exclusivement par des populations noires et fétichistes, mais il est aujourd'hui en grande partie envahi par les Peuhls ou Foulahs musulmans venus du Soudan central, et qui exploitent sans pitié les populations primitives, pillant les produits de leurs maigres récoltes et volant leurs femmes et leurs enfants qu'ils vont vendre dans le Soudan. Les musulmans Peuhls commencent à se montrer au confluent du Bénoué et du Niger; ils sont d'autant plus nombreux qu'on remonte davantage le Bénoué. Il en est de même, nous l'avons dit déjà, sur le Niger. En un mot les musulmans du Soudan, Peuhls ou Toucouleurs, c'est-à-dire plus ou moins mélangés de Berbères, tendent de plus en plus à déborder du Soudan, qui est leur centre de population, vers les côtes de l'Atlantique, en chassant devant eux et en supprimant par les guerres, la famine et l'esclavage des populations noires qui occupaient autrefois exclusivement toute la partie occidentale du continent africain. Ce fait, nous l'avons déjà signalé en étudiant le Sénégal; nous l'observons sur le Bénoué et le Niger avec non moins de netteté. Tous les petits États du bassin du Bénoué sont, comme ceux du Niger, plus ou moins placés sous la dépendance du grand empire de Sokoto, qui s'étend sur une grande partie du Niger moyen et qui est essentiellement musulman.

Nous avons dit que le Bénoué est navigable jusqu'à Yola. Cela n'est vrai que pendant la saison des pluies. « Vers la fin du mois de mai, les eaux du Bénoué, comme celles du Niger, montent, et la rivière devient alors navigable jusqu'à Yola et probablement au-dessus; des bateaux plats, calant six pieds et jaugeant 350 à 400 tonneaux, font, depuis 1883, le commerce d'ivoire jusqu'à Ibi (à moitié route d'Yola). La navigation est cependant difficile et dangereuse, et bien que les navires soient pilotés par des naturels qui ont souvent parcouru la rivière en pirogue, il arrive fréquemment des accidents, à cause des bancs nouveaux qui se forment et qui, changeant la direction du chenal, déroutent les plus

habiles pilotes. Quiconque a parcouru le Niger et le Bénoué pendant la saison sèche aurait de la peine, pendant la saison pluvieuse, à reconnaître les régions qu'il aurait explorées. Les eaux montent de plusieurs brasses, sortent de leur lit, se répandent dans les plaines; de nouveaux cours d'eau se forment, se précipitent de toutes parts, submergent les jardins, les cabanes et des villages entiers. On voit alors les naturels réduits à camper sur leurs toits et à circuler en pirogue pour chercher les provisions que, par avance, ils ont entassées dans de petites huttes construites sur pilotis et qui ressemblent à un village de castors au milieu d'un lac. De beaux arbres qui servaient naguère de points d'orientation aux pilotes, ont été déracinés et sont allés créer, sur quelques points de la rivière où ils se sont échoués, un danger de plus au navigateur. Les bateaux filent alors à toute vapeur, par-dessus les îlots, les cabanes et les bancs de sable; on les voit, par moments, glisser sur une nappe d'eau bourbeuse à travers de hautes herbes et des forêts à demi submergées. La végétation qui était en souffrance reprend toute sa vigueur. L'aspect général de la contrée se transforme comme par enchantement, sous l'action féconde de ce déluge, et le voyageur reste stupéfait devant ce merveilleux spectacle. Dans la seconde quinzaine du mois de novembre, les eaux commencent à baisser dans le Bénoué, plus précipitamment que celles du Niger, et, du soir au matin, on est exposé à se réveiller sur le sable. J'ai vu un navire, le « Nupé » qui s'est échoué dans le bas Bénoué le 7 novembre 1883 et qui n'a été renfloué par la crue des eaux que le 6 juin 1884. Les eaux, en 1883, ont baissé prématurément sur toute la ligne; quatre bateaux, français ou anglais, ont passé six mois à la belle étoile. Il était triste, mais très curieux, de voir ces bateaux, dans l'extrême sécheresse, perchés au sommet d'immenses dunes à plus d'un mille du courant. Dans cette saison, les chaloupes à vapeur calant deux pieds et demi peuvent seules remonter le Bénoué jusqu'à la fin de janvier; en février, mars, avril, ce n'est qu'en pirogue que l'on correspond entre Lokodja et Ibi¹. »

Le bas Niger et le Bénoué sont des pays d'une très-grande richesse agricole, mais encore à peine cultivés. Les pluies abondantes qui les arrosent pendant une grande partie de

1. *Loc. cit.*

l'année, la chaleur constante qui y règne et qui varie entre 25 et 38 degrés centigrades, y rendent possibles toutes les cultures tropicales. Les plus productives seraient probablement celles du sésame, des arachides, du coton et de l'indigo, mais aucune tentative agricole n'a encore été faite par les Européens; ils se bornent à échanger nos produits contre l'ivoire, les peaux, le beurre de karité (nommé *Chabota* dans le pays) et la sésame (*benecid* du pays), que fournissent les indigènes.

2. — *Les tentatives commerciales de la France.*

Nous avons dit plus haut que l'histoire des infructueuses tentatives coloniales faites par la France dans cette région offre un intérêt particulier, en raison de la lutte qui a eu lieu entre notre pays et l'Angleterre; nous allons, pour retracer cette histoire, laisser la parole à l'homme qui la connaît le mieux puisqu'il l'a vécue, le commandant Mattéi. Les notes suivantes ont été rédigées par lui à l'intention de l'auteur de ce livre qui lui en exprime ici toute sa gratitude.

« Les Anglais exploitaient le bas Niger depuis plus de vingt ans par les embouchures principales : Nun, Brass-River et Bonny, lorsque les Français arrivèrent (1880).

« La Compagnie anglaise qui débuta la première était de Manchester; elle porta le nom de : « The West African Company, limited ». Une deuxième Compagnie est arrivée quelque temps après, prendre place à Brass-River sous le nom de : « Hotwell Jaks and Company »; elle fit de mauvaises affaires et disparut après trois ans d'existence, mais elle se reforma sous le nom de « Central African Company, limited » de Londres. Une troisième compagnie apparaît en 1869 sous le nom d'« Alexandre Miller J. J. and Company de Glasgow.

« Ces trois Compagnies, se faisaient une concurrence acharnée qui ne profitait qu'aux indigènes, lorsqu'en 1879, leurs directeurs prirent le parti de fusionner. Elles se fondirent en une seule Compagnie sous le nom de : « United African Company, limited » au capital de 250 000 £. (6 250 000 fr.) En 1882, cette compagnie s'est transformée; elle a élevé son capital à la somme énorme de vingt-cinq millions de francs et a pris le nom de : « National African Company, limited » qu'elle porte encore aujourd'hui. Son

président est Lord Aberdare, qui est en même temps président de la Société de Géographie de Londres.

« En 1880, M. de Semellé, ancien officier de tirailleurs algériens, eut la patriotique idée d'aller établir des comptoirs au Niger. Il s'associa avec quelques amis, on créa une Société anonyme au capital de 500 000 francs, dont la maison Desprez-Huchet eut la direction. Ces messieurs étaient, à la fois, commissionnaires, actionnaires et directeurs.

« M. le comte de Semellé partit de Nantes le 20 avril 1880, à bord d'une goëlette à vapeur en fer, « Adamaua » calant cinq pieds, armée de deux canons de quatre, dits de montagne. Il arriva à Brass-River dans le courant du mois de juin, se procura une chaloupe à vapeur, « l'Amélie », acheta une maison et des magasins et y établit son dépôt général. Il avait amené avec lui quelques agents français. Avec leur aide, il fonda cinq comptoirs dans le Niger :

A *Abbo*, situé à 75 milles de la mer (huile et amandes de palme); à *Onitcha*, à 114 milles (mêmes productions); à *Igbébé*, à 219 milles au confluent du Bénoué rive gauche (huile de palme, chabota, un peu d'ivoire); à *Lokodja*, en face d'Igbébé (mêmes productions); à *Egga*, ville principale du royaume de Nupé, 30 000 âmes environ (grand marché d'ivoire, de chabota, peaux, sésame, etc.) Dans le Bénoué, il créa une factorerie à *Loko*, village d'un millier d'habitants, situé à 70 milles environ de son confluent, grand marché d'ivoire.

« M. de Semellé étant tombé malade, s'embarqua pour la France, mais il mourut en mer, à bord du « Gabon » le 28 octobre 1880 (six mois après son départ de France).

« Sa mort amena un grand désarroi dans la société naissante, à laquelle il n'avait pas eu le temps de donner un corps. Cependant MM. les directeurs Desprez et Huchet ne perdirent pas courage. Ils doublèrent le capital, commandèrent un deuxième navire, le « Nupé », mieux conditionné que « l'Adamaua » et avec l'autorisation de M. le ministre de la guerre, ils me nommèrent agent général de la Compagnie, avec pleins pouvoirs. M. le ministre des affaires étrangères me nomma agent consulaire de France à Brass-River où je débarquai le 3 avril 1881.

« Mon premier soin, en arrivant, fut d'installer mon comptoir. Je remontai ensuite le fleuve, pour inspecter nos factoreries et régulariser, par des traités passés avec les

rois, au nom du gouvernement français, la situation des emplacements sur lesquels M. de Semellé s'était installé. Ces traités ont été adressés à M. le ministre des affaires étrangères à Paris.

« Ma préoccupation fut ensuite de voir l'agent général de la Compagnie anglaise, et de m'entendre avec lui sur certaines questions, notamment sur les prix des produits du pays que nous nous engagions à fixer de concert de façon à éviter une concurrence qui n'aurait profité qu'aux indigènes.

« Mais la convention que nous fîmes ne tarda pas à être violée par l'agent anglais dont les traitants achetaient l'ivoire à des prix au-dessus de ceux convenus.

« Je lui écrivis alors pour me délier de mes engagements, et je partis pour Bida rendre visite au roi de Nupé. Chemin faisant, en voyant un marché devant le village de Sosokouso, à 16 milles en amont de Lokodja, je fis stopper pour aller à terre et, après renseignements pris, j'obtins du chef du village, moyennant quelques cadeaux, l'autorisation de fonder une factorerie. Faire abattre les arbres, élever un magasin, le couvrir en zinc, mettre une quarantaine de mille francs de marchandises à terre et commencer immédiatement la traite fut, pour mes kroumens, l'affaire de quarante-huit heures. Les Anglais furent stupéfaits de voir flotter le drapeau français en cet endroit, lorsqu'ils remontèrent le fleuve.

« Continuant ma route, j'arrivai auprès du roi Amourou, qui était à Bida, sa capitale, ville de 80 000 âmes, environnée d'une muraille en torchis, avec douze portes et un fossé. En arrivant, je vis devant le palais royal, au bout d'une perche fichée en terre, une tête humaine fraîchement coupée, que des oiseaux de l'ordre des rapaces déchiquetaient à leur aise. Mon interprète me dit que c'était la tête d'un traître. Je traversai une grande cour, au milieu de laquelle étaient accroupis un millier de cavaliers au blanc burnous, au visage voilé, à l'instar des Touaregs du Sahara. Ils maintenaient leurs armes éblouissantes verticalement entre leurs jambes et observaient le silence et l'immobilité. Leurs chefs se tenaient dans une deuxième cour; ils étaient assis en demi-cercle autour du potentat. Celui-ci était nonchalamment étendu sur des peaux de tigre et mollement accoudé sur des coussins de velours doré. Tous les chefs étaient drapés dans

des burnous multicolores chamarrés d'or et d'argent. Ils semblaient tenir conseil sous la présidence du roi qui leur parlait à tour de rôle en langue nupé. Leurs réponses et leur attitude paraissaient empreintes d'une grande déférence et d'un dévouement absolu.

« Je fis au roi les cadeaux d'usage, mais il ne fut pas satisfait de ne pas en recevoir de la part du gouvernement français, tandis que Sa Majesté Britannique lui en envoyait tous les ans de nombreux. Il me montra, en effet, des canons en bronze, des soieries, des tambours, des armes, des tapis, que le consul, M. Édouard Hewett, lui avait remis. « Ouvre les mains, me disait-il, maintenant que tu arrives, tu les fermeras plus tard et tu y trouveras ton compte. » Hélas ! j'ai eu beau les ouvrir, je ne suis pas parvenu à donner la dixième partie de ce qu'avaient donné le consul et l'agent général anglais ! J'eus beau dire au roi qu'il fallait me donner le temps de prendre pied dans le pays, que mes moyens d'exploitation étaient moindres que ceux des Anglais, il trouva que je ne méritais pas d'aller plus loin ; il me défendit, formellement, de dépasser Egga ; et il me reprocha de m'être installé à Sosokouso sans lui en avoir demandé l'autorisation. Cependant il me donna à comprendre que moyennant force cadeaux, il me permettrait de faire un comptoir à Schunga, l'année suivante, c'est-à-dire en 1882.

« Les Anglais occupaient déjà cette ville, qui est située à 109 milles en amont d'Egga et à 409 de la mer. Je savais qu'elle était fort riche en chabota, et je comprenais à merveille que le roi voulût me faire payer cher le droit d'y aller. Les Anglais, de leur côté, cherchaient à m'empêcher de prendre position à Schunga, en multipliant leurs cadeaux. N'étant pas préparé à cette lutte, n'ayant ni cadeaux du gouvernement à offrir, et ne pouvant pas compromettre les intérêts de la compagnie que je représentais par des dépenses exagérées, je dus réserver mes espérances pour la prochaine campagne.

« En redescendant le fleuve, je constatai que les Anglais vendaient leurs marchandises au-dessous des prix ordinaires, partout où nous étions installés à côté d'eux ; et qu'ils se rattrappaient en élevant les prix dans les endroits où ils travaillaient seuls. Comme ils avaient, à ce moment, une trentaine de comptoirs, et que leur capital était plus fort que le nôtre, je compris qu'il était urgent d'aller

prendre position à côté d'eux, au moyen de factoreries volantes, construites à peu de frais.

« Je construisis, pour commencer, une factorerie à Allah (21 milles en amont d'Onitcha) et je demandai à Paris l'autorisation de m'étendre partout où je le croirais utile, en sollicitant, à cet effet, une augmentation de capital. La direction m'appela et j'arrivai le 21 décembre 1881, après dix mois d'absence.

« Désormais je connaissais le pays où je devais livrer bataille. J'avais remarqué que consuls, officiers de marine, officiers de l'armée de terre en mission, missionnaires protestants et commerçants anglais, n'avaient qu'un seul et même objectif : le triomphe de leur pays, parlout et toujours. Je savais que la « Company National African United », était appuyée par son gouvernement et par la Société de Géographie de Londres et je rêvais, en soupirant, de voir la France devenir l'égale de l'Angleterre dans ce pays si riche et si plein d'avenir.

« A peine arrivé à Paris, je proposai à MM. les membres du Conseil d'administration d'élever le capital à 6 000 000 de francs, de demander une subvention au gouvernement, lui offrant, en retour, d'organiser une ligne de bateaux à vapeur faisant le service entre la France et le Gabon, en touchant au Sénégal et à tous les points de la côte occidentale d'Afrique où nous avons des intérêts, de manière à ne plus avoir recours aux steamers anglais.

« L'organisation d'une telle ligne de bateaux français nous aurait permis de nous approvisionner en France de la plupart de nos marchandises et non à Liverpool, Manchester, Hambourg, etc., etc.; tous nos produits de retour eussent été apportés à Marseille et au Havre, au lieu d'aller en Angleterre.

« Je demandai en outre au gouvernement des cadeaux pour les rois importants; mais, malheureusement, ils me furent refusés. Les directeurs échouèrent aussi dans leurs tentatives auprès du gouvernement; ils ne se découragèrent cependant pas. Le capital ne put être porté qu'à 1 500 000 francs, mais on me donna un personnel français plus nombreux, et le 16 juin 1882, je débarquai de nouveau à Brass-River, avec l'autorisation de créer des factoreries volantes partout où les Anglais seraient, de manière à les empêcher de nous faire cette concurrence qui ne profitait qu'aux noirs.

« En conséquence, je créai les factoreries suivantes que je cite en remontant le fleuve : Okao, en aval d'Abbo ; Abbo avait été créé en 1880 ; Odugri, Opaï, Ogu, Osutchy, Accri, Atani, Osibity, Odekwé, Oko, Aboutchy, Onitcha (créé en 1880) ; Egga-Mambara, dans la crique de ce nom ; Aboken, Lokodja (créé en 1880) ; Igbébé (créé en 1880), Sasokouso (créé en 1881) ; Agbodan ; Egga (créé en 1880). Dans le Bénoué, nous avons toujours Loko, comptoir créé par M. de Semellé. Je donne avec soin les noms de ces comptoirs, parce que la Compagnie française du Sénégal (ancienne Compagnie Verminck) est venue prendre position à côté de nous, dans le courant de cette année 1882.

« Au point de vue commercial, je prenais naturellement les intérêts de la Compagnie que je représentais comme agent général ; mais comme agent consulaire et comme Français, je voyais avec plaisir que notre pavillon gagnait du terrain.

« Le 31 août, me trouvant en inspection à Lokodja, je vis remonter le « Formoso », grand bateau anglais, qui faisait le service de la côte et qui avait à son bord le consul anglais, M. Hewett, MM. Ashbury, ancien membre du Parlement, actionnaire de la Compagnie anglaise, et le savant Forbes, membre de la Société de Géographie de Londres. Ces messieurs étaient porteurs de nombreux cadeaux envoyés par le gouvernement pour le roi de Bida et les princes qu'ils allaient voir. C'est par eux que j'appris que le roi Amourou était mort et qu'il avait été remplacé par Moléki¹.

« J'arrivai à Bida le 27 octobre ; j'y fus accueilli très froidement par le roi, auquel je n'avais pu donner que les cadeaux ordinaires, au titre de ma Compagnie, c'est-à-dire :

1. La nomination du roi, dans le Nupé, a lieu par un mélange d'élection et de succession. La famille royale est composée de trois branches ; sans révolution ni secousses politiques, le roi est pris à tour de rôle dans chaque branche. L'élection est sanctionnée par l'empereur de Sokoto, vassal de l'Égypte.

Les rois de Gondo, Haussa, Bornou, etc., sont tributaires de Sokoto ; néanmoins, les pouvoirs du Sultan s'affaiblissent en raison directe de l'éloignement de Sokoto. Ce sont les Foulahs qui fondèrent le royaume de Nupé, dont la capitale était autrefois Robba. Le marabout Malan-Daïbs, prêcha l'islamisme, et son prestige fut tel, que son fils Osman-Saki monta sur le trône (ce fut le premier roi du Nupé). Son fils Massabo, qui fut un grand roi, lui succéda ; il détruisit en 1809 Gambarou, capitale du Bornou. Le deuxième roi du Nupé fut Amourou, son neveu, prédécesseur de Moléki, roi actuel.

poudre, fusils, burnous et tissus (il y en avait pour 12 000 fr. environ). Je renouvelai à Moléki la demande que j'avais faite à Amourou, l'année précédente, de me laisser aller à Schunga. Je lui dis que le Coran recommandait aux puissants de la terre de veiller sur leurs peuples, d'améliorer leur sort ; je lui fis comprendre (et il le comprit à merveille) que les Anglais étant seuls à Schunga, achetaient le chabota à de très bas prix, que ces messieurs ambitionnaient le monopole commercial dans son pays, ce qui ruinait les pauvres. Il était donc de l'intérêt de son peuple d'avoir les Français à côté des Anglais, afin que le commerce se fit dans des conditions raisonnables. Il me promit qu'en 1883, il m'y laisserait aller. Il me conseilla de persévérer et me promit son concours, à condition que je n'en dirais rien aux Anglais. J'ai appris depuis que ces derniers, pour m'empêcher d'aller m'établir à Schunga, non seulement avaient doublé leurs cadeaux, mais avaient aussi exonéré le roi Moléki des dettes énormes d'Amourou (il est d'usage que le nouveau roi paye les dettes de son prédécesseur). Je lui fis mes adieux et je fus inspecter mes comptoirs.

« Je sus, par mes agents, que la concurrence avait pris des proportions inquiétantes. Le 23 février 1883, je m'embarquai pour la France et arrivai à Paris le 30 mars, pour y rendre compte de ma mission. Je rappelai mes propositions au gouvernement et au Conseil d'administration de la Compagnie ; je signalai la concurrence effrénée de la Compagnie anglaise. Le gouvernement ne m'accorda que 3000 fr. de cadeaux pour tous les chefs du bas Niger. C'était insuffisant ! La Compagnie doubla son capital et me donna deux autres baleaux, le « Niger » et le « Moléki », plus deux chaloupes : la « Française » et le « Rapide ».

« Le 5 juillet 1883, je repartais pour la troisième fois. Le 3 août, je reprenais mon service dans le fleuve. Ma petite flottille se composait : du « Nupé » (120 tonneaux), du « Niger » (200 tonneaux), du « Moléki » (200 tonneaux), de la « Française » (8 tonneaux), du « Rapide » (pour l'inspection), d'un chaland de 40 tonneaux, au total, 568 tonneaux.

« A peine arrivé à Brass-River, je convoquai tous les chefs indigènes pour passer un traité dans le but de neutraliser le fleuve ; mais, malgré mes cadeaux et le désir qu'ils éprouvaient d'écouter mes conseils, ils ne voulurent rien signer, par crainte des Anglais.

« M'étant informé de l'itinéraire que suivaient les caravanes qui portaient l'ivoire à Loko et à Egga, j'appris qu'elles passaient le Bénué à Ibi et Outché-bou-hou, à 12 heures de Wukari (à 285 milles du confluent du Bénué). Je fis charger le « Nupé » de marchandises : (perles, tissus, soieries, poudre, fusils à pierre, cauris, matchetz, faïences, marmittes en fer, glaces, gin, rhum, barres de fer et de cuivre) et, après 57 heures de navigation, nous prenions position à Outché-bou-hou et à Ibi par des traités qui ont été envoyés à M. le ministre des Affaires étrangères ¹.

« Les Anglais, mécontents de ce que je les avais dépassés, amarrèrent un ponton au plus grand de leur bateau (Kano) portant 600 tonnes de marchandises et vinrent mouiller à Ibi, un mois environ après nous, avec la résolution de nous faire une concurrence acharnée. J'eusse préféré, naturellement, voir arriver la compagnie française du Sénégal, mais elle n'était pas en mesure, à ce moment, d'aller aussi haut dans le Bénué. Elle resta donc à Loko.

« Dans le Niger, me prévalant des promesses que le roi du Nupé m'avait faites au mois de septembre, je fis charger le steamer « Moléki », auquel j'avais donné ce nom pour la circonstance, de tissus, sel, gin, rhum blanc, cuivre, miroirs, faïence, grelots, cauris matchetz, cuillères, ombrelles, et j'allai, le 29 août, fonder un comptoir à Schunga, ville bâtie presque en face de Rabba, à 109 milles en amont d'Egga et à 409 de la mer, ainsi que je l'ai dit précédemment. Le roi défend expressément de vendre aux indigènes de ce pays, qui sont fétichistes, de la poudre et des fusils, de peur qu'ils ne se soulèvent contre lui.

« Le 3 septembre j'arrivai à Bida, auprès du roi Moléki, assez inquiet du coup que je venais de faire, d'autant plus que je n'ignorais pas que les Anglais lui avaient monté la tête contre moi, au moyen de calomnies et de cadeaux; ils étaient allés jusqu'à lui dire que je voulais m'emparer de son pays. Le roi m'accueillit, en effet, très mal. « Dans ton pays, me dit-il, lorsque tu veux entrer dans une maison qui n'est pas la tienne, tu frappes à la porte? — Oui. — Et tu attends

¹. « Des voyageurs ont prétendu être allés à Ibi avant nous. C'est inexact:

« Je ne connais que le docteur anglais Bedekie qui ait remonté le Bénué aussi loin, avec la « Pléiade », en 1854. Il m'est facile de fournir la preuve de ce que j'avance. »

qu'on te dise : Entrez ? — Oui. — Eh bien, tu es venu chez moi et tu es entré sans frapper ! » Je lui répondis que je croyais que les rois n'avaient qu'une parole¹, et qu'il m'avait donné la sienne ; j'ajoutai immédiatement que j'étais allé à Schunga avec un bateau neuf appelé « Moléki » et portant son portrait (je l'avais photographié, lors de mon dernier voyage) qui avait fait l'admiration de tout son pays, que le gouvernement français lui envoyait des cadeaux et que j'en avais beaucoup d'autres à lui donner de la part de ma compagnie. Ce dernier argument devait être irrésistible ; la figure de l'avidé monarque s'épanouit et j'en fus quitte pour une amende de 200 pièces de tissus. Schunga devint la plus belle factorerie du Niger. Elle devait, hélas ! devenir anglaise !

« La mission britannique qui se trouvait à Bida cette année-là y était venue avec une cargaison de cadeaux pour les rois du Nupé, de Gondo, de Kano, etc., etc.

« Je crois devoir signaler ici un fait qui a son importance : Le roi Moléki m'a confié à cette époque qu'il allait porter la guerre à Kuka, sur le lac Tchad ; or, comme l'agent général de la Compagnie anglaise m'avait dit quelque temps auparavant que son objectif était le lac Tchad, par le Bénoué, il est à supposer que cette guerre sera dirigée par les Anglais, qui tendent à devenir les maîtres de tout le centre africain ; ils sont du reste en ce moment à Yola et ils ont bombardé Djébou, dans les environs de Wukari et d'Ibi.

« Le 12 septembre, je quittai Bida pour me rendre à Schunga. Les eaux du Niger et du Bénoué, cette année (1883), baissèrent prématurément et si brusquement que plusieurs navires se trouvèrent échoués du soir au matin. Les Anglais eurent le « Massaba » et le « Prince Alexandre », la Compagnie du Sénégal, le « Houra », la Compagnie équatoriale, le « Nupé » et le « Moléki », surpris par la baisse des eaux à une distance plus ou moins grande du fleuve. Ces navires, échoués en novembre, ne purent être renfloués qu'en juin, par la crue naturelle des eaux. Ce fut une grande perte pour

1. Le roi Massaba, père de Moléki, répondit à un Anglais qui invoquait la parole donnée : « Quand je mets le pied à l'étrier, j'ai une parole, quand j'enfourche mon cheval, j'ai une autre parole et lorsque je suis en selle, j'ai une autre parole. »

les intérêts de tous, mais principalement pour la Compagnie française de l'Afrique équatoriale, dont j'étais le représentant.

« Le 7 décembre, je m'embarquai pour la France, malade, plein de soucis, de tristesse et de découragement, à cause de mes deux navires échoués, du manque d'appui de la part du gouvernement qui me laissait dans un état d'infériorité vis-à-vis des Anglais, dont les navires de guerre se montraient à chaque instant, encourageant ainsi leurs nationaux et demandant réparation pour ceux qu'on avait maltraités. Des officiers et de grands personnages anglais parcouraient le pays, en mission, pour entretenir la confiance des commerçants, en sorte que nous nous trouvions bien petits auprès de nos concurrents. Comme agent consulaire, je n'ai jamais reçu d'instructions, ni de la marine, ni du ministère des affaires étrangères. Enfin, un de mes steamers, qui heureusement était assuré, « Adamaua », s'était perdu dans le fleuve à la suite d'une collision; la factorerie de Loko avait été brûlée ce qui nous avait occasionné une perte d'environ 70 000 francs de marchandises.

« C'est dans ces dispositions d'esprit que j'arrivai à Paris, le 12 janvier 1884, avec l'intention de ne plus retourner au Niger. A peine arrivé, je demandai un successeur au conseil d'administration. Celui-ci refusa de me remplacer; les directeurs, le président et le conseil tout entier résolurent de continuer la lutte et d'élever le capital à 3 000 000 de francs, de commander encore deux grandes chaloupes à vapeur, pouvant porter des marchandises, d'augmenter le personnel européen et de me donner un officier de marine pour adjoint (c'est le capitaine de frégate, M. Estève, qu'ils me donnèrent et qui partit immédiatement).

« Cet élan patriotique, dans l'intérêt de notre commerce, me fit oublier mes misères et mes ennuis et un rayon d'espérance fit battre mon cœur. Je consentis à entreprendre une nouvelle campagne.

« Je repartis donc pour la quatrième fois, le 13 mai 1884, après m'être vu refuser par le gouvernement tout cadeau pour les rois. En arrivant à Brass-River, le 6 juin, j'appris par la rumeur publique que la Compagnie française du Sénégal était en pourparlers pour vendre tous ses comptoirs aux Anglais. Cette mauvaise nouvelle, jointe au refus des cadeaux au moment de mon départ de Paris, n'augurait rien

de bon. L'horizon de mes espérances commençait à s'assombrir, mais je préférais croire et dire à tous que ces bruits n'avaient aucun fondement, qu'ils étaient mis en circulation par les Anglais, dans le but évident de nous décourager.

« Le 21 juin, mon adjoint, revenant d'Ibi, m'annonça qu'à Onitcha, où il venait de passer, la Compagnie du Sénégal s'appropriait à vendre son comptoir aux Anglais et que les autres suivraient. La nouvelle n'était, malheureusement, que trop vraie. Le 6 octobre, me trouvant en inspection à Schunga, où je prenais mes dispositions pour pousser en avant jusqu'à Boussa, je recevais, officiellement, de la direction de Paris, complètement découragée à ce moment par l'abandon dans laquelle la laissait le gouvernement, des instructions pour une soi-disant fusion entre la Compagnie anglaise et la nôtre. Cette douloureuse nouvelle m'attristait d'autant plus qu'à travers les lignes de ces instructions je voyais clairement qu'il s'agissait purement et simplement de céder ou vendre tout notre matériel nautique et terrestre aux Anglais, dans la Compagnie desquels les actionnaires français prendraient des actions.

« J'écrivis immédiatement à mes directeurs de ne rien précipiter, de patienter et de m'attendre, que j'avais d'importantes révélations à leur faire. En effet, le départ de la Compagnie du Sénégal avait fait ouvrir les yeux aux rois et aux populations, et il s'était produit un mouvement considérable en notre faveur. Tous les indigènes comprenaient fort bien que si les Français s'en allaient de la rivière, ils tomberaient entre les mains des Anglais, qui leur vendraient leurs marchandises à des prix exorbitants (c'est ce qui est arrivé). Aussi, de tous les côtés, les rois, les chefs, les riches et les pauvres venaient-ils en masse me supplier de ne pas partir, me promettant d'apporter tous leurs produits dans les factoreries françaises. Que de messages secrets n'ai-je pas reçus du roi Moléki, qui ne s'est donné aux Anglais que parce que nous n'avons pas voulu de lui ! Le roi d'Onitcha, ville de douze à quinze mille âmes, m'a écrit une lettre signée de tous les chefs et dont j'ai gardé la photographie, pour me demander à se placer sous le protectorat français et à arborer le drapeau tricolore : cette lettre doit être au ministère des Affaires étrangères.

« La fatalité a voulu que tous nos efforts, que tant d'exis-

tences sacrifiées¹, ne profitassent qu'aux Anglais. Ils fondent en ce moment sur le Niger un vaste et riche empire, autrement plus productif que le Congo. Le 31 décembre 1884, tous nos navires, tous nos comptoirs, toutes nos marchandises passèrent aux Anglais. Tous les employés Français rentrèrent avec moi en France, après avoir vu tomber le pavillon commercial Français, qui devait flotter, nous disait-on, à côté de celui d'Angleterre, sur tous les navires et sur toutes les factoreries du Niger et du Bénoué !

3. — LES ANGLAIS DANS LE BASSIN DU NIGER.

« L'abandon du Niger par les Français a eu pour première conséquence d'amener les membres de la Conférence de Berlin à livrer aux Anglais les bouches du Niger jusqu'à Lokodja. En même temps, M. Mac-Intosh, nommé consul pour la circonstance, passait un traité avec Moléki, et l'affiche suivante était placardée dans toutes les factoreries du Niger et du Bénoué : « Le roi du Nupé est placé sous le protectorat
« de Sa Majesté la reine d'Angleterre. Nul ne pourra s'établir
« dans le royaume du Nupé, pour y faire du commerce, sans
« l'autorisation du gouvernement anglais. » Cette affiche porte la date du 3 avril 1885. J'étais encore à Brass-Rivier.

« Par ce traité, les Anglais devenaient maîtres du Niger, depuis la mer jusqu'au-dessus de Rabba, ancienne capitale du Nupé. Ne mettant plus de bornes à leur ambition, ils viennent d'acheter au roi de Gondo, plus puissant que Moléki, dont les Etats confinent au Nupé et au Niger, deux bandes de terrain, longeant les deux rives du fleuve, dans la direction de Yaurie, Boussa et Tombouctou. Ils construiront une voie ferrée d'une cinquantaine de kilomètres parallèle au cours du fleuve, de manière à dépasser les rapides; ils transporteront leurs chaloupes démontables au delà de la dernière cataracte, où le fleuve, s'ouvrant de nouveau à la navigation, leur permettra de continuer leur marche en avant jusqu'à Kabara ou Cabra, port de Tombouctou.

« Dans le Bénoué, ils sont déjà à Yola et on les verra bientôt à Kuka.

« Je crois bien connaître ces pays et j'ai la certitude que

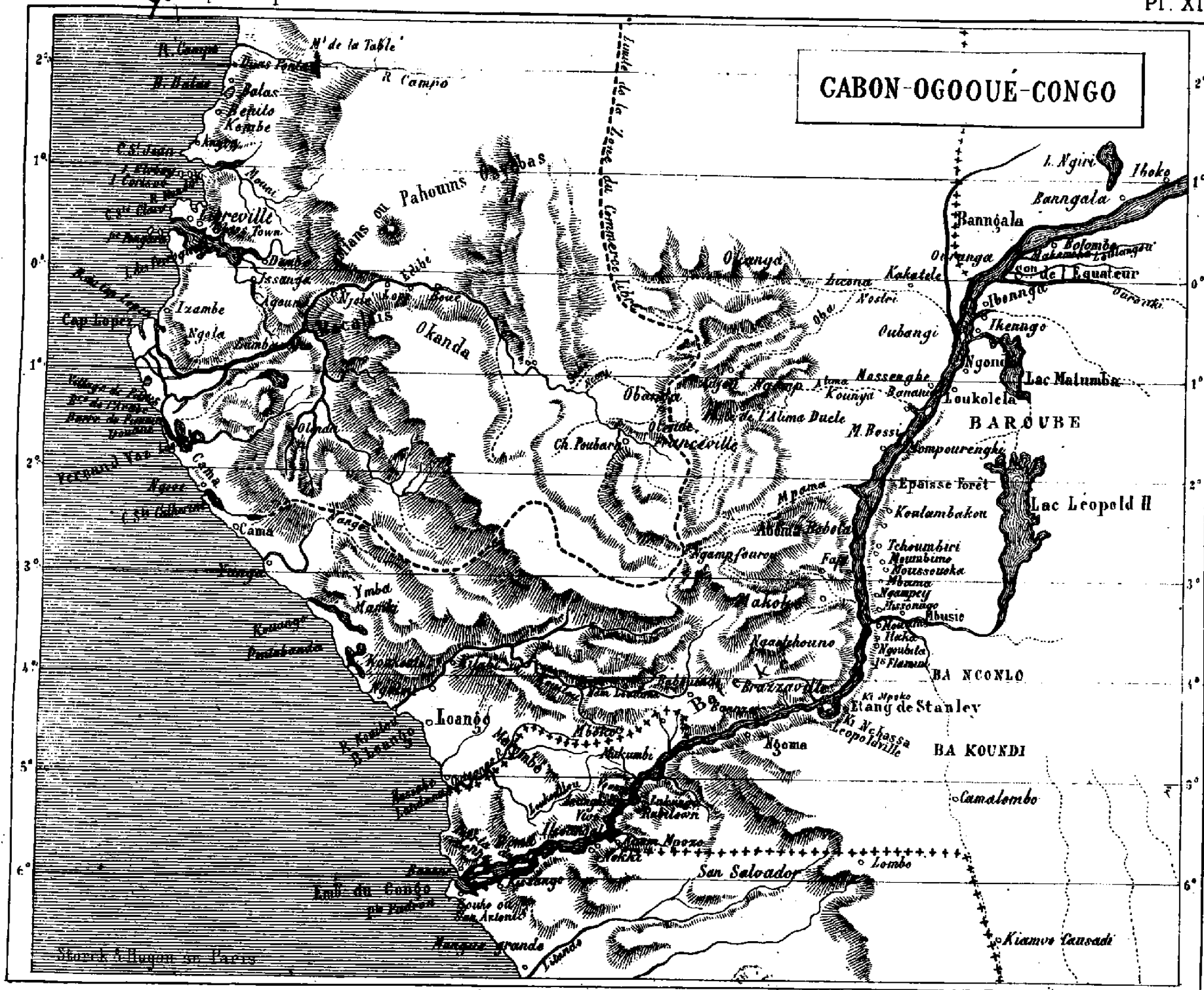
1. Ont péri au Niger : MM. le comte de Semellé, Dufresne, Clairembault, Robin, Foursier, Mattei Matteo, de Burserolles, Gigney, Thomas.

la France a commis la faute la plus grave qu'il soit possible de commettre, en ne neutralisant pas le Niger. Il eût suffi pour cela d'encourager, à l'aide de quelques sacrifices, les courageux Français qui avaient aventuré leurs capitaux dans les contrées les plus riches de l'Afrique. Tous les regards, tous les sacrifices sont allés au Congo. Nous verrons ce qu'il rapportera à la France. »

4. — LE NIGER ET LA CONFÉRENCE DE BERLIN.

La question du Niger a été définitivement résolue par la Conférence de Berlin. D'après l'acte général de la Conférence africaine (chap. v, art. 26 à 33), « la navigation du Niger, sans exception d'aucun des embranchements ni issues de ce fleuve est et demeurera entièrement libre pour les navires marchands, en charge ou sur lest, de toutes les nations, tant pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs. Dans l'exercice de cette navigation, les sujets et les pavillons de toutes les nations seront traités, sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité, tant pour la navigation directe de la pleine mer vers les ports intérieurs du Niger, et *vice versa*, que pour le grand et le petit cabotage, ainsi que pour la batellerie sur le cours de ce fleuve. En conséquence, sur tout le parcours et aux embouchures du Niger, il ne sera fait aucune distinction entre les sujets des Etats riverains et ceux des non-riverains, et il ne sera concédé aucun privilège exclusif de navigation, soit à des Sociétés coopératives quelconques, soit à des particuliers. » La navigation du Niger et de ses affluents ne pourra être soumise à aucune entrave, ni à aucun droit de transit ni pour les navires, ni pour les marchandises contenues dans ces navires. « Pourront seuls être perçus des taxes ou droits qui auront le caractère de rétributions pour services rendus à la navigation même. Les tarifs de ces taxes ou droits ne comporteront aucun traitement différentiel. »

« Les routes, chemins de fer ou canaux latéraux qui pourront être établis dans le but spécial de suppléer à l'innavigabilité, ou aux imperfections de la voie fluviale sur certaines sections du parcours du Niger, de ses affluents, embranchements et issues, seront considérés, en leur qualité de moyens de communication, comme des dépendances de ce fleuve et seront également ouverts au trafic de toutes les



nations. De même que sur le fleuve, il ne pourra être perçu sur ces routes, chemins de fer et canaux, que des péages calculés sur les dépenses de construction, d'entretien et d'administration, et sur les bénéfices dus aux entrepreneurs. Quant au taux de ces péages, les étrangers et les nationaux des territoires respectifs seront traités sur le pied d'une parfaite égalité. »

La Grande-Bretagne et la France s'engagent « à protéger les négociants étrangers de toutes les nations faisant le commerce dans les parties du cours du Niger qui sont ou seront sous sa souveraineté ou son protectorat, comme s'ils étaient ses propres sujets, pourvu toutefois que ces négociants se conforment aux règlements qui sont ou seront établis en vertu de ce qui précède ».

Les engagements pris par la France et l'Angleterre, qui, seules aujourd'hui, sont les riveraines du Niger, sont également pris par les autres puissances, pour le cas où elles viendraient ultérieurement à s'établir sur un point quelconque du cours du Niger ou de ses affluents. Enfin, la liberté de la navigation, du transit, etc., persiste en cas de guerre.

On voit que, d'après ce document, le Niger et ses affluents ou les voies de terre destinées à y suppléer sont seuls neutralisés. Les puissances européennes ou africaines établies sur les bords du Niger, c'est-à-dire actuellement l'Angleterre sur le bas Niger, dont elle a le protectorat jusqu'au Bénoué, et la France dans le haut Niger restent maîtresses des territoires qu'elles occupent et y peuvent établir les conditions commerciales, douanières, etc., qui leur paraîtront les plus convenables. On voit aussi que la liberté accordée aux navires de commerce n'est pas formulée pour les navires de guerre. Les navires de guerre anglais peuvent donc seuls pénétrer dans le bas Niger, comme ceux de la France peuvent seuls circuler dans les parties du haut Niger placées sous notre domination. Mais ici tout l'avantage est pour l'Angleterre, car nous ne pourrions jamais expédier dans le haut Niger que des bateaux démontables et auxquels il faudra faire faire par terre plus de 500 kilomètres entre Kayes et Bammakou.

En résumé, par suite des fautes commises par la France de 1880 à 1884 dans le bas Niger, par suite de l'abandon dans lequel elle a laissé les commerçants qui avaient tenté d'établir notre influence dans le bas Niger, l'Angleterre se trouvait

seule dans ce pays au moment où la Conférence de Berlin s'est réunie, et c'est à son profit qu'elle a pu faire terminer les décisions de la Conférence.

V. — ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DU GABON ET DU CONGO

Carte XI

Limites. — Les établissements français du Gabon et du Congo s'étendent sur la côte occidentale de l'Afrique, en vertu des conventions récentes, depuis la rivière Campo au nord, jusqu'à la pointe Chamba (confluent de la Loema et de la Lubinda) au sud. Sur cette étendue si considérable de côtes, un seul point échappe à la domination de la France, les îles Elobey et Corisco dans la baie de Corisco. A l'intérieur, les limites de nos possessions ne sont pas nettement déterminées. Au-dessus de l'estuaire du Gabon, elles sont représentées par la ligne de séparation des eaux des affluents septentrionaux du fleuve Congo et des rivières qui débouchent sur la côte. Au sud et à la hauteur de l'estuaire du Gabon nous n'avons d'autres limites, d'après la conférence de Berlin, que celles du vaste bassin de l'Ogooué et de ses affluents.

Sur toute cette étendue de terre, nous sommes maîtres absolus et nous pouvons établir le régime économique et politique le plus conforme à nos intérêts.

Dans notre possession du Congo rentrent encore tout le bassin du Niari-Killiou et de l'Alima et la portion de la rive droite du Congo située entre la partie supérieure des rapides qui séparent le Congo moyen du bas Congo et un point situé au-dessus de l'embouchure de l'Alima dans le Congo. Mais cette seconde partie de notre possession tombe sous le coup de la Conférence de Berlin, c'est-à-dire que le commerce y est libre pour toutes les nations dans les conditions que nous indiquerons plus bas.

La limite nord de notre établissement a été fixée par la convention franco-allemande du 24 décembre 1885. La limite sud résulte d'une convention signée plus récemment par la France et par le Portugal.

1. — GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET ETHNOLOGIQUE

Ni la configuration du sol, ni la nature de ses produits, ni les caractères généraux de ses habitants, ni les condi-

tions politiques dans lesquelles nous nous trouvons au Gabon et au Congo ne permettent de séparer ces deux établissements. Nous les réunissons donc ici comme ils devront désormais être réunis administrativement.

Toutes les côtes de nos établissements du Gabon et du Congo sont basses, sablonneuses et présentent des brisants qui en interdisent l'approche aux navires. Mais à mesure qu'on s'enfonce dans l'intérieur, le sol s'élève et devient montagneux en même temps qu'il acquiert une admirable richesse de végétation. Des forêts impénétrables couvrent les plaines et les montagnes, une fraîcheur constante y étant entretenue par les pluies abondantes qui tombent pendant la majeure partie de l'année.

Parmi les fleuves qui débouchent dans l'Atlantique le long des côtes de nos établissements, ceux qui nous offrent un intérêt à des titres divers sont particulièrement, du nord au sud, la rivière Campo qui sert de frontière entre les territoires allemands du golfe de Biafra et le domaine de la France; l'estuaire du Gabon et les rivières qui s'y déversent, l'Ogooué, le Niari ou Kouilou, le Loema, le Massabi, le Chioloango qui limite au nord le territoire de l'Association africaine internationale et enfin, le Congo, qui forme dans sa partie inférieure la limite méridionale du territoire de cette Association.

Nous ne parlerons que du Gabon, de l'Ogooué, du Niari et du Congo, qui seuls ont une importance politique et commerciale considérable.

L'estuaire du Gabon. — L'estuaire du Gabon a une longueur de 27 milles, et 8 à 10 milles de largeur; il est divisé, par les îles Coniquets et les îles aux Perroquets, en deux bassins désignés sous le nom de bassin extérieur et de bassin intérieur. Le premier atteint la profondeur de 25 mètres et est parsemé de rochers à fleur d'eau qui rendent la navigation difficile; le second a un fond de 6 à 8 mètres et est capable d'offrir un abri sûr à une flotte considérable. C'est le seul port de la côte occidentale d'Afrique, et à ce titre il peut être d'un puissant secours pour le développement de notre importance coloniale dans ces régions. Sur la rive droite de l'estuaire du Gabon, non loin de l'embouchure, se trouve Libreville, qui est le chef-lieu de nos établissements. C'est un petit village ne présentant que quelques cases et les bâtiments de l'État. Il s'y trouve aussi deux

ou trois factoreries françaises. Plus loin, dans l'intérieur des terres, se trouve le village de Glan-town, où sont quelques factoreries anglaises.

Le Como. — Plusieurs cours d'eau débouchent dans l'estuaire du Gabon; le plus remarquable est la rivière Como, dont l'avis de la station locale, calant 1^m,35 de tirant d'eau, a pu remonter le cours jusqu'à 70 milles, mais qui est accessible à des navires d'un fort tonnage jusqu'à une distance de 50 milles, au point où elle reçoit son principal affluent, la rivière Baquoé. A l'embouchure de cette dernière, se trouve l'île de Ningué-Ningué, sorte d'entrepôt des traitants noirs qui remontent ces cours d'eau et rayonnent sur tous les pays d'alentour. C'est également dans cette île qu'une mission américaine s'est installée pour en faire le centre de toutes ses opérations.

Le Rhamboé et le Mondah. — La rivière Rhamboé, dont le parcours est de 40 milles environ, se jette également dans le Gabon. Elle prend sa source dans le sud de l'estuaire du Gabon, au sein d'une petite montagne qui sépare le bassin du Gabon de celui de l'Ogooué. La rivière Rhamboé étant navigable dans une grande partie de son étendue, elle constitue la voie la plus courte pour aller de l'estuaire du Gabon dans la partie moyenne de l'Ogooué. C'est cette voie que suivent les trafiquants du bassin de l'Ogooué qui apportent leurs produits au Gabon. A cet égard, la rivière Rhamboé est d'une très grande importance. Il serait utile qu'on fit une étude complète et précise de son cours et du terrain qui la sépare de l'Ogooué. La rivière Mondah a son embouchure dans la baie de Corisco, à 25 milles du Gabon, mais elle est reliée à cet estuaire par la rivière Cohit.

L'Ogooué. — L'Ogooué, dont le bassin appartient entièrement et exclusivement à la France, aurait une grande importance commerciale, si la navigation y était facile. Il n'en est malheureusement pas ainsi. L'Ogooué prend sa source, par des affluents encore peu connus, notamment par la rivière Passa, dans les montagnes des Batékés et des Afourous, à l'est de la partie moyenne du Congo et à une faible distance de ce dernier. Il remonte d'abord du sud-ouest au nord-est jusqu'à Ivinda, en traversant le pays des Okotas. A partir de Trindo il se porte à peu près directement de l'ouest à l'est jusqu'à Njoli, en traversant le pays des Okandas qui est au sud de son cours, et celui des Osyebas au nord. Il descend

ensuite vers le sud-ouest en traversant le pays des Bakalais au sud et des Pahouins au nord. Arrivé dans le voisinage de l'Atlantique, il se porte vers le sud-ouest pour déboucher dans la mer au sud du cap Lopez. L'Ogooué n'est navigable pour les navires à vapeur que jusqu'à Lambacéné, c'est-à-dire sur une longueur d'environ 250 kilomètres. Sur les 1800 autres kilomètres de son cours, il présente un grand nombre de cataractes, de rapides, de rochers qui en rendent la navigation extrêmement difficile, même pour les pirogues.

Au-dessous de Franceville, c'est-à-dire au-dessous du confluent de la Passa qui vient du nord-ouest et de l'Ogooué qui vient du sud-ouest, la navigation est à peu près impossible dans l'un et l'autre de ces deux cours d'eau. Mais Franceville n'est situé qu'à 120 kilomètres du point où la rivière Alima, affluent du Congo moyen, est navigable. On peut donc gagner le Congo moyen en suivant l'Ogooué jusqu'à Franceville, puis en traversant par terre la ligne de séparation du bassin de l'Ogooué et du bassin du Congo, sur une étendue de 170 kilomètres, puis en descendant l'Alima jusqu'au Congo.

Le Niari. — Au sud de l'Ogooué se trouve une autre rivière aujourd'hui exclusivement française, grâce à la convention entre la France et l'Association internationale dont il sera question plus bas : nous voulons parler du Niari ou Killiou. Cette rivière porte le nom de Niari dans la partie supérieure de son cours et celui de Killiou dans la partie inférieure. Elle prend sa source près du bassin du Congo, à peu de distance du point où un affluent du Congo, le Djoué, prend lui-même naissance. Le Niari suit une direction générale de l'est à l'ouest pour aller se jeter dans l'Atlantique au nord de Loango.

Le cours du Niari n'est même qu'imparfaitement connu. Le lieutenant Van-de-Velde, l'un des collaborateurs de M. Stanley, qui s'y établit en 1883 au nom de l'Association internationale, s'est assuré qu'il présente des rapides et cesse d'être navigable à 45 kilomètres seulement de la mer¹. Cela est regrettable, car le Niari, s'il eût été navigable, aurait constitué une excellente voie vers le Congo moyen. Le bassin du Niari et celui du Djoué, affluent du Congo moyen, ne sont en effet, séparés que par une chaîne étroite de monta-

1. STANLEY, *Cinq années au Congo*, p. 329.

gues. M. de Brazza croyant le Niari navigable, avait fondé sur lui de grandes espérances auxquelles il est probable qu'il faudra renoncer. Voici ce que disait M. de Brazza dans un rapport inédit sur sa campagne de 1882 : « J'arrivais le 9 mars sur les bords du Niari dont la source orientale est voisine de celle de la rivière Djoué, et qui va se jeter dans l'Océan sous le nom de Killiou. Riche en mines de cuivre et de plomb, le bassin du Niari est séparé de celui du Congo par des montagnes qui ne laissent entre elles qu'un seul passage facile. Ce passage est situé à la hauteur du coude formé par le Niari à son confluent avec le Ndouo, de sorte que la véritable voie de communication entre Ntamo et l'Atlantique se dirige presque droit à l'ouest, sans présenter d'autre obstacle à la construction d'une ligne ferrée que le passage du col entre la vallée du Djoué qui débouche à Brazzaville et celle du Niari, généralement plate et facile qui débouche à l'Atlantique.... La plus importante découverte que nous fîmes fut celle du passage facile qu'offre cette vallée entre le Niari et celle de la rivière Djoué, pour relier, dans l'avenir, par une voie ferrée, Brazzaville à la côte, le Congo intérieur à l'Atlantique. L'avenir viendra prouver la valeur économique de ce passage, et nous espérons que ce sera pour constater les avantages que la France aura remportés, si elle profite de cette indication. »

La présence des rapides, à une faible distance de l'embouchure du Niari enlève à ces espérances tout ce qu'elles avaient de séduisant, puisqu'elle mettrait dans la nécessité de faire une voie ferrée d'une très grande étendue. Nous reviendrons plus bas sur cette question.

Le Congo. — Le plus important de tous les fleuves de cette partie de l'Afrique, le plus grand même de tous les fleuves de ce continent, est le Congo, dont le cours a été neutralisé par la Conférence de Berlin. Il prend naissance par un grand nombre d'affluents, encore à peu près inconnus, dans le centre du continent africain, à peu près à la hauteur du dixième degré de latitude sud et du vingt-cinquième degré de longitude est. Il remonte d'abord du sud au nord jusqu'aux chutes de Stanley (Stanley-Falls) qui sont situées à peu près au niveau de l'équateur, entre les embouchures des rivières Kaunhora ou Léopold et Mbouira. Au point où le Congo rejoint cette dernière, c'est-à-dire au-dessous des chutes de Stanley, il y a une largeur de 1300 mètres. Il se porte ensuite vers le nord-est,

puis vers le sud-ouest, en décrivant un immense demi-cercle autour d'une vaste région encore inexplorée. A la hauteur de Brazzaville il se porte brusquement vers l'est et descend vers l'Atlantique en suivant une direction général du sud-est au sud-ouest. Entre les chutes de Stanley et Brazzaville, c'est-à-dire sur une longueur de 1700 kilomètres, le Congo est constamment navigable. A la hauteur de Brazzaville¹, entre cette station et Léopoldville, qui est en face de la rive gauche du fleuve, le Congo s'élargit considérablement en formant une sorte de lac qui a reçu le nom de Stanley-Pool.

Au-dessous de Brazzaville, commencement des rapides et des cataractes qui le rendent tout à fait innavigable jusqu'à Manianga, sur une longueur de 136 kilomètres. Au-dessous de Manianga, sur une longueur de 140 kilomètres, jusqu'à Isanghila, il est assez facilement navigable. Entre Isangihla et Vivi, où se terminent les chutes de Livingstone, sur une étendue de 80 kilomètres, il est tout à fait impraticable à toute navigation. Au-dessous de Vivi, jusqu'à son embouchure, c'est-à-dire sur une longueur de 180 kilomètres, il est entièrement navigable pour les navires à vapeur d'un faible tirant d'eau. C'est d'abord une vaste nappe d'eau formant un estuaire long de 112 kilomètres, large de 12 kilomètres à son embouchure et de 3 kilomètres dans le fond. A cet estuaire succède un chenal large d'environ 1350 mètres, et atteignant dans certains points jusqu'à 90 mètres et plus de profondeur. A l'embouchure de l'estuaire se trouve le seul point important du Congo, celui de Banane ou Banana, sur la rive droite. Plus loin, à la limite de la zone maritime plate et de la zone montagneuse se trouve la station de Boma, également sur la rive droite.

Le bassin du Congo. — « La zone maritime du Congo est, à strictement parler, une bande de terrain très étroite, se déroulant entre la mer et la région montagneuse. Celle-ci commence dans le voisinage de Boma par d'innombrables chaînes de hauteurs secondaires, rattachées les unes aux

1. Brazzaville « est située sur l'extrémité d'une coupe assez large qui domine le Congo et s'abaisse brusquement à cent mètres de la rive, dans un éboulement de sable argileux. Cette coupe semble être le premier obstacle contre lequel se brise le fleuve pour aller en tournant se précipiter à la première cataracte. De là le regard embrasse dans son entier l'universalité du Stanley-Pool et tout le cirque de hautes montagnes qui l'entourent. Le pays est peuplé, le sol est fertile, l'air est sain et la brise constante d'ouest y apporte la fraîcheur relative des plateaux qu'elle a traversés. » (DE BRAZZA, *loc. cit.*, p. 15.)

autres et s'élevant peu à peu, par une infinité d'ondulations, à une altitude d'environ 2000 mètres au-dessus du niveau de la mer. En réalité, la largeur de la région montagneuse, mesurée en ligne droite de l'est à l'ouest est de 240 milles géographiques; mais le Congo la traverse en diagonale, le lit du fleuve se trouvant dans un creux, semblable à une fissure qui se dirige du nord-est au sud-ouest. Les navires peuvent pénétrer jusqu'à 80 kilomètres en amont de l'estuaire du bas-fleuve, tandis que du côté oriental, on trouve une voie navigable de 280 kilomètres, qui aboutit, par une route diagonale, aux plaines du Haut-Congo.

« Du faite de l'Iyoumbi, qui s'élève à environ 700 mètres au-dessus du niveau de la mer, on peut interroger l'horizon au moyen d'un théodolite, fixé horizontalement, sans découvrir, parmi les sommets les plus élevés qu'on aperçoive dans un rayon de 3200 kilomètres carrés, des différences de niveau excédant quinze mètres. En revanche, on distingue une quantité innombrable de crêtes et de hauteurs grisâtres séparées par des crevasses, des gorges et de longs cours d'eau sinueux, ce qui prouve que le pays environnant est un vaste plateau désagrégé et dépouillé de sa terre végétale par l'action des pluies tropicales se succédant depuis des siècles. Sur les plateaux les plus vastes, encore recouverts d'humus, des bosquets de palmiers et une végétation des terres chaudes indiquent la physionomie que devait avoir primitivement la contrée.

« Les creux où la terre d'alluvion a été précipitée et retenue forment, dans le paysage, des lignes sombres et ondulantes, et des ceintures ou bandes de feuillages dont la teinte fonce de plus en plus dans l'éloignement. Si d'un pic surplombant un de ces ravins, on plonge le regard dans l'abîme, on aperçoit au fond une végétation luxuriante, éternelle, et si dense qu'elle paraît impénétrable. Bref, toute élévation offrant une base suffisante est couronnée de palmiers ou d'autres arbres de haute futaie; une herbe ligneuse tapisse les collines et les versants; creux, ravins et vallées regorgent de richesses végétales¹. »

La région moyenne du Congo, celle qui correspond au grand arc de cercle dont il a été question plus haut, est généralement plate; c'est la région où se trouvent les grands

1. STANLEY, *Cinq années au Congo*, p. 557.

affluents du fleuve et, au delà, dans l'est, les lacs Tanganyika, Victoria ou Nyanza, etc. Cette région paraît être la plus riche. C'est celle que Stanley appelle le Congo intérieur.

Les principaux affluents qui s'y déversent dans le grand fleuve sont : 1° par la rive droite : le Lauma ou Léfini, navigable sur une étendue de 45 à 50 kilomètres; l'Almina ou Mikéné, dont il a été question plus haut, navigable à peu près sur la même étendue; la Likona, navigable sur 80 kilomètres de long; l'Itimberi dont les eaux navigables avaient, d'après les indigènes, une étendue totale de 400 kilomètres; le N'kougou, navigable sur une centaine de kilomètres; le Chobon, navigable sur quarante kilomètres; 2° les affluents de la rive gauche ou affluents méridionaux ont une importance beaucoup plus grande encore. Citons : le Kona qui aboutit au lac Léopold II, et qui donne sur le lac une voie navigable de 350 kilomètres; le Loukanga qui aboutit au lac Mantoumba et dont les rives sont très peuplées; le Mohindou que Stanley considère comme probablement navigable sur une étendue de plus de mille kilomètres; l'Ikelamba, qui donnera probablement une voie navigable de plus de 200 kilomètres; le Loulounga qui, avec ses affluents (le Louloua et le Loubi), passe pour donner une voie navigable de plus de 1200 kilomètres; enfin, le Loubiranzi navigable seulement sur une longueur de quarante kilomètres.

Au point de vue météorologique, l'année se divise au Gabon en deux saisons : la saison des pluies et la saison sèche. Les pluies ont lieu en janvier, février, mars, avril et durent jusqu'au milieu de mai pour reprendre au 15 septembre et continuer jusqu'à la fin de novembre. La saison sèche commence vers le 15 mai et se termine en septembre. La température est élevée, elle oscille dans une moyenne de 23° à 25° le matin, de 28° à 30° vers le milieu de la journée et de 24° à 28° le soir.

Population. — Tout l'immense territoire du Gabon et du Congo dont nous venons de parler est habité par des populations appartenant à la race noire pure. Toutes sont fétichistes et très-arriérées en civilisation. Elles forment un grand nombre de tribus et de familles ne différant les unes des autres que par des caractères tout à fait secondaires et plutôt par les mœurs et le langage que par les caractères physiques. Nous devons nous borner à citer les plus impor-

tantes. Dans le voisinage de notre établissement du Gabon se trouvent les M'pongués, populations très-douces mais très-paresseuses, refoulées depuis longtemps sur les côtes par les populations plus turbulentes de l'intérieur, et particulièrement par les Boukas et les Pahouins. Les M'pongués diminuent rapidement de nombre et ne tarderont probablement pas à disparaître tout à fait. Les Boukas, peu nombreux, paraissent destinés à subir le même sort. Les Pahouins ou M'Faus devant lesquels ces tribus fuient de l'intérieur sont des tribus très-grossières, encore anthropophages; ils s'étendent depuis le Gabon jusqu'à l'Ogooué. Comme détail de mœurs, citons l'habitude qu'on les Pahouins, même les femmes d'aiguiser en pointe leurs incisives, ce qui donne à leur physionomie un caractère de férocité très remarquable. Dans le bassin de l'Ogooué habitent les tribus plus ou moins sauvages et grossières des Gallois, près de l'embouchure, des Bakalais, entre l'Ogooué et le Gabon, des Okandas, des Osyebas qui ont plus d'une fois très mal reçu nos voyageurs, des Batékés dans le haut Ogooué. La traite des noirs, les guerres incessantes de tribu à tribu, ont décimé ces populations qui sont très-peu denses. Il en est de même dans la région maritime et montagneuse du Congo dont Stanley évalue seulement à 300 000 le nombre total des habitants, ce qui ferait seulement 5 à 6 habitants par kilomètre carré. Les populations de cette région sont très dociles; elles fournissent volontiers des porteurs et des travailleurs. Dans le Congo moyen et supérieur, la population est beaucoup plus dense, mais il nous paraît impossible de l'évaluer même approximativement. Stanley arrive au chiffre de 29 millions d'individus, mais il est permis de mettre en doute l'exactitude de ses calculs. La densité de la population serait, d'après les voyageurs, beaucoup plus grande dans la partie supérieure du Congo et de ses affluents que dans la partie moyenne.

2. — COUP D'ŒIL HISTORIQUE

Les diverses parties du vaste territoire colonial que nous possédons au Gabon et au Congo ne sont pas entrées en notre possession à la même époque. Celle que nous avons occupée en premier lieu est celle qui entoure l'estuaire du Gabon, d'où le nom de Gabon donné à cette colonie.

C'est en 1842 que la France a pris possession du Gabon. A cette époque, la France ayant entrepris, de concert avec l'Angleterre, une campagne anti-esclavagiste sur la côte occidentale de l'Afrique, notre marine dut se préoccuper d'avoir sur cette côte un lieu de refuge et de réparation pour ses bâtiments; elle fit choix du magnifique estuaire du Gabon, le seul port intérieur qui existe sur toute l'étendue de la côte occidentale de l'Afrique. Les négociations entamées avec les chefs de la côte de l'estuaire dès 1841 n'aboutirent que le 18 mars 1842. Par un traité portant cette date, le roi Denis donnait à la France le protectorat de ses vastes territoires de la rive droite. Un traité ultérieur nous donna le protectorat du territoire du roi Louis, sur la rive gauche de l'estuaire. En 1849, nous fondions l'établissement de Libreville qui est le véritable chef-lieu de tous nos établissements du Gabon et du Congo. En 1862, un traité conclu avec le roi et les chefs du cap Lopez étendait notre autorité sur l'Ogooué et sur tout le territoire compris entre ce fleuve et le Gabon.

Avant 1882, notre domaine du Gabon ne s'étendait au nord que jusqu'à la rivière Muni et au sud jusqu'à la rivière Rhamboé, au nord du pays de N'Gové. L'estuaire du Gabon et la partie inférieure de l'Ogooué étaient compris dans ces limites. Depuis 1882 nous avons, par une série de traités, acquis un grand nombre de territoires au sud et au nord, de ces limites primitives, jusque dans la baie de Cameroon au nord et jusqu'à l'embouchure du Congo et sur le Congo moyen au sud et à l'est. Mais par des conventions avec l'Allemagne et avec les autres puissances européennes, nous nous sommes volontairement arrêtés à la rivière Campo comme frontière nord et au Chiloango comme frontière sud.

La limite septentrionale de nos établissements du Gabon a été déterminée par la convention du 24 décembre 1885 avec l'Allemagne. D'après cette convention, la rivière Campo devient mitoyenne entre les provinces allemandes du golfe de Biafra (Cameroon, etc.) et le Gabon français (Carte X).

« Le gouvernement de Sa Majesté l'empereur d'Allemagne renonce, en faveur de la France, à tous droits de souveraineté ou de protectorat sur les territoires qui ont été acquis au sud de la rivière Campo par des sujets de l'empire allemand et qui ont été placés sous le protectorat de Sa Majesté l'empereur d'Allemagne. Il s'engage à s'abstenir de toute

action politique au sud d'une ligne suivant ladite rivière, depuis son embouchure jusqu'au point où elle rencontre le méridien situé par 7°40' de longitude est de Paris (10° de longitude est de Greenwich) et, à partir de ce point, le parallèle prolongé jusqu'à sa rencontre avec le méridien situé par 12°40' de longitude est de Paris (15° de longitude est de Greenwich).

« Le gouvernement de la République française renonce à tous droits et à toutes prétentions qu'il pourrait faire valoir sur des territoires situés au nord de la même ligne, et il s'engage à s'abstenir de toute action politique au nord de cette ligne.

« Aucun des deux gouvernements ne devra prendre de mesures qui puissent porter atteinte à la liberté de la navigation et du commerce des ressortissants de l'autre gouvernement sur les eaux de la rivière Campo, dans la portion qui restera mitoyenne et dont l'usage sera commun aux ressortissants des deux pays. » (Article 1^{er} de la convention du 24 décembre 1885.)

Quant à notre frontière sur la côte, au sud, elle est encore en contestation entre la France et le Portugal. Pendant la Conférence de Berlin, les Portugais occupaient Massabé, au sud du Chiloango. Pendant la Conférence, ils se sont empressés de passer des traités avec tous les chefs du territoire situé entre le Chiloango au sud et la Loéma au nord, et ils revendiquent aujourd'hui la possession de tout le pays jusqu'à la rive gauche du Loéma, dont la rive droite resterait française et formerait la limite méridionale de nos établissements. La Commission franco-portugaise qui s'est réunie récemment pour résoudre toutes les questions en discussion sur la côte occidentale de l'Afrique entre la France et le Portugal a adopté, croyons-nous, cette manière de voir, qui n'est préjudiciable en rien à nos intérêts, car presque tout le commerce du pays situé au sud de la Loéma est entre les mains des Portugais.

C'est par l'Ogooué que la France a pénétré dans le bassin du Congo en juillet et août 1872. M. Griffon du Bellay, médecin très distingué de la marine, avec lequel l'auteur de ce livre s'est trouvé au Gabon, et le lieutenant de vaisseau, Duval, firent une première excursion dans l'Ogooué, qu'ils remontèrent seulement sur une faible étendue jusque dans le pays des Gallois.

En décembre de la même année, ils gagnaient l'Ogooué par la rivière de Rhamboé, l'une de celles qui se jettent dans l'estuaire du Gabon. Trois jours de marche seulement séparent le point où la rivière Rhamboé cesse d'être navigable de l'Ogooué, à la hauteur du village Ouango, où aboutirent nos voyageurs.

Ce second voyage est important, parce qu'il montre que la voie la plus courte et la plus sûre pour atteindre la partie moyenne de l'Ogooué est l'estuaire du Gabon et la rivière Rhamboé. C'est du reste cette route que suivent les caravanes des traitants noirs qui font le commerce entre l'Ogooué et le Gabon.

En 1867, le lieutenant de vaisseau Aymès remonte l'Ogooué jusqu'à Zorabotcho et contracte des relations tellement amicales avec les chefs des Inengas de Lambaréné et d'Alegouma, que ces chefs lui donnent le titre de membre de la famille des Azingos. C'est grâce à ce titre qu'il put traverser sans difficultés le pays des Okandas. Après avoir signé un traité avec l'un des chefs des Inengas, il revint au Gabon, ayant posé les bases de notre établissement français du Congo.

De 1872 à 1874, MM. de Compiègne et Marche pénètrent à leur tour dans l'Ogooué. Ils sont bien reçus par le « roi soleil » des Gallois, avec lequel l'amiral du Quilio fait, en 1872, un traité qui mettait les Gallois sous notre protectorat. Ils remontèrent ensuite l'Ogooué jusqu'à Sam-Quita, mais furent obligés de revenir au Gabon. En 1874, ils remontent l'Ogooué de nouveau, atteignent Edibé, la capitale des Okotas, puis le village de Lopé chez les Okandas, village important qui sert de centre commercial pour le caoutchouc et l'ivoire. Ils visitent le pays des Bangoués à l'est de Lopé et le pays des Osyebas, tribu pahouine cannibale, qui les reçoit assez bien ; et ils remontent l'Ogooué jusqu'à l'embouchure de la rivière Ivindo, à travers 110 milles de rapides ; mais les Osyebas deviennent tout à fait hostiles et les voyageurs sont obligés de revenir à Lopé en redescendant les rapides avec une vitesse de 150 kilomètres en 12 jours, sous les balles des Osyebas et au risque de se briser à chaque instant sur les rochers qui encombrant le fleuve entre Lopé et Ivindo. Ils reviennent ensuite au Gabon.

Le 20 octobre 1875, M. Marche, Savorgnan de Brazza et le docteur Ballay font une nouvelle expédition dans l'Ogooué.

Ils remontent, avec l'avis *le Marabout*, jusqu'à Lambaréné, point extrême des établissements européens et où cesse la navigation pour les navires. Ils gagnent en pirogue Lopé, où ils trouvent le docteur Lentz, réduit depuis huit mois à l'inaction par la rébellion de ses noirs. M. Marche visite le pays des Osyebas, remonte le fleuve Ogooué jusqu'à la rivière Lolo, où il rencontre de M. Brazza malade, et il va visiter les tribus Okandas, puis il passe huit mois chez les Adoumas et rentre en France. Quant à M. Savorgnan de Brazza, accompagné du docteur Ballay, il s'était installé à Lopé, dont il faisait son centre de ravitaillement et il y passait toute la saison des pluies. Il reprit ensuite son voyage sur l'Ogooué, traversa les chutes de Bôoué, puis les cataractes de Doumé et arriva enfin au confluent des deux rivières qui forment l'Ogooué, le Lebagny et la Passa. Il se porte alors vers l'est, traverse le territoire des Batékés et finit par atteindre le N'gampo, affluent de l'Alima, qui lui-même se déverse dans le Congo moyen. Il descend l'Alima à travers le pays des Apfourous, mais ceux-ci lui montrent les plus mauvaises dispositions. Les vivres venant à lui manquer, il dut revenir sur ses pas et il rentra en France, où il apprit que Stanley, parti de la côte orientale de l'Afrique, venait de descendre par le Congo sur la côte occidentale du continent noir. Il apprit en même temps qu'au moment où il avait rebroussé chemin sur l'Alima, il n'était qu'à cinq jours de marche du Congo.

Au mois de décembre 1882, M. de Brazza repart pour un second voyage; il fonde au confluent de l'Ogooué et de la rivière Passa la station de Franceville¹, puis il se dirige vers le Congo à travers le pays des Batékés et des Apfourous; il descend la rivière Lawson ou Léfini jusqu'à quelques milles de

1. M. de Brazza a décrit ainsi cette station : « La station Franceville est réellement belle sur la haute pointe d'un mouvement de terrain qui, après s'être insensiblement élevé, à partir du confluent de l'Ogooué et de la Passa, tombe, par une pente rapide, d'une hauteur de plus de 100 mètres dans la rivière qui coule à ses pieds. L'horizon lointain des plateaux, dans un panorama presque circulaire, les alignements réguliers des villages qui couvrent les pentes basses, la note fraîche des plantations de bananiers tranchant sur les tons rouges des terres argileuses, font de ce point une des vues les plus jolies et les plus séduisantes de l'Ouest-Africain. Elle inspire comme un besoin de se reposer en admirant, et en même temps comme un vague désir de marcher vers les horizons qu'on découvre. » (*Exposé présenté par M. SAVORGNAN DE BRAZZA, à la Séance génér. de la Soc. de Géogr. de Paris, le 21 janv. 1886*).

son embouchure dans le Congo, puis gagne par terre le grand fleuve qu'il atteint en pays Batéké, sur le territoire de Makoko. Avec ce chef, il passe un traité par lequel un territoire était concédé à la France sur la rive droite du Congo. « Le terrain concédé est délimité par les rivières Impila et Djoué, il s'étend sur toute la rive droite du lac nommé par les indigènes Ncouna (Ntamo), sur un espace de 10 milles le long du Congo, immédiatement en amont de la dernière cataracte¹ ». Ensuite M. de Brazza se dirigea par terre du Congo au Niari-Killiou, mais il ne put que le reconnaître et n'en suivit pas le cours. Il considéra cependant qu'il pourrait servir un jour de voie de communication plus courte que toutes les autres entre le Congo moyen et la côte de l'Atlantique.

Nous ne parlerons pas du troisième voyage de M. de Brazza, fait à la suite du vote du traité avec Makoko et par lequel M. de Brazza avait été investi du titre de Commissaire de la République. Ce voyage n'a fait qu'assurer les conquêtes pacifiques déjà faites. C'est pendant sa durée qu'est intervenue la Conférence de Berlin et le règlement des intérêts de la France et de l'Association internationale africaine dans le Congo.

Pendant que la France accomplissait l'œuvre dont nous venons de retracer les grandes lignes, une Société subventionnée par le roi des Belges était créée, sous le nom d'Association internationale, dans le but de créer au Congo un État indépendant. Le principal agent de cette Association fut Stanley, dont nous avons assez parlé et qui, après avoir traversé l'Afrique en partant du Zambèze, avait le premier atteint le Congo moyen. Dans ses voyages ultérieurs, Stanley et ses lieutenants ont exploré une grande partie du Congo moyen et de ses affluents, et le bassin du Niari qui avait seulement été parcouru par M. de Brazza en 1882.

L'Association internationale se trouvait ainsi être maîtresse, au moment de la Conférence de Berlin, de toute la rive gauche du Congo au-dessus des dernières cataractes et des bassins du Chiloango et du Niari ou Kouilou. Mais par une convention en date du 5 février 1885, elle a renoncé en faveur de la France à tout le bassin du Niari, c'est-à-dire de la route que M. de Brazza considère, à tort ou à raison, — nous

1. Rapport inédit de M. de Brazza.

reviendrons plus bas sur cette question, — comme le débouché futur du Congo moyen vers l'Atlantique.

Postes établis par M. de Brazza et ses collaborateurs.
— M. de Brazza et ses collaborateurs ont fondé sur la côte ou le long des fleuves et des rivières dont nous venons de parler un grand nombre d'établissements, sur lesquels nous pouvons donner quelques renseignements sommaires. Sur l'Ogooué, il a été créé onze stations ou postes, savoir : 1° cap Lopez, gardé par quarante hommes environ, dont trente Laptots ou Kroumens. On y voit une maison d'habitation assez vaste, des magasins pouvant abriter 3000 tonnes de marchandises, une poudrière, un sanitarium, des cascs pour les Kroumens; 2° Lambaréné, simple magasin avec un chef et une dizaine de Laptots ou Kroumens; 3° Njolé, limite des territoires du Gabon et de nos possessions du Congo, dans une situation excellente au point de vue commercial et stratégique, avec une maison d'habitation suffisante; 4° Apingi; 5° Obombi, postes de secours installés près des rapides de ce nom; 6° Achouka, sur la rive gauche de l'Ogooué, dans le pays des Okandas, dans une position bien choisie, destinée à s'accroître; 7° Bôoué, sur la rive droite du fleuve, est destiné à protéger, contre les Pahouins, intelligents, chasseurs, commerçants, mais aussi pillards, le transport des marchandises et des pirogues par terre, nécessité sur ce point par l'impossibilité de franchir les chutes qui rendent toute navigation impossible. Bôoué est à peu près à égale distance de Njolé et de Franceville; 8° Boundji, simple poste de secours près des chutes; 9° N'ghémé ou Madiville est situé sur la rive gauche de l'Ogooué, dans le pays des Adoumas, indigènes doux et tranquilles, vivant en bonne intelligence avec les gens du poste. Le pays est sain et contient un grand nombre de palmiers; 10° Doumé est encore un poste de secours installé près d'une chute; 11° Franceville, située sur une colline élevée, mais entourée de marais qui nuisent à sa salubrité, est notre dernière station sur le haut Ogooué. C'est de ce point que les Batékés prennent les marchandises pour les transporter à dos d'homme au poste de l'Alima-Diélé, distant de six journées de marche. Chaque indigène transporte environ 15 kilogrammes de marchandises. Cette station comprend une habitation relativement confortable, un vaste dépôt d'approvisionnements, un hangar et un

corps de bâtiment qui sert à loger le personnel subalterne du poste.

Sur l'Alima, nous avons quatre postes, savoir : Alima-Diélé, tête de ligne de la route terrestre qui conduit à Franceville, possède une case d'habitation et des magasins ; N'gampo est un poste établi au confluent de la rivière de ce nom et de l'Alima, dans une situation favorable ; Alima-Lékéti a une habitation, un hangar, des magasins et des ateliers ; c'est notre station la plus importante sur l'Alima ; enfin Bonga ou M'Bossi est un confluent de l'Alima et du Congo.

Nous avons sur le Congo quatre postes, savoir : N'ganchouno, port de Makoko, Makoko ou M'bé, résidence du roi Makoko ; Brazzaville, dans une bonne situation géographique, est composée d'une quinzaine d'habitation entourées d'un jardin, et enfin le petit poste de N'zabi.

Sur le Niari-Killiou, nous avons trois postes, savoir : Niari-Babouendé avec quelques cases d'habitation et des magasins ; Niari-Loudima, au confluent des deux cours d'eau a une certaine importance, et, enfin, le poste de N'gotou ; construit sur la falaise, il commande la rivière étranglée à ce passage entre deux hautes murailles de basalte.

Sur la côte, cinq établissements avec magasins et cases ont été installés, ce sont : Pointe-Noire, Loango, l'embouchure du Niari-Killiou, Mayumba et Nyanga.

Le drapeau de la France planté un peu partout dans ces régions n'avait pas été sans mécontenter le Portugal qui a quelques établissements sur la côte. Le 26 février 1884, il signait avec l'Angleterre un traité qui, tout en consacrant les droits de souveraineté revendiqués par le cabinet de Lisbonne sur les territoires de la côte occidentale d'Afrique situés entre 8° et 5° 12' de latitude australe, stipulait l'établissement dans cette zone de taxes diverses et réservait aux deux parties contractantes l'exercice exclusif d'un droit de police et de contrôle sur le cours inférieur du Congo.

La Conférence de Berlin. — Bientôt, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, les États-Unis d'Amérique s'inquiétèrent de ces faits. La France et l'Allemagne prirent alors l'initiative de la réunion d'une Conférence composée de tous les États ayant des intérêts commerciaux au Congo et le 8 octobre 1884, l'Allemagne, la France, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal, la Belgique, le Danemark, la Suède, la

Turquie et les États-Unis d'Amérique reçurent l'invitation de se réunir à Berlin pour régler, dans un esprit de bonne entente mutuelle, les conditions qui pourraient assurer le développement du commerce au Congo et prévenir des contestations et des malentendus. Le 23 février 1885, les plénipotentiaires des puissances intéressées signaient l'acte général qui résume les travaux de la Conférence de Berlin dont nous allons donner une analyse rapide :

Le commerce de toutes les nations jouira d'une liberté complète :

1° Dans toutes les régions formant le bassin du Congo et ses débouchés comprenant les versants des bassins adjacents tels que ceux du Niari, de l'Ogooué, du Chari et du Nil au nord; la ligne orientale de partage des eaux du bassin des affluents du lac Tanganyka, à l'est; la ligne de partage des eaux des bassins du Zambèze et de la Lodgé, au sud.

2° Sur le littoral de l'Océan Atlantique s'étendant de Cette-Cama à l'embouchure de la Lodgé, la frontière septentrionale (de ce littoral) suivra le cours de la rivière qui se jette à Cette-Cama depuis sa source, d'où elle se dirigera vers l'est *en évitant le bassin de l'Ogooué* jusqu'à ce qu'elle atteigne le bassin géographique du Congo. La frontière sud suivra le cours de la Lodgé jusqu'à sa source et de là passera à l'est, jusqu'à ce qu'elle rejoigne le bassin géographique du Congo.

3° Dans la zone territoriale s'étendant à l'est du bassin du Congo, jusqu'à l'Océan indien, à partir du 5° de latitude nord jusqu'à l'embouchure du Zambèze depuis son confluent avec le Chari, et suivra ensuite la crête des versants, entre les affluents du lac Nyanza et ceux du Zambèze, jusqu'à ce qu'elle atteigne finalement la ligne de partage entre les eaux du Zambèze et celle du Congo.

Toutes les nations ont un libre accès sur les territoires énumérés ci-dessus, ainsi que dans les rivières qui s'y jettent dans la mer, dans toutes les eaux du Congo et dans ses affluents, sur les lacs, dans tous les ports situés sur les rivières de ces cours d'eau, dans tous les canaux qui pourront être construits; ils pourront entreprendre toutes sortes de transports et exercer le cabotage maritime et fluvial ainsi que la batellerie, sur un pied d'égalité avec les nationaux.

Les marchandises entrent et transitent en franchise quelle que soit l'origine et elles ne peuvent être soumises à

d'autres taxes que celles qui seront prélevées pour couvrir les dépenses utiles faites dans l'intérêt du trafic sur les sujets eux-mêmes des États souverains et sur les étrangers de toute nationalité. Le prélèvement de droits différentiels sur les navires aussi bien que sur les marchandises est interdit. Les puissances signataires se réservent de décider, dans vingt ans, si cette franchise doit être maintenue ou non.

Aucun monopole de faveur, sous n'importe quelle forme, ne devra être accordé par les puissances exerçant des droits souverains dans les régions mentionnées ci-dessus. Les étrangers, sans distinction, jouiront, en ce qui concerne leurs personnes et leurs biens, l'exercice de leurs professions, du droit d'acquérir et de transmettre leurs propriétés mobilières et immobilières. Elles jouiront aussi de la protection des États exerçant des droits de souveraineté dans ces régions.

Les droits d'exportation ont été admis par la Conférence, bien qu'il n'en soit pas question dans les textes officiels; mais les protocoles en font foi.

Les puissances exerçant des droits de souveraineté sur les territoires susmentionnés s'engagent à veiller à la conservation des tribus indigènes, à prendre souci de l'amélioration des conditions de leur bien-être moral et matériel, à contribuer à la suppression de l'esclavage et de la traite des esclaves, à protéger et à favoriser toutes les religions, les institutions scientifiques et charitables. Les missionnaires chrétiens, les savants, les explorateurs doivent être, ainsi que leurs biens et leurs collections, l'objet d'une protection spéciale. La liberté de conscience et la tolérance religieuse sont garanties pour tous. Toutes les formes du culte religieux jouissent du libre et public exercice de leur confession. Le droit de bâtir des églises, des temples, d'organiser des missions, ne sera limité ni entravé en aucune façon.

La convention de l'Union postale universelle, telle qu'elle a été révisée à Paris, le 1^{er} juin 1878, sera appliquée au bassin conventionnel du Congo.

Les puissances exerçant un droit de souveraineté ou de protectorat peuvent user du droit de se proclamer neutres, à la condition qu'elles rempliront les devoirs que la neutralité implique. Enfin, en cas de dissentiment grave surgissant au sujet ou dans les limites des territoires appartenant

au bassin conventionnel du Congo, les puissances signataires s'engagent à recourir, avant d'en appeler aux armes, à la médiation d'une puissance amie.

L'acte général de la conférence de Berlin assure la liberté de navigation sur le Congo et ses affluents pour les bâtiments de commerce de toutes les nations naviguant avec cargaison ou lest, transportant des marchandises ou des passagers. Dans l'exercice de cette navigation les sujets et pavillons de toutes les nations seront, sous tous les rapports, traités sur un pied de parfaite égalité avec les sujets des États riverains ou non, et aucun privilège exclusif de navigation ne sera concédé à des Compagnies, corporations ou particuliers quelconques. Ces dispositions feront désormais partie du droit des gens.

La navigation sur le Congo ne sera soumise à aucune entrave ni redevance qui ne seraient pas expressément stipulées dans l'acte général de Berlin. Ainsi, par exemple, elle ne sera exposée à aucun droit d'escale, à aucune taxe de station ou de dépôt, à aucuns frais pour rupture de charge ou pour une entrée coercitive dans le port. Les navires et les marchandises en transit sur le fleuve ne seront soumis à aucun droit de transit, quel que soit leur point de départ ou de destination. Il ne sera prélevé aucun péage maritime ou fluvial, fondé sur le simple fait de la navigation, ni aucune taxe sur les marchandises à bord des navires.

Il ne sera prélevé d'autres taxes ou droits que ceux ayant le caractère d'équivalents pour les services rendus à la navigation elle-même, à savoir : 1° droits de port au bénéfice effectif de certains établissements locaux, tels que quais, entrepôts, etc. : — le tarif de ces droits sera établi selon le prix de construction et d'entretien desdits établissements locaux, et il sera appliqué sans égard aux lieux de provenance des navires ni à la nature de leur cargaison ; 2° droits de pilotage pour les parties du fleuve où il peut être nécessaire d'instituer des pilotes brevetés : — le tarif de ces droits sera calculé en raison des services rendus ; 3° frais causés par les entreprises techniques et administratives, en vue de l'intérêt général de la navigation comprenant : les phares, fanaux et bouées. — Les droits indiqués ci-dessus seront établis selon le tonnage des bâtiments tel qu'il est indiqué par les papiers du bord et conformément aux règlements adoptés pour le bas Danube. Les puissances se réservent

d'examiner, au bout de cinq ans, la question de savoir s'il y a lieu de reviser, d'un commun accord, les tarifs ci-dessus mentionnés.

Les affluents du Congo et les fleuves, rivières, lacs et canaux du bassin conventionnel de ce fleuve seront soumis, sous tous les rapports, aux mêmes règles que celles indiquées ci-dessus.

Quant aux routes, chemins de fer ou canaux latéraux qui peuvent être construits pour le but spécial de prévenir l'innavigabilité ou de corriger les imperfections de la route d'eau sur certaines parties du Congo, de ses affluents et d'autres cours d'eau appartenant à son système, ils seront considérés comme des dépendances du fleuve et ouverts au trafic de toutes les nations. Il ne sera perçu sur ces routes, chemins de fer et canaux, que des droits calculés sur les frais de construction, d'entretien et d'exploitation et sur les bénéfices dus aux entrepreneurs. Étrangers et indigènes seront traités sur un pied de parfaite égalité.

Pour l'exécution des dispositions relatives à la navigation que nous venons d'exposer, il est institué une commission internationale dans laquelle les puissances signataires de l'acte de Berlin peuvent être représentées par un délégué, n'ayant qu'une voix à sa disposition, même si un seul délégué représente plusieurs gouvernements. Dès que cinq des puissances signataires auront désigné leurs délégués, la commission sera constituée. Elle rédigera les règlements de navigation, de police fluviale, de pilotage et de quarantaine, qui devront, ainsi que les tarifs à établir par la commission, être soumis à l'approbation des puissances qui ont désigné des délégués. Toute infraction aux règlements sera réprimée par les agents de la commission internationale partout où elle exerce une autorité directe, et, partout ailleurs, par la puissance riveraine. Tout individu qui se considérera comme lésé dans sa personne ou dans ses droits peut recourir à l'agent consulaire de son pays, qui se chargera de la suite à donner à l'affaire.

La commission internationale aura particulièrement pouvoir :

1° D'ordonner la construction des travaux nécessaires pour assurer la navigabilité du Congo, conformément aux besoins du commerce international. Sur les portions du fleuve où aucune puissance n'exerce de droits de souverai-

neté, la Commission prendra les mesures nécessaires pour assurer la navigabilité du fleuve, tandis que sur les portions du fleuve occupées par une puissance souveraine, la Commission internationale s'entendra avec les autorités riveraines.

2° De fixer le tarif de pilotage et celui des droits de la navigation générale; quant aux droits de port, ils seront établis par les autorités territoriales. Le prélèvement de tous ces droits aura lieu par les autorités internationales ou territoriales pour le compte de chacune de celles qui les aura établis.

3° D'administrer les revenus provenant de l'application du paragraphe précédent.

4° De surveiller l'établissement de quarantaine créé à l'embouchure du Congo.

5° De nommer des fonctionnaires pour le service général de navigation et aussi ses propres employés particuliers. Les autorités territoriales auront à nommer des sous-inspecteurs sur les portions du fleuve occupées par une puissance, et la Commission internationale aura à en faire autant sur les autres portions. La puissance riveraine notifiera à la Commission internationale la nomination des sous-inspecteurs, et cette puissance se chargera de les salarier. Dans l'exercice de ses fonctions, telles qu'elles sont exposées ci-dessus, la Commission internationale sera indépendante des autorités territoriales. La Commission internationale peut, en cas de nécessité, dans l'accomplissement de sa tâche, avoir recours aux navires de guerre des puissances signataires et de celles qui à l'avenir y adhéreraient, sous la réserve, toutefois, des instructions qui seraient données aux commandants de ces navires par leurs gouvernements respectifs.

Les navires de guerre des puissances signataires de l'acte de Berlin sont exemptés des droits de navigation, mais si leur intervention n'a pas été sollicitée, ils peuvent être soumis aux droits de pilotage et de port.

La Commission internationale peut, en son nom, en vue de pourvoir aux dépenses techniques et administratives qui peuvent se produire, négocier des emprunts dont la garantie sera exclusivement fournie par les revenus prélevés par ladite Commission. La majorité pour le vote de l'emprunt doit être des deux tiers de la Commission. Les gouverne-

ments représentés dans la commission ne seront en aucun cas tenus d'assumer une garantie, ni contracter un engagement ou une solidarité quelconque relativement auxdits emprunts, à moins de conventions particulières à cet effet. Ces emprunts ne peuvent être remboursés et les intérêts payés que par la priorité qui s'attachera au revenu constitué par les droits dont nous avons parlé.

Les dispositions de l'acte de navigation demeureront en vigueur en temps de guerre.

3. — PRODUCTIONS DU GABON ET DU CONGO. — COMMERCE.

On comprend que le Gabon, arrosé par un grand nombre de cours d'eau, inondé pendant de longs mois par une pluie torrentielle et chaude, sous une température élevée et pour ainsi dire invariable, jouisse de la plus prodigieuse végétation qui soit au monde. Le bananier, la patate douce, l'arachide, le manioc, le maïs, le riz, le café, le coton, le cacao, la vanille, la canne à sucre y croissent dans les conditions les plus favorables à une exploitation productive. Mais ce qui paraît constituer la véritable ressource du pays, c'est l'huile de palme. Toutes les forêts de la contrée sont remplies de palmiers à huile qui poussent dans tous les terrains et qui se propagent d'autant plus que les indigènes les respectent quand ils font leurs défrichements; malheureusement la paresse des Gabonais les empêche d'en fabriquer de grandes quantités, et les moyens primitifs dont ils disposent sont une gêne au développement de cette industrie.

Le caoutchouc est également un des produits les plus importants de notre colonie, qui peut en fournir des quantités considérables recueillies par les noirs. En 1883, il en a été exporté près de 1100 tonnes, et l'année 1884 n'a pas été inférieure à la précédente. Indépendamment de l'huile de palme et du caoutchouc, le Gabon fournit encore en quantité le bois rouge, l'ébène et l'ivoire.

Quant aux objets d'importation les plus recherchés par les indigènes, nous trouvons toujours en première ligne, les alcools de qualité inférieure, les vins, le tabac, les cartouches, les fusils de traite, les viandes salées et les conserves alimentaires, la coutellerie, la quincaillerie et les tissus.

Si les Gabonais ont peu de penchant pour les travaux agricoles, réellement pénibles d'ailleurs dans les contrées tropicales, ils font volontiers l'office d'intermédiaires entre les commerçants et les populations de l'intérieur. Ces courtiers, appelés traitants dans le pays, remontent les rivières insalubres pour des blancs, munis d'une balle de marchandises européennes qu'ils échangent aux indigènes, dont ils parlent la langue, contre les produits du pays. Ces traitants rendraient de véritables services si leur honnêteté était moins sujette à caution. Mais trop souvent des courtiers auxquels des négociants de bonne foi ont confié leurs marchandises ne reparaisent plus ou ne rapportent que des produits d'échange en quantité tout à fait insuffisante. Cependant les commerçants établis depuis de longues années au Gabon ont su, à la longue, se constituer un personnel de traitants éprouvés et sûrs.

Les moyens de communication sont complètement inconnus au Gabon. Jusqu'à ce jour, les routes, si nécessaires et si utiles dans tous les pays de production, ont complètement fait défaut et rendent difficiles les exploitations agricoles un peu éloignées de Libreville. Il semble qu'il y aurait quelque chose à faire dans cette voie, et on peut s'étonner que depuis quarante-quatre ans l'administration des colonies n'ait pas songé à améliorer notre colonie du Gabon, si riche en produits de toutes sortes, et à lui faire faire quelques pas dans la voie des progrès matériels et moraux.

Une centaine d'élèves fréquentent les écoles des missionnaires catholiques et protestants, où on leur enseigne les éléments de la langue française et où ils apprennent un métier manuel. Mais, de ce côté encore, il semble qu'on n'ait pas fait tout ce qu'on devait faire, et que le gouverneur n'ait pas toujours usé de l'autorité morale qu'il a vis-à-vis des indigènes, pour les engager à laisser donner à leurs enfants une éducation européenne, dont les fruits ne se seraient peut-être pas fait sentir à la première génération, mais qui auraient fini par donner les meilleurs résultats.

Le Gabon est visité par les paquebots anglais de la « Steam British Navigation Company » deux fois par mois; une fois par mois par un bateau allemand partant de Hambourg; une fois par mois par un paquebot portugais et enfin, deux fois par mois par des transports de Bordeaux. L'absence de tout paquebot français, visitant régulièrement nos colonies

du Gabon, du Congo et nos autres possessions de la côte d'Or, est particulièrement préjudiciable à nos intérêts. Les relations commerciales doivent fatalement s'en ressentir et notre influence ne peut que diminuer. Il semble que le gouvernement doive se préoccuper de chercher les moyens de remédier à l'état de choses que nous signalons.

Tout ce que nous venons de dire des productions du sol et du commerce du Gabon s'applique également aux territoires des bassins de l'Ogooué, du Niari et du Congo. Tous ces territoires peuvent être classés parmi les plus fertiles du monde. Il ne leur manque ni la terre végétale encore vierge, ni la chaleur, ni les pluies, ni les cours d'eau. Tous les végétaux alimentaires ou industriels des pays chauds y pourraient faire l'objet de cultures productives, mais ces dernières n'existent nulle part. Les seuls produits que nous y puissions actuellement recueillir sont des produits obtenus sans culture et pour ainsi dire sans travail. Les plus importants sont l'ivoire, le caoutchouc et les noix de palme. Les uns et les autres, il faut bien le dire, existent dans toute cette région en grande abondance, si l'on en juge d'après les indications fournies par les voyageurs.

M. Stanley évalue à plus de 200 000 le nombre des éléphants qui existent actuellement au Congo, chaque individu portant environ 25 kilogrammes d'ivoire. « En Europe, tout cet ivoire représenterait une valeur de 125 millions de francs... En supposant que 200 défenses fussent livrées chaque semaine à Stanley-Pool, ce qui représenterait un chiffre d'affaires de 6 500 000 francs, l'éléphant ne serait encore détruit dans le bassin du Congo qu'à l'expiration d'un quart de siècle¹. »

Stanley fait d'ailleurs remarquer que l'ivoire n'est pas le produit le plus important de la région du Congo. Au premier rang il place, avec raison, l'huile de palme que produit l'*Elaeis Guineensis*. Ce palmier existe en très grande quantité dans les bassins de l'Ogooué, du Niari, du Congo : « Pas un bosquet, dit Stanley, à peine une île où l'on n'aperçoive les tiges élancées de ce beau palmier, si précieux au point de vue économique. Dans certaines localités, entre le Loumani inférieur et le Congo, par exemple, on en rencontre des forêts entières². » M. Stanley écrit au sujet des autres pro-

1. *Loc. cit.*, p. 563.

2. *Id.*, p. 564.

duits végétaux du Congo les lignes suivantes : « Le produit forestier le plus précieux, après celui du palmier, est la gomme du *Landolphia florida*, ou plante à caoutchouc, restée complètement inexploitée jusqu'ici. Trois espèces de végétaux fournissent le même produit. Celui que l'on extrait de l'*Euphorbia* est moins élastique, bien qu'il puisse trouver des applications. Sur les îles du fleuve qui, dans l'ensemble, occupent une surface de 12800 kilomètres carrés, j'estime que l'on pourrait recueillir en un an assez de caoutchouc pour payer les frais de la construction d'un chemin de fer.

« D'autres gommes, comme celles du *Trachylobum* et de la *Guibourtia*, sont utiles pour la fabrication des vernis. Les gommes copales transparentes, blanches et rouges, sont trop bien connues pour qu'il soit nécessaire d'insister sur leur grande valeur. Les indigènes en connaissent de vastes gisements. Chez les Ouenyas, j'ai vu de gros blocs de copale blanche, tout à fait pure, de quarante-cinq centimètres de diamètre. Dans quelques villages de pêcheurs, on a réussi à en faire des torches; mais nous ignorons à quels autres usages on l'applique.

« De l'*Arachis hypogæa* ou noix de terre, on extrait des huiles végétales, la baie oléagineuse et le ricin; l'huile végétale est employée à l'éclairage, la baie oléagineuse à des usages culinaires; le ricin est un médicament comme chez nous.

« Le lichen, connu sous le nom d'orseille, couvre comme d'un voile de vastes étendues de forêts. Entre Iboko et Langa-Langa, j'ai vu une forêt de près cent kilomètres de longueur, tapissée d'un bout à l'autre, de cette mousse.

« Dans tout village, on trouve des rouleaux préparés de poudre de teinture, et il est peu d'établissements indigènes, entre l'équateur et le fleuve Koua, qui ne soient en état d'en fournir instantanément quelques quintaux. Tout canot trafiquant sur le haut Congo porte, parmi les produits commercables de son chargement, une certaine quantité de cette matière tinctoriale, universellement demandée.

« La végétation du haut Congo est également remarquable par la quantité de fibres qu'elle produit pour la fabrication du papier, de la corderie, de la vannerie, de nattes ordinaires ou fines, de tissus, etc. : ces fibres sont fournies par le *Papyrus antiquorum*, l'aloès, la *Stipa tenacissima*, le *Calamus Indicus*, le *Phœnix spinosa*, la *Raphia vinifera* et l'*Adansonia*.

« De même que le lac Mantoumba produit le plus de poudre de bois rouge ; Iboko, le plus de nattes en fibres de palmier ; Irebon, le plus de parasols et de nattes en fibres de *Calamus* ; Yaloulima, le plus de sonnettes ; de même, Loukoléla est réputée pour ses tresses de tabac, qui donnent lieu à un commerce considérable, ainsi que pour ses beaux bois et son café sauvage. »

Pour que l'Europe pût mettre la main sur ces richesses, il faudrait que les territoires dont nous venons de parler fussent pourvus de voies de communication commodés, réunissant les parties navigables des fleuves à la côte. Or, ces voies de communication n'existent pas, certains fleuves même, comme l'Ogooué et le Niari ne sont navigables que sur une très-faible étendue de leur cours. De là un obstacle en ce moment presque invincible à la pénétration du commerce européen dans ces riches régions. Les bassins du Djoué et de ses affluents, de l'Ogooué et du Niari nous échappent à peu près en entier : il faudrait en effet, pour y faire pénétrer aisément nos produits, y construire des routes à travers des pays encore à peu près inconnus et dans des conditions qui en porteraient le prix à un chiffre énorme.

L'exploitation commerciale du bassin du Congo moyen est relativement plus facile à cause de l'étendue considérable (1700 kilomètres) sur laquelle le fleuve est navigable et de l'étendue plus grande encore des voies navigables fournies par ses principaux affluents. Malheureusement le Congo moyen est séparé de la côte par plus de 200 kilomètres d'un cours innavigable à travers une région montagneuse, dans laquelle la construction d'une voie ferrée ou même d'une simple route carrossable serait extrêmement coûteuse.

Pénétrer au Congo moyen par l'Ogooué, comme on avait autrefois espéré pouvoir le faire, est absolument impossible, l'Ogooué étant très-difficilement navigable sur une étendue de plus de 1800 kilomètres et étant séparé de la partie navigable de l'Alima par une région montagneuse de 150 kilomètres de large.

Ce que nous avons dit plus haut de la rive du Niari et Djoué, montre qu'il faut également renoncer à ces fleuves comme voie de communication entre le Congo et l'Atlantique. L'étendue navigable du Niari est trop faible pour qu'on puisse utiliser le fleuve lui-même. Mais on pourrait faire

partir une voie ferrée du point où il cesse d'être navigable; cette voie suivrait son cours et irait rejoindre le Djoué puis Brazzaville. Mais nous ignorons encore si la vallée du Niari se prêterait à la construction d'une voie ferrée; il est probable que la vallée de ce fleuve, comme celle de tous les fleuves à rapides, se réduit au lit même du fleuve pour toutes les régions des rapides, ce qui oblige à faire faire aux routes un assez grand circuit. Quoi qu'il en soit, il ne serait pas plus coûteux de faire un chemin de fer entre Vivi et Léopoldville qu'entre le Niari et Brazzaville.

Le premier de ces projets a été vivement soutenu par M. Stanly. « La distance de Vivi à Isanghila, dit-il, est de 83 à 85 kilomètres; un chemin de fer tel qu'il en faudrait pour desservir cette section coûterait 200 000 francs par mille anglais, soit environ 62 500 francs par kilomètres. La somme à engager dans sa construction serait donc de 5 250 000 francs. 4 steamers à 125 000 francs chacun, serviraient à relier Isanghila et Manyanga; ce moyen de communication permettrait de jeter dans la circulation 60 000 tonnes d'arachides et d'huile de palme, valant approximativement 26 250 000 francs.

« On pourrait encore acheter facilement pour 7 500 000 fr. d'ivoire et de caoutchouc, car le grand dépôt commercial serait à Manyanga, terminus de la ligne; les services de 800 porteurs actuellement occupés à transporter des produits entre Vivi et Stanley-Pool (376 kilomètres) seraient désormais utilisés entre le Pool et Manyanga (152 kilomètres).

« En résumé, la recette totale sur le trafic aller et retour résultant du commerce des approvisionnements d'États et de missions, abstraction faite des voyageurs, s'élèverait à 3 millions de francs, alors que le capital engagé ne serait que de 5 750 000 francs.

« Le combustible serait tiré des forêts du Borindi et de N'goma, que traverserait le chemin de fer. Celui-ci serait naturellement établi sans nivellements, les dépenses pour travaux d'art étant limitées à la construction de quelques ponts.

« Si la voie ferrée se dirigeait directement de Vivi à Stanley-Pool, le trajet n'étant que de 376 kilomètres, les frais d'établissement, à 62 500 francs par kilomètre, ne dépasseraient pas 20 millions de francs.

« Le revenu brut de 7 500 000 francs par an que rapporte-

rait une telle mise de fonds est certes considérable. Dès que le chemin de fer serait construit, il desservirait une région de 600 000 kilomètres carrés.

« Si l'on envisage la création de ce petit chemin de fer, comme une simple spéculation on peut dire que jamais placement plus avantageux n'a été offert aux capitaux¹ »

L'absence de voies de communication fait qu'actuellement le commerce des vastes territoires de l'Ogooué, du Niari et du Congo est à peu près nul. Un petit nombre de commerçants étrangers seulement ont des établissements sur l'immense étendue de côtes qui borde les bassins de ces fleuves. Le chiffre des affaires qui s'y traitent paraît être très-faible; mais nous n'avons pas de renseignements précis à cet égard. Ajoutons qu'il nous paraît difficile d'admettre que le chiffre des affaires augmente d'une façon très sensible avant que de bonnes voies de communication nous aient permis de pénétrer dans l'intérieur, c'est-à-dire avant un temps probablement assez long, car, malgré les calculs enchanteurs des voyageurs, on ne peut guère espérer voir les capitaux européens se porter dans la création d'un chemin de fer, soit sur les bords du Niari, soit sur ceux du Congo.

IV. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'AFRIQUE ACCIDENTALE.

Parmi nos établissements de la côte occidentale de l'Afrique il n'en est qu'un, le Sénégal, qui se trouve aujourd'hui dans une situation réellement prospère. Tous les autres ne sont qu'en voie de formation. Ils peuvent donner des espérances, mais ils ne donnent à peu près que cela. Malgré l'avenir brillant qu'il est permis de leur attribuer, les rivières du sud elles-mêmes ne font encore qu'un commerce relativement minime et la production agricole pour l'exportation n'y est encore que très peu développée. Dans le Rio-Nuñez, des noirs Toubakayes, étrangers au pays, sont les seuls qui cultivent l'arachide pour l'exportation. Les Landoumans et les nations qui forment la population propre au pays ne cultivent cette plante qu'en quantité rigoureusement nécessaire pour leur alimentation. La quantité d'arachides exportée de Boké (Rio-Nuñez) de juillet 1882 à juillet 1883 a été de

1. STANLEY, *Loc. cit.*, p. 573.

près de 4 millions de kilogrammes, valant environ un million de francs. Le même poste n'a exporté pendant le même temps que pour environ 60 mille francs d'huile de palme, 440 mille francs de caoutchouc et pour une très-faible valeur d'autres produits¹. Le poste de Sedhiou, qui est de beaucoup le plus important de la Cazamance, n'a importé pendant l'année 1883 que 2 millions environ de kilogrammes d'arachides, valant environ 500 mille francs. En 1884, le chiffre de l'exportation de ce produit n'a été que d'environ 700 mille kilogrammes. Les autres produits végétaux exportés sont très peu importants.

L'autre poste important de la Cazamance, celui de Carabane, n'a exporté, en 1883, que pour moins de 9 mille francs d'arachides, et environ 3 mille francs d'huile de palme, et quelques autres produits de moindre importance ou venant du Fouta-Djalou, comme le caoutchouc. Ces chiffres d'exportations indiquent, non seulement un commerce très faible, mais encore une production agricole à peu près nulle, en dehors de ce qui est nécessaire à l'alimentation des habitants. Dans certains points même, ainsi que nous l'avons dit plus haut, les habitants ne produisent pas assez pour leur nourriture. Cependant, le territoire des rivières du sud est d'une merveilleuse fécondité. Nous avons donc raison de dire que ces établissements sont à peine en voie de création, surtout en ce qui concerne l'agriculture, qui devrait être leur principale source de richesses.

Quant aux produits provenant du Fouta-Djalou que nos commerçants achètent dans les rivières du sud, ils sont très peu abondants, si l'on en juge d'après le plus important, le caoutchouc. En 1883, Sedhiou n'en a exporté que pour cinquante et quelques mille kilogrammes; Boké dans le Rio-Nuñez n'en a exporté, de juillet 1882 à 1883, que pour 440 mille francs environ.

Le développement colonial de nos établissements de la côte d'Or est encore moindre. Leurs exportations consistent à peu près uniquement en poudre d'or qui provient des environs de Krinjabo ou du pays des Achantis et en huile de palme que les indigènes préparent à l'aide des fruits de palmiers croissant à l'état sauvage. Les indigènes de ces établissements ne cultivent que la quantité de bananes, d'igna-

1. Voyez les chiffres exacts dans les *Notices coloniales*, 1885, t. II, p. 481.

mes et d'arachides indispensable à leur alimentation. La seule culture industrielle qui ait été tentée est celle du café, à Elima, dans la lagune d'Assinie, par la maison Verdier, de la Rochelle. Il n'existe d'ailleurs actuellement dans notre colonie de la côte d'Or que deux maisons de commerce, la maison Verdier, de la Rochelle et une maison anglaise. A Grand-Popo, à Porto-Novo, à Agoué, nous savons que les productions agricoles sont également très réduites; les seuls produits d'exportation que nos commerçants s'y procurent viennent de l'intérieur ou sont fournis comme l'huile de palme et la noix de kola, par des végétaux croissant à peu près uniquement à l'état sauvage. Au Gabon, quelques cultures de palmiers à huile ont été tentées dans ces derniers temps, mais elles sont encore à l'état rudimentaire. Comme dans les établissements cités plus haut, l'huile exportée provient d'arbres croissant à l'état sauvage, et les autres produits, tels que le caoutchouc et l'ivoire, viennent de l'intérieur. Les mêmes observations s'appliquent en tous points au Congo. Enfin, même dans le Sénégal, qui jouit d'une prospérité commerciale incontestable, la production agricole faite en vue de l'exportation n'est encore, comme nous l'avons montré plus haut, que très peu développée.

En résumé, tous les produits d'exportation de nos établissements de la côte occidentale de l'Afrique sont ou bien des produits naturels comme l'or et l'ivoire ou bien des produits obtenus sans culture comme le caoutchouc les noix de kola, le beurre de karité, l'huile de palme, etc. Une très petite quantité de produits sont le résultat d'un travail agricole fait en vue de l'exportation; citons : le café, le coton, et surtout l'arachide et la sésame. Cependant, une partie du territoire Sénégalais et la presque totalité des territoires de nos établissements des rivières du sud, de la Côte-d'Or, de la Côte des Esclaves, du Gabon et du Congo, peuvent être classés parmi les pays les plus féconds et les plus propres à la colonisation agricole.

Pourquoi donc l'agriculture est-elle si négligée dans ce pays? Comme réponse à cette question, il faut signaler en premier lieu la paresse native et héréditaire des habitants, paresse qui résulte non seulement de ce que le climat leur crée peu de besoins et de ce que la riche terre sur laquelle ils vivent leur fournit sans peine de quoi satisfaire ces besoins, mais encore et surtout du faible développement de

leurs facultés intellectuelles. Vivant en sociétés extrêmement rudimentaires et pour la plupart isolées du contact journalier des races plus intelligentes, la majeure partie des noirs de l'Afrique n'ont aucune connaissance des mille agréments dont les races civilisées se plaisent à entourer leur vie même purement matérielle et qui sont devenues pour elles d'irrésistibles besoins. Ignorants de ces satisfactions, les noirs ne peuvent ni en concevoir le désir, ni, par suite, en contracter le besoin. Leur vêtement se réduit à peu de chose, parfois même absolument à rien ; leurs habitations sont presque partout formées simplement de feuilles de palmier ; le torchis en terre est déjà un luxe qu'on trouve à peu près uniquement dans les localités où les blancs ont depuis longtemps pénétré. Leur nourriture est aussi simple que leurs vêtements et leurs habitations rudimentaires : elle est formée en majeure partie de produits naturels de la terre ou de l'eau. Le poisson qui abonde dans la plupart des rivières et des lacs en fait la base essentielle ; ajoutez-y les bananes, le manioc, le riz ou le mil, etc., et vous aurez toute l'alimentation de ces peuples. Ils trouvent les corps gras nécessaires dans les fruits du palmier à huile ou dans ceux du karité ; l'amidon dans le manioc, le riz, la banane verte ; le sucre dans quelques fruits. De tout cela ils cultivent d'autant moins qu'ils vivent dans un pays plus fertile et où les plantes poussent davantage à l'état sauvage.

Les seules choses qui tentent les plus sauvages d'entre eux sont les liqueurs fortes qu'ils ne savent pas préparer, les fusils, la poudre et les lingots de fer ou de plomb dont ils ne tardent pas, au contact des blancs, à comprendre la supériorité sur leurs armes rudimentaires ; quelques verroteries et des barres de cuivre pour faire des colliers et des bracelets. Ceux qui nous fréquentent davantage prennent bientôt goût à nos cotonnades, dont ils font des pagnes et d'autres vêtements rudimentaires. Dans quelques localités, ils commencent même à adopter nos pantalons, nos chemises et nos paletots, nos chaussures et nos chapeaux ; mais c'est seulement dans quelques villes de la côte qu'ils commencent à rechercher nos meubles et à imiter dans une certaine mesure nos constructions. Chose remarquable et que je tiens à signaler en passant : dans les parties de la côte occidentale de l'Afrique qui sont occupées par les Anglais l'usage des vêtements européens est beaucoup plus

généralement répandu que dans ceux où dominant les Français. Cela tient, je pense, à ce que les missionnaires protestants qui sont à la fois presque tous marchands, se préoccupent davantage que les missionnaires catholiques d'inspirer à leurs fidèles les idées de pudeur dont découle la forme de nos vêtements. Quoi qu'il en soit de cette raison, le fait que je signale m'a beaucoup frappé. A Saint-Louis, à Dakar, à Gorée, c'est-à-dire dans les chefs-lieux les plus importants de nos établissements les noirs qui portent des pantalons, des chemises et des paletots sont très-rares; les femmes qui portent des robes longues en bas et en haut sont plus rares encore; dans toutes ces villes les indigènes ont conservé, en le modifiant à peine dans un but de coquetterie, les vêtements peu discrets de leurs ancêtres.

En résumé, il est aisé de se convaincre par la plus superficielle observation que les besoins des populations africaines sont d'autant moindres qu'elles ont eu moins de contact avec les blancs. On observe non moins aisément, d'un côté, que leur paresse est d'autant plus grande qu'ils ont moins de besoins, et, d'autre part, qu'elle est en rapport avec leur développement intellectuel. Au contact des blancs et de leur civilisation, l'intelligence des races plus sauvages ne tarde pas à s'élever considérablement par la vue d'objets jusqu'alors inconnus, tels que les armes, les navires, les machines, etc. A mesure que l'intelligence se développe, des désirs, puis des besoins nouveaux, se font sentir et bientôt s'impose la nécessité de travailler pour satisfaire ces désirs et ces besoins.

La première manifestation de cette tendance plus prononcée au travail consiste dans la recherche des produits naturels que l'Européen recherche et en échange desquels il donnera l'eau-de-vie, les verroteries, les armes à feu, la poudre, les étoffes convoitées. La majeure partie des populations de la côte occidentale de l'Afrique en sont arrivées à cette période du développement de l'intelligence, des besoins et du travail.

Dans quelques points seulement, cette période a été dépassée; dans ceux où les noirs vivent depuis longtemps au contact immédiat des blancs dont ils commencent à partager vivement les goûts, où le sol ne fournit pas ou ne fournit plus spontanément les produits qui permettent d'acquérir les objets européens désirés. Dans ces points,

parmi lesquels je citerai le bas Sénégal et quelques villages des rivières du Sud, le noir commence à s'adonner à la culture. Il se livre à ce travail pénible parce que le sol ne donne pas de lui-même les arachides ou les sésames réclamés par le blanc en échange de son eau-de-vie, de ses cotonnades, de son tabac, de ses armes, etc.

A la première des périodes dont nous venons de parler correspond la forme purement commerciale de la colonisation; avec la seconde commence la forme agricole qui est la plus parfaite et la plus productive, en même temps que la plus conforme au but que doit se proposer la colonisation et qui est d'élever dans la mesure du possible vers le peuple colonisateur les populations des pays colonisés.

Les moyens à employer pour réaliser cet objectif, pour faire évoluer les races de l'Afrique dans la direction que nous venons d'indiquer, découlent naturellement des considérations qui précèdent. S'il est vrai, comme l'expérience nous l'enseigne et comme la simple raison l'indique, que le seul moyen de développer l'intelligence du noir, de lui donner des goûts, des désirs et des besoins, est de le mettre autant que possible en contact avec notre race et notre civilisation, il est bien évident que le premier devoir, j'ajoute volontiers, le plus grand intérêt du peuple colonisateur est, non seulement d'attirer à lui les noirs de la côte occidentale d'Afrique, mais encore d'aller au-devant d'eux jusque dans la profondeur du continent qu'ils habitent. Remonter les fleuves ne suffit pas, car la plupart ne sont que difficilement ou pas du tout navigables, sur une grande partie de leurs cours; il faut faire des routes et des chemins de fer. Il faut introduire dans le continent africain, par le plus grand nombre possible de points, nos moyens perfectionnés de transport, nos machines à vapeur, nos appareils agricoles et industrielles et aussi nos habitations et nos meubles confortables, nos vêtements commodes, nos aliments délicats, en un mot, toutes les inventions que nous avons accumulées dans le seul but de rendre notre vie plus confortable, plus heureuse et plus longue. Par ces routes, avec les objets destinés à satisfaire nos besoins matériels, nous ferons aussi pénétrer notre langue, nos livres, nos idées, nos arts et nos sciences.

Tous les centres administratifs et intellectuels de notre

colonie du Sénégal sont placés sur les côtes; c'est, à notre avis, un tort. Nous voudrions voir créés quelque part dans le haut Sénégal, à Kita, ou à Bammakou, dans le Bambouk ou dans le Fouta-Djalou, un centre important relié par une voie commode à la côte, centre dans lequel on réunirait une partie des soldats, des officiers, des administrateurs européens qui encombre Saint-Louis. S'il était bien choisi, une agglomération commerciale européenne ne tarderait pas à se former autour de ce centre administratif, et l'on aurait, par la création de cette ville et par la construction de la route qui la reliait à la côte, plus fait pour la colonisation du Sénégal qu'avec des expéditions militaires qu'on est obligé de renouveler chaque année. On aurait aussi beaucoup moins dépensé.

Construire des voies de communication et créer des centres européens de plus en plus profondément situés dans l'intérieur de nos établissements, tel est, en résumé, le moyen le plus sûr de hâter l'évolution descendante de l'œuvre de colonisation que nous avons entreprise.

Mais, dira-t-on, ce procédé est fort coûteux et il n'est pas partout applicable, à moins que l'on ne veuille se lancer dans des dépenses bien supérieures à celles que comporte notre budget. Pour être sage, il faut être prudent et marcher avec une prudente lenteur.

Cette objection, que je tiens à présenter moi-même, m'amène à examiner les procédés de colonisation qui ont été mis en œuvre sur la côte occidentale de l'Afrique par les diverses nations européennes et quels sont, parmi ces procédés, les plus conformes aux conditions particulières que présente l'Afrique occidentale.

Les parties de ce chapitre relatives à la conduite des Allemands dans les rivières du Sud et sur la Côte des Esclaves et à celle des Anglais dans le bas Niger, suffisent pour donner aux lecteurs une idée des procédés employés par ces deux nations pour établir leur influence. Des commerçants s'établissent sur un point de la côte encore inoccupé, du moins commercialement, et où ils n'ont, par suite, à redouter, dans les débuts, aucune concurrence. Par des cadeaux abondants ils se font bien venir des chefs et obtiennent d'eux le droit de pénétrer, pour y trafiquer, dans l'intérieur du pays. Ils multiplient graduellement, autant qu'ils le peuvent, le nombre de leurs établissements et font rayonner leur influence

300 CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES ÉTABLISSEMENTS
à la fois au profit de leurs intérêts et au profit de la nation
à laquelle ils appartiennent.

Mais on commettrait une très grave erreur si l'on pensait que les commerçants agissent uniquement en tant que commerçants et n'ont pas d'autre autorité que celle de simples particuliers s'en tenant à leurs affaires. Leur situation est tout autre. En premier lieu, presque toujours, les maisons de commerce qui font ces entreprises sont des sociétés comptant parmi leurs membres les plus intéressés même financièrement au succès de l'entreprise, des hommes publics jouissant d'une influence politique parfois considérable. Tous ceux qui sont au courant de ces sortes de choses savent, par exemple, que dans la Société Colin, dont il a été question à propos des rivières du Sud, il y avait des personnages politiques allemands du plus haut rang et qu'il en est de même pour toutes les maisons de Hambourg qui, pendant ces dernières années, ont fondé des établissements sur la côte occidentale de l'Afrique et dans d'autres régions du globe. Quant à la Société anglaise du Niger, nous avons vu qu'elle comptait aussi parmi ses membres de hauts personnages, dont quelques-uns ne dédaignent même pas d'aller visiter eux-mêmes les établissements commerciaux fondés par leurs agents. Cette première condition, la présence de personnages influents dans toutes les Sociétés étrangères commerciales qui font des entreprises coloniales, donne à ces Sociétés une force morale considérable.

Une deuxième condition favorise non moins puissamment leur action : je veux parler de l'appui qui leur est donné très ouvertement par leurs gouvernements. Partout où existe un établissement anglais ou allemand, on est certain de voir apparaître à chaque instant le pavillon britannique ou celui de l'empire d'Allemagne. Les commandants de ces navires se font un devoir d'entrer en relations publiquement avec les commerçants de leurs nationalités ; ils les accompagnent eux-mêmes ou les font accompagner par leurs officiers dans des tournées chez les chefs et les rois du pays et ils ont toujours soin d'ajouter aux cadeaux que les trafiquants remettent à ces chefs les présents de la reine ou de l'empereur, couverts du pavillon de l'une ou de l'autre. Cette protection sans cesse donnée par les représentants officiels de l'Allemagne ou de l'Angleterre aux nationaux qui fondent un établissement dans une colonie quelconque donne à ces

dernières un grand relief auprès des populations indigènes en même temps qu'elle assure la sécurité à leurs personnes et à leurs intérêts commerciaux.

Enfin une troisième condition augmente encore les chances de succès des entreprises dont nous parlons. L'Angleterre et l'Allemagne ont presque toujours soin de revêtir les représentants des maisons de commerce qui vont fonder des établissements sur la côte occidentale de l'Afrique d'un titre officiel ou officieux qui en fait les représentants de leur pays et qui les met en mesure de parler au nom de ce dernier aux chefs avec lesquels ils se trouvent en contact, de passer avec eux des traités, en un mot, de faire marcher à la fois les affaires commerciales dont la gestion leur est confiée et les affaires politiques du gouvernement qui les accrédite.

La plupart des personnes qui, dans la France ou ailleurs, ont fait l'éloge des procédés de colonisation employés par l'Allemagne pendant ces dernières années et par l'Angleterre à peu près de tout temps, n'ont pas suffisamment indiqué les causes du succès qui a si souvent couronné l'emploi de ces procédés. Ils ont cru ou peuvent croire que les commerçants anglais ou allemands qui font faire les premiers pas à l'œuvre colonisatrice sont de simples individualités commerciales n'agissant qu'en vertu de leur initiative particulière et ne réussissant que grâce à leur habileté personnelle. C'est là une erreur grossière. Ces précurseurs du commerce et de la colonisation sont appuyés à la fois par de grosses influences politiques et souvent même par de l'argent sorti du Trésor public, par la présence fréquente des navires de guerre de leurs pays, par l'intervention des officiers dans leurs démarches auprès des chefs, par les cadeaux de leurs gouvernements à ces chefs, enfin, par le titre officiel et par les pouvoirs politiques dont ils sont eux-mêmes revêtus.

Toutes ces conditions amènent à la fois le succès de leurs entreprises commerciales et de l'œuvre politique de colonisation dont ils sont les agents. Il est vrai qu'ils ne sont pas entourés de soldats, mais il est non moins certain que les soldats sont toujours prêts à répondre à leurs premier appel. Ainsi se trouve garantie leur sécurité.

Plus tard, quand leur œuvre est suffisamment avancée, quand leur commerce est prospère, quand ils ont passé avec les chefs des traités qui assurent la prépondérance à leur gouvernement, celui-ci intervient et fonde s'il le juge

convenable un établissement colonial officiel. Celui-ci trouve, dès sa naissance, dans le pays, les conditions politiques les plus favorables à sa réussite et les ressources financières nécessaires à son entretien.

Mais, il ne faut pas oublier, sous peine de ne rien comprendre à la conduite de nos rivaux, que toujours, à chaque heure, depuis la première minute de leur existence, l'établissement primitif et purement commercial était couvert par le pavillon et protégé par les canons du gouvernement national, souvent même aidé plus ou moins directement par les finances de ce dernier.

On n'a qu'à comparer au tableau que nous venons de tracer des procédés de la colonisation allemande ou anglaise, le récit du commandant Mattéi, qui figure plus haut, et l'on verra combien la France est loin d'avoir compris les conditions les plus indispensables de l'œuvre de colonisation qu'elle a entreprise sur la côte occidentale de l'Afrique.

Ou bien nous abandonnons nos commerçants à eux-mêmes sous le prétexte que seuls ils bénéficient de leur commerce, et que, seuls, par conséquent, ils doivent en supporter les charges, ou bien nous fondons dès le début des établissements presque exclusivement militaires et administratifs.

Dans le premier cas, les commerçants se ruinent presque toujours, comme nous l'avons vu sur le bas Niger; dans le second il arrive fréquemment qu'ils ne viennent pas ou qu'ils ne viennent que très tardivement s'installer dans une colonie administrative qui ne répond pas ou ne répond qu'imparfaitement aux conditions exigées par le commerce.

Ne voulant pas récriminer sur le passé, nous abandonnerons ce sujet, et nous terminerons ce chapitre par quelques courtes considérations sur l'organisation qu'il conviendrait, selon nous, de donner à nos établissements coloniaux de la côte occidentale de l'Afrique.

Parmi ces établissements, le Sénégal seul étant arrivé à une période assez avancée de la colonisation, nous croyons qu'il est indispensable d'en faire en quelque sorte le pivot de tous les autres. Nous voudrions que tous nos établissements de la côte occidentale de l'Afrique fussent placés sous la direction unique d'un gouverneur-général ayant son siège à Saint-Louis. Une station navale de la côte occidentale d'Afrique, dont il pourrait à volonté requérir le concours,

lui permettrait soit de visiter lui-même, soit de faire visiter fréquemment tous les établissements de la côte. Son autorité s'étendrait sur tous les agents placés à la tête de ces établissements, et Saint-Louis serait le centre administratif d'où tous partiraient et où tous reviendraient. Un lieutenant, gouverneur pourrait être placé à la tête des rivières du Sud, qui constituent une unité importante dans cet ensemble; un autre aurait le gouvernement spécial du Gabon et du Congo.

Quant à nos établissements de la côte d'Or et de la côte des Esclaves, nous considérons comme tout à fait inutile de leur attribuer des fonctionnaires de quelque ordre que ce soit. Les populations qui les habitent sont de mœurs généralement très douces, le commerce y est très peu important, et les questions politiques y sont à peu près inconnues ou n'ont qu'une importance très secondaire. Il suffirait de confier aux représentants des maisons de commerce qui y sont établies le soin de défendre les intérêts de la France en leur donnant un titre officiel et une rétribution proportionnée au travail à faire.

Ce système aurait l'avantage d'être très économique car il dispenserait, non seulement de donner de gros appointements à des fonctionnaires à peu près inutiles, mais encore de construire des bâtiments qui coûtent toujours fort cher étant données la rareté des matériaux et l'absence des ouvriers d'art. Quant aux intérêts du pays, ils seraient tout aussi bien placés entre les mains d'un homme intéressé lui-même à les défendre qu'entre ceux d'un fonctionnaire que mine l'ennui créé par l'oisiveté.

L'auteur de ce livre a passé lui-même deux ans dans une partie de la côte d'Or; il a visité tous les établissements de cette région; il sait combien sont inutiles dans ce pays les fonctionnaires plus ou moins galonnés et les troupes que l'on est toujours obligé de leur adjoindre, ne serait-ce que pour l'honneur du drapeau.

Par l'organisation que nous venons d'esquisser, on ferait une grande économie d'hommes dans un pays qui les consume rapidement, et une grande économie d'argent, sans compromettre en rien les intérêts de la France.

Tous ces établissements devraient d'ailleurs être protégés par les navires de la station qui feraient des visites fréquentes dans chacun d'eux. En général, les navires de guerre qui forment la station de la côte occidentale de l'A-

frique ne se montrent qu'à Dakar et au Gabon. Des mois et des mois s'écoulent sans qu'on les voie sur les points de moindre importance. Pendant les deux années que je suis resté à Assinie, je n'y ai vu que deux fois un navire de guerre. Nous savons que les Anglais et les Allemands procèdent d'une tout autre façon.

Il faudrait encore que, par des subventions, l'État provoquât la création d'un service régulier de bâtiments de commerce à vapeur entre la France et tous nos établissements de la côte occidentale d'Afrique. Ainsi qu'on a pu le voir plus haut, l'absence de ce service est l'une des causes pour lesquelles les commerçants français de cette côte font venir leurs marchandises d'Angleterre. Mais nous savons que cette cause n'est pas unique et qu'il faut y joindre la répugnance de nos industriels à fabriquer les objets spéciaux que réclament les indigènes, objets que nos commerçants sont trop souvent obligés d'aller chercher en Angleterre ou en Allemagne.

Au point de vue de l'organisation militaire de la colonie, nous n'avons que peu de chose à dire. Depuis très-longtemps déjà le Sénégal multiplie ses efforts pour demander aussi peu de troupes européennes que possible à la métropole. Les noirs du Sénégal font d'excellents soldats et de très bons marins de même que ceux de la côte de Krow font de très bons manœuvres.

Avec ces éléments indigènes et des volontaires européens, il serait aisé de constituer une troupe de terre et une marine locales, assez nombreuses pour que la métropole n'eût plus à fournir aucun homme pris ni dans les contingents de la conscription, ni dans ceux de l'inscription maritime. En constituant cette armée et cette marine africaines, dont le centre serait à Saint-Louis et qui n'aurait en France qu'un simple bureau de recrutement, on économiserait une somme considérable sur les transports des troupes. Nous n'insisterons pas ici sur ce sujet qui pourra être développé avec plus de détails à propos d'une autre colonie.

Par le système que nous venons d'exposer, nos établissements coloniaux de la côte occidentale d'Afrique acquerraient l'unité qui leur manque; ils se prêteraient mutuellement un concours qui leur fait actuellement défaut et qui ne pourrait que favoriser leur développement économique.

CHAPITRE III

LA FRANCE DANS L'AFRIQUE ORIENTALE

Sous ce titre, nous nous proposons d'étudier le mouvement colonial de la France à Obock, à Nossi-Bé, Mayotte, Sainte-Marie de Madagascar, Madagascar et la Réunion.

Nous avons groupé toutes ces colonies dans un seul chapitre parce que nous estimons qu'elles ont entre elles non seulement des relations géographiques, mais encore des affinités de diverses sortes, qu'elles peuvent se rendre mutuellement des services, et que leur prospérité générale viendra des améliorations qui se seront produites chez chacune d'elles en particulier.

I. — OBOCK

(Cartes XII et XIII.)

Géographie physique de la côte africaine de la mer Rouge. — La première de nos colonies de la côte orientale d'Afrique qu'on rencontre en venant de France est Obock. Cette possession est située en dehors de la mer Rouge, par 11°57' de latitude nord et 41° de longitude est, sur la côte orientale de l'Afrique, à 100 kilomètres environ du détroit de Bab-el-Mandeb, à l'entrée du golfe de Tadjourah. Celui-ci est limité au nord par le cap ou Raz Bir, et au sud par le cap ou Raz Djiboutil. Presque en face d'Obock, se trouve la colonie créée par les Anglais à Aden, de l'autre côté du golfe de ce nom et sur la côte méridionale de l'Arabie, à l'extrémité sud de l'Yémen.

Le golfe de Tadjourah. — Le golfe de Tadjourah, à l'entrée duquel se trouve Obock, ne mesure pas moins de 100 kilomètres de profondeur, en y comprenant la baie de Goud-Ali ou de Gubbet-Kharab qui en forme le fond. Ainsi que nous venons de le dire, son entrée est marquée au nord par le

Ras Bir, et au sud, par le Ras Djiboutil; entre ces deux points, sa largeur, en ligne droite, est d'environ 50 kilomètres. Un peu au-dessous du milieu de l'entrée de la baie et sur la longitude du cap Djiboutil, se trouvent quelques petites îles madréporiques, achetées vers 1840 par les Anglais, mais inoccupées et presque inoccupables, les îles Mushah¹. (Carte XII.)

En faisant le tour du golfe de Tadjourah, depuis le Ras Bir jusqu'au Ras Djiboutil, nous trouvons successivement, sur la côte, quelques points qui nous intéressent à divers titres : c'est d'abord la baie d'Obock, protégée par le Ras Bir contre les vents du nord-est et du nord; le cap Obock qui limite la baie au sud-ouest, puis Latela sur le bord du ravin boisé de ce nom, le cap ou Ras Ali, derrière lequel se trouve une petite baie fréquentée par les barques; Tadjourah qui est le terminus véritable de la route du Choa, Ambabo, Dullul, Sagallo, puis la pointe Ras Ali qui limite, au nord, la baie de Goud-Ali ou Gubbet-Kharab qui forme actuellement la limite sud de notre protectorat. A partir de ce point, toute la côte sud du golfe de Tadjourah est entièrement déserte et inhabitable.

Si, partant du Ras Bir, nous remontons la côte africaine

1. En 1859, le comte Stanislas Russel disait des îles Mushah : « Coraux, madrépores, rare végétation, des soudes, des palétuviers entre ces îles, pas d'eau douce, une grande quantité d'échassiers, des pélicans, beaucoup de poissons, des requins, l'eau extrêmement transparente, les coraux entremêlés de fonds de sable. » (*Une mission en Abyssinie et dans la mer Rouge*, p. 208.)

Cependant, l'importance de la situation des îles Mushah et par conséquent celle du golfe de Tadjourah n'avait pas échappé au comte Russel : « Les îles Mushah ne sont rien, mais elles deviendront quelque chose le jour possible où le courant commercial du Choa et des pays au sud-ouest de l'Éthiopie viendra se relier au grand courant du monde occidental à l'extrême Orient, passant par Bab-el-Mandeb. Le golfe de Gubbet-Kharab pourra être un des débouchés de ce grand courant dans l'Océan indien. » Ajoutons que le comte Russel n'avait aucun goût pour la baie de Tadjourah. « Comme point maritime, dit-il, ce golfe est mauvais; il présente partout ou de trop grandes profondeurs d'eau ou des bancs dangereux. » Et il ajoute : « Il n'y a que Berbera de vraiment bon entre Bab-el-Mandeb et Guardafui. » Parlant des « criques de Ras Ali et de Ouano (Obock) », il dit qu'elles « n'ont aucune valeur comme ports, ne recevant que des barques » et qu'elles « n'en ont plus, comme position politique et commerciale, qu'une très amoindrie, par la possession anglaise des îles Mushah qui commandent la baie de Gubbet-Kharab ». Nous verrons plus bas que la proposition du comte Russel peut être retournée et que l'on peut dire aujourd'hui : « Les îles Mushah n'ont plus aucune valeur ni politique ni commerciale depuis que la France possède la seule rade abritée du golfe de Tadjourah et les points terminaux des routes commerciales qui aboutissent à ce golfe. »

du golfe d'Aden, côte dont la direction générale est du nord au sud, nous trouvons d'abord quelques sommets isolés, très voisins de la côte, connus sous le nom de Table-Cliff; puis, plus au nord, le cap ou Ras Sejarn, qui forme, du côté de l'Afrique, la limite méridionale du détroit de Bab-el-Mandeb. Au nord du détroit de Bab-el-Mandeb, au-dessus de Périm, se trouve le cap Doumeirah, qui constitue la pointe extrême, vers le nord, de la colonie d'Obock et qui forme la limite supérieure du détroit de Bab-el-Mandeb. A 50 kilomètres au nord de ce cap se trouve la baie d'Assab, dont le gouvernement italien a pris possession il y a quelques années.

Au sud du golfe de Tadjourah, en partant du Ras Djiboutil, nous trouvons successivement, sur la côte africaine du golfe d'Aden, deux points d'une grande importance commerciale, occupés par l'Égypte : Zéïla d'abord, puis Berbéra, point extrême, vers l'est, de la région commerciale dont le golfe de Tadjourah fait partie. Au delà de Berbéra, à l'est, le cap Guardafui marque la limite du golfe d'Aden, du côté de l'Afrique.

Ainsi qu'on l'a vu par ce qui précède, les côtes du territoire possédé ou protégé par la France s'étendent depuis le cap Doumeirah au nord, jusqu'au Gubbet-Kharab, dans le fond de la baie de Tadjourah.

Le pays des Danakils. — Les limites intérieures de ce territoire sont formées par une chaîne de montagnes qui s'étend du cap Doumeirah jusque vers le fond de la baie de Tadjourah. De ces montagnes descend une vaste plaine mamelonnée qui s'avance jusqu'au bord du golfe sur une largeur d'environ 20 kilomètres, à la hauteur d'Obock. Toute cette région est habitée par les Danakils, tandis que le sud du golfe de Tadjourah est occupé par les Somalis. Derrière les montagnes qui forment la limite de nos possessions et de notre protectorat, les Danakils, ou Afars, ou Adels, occupent, sous des noms de tribus très divers, tout le territoire qui s'étend jusqu'au plateau montagneux de l'Abyssinie.

Leur territoire forme un vaste triangle dont le sommet correspond à la baie d'Adulis et à Arkiko au nord, et dont la base est formée au sud, approximativement, par une ligne reliant la baie de Tadjourah à la partie méridionale du royaume abyssinien du Choa. A l'est, ce territoire s'étend le long de la mer Rouge; à l'ouest, il est limité par le con-

tre fort des montagnes de l'Abyssinie. Les tribus qui occupent la partie la plus septentrionale de ce vaste territoire relèvent nominalement du naïb d'Arkiko, celles du centre obéissent plus ou moins au sultan d'Aoussa ; celles du sud, notamment les tribus des Débenet, de Tadjourah, vivent à peu près indépendantes sous l'autorité de sultans d'autant plus puissants qu'ils ont su grouper un plus grand nombre de familles sédentaires. Les plus importants de ces sultans sont, après celui d'Aoussa, ceux de Tadjourah, de Gobad, de Gubbet-Kharab, avec lesquels nous avons récemment passé des traités dont nous parlerons plus bas. Les tribus du sud s'étendent depuis notre territoire d'Obock jusqu'aux frontières du Choa ; elles confinent aux Somalis. Le territoire occupé par les Danakils est, en général, très peu fertile ou même tout à fait stérile, du moins pendant la saison sèche. Les parties montagneuses seules offrent alors des herbages capables de nourrir les troupeaux qui sont, avec le sel recueilli dans les lacs salés de cette région, la seule richesse des tribus Danakils.

Rochet d'Héricourt qui a traversé quatre fois le pays des Adels, en suivant la ligne des caravanes, entre Tadjourah et le royaume du Choa, trace de cette contrée un tableau saisissant qu'il me paraît nécessaire de reproduire ici, afin de donner une idée exacte des pays qui avoisinent notre nouvelle colonie et des efforts que nous devons faire pour mettre celle-ci en valeur¹. « Je crois pouvoir le dire, écrit-il, sans qu'on m'accuse de vouloir exagérer les difficultés de mes travaux, pour en rehausser le mérite, il y a peu de voyages plus fatigants pour l'esprit et le corps, plus périlleux à la fois et plus monotones que de parcourir les déserts des Adels... C'est la nature qui fait du désert des Adels le plus affreux des séjours. Le pays des Adels, que l'on traverse en allant de l'Océan indien au Choa, et en descendant du nord-est au sud-ouest, sur une ligne de 130 lieues, que l'on met un mois à parcourir, le pays des Adels est une région montagneuse, tourmentée par le travail volcanique à un point qu'on ne saurait rendre. Il n'y a nulle part dans le monde autant de cratères éteints, autant de laves répandues sur le sol. Si les anciens avaient connu cette contrée, ce n'est point

1. ROCHET D'HÉRICOURT, *Second voyage sur les deux rives de la mer Rouge, dans le pays des Adels et le royaume de Choa*, p. 67.

en Sicile qu'ils auraient placé la guerre des Titans contre les dieux, ou les ardents fourneaux des Cyclopes. Aucune eau fécondante ne parcourt les brûlants replis de cette terre ravagée en tous sens par les feux souterrains et embrasée par le soleil des tropiques. On n'y trouve même pas, sauf de très-rares exceptions, dans la structure et le groupement des masses rocheuses, ces aspects tour à tour bizarres et majestueux, effrayants ou sublimes, mais empreints d'un caractère d'imposante grandeur ou d'originalité pittoresque qu'offrent ordinairement les pays de montagnes. Il n'y a ici qu'une médiocrité uniforme : presque toujours des collines aux pentes peu abruptes, aux longues croupes parsemées de petits cônes, bouches éteintes de volcans d'où ont coulé d'immenses et épaisses couches de laves. Ajoutez la teinte rougeâtre et sombre qu'elles doivent à leur constitution géologique; versez sur elles la lumière tropicale qui découpe les contours avec une si âpre rigueur, et vous concevrez la tristesse de ce paysage qui ne fait grâce au regard d'aucun détail d'une aridité importune. »

Le même aspect est offert par la portion du territoire des tribus Danakils qui s'étend au nord de la baie de Tadjourah jusqu'à Arkiko. Le comte Russel en trace les caractères en quelques traits aussi rapides que précis. Parlant du territoire situé entre les bords de la mer Rouge, à la hauteur d'Amphila, et les montagnes de l'Éthiopie, il écrit : « La plage est bonne et se relève en pente douce jusqu'au pied des montagnes, sur une largeur de six milles. Les montagnes escarpées dessinent leurs silhouettes pittoresques à l'horizon. La plaine a l'aspect du désert. Des tourbillons de sable jaune, doré par le soleil, soulevés du sud au nord, empêchent de rien distinguer dans la plaine¹. » Plus bas, à la hauteur de la baie d'Edd, le paysage n'est pas moins triste et la terre n'est pas moins rebelle à la culture. « L'aspect du pays, dit le comte Russel¹, est volcanique et présente une suite de soulèvements coniques, inégaux en hauteur, mais de forme semblable, composés de trachyte noir et brun, d'un aspect remarquable et bizarre. La plaine sablonneuse en est semée; j'en compte vingt-deux visibles du mouillage.... Le palmier nain d'Afrique se montre dans la plaine au milieu des sables et des laves. La trace des troupeaux est partout; mais pas

1. Comte RUSSEL, *Une mission en Abyssinie et dans la mer Rouge*, p. 189.

d'habitation, sauf une hutte de berger çà et là. Les chaînes des Taltals bornent l'horizon au sud-ouest. »

Dois-je ajouter à ces tableaux, dont la brièveté s'explique par la monotonie de la nature, l'expression de mon propre témoignage? Ceux-là seuls qui ont visité la mer Rouge peuvent avoir une idée de l'aspect désolé des plaines arides qui s'étendent entre les bords de la mer et les montagnes rougeâtres qui courent à l'horizon presque parallèlement à la côte.

Cependant, à l'époque des pluies, les torrents qui descendent des montagnes apportent dans ces plaines une eau bien-faisante; des herbes poussent çà et là le long des ravins où courent les eaux douces et autour des petits lacs qui se forment partout où il existe quelque dépression de terrain. Cela permet aux habitants de ces vastes déserts d'élever des troupeaux de bœufs et de moutons, et des chameaux que les caravanes louent pour transporter les marchandises de la mer aux plateaux de l'Abyssinie et de ces derniers à la mer. « Des pluies périodiques, disent Combes et Tamisier¹, parlant de la région qui s'étend entre Massaouah et les montagnes du Tigré, arrosent le pays depuis le mois de septembre jusqu'au mois de mars; elles commencent précisément à l'époque où celles d'Abyssinie cessent complètement; les habitants sont généralement pasteurs; ils ensemencent quelques champs, mais les récoltes ne suffisent pas à leur consommation; ils se nourrissent de lait, de la chair de leurs troupeaux, et, lorsqu'ils descendent vers la côte, ils font provision d'une grande quantité de poissons qu'ils font sécher au soleil. Les Chohos² sont cruels et sanguinaires; ils font quelquefois des incursions sur le territoire du Tigré pour dérober des bestiaux qu'ils vendent ensuite au naïb d'Arkiko. Les Chohos qui avoisinent la route de l'Abyssinie fournissent des chameaux aux caravanes pour le transport des marchandises. » La même manière de vivre, la même industrie se retrouvent chez toutes les tribus de ce vaste territoire, depuis la plaine de Tadjourah jusqu'à Arkiko. La même aridité existe aussi sur tous les points de cette longue côte. Massaouah, que les Italiens viennent d'occuper, est une île sans eau ni verdure, infectée par les vases corrompues de

1. *Voyage en Abyssinie, dans le pays de Choa et de l'Éfat*, II, p. 139.

2. Nom donné à la tribu qui habite entre Arkiko et le Tigré.

ses côtes¹; la baie d'Adulis, située un peu plus au sud et sur laquelle la France a, depuis longtemps, des droits auxquels il importe de ne pas renoncer, est peut-être le seul point de la côte orientale d'Afrique, sur la mer Rouge, au-dessous de Massaouah, où l'on trouve quelque verdure; plus bas encore, la baie d'Amphila, d'où pourrait partir, ainsi que de la baie d'Adulis, une route vers l'Abyssinie, offre l'aridité la plus absolue et n'a que de l'eau saumâtre qu'il faut aller chercher à une assez grande distance de la mer. Edd, qui a été acheté par une maison française de Marseille, il y a une quarantaine d'années, n'a pas un aspect plus souriant, quoique les tri-

1. MM. Ferret et Galinier (*Voyage en Abyssinie*, I, p. 183) ont tracé de l'état de Massaouah vers 1840, état qui n'est pas meilleur aujourd'hui, le tableau peu enchanteur suivant : « Au sortir de chez le gouverneur, nous visitâmes Messawah. Cette île, située près de la côte d'Afrique, par 15° 36' de latitude septentrionale et par environ 37° 15' de longitude orientale, n'a que 1000 mètres en longueur, de l'est à l'ouest, et 400 seulement en largeur, du sud au nord. Elle est formée tout entière par un banc de corail poussé un jour à la surface de l'eau par l'effet de ce soulèvement que l'on remarque sur tout le littoral du golfe arabe. Le point le plus élevé ne dépasse guère de 4 mètres le niveau moyen de la mer. Là, pas une source, pas un arbre, pas même un brin d'herbe; partout la roche qui se montre à nu et la pierre stérile. Pour avoir de l'eau potable, il faut creuser des citernes et y recueillir précieusement les pluies, si rares d'ailleurs, qui tombent de loin en loin, depuis octobre jusqu'en mars; faible ressource, puisqu'elle suffit à peine aux besoins du gouverneur et de ses amis. L'eau que boit le peuple vient des sources saumâtres du continent, d'Arkiko et de Moukoullou. La moitié de l'île appartient aux morts, l'autre aux vivants. A l'est, les tombes, à l'ouest, la ville. Les citernes se trouvent parmi les tombeaux...

« Messawah est l'un des points les plus ardents du globe. En novembre, le thermomètre centigrade, placé à l'ombre, donnait, à 9 heures, 31°, à midi, 34°, à 3 heures 33°, à 9 heures du soir 30°. Dans le mois de juillet 1842, nous avons eu jusqu'à 53° de chaleur. Tant que se prolonge la saison d'été, l'île est très malsaine. La partie de la grève que les eaux basses laissent à découvert y couve des miasmes pestilentiels. L'air se corrompt et de cruelles maladies, la dysenterie, la fièvre, la plaie de l'Yémen, la petite vérole enfin, causent dans l'île d'effroyables ravages.

« Stérilité absolue, climat brûlant, maladies nombreuses et terribles, tout concourt à faire de Messawah l'endroit le plus inhospitalier du globe. Son port seul offre quelques-uns des avantages dont le littoral de l'Afrique, dans ces parages du moins, est totalement dépourvu. Formé par l'île au sud, par la côte du golfe au nord, c'est un des plus sûrs de la mer Rouge; il peut contenir une soixantaine de ces petits navires de 50 à 180 tonneaux dont se servent les Arabes. L'entrée, dont la largeur est d'environ 400 mètres, se trouve au nord-est de l'île. C'est à la sûreté de son port et à sa position à l'entrée de la seule route qui conduit de la mer Rouge dans l'Abyssinie septentrionale que la ville de Messawah doit son existence. On y compte 4000 habitants, suivant tous la loi du Prophète; et, sur ce nombre, les artisans, dont la plupart sont employés à la construction des barques, viennent tous de l'étranger... »

bus voisines possèdent un grand nombre de têtes de bétail qui vivent des rares herbes de la plaine, pendant la saison des pluies, et de la montagne pendant la saison sèche.

Assab est encore plus mal doté; l'eau y manque d'une façon à peu près absolue; quelques puits seulement fournissent de l'eau saumâtre, et l'on est obligé de distiller l'eau de mer pour les besoins des Européens qui y séjournent et des navires; toute culture y est absolument impossible. Il en est de même de toute la côte entre Assab et Obock.

Le territoire d'Obock. — Obock présente des conditions plus favorables, mais dont il importe de ne pas exagérer la valeur si l'on veut être à l'abri des désillusions. Disons d'abord qu'avant l'occupation par les Français, Obock n'avait pas un seul habitant. Nous lisons dans un Rapport officiel daté du 24 mars 1879: « Notre territoire reste si bien inhabité qu'il n'y a pas encore un homme à qui confier le soin de hisser le pavillon français au passage des navires. » Actuellement Obock compte environ 300 habitants, dont un tiers seulement formé par les indigènes du pays, les deux autres tiers étant représentés par des coolies ou des employés arabes. (Carte XIII.)

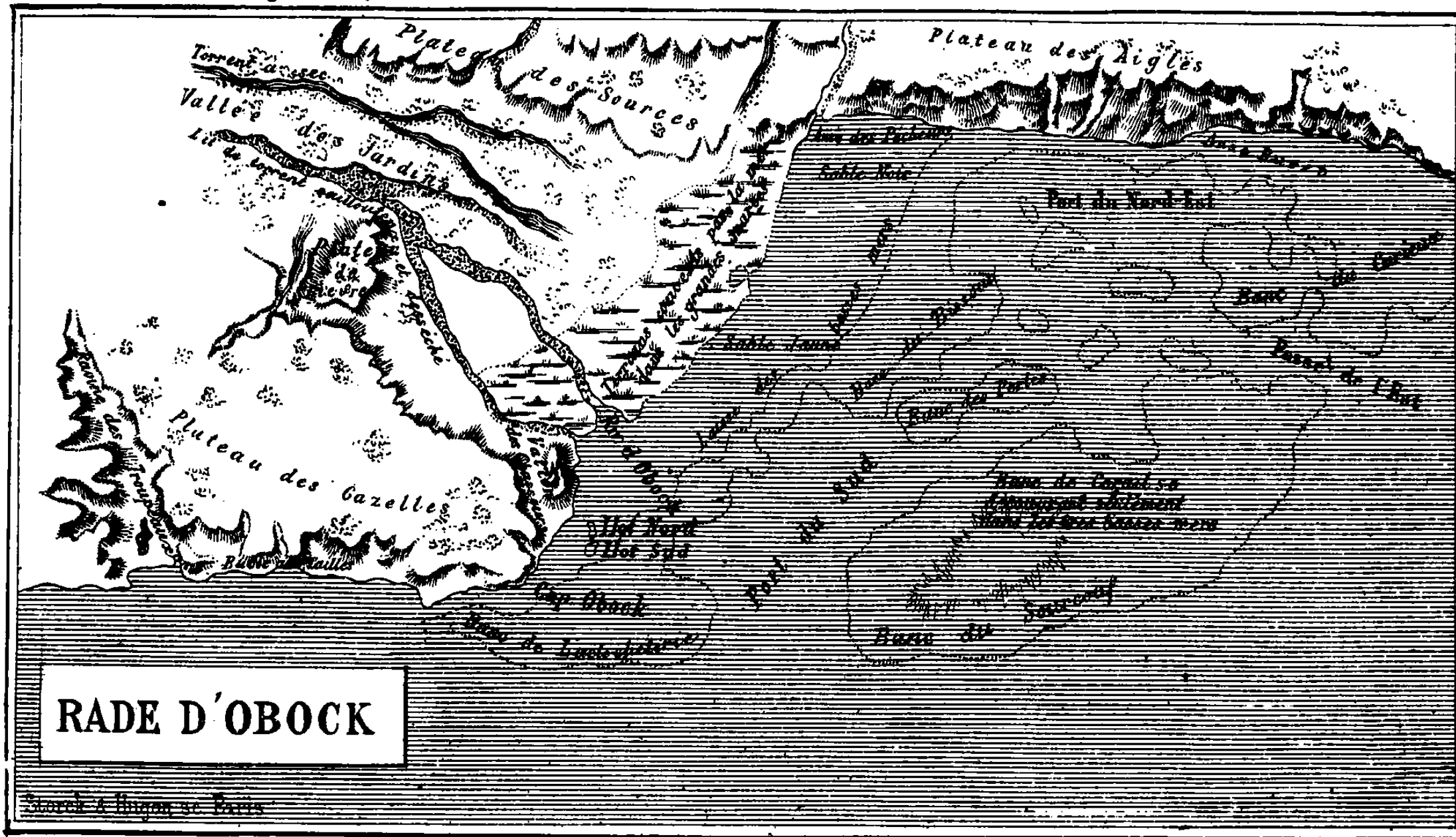
Le territoire d'Obock est constitué par un plateau situé entre la mer et une chaîne de hautes montagnes qui s'étend du nord-est au sud-ouest, depuis Table-Cliff jusqu'au Ras Ali. Le plateau ainsi limité est coupé, dans la direction du nord-ouest au sud-est, par une vallée formant un vaste delta, dans lequel viennent aboutir tous les torrents qui descendent de la montagne. Ce delta est limité par une première ligne de falaises qui se dirige de l'ouest à l'est, en bordant la mer au fond de la baie d'Obock, et par une seconde ligne de falaises qui part de l'extrémité ouest de la première pour aboutir au cap Obock.

Au pied de cette deuxième falaise se trouve un terrain couvert de palétuviers que la mer envahit pendant les grandes marées. Elle est coupée par les lits des torrents. C'est derrière elle que se trouvent les bois de mimosas, qu'ont été creusés les puits d'eau douce et bâtis les établissements européens. La falaise qui borde le fond de la baie d'Obock, de l'est à l'ouest, est calcaire et absolument stérile.

Le territoire d'Obock est de formation récente; il est dû en partie à un soulèvement de coraux qui tapissent le port et la baie de Tadjourah, et, en partie, au dépôt des détrit



Félix Alcan, éditeur.



de roches entraînés par les torrents qui dévalent des montagnes avec une grande violence à l'époque des pluies. A une faible profondeur au-dessous du sol (1^m,25 à 1^m,75), se trouve une nappe d'eau, douce en certains endroits, saumâtre en d'autres, qui permet la végétation de quelques mimosas et qui fournit, non seulement toute l'eau potable nécessaire aux hommes et aux animaux, mais encore celle qu'exige l'arrosage des plantes maraîchères. Nous lisons à ce sujet, dans un rapport du commandant d'Obock, M. Lagarde, en date du 12 avril 1884 : « L'eau douce y est abondante et on la trouve à des profondeurs variant de 1 m. 50 à 4 mètres, sur presque tous les points de la vallée des Jardins. Nous sommes convaincu, en outre, et des sondages peuvent le faire reconnaître, qu'elle existe également sur les plateaux ¹ ».

1. Dans un rapport publié un an auparavant, le 22 avril 1883, par M. Aubry, ingénieur des mines, qui avait été chargé d'une mission par le ministère de l'Instruction publique, nous trouvons, au sujet de la présence de l'eau à Obock, des détails très intéressants, qu'il nous paraît utile de consigner ici, à cause de l'importance considérable qu'offre la question de l'eau douce pour notre colonie africaine : « Les pluies étant peu fréquentes à Obock, les torrents sont presque continuellement à sec; aussi ne peut-on compter sur eux pour l'alimentation. On a creusé de nombreux puits dans le torrent en face de nos factoreries; mais l'eau y est saumâtre à cause des infiltrations de la mer: ils servent pour abreuver les animaux domestiques de la contrée.

« Mais, depuis longtemps, on a reconnu l'existence d'une nappe d'eau douce souterraine; on la trouve dans le Delta au milieu de la couche d'argile, à une profondeur variant de 0 mèt. 50 à 2 mètres. Cette nappe se retrouve au-dessous des bancs de calcaire.

« Quelques années après l'achat d'Obock, en 1862, le commandant Salmon, du *Surcouf*, fit creuser deux puits au bas de la falaise, à 200 mètres du point où sont situées nos factoreries; l'un d'eux, le moins profond, contenait de l'eau potable, tandis que l'autre donnait de l'eau saumâtre.

« Depuis cette époque, d'autres navires de guerre, tels que le *Forbin* et le *Bisson*, firent creuser de nouveaux puits dans d'autres bras du torrent, ainsi que dans la masse d'argile qui sépare les torrents; ils ont obtenu de l'eau douce à une faible profondeur.

« Les puits du commandant Salmon étaient abandonnés à l'époque de notre passage; j'en fis creuser deux nouveaux à quelque distance et j'ai observé les faits suivants :

« Le plus proche a une profondeur de 1^m,25 avec une couche de sable de 0^m,60; l'autre, situé à une dizaine de mètres du premier, a une profondeur de 1^m,75, avec une couche de sable de 0^m,80. Les ouvertures de ces deux puits sont sensiblement au même niveau; ils ont donné tous les deux de l'eau douce; cependant celle du second était un peu saumâtre.

« Les indigènes du pays ont fait de nouveaux puits à côté de ces derniers, qui donnent aussi de l'eau douce, et d'autant meilleure que le puits est moins

L'abondance relative de l'eau douce donne à Obock une valeur incontestable, dans un pays où l'eau manque presque partout. Grâce à cette eau, on peut entretenir à Obock quelques troupeaux de bœufs, de moutons et de chèvres; mais les pâturages sont rares et le bétail maigre. On a pu aussi se livrer à la culture maraîchère et obtenir à grand'peine quelques légumes pour les Européens, chose impossible à Assab et surtout à Aden, où jamais aucune culture n'a pu être entreprise.

Tadjourah. — Tadjourah a toujours été la localité la plus peuplée du golfe de ce nom. En ce moment, Tadjourah compte, dit-on, 2000 habitants environ, chiffre probablement exagéré¹. En 1842, Rochet d'Héricourt estimait le nombre des habitants de cette ville à 500 environ, et il traçait de sa situation l'aspect le plus désolant². Nous lisons, au

profond. Il est à remarquer qu'un puits qui donne de l'eau douce, devient saumâtre si l'on augmente sa profondeur.

« La nappe d'eau douce existe sous toute la contrée; un membre de notre expédition s'étant rendu à Tadjourah pour la formation de notre caravane, m'a rapporté les faits suivants :

« En quittant Tadjourah, on arrive à Cousseraleh après huit heures de marche; au commencement de ce torrent se trouve un puits d'eau douce. « On peut camper en cet endroit. Parti le lendemain, à quatre heures du matin, je suivis le lit du torrent pendant deux heures, puis le bord de la mer.

« On rencontre alors trois nouveaux puits, ceux de Mendoh, de Tagareh et d'Allateileh, à une heure et demie d'Obock; ces trois puits donnent de l'eau douce.

« De Cousseraleh à Obock, il y a dix heures de marche; donc, en tout, dix-huit heures.

« Les puits situés au milieu du delta, dans le torrent et dans l'argile, donnent aussi de l'eau douce.

« L'existence de ces puits voisins donnant des eaux différentes nous prouve ainsi qu'il y a deux origines de ces eaux.

« La première nappe souterraine vient des montagnes et donne de l'eau douce; la seconde est due aux infiltrations de la mer et donne de l'eau saumâtre. « Nous voyons d'ailleurs que pour les anciens puits, comme pour les nouveaux, c'est le plus profond qui est saumâtre, car son niveau d'eau se trouve inférieur à celui des grandes marées. Cette eau douce contient certainement des matières étrangères, mais elle est très-suffisante pour l'alimentation.

« A l'analyse qualitative, nous y avons trouvé : acide carbonique, chlore, acide sulfurique, chaux, magnésie, potasse et soude, silice. Nous avons d'ailleurs d'autres preuves de cette nappe d'eau souterraine venant des montagnes. »

1. Nous trouvons ce chiffre dans une correspondance d'Obock publiée par la *République française*, dans son numéro du 17 mars 1885.

2. « Il est triste, dit-il (*Voyage sur la côte orientale de la mer Rouge*, p. 36) de rencontrer, au commencement d'un voyage aventureux, une contrée

contraire, dans une correspondance récente : « L'eau douce se trouve en grande quantité ; il pousse des dattiers, des mimosas, et l'on élève de grands troupeaux de moutons, de bœufs, de chèvres. On peut acheter des poules et des œufs, et on pourrait sûrement cultiver des légumes avec plus de chances qu'à Obock et peut-être même obtenir des arbres fruitiers ».

Ambabo. — Près de Tadjourah, en allant vers le fond de la baie, se trouve Ambabo. Il y a quarante ans, Rochet d'Héricourt disait de cette localité¹ : « Ambabo, le point de la côte de l'Océan indien où j'avais trouvé l'hospitalité que les habitants de Tadjourah m'avaient refusée, ne mérite pas même le nom de hameau : c'est une réunion de cinq à six chaumières. Il est impossible que d'autres huttes viennent grossir cet embryon de village, car il n'y a pas longtemps que l'ancienne station de caravane qui porte le nom d'Ambabo est devenue la résidence fixe de quelques familles. Comme station, d'ailleurs, Ambabo offre plus d'avantages que Tadjourah : Tadjourah est, il est vrai, plus près de l'entrée du golfe ; les barques qui viennent aborder dans cette partie du pays des Adels ont à faire trois lieues de plus lorsque, laissant Tadjourah sur leur droite, elles vont mouiller à Ambabo ; mais Tadjourah n'a que cette supériorité. Le site d'Ambabo est un lieu de délices lorsqu'on le compare au paysage désolé de Tadjourah. On y trouve au moins un peu de végétation, un peu de verdure ; la chaîne de montagnes qui se dresse à une lieue de la mer porte en cet endroit, sur plusieurs de ses mamelons, quelques bouquets touffus de mimosas ; les eaux que versent ces montagnes dans la saison des pluies laissent des mares sur

aussi désolée que celle où Tadjourah est située ; je ne sais rien de plus morne que l'aspect de ce hameau et des lieux qui l'entourent ; sur le bord de la mer, une grève blanchâtre et ardente où sont jetées, adossées les unes aux autres, les huttes mesquines qui forment le misérable village de Tadjourah : au fond, se dressant à une hauteur considérable, des montagnes rocailleuses de productions volcaniques, qui s'étendent du sud-est au nord-ouest sur la même ligne et élèvent de l'est à l'ouest leurs gradins dépouillés. Voilà le paysage uniforme qui se déroule devant vous lorsque vous abordez à Tadjourah. Quelques arbustes rabougris, vainqueurs de la stérilité de cette terre, sont les seules traces de végétation que rencontre la vue attristée : il semble que toute vie se soit retirée de là. »

1. ROCHET D'HÉRICOURT, *Second voyage sur les deux rives de la mer Rouge, dans le pays des Adels et le royaume de Choa*, p. 59.

la plage, et un gazon assez vigoureux s'étend autour de ces flaques d'eau. »

Sagallo. — La même correspondance citée plus haut dit de Sagallo : « A quelques milles de Tadjourah est placé notre dernier poste, Sagallo, petit fortin sur la route de Tadjourah et de l'intérieur. C'est peut-être là que se trouve le terrain le plus productif de notre colonie et celui qui pourrait se prêter le mieux à la culture ; tout s'y plaît : dattiers, palmiers, citronniers, légumes. De nombreux troupeaux paissent sur la montagne. Malheureusement, ce lieu si favorable à un établissement prospère manque de port ; c'est une immense plage sans abri aucun ; la mer, dangereuse à certaines époques de l'année, est d'un accès difficile pour les grandes embarcations qui font le commerce des côtes et qui jaugent de 20 à 60 tonneaux. »

En dehors des points que nous venons de passer en revue le golfe de Tadjourah n'est ni habité ni habitable ; il y règne la plus aride sécheresse et la stérilité la plus absolue. De tous les points habités, celui d'Obock seul présente aux marins un port suffisamment abrité et fréquentable, en tout temps, par les grands navires.

Le port d'Obock. — Afin de n'avoir plus à y revenir, nous devons dire quelques mots de ce port. Pendant longtemps il n'a pas attiré l'attention des marins ou plutôt il a été vu par eux d'un fort mauvais œil. Le comte Russel, qui, en 1857, fut chargé par le gouvernement impérial d'étudier la côte africaine de la mer Rouge et de chercher le point le plus convenable pour un établissement maritime, ne parle de la baie de Tadjourah tout entière et d'Obock (qu'il nomme Ouano), en particulier, qu'avec un suprême dédain¹. Mais on doit dire que le comte Russel s'était borné à une observation très superficielle.

En 1862, l'amiral Fleuriot-Delangle qui a beaucoup fait pour l'expansion coloniale de la France², et qui commandait alors la station de l'Afrique orientale, reconnut sans doute au port d'Obock des qualités nautiques importantes, car c'est à lui qu'est due l'initiative du traité qui nous a rendus maîtres de ce port. En 1862, le capitaine de frégate

1. *Une mission en Abyssinie*, p. 209, 220.

2. C'est à lui que sont dûs tous les traités passés avec les chefs de la partie méridionale de Madagascar.

Buret reconnu, avec le *Curieux*, la partie de la côte qui nous avait été concédée et conclut à la prise de possession du port d'Obock; mais c'est seulement en 1864 que M. Salmon, commandant du *Surcouf*, dressa le plan du mouillage. Il établit qu'il est bien abrité entre la mer par des bancs de coraux entre lesquels s'ouvrent deux passes et que le fond est de bonne tenue.

Les rapports adressés depuis cette époque au département de la marine ont confirmé l'opinion des commandants Buret et Salmon. Dans un rapport en date du 12 avril 1884, M. le capitaine de frégate Lanneau, commandant de l'*Infernet*, écrit : « Actuellement Obock peut offrir un excellent abri à un petit nombre de bâtiments du plus fort tonnage; mais, dans ses deux ports sud et nord-est, le nombre pourra en être augmenté par des dispositions à déterminer plus tard. » M. Aubry¹ donne la description suivante du port d'Obock : « Le port d'Obock est formé par deux lignes de récifs, partant l'une du cap Ras Bir et l'autre du cap Obock. Un banc de corail partant du sud-ouest de la baie et aboutissant au milieu du port forme deux bassins communiquant entre eux par un chenal assez profond qui reste entre les récifs et la tête du banc. Il existe par conséquent deux mouillages distincts, bien abrités par des bancs de coraux; le chenal de communication est assez profond, mais il est sinueux et rétréci par des pâtés de coraux. Le mouillage sud-ouest est assez profond et assez large; mais celui du nord-est ne communique avec la mer que par un chenal étroit, mesurant une profondeur de 8 mètres; il ne serait pas prudent de s'y engager avec un navire calant 6 mètres, par les vents violents de l'est. On pourrait baliser le chenal qui fait communiquer les deux mouillages, et le port d'Obock offrirait des garanties de sûreté contre la mer, grâce aux récifs qui en ferment l'entrée, et il peut donner accès aux plus grands bâtiments. Dans les deux bassins, le fond de la mer est vaseux et l'épaisseur de la couche de vase diminue avec le décroissement du fond. »

Le climat d'Obock. — Pour en finir sur ce qui concerne les conditions dans lesquelles se trouve Obock, nous devons dire quelques mots de ses caractères climatériques et noso-

1. *D'Obock au Choa*, Expédition scientifique et commerciale d'Obock conduite par L.-A. Brémond, p. 14.

logiques. On lit à cet égard, dans un rapport du docteur Hamon, les renseignements suivants¹ :

« Durant notre séjour à Obock (mars et avril 1883), la température diurne moyenne prise à l'ombre a été de 30° centigrades. Pendant la nuit on constate un abaissement thermométrique de quelques degrés; mais aussitôt le lever du soleil la température atteint rapidement son maximum qui persiste pendant toute la journée. Néanmoins, grâce à sa position et à la brise de mer qui atténue l'effet de sa situation intertropicale, la chaleur, à Obock, est beaucoup plus supportable qu'à Aden.

« A partir de cinq heures de l'après-midi, la température devient réellement fort agréable, et c'est là un fait que nous avons tous constaté avec le plus grand plaisir. Les soirées sont délicieuses, et je n'ai jamais observé ces brusques changements de température qui ont, dans les pays chauds, une influence si désastreuse sur la santé.

« Obock me paraît être dans d'excellentes conditions sanitaires. Il n'y a ni marécages, ni eaux stagnantes, ce qui écarte toute possibilité de miasmes paludéens, si dangereux dans les pays intertropicaux.

« Après les grandes pluies, la plaine est quelquefois inondée. Mais sous l'action puissante du soleil et grâce à la constitution du sol dont la surface présente une couche profonde de sable, l'eau disparaît rapidement sans porter aucun préjudice à la santé des habitants.

« Je n'ai d'ailleurs observé aucun cas de fièvre paludéenne, ce qu'il m'aurait été facile de constater. Durant mon séjour, tous les indigènes s'empressaient de venir me consulter, même pour le plus léger malaise, et pas une des maladies que j'ai eu à traiter ne pouvait avoir pour cause l'insalubrité de la contrée.

« Je n'ai eu à soigner ni hépatite, ni dyssenterie, ni fièvre typhoïde, ni insolation. Les maladies de l'appareil respiratoire doivent être fort rares; car je n'ai eu à soigner qu'un seul cas de phtisie; c'était un vieillard de Tadjourah, distant de deux jours de marche, qui, apprenant qu'il y avait un médecin à Obock, était venu me demander une consultation. Grâce à l'uniformité de la température, les bronchites et les pneumonies doivent y être peu fréquentes. Les affec-

1. *D'Obock au Choa*, p. 18 et 20.

tions les plus communes, chez les indigènes, sont les maladies de l'estomac et les manifestations de la scrofule. La syphilis y a élu domicile et j'ai eu maintes blennorrhagies à traiter.

« En somme, toutes ces affections sont dues à la misère physiologique dans laquelle vivent les indigènes et à leurs écarts de régime. Quant aux rares Français qui ont séjourné à Obock, leur santé a toujours été satisfaisante; j'ai même été surpris de n'avoir jamais eu de complications dans les affections chirurgicales que j'ai eu à soigner, complications que me faisait redouter la température élevée du pays.

« Je puis donc conclure en toute sincérité à la salubrité du pays pour les Européens qui n'auront là, comme partout ailleurs dans les pays chauds, qu'à se prémunir contre les écarts de régime. Les lois élémentaires de l'hygiène devront y être scrupuleusement observées. »

Tous les rapports officiels parvenus au département de la Marine depuis l'occupation d'Obock par la France et toutes les correspondances particulières confirment la salubrité de cet établissement.

L'avenir d'Obock. — Ce que nous avons dit du territoire occupé par les Danakils, territoire sur lequel se trouve notre colonie d'Obock, suffit pour rendre manifeste l'impossibilité de créer sur les bords de la baie de Tadjourah une colonie agricole. Tout au plus peut-on espérer y acclimater quelques arbres familiers du désert, tels que le dattier et le cocotier, et y cultiver, à grands renforts de bras, d'engrais et d'arrosage, des légumes en quantité suffisante pour subvenir aux besoins des colons et à l'approvisionnement des navires. En dehors de cela, il ne faut rien demander à la terre ingrate sur laquelle est fondé notre établissement. Mais, ainsi que nous l'avons dit plus haut, les indigènes élèvent des troupeaux de bœufs, de moutons et de chèvres. Ces troupeaux pourraient, avec quelques aménagements destinés à recueillir l'eau des pluies, prendre une importance plus grande et subvenir à la fois aux besoins des colons et des troupes et à ceux des navires qui viendront se ravitailler dans le port d'Obock. Au double point de vue des légumes et de la viande, Obock est donc infiniment supérieur à Aden, où rien ne peut pousser à cause de l'excessive rareté

des pluies. Plusieurs années s'écoulent souvent sans qu'il tombe à Aden une seule goutte d'eau.

Par sa situation à la sortie de la mer Rouge, Obock se trouve à la fois sur le passage des nombreux navires qui viennent d'Europe à destination des mers de l'Inde ou de l'Océan Pacifique et de ceux qui, après avoir touché les différentes côtes baignées par ces mers, regagnent leur port d'attache.

Aden est actuellement le point de relâche de tous les navires qui pénètrent dans la mer Rouge ou qui en sortent ; mais le jour où ils seraient assurés de trouver à Obock des vivres frais, de l'eau douce en quantité, du charbon, un port spacieux et bien abrité, notre colonie deviendrait une très-dangereuse concurrente pour sa voisine. Quoi qu'il en soit, Obock est notre seul établissement dans ces parages, et nous verrons plus loin quelle importance il peut acquérir au point de vue militaire.

Si la baie de Tadjourah ne peut pas devenir une colonie agricole, il est possible d'y créer un centre commercial d'une importance considérable. Au delà des territoires Danakils, se trouvent, en effet, des contrées d'une grande richesse : le Choa et le pays des Gallas. Nous allons dire quelques mots de ces deux pays :

Le Choa. — Comme toute l'Abyssinie, le Choa est un pays montagneux, très élevé au-dessus du niveau de la mer. Il jouit d'un climat presque tempéré ; il est arrosé par deux grands fleuves, le Nil Bleu et l'Aouache, et par un grand nombre de cours d'eau ; son sol est très fertile, et il possède, dit-on, des mines d'une grande richesse. Il existe deux saisons de pluies, et l'on fait deux récoltes par an. Cependant, malgré les conditions météorologiques si favorables dans lesquelles il se trouve, malgré sa richesse et sa fertilité, le Choa ne doit pas être considéré comme un centre commercial d'une grande importance.

Sa population n'est pas très considérable (1 500 000 habitants environ) ; elle ne tire d'Europe que des armes et des vêtements, en échange desquels elle ne peut nous offrir que de l'ivoire et une petite quantité de café. Les habitants sont beaucoup plus guerriers que travailleurs ; leur terre produit trop facilement, sous un climat d'une grande douceur, tout ce dont ils ont besoin, pour qu'on puisse espérer les pousser aisément à faire rendre à leur sol tout ce qu'il serait capable

de produire. Le café, la canne à sucre, le cotonnier, les céréales de toutes sortes, la vigne, etc., y viennent admirablement; mais il ne faut pas compter tirer du Choa des quantités de ces produits suffisantes pour alimenter un commerce important. D'un autre côté, le trajet à faire, pour atteindre le Choa par la route de Tadjourah à Ankobar, est trop long, trop difficile et par conséquent trop coûteux, pour qu'il soit possible d'exploiter par cette voie, au profit de l'Europe, les productions agricoles du Choa.

Malgré le peu d'importance des produits commerciaux de l'Abyssinie et du Choa, ces pays n'en ont pas moins attiré, depuis un demi-siècle, l'attention des plus grandes nations de l'Europe. La France et l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne, la Russie elle-même ont jeté sur ces pays un œil d'envie, et, depuis quelques années, missions sur missions se succèdent dans le Choa et dans les royaumes septentrionaux de l'Abyssinie. Je dois rappeler d'abord les deux voyages de Rochet d'Héricourt dans le Choa, en 1839 et 1842, voyages pendant lesquels il obtint de Sahlé Salassie un traité politique et commercial qui accordait aux Français le droit de « commercer dans tout le Choa », d'y « acheter des maisons et des terres », et de « revendre ou disposer de ces mêmes propriétés ». Quoique ce traité n'ait pas été appliqué, tout permet de croire que le roi actuel du Choa n'en repousserait pas l'exécution. Vers la même époque, l'Angleterre envoyait dans le Choa un ambassadeur entouré d'une grande pompe, le capitaine Harris, dont Rochet d'Héricourt raconte les déboires. A une époque toute récente, plusieurs Français, parmi lesquels nous nous bornons à citer MM. Denys de Rivoire et Soleillet¹, puis un ingénieur allemand, M. Reuter, ont formé d'importants projets de colonisation du Choa, et j'ai à peine besoin de rappeler le voyage en ce pays du marquis Antinori et du comte Antonelli, dont les Italiens espèrent tirer les plus grands profits².

1. Voyez : DENYS DE RIVOIRE, *Les côtes de la mer Rouge*. — SOLEILLET : *Voyage en Abyssinie*.

2. Au moment où nous corrigeons les épreuves de cette page, une dépêche du consul d'Italie à Aden annonce officiellement le massacre de toute la mission italienne conduite par M. Pozzo. La nouvelle a été apportée par un soldat de l'escorte qui a pu s'échapper. Ce massacre a eu lieu à Arbad entre Zéilah et Dshaldessa. Tous les membres de la mission, y compris deux domestiques européens, ont été tués. L'escorte indigène a été faite prisonnière.

L'Abyssinie et le Choa sont, en effet, destinés, par la douceur de leur climat, par la fertilité de leur sol et par l'abondance relative de la main d'œuvre, à devenir tôt ou tard de puissantes colonies européennes. Jusqu'à ce jour, les nations de l'Europe se sont surtout préoccupées de rechercher des débouchés pour leurs produits industriels. Le jour n'est pas éloigné où elles devront songer, dans une plus large mesure, aux colonies agricoles. La main-d'œuvre européenne devient, dans les campagnes, chaque jour plus chère; les ouvriers se précipitent avec d'autant plus d'ardeur vers les villes et vers les usines qu'ils sont plus instruits et plus civilisés, partant plus avides du bien-être et des plaisirs que, seules, les grandes agglomérations d'hommes peuvent procurer. D'un autre côté, si notre climat se prête admirablement au travail de l'homme, il est moins favorable à la végétation des plantes alimentaires que ne le sont certains climats plus chauds et plus humides de l'Afrique et de l'Asie. Il faut donc s'attendre à ce que les nations de l'Europe soient de plus en plus condamnées à aller dans les régions tropicales chercher les céréales dont elles se nourrissent et qu'elles distillent pour en retirer de l'alcool; il faut s'attendre à voir les nations européennes se précipiter de plus en plus vers les régions où les céréales poussent vite et abondamment et où la main-d'œuvre, fournie par des races inférieures, est encore à vil prix.

Parmi ces régions l'Abyssinie, et le Choa sont les plus favorisées. Toutes les variétés de blé, de maïs, de mil, de sorgho, y donnent deux récoltes par an; la canne à sucre y devient magnifique; la vigne y donne des fruits excellents et fournirait de très bon vin, etc.; enfin, le climat permet à l'ouvrier d'y vivre et d'y travailler sans plus d'inconvénients que dans le midi de la France, l'Italie et l'Espagne. Dans ces conditions, on peut prédire sans crainte à l'Abyssinie et au Choa un avenir de civilisation et de travail supérieur à la période la plus brillante de leur passé, sinon égale au présent des nations les plus favorisées. Le seul obstacle que ces pays rencontrent à leur avenir est l'isolement dans lequel les placent les déserts qui les entourent; mais c'est là un obstacle que la civilisation renversera le jour où le besoin s'en fera réellement sentir. En attendant, chaque nation européenne doit se préoccuper de prendre possession des points qui lui permettront d'entrer

le plus aisément et le plus rapidement en relations avec ces riches contrées.

A ce point de vue, l'occupation par la France du golfe de Tadjourah ne peut être vue qu'avec plaisir pour tous ceux que préoccupent les intérêts de notre pays. La route de Tadjourah à Ankober est, en effet, la plus directe de toutes celles qui aboutissent au Choa.

Le Pays des Gallas. — Le Harrar. — Pour le moment, les relations commerciales d'Obock doivent être cherchées, si nous en croyons tous les rapports de nos agents consulaires, non pas du côté du Choa, mais dans le pays des Gallas, et c'est particulièrement vers la ville d'Harrar, centre commercial de ce vaste pays, qu'il importerait de diriger nos produits.

Nous avons déjà rappelé que le pays situé au sud du golfe de Tadjourah, sur les bords du golfe d'Aden, est occupé par les tribus Somalis. C'est sur leur territoire que se trouvent Zéila et Berbera; elles s'étendent jusqu'au voisinage du cap Guardafui, mais elles ne pénètrent pas profondément dans l'intérieur, refoulées qu'elles sont sur les côtes par les tribus Gallas qui entourent le Choa au nord et à l'ouest et qui s'étendent jusque vers l'océan Indien, au sud du cap Guardafui. Le territoire des Somalis est séparé, au nord, de celui des Gallas, par un plateau montagneux aussi aride que la côte. Les Somalis sont soumis, on le voit, à des conditions climatologiques analogues à celles que subissent les Danakils: aussi leur manière de vivre est-elle semblable; ils sont très belliqueux et n'ont d'autre industrie que la conduite des caravanes de Berbera et de Zéila, et l'élevage de troupeaux de bœufs, de moutons, de chèvres et de chameaux. Les Gallas, au contraire, habitant une région dont l'altitude est beaucoup plus considérable, dont la température est moindre, et qui est arrosée par des pluies assez fréquentes, s'adonnent à peu près exclusivement aux travaux agricoles.

La plus grande partie des tribus Gallas vivent dans une indépendance absolue. Mais, depuis une dizaine d'années, les Égyptiens ont occupé la ville de Harrar, jusqu'alors tout à fait indépendante et ils ont soumis à leur domination, ou plutôt à leurs vexations, les tribus établies au voisinage de cette ville. Les terres par eux conquises furent déclarées propriétés du sultan, et les anciens grands propriétaires Gallas, sommés d'avoir à embrasser le mahométisme, durent

racheter les terres de leurs ancêtres. Ceux qui n'acceptèrent point ces dures conditions furent dépouillés, ruinés; plusieurs moururent dans les fers. Les autres n'eurent pas à se féliciter de leur soumission; à part quelques-uns qui servent d'instrument à la domination égyptienne, tous, chaque année, sont ruinés par le fisc. Les terres par eux rachetées leur sont souvent enlevées en partie et soumises à de nouvelles ventes. Le peuple est également pressuré de la façon la plus odieuse et se voit enlever par le fisc la plus grande partie des produits de son travail. De ce déplorable état de choses il est résulté, pour la partie du territoire Galla soumise à l'Égypte et englobant le pays de Harrar, l'anéantissement de l'ancienne autorité qu'avaient les chefs de tribus, l'émiettement de la propriété sans profit pour les indigènes, l'appauvrissement de tous et l'exil volontaire de tout individu important ou qui pourrait exercer quelque influence. La crainte et la misère ont entravé tout progrès matériel et social. En résumé, la situation des Gallas, comme aussi celle des Harraris et des Somalis est peut-être plus déplorable que celle des fellahs d'Égypte.

Cela ne s'applique, bien entendu, qu'aux tribus placées dans le voisinage de la ville de Harrar et soumises à l'action directe des Égyptiens.

Celles qui vivent davantage dans l'intérieur sont plus libres et plus tranquilles. Elles ont cependant encore à redouter les incursions annuelles des habitants du Choa. Rochet d'Héricourt, Combes et Tamisier nous ont conservé le récit de ces battues sanglantes dans lesquelles les guerriers Choas, excités par les courtisanes qui suivent les armées, pillent tous les villages dont ils parviennent à s'emparer, mutilent les hommes et les enfants, enlèvent les jeunes filles et les garçons, qu'ils vendent ensuite aux marchands d'esclaves. En réalité, les Gallas travaillent beaucoup plus pour les Égyptiens et les Abyssiniens que pour eux-mêmes.

Quant aux Hararris, leur territoire ne comprend que la ville de Harrar. Celle-ci compte environ 35 à 40 000 habitants, au plus 50 000 avec sa banlieue, qui a 5 à 6 kilomètres de diamètre. Elle est située à environ 350 kilomètres de la côte, à quelques heures de la limite du territoire des Somalis et à une altitude d'environ 1600 mètres. Sa banlieue est d'une grande richesse. La culture dominante est celle du caféier, qui couvre la plus grande partie du pays et qui donne des

produits tout à fait supérieurs. Le célèbre café que l'on cultive à Moka est en effet originaire de Harrar. La population est d'origine éthiopienne ; elle n'a aucune affinité de race ni de langage avec les populations Gallas et Somalis qui l'englobent. Avant l'occupation égyptienne qui s'est faite en 1875, les Hararis n'étaient jamais sortis de leur ville ; ils naissaient et mouraient dans ses murs ; étant presque constamment en guerre avec les Gallas, ils ne s'aventuraient jamais en dehors de leurs limites, se bornant à les défendre, ou se réfugiant dans la ville, protégée par une épaisse muraille percée de cinq portes et flanquée de tours de distance en distance.

Les Harraris ne supportent que très difficilement l'occupation égyptienne, bien qu'ils aient provoqué cette occupation. Sous leur dernier émir Mohamed, en effet, il n'y avait même plus de sécurité dans les jardins qui entourent la ville, à cause des incursions constantes des Gallas. Ce fut alors qu'une partie des notables de Harrar se donnèrent en sous-main au gouvernement égyptien ; celui-ci fit débarquer des troupes à Tadjourah et alla occuper la ville sans résistance. Les Harraris regrettent aujourd'hui amèrement leur ancienne situation, qui était bien moins lourde à supporter que la nouvelle. Accablés d'impôts, souvent volés et maltraités, ils aspirent aujourd'hui à l'occupation de leur pays par une puissance européenne quelconque.

Tous les témoignages concordent pour représenter la population de Harrar comme la plus commerçante de toute la région qu'occupent les tribus des Gallas et des Somalis. Les Harraris font passer entre leurs mains à peu près tous les produits commerciaux du Choa et des Gallas, qui sont dirigés vers le golfe d'Aden, tandis que le pays des Gallas fournit la presque totalité de ces produits. C'est donc vers le pays des Gallas et vers le territoire de Harrar que doivent être particulièrement dirigés les efforts d'expansion de notre colonie d'Obock et de Tadjourah¹.

1. Les produits d'exportation du Harrar, malgré toutes les entraves que l'administration égyptienne apporte aux transactions commerciales, se chiffrent annuellement par 25 et 30 millions, d'après le relevé des douanes de Harrar pendant ces cinq dernières années.

Les principaux produits sont : le café, qui se cultive sur une vaste échelle, qui est originaire du pays et bien supérieur au moka ; les peaux de chèvres et de bœufs, en grande quantité ; la cire, le musc, l'or en poudre, l'encens,

Les routes commerciales en Abyssinie, en Choa et en Harrar. — Il nous reste à déterminer, par un examen attentif des conditions topographiques dans lesquelles se trouvent nos établissements, s'il est possible d'espérer que le courant commercial du pays Galla et du Harrar puisse être détourné, en totalité ou en partie, vers la baie de Tadjourah. Pour cela nous devons étudier successivement chacune des routes qui mettent actuellement l'Abyssinie et le territoire des Gallas en relation avec le commerce européen, et celles qu'il serait possible de créer.

Nous ne dirons rien d'une route qui reliait l'Abyssinie à l'Égypte. Le Nil, il est vrai, traverse les deux pays, mais de trop vastes et trop arides déserts les séparent et le Nil est trop semé d'obstacles divers pour qu'il soit possible d'espérer qu'il serve jamais ni à faire remonter les produits de l'Europe jusqu'en Abyssinie, ni à faire descendre en Égypte les produits de l'Abyssinie. Ces derniers ne peuvent pénétrer dans le grand courant commercial des nations civilisées que par la mer Rouge d'une part, par le golfe d'Aden ou la mer des Indes de l'autre. Massaouah, Zulla (dans la baie d'Adulis), Amphila, Edd et Assab sont les seuls points de la mer

l'ivoire en quantité, et beaucoup d'autres produits qui n'ont pas été exploités jusqu'aujourd'hui, mais qui feront certainement l'objet d'un commerce très étendu lorsque les Européens auront pénétré dans l'intérieur et ouvert une route facile vers Obock. Je citerai le coton, qui pousse en abondance sur toute la surface du pays Galla; la vanille, que les indigènes ont déjà commencé à cultiver et qui donne les meilleurs résultats. On peut y faire également l'élevage des vers à soie; les mûriers sont très communs et le climat s'y prête admirablement.

Les produits d'importation sont les toiles et les cotonnades, les verroteries, les soieries, la quincaillerie, les sucres, les bougies, le pétrole, le riz, etc.

Toutes ces marchandises s'importent en grande quantité, le prix de transport par chameaux ne s'élevant pas à plus de 0 fr. 27 centimes par kilogramme. Toutes ces marchandises peuvent en supporter le fret; il n'en est pas de même pour le Choa, où le prix du kilogramme transporté revient en moyenne à 1 fr. 50; de plus, les Harraris et les Gallas sont des peuplades se prêtant merveilleusement à l'usage des produits européens; en introduisant chez elles des choses usuelles, elles se créeront des besoins et offriront à notre industrie nationale un débouché considérable.

Le Harrari est surtout commerçant et le Galla n'est que cultivateur. C'est un peuple attaché à la terre, doux, travailleur, devant son aisance à son amour du travail et à la fertilité exceptionnelle de son sol.

La monnaie ayant cours au Harrar et chez les Gallas, est le thaler de Marie-Thérèse, la piastre, tarif égyptien, et la roupie indienne; mais ils s'assimilent facilement toutes les monnaies que l'on introduit dans le pays, dès qu'ils en connaissent la valeur, et la monnaie française pourrait facilement y avoir sa place à côté des autres, citées plus haut. »

Rouge qui aient été, jusqu'à ce jour, considérés comme susceptibles de servir de ports d'échanges entre les produits de l'Abyssinie et ceux de l'Europe, ou qui aient déjà joué ce rôle. Arkiko et Massaouah n'étant séparés des montagnes de l'Abyssinie que par un désert d'une vingtaine de lieues, ces points sont généralement considérés, depuis une époque reculée, comme les plus propices à l'établissement de comptoirs européens.

C'est de là que partent la plupart des voyageurs se dirigeant vers l'Abyssinie; c'est là aussi qu'aboutissent une grande partie des produits de ce pays. Mais, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le nord de l'Abyssinie ne fournit à peu près aucun des objets demandés par le commerce européen; ces derniers viennent du Choa et surtout du pays des Gallas; il faut donc qu'ils traversent l'Abyssinie tout entière, du sud au nord, pour atteindre Gondar et Adoua, d'où ils sont dirigés vers Massaouah. Or, l'Abyssinie est à peu près entièrement dépourvue de routes, ses fleuves ne sont pas navigables et son sol montagneux offre des difficultés de toutes sortes au transport des marchandises. La route de Massaouah ne peut donc pas être considérée comme destinée à un avenir sérieux, du moins pour ce qui concerne les produits de l'Abyssinie; elle est meilleure peut-être pour les produits venant de Keren, de Kassala et même de Kartoum.

Les produits de l'Abyssinie ont autrefois suivi la route d'Adoua, dans le Tigré, à Zulla, port de la baie d'Adulis, en passant par Halaye et par le col de Taranta. Cette route n'est ni plus longue ni plus pénible que celle de Massaouah; mais l'ancien port d'Adulis, malgré les conditions excellentes de son mouillage et l'abondance relative de l'eau douce, est, depuis longtemps, tout à fait abandonné. Cette route offrirait d'ailleurs, au point de vue des produits du Choa et du pays des Gallas, le même inconvénient que celle de Massaouah, celui d'obliger toutes les marchandises à traverser l'Abyssinie, du sud au nord, dans les conditions les plus défavorables et en payant une série de droits de douane qui augmenteraient singulièrement leur prix de revient.

Une troisième route a été suivie par les produits de l'Abyssinie, c'est celle qui va d'Adoua à Amphila ou à Edd, sur les bords de la mer Rouge, en passant à travers le désert des Taltals. Elle est aujourd'hui tout à fait abandonnée par les caravanes, à cause de la férocité des Taltals. Ajoutons

que le port d'Edd est trop mauvais pour qu'on puisse lui voir jamais acquérir quelque importance. Enfin, les Italiens, en s'emparant de la baie d'Assab, ont caressé le projet de déterminer un courant commercial entre ce port et le Choa, à travers le désert des Adels et le pays d'Aoussa. Récemment même, le comte Antonelli a pu conduire une caravane par cette voie¹. Mais il suffit de jeter les yeux sur une carte pour se rendre compte du peu d'avenir de cette route. Elle est beaucoup plus longue et plus pénible que celle d'Ankober à Tadjourah, et cette dernière lui sera par conséquent toujours préférée. Quant à essayer d'établir une route directe entre Assab et l'Abyssinie, à travers le désert des Adels, il n'y faut pas songer, à cause de l'impossibilité de franchir les montagnes qui forment la barrière entre les plaines des Adels et les plateaux de l'Abyssinie.

En résumé, les seuls ports de la mer Rouge qui puissent servir de terminus à une route commerciale de l'Abyssinie sont Massaouah et Adulis, Massaouah chaque jour plus prospère, Adulis entièrement abandonné depuis de nombreux siècles; mais nous ne pensons pas que ni l'un ni l'autre continueraient à recevoir les produits du Choa et des Gallas si l'on se mettait en peine d'établir entre le golfe d'Aden et ces pays une voie sûre et commode qui serait en même temps plus courte.

Actuellement, la route la plus fréquentée entre le Choa et les Gallas, d'une part, et le golfe d'Aden, de l'autre, est celle d'Ankober à Harrar et à Zéila, mais il serait facile de lui faire une concurrence très importante à l'aide de routes qui relieraient, d'une part Ankober, et de l'autre Harrar, à la baie de Tadjourah. La route de Harrar à Zéila est plus longue que celle de Harrar à Tadjourah; elle est aussi beaucoup plus pénible, à cause de la nécessité dans laquelle on se trouve de traverser la barrière montagneuse, aussi nue et aussi aride que le désert, qui s'élève entre le pays des Somalis et les territoires des Gallas².

Quant à la route qui relie Tadjourah au Choa en passant

1. Voyez sur ce sujet : *El viaggio di Antonelli et Ragazzi allo Scioa*, in *Bollettn della Società geographica italiana*, déc. 1884, p. 914.

2. Cette route a été décrite récemment, avec des détails intéressants, par M. Giuletti, qui éclaire son itinéraire à l'aide d'une bonne carte (*Bollet. della Societ. geograph. Italiana*, série 2, t. VI, p. 425).

par Sagallo, Bursam, le lac Assal, le torrent de Kalm et la plaine de Guyade jusqu'à l'Aouache, qui borde le Choa, elle est à la fois plus courte et beaucoup moins pénible que la précédente. Les seules difficultés de terrain qu'elle présente se trouvent au voisinage du lac d'Assal, mais tout le reste de son étendue se déroule dans la plaine; celle-ci est déserte et brûlante, il est vrai, mais plus facile à traverser que les montagnes, non moins arides et chaudes, du pays des Somalis.

Sans exagérer la valeur commerciale de notre colonie d'Obock, nous pensons qu'elle est susceptible d'acquérir à ce point de vue une importance réelle; il est certain, d'ailleurs, que sa situation est aussi bonne que celle de Zéila et qu'elle est infiniment préférable à celle d'Assab.

Le rôle maritime et militaire d'Obock. — D'autres avantages plus immédiats résultent pour la France de l'occupation de cette colonie. Obock est le seul port français qui existe entre les côtes de la Méditerranée et nos possessions de la mer des Indes et de la mer de Chine. Jusqu'au moment de la prise de possession d'Obock, nos marins ont dû aller faire du charbon, de l'eau, et des vivres à Aden. Or, les sommes versées de ce chef entre les mains du commerce anglais s'élèvent à plus de cinq cent mille francs par an.

Ajoutons que nos navires ne sont pas toujours certains de pouvoir se ravitailler à Aden. Pendant la guerre de 1870 ce port nous a été fermé; le gouvernement anglais y a mis en application à notre égard *l'Enlistment act* en ce qui concerne le charbon.

Une semblable situation ne pouvait être prolongée sans de graves inconvénients. Il était nécessaire que nos navires des mers de l'Inde et de la Chine fussent assurés de trouver en tous temps, à la porte de la mer Rouge, l'eau, le charbon, les vivres qui leur sont nécessaires. Tout cela leur est assuré par la possession d'Obock.

Au point de vue politique, notre nouvelle colonie d'Obock présente également des avantages incontestables. Indépendamment de l'influence qu'elle ne manquera pas de procurer à notre pays sur les riches contrées dont elle est voisine, elle nous assure, par le cap Doumeirah, qu'on pourrait fortifier au besoin, le libre passage dans le détroit de Bab-el-Mandeb, dont ce cap forme la limite méridionale, du côté de l'Afrique.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons qu'approuver la série de traités conclus, pendant ces derniers temps, par le commandant français d'Obock, M. le commandant de cercle Lagarde.

Un simple coup d'œil, jeté en arrière sur l'histoire politique de notre nouvelle colonie, suffira pour montrer l'importance de ces actes et pour mettre en lumière la sagacité de celui qui a su les accomplir sans autre moyen d'action que sa patiente énergie et son intelligence.

La première idée de la création d'une colonie française à Obock appartient à un Français de cœur qui a été assassiné dans la baie de Tadjourah, M. Henri Lambert, alors vice-consul de France à Aden, et frère de ce Joseph Lambert, qui, vers la même époque, tentait de donner Madagascar à la France. En 1858, après plusieurs démarches habiles faites auprès du sultan de Tadjourah et du roi de Choa, Henri Lambert pouvait offrir à la France, à la fois, le territoire de Tadjourah et le renouvellement ou la confirmation du traité conclu en 1848, entre Louis-Philippe et Sahlé Salassie, roi du Choa, par les soins de M. Rochet d'Héricourt.

D'abord favorable à ces deux opérations, le gouvernement impérial se montrait bientôt hésitant et le rôle de Lambert était supprimé par l'assassinat mystérieux dont il était victime, le 4 janvier 1859, près des îles Mushah, à l'entrée du golfe de Tadjourah.

Ainsi que nous l'avons dit déjà, c'est à M. Fleuriot-Delangle que revient le mérite d'avoir de nouveau soulevé la question du golfe de Tadjourah, établi les qualités nautiques du port d'Obock, renoué les relations avec les chefs de la côte et préparé la conclusion du traité du 11 mars 1862 qui nous donnait la possession du port d'Obock et celle de tout le territoire situé entre les montagnes et les bords du golfe, depuis Ras Doumeiah jusqu'à Ras Ali. C'est seulement en 1883 que la France a pris officiellement possession d'Obock.

Réduite aux limites qui lui étaient données par le traité de 1862, la colonie d'Obock ne pouvait servir à la France que comme dépôt de charbon et comme point militaire à la sortie du détroit de Bab-el-Mandeb; tout avenir commercial lui était interdit puisqu'elle était enclavée entre des territoires qui la séparaient des seuls points où existent des centres commerciaux, le Harrar et le Choa. Obock était

d'ailleurs situé trop loin du fond du golfe de Tadjourah dans lequel aboutissent les routes du Harar et du Choa. C'est ce que comprirent, non seulement le commandant d'Obock, mais encore tous les agents de la France qui connaissent le pays.

Pour que la colonie pût espérer en un avenir commercial quelconque, il était de toute nécessité qu'elle s'étendît jusqu'au fond du golfe et même qu'elle fût assurée de la route qui conduit au Choa. A travers des obstacles de diverses natures, et après avoir vaincu plus d'une résistance ouverte ou cachée, le commandant Lagarde a pu obtenir successivement une série de traités qui réalisent pleinement l'objectif dont nous venons de parler et que le Gouvernement s'est, avec raison, hâté de ratifier. Ces traités nous ont donné le territoire de Tadjourah, celui d'Ambabo, celui de Sagallo, puis celui du Gubbet-Karab, qui entoure le fond de la baie.

II. — MAYOTTE. — LES COMORES

Après la sortie de la mer Rouge, le cap Guardafui franchi, si nous descendons le long de la côte orientale d'Afrique, nous rencontrons successivement du nord au sud : 1° notre établissement de Mayotte dans les Comores, à l'entrée du canal de Mozambique; à 60 lieues à l'est, nous trouvons Madagascar; puis, plus à l'est encore, la Réunion; enfin sur les flancs de la grande île, Nossi-Bé à l'est et Sainte-Marie de Madagascar à l'ouest. Toutes ces terres sont les restes d'un continent probablement très étendu dans l'Océan Pacifique qui s'est affaissé ne laissant qu'un petit nombre de sommets.

Ce groupe d'îles commande la route de tous les navires qui remontent du cap de Bonne-Espérance vers la mer des Indes ou l'Océan Pacifique et assure à la France une prépondérance et une autorité sans conteste sur toute la côte orientale du continent africain.

Géographie physique de Mayotte. — L'île de Mayotte est située, comme nous l'avons dit, dans le canal de Mozambique, au sud-est de l'archipel des Comores dont elle fait partie. Elle a la forme d'une petite île allongée dans la direction du nord au sud, ayant dans sa plus grande dimension une étendue de 40 kilomètres sur 8 à 14 de largeur.

Dans toute sa longueur, elle est traversée par une chaîne de montagnes au sommet desquelles on voit seulement quelques arbres rabougris et dont les flancs recèlent des sources formant des ruisseaux qui, au moment des pluies, deviennent de véritables torrents¹.

Ses bords sont hérissés de caps abrupts qui dessinent un grand nombre de petites baies, parmi lesquelles on rencontre des mouillages nombreux et sûrs. Nous citerons, en particulier, à l'est, la rade de Dzaoudzi, chef-lieu de la colonie, où les navires sont, en toute saison, à l'abri du vent; au nord celle de Lougoni; à l'ouest, celles de Soulou, de Chingoni et de Boëni, cette dernière la plus vaste de toutes.

Autour de l'île existe une ceinture de récifs découverts à marée basse et entremêlés de petits îlots couverts de verdure; les plus importants de ces derniers sont Bandély, Pamanzi, M'zambourou, les Ajangua et Bouzi.

La superficie totale de Mayotte, en y comprenant les petites îles que nous venons d'énumérer, est de 37 000 hectares, celle de Mayotte seule est de 35 000 hectares.

Nous avons dit que Dzaoudzi est le chef-lieu de la colonie, il a été choisi en raison de sa salubrité et de sa rade. C'est un village de 70 habitants situé sur un îlot isolé réuni à l'île Pamanzi, à l'est de Mayotte, par une étroite jetée; sur la côte en face se trouve le village de Pamanzi qui compte 500 habitants environ. Le chef-lieu commercial de Mayotte est M'Sapéré qui compte 900 habitants; nous devons citer encore Mamoutzou avec une population de 150 habitants et Chingoni qui en a 200.

Le climat. — L'île Mayotte est assez salubre, sauf sur quelques points qui sont marécageux; sa température moyenne est de 25° 25; elle est située dans la zone des vents réguliers et les ouragans y sont inconnus. Au point de vue météorologique, on y distingue deux saisons bien marquées : l'une, la saison des pluies et des chaleurs, commence en octobre ou en novembre pour finir en avril ou en mai; l'autre, plus clémente et plus douce, dure de mai à octobre.

Les cultures. — La seule culture productive de Mayotte est la canne à sucre. Elle a donné autrefois un rendement de 3000 à 5000 kilogrammes à l'hectare, mais sa valeur a beau-

1. Quelques-uns de ces pics sont assez élevés : par exemple le mont Mavégani, 660 mètres; le pic d'Ouchongui, 642 mètres; le mont M'Sapéré, 560 mètres.

coup diminué. Ici, — comme à la Réunion, nous le verrons plus loin, — les procédés de culture sont restés ce qu'ils étaient au début de l'exploitation. Les engrais y sont inconnus. Par surcroît, le sucre de canne a subi une dépréciation considérable qui a provoqué une crise telle dans notre possession que les colons se demandent, non sans effroi, s'il ne faudra pas bientôt renoncer à une culture qui a enrichi leurs devanciers.

Déjà on a tenté de créer des vanilleries qui ont donné de bons résultats; des essais de culture de ricin, d'aloès, de cacao et de coton ont eu lieu, mais ils durent depuis trop peu de temps pour qu'on puisse juger de leur valeur commerciale.

La population. — La population autochtone de l'île est de 9000 âmes environ, elle fournit un très petit nombre de travailleurs à l'agriculture. Cependant, à l'époque de la coupe de la canne, on recrute assez facilement pour ce travail quelques centaines d'indigènes. Les Maharis fuient tout travail régulier et suivi; sans besoins, ou avec des besoins très bornés, comme la plupart des races tropicales, ils vivent misérablement d'un peu de riz ramassé sur les terres mises à leur disposition par l'autorité locale¹.

Aussi, la nécessité de l'immigration est-elle affirmée par tous les colons de Mayotte, à cause de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent d'employer les indigènes de l'île. C'est dans la Grande-Comore que Mayotte recrute actuellement ses travailleurs. Nous reviendrons sur cette question dans un autre chapitre de ce livre.

1.

POPULATION BLANCHE DE MAYOTTE.

NATIONALITÉ.	HOMMES.					FEMMES.					Hommes.	Femmes.	Total général.
	Enfants au-dessous de 14 ans.	Célibataires au-dessus de 14 ans.	Hommes mariés.	Veufs.	Total.	Enfants au-dessous de 14 ans.	Filles au-dessus de 14 ans.	Femmes mariées.	Veuves.	Total.			
Français.	20	80	35	7	142	16	19	27	9	71	142	71	213
Anglais.	»	1	1	»	2	»	»	»	»	»	2	»	2
Portugais.	»	1	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	1
Totaux. . .	20	82	36	7	145	16	19	27	9	71	145	71	216

Le commerce. — Le commerce de Mayotte est presque entièrement entre les mains des Indiens, qui reçoivent par des boutres de Zanzibar et de Bombay les toiles et autres objets nécessaires aux indigènes. Toutes ces marchandises sont d'origine allemande, américaine et anglaise; elles entrent en franchise. La part de la France dans le commerce d'importation de l'île est peu considérable; nous y envoyons surtout quelques machines, des vivres, des vins et autres boissons, des objets d'habillement, du savon, etc., à l'usage des Français peu nombreux qui y sont établis. L'île de la Réunion importe à Mayotte pour des sommes élevées, des machines, des sacs de vacoa, du riz décortiqué de l'Inde et des vivres et boissons de toute nature. C'est de Mada-

MOUVEMENT DE LA NAVIGATION EN 1879 ET 1883.

NATIONALITÉ.	ANNÉE.			
	1879		1883	
	Nombre de navires.	Tonnage.	Nombre de navires.	Tonnage.
ENTRÉES.				
Français.	59	4,591 03	42	8,239 11
Anglais.	28	14,237 »	16	1,300 77
Portugais	»	» »	1	41 »
Danois	»	» »	»	» »
Arabes.. . . .	55	2,040 »	56	1,654 44
Indiens.	2	213 »	2	141 25
Malgaches.	»	» »	»	» »
Totaux.	144	21,081 »	117	11,376 57
SORTIES.				
Français.	61	5,289 81	41	7,493 58
Anglais.	37	13,958 »	15	1,077 93
Portugais.	»	» »	1	41 »
Danois.. . . .	»	» »	»	» »
Arabes.. . . .	49	1,722 »	60	1,780 39
Indiens.	2	213 »	2	197 45
Malgaches.	»	» »	»	» »
Totaux.. . . .	149	21,182 81	119	10,590 35

gascar, que viennent les bœufs et le riz qui forment la base de l'alimentation des habitants de Mayotte.

Il est fabriqué annuellement à Mayotte 3000 tonneaux de sucre et de 80 à 90 000 litres de rhum; Tout le sucre est expédié en France avec 35 ou 40 000 litres de rhum, il en est exporté 15 000 litres environ à Madagascar. La récolte annuelle de la vanille est évaluée à 2000 kilogrammes, qui sont expédiés en Europe.

Les relations. — Cette colonie est en communication avec la métropole d'une façon régulière par le paquebot qui vient tous les 28 jours de la Réunion en passant par Tamatave, Sainte-Marie et Nossi-Bé, se rendant à Zanzibar, et qui correspond avec les paquebots des Messageries maritimes qui touchent à Saint-Denis. Outre ses communications régulières avec la Réunion, l'île de Mayotte est visitée par quelques navires à voiles de cette colonie qui viennent apporter du riz. Des boutres venant de Nossi-Bé et de Madagascar touchent constamment à M'Sapéré, Pamanzi et sur les autres points commerçants de l'île. Les relations avec Zanzibar en dehors du paquebot sont assez fréquentes par les boutres, et assurent à notre colonie des débouchés importants.

III. — NOSSI-BÉ

Géographie physique. — Notre possession de Nossi-Bé est située dans le canal de Mozambique, sur la côte nord-ouest de Madagascar, au nord et immédiatement à l'entrée de la baie de Passandava; elle est tellement rapprochée de la presqu'île d'Ambatouvé, sur la grande terre, qu'une petite embarcation peut s'y rendre en quelques heures. Elle est comprise entre les parallèles de $13^{\circ}10'44''$ et $11^{\circ}24'46''$ sud et entre les méridiens de $45^{\circ}53'47''$ et $46^{\circ}04'32''$ à l'est de Paris. Cette île a la forme d'un quadrilatère irrégulier, prolongé au nord par la presqu'île de Navetzy et au sud par celle de Loucoubé. Dans sa plus grande longueur elle a 22 kilomètres et sa plus grande largeur atteint 15 kilomètres. Sa superficie est de 20 300 hectares.

A la pointe Loucoubé, le sol est découpé par de profonds ravins laissant voir sous le sol végétal un granit à gros grains de quartz mêlé de larges paillettes de mica et formé d'un feldspath gris ou légèrement rosé; la pres-

qu'île de Navetzy est constituée par des grès quartzeux, très régulièrement stratifiés ; le reste de l'île se compose exclusivement de trachytes et de basalles, alternant avec des conglomérats ou des tufs produits par des éruptions sous-marines et recouverts en dernier lieu par des couches arénacées très particulières.

On distingue sur le territoire de Nossi-Bé trois groupes de montagnes parfaitement distincts : 1° celui du centre ; 2° celui de Navetzy ; 3° celui de Loucoubé. Le premier présente un point culminant, Tany-Latsaka (terre tombée), qui a à peine 500 mètres d'élévation, et d'où partent les chaînes secondaires ou plutôt les mornes ; le second, situé au nord de l'île, se compose d'une chaîne de montagnes étendues dans la direction nord et sud, taillées à pic du côté de l'ouest et s'abaissant moins brusquement du côté de Navetzy. Cette chaîne est interrompue par une grande coupée où coule le Dzamarango ; le troisième groupe est représenté par le morne Loucoubé, piton granitique d'environ 450 mètres de hauteur, creusé de ravines profondes et couvert d'une magnifique végétation. Ce sommet, qui s'aperçoit à une distance de 12 ou 15 lieues, est entièrement boisé et renferme dans sa partie sud des forêts de haute futaie ; seule, sa partie ouest a été mise à nu par des défrichements par le feu. Outre ces trois groupes de montagnes, on voit à Nossi-Bé un grand nombre de pitons isolés dont les plus élevés sont : à l'ouest, le Dzamandzar, les mornes de Tanandava et de la pointe à la Fièvre, voisins de Hell-Ville, capitale de la colonie, et, à l'est, celui de Vouririky, au pied duquel on trouve des marais à sangsues. On remarque encore les trois cratères d'Angouroukarany, sur un des plateaux inclinés de Tany-Latsaka, puis, à 3 kilomètres au nord de Hell-Ville, les cratères d'Ampombilava, désignés sous le nom de grand et de petit cratère, analogues aux puys de l'Auvergne. Sur leur versant ouest on trouve des traces d'anciennes coulées basaltiques qui s'étendent au loin dans la plaine d'Ampombilava.

Nossi-Bé est arrosée par trois cours d'eau principaux, non navigables, et par une foule de petits ruisseaux et de torrents qui parcourent les innombrables ravines dont le sol de l'île est déchiré. Ces trois cours d'eau prennent leur source dans le Tany-Latsaka. Le premier, et le plus important par la longueur, de son cours est le Djabal qui coule

dans la direction de l'ouest, passe au pied du plateau de Helle-ville et va se jeter dans la mer en traversant un marais très étendu de palétuviers, qui est une des causes d'insalubrité de Nossi-Bé. La mer le remonte jusqu'à 3 kilomètres au delà de son embouchure et le rend navigable en canot sur une certaine étendue. Les principaux affluents du Djabal sont l'Antourtour, le Sadjoua, qui parcourt une belle plaine, très fertile et très heureusement située sous le rapport climatérique, abritée qu'elle est par de hautes montagnes contre les émanations paludéennes du littoral, et enfin l'Androdoat, remarquable par une cataracte dont la hauteur peut être évaluée à 50 mètres.

Les deux autres cours d'eau qui méritent d'être cités sont l'Andriana, qui coule dans la direction du nord-est et va se jeter dans la mer au fond de la baie d'Empirègne, et l'Ankarankély, coulant vers l'est, qui se jette dans la mer à Andimakabou après avoir traversé un grand marais couvert de palétuviers.

On remarque encore quelques ruisseaux d'une certaine importance, comme le Bévoay et l'Andampy, qui se jettent dans la baie d'Ambatouzavave au sud-est; le Bémarivou et l'Ambahivahy, qui se jettent dans la baie de Fascène à l'est, le Bévalavou, le Dzamarango et l'Ankalempo, qui se déversent dans la baie de Bé-Foutaka au nord-ouest; le Manampigou, qui se jette dans la mer en face de l'île Sakatia, à l'ouest, et le Dzamandzar, qui se jettent dans la baie de ce nom, également à l'ouest.

Les eaux de la mer ont formé, presque à l'embouchure de tous les ruisseaux, mais principalement au sud-ouest et à l'est, des marais dangereux à cause de leurs émanations et qu'il sera difficile de dessécher en raison de leur étendue.

L'eau de ces ruisseaux est potable pendant toute l'année. En dehors de l'eau qu'ils fournissent, il existe à Nossi-Bé plusieurs aiguades où les bâtiments peuvent s'approvisionner avec facilité. Ce sont des filets d'eau fraîche serpentant dans les roches. On cite particulièrement les deux qui sont situés près du mouillage de Loucoubé, à l'ouest de la forêt de ce nom, dans de petites anses de sable où abordent facilement les embarcations, et une troisième, la plus abondante, qui se trouve près du mouillage de la côte sud, entre la pointe de Taffondrou et la pointe Loucoubé; cette dernière a l'inconvénient de ne pouvoir être approchée qu'à marée basse.

Enfin, à l'extrémité du village d'Andouane, qui fait suite à Hell-Ville, on a construit un château d'eau dont le réservoir alimente la ville au moyen de tuyaux en fonte qui s'étendent jusqu'à l'extrémité de la jetée du port, où les bâtiments peuvent très facilement faire leur eau en quelques heures.

Sur la partie la plus élevée des montagnes du centre de l'île se trouvent sept lacs connus sous le nom d'Amparii, formés par des cratères. Ces lacs, très profonds à leur centre, en raison de la disposition en entonnoir des cratères, sont généralement habités par des caïmans de forte taille. Deux autres lacs de même nature sont situés au pied des marais de Djabal, près de la plaine d'Ampombilava.

Les centres les plus peuplés de l'île sont : Hell-Ville, chef-lieu de la colonie et siège du Gouvernement, avec une population de 1049 habitants; Andouane, Andavakoutoukou, Ankarankély-Bé, Andimakabou, Fascène, Androdoat, et Ambanourou, le village le plus peuplé de l'île, avec 1643 habitants, et de beaucoup le plus important¹. C'est un centre

1.

POPULATION BLANCHE DE NOSSI-BÉ.

NATIONALITÉ.	ENFANTS au-dessous de 14 ans.		Célibataires au-dessus de 14 ans.		Mariés.		Veufs.	Veuves.	Total.
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	Hommes.	Femmes.			
Français. . . .	17	15	100	48	31	17	1	6	235
Américains. . .	»	»	1	»	»	»	»	»	1
Allemands. . . .	»	»	2	»	»	»	»	»	2
							TOTAL.		238

POPULATION NOIRE DE NOSSI-BÉ.

NATIONALITÉ.	HOMMES.	FEMMES.	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
Indiens.	136	143	55	70	405
Comoriens.	959	95	61	52	1,167
Hovas.	126	39	18	11	194
Malgaches.	2,140	1,396	720	666	4,922
Africains.	1,457	653	261	242	2,613
			TOTAL.		9,301

commercial qui n'est pas sans importance. Habité par des Indiens et des Arabes, il est l'entrepôt des marchandises provenant de Bombay et de Zanzibar à destination de Madagascar et des produits malgaches amenés par des boutres explorant les côtes.

Le port de Hell-Ville. — La rade et le port de Hell-Ville sont fort beaux et très sûrs. Ils peuvent contenir un grand nombre de navires de toute dimension. Ils comprennent tout l'espace compris entre la partie méridionale de Nossi-Bé, la côte N.-O. de Nossi-Comba et la petite île de Tany-Kély. Les navires du plus fort tonnage peuvent y entrer le jour et la nuit, sans aucun danger.

Le climat. — Nossi-Bé offre peut-être des conditions de salubrité supérieures à celles de Mayotte. Le thermomètre y varie de 27 à 33°, de mai à juillet; il descend parfois la nuit jusqu'à 17°. L'hivernage commence en novembre et se termine en avril; c'est la saison la plus chaude; pendant cette période, les orages sont à peu près continuels, très violents, et les pluies extrêmement fréquentes.

L'agriculture. — Le sol de Nossi-Bé est d'une fertilité remarquable; il présente la luxuriante et vigoureuse végétation des pays chauds bien arrosés. Les Européens y cultivent le café, et surtout la canne à sucre; cette dernière culture donnerait de bons résultats si le manque de bras n'empêchait pas de s'y livrer sur une plus vaste échelle. Il serait facile de doubler ce produit, qui a atteint en 1883 le chiffre de 906 000 kilogrammes. Quant aux indigènes, ils ont une préférence marquée pour la culture du riz, du manioc, du maïs, de la patate, qui assurent leur nourriture.

Pour montrer quelle impulsion il serait facile de donner à l'agriculture, il suffit de dire que sur les 29 300 hectares composant la superficie totale de l'île 21 535 hectares appartiennent encore au domaine, par conséquent, 7765 hectares seulement ont été concédés et 2350 sont seuls cultivés, dont : 900 hectares en cannes, 100 hectares en caféiers, 1350 hectares en riz, manioc, légumes.

Ce qui manque surtout à cette colonie pour lui donner l'essor qu'elle pourrait prendre au point de vue cultural, ce sont des capitaux suffisants, une science agronomique un peu moins primitive et des travailleurs en plus grand nombre. Cette dernière question, en particulier, est d'un intérêt considérable pour l'île. La population indigène suffit à peine à

ses besoins et l'immigration ne s'est jamais opérée à Nossi-Bé d'une façon régulière. Des boutres arabes allaient autrefois recruter sur la côte de Mozambique ou de la Grande Comore des noirs qu'ils apportaient à Nossi-Faly auprès de la côte ouest de Madagascar. De là, les immigrants venaient librement se mettre à la disposition des colons, sans qu'aucun contrat régulier déterminât les conditions de l'engagement. Le voisinage de Madagascar enlèverait d'ailleurs toute sécurité aux contrats d'engagement, à cause de la facilité qu'auraient les immigrants de quitter leurs maîtres pour aller se fixer dans les villages de la Grande-Ile.

Cependant il existait à Nossi-Bé au 1^{er} janvier 1882, environ 1300 immigrants recrutés comme nous l'avons dit plus haut.

A la suite d'un décret du roi de Portugal du 23 juin 1881, qui autorisait nos colonies de la côte orientale d'Afrique à aller recruter des travailleurs sur la côte de Mozambique, le Gouvernement local prit un arrêté qui réglementait avec les plus grands détails l'immigration. Un grand propriétaire de Nossi-Bé fit un voyage à Ibo, dans le but d'y recruter lui-même des immigrants, mais des influences occultes avaient agi puissamment sur l'esprit des populations, et il lui fut impossible de ramener un seul homme.

Cependant, tous les colons sont d'accord pour désirer que des travailleurs puissent être introduits dans cette petite colonie où ceux qui s'y trouvent actuellement sont fort bien traités et se réengagent presque tous à peu près indéfiniment ¹.

Le commerce. — Nossi-Bé est le centre des relations commerciales de tous les négociants trafiquant dans le canal sur les côtes voisines; outre les Indiens et les Arabes d'Ambanourou, il existe dans notre colonie trois grandes maisons de commerce appartenant à trois nationalités différentes : la France, l'Amérique et l'Allemagne.

1. TABLEAU DES IMMIGRANTS EXISTANT A NOSSI-BÉ LE 1^{er} JANVIER 1882.

HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS.	TOTAL.
700	400	200	1,300

Le chiffre d'affaires fait par chacun de ces trois comptoirs n'est pas inférieur à 1 million et leurs bénéfices sont d'autant plus élevés qu'ils peuvent coter à des prix exclusifs les marchandises dont ils s'approvisionnent à bon compte sur les marchés européens et qu'ils échangent contre des produits indigènes dont la valeur est considérable¹. C'est dans les magasins d'Hell-Ville et d'Ambanourou que viennent s'entasser les peaux de bœuf séchées et salées, le caoutchouc, la gomme copal, l'orseille, la cire-ébène recueillis par les patrons des boutres dans les divers ports et les petites baies des côtes nord-ouest de Madagascar et échangés contre des denrées alimentaires, des boissons, de la

1.

IMPORTATION.

Sous pavillon français.	2,090,040 fr. 00
Sous pavillon étranger.	1,954,784 fr. 50
Total des importations.	<u>4,044,824 fr. 50</u>

EXPORTATION.

Sous pavillon français.	2,241,295 fr. 32
Sous pavillon étranger.	1,519,866 fr. 25
Total des exportations.	<u>3,761,161 fr. 57</u>

MOUVEMENT DE LA NAVIGATION EN 1883.

ENTRÉES.			SORTIES.		
Désignation de la nationalité des navires.	Nombre		Désignation de la nationalité des navires.	Nombre	
	de navires.	d'hommes d'équipage.		de navires.	d'hommes d'équipage.
Français.	87	2,042	Français.	49	1,147
Anglais.	»	57	Anglais.	3	45
Allemands.	6	138	Allemands.	5	134
Danois.	»	»	Danois.	»	»
Portugais.	4	49	Portugais.	3	28
Américains.	4	52	Américains.	5	68
Arabes.	496	3,039	Arabes.	518	3,124
Indiens.	29	315	Indiens.	36	362
Hovas.	3	39	Hovas.	3	37
Sans pavillon.	3	13	Sans pavillon.	4	17
Totaux.	635	5,744	Totaux.	626	4,962

bijouterie, des armes, du plomb, venant d'Europe ou de la Réunion.

Quant aux produits d'exportation, comme le sucre, le rhum, le riz en paille, ils sont le plus souvent livrés pour le compte du vendeur aux grandes maisons commerciales envers lesquelles il a des obligations pécuniaires et qui les expédient en Europe. Au départ, on verse entre les mains de l'expéditeur une somme généralement inférieure au prix de vente probable. Ce n'est qu'après la vente qu'il est appelé à recevoir la somme complémentaire grevée de commissions et de consignations. Si, au contraire, le vendeur est libre de tout engagement avec les maisons de commerce et s'il possède un capital qui lui permette de garder sa récolte, il attend l'arrivée des Indiens de Bombay qui lui achèteront au comptant, payeront en monnaie française, sans escompte et à un cours parfois plus élevé que sur les marchés européens, tout le sucre dont il pourra disposer. Ces ventes sont très rémunératrices ; malheureusement la majeure partie des colons est obligée d'en passer par un intermédiaire : de là une diminution considérable des bénéfices.

Nossi-Bé est en communication avec la France et avec la Réunion toutes les quatre semaines par le paquebot qui correspond avec les Messageries qui font escale à Saint-Denis. Mais, par cette voie, les relations commerciales sont assez peu importantes. Le commerce se fait surtout par les navires appartenant aux maisons de commerce françaises, allemandes et américaines, qui, à des époques presque périodiques, touchent à Hell-Ville. C'est par les boutres de Bombay et les Arabes qu'ont lieu les communications avec les Comores et avec les côtes de Mozambique et de Zanzibar. Nous avons dit ailleurs quelles relations notre colonie avait avec la côte de Mozambique et avec toute la partie nord de Madagascar. Avec Maurice, les rapports sont aussi importants qu'avec la Réunion. Outre le paquebot postal, les bateaux de la maison Nantes frères de Marseille, qui font le transport des bœufs, sont constamment sur la route de Nossi-Bé à Maurice et réciproquement.

Les îlots dépendants. — Autour de Nossi-Bé se trouvent un grand nombre de petits îlots dont les plus importants sont Nossi-Comba au S.-E. et Sakatia à l'ouest, Nossi-Faly, Nossi-Mitsiou.

Nossi-Comba. — Nossi-Comba (île aux Makis), appelée

aussi Ambariouvato (île de Roches), est un cône immense, presque circulaire à sa base. Les deux sommets les plus élevés de l'île sont Antagnanaomby, qui a plus de 600 mètres de hauteur, et Ankatsabé, dont l'élévation est de 543 mètres. Nossi-Comba est formée de collines et de ravines tapissées d'une végétation luxuriante. Quelques villages peuplés d'indigènes sont dispersés dans l'île. Nous pouvons citer Ampangourine, où les habitants de Nossi-Comba vont, dans la belle saison, goûter les douceurs de la villégiature; Antamoutamou, Manongarivou et Andrékaréka. L'île est sillonnée de ruisseaux dont l'eau est excellente. Enfin on rencontre dans l'intérieur de petites forêts de chênes-liège.

Sakatia. — L'îlot de Sakatia est assez étendu; comme toutes les îles de cette région, il est couvert de pics ou de mornes, dont le plus élevé, situé dans sa partie sud-ouest, est couvert d'arbres verdoyants. On y remarque quelques vallons bien verts dans lesquels les indigènes font des plantations de manioc et de patates. Sakatia ne compte qu'un seul village.

Nossi-Faly, Nossi-Mitsiou, etc. — Les autres îles de moindre étendue sont : Nossi-Faly, située dans l'est de Nossi-Bé. C'est une île longue et basse, séparée par un étroit canal de la presqu'île d'Ambatou, sur la grande terre; plus au nord, Nossi-Mitsiou à la forme d'un V dont une des branches est plus longue que l'autre; Tany-Kély, au sud, au milieu de la rade de Hell-Ville, îlot verdoyant, d'une faible étendue et dépourvu d'eau; Nossi-Tanga, à l'ouest, sans aucune importance; Antsoukéry, au nord de la presqu'île d'Andila, à l'ouest, n'est qu'un rocher; Nossi-Faniky, au nord de la presqu'île de Navetzy, est une plage de sable où croissent quelques arbres; Nossi-Tendraka, à l'est, n'est qu'un rocher inculte; enfin à l'extrémité sud-est de la presqu'île de Loucoubé, on trouve Nossi-Vourou, l'île Boisée, appelée aussi l'île aux Morts, et les Trois-Frères : ces derniers sont des rochers battus par la mer, sur lesquels quelques arbres tordus et rachitiques poussent seuls au milieu des cailloux.

IV. — SAINTE-MARIE DE MADAGASCAR

Géographie physique. — L'île de Sainte-Marie de Madagascar, appelée aussi Nossi-Ibrahimou ou Nossi-Bohara est située sur la côte est de Madagascar par 16° 54' de latitude sud et 47° 39' de longitude est, en face de Antsiraka. Elle a une longueur de 55 kilomètres dans le sens qui est parallèle à la grande terre; sa largeur ne dépasse guère trois kilomètres. Un canal, qui a environ 7 kilomètres dans sa partie la plus étroite et 30 dans sa plus grande largeur, la sépare de Madagascar. Sa superficie est de 16 500 hectares et son périmètre ne mesure pas moins de 150 kilomètres. Sainte-Marie est entourée d'une ceinture de récifs, double et même triple sur certains points; sa population est de 6 à 7 mille habitants, son climat humide et malsain. Les pluies sont continues pendant sept ou huit mois de l'année et la saison sèche dure quatre mois au plus. La plus haute température observée est de 35° et la plus basse de 19°.

Une petite rivière, l'Andza, prend sa source dans la forêt de Kalalo, vers le centre de l'île; elle se divise en quatre bras : l'un vient se jeter au fond du port de l'ouest, non loin de l'îlot Madame, qui est le siège du Gouvernement; il est navigable en embarcation pendant près du quart de son cours; un deuxième bras se déverse dans l'Océan à l'est, après avoir traversé la forêt et le lac de Tsasifotsa; il n'est pas navigable; le troisième bras prend le nom de rivière de Lamaoun et se jette dans la mer à l'ouest; enfin un quatrième bras appelé Ankivir coule dans le nord-ouest de l'île.

Au sud-ouest de Sainte-Marie existe un port naturel fort étendu, bien protégé et accessible aux navires par tous les temps, qu'ils se soient engagés dans le canal qui sépare l'île de la grande terre par le nord ou par le sud. — Dans l'intérieur de ce port, il existe deux îlots, dont le plus petit, appelé île aux Forbans, sert actuellement de parc à charbon. Le plus grand est l'îlot Madame dont nous avons parlé. En face de cet îlot s'élève, bâtie en amphithéâtre, la partie européenne de la ville principale de Sainte-Marie, composée de maisons en bois entourées de jardins; un peu à l'ouest se trouvent les cases malgaches, construites en bois et en *ra-venal*, qui forment le village d'Ambotifotsa; à l'est, on ren-

contre le village d'Ambarouthsoumouth qui possède une église et des écoles de garçons et de filles. Au-dessus de ces villages se dresse un fortin qui sert de caserne aux troupes.

L'agriculture et le commerce. — Le sol de Sainte-Marie est fertile sur presque toute son étendue, sauf dans la partie orientale, qui est aride et balayée par le vent de la mer. On y a introduit la canne à sucre, la vanille, la girofle, le caféier et une grande variété d'arbres fruitiers qui donnent d'excellents produits, mais qui ne fournissent qu'à la consommation locale; le giroflier seul fournit un produit d'exportation. Les indigènes ne cultivent qu'un peu de riz, en quantité insuffisante pour leur usage — le reste vient de Madagascar — et quelques racines. Les bœufs qui servent à la consommation de l'île viennent également de la grande terre. Les objets d'importation, tels que la quincaillerie, la mercerie, les tissus, le vin, la farine, les liqueurs fortes, les conserves sont originaires de la Réunion et de Maurice; ils entrent en franchise, sauf le rhum, l'eau-de-vie et l'absinthe.

Dans le nord de l'île, on trouve une importante forêt qui fournit à l'Administration les bois de construction nécessaires à la réparation des navires.

Sainte-Marie est visitée mensuellement par le paquebot postal de la Réunion dont nous avons déjà parlé à propos de Mayotte et de Nossi-Bé. Ses relations avec Madagascar sont journalières et les boutres de Nossi-Bé et de Mayotte font fréquemment relâche dans son port.

Depuis le 27 octobre 1876, cette colonie est rattachée à la Réunion et relève de sa direction de l'intérieur. Néanmoins, la métropole y entretient un résident, un médecin de la marine chargé du service de santé, et un commis de marine qui remplit les fonctions de secrétaire du résident, de percepteur, de greffier-notaire, de curateur aux biens vacants et de préposé du trésorier-payeur de la Réunion.

J

V. — LA RÉUNION

Géographie physique. — L'île de la Réunion fait partie de l'archipel des Mascareignes, dans la mer des Indes. Elle est située entre les 52°55' et 53°12' de longitude est et 20°50' et 21°20' de latitude sud, à 33 lieues marines au sud-est de

l'île Maurice, à 140 lieues à l'est de Madagascar et à 1770 lieues de Marseille. Cette dernière distance est franchie en 21 jours par les paquebots des Messageries maritimes, grâce au canal de Suez. La forme de l'île est une ellipse dont le grand axe, qui a 71 kilomètres de la pointe d'Ango à celle des Galets, est dirigé du nord-est au sud-est. Cet axe est représenté par une chaîne de montagnes partageant l'île en deux versants. Celui qui est tourné vers l'Orient a reçu le nom de *Partie du Vent*, parce que les vents alizés s'y font sentir presque constamment. C'est dans le massif oriental que se trouvent le Grand-Cratère (2625 mètres) et le piton de la Fournaise (2528 mètres), cratère en pleine activité, dont les laves s'écoulent dans un cirque en fer à cheval nommé le Grand-Enclos et qui prend le nom de Grand-Brûlé dans sa partie voisine de la mer. Le groupe qui fait face à l'occident est désigné, au contraire, sous le nom de *Partie sous le Vent*, parce qu'il est à l'abri des tempêtes; il a pour points culminants le Piton des Neiges (3069 mètres), le Grand Bénard (2892 mètres), le piton de Cimandef (2226 mètres) et le Morne-Langevin (2391 mètres). Toutes ces montagnes sont reliées à leur centre par un vaste plateau appelé Plaine des Cafres, dont l'altitude est d'environ 1600 mètres. Il semble que ces deux portions de l'île ont été formées l'une après l'autre et comme accolées l'une à l'autre; le massif occidental occupé par des cratères dont on reconnaît partout la trace passe pour être la partie la plus ancienne de l'île; l'autre partie serait d'origine relativement récente.

Autour du Piton des Neiges s'ouvrent trois grandes vallées d'effondrement en forme de cirques d'où viennent les trois rivières principales de la Réunion, savoir: la rivière du Mât, qui a sa source dans les environs de Salazie et va se jeter dans la mer par plusieurs bras qui coulent dans la direction du nord-est; la rivière des Galets, qui descend de Mafate et se jette dans la mer à l'ouest, non loin du port de la Réunion, et la rivière Saint-Étienne, qui prend sa source à Cilaos et va se jeter dans la mer au sud. Ces rivières se rendent à la mer par des gorges très encaissées; aucune n'est navigable. L'île est encore arrosée par un grand nombre de petites rivières dont les principales sont celles de Saint-Denis, des Pluies, Sainte-Suzanne, Saint-Jean, des Roches, des Marsouins, de l'Est, dans la partie du Vent; la ravine des Trois-Bassins, la Grande-Ravine, celle des Avirons, les rivières

d'Abord, des Remparts, de Langevin et de Manapany dans la Partie sous le Vent. Outre les rivières que nous venons de citer, il existe à la Réunion un certain nombre d'étangs d'une certaine étendue; les principaux sont ceux du Champ-Borne, de Saint-Paul, du Gol, et l'Etang salé.

Nous avons vu que l'île de la Réunion a été tout entière formée par des volcans, mais les premiers matériaux produits par l'éruption étaient loin de ressembler aux laves brûlantes qui coulent dans le Grand-Enclos. L'examen des couches successives de roches qui constituent les montagnes de l'île révèle tous les passages entre les trachytes et les roches granitoïdes de la base, les basaltes et les laves proprement dites qui composent les couches supérieures. Ce sont ces roches à des états plus ou moins avancés de désagrégation et de décomposition qui, emportées à l'état de boue, de graviers, ou de blocs roulés par les eaux, ont constitué la plus grande partie des terres du littoral, dont la fertilité peut se mesurer au degré d'ancienneté des roches qui les composent.

Climat. — Par un concours de circonstances bien rares dans les contrées tropicales, grâce à une configuration exceptionnelle, la Réunion offre en même temps les climats les plus variés. Ainsi, à Saint-Denis, pendant la saison chaude, le thermomètre s'est élevé parfois jusqu'à 34°, mais la moyenne de cette ville est de 25°, tandis qu'il oscille entre 19° et 24° à la plaine des Cafres. L'année est divisée en deux saisons : la saison chaude ou hivernage se fait sentir de novembre à avril : c'est la période de la chaleur, des grandes pluies et des cyclones ; la belle saison ou hiver dure de mai à décembre : pendant ces huit mois il souffle un vent du sud-est qui apporte rarement la pluie. Mais cette contrée, si favorisée à tant de points de vue, est sujette à un fléau qui l'a désolée quarante et une fois depuis le commencement du siècle : nous voulons parler des cyclones, effroyables ouragans qui déterminent les plus grands désastres.

Autrefois, la Réunion était renommée pour la salubrité de son climat, à tel point que les navigateurs de toutes les nations y déposaient leurs malades, que la Compagnie de Madagascar y envoyait les siens, et que pendant de longues années elle fut considérée comme un véritable Éden. Depuis, l'importation de diverses maladies plus ou moins épidémiques par les étrangers, le déboisement des monta-

gnes, ont quelque peu compromis cette belle réputation, mais notre colonie n'en est pas moins encore, à l'heure actuelle, un des centres les plus salubres des pays chauds.

Villes. — La Réunion a été divisée par la loi du 23 juillet 1881 en deux arrondissements.

Le chef-lieu de la colonie et le siège du Gouvernement et des Administrations civiles et militaires est Saint-Denis, ville essentiellement commerçante, située au nord de l'île, sur la rivière du même nom. Sa population est de 31 000 habitants. C'est le siège d'un évêché, de la cour d'appel et d'un tribunal de première instance. Les villes les plus importantes sont ensuite : Saint-Pierre, au sud, avec 27 748 habitants, Saint-Paul, à l'ouest, avec 28 000 habitants, Saint-Louis, au sud-ouest, avec 17 344 habitants, et Saint-Benoît, à l'est, avec 12 942 habitants¹.

Routes. — Il y a actuellement à la Réunion 514 kilomètres de routes entretenues par la colonie. La plus remarquable

1. TABLEAU DE LA POPULATION DE LA RÉUNION EN 1881

	EURO- PÉENS.	INDIENS.	MALGA- CHES.	CAFRES.	CHINOIS.	TROUPES, marins, geôle, etc.
Hommes	27,994	19,560	4,004	6,945	397	2,716
Garçons	32,123	2,731	401	504	54	
Femmes	28,076	5,822	1,454	1,323	28	
Filles	31,749	2,521	451	491	39	
Totaux	119,042	30,634	7.370	9,313	518	2,716

POPULATION DES COMMUNES DE LA RÉUNION

Saint-Denis	30,855
Sainte-Marie	5,933
Sainte-Suzanne	6,407
Saint-André	9,085
Salazie	5,373
Saint-Benoît (avec Bras-Panon)	12,942
Plaine des Palmistes	1,480
Sainte-Rose	3,141
Saint-Louis	17,344
Saint-Paul	28,685
Saint-Leu	8,688
Saint-Pierre (avec Entre-Deux)	27,748
Saint-Joseph	9,372
Saint-Philippe	2,460
Total général	169,493

est la route nationale de ceinture, qui traverse tous les quartiers du littoral et dont la longueur est de 232 kilomètres. La plupart de ces routes ont de $\frac{1}{4}$ à 10 mètres de largeur. En dehors d'elles, il existe un certain nombre de chemins entretenus par les communes et les particuliers, mais pour lesquels, étant donné l'absence regrettable de tout plan cadastral, on ne peut indiquer ni la longueur, ni l'importance. La plupart de ces routes sont en mauvais état; la colonie, qui pendant de longues années a fait des sacrifices énormes pour leur construction, en raison du grand nombre de travaux d'art qui ont dû être construits, ne vote plus que des crédits insuffisants pour leur entretien. C'est ainsi qu'en 1884 ils s'élevaient à 305 000 francs seulement. A la même époque, le personnel des ponts et chaussées était luxueusement représenté et coûtait à la colonie la somme de 106 790 francs.

Ports. — Jusque dans ces dernières années, l'absence d'un port a nui dans une très large mesure au développement commercial de la colonie. Les navires, dans ces parages toujours dangereux pour les navigateurs, recherchent de préférence les îles ou les continents capables de leur offrir un refuge contre les cyclones ou les tempêtes. La Réunion, n'ayant que des rades foraines presque toujours agitées, ne pouvait être un lieu de relâche pour les navires qui fréquentent ces contrées; quant à ceux que le hasard ou les nécessités commerciales y conduisaient, s'ils étaient surpris par le mauvais temps le long de la côte, ils étaient obligés de regagner en toute hâte la pleine mer, où le danger est toujours moins grand. En l'absence de tout port, et pour faciliter l'embarquement et le débarquement des marchandises, on avait été dans la nécessité d'établir sur le rivage des débarcadères qui se trouvaient être les seules voies de communication des navires avec l'île. Après chaque cyclone ces débarcadères étaient détruits et la colonie devait les reconstruire à grands frais. Actuellement il en existe trois à la Réunion, savoir : 1° le grand débarcadère en fer de Saint-Denis; 2° le débarcadère de la Possession; 3° enfin le pont de la rade Saint-Paul. Ces installations primitives sont devenues de plus en plus inutiles grâce à la construction récente de deux ports destinés sans aucun doute à accaparer tout le commerce de la colonie. Le premier en date, sinon en importance, est le port de Saint-Pierre; il ne peut recevoir

actuellement que des navires d'un faible tonnage et qu'on est obligé de décharger afin de leur permettre de franchir l'entrée du port. Jusqu'à ce moment les déchargements ont pu être faits par des embarcations dont l'exploitation est l'une des meilleures ressources d'un grand nombre d'habitants du port. Le second des ports de la Réunion est situé à l'extrémité ouest de l'île, au lieu dit de la Pointe des Galets. Il n'est pas encore entièrement achevé, mais il peut déjà recevoir les navires calant 5 mètres et atteignant 100 mètres de long. Il sera probablement tout à fait creusé avant la fin de l'année 1886. Il pourra recevoir alors tous les navires de guerre et de commerce du plus fort tonnage et des plus grandes dimensions. Il a une surface d'eau de 18 hectares; sa profondeur sera de 8 mètres. Les deux jetées construites depuis déjà plus de deux ans ont résisté à tous les mauvais temps et les navires seront, dans l'intérieur du port, à l'abri des vents les plus violents grâce à la hauteur des terres environnantes.

Chemin de fer. — Un chemin de fer circulaire relie le port de la Pointe des Galets à Saint-Pierre dans le sud et à Saint-Benoît dans l'est, c'est-à-dire à tous les points productifs de la colonie. Sa longueur totale est de 126 kilomètres. Par le nombre et l'importance de ses travaux d'art, il est comparable aux chemins de fer les plus difficiles construits en Europe; la longueur cumulée des travaux d'art représente 12 pour 100 de la longueur de la ligne. On compte 92 pontceaux et 65 ponts parmi lesquels deux ont 520 et 420 mètres de long; un autre a une ouverture de 100 mètres en une seule portée; deux viaducs en maçonnerie de 33 mètres et 19 mètres de hauteur, etc., etc. Les souterrains sont au nombre de cinq, ils sont creusés dans la lave et le basalte; leur longueur totale est de 11 kilomètres; trois sont contigus et ont à eux seuls une longueur de 10 kilomètres 500 mètres.

Agriculture. — Nous avons dit que la végétation la plus luxuriante des climats chauds s'étale à la Réunion dans toute sa splendeur. Toutes les productions des pays tropicaux s'y rencontrent à côté d'un grand nombre de produits des pays tempérés. Pendant de longues années, cette terre a donné, presque sans travail, des récoltes qui ont enrichi ses heureux possesseurs. Quoiqu'elle se soit un peu lassée de produire sans jamais rien recevoir, elle n'en est pas moins encore une des plus fécondes du globe. La plus importante des cul-

tures de l'île est la canne à sucre¹. Sa production annuelle est de 40 000 tonnes; elle pourrait être beaucoup plus élevée, mais les procédés culturaux les plus rudimentaires sont en usage à la Réunion. Les charrues, les houes, les sarcleuses y sont à peine connues; la généralité de la population se borne à râcler la surface du sol sans jamais l'ameubler. Les assolements y sont inconnus et le même sol est éternellement condamné à recevoir les mêmes plantations et à fournir les mêmes récoltes. On ne connaît ni les engrais

1. EXPORTATION DU SUCRE, DE 1874 A 1883.

ANNÉES.	QUANTITÉS en kilogr.	ANNÉES.	QUANTITÉS en kilogr.
1874.	38,944,128	1879.	24,148,421
1875.	32,176,135	1880.	20,615,321
1876.	35,449,650	1881.	28,008,464
1877.	34,212,957	1882.	34,576,466
1878.	40,380,000	1883.	32,232,101

EXPORTATION DU CAFÉ, DE 1874 A 1883.

ANNÉES.	QUANTITÉS en kilogr.	VALEUR.	ANNÉES.	QUANTITÉS en kilogr.	VALEUR.
		francs.			francs.
1874	333,282	»	1879	466,101	840,673
1875	358,547	»	1880	340,276	569,813
1876	465,865	»	1881	584,180	845,651
1877	580,305	»	1882	625,052	819,779
1878	355,322	743,795	1883	578,513	»

EXPORTATION DE LA VANILLE, DE 1874 A 1883.

ANNÉES.	QUANTITÉS en kilogr.	VALEUR.	ANNÉES.	QUANTITÉS en kilogr.	VALEUR.
		francs.			francs.
1874	20,981	1,810,154	1879	43,627	1,604,308
1875	21,699	1,875,783	1880	18,838	436,408
1876	27,759	1,669,269	1881	19,806	503,016
1877	30,145	940,696	1882	28,015	996,998
1878	24,730	820,857	1883	22,736	»

naturels, ni les engrais artificiels ; on les remplace désavantageusement par « la couverture », pratique locale qui consiste à couvrir d'une végétation quelconque les terres en repos. Dans ces conditions, le sol épuisé par la canne, lavé par les grandes pluies, devient chaque année d'un moindre rapport. La production diminuant, les grands propriétaires ferment les petites usines qui étaient répandues un peu partout il y a quelques années ; ils les transportent dans des centres importants où elles peuvent fonctionner avec plus de régularité ; mais, pour les propriétaires éloignés, les frais de transport s'ajoutent encore aux mauvaises récoltes et les bénéfices réalisés sont de moins en moins élevés. Cependant, avec un emploi judicieux des instruments aratoires usités en Europe, avec des engrais redonnant à la terre fatiguée les éléments qui lui manquent, avec une culture moins primitive, on parviendrait très rapidement à doubler la production et à diminuer la main-d'œuvre qui précisément fait défaut. Malheureusement, la résistance aux nouvelles méthodes est aussi considérable que la foi aux anciens usages et aux vieux préjugés est robuste, et il faudra peut-être les dures leçons de l'expérience, les intérêts lésés, pour faire adopter les améliorations indispensables à la création d'une nouvelle ère de prospérité pour la colonie.

Autrefois la culture du café tenait une très grande place à la Réunion, mais les caféiéries ont été arrachées à la suite d'une maladie des *bois noirs* qui leur servent d'abris. Il y a lieu de penser que les maladies parasitaires qui attaquent une partie des produits de la colonie sont dus à un appauvrissement graduel du sol, dont il faut rechercher les causes dans les procédés de culture dont nous avons parlé. Quoiqu'il en soit, cette branche commerciale est bien déchue de son ancienne splendeur, puisqu'au commencement de ce siècle, les caféiéries de Bourbon donnaient jusqu'à 3 500 000 kilogrammes de produits annuels, tandis qu'en 1883 l'exploitation de la Réunion n'a fourni à l'exportation que 578 513 kilogrammes de café.

La vanille, cultivée à une altitude moindre de 300 mètres, dans la région pluvieuse de l'île, a vu également sa production décroître pendant ces dernières années. Les tiges-lianes meurent sans qu'on ait pu en découvrir la cause. Il est probable que, là encore, il faut accuser l'affaiblissement du sol, le manque de culture, le dédain des engrais et la

trop grande confiance des habitants dans l'incontestable supériorité de leurs terres.

La canne à sucre, le café et la vanille ont été pendant longtemps les trois grands produits d'exportation de la colonie, les seuls cultivés sur une vaste échelle; mais, depuis quelques années, leur rendement menaçant de devenir insuffisant, on a essayé d'introduire et de cultiver en grand des plantes nouvelles. C'est ainsi que les plantations de muscadiers et de girofliers un moment délaissées se reconstituent; les plantations de tabac, à peine suffisantes autrefois pour les besoins de la colonie, ont pris, sous la direction d'un contrôleur de la régie métropolitaine, un essor considérable; l'exportation des plantes à essence, qui sont au nombre de 70 à 80, a tenté quelques industriels; ils ont installé de petites distilleries pour l'extraction des essences; des plantations de vigne ont été faites depuis quelques années; la culture du cotonnier, abandonnée depuis longtemps, vient d'être de nouveau l'objet de quelques tentatives; le thé, qui pousse sans culture sur quelques points de l'île, a paru propre à un certain développement et quelques plantations ont été essayées; depuis quelques années, des plantations de quinquina sont faites dans les parties hautes de l'île et semblent vouloir réussir. Parmi les plantes textiles, nombreuses dans notre colonie, la ramie particulièrement a été cultivée et a donné de bons résultats pendant quelque temps, puis elle a été abandonnée par suite de l'absence de tout moyen d'extraire la fibre à l'état vert. Enfin, quelques centaines de kilogrammes de cacao sont récoltés dans les plaines basses et très voisines de la mer qui s'étendent de Sainte-Suzanne à Saint-Joseph en passant par le Grand-Brûlé. On le voit, la Réunion se sent atteinte dans sa fortune et elle cherche à se créer de nouvelles sources de prospérité. Rien n'est encore venu démontrer qu'elle y ait réussi. A notre avis, ce qu'elle doit chercher, c'est l'amélioration de ses procédés de culture, c'est l'amendement de son sol appauvri par deux siècles d'une production à outrance, c'est la création de nouvelles routes diminuant les frais croissants des transports.

Les causes qui ont le plus changé les conditions économiques de la Réunion sont d'abord la suppression de l'esclavage, et, dans ces derniers temps, celle de l'immigration indienne grâce à laquelle la Réunion avait pu, depuis 1848,

avoir des bras à bon marché : nous reviendrons dans un chapitre spécial sur cette question, l'une des plus importantes pour certaines de nos colonies.

TABLEAU DU MOUVEMENT DE LA NAVIGATION DE LA RÉUNION EN 1883.

ENTRÉE.				SORTIE.			
Nombre.	Pavillon.	Tonnage.	Équipage.	Nombre.	Pavillon.	Tonnage.	Équipage.
191	Français . .	133,912	6,252	188	Français . .	135,003	6,340
17	Anglais . . .	5,825	210	2	Anglais . . .	837	52
3	Allemand . .	1,024	42	2	Suédois . . .	794	56
2	Suédois . . .	601	27	3	Américain . .	1,297	51
3	Américain . .	1,071	43				
1	Italien	379	19				
217	Totaux . . .	142,912	6,593	195	Totaux . . .	137,931	6,496

TABLEAU DU COMMERCE DE LA RÉUNION

I. — Commerce entre la France et la Réunion.

Exportation de la France pour la colonie (commerce spécial). 7.832.138
 Importations de la colonie en France (commerce général).. 16.269.177 } 24.101.315 *

II. — Commerce de la Réunion avec les autres colonies et pêcheries françaises.

Importation des colonies et pêcheries françaises..... 898.938
 Exportations { Denrées et marchandises de la colo-
 pour les autres } nie..... 15.056
 colonies et pêche- } Denrées et
 ries françai es.. } marchandises } françaises.... 111.024 }
 (provenant de } étrangères... 2.381 }
 l'importation.) }
 128.461 } 1.027.399 *

COMMERCE DE LA RÉUNION AVEC L'ÉTRANGER

Importations { Des entre-
 en marchan- } pôts de
 dises étrangères } France.... 5.640.656 }
 { Par navires } De l'étran-
 français . . . } ger directe-
 ment..... 11.553.130 }
 17.193.786 }
 19.125.168 }
 Par navires étrangers..... 1.931.382 }
 Denrées et marchandises de la colonie 5.325.399 }
 Exportations { Denrées et
 pour l'étranger. } marchandises } françaises.. 1.286.428 }
 (provenant de } étrangères. 218.799 }
 l'importa'ion.) }
 1.475.227 }
 6.801.628 }
 25.925.794 **

Total général..... 51.054.508

* Dans ces chiffres n'est pas comprise la valeur des exportations et des importations en numéraire ou en lingots; les premières ont été de 885.250 francs et les dernières de 105 450 francs.

** Les mouvements des entrepôts de la Réunion sont compris dans ces chiffres; le tableau ci-dessus représente, en conséquence, l'ensemble du commerce de la colonie en 1883.

La production à bon marché des sucres de betterave d'Europe, la quantité énorme qui en a été jetée sur le marché ont été pour les colonies à sucre des coups d'autant plus sensibles qu'ils étaient inattendus, et que rien dans la culture ni dans les procédés de fabrication n'avait été essayé pour les parer. La présence de la France à Madagascar, son influence prépondérante sur cette grande île, ne peuvent manquer d'avoir une influence heureuse sur l'avenir de la Réunion. Son commerce avec Madagascar est appelé à prendre une grande extension, et le port de la Pointe des Galets est admirablement situé pour favoriser et devenir le centre de tout le mouvement d'échange entre les deux îles.

Commerce. — Saint-Denis, Saint-Pierre et Saint-Paul sont les trois principaux marchés de la Réunion, les trois villes par lesquelles ont lieu toutes les importations et toutes les exportations de l'île¹. C'est dans ces villes que se trouvent la plupart des maisons de commission et de consignation qui servent d'intermédiaires, d'une part, entre les négociants étrangers et les propriétaires du pays, et d'autre part entre ces négociants et les petits détaillants. Il existe peu de commerçants en gros dans notre colonie et nous estimons que c'est là un désavantage sérieux. Le commissionnaire, bien moins que le négociant qui a des marchandises en magasin, des échéances à couvrir, de gros gains ou de grosses pertes à réaliser, s'ingénie à trouver un débouché avantageux pour ses produits; il n'est pas comme le négociant constamment à la recherche de marchés à traiter, de bonnes occasions de vente ou d'achat à faire. Ayant seulement un petit capital engagé, il est moins intéressé, se contente plus facilement d'une commission qui varie de 2 et demi à 5 pour 100 et attend plus ou moins patiemment les clients qui viennent s'offrir.

1. TABLEAU DES PRINCIPAUX MARCHÉS DE LA RÉUNION, ÉTABLIS SUR UNE MOYENNE DE CINQ ANNÉES.

SAINT-DENIS.		SAINT-PIERRE.		SAINT-PAUL.	
Importation.	Exportation.	Importation.	Exportation.	Importation.	Exportation.
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
25,327,728	8,382,573	26,099,106	4,850,145	679,656	2,752,712

Depuis qu'ils ont acquis la certitude que le port des Galets serait ouvert aux navires du plus grand tonnage, les marchands arabes ont compris quels avantages ils pouvaient tirer d'une île riche, dont le développement commercial ne peut que s'accroître, et ils sont venus s'installer à Saint-Denis, où déjà l'importance de leurs affaires est considérable. Quant au commerce de détail, il est à peu près tout entier entre les mains des Indiens et des Chinois. Le commerce des grains et même celui des sucres est peu à peu accaparé, à la Réunion, par les Indiens. Les sucres sont envoyés par eux dans l'Inde. Ils en surveillent très minutieusement la fabrication afin d'empêcher qu'il n'y entre des matières animales.

Monnaies. — Le gouvernement a cru devoir prendre, en 1879, une mesure qui ne paraît pas avoir facilité les transactions commerciales de l'île. Avant cette époque, la circulation monétaire était assurée par des monnaies étrangères, dont les principales étaient : le quadruple espagnol, le quadruple mexicain, la roupie d'or, la piastre espagnole, la roupie de l'Inde et le kreutzer. La monnaie française était fort rare. A cette époque, le gouvernement métropolitain résolut de démonétiser les pièces étrangères en circulation et de les remplacer par la monnaie française. Un décret abrogeait les ordonnances, décrets et arrêtés portant fixation d'une valeur légale pour les pièces étrangères, et les lois, décrets et ordonnances relatifs au régime monétaire de la métropole étaient mis en vigueur dans la colonie.

Cette mesure a eu pour conséquence de rendre les transactions commerciales fort difficiles, de faire de la monnaie française un objet de commerce, d'élever le change de cette monnaie à 17 pour 100, de compromettre l'encaisse de la Banque de la Réunion et d'amener le Gouverneur de la colonie à décider l'émission de bons de caisse du Trésor en coupures de 1, 3, 50 et 100 francs. A l'heure actuelle, il n'y a plus à la Réunion d'autres monnaies en circulation que les bons du Trésor dont nous venons de parler, des pièces de bronze de 5 et 10 centimes et des billets de banque de la Réunion. Cette mesure a jeté la perturbation dans le commerce de l'île, les relations avec tous les négociants étrangers ont été modifiées et transformées, le taux des marchandises s'est élevé et bon nombre d'Indiens de Bombay sont

allé chercher ailleurs des mœurs financières moins versatiles.

Communications. — La Réunion n'est pas rattachée au continent par un câble télégraphique, et c'est là peut-être une nouvelle cause de son infériorité commerciale ; mais elle est visitée une fois par mois par le paquebot-poste des Messageries Maritimes se rendant en Australie. Elle a, de plus, un service régulier (13 fois par an) entre Saint-Denis, Tamatave, Sainte-Marie-de-Madagascar, Vohémar, Diégo-Suarez, Nossi-Bé, Mayotte, Majunga, et Mozambique. Ses communications avec Maurice sont assurées par un service régulier effectué toutes les quatre semaines, mais, de plus, des bâtiments à voile ou à vapeur relient incessamment les deux îles.

VI. — MADAGASCAR

1. — Géographie physique.

A une centaine de lieues à l'est de la côte orientale d'Afrique, dont elle est séparée par le canal de Mozambique, au milieu des îles dont nous venons de parler, se trouve Madagascar. Cette île, dernier vestige d'un continent aujourd'hui disparu, est comprise entre les $11^{\circ} 57' 30''$ de latitude sud et $46^{\circ} 57' 30''$ de longitude est de Paris et $25^{\circ} 38' 55''$ de latitude sud et $42^{\circ} 44' 50''$ de longitude est de Paris. Dans sa plus grande longueur, comprise entre le cap d'Ambre au nord et le cap Sainte-Marie au sud, elle mesure près de 400 lieues ; sa largeur moyenne est de 100 à 110 lieues ; sa superficie est évaluée à 590 000 kilomètres carrés, dépassant ainsi celle de la France qui n'est que de 528 576 kilomètres carrés.

Madagascar, au point de vue topographique, est divisée en deux parties bien distinctes par un massif montagneux dirigé suivant le grand axe de l'île ; ce massif ne s'abaisse que vers le sud et vers le tiers occidental de l'île : la partie orientale est formée d'une série de chaînes montagneuses parallèles au grand axe de l'île et séparées par des vallées étroites ; ces montagnes tombent brusquement dans la mer dont leur pied est séparé par une rangée de dunes de sable que chassent avec violence les vents d'est ; la région occidentale est formée d'immenses plaines d'une altitude moyenne de 200 mètres, s'élevant graduellement vers le massif central.

Ces plaines sont coupées par trois petites chaînes de montagnes dont les plus importantes portent le nom de Bémaraha.

Cours d'eau. — Madagascar est arrosée par un grand nombre de cours d'eau qui prennent naissance dans la région montagneuse de l'île. Ceux qui vont se jeter dans la mer à l'est sont sans importance, aucun n'est navigable et leur cours est très restreint en raison de la petite distance qui sépare la ligne de partage des eaux de la mer, distance qui ne dépasse pas vingt-cinq lieues. Les plus importants de la région orientale sont le Maningory, le Mangoro et le Mananara. Dans la région occidentale, les torrents qui descendent des montagnes finissent par se rencontrer et par former un petit nombre de fleuves, parmi lesquels il faut citer le Betsiboka qui, grossi par l'Ikiopa, se jette dans la baie de Bombétok, non loin de Majunga; le Manambolo, le Tsijobonina, le Mangoka et l'Onilahy qui vient se jeter dans la baie de Saint-Augustin au sud-ouest.

Sur la côte orientale, le grand courant marin de l'océan Indien vient constamment frapper le rivage. A la longue, il a ensablé et obstrué l'embouchure des rivières et déterminé tout le long de la côte une rangée de dunes en arrière desquelles s'étendent des lagunes et des lacs plus ou moins marécageux dans lesquelles les eaux des rivières se confondent avec l'eau de mer à travers des coupures dont le siège varie sans cesse. Sur cette côte de Madagascar, il n'existe que vingt-deux embouchures pour plus de cinquante cours d'eau. Mais partout où existe une dépression du sol il s'est formé des lagunes ou des lacs dont les principaux sont : Nossi-Bé, Andranokoditra, Rasoamasay, Rasoabé, Fenoarivo, Rangazava et Itampolo; ils ne sont séparés de la mer que par une étroite bande de terre. Les plus importants de la côte ouest sont ceux de Kinkoni, près de la baie de Marambitra, au sud de celle de Bombétok, d'Andranomena, d'Hoetry et de Tsimanampesotra. Dans l'intérieur de l'île, on cite le lac d'Alaotra, qui mesure 20 milles de long sur 5 de large, et le lac Tasy, qui est à 30 milles dans l'ouest-sud-ouest d'Antananarivo.

Ports. — Les côtes de Madagascar sont coupées par des ports nombreux et des rades vastes et sûres qui sont en même temps les points commerciaux les plus importants de l'île. Nous citerons, en première ligne, au nord, la baie de Diego-Suarez qui n'a de rivale pour son étendue que celles

de Rio-Janeiro, de San-Francisco et de Sydney. C'est une des plus belles du monde et l'une de celles qui pourraient rendre le plus de services à notre marine comme port de relâche et de réparations, et qui serait le port de guerre le plus sûr et le plus inattaquable. L'entrée de la baie est facile à défendre grâce aux îles qui y sont disséminées et la distance qui sépare ce point des endroits les plus favorables à occuper est de 16 à 19 kilomètres. En tenant compte de l'éloignement du point d'embossage des vaisseaux ennemis, en cas de guerre maritime, nos ateliers, nos magasins et nos navires seraient à plus de trente kilomètres de la ligne de feu, c'est-à-dire hors de l'atteinte des obus. Actuellement la baie de Diego-Suarez n'est l'objet d'aucun mouvement de navigation. La partie sud de l'île est du reste à peine peuplée. Le traité du 17 décembre 1885 avec le gouvernement Hova nous ayant donné la possession de la baie de Diego-Suarez, l'administration de la marine se dispose à y établir un port militaire.

Au point de vue commercial, ce port serait aussi dans une situation excellente; situé sur la route des navires venant de Suez et s'y rendant, allant à Maurice et à la Réunion ou en revenant, c'est un point indiqué pour devenir l'entrepôt des productions si nombreuses de la grande île et des marchandises d'Europe. Diego-Suarez pourra devenir une station des paquebots de la ligne de Marseille en Australie. Ses environs ont une végétation luxuriante; les troupeaux de bœufs abondent dans ses pâturages. Enfin, avantage inappréciable dans les contrées tropicales, grâce aux vents réguliers du sud qui balayent son territoire, grâce à son sol calcaire qui ne permet pas la stagnation marécageuse, la baie de Diego-Suarez est un point d'une salubrité parfaite. Les nuits y sont d'une fraîcheur réparatrice et les jours vifs et secs. Mais pour que le port de Diego-Suarez acquière une valeur réelle, il faut qu'il soit relié à l'intérieur de l'île par de bonnes routes.

Nous citerons au nord-est, les baies d'Ambavarano, de Leven, d'Andravina, d'Antongil, et enfin le port de Vohémar dans lequel on embarque une partie des bœufs destinés à la Réunion, à Maurice et aux Seychelles. C'est un point très salubre qui est entouré d'un territoire très fertile. Nous trouvons encore sur la côte est : Tintingue, qui est en face de Sainte-Marie, Foulpointe et Tamatave. Toute cette région

est considérée comme l'une des plus fertiles de l'île. C'est aussi celle où se fait le commerce le plus actif avec l'Europe, la Réunion et Maurice. Dans l'ouest, on remarque les baies ou rades d'Ambavanibé, de Passandava où existent des mines de charbon et dont le territoire est d'une grande fertilité et propre à toutes les cultures, d'Anorontsangana, de Mahajamba, de Narindina, de Bombétok, à l'entrée de laquelle se trouvent les petites villes de Majunga et de Baly. Il faut citer encore sur la côte occidentale Amboundrou, à l'embouchure de la rivière de Mouroundava. C'est par Amboundrou que se font en grande partie les communications commerciales de l'Amérique avec Antananarivo. C'est là aussi qu'est concentré presque tout le commerce avec la côte orientale d'Afrique. Tuléar, au sud, à l'entrée de la baie de Saint-Augustin, jouit d'une excellente réputation au point de vue de la salubrité. On y fait aujourd'hui un important commerce avec l'Europe. C'est à Nossi-Vey, petite île située un peu plus bas, à l'entrée de la baie de Saint-Augustin, que se trouve concentrée, à l'heure actuelle, une grande partie du commerce des orseilles. C'est là que les Sakalaves des côtes occidentales les apportent, qu'on les trie et qu'on les presse pour les expédier en Europe, particulièrement à Marseille. Saint-Augustin est rendu tellement salubre par les brises régulières de terre et de mer, que, d'après les témoignages les plus sûrs, les malades provenant d'une autre partie de Madagascar ne tardent pas à y recouvrer la santé.

Fort-Dauphin est situé dans le sud de la côte orientale; c'est l'un des points où les Français sont revenus le plus souvent. La fertilité de cette contrée est très grande, il s'y fait un important commerce de bœufs et autres produits de Madagascar. Depuis la baie de Saint-Augustin jusqu'à Fort-Dauphin, les Français ont sur la côte une dizaine de maisons de commerce et une vingtaine de chaloupes ou bâtiments de cabotage. Les côtes sont très arides, mais l'intérieur, peuplé de tribus amies, les Bares et les Antanosses, est très fertile.

Les habitants de Madagascar paraissent appartenir à des races différentes : les uns, d'origine malaise comme les Antaïmerinas ou Merinas, plus connus sous le nom de Hovas, sont devenus les maîtres de l'île grâce à leur esprit de ruse, à leur intelligence et à leur nombre; les autres, comme les Antankares au nord, les Betsimisarakas, les Betanimenas, les Antambaïhoakas, les Antaimoros, les Antaisakos, les Anta-

nosyses, sur la côte est; les Antandroys, au sud; les Mahafaly et les Sakalaves, à l'ouest; au centre, les Sihanakas, les Tafidravinats et Tafitenonas, les Antakays ou Bezanozanos, les Betsileos, les Antanalas, les Bares, les Antaivondros et les Ampelafahas se sont plus ou moins mélangés avec les belles et fortes races nègres de l'Afrique orientale.

Climat. — Madagascar offre comme tous les pays intertropicaux deux saisons seulement : la saison sèche et celle des pluies. Pour le centre de l'île et la côte occidentale, la saison pluvieuse est en même temps la saison chaude; elle commence à la fin de novembre pour se terminer dans les premiers jours d'avril; pour la côte orientale, la belle saison n'a lieu qu'au moment où tout le reste de l'île est arrosé par des pluies continuelles. Néanmoins, même durant la belle saison, cette partie de Madagascar est soumise à des averses fréquentes et la saison des pluies dure d'avril à octobre. C'est cette abondance des pluies qui fait de cette région la partie la plus fertile de l'île.

La température moyenne des côtes est au maximum de 30° environ, et au minimum de 15°, mais dans l'intérieur, à Antananarivo, par exemple, de novembre à janvier, le thermomètre ne marque jamais plus de 28° à 29° pendant le jour et 15° pendant la nuit; de juin à août la température maximum, de 22° pendant le jour, descend jusqu'à 5° ou 6° la nuit.

Le climat de Madagascar est partout sain et salubre, sauf sur quelques points marécageux de la côte, principalement au nord-est, où il existe quelques localités fiévreuses.

2. — *Agriculture et commerce.*

Les productions de la grande île sont nombreuses; nous ne nous arrêterons qu'aux principales; parmi celles-là se trouve en première ligne le bétail, qui vit en quantité considérable dans des pâturages qui permettent de le faire vivre sans pour ainsi dire qu'on s'en occupe. Aussi le commerce d'exportation des bœufs de Madagascar est-il très important. Une seule maison transporte pour une année seulement 12 à 15 mille bœufs à Maurice; pour la Réunion, le chiffre de l'exportation est de 5 à 7 mille. Pour se rendre compte de l'importance de ce commerce, il n'est pas inutile de rappeler que la viande de bœuf est un des aliments les plus usités

dans toutes ces contrées, et que cet animal manque absolument dans cette partie du monde dont Madagascar est le centre.

« La côte d'Afrique, dit M. Mante¹, entre Zanzibar et le Cap, n'en produit que des quantités insignifiantes; la province de Mozambique en est absolument dépourvue sur une étendue de côtes de plus de 3000 kilomètres, et ne produit même pas de moutons; de nombreux boutres arabes sillonnent le canal pour fournir la viande à ses habitants. L'importante colonie anglaise de Natal ne possède que des moutons. Les 500 000 habitants vivant à Maurice et à la Réunion ne consomment que la viande de boucherie provenant de Madagascar, et, comme ces dernières îles, les Seychelles, les Comores, Mayotte, ne possèdent pas un bœuf, le continent seul de Madagascar nourrit d'innombrables troupeaux sur les gras pâturages répandus à profusion, dans toutes les parties de sa grande surface. A l'est, Tamatave est le grand port d'exportation; à l'ouest, Passandava, Majunga, Baly fournissent constamment les boutres qui font ce commerce; au nord, Vohémar; au sud, Saint-Augustin et Fort-Dauphin. Dans le centre, Moroway, Antananarivo en regorgent, il faut dire le mot. Ces bœufs sont gras, fournissent de la belle viande et pèsent de 4 à 500 kilogrammes.

« La production en est pour ainsi dire illimitée, les Malgaches trouvant encore convenance à élever ces animaux pour la vente du cuir seulement. Car l'exportation des bœufs vivants n'est rien, comparée aux quantités de peaux exportées.

« La viande et le suif de ces derniers sont en presque totalité perdus, et ce dernier commerce est encore à créer. Pour permettre de juger de cette production et de mes assertions qui pourraient paraître exagérées, il nous suffira d'affirmer que l'exportation du port de Majunga seul est de 150 000 cuirs par an; celle de Tamatave est plus que double et nous manquons de renseignements sur les autres ports.

« En l'état de ce commerce, à peine exploité par trois ou quatre maisons, on peut évaluer l'exportation annuelle à 5 ou 600 000 cuirs.

« Le mouton et le porc se trouvent dans toute l'île; ce

1. Annexe au Rapport sur les événements de Madagascar, par M. de Lanesan (n° 2649).

dernier surtout est en si grande abondance qu'il n'a pour ainsi dire aucune valeur. Les volailles y sont si communes que le Malgache ne fait pas de différence entre la valeur de l'œuf et celle du poulet. »

Parmi les autres produits de Madagascar, il faut citer le caoutchouc qui se trouve sur tous les points de Madagascar. La quantité exportée pendant ces dernières années a été de 175 000 à 200 000 kilogrammes; le miel, dont la production peut s'élever à 6000 litres, et la cire, dont on peut exporter annuellement 100 ou 120 000 kilogrammes. La gomme copal et l'orseille donnent aussi lieu à des transactions importantes qu'il serait d'ailleurs facile d'élever si les indigènes étaient plus industriels et plus travailleurs. Nous ne voulons pas parler des mines qui ont été signalées dans l'île de Madagascar. La houille existe dans la baie de Bavatouli; celle qu'on y a recueillie était de bonne qualité, mais on ignore quelle est l'importance des couches. Le fer existe aussi, paraît-il, en certaine quantité; on y a signalé encore la présence de l'or, etc.

Le sol de Madagascar se prête admirablement à un grand nombre de cultures. Le riz y pousse dans toutes les vallées et ses produits sont d'excellente qualité, mais les Malgaches n'en cultivent que pour assurer leur existence. Le coton pousse à l'état sauvage dans beaucoup d'endroits et les indigènes le récoltent pour tisser leurs étoffes. Cultivé, il devient très beau. L'élevage des vers à soie se fait facilement. Le café, la vanille, le tabac sont d'excellente qualité, et leur culture, essayée sur quelques points, a donné les meilleurs résultats. La canne à sucre a été exploitée avec profit par des colons européens. Le maïs et probablement le blé, la sésame, l'arachide et d'autres plantes riches en amidon ou en matières grasses pourraient être cultivées avec avantage, Mais jusqu'ici toutes les entreprises agricoles tentées par les Européens sont demeurées peu productives, sinon même tout à fait infructueuses à cause des mauvais traitements infligés aux colons. Il est permis d'espérer que le traité récemment conclu par la France avec le gouvernement Hova permettra un développement agricole en proportion avec la richesse de cette belle île.

Les marchandises importées à Madagascar consistent principalement dans les toiles de coton écru d'Amérique, les guinées, les indiennes de qualité inférieure et les liqueurs : le

vin, le vermouth, l'absinthe, le rhum, très alcoolisé. Sur quelques points de la côte, les moyens de transaction consistent dans l'échange des marchandises; sur les autres points, les paiements se font en roupies, au taux de 2 fr. 50, lorsque ce sont les Indiens qui servent d'intermédiaires; si au contraire l'achat a lieu directement avec les producteurs indigènes, la monnaie courante est la pièce de 5 francs coupée en quatre ou huit morceaux pour faciliter les ventes peu importantes.

Ce vaste territoire n'est pas relié télégraphiquement avec notre continent. Il faut aller à Zanzibar pour pouvoir envoyer une dépêche en France. — Nul doute que dans un temps donné, notre intérêt ne nous pousse à relier télégraphiquement les uns aux autres et avec la métropole tous les points de cette partie du monde : Réunion, Madagascar, Nossi-Bé, Mayotte. Mais déjà un service de paquebots très régulier fait mensuellement le trajet de Zanzibar à la Réunion en passant par Mozambique, Ibo, Majunga, Mayotte, Nossi-Bé, Diego-Suarez, Vohémar, Sainte-Marie et Tamatave, et rend les plus grands services à toute cette contrée.

3. — *Les entreprises de la France à Madagascar.*

Avant le dix-neuvième siècle. — Nous ne voulons pas écrire ici l'histoire des entreprises de la France à Madagascar, histoire douloureuse à plus d'un titre. Bornons-nous à en rappeler les principales dates. L'île de Madagascar fut découverte en 1506 par les Portugais qui n'y fondèrent aucun établissement. Jusque vers le milieu du dix-septième siècle, on n'entend plus parler de Madagascar. En 1635, une société de négociants français y tente une entreprise; elle envoie des navires de commerce dans la grande île africaine, dans le but d'y fonder un comptoir, mais l'essai échoue. En 1642, une autre société, dite Société de Lorient, ayant à sa tête le capitaine de marine Rigault (de la Rochelle), se forme sous les auspices du cardinal de Richelieu¹.

1. Voici le texte de l'arrêté du Conseil royal, en date du 15 février 1642, qui confirme la concession faite à Rigault :

« Sur la requête présentée au Roi en son conseil par le sieur Rigault, l'un des capitaines entretenus pour le service de Sa Majesté en la marine, et ses associés, tendant à ce qu'il plaise à Sa Majesté approuver et ratifier la concession à eux donnée par M. le cardinal de Richelieu, pair de France, grand maître, chef et surintendant général de la navigation et commerce de France, portant pouvoir et permission d'envoyer en l'île de Madagascar, anciennement

Des lettres-patentes, en date du 24 juin 1642, accordent à cette Société la concession de l'île de Madagascar et le droit exclusif d'y commercer pendant dix années. En vertu de cette concession, le sieur de Provins ne tardait pas à prendre possession, au nom du roi de France, de l'île de Sainte-Marie et de la baie d'Antongil. En septembre 1643, il s'établit à Manfiava (Sainte-Luce), puis construit le fort Dauphin dans la partie méridionale de la côte orientale de l'île. En décembre 1648, l'un des directeurs de la Compagnie, M. de Flacourt, arriva au fort Dauphin, avec le titre de *commandant général de l'île de Madagascar*.

En 1664, il se forma en France, sous le nom de *Compagnie orientale*, une nouvelle société qui obtint la cession des droits de la précédente sur Madagascar, et dont le capital n'était pas moindre de 15 millions de livres. L'édit d'août 1664, qui lui transmettait ces droits, s'exprimait ainsi : « *Art. 29. — Nous avons donné, concédé et octroyé, donnons, concédons et octroyons à ladite Compagnie l'île de Madagascar ou Saint-Laurent avec les îles circonvoisines, forts et habitations qui peuvent y avoir été construits par nos sujets : et, en tant que besoin est, nous avons subrogé ladite Compagnie à celle ci-devant établie pour ladite île de Madagascar... pour en jouir par ladite Compagnie à perpétuité, en toute propriété, seigneurie et justice, ne nous réservant aucun droit ni devoir pour tous lesdits pays compris en la présente concession,*

île Saint-Laurent, et autres îles adjacentes et côtes de Mozambique, tel nombre de vaisseaux armés en guerre et marchandises que bon leur semblera, avec les hommes qu'ils jugeront nécessaires pour habiter aux pays, s'ils voient que besoin soit pour la conservation de leurs navires et biens, et y faire le commerce et trafic durant le temps de dix années, sans qu'aucuns autres que le sieur Rigault et ses associés puissent faire habitations, traites, trafic et commerce, ni en tirer aucunes marchandises, pendant ledit temps, pour apporter en ce royaume par quelques personnes, nation et conditions que ce soit, si ce n'est de leur consentement par écrit, à peine de confiscation des vaisseaux et marchandises au profit dudit sieur Rigault et de ses associés, et autres choses à plein contenues en icelles.

« Vu la requête, ensemble les concessions et pouvoir de M. le Cardinal-Duc, en date du 29 de janvier dernier et tout considéré :

« Le Roi en son conseil a approuvé, ratifié et confirmé, approuve, ratifie et confirme ladite concession et pouvoir ainsi obtenus par le sieur Rigault et ses associés, héritiers et ayants cause, veut que conformément en icelle ils en jouissent pleinement et paisiblement, sans qu'il y soit contrevenu en façon quelconque, sous les peines y contenues, et qu'à cette fin toutes lettres, pour cet effet nécessaires, leur en soient délivrées.

« *Signé: SÉQUIER, BOUTELLER, A. D'ALIGRE.* »

que les seules foi et hommage-lige que ladite Compagnie sera tenue de nous rendre, et à nos successeurs rois, avec la redevance échue en mutation de roi, d'une couronne et d'un sceptre d'or du poids de 100 marcs. »

Cette concession fut confirmée par un second édit du 1^{er} juillet 1665 qui prescrivit de nommer, à l'avenir, Madagascar, *île Dauphine*, et où il est dit : « Comme le principal établissement de la Compagnie doit être dans l'île appelée jusqu'à présent de Madagascar, *que nous avons concédée à ladite Compagnie*, par notre déclaration du mois d'août 1664, aux conditions y mentionnées, *comme nous étant le seul souverain qui y ait présentement des forteresses et des habitations.* »

Le fort Dauphin devint alors chef-lieu de la colonie française, à laquelle on donna le nom de *France orientale*. M. de Beausse y fut envoyé en 1665 en qualité de gouverneur général par le roi. On y établit un conseil souverain et l'on y fit des envois considérables d'hommes et de matériel.

La mésintelligence des chefs de la colonie entre eux, l'hostilité des naturels, la mauvaise administration de l'établissement, et enfin, la discorde qui se mit entre les directeurs de la Compagnie, jetèrent celle-ci dans les plus graves embarras, et la forcèrent, nonobstant un secours de 2 millions qu'elle obtint, en 1668, du roi de France, à lui faire, en 1670, remise de ses droits sur Madagascar.

Par arrêté du 12 novembre 1670, le roi supprima le conseil souverain du fort Dauphin. La situation de la colonie continua d'aller en empirant, et les Français l'abandonnèrent successivement.

Malgré cet abandon, le Gouvernement de la France ne cessa pas un instant de considérer Madagascar comme appartenant au domaine de la couronne, auquel un arrêt du Conseil d'État du roi, en date du 4 juin 1686, réunit formellement cette île dans les termes suivants : « Tout considéré, Sa Majesté étant en conseil, en conséquence de la renonciation faite par la Compagnie des Indes orientales à la propriété et seigneurie de l'île de Madagascar, que Sa Majesté a agréée et approuvée, a réuni et réunit à son domaine ladite île de Madagascar, forts et habitations et dépendances et mouvances compris dans la concession portée par l'édit d'établissement de la Compagnie des Indes orientales du mois d'août 1664,

pour par Sa Majesté en disposer en toute propriété, seigneurie et justice..... »

Des édits de mai 1719, juillet 1720 et juin 1725, consacrent les droits de propriété de la couronne de France sur l'île de Madagascar et ses dépendances.

En 1766, un officier de l'île de France (île Maurice), nommé de Mandave, est délégué par les colons de cette île auprès du roi de France pour lui demander des secours. Il profita de cette mission pour inspirer au duc de Praslin, ancien ami de son père, l'idée de tenter une fois encore la fondation d'un établissement français à Madagascar « Je me flatte, écrit-il dans un rapport au duc de Praslin, que Monseigneur est infiniment persuadé de la nécessité de jeter les fondements d'un puissant établissement à Madagascar. Les îles de France et Bourbon, séparées de cet objet, ne sont qu'une occasion de dépenses pour le gouvernement, sans utilité pour le commerce du royaume. Les frais que coûteront les troupes pour les défendre, les fortifications qu'il faudra élever dans la première, etc., seraient en pure perte, car en isolant ces deux îles il est impossible de les conserver. D'un autre côté, l'île de France est le rempart de Madagascar... Le pays est remarquablement fertile, surtout au point de vue de la culture des grains, qu'il produirait aussi avantageusement et avec autant de variété dans les espèces que telle autre terre que ce soit. La colonie pourvoirait elle-même à cette partie essentielle de sa subsistance. Elle serait de plus en état d'en exporter la quantité nécessaire à l'approvisionnement de l'île de France et de nos compatriotes des Indes. Nos vaisseaux trouveraient dans ses ports les farines et les biscuits dont ils auraient besoin. Les troupeaux de toute sorte se multiplient aisément, presque sans soin ; ils sont déjà nombreux. Cette multiplication serait l'objet d'un très grand commerce. Les salaisons y réussissent très bien. La vente des cuirs et des suifs augmenterait encore le produit de ce négoce. La Compagnie dont Flacourt était administrateur couvrait ses dépenses par le seul débit des cuirs. Le chanvre vient naturellement partout ; il est de la même qualité que celui de France. On pourrait donc fabriquer des corderies de toutes espèces et des toiles de toutes façons, objets d'une consommation immense pour la seule fourniture de la marine des Indes, où les cordes et les toiles à voiles sont à un si haut prix. La canne à sucre,

le coton, l'indigo, la soie, la cire, se trouvent en abondance dans le pays. Ces richesses sont perdues pour la plupart; il ne tiendra qu'aux colons d'en faire usage. »

Dans ce même rapport, M. de Mandave émettait au sujet des mariages entre Français et indigènes les curieuses observations suivantes : « Notre police interdit les mariages de sang mêlé. Ce principe est bon dans une colonie où la population est divisée en deux classes, les maîtres et les esclaves. Mais le nouvel établissement est dans un cas très différent. Il s'agit de policer un peuple libre et de nous l'incorporer en quelque sorte. La liberté indéfinie des mariages est un excellent moyen d'y parvenir. Qu'importe d'ailleurs à l'État que l'épouse d'un paysan ou d'un charpentier, dans une île aussi éloignée de la France, soit blanche ou noire?... Les femmes de Madagascar ont, comme par toute la terre, une suprême influence sur les esprits. Nous voyons dans les anciennes relations, que les brigands envoyés dans cette île par M. le maréchal de la Meilleraye ne s'y soutinrent si longtemps, malgré leur cruelle rapacité, que par l'appui de quelques alliances semblables à celles que nous proposons. Les femmes de cette île sont capables de tendresse et d'attachement; on en trouve de toutes couleurs et même de blanches. La plupart des créoles de Bourbon ont une origine madécasse. »

De Mandave n'avait pas l'intention de créer à Madagascar une colonie militaire, mais un établissement agricole et commercial, et c'est sur l'île de France qu'il voulait appuyer son entreprise. Dans le rapport au duc de Praslin dont nous venons de citer des passages il ajoutait, à cet égard : « Ce qu'il y a de plus pressé sera de faire passer à Madagascar des ouvriers et des artisans de toutes sortes. Il n'est pas nécessaire que le roi les prenne à son service; en leur procurant le passage sur les vaisseaux de la Compagnie, il s'en présentera en foule pour l'île de France, et les ressources de travail et de fortune étant sans comparaison plus abondantes à Madagascar, ils s'y rendront volontiers; on pourra bientôt substituer aux matelots français des nègres de l'île, qui ont assez de penchant pour la navigation, et qui s'offriraient en foule pour servir sur nos vaisseaux, quand ils auraient l'assurance d'y être bien traités et de revenir dans leur pays. C'est par l'exemple et par les mœurs, c'est par l'influence de la religion et de la supériorité de notre police, que nous

devons étendre nos progrès. La société est toute formée. Nous ne devons songer qu'à nous mettre à sa tête et à la diriger suivant nos vues et nos intérêts. Le germe de tous les métiers et des arts les plus nécessaires existe parmi les Madécasses. Il ne faut que le développer... On ne peut se lasser de le répéter : ce qui donne une juste espérance de profiter de cette contrée, c'est la facilité qu'on trouvera à civiliser les peuples qui l'habitent.... Jamais entreprise ne coûta moins à tenter. Il n'est besoin ni de moyens ni de fonds extraordinaires. Tout doit s'exécuter de l'île de France. Ce n'est qu'un léger déplacement. Il est absolument indifférent de payer deux ou trois mille hommes dans cette colonie ou à Madagascar. » Indiquant la rivalité de l'Angleterre, il ajoutait : « Il est important de prescrire à l'île de France un profond secret sur ce dessein ; on le cachera sous le prétexte de faciliter les traites. L'établissement étendra ses racines dans l'intérieur avant qu'on ait pénétré le mystère. »

De Mandave partit au commencement de l'année 1768 avec le titre de « Commandant pour le roi dans l'île de Madagascar ». Il débarquait à Fort-Dauphin le 5 septembre 1768 avec cinquante hommes seulement, et s'occupait immédiatement de mettre ses vues en pratique. Les succès qu'il obtint par la loyauté, la sagesse et l'habileté de sa conduite, les sympathies qu'il excita dès les premiers jours parmi les chefs de la région méridionale de l'île pouvaient lui faire espérer d'atteindre son but. Il avait prédit « qu'avant cinq ans l'établissement de Madagascar consommerait deux cargaisons, ou huit mille tonnes de marchandises du royaume, qu'il payerait de l'industrie des Madécasses ».

Il n'est pas douteux que sa prédiction eût été réalisée s'il avait trouvé en France et dans nos colonies de l'île de France et de Bourbon l'appui sur lequel il avait le droit de compter. Il n'en fut malheureusement pas ainsi. Le duc de Praslin était trop occupé en Europe pour songer à Madagascar. Quant à l'île de France, elle fut d'abord sympathique à l'entreprise de de Mandave. Poivre, qui en avait le gouvernement au moment de l'arrivée de de Mandave, écrivait à celui-ci, le premier octobre 1768 : « Je suis d'avis de suivre à la lettre le plan que vous avez fait adopter au ministre. Vos principes sont les seuls bons. Nous n'aurons jamais rien de mieux à faire que de nous en rapporter aux informations

que vous nous enverrez, et de vous faciliter les succès de vos opérations... Rapportez-vous-en à moi pour le compte que j'ai à rendre au ministre sur la justesse de vos vues... » De Mandave était, à cette époque, entièrement convaincu du succès de son œuvre. Après s'être solidement établi à Fort-Dauphin et avoir gagné l'amitié de tous les chefs du voisinage, il prend des mesures excellentes pour étendre le domaine de son influence. Il songe à la création de deux autres établissements à Manatenghé et à Ambour.

Il écrit dans son journal, à la date du 3 novembre 1768, au sujet de Manatenghé : « Cet établissement particulier ne sera point fait aux dépens du roi ; il appartiendra en propre à ceux qui l'entreprendront. Ils trouveront des ouvriers ; ils construiront de fortes chaloupes qu'ils vendront, à l'île de France ou au Fort-Dauphin, pour le service public. Ce qu'ils gagneront à ce commerce les mettra en mesure d'établir une forge avec ses dépendances. Alors le débit du fer leur donnera assez de profit pour étendre les limites de la petite colonie.... Si je reçois de l'île de France les choses que j'y ai demandées, je mettrai M. de la Marche en état de suivre ce projet. Je porterai en même temps des colons sur les bords de l'étang d'Ambour. Les communications de Fort-Dauphin avec ce poste se feront aisément par les terres et même mieux par mer, au moyen de quelques doubles chaloupes que l'on construira sur le Mananpani et qui feront le service de Manatenghé au Fort-Dauphin. Il résulte de cela que notre colonie embrassera trente-cinq lieues de pays... » Il expose alors ses vues sur la manière de se servir des indigènes. Il s'impose comme règle de ne pas s'occuper de leurs affaires intérieures et d'établir son autorité principalement sur l'intérêt qu'il saura leur inspirer en faveur de son entreprise. « Tous les chefs du pays sont les ennemis jurés les uns des autres, et la bienveillance qu'ils nous montrent est certainement fondée sur l'espérance que chacun d'eux conçoit de nous engager dans ses intérêts particuliers. Je pense qu'il ne faut prendre aucune part directe aux démêlés de ces misérables princes.... En se conduisant sur de bons principes, on tirera un parti très-avantageux des vertus et des vices mêmes de ce peuple. Il travaillera pour nous en croyant ne travailler que pour lui. Il faut bien se garder de toucher à la propriété et aux droits des princes sous lesquels ils vivent. Ils nous obéi-

ront tant que nous aurons l'art de leur cacher qu'ils ne peuvent pas nous désobéir. Je compte donc leur laisser l'exercice paisible de leurs droits et de leur autorité sur leurs sujets. Je les tiendrai dans une dépendance dont ils ne s'apercevront pas. Je n'exigerai rien d'eux qu'en les payant ; il n'est point de service auquel on ne puisse les soumettre, dès qu'on leur fait entrevoir quelque profit. Partout où nous aurons des établissements, ces peuples s'accoutumeront insensiblement à une domination qui leur paraîtra douce et profitable. Le commerce que nous aurons avec eux en fera en peu d'années des sujets obéissants par la force de l'habitude, et fidèles par la crainte que nous leur inspirerons. Je ne fais aucun doute que si le Gouvernement entre dans mes vues, j'embrasserai l'île dans la totalité d'un établissement général. Je ne prétends pas en peupler la surface de colons français, ni soumettre à main armée tous les peuples qui l'habitent. Je veux d'abord donner un grand développement aux colonies de Fort-Dauphin, de l'étang d'Ambour, et de Manatenghé.... Puis nous ferons deux autres établissements au bord de la mer et un dans l'intérieur des terres, le premier aux Matatanes, le second au pays des Antavares, sur la rivière de Mananzari, et le troisième à peu près dans la contrée d'Alfissach... Ces six postes suffisent pour réaliser ce que j'ai dit, que nous embrasserions l'île dans la totalité d'un établissement général ; ils communiqueront facilement les uns avec les autres, et ils se procureront réciproquement de nouvelles branches de commerce. Ces divisions principales produiront avec le temps beaucoup d'autres subdivisions.... 300 soldats suffiront au commencement ; il faudra en augmenter le nombre à mesure que les affaires deviendront plus multipliées et plus importantes. »

Malheureusement, le gouverneur de l'île de France, Poivre, homme intelligent et désintéressé, ne tarda pas à être remplacé par un certain Desroches, homme intrigant, jaloux des premiers succès de de Mandave, et dont tous les efforts tendirent à faire échouer l'entreprise de Madagascar. A Bourbon et à l'île de France on empêchait le recrutement des marins dont il avait besoin, on lui refusait tout concours et en adressait à Paris lettres sur lettres pour empêcher le gouvernement de venir en aide à la nouvelle colonie. En décembre 1770, de Mandave était obligé de rentrer en France.

Il est curieux d'analyser les sentiments qui inspirèrent

la conduite des gouverneurs de Bourbon et de l'île de France. Indépendamment de l'envie et de la jalousie personnelles dont ils étaient animés à l'égard de de Mandave, ils craignaient que le succès de la colonie de Madagascar ne nuisît aux intérêts des îles dont ils avaient le commandement. Il ne manquait pas dans leur entourage de gens pour leur remontrer que si les établissements de Madagascar prenaient l'extension prophétisée par de Mandave, le commerce se porterait vers la grande terre au détriment des îles.

Après la chute du ministère Choiseul, de Mandave, qui n'était pas encore désespéré, s'efforça de faire reprendre son œuvre par le nouveau ministre de la marine, M. de Buynes. Dans une curieuse lettre adressée à ce ministre il exposait les causes de son échec et les raisons qui lui paraissaient les plus propres à relever son œuvre dans l'esprit de de Buynes. « Après m'avoir promis des secours, dit-il, médiocres à la vérité, mais desquels une répétition régulière et périodique aurait rempli une partie des vues qu'il (le duc de Praslin) avait adoptées, il m'abandonna pendant plus de deux ans, et a fini par ordonner qu'on me fit revenir à l'île de France. » Puis il met en relief les dépenses qu'entraîne la possession des îles de France et de Bourbon, et il ajoute : « Mais, d'un autre côté, mille considérations rendent la conservation des îles de France et Bourbon non seulement intéressante, mais nécessaire à l'État.... L'île de France est le seul point d'où nous puissions faire une guerre avantageuse à l'Angleterre. Il faut donc chercher un moyen de diminuer les frais de la conservation de cette île. Telle était la vue immédiate d'un établissement à Madagascar. »

On remarquera l'insistance avec laquelle de Mandave relie la puissance de Madagascar à celle des îles Bourbon et de France ; c'est pour assurer la prospérité de ces dernières qu'il demande la colonisation de Madagascar. En cela de Mandave faisait preuve d'une grande intelligence politique et économique.

Ses sollicitations auprès de M. de Buynes furent couronnées de succès, mais ce n'est pas lui qui fut mis à la tête de la nouvelle entreprise à laquelle il avait si énergiquement poussé le gouvernement français. Cette mission fut confiée à un aventurier hongrois, le comte de Beniowski, protégé de la reine et du duc d'Aiguillon. De Mandave n'avait demandé pour faire sa seconde tentative que 300 hommes et moins de cent

mille francs. Deux millions, un régiment et des marchandises furent accordés à de Beniowski, qui débarquait en 1774 dans la baie d'Antongil et ne tardait pas à tracer en ce lieu les plans d'une ville à laquelle il donna le nom de Louisbourg. On a beaucoup discuté les actes de de Beniowski. Les uns l'ont dépeint comme le type du colonisateur heureux; ils ont parlé avec enthousiasme de nos établissements de Louisbourg, des routes qu'il avait fait construire, de la grande influence qu'il avait su prendre sur les chefs indigènes¹, etc. D'autres

1. Le plus ancien traité conclu entre la France et les chefs de l'île de Madagascar porte la date du 30 juillet 1750. Par cet acte, la reine Béti « fille et héritière du royaume et de tous les droits de Tamsimalo (ou Ratzimilaho), roi de Foulpointe et des autres pays de la côte de l'est de Madagascar, depuis 18° 30' de latitude méridionale, en remontant vers le nord jusqu'à la baie d'Antongil, située par 15° 30' de latitude aussi méridionale, souverain de tous les pays et îles adjacents » faisait abandon complet de l'île Sainte-Marie à la France (voyez le texte des extraits dans : DE LANESSAN, Rapport à la Chambre des députés, 1884, n° 2949).

En 1775, de Beniowski concluait avec des chefs du nord de l'île le traité suivant :

« *Premièrement.* — Les Madagascarois reconnoîtront, de la présente journée, pour leur souverain maître, Sa Majesté notre Auguste Monarque, Roi de France. — Tout chef qui aura tenu des propos séditieux, ou qui aura manqué aux ordres du Gouvernement, ou enfin qui aura refusé de payer le tribut stipulé en marge de sa soumission, sera déclaré rebelle, dégradé de son rang, et mis au banc pour être marqué esclave et hors d'état de commander dans le païs.

« *Secondement.* — Les Chefs seront tenus de déclarer au Gouvernement tous les voleurs, assassins, ceux qui auroient tué leurs enfants, ou ceux qui auroient forcé de boire du Tanguin à qui que ce soit, pour être fait esclave et renvoyé au païs; le chef qui aurait recélé les malafaites sera condamné à payer une amende de quatre esclaves pour la première fois, et en cas de récidive il sera mis au banc.

« *Troisièmement.* — Les Chefs ne pourront s'assembler ailleurs qu'à l'endroit indiqué par le Gouvernement; tous ceux qui auront tenu des assemblées secrètes, seront réputés ligués contre leurs voisins, et perturbateurs de la tranquillité publique, mis au banc et chassés du païs.

« *Quatrièmement.* — Chaque province ayant un pavillon distingué, les autres chefs ne doivent pas se servir des marques des pavillons de leurs voisins. Et les gens de chaque province porteront à leur bonnet les plaques qui leur seront attribuées.

« *Cinquièmement.* — Chaque province sera tenue à fournir au Gouvernement, en cas qu'on l'exige, un tiers de gens armés, qui nourris et armés aux frais du Gouvernement, seront tenus de marcher, et suivre les ordres du Commandant de la troupe, et à la fin de l'expédition chaque madagascarois recevra un fusil en payement de ses services.

« *Sixièmement.* — A l'arrivée des navires étrangers les Chefs seront tenus de s'opposer à leur descente et de donner avis au premier poste françois.

« *Septièmement.* — Comme il est indiqué que les Chefs se servent de leurs esclaves pour faire interpreter leurs parolles au Gouvernement, et qu'il seroit essentiel de faire apprendre la langue françoise à leurs enfants, le Gouverne-

au contraire l'ont représenté comme un homme violent, sans cesse en guerre avec les chefs voisins de nos établissements, n'étant parvenu à établir sur eux son autorité qu'à l'aide de la violence et ayant trompé son gouvernement par l'envoi de plans de villes et de tracés de routes qui n'existaient que sur le papier.

Cette dernière opinion, sans doute exagérée, semble être justifiée par le témoignage suivant de Lapérouse, commandant du navire sur lequel furent embarqués deux commissaires royaux chargés de contrôler les dires de de Beniowski. « Je ne sais, dit-il¹, de quels sentiments furent agités MM. de Bellecombe et Chevreau (les commissaires) en voyant le misérable état de cette colonie naissante, mais ma surprise ne peut être exprimée, quoique je fusse prévenu du peu de progrès de cet établissement. M. de Beniowski s'est placé au milieu d'un marais; les palissades des cabanes où logent les officiers sont pourries par l'humidité. Heureusement les Européens qui sont sous les toits ne craignent pas d'être écrasés par la chute de la charpente, qui n'est que de bambou....

ment établira une École. Et chaque Chef enverra l'un de ses fils à l'École pour apprendre la langue afin qu'ils se forment pour pouvoir gouverner heureusement leur pays.

« *Huitièmement.* — Tout Madagascarois qui aura menacé, frappé, volé ou trahi un François sera fait esclave et exporté du pays.

« *Neuvièmement.* — Les gens de la province de Navan connus à Madagascar sous le nom de voleurs, pour avoir pillé les magasins du Roi, ayant réparé le mal en se soumettant au Gouvernement, jouiront de la liberté commune.

« *Dixièmement.* — Tout noir Pacabon et sans domicile, courant le pays sans permission, sera arrêté et remis à la prison de Louisbourg pour être examiné et puni s'il le mérite. Et afin que les noirs accoutumés jusqu'ici à la vie errante puissent se ranger sous des chefs, on leur accorde deux mois du présent jour.

« Arrêté et Signé le 1^{er} May 1775 au Grand Cabarre tenu à Maransetché, Ile Madagascar.

« HYAVI, Chef de Foulpointe; MASSOUAL, Chef des Sambarives de l'ouest; MAUDING, chef d'Antimarvo; SIANIQUE, chef d'Antirengbalé; MAHERTOMP, chef de Rassoua; RAOUL, chef de Ranoufoutchi; RABIBI, chef de Mahavelovo; MANALER, chef des Sambarives de l'Est; RAFIDSIMON, chef d'Angoutzi; LAMBOUIS, chef de Voëmar; SAVASI, chef de Morungano; Prince ECHTY, pour le roi des Séclaves. Le baron de BENIOWSKI, Commandant pour le Roi en cette Isle. »

Improtocolé, — n° 1^{er}, folio 13°.

Pour Copie conforme à l'original.

Signé : Le baron de BENIOWSKY.

1. Archives coloniales, Madagascar, 1776-1777; cité dans *La colonisation de Madagascar sous Louis XV*, p. 192.

« Enfin on manquait de tout et il était impossible de se procurer une volaille. Les visages étaient encore plus livides qu'à Foulpointe. Aux fièvres s'était joint le scorbut, par la disette totale de végétaux et la trop grande humidité de l'air. Les noirs, auxquels M. de Beniowski avait presque continuellement fait la guerre depuis son arrivée, avaient laissé leurs terres en friche et s'étaient retirés dans les bois....

« J'avais eu connaissance d'un plan à l'île de France, où le misérable hameau que je voyais était appelé ville de Louisbourg; on y avait tracé des rues, un fort régulier y était dessiné. Ce n'était vraisemblablement qu'un projet que les circonstances n'ont pas permis d'exécuter. M. de Bellecombe ne cessait de demander à M. de Beniowski où était cette ville dont il avait tant entendu parler... Quant au chemin de Bombétok, il n'a seulement jamais été tracé. Je ne crois pas que tout ce qui existe en bâtiments et forts à Madagascar puisse être estimé au delà de 10 000 livres. »

Beniowski avait du reste trouvé dans les gouvernements de l'île de France et de Bourbon la même mauvaise volonté qui avait été si nuisible à l'entreprise de de Mandave et il n'avait pas tardé à être abandonné par la métropole.

En 1776, de Beniowski donne sa démission de gouverneur pour le roi de France des établissements de la baie d'Antongil et se fait proclamer « ampancarabé », c'est-à-dire chef suprême, dans un grand « kabare » tenu par les chefs du nord de l'île. Puis il rentre en Europe, tente de rétablir son crédit à la cour de France et, n'y parvenant pas, il va faire ses offres de service à l'Angleterre. Celle-ci le repousse également, et ce n'est qu'après huit années d'absence qu'il peut revenir à Madagascar, grâce à l'aide d'une maison de Baltimore. Il débarque cette fois sur la côte occidentale, en face de Nossi-Bé, et il traverse l'île à pied pour se rendre à la baie d'Antongil. Quelque temps après il était tué dans des conditions qui n'ont jamais été clairement révélées. La tentative de colonisation de Beniowski fut la dernière faite dans le dix-huitième siècle. En 1791, Lescelier, nommé commissaire civil des colonies françaises au delà du cap de Bonne-Espérance, est chargé d'étudier à nouveau la question de Madagascar. En 1801, le savant naturaliste Bory de Saint-Vincent est chargé d'une mission semblable et il fait un rapport très favorable à l'occupation de Madagascar par la France, mais les graves événements dont la France était le théâtre ne permet-

taient pas à notre gouvernement de s'occuper de cette question.

Au XIX^e siècle. — Cependant les négociants de Bourbon et de Maurice avaient fondé des comptoirs à Madagascar, et, en 1804, le général Decaen, gouverneur de l'île de France, plaçait à la tête de ces établissements un agent officiel de la France, Sylvain Roux.

A la suite du traité de Paris du 30 mai 1814, dont l'article 8 stipulait la cession à la Grande-Bretagne de l'île de France et de ses dépendances, Sir Robert Farquhar, gouverneur de cette colonie devenue anglaise, prétendit faire entrer Madagascar dans les « dépendances » de l'île de France.

Cette interprétation erronée de l'article 8 du traité de Paris donna lieu, entre les cours de France et d'Angleterre, à une négociation qui se termina par un document diplomatique, daté du 18 octobre 1816, dans lequel le gouvernement de Sa Majesté Britannique reconnaissait le mal-fondé des prétentions de Sir Robert Farquhar, admettait l'interprétation que le Gouvernement français avait donnée de l'article du traité de paix du 30 mai 1814, qui stipule la restitution de certaines colonies, etc., que la France possédait au 1^{er} janvier 1792, dans les mers et sur le continent d'Afrique, et prescrivait à Sir Robert Farquhar de « remettre aux autorités françaises à Bourbon les établissements que le gouvernement français possédait sur les côtes de l'île de Madagascar, à l'époque susmentionnée¹. »

1. Voici le texte de cette lettre importante :

Londres, le 18 octobre 1816.

Monsieur, J'ai l'honneur de vous informer que son Altesse Royale le Prince Régent a bien voulu admettre l'interprétation que le Gouvernement français a donnée à l'article du traité de paix du 30 mai 1814 qui stipule la restitution de certaines colonies, etc., que la France possédait au 1^{er} janvier 1792, dans les mers et sur le continent d'Afrique; et je vous transmets en conséquence les ordres de Son Altesse Royale le Prince Régent qui sont que vous preniez les mesures nécessaires pour remettre aux autorités françaises à Bourbon les établissements que le Gouvernement français possédait sur les côtes de l'île de Madagascar à l'époque sus-mentionnée.

J'ai l'honneur d'être, monsieur, votre très humble et obéissant serviteur,

Signé : BATHURST.

Le 4 mars 1817, le ministre de la Marine et des Colonies de France, le vicomte du Bouchage, écrivait la lettre suivante à « MM. les Commandants pour le Roi et Commissaire général Ordonnateur à l'île Bourbon : « Messieurs, J'ai trouvé joint à la lettre que M. Desbassayns m'a écrite de Londres, le 7 février, la copie des ordres qui ont été donnés par les ministres de S. M. B. au gouverneur de Maurice, sous la date du 18 octobre 1816, pour la rétrocession à la France

Par une dépêche en date du 31 décembre 1816, le vicomte du Bouchage, ministre de la Marine, chargea le Commandant pour le roi à Bourbon et le Commissaire général ordonna-

des établissements qu'elle possédait à Madagascar, à l'époque du 1^{er} janvier 1792.

L'intention du Roi est que vous repreniez possession des établissements dont il s'agit, sans aucun délai, si déjà la remise n'en avait été faite soit à vos prédécesseurs, soit à vous-même. Vous trouverez ici les pouvoirs qui pourraient vous être nécessaires pour ladite rétrocession.

Les possessions françaises à Madagascar étant restées pendant longtemps sous une domination étrangère, leur situation actuelle n'est pas assez connue pour en organiser dès à présent l'administration.

M. Desbassayns m'a proposé de profiter de la saison favorable pour se rendre dans cette île à l'effet de prendre sur les lieux toutes les informations propres à faire connaître les avantages que la France peut en retirer; j'approuve qu'il exécute ce voyage aussitôt que les soins de son administration et les circonstances le permettront. Il voudra bien rendre compte du résultat de ses observations et de ses recherches dans un mémoire détaillé que vous me transmettez et auquel vous joindrez les propositions convenables sur les dispositions à faire pour l'administration de nos établissements.

Jusqu'à ce qu'il ait été statué sur vos propositions, vous vous bornerez à envoyer à Madagascar un agent commercial dont vous réglerez le traitement avec une juste économie, vous pourrez envoyer aussi le nombre d'hommes qui vous paraîtra rigoureusement nécessaire pour la sûreté du pavillon français.

Je vous recommande, au surplus, de me tenir régulièrement informé de tout ce que vous aurez lieu de faire à ce sujet.

Recevez, etc.

Pouvoirs et instructions pour les sieurs chevalier de la Fille du Courteil, maréchal des camps et armées du Roi, commandant pour Sa Majesté à l'île Bourbon, et baron Desbassayns de Richemont, commissaire général, Ordonnateur de cette colonie, tous deux faisant office de commissaires à la reprise de possession des établissements français de Madagascar.

Le Roi me charge de vous munir des pouvoirs et instructions qui suivent pour la reprise de possession des établissements français dans l'île de Madagascar, qui doivent être remis à la France, conformément aux dispositions du traité du 30 mai 1814. En conséquence, vous recevrez ces établissements du gouverneur de l'île Maurice qui, par un ordre du ministère de S. M. B., en date du 18 octobre, dont le sieur baron Desbassayns, l'un de vous, a reçu à Londres le triplicata, a été autorisé à en faire la restitution. A cet effet, vous conviendrez avec ce gouverneur du mode de la remise et de son époque, qui devra être la plus prochaine qu'il se pourra. Au reste, toute forme sera satisfaisante dès qu'il y aura égalité dans les protocoles respectifs.

Vous éviterez d'élever des difficultés non fondées, mais s'il vous en était fait qui vous parussent telles, vous en stipuleriez le renvoi aux deux gouvernements et vous m'en rendriez compte.

Vous garderez, dans vos mains, les doubles des actes de remise et de réception et vous m'en adresserez par triplicata des ampliations en bonne forme.

A Paris, le 4 mars 1817.

Le Ministre secrétaire d'État au département de la Marine et des Colonies.

Signé : vicomte du BOUCHAGE.

teur de cette colonie, d'entrer en négociations avec le Gouverneur de Maurice pour la rétrocession de Madagascar à la France. Il leur prescrivait de « demander la restitution pure et simple de l'île de Madagascar, comme ayant été laissée à la France, en toute propriété, par le traité du 30 mai 1814. »

Malgré les ordres formels de son gouvernement, Sir Robert Farquhar ne consentit pas à la restitution officielle de l'île de Madagascar, prétextant que n'ayant fait aucun établissement dans cette île, il ne pouvait rien restituer et que d'ailleurs Madagascar appartenait aux populations qui la peuplent. Il reconnaissait d'ailleurs avoir reçu les ordres du gouvernement britannique relatifs à la restitution.

Fatigué de ces lenteurs, le gouverneur de Bourbon fit procéder, au nom du roi de France, à la reprise de possession de notre colonie. Cet acte fut accompli sans que le gouvernement de Maurice fit entendre la moindre protestation. Il est certain, du reste, qu'il avait agi contrairement aux ordres du gouvernement britannique.

Vaincu sur le terrain de la diplomatie, M. Robert Farquhar eut recours à un procédé nouveau pour soustraire Madagascar à la France. Il dirigea tous ses efforts vers la création d'un royaume de Madagascar indépendant. Il choisit pour instrument de son œuvre une population de l'intérieur de l'île dont personne n'avait encore parlé, mais qui figure désormais dans l'histoire de Madagascar sous le nom de Hovas, de « Ankovas » ou « Ane Hovas » de là le nom de « pays des Hovas », donné au territoire qu'ils occupaient sur les plateaux du centre de l'île. Les Hovas sont d'origine malaise, tandis que la plupart des populations de la côte proviennent des tribus noires des côtes orientales de l'Afrique.

Tous les villages Hovas avaient été réunis en une sorte de royaume par Andrianamponina, pendant les premières années de ce siècle. En 1810, sa mort laissa le commandement à son fils Radama I^{er}, sorte de Napoléon inférieur, d'humeur aussi guerrière qu'ambitieuse et doué d'une rare force de volonté. C'est sur Radama que Sir Robert Farquhar résolut de s'appuyer pour expulser la France de Madagascar. Sous l'impulsion de ses conseils, Radama ne tardait pas à s'emparer de Tamatave grâce aux canons d'un navire de guerre anglais, et bientôt, par l'intermédiaire du sergent James Hastie, l'Angleterre concluait avec Radama un traité dans lequel elle le reconnaissait « roi de Madagascar et de ses

dépendances ». C'est le 17 octobre 1817 que le traité était signé, c'est-à-dire moins d'un an après la lettre dans laquelle le gouvernement anglais prescrivait à Farquhar de remettre Madagascar à la France.

Depuis cette époque, l'histoire de Madagascar se résume en une série de tentatives de la part des Hovas pour s'emparer de la totalité de l'île, et à une série parallèle d'efforts de la part de la France et de l'Angleterre pour acquérir une influence prépondérante auprès du gouvernement hova. Pour atteindre leur objectif, il n'est pas d'atrocités que les chefs hovas ne fassent subir aux populations Sakalaves, Antankares, etc., des côtes ; mais, quelle que soit la terreur qu'ils inspirent, ils ne parviennent que très-imparfaitement à établir leur puissance. Tout le sud de l'île leur échappe entièrement et le nord ne leur obéit qu'en partie. Dès 1822, les chefs de la partie sud-est de l'île, convoqués par Sylvain Roux dans un kabare solennel, faisaient acte de soumission à la France. Mais Radama protestait, et « en qualité de roi de Madagascar, il déclarait nulle toute cession de territoire qu'il n'avait pas ratifiée ». Puis, il s'emparait de Foulpointe qui était, en 1804, le chef-lieu de nos établissements, et le 31 mai 1831, il signait avec l'Angleterre un nouveau traité, qui confiait à l'Angleterre le soin de faire la police des côtes, en ce qui concerne la traite. A partir de ce moment, la vie de Radama se passe en expéditions incessantes contre les peuplades des côtes, expéditions presque toujours appuyées par la présence des navires anglais sur les points où elles avaient lieu. En 1822, Sylvain Roux avait envoyé une garnison de six hommes à Fort-Dauphin ; en 1823, cette garnison était surprise et massacrée par les Hovas qui remplaçaient notre pavillon par celui de Radama. Le 18 juin 1825, la *Mauritius Gazette* insérait un décret de Radama qui donnait aux navires et au commerce anglais tous les ports de Madagascar, et qui autorisait les Anglais à résider dans l'île, à y construire des maisons, à y cultiver la terre et à y ensemer. Pendant ce temps, les Hovas faisaient subir à nos nationaux toutes sortes de mauvais traitements ; ils supprimaient presque les relations de notre établissement de Sainte-Marie avec la grande île, en faisant payer des droits exorbitants aux denrées que les colons de Sainte-Marie venaient chercher à Madagascar.

En 1827, Hyde de Neuville forme le projet de rétablir

notre puissance sur la terre de Madagascar, et il met, à cet effet, des troupes à la disposition du gouverneur de Bourbon. La mort de Radama I^{er}, survenue sur ces entrefaites, suspendit l'exécution de l'entreprise conçue par Hyde de Neuville. Ranavalô, femme de Radama, était proclamée reine à la suite d'une révolution de palais et le régime des premiers ministres omnipotents s'établissait dans le royaume hova. Cependant, en 1829, une expédition française conduite par Gourbeyre, s'empare de Tintingue, bombarde Tamatave, débarque à Foulpointe sans difficulté, mais va se heurter contre un fort hova et bat en retraite presque sans combat. Malgré cet échec, les indigènes des côtes étaient venus se grouper en grand nombre autour de Tintingue, où flottait notre pavillon, et ils offraient à Gourbeyre leur concours pour combattre les Hovas. Gourbeyre eut le tort de refuser. En 1830, le gouvernement de Louis-Philippe faisait évacuer Tintingue. Les Anglais étaient débarrassés de la France. Mais les Hovas songeaient à se débarrasser des Anglais. Ranavalô ne tarde pas à dénoncer tous les traités conclus par Radama avec l'Angleterre; elle ordonne à ses sujets de renoncer aux religions catholique et protestante; elle ferme les écoles des missionnaires; enfin, en 1845, après avoir commis tous les méfaits contre les blancs et toutes les atrocités contre les populations des côtes, elle publie une loi qui expulsait tous les étrangers de Madagascar, en les soumettant à toutes les règles de police applicables aux Malgâches, notamment aux corvées de la Reine, à l'épreuve du Tanghin, etc. Enfin, en vertu de cette loi, tous les étrangers étaient expulsés de l'île tandis que leurs biens étaient livrés au pillage. L'Angleterre et la France s'unirent pour venger leurs nationaux; mais, un débarquement effectué dans de mauvaises conditions fut repoussé par les Hovas et, le lendemain, les têtes des Français et Anglais restés aux mains de l'ennemi étaient, sous les yeux de nos équipages, hissées au sommet de sagayes sur la plage de Tamatave. Un égorgement formidable de tous les indigènes qui passaient pour être favorables aux étrangers suivit cette déplorable aventure, à laquelle l'Angleterre et la France eurent l'insigne faiblesse de ne donner aucune suite.

Cependant la France ne renonçait pas à ses droits séculaires sur Madagascar. Dans la discussion de l'adresse de 1846, un paragraphe fut proposé, à titre d'amendement, sur

l'expédition de Madagascar qui se préparait à cette époque et dont le commandement devait être confié au général Duvivier. La rédaction suivante, proposée par M. Billault, fut adoptée dans la séance du 5 février : « La France n'abandonne aucun de ses droits sur Madagascar, elle ne se refuse à aucun des sacrifices que lui imposent des intérêts aussi graves, mais elle attend de la prudence de son Gouvernement qu'il ne s'engage pas sans la nécessité la plus absolue dans de lointaines et onéreuses expéditions. » (*Moniteur* du 6 février 1846).

Dans la discussion qui précéda ce vote, M. Guizot, ministre des Affaires étrangères, M. l'amiral de Mackau, ministre de la Marine et des Colonies proclamèrent le maintien intact des droits de la France. M. Billault, M. Berryer, M. Ternaux-Compans et tous les autres orateurs, même ceux qui étaient opposés à l'expédition, s'associèrent à ces déclarations.

Les indigènes des côtes, sans cesse tourmentés par les Hovas, n'avaient pas d'ailleurs cessé de compter sur la France pour se soustraire à leur domination. Par une série de traités, passés à partir de 1840, nous les voyons se placer sous notre protection.

Le 14 juillet 1840, Tsioumekaka, roi du Bouéni et les chefs sakalaves signent un acte de cession au roi des Français des îles Nossi-Bé et Nossi-Cumba et abandonnent à la France tous leurs droits de souveraineté sur la côte occidentale de Madagascar, depuis la baie de Passandava jusqu'au cap Saint-Vincent.

En avril 1841, un autre traité, conclu entre la France et Tsimiarou, roi des pays d'Ankara et des îles qui en dépendent, plaça sous notre protectorat toute la portion septentrionale de l'île de Madagascar, depuis le cap Masvala sur la côte est jusqu'à la baie de Baly sur la côte ouest.

En 1846, le chef de la province de Vohémar et d'autres chefs de tribus habitant la même région firent cession de leurs droits de souveraineté à la France.

En 1860, l'amiral Fleuriot-Delangle et M. Desprez agissant en son nom, conclurent avec les chefs de la côte ouest une série de traités d'amitié et de commerce dans lesquels les droits anciens de la France sur tout Madagascar sont consignés avec soin.

Pendant quelques années, après les événements de 1845, l'île de Madagascar reste fermée aux Européens. Cependant

la reine Ranavalô était peu à peu revenue à une conception plus exacte de ses véritables intérêts. En 1852, deux Français, Laborde et de Lastelle, occupaient à Antananarivo une situation prépondérante. Laborde était l'ami et l'homme d'affaires de la reine; il avait installé diverses usines et relevé la fortune du pays; quant à de Lastelle, il était l'ami du prince héritier, Rakoto, sur lequel il comptait pour assurer à la France le protectorat sur Madagascar. En 1853, un Français de Maurice, Lambert, homme entreprenant et d'une haute intelligence, entre en jeu. Il obtient de Rakoto la promesse de placer Madagascar sous le protectorat de la France et de créer une grande Compagnie française, à laquelle seraient concédées les mines et les grands travaux à faire à Madagascar. En 1855, Lambert vient en France pour soumettre ses projets à Napoléon III qui les accueille avec enthousiasme, mais qui en soumet l'exécution à l'acquiescement de l'Angleterre. Lambert est envoyé par lui à Londres avec mission de soumettre à Lord Clarendon ses projets et de le pressentir au sujet des vues du gouvernement britannique. Lord Clarendon s'opposa à tout projet de protectorat de la France sur Madagascar et l'empereur renonça lui-même à cette opération. Mais tandis qu'il restait inactif, un méthodiste anglais, William Ellis, se rendait à Madagascar et y travaillait activement à semer la discorde entre la Reine et ses amis les Français. En 1857, la Reine s'imagina, sur de faux renseignements, qu'un complot contre sa vie était fomenté par Lambert et Laborde; elle les expulsa de Madagascar et fit massacrer indistinctement tous les indigènes catholiques ou protestants.

En 1861, le prince Rakoto succédait à sa mère, sous le nom de Radama II, et il s'empressait de rappeler ses amis Lambert et Laborde. Ceux-ci préparèrent un traité avec la France qui reconnaissait Radama comme roi de Madagascar, « sous la réserve des droits de la France ». Lambert suivait, on le voit, la même politique que l'Angleterre; il favorisait l'extension de l'autorité des Hovas sur la totalité de l'île de Madagascar, mais en essayant de substituer notre influence auprès du gouvernement hova à celle que l'Angleterre avait jusqu'alors exercée. En 1863, une révolution de palais éclatait à Antananarivo, Radama II était étranglé; sa femme était proclamée reine sous le nom de Rasohaérina et le règne des maires du palais recommençait. Le traité

conclu avec la France était dénoncé sans que le gouvernement impérial fit entendre aucune protestation. En 1868, un nouveau traité reconnaissait, sans réserves, la reine des Hovas comme reine de Madagascar; mais, comme compensation à cette reconnaissance, l'article 4 de ce traité accordait aux Français le droit de « s'établir partout où ils le jugeraient convenable, prendre à bail, acquérir toute espèce de biens, meubles et immeubles ».

Depuis 1881. — Jusqu'en 1881, on put croire que le droit d'acquisition et par conséquent de possession, inscrit dans le traité de 1868, serait respecté par les Hovas. Mais, en 1881, à la suite de la mort de notre consul, M. Laborde, le gouvernement hova refusait à ses héritiers l'entrée en possession des propriétés qu'il avait laissées et dont les titres étaient incontestables et en règle; il invoquait à l'appui de son refus une « loi n° 85¹ » qui interdit aux sujets du gouvernement hova de vendre des terres ou de les donner en garantie à aucun étranger. En même temps, nos nationaux étaient soumis à des vexations de toutes sortes.

La loi n° 85 invoquée par les Hovas n'avait été proclamée que le 29 mars 1881; elle ne pouvait donc pas infirmer les clauses du traité de 1868. Du reste, les Hovas ne nous empêchaient pas seulement d'acquérir; ils employaient encore mille moyens pour mettre nos nationaux, et nos nationaux seuls, dans l'impossibilité de faire des locations, même d'une année. En même temps, ils s'efforçaient de mettre la main sur les territoires appartenant à la France en vertu des traités de 1840 et 1841. En avril 1882, le gouvernement français était obligé d'en venir à la menace; bientôt notre consul était contraint de quitter Antananarivo et toute relation diplomatique était rompue avec le gouvernement hova. Nous croyons inutile d'insister sur les faits qui se sont passés depuis cette époque : l'envoi d'une ambassade hova à Paris, les interminables et inutiles pourparlers qui suivirent, la prise de Tamatave et de Majunga par l'amiral Pierre, l'ordre

1. Nous empruntons le texte suivant de la loi n° 85 à une dépêche de M. Baudais, alors consul et commissaire du Gouvernement français à Antananarivo, datée du 1^{er} décembre 1881 : « La terre à Madagascar ne peut être vendue ou donnée en garantie qu'entre sujets du gouvernement de Madagascar. Si quelqu'un vend ou donne en garantie à d'autres personnes, il sera mis aux fers à perpétuité. L'argent de l'acheteur ou du prêteur sur cette garantie ne pourra être réclamé et la terre fera retour au Gouvernement. »

du jour du 27 mars 1884 par lequel la Chambre affirmait les droits de la France sur Madagascar¹, la prise de Vohémar et de Diego-Suarez par l'amiral Miot, et enfin, la conclusion du traité du 17 décembre 1885 qui a mis fin à l'expédition de Madagascar².

1. Cet ordre du jour fut voté par 437 voix contre 26. Nous croyons utile d'en reproduire ici le texte : « La Chambre résolue de maintenir tous les droits de la France sur Madagascar, renvoie à une commission spéciale, qui sera nommée dans ses bureaux, l'examen des crédits demandés et passe à l'ordre du jour. »

2. Voici le texte du Traité du 17 décembre 1885 :

Article premier. — Le Gouvernement de la République représentera Madagascar dans toutes ses relations extérieures. Les Malgaches à l'étranger seront placés sous la protection de la France.

Art. 2. — Un résident, représentant le Gouvernement de la République, présidera aux relations extérieures de Madagascar, sans s'immiscer dans l'administration intérieure des États de Sa Majesté la Reine.

Art. 3. — Il résidera à Tananarive avec une escorte militaire. Le résident aura droit d'audience privée et personnelle auprès de Sa Majesté la Reine.

Art. 4. — Les autorités dépendant de la Reine n'interviendront pas dans les contestations entre Français ou entre Français et étrangers. Les litiges entre Français et Malgaches seront jugés par le résident, assisté d'un juge malgache.

Art. 5. — Les Français seront régis par la loi française pour la répression de tous les crimes et délits commis par eux à Madagascar.

Art. 6. — Les citoyens français pourront résider, circuler et faire le commerce librement dans toute l'étendue des États de la Reine.

Ils auront la faculté de louer pour une durée indéterminée, par bail emphytéotique, renouvelable au seul gré des parties, les terres, maisons, magasins et toute propriété immobilière. Ils pourront choisir librement et prendre à leur service, à quelque titre que ce soit, tout Malgache libre de tout engagement antérieur. Les baux et contrats d'engagement de travailleurs seront passés par acte authentique devant le résident français et les magistrats du pays, et leur stricte exécution garantie par le Gouvernement.

Dans le cas où un Français devenu locataire d'une propriété immobilière viendrait à mourir, ses héritiers entreraient en jouissance du bail conclu par lui pour le temps qui resterait à courir, avec faculté de renouvellement. Les Français ne seront soumis qu'aux taxes foncières acquittées par les Malgaches.

Nul ne pourra pénétrer dans les propriétés, établissements et maisons occupés par les Français ou par les personnes au service des Français que sur leur consentement et avec l'agrément du résident.

Art. 7. — Sa Majesté la Reine de Madagascar confirme expressément les garanties stipulées par le traité du 7 août 1868, en faveur de la liberté de conscience et de la tolérance religieuse.

Art. 8. — Le gouvernement de la Reine s'engage à payer la somme de 10 millions de francs, applicable tant au règlement des réclamations françaises liquidées antérieurement au conflit survenu entre les deux parties qu'à la réparation de tous les dommages causés aux particuliers étrangers par le fait de ce conflit. L'examen et le règlement de ces indemnités est dévolu au Gouvernement français.

Art. 9. — Jusqu'au parfait paiement de ladite somme de dix millions de francs, Tamatave sera occupé par les troupes françaises.

Établissement du protectorat de la France. — Traité du 17 décembre 1885 établit le protectorat politique de la France sur Madagascar, quoique ce mot de protectorat n'y soit pas inscrit. En effet, il met le gouvernement Hova dans la nécessité de passer par notre intermédiaire dans ses relations avec tous les autres gouvernements et il accorde à la

Art. 10. — Aucune réclamation ne sera admise au sujet des mesures qui ont dû être prises jusqu'à ce jour par les autorités militaires françaises.

Art. 11. — Le Gouvernement de la République s'engage à prêter assistance à la Reine de Madagascar pour la défense de ses États.

Art. 12. — Sa Majesté la Reine de Madagascar continuera, comme par le passé, de présider à l'Administration intérieure de toute l'Ile.

Art. 13. — En considération des engagements pris par Sa Majesté la Reine, le Gouvernement de la République consent à se désister de toute répétition à titre d'indemnité de guerre.

Art. 14. — Le Gouvernement de la République, afin de seconder la marche du Gouvernement et du peuple malgache dans la voie de la civilisation et du progrès, s'engage à mettre à la disposition de la Reine les instructeurs militaires, ingénieurs, professeurs et chefs d'atelier qui lui seront demandés.

Art. 15. — Le Gouvernement de la Reine s'engage expressément à traiter avec bienveillance les Sakalaves et les Antankares, et à tenir compte des indications qui lui seront fournies à cet égard par le Gouvernement de la République.

Toutefois le Gouvernement de la République se réserve le droit d'occuper la baie de Diégo Suarez et d'y faire des installations à sa convenance.

Art. 16. — Le Président de la République et Sa Majesté la Reine de Madagascar accordent une amnistie générale, pleine et entière, avec levée de tous les séquestres mis sur leurs biens à ceux de leurs sujets respectifs qui, jusqu'à la conclusion du traité et auparavant, se sont compromis pour le service de l'autre partie contractante.

Art. 17. — Les traités et conventions existant actuellement entre le Gouvernement de la République et celui de Sa Majesté la Reine de Madagascar sont expressément confirmés dans celles de leurs dispositions qui ne sont point contraires aux présentes stipulations.

Art. 18. — Le présent traité ayant été rédigé en français et en malgache et les deux versions ayant exactement le même sens, le texte français sera officiel et fera foi sous tous les rapports, aussi bien que le texte malgache.

Art. 19. — Le présent traité sera ratifié dans le délai de trois mois ou plus tôt, si faire se pourra.

Fait en double expédition, à bord de la *Naiade* en rade de Tamatave, le dix-sept septembre mil huit cent quatre-vingt-cinq.

Le Ministre Plénipotentiaire
de la République Française,

Le Contre-Amiral
commandant en chef de la division navale
de la mer des Indes,

Signé : S. PATRIMONIO.

Signé : E. MIOT.

Le Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine de Madagascar,
Officier-général commandant les troupes malgaches,

Signé : DIGBY WILLOUGBY.

France le droit d'entretenir à Tananarive un résident avec une escorte militaire.

Vis-à-vis de toutes les autres nations les droits de la France sur Madagascar sont donc entièrement sauvegardés.

Sur tous les autres points qui avaient été l'objet de nos revendications les satisfactions qui nous sont données par le traité du 17 décembre 1885 sont beaucoup moins importantes. En premier lieu, nous donnons à la reine des Hovas, comme dans le traité de 1868, le titre de reine de Madagascar; nous déclarons qu'elle « continuera comme par le passé de présider à l'administration intérieure de toute l'île », ce qui semble être un abandon des droits que nous tenions des traités passés avec les chefs des côtes. Cet abandon paraît résulter encore de l'article par lequel la reine « s'engage expressément à traiter avec bienveillance les Sakalaves et les Antankares, et à tenir compte des indications qui lui seront fournies à cet égard par le Gouvernement de la République ». Nous renonçons ainsi à nous immiscer dans l'administration intérieure de l'île, et nous ne conservons qu'un seul point de son territoire : la baie de Diego-Suarez.

Au point de vue économique, le traité de décembre 1885 consacre le principe contenu dans la loi n° 85 dont il a été question plus haut, puisqu'il n'accorde pas à nos nationaux le droit d'acquérir, mais seulement celui de « louer pour une durée indéterminée, par bail emphytéotique, renouvelable au seul gré des parties, les terres, maisons, magasins et toute propriété immobilière. » Il est vrai que si cet article est appliqué loyalement par les Hovas le droit de location équivaut à peu près au droit d'acquisition.

Ce qui manque surtout dans le traité du 17 décembre 1885, c'est une clause permettant à la France de faire payer par le pays lui-même les dépenses du protectorat. L'engagement que nous prenons de rester en dehors de l'administration intérieure de l'île et l'absence d'une clause nous attribuant une portion quelconque des douanes et des autres impôts nous privent de toutes ressources. Les frais du protectorat incombent ainsi entièrement à la métropole. D'un autre côté, le traité de 1885 ne nous assure aucun avantage commercial ni industriel. En effet, nous nous engageons à respecter les traités de commerce déjà conclus par le gouvernement Hova avec les autres nations; or, ces traités

contiennent tous une clause assurant à ces nations le traitement de la plus favorisée; par conséquent, tout avantage douanier qui nous serait accordé serait en même temps donné aux nations qui ont des traités avec le gouvernement Hova, c'est-à-dire à l'Angleterre, à l'Amérique, à l'Allemagne et à l'Italie. Au point de vue industriel, notre situation n'est pas meilleure, puisque le gouvernement Hova reste le seul dispensateur des concessions de mines, de travaux publics, etc.

En résumé, tel qu'il est, le traité du 17 décembre 1885 ne nous donne de satisfaction réelle qu'au point de vue politique, en établissant le protectorat politique de la France sur Madagascar; sur tous les autres points il ne pourra nous être utile que si, par son caractère, son habileté et sa sagesse, notre Résident sait acquérir sur le gouvernement Hova un ascendant de nature à nous faire aimer et à favoriser nos intérêts.

Le Résident français à Tananarive ne devra pas d'ailleurs oublier les difficultés de sa situation. N'ayant autour de lui qu'un très petit nombre d'hommes, il ne pourra fonder son autorité que sur lui-même et sur le respect qu'il saura inspirer aux Hovas pour la France. La question religieuse ne sera pas non plus sans lui créer de grands embarras. Depuis plus de cinquante ans il existe à Madagascar une lutte très vive entre les protestants et les catholiques. Tour à tour les uns et les autres ont exercé une influence prépondérante; tour à tour, les uns et les autres se sont montrés intolérants lorsqu'ils ont été les plus forts. Malheureusement, les missionnaires protestants et les missionnaires catholiques ont toujours appartenu et ont, en quelque sorte, représenté des nationalités différentes. Il n'est pas douteux qu'aux yeux d'un peuple aussi ignorant que le peuple Hova, le protestantisme représente l'Angleterre, tandis que le catholicisme représente la France. Le premier devoir du Résident sera de lutter contre cette erreur. Il n'y parviendra qu'en tenant la balance égale entre les catholiques et les protestants. S'il se faisait le défenseur exclusif des catholiques, si son entourage de Français n'était formé que de catholiques, j'entends de catholiques pratiquants, s'il paraissait, aux yeux des Hovas, n'être que le protecteur des missionnaires et des indigènes catholiques, il ne manquerait pas de soulever contre lui de la malveillance et de la haine, non

seulement parmi les indigènes, mais encore parmi les Européens. Il devra garder entre les deux religions la neutralité la plus absolue. Il faudra donc qu'il soit toujours choisi parmi les rares esprits assez libéraux pour ne combattre ni ne pratiquer aucun culte. Afin de mieux montrer la neutralité de la République française dans le domaine religieux, nous verrions avec plaisir les protestants français envoyer de leurs missionnaires à Madagascar. Ce serait, sans nul doute, un moyen excellent de démontrer aux Hovas que le protestantisme ne représente pas plus l'Angleterre que le catholicisme ne représente la France,

Nous ne voulons pas développer davantage ces considérations sur le rôle délicat du Résident de la France à Madagascar. Bornons-nous à ajouter que, s'il sait faire, il ne manquera pas de contribuer puissamment au développement de la nation Hova et à l'accroissement de notre influence dans l'île. Il aura sans doute quelque peine à convaincre les Hovas de la nécessité d'établir les routes qu'ils se sont jusqu'à ce jour obstinément refusés à faire par crainte des étrangers; il devra s'efforcer de faire comprendre au gouvernement Hova, d'une part, que sans routes il n'y a ni commerce ni industrie possibles, et que d'autre part, la France n'aurait jamais aucun intérêt à tenter la conquête du pays, si l'exercice pacifique du protectorat institué par le traité de 1885 permettait le développement de son commerce et de son industrie dans l'île de Madagascar. Les mines de l'île ont toujours été mises à l'abri des investigations des ingénieurs européens; le devoir de notre Résident sera de mettre en relief l'erreur commise en cela par le gouvernement Hova, et de montrer à ce dernier les avantages de toutes sortes qu'il retirerait de la mise en œuvre de toutes ces richesses jusqu'ici improductives.

L'une des parties les plus délicates de la tâche du Résident est celle qui l'institue protecteur des populations des côtes. Celles-ci ont toujours résisté aux Hovas qui vont essayer de tirer profit du protectorat pour les soumettre à leur domination. Si des conflits doivent surgir, c'est de là qu'ils naîtront.

En résumé, la tâche de notre Résident est délicate et difficile; mais elle est, par contre, pleine de grandeur, et l'homme qui la remplira convenablement rendra un important service à la France.

VII. — ORGANISATION DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS
DE L'AFRIQUE ORIENTALE.
LEUR RÔLE POLITIQUE ET MILITAIRE

Pour terminer ce chapitre nous devons dire quelques mots de l'organisation qu'il conviendrait, selon nous, de donner à nos établissements coloniaux de l'Afrique orientale et des avantages que la France peut et doit en retirer.

Le premier soin du gouvernement français devrait être, à notre avis, de grouper en un seul faisceau tous nos établissements de l'Afrique orientale et de les placer sous une même direction. A cet égard non seulement le protectorat de Madagascar devrait être, comme la Réunion, comme Nossi-Bé, Mayotte et Obock, placé sous la haute autorité d'un ministre des colonies, mais encore toutes nos colonies de l'Afrique orientale devraient être régies par un même gouverneur auquel on pourrait donner le titre de Commissaire de la République pour les établissements français de l'Afrique orientale. Ce commissaire serait en même temps gouverneur de la Réunion; il aurait sous ses ordres le Résident de Madagascar et les commandants de Nossi-Bé, de Mayotte et même d'Obock; il aurait aussi la haute autorité sur les troupes de terre de ces établissements et sur la station navale de l'Afrique orientale, dont le principal rôle serait d'unir par des relations fréquentes toutes les parties de cet ensemble.

A ce groupe d'établissements devrait être attaché un personnel administratif unique, la métropole ne fournissant qu'un petit nombre d'agents supérieurs, tandis que les autres seraient nommés par le Commissaire général. Un corps spécial de troupes et une flottille locale seraient recrutés, autant que possible, parmi les habitants français ou indigènes de ces établissements, la France n'ayant à fournir qu'un petit nombre d'officiers. Il n'est pas douteux que la Réunion seule peut fournir les éléments du corps de troupes destiné à protéger le drapeau de la France soit à la Réunion même, soit à Madagascar et dans les autres établissements du groupe africain oriental.

En ce qui concerne les éléments français, le recrutement pourrait être fait, soit à l'aide de la conscription qui n'existe pas à la Réunion et qui pourrait y être établie dans les condi-

tions les mieux adaptées aux habitudes et à l'état social du pays, soit par le seul volontariat. Quant aux indigènes c'est surtout par le volontariat qu'il faudrait les recruter. Il n'est pas douteux qu'on en peut trouver un assez grand nombre à Madagascar soit parmi les Hovas, soit parmi les tribus de la côte. Bien encadrés d'officiers, de sous-officiers et de soldats européens, ces éléments indigènes suffiraient amplement à tous les besoins de ces colonies où la paix n'est jamais troublée, mais dont le climat est peu favorable aux soldats de la métropole. Quant aux marins indigènes, l'île de Madagascar et celle de Sainte-Marie en fourniraient autant qu'on en aurait besoin pour former le noyau des équipages de la petite flottille de torpilleurs ou de canonnières destinée à protéger les ports de nos établissements de la Réunion, d'Obock, etc., et à maintenir l'ordre sur les côtes de Madagascar. Les officiers, les sous-officiers, les premiers matelots de cette flottille pourraient être recrutés soit en France, soit à la Réunion, à l'aide d'engagements volontaires d'une certaine durée.

L'administration, l'armée, la marine locales dont nous venons de parler devraient contribuer à la colonisation de nos établissements. Les indigènes qui auraient servi dans l'armée et la marine seraient, après le retour dans leurs foyers, autant d'éléments de propagation de notre langue, de nos habitudes, de nos mœurs, de nos goûts, en un mot de notre civilisation. Ayant contracté pendant la durée de leur service certaines habitudes d'alimentation, de vêtements, etc., ils ne manqueraient pas de les introduire parmi leurs concitoyens au plus grand profit de notre commerce et de notre industrie. Quant aux Européens, nous voudrions qu'ils fussent retenus dans les établissements où ils auraient servi par les avantages qui seraient faits à eux-mêmes et aux membres de leur famille. Madagascar pourrait trouver en eux d'excellents éléments de colonisation. S'ils sont pris en France et s'ils appartiennent à des cadres métropolitains, les administrateurs et les officiers transportés dans nos colonies n'aspirent qu'à rentrer en France le plus tôt possible. Recrutés par engagement volontaire, surtout si le recrutement se fait sur place, par exemple à la Réunion pour Madagascar, ils n'ont plus la même préoccupation ; ils s'attachent à l'un des établissements dans lesquels s'écoule leur carrière et lorsqu'arrive l'âge de la retraite ils

se fixent dans l'établissement qu'ils ont choisi et où souvent ils ont introduit à leur suite leur famille.

L'organisation locale dont nous venons de tracer les grandes lignes aurait l'avantage d'établir des relations étroites entre tous nos établissements de l'Afrique orientale, relations profitables non seulement aux intérêts matériels, mais encore aux intérêts politiques et militaires de la France.

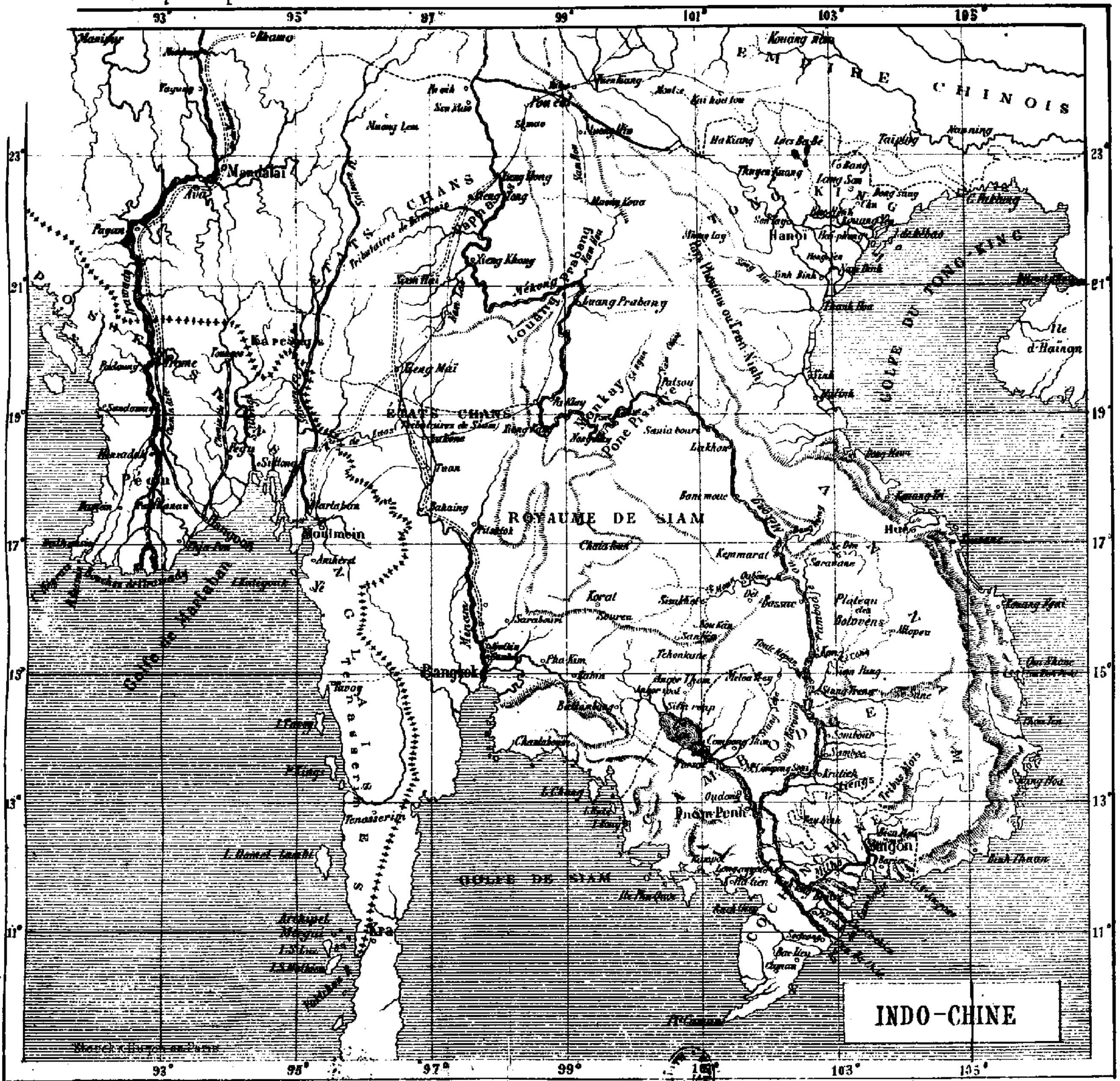
Obock, par exemple, n'a qu'une importance militaire très minime, s'il est isolé, en face des puissants établissements anglais; la moindre interruption dans la navigation du canal de Suez, ou bien la nécessité de conserver notre flotte de la Méditerranée dans les eaux de cette mer, laissent Obock impuissant à la merci des bâtiments ennemis; s'il est appuyé par une flotte de l'Afrique orientale, s'il peut recevoir des troupes de renfort, du matériel, des munitions de guerre, des vivres, de la Réunion ou de Diego-Suarez, s'il est lui-même protégé par un ou deux torpilleurs locaux, il peut même servir de point d'appui à des navires de haute mer et contre-balancer l'influence d'Aden. Quant à la Réunion et à Madagascar, il est inutile de faire ressortir l'importance militaire et politique que ces îles ont pour la France. Appuyée sur le port de Diego-Suarez qui est imprenable et inattaquable et sur le port de la pointe des Galets qui sera bientôt très bien outillé, une flotte de l'Afrique orientale pourrait gêner considérablement la marche d'une flotte ennemie obligée de venir par le cap de Bonne-Espérance au secours de l'Australie ou de l'Inde.

La convention signée récemment par un Français, M. Humblot, avec le sultan de la Grande Comore, nous met à l'abri de toute intervention étrangère dans les Comores et nous assure la prépondérance dans tout l'archipel. En donnant à ce dernier une organisation maritime convenable nous serions maîtres du canal de Mozambique que nous tiendrions, à la fois, par sa portion centrale, à l'aide des Comores, et par les côtes de Madagascar.

Les établissements nouveaux que nous venons de fonder dans les mers de l'Afrique orientale sont donc avantageux à la France non seulement par les ressources qu'ils sont destinés à fournir à son commerce et à son industrie, mais encore par la force qu'ils ajoutent à sa puissance maritime.

Pour que ces établissements nous rendent tous les services militaires que nous sommes en droit d'en attendre, il

faut non seulement qu'ils soient bien outillés, qu'ils aient des ports sûrs et bien approvisionnés, des éléments marins et militaires locaux de défense toujours prêts à entrer en action, mais encore qu'ils agissent de concert, qu'ils soient liés par des intérêts commerciaux et industriels communs et qu'ils soient soumis à une direction unique. C'est pour ces motifs que nous voudrions voir réunir dans une même main tous nos établissements coloniaux de l'Afrique orientale.



CHAPITRE IV

LA FRANCE DANS L'INDO-CHINE

(Cartes XIV et XV.)

On réunit d'habitude sous le nom d'Indo-Chine toute la partie de l'Asie orientale comprise entre la mer de Chine à l'est, l'Inde à l'ouest, la Chine au nord, l'Océan Indien au sud.

Cet immense territoire est divisé en plusieurs grands empires ou royaumes qui tous ont leur grand diamètre dirigé du nord au sud :

1° Le royaume d'Annam, avec la Cochinchine et le Tonkin, étendu le long de la mer de Chine, depuis les frontières septentrionales de l'empire Chinois jusqu'à l'extrémité sud de la péninsule indo-chinoise, c'est-à-dire à peu près depuis le 21° degré jusqu'au 9° degré de latitude nord. Etroit et peu fertile dans sa partie médiane, beaucoup plus large et très riche à ses deux extrémités, il justifie bien la comparaison qu'en font les Annamites avec un bâton portant deux sacs de riz.

2° Le royaume du Cambodge baigné au sud par la mer du golfe de Siam, enclavé entre l'Annam et le royaume de Siam.

3° Le royaume de Siam, borné à l'est par l'Annam et le Cambodge, au nord par la Chine, au sud par le golfe de Siam. Sous sa dépendance, sinon politique, du moins géographique, s'étend, du nord au sud, la péninsule malaise dont la pointe méridionale descend presque jusqu'à l'équateur.

4° Le royaume de Birmanie, enclavé entre la Chine au nord, le Siam et le Tonkin à l'est, l'Inde à l'ouest; territoire immense, isolé de la mer de tous côtés, sauf au sud, où il s'avance en delta dans la mer des Indes, entre le golfe du Bengale à l'ouest et le golfe de Martaban à l'est, jusque vers le 15° degré de latitude sud.

1. — COUP D'ŒIL GÉNÉRAL SUR LA GÉOGRAPHIE PHYSIQUE
DE L'INDO-CHINE.

Avant d'aborder les questions politiques relatives à l'Indo-Chine il me paraît utile de passer en revue les conditions orographiques et hydrographiques, ethnologiques, économiques, industrielles et agricoles dans lesquelles se trouvent les différents états qui la composent. Cet exposé jettera une lumière indispensable sur les événements politiques dont cette portion de l'Asie est le théâtre et sur les causes des ambitions qu'elle a provoquées en Europe. Dans cette étude nous insisterons naturellement beaucoup plus sur les parties de l'Indo-Chine qui intéressent la France que sur les autres.

Les montagnes de l'Indo-Chine. — Une seule grande chaîne de montagnes existe dans l'Indo-Chine, celle qui, se détachant du plateau montagneux de la Chine méridionale, se porte d'abord obliquement de l'ouest à l'est et du nord au sud vers la mer de Chine, puis descend parallèlement à la côte de la mer de Chine, le long du royaume d'Annam, jusque dans la Cochinchine et le Cambodge où elle se termine. D'autres chaînes moins importantes et moins régulières se détachent du plateau montagneux de la Chine, séparent les bassins des grands fleuves de l'Indo-Chine et donnent des ramifications qui servent de limites entre les rivières qui alimentent ces fleuves; mais, sauf la grande chaîne dont nous avons parlé en premier lieu, tous ces systèmes de montagnes n'ont qu'une importance secondaire, du moins par leur élévation.

LES FLEUVES DE L'INDO-CHINE. — Les fleuves jouent au contraire dans la constitution de l'Indo-Chine un rôle capital. Etudier leur disposition, c'est en quelque sorte faire l'histoire commerciale, agricole, industrielle et politique de l'Indo-Chine.

L'Irrawady. — En allant de l'ouest à l'est, le premier fleuve que nous trouvons est l'Irrawady. Ses embouchures sillonnent la partie de la Birmanie qui s'avance dans la mer des Indes, entre le golfe du Bengale et le golfe de Martaban, et son lit traverse du nord au sud toute la Birmanie. Il prend sa source dans le plateau montagneux du Yunnan. Il est navigable par les bateaux à vapeur dans la majeure partie de

son étendue, depuis Rangoon à son embouchure, jusqu'à Bhamo, qui est situé à près de 500 kilomètres au nord de Rangoon, sur la frontière occidentale du Yunnan. L'Irrawady constitue ainsi une excellente route vers la Chine méridionale dans laquelle il prend sa source.

Le Setlong. — Un autre fleuve Birman, beaucoup moins important, le Setlong, traverse, parallèlement à l'Irrawady, la partie méridionale de la Birmanie et se jette dans le golfe de Martaban.

Le Salouen. — A l'ouest du Setlong, la Birmanie présente un troisième fleuve, parallèle aux deux premiers, le Salouen. Plus important que le Setlong, beaucoup moins important que l'Irrawady, le Salouen se jette dans le golfe de Martaban, près des villes de Moulmain et de Martaban; sur une partie de son cours, il forme la frontière entre la Birmanie et le Siam. Des chaînes de montagnes peu élevées, à peu près parallèles à ces fleuves, en séparent les bassins.

Quatre autres grands fleuves, le Ménam, le Mékong, le Donai, le Song-Koï ou Fleuve rouge, et un grand nombre de fleuves de moindre importance arrosent l'Indo-Chine.

Le Ménam. — Le Ménam est essentiellement siamois; il prend sa source dans le sud des provinces laotiennes, traverse le royaume de Siam tout entier, du nord au sud, avec un parcours de plus de huit cents kilomètres dont 600 navigables, puis il se jette, par plusieurs bras, dans le golfe de Siam. Malheureusement, l'entrée de ce beau fleuve est rendue très difficile par la présence d'une barre qui met les grands navires dans l'impossibilité d'aller même jusqu'à Bangkok, qui est bâtie près de l'une de ses embouchures. Bangkok ne pourra donc jamais devenir un port important et le Ménam ne pourrait constituer l'une des routes principales de l'Indo-Chine, que si l'on établissait, en un point convenable de la côte du royaume de Siam, un port relié au fleuve par un chemin de fer.

Le Mékong. — A l'est du Ménam, la mer de Chine reçoit les eaux du plus important des fleuves de l'Indo-Chine, le Mékong, ou Cambodge, ou Grand Fleuve des indigènes.

Le Mékong prend sa source dans les montagnes du Yunnan; il débouche par un grand nombre de bras dans le sommet de la presqu'île indo-chinoise qui forme la Cochinchine française. Dans ce trajet, dont la longueur, en ligne droite, est supérieure à deux mille kilomètres, il traverse, du sud

au nord, la Cochinchine, le Cambodge, la portion orientale du royaume de Siam, les états Shans siamois et Birmans et une partie du Yunnan. Il marche à peu près parallèlement à la grande arête montagneuse de l'Inde-Chine et à une faible distance à l'ouest de cette chaîne d'où il reçoit ses principaux affluents.

Au niveau de Pnom-Penh, dans le Cambodge, le Mékong se divise en deux bras qui portent les noms de Fleuve Inférieur et Antérieur ou Fleuve supérieur ou postérieur. Ceux-ci se subdivisent à leurs tours avant d'aller se déverser dans la mer de Chine par plusieurs embouchures.

Le Mékong ne constitue pas une artère continue d'un bout à l'autre de son étendue; son cours est coupé sur bien des points par des seuils de rochers, des rapides, des cataractes. Cependant, quelques-uns de ses bassins ou biefs superposés sont d'une longueur fort étendue, et, à l'intérieur de chacun d'eux, il existe une batellerie plus ou moins active. Plusieurs de ces bassins pourraient, surtout après des études hydrographiques régulières, être parcourus par des chaloupes à vapeur. Bornons-nous à rappeler que le bassin libre de Không au Sé-Moun présente une étendue de 150 kilomètres et que celui de Kemmerat à Nong-Kay a près de 400 kilomètres. Ces sections navigables sont utilisées comme traits d'union entre les routes terrestres qui aboutissent aux rives du Grand-Fleuve ou qui font communiquer ses affluents de droite et de gauche. Quelques-uns de ces affluents ont des bassins extrêmement vastes et présentent un cours dépourvu d'obstacles, au moins pendant plusieurs mois de l'année; le Sé-Bang-Hieng est navigable sur une longueur d'environ 100 kilomètres; le Nam-Hou est accessible à la petite navigation à vapeur sur un espace d'environ 150 kilomètres, etc.

Malheureusement, les rapides, non peut-être les plus dangereux, mais de ceux qui se succèdent sans interruption sur une grande étendue, sont précisément situés au bas du cours du Mékong au moment où il pénètre dans nos provinces cambodgiennes et où ses eaux, soumises aux gonflements des marées, acquièrent une profondeur suffisante pour qu'il puisse être parcouru par des navires de mer. Nous voulons parler des rapides qui commencent au-dessus de Somboc, à environ 500 kilomètres des embouchures et qui se prolongent, avec de très courtes interruptions, jus-

qu'au delà des cataractes de Khône, c'est-à-dire sur une longueur approximative de 150 kilomètres. Récemment, un officier de notre marine a pu les remonter avec un petit navire à vapeur, mais il est douteux qu'on puisse, sans des travaux importants et difficiles, rendre cette partie du Mékong accessible à la navigation commerciale.

Nous reparlerons plus bas du Mékong ; nous remonterons son cours de bas en haut, de la Cochinchine au Yunnan, nous étudierons les régions qu'il traverse, nous montrerons sa valeur commerciale et politique pour notre pays, et la nécessité d'en explorer jusqu'aux moindres affluents.

Bornons-nous seulement à citer les noms et l'origine des plus importants d'entre ces derniers. En premier lieu se présente le Bras du Grand-Lac qui traverse le Cambodge et va prendre sa source dans le Grand-Lac ou Tonlé-Sap. Ce dernier est alimenté lui-même par un grand nombre de rivières qui descendent des plateaux montagneux du Cambodge et du Siam. Plus haut le Mékong reçoit par sa rive gauche le Se-Sane et le Se-Cong, le Sé-Don ou Saravane, le Sé-Bang-Hieng, qui viennent de la chaîne de montagnes de l'Annam. Un peu plus haut que la Saravane, entre l'embouchure de cette rivière et celle du Sé-Bang-Hieng il reçoit, par sa rive droite, le Sé-Moun qui vient du plateau montagneux du Siam, région probablement destinée à jouer dans l'histoire de cette partie de la péninsule indo-chinoise un rôle considérable. Le Sé-Moun est d'ailleurs la seule rivière de quelque valeur que le Mékong reçoive par sa rive droite. Par sa rive gauche, il reçoit, au-dessus du Sé-Moun, un grand nombre de rivières qui toutes descendent des montagnes de l'Annam. Parmi ces rivières nous citerons le Sé-Kan, qui débouche dans le Mékong au niveau du point où celui-ci se rapproche le plus de la côte de la mer de Chine, le Nam-Chane, qui prend sa source dans le pays des Phouens, dans le sud-ouest du Tonkin et qui, à cause de sa situation, pourra constituer un jour une excellente route entre le Mékong et le Tonkin, le Se-Ngun qui vient de la même région, mais qui paraît être moins important ; le Nam-Kan, qui se déverse dans le Mékong à Luang-Prabang, prend sa source avec les précédents dans la région des Phouens, et sera quelque jour l'une des meilleurs voies de communications entre la province de Luang-Prabang et le Tonkin où il se rapproche beaucoup de l'important fleuve Song-Ma, dont nous parle-

rons dans un instant. A Luang-Prabang le Mékong reçoit aussi le Nam-Hou, qui descend du Yunnan où, d'après les explorations modernes, il se confondrait avec le Papien; nous y reviendrons plus bas. Au-dessus de Luang-Prabang le Mékong reçoit par sa rive droite quelques rivières qui viennent des plateaux montagneux habités par les Shans tributaires du Siam. Au-dessus de Luang-Prabang il cesse d'être navigable.

Le Donai. — Au nord des embouchures multiples du Mékong, la mer de Chine rejoint le Donai, fleuve peu étendu, mais très important pour la Cochinchine où ses branches et les canaux qui en dépendent constituent d'excellentes voies de communication. Il prend sa source par de nombreux affluents dans les montagnes qui séparent la Cochinchine de l'Annam proprement dit et qui sont habitées par des tribus Moïs indépendantes.

LES FLEUVES DE L'ANNAM CENTRAL. — Le long de la côte de l'Annam se déversent un grand nombre de petites rivières qui prennent leur source dans la chaîne de montagnes située entre la côte et la vallée du Mékong; elles traversent l'Annam de l'est à l'ouest en formant de petits bassins transversaux, séparées les unes des autres par des branches de la grande chaîne montagneuse d'où elles descendent, branches qui s'avancent en bien des points jusqu'au voisinage de la côte. Comme tous les cours d'eau torrentueux ces rivières sont difficilement navigables et n'ont qu'une valeur très secondaire comme voies de communication. Quelques-unes courent pendant une partie de leur étendue parallèlement à la côte, en formant des lagunes.

Nous nous bornerons à citer parmi elles, du sud au nord : le Phu-Giai et le Phan-Thit qui se jettent dans la baie de Phan-Thit, sur les bords de laquelle est bâtie la ville de Binh-Thuan, capitale de la province de ce nom; le Nha-Trang sur le bord duquel est bâti le chef-lieu de la province de Khanh-hoa; le Phu-Yen ou Cua-Dâ-Kang, qui se jette dans l'importante baie de Qui-Nhone et qui traverse une plaine large de 60 kilomètres, l'une des plus riches de l'Annam proprement dit; le Quang-Ngai, qui traverse la ville de ce nom; le Fai-Fo, qui est assez profond et qui communique avec la baie de Tourane et arrose la capitale de la province de Quang-nam; la rivière de Tourane, peu importante; la rivière de Hué, formée par la réunion de deux forts ruisseaux qui

descendent de montagnes situées à peine à 20 kilomètres de la côte; le Cua-Dong-Hoi, sur lequel est bâti Dong-Hoi, chef-lieu de la province du Quang-Binh et dont l'embouchure est gardée par un fort important; le Song-Gianh, très important parce qu'avec le défilé de Dong-Hoi il forme, entre l'Annam central et le Tonkin, une véritable barrière que les stratégestes considèrent comme les Thermopyles du Tonkin; il est accessible aux bateaux de mer et pourrait être le débouché d'un canal qui reliait la mer de Chine au bassin du Mékong, au niveau du point où le Grand Fleuve reçoit la rivière Chane et se rapproche le plus de la mer. Le Song-Ca, situé plus au nord, prend sa source dans le sud du plateau montagneux de Tran-Ninh ou des Phouens, il débouche dans la mer au niveau de Vinh ou Ngé-An, dans la province de l'an-Hoa. Le Song-Ma, l'un des plus importants des fleuves de cette côte, vient du nord du plateau des Phouens, et formera sans doute, avec le Nam-Kan, affluent du Mékong, l'une des meilleures routes pour Luang-Prabang.

LES FLEUVES DU TONKIN. — Le Song-Ca et le Song-Ma sont véritablement des fleuves tonkinois, au même titre que le Song-Koï, ou Fleuve Rouge avec lequel ils sont mis en communication comme ils le sont entre eux par des canaux appartenant au système de navigation intérieure du delta du Tonkin.

Le Tonkin proprement dit a deux grands fleuves : le Song-Koï et le Taï-Binh.

Le Song-Koï ou Fleuve Rouge. — Le Song-Koï, Fleuve Rouge, prend sa source, comme les affluents supérieurs du Mékong, dans le plateau montagneux du Yunnan, près de Tali-fou; il descend de là vers la mer de Chine en suivant une direction générale du nord-ouest au sud-est; sur ses bords on rencontre de haut en bas : la ville de Mang-Hao, la dernière du Yunnan; celle de Long-Po où il reçoit la rivière Tsin; celle de Laokay, dernier point que nous devons occuper dans le sud-ouest; celle de Hong-Hoa, un peu au-dessus de laquelle il reçoit ses deux principaux affluents : la Rivière noire¹ et la Rivière claire²; puis Son-Taï, Hanoi, Hong-Yen

1. Nommée par les indigènes Song-Da-Giang, ou Hé-Ho ou Song-Bo, ou encore Kin-Tu-Ha; elle prend sa source dans le Yunnan.

2. Ou Lo-Giang; elle vient aussi du Yunnan.

Au-dessous de Son-Taï le Fleuve Rouge se divise en trois branches principales. La branche septentrionale, que l'on considère, à cause de son importance, comme constituant le prolongement du fleuve et à laquelle on conserve le nom de Fleuve Rouge, passe à Hanoï, à Hong-yen, près de Nam-dinh, et va se jeter dans le golfe du Tonkin en se divisant en trois bras : le Cua-Balai-dong, le Cua-Balai-nam et le Cua-Lac.

La branche méridionale du Song-Koï porte le nom de Lach-Daï, elle passe à Phu-tan-hoa, à Phu-Ly et à Nin-Binh, où elle se divise en deux branches qui vont se déverser dans le golfe du Tonkin en se subdivisant encore. Le Lach-Daï est relié au Fleuve Rouge par le canal de Nam-Dinh, qui arrose la ville de ce nom.

La branche septentrionale du Fleuve Rouge est reliée au delta du fleuve Taï-Binh par deux cours d'eau : le Sing-Gian ou rivière des Mûriers, et le canal de Bac-Ninh, ou canal des rapides, ce dernier en partie creusé de main d'homme.

Le fleuve Rouge n'est pas navigable, même pour de légers canots, en amont de Mang-Hao, c'est-à-dire dans toute la partie de son cours située dans le Yunnan. Entre Mang-Hao et Laokay le fleuve est très encaissé entre des rochers qui se dressent à pic sur ses bords et qui rendent les débarquements et déchargements très difficiles; il est cependant praticable pour des jonques effilées pouvant porter quatre à cinq tonnes de marchandises. Entre Laokay et Tuan-Quan le fleuve est obstrué par des bancs de sable qui se déplacent fréquemment et par des rochers entre lesquels il forme de nombreux rapides dont le plus important est celui de Tac-Kaï. Du mois de novembre au mois de mars la navigation est très difficile dans cette partie du cours du fleuve; elle est possible d'avril à la fin d'octobre pour des chalands plats qu'on mène à la cordelle ou bien à la perche ou à la voile. A Tuan-Quan la largeur du fleuve Rouge n'est que de 20 mètres; elle augmente ensuite rapidement, à mesure que les rives s'abaissent, pour atteindre 500 mètres au niveau de Hong-Hoa et un kilomètre en aval de Hanoï. En ce dernier point la vitesse du courant est d'environ trois mille. Pendant la saison sèche la marée se fait sentir jusqu'au-dessus d'Hanoï; elle y est nulle pendant la saison des pluies. Au-dessous de Hanoï le fleuve Rouge est navigable dans toutes

ses parties, mais seulement pour des navires d'un très faible tirant d'eau.

Toutes les embouchures du Fleuve Rouge sauf une, celle du Lach-Daï, sont obstruées par des bancs de sable qui les rendent impraticables. Le Lach-Daï lui-même ne peut être pratiqué qu'à marée haute et par des navires ne calant pas plus de 3 mètres d'eau; à marée basse il n'y a pas plus de 60 centimètres d'eau à son embouchure.

On entre ordinairement dans le Fleuve Rouge par un bras du fleuve Thaï-Binh, nommé Cua-Cam ou Bouche d'Haïphong parce qu'il baigne cette ville; à la hauteur du port d'Haï-Phong le Cua-Cam offre une largeur de 250 à 300 mètres. Le chenal du Cua-Cam est difficile et se déplace souvent; l'entrée en est défendue par une barre sur laquelle il n'y a pas plus de 5^m,40 d'eau à marée haute et 3^m,30 seulement à marée basse. Ajoutons qu'il n'y a dans le golfe du Tonkin qu'une marée par vingt-quatre heures et l'on aura une idée des difficultés que présente l'entrée du Fleuve Rouge.

Le Thaï-Binh. — Le fleuve du Tonkin le plus important après le Fleuve Rouge est le Thaï-Binh. Ce fleuve porte dans la partie supérieure de son cours le nom de Song-Cau. On ne sait pas exactement où il prend sa source. Quelques voyageurs le font venir des lacs Ba-Bé, dans la province de Caobang; d'autres, avec plus de raison probablement, le font venir des montagnes de la province chinoise de Kouang-si. Ses principaux affluents sur le Song-Thuong et le Luc-Ngan qui viennent du sud-ouest du Kouang-Si et d'autres qui viennent des provinces de Caobang et de Langson. Au-dessous des lacs Ba-Bé, il passe successivement près de Tay-Nguyen et de Bac-Ninh; il envoie, au-dessus de cette ville, une branche de communications au Song-Koï, branche qui porte le nom de Rivière Song-Calo, puis il se divise en un grand nombre de bras dont les principaux sont le Lach-Huyen ou bouche de Quang-Yen, le Song-Kinh-Tay, le Cuan-Cam ou bouche d'Haïphong, le Lach-Tray, le Lach-Van-Uc et le Cua-Thay-Binh qui passe à Haï-Dzuong. Le Cua-Taï-Binh et le Song-Cau qui n'est, comme nous l'avons dit plus haut, que la partie supérieure du Thaï-Binh, ont été remontés jusqu'à Tay-nguyen. On connaît à peine son cours au-dessus de ce point. Il y a 1^m,50 d'eau sur sa barre, à marée basse; en dedans de la barre il est navigable pour les navires calant de 4 mètres à 4^m,50 d'eau. Le seul bras qui puisse permettre l'entrée des

navires est, comme nous l'avons dit plus haut, le Cua-Cam. C'est par ce bras seulement que l'on peut pénétrer dans le réseau fluvial qui arrose si abondamment tout le delta du Tonkin.

Le Song-Ki-Kung. — La région septentrionale du Tonkin est arrosée par un fleuve dont l'importance comme voie de communication paraît être de premier ordre, le Song-Ki-Kung ou Ngan-Nam-Kiang, nommé Li-Kiang dans sa partie supérieure et Dzuong-Ha ou Po-Kiang ou Po-nien dans sa partie inférieure. Ce fleuve prend sa source dans la province chinoise de Kouang-Si; il reçoit à droite des affluents venant des provinces tonkinoises de Langson et de Caobang, traverse la province de Quang-Ton et va se jeter dans la mer de Chine, sur le territoire de la province de Quang-Ton par un large estuaire, situé au nord du Cap Pakloun. On ne connaît que très imparfaitement le cours de ce fleuve qui passerait à Tat-khé, à Coabang et à Langson pour se rendre sur le territoire chinois.

Aumoitte¹ dit qu'à partir de That-Khé, le Song-Ki-Kung porte de grosses barques. Sa vallée serait la principale voie entre l'Annam et la Chine. C'est, du reste, la route officielle que suivent les envoyés de l'un à l'autre pays.

Cao-Bang serait aussi sur un affluent navigable du Song-Ki-Kung.

D'après Devéria² « en 1786, au moment de l'insurrection des Tay-Son, 200 Annamites réfugiés à Cao-Bang s'en éloignèrent sur des barques, et gagnèrent la rivière de Po-Nien, limite du district de Long-Tcheou, Quang-Si. »

Le delta du Tonkin est moins riche en voies navigables que la basse Cochinchine. On y trouve cependant, indépendamment des fleuves dont nous venons de parler, un certain nombre d'arroyos canalisés ou de canaux creusés entièrement par la main des hommes. En premier lieu, nous devons citer le Canal des Rapides ou canal de Bac-Ninh qui part du Fleuve Rouge un peu au-dessus de Hanoï et va déboucher dans le Thaï-Binh au-dessus de Haïphong; les barques du pays peuvent l'utiliser pendant toute l'année; les petits navires à vapeur y naviguent à l'époque des hautes eaux, de juin à octobre; le canal de Nam-Dinh et le canal de Phu-Ly éta-

1. *De Bac-Ninh à Lang-Son.*

2. *Les relations de la Chine avec l'Annam, 1880.*

blissent une communication entre le Fleuve Rouge et le Day; les navires qui entrent par le Day remontent à Hanoï par l'une ou l'autre de ces voies. Le bassin du Thai-Binh présente quatre canaux beaucoup moins importants. Les routes de terre existent à peine au Tonkin. La seule qui ait quelque importance est la route royale qui relie Hué à Hanoï et à Langson; encore est-elle en mauvais état; il en part des embranchements encore plus mal tenus se rendant aux chefs-lieux des provinces. Les autres routes ne sont représentées que par les digues des fleuves et par les talus qui séparent les rizières.

2. — ÉTAT POLITIQUE ET ETHNOGRAPHIQUE DE L'INDO-CHINE.

Maintenant que nous connaissons les conditions orographiques et hydrographiques de l'Indo-Chine, nous pouvons aborder avec profit la question des conditions politiques et ethnographiques dans lesquelles se trouve cette vaste région et celle non moins importante des routes commerciales qui existent, d'une part, entre les principaux centres de population de cette vaste région de l'Asie orientale, d'autre part entre l'Indo-Chine elle-même et la Chine.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, quatre grands empires se partagent l'Indo-Chine: le royaume de Birmanie, celui de Siam, celui du Cambodge et celui de l'Annam.

La Birmanie.

La Birmanie est peuplée par une race d'hommes d'origine malaise. Hier encore elle était divisée politiquement en deux parties: l'une méridionale, soumise au protectorat de l'Angleterre, l'autre septentrionale encore indépendante, qui a pour capitale Mandalay. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les Anglais sont à Mandalay. Le roi de Birmanie est leur prisonnier et demain son royaume sera protégé ou conquis, d'après le bon vouloir ou les intérêts du vainqueur.

Avec ses trois fleuves, ses montagnes riches en mines de toutes sortes, ses plaines dans lesquelles vivent de nombreux troupeaux et où l'on peut cultiver le riz, le maïs, le blé, le coton, etc., ses forêts magnifiques de bois de construction et particulièrement de teck, la Birmanie constituera bientôt, entre les mains de l'Angleterre, une magnifique

colonie, dont la population totale, en réunissant la basse et la haute Birmanie et les Etats tributaires de cette dernière, atteint, en ce moment, 6 à 7 millions d'habitants ¹.

C'est par la Birmanie et son fleuve principal l'Irrawady que l'Angleterre s'efforce de gagner la Chine; c'est pour cela qu'elle s'est d'abord emparée de Rangoon à l'embouchure de ce fleuve, c'est pour cela qu'elle vient de prendre Mandalay et qu'elle ne tardera pas à mettre la main sur Bhamo, point jusqu'auquel l'Irrawady est navigable et qui se trouve sur la frontière méridionale du Yunnan.

Cependant, quelques explorateurs, particulièrement M. Colqhoun, estiment que la route de Bhamo n'a qu'une valeur secondaire². Ils considèrent comme préférable de pé-

1. D'après le *Statistical abstract relating to British India from 1873-74, to 1882-83*, p. 6, la population de la Birmanie anglaise était, le 17 février 1881, de 3 736 771 individus, répandus sur une surface de 87 220 mètres carrés. Quant à la haute Birmanie, d'après le colonel Yules, sa population était, en 1857, de 1 200 000 individus; celle des Etats tributaires était de plus de 2 000 000 d'individus. En 1868, M. Clement Williams, résident anglais à Mandalay, estimait la population de la haute Birmanie proprement dite à 1 million d'individus et celle des Etats tributaires à 3 millions. (Voyez COLQHOUN, *La Chine méridionale*, t. II, p. 153.)

Nous trouvons dans un ouvrage anglais semi-officiel, publié en 1880, les renseignements statistiques suivants : « La population totale de Rangoon, d'après le recensement fait le 24 décembre 1869, est de 96 942, ce qui fait une augmentation de 24 267 en trois ans, la population, à la dernière énumération, étant de 72 675. Ce chiffre comprend les Birmans, 52 732; Talaings, 9 183; Shans, 2 219; Chinois, 3 440; Natifs des Indes, 28 946; Malais, 103; Arakaniens, 139; Arméniens, 162; Européens et Indiens de l'est, 1 619; autres races, 128; total des hommes, 61 978; des femmes, 34 964; total, 96 942. Ce chiffre était, en 1872, de beaucoup supérieur à 100 000. Les villes suivantes avaient une population supérieure à 10 000 : Rangoon, 100 000; Maulmain, 53 653; Prome, 24 682; Bassein, 19 577; Akyab, 15 281; Hanzada, 15 285; Tavoy, 14 467; Shwé-Doung, 12 411. » Voyez : Colonel LAURIE, *Our Burmese Wars and Relations with Burma*, p. 345.

2. « En ce qui concerne la route de Bhamo, dit-il (*la Chine méridionale*, t. II), les obstacles qu'on rencontre entre cette ville et Tali sont tels qu'il est impossible d'établir dans cette direction une bonne voie commerciale. Cette route ne servira jamais qu'aux exportations et aux importations de la fertile vallée de Taping et de cette partie du Yunnan qui est située à l'ouest de Yang-chang. Quant au centre, à l'ouest et au sud-ouest du Yunnan, on peut y pénétrer en partant de la Birmanie anglaise et en traversant le Shan. Ce dernier pays, quoique relativement peu peuplé a deux fois plus d'habitants que la haute Birmanie. Il possède de grandes richesses naturelles, et le mouvement des échanges peut y prendre un développement énorme. Il y a donc là un vaste champ commercial à exploiter. Or, il faut pour réaliser ce projet et pour rattacher cette vaste région d'une part à la Birmanie anglaise, de l'autre au Yunnan, construire un chemin de fer. »

nétrer dans le Yunnan par le pays des Shans, en partant de la Birmanie inférieure et à l'aide d'une voie ferrée. Celle-ci existe déjà entre Rangoon et Toungoo, ville située sur les bords du Sittong. De Toungoo la ligne ferrée serait prolongée jusqu'au fleuve Salouen; ou bien on en ferait partir une seconde de Moulmain qui est à l'embouchure de ce fleuve. L'une ou l'autre de ces voies, remonterait sur une étendue variable le fleuve Salouen, traverserait le pays des Shans et gagnerait la ville chinoise de Su-Mao qui est à la frontière du Yunnan, et à l'ouest du Tonkin. On remarquera que l'objectif de M. Colqhoun n'est pas la partie occidentale du Yunnan, ni même sa partie centrale, mais sa portion orientale, c'est-à-dire celle que nous pourrions gagner par la vallée du Mékong ou par celle du Fleuve Rouge, avec beaucoup moins de frais, et en pénétrant, plus facilement encore que par la voie birmane, dans le riche pays des Shans.

On peut encore pénétrer dans le pays des Shans et de là dans le Yunnan par le Siam, en remontant la vallée du Ménam jusqu'à Lakone et à Xien-Maï. Cette dernière localité est de celles par lesquelles passerait la voie ferrée de M. Colqhoun. Nous y reviendrons tout à l'heure.

Le Siam.

Enclavé entre la Birmanie à l'ouest, le Cambodge et l'Annam à l'est, le royaume de Siam ne possède qu'un seul grand fleuve, le Ménam, et quoique la majeure partie de son territoire soit d'une grande richesse, il ne compte qu'un petit nombre de villes importantes. Les races qui le peuplent sont très multiples. Le Siamois lui-même, ou peuple Thaï, n'est qu'un métis de races très diverses, parmi lesquelles semblent dominer les Hindous et les Malais, auxquels il faut ajouter les Chinois, les Annamites, et peut-être même les Japonais qui ont entretenu autrefois de fréquentes relations avec le Siam. Quant aux peuplades plus ou moins sauvages qui habitent, sous le nom de Laotiens et de Shans, les provinces occidentales et septentrionales de l'empire siamois, on ne sait rien de leur origine; il est seulement permis de penser qu'elles ont surtout du sang malais.

Les Shans sont des peuples de mœurs assez douces. Il n'en est pas de même d'une autre population que nous sommes appelés à rencontrer dans les environs de Luang-Prabang et

dans l'ouest du Tonkin, et à laquelle on a donné le nom de Hôs.

Les Hôs sont tout à fait analogues aux Pavillons-Noirs, Pavillons-Jaunes, etc., du Tonkin. Ils ont probablement la même origine. Ce sont des débris de bandes insurrectionnelles, de Taïpings du sud de la Chine, qui prirent part à la révolte des Musulmans du Yunnan. Grossis d'une foule de gens sans aveu, comme il arrive toujours dans ces pays dès que l'autorité faiblit ou disparaît, ces bandes n'ont pas cessé de vivre de pillage ; elles rançonnent les villages de cultivateurs paisibles. Soumis à une sorte de discipline militaire nécessaire à leur genre de vie, les Hôs barrent les rivières et les routes, se groupent autour de forteresses plus ou moins permanentes qui leur servent de retraites et de lieux d'approvisionnement, et rayonnent de proche en proche autour de ces points d'appui. Ils paraissent, du reste, avoir eu des alternatives de succès et de revers, avançant sur un point, reculant sur un autre, tantôt recrutant des partisans, tantôt s'affaiblissant par la désertion. Quelques-uns d'entre eux ont même formé, çà et là, des espèces de colonies devenues sédentaires.

Ce qui fait la gravité de ce mouvement, c'est qu'il n'a plus aujourd'hui le caractère d'un phénomène passager, mais devient, au sens propre du terme, une véritable invasion qui grossit tous les jours, alimentée par une sorte d'exode des populations du Yunnan méridional et oriental, et tendant à fonder un État militaire au voisinage du Tonkin. Ces bandits n'ont plus aujourd'hui aucune couleur politique ou religieuse, bien qu'on ait pu prétendre, avec raison peut-être, qu'au début ils étaient musulmans.

Vers 1875, les déprédations de ces brigands devenant de plus en plus graves et, à la suite d'une pointe qu'ils firent aux environs du fleuve, l'alarme se répandit jusqu'à Bangkok ; les Siamois se décidèrent à envoyer, principalement d'Oubône, une expédition chargée de les refouler dans l'intérieur, au delà de la rive gauche du Nam-Khong. Il ne paraît pas y avoir eu jamais entre les troupes siamoises et les Hôs de rencontre sérieuse ; ceux-ci se retirèrent, pour revenir après le départ des troupes thays, qui emmenèrent à Bangkok, avec une férocité et une injustice révoltantes, une quantité de pauvres jeunes gens, dont beaucoup d'Annamites parfaitement innocents.

Pendant le courant du consulat de M. Harmand à Ban-

gkok, vers la fin de 1882 ou le commencement de 1883, les mandarins de Than-Hoa et du Nghé-An, envoyèrent, ou firent mine d'envoyer des troupes annamites régulières du côté de Luang-Prabang. Enfin, en 1884, les Siamois se sont décidés à faire marcher contre les Hô une expédition assez sérieuse, commandée par des officiers anglais.

Les localités les plus importantes, au point de vue commercial et politique du royaume de Siam, sont situées les unes au voisinage du golfe de Siam, telles sont Chantaboun et Battambang, les autres sur le Ménam, telles que Bangkok, Raheng, Xieng-Maï, d'autres dans la vallée du Sé-Moun, affluent du Mékong, tel est Korat, ou sur les bords même du Mékong ou dans les régions placées sous la dépendance du Grand Fleuve, telles sont encore sur le Mékong : Bassac, Kemmerat, Lakone, Pone-Pissaye, Nong-Kay, Xieng-Kang, etc.

Parmi ces localités, nous ne parlerons en ce moment que de celles qui sont situées au voisinage du golfe de Siam ou sur le Ménam; les détails relatifs aux autres se trouveront mieux à leur place dans l'étude que nous ferons plus bas du cours du Mékong et des bassins secondaires qui dépendent de celui du Grand Fleuve.

Hâtons-nous d'ailleurs de dire que le royaume de Siam est loin de former un empire indivis. La plupart des villes importantes qu'il renferme sont devenues chefs-lieux de principautés plus ou moins indépendantes de la cour de Bangkok; quelques-unes reconnaissent à peine la suzeraineté nominale du roi de Siam. Dans ce cas se trouvent, ainsi que nous l'indiquerons avec plus de détails dans un instant, toutes les principautés échelonnées le long du Mékong, depuis Bassac jusqu'à Luang-Prabang. Dans ce cas aussi se trouve la principauté de Xien-Maï située sur le Haut-Ménam. Les provinces voisines du Grand Lac, Ang-Kor, Battambang, qui ont été séparées par la force du royaume du Cambodge jouissent aussi, vis-à-vis du gouvernement de Bangkok, d'une certaine indépendance. En réalité, l'autorité directe du roi de Siam ne dépasse guère les limites des provinces qui avoisinent le golfe de Bangkok et ne vont pas dans le nord au-dessus de la ville de Raheng, sur le Mé-Nam.

Pour bien comprendre la situation politique de l'Indo-Chine et avoir une idée nette des ambitions que la France peut concevoir dans cette partie de l'Asie orientale, il faut

avoir toujours présente à l'esprit cette idée que le Siam n'est pas, comme l'Annam ou le Cambodge, un empire homogène, mais plutôt une simple agglomération de principautés dont la plupart diffèrent les unes des autres par la langue, par les habitudes, par les intérêts et qui toutes tendent à se faire de plus en plus indépendantes de la cour de Bangkok.

Nous avons cité, parmi les villes siamoises importantes qui commandent le golfe de Siam : Chantaboun et Battambang. La première de ces deux villes est située à peu de distance du golfe de Siam, sur une petite rivière dont l'embouchure pourrait être le siège d'un port important à cause du voisinage du Grand-Lac et du Cambodge. La population de Chantaboun est un mélange de Chinois, d'Annamites, de Cambodgiens et de Siamois. Le même mélange de races existe à Battambang, ville située au sud du Grand-Lac, au centre d'une province d'une grande richesse agricole. Nous montrerons plus bas, en étudiant en détail le cours du Mékong, quelle est l'importance de Battambang pour les relations commerciales de l'Indo-Chine.

La population de Bangkok est évaluée à 400 000 habitants, parmi lesquels les Chinois comptent pour une bonne moitié. C'est entre leurs mains que se concentre la majeure partie du commerce du royaume.

Au nord de Bangkok, sur le Mé-Nam, ou dans la région qui en dépend, l'attention est attirée par trois villes importantes : Raheng, Xieng-Maï et Muong-Nam.

Raheng, sur le Mé-Nam, dépend directement de Bangkok, mais l'influence birmane, ou plutôt anglaise, y est tellement prépondérante que le técal siamois y est déjà complètement remplacé par la roupie. Cette ville n'a que 9 à 10 000 habitants, mais ses alentours sont très peuplés et bien cultivés. C'est un centre de commerce de bois de teck extrêmement florissant, presque tout entier entre les mains des Birmans, sujets anglais. Six cents éléphants y sont employés journellement au transport des pièces de teck à la rivière, où l'on forme des radeaux qui descendent jusqu'à Bangkok. Les forêts de teck sont très nombreuses dans cette région; elles fournissent à la marine anglaise une ressource précieuse.

Xieng-Maï et Muong-Nam sont capitales de deux États tributaires de la cour de Bangkok et en pleine prospérité.

Ils exercent les droits de la suzeraineté sur une foule de petites principautés environnantes.

Muong-Nam est fort peu connu. Le roi de cet État passe pour un des plus puissants du nord du Siam; on le considère comme capable, à un moment donné, de causer de graves inquiétudes à Bangkok.

La ville de Xieng-Maï compte déjà environ 100 000 habitants. Elle fait un commerce très florissant avec la Birmanie anglaise. Son territoire est d'une richesse qui a frappé tous les voyageurs. Le roi de Xieng-Maï est un suzerain de l'État ou province de Xieng-Sen, ville sur laquelle les Siamois viennent de remettre la main, au détriment des Shans, tributaires de la Birmanie, et qui se relève rapidement de ses ruines.

Occupant une situation des plus heureuses, non loin du sommet de l'angle du Grand-Fleuve, Xieng-Maï paraît appelée à un bel avenir. L'Angleterre n'a pas méconnu cette situation exceptionnelle, car elle vient d'obtenir le droit de placer à Xieng-Maï un vice-consul. Xieng-Maï est une des localités par lesquelles passerait la voie ferrée que M. Colqhoun¹ propose de construire à travers l'Indo-Chine, pour relier Rangoon ou Moulmein au Yunnan. D'autres projets font aboutir à Raheng² la voie ferrée venant de la Birmanie inférieure. Tous, d'ailleurs, sont d'accord pour laisser de côté Bangkok, d'abord parce que la barre qui est à l'entrée du Mé-Nam rend impossible toute communication importante entre Bangkok et la mer, et ensuite parce qu'en faisant aboutir à Rangoon ou à Moulmein les voies ferrées de l'Indo-Chine on évite aux navires de faire le tour de la presqu'île malaise.

Pour l'Angleterre, maîtresse de la Birmanie, le royaume de Siam n'est qu'un territoire de transit. Son importance est tout autre pour la France. Celle-ci doit s'efforcer d'attirer les produits du Siam vers le Mékong, dans le régime géographique et commercial duquel ce royaume entre naturellement, ainsi que nous le montrerons plus bas, quand nous ferons, avec tous les détails qu'elle comporte, l'étude du Grand Fleuve indo-chinois.

Politiquement indépendant des empires voisins et des na-

1. Voyez : COLQHOUN, *la Chine méridionale*, t. II.

2. Voyez *Supplement to the Chamber of Commerce Journal*, 5 mai 1885.

tions européennes, le Siam ne peut manquer d'exciter tôt ou tard les convoitises de l'une de ces dernières. Aussi se montre-t-il très effrayé des progrès que fait l'Angleterre en Birmanie et serait-il tout disposé à nous tendre la main s'il était certain de trouver en nous des protecteurs décidés à sauvegarder son indépendance. Si nous savions borner notre ambition au rôle de conseillers et de protecteurs désintéressés, nous trouverions dans ce simple rôle des avantages considérables. Étant donnés les progrès que l'Angleterre a faits en Birmanie et ceux que nous faisons chaque jour dans la vallée du Mékong et à l'est de ce fleuve, il y aurait intérêt pour les deux grandes puissances européennes à être séparées l'une de l'autre par un territoire neutre comme celui du Siam, territoire qu'elles considéreraient volontairement comme la barrière de leurs ambitions réciproques dans l'Indo-Chine.

Le Cambodge.

Le royaume du Cambodge, dont nous devons maintenant dire quelques mots, mais sur lequel nous reviendrons quand nous ferons l'étude du cours du Mékong, le royaume du Cambodge, ou empire Kmer, est enclavé entre le Siam à l'ouest et au nord, l'Annam à l'est et au sud, le golfe de Siam au sud-ouest¹. Traversé par le Mékong du sud-est au nord-ouest, et aussi par de nombreuses rivières qui vont se jeter les unes directement dans le Mékong, les autres dans le Grand-Lac, qui lui-même fournit une énorme quantité d'eau au Grand-Fleuve, les autres dans la mer des Indes, le Cambodge est l'une des parties les plus riches de l'Indo-Chine. Aussi a-t-il été de tout temps le théâtre de luttes acharnées entre des races d'hommes très diverses.

Il est permis de penser qu'à une époque très reculée il était peuplé par une race d'origine malaise, ainsi que la

1. Dans sa plus grande longueur, c'est-à-dire de la pointe sud de Kompong-Som à Sung-Trang au nord, le territoire du Cambodge a plus de 400 kilomètres de long. Il a 300 kilomètres au moins de largeur de l'est à l'ouest.

Sa superficie totale est d'environ 100 000 kilomètres carrés, c'est-à-dire le cinquième environ de la superficie de la France.

Nous n'avons aucun renseignement précis sur le chiffre de la population du Cambodge. Elle ne paraît pas dépasser 1 million d'individus, parmi lesquels figurent 20 à 30 000 Chinois ou Annamites.

Cochinchine et le Siam. Cette race fut repoussée par des envahisseurs venus de l'Inde, appartenant à la race aryenne et jouissant d'une civilisation avancée dont le Cambodge offre encore sur plus d'un point les monuments en ruines. Le temple d'Angkor, sur les bords du Grand-Lac, le mieux conservé de ces monuments, offre une telle ressemblance avec les temples de l'Inde qu'il est impossible de ne pas attribuer sa construction à des Hindous. Plus tard les Annamites d'une part, les Siamois de l'autre, envahirent le Cambodge ; la population hindoue, probablement peu nombreuse et incapable de résister aux envahisseurs, fut chassée ou vaincue et les races se mêlèrent, avec prédominance du sang annamite. Aujourd'hui, on retrouve encore au Cambodge, dans les coutumes, dans les lois, dans l'organisation politique, dans la langue, dans les arts, des traces profondes de l'occupation hindoue ; mais le type physique des Cambodgiens est manifestement le résultat d'un métissage avec la race jaune. Cette dernière fait chaque jour davantage pénétrer ses caractères dans les populations du Cambodge. Les Cambodgiens riches ont, en effet, l'habitude d'épouser des femmes chinoises de préférence à celles de leur propre race, à cause de la beauté relative de leurs traits et de la coloration moins foncée de leur peau. Les Chinois sont d'ailleurs nombreux dans le royaume du Cambodge, dont ils concentrent presque tout le commerce entre leurs mains. Les Annamites, de leur côté, s'y portent chaque jour davantage, malgré la répulsion que les Cambodgiens leur témoignent.

Au moment de la conquête de la Cochinchine par la France, le Cambodge était placé sous l'autorité du roi de Siam, qui détenait à Bangkok les princes de la famille royale cambodgienne et qui désignait lui-même les titulaires du trône. Afin de se soustraire à cette domination, le Cambodge implora notre appui, et, dès le mois d'août 1863, un traité le plaçait sous notre protectorat. Nous reviendrons plus tard sur cette question.

L'Annam.

Toute la portion de l'Indo-Chine située à l'est du Cambodge et du Siam peut être considérée comme constituant le royaume d'Annam. Cependant, tout le territoire n'est pas

occupé par les Annamites. Les régions montagneuses qui bordent l'Annam à l'ouest, depuis le sud du Yunnan jusqu'au sud de la Cochinchine, sont habitées par des populations indépendantes qui n'appartiennent pas à la race jaune, mais qui viennent plutôt de la Malaisie, et qui ont été refoulées par les conquérants modernes.

Les Annamites doivent être considérés comme un rameau ethnique de la branche chinoise du tronc mongolique. Ils sont de petite taille, généralement bien faits, et n'offrent pas la tendance à l'obésité qui est si remarquable chez les Chinois. Leur peau est colorée en jaune cannelle plus ou moins foncé. Leurs cheveux sont lisses, très longs et très denses, d'un beau noir luisant, mais très gros. Leur face est presque glabre; la lèvre supérieure et le menton portent seuls, et seulement chez les hommes d'une quarantaine d'années, des poils rares, rudes, mais parfois assez longs; ils n'ont jamais de favoris; les autres parties du corps qui chez l'Européen sont habituellement velues le sont beaucoup moins chez les Annamites. Femmes et hommes ont les mains et les pieds petits, les jambes et les bras très frêles; chez la femme le bassin est assez large. Les pommettes sont saillantes, la mâchoire inférieure carrée, le nez un peu épaté; les yeux obliques. La langue annamite dérive de la langue chinoise. L'annamite est gai, railleur, grand causeur, faiseur de chansons et diseur d'épigrammes. Sous les apparences d'un respect profond pour ses chefs, il cache un esprit très vif de critique et d'indépendance. La famille et la propriété individuelle sont en grand honneur parmi les Annamites dont la religion est très confuse et dont la morale est celle de Confucius. Les Annamites sont généralement sobres, mais ils ne dédaignent ni l'eau-de-vie de riz ni l'opium. Le riz bouilli assaisonné de nuoc-mam¹ et accompagné de poisson, de volaille, de porc, constitue la base de leur nourriture.

Ajoutons qu'il n'y a pas au monde de peuple ayant plus d'homogénéité que le peuple annamite; du nord du Tonkin, au sud de la Cochinchine, il offre partout les mêmes caractères ethniques, la même langue, les mêmes coutumes, la même

1. Le nuoc-mam est une sorte de sauce préparée avec du poisson qu'on laisse macérer dans le sel; on recueille le liquide qui découle du vase dans lequel a lieu la macération et c'est ce liquide qui constitue le nuoc-mam. On s'en sert pour assaisonner les mets. Il en existe une grande variété dont les qualités dépendent de la nature du poisson et du mode de préparation.

organisation administrative, militaire, financière, etc. On voit par là combien est erronée l'opinion des gens qui prétendent opposer les Tonkinois aux Annamites. Tous ont la même humeur pacifique et le même goût pour la paisible vie de l'agriculteur, mais aussi la même bravoure, le même mépris de la mort et la même haine pour l'étranger.

3. — GÉOGRAPHIE PHYSIQUE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA COCHINCHINE, DU CAMBODGE, DE L'ANNAM CENTRAL ET DU TONKIN.

Ayant jeté ce coup d'œil général sur les conditions orographiques, hydrographiques et ethnologiques générales des diverses portions de l'Indo-Chine, nous pouvons pénétrer plus avant dans l'étude de celles de ces parties qui nous intéressent plus particulièrement; c'est-à-dire : 1° l'Annam, avec ses parties : le Tonkin, l'Annam central et la Cochinchine; 2° le Cambodge; 3° le bassin du Mékong.

I. — GÉOGRAPHIE PHYSIQUE DE L'ANNAM.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut l'ancien royaume d'Annam est formé de trois parties entièrement semblables par leurs habitants et par la région politique auquel elles étaient autrefois soumises, mais tout à fait distinctes par les caractères physiques : l'Annam proprement dit au centre, le Tonkin au nord, la Cochinchine au sud. Nous allons exposer successivement les caractères physiques de chacune de ces trois parties de notre domaine colonial.

1° *Géographie physique du Tonkin.*

Les limites. — La partie de l'empire d'Annam à laquelle les Annamites donnent le nom de Tonkin se compose principalement du bassin des deux grands fleuves Song-Koï ou fleuve Rouge et Thaï-Binh dans le nord, et, dans le sud, des bassins des deux fleuves Song-Ma et Song-Ca. Malheureusement, dans la rédaction définitive du traité de Hué, les plénipotentiaires français, ont abandonné la ligne de conduite suivie d'abord par M. Harmand; ils ont séparé du Tonkin

les bassins du Song-Ma et du Song-Ca pour les réunir à l'Annam central. Nous sommes obligés ici d'imiter cet exemple, afin de ne pas introduire de confusion dans l'esprit du lecteur. L'Annam et le Tonkin sont, en effet, en vertu du traité de Hué, soumis à des régimes politiques différents et par Tonkin le traité de Hué entend seulement toute la partie de l'empire d'Annam située au nord du bassin du Song-Ma.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut le Tonkin ainsi délimité, a une superficie d'environ 90 000 kilomètres carrés. Il comprend les bassins du Song-Koï et du Thaï-Binh, auxquels il faut ajouter une partie du bassin du Song-Ki-Kung. Nous avons indiqué plus haut le cours de ces fleuves, signalé leurs principaux affluents et les branches par lesquelles ils se jettent dans le golfe du Tonkin; nous ne reviendrons pas ici sur cette question.

Le Delta. — Bornons-nous à rappeler que le Tonkin est formé de deux parties physiquement bien distinctes : le Delta des fleuves Song-Koï et Thaï-Binh et la région montagneuse qui sépare le Delta des provinces chinoises de Quang-Ton, de Quang-Si et de Yunnan.

Le Delta affecte la forme d'un trapèze dont la grande base, représentée par la côte, mesure environ 120 kilomètres, tandis que la petite base n'a que 15 kilomètres environ; la hauteur ayant environ 125 kilomètres; sa superficie totale est évaluée à 11 000 kilomètres carrés. Toute cette vaste surface de terrain est plate et s'élève à peine au-dessus du niveau de la mer. Sans cesse, du reste, elle gagne sur cette dernière, au niveau des embouchures des fleuves par le dépôt des terres que ces dernières entraînent. « La région du Delta est caractérisée par la grande rapidité avec laquelle les dépôts se forment, et les terrains se colmatent. Il est sous ce rapport très différent de celui du Mékong. Le fait est dû à la grande quantité des matières tenues en suspension dans les eaux du fleuve, à la pente du Delta, plus grande que celle du Mékong, enfin à l'absence de courants généraux dans le golfe. Tandis que les vases du Mékong portées en grande partie dans le golfe de Siam par les courants de la mer de Chine, forment de grands bancs sur la côte ouest de la Cochinchine, et n'ont donné lieu, aux bouches mêmes, depuis vingt-cinq ans que le levé en a été fait exactement, qu'à des changements insignifiants, au contraire les boues du Song-Koï se déposent dans le sens même des bras du fleuve et

forment des terrains qui peuvent, au bout de très peu d'années, être mis en culture¹. »

Les branches du fleuve Thaï-Binh entraînent et déposent beaucoup moins d'alluvions que celles du Song Koï, ce qui fait que leurs entrées sont plus facilement pénétrables pour les navires. C'est à ce phénomène qu'est dû le fait signalé plus haut relativement à la bouche principale du Thaï-Binh, le Cua-Cam ; c'est par cette bouche seule que les navires d'un certain tonnage peuvent pénétrer dans le Delta et parvenir jusqu'à Hanoï.

Les plaines du Delta seraient chaque année envahies par les eaux au moment des grandes crues des fleuves si elles n'étaient protégées par des digues dont quelques-unes atteignent jusqu'à 7 mètres de hauteur. « Il est peu d'années, d'ailleurs, où l'une des mailles du réseau ne vienne à se rompre et où les eaux ne fassent irruption dans quelque immense cuvette. Étonnamment chargées de limon, elles viennent ajouter aux colmatages antérieurs et augmenter souvent le niveau des terres de 40 à 50 centimètres. Chaque année également, à l'époque des crues, toute la portion inférieure de chaque case du damier formé par les digues se remplit d'eau de pluie qui ne peut trouver écoulement, puisqu'elle est au-dessous des eaux fluviales, et chaque îlot a sa partie noyée, plus ou moins étendue, suivant sa surface et suivant la quantité d'eau retenue par ses rizières. Ces portions inondées ne peuvent s'assécher que vers le commencement de novembre, quand les cours d'eau ont repris leur niveau normal. Elles ne sont pas entièrement perdues pour la culture, car le riz pouvant ici se repiquer toute l'année, on les voit se couvrir de plants au fur et à mesure du retrait des eaux. On ne fait sur ces terrains qu'une seule récolte au lieu de deux, mais elle est meilleure que chacune des deux autres, et la différence du rendement n'est pas sensible². »

Les villes du Delta. — C'est dans le Delta que se trouvent les centres les plus importants du Tonkin, du moins au point de vue commercial. En premier lieu nous devons citer Hanoï, la capitale, formée par une réunion de villages qui

1. J. RENAUD, *Les ports du Tonkin*, 1886.

2. PARREAU, in *Notices coloniales*, 1885, t. I, p. 2.

contient ensemble une population d'environ 70 000 habitants. Le commerce y est presque entièrement entre les mains des Chinois. Hanoï est bâti sur un terrain très bas, inférieur même au niveau des eaux du fleuve, contre lequel la ville est protégée par de hautes digues. Nam-Dinh est la seconde ville du Tonkin; autour d'elle s'étendent les plus belles et les plus riches rizières. Sa population est estimée à une trentaine de mille d'individus au moins, parmi lesquels un grand nombre de Chinois. Haïphong ne date que de 1875, elle est aujourd'hui le plus grand port et l'entrepôt du Tonkin. Elle est, comme Hanoï, bâtie sur un terrain très bas et entourée de nombreuses et vastes mares. On y compte environ 10 000 habitants. Haï-Dzuong, sur le Thaï-Binh était autrefois la ville de plaisir du Tonkin; ses fumoirs d'opium, ses jeux et ses femmes, attiraient les riches Chinois. Aujourd'hui bien déchue, sa population est estimée à 10 000 individus, la moitié de ce qu'elle était autrefois. Bac-Ninh et Son-Tay avaient autrefois à peu près la même population et comptaient beaucoup de Chinois; elle sont aujourd'hui dépeuplées. Ninh-Binh, près du Day, est la ville de tout le Delta qui a le moins souffert de la guerre; elle compte de 2 à 3 000 habitants. Nous faisons là une énumération qui nous entraînerait beaucoup trop loin; bornons-nous à dire que les villages abondent dans tout le Delta et que la population y est plus dense que dans la plupart des pays les plus peuplés.

On ne connaît pas le chiffre réel de la population totale du Tonkin, mais on l'estime généralement à 12 ou 15 millions d'individus, parmi lesquels environ 20 000 Chinois.

La région montagneuse. — Le Delta est entouré de tous côtés d'un massif montagneux dont les plus hauts sommets ne dépassent pas quelques centaines de mètres. Ce massif est traversé du nord-est au sud-ouest par le fleuve Rouge auquel il fournit tous ses affluents. Il donne naissance aussi aux rivières qui forment le système fluvial du Thaï-Binh et à un grand nombre d'affluents du Song-Ki-Kung par lequel il est traversé dans le nord. Au nord du Delta les montagnes s'avancent jusqu'au bord de la mer entre le Tonkin et la province chinoise du Quang-Ton.

Au sud de Laokaï, la partie montagneuse du Tonkin forme la province de Tran-Ninh occupée par des tribus Phonens qui paraissent être d'origine laotienne, c'est-à-dire proba-

blement malaises. Toute cette partie du Tonkin est à peu près inconnue. Entre Laokaï et la mer de Chine, c'est-à-dire dans toute la zone comprise entre le delta du Tonkin et les provinces chinoises, la région montagneuse est également à peine connue. C'est dans cette région que se trouvent les lacs Babé dans le voisinage desquels il existerait des mines d'or. Entre Tat-Ké et la mer, la région montagneuse est coupée par les vallées du Song-Ki-Kung et de ses affluents, dans lesquelles se trouvent Tat-Ké, Caobang et Langson. Toute cette partie du Tonkin était récemment encore considérée comme stérile et inculte. Il n'en est absolument rien. Au moment où je corrige les dernières épreuves de ce livre, je reçois d'un membre de la commission de délimitation des frontières du Tonkin, une lettre qui renferme sur cette contrée les curieux renseignements suivants : « Toute cette région ressemble peu à l'idée qu'on s'en fait habituellement. Ce n'est pas, comme l'a dit le général Millot, le « pays de la faim et de la mort, le pays où l'on ne vit pas. C'est un pays très accidenté, très mamelonné, mais caractérisé par une vallée très riche (celle du Song-Ki-Kung), se subdivisant ou plutôt s'étendant d'une façon bizarre en une foule de vallées secondaires, de cirques restreints, tous abondamment pourvus de rizières, de buffles, de petits chevaux, de bois de badiane, d'arachides et d'habitants. C'est de cette vallée aux mille ramifications que les camps chinois de la frontière tiraient leurs approvisionnements. La majorité des populations est « Thô », c'est-à-dire autochtone, et le « Thô » est Laotien, il parle laotien, c'est-à-dire siamois; j'ai recueilli tout un vocabulaire. Il est assez curieux de retrouver aux environs de Langson et jusqu'aux bords de la mer, jusqu'à Tien-Yen, des populations laotiennes que les Annamites eux-mêmes considèrent comme autochtones. »

Ce fait est en effet fort intéressant, mais il ne doit pas nous étonner. Partout, les Annamites ont chassé devant eux et refoulé dans les montagnes les populations primitives de l'Indo-Chine qui autrefois habitaient dans les plaines. Nous aurons l'occasion, au cours de ce chapitre, de reparler de cette question.

C'est encore dans la région montagneuse voisine de la mer que se trouvent les mines de houille signalées par M. Fuchs, mais encore trop imparfaitement connues pour qu'on puisse en parler sans réserve.

Les côtes et les ports. — Les côtes du Tonkin sont basses et vaseuses au niveau des embouchures du Fleuve Rouge et du Thai-Binh; elles ne présentent en ce point aucun port naturel.

La baie de Ha-Long. Le Fai-tsi-long. — Un peu plus au sud se trouve la magnifique baie de Ha-Long, au fond de laquelle se trouve le port naturel, mais non habité, de Hone-Gac ou Port-Courbet. C'est là que beaucoup de personnes très compétentes proposent de créer le principal port du Tonkin. En ce point, la côte est abritée par les formations calcaires de l'archipel du Fai-Tsi-Long. Cet archipel est formé de roches de marbre abruptes, hautes de 30 à 50 mètres, semées le long de la côte sur une étendue de 40 à 50 milles environ et sur une épaisseur qui varie entre 5 et 10 milles. « Les rochers sont suffisamment rapprochés pour former contre la mer un abri parfait, ils sont assez distants pour laisser des passes praticables aux navires, pour réserver des espaces libres formant les mouillages les plus étendus.

« L'archipel est adossé à la côte du Tonkin dans une partie où les montagnes qui la bordent, formant des chaînes parallèles à la côte, ne peuvent donner naissance qu'à des torrents; d'autre part, les courants n'y apportent pas les vases du delta, le jusant portant au sud, et le calme formé par les rochers n'a pas donné lieu au dépôt. L'afflux de l'eau amenée par le flot à la baissée du niveau de la mer au large à chaque marée, a donné lieu à deux grands courants principaux; de là formation de deux grands chenaux profonds sans alluvions, se déversant au large sans barre. Le premier, qui sort par les passes Henriette et de l'Entrée-Profonde, amène les eaux que le flot a fait affluer dans la baie d'Ha-Long, à Hone-Gac et dans une partie de la grande baie des Fai-Tsi-Long; le deuxième, par les passes de la Marche et du Casque, réunit les eaux des courants de marée de l'archipel, entre la grande baie de Fai-Tsi-Long et Kébao. Le premier débouche dans un point relativement profond du golfe du Tonkin, sur des fonds de 20 mètres; le second, en un point plus abrité, sur le versant de l'île Tam-Tiao, où les fonds généraux sont cependant encore de 8 à 9 mètres. Tous les deux sont praticables à tout état de marée aux bâtiments du plus fort tonnage, ils conduisent à des rades abritées et profondes tout le long de la côte du Tonkin. »

Parmi ces rades, la plus importante de beaucoup est celle

de Ha-Long. Elle est accessible à tous les navires et par tous les temps, l'étendue du mouillage y est indéfinie, les fonds sont assez grands pour recevoir les plus grands navires de commerce ou de guerre, la mer y est si tranquille que le service du battelage n'y est jamais interrompu et que les navires peuvent s'y accoster comme dans un port. « La tenue des ancres est parfaite, le courant peu gênant, à peine un nœud en vives eaux. Les rochers sont assez élevés pour diminuer sensiblement la violence des typhons, dont les dégâts sont moins grands que dans la plaine du Delta.

« Le port d'Hone-Gac communique avec la rade d'Ha-Long, par un chenal avec seuil de 3^m,40, presque la côte de la barre d'Haï-Phong, mais le seuil y est de vase, l'eau y est calme, l'amplitude de la marée est la même qu'à Haï-Phong, ce qui permet cinq jours par lunaison d'y faire passer des bâtiments calant 6^m,80, exceptionnellement des bâtiments de 7^m,20 ; l'inconvénient de ne pouvoir faire entrer dans le port même un grand navire en pleine charge est atténué par la possibilité de le décharger en rade d'Ha-long, qui est la rade naturelle de Hone-Gac.

« De plus, il serait facile, si le besoin s'en faisait sentir, de faire venir les grands navires jusque contre les appontements d'Hone-Gac, et de relier par un chenal profond le port et la rade. On peut, dans ce but, employer deux moyens également sûrs. Le premier consisterait à draguer le seuil très étroit de 3^m,40 et de l'abaisser au niveau de 4^m,50 des autres seuils du chenal.

« Le résultat peut être obtenu par l'enlèvement de 20000 mètres cubes de vase, ce qui constitue une dépense très faible. Ainsi amélioré, le port d'Hone-Gac peut recevoir, cinq fois par lunaison, les navires d'un tirant d'eau de 7^m,90, exceptionnellement de 8^m,30 et tous les jours des navires de 6^m,50.

« Il est certain que l'atterrissement dragué se formera de nouveau, mais au bout d'un temps relativement long, puisque les eaux sont claires et les dépôts très lents; la dépense de l'entretien périodique est presque insignifiante.

« Si l'on veut, par le même procédé, un chenal de 5 mètres à basse mer, c'est-à-dire pouvant recevoir à chaque marée les plus grands navires, le cube des dragages s'élève à

85000 mètres représentant une dépense relativement peu considérable.

« Le second moyen pour amener dans le port d'Hone-Gac les grands navires consiste à creuser un chenal direct à travers le banc d'Ha-Long.

« Hone-Gac est en communication fluviale avec le delta du Tonkin, à tout état de marée; les chenaux qui réunissent le Lach-Huyen à la baie d'Ha-Long ont au moins deux mètres de profondeur à basse mer.

« Si Hone-Gac et Ha-Long sont plus accessibles du large l'avantage d'Haï-Phong est de se trouver plus au centre du pays peuplé, plus près de Nam-Dinh et du bas Delta. Mais la différence n'est pas grande : d'Haï-Phong à Hone-Gac la distance est de 30 milles; c'est une journée de plus pour les embarcations indigènes, c'est cinq heures pour les chaloupes à vapeur ou petits bâtiments du fleuve¹. »

Tien-Yen. Campha. — Au sud de la baie de Ha-Long se trouvent encore quelques bons petits ports d'une importance beaucoup moindre, mais également situés au fond de belles rades formées par les avancements des derniers mamelons montagneux qui entourent le delta dans cette région. Nous nous bornons à citer le port de Tien-Yen qui est profond et étendu, mais qui est insuffisamment abrité contre le vent et qui pourrait aisément être bombardé du large; le port de Campha, qui est le mieux fermé et le plus facile à défendre de toute la côte, mais qui n'offre qu'un mouillage trop restreint et qui est beaucoup trop éloigné du delta.

En résumé, si l'on considère la difficulté de faire monter les grands navires à Haï-Phong et dans tout autre port intérieur du Tonkin, il ne reste qu'un seul port convenable, celui qu'on pourrait établir à Hone-Gac, dans le fond de la baie de Ha-Long.

Avec son delta si propre à la culture du riz et ses régions montagneuses dans lesquelles on pourrait élever d'immenses troupeaux de chevaux, de bœufs, de moutons et cultiver la plupart des plantes des régions tropicales, le Tonkin apparaît comme l'une des parties les plus riches de l'Indo-Chine. Ajoutons que son climat est plus salubre et sa température moins élevée que ceux de la Cochinchine et du Cambodge. Il existe au Tonkin un véritable hiver, durant de novembre

à mars, et offrant une température moyenne de 19° environ, la moyenne des maxima ne dépassant pas 24° et celle des minima descendant à 13°. Pendant la saison chaude la moyenne de la température n'est pas supérieure à 28°; la moyenne des maxima ne dépassant point 30° et celle des minima descendant à 24°. L'hiver est sec au début; il offre à la fin de petites pluies fines entremêlées d'averses et d'orages (mars). L'été débute en mai par une chaleur sèche; celle-ci devient humide en juin; le mois d'août est celui des plus grands averses.

Avec cette alternance de saison chaude et saison fraîche, le Tonkin est beaucoup plus habitable pour les Européens que la Cochinchine et le Cambodge¹.

2° Géographie physique de l'Annam central.

L'Annam est représenté par une bande étroite de terrain située le long de la mer de Chine; entre cette mer, à l'est, et la vallée du Mékong à l'ouest. Entre la côte et la vallée du Mékong se trouve la grande chaîne de montagnes parallèle à la mer de Chine dont nous avons parlé plus haut et que nous pouvons, à cause de sa situation, désigner sous le nom de chaîne de l'Annam. En comprenant dans l'Annam central toutes les provinces qu'y fait entrer le traité de Hué on évalue à 22000 kilomètres carrés la superficie totale de cette partie de l'empire annamite.

1. TEMPÉRATURE DU TONKIN D'APRÈS LES OBSERVATIONS FAITES PAR M. MEGRET de 1878 à 1880.

	HIVER. — Moyenne : 19°,2.					PRIN- TEMPS Moy. 22°,7	ÉTÉ. — Moyenne : 28°,1.					
	Novembre.	Décembre.	Janvier.	Février.	Mars.		Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre.	Octobre.
Moyenne des maxima . . .	24°,8	22°,6	19°,9	19°,7	21°,0	24°,7	28°,8	29°,9	30°,5	29°,9	29°,5	27°,5
Moyenne des minima . . .	20°,2	18°,8	13°,8	16°,1	16°,9	20°,8	25°,1	26°,4	27°,5	27°,7	26°,2	24°,3
Nature du temps . . .	Sèche- resse.	Vents de N.-E.	Ecart horaire de tempé- rature.	Brouilles	Humi- dité.	Lourd et couvert	Chaleur sèche.	Chaleur humide	Vents de S.-E.	Grandes averses	Coups de Vents.	Vents varia- bles.

Ainsi envisagé, l'Annam se compose de trois parties géologiquement distinctes : l'Annam septentrional qui se confond sans délimitations précises avec le Tonkin et que nous avons eu le tort d'en séparer politiquement dans le traité de Hué, et l'Annam central proprement dit.

L'Annam septentrional. — Il comprend les deux bassins fluviaux du Song-Ma qui coule à travers la province de Than-Hoa et du Song-Ca qui arrose la province de Vinh ou de Ngé-An. Les deux bassins remontent obliquement depuis la mer de Chine jusque dans le massif montagneux qui sépare le Tonkin du bassin du Mékong. Les vallées des deux fleuves Song-Ma et Song-Ca sont fort belles et très riches; elles sont séparées par des chaînes montagneuses secondaires qui descendent jusqu'à une petite distance de la mer. Entre celle-ci et le pied des derniers contreforts des montagnes, les fleuves Song-Ca et Song-Ma et les embouchures multiples par lesquelles chacun d'eux débouche dans la mer de Chine, sont reliés par des canaux transversaux très nombreux et qui sont eux-mêmes en communication, au nord, avec le réseau fluvial du Tonkin et, au sud, avec des canaux de l'Annam central. On pense que dans sa partie supérieure la vallée du Song-Ca communiquerait par un canal souterrain navigable avec un affluent du Mékong qui débouche près de Sianabouri, le Se-hin-boun. Dans la vallée supérieure du Song-Ca abondent les gisements ferrugineux; dans la partie moyenne, un terrain houiller qui s'étendrait, dit-on, sur une grande surface; enfin, dans la partie inférieure, se présentent les roches calcaires, aux formes dentelées, bizarres qui surgissent souvent brusquement au milieu du sol de la plaine, sans laisser autour d'elles d'ondulations sensibles. La partie supérieure et montagneuse du bassin du Song-Ca n'a été encore explorée que par les missionnaires; elle passe pour être très malsaine.

Quant à la partie supérieure du bassin du Song-Ma qui s'étend jusqu'au centre de la principauté de Tran-Ninh ou pays des Phouees, elle offre une région montagneuse formée par des soulèvements de nature schisteuse, émergeant d'un sol d'argile rouge qui contient une forte proportion de sels de fer. De temps à autre on voit apparaître le granit, le gneiss et les micaschistes; mais l'existence de ces roches n'a été constatée que par des blocs isolés ou par les cailloux des torrents.

L'Annam septentrional est séparée de l'Annam central par le contrefort montagneux du Deo-Ngan. Non seulement sa constitution physique, mais encore son climat interdit de séparer la partie septentrionale de l'Annam dont nous venons de parler, du Tonkin proprement dit, tel que le délimite le traité de Hué.

L'Annam moyen, proprement dit. — Celui-ci offre, au contraire, des caractères particuliers très manifestes. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, un grand nombre de rivières descendent de la chaîne montagneuse de l'Annam et vont, après un trajet transversal assez court, se jeter dans la mer de Chine; nous avons indiqué les principales de ces rivières. Nous n'en reparlerons pas ici. Ce que nous devons noter, c'est la façon dont la mer se comporte par rapport à elles. Presque partout les vagues ont accumulé à l'embouchure de ces rivières des bancs de sable et des dunes qui ont obstrué les embouchures et qui ont déterminé la formation de lagunes dans lesquelles viennent se déverser les rivières. De nouvelles dunes se formant sans cesse entre les anciennes et la mer, il a fini par se constituer au pied des montagnes, qui jadis était battu par les flots, une vaste plaine sablonneuse, stérile, et, par suite, très peu habitée. Tel est l'Annam central. Pour trouver quelque verdure il faut pénétrer dans les montagnes qui s'élèvent en arrière de la plaine produite par les dunes.

Les villes de l'Annam ayant quelque importance sont très peu nombreuses; nous devons cependant citer Qui-Nhone qui est le siège d'un commerce important; Hué, la capitale actuelle du royaume, Tourane qui est le port de Hué.

On ignore quelle est la population de l'Annam proprement dit, mais il n'est pas probable qu'elle atteigne un million d'individus, si l'on en juge par le faible nombre de centres populeux et par le nombre moins grand encore, proportionnellement des villages.

Le climat est rendu insalubre par les lagunes dans lesquelles se déversent les rivières et qui s'étendent sur la majeure partie de la côte. Quant à la température, elle est plus élevée que celle du Tonkin, mais un peu moins forte que celle de la Cochinchine.

3° Géographie physique de la Cochinchine.

La Cochinchine a la forme d'un vaste trapèze à grand diamètre dirigé du nord-ouest au sud-ouest; ses points extrêmes sont le pays des Moïs au nord-ouest; la pointe de Camau, qui s'avance dans la mer de Chine au sud-est; le cap Ba-bé à l'est; le petit golfe d'Hatien à l'est. Son grand diamètre mesure 385 kilomètres; son petit diamètre 330 kilomètres. Sa superficie est d'environ 100000 kilomètres carrés, soit le cinquième environ de la France. Elle compte environ 1 600 000 habitants; mais la partie qui répond au delta des fleuves est seule peuplée¹.

Ce vaste territoire est divisé, d'après le relief du sol, en deux parties bien distinctes. Toute celle qui est située au-dessous de la latitude de Saïgon est absolument plate et formée par les terres d'alluvion qu'entraînent les fleuves et les rivières. C'est la région des rizières, des marais, des salines. De vastes dépressions s'y rencontrent, parmi lesquelles nous citerons,

1. On ne connaît pas exactement le chiffre de la population de la Cochinchine. D'après les *Notices coloniales* (1885), voici comment il se décomposerait :

Annamites	1.500.000
Cambodgiens.	105.000
Chinois	50.526
Tribus sauvages (Moïs, Chams, Stiengs). . .	8.000
Malais (indigènes de la Malaisie).	3.373
Malabars (Indiens).	571
Tagals (indigènes de Manille)	22
Autres Asiatiques.	7
Population flottante (de couleur).	20.000
Européens	2.022
Total.	1.689.521

Les Annamites sont répandus sur tous les points de la colonie; mais surtout dans les parties basses. Les montagnes sont occupées par les tribus sauvages.

Les Chinois existent aussi dans tous les centres quelque peu importants; ils accaparent le commerce de détail. Dans quelques localités ils font aussi le gros commerce, surtout celui du riz qui est presque tout entier entre leurs mains. Leurs principaux centres d'établissements sont les suivants :

Cholon.	25.000 Chinois
Saïgon.	10.000
Sogtrang.	4.000
Bac-Lieu.	1.500
Sadec	1.500

Les Cambodgiens occupent une grande partie de l'arrondissement de Bassac

comme plus remarquables, l'immense plaine des joncs et les marais du Rach-Gia, couverts pendant presque toute l'année d'une nappe d'eau qui souvent atteint 50 centimètres d'épaisseur et que surmonte une véritable forêt d'herbes aquatiques. Des parties plus déprimées forment dans ces marécages de véritables lacs très poissonneux. D'innombrables rivières et ruisseaux, désignés sous le nom d'arroyos, sillonnent ce vaste territoire qu'ils servent à la fois à arroser et à drainer. Seules les parties trop basses restent incultes; toutes les autres sont couvertes de jardins et de rizières d'une grande richesse. Sans cesse aussi la terre gagne sur la mer tout autour du vaste triangle d'alluvions qui forme la Basse-Cochinchine. A une époque relativement récente il existait là un véritable golfe se prolongeant jusqu'au voisinage de Saïgon; entre Saïgon et Tay-Ninh on trouve à fleur de terre les bancs des coraux qui vivaient dans le fond de la mer. Çà et là dans le delta se dressent quelques sommets de collines, derniers témoins des îles de ce golfe. Les plaines inondées des provinces de Rach-Gia et de Soc-Trang datent à peine de quelque dizaine de siècles; la presque île de Camau n'est formée sur une largeur de 8 à 10 kilomètres, que d'une boue noirâtre, à la surface de laquelle sont disséminés quelques îlots couverts d'herbes et flottant sur la vase. Chaque année, dans les plaines inondées du Rach-Gia et de Soc-Trang, des îles se forment, se consolident, sont entourées de digues par les Annamites et mises en culture. Dans l'arrondissement de Soc-Trang, des

où ils cultivent la meilleure sorte de riz de notre colonie. Leurs principaux centres d'agglomération sont les suivants :

Soctrang.	40.000	Cambodgiens
Tra-Vinh.	35.000	
Chaudoc	20.000	
Tay-Ninh.	6.000	
Long-Xuyen	5.000	
Rach-Gia.	3.000	
Cantho.	1.500	

Les Malabars sont presque tous à Saïgon, où ils exercent les professions de voituriers, changeurs, banquiers, marchands.

Les Malais sont les usuriers de la Cochinchine. A Saïgon ils sont voituriers. A Chaudoc ils forment un centre industriel pour l'élevage des vers à soie et la fabrication de tissus de soie très estimés.

Les Tagals se livrent surtout à la chasse dans les arrondissements de Bienhoa et de Baria.

Les Européens sont presque tous réunis à Saïgon.

salines qui, il y a quelques années, étaient voisines de la mer, devront bientôt être abandonnées et mises en culture, la mer se retirant chaque année de 250 mètres. En même temps que les fleuves et les rivières, les arroyos charrient des terres destinées à combler les marécages, le sol paraît s'exhausser sous l'influence d'une poussée volcanique de bas en haut¹.

Au nord de Saïgon, le sol de la Cochinchine est beaucoup plus élevé; c'est là que viennent se terminer les rameaux méridionaux de la longue chaîne de montagnes qui sépare l'Annam de la vallée du Mékong. C'est particulièrement dans les provinces de Bien-Hoa et de Baria que se dressent les derniers mamelons de ces montagnes, à une hauteur qui varie entre 300 et 2000 mètres. De vastes forêts entrecoupées de belles clairières couvrent ces régions montagneuses où chaque repli de terrain présente un cours d'eau plus ou moins considérable. Dans cette région, les rizières sont moins nombreuses et moins riches, mais la canne à sucre et le mûrier les remplacent sur le bord des cours d'eau, et les cultures riches du café, du rocou, etc., pourraient être entreprises avec certitude de succès, en même temps qu'on pourrait se livrer à l'élevage en grand des bestiaux. C'est cette portion de la Cochinchine, aujourd'hui presque inculte, qui est peut-être destinée au plus bel avenir.

C'est de la partie montagneuse de la Cochinchine que descendent le Donaï et ses affluents. Cette région est parcourue par de nombreuses routes de chars qui font communiquer la Cochinchine avec des tribus plus ou moins sauvages, maîtresses, sous les noms de Moïs et de Penongs, d'un territoire très étendu et qui mériterait d'être étudié d'une façon plus intelligente qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Ces tribus paraissent être d'origine Malaise.

On sait que de Baria, poste le plus oriental de notre position, part une voie qui met, ou plutôt mettait, du temps de la domination annamite, la Cochinchine en rapport avec le Binh-Thuan et avec le reste de l'Annam. Il est honteux d'être obligé d'avouer que cette route est à peine connue. Tous nos gouverneurs semblent avoir pris pour politique d'élever comme une muraille de Chine entre nous et les

1. Voyez BOULANGIER, *Excurs. et Recon.*, n° 9. — AYMONIER, *Géographie du Cambodge*, p. 17.

populations annamites les plus voisines. On conçoit, à la rigueur, que cette politique d'exclusion et de confinement ait eu certaines raisons de se produire pendant les premières années de notre domination ; mais aujourd'hui ce serait une grave erreur que de vouloir y persister. Nous devons, au contraire, nous efforcer de pénétrer l'Annam par tous les côtés et par tous les moyens.

C'est pour réagir contre des tendances qu'il regardait comme funestes que M. Harmand prit l'heureuse initiative, dans son projet de traité du 25 août 1883, d'annexer le Binh-Thuan à la Basse-Cochinchine. Il avait, en agissant de la sorte, fait preuve d'une grande clairvoyance ; il faisait par là pénétrer l'influence française dans le sud des provinces centrales de l'Annam, de même qu'en unissant la province septentrionale de Than-Hoa au Tonkin il prolongeait notre action dans le nord de l'Annam.

Nous avons d'autant plus d'intérêt à porter nos regards vers les territoires qui séparent l'Annam central de la Cochinchine que c'est dans leurs montagnes que naissent le Donai, fleuve sur lequel est bâti Saïgon, et ses affluents. En dépit de ce qu'on en a dit, et quoi qu'ils soient actuellement peu riches en population, les territoires dont nous parlons et que l'auteur de ce livre a lui-même parcourus, sont d'une grande richesse naturelle. Les cours d'eau y abondent, de vastes forêts y occupent toutes les montagnes jusqu'à leurs plus hauts sommets, les vallées y sont très fertiles et la chaleur y est beaucoup moins grande que dans la basse Cochinchine. On y pourrait, sans aucun doute, cultiver avec fruit le caféier, le cotonnier, la vanille et un grand nombre d'autres plantes auxquelles ne conviennent pas les plaines de la basse Cochinchine ; on pourrait y pratiquer aussi l'élevage des bœufs, moutons et chevaux sur une grande échelle. Il est vrai que ces pays sont aujourd'hui presque totalement dépourvus de routes et que le Donai y présente des rapides ; mais entre les rapides se trouvent de grands espaces navigables, et il suffirait de relier ces derniers par des routes pour amener la prospérité dans un pays où la nature a tout fait pour la rendre possible.

Peut-être y aurait-il lieu d'appliquer là le travail des transportés et des récidivistes ; ils traceraient d'abord les voies de communication indispensables ; puis ils prépareraient des terrains de culture qui, après leur mise en valeur,

trouveraient aisément des concessionnaires libres et même des acheteurs, ou bien pourraient être abandonnés aux meilleurs sujets de la transportation ou de la relégation. Nous nous bornons à soulever cette question, laissant aux autorités compétentes le soin de l'étudier avec le soin qu'elle comporte. Les frais de ces travaux devraient d'ailleurs être faits par la colonie ; la métropole se bornant à fournir les bras et la surveillance. Dans une opération ainsi conduite, la métropole trouverait le double avantage de diminuer immédiatement ses frais de transportation et de relégation, tandis que la colonie y trouverait celui de s'enrichir par des travaux publics de première utilité.

Examinons maintenant le régime hydrographique de la basse Cochinchine, l'un des plus riches qui existent au monde, tant par les cours d'eau naturels que par les canaux dus au travail humain.

Le régime hydrographique de la basse Cochinchine peut être divisé en quatre parties : le Donai et la rivière de Saïgon, les Vaïcos, le Mékong, les rivières et fleuves des provinces de Rach-Gia et de Soc-Tranget de la pointe de Camau.

Le Donai et la rivière de Saïgon. — Formé d'abord par la réunion de deux petites rivières, le Da-Lou et le Da-Mré, le Donai passe à Tan-Huyen et à Bien-Hoa et va se jeter dans la mer de Chine, au-dessous du cap Saint-Jacques, après avoir reçu la rivière de Saïgon, à 10 kilomètres en aval de la ville de ce nom.

Le Donai est navigable jusqu'à une cinquantaine de kilomètres en amont de Bien-Hoa ; plus haut il est coupé par des rapides entre lesquels sont des biefs navigables plus ou moins étendus. La rivière de Saïgon ou Cang-Lè passe à Caiung, à Bensuc, à Thu-dau-mot, à Saïgon, où elle a 400 mètres de large et 10 mètres de profondeur, avec des marées de 2 mètres, puis se réunit au Donai pour aller se jeter dans la mer de Chine au-dessous du cap Saint-Jacques. C'est la rivière de Saïgon qui constitue la grande artère marine de la Cochinchine, et c'est à Saïgon que devra être établi notre arsenal des mers de Chine.

Le Donai reçoit encore, au niveau de Trian, le Song-Bè, qui passe à Bochon ; le Song-Kai-Kai ou Thi-Vay, qui vient des collines de Long-Thanh, la rivière de Baria, le Song-Doban et le Song-Ray, tous issus des derniers contreforts des montagnes de l'Annam.

Le Donaï se jette dans la mer de Chine par trois branches principales : le Cangioc, branche par laquelle pénètrent les navires qui se rendent à Saïgon ; le Soirap qui rejoint le Vaïco, et le Dong-Tranh.

Les Vaïcos. — Le Vaïco naît dans les montagnes du Cambodge par deux rivières nommées Vaïco occidental ou petit Vaïco et Vaïco méridional ou grand Vaïco. Le Vaïco occidental, nommé dans la partie supérieure de son cours Rach-buc-ton, est formé, au niveau de Hung-nguyen, sur la frontière ouest de la Cochinchine, par la réunion de deux rivières : le Kompongtrabek et le Rach-tam-duang. La seconde de ces rivières est formée par des ruisseaux venant du Cambodge. La première fournit au Vaïco occidental une partie des eaux du Mékong ou plutôt de l'eau de ses dérivés, par le canal de Péamsédoy ; dans la Plaine des Joncs le Vaïco occidental reçoit par infiltration une certaine quantité d'eau du Mékong. Après avoir traversé toute la province de Tanan du sud-est au sud-ouest, il se réunit au Vaïco oriental en aval du poste de Phu-tay. Le Vaïco oriental coule comme le précédent du nord-ouest au sud-est, mais il forme des méandres plus nombreux ; il est constitué par la réunion du Cay-Cay et du Cay-Bach qui viennent du Cambodge, reçoit le Rach-Tram, Prek-Thu-Siet, la rivière de Tay-Ninh, le Rach-Banau ; il passe à Ben-Keu, poste situé non loin de Taïm, à Dan-Thu-Doan et à Benluc, poste de la province de Cholon, puis, après sa réunion avec le petit Vaïco, auprès de Phu-tay il passe à Song-tra et va se jeter dans la branche du Soirap, à l'est du poste de ce nom.

Les rivières secondaires de la basse Cochinchine. — Au sud du Vaïco se trouvent, sans parler du Mékong, un grand nombre de petites rivières qui sillonnent le delta de la Cochinchine.

Parmi ces dernières nous citerons : le Giam-Tanh qui vient du sud du Cambodge et débouche dans le golfe de Siam près du poste d'Hatien, à l'extrémité ouest du losange Cochinchinois ; le Song-Cay, formé par la réunion d'un grand nombre d'arroyos des plaines de la province de Rach-Gia, et se déversant dans le golfe de Siam au sud du poste de Rach-Gia ; le Song-Doc qui forme une grande branche dans le sud de la province de Rach-Gia et qui débouche dans le golfe de Siam au sud de la pointe de Camau ; c'est par lui que pénètrent dans la presqu'île les barques venant de Singa-

poore chargées d'opium de contrebande ; après avoir échangé à Camau leurs denrées contre des poissons salés et du riz, ces barques passent dans la mer de Chine par la rivière Gang-hao qui débouche dans cette mer au sud de la province de Soc-Trang. Celle-ci est arrosée par de nombreux arroyos et par des rivières dont la réunion forme le Rach-Mithan qui débouche dans la mer de Chine au voisinage des embouchures du Mékong. L'une des rivières qui forment le Bach-Méthun, la rivière de Rach-Dua ou de Bac-Lieu est en relation avec les rivières de Camau et, par d'autres arroyos, avec le Mékong, si bien que l'on peut aller en tout temps par l'intérieur de la pointe de Camau à Saïgon.

Le Mékong entre ses embouchures et Pnom-Penh. — Nous parlerons d'abord de la partie du Mékong qui s'étend entre Pnom-Penh, la capitale du Cambodge, et ses embouchures. Au niveau de Pnom-Penh, le Mékong, simple jusqu'alors, reçoit un affluent considérable auquel on a donné le nom de Bras-du-Lac parce qu'il vient du Grand Lac ou Tonlé-Sap ; puis il se divise en deux branches auxquelles on donne les noms de Fleuve antérieur ou supérieur ou Thiang-Giang et de Fleuve postérieur, ou Haû-Giang. Pnom-Penh se trouve ainsi placé à la réunion de quatre cours d'eau ; le Mékong qui vient du nord-est, le Bras-du-lac qui vient du nord-ouest, les deux bras résultant de la division du Mékong, le fleuve inférieur et le fleuve supérieur, dont nous allons d'abord parler. Tous les deux se dirigent vers la mer de Chine en suivant une direction générale du nord-ouest au sud-est.

Le Fleuve supérieur a une largeur moyenne de 600 mètres. Après avoir arrosé Banam, dans le Cambodge, il pénètre dans la Cochinchine et traverse, à Canlo, la plaine des Joncs, en donnant un grand nombre de bras qui se ramifient et s'anastomosent les uns avec les autres en mailles étroites et débordent dans la saison des hautes eaux en inondant tous les territoires voisins. En amont de Vinh-Long, capitale de la province de ce nom, il se divise en deux branches principales : la branche supérieure qui passe à Baké, remonte jusqu'à Mytho, passe à Dong-Hau et se jette dans la mer de Chine par les bouches de : Cua-Tieu sur le bord de laquelle se trouve le poste de Tang-Binh ; Cua-Daï et Cua-Balai. La branche moyenne passe à Caï-Suc, près de Bentré et de Mo-Cay et se déverse dans la mer, au sud de Batri, par la

housse dite Cua-Ham-long. La branche inférieure passe à Vinh-Long, à Bangtra, près de Tra-vinh et se déverse dans la mer par la section de Cua-Co-Chien. Le Fleuve supérieur est navigable en toute saison par les barques calant environ trois mètres.

Le Fleuve inférieur descend sans se diviser, en formant seulement des mailles allongées, et il se déverse dans la mer de Chine, au sud du précédent, par les branches de Cua-Din-An, Cua-Bà-Thác ou Bassac et Cua-Tran-dé. Il passe successivement à Chaudoc, à Long-Xuien, à Thôt-nôt, à Can-tho, à Daingai, à Bac-trang; ses embouchures sont situées entre la province de Tra-vinh au nord, et celle de Soctrang au sud. Le Fleuve inférieur est moins profond entre Chau-doc et Pnom-Penh que le Fleuve supérieur; aussi ce dernier est-il de beaucoup le plus fréquenté. Dans la saison des grandes eaux, de juillet à décembre, la navigation est possible, malgré les courants, dans les deux Fleuves, sur toute leur étendue.

Le Fleuve inférieur est relié au golfe de Siam par le Canal de Rach-Gia qui relie la ville de ce nom à Long-Xuien et par le Canal de Hatien ou de Vinh-té, long de 71 kilomètres, qui relie Hatien à Chaudoc en longeant la frontière du Cambodge, entre ces deux points.

Tous les fleuves et les rivières de la Cochinchine sont mis en relation les uns avec les autres par des arroyos canalisés ou par des canaux entièrement artificiels qui permettent de circuler en tout temps dans presque toutes les parties basses de la péninsule. Nous avons déjà cité le canal de Hatien et celui de Rach-Gia qui mettent en communication le Fleuve inférieur avec le golfe de Siam; citons encore: le canal ou arroyo de la Poste, long de 28 kilomètres et large de 50 mètres, entre Mytho sur le Mékong et Tanan sur le Vaïco occidental, capable de porter des jonques de 80 à 100 tonneaux; le Canal de Dang-giang, ou Canal Commercial, étroit, peu profond et mal entretenu, reliant Vinh-long à Mytho et à Cholon; le canal de Mytho à Gocong; le canal de Cho-gao, entre le Rach-La et le Rach-Lon: l'arroyo chinois, large de 100 mètres, entre les Vaïco et le Donai, reliant Cholon à la rivière de Saïgon d'une part et de l'autre à Mytho, etc.

Avec ses rivières, ses arroyos et ses canaux dont la plupart débordent pendant la saison des pluies, l'élévation de sa

température et l'abondance des pluies qu'elle reçoit¹, la Cochinchine est l'un des pays les mieux arrosés du monde et les plus fertiles. Mais il est nécessaire que des travaux importants soient faits, dans le but de relier entre elles par

1. La Cochinchine possède deux saisons assez bien tranchées et correspondant aux deux moussons qui se succèdent régulièrement chaque année. Du 15 octobre au 15 avril, les vents soufflent du nord-est ; du 15 avril au 15 octobre ils soufflent du sud-ouest. A la mousson du nord-est correspond la saison sèche ; à la mousson du sud-ouest correspond la saison des pluies.

La période de l'année la plus mauvaise est celle du 15 avril au 15 juin ; le thermomètre ne descend pas alors au-dessous de 30°, même pendant la nuit, et il s'élève souvent jusqu'à 33° et 34°. Le mois de mai est le mois des orages. Le mois de novembre est celui des typhons.

TABLEAU DES MOYENNES BAROMÉTRIQUES, THERMOMÉTRIQUES, ETC.,
PENDANT L'ANNÉE 1883 (D'APRÈS LES *Notices coloniales*).

	BARO- MÈTRE.	THERMOMÈTRE.			HUMIDITÉ en 100 ^{es} .	PLUIE.
		Maxima.	Minima.	Moyenne		
Moyennes de l'année 1879	766,15	31°,31	23°,60	27°,49	91,15	218,9
— 1880	769,07	31°,13	23°,32	27°,02	91,09	202,9
— 1881	758,54	31°,01	23°,65	27°,37	90,85	?
— 1882	758,98	31°,27	23°,22	27°,23	91,02	?
— 1883	759,00	31°,09	22°,05	27°,02	93,02	?

TABLEAU DE LA TEMPÉRATURE MOYENNE, DE LA HAUTEUR BAROMÉTRIQUE,
DE L'HUMIDITÉ ET DES PLUIES
DES DIFFÉRENTS MOIS DE L'ANNÉE 1883 (D'APRÈS LES *Not. col.*).

MOIS.	THERMOMÈTRE.			BARO- MÈTRE.	HUMI- DITÉ.	PLUIE.
	Maxima.	Minima.	Moyenne.			
Janvier	31°,7	19°,0	25°,0	759,9	87,4	»
Février	35°,0	20°,4	27°,7	761,0	88,1	»
Mars	34°,5	22°,3	28°,4	759,9	88,9	5,0
Avril	34°,4	23°,5	28°,9	757,0	91,8	36,7
Mai	33°,0	24°,2	28°,6	759,7	94,2	148,9
Juin	31°,6	23°,5	27°,5	758,1	94,2	397,2
Juillet	30°,4	22°,8	26°,7	758,0	96,5	301,2
Août	31°,3	24°,1	27°,7	757,8	96,2	385,5
Septembre	30°,2	23°,5	26°,8	758,5	95,9	444,0
Octobre	30°,4	23°,1	26°,7	759,6	95,4	148,1
Novembre	30°,5	22°,5	26°,5	759,0	96,0	126,1
Décembre	30°,2	21°,1	25°,6	762,2	93,5	2,8
Moyennes des mois de l'année 1883.	31°,9	22°,5	27°,2	759,0	93,2	

des canaux plus praticables les diverses parties de ce vaste territoire, et de drainer et dessécher les parties trop marécageuses pour être livrées à la culture. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, de nombreuses études ont été faites dans cette direction; les mener à bonne fin constituerait l'une des belles tâches que pourrait s'imposer un gouverneur de cette riche colonie.

Il suffit de jeter les yeux sur une carte de la Cochinchine pour concevoir quelle richesse elle retire des branches nombreuses du grand Fleuve et des canaux qui les relient, mais, en même temps, pour comprendre l'importance qu'il y aurait à drainer certaines parties de ce vaste delta d'alluvions. Ces questions ont déjà, d'ailleurs, attiré l'attention des pouvoirs coloniaux. De nombreux travaux ont été faits sur les voies de communication, fluviales ou terrestres, de la Cochinchine française. Les questions relatives au creusement des canaux et à la construction des chemins de fer ont été le sujet de vives discussions au conseil colonial¹. Des routes terrestres nombreuses ont été faites; un chemin de fer relie déjà Saïgon, la capitale administrative de la colonie à Cholon qui est la principale ville de commerce de la Cochinchine²,

1. Voyez : BROSSARD DE CORBIGNY, *Travaux de canalisation en Cochinchine*, in *Revue maritime et coloniale*, 1878. — MANEN, *La Cochinchine française* (avec carte). Paris, 1865, in-8. — HÉRAUD, *Mémoire sur les marées en Cochinchine*. Paris, 1873, in-8; J. RENAUD, *Étude sur le canal de Hatien* (in *Excurs. et Recon. en Cochinch.*, n° 1); *Projet de canal entre le Vaïco et le Cua-tien* (in *Exc. et Recon.*, n° 3.); *Projet de creusement du banc de corail* (in *Exc. et Recon.*, n° 3); *Étude d'un projet de canal de Mytho au Bassac* (in *Exc. et Recon.*, n° 4). — THÉVENET, *Les travaux publics et les voies de communication en Cochinchine* (in *Rapport au conseil colonial*. Saïgon, 1880, in-8°). Mémoire important à consulter parce qu'il expose des projets considérables et très discutés.

2. La population de Saïgon, en y comprenant les fonctionnaires, les marins et les soldats et la population flottante, peut être évaluée à 65 000 ou 70 000 individus. Saïgon est une belle ville, bâtie sur les bords de la rivière de Saïgon, entre l'arroyo chinois qui la fait communiquer avec Cholon et l'arroyo de l'Avalanche. Les rues sont larges, droites, bordées de larges trottoirs et ombragées d'arbres magnifiques, parmi lesquels se font surtout remarquer les tamariniers dont le feuillage épais permet de circuler à l'ombre à toute heure du jour. La circulation est très active, particulièrement au voisinage de la rivière et de l'arroyo où se trouvent les grands magasins des messageries et les boutiques chinoises. Le palais du gouverneur, la cathédrale, les casernes, l'hôpital sont de beaux monuments. L'arsenal occupe plus de 600 ouvriers annamites ou chinois.

La ville de Cholon compte environ 50 000 habitants, en majeure partie Chi-

une seconde voie, inaugurée il y a quelques mois relie Saïgon, c'est-à-dire le Donai, sur les bords duquel cette ville est bâtie, à Mytho qui est situé sur l'un des bras du Mékong; on se propose de prolonger cette ligne jusqu'à Pnom-Penh. En attirant les produits du Cambodge à Mytho, cette ligne ferrée donnerait à Mytho une importance considérable.

Nous ne voulons pas discuter ici la question de savoir si la construction de ces chemins de fer est bien opportune. Des hommes très compétents sur les affaires de la Cochinchine trouvent ces entreprises sinon inutiles, du moins prématurées. Ils font remarquer qu'elle ne sont pas très nécessaires dans un pays couvert de fleuves, d'arroyos et de canaux, et dont les produits les plus importants sont le riz et les bois, c'est-à-dire des matières lourdes, encombrantes, de valeur relativement peu considérable et auxquelles, par conséquent, le transport par eau convient mieux que le transport plus coûteux par les voies ferrées.

Ces observations nous paraissent très justifiées en ce qui concerne la Basse Cochinchine, arrosée dans toutes ses parties par les bras du Mékong et du Donai et par les nombreux canaux qui relient ces fleuves.

La basse Cochinchine, particulièrement dans les deltas des fleuves, est très peuplée et cependant elle n'offre qu'un petit nombre de grandes agglomérations. En tête de ces dernières nous devons citer Saïgon qui est le chef-lieu de la Cochinchine en attendant qu'il devienne celui de toute l'Indo-Chine française. L'excellence de son port en fait le lieu d'embarquement et de débarquement de toutes les marchandises transportées par des navires au long cours. Cholon², situé à 6 kilomètre de Saïgon, est le centre principal du commerce chinois. Les villes qui viennent ensuite sont Mytho qui doit au voisinage du Cambodge une grande importance. Le chiffre de sa population n'est cependant pas très élevé; il ne dépasse guère 6 000. Vinh-Long doit à sa situation au confluent des quatre bras du Mékong une assez grande importance militaire et commerciale; la ville compte

nois. Elle a sur l'arroyo des beaux quais en pierre; ses rues sont bien pavées, aérées, propres, très animées. C'est à Cholon que sont concentrés tous les riz destinés à l'exportation. Les Chinois les expédient ensuite par des barques à Saïgon où ils sont embarqués. Indépendamment de l'arroyo qui la relie à Saïgon, Cholon est relié à Mytho par un canal.

environ 5 000 habitants, elle n'est distante de Mytho que de 25 milles. La citadelle de Chaudoc, capitale de l'ancienne province d'An-Giang, protège la frontière du Cambodge; la ville communique par un canal avec Hatien, ville située sur le bord du golfe de Siam.

II. — GÉOGRAPHIE PHYSIQUE DU CAMBODGE.

En remontant le Fleuve supérieur et le Fleuve inférieur, nous pénétrons dans le royaume du Cambodge et nous parvenons à Pnom-Penh, où se fait la bifurcation du Mékong.

Comme la Cochinchine, le Cambodge est, en majeure partie, formé par une plaine basse d'alluvions. Il est baigné dans le sud-est par la mer du golfe de Siam, où il présente deux baies importantes : celle de Kampot, fermée par l'île de Phu-quoc qui fait partie de notre colonie de Cochinchine, et la grande baie de Kompong-Som, dans laquelle se jette la rivière ou Peck de Kompong-Som. C'est surtout autour des bras du Mékong et du Grand lac que le sol du Cambodge ressemble à celui de la basse Cochinchine ; en dehors de ces vallées il existe un assez grand nombre de chaînes montagneuses plus ou moins étendues et d'une altitude qui varie entre 300 et 1400 mètres; ce sont les dernières branches des massifs montagneux d'où descendent les fleuves du Siam et de la Birmanie. Dans le nord se dresse la chaîne de Pnum-Dangrek ou Mont du fléau, riche en mines de fer; elle est dirigée, de l'est à l'ouest, depuis le Siam où elle naît, jusqu'au Mékong qui la traverse en formant les chutes de Khone. Au sud de cette chaîne se dressent les mamelons du Pnum-Dek ou Montagne de fer, dont le grand axe est dirigé du nord au sud, et qui est riche, comme la chaîne précédente, en minerais de fer; entre le grand lac et le golfe de Siam se dressent un certain nombre de petites chaînes parmi lesquelles nous trouvons à citer : le Pnum-Krevanh ou montagne du Cardamome, dont un des points atteint 1400 mètres de haut; le Pnum-Knang-Kryen ou montagne au dos de Caïman, qui est l'objet d'une ancienne légende d'après laquelle cette portion du royaume serait due à un soulèvement des terres, les Pnums-Rankon, Irat, Aral, Pra, etc., d'où descendent, ainsi que des précédents, des affluents du Grand-Lac; plus au sud encore, sur le bord du golfe de Siam, le Pnum-Popok-Vel, ou montagne de l'Éléphant, dont quel-

ques ramifications pénètrent jusque dans la province cochinchinoise d'Hatien, le Pnum-Sa ou Montagne blanche, etc.

De même que dans la Cochinchine, les régions montagneuses du Cambodge sont boisées, tandis que les autres sont livrées à la culture à peu près exclusive du riz. Dans les régions montagneuses existent encore d'importantes mines de grès, de calcaire, de fer, peut-être même d'or, encore très imparfaitement connues.

Quelques rivières, telles que le Prek-Compong-Som déjà cité, le Strung-trong, etc., prennent leur source dans les montagnes du Cambodge et vont se jeter dans le golfe de Siam; leur importance est trop peu considérable pour qu'ils puissent retenir notre attention.

Le Grand-Lac et ses affluents. — Il n'en est pas de même du Grand-Lac, de ses affluents et de son émissaire, le Bras-du-Lac qui, comme nous l'avons dit plus haut, se jette dans le Mékong à Pnom-Penh.

Le Grand-Lac ou Tonle-Sap est un inépuisable vivier de masses énormes de poissons qui, séchés, fumés, salés, transformés en huile et en préparations diverses, alimentent une foule d'industries variées et donnent lieu à l'un des commerces les plus étendus de notre possession.

Les lacs possèdent, il est vrai, un chenal suffisamment profond, pendant toute l'année; le bras du lac offre aussi, en tout temps, une navigabilité parfaite; mais les lacs et la rivière sont séparés par un seuil vaseux, le Veal-phoc (plaine de boue), qui ne permet plus aujourd'hui le passage qu'aux petites barques indigènes. Cet obstacle est formé par les atterrissements qui se sont déposés dans les bras nombreux du Petit-Lac, par suite de la faiblesse ou de la nullité des courants en cet endroit pendant la saison sèche. Le Veal-phoc n'est navigable que pendant la saison des hautes eaux. Il y a là un état de choses périlleux pour nos relations commerciales avec Battambang, mais qu'il est probablement encore temps de conjurer. Beaucoup de gens compétents regardent comme fantastiques les évaluations émises par M. Boulangier¹ relativement à l'envasement du Grand-Lac.

Cet ingénieur admet que le Grand-Lac se colmate de 15 centimètres par an vers ses rives, de 8 centimètres au plus et de 3 au moins dans le milieu de la nappe d'eau. S'il

1. Voir *Excurs. et reconn.*, n° 9, 1881 : *Le débit du Mékong.*

en était ainsi, les lacs seraient depuis longtemps comblés. M. Boulangier ne tient pas, évidemment, un compte suffisant des chasses puissantes qui se produisent au moment des inondations.

Il est vrai que le seuil de Veal-phoc, si l'on ne prend pas les mesures nécessaires, favorisera beaucoup le comblement de cette immense cuvette. Les dépôts s'accumulent sur ce seuil parce que l'émissaire des lacs s'y divise en un grand nombre de bras, dans chacun desquels le courant est trop faible pour garder en suspension les matières terreuses que les eaux contiennent en énorme proportion.

Il serait probablement facile et peu coûteux de barrer, après une étude hydrographique bien faite, un certain nombre de ces bras, au moyen de pieux et de fascines, qu'on peut couper sur les bords mêmes; on amènerait ainsi l'obstruction et le comblement complet de la plupart des passes: celles qu'on conserverait s'approfondiraient chaque année pendant la durée des grands courants. C'est ainsi que les Américains ont procédé, pour déterminer l'approfondissement des bouches du Mississippi; on n'ignore pas qu'ils ont obtenu de magnifiques succès.

Le Grand-Lac n'a pas seulement une grande importance économique, il offre encore une immense valeur politique. La possession entière de cette grande dépression et celle du bassin qui vient y déverser ses eaux est l'un des *desiderata* les plus graves de l'œuvre que nous avons poursuivie empiriquement jusqu'ici, mais que nous pouvons et que nous devons désormais accomplir de propos délibéré.

La partie occidentale du Grand-Lac, notamment, c'est-à-dire celle qu'une diplomatie trop ignorante ou trop légère a cédée au Siam avec les provinces de Battambang et d'Angkor, est un des nœuds vitaux de la presqu'île, quel que soit le point de vue, commercial, politique ou militaire, auquel on veuille se placer.

On reste vraiment confondu quand on réfléchit à la faute que nous avons commise en 1867 lorsque nous avons consacré de nos propres mains la spoliation de notre nouveau protégé, le roi du Cambodge, laissant ainsi la porte ouverte à l'un des plus grands dangers qui puissent menacer nos possessions. Cette imprévoyance est d'autant plus inexplicable que rien absolument ne nous obligeait à faire preuve, vis-à-vis du Siam, d'une aussi grande bonne volonté. Ajou-

tons du reste que le traité de 1867 doit être considéré comme n'existant plus depuis la signature de notre nouveau traité avec le roi du Cambodge¹.

Battambang et Ang-Kor. — Les provinces de Battambang et d'Ang-Kor, qui appartiennent historiquement au royaume du Cambodge et qui sont habitées par des populations presque exclusivement cambodgiennes, forment le centre le plus fertile, le plus riche et le plus peuplé de tout le pays Khmer (Scroc-Khmer). En outre, presque tous les charrois ou caravanes qui viennent du Laos, depuis environ le 18^e degré de latitude, passent par ces provinces ou dans leur voisinage pour se rendre à Bangkok. Parmi les voyageurs qui se dirigent de Korat (ville située vers le centre du Siam) vers le Bas-Ménam, sans marchandises ni convois, beaucoup, au lieu d'aller directement de Korat à Bangkok, passent par Battambang et Kabin, c'est-à-dire, font un détour qui double presque la longueur de leur route, afin d'éviter la plus grande épaisseur de la célèbre forêt de Dong-Praya-Fay (forêt du Seigneur du feu) qui s'étend entre Korat et la rivière de Saraboury, branche orientale du Ménam.

Cette forêt est, en effet, on ne peut plus redoutée des indigènes et des Chinois, à cause de son extrême insalubrité.

Battambang est relié à Korat, dont nous parlerons tout à l'heure avec plus de détails, par plusieurs routes qui viennent aboutir à Ang-Kor ou aux provinces plus orientales, soit à ce chef-lieu même par Sisoupone, soit à Ouatanana, à Prathong et à Kabin. Plusieurs routes de chars et d'éléphants longent la rive méridionale du Grand-Lac, à la limite des hautes eaux et mettent Battambang en relation avec Pnom-Penh, Oudong et Pursât.

D'autre part, Battambang communique directement, en cinq ou six jours de marche, avec Chantaboum, port du golfe de Siam habité surtout par des colonies d'Annamites et de Chinois. La route de Chantaboum à Battambang a pris aujourd'hui beaucoup d'importance, par suite de la mise

1. Pour la question de la frontière des lacs, ainsi que pour celles qui sont relatives aux provinces de Battambang, d'Ang-Kor et du nord du Grand-Lac, on peut consulter les ouvrages suivants : DE LAGRÉE, *Explorations et Missions*; — FR. GARNIER, *Relation du voyage d'exploration en Indo-Chine*; — MOURA, *Le Royaume du Cambodge*; — PR. DESCHANEL, *La question du Tonkin*.

en exploitation des mines de saphirs de Payrinh¹. C'est par cette voie que s'introduisent au Cambodge les armes et les munitions de guerre. Si nous parvenions à utiliser notre nouvelle situation en Annam pour réclamer du Siam la protection des Annamites, très nombreux dans tout le Bas-Ménam, sur la côte et surtout à Chantaboum, nous serions nécessairement amenés à placer un vice-consul dans ce port qui nous intéresse à plus d'un titre et où personne ne pourrait disputer à notre agent la prééminence.

Quant aux communications qui existent entre Battambang et Bangkok, on sait qu'il y en a plusieurs. L'ouverture récente de la ligne télégraphique franco-siamoise, obtenue par M. Harmand, au prix de grands efforts, a eu pour résultat d'améliorer la principale d'entre elles et d'ouvrir une large percée de 60 kilomètres de long à travers la forêt de Kabin.

Ces routes viennent aboutir au fleuve Bank-Pakhong, ou rivière de Pétrou, qui traverse un pays des plus riches et des mieux cultivés, et qui forme une artère par laquelle on peut facilement gagner Bangkok, soit par mer au moyen de bateaux indigènes, ou de steamers qui font aujourd'hui un service presque régulier entre les moulins à riz de Pétrou et la capitale de Siam, soit par des canaux artificiels intérieurs, creusés de Banekanat à la grande agglomération du delta du Ménam, canaux qui s'envasent constamment, mais que l'on remplace au fur et à mesure par de nouvelles tranchées². La route de Bangkok à Pnom-penh par Battambang est de douze jours, par éléphants.

Depuis quelque temps déjà Battambang est mis en communication régulière, pendant six à sept mois de l'année du moins, avec Pnom-Penh, grâce aux services subventionnés de la Compagnie des messageries à vapeur de Co-

1. Payrinh est à mi-distance de Chantaboum à Battambang, c'est-à-dire à trois jours de marche de chacune de ces deux villes.

2. Pour les routes d'Ang-Kor à Battambang, voyez : FR. GARNIER, *Voyage d'exploration*, t. II ; — BROSSARD DE CORBIGNY, *De Saïgon à Bangkok par terre* (in *Revue marit. et colon.*, 1872), avec carte ; — BAZANGEON, *Le pays des saphirs à Siam* (in *Monit. des Consuls*, déc. 1880 et janvier 1881) ; — PAVIE, *Excursions dans le Cambodge et le Siam* (in *Excurs. et Recon. en Cochinch.*, 1881-1882) ; *Ligne télégraphique de Pnom-penh à Bangkok* (*ibid.*, 1884-85) ; — SIAM DIRECTORY, *Route de Battambang* (notice reproduite dans tous les fascicules de ces dernières années.)

chinchine. Cette ligne de navigation a déjà produit de féconds résultats, même en faisant abstraction des produits de la pêche et des industries qui s'y rattachent. L'importance commerciale et agricole de Battambang s'en est beaucoup accrue. De jour en jour, les indigènes augmentent en nombre et développent leurs cultures, principalement les rizières; leurs riz viennent s'ajouter, dans les magasins de Cholon, à ceux de Go-Cong et du Bay-Xau. Mais, jusqu'ici, le service dont nous parlons a été presque impuissant à détourner vers Battambang les produits plus recherchés et plus riches du Laos. Ceux-ci continuent, comme par le passé, à se diriger vers Bangkok. Il en sera probablement de même tant que les steamers ne pourront accéder à Battambang que pendant une partie de l'année, celle des hautes eaux, période qui coïncide précisément avec l'époque la moins favorable aux caravanes de Korât.

Il résulte de tout ce qui précède que Battambang peut être considéré comme un carrefour important et une station de premier ordre entre les diverses régions méridionales de la presqu'île indo-chinoise. Les Siamois connaissent l'excellence de cette situation, d'où le prix qu'ils attachent à sa possession. Sans doute, l'intérêt pieux que leur inspirent les magnifiques ruines qui couvrent toute cette contrée, et qui sont comme un témoignage permanent de leurs victoires sur les Khmers, entre pour quelque chose dans leur désir de conserver Battambang et Ang-Kor et dans leur crainte de les perdre; mais ce qui les guide encore plus, ce sont des intérêts matériels plus pratiques, fiscaux, politiques et militaires.

C'est par la voie du fleuve Bang-Pakhong et par Battambang que les Siamois ont toujours attaqué les Cambodgiens et les Annamites, dans les longues guerres qu'ils ont soutenues contre ces peuples; cette voie fut toujours aussi leur unique route de retraite. Bien que très économes de travaux publics, ils avaient pris soin de construire, des bords du Bang-Pakhong à Sisoupone, une chaussée artificielle, élevée au-dessus du niveau des inondations de la saison des pluies et traversant les immenses plaines de ce pays, de façon à maintenir en tous temps leurs communications avec Battambang et le Grand-Lac. Cette chaussée n'existe plus aujourd'hui que par places; elle est utilisée en partie pour le parcours de la ligne télégraphique.

Ce que nous avons dit de l'importance de Battambang montre quelle faute ont commise les négociateurs du traité de 1867, en abandonnant au royaume de Siam cette province qui est, à tous les égards, essentiellement cambodgienne, et qui est l'un des centres commerciaux et politiques les plus importants de toute la péninsule indo-chinoise.

Comme si les négociateurs n'avaient pas voulu laisser une seule faute à commettre, ils ont accepté de prendre comme frontière entre le Siam et le Cambodge une ligne qui coupe fictivement le Grand-Lac en deux portions; de sorte que si jamais une puissance européenne prenait sous son protectorat le royaume de Siam ou même s'en emparait, ce qui est fort possible dans un avenir moins éloigné qu'on ne le suppose, nous sommes exposés à voir cette puissance faire flotter son pavillon sur les eaux du Grand-Lac à côté du nôtre, malgré tous les sacrifices que nous nous sommes déjà imposés pour asseoir notre autorité dans cette portion de l'Indo-Chine.

Tous les efforts du gouvernement de l'Indo-Chine devront être dirigés vers une réparation des torts qui ont été faits à nos intérêts par le déplorable traité de 1867. On peut dire qu'il y va aussi de l'intérêt du Siam. En lui assurant la protection de son indépendance qui est destinée à être sans cesse menacée par l'Angleterre, nous obtiendrions aisément, sans coup férir, une modification au traité de 1867 qui rendrait au royaume du Cambodge non seulement la totalité du Grand-Lac, mais encore les provinces de Battambang et d'Ang-Kor qui doivent constituer, en ce point de la péninsule indo-chinoise, la limite de nos ambitions raisonnables. Il nous serait d'autant plus aisé de réunir Battambang et Ang-Kor à notre protectorat du Cambodge que ces provinces constituent en quelque sorte des Etats indépendants, tributaires seulement du royaume de Siam; celui-ci en désigne les gouverneurs, mais il n'y exerce aucune autorité directe¹.

1. On trouve dans les dernières pages du livre de Francis Garnier (*Voyage d'exploration en Indo-Chine*, I., p. 548) de bien curieuses révélations sur le malencontreux traité de 1867. Le marquis de Moustiers, notre ministre des affaires étrangères, en ignorait et en niait même l'existence au moment où les ratifications en étaient échangées à Bang-Kok. « L'ignorance du marquis de Moustiers, dit Garnier, si extraordinaire qu'elle puisse paraître m'a semblé sincère ». Il ajoute : « Il faut que les ministères compétents sachent combiner

Dans l'énumération que nous avons faite plus haut des routes aboutissant à Battambang, nous avons prononcé le nom de Korat, ville située vers le centre du royaume de Siam. Nous montrerons plus loin comment cette ville concentre la majeure partie des marchandises du Laos pour les diriger ensuite vers Bangkok ou Moulmain. Or, les Siamois nourrissent depuis longtemps le projet de réunir Korat au Bas-Meinam par une voie ferrée. En ce moment même, ils font faire par des ingénieurs anglais l'étude de ce tracé. Si ce dessein était mis à exécution; si, surtout, la ligne en question était faite avec des capitaux anglais, ce serait non seulement l'influence anglaise implantée dans le Siam, mais encore le commerce du Laos détourné du Cambodge et de la Cochinchine, au profit de la Birmanie anglaise. L'une de nos plus vives préoccupations devait être de prévenir la réalisation de l'entreprise dont nous venons de parler, ou de la prévenir en établissant aussitôt que possible une bonne voie de communication entre Phnom-Penh et Battambang d'une part, Battambang et Korat de l'autre. Ainsi que nous aurons à chaque instant l'occasion d'y revenir dans cet ouvrage, tout notre travail de colonisation consiste, dans l'Indo-Chine, à relier les uns aux autres les principaux centres commerciaux et à détourner vers nos établissements les courants d'échanges qui existent dans la péninsule. Dans la région qui nous occupe en ce moment nous sommes favorisés par la possession des grands cours d'eau qui sillonnent le bassin du Mékong. C'est vers le Mékong et ses affluents, vers le Grand-Lac du Cambodge et les rivières qui l'alimentent que nous devons nous efforcer de faire converger les voies terrestres de communication.

Les provinces septentrionales du Cambodge. — Le bassin du Grand-Lac s'étend, au nord, jusqu'au pied d'une sorte

leurs efforts pour une action commune, et que ce qui est une vérité, sur la rive droite de la Seine, ne passe pas pour un mensonge sur la rive opposée. La vérité est que la marine a toujours eu une autorité beaucoup trop grande sur les choses coloniales. Elle passe des traités, conclut des actes diplomatiques, sans que souvent le ministère des affaires étrangères en soit informé. Or, ces actes étant accomplis par des officiers inexpérimentés, les fautes les plus lourdes sont commises sans que personne s'en doute. Il n'est que temps que cet état de choses cesse, si l'on veut que quelque suite et quelque logique soient introduites dans nos relations avec les puissances voisines de nos colonies. Pour cela, il faut que tous les actes diplomatiques des gouverneurs et des agents coloniaux soient soumis à l'autorité du ministre des affaires étrangères. »

d'immense falaise qui se dégage de la forêt Dong-Praya-Fay, entre Khorât et Battambang; il se prolonge vers l'est jusque dans le voisinage de Bassac. Il comprend, de ce côté, la grande et fertile province de Compong-Soai (Compong-Thôm) avec ses forêts, ses plaines et ses riches mines de fer, et plusieurs autres provinces qui ont subi le même sort que celles de Battambang et d'Ang-kor, c'est-à-dire ont été ravies au Cambodge par le royaume de Siam. Mais, en ce qui concerne ces provinces notre situation est meilleure que pour celles du sud, parce que les Siamois n'ont jamais prononcé les noms de ces provinces dans aucun traité et parce que la délimitation des frontières n'a jamais été opérée sur leur territoire, les Siamois n'osant pas, sans doute, affirmer leurs ambitions.

Le roi du Cambodge, de son côté, n'a jamais cessé de protester contre la spoliation dont il était victime, de sorte que le terrain de la discussion n'est pas fermé et qu'il semble facile d'obtenir du Siam un arrangement amiable. Mais il faudrait repousser énergiquement l'idée autrefois émise par l'amiral Dupré, Gouverneur de la Cochinchine, et par Francis Garnier, idée d'après laquelle la France négocierait l'occupation des provinces situées au nord du Grand-Lac en renonçant à ses prétentions sur celle de Battambang et d'Ang-kor.

Les provinces de Souren, Koukhan, Sankea, Melu-Prey, Toulé-Répan, etc., mettent le Grand-Lac et la province de Compong-Soai en communication avec les bords du Mékong, avec Oubone, Bassac et Stung-treng. Le commerce y est alimenté par des produits agricoles, du sucre de palme, de la noix d'arec, par diverses industries, telles que fabrications de chars à buffles et de nattes, par l'élevage des bestiaux, et par le fer des kouys, qui joue le rôle de monnaie dans toute cette partie du pays, jusqu'à Bassac¹.

Les *mines de fer des kouys* occupent le nord de la province de Compong-Soai; les plus fortes exploitations sont situées à une douzaine de kilomètres à l'ouest du Stung-sen, qui est le plus grand affluent des lacs. Cette rivière est navigable jusque par le travers des mines pendant presque toute

1. HARMAND, *Voyage au Cambodge*, in *Bull. de la Soc. de géogr.*, oct. 1875, p. 338; *Provinces du bassin méridional du Sé-Moun*, in *Soc. de géogr.* 1877.

l'année, même par de grosses chaloupes à vapeur. Les gîtes métalliques des Kouys fournissent un minerai très pur; ils ont été plusieurs fois concédés par le roi du Cambodge; ils paraissent susceptibles de donner de sérieux bénéfices à des industriels qui disposeraient de capitaux suffisants¹.

Le Stung-Sen est considéré actuellement comme frontière, sur une partie de son cours, entre les provinces siamoises et les provinces cambodgiennes. Cette limite purement arbitraire ne peut être définitive.

Nous avons suivi, à l'égard des provinces de l'intérieur du Cambodge, une politique, ou plutôt une absence de politique, analogue à celle que nous avons signalée à propos de la frontière du Binh-thuan. Ne nous préoccupant ni du pays, ni du sort des habitants, mais uniquement de la personne du monarque et de la conservation de la couronne, nous nous sommes montrés inférieurs à ce qu'avaient été les Annamites eux-mêmes pendant leur occupation des provinces du Sud du Grand-Lac. Les Annamites, en effet, avaient construit des routes militaires et commerciales qui traversaient tout le pays et qui étaient très fréquentées; leurs points de croisement étaient défendus par des postes fortifiés et par des garnisons qui exerçaient partout une police active².

Une de ces routes allait d'Oudong à Compong-Prea (Extrémité navigable du Prek Compong Som); une autre reliait ce point à Hatien. Elles étaient munies de ponts assez so-

1. Voyez les analyses de M. Garcerie publiées dans le n° 9 des *Excursions et Reconnaissances*, par M. Boulangier. *Les mines de fer de Compong-Soai*. — MOURA, *Le Royaume de Cambodge*. — E. FUCHS, *Exploration des gîtes de combustibles et métallifères de l'Indochine* (in *Annales des Mines*, sept. et oct. 1883, p. 97 et suite.) — HARMAND, in *Bull. de la Soc. de Géographie*, oct. 1856.

Il importe de noter qu'il n'existe pas dans toute l'Asie une seule usine européenne pour la métallurgie de fer. Cependant l'Inde contient des gisements de fer considérables. Mais les Anglais se sont toujours opposés à leur exploitation en grand par des capitaux européens, et à leur transformation en acier ou gros fers, dans le but évident de ne pas priver leur marine d'un élément de frêt aussi important. On sait que l'on construit de plus en plus en fer les bâtiments européens de l'Inde, de l'Indo-Chine, de la Chine et du Japon; l'établissement d'une grande usine métallurgique au Cambodge pourrait nous rendre les plus grands services; les mines de charbon de la côte d'Annam faciliteraient beaucoup cette exploitation. Du reste, le charbon de bois qui est extrêmement abondant, suffirait pendant plusieurs années.

2. Voyez : PAVIE, *Excursions dans le Cambodge*, in *Excurs. et reconn.*, n° 9, 1881.

lides pour permettre le passage des éléphants. Il en était de même du côté de Pursah, jusqu'à Battambang.

Le roi Ang-Duong, père et prédécesseur de Norodom, avait, de son côté, construit une route en chaussée, avec parements en maçonnerie, bornes en granit tous les 100 sens, de Pnôm-Penh à Oudong. Aussi, le voyageur H. Mouhot¹, qui parcourut le Cambodge en 1859, pendant que nous fondions nos premiers établissements en Cochinchine, pouvait-il trouver l'administration du pays Kmer bien supérieure à celle du Siam. S'il lui était donné de traverser aujourd'hui les mêmes provinces il verrait partout le désordre, l'insécurité et l'incurie, triste mais inévitable résultat d'un protectorat établi sur les bases les plus fausses qui se puissent imaginer.

Aujourd'hui, il est vrai, Oudong est relié à Kampot, ville du golfe de Siam, par une ligne télégraphique, mais on ne peut guère suivre le trajet de cette ligne qu'à dos d'éléphant. Exprimons l'espoir que dans les conditions nouvelles où nous nous trouvons actuellement au Cambodge, nous nous montrerons à la hauteur des conquérants Annamites, que nous saurons rendre la vie à ces provinces qui figuraient autrefois parmi les plus riches du royaume, et que le port de Kampot reprendra une certaine activité.

L'absence de voies terrestres dans l'Indo-Chine. — On peut dire, sans exagération, qu'il n'existe en ce moment, dans l'Indo-Chine, aucune voie terrestre. Les voies fluviales seules ont quelque valeur. Il en est ainsi, du reste, dans tous les pays de civilisation inférieure. Les voies fluviales sont presque les seules, dans ces pays, qui puissent être suivies soit par les voyageurs, soit surtout par les marchandises ; en premier lieu, parce que ce sont les seules qui offrent une sécurité relative ; en second lieu, parce que les sociétés bien organisées et ayant des ressources pécuniaires sont les seules qui puissent entreprendre des travaux aussi coûteux que le sont la construction et l'entretien des routes. Ni en Asie, ni en Afrique, ni dans aucun pays où l'ingénieur européen n'a pas pénétré, il n'existe des routes convenables. Les seules voies terrestres de ces pays sont des sentiers plus ou moins marqués, ne permettant le passage

1. MOUHOT, *Voyage à Siam et au Cambodge*, Paris, 1868, in-12.

que d'un ou deux hommes de front, ou parfois d'une bête de somme. Le voyageur parcourt péniblement ces misérables routes avec des moyens de locomotion très rudimentaires quant à la vitesse, à la marche et au poids de marchandises ou de vivres transportés; sa vie et ses biens y sont exposés à mille dangers et il éprouve les plus grandes difficultés à se procurer les aliments les plus indispensables. Dans l'Indo-Chine, l'alternance très régulière des saisons rend encore plus pénibles les voyages par terre. L'année est divisée en deux saisons très tranchées; à une période de pluies incessantes et torrentielles, succède une période, à peu près égale en durée, de sécheresse absolue. Pendant six mois, les sentiers détrempés disparaissent sous la boue et l'eau; pendant six autres mois, l'eau devient rare; on ne la trouve que par flaques où elle est rendue presque impotable par les innombrables animaux de tout ordre qu'elle contient. Les cours d'eau secondaires, principalement dans le Cambodge, dans le nord du Grand-Lac et dans tout le bassin de la rivière d'Oubône, sont alternativement et presque sans transitions, des torrents désordonnés et des ravins complètement asséchés.

D'un autre côté, les routes terrestres les plus fréquentées ne créent pas ici, comme dans les pays civilisés, des agglomérations d'hommes. C'est le contraire qui se produit; les populations tendent presque toujours à s'en éloigner, afin d'éviter les corvées et les vexations que ne manquent pas de leur faire subir les autorités en voyage et les gens de leur suite.

Dans ces conditions, la moindre pirogue transporte plus de matériaux que le plus vigoureux éléphant et toutes les fois que le voyageur peut suivre une route fluviale il le fait avec empressement, certain qu'il y trouvera plus de ressources et plus de sécurité.

Il faut encore noter une particularité favorable aux voyages par eau : les bords des grandes rivières de la presqu'île sont plus fertiles et plus salubres que les pays intérieurs; certaines cultures ne sont possibles sans fumure que sur les alluvions annuelles de leurs berges; leurs eaux poisseuses fournissent sans peine et sans frais des ressources alimentaires et même commerciales assurées. Par suite, les populations ont une tendance marquée à se rassembler sur les rives des fleuves; la sécurité et la richesse y sont plus

grandes; l'administration y est plus efficace; les transactions y sont plus actives et plus avantageuses.

C'est donc vers les fleuves, c'est-à-dire vers les voies naturelles de communication et vers les régions actuellement les plus peuplées que nous devons, dans l'Indo-Chine, nous préoccuper de faire converger les voies terrestres à construire. Quand nous aurons terminé l'exposé de l'état actuel des choses, nous rénumérerons les desiderata que cet exposé nous aura révélés.

Ces considérations générales nous ont paru utiles au début du long voyage que nous allons entreprendre dans le centre de l'Indo-Chine; mais elles nous ont détourné de notre route, à laquelle nous devons nous empresser de revenir.

Nous avons étudié les conditions commerciales des provinces situées au sud du Grand-Lac; nous devons maintenant examiner celles qui existent dans les provinces situées au nord de cette vaste nappe d'eau.

III. — MÉKONG.

(Carte XV).

1° *Cours du Mékong dans le Cambodge français, jusqu'aux rapides de Somboc-Sombaur*¹.

La partie du Mékong qui coule dans le Cambodge français jusqu'aux rapides de Somboc-Sombaur ne saurait donner lieu à de bien longues observations. Son lit est partout profond, accessible pendant toute l'année à des navires de mer d'un assez fort tonnage, moyennant quelques précautions qu'indiquent les cartes et les notices hydrographiques. La marée s'y fait sentir pendant sept à huit mois de l'année. Les rives sont très peuplées; les berges et les îles sont très fertiles, propres à la culture du coton, de l'indigo, du mûrier, etc. Depuis quelque temps déjà, les steamers de la compagnie des Messageries fluviales desservent régulièrement ce parcours jusqu'à Cratieh; ils y récoltent un frêt

1. Voyez: AYMONTIER, *Notice sur le Cambodge; Voyage dans le Cambodge central*, in *Bull. de la Soc. de géogr.*, 1882. — J. HARMAUD, *Op. cit.*, in *Bull. Soc. géogr.*, 1876. — BONNAUD, *Hydrographie du Mékong*, in *Excurs. et Recon.*, n° 9, 1881. — CAMPION, *de Pnom-Penh à Sumbor*, in *Excurs. et Recon.*, 1884. — PEYRUSSET, *Projet de chemin de fer de Saïgon à Pnom-Penh*, in *Excurs. et Recon.*, n° 2, 1880. — BOUILLEVAUX, *L'Annam et le Cambodge*, Paris, 1874, in-8. — H. MOUHOT, *Voyage à Siam et au Cambodge*.

abondant et favorisent le développement du trafic, surtout sur les routes qui viennent de la rive droite et qui traversent les provinces dont nous nous sommes précédemment occupés. Cette partie du Cambodge est, sans aucun doute, appelée à un bel avenir commercial, dès que l'action régulière de notre administration se sera substituée au pillage de la féodalité cambodgienne.

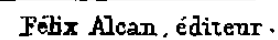
L'influence de cette ligne régulière s'étend du reste de proche en proche, et pour montrer les résultats déjà acquis, nous ne saurions mieux faire que de citer les paroles suivantes, extraites d'un discours prononcé devant le Conseil colonial de la Cochinchine par l'un des colons les plus anciens et les plus honorablement connus, M. Garcerie : « Anciennement, on ramassait à peine les articles (bois de teinture et d'ébénisterie, cardamomes, gomme, peaux) faute de moyens de transport assez rapides et assez économiques entre Phnôm-Penh et Cholon. Les négociants de Phnôm-Penh étaient obligés d'immobiliser des capitaux assez sérieux pendant de longs mois, avant d'avoir assez de marchandises de cette nature pour le chargement d'une jonque de 5 à 600 piculs. Aujourd'hui tout cela est changé; de nombreux brocanteurs chinois sillonnent les provinces autour de Phnôm-penh. Ils apportent sur des charrettes à buffles les produits achetés et échangés jusqu'à la capitale cambodgienne, d'où ils sont exportés sans perte de temps à Cholon par les Messageries fluviales¹.

Parmi les principales routes qui partent du Mékong, dans cette partie de son cours, nous nous bornerons à signaler rapidement :

Sur la rive droite, la route de terre qui met en communication Stung-Trang² avec Compong-thôm, puis avec la région d'Angkor. Elle est croisée par une foule de sentiers de chars qui rayonnent vers le nord, au travers des territoires contestés. Une seconde route, qui débouche un peu plus haut, au voisinage du rapide de Prea-Patang, mais qui doit être rangée dans cette section inférieure du fleuve dont elle est tributaire, va également rejoindre les districts Kouys et les mines de fer après un circuit dans le nord. Du reste,

1. *Discours d'ouverture du Conseil colonial de la Cochinchine, 1884.*

2. Il faut éviter de confondre Stung-Trang avec Stung-Treng, chef-lieu du Laos méridional dont nous parlerons plus bas.



tous les villages de cette région peu accidentée, formée d'un sol résistant, sont reliés entre eux par de nombreuses routes plus ou moins facilement praticables suivant les saisons et les mois de l'année; on trouve également sur les deux rives des voies parallèles au fleuve et qui suivent les terrains les moins marécageux. Les chars y sont d'un usage général, et en grand nombre.

Sur la rive gauche, les sentiers de chars forment également un réseau assez serré, du moins au voisinage du grand fleuve. A mesure que l'on s'écarte des rives, ils deviennent plus rares et moins fréquentés et sont remplacés par des sentiers d'éléphants. Nous y avons refait deux routes que suivent aujourd'hui nos lignes télégraphiques : l'une qui va de Tay-Ninh à Pnom-Penh, l'autre qui suit la rive et se termine à Sombaur. La circulation, sans être aussi active que sur la rive droite, atteint cependant une assez sérieuse importance. Parmi les sentiers qui s'enfoncent vers l'est, dans le pays des Penongs, un des plus connus est celui qui aboutit à Brelam, chez les Stiengs : il a été parcouru par plusieurs explorateurs.

Le seul affluent de quelque intérêt de cette partie de la rive gauche est la rivière qui aboutit à Peam-Chelang; elle vient du pays Stieng et passe non loin de Brelam; son cours est mal connu. Elle peut être remontée fort loin, mais seulement par de petites pirogues et pendant la saison des hautes eaux.

Les produits de cette zone, sauf ceux des cantons occidentaux, au delà de Compong-Thôm, viennent converger vers Pnom-Penh, par le cours du Grand-Fleuve.

2° Le Mékong dans le Laos.

Le Mékong, entre Sombaur et Sung-treng, dans le Laos.

Premiers rapides.

La partie du Mékong qui s'étend de Sombaur à la frontière du Cambodge et à Sung-treng succède brusquement à celle que nous venons de quitter, où la navigation est si facile. Elle est formée d'une longue série de rapides qui s'étendent, presque sans interruption, sur une longueur d'environ 80 kilomètres. Les obstacles sont trop multiples pour que l'industrie humaine puisse songer à en avoir jamais raison; si l'on suppose qu'il soit possible, à la rigueur,

d'y tracer, au prix de sacrifices aussi énormes que peu justifiés, un chenal praticable, les courants y acquerraient une telle rapidité et une telle violence qu'aucune barque, aucune chaloupe à vapeur, aucun système de touage ne seraient capables soit de remonter le fleuve, soit de gouverner à la descente.

Il est à désirer cependant qu'une série d'études hydrographiques régulières, poursuivies pendant toute l'année, et pour les différents niveaux — les crues atteignent une hauteur de 12 à 14 mètres — vienne nous renseigner complètement et scientifiquement. Il serait possible alors, en faisant sauter quelques roches dans les endroits les plus dangereux, en plaçant quelques repères, de rendre d'assez bons services à la navigation des indigènes, de leur faire connaître d'une façon certaine les époques les plus favorables à leurs voyages et d'en abrégier ainsi l'excessive durée.

Pour franchir tous ces obstacles, les rares pirogues qui se hasardent à suivre la voie du Grand Fleuve doivent attendre qu'ils soient recouverts par l'inondation. Ce n'est qu'en juillet et août, généralement, qu'on les voit arriver à Pnom-Penh. Elles apportent surtout des cardamomes, de la gomme laque et des produits animaux : elles prennent en échange du sel, des cotonnades, des objets de quincaillerie chinoise, un peu d'opium en boule, etc.

Pour regagner leur pays les Laotiens ne mettent pas moins de quatre mois. C'est un véritable voyage au long cours pendant lequel ils ont à redouter les attaques des pirates que l'administration indigène est incapable de réprimer et que favorise, du reste, l'indécision de la frontière; ils doivent aussi supporter toutes sortes d'exactions de la part des mandarins, peut-être plus redoutables que les brigands.

L'établissement d'un service régulier de navires à vapeur jusqu'à Cratieh et la création en ce point de dépôts de marchandises éviteraient aux Laotiens la nécessité de descendre jusqu'à Pnom-Penh. La sécurité que la substitution de notre administration à celle des mandarins ne tardera pas à produire, atténuera sans doute ces inconvénients dans une certaine mesure, mais elle ne les diminuera jamais assez pour qu'il soit permis d'espérer que les marchandises du Laos inférieur cessent de se diriger vers Korât et Bangkok. C'est vers ces points, quoi qu'on ait pu prétendre pour soutenir le contraire, qu'est leur voie naturelle d'écoulement.

Tant que nous n'aurons pas trouvé un moyen pratique de diminuer les risques et la longueur des voyages par le fleuve vers nos marchés, les échanges par la route fluviale se borneront à des articles de première nécessité ou, d'une assez grande valeur spécifique.

Pour expliquer la rareté des échanges entre le Cambodge et le Laos et la tendance invincible du commerce laotien à se diriger vers Bangkok en suivant des routes de terre d'une longueur kilométrique beaucoup plus grande, soit par Battambang et Kabin, soit plutôt par Korât et le Dong-Paja-Pay, on a invoqué toutes sortes de prétextes artificiels : douane cambodgienne, exactions des mandarins, insécurité, prohibitions occultes ou déclarées de la part des gouverneurs ou petits princes laotiens, soit de leur propre mouvement, soit à l'instigation de Bangkok. Mais les douanes, les présents obligatoires à faire aux autorités, les risques de pillage sont des inconvénients qui se rencontrent tout aussi bien sur les routes de terre se dirigeant vers Bangkok, que sur la voie fluviale du Mékong. Quant aux prohibitions du roi de Bassac, elles sont réelles et présentent un caractère plus nuisible ; mais pour les faire disparaître il suffirait de montrer un peu d'énergie à Bangkok et de faire comprendre au roi de Bassac qu'il entend on ne peut plus mal ses intérêts ¹.

Il est à noter, du reste, que la plupart du temps, les indigènes ou les Chinois du Laos méridional n'ont pas à aller eux-mêmes jusqu'à Bangkok. Ils se rendent seulement à Kôrat, où ils échangent leurs marchandises contre d'autres apportées jusque-là par des colporteurs de Bangkok qui ne dépassent pas cet entrepôt. La longueur des voyages, aussi bien pour les uns que pour les autres, se trouve donc diminuée environ de moitié. De plus, la plupart de ces voyages et de ces transactions se font pour le compte de maisons de Bangkok. C'est un système que nous devrions étudier avec soin pour l'imiter, en nous ingéniant à constituer sur les bords du Mékong, dans le Laos inférieur, un entrepôt bien approvisionné de marchandises françaises.

Mais la véritable raison de l'état de choses actuel est la

1. Voyez sur ce sujet : RHEINARD et D'ARFEUILLE, *Voyage au Laos*, in *Revue maritime et coloniale*. — BLANC, *Voyage d'un marchand de bœufs au Laos*, in *Excurs. et reconn. en Cochinchine*, n° 11, 1882.

presque innavigabilité du fleuve entre Stung-treng ou plutôt entre les cataractes de Khône et Cratieh.

Il y a cependant quelque chose à faire et des résultats sérieux à espérer, si nous sommes résolus à l'avance à consentir à certains sacrifices et à attendre pendant quelque temps les compensations qu'ils ne manqueront pas de nous procurer.

Il existe déjà, entre Cratieh et Stung-treng, sur la rive gauche du Mékong, une route de terre qui s'écarte plus ou moins du fleuve pour éviter les marais et les inondations et passer les affluents à des gués favorables. L'état des terrains est tel que cette route, qui d'ailleurs traverse un pays sauvage, couvert de forêts et dénué de ressources, n'est guère fréquentée que pendant la saison sèche, après le retrait ou l'évaporation des eaux. C'est par elle que descendent quelques caravanes qui amènent à Cratieh des animaux de boucherie, des chevaux destinés à la consommation de Saïgon et des buffles qui sont vendus au Cambodge.

Pour compléter notre ligne fluviale de Cratieh et rendre réellement efficace cette excellente innovation, il serait nécessaire d'améliorer l'ancienne route dont je viens de parler, de l'exhausser et de la consolider dans les terrains inondés, de lui faire suivre un tracé plus rationnel et de la munir, au passage des precks, ou torrents, de ponts assez solides pour supporter le poids des éléphants. Un tramway ou un petit chemin de fer serait certainement préférable à une route; mais on conçoit que des travaux de ce genre, entrepris dans une pareille région, presque sans habitants, — car les populations ont déserté les bords du Mékong sur toute l'étendue des rapides, — seraient nécessairement très coûteux. Les corvées, si l'on pensait pouvoir recourir à ce moyen, fourniraient très peu de travailleurs, à cause de l'incertitude des frontières, de la rareté des villages et du faible nombre de leurs habitants. Il faudrait donc pousser la route avec des chantiers d'ouvriers chinois loués à Saïgon ou à Pnom-Penh, et qui exigeraient une surveillance sévère, ou bien avec des transportés ou des récidivistes français ou algériens entretenus par la colonie.

Si l'on se décidait à ouvrir une route, il n'y aurait pas à se préoccuper des réclamations du Siam; il s'est, en effet, à plusieurs reprises, montré impuissant à punir les actes de violence dont quelques-uns de nos explorateurs ont été vic-

times en ces parages, et il ne s'intéresse pas beaucoup à ce qui se passe sur la rive gauche du Mékong, qu'il considère comme un pays perdu et sans valeur. Si, par impossible, le Siam protestait, il nous serait aisé de lui répondre que ce pays sert de refuge habituel au prince rebelle Si-Vothâ et à une foule de malfaiteurs.

On ne peut que regretter l'absence de toute étude de routes dans cette région, alors que tous les voyageurs qui s'y sont aventurés ont été unanimes à signaler les avantages qu'une bonne voie de communication y procurerait infailliblement à notre commerce et à notre influence.

3° Le Mékong dans le Laos méridional, entre Stung-Treng et les Cataractes de Không.

Entre Stung-Treng et les cataractes de Không, le Mékong traverse le Laos méridional.

Stung-Treng. — Stung-Treng est situé sur le Sé-Cong ou rivière d'Atlopeu, un peu au-dessous du point où le Sé-Cong rejoint le Sé-Sane (Nam-Cham de certains auteurs); cette dernière grande rivière se dirige vers l'est, en se divisant en plusieurs branches.

Stung-Treng est un centre plus important par sa situation que par le nombre actuel de ses habitants; celui-ci, en effet, ne dépasse pas deux mille. Il n'est pas douteux que Stung-Treng prendrait un développement beaucoup plus grand si les travaux dont nous avons parlé plus haut le mettaient en communication facile et constante avec les provinces Cambodgiennes.

Les ruines antiques parsemées autour du village, sur les deux rives du fleuve, prouvent que cette localité a joui autrefois d'une prospérité beaucoup plus grande. Le voyageur hollandais G. Van Wusthof¹, qui traversa cette région vers le milieu du dix-septième siècle (1641), rapporte que Stung-Treng était résidence royale quelques années avant son passage, alors que les diverses principautés du Cambodge

1. GÉRARD VON WUSTHOF, *Voyage lointain au royaume de Cambodge et Loatien* (Harlem, 1669), reproduit dans l'ouvrage de YULE (*Mission to the Court of Ava*), traduit en français par Fr. Garnier, dans le *Bull. de la Soc. de géogr.*, septembre et octobre 1871.

étaient réunies sous le pouvoir d'un suzerain puissant; il ajoute que le pays était sillonné de routes en bon état, suppléant à l'insuffisance des cours d'eau.

Mais même dans l'état politique et économique misérable qui caractérise aujourd'hui le Laos inférieur, Stung-Treng mérite d'attirer l'attention. C'est un des points où nous devons nous efforcer d'établir solidement notre influence et de faire pénétrer notre action et notre commerce. Pour cela, il n'y a pas de meilleur moyen que d'établir à Stung-Treng un agent français exerçant des droits de juridiction sur les Cambodgiens, les Annamites et les Chinois de nos provinces, chargé de veiller aux intérêts de nos nationaux, de nos sujets et de nos protégés et de renseigner le gouvernement de la Cochinchine et notre consul de Bangkok sur tous les faits intéressant notre pays. Cet agent pourrait être investi directement par le Gouverneur de la Cochinchine, au nom du roi du Cambodge; un simple avis de son installation serait donné au roi de Siam par le consul général de France à Bangkok, au nom du roi du Cambodge, notre protégé.

Le Mékong n'est malheureusement libre au voisinage de Stung-Treng que sur une faible étendue. Mais le Sé-Cong, qui remonte vers le Nord-Est et qui donne accès dans une région des plus fertiles et riche en métaux, notamment en cuivre et en or, est navigable en tout temps jusqu'au-dessus d'Attopeu pour les barques et radeaux indigènes; il peut même être parcouru, pendant plusieurs mois de l'année, au moins jusqu'à Sieng-Pang, où aboutit une route de terre qui vient directement de Bassac.

Il est remarquable que les négociants chinois ou métis chinois qui résident à Stung-Treng ne connaissent pas la vallée du Sé-Cong et ne se rendent jamais à Attopeu. Il faut évidemment attribuer ce fait singulier à la délimitation du territoire dépendant de Stung-Treng et à la réglementation arbitraire et tyrannique que le roi de Bassac applique au commerce. C'est à nous qu'il appartient de faire cesser cet état de choses. Stung-Treng est évidemment le point de concentration naturel de toute la vallée du Sé-Cong; ce qui le prouve d'une façon indéniable, c'est que le royaume du Cambodge possédait autrefois les bords de cette rivière, si intéressante à beaucoup de points de vue, et dont la branche orientale, le Sé-Kéman, se rapproche beaucoup de

la province annamite de Quang-Nam, qui possède des baies excellentes.

Le pays qui s'étend entre Attopeu et le Quang-Nam est malheureusement tout à fait inconnu. Il doit être l'objet d'une des premières explorations que le Gouvernement fera entreprendre. Il nous importe beaucoup de connaître les routes qui ne peuvent manquer d'exister entre la côte et la vallée du Sé-Cong et le relief du terrain qui les sépare.

La vallée du Sé-Sane. — La vallée du Sé-Sane est encore *terra incognita* et ne présente pas un intérêt moindre que celle du Sé-Cong. Le Sé-Sane draine de proche en proche tous les produits de la chasse et de l'industrie de tribus qu'on appelle indistinctement sauvages, mais dont quelques-unes cependant ont atteint ou conservé un état de civilisation tout aussi avancé que celui des Laoliens. Ce sont surtout les villages d'origine Tsiampa ou Malaise qui méritent d'attirer notre attention, et que nous devrions faire visiter par nos voyageurs.

Certains de leurs villages forment, assure-t-on, des agglomérations fort nombreuses et tout à fait fixes, entourées de pâturages étendus et de cultures régulières. Il en est qui se livrent à des industries métallurgiques ¹.

Une des branches du Sé-Sane, appelée Bla par les sauvages, est tout à fait voisine de la partie supérieure du Da-Lang, rivière de la province annamite de Phuyen. Or, la province de Phuyen est probablement, de tous les territoires placés au sud de Hué, celui qui est appelé au plus bel avenir commercial et celui où notre influence deviendra le plus facilement prépondérante dès que nous occuperons la magnifique baie de Xuan-Day.

Nous ne possédons aucun renseignement sur les branches méridionales du Sé-Sane; elles paraissent parcourir un des pays les plus sauvages de la presqu'île. Nous ne connaissons pas non plus les routes de terre qui peuvent exister dans cette région.

Les provinces de la rive droite du Mékong sont en relations fréquentes avec Stung-Treng par des routes probablement assez nombreuses. Ces provinces sont celles dont l'accaparement par le Siam est le plus critiquable.

1. Voyez le P. DOURISBOURE, *Une mission chez les sauvages Bahnars*, Paris, 1873, in-8.

On a signalé dernièrement, sur la rive droite du Mékong, une rivière d'une certaine importance, le Siem-bok. Cette rivière avait jusqu'ici échappé à l'attention des voyageurs, sans doute parce qu'on longe habituellement la rive gauche du fleuve, divisé en plusieurs bras par des îles nombreuses. Cette rivière parcourt la province de Toulé-Repan; elle paraît être navigable sur un assez long parcours¹.

Le commerce entre le Laos méridional et le Cambodge; — Nous avons dit qu'en raison de sa situation, Stung-Treng devait être choisi comme siège d'un agent consulaire français. Ce chef-lieu de province, relié à Cratieh par une route carrossable ou par un tramway, pourrait devenir un entrepôt de marchandises françaises destiné à faire concurrence à celui de Korat, qui s'alimente surtout d'articles anglais; il servirait de lieu d'échanges entre nos produits et ceux du Laos.

Voici succinctement comment procède le commerce restreint qui se fait actuellement entre Pnom-Penh et le Laos méridional, et comment nous concevons qu'on pourrait arriver à en modifier les conditions désavantageuses.

Les traitants chinois établis depuis longtemps dans le pays et mariés à des femmes indigènes (la plupart sont même des métis et ne savent guère parler le chinois) achètent, ou plutôt échangent sur place les produits du pays qu'ils vont chercher dans un certain rayon. Ils transportent ensuite ces produits à Pnom-Penh sur des pirogues d'une construction spéciale, solides et épaisses, qui sont leur propriété, et qui sont montées par des équipages loués pour la durée du voyage, ou composés de leurs esclaves. Les points extrêmes de leurs voyages au Laos et au Cambodge sont Bassac et Compong-Thôm, où ils vont s'approvisionner de fer et de hachettes des Kouys. Ils prétendent que leurs gains sont peu considérables, les frais du voyage absorbant le plus clair des bénéfices. Ils ne vont à Bangkok que tout à fait exceptionnellement, quand l'occasion se présente d'accompagner un mandarin obligé de se rendre à la capitale, ce qui

1. BLANC, *op. cit.*, in *Excurs. et reconn.*, n° 11, 1882. — M. Harmand pense cependant que l'existence, dans cette région, d'une rivière navigable pendant plusieurs jours est tout à fait improbable. « Il faudrait, dit-il, supposer que le Stung-Dahr, relevé par moi dans le haut de son cours, et que les indigènes m'ont affirmé se jeter dans le Grand-Lac, est, au contraire, un affluent du Mékong. » (*Note manuscrite remise à l'auteur par M. HARMAND.*)

leur procure une sécurité presque complète et des facilités de voyage beaucoup plus grandes. Il leur faut, en pareil cas, plus d'un mois et demi pour atteindre Bangkok.

Ces Chinois sont exempts d'impôt de capitation, les gouverneurs réalisant par leur intermédiaire toutes sortes de gains plus ou moins licites.

M. Harmand écrivait en 1876 : « On pourrait tirer des bénéfices de l'exportation à Stung-Treng d'un certain nombre d'articles de fabrique européenne, chinoise, ou annamite : armes, étoffes légères de flanelle ou de soie, verreries, bijoux de pacotille, bols chinois, plateaux de cuivre, fil de laiton, sel, etc...

« Il faut considérer cependant que tout ce qui n'est pas d'absolue nécessité ne peut guère y trouver preneur que dans la classe des chefs et des mandarins. Mais la grande difficulté consiste à trouver en échange, et dans un temps donné, des produits laotiens d'un transport facile et d'un placement avantageux à Pnom-Penh, à Cholon ou à Saïgon. Ce commerce est, en effet, si voisin de l'enfance qu'il se fait le plus souvent au moyen de trocs et que la monnaie d'argent n'y joue qu'un rôle secondaire. On trouve bien la barre d'argent et quelques ticaux (dont beaucoup falsifiés avec art); mais le lingot de fer des Kouys est plus répandu; sans posséder tous les caractères de la monnaie, il en fait l'office dans les marchés ordinaires; les lingots d'un poids de 250 à 300 grammes, qui ont grossièrement la forme d'un fer de lance, de losanges allongés, sont aussi employés dans toute une partie du Laos méridional, jusqu'à Bassac, et dans les provinces de Toulé-Repan, Melu-Prey, Compong-Soai. Chaque année, lorsque les premières pluies, en faisant disparaître l'affreuse aridité causée par six mois de saison sèche et par les incendies, permettent de nourrir et d'abreuver facilement les buffles, il part de Stung-Treng, de Khong et de Bassac, des caravanes dirigées presque toujours par des Chinois. Elles se rendent sur les lieux de production du fer, à dix ou quinze jours de marche de ces divers points. Les voitures sont chargées de tabac, de noix d'arec sèches, de cotonnades en pièce ou de langoutis, de bols chinois, de peaux de cerf; elles sont suivies de troupes de buffles. Ces marchandises vont s'échanger contre des lingots de fer, des hachettes, sabres et couteaux des Kouys, du sucre de palme, des nattes, des chariots, etc....

« Quant au négociant européen, il peut difficilement songer à une opération quelconque. Comment s'y prendrait-il ? Il recevrait en échange de ses marchandises, après bien des ennuis et retards, après bien des bassesses obligatoires devant les mandarins, — coutumes dont s'accommodent les Chinois, mais qui répugnent à notre caractère — du riz, des nattes, des buffles, etc., ou du fer, toutes choses fort encombrantes et dont il se trouverait fort embarrassé. Il faudrait de grandes opérations convenues avec les Chinois pour faire sortir les barres d'argent. Mais les Chinois consentiraient-ils à ces marchés et ne se ligueraient-ils point contre la concurrence du Français ?

« Peut-être serait-il possible de tenter un genre d'opération analogue à celui qui s'appelle « la traile » à la côte occidentale d'Afrique, en confiant à des comprados chinois des pacotilles qu'ils placeraient eux-mêmes, en ne rapportant aux commanditaires européens que l'argent et certains articles d'un transport facile et d'une valeur déterminée.

« La seule marchandise — s'il est permis de lui donner ce nom — qui soit à la fois facile à transporter et d'un placement très rémunérateur au Cambodge, c'est l'esclave Penong¹. »

Il y a dix ans bientôt que M. Harmand écrivait ces lignes à Stung-Treng même. Depuis cette époque, les choses n'ont subi aucune modification, si ce n'est en ce qui concerne le trafic des esclaves, réduit aujourd'hui à ne se faire que clandestinement et qui ne peut tarder à disparaître d'une façon complète dans nos provinces, après la mise en vigueur du nouveau système de surveillance qu'on est en train de leur imposer.

Mais si nous supposons à Stung-Treng un agent français protégeant les indigènes de nos provinces et jugeant leurs différends avec les Laotiens et les Chinois du pays ; si nous supposons aussi une route d'un parcours sûr et facile reliant Stung-Treng à Cratieh, nous verrons que les conditions du commerce ne peuvent manquer de subir une importante et rapide modification. En effet, les Chinois, Malais et Indous de Saïgon, de Cholon, de Pnom-Penh, ne tarderaient pas à venir se grouper autour de notre représentant, afin d'éviter les tracasseries sans nombre et les exactions de toute sorte

1. HARMAND, in *Bulletin de la Société de Géogr.*, oct. 1876, p. 345.

auxquelles ils sont actuellement soumis sans défense. Quelques Français les suivraient, un entrepôt se formerait, qui vaudrait mieux que celui de Korat, réputé pour être le rendez-vous de tous les bandits échappés de Siam et de la Birmanie. Un simple calcul de la longueur des routes et du temps nécessaire à les parcourir indique facilement quelle serait l'aire d'attraction de Stung-Treng. Il est certain que Battambang d'une part, Cratieh de l'autre, étant desservis régulièrement par nos steamers, nous réussirions à accaparer une bonne partie des produits qui vont aujourd'hui s'exporter par Bangkok et s'entreposer à Singapoor.

Il est vrai de dire qu'un certain nombre de ces produits n'ont, en général, aux yeux de l'Europe, qu'une valeur médiocre : ce sont des gommes, des résines, des vernis, de la gomme-laque, des bois et des écorces de teinture ou de senteur, du carthame, des cardamomes, des dépouilles d'animaux, des peaux de cerfs, de bœufs et de buffles, des lanières de peaux d'éléphants et de rhinocéros, des tendons, des cornes et sabots, des plumes d'oiseaux, des cires animales et végétales, des médecines chinoises, etc.... Mais ces marchandises qui forment, avec le benjoin, la cannelle et le musc, la majeure partie du commerce du Laos, acquièrent sur les places de la Chine une valeur véritablement considérable; or, il ne faut jamais perdre de vue cette vérité, beaucoup trop méconnue dans notre pays, que la Chine est, bien plus que l'Europe, le vrai marché de nos établissements de l'Indo-Chine, et que c'est surtout en vue de la Chine qu'il faut organiser notre outillage d'exportation.

A ces marchandises, fournies actuellement par le Laos, il conviendrait d'ajouter : le riz gluant ou nep, les épices, la soie, le coton, l'indigo, les légumes secs, les matières oléagineuses. Ces objets existent partout au Laos, mais ils n'y sont produits que pour la consommation locale, parce que les moyens de les écouler font complètement défaut. Il est permis d'affirmer qu'aussitôt que des voies de communication commodées et sûres auraient été établies, la culture des plantes industrielles, telles que le coton, les arachides, etc., qui viennent admirablement au Laos, prendrait une extension en rapport avec les débouchés assurés aux produits de cette culture.

Actuellement, les produits de la Cochinchine ont à Stung-

Treng une valeur considérable. Du mois de juin au mois d'octobre, le sel, qui vaut à Saïgon 12 à 15 cents le picul (61 kilogr.), se vend à Stung-Treng 1 piastre 25 cents. Pendant la période des basses eaux son prix s'élève jusqu'à 2 piastres. Or, d'après M. Blanc, la quantité de sel consommée à Stung-Treng même serait de 12000 piculs; la province entière de Stung-Treng en consomme une quantité double. La livre de noix d'arec, qui vaut 35 cents à Pnom-Penh, est échangée, à Stung-Treng, contre une livre de cire qui se vend 3 francs au moins dans la capitale du Cambodge. Il y a là, on le voit, de beaux bénéfices à réaliser pour un commerçant intelligent et hardi.

Quant aux métaux du Laos méridional, or de la rivière d'Attopeu, cuivre de Bassac et de Saravane, galènes des flancs du grand plateau, plomb de Houten, il faudrait, pour se prononcer sur leur valeur, sur les conditions d'exploitation et les chances de bénéfices, des investigations accomplies sur les lieux mêmes par des hommes compétents. Mais il est certain que l'or est très abondant dans la rivière d'Attopeu et dans ses affluents.

La région située entre Attopeu et Bassac. — Ainsi que nous l'avons dit plus haut, Attopeu est situé sur le cours supérieur du Sé-Cong, à l'embouchure duquel se trouve Stung-Treng. De cette situation il semblerait résulter que les relations commerciales d'Attopeu, sont naturellement dirigées vers Stung-Treng. Ce n'est cependant pas vers Stung-Treng que se porte le commerce d'Attopeu mais vers la principauté de Bassac dont la capitale est assise sur le Mékong au-dessus de Stung-Treng. La suprématie politique de la principauté de Bassac peut seule expliquer cet état de choses.

Actuellement, les marchandises sont apportées plutôt par des Pégouans ou des Birmans (appelés Koulas par les Laotiens), que par des Chinois. Elles suivent, entre Attopeu et Bassac, ou réciproquement, deux routes principales, qui contournent le grand plateau des Bolovens, l'une par le nord et Saravane, l'autre par le sud. Ces routes ne sont que de simples sentiers à éléphants d'un parcours difficile et même dangereux. Nous devons dire du reste, pour n'y plus revenir, que sur la rive gauche du Mékong à partir de Stung-Treng, les routes de chars disparaissent complètement; on ne voit plus une seule voiture à buffles ou à bœufs et on ne se sert pas encore de ces ruminants comme ani-

maux de bât. Tous les transports s'accomplissent donc soit à dos d'éléphants, soit à dos d'hommes.

Une troisième route joint Attopeu à Bassac, en traversant le grand plateau des Bolovens. Le commandant Doudard de Lagrée a parcouru les deux premières en 1867. Dix ans plus tard, M. Harmand a exploré la troisième qui est plus directe, mais beaucoup moins connue et qui pénètre dans une région où les Laotiens s'aventurent rarement, bien plus par crainte des attaques des sauvages qu'à cause des difficultés du trajet. En somme, on peut dire que la région d'Attopeu est une des plus isolées de tout le Laos.

Le plateau des Bolovens. — Cette région, cependant, est une de celles qui ne peuvent manquer d'attirer un jour notre attention. Le magnifique plateau des Bolovens, qui sépare Bassac d'Attopeu, est limité par la vallée du Mékong à l'est, par celle de la Saravane au nord et par celle du Sé-Cong au sud et à l'ouest ; il est à une altitude d'environ mille mètres au-dessus du niveau de la mer et jouit d'un climat à peu près semblable à celui des parties méridionales de la France. Ses plaines mamelonnées et ses vallons offrent la plupart des végétaux des régions tempérées : les charmes, les chênes, les câhtaigniers, les conifères, etc.

Sur le plateau des Bolovens on pourrait établir une colonie européenne de peuplement, ce qui est impossible dans la Basse Cochinchine. Grâce à la douceur du climat, qui est celui de nos régions tempérées, l'Européen pourrait, sur ce plateau, non seulement vivre et se perpétuer, faire souche indéfinie de colons, mais encore se livrer à toutes les cultures.

Dans une note manuscrite qui fait la base de cet exposé mon ami M. Harmand expose l'idée que le plateau des Bolovens, facile à relier au port de Tourane par une route qui n'aurait pas plus de 150 kilomètres, devrait devenir le centre administratif et le sanitorium de notre empire Indo-Chinois. La situation de ce plateau dans le voisinage du Grand-Fleuve, au centre de notre empire, dans une région qui n'a pas encore de véritables maîtres, le prédispose en effet admirablement au rôle que conçoit pour lui mon ami Harmand. Il est nécessaire qu'il en soit fait promptement une exploration détaillée et qu'on étudie le tracé de la route qui le relierait à l'Annam central.

4° Le Mékong entre Stung-Treng et l'île de Không.

L'épaisse barrière de roches qui s'était abaissée au-dessous de Stung-Treng ne tarde pas à reparaitre dans le lit du fleuve à une faible distance au-dessus de ce chef-lieu ; elle se prolonge jusqu'à la hauteur de l'île de Không. En cet endroit, le Mékong, séparé en une multitude de bras par des îles plus ou moins vastes, acquiert une largeur de plus d'une lieue, et présente une dénivellation connue sous le nom de cataractes de Không. Ces chutes interrompent à peu près complètement la navigation ; elles exigent, pendant toute l'année, un transbordement complet ; les hommes et les marchandises passent de l'un des biefs du fleuve à l'autre, en traversant sur des charrettes à buffles l'île la plus habitée, relativement bien cultivée, d'où les cataractes ont pris leur dénomination.

Il est possible, au moins à certaines époques, de faire passer par un ou deux chevaux, les pirogues vides et démontées que l'on hisse entre deux eaux, au moyen de câbles en rolin, non sans de grandes fatigues et d'énormes difficultés.

Le chef de l'île de Không, subordonné du gouverneur de Không (province de Sitan-Done), vit surtout des revenus que lui fournissent les droits qu'il prélève sur les passages. Ces droits sont, sans contestation, légitimes, mais ils sont perçus d'une façon tout à fait arbitraire et si nous avions un agent à Stung-Treng, il trouverait aisément matière à intervenir au profit des commerçants qui traversent ce pays.

La région située entre Stung-Treng et les cataractes de Khong est déserte et très mal famée. Les attaques des pirates y sont, dit-on, fréquentes. Mais, au-dessus des chutes, le pays s'éclaire, devient peuplé et bien cultivé, très fertile, ce qui est sans doute attribuable à cette particularité que le grand déversoir voisin maintient les eaux à un niveau à peu près constant ; par suite, les champs ne sont jamais recouverts que par une faible couche d'eau, toujours à peu près la même. Ce pays serait sans aucun doute appelé à un bel avenir agricole si les communications avec nos établissements devenaient plus faciles et plus sûres.

L'île Không. — Elle présente une superficie considérable ; elle est relativement peuplée (plus de 15 000 hectares et environ 8 000 à 10 000 habitants) ; elle est cultivée avec soin,

en dehors des collines de 3 à 400 mètres qui la limitent du côté nord. Elle n'est jamais non plus ravagée par les inondations, et sa situation fait jouir ses habitants d'une sécurité très appréciée. Les animaux de culture y sont nombreux. Les échanges y sont assez actifs, ainsi que le prouve l'existence au chef-lieu d'une colonie chinoise dont les membres sont tous mariés à des Laotiennes. Không peut donc être considéré comme un sous-centre commercial; il fournit surtout aux cantons voisins, moins favorisés, des denrées alimentaires et des étoffes. Les relations de l'île Không sont surtout fréquentes avec la province de Toulé-Répan, sur la rive droite. Cette province est peu fertile, du moins sur les trajets qui ont été suivis par M. Harmand; son territoire est habité par des Kouys et des Cambodgiens, relevant injustement de Siam.

Không est aussi en communication, par un sentier d'éléphants, avec Siem-Pang, sur la rivière Sé-Cong, à une quarantaine de kilomètres au-dessous d'Attoupeu.

Enfin, une route qui suit la rive gauche du fleuve aboutit à Stung-Treng: on pourrait la regarder comme la continuation de la route de Kratieh. Mais la largeur considérable du Sé-Cong à Stung-Treng s'opposera probablement toujours à toute entreprise qui aurait pour objet de réunir les deux rives par un pont. Un bac solide suffirait du reste à tous les besoins et rendrait les plus grands services.

5° *Le Mékong entre l'île Không et la rivière Sé-Moun.*

La rivière Toulé-Répan. — En face de l'île Không, le Mékong reçoit, par sa rive droite, un affluent dont on s'est beaucoup occupé en Cochinchine; nous voulons parler de la rivière nommée Toulé-Répan par la commission du Mékong, Sé-Lamphao par les Laotiens.

Francis Garnier avait attribué au Toulé-Répan une importance fort exagérée. Il croyait qu'on pourrait s'en servir pour réunir, soit par une route, soit même au moyen d'un canal, les eaux du Grand-Fleuve, au-dessus de la longue série de rapides que nous venons de parcourir depuis Sombaur, avec un des affluents principaux du Grand-Lac, le Stung-Sen, et attirer ainsi chez nous tout le commerce du Laos inférieur, au détriment de Bangkok.

Cette vue, qui avait séduit beaucoup de monde, ne repose,

d'après les observations directes de M. Harmand, sur aucun fondement sérieux. M. Harmand a consacré à la solution de ce problème une exploration poussée jusqu'aux sources mêmes de la rivière. Or, celle-ci n'est, à partir d'une faible distance du Mékong, qu'un torrent sans aucune importance commerciale, et sa direction générale, ouest-nord-ouest, l'écarte beaucoup du seul affluent utilisable du Grand-Lac, le Stung-Sen.

Bassac. — Au-dessus de l'île de Không, le Mékong présente un long bassin à peu près libre d'obstacles et dans l'intérieur duquel la navigation est possible, au moins pendant la plus grande partie de l'année. Ce bief s'étend jusqu'à la boucle décrite par le fleuve au-dessus de son grand affluent de droite, le Sé-Moun, c'est-à-dire sur une longueur approximative de 150 kilomètres. Les rives sont parsemées d'assez nombreux villages ; mais l'agglomération de beaucoup la plus importante est celle de Bassac.

Bassac (en siamois Kiam-Pa-Sak) est la capitale d'une sorte de principauté dépendant de Bangkok qui donne l'investiture au mandarin, chef de la province. On a pris l'habitude de qualifier ce dernier du titre de roi, mais il serait plus justement dénommé gouverneur général.

Il est vrai cependant qu'il jouit de la plupart des droits régaliens et que le Siam considère, en fait, son titre comme héréditaire. Il est seulement tenu d'aller de temps en temps à Bangkok « boire l'eau du serment », et il doit faire parvenir au roi de Siam, à époque fixe, une somme déterminée. Il en est de même, du reste, sauf l'hérédité et quelques détails sans importance, pour toutes les provinces que le Siam n'administre pas lui-même directement. En réalité, chacune de ces provinces, dont quelques-unes sont fort étendues et jouissent d'une sorte de suzeraineté sur plusieurs autres circonscriptions de moindre importance, peut être considérée comme une ferme générale du Siam, que son roi, vice-roi, prince ou gouverneur, comme on voudra l'appeler, exploite à sa fantaisie, à la condition de ne pas susciter par une excessive rapacité de révoltes graves.

Bassac est actuellement le centre le plus important du bas Laos. Il mérite de notre part une attention toute particulière. Lieu de concentration et d'échange des produits qui lui sont apportés, soit par le Mékong, soit du bassin du Sé-Moun, soit surtout des pays de la rive gauche du

Mékong, Bassac exerce une sorte de suprématie sur les provinces de l'ancien Cambodge situées dans son voisinage. C'est le second point où nous devrions nous efforcer d'établir un agent français.

Bassac est en relations constantes avec Oubône, Korat, Kemmerat, Jassoutone, du côté du nord, du nord-ouest et de l'ouest; au sud, avec les provinces méridionales du bassin du Sé-Moun et avec celles du nord des lacs, et par elles avec les districts Kouys. Il est aussi en relation avec Battambang et Bangkok. La plupart des voyages à Bangkok s'effectuent par Oubône, Korat et le Dong-Pajo-Pay. On sait déjà que les Chinois de Stung-Treng rayonnent jusqu'à Bassac, qui expédie par leur entremise quelques produits à Pnom-penh, particulièrement des cardamomes.

L'importance commerciale et politique de Bassac lui vient surtout de sa situation au centre d'un grand bassin libre du Mékong, de la suprématie qu'exerce le roi sur les pays laotiens ou sauvages de la rive gauche, et des relations qu'il entretient avec eux. Son autorité s'étend fort loin de ce côté. M. Harmand a pu constater que des villages situés dans le haut de la vallée du Sé-Bang-Hieng payent à Bassac un impôt de capitation ou un tribut. Saravane et Attopeu dépendent de Bassac au point de vue commercial; on peut dire que les produits des pays Khâs (sauvages, en langue thay) entrent pour moitié dans les marchandises que Bassac distribue vers Korat dans l'ouest et vers Stung-Treng dans le sud.

Les cardamomes dits sauvages (*Amomum crinitum*) constituent un des stocks les plus importants du commerce de Bassac. C'est le roi qui en tire le plus grand profit; il en fixe le prix d'achat comme il l'entend, et les fait vendre ensuite par ses Chinois au taux qu'il juge convenable. Les autres articles sont les gommes, les résines, les teintures, les parfums, la cire, le miel, les peaux et les dépouilles d'animaux, etc., l'or et les métaux d'Attopeu et de Saravane. M. Harmand a pu assister, à Bassac même, à la fonte d'une grande statue de Bouddha en bronze. L'étain avait été apporté de Korat par les Chinois ou les Koulas (Birmans). Il n'a pas pu savoir si le cuivre venait des gisements de Bassac ou de ceux de la Saravane.

Dans les tentatives d'établissements commerciaux que nous devons nous efforcer de provoquer dans cette région

comme dans tout le Laos, nous ne devons jamais oublier que les rois, vice-rois, mandarins de toute catégorie, sont les premiers et même les seuls négociants indigènes. Toute la masse du peuple ne produit que pour eux. Le rôle des Chinois consiste surtout à aller chercher sur place les produits qui, sans leur énergie et leur âpreté au gain, seraient perdus, sans profit pour personne, à les ramener dans les centres et à servir d'intermédiaires dans leur distribution.

Nous avons dit que l'orientation commerciale actuelle de Bassac est surtout tournée du côté de l'ouest et de Bangkok. Mais il suffit de jeter les yeux sur une carte de l'Indo-Chine pour remarquer qu'à vol d'oiseau, la distance qui sépare Bassac de Bangkok est précisément double de celle qui s'étend entre cette ville et la côte annamite.

Si la France venait jamais à s'établir sur le plateau des Bolovens, en le reliant à la côte par une voie commode et rapide, toutes les conditions commerciales de la région que nous étudions seraient pour ainsi dire retournées. Bassac deviendrait, au lieu et place de Korat, le grand entrepôt des marchandises du bassin méridional du Mékong et du bassin de la rivière d'Oubône. Tourane, ou le port quelconque de l'Annam choisi comme lieu d'embarquement, aurait toutes les chances de supplanter Bangkok comme centre d'exportation des produits de l'intérieur de la presqu'île indo-chinoise, surtout si ces produits devaient être dirigés vers la Chine; or nous avons dit que ce serait probablement le cas pour la plupart d'entre eux. En même temps que nous relions Tourane au plateau des Bolovens il faudrait diriger une autre voie de communication jusqu'à Bassac et Korat, et établir une voie rapide entre Korat et le Grand Lac, lieu de concentration des produits qui lui sont apportés, soit par la grande rivière Sé-Moun et le Grand-Fleuve, soit par terre, de tous les points du plateau des Bolovens, à l'ouest, et des provinces situées au sud-est entre le bassin du Sé-Moun et le Grand-Lac. Bassac est l'un des points du Laos dans lesquels nous devons songer à placer un agent de la France.

Indépendamment des avantages commerciaux que nous ne manquerions pas de retirer de la présence de cet agent, nous devons être conduits à le placer à Bassac par cette considération que Bassac est l'un des plus importants marchés d'esclaves de l'Indo-Chine et l'un de ceux où l'on vend

le plus d'Annamites. En 1883, le docteur Neis apprit qu'il y avait dans le seul village de Bassac plus de trois cents Annamites réduits à l'état d'esclavage et prêts à être vendus. Ces esclaves proviennent des raptés faits sur les frontières de l'Annam par les tribus sauvages qui vivent entre ces frontières et le Laos. Les Annamites étant tous devenus, depuis nos traités avec le gouvernement de Hué, les sujets ou les protégés de la France, il est impossible que nous ne nous préoccupions pas d'arrêter la « chasse à l'Annamite » dont Bassac est le marché. Empêcher les tribus sauvages qui servent de pourvoyeurs d'esclaves aux Laotiens de se livrer à cette chasse est chose fort difficile; nous pourrions plus aisément agir sur le gouvernement de Bassac par l'intermédiaire de son suzerain le roi de Siam. Celui-ci ne pourrait pas nous refuser l'autorisation d'entretenir à Bassac un agent qui surveillerait ce marché et qui, diminuant la demande d'esclaves, diminuerait par le fait même l'offre qu'en font les tribus sauvages et la chasse à laquelle elles se livrent. Quant aux Annamites qui ont été réduits en esclavage avant le traité de 1883, c'est-à-dire avant qu'ils fussent nos protégés, ils pourraient faire l'objet d'une enquête. Les villages auxquels ils appartiennent consentiraient probablement à les racheter à un taux établi par notre agent d'accord avec le gouvernement de Bassac. Le soin qui nous incombe de mettre obstacle à la traite de nos protégés serait, en dehors des considérations commerciales, un motif suffisant pour nous décider à placer un agent à Bassac. Nous aimons à croire que le gouvernement ne tardera pas à remplir ce devoir. Aucune résistance ne pourrait lui être opposée par la cour de Siam. Il ne s'agit pas seulement, dans l'espèce, d'une question de morale et de philanthropie, mais aussi d'intérêts matériels de premier ordre. La coutume de la chasse à l'Annamite au profit des Laotiens détermine entre les deux peuples des haines farouches qui les éloignent l'un de l'autre et qui déterminent l'interruption de toutes les relations entre l'Annam et la vallée du Mékong. Les Laotiens vivent, par suite, isolés et misérables, tandis que les échanges commerciaux qu'ils pourraient faire avec les Annamites dont ils sont voisins ne tarderaient pas à augmenter leur bien-être, en même temps qu'ils les exciteraient au travail par la création de besoins nouveaux. Poursuivre l'abolition de l'esclavage à Bassac, c'est donc à la fois faire œuvre de morale et

de philanthropie et attirer sous notre protection civilisatrice des peuples qui vivent en ce moment dans une inaction improductive et dans la misère qui en est la conséquence.

Après ces considérations, dont l'importance ne saurait échapper à personne, nous devons reprendre notre voyage le long du Mékong.

La rivière Sé-Moun. Le bassin du Sé-Moun. Oubône. Korat. — En remontant la partie navigable du Grand-Fleuve au-dessus de Bassac nous arrivons à l'embouchure de la grande rivière de Sé-Moun.

Le Sé-Moun est le déversoir naturel d'un immense bassin presque plat, qui s'étend sur une douzaine de degrés au moins, et qui comprend les provinces les plus peuplées du Laos; il s'y est fait une émigration notable de Chinois, de Birmans, de Pégouans; les Chinois restent stationnaires en nombre, tandis que le chiffre des Birmans semble s'y accroître tous les jours.

Il est important de faire remarquer que dans tout le Laos méridional on ne trouve pas de Chinois nouvellement arrivés dans le pays. Tous ceux qu'on y rencontre y sont fixés depuis fort longtemps; beaucoup d'entre eux même sont déjà métissés. L'arrêt de l'émigration chinoise dans cette région a probablement dû coïncider avec la création ou l'extension des établissements européens du sud de l'Indo-Chine, notamment de Rangoon, de Bangkok, de Saïgon, etc. Les émigrants chinois trouvant dans ces ports des conditions d'existence très favorables s'y sont portés de préférence au Laos, où ils sont exposés à des risques de toutes sortes.

Le Sé-Moun est l'affluent le plus considérable que le Mékong reçoive par sa rive droite. Dans une distribution politique plus conforme aux grands traits géographiques de la presqu'île, il devrait jouer un rôle beaucoup plus grand que celui qui lui est réservé aujourd'hui. En effet, dans les conditions présentes, l'appel des produits des plaines drainées par le Sé-Moun se fait non vers l'Orient et le Mékong, mais vers l'ouest de la source de la rivière, en remontant cette dernière.

Indépendamment des particularités politiques et physiques déjà signalées plus haut, qui peuvent expliquer cet état de choses, il faut remarquer que le Sé-Moun est obstrué, vers son embouchure dans le Grand-Fleuve, par deux barrages

de roches presque infranchissables¹, et dont l'un surtout, le Kheng-Ranah, exige le déchargement des pirogues et leur transport à travers des roches de grès très accidentées. Il convient toutefois de dire que si ces obstacles sont difficiles et dangereux, ils ont, par contre, fort peu d'épaisseur, et qu'il ne serait ni bien long ni bien coûteux de les faire sauter. Au delà, la navigation devient très facile et le courant très faible jusqu'au-dessous d'Oubône; la rivière a plus de 300 mètres de large; elle pourrait être sillonnée, pendant toute l'année, par des chaloupes à vapeur, sur une longueur d'au moins 100 kilomètres.

En outre, la configuration généralement plate des provinces de ce bassin, la nature du sol, les grandes forêts, les clairières à terrains argilo-sablonneux qui séparent les cultures des centres habités, font que les voyages par terre y sont plus faciles qu'ailleurs; ils sont, du reste, rendus plus nécessaires, par ce fait que la plupart des affluents du Sé-Moun tarissent complètement pendant la saison sèche. Aussi tous les centres de population sont-ils réunis par des routes nombreuses, sur lesquelles la circulation se fait généralement en charrettes à buffles. On n'a recours aux bœufs porteurs que du côté de Korat, dans l'ouest du bassin, là où se dessinent les montagnes qui établissent la séparation entre la vallée du Mékong et celle du Ménam².

Les plaines et les plateaux arrosés par le Sé-Moun et par ses affluents appellent une exploration française sérieuse, dirigée surtout en vue de recherches commerciales et économiques. Le voyage, du reste, serait sans aucune difficulté; cette région est l'une des plus saines de l'Indo-Chine

1. Voyez : J. HARMAND, *Op. cit.*, in *Bull. de la Soc. de géogr.*, sept. 1877 : *Bassin méridional du Sé-moun*, p. 6 et 7. — F. GARNIER, *Relation*, etc., p. 218 et 231.

2. On se ferait une idée très faussée du sens qu'il faut attribuer au mot « route » si l'on prenait pour base de l'interprétation de ce mot, nos routes d'Europe. Dans le Cambodge et le Laos, une route de chars à bœufs ou à buffles se compose de deux ornières plus ou moins profondes qui s'allongent, sans aucune espèce de préparations et tracées seulement par les chars, au travers des plaines, des forêts ou des marécages. Quand le sol devient trop mauvais, quand les fondrières sont trop difficiles à franchir, quand les ornières sont trop profondes ou que des arbres ont été renversés en travers de la route, on se contente de contourner l'obstacle. Quant aux routes d'éléphants, il est impossible de s'en faire une idée quand on ne les a pas vues; c'est à peine s'il est possible de leur donner le nom de sentiers.

et la plus facile à parcourir. Une telle exploration devrait être dirigée de préférence par un négociant instruit, assisté d'un ou deux jeunes gens sortant de nos écoles pratiques, (Institut Agronomique, École des Hautes-Études Commerciales). Avant de se mettre en route, ils feraient un stage à Saïgon, Pnom-Penh et Bangkok, afin de se mettre au courant des questions sur lesquelles devraient particulièrement porter leur attention.

Il importe que nous connaissions à fond les indigènes de tous ces bassins, leur nombre, les particularités de leur administration, la nature de leur dépendance vis-à-vis de la cour de Bangkok, la nature et la valeur des produits commerciaux, les directions qu'ils suivent dans leurs voyages vers les pays voisins, le développement dont les cultures sont susceptibles, etc.

Le bassin du Sé-Moun, dépendance de celui du Mékong, est séparé du bassin du Ménam, qui représente le Siam proprement dit, par une région montagneuse et déserte ; celle-ci constitue une frontière naturelle et scientifique entre le bassin du Mékong et le bassin du Ménam.

Cette frontière montagneuse doit être considérée par la France comme la limite naturelle de son empire indo-chinois du côté du Siam. Ayant repris les provinces du Grand-Lac qui dépendaient autrefois du Cambodge, le bassin du Mékong et celui du Sé-Moun, nous devrions nous attacher à respecter et à protéger au besoin l'indépendance du Siam.

Les deux villes les plus importantes du bassin du Sé-Moun sont celles d'Oubône ou Ubon et de Korât.

Oubône. — La ville d'Oubône est de fondation récente ; elle n'a pas un siècle d'existence, mais elle a déjà acquis une grande importance. En 1867, M. de Lagrée lui attribuait 8000 habitants. En 1881, M. Blanc attribuait à son territoire 10 000 inscrits, c'est-à-dire 10 000 hommes adultes, possédant des biens et exerçant un commerce ou une industrie stables ; il accordait 50 000 inscrits à toute la province. La ville d'Oubône possède tout un quartier chinois, ce qui dénote une vive activité commerciale.

Oubône est devenu l'entrepôt le plus important du Laos, après Korât, ce qui s'explique par sa position presque au centre du grand bassin du Sé-Moun. Sa prospérité rapide tient aussi à des conditions propres, à ses terres fécondes, favorables à la culture du riz et très riches en sel.

La richesse en sel que présentent les terres d'Oubône est une particularité bien précieuse dans un pays éloigné de la mer, et qui ne pourrait en faire venir cette denrée de première nécessité qu'avec les plus grandes difficultés. Le sous-sol, sur une vaste étendue autour d'Oubône, principalement du côté du Nord, est en effet imprégné de sel; et, chose fort remarquable, les mêmes champs sont alternativement exploités, au cours de la même année, pour l'extraction du sel, obtenu par le lessivage des terres, pendant la saison sèche, et pour la culture du riz pendant la saison des pluies. La végétation du riz s'y accomplit parfaitement, lorsque les pluies ont détrempé la superficie du sol, dissous et entraîné les particules salines. Le sel conserve cependant à Oubône une assez grande valeur. Il se vendait, en 1881, environ 3 ligatures le picul. D'après le commandant de Lagrée, un homme peut produire, par lessivage et évaporation, 15 kilogrammes de sel par jour. A l'époque du séjour de la commission du Mékong, le sel valait de 3 1/2 à 5 ligatures¹.

Un autre élément important de la production et du commerce de la région d'Oubône, est le bétail (buffles, bœufs de travail et d'attelage). On y trouve de grands troupeaux de ces animaux qui sont aujourd'hui exportés au loin, jusqu'à Singapoore et Java, par Bangkok. Une certaine proportion même de la viande de boucherie que nous consommons en Cochinchine nous vient d'Oubône, après avoir passé par les mains de plusieurs intermédiaires successifs. On sait quelle est la cherté des animaux de boucherie dans tous les centres européens de l'Indo-Chine et de la Malaisie; c'est pour l'administration un objet de sérieuses préoccupations. A ce titre, l'élevage des bestiaux dans cette région est particulièrement intéressant pour nous².

Oubône, d'autre part, soit par les affluents du Sé-Moun, soit par les nombreuses routes terrestres qui sillonnent ses alentours, reçoit et distribue les produits des provinces qui s'étendent au sud, entre la rive droite du Sé-Moun et l'immense falaise qui limite le bassin du côté du Cambodge

1. La valeur de la ligature varie entre 75 c. et 1 fr. Elle se compose de 600 pièces de zinc, plates et rondes, percées d'un trou par lequel on les enfile.

2. Voyez : BLANC. *Voyage d'un marchand de bœufs au Laos*, in *Excurs. et reconn.*, 1881.

(provinces de Sauren-Sautrea, Koukhâne, Si-Sakhet, Det-Pimoun); ceux du Laos moyen jusqu'à Nong-Kay; ceux, très nombreux, qui lui arrivent des tribus de la rive gauche par l'intermédiaire de Bassac et des villages voisins du Grand Fleuve. Enfin, Korât lui transmet les marchandises européennes ou chinoises qu'il reçoit de Bangkok ou même de Rangoon et de Moulmein.

Tous ces pays sont plus ou moins placés sous la suzeraineté ou la surveillance du vice-roi d'Oubône.

Korât. — La ville de Korât, située beaucoup plus haut que la précédente, sur le Sé-Moun, est incontestablement de beaucoup la plus importante de celles de l'Indo-Chine méridionale intérieure, non pas tant par le nombre de ses habitants et par la valeur des produits propres à son territoire que par sa situation, qui en fait l'entrepôt général de tous les produits de la partie orientale de la presqu'île et le point de passage obligé de tout ce qui vient de Bangkok ou s'y rend, hommes et choses.

L'importance de Korât ne peut que croître dans l'avenir, et cette ville jouera sans doute un rôle des plus intéressants dans le choc des rivalités qui s'agitent déjà autour du Siam et qui n'iront qu'en s'accroissant.

Malheureusement, nous ne possédons aucun renseignement *de visu* de voyageurs européens sur cette ville et ses environs. Depuis vingt-cinq ans, aucun voyageur n'y a passé; aucun du moins n'a fourni de relation imprimée relative au point qui nous occupe¹. Mais au cours de ses explorations personnelles et pendant son séjour à Bangkok comme Consul général de la France, M. Harmand a pu se convaincre de l'intérêt exceptionnel que présente Korât, en particulier pour la France, et il en a souvent entretenu l'auteur de ce rapport.

L'aire d'attraction de Korât, par suite de l'état si profondé-

1. M. Mouhot y a passé, il est vrai, en 1861, mais il n'en dit que quelques mots. Il y avait été précédé de quelques mois par M. House, missionnaire américain qui n'a pas, à notre connaissance, donné le récit de son voyage.

Ce qu'en dit Pallegoix est trop ancien et n'est composé que de renseignements indigènes de seconde main et d'un intérêt médiocre. Quant au livre de sir John Bowring, ce n'est qu'une copie de Pallegoix. M. Aymonier vient de passer à Korât, il y a quelques mois à peine, et n'a, par conséquent, pas publié encore sa relation. Peut-être nous apprendra-t-elle quelque chose.

ment troublé de la région qui s'étend entre Luang-Prabang, le sud du Yunnan et les pays Shans, s'accroît encore davantage aujourd'hui. Les produits de ces vallées, ne pouvant plus s'écouler vers la Chine ou le Tonkin méridional, tendent de plus en plus à prendre la route de Bangkok ou celle de Mandalay-Rangoon. Par contre, deux des articles les plus importants, le benjoin et la cannelle, vont manquer ou devenir très chers, les cantons Phouens qui les fournissaient étant entièrement bouleversés par les Hô, bandes de pillards descendus de la Chine¹.

Ces bandes de Chinois, grossies du rebut des tribus sauvages qui avoisinent le Tonkin, ne vont pas tarder à nous causer à nous-mêmes des ennuis et les plus graves difficultés. Indépendamment des embarras qui peuvent immédiatement résulter de leur présence sur nos derrières, nous pouvons craindre que ces bandes ne gênent aussi beaucoup notre expansion dans l'avenir et ne soient capables d'arrêter, pendant un certain temps, les relations que nous devons tendre à nouer avec la vallée du Grand-Fleuve.

C'est vers Korât que se dirigent, pour ainsi dire obligatoirement, tous les marchands ou colporteurs chinois, Birmanes ou Pégouans qui viennent de Bangkok, de Battambang et de la Birmanie méridionale. C'est également par Korât que passent presque tous les convois de marchandises, ainsi que les fonctionnaires siamois ou laotiens qui, depuis Xieng-Lang jusqu'aux environs de Bassac et de Stung-Treng, se rendent à la capitale du Siam.

L'examen d'une carte de l'Indo-Chine donne facilement l'explication de ces phénomènes. Les habitants des pays du sud du Laos sont obligés, pour gagner le Mé-Nam, d'éviter les grands lacs et les vastes terrains fangeux ou inondés qui les entourent pendant une partie de l'année; ils font pour cela un grand détour qui les conduit dans la région de Korât. D'autre part, Korât occupe, à très peu de chose près, le centre de l'immense courbe que décrit le Mékong depuis le 14^e degré jusqu'au 18^e degré de latitude nord, et c'est par conséquent vers cette ville que convergent naturellement les voyageurs et les marchandises venant des divers points de cette courbe.

1. Voyez : J. HARMAND, Les Hô et les populations sauvages de l'Indo-Chine, in *Le Tour du Monde*, t. XXXIX ; 1879. — DELAPORTE, *Voyage d'exploration en Indo-Chine*, ch. X.

Cependant Korât n'est qu'un entrepôt. Les seuls produits susceptibles d'exportation lointaine qu'il paraisse fournir en propre, sont de belles soies très chères et très recherchées, et des bestiaux, qui présentent l'avantage d'être d'une vente rémunératrice après avoir servi à transporter sur leur dos les marchandises placées dans de grands paniers en forme de bâts. Korât est aussi un marché d'éléphants. Le riz, les produits bruts de la culture, sauf une petite quantité de coton, sont exclus presque toujours de ce commerce particulier.

Les pacotilles apportées du sud se composent surtout de : cotonnades anglaises, langoutis de fabrication suisse ou allemande, étoffes de soie de Chine, papier de Chine, verrerie, quincaillerie, coutellerie, bols en porcelaine et en bronze, pétards chinois, pharmacie chinoise, objets de culte, pétrole, armes et poudre, opium et plateaux laqués de Birmanie.

Les caravanes exportent de ou par Korât principalement les marchandises suivantes : éléphants, buffles, bœufs et chevaux ; peaux, cornes et défenses de cerfs, de buffles, de bœufs, d'éléphants, de rhinocéros, de tigres et panthères. plumes d'oiseaux ; drogues de toutes sortes ; quelques poches de musc et de civette ; cannelle, benjoin, cardamome ; filasses diverses ; rotins ; soie de Korât ; or et argent (provenant surtout des tributs), etc., etc. On prétend qu'il existe dans les environs de Korât des gisements de houille et des mines de cuivre exploitées ; mais ces assertions ont besoin d'être confirmées.

L'époque la plus favorable aux voyages est le commencement de la saison des pluies, alors que les pâturages, desséchés ou incendiés pendant les mois précédents, commencent à repousser, que les terres ne sont pas encore détrempées, et que le climat n'est pas encore devenu malsain.

Il y a à Korât un quartier chinois, un quartier birman et mou (pégouan). Les négociants chinois de Korât, qui sont souvent eux-mêmes des commanditaires de maisons de Bangkok, ont des succursales dans les grands villages des bords du fleuve, à Nong-Kay, Pone-Pissay, Bow-Cang, etc., etc., et à Oubône. Ils se plaignent vivement de la concurrence chaque jour plus active qui leur est faite par les Birmans, sujets anglais, lesquels se montrent extrêmement insolents et indisciplinés, causent de grands soucis aux autorités locales et au gouvernement de Bangkok, et donnent, à chaque instant, aux agents consulaires et diplomatiques de l'Angle-

terre à Bangkok, l'occasion de s'immiscer dans les affaires intérieures du pays.

Un agent consulaire français placé dans cette ville pourrait y rendre à notre commerce et à nos intérêts de toute nature les services les plus considérables.

La rivière Sé-Done. — Le seul affluent du Mékong qui mérite d'être signalé, sur la rive gauche du fleuve, dans la longueur du bief de Bassac, est le Sé-Done. Il contourne par le nord le plateau des Bolovens, mais il n'est pas navigable ; son cours est coupé de rapides dangereux et de cataractes. Une route d'éléphants suit sa vallée et conduit à Saravane, au nord d'Attoupeu, chef-lieu de province assez prospère, dit-on, malgré son éloignement des lignes de débouchés laotiens, et qui possède des gisements métalliques. Les conditions économiques et politiques de Saravane se confondent, au point de vue français, avec celles que présente Attoupeu.

6° *Le Mékong entre l'embouchure du Sé-Moun et la rivière Sé-Bang-Hieng.*

Depuis l'embouchure du Sé-Moun jusqu'à Xieng-Cang, le Mékong forme un grand arc de cercle placé sous la dépendance commerciale de Korât et dont les points sont reliés à cette ville, soit directement, soit indirectement, par Oubône, Jassoulone et Chaïapoum, au moyen des routes ou sentiers convergents dont nous avons parlé plus haut.

Au-dessus de l'embouchure du Sé-Moun, le cours du Grand-Fleuve, qui depuis Không, c'est-à-dire depuis 150 kilomètres, ne présentait plus d'obstacles sérieux, est de nouveau interrompu, jusqu'à une faible distance au-dessous de Kemmerât, sur une longueur d'environ 160 kilomètres, par une seconde série de rapides, dont quelques-uns excessivement dangereux. Des berges rocheuses, coupées à pic, ne permettent pas, dans certains points, le déchargement des pirogues ou radeaux. En certains endroits, le fleuve prend l'aspect d'un canal resserré, creusé entre deux parois de grès, et il acquiert une profondeur énorme. Les obstacles varient d'ailleurs, et dans leur position et quant au degré de gravité qu'ils présentent, suivant les époques de l'année et les niveaux auxquels on les franchit. Tel voyageur signale tout particulièrement les dangers d'un rapide dont ses prédécesseurs parlent à peine, et *vice versa*. En

tout cas, la navigation à vapeur sera toujours impossible dans cette partie du fleuve, et il n'est pas vraisemblable qu'il y ait jamais lieu même d'agiter la question d'un chenal à y ouvrir ni surtout d'y construire des écluses.

D'autre part, une route pratiquée sur l'une ou l'autre rive, aurait une utilité des plus médiocres, marchandises ou voyageurs se dirigeant toujours transversalement au cours du fleuve, vers Oubône, Korât, etc.

A partir de quelques milles au-dessus de Kemmerât, on tombe dans le dernier et le plus long des bassins du Mékong, navigable en tous temps pour les pirogues et radeaux laotiens, et probablement praticable, pendant au moins une bonne partie de l'année, à la petite navigation à vapeur, jusqu'au-dessus de Nong-Kay, sur un parcours d'environ 400 kilomètres.

La proximité du Tonkin méridional, les relations des villages avec les pays de la rive gauche, sujets ou tributaires de l'Annam, recommandent cette partie du Mékong à notre attention et lui donnent à nos yeux une valeur toute particulière.

Les villages principaux et la plupart des chefs-lieux de province sont établis sur la rive droite du Grand-Fleuve. Cette situation résulte d'un ordre de Bangkok donné à la suite de la dernière série de guerres, de massacres et de transportations en masse qui ont accompagné et suivi la chute de Vien-Khiane (1825-1835).

Kemmerât. — Le village de Kemmerât est bâti sur la rive droite du Mékong, en face du point où la rivière Sé-Bang-Hieng se déverse dans le Mékong. Kemmerât ne présente actuellement qu'un intérêt des plus médiocres, mais il pourrait ne pas en être de même dans l'avenir. Relié à Oubône par une route directe assez fréquentée et qui débouche au-dessus des rapides, il s'élève en face du confluent d'une des plus importantes rivières de la rive gauche, le Sé-Bang-Hieng.

La rivière Sé-Bang-Hieng. — Le Sé-Bang-Hieng vient de l'est, et l'une de ses branches est située tout entière en pays Annamite. Le Sé-Bang-Hieng permet d'arriver jusqu'au pied des montagnes qui séparent le Laos de la province annamite de Quang-Tri, qui est limitrophe de celle de Hué.

Le commandant de Lagrée, en 1867, avait exploré le bas de cette rivière. Dix ans plus tard, M. Harmand a relevé une

grande partie de son cours et parcouru les cantons de sa rive droite, dont quelques-uns sont remarquablement fertiles. C'est par sa branche orientale, le Sè-Tchepone (en langue annamite Song-Nabone), qu'il a réussi à pénétrer dans l'Annam¹.

Le bassin du Sé-Bang-Hieng possède de grandes plaines, cultivées en rizières, et de nombreux bestiaux. C'est un des points du Laos dont l'aspect se rapproche le plus de certains endroits de la Basse-Cochinchine. Une population vingt fois supérieure à celle d'aujourd'hui pourrait y vivre à son aise, car la sécheresse ne paraît pas devoir y être jamais à redouter. Le voisinage de la chaîne annamite sur le versant occidental de laquelle les nuages de la mousson du sud-ouest viennent se disperser y rend les pluies particulièrement abondantes. Il paraît qu'autrefois, avant les grandes guerres qui les ont ravagées, ces provinces étaient beaucoup plus peuplées qu'elles ne le sont actuellement.

A cette époque elles étaient placées sous la domination Annamite. Celle-ci s'étendait jusqu'à la rive gauche du Grand-Fleuve; elle était appuyée par des postes fortifiés. Jusqu'en 1830 environ les Annamites ont administré ces provinces, soit directement, soit par l'intermédiaire des chefs locaux; ils percevaient les tributs et les impôts. Vers 1830 ils furent repoussés par les Siamois jusqu'à la chaîne de montagnes qui longe la vallée du Mékong. La situation intérieure dans laquelle le gouvernement Annamite s'est trouvé depuis cette époque ne lui a pas permis de revendiquer ces territoires à main armée, mais il n'a jamais cessé de les considérer comme lui appartenant en droit, et il affirme que la cour de Siam serait incapable de montrer le moindre document établissant ses titres de possession. Ajoutons que même aujourd'hui la frontière effectivement occupée par l'Annam déborde vers l'est la chaîne des montagnes et s'enfonce comme un coin dans la vallée du Sé-Bang-Hieng.

Le Sé-Bang-Hieng, son affluent le Sè-Tchepone, les plateaux qui font suite à ces rivières et le col montagneux qui donne accès dans la *phu* annamite de Cam-lo (province de Quang-tri) constituent une voie commerciale relativement commode entre l'Annam et la vallée du Mékong. Il a été fait

1. Voyez : B. DE VILLEMEREUIL, *Voyages des Européens de la côte d'Annam au Mékong*, in *Société de géographie de Rochefort*, 1881.

autrefois sur ce trajet des travaux de viabilité dont on retrouve encore la trace. Par cette route les Annamites apportaient jusqu'à Kemmerât du riz, du maïs, des armes blanches, des marmiles en cuivre, du poisson salé, du nuoc-mam; ils ramenaient des buffles, des chevaux et rapportaient divers produits forestiers du Laos. Aujourd'hui ce trafic a presque entièrement cessé par suite des défiances qui séparent les Annamites et les Laotiens, et qui sont entretenues par les déplorables habitudes d'esclavage de ces derniers. Le faible mouvement d'échange qui existe encore ne se fait même pas directement entre les provinces annamites et les Muongs Laotiens, mais par l'intermédiaire de populations à demi sauvages, les Ponthays, habitants de la partie supérieure du bassin du Sé-Bang-Hieng et du pied des plateaux; ces tribus reçoivent des Annamites certaines denrées qu'elles revendent aux Laotiens et réciproquement¹.

7° Le Mékong entre le Sé-Bang-Hieng et la rivière Nam-Kane.

Toute la rive gauche du Mékong depuis le Sé-Bang-Hieng jusqu'aux montagnes de Lakhôn n'est qu'une vaste plaine dont les Annamites sauront certainement tirer parti, dès qu'ils seront assurés, par notre protection, d'y trouver une tranquillité suffisante et qu'ils n'auront plus à courir le risque d'être réduits en esclavage par les Laotiens.

Sur la rive droite se trouvent quelques localités dignes de mention : Banemone qui n'offre qu'un intérêt secondaire et Lakhôn dont nous devons parler, Houten et Saniaboury.

Lakhôn. Colonies Annamites. — Lakhôn est le chef-lieu d'une petite province placée sous la dépendance d'Oubône. Il est intéressant pour nous à cause de sa proximité du Tonkin méridional et de la présence auprès du *Muong* (enceinte du gouverneur) d'une colonie Annamite assez nombreuse. Il en existe une autre dans le village voisin, celui de Houten.

Il existe sur la rive gauche du Mékong, dans la partie où le fleuve se rapproche le plus de la côte d'Annam (entre le 17° et le 18° degré de Lat. N.), un certain nombre de colonies

1. Voyez : J. HARMAND, *Rapport au Ministre de l'Instruction publique, in Archives des missions scientifiques*, t. V, 1878.

Annamites analogues à celles dont nous venons de parler. Ces petites colonies sont restées jusqu'ici, il faut l'avouer, peu prospères; elles n'ont acquis ni force, ni influence, et leurs membres, assez peu recommandables d'ailleurs pour la plupart, ne peuvent que subir, sans résistance possible, la tyrannie des mandarinaux Laotiens. Ces émigrants sont de simples fuyards, qui ont quitté l'Annam sans un sou vaillant, pour échapper soit à des créanciers impitoyables, soit aux vexations des autorités annamites, soit au châtiement de fautes ou même de crimes. Du reste, les lois annamites s'opposent à l'émigration volontaire des familles; elles punissent les membres restants, d'un départ que les mandarins considèrent comme une sorte de désertion et comme un vol fait aux collecteurs d'impôts.

Mais, étant données les qualités du peuple Annamite, nous pouvons être assurés que du jour où il serait certain de trouver au Laos une protection efficace, il se produirait chez lui une émigration considérable, favorisée par ce fait que les terres de l'Annam central sont peu propres aux cultures qu'il recherche par-dessus tout, tandis que beaucoup de régions du Laos, et notamment presque toute la vallée de Sé-Bang-Hieng, sur la rive gauche, lui assureraient le genre de vie qui lui convient le mieux, avec un travail beaucoup moindre.

La présence d'une colonie Annamite à Lakhon indique qu'il doit y avoir, de côté, des communications assez fréquentes et relativement faciles entre le Mékong et le Hatinh ou le Nghê-An, dernières provinces du Tonkin méridional. Ce qui le prouve encore, c'est que M. Harmand, a pu, en 1879, expédier de Lakhôn un courrier annamite aux missionnaires français du Tonkin méridional. Son messenger arriva très promptement, en une douzaine de jours; mais il fut assassiné en rapportant la réponse. On voit par là que les routes existent et que les Annamites les connaissent; mais les Laotiens ont une telle crainte des sauvages et des Annamites qu'ils égarèrent M. Harmand, obstruèrent les sentiers (il est probable qu'ils avaient reçu d'Oubône l'ordre d'agir ainsi) et le mirent dans l'impossibilité de franchir les défilés de cette région.

Houten. Saniaboury. — Les villages de Houten et de Saniaboury ont une importance propre plus grande que celle de Lakhôn, à cause du voisinage de mines de plomb en

exploitation. A part ce métal et la chaux, que les montagnes voisines fournissent en abondance, les productions ne diffèrent pas de celles du pays que nous avons parcouru jusqu'ici.

La rivière Sé-Hin-Boun. — Le Sé-Hin-Boun, rivière de la rive gauche, en face de Houten, est encore fort peu connu. Il est tout à fait important de faire exécuter une exploration complète de cet affluent du Mékong. On sait seulement qu'il est navigable pour les embarcations du pays pendant une huitaine de jours, et qu'il décrit vers l'Est un coude très prononcé, qui le rapproche beaucoup de la province tonkinoise de Ha-tinh. Le pays qu'il parcourt n'est pas encore au pouvoir des Hô^s¹.

La rivière Nam-Kane. — Au-dessus de Lakhôn, le Mékong s'infléchit, comme la côte de l'Annam, assez fortement vers le nord-est, jusque vers l'embouchure de la rivière Nam-Kâne ou Nam-Sane ou Nam Xane. Celle-ci vient prendre naissance dans les montagnes du pays des Phouens ou Tran-Ninh, c'est-à-dire dans la partie orientale du Tonkin. Elle a été remontée récemment par le Dr Neis. En face de son embouchure, sur la rive droite du Mékong, se trouve le village de Boun-Cang. Celui-ci offre un intérêt assez grand, résultant de la position qu'il occupe; c'est, en effet, par la rivière Nam-Kâne que descendent les produits du pays des Phouens ou Tran-Ninh. Le village de Boun-Cang échange ces produits avec ceux d'Oubône et de Korât. Il faut cinq jours de barque, en remontant le Nam-Kâne, pour atteindre une station importante des Phouens, nommée Thâ-Thôm. Celle-ci est établie au centre d'une plaine très riche; elle comptait, il y a quelques années, plus de 300 maisons; mais les Hô^s l'ont dévastée en 1881.

Cette région, difficilement accessible aujourd'hui, produisait autrefois beaucoup de chevaux et de bestiaux; elle contribuait aussi, dans une forte proportion, à l'apport du benjoin qui alimente le marché de Korât. Elle a perdu aujourd'hui le tiers de ses habitants. Ceux-ci ont été obligés d'émigrer; ils sont allés grossir les colonies phouens ou annamites des bords du fleuve, et se répandent en ce moment de Lakhôn à Luang-Prabang. Le Père Blanck (*Op. cit.*) auquel nous empruntons ces intéressants détails, dit même

1. Voyez: LE PÈRE BLANCK, *le Trang-Nigne, à l'ouest du Tong-King* (avec carte) in *Bull. de la Société de géographie*, 1884. — Dr NEIS, *Lettres*, ibid.

que quelques-uns de ces fuyards ont poussé jusqu'à Oubone, Pone-Pissay et Nong-Kay.

8° *Le Mékong entre le Nam-Kâne et Xieng-Kang.*

Entre le Nam-Kane et Xieng-Kang, le Mékong suit une direction générale de l'est à l'ouest, mais il forme de nombreuses boucles tantôt vers le sud, tantôt vers le nord. Dans cette partie de son cours il offre trois localités importantes : Pone Pissay, Nong-Kay et enfin Xieng-Kang.

Bien que de fondation récente, car ils ne datent que de la chute du royaume de Vinh-Khiane, les villages de Pone-Pissay et de Nong-Kay, établis dans le coude vers le sud que forme le fleuve en cet endroit, ont pris une extension rapide, surtout Nong-Kay.

Nong-Kay. — Ce village était déjà signalé il y a dix-huit ans par M. de Lagrée comme se trouvant en grande prospérité ; il forme aujourd'hui l'agglomération la plus nombreuse et la plus active des bords du Mékong entre Pnom-Penh et Luang-Prabang.

Nong-Kay se développe le long de la rive droite du Mékong, sur un espace de cinq à six kilomètres. Il peut posséder aujourd'hui sept à huit mille habitants. C'est l'entrepôt principal de cette partie du Laos. Ses relations s'étendent dans la vallée du Grand-Fleuve, vers le Nord jusqu'à Luang-Prabang, du côté du sud-ouest jusqu'à Oubône et Korât. A Nong-Kay l'influence birmane commence à devenir évidente.

Les productions ou industries de la région sont le coton, la soie, l'indigo, qui alimentent le commerce du bassin du Sé-Moun : la fabrication des pirogues qu'on vient acheter de fort loin, celle des poteries. Dans les environs, on lave l'or au mercure sur des bancs quartzeux du fleuve ou des rivières. A quatre ou cinq journées dans le sud-ouest, à Leuï, sur un affluent de la rive droite qui aboutit non loin de Xieng-Lang, on exploite, paraît-il, de grandes quantités de fer. Dans la même direction se rencontrent aussi du cuivre et de l'antimoine. La cannelle (dite de Chine, en larges et épaisses écorces) vient des pays de la rive gauche. Nong-Kay est aussi le siège d'un commerce de sel très florissant (sel d'Oubône).

Tant que la tranquillité ne sera pas rétablie au Tran-ninh

et que le parcours des routes diverses, fréquentées autrefois, qui unissent ce vaste pays au Tonkin méridional, ne sera pas rendu par nous sûr et facile, — et nous sommes seuls capables d'accomplir cette tâche, — Nong-Kay sera l'aboutissant naturel de toute la région de la rive gauche située entre Lakhôn et Luang-Prabang.

Nong-Kay est, en effet, situé au débouché des vallées arrosées par les bras du Sé-Ngoun, grande rivière qui s'enfonce au cœur des pays de la rive gauche du Mékong, et qui peut être remontée pendant six ou huit jours, jusqu'à Khassy; or Khassy est le point de croisement de plusieurs routes mettant en communication Luang-Prabang avec le Tonkin méridional. Le centre commercial de Nong-Kay reçoit même aujourd'hui indirectement des produits du Yunnan qui suivaient jadis une autre voie moins détournée.

Du reste, la prospérité de Nong-Kay et de Pone-Pissay n'est pas un fait passager, attribuable à des circonstances accidentelles. Aussi loin que nous pouvons remonter dans le passé, nous voyons que le coude du Mékong où s'élèvent ces villages a toujours été fort habité, et qu'il a toujours constitué un centre commercial et politique important. C'est là que se trouvait la ville de Vinh-Khiane, dont les récits des anciens voyageurs nous vantent l'opulence, et qui était la capitale d'un vaste et riche royaume laotien. Aujourd'hui, les ruines, œuvre récente de la férocité siamoise, parsèment le sol sur une vaste étendue. Sous les règnes des rois annamites Gialong et Minh-Mang, l'emplacement sur lequel est bâtie Nong-Kay faisait partie du royaume de Nam-Ghienong, tributaire de l'Annam¹.

Xieng-Kang. — Toutes les réflexions que nous venons de formuler s'appliquent plus ou moins à Xieng-Kang, dont la position toute particulière offre un grand intérêt actuel, mais dont l'importance ne s'accroîtrait pas si une influence européenne parvenait à s'implanter à Nong-Kay. Il y aurait encore à choisir entre ces deux points, en observant toutes les conditions de la navigabilité du fleuve.

Depuis Kemmerat, le Mékong était redevenu libre; mais à partir du point où nous sommes parvenus, les difficultés vont recommencer plus graves et plus insurmontables que jamais, pour devenir bientôt définitives. Il semble que c'est

1. Voyez le PÈRE BLANCK, in *Bull. de la Soc. de géogr.*, 1884, p. 451.

à partir de Xieng-Kang que le Mékong cesse d'être réellement utilisable pour le commerce, après avoir offert un dernier bief praticable d'une longueur d'environ 400 kilomètres.

Xieng-Kang occupe le point du Mékong le plus rapproché de Bangkok et de Moulmein. Il n'est séparé de Bangkok que par une centaine de lieues, et il est à une distance à peu près égale de Moulmein, qui se trouve sur le même parallèle.

Aussi, parmi les inventeurs de projets de chemins de fer sur le papier, s'en trouve-t-il plusieurs qui ont choisi Xieng-Kang, comme point de passage d'un tracé partant de la Birmanie anglaise. Mais il n'est pas probable que nous ayons rien à craindre de ce côté. Les difficultés de terrain qui existent dans le bassin supérieur du Mé-Nam, qu'on devrait couper transversalement, sont énormes, ainsi que celles qu'on aurait à surmonter pour franchir la ligne de faite qui sépare le Mé-Nam du Mékong dans cette direction.

A Xieng-Kang se termine véritablement le Laos méridional. C'est le point de rencontre et de séparation des influences diverses, politiques et commerciales, qui se disputent le sol et les produits de la presqu'île. C'est à partir de là que le colporteur Birman commence à prédominer sur le Chinois, que le tical siamois cède la place à la roupie de l'Inde. Le nom de Xieng-Kang lui-même est un indice de ce phénomène. Le mot birman *Xieng* (chef-lieu) va remplacer partout le mot siamois *muong*, dont on se sert plus bas.

Le courant commercial de Xieng-Kang ne se dirige plus exclusivement vers Korât. Ce n'est pas que la distance à vol d'oiseau ait augmenté ; mais les routes, dans les pays montagneux et sauvages qui s'étendent entre la branche orientale du Mé-Nam et les plaines du Sé-Moun, sont devenues difficiles et les colporteurs ou chefs de caravanes sont obligés, pour gagner Korat, de faire un assez long détour par Chaiapoun (c'est la route suivie par M. H. Mouhot). Dans ces conditions, Moulmein est plus avantageux comme débouché que Bangkok. D'autant plus que sur le trajet qui y conduit, on rencontre de grandes agglomérations établies dans des régions relativement riches : Phitsalok, Raheng, berceaux de la puissance siamoise, Lakhone et Xieng-Mai, régions capables de fournir au commerce de nombreux ali-

ments, et d'absorber elles-mêmes un important stock de marchandises.

9° *Le Mékong au-dessus de Xieng-Kang.*

Le Laos septentrional. — Le Laos septentrional, qui commence au-dessus de Xieng-Kang, nous offre d'abord à étudier la région de Luang-Prabang.

A partir de Xieng-Kang, le Mékong qui, depuis Lakhôn, avait de plus en plus accentué sa courbe vers l'ouest, jusqu'au point de prendre par moments la direction du sud, en se rapprochant de plus en plus des golfes de Siam et de Martaban, se relève brusquement vers le nord. Limité sur sa rive droite par la proximité des montagnes séparatives du bassin du Mé-Nam, sa vallée se rétrécit considérablement, son lit devient décidément impraticable. Il ne reçoit plus, jusqu'à Luang-Prabang, que des torrents sans aucun intérêt commercial, coupés par une route qui vient rejoindre ses bords à Tha-Dua, à peu de distance de la capitale du Laos septentrional.

Ce chemin était fréquenté jadis par des caravanes chinoises, qui partaient chaque année du Yunnan, et se dirigeaient vers le sud, par Kentao (bassin du Sé-Moun), ou vers le sud-ouest, par Xieng-Maï ou Muong-Nam, chef-lieu d'une province siamoise qui paraît emprunter à sa position intermédiaire un certain intérêt, et qui mériterait aussi d'être visitée par nos explorateurs.

Ces caravanes comptaient, à l'ordinaire, une centaine d'hommes et deux ou trois cents bœufs et mulets ; elles venaient échanger des ustensiles de cuivre et de fer, de la passerie, de la soie grège, du fil d'or, etc., contre du coton, de l'ivoire, des dépouilles d'animaux, des plumes d'oiseaux, des crevettes séchées, qui étaient expédiées de Moulmein vers Xieng-Maï et Muong-Nam. Ce trafic avait déjà complètement cessé en 1867, à la suite des guerres qui ont désolé le sud de la Chine, et l'état actuel de cette région n'est pas fait pour lui permettre de renaître. On ne rencontre plus sur cette route que quelques-uns de ces colporteurs *kaulas*, qu'on trouve aujourd'hui jusqu'au fond du Laos, hommes énergiques et infatigables qu'aucune difficulté ne rebute.

Xieng-Maï et Muong-Nam communiquent aujourd'hui avec

le Yunnan par la voie plus commode et plus sûre de Xieng-Tung que le voyage de Mac-Leod, en 1837, n'aurait pas peu contribué à faire suivre, s'il faut en croire Fr. Garnier.

Luang-Prabang. — Le royaume de Luang-Prabang, d'après tout ce que nous révèlent l'histoire et les récits des voyageurs, a toujours été le centre le plus riche et le siège de la puissance la plus solide de l'Indo-Chine septentrionale.

Il faut sans doute chercher les raisons de cette richesse et de cette importance politique, indépendamment de la fertilité du sol, dans la situation géographique de ce royaume et de sa capitale. Celle-ci se trouve au point de contact et de rencontre de toutes les races indo-chinoises, c'est-à-dire les Birmans, les Shans et leurs variétés, les Thays du Siam et du Laos oriental, les Annamites, les Chinois du Yunnan et aussi les populations dites improprement « sauvages », que des relations plus fréquentes avec l'extérieur et sans doute des groupements plus faciles ont fait sortir de leur habituelle infériorité.

Autrefois, le royaume de Luang-Prabang était tributaire de la Chine. Il lui devait tous les huit ans un hommage de huit éléphants. Mais le roi n'avait à recevoir aucune investiture de l'empereur de la Chine. A la faveur des événements dont le Yunnan fut naguère le théâtre, le Luang-Prabang paraît s'être affranchi de tout lien, même purement nominal avec la Chine. Il en était du moins ainsi au moment du passage à Luang-Prabang de la commission française d'exploration du Mékong; il est plus que probable qu'il en est encore ainsi aujourd'hui. Le Luang-Prabang a aussi des relations politiques avec le royaume de Siam. En théorie, il est considéré comme une dépendance de ce royaume. Cette dépendance se traduit actuellement par l'envoi à Bangkok d'un tribut déterminé et par la cérémonie de « l'eau du serment ». Cette cérémonie consiste à venir à la capitale, à des époques déterminées, boire une eau consacrée par les anciens brahmes et dans laquelle on a trempé les armes du roi de Siam; le vassal répète à haute voix une formule écrite qui voue à tous les malheurs tenus en réserve par la religion bouddhique les traîtres qui manqueraient à leurs devoirs vis-à-vis du suzerain.

En raison de son éloignement, le roi de Luang-Prabang n'est pas tenu de venir en personne à Bangkok, du moins tous les ans; il se fait représenter par un délégué, géné-

ralement un membre de sa famille, le second roi, par exemple (car il y a à Luang-Prabang, comme à Siam, deux rois, ou plutôt deux princes que nous appelons rois, faute d'une autre expression).

La suprématie du Siam sur le Luang-Prabang n'est pas ancienne. Sans pouvoir affirmer rien de précis à cet égard, on pense qu'elle n'est devenue définitive qu'après le renversement de la dynastie de Vinh-Khiâne, révolution d'une importance considérable, qui a profondément modifié l'état politique de toute l'Indo-Chine intérieure, non sans avoir fait couler des torrents de sang.

Dans l'énumération de ses titres le « *suprême roi* » de Siam fait aujourd'hui figurer celui de roi du Laos et du Luang-Prabang.

On peut admettre que le Luang-Prabang est trop éloigné de Bangkok pour que l'action siamoise y soit efficace; d'autant plus que les provinces du Laos sont encore trop loin d'être assez unies et soumises pour que le gouvernement siamois puisse toujours être en mesure d'y lever les armées dont il aurait besoin pour combattre les rébellions des provinces ou principautés.

En somme, le roi de Luang-Prabang jouit de tous les droits attachés en ces pays à la couronne, et l'on pourrait croire qu'il ne se regarde pas lui-même comme tenu à une très étroite dépendance vis-à-vis de Bangkok; il a dû en être ainsi jusque dans ces derniers temps. Mais il est probable que la cour de Bangkok, représentée par un des plus grands seigneurs de la famille royale, le Somdet-chao-sa-mahamala, ministre des provinces du nord, chargé de tous les rapports avec le Laos, a su tirer parti de l'invasion des Hôis, pour resserrer les liens de vassalité du royaume de Luang-Prabang.

La situation du Luang-Prabang à l'égard de l'Annam a dû subir des variations très étendues, passer par des phases très diverses, suivant que l'autonomie de ce royaume était plus ou moins influencée par les prétentions rivales des voisins. Nous ne possédons encore sur ce sujet que des renseignements fort confus.

Mais ce qui paraît certain, c'est qu'encore aujourd'hui, le roi de Luang-Prabang paye un tribut triennal à Hué, soit directement, soit plutôt par l'intermédiaire du gouverneur de la province annamite de Nghé-an. Il n'est pas nécessaire

de montrer l'importance d'un pareil fait et le parti que nous pouvons en tirer. Il importerait d'obtenir au plus tôt le dépouillement des archives annamites de Hué, pour être fixés sur la nature, l'étendue des obligations du Luang-Prabang à l'égard de l'Annam, sur les circonstances dans lesquelles elles ont pris naissance et se sont perpétuées.

La principauté de Luang-Prabang entretient, paraît-il, des relations politiques avec le pays des Phouens, que nous connaissons vaguement sous le nom annamite de Tran-Ninh (bien que le Tran-Ninh n'en soit qu'une partie). Le nord de ce pays paye, dit-on, un tribut au Luang-Prabang, tandis que les habitants du centre et du sud l'acquittent à l'Annam¹, tout en étant considérés nominalement comme sujets du Luang-Prabang.

La principauté de Luang-Prabang entretient encore des relations politiques mal définies avec les principautés Shans qui l'entourent et dont nous parlerons plus bas.

La ville de Luang-Prabang peut compter 10 000 habitants. Elle est située par 20° latitude nord, au sommet de l'espèce de Z que dessine le Mékong depuis le 18° environ. En ce point viennent déboucher trois grands affluents du Mékong, le Nam-Kan, le Nam-Sénam et le Nam-Hou. Luang-Prabang est une des localités les plus salubres du Laos.

Le marché de Luang-Prabang est approvisionné de denrées européennes et chinoises par Xieng-Mai, qui les reçoit principalement de Rangoon et de Moulmein. Ce sont surtout des cotonnades anglaises, des couvertures à bas prix, des petits draps ou flanelles, de la quincaillerie, des allumettes, quelques conserves alimentaires. Il reçoit le sel de Nong-Kai. Mais la majeure partie des marchandises qu'on y rencontre vient des tribus sauvages et des régions de l'est. Outre les denrées alimentaires de première nécessité, le riz, les légumes, le poisson frais ou conservé, etc., ce sont la soie, le stick-laque, le benjoin, les produits forestiers ordinaires, les bestiaux du Nam-Hou et du Tran-Ninh, etc., etc.

Le territoire du Luang-Prabang est comparable en étendue au Cambodge actuel, mais son influence déborde beaucoup ses limites. Sa plus grande dimension s'étend du sud au nord; son point extrême dans le sud étant Pak-Lay. En re-

1. Dr NEÏS (*in lit.* et procès-verbaux de la Société de géogr. Séance du 16 mai 1884, p. 298).

montant du sud à l'ouest, le Luang-Prabang touche à la grande province siamoise de Muong-Nam, qui confine à l'ouest au Xieng-Maï, tributaire direct de Bangkok.

Vers l'ouest, Luang-Prabang est limitrophe du Xieng-Khong et du Xieng-Sen, États situés sur la partie septentrionale du Mékong. La ville de Xieng-Sen, ruinée dans les guerres qui ont ensanglanté cette région au commencement de ce siècle, se relève rapidement de ses ruines et le Siam y a rétabli son pouvoir. Toutefois, le Xieng-Sen, par suite de combinaisons administratives qui nous étonnent profondément, bien qu'elles soient plutôt la règle que l'exception au Laos, est aujourd'hui soumis non seulement à l'autorité de la cour de Bangkok, mais encore à celle de la principauté de Xieng-Maï. C'est un pays qui paraît progresser beaucoup. Il importerait de rechercher les causes de cette prospérité, d'autant plus que c'est un des points proposés pour être traversés par les chemins de fer qu'ont imaginés les Anglais.

Du côté du nord-ouest, le Luang-Prabang est en contact journalier et intime avec les Shans, peuplades ayant des traits importants de parenté avec les habitants du Siam et provenant peut-être d'une souche analogue. Leur territoire est limitrophe du Yunnan au nord; il est partagé en principautés qui dépendent ou dépendaient récemment encore, soit de Bangkok, soit de Mandalay, soit même, dans une mesure mal déterminée, de la Chine, ou de deux de ces pouvoirs, ou même de tous les trois à la fois.

Xieng-Kheng et Xieng-Tong. — Parmi les principautés les plus rapprochées de Luang-Prabang, celles qui nous intéressent le plus sont Xieng-Kheng ou You, sur la rivière de Leuï, affluent du Mékong supérieur, et Xieng-Tong, situé un peu à l'ouest de la partie supérieure du Leuï. Ces principautés paraissent avoir, dans ces derniers temps, répudié la suprématie Birmane et tendre à faire partie, avec l'importante ville de Xieng-Hong (ou Alevy), de la si curieuse confédération des Chip-Song-Pannas. Toutes ces principautés vivent dans un état de trouble perpétuel et d'instabilité permanente.

Xieng-Hong ou Alevy. — La ville de Xieng-Hong ou Alevy est située sur le Mékong supérieur, au niveau du point où le fleuve reçoit la rivière Hac, l'un de ses affluents occidentaux. Xieng-Hong est la ville de beaucoup la plus importante de cette région. D'après les informations de Francisque Garnier

et du colonel Yule, contrôlées à Mandalay par M. Fr. Deloncle, auquel je dois les renseignements détaillés qui suivent, le Xien-Youn-Dji ou Xieng-Hong est de temps immémorial divisé en douze petits districts, régis par des Tsobouas qui tous dépendent du Tsen-oui-foua ou Grand chef de la ville de Xieng-Hong, située sur la rive gauche du Mékong.

Les Pannas. — C'est une sorte de confédération de douze territoires, dont chacun doit fournir, en cas de guerre, au Tsen-oui-foua, un contingent de mille hommes. D'où le nom de *panna* (en langue shan *millier*), appliqué à chacun de ces États, et l'expression de *chip-song panna* (en shan *les douze milliers*), par laquelle cette confédération est connue dans tout le Laos.

Le Tsen-oui-foua, ou Président de cette petite république, conduit les relations extérieures avec la Birmanie et la Chine. Les ministres birmans assurent que c'est aujourd'hui un homme très sage, peu remuant, et qui a su très habilement se débarrasser du contrôle chinois sans avoir besoin de recourir à ses amis de Mandalay.

Le tribut que les douze pannas payent au roi de Birmanie, consiste, pour chaque Tsoboua, à offrir, tous les trois ans, une petite coupe d'or ciselé, une fleur d'or et d'argent, *deux putsos* ou larges sarongs de soie de Chine, une paire de soulders shaus, brodés d'or, un petit sac desel fin, du *Klepels* de Puerh (sorte de thé dont les feuilles ont été simplement rouies dans l'eau et que les Birmans chiquent) et quelques autres menus objets.

Le Tsen-oui-foua expédie à Mandalay les présents des douze Tsobouas en y joignant les siens, qui ne diffèrent guère des présents des Tsobouas, sauf qu'il est tenu d'y ajouter deux chevaux ou deux mulets, lesquels, après avoir porté le tribut à Mandalay, sont retenus au Palais pour les écuries de Sa Majesté. Il y a six ans, le Tsen-oui-foua envoya ainsi un poney albinos, qui fut l'objet de grands honneurs à Mandalay, à côté de l'éléphant et du buffle blancs.

Aucune localité n'est aussi bien disposée que le Luang-Prabang pour servir de point d'appui à un groupement nouveau de ces principautés, qui font preuve déjà d'un esprit de confédération d'autant plus remarquable qu'il est plus rare dans l'histoire de ces peuples morcelés.

Pays des Phouens. — Dans la direction de l'est, le Luang-Prabang est borné par les territoires demi-sauvages et qui

composent une sorte de principauté appelée par les Annamites, royaume de Tran-Ninh, et par les gens du Laos et du Luang-Prabang, pays des Phouens, du nom de la tribu des Phouens qui l'habite. Ce pays est ou était tributaire de l'Annam et du roi de Luang-Prabang.

Les Annamites, avec les facultés d'absorption et les talents de colonisation dont leur histoire donne tant de preuves, avaient, en 1834, sous le règne de Minh-Mang, englobé dans leurs territoires propres et soumis aux formes ordinaires de leur administration des groupes de villages de plus en plus avancés vers l'ouest; ils avaient réussi même à constituer une nouvelle province tout à fait annamite par son organisation et sa population dépendant de celle de Thanh-Hoa; mais ils ont été entravés, puis ensuite définitivement arrêtés dans leur entreprise par l'invasion si digne d'attention et si inquiétante des *Hô*s venus du Yunnan.

La rivière Nam-Kan qui se déverse dans le Mékong à la hauteur de Luang-Prabang, prend sa source dans le pays des Phouens. Bien que cette rivière ne soit pas une voie commerciale régulière, elle est utilisée forcément par les populations du Luang-Prabang pour se mettre en relations avec les régions de l'est. Mais la navigation y est très dangereuse et elle n'est pas possible pendant toute l'année. Une simple route qui serait praticable à des charrettes à buffles rendrait des services immenses à ces populations.

Il serait de première importance pour le commerce français d'établir une agence consulaire à Luang-Prabang. Un des premiers devoirs de notre représentant serait de faire comprendre au roi et à ses officiers les précieux avantages de la route dont nous parlons plus haut. L'usage de la charrette à buffles est délaissé dans cette région : elle est remplacée par l'éléphant, par les épaules humaines et même par le mulet. La nature accidentée du sol ne suffit pas pour expliquer l'abandon d'instruments si avantageux.

Il faut une dizaine de jours de navigation pour permettre à des pirogues de dimensions réduites d'atteindre l'angle du Mékong, qui se relève alors définitivement vers le nord, après avoir coulé dans la direction est et ouest depuis Luang-Prabang.

L'extrémité occidentale de ce grand coude est d'une extrême importance future. C'est un des points où se heurteront pro-

blement les deux influences européennes qui sont appelées à se disputer la domination de l'Indo-Chine.

L'angle du Mékong où nous nous trouvons en ce moment est à 500 kilomètres seulement du point où le Mé-Nam se bifurque et cesse d'être accessible à la navigation à vapeur; il est à 150 kilomètres de la ville de Xieng-Mai; il n'est séparé de Moulmein que par une distance de 300 kilomètres.

La région qui s'étend entre le Mékong, le bas Mé-Nam et Moulmein, abstraction faite des deltas de Rangoon, Bangkok, Saïgon et Hanoï, est sans conteste la plus riche et dès maintenant la plus peuplée de l'Indo-Chine. Les villes les plus importantes de cette partie du bassin du Mé-Nam sont Raheng, Xieng-Mai et Muong-Nam, dont nous avons déjà parlé à propos du Siam. C'est par Raheng ou par Xieng-Mai que les Anglais ont projeté de faire passer le chemin de fer qu'ils voudraient construire à travers l'Indo-Chine pour relier Rangoon au Yunnan.

Quant à nous, ainsi que nous le montrerons plus bas, c'est surtout par Luang-Prabang, la rivière Nam-Hou et la ville de Sé-Mao, que nous devons essayer de pénétrer dans le Yunnan sans toutefois négliger la route du fleuve Rouge, qui est encore trop peu connue pour qu'on puisse en discuter la valeur. Si nous parvenions à relier Hanoï ou tout autre point du Tonkin à Luang-Prabang par une voie, commode d'abord, rapide plus tard, nous aurions sans contredit rendu à nos intérêts commerciaux et politiques un service de premier ordre. Le vrai débouché de Luang-Prabang et des pays qui entourent cette ville est, en effet, le Tonkin méridional.

Les routes de terre qui conduisent de Luang-Prabang vers le nord paraissent devoir être confondues avec celles de l'ouest, c'est-à-dire que, pour gagner le Yunnan, il faudrait commencer par se rendre à Xieng-Không en suivant de l'est à l'ouest la vallée du Mékong, puis remonter du nord au sud vers Xieng-Hong (Alevy), et de là gagner Sé-Mao et Poueul. C'est du reste la route suivie par la commission française d'exploration du Mékong.

Il est possible qu'il en existe une autre plus directe, à gauche du fleuve, mais nous ne possédons aucune indication à cet égard.

10° *Le Mékong au-dessus de Luang-Prabang. Le Nam-Hou et le Papien.*

Au-dessus de Luang-Prabang le Mékong ne peut plus rendre aucun service comme voie de communication. Il n'est plus navigable. Mais on pourra probablement tirer profit de son affluent le Nam-Hou.

Le Nam-Hou. — Le Nam-Hou est l'une des trois rivières de la rive gauche qui viennent se déverser dans le Mékong au voisinage de Luang-Prabang. Le Nam-Hou, étant donné le volume de ses eaux, peut être regardé comme une bifurcation du Mékong. Son embouchure est assez étroite, mais il s'élargit bientôt et prend l'aspect d'un cours d'eau aussi important que le Grand-Fleuve.

Jusqu'au 21°, 14', point extrême atteint par le dernier explorateur, le Nam-Hou ne change pas sensiblement de volume, et le docteur Neïs pense que son cours supérieur doit être confondu avec le Lysien ou avec le Papien, fleuves du Yunnan. L'explorateur anglais Colquhoun paraît aussi pencher vers l'opinion d'après laquelle le Nam-Hou représenterait la partie inférieure du Papien¹. Nous croyons utile d'exposer ici les renseignements recueillis par le docteur Neïs sur le cours du Nam-Hou et de ses principaux affluents, renseignements incomplets du reste, l'occupation du pays par les Hôis, qui s'avancent jusqu'aux bords de la rivière, n'ayant pas laissé à ce voyageur une liberté de mouvements suffisante.

On rencontre le long des rives un certain nombre de villages, dont quelques-uns ont eu jadis une assez grande importance; mais ce ne sont plus aujourd'hui que des refuges où les indigènes se sont concentrés sur les berges

1. M. Colquhoun dit du Nam-Hou : « C'est, suivant moi, par erreur que beaucoup de cartographes placent entre le 103° de longitude et le 21° de latitude la source de cette rivière, qui se jette dans le Mékong à Luang-Prabang. Cette source doit être plus au sud-ouest, et au sud de la frontière du Yunnan, ou bien le Nam-Ho forme le cours inférieur du Papien. » (*La Chine méridionale. De Canton à Mandalay*, t. II, p. 44.) M. Colquhoun dit dans un autre chapitre (*loc. cit.*, p. 76) : « Les informations que j'ai prises à Seü-Mao me portent à croire que le Nam-Hou, dont le nom est inconnu dans le sud du Yunan, n'est autre que le cours inférieur du Papien et se jette dans le Mékong, à Luang-Prabang. C'est une simple conjecture, et ceux qui viendront après moi élucideront peut-être cet intéressant problème. »

et sur des radeaux de bambous, toujours prêts à décamper au premier signal et à se laisser aller au cours de l'eau pour échapper à une attaque inopinée des bandits.

Tel est Muong-Ngoï sur la rive gauche. A deux journées de Muong-Ngoï, en continuant à remonter le Nam-Hou, on rencontre une rivière assez importante qui peut-être remontée pendant six jours : elle conduit à une localité nommée Muong-Teng, située à deux jours seulement d'une rivière navigable qui conduit au Tonkin et qui est peut-être une des branches du Song-Ma, fleuve du Tonkin méridional.

Une route de terre joint également Muong-Ngoï à Muong-Son, sur le Song-Ma. On voit quel est pour nous l'intérêt de cette région.

Un peu plus haut, on arrive au village de Muong-Koua, en un point où le Nam-Hou se divise en deux branches presque égales ; la première, considérée comme le Nam-Hou lui-même, vient du nord ; elle serait encore navigable pendant plus de trente jours. La deuxième vient de l'ouest, sous le nom de Nam-Pak ; elle servait autrefois de route fréquentée entre les bords du haut Méhong et Luang-Prabang. C'était par là qu'arrivaient à Luang-Prabang et au Tonkin d'assez nombreuses marchandises venues des confins du Laos et du Yunnan. Aujourd'hui l'état de trouble au milieu duquel se débattent ces malheureux pays oblige les caravanes à suivre une autre voie, beaucoup plus occidentale allant de Xieng-Hong à Xieng-Mai, par Xieng-Tong.

11° *Les routes entre le Mékong supérieur et le Tonkin.*

Les routes de l'Est, c'est-à-dire celles qui nous intéressent le plus immédiatement, celles qui nous permettraient de mettre le Tonkin en relation avec Luang-Prabang, sont peu connues et il en sera de même tant que nous ne les ferons pas explorer avec des escortes assez solides.

Mais il est certain que ces routes existent. Tous les renseignements concordent sur la question des courants d'échange qui circulaient naguère entre la région de Luang-Prabang et le Tonkin méridional. Le rétablissement de la sécurité d'abord, et, en second lieu, l'amélioration des routes donneraient à ce commerce, qui paraît avoir été prospère, une activité plus grande que jamais.

Nous devons surtout porter notre attention sur une bran-

che du Nam-Hou qui se rapproche à deux jours d'un affluent navigable du Song-Mâ, fleuve du Tonkin méridional. C'est par là que nous devons chercher à établir des relations entre le Tonkin et le Luang-Prabang, c'est-à-dire avec le Yunnan.

Les deux autres rivières de Luang-Prabang, le Nam-Senan et le Nam-kan, qui se dirigent vers l'est et le sud-est, peuvent aussi nous être très utiles, comme elles l'ont été autrefois.

Le Nam-Kan est le plus important de ces deux cours d'eau. Il vient du sud-est, du pays des Phouens. Il peut être remonté, pendant trois semaines, à l'est de Luang-Prabang jusqu'au pied d'une chaîne étroite de montagnes, qui sépare son bassin de celui de la branche la plus volumineuse du fleuve Ca ou Nam-Ca, branche navigable et sans rapides¹ que l'on peut remonter jusqu'à deux journées du Nam-Kan. D'autre part, la branche méridionale du Song-Ca ou Mô permet de pénétrer dans le Tran-Ninh méridional et de se mettre en rapport avec le Nam-Sane ou Xane, cet affluent du Mékong dont nous avons déjà signalé l'intérêt, qui vient déboucher dans le Grand-Fleuve, en face de Boun-Cang.

Ces détails montrent que c'est sur les vallées des deux fleuves du Tonkin méridional que doivent porter nos premières investigations pour l'établissement de routes permanentes entre le pays d'Annam et la vallée du Mékong.

D'après un croquis qui nous a été communiqué par M. le docteur Neïs, il existerait encore une route de terre de Luang-Prabang à Xieng-Ngoun, sur le Nam-Kane, de là à Khassy sur le Sé-Ngoun, et à Thâ-Thon, sur la rivière Chane, d'où l'on communique, comme nous venons de le dire, par le Song-Ca, avec le Tonkin méridional².

1. Voyez la carte du Mémoire du PÈRE BLANCK (*loc cit.*).

2. Dans une note manuscrite accompagnée d'un croquis, le Dr Neïs nous expose le tracé de six routes par lesquelles autrefois le Tonkin communiquait avec Luang-Prabang d'une part, avec le Mékong de l'autre.

La première de ces routes remonte le Nam-Hou jusqu'à son affluent de gauche le Nam-Noua ; elle remonte le Nam-Noua pendant huit jours, jusqu'à Muong-Teng ; elle abandonne en ce point le Nam-Noua et devient terrestre pendant une longueur de 6 jours à pied jusqu'à Muong-Sop-Hop ; cette ville est située sur les bords du Nam-Ban, affluent du Song-Mâ ; de Muong-Sop-Hop, on pénètre dans l'Annam en descendant d'abord le Nam-Ban, puis le Song-Mâ.

La deuxième de ces routes remonte le Nam-Hou jusqu'à Muong-Ngoï ; la

4. — RÉSUMÉ DE LA GÉOGRAPHIE PHYSIQUE, AGRICOLE,
COMMERCIALE,
INDUSTRIELLE ET POLITIQUE DE L'INDO-CHINE.

Malgré son immense superficie et le développement considérable de ses côtes, l'Indo-Chine ne présente, on vient de le voir, qu'une seule grande chaîne de montagnes et cinq grands bassins fluviaux. La chaîne de montagnes est issue des derniers contreforts occidentaux du massif du

route devient alors terrestre ; en 12 jours, à pied, on va de Muong-Ngoï à Muong-Son ; la deuxième partie de la route entre Muong-Ngoï se fait en suivant les bords du Nam-Ngao, l'une des rivières qui contribuent à former le Song-Mâ ; à partir du Muong-Son, on descend en barque, en 8 jours la rivière Nam-Hêt, jusqu'à Muong-Het qui se trouve au point de jonction de cette rivière avec la rivière Nam-Ban pour donner naissance au Song-Mâ. De Muong-Het on peut descendre le Song-Mâ jusqu'au golfe du Tonkin. Cette route était autrefois très fréquentée.

La troisième route part de Luang-Prabang ; elle remonte d'abord le Nam-Sénan pendant 8 jours, puis elle traverse en 6 jours, à pied, du Nam-Sénan à Muong-Son où elle se confond avec la route précédente.

La quatrième, plus méridionale que les autres, remonte, à partir du Luang-Prabang, le Nam-Kan pendant 4 jours ; puis elle traverse un pays de montagnes jusqu'à Xiena-Kouang, où nous la perdons. Elle traverse probablement ensuite la ligne de séparation des eaux pour aller rejoindre la vallée du Song-Ca, par laquelle on descend au golfe du Tonkin.

La cinquième remonte également le Nam-Kane pendant 4 jours jusqu'à Sieng-Ngoun, comme la précédente ; puis, se dirigeant vers le sud, elle va en 8 jours à Khassy, en 6 jours de Khassy à Tha-Thôme, en 2 jours de Tha-thôme à Muong-Ngan ; de Muong-Ngan, elle traverse pendant 1 jour et demi les montagnes, jusqu'à Muong-Mô, puis elle descend le Song-Ca en pirogue, pendant 8 jours jusqu'à Vinh, sur les bords du golfe du Tonkin.

La sixième route part du Mékong beaucoup au-dessous de Luang-Prabang, au niveau de l'embouchure du Nam-Chane, c'est-à-dire dans le point où le Mékong se rapproche le plus du golfe du Tonkin. Elle remonte le Nam-Chane en 12 jours, jusqu'à Muong-Nhiam, puis elle va en 3 jours de Muong-Nhiam à Muong-Ngan, d'où elle suit jusqu'à Vinh le même trajet que la précédente.

La septième route part de l'embouchure du Nam-Kadine, affluent du Mékong plus méridional que le Nam-Chane ; elle va, en 8 ou 10 jours, à Kam-Kent et de là à Vinh par Hatraï, en suivant le Song-Pho ; ou bien elle remonte de Nam-Kent à M.-Ngan, où elle descend par M.-Mô et par le Song-Ca jusqu'à Vinh.

De toutes les routes, la plus courte et la plus fréquentée entre Luang-Prabang et le golfe du Tonkin est celle qui suit d'abord le Nam-Sénan et qui va rejoindre à Muong-Son le Nam-Het, puis le Song-Mâ. C'est sur celle-là que devra d'accord se porter notre attention.

Quant à la route de Nam-Kadine à Vinh, elle est la plus courte entre le Mékong et le golfe du Tonkin et elle met en relation notre colonie avec un point très important du Grand-Fleuve.

Thibet; elle descend parallèlement à la côte de la mer de Chine depuis le sud du Yunnan jusqu'à la base de la péninsule cochinchinoise. D'autres chaînes secondaires et tertiaires de moindre importance séparent les uns des autres les bassins fluviaux du Fleuve-Rouge, du Mékong, du Ménam, du Salouen et de l'Irawaddy, et les bassins plus petits des affluents de ces fleuves. Des cinq grands fleuves de l'Indo-Chine, trois se jettent dans la mer des Indes, l'Irawaddy, le Salouen et le Ménam; deux se déversent dans la mer de Chine, le Mékong et le Fleuve-Rouge. Ces fleuves forment au niveau de leurs embouchures des deltas traversés par un nombre ordinairement considérable de bras de déversement. Tous entraînent de grandes quantités de terres et déposent des alluvions qui encombrant leurs entrées et gagnent avec une grande rapidité sur la mer. Cette considération s'applique surtout au Mékong, auquel est due la formation sans cesse croissante de la presqu'île de Camau, et au Fleuve-Rouge dont le delta s'avance avec une telle rapidité vers la mer que la ville d'Hanoï, aujourd'hui située à une grande distance dans l'intérieur des terres, était, il y a quelques siècles, riveraine de la mer.

Toutes les parties supérieures des bassins des fleuves de l'Indo-Chine sont montagneuses, presque toujours arrosées par de nombreux ruisseaux et rivières et couvertes de forêts contenant un grand nombre d'essences d'excellente qualité. A ces régions succède une zone moyenne souvent boisée comme la précédente, propre à l'élevage des bestiaux et à une foule de cultures telles que celles du cotonnier, de la canne à sucre, du mûrier, de l'indigo, du caféier, sans parler des plantes des régions tempérées qui viendraient admirablement sur un grand nombre de points, etc.; puis vient une zone plate et basse plus ou moins étendue au delà des limites des deltas, suivant que les dépôts charriés par les fleuves s'accumulent depuis une époque plus ou moins reculée. Celle-ci est inondée pendant une partie de chaque année par les débordements des fleuves, ou bien elle est à l'état de marais insuffisamment solidifiés mais sur lesquels la culture peut faire chaque année de nouvelles conquêtes. A cette zone conviennent les cultures hâtives et particulièrement celle du riz à laquelle, partout, elle est à peu près exclusivement consacrée. Sur un grand nombre de points des zones supérieure et moyenne, particulière-

ment dans tout le nord de la Birmanie, du Siam et du Tonkin, et dans les petites chaînes voisines du Grand-Lac cambodgien, existent des mines dont un certain nombre sont exploitées mais dont la plupart attendent encore les recherches et les travaux des ingénieurs européens, qui seuls sont capables de mettre en valeur ces richesses.

L'abondance des pluies et la diversité des terrains et des altitudes jointe à la variété correspondante du climat qui est tempéré dans le nord et dans les régions élevées, torride dans la plupart des parties basses, font de l'Indo-Chine l'une des régions les plus fécondes et les plus riches du globe. Elle est l'une des moins peuplées, sauf dans le voisinage des embouchures des fleuves, et l'une de celles où la science a encore le plus à découvrir, malgré les nombreux voyageurs qui l'ont déjà parcourue dans presque tous les sens.

La population étant encore peu dense dans une grande partie de cette vaste portion de l'Asie orientale, les cultures n'y étant développées que dans les deltas des fleuves et n'étant que très peu variées, son industrie étant à peu près nulle, son commerce doit nécessairement être très réduit. Mais, agriculture, industrie, commerce ne peuvent manquer de se développer avec une grande rapidité, à partir du jour où, sous l'influence des nations européennes, la sécurité et la commodité des transactions, et la multiplication des voies de communication rendront possible l'accroissement de la population.

Malgré son énorme développement côtier, l'Indo-Chine ne compte qu'un petit nombre de ports praticables par les navires de quelle importance. Dans la Birmanie, Rangoon sur l'Irawaddy et Moulmein sur le Salouen peuvent recevoir les navires de commerce ordinaires de l'Europe. C'est par ces deux villes que se fait la presque totalité du commerce d'exportation des riz et des bois de construction de la Birmanie. Bangkok ne pourra jamais, à cause de sa barre, devenir un port de réelle importance. On pourrait peut-être créer des ports de quelque valeur, soit dans le bas de la rivière de Chantaboun, soit dans le bas de celle de Kampot, mais la présence de barres à l'entrée de ces rivières et le peu de sécurité des rades qui sont devant leurs embouchures rendrait plus coûteux que sérieusement utiles les travaux qu'on pourrait entreprendre dans cette direction. Le seul port d'une valeur réelle qui existe dans le sud de la

péninsule indo-chinoise est celui de Saïgon. En premier lieu, le port de Saïgon, déjà en relations par des canaux avec le Mékong et avec le Grand Lac, voit affluer vers lui la majeure partie des produits d'exportation du Cambodge, en même temps qu'il reçoit tous ceux de la Cochinchine ; en second lieu, l'absence de barre à l'entrée du Donai et la quantité d'eau que contient ce fleuve en toute saison permettent aux plus grands navires de commerce et de guerre de mouiller devant la ville de Saïgon. Peut-être y aurait-il avantage à créer un port de commerce dans la baie de Saint-Jacques ; mais tel il est, le port de Saïgon est le meilleur, le plus sûr et le plus abordable de tous les ports de l'Indo-Chine. C'est lui qui devra devenir le centre de toutes nos forces navales de la mer des Indes.

Plus haut vers le nord, la baie de Tourane est sans doute appelée à devenir le siège d'un port important ; mais actuellement il ne s'y fait, comme dans tous les autres ports de l'Annam central, qu'un trafic très insignifiant. Le Tonkin n'offre actuellement aucun port de quelque valeur. Nous devons nous préoccuper de cette question dont l'importance ne saurait échapper à personne.

En résumé, en dehors des deux ports birmans de Rangoon et de Moulmein, l'Indo-Chine n'offre actuellement qu'un seul port de valeur, celui de Saïgon.

Si les ports indo-chinois sont peu nombreux, les grandes villes commerciales ne le sont pas davantage. Dans la Birmanie, Mandalay et Bahmo sur l'Irawaddy, Tangoo et Pegu, sur la ligne ferrée qui rejoint le haut Ménang à Rangoon, Marlaban et Moulmein sur le Salouen sont les seules villes où se fassent des transactions commerciales de quelque importance. Dans le royaume de Siam, Bangkok, Chantaboun et Battambang dans le sud, Raheng et Xien-maï sur le Mé-Nam, Korât sur les plateaux du Sé-moun, Bassac et Attopeu de chaque côté du plateau des Bolovens, Kemmerat, La Khon, Pone-Pissaye, Nong-Kay, Xieng-Kang et enfin Luang-Prabang sur le haut Mékong sont les villes les plus importantes parmi celles que nous avons citées. Ces points n'ont aujourd'hui, il est vrai, qu'une importance secondaire, mais ils pourraient devenir sous notre impulsion des centres commerciaux agricoles, industriels, d'une grande valeur. Pnom-Penh dans le Cambodge ; Hatien, Chaudoc, Mytho, Vinh-Long, Soc-trang, dans

le sud de la Cochinchine ; Cholon, Bien-hoa, Baria dans le nord de cette colonie, sont déjà des centres importants tant à cause des facilités de communication qui existent entre eux que par la richesse des pays dans lesquels ils se trouvent. Dans l'Annam central, il n'existe à peu près aucun centre commercial notable en dehors de Quin-hone, de Hué, de Hatinh et de Vinh ; la pauvreté relative de cette partie de l'Indo-Chine met d'ailleurs obstacle à la formation de pareils centres. Dans le Tonkin, Hanoï a concentré depuis plusieurs siècles la majeure partie des transactions. Après lui, Haï-Dzuong, Ninh-Binh, Haïphong sont des centres de valeur ; dans le nord du Tonkin, Langson, Talké et Caobang méritent d'être cités, ainsi que Laokay ; mais ces villes ne pourront acquérir une importance commerciale sérieuse que si nous les relions au delta par des voies sûres et commodes.

Au point de vue industriel, rappelons les centres miniers de la Haute-Birmanie et du pays des Shans, ceux des montagnes du Cambodge, et enfin ceux de la partie septentrionale du Tonkin.

Si maintenant nous voulons résumer les conditions politiques de l'Indo-Chine exposées précédemment, nous nous bornerons à montrer la Birmanie entièrement aux mains de l'Angleterre, qui par là se dirige vers la partie méridionale du Yunnan et qui tentera sans doute de se porter vers la région supérieure du Mékong jusqu'aux frontières orientales du Tonkin ; le Siam en grande partie divisé en une multitude de principautés plus ou moins indépendantes, prêtes à secouer le joug de son autorité le jour où elles y trouveront un avantage quelconque ; le Cambodge, l'Annam et le Tonkin, désormais placés sous notre protectorat, en attendant qu'ils passent, comme la Cochinchine, sous notre absolue et unique domination, pour former l'empire français de l'Indo-Chine, empire dont nous pouvons maintenant déterminer, d'une manière scientifique, les limites futures.

5. — LES LIMITES SCIENTIFIQUES DE L'EMPIRE FRANÇAIS DE L'INDO-CHINE.

Maîtres des embouchures du Mékong et du fleuve Rouge, détenant par là les portions les plus riches de l'empire d'Annam, il est impossible que nous ne devenions pas, à une

heure donnée, les maîtres uniques de tout cet empire. La tentative de protectorat à laquelle notre gouvernement se livre dans le Tonkin et l'Annam central ne pourra servir, ainsi que nous le démontrerons dans un instant, qu'à rendre évidente à tous les yeux la nécessité, déjà reconnue par tous les hommes qui connaissent l'Indo-Chine, de transformer, à une heure plus proche peut-être qu'on ne le pense, ce protectorat en une administration directe d'abord, puis en une véritable annexion. La même évolution s'effectuera, sans aucun doute, au Cambodge, dont nous n'avons aujourd'hui que le protectorat. Nous serons contraints alors, peut-être même en verrons-nous plus tôt la nécessité, de nous préoccuper de délimiter les frontières de notre empire. Au nord et à l'est, du côté de la Chine, cette délimitation va être faite par la commission qui fonctionne déjà en vertu du traité de 1885. Si l'on adopte de ces côtés les anciennes limites du Tonkin, notre frontière devra partir du cap Pac-klung, passer au nord de Langson, de Caobang, de Tatké et de Laokay. Au sud-est de Laokay, les frontières entre le Yunnan et les États tributaires de la Birmanie et du Siam sont très vagues ; nous avons tout intérêt à leur laisser ce caractère, de façon à pouvoir les reculer un jour jusqu'au Mékong, ce que la Chine n'a aucun intérêt à empêcher si, comme il le semble, elle est résolue à entrer en relations plus suivies avec les nations de l'Europe.

A l'ouest, depuis la frontière du Yunnan jusqu'à l'embouchure du Sé-Moun, c'est le Mékong qui doit devenir la frontière de notre empire. Ainsi qu'on a pu le voir plus haut dans l'exposé de la géographie politique du Mékong, les Annamites ont jadis occupé tout le territoire qui s'étend entre les côtes de la mer de Chine et le Mékong qui, dans cette partie de son cours, se rapproche beaucoup de la mer. Ils n'ont été refoulés jusque dans la chaîne de montagnes de l'Annam que par la violence et depuis une cinquantaine d'années seulement ; jamais ils ne se sont inclinés que devant la force, soit qu'ils aient été chassés des bords du Grand Fleuve par les armées siamoises, soit qu'ils aient reculé devant les hordes des Hô ou autres pillards descendus de la Chine. Ce sont ces bandes pillardes qui détiennent aujourd'hui la plus grande partie du territoire situé entre les montagnes et la rive gauche du Mékong. Les expulser, ou les soumettre et les réduire à l'impuissance en les obligeant à res-

ter sédentaires et à vivre de leur travail comme les populations qu'ils pressurent, sera notre premier devoir le jour où nous aurons organisé l'Annam et le Tonkin. Afin d'éviter les déprédations et les violences de ces tribus, les Laotiens, tributaires du Siam, ont abandonné, sur l'ordre même de la cour de Bangkok, la rive gauche du Mékong dans toute la partie de ce fleuve supérieure à l'embouchure du Sé-Moun. Si nous faisons la police entre les montagnes de l'Annam et le Mékong, le gouvernement siamois devra nous en être reconnaissant, car nous aurons travaillé au profit de ses sujets. Mais, en même temps, nous aurons rouvert aux habitants du Tonkin méridional et de l'Annam central des routes vers le Grand Fleuve sur lesquelles ils ne tarderont pas à se lancer, car ils trouveront dans la vallée du Mékong une richesse agricole qui leur manque dans la majeure partie de l'Annam central. A partir de la rivière Sé-Moun notre empire devra dépasser les limites du Mékong, embrasser le bassin secondaire du Sé-Moun, aller rejoindre l'extrémité septentrionale du Grand Lac et embrasser les provinces de Battambang et d'Ang-Kor qui ont toujours fait partie du royaume du Cambodge. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, cette frontière est, du côté du Siam, l'extrême limite des ambitions que nous devons avoir en Indo-Chine si nous ne voulons pas nous condamner à absorber plus tard le Siam tout entier ; ce qui affaiblirait notre empire en lui donnant une extension inutile.

La frontière dont nous venons de tracer le contour général est aussi la seule qui soit véritablement scientifique. Le bassin du Sé-Moun et les bassins des affluents septentrionaux du Grand Lac sont limités à l'est par une série de crêtes montagneuses qui non seulement les isolent du reste de l'empire siamois, mais qui encore les séparent de la partie supérieure du bassin du Mékong. On a dû remarquer, en effet, qu'au nord du Sé-Moun, le Mékong ne reçoit plus aucun affluent important par sa rive droite ; tous aboutissent à sa rive gauche et viennent des montagnes de l'Annam.

En admettant que nous hésitions à absorber le bassin du Sé-Moun et la principauté de Bassac, il nous sera impossible de ne pas pousser notre frontière au moins jusqu'à la rive gauche du Mékong, sur toute la longueur du cours de ce fleuve jusqu'à la frontière du Cambodge. Nous commettrions en effet la plus lourde des fautes si nous laissions

en dehors des limites de notre empire les bassins de la Saravane et du Sé-Cong et le magnifique plateau des Bolovens que son climat tempéré et sa richesse rendent propre à la colonisation européenne elle-même.

Ce n'est certainement pas dès le premier jour que nous pourrons pousser notre domination effective jusqu'aux limites scientifiques dont nous venons de parler; ce n'est pas non plus par la force que nous voudrions acquérir ces frontières; mais les hommes placés à la tête de notre nouvelle colonie devront avoir sans cesse les yeux tournés vers le Mékong et tous les travaux publics qu'ils entreprendront devront être inspirés par l'idée de gagner les rives du Grand-Fleuve, par le plus grand nombre possible de points.

Ceci nous amène à dire quelques mots des principales voies de communication à la construction desquelles nous devons dès aujourd'hui songer.

6. — VOIES DE COMMUNICATION A CRÉER DANS L'INDO-CHINE FRANÇAISE.

Saïgon, Hué, Hanoï, Langson et la Chine. — En premier lieu, nous devons nous préoccuper d'établir des communications aussi commodes que possible entre les trois tronçons de l'empire d'Annam. Jadis une grande voie construite par les rois de Hué reliait Saïgon à Hanoï en passant à travers la province de Binh-Thuan, l'Annam central, la province de Tan-Hoa et le Tonkin méridional. Guidés par une conception politique aussi erronée que singulière, la plupart des gouverneurs qui se sont succédé en Cochinchine se sont pour ainsi dire efforcés d'isoler cette colonie du reste de l'empire d'Annam. Par suite de cette négligence les montagnes dans lesquelles le Donaï prend sa source et qui sont habitées par les tribus indépendantes des Moïs constituent une barrière à peu près infranchissable entre la Cochinchine et l'Annam. Dès qu'on arrive aux rapides du Donaï qui commencent à une journée de barque au-dessus de Bien-Hoa, on ne trouve plus que de misérables sentiers à buffles, coupés de fondrières, interrompus à chaque pas par les troncs des arbres que le vent fait tomber. Cependant les plateaux montagneux d'où naissent le Donaï et ses affluents sont d'une extrême richesse. Ils sont couverts de forêts magnifiques, entrecoupées de vastes clairières qu'arrosent

un nombre incalculable de ruisseaux et de petites rivières. Le Donai et ses affluents y présentent, entre les barrières de rapides, des biefs navigables souvent sur une grande étendue, capables de devenir le centre de riches plantations et de fortes agglomérations d'hommes si des voies de communication les reliaient au delta de la Cochinchine. Les fièvres y sont, il est vrai, fréquentes et dangereuses, mais cet état d'insalubrité serait bien vite corrigé par un défrichement raisonné des hauts plateaux que la présence de forêts trop denses transforme en marécages et par la mise en culture de ces riches plateaux. La température étant, à cette altitude, beaucoup moins élevée que dans le delta, les Européens pourraient créer dans cette région montagneuse les cultures riches auxquelles les régions basses conviennent moins. D'un autre côté, notre devoir est de faire pénétrer graduellement notre influence dans l'Annam central en l'abordant à la fois par le centre où sera notre Résident et par les extrémités. Nous ne rencontrerons dans cette dernière partie de notre tâche aucune résistance de la part des Moïs qui habitent la région montagneuse du Donai. Ce sont des populations exclusivement pastorales et agricoles, d'une grande douceur, n'ayant d'autre souci que de se mettre à l'abri des vexations incessantes dont ils sont l'objet de la part des Annamites. Issus très probablement de la race malaise, et autrefois maîtres, sinon de la totalité, du moins d'une partie de la basse Cochinchine, ils ont été refoulés par les Annamites dans les montagnes, où ils vivent péniblement de riz semé dans des portions de forêts qu'ils incendient pour les défricher. Nous trouverions parmi eux des auxiliaires pour la mise en culture des plateaux qu'ils habitent.

La Cochinchine réclame depuis longtemps l'adjonction de la province de Binh-Thuan à son territoire. Il est probable que si on la lui avait accordée, les communications dont nous regrettons l'absence seraient aujourd'hui établies, au grand profit de notre influence sur l'Annam central. C'est ce qu'avait bien compris M. Harmand dans la rédaction de son projet de traité de 1883 avec la cour de Hué. Aujourd'hui que nous avons le protectorat de l'Annam tout entier, notre devoir est de détruire la barrière qui sépare la Cochinchine de l'Annam central, en la faisant traverser par une bonne voie de communication.

Une voie semblable devra être établie entre l'Annam et le Tonkin méridional. Celle-ci existe déjà, d'ailleurs, dans un état relatif de conservation.

Il n'y a pas à craindre que ces routes compromettent la sécurité de la Cochinchine ou celle du Tonkin. Comme elles traverseraient des régions montagneuses, il nous serait toujours facile de les garder.

Routes reliant l'Annam et le Tonkin à la vallée du Mékong. — Après avoir relié entre elles les trois parties de l'Annam, nous devons nous préoccuper de les mettre en communication avec les contrées voisines, c'est-à-dire au nord avec la province chinoise de Quang-Ton; au nord-est avec celle du Yunnan; à l'est avec les principautés de Luang-Prabang, de Pone-Pissaye, de Lakhon, de Kemmerat, d'Attopeu et de Bassac. Des détails géographiques que nous avons exposés plus haut découlent tout naturellement les indications relatives au tracé que devraient suivre ces différentes voies de communication.

Routes et canaux dans l'intérieur du Tonkin. — Dans le nord de notre empire indo-chinois nous devons d'abord nous préoccuper d'établir des voies de communication faciles entre les principaux centres du Tonkin. Cette partie de l'empire d'Annam est en effet beaucoup moins riche en canaux que la Basse-Cochinchine et les routes de terre y font à peu près entièrement défaut. Dès 1883, M. Harmand, alors Commissaire général, attirait sur ce point l'attention du gouvernement français. « Dès à présent, écrivait-il, on peut affirmer que tout est à faire au Tonkin. Les routes de terre n'y existent qu'à peine, et en outre le delta ne présente pas, comme la Basse-Cochinchine, le précieux avantage d'être sillonné en tous sens par des voies navigables accessibles aux navires du plus fort tonnage et soumises aux courants alternatifs des marées. Cette situation particulière entrave gravement les communications de province à province ou de marché à marché. C'est une des causes auxquelles on doit attribuer l'état économique du Tonkin qui frappe à première vue l'œil de l'observateur le plus superficiel et qui est ainsi caractérisé : d'un côté, richesse d'un sol cultivé avec un soin extrême ; de l'autre, misère sordide des habitants. La rapacité des mandarins, l'insécurité des propriétaires et des métayers, l'état troublé du pays ne suffiraient pas à expliquer un contraste aussi

anormal. Tous ces facteurs y contribuent, sans doute, chacun pour une part diverse, mais il faut remarquer que si l'on se bornait à les invoquer tout seuls, il serait difficile d'expliquer l'aspect d'un sol dont toute partie cultivable est utilisée. Les marais consacrés à la pêche, à la pâture des oies et des canards, ne restent pas, eux-mêmes, improductifs. J'ai la conviction, je le répète, que l'état économique général du pays est une conséquence de la rareté des voies de communication¹. »

Nous avons donné plus haut des indications suffisantes sur les canaux et les routes qui existent actuellement au Tonkin; elles sont de nature à confirmer pleinement l'appréciation de M. Harmand. Notre premier soin devra être de combler cette lacune. A cet égard, une question se pose immédiatement. Devra-t-on creuser des canaux et des routes ou bien construire des voies ferrées? Pour répondre à cette question, il nous paraît suffisant, d'une part, de jeter un coup d'œil sur la carte de cette partie de l'Indo-Chine et, d'autre part, de nous rappeler quels sont les produits qui sont destinés à être transportés en plus grande quantité.

Le premier examen nous montre le delta déjà pourvu de nombreuses rivières et d'arroyos et tout entier découpé en rizières qui sont inondées pendant une partie de l'année. Le second nous indique le riz comme la seule matière pouvant être l'objet d'un transport important. Utiliser les voies navigables déjà existantes, établir entre elles des communications convenables, soit par la canalisation des arroyos, soit par le creusement de canaux nouveaux, telle est évidemment la solution qui apparaît comme la plus conforme aux conditions topographiques du delta. D'un autre côté, la matière transportable par excellence étant le riz, marchandise encombrante, lourde et de peu de valeur, il faut que les moyens de transport soient aussi peu coûteux que possible. Or, le moins coûteux de tous les moyens de transport est, sans contredit, représenté par les fleuves, les rivières et les canaux. Si les mines du Tonkin ont, ainsi qu'on l'affirme, quelque valeur, le delta aura encore à être traversé par des houilles et des minerais, c'est-à-dire par des marchandises exigeant, à un plus haut degré encore que le riz, des moyens de transport aussi bon marché que possible.

1. Document inédit.

Mais nous devons ajouter que ces travaux de canalisation ne sont pas sans présenter de très sérieuses difficultés. M. Harmand les mettait en lumière dans la lettre citée plus haut. Il écrivait : « Le sol, composé d'une argile sablonneuse suffisamment solide, non fluide comme dans la Basse-Cochinchine, déposée en couches d'une horizontalité presque parfaite, semble devoir se prêter facilement au creusement de grands canaux, mais les crues rapides des rivières et leurs dénivellements brusques, les changements incessants dans le régime des courants, doivent déterminer à chaque instant les éboulements des berges et des transports de terrains. D'autre part, les eaux, chargées, dans une proportion extraordinaire de matières terreuses, particularité qui a valu à l'artère principale le nom de Fleuve Rouge, déposent un limon si abondant que la surface du Delta s'accroît à vue d'œil. Il en résulte que l'entretien constant des voies d'eau artificielles doit être presque impossible dans les conditions ordinaires. » M. Harmand fait remarquer cependant que « la batellerie indigène a trouvé toujours ouvertes les diverses voies naturelles qui font communiquer transversalement les deux deltas du Tonkin. » Il en conclut que des conditions particulières, dont nous devons faire une étude attentive, président à la circulation des eaux et des matières solides dans les voies transversales, et il ajoute, non sans raison : « D'une façon générale, on peut ériger en principe que nous devons avant tout chercher les moyens d'entretenir les voies actuelles et leur donner les dimensions suffisantes pour que nos navires puissent les parcourir en tout temps, et de rectifier leurs courbes, à moins que les études sur le terrain ne démontrent la nécessité d'en créer d'entièrement nouvelles. »

On comprendra aisément que nous n'entrons pas ici dans le détail des travaux de canalisation à faire dans le delta du Tonkin. Il nous suffit de dire que pour les motifs exposés plus haut, c'est à ces travaux que, selon nous, devront être consacrés les premiers soins de l'administration et les premières ressources de l'impôt.

Indépendamment de la canalisation du delta, il faudra pourvoir cette partie de notre établissement des voies terrestres qui lui manquent, de manière à mettre en communication par des routes commodes les divers centres administratifs et plus tard les villages, ainsi que nous avons commencé

à le faire dans la Basse-Cochinchine. Au sujet des routes à créer dans le delta, M. Harmand écrivait, en 1883 : « Dans un pays submergé chaque année, comme le delta du Tonkin, les routes sont toutes forcément en chaussées qui atteignent une hauteur verticale considérable. Pour les élever, il est nécessaire de prendre au voisinage des terres que l'on ne peut se procurer qu'en creusant des marais, et créant des lagunes, ce qui prive les cultivateurs d'une partie de leurs champs. On pourrait procéder à une expropriation forcée, sans donner aux cultivateurs une compensation, ce qui indisposerait gravement des populations très attachées au sol, ou bien indemniser les possesseurs ou détenteurs de terrains, ce qui serait horriblement coûteux. C'est sans doute cette alternative qui a empêché les mandarins annamites de sillonner le pays de grandes routes. La seule voie véritablement digne de ce nom qui existe au Tonkin est la levée qui va de Hanoï à Nam-Dinh et à Ninh-Binh. C'est une grande digue, malheureusement interrompue par des cours d'eau et des marais profonds. Les ponts y manquent ou sont rudimentaires. Il en est de même de toutes les digues construites par les habitants pour protéger les récoltes contre les inondations, et qui servent de routes ou de sentiers; mais ces digues, élevées sans connaissances rationnelles, sans plan d'ensemble, ne peuvent rendre, en tant que voies de communication, que des services extrêmement limités; de plus, elles sont rompues chaque année par les eaux, accidents qui causent de véritables désastres. Nous serons conduits à imiter les ingénieurs annamites et à construire nos routes en vue de ce double usage : protection contre les inondations et voies de communication. »

Malgré les difficultés que peuvent rencontrer les travaux de routes dans le delta du Tonkin et les dépenses qu'ils entraîneraient, personne ne voudrait contester leur nécessité. Nous aurons à examiner à l'aide de quels procédés financiers ils pourraient être faits, afin que la métropole n'ait pas à en payer les frais.

Aux canaux et aux routes faudra-t-il ajouter, dans le Delta, des voies ferrées? Beaucoup de personnes en ont émis l'idée et le *Journal officiel* vient de publier la mise à l'étude d'un chemin de fer entre Hanoï et Bac-Ninh. Il est à craindre que la nécessité de construire en chaussées très élevées toutes les voies destinées à supporter les rails, et d'établir un

nombre extrêmement considérable de ponts, dans des conditions souvent très mauvaises, rendrait très coûteux la construction et l'entretien des voies ferrées dans le Delta. Or, nous avons vu plus haut que les principales marchandises à transporter (riz, bois, minerais et charbon, en admettant l'existence des mines) sont de trop faible valeur pour qu'elles puissent payer des frais de transport tant soit peu élevés. Si nous ajoutons que les voyageurs ne seront certainement pas très nombreux, du moins d'ici à bien des années, dans un pays où les attractions des voyages sont très rares, nous aurons mis en relief les objections qu'on peut faire à la construction des chemins de fer dans le Delta du Tonkin.

Nous ne nions pas, d'ailleurs, leurs avantages, mais nous pensons que perfectionner, en l'augmentant, son régime de canalisation, et le pourvoir de bonnes routes suffirait pour accroître considérablement la richesse des habitants. En rendant plus facile l'échange de leurs produits on en augmentera, en effet, considérablement la valeur.

En dehors du Delta, il ne faut guère songer aux rivières ni aux canaux comme voies de communication. La seule question qui se pose, relativement à cette partie du Tonkin, est celle de savoir si l'on doit se borner à faire de simples routes, ou bien s'il faut y entreprendre la construction de voies ferrées.

Les partisans des chemins de fer du Delta sont, à plus forte raison, d'avis de créer des voies ferrées dans les parties hautes du Tonkin, et plus d'un plan général de ce réseau a déjà été exposé. En premier lieu, il desservirait les localités situées en dehors du Delta, comme Langson, Caobang, Tatké, Laokay, etc.; en second lieu, on tenterait de le prolonger dans les provinces du Quang-Ton, du Quang-Si et du Yunnan. Parmi les projets d'ensemble qui ont été proposés officiellement, je me bornerai à rappeler ici celui qui a été signalé en 1885, dans un rapport de notre Résident à Hué. Après avoir indiqué l'impossibilité d'utiliser le fleuve Rouge comme grande voie commerciale, notre Résident ajoutait : « La voie qui offrirait immédiatement tous les éléments nécessaires au commerce international et à l'industrie européenne, en même temps qu'elle donnerait à la France un puissant moyen d'action, de civilisation et d'autorité dans toute l'Asie, consisterait dans la construction d'un chemin

de fer qui aurait un point du littoral de la baie d'Along ou Tien-Yen (province de Quang-Yen) comme tête de ligne, remonterait la vallée du Tam sur une partie de son étendue, pour venir franchir le Thaï-Binh aux Sept Pagodes (embouchure dans le fleuve du canal Song-Chi ou des Rapides), d'où elle enverrait un embranchement vers Langson, qui franchirait la frontière de Chine aux Portes-de-Fer, pour s'étendre dans le Quang-Si. A peu de distance des Sept Pagodes, cette voie principale enverrait un autre embranchement vers Hanoï. Continuant sa direction nord-ouest, elle remonterait d'abord la vallée du Thaï-Binh, en desservant Thaï-Nguyen, et s'engagerait ensuite sur les hauts plateaux de cette province et de celle de Cao-Bang, ville appelée probablement à un grand avenir par l'exploitation des mines d'or des lacs Ba-Bé. Les cours d'eau qu'elle remontera ensuite jusqu'à Laokaï ne semblent pas avoir d'importance. De Laokaï, que je suppose n'être pas si éloigné d'Hanoï que les cartes l'indiquent, elle suivrait la vallée du fleuve Rouge jusqu'à Mang-Hao, qu'elle devra quitter en prenant une direction nord à travers le Yunnan, desservant sur son passage les importantes et très anciennes mines d'étain de Kouï-Kieou, pour arriver enfin à la capitale Yun-An-Sen, qui serait la tête de ligne nord. De là, deux branches seraient encore possibles : l'une vers le nord-est, jusqu'à la capitale de Sé-Tchuen; l'autre vers l'ouest, jusqu'à Tali-Fou, et au delà, vers le nord-ouest, dans le Thibet¹. »

Il me paraît inutile de mettre en relief l'ampleur de ce projet. Sans doute, s'il était possible de créer un aussi vaste réseau de voies ferrées, qui nous ferait pénétrer dans l'empire chinois, à la fois par le nord, par le nord-ouest et par l'ouest; si, pour compléter cet ensemble, nous pouvions faire partir du Tonkin méridional une autre voie se dirigeant par les vallées du Song-Ma et du Nam-Kan vers Lang-Prabang, se prolongeant de là vers le sud du Yunnan: si, pour être plus complets encore, nous pouvions faire prolonger la ligne de Langson jusqu'à Canton, nous aurions créé le réseau de voies ferrées le plus étendu qui existe dans toute l'Asie; mais les personnes qui ont imaginé de si belles créations ne se sont peut-être pas suffisamment demandé si

1. Voyez : *Journal officiel*, 9 mars 1885.

leurs résultats pratiques seraient en rapport avec leur grandeur.

Or, la question qu'il importe d'abord de poser est celle de l'utilité des voies ferrées dont nous venons de parler. Disons tout d'abord que nous supposons ces voies créées d'après un système aussi économique que possible, tel que le système Decauville, ou tout autre analogue. Il est de toute évidence, en effet, qu'il y aurait folie à vouloir établir dans des régions encore en partie inhabitées, sans industrie et n'ayant qu'un commerce restreint, des chemins de fer comme ceux de l'Europe, dont une partie ne vivent que grâce au concours des États. Eh bien ! si élémentaires que l'on suppose les voies ferrées qu'on créerait dans les régions supérieures du Tonkin, nous estimons qu'elles ne pourraient de longtemps payer, par leur trafic, ni leurs frais de construction ni même ceux de leur entretien. Nous déduisons cette opinion de l'étude la plus attentive de tous les rapports des voyageurs qui ont visité les pays à traverser. En premier lieu, les frais de construction et d'entretien seraient relativement très élevés, non seulement à cause de la nature montagneuse du terrain, mais encore parce qu'il faudrait faire venir d'Europe la majeure partie des ouvriers et la presque totalité des matériaux de construction. Nous ne parlons pas du prix élevé du combustible, admettant volontiers que la houille se trouverait sur place, ainsi que l'affirment un grand nombre de personnes compétentes. En second lieu, les produits de ce réseau ferré seraient nécessairement très réduits, du moins pendant un grand nombre d'années. En effet, en dehors du Delta, la population du Tonkin est très clairsemée, les cultures sont à peu près nulles et l'industrie est tout à fait absente. Il en est de même dans les parties des provinces du Quang-Ton, du Quang-Si et du Yunnan qui avoisinent le Tonkin. A moins de pénétrer profondément dans ces provinces, le réseau ferré n'aurait ni voyageurs ni marchandises à transporter ; il coûterait très cher et ne produirait à peu près rien.

En conséquence, nous pensons qu'il n'y a pas lieu de songer, du moins pour le moment, à d'aussi grandes entreprises que celles dont nous venons de parler. Ce n'est pas l'expérience qui vient d'être faite en Cochinchine entre Saïgon et Mytho qui nous fera changer d'opinion.

Il importe cependant non seulement que les principales

villes du haut Tonkin soient mises en relations les unes avec les autres par de bonnes voies de communication, mais encore que le Tonkin lui-même puisse lier des relations sûres et faciles avec les pays voisins. Mais il nous semble que, dans l'état actuel des choses, de bonnes routes, construites sur le modèle de celles de la France, mais plus économiquement, car elles sont destinées à une fréquentation beaucoup moindre, rempliraient tous les desiderata du commerce et de la défense militaire. Parmi ces routes, un petit nombre seulement auraient le caractère des voies de grande communication. Leur tracé est indiqué par ce que nous avons dit plus haut.

Il faudra établir une bonne route entre Langson, Caobang et Thak-Ké, de manière à rendre facile la circulation des troupes sur notre frontière et à relier le delta à la ville de That-Ké, qui passe pour être le centre commercial le plus important du haut Tonkin. Il sera utile d'étudier le tracé d'une route reliant That-Ké à Laokaï. Il est même probable que cette route existe par les lacs Ba-Bé et Hai-Quiang en suivant le sommet du plateau sur lequel se trouve Laokaï. A Laokaï on trouvera la route qui se dirige vers Mang-Hao et le Yunnan. Cette voie de frontière serait d'un grand secours pour mettre le Tonkin à l'abri des attaques des pillards, car elle traverserait la seule région dans laquelle ils puissent trouver un refuge. Ce serait peut-être aussi, malgré sa longueur, la meilleure voie commerciale entre le Delta du Tonkin et le Yunnan, à cause de la richesse relative des localités qu'elle traverserait. Rien n'empêcherait d'ailleurs d'y faire aboutir d'autres voies plus directes rayonnant à partir d'Hanoï, et dont l'une par exemple passerait à Taï-Nguyen et à Tuyen-Quan.

Quant à la voie fluviale qu'on pourrait chercher dans le Fleuve Rouge entre Hanoï et Laokaï, elle a été beaucoup discutée, mais elle ne paraît destinée à aucun avenir sérieux, à cause des difficultés que présente le Fleuve Rouge dans cette partie de son cours. Nous ne pouvons que reproduire ici ce qui a été dit par les quelques voyageurs qui l'ont explorée.

Le Fleuve Rouge a été considéré pendant longtemps comme la meilleure voie de pénétration dans le Yunnan.

On faisait valoir que Mang-Hao, le point le plus élevé de sa navigabilité, n'est qu'à huit jours de marche de Yun-nan-fu,

la capitale du Yunnan. Mais le Fleuve Rouge offre, au delà de Son-Tay, de nombreux rapides qui rendent la navigation très difficile, sinon impossible, dans toute la partie de son cours qui traverse la zone montagneuse située entre Son-Tay dans le bas, Laokaï et Mang-Hao dans le haut. D'autre part, la partie orientale du Yunnan, dans laquelle se trouve la capitale de cette province, est de beaucoup la moins peuplée et la moins riche.

Le voyageur anglais Colqhoun dit à ce propos : « Maintenant que j'ai traversé une partie du Yunnan et que je me trouve sur les bords du Song-Ka (Fleuve Rouge), je crois utile de dire quelques mots de la meilleure route à suivre pour s'assurer le marché commercial du sud-est du Yunnan. Les espérances et les prévisions de de Carné et d'autres écrivains sont, à cet égard, empreintes d'une certaine exagération. Il est incontestable qu'en remontant le Fleuve Rouge les Français suivront la meilleure voie donnant accès à l'est du Yunnan. Mais ce n'est pas tout d'avoir une bonne route commerciale, il faut s'assurer le commerce du pays. Or, on peut se demander si ce commerce existe ou s'il est possible de le créer. Tout ce que nous avons vu montre la pauvreté de cette partie de la Chine et, par conséquent, l'insignifiance de son commerce. Sans doute, le Yunnan possède de grandes richesses minérales, mais le Gouvernement ne se montre guère disposé à favoriser leur exploitation. Nous avons constaté que l'est du Yunnan est mal cultivé et que la population y est clairsemée. La richesse agricole de la province est au centre, à l'ouest et dans le sud-ouest, qu'on pourrait rattacher à la Birmanie anglaise par un chemin de fer allant de Zimné à Kiang-Hung et à Ssu-Mao. D'autre part, les mines du pays de Shan sont aussi productives que celles du Yunnan, et là, il n'existe pas de prince suzerain qui puisse en interdire l'exploitation ¹. »

Un peu plus loin ², M. Colqhoun ajoute : « Ce que j'ai appris à Yuan-Kiang au sujet de la navigation du Fleuve Rouge peut se résumer en quelques mots. D'ici à Man-Hao (Mang-Hao) le fleuve coule entre des collines escarpées qui forment des bancs de rochers et de dangereux rapides ; il res-

1. COLQHOUN, *La Chine méridionale. De Canton à Mandalay*, t. II, p. 30.

2. *Loc. cit.*, t. II, p. 31-33.

semble probablement au fleuve de l'Ouest, entre Pe-Sê et Pak-Oï, où la chute était de 500 pieds en 30 milles. A certains endroits, le fleuve n'est navigable que pour de légers canots. Entre Man-Hao et le golfe du Tonkin, la chute ne doit pas excéder 250 pieds, car, à partir de Lao-Kaï, situé à trois journées de navigation en aval de Man-Hao, il y a peu d'obstacles. En amont de cette dernière ville, les rapides et les hauts-fonds sont si nombreux et les miasmes paludéens (*ch'ang*, en chinois) passent pour tellement dangereux, que les négociants y abandonnent leurs canots, chargent leurs marchandises sur des mules et des chevaux, et prennent la voie de terre pour se rendre à Ment-Zu, Lin-An et aux autres villes situées dans l'est du Yunnan.

« On nous dit qu'à Man-Hao, le fleuve a 300 pieds de largeur, comme à Yuan-Kiang, et que les montagnes de la rive gauche s'élèvent jusqu'à 6000 pieds au-dessus du niveau de la mer. L'altitude de la plaine de Men-Tzu, ainsi que nous l'avons constaté, au moyen du thermomètre à son point d'ébullition, est de 3862 pieds. Les changements de température à Man-Hao et à Yuan-Kiang, et les vapeurs miasmatiques qui émanent du fleuve et de la vallée, offrent au moins autant de dangers qu'à Pe-Sê. Il en résulte que la mortalité est aussi grande que dans la vallée du Salwenn (Salouen). »

M. Colqhoun revient ailleurs ¹ sur cette question : « Pendant notre séjour dans le sud du Yunnan, dit-il, on nous parla souvent de l'expédition française au Tonking; mais on ne semblait, à ce moment, y attacher qu'une importance secondaire. Un haut fonctionnaire, le tao-toi de Yunnan-Fu, ayant passé par l'endroit où nous nous trouvions, nous demandâmes quelle était la cause de ce déplacement du mandarin. On nous répondit, en haussant les épaules, qu'il s'agissait de peu de chose : quelques tribus rebelles à mettre à la raison. Les rebelles étaient les Français. »

« A Men-Tzu, qui est à deux journées de marche au nord de Man-Hao, nous constatâmes que le plateau où s'élève cette ville est à 3882 pieds au-dessus du niveau de la mer; la rangée de montagnes qui sépare Men-Tzu de Man-Hao et du Songka (Fleuve Rouge) a 2500 ou 3000 pieds de plus. »

« Les habitants du Yunnan redoutent le climat de Man-

1. *Loc. cit.*, t. II, p. 151.

Hao, qu'ils regardent comme malsain. Les miasmes du Songka sont, disent-ils, mortels : aussi les Yunnanais qui descendent dans la vallée regagnent-ils le même jour les hauteurs qu'ils habitent.

« J'aurais voulu pousser une pointe dans cette direction et remonter le Fleuve Rouge depuis Man-Hao jusqu'à Yuan-Kiang ; mais il nous fut impossible, même en offrant un salaire élevé, de trouver des guides à Men-Tzu, à cause de l'absence de bonne routes et l'insalubrité du climat. On nous assura qu'entre Man-Hao et Yuan-Kiang le fleuve est encaissé entre des rochers escarpés et que, dans ces gorges étroites il y a de nombreux rapides. Lorsque nous avons traversé le Songka près de la dernière de ces deux villes, nous avons constaté une élévation de 1033 pieds au-dessus du niveau de la mer, ce qui indique une chute de 783 pieds entre Man-Hao et Yuan-Kiang.

« Il résulte de ce qui précède que si les Français veulent donner suite au projet de M. Dupuis, qui est d'arriver à Yun-nan-Fu, ils doivent faire l'ascension du plateau, franchir la chaîne de collines que je viens de décrire et de là passer jusqu'à l'autre chaîne de hauteurs, après avoir surmonté de grands obstacles. Mais si Yun-nan-Fu est la capitale du Yunnan, elle est loin d'être la partie la plus riche de cette province. »

Parlant des différentes voies auxquelles il serait possible de songer pour faire pénétrer le commerce européen dans le Yunnan, M. Colqhoun dit encore : « Le travail le plus complet qui ait été publié jusqu'à présent sur la valeur comparative de ces différentes voies commerciales est celui du baron von Richthofen. Dans son grand ouvrage qui a paru en 1872 et qui n'est pas encore achevé, l'éminent voyageur, dont la haute compétence ne saurait être mise en doute, donne sans hésiter la préférence à la route française qui part du golfe du Tonkin et remonte le fleuve Sonka (Fleuve Rouge).

« Sans nier les avantages de cette voie fluviale, découverte par M. Dupuis, je ferai remarquer que ce n'est pas le sud-est du Yunnan et la région située entre Man-Hao et Yun-nan-Fu, que nous devons, nous Anglais, chercher à atteindre, mais l'ouest et le sud-ouest. Si l'on admet que tel est notre but, le Fleuve Rouge ne nous présente plus les immenses avantages mis en lumière par M. von Richtho-

fen, et qui, à première vue, paraissent incontestables.

« Le fleuve Sonka, qui traverse une partie de cette province (Yunnan) et se jette dans le golfe du Tonkin, est le débouché naturel pour le commerce du sud-est et de la région qui s'étend de Man-Hao à la capitale. Mais il sera difficile de rattacher à cette voie d'autres routes rayonnant vers l'est et l'ouest, car les obstacles à la navigation dans la partie supérieure du Fleuve Rouge sont plus considérables que Dupuis n'a paru le reconnaître.

« En amont de Man-Hao, le fleuve n'est pas navigable, même pour de légers canots, et en amont de Lao-Kaï, on ne peut employer que des barques d'un faible tirant d'eau. »

Nous avons tenu à faire ces citations du voyageur anglais Colqhoun, non pour mettre en relief les défauts qu'il reproche à la route commerciale du Fleuve Rouge vers le Yunnan, mais, au contraire, pour montrer que même d'après l'opinion de ce voyageur préoccupé d'intérêts différents des nôtres, ou pour mieux dire opposés aux nôtres, la question est loin d'être définitivement résolue.

Quoi qu'en dise M. Colqhoun, si le Fleuve Rouge était susceptible d'être rendu navigable jusqu'à Man-Hao, ce que nous devons étudier avec le plus grand soin maintenant que la pacification du Tonkin est faite, il constituerait la meilleure voie de pénétration dans le Yunnan, parce qu'il serait la voie la plus économique.

D'après M. de Kergaradec¹, la navigation est possible en toute saison jusqu'à Lao-Kaï par des vapeurs à fond plat et à roues, ne calant pas plus de 80 à 90 centimètres, et munis d'une forte machine. D'après M. de Kergaradec, une canonnière calant 1^m,80 à 1^m,90 peut naviguer jusqu'au pied des premiers rapides. Mais cette assertion ne paraît pas être exacte; les nouvelles les plus récentes établissent qu'en juillet les canonnières ne peuvent remonter à Tuan-Quan. M. de Kergaradec dit que l'on voit circuler entre Hanoi et Laokaï des jonques spéciales, pouvant porter 20 tonnes, ayant 20 mètres de long, 3 mètres de large, 1^m,20 de profondeur de cale, à fond plat. On remonte le fleuve à la gaffe ou en poussant du fond, comme sur le Mékong. On tire aussi les jonques à la cordelle. Il faut faire

1. Voy. *Revue maritime et coloniale*, 1877.

des transbordements nombreux, ou, du moins, décharger les barques en arrivant aux rapides qui sont très nombreux. En barque légère, M. de Kergaradec met dix jours pour atteindre Laokaï. De Laokaï à Manaho on emploie des embarcations différentes, longues et effilées. Dans cette étendue, le Fleuve Rouge est très encaissé ; on croirait naviguer au fond d'un gigantesque fossé.

En réalité, la question des relations du Tonkin avec le Yunnan par le Fleuve Rouge est encore loin d'être résolue. Il faut savoir non seulement dans quelle mesure le fleuve est navigable ou pourrait être rendu navigable, mais encore s'il est possible de tracer sur ses bords une bonne route.

Enfin, il faudrait aussi étudier l'importance des relations commerciales que nous pourrions entamer avec la portion du Yunnan dans laquelle nous conduirait le Fleuve Rouge. Tous les voyageurs s'accordent à dire qu'elle est l'une des moins peuplées et des plus pauvres, au point de vue agricole, de l'empire chinois ; mais tous ajoutent qu'elle est, en même temps, l'une des plus riches en gisements minéraux exploitables.

En admettant que le Fleuve Rouge ne soit pas et ne puisse pas être rendu commodément navigable entre Hong-Hoa et Lao-Kaï, la question se poserait d'une voie à établir le long du fleuve. Or, il est plus que probable que, soit la construction d'un chemin de fer, comme on l'a proposé, soit celle d'une simple route présenterait les plus grandes difficultés. Autant que nous en pouvons juger, d'après les récits des voyageurs et d'après les analogies, la vallée dans laquelle coule le Fleuve Rouge entre Hong-Hoa et Lao-Kaï doit être, dans la majeure partie de son étendue, extrêmement étroite, ou pour mieux dire, tout à fait nulle. La règle générale pour les fleuves à rapides de l'Asie est que, dans la portion de leur cours où se montrent les rapides, les berges sont très élevées et taillées à pic, le fleuve pouvant, dans ces points, être comparé à un gigantesque torrent encore en train de creuser son lit parmi les roches. Il n'est donc pas probable que l'on puisse songer à établir une route le long du Fleuve Rouge. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, il sera, sans doute, préférable de gagner Lao-Kaï par les voies plus longues de Hanoï à Lang-Son, Cao-Bang, That-Ké et les lacs Ba-Bé, ou bien de Hanoï à Thaï-Ngyen et à Tuyen-Quan, puis à Lao-Kaï. La première de ces routes qui serait de

beaucoup la plus longue, serait probablement aussi la plus productive, à cause de la richesse des localités par lesquelles elle passerait. Dans tous les pays encore imparfaitement peuplés et ne présentant que des ressources commerciales peu considérables, les voies les plus courtes ne sont pas toujours les meilleures. Dans ces pays-là, il n'est pas non plus nécessaire de se préoccuper de la rapidité ; il faut, avant tout, chercher les commodités du voyage, c'est-à-dire passer par les points les plus peuplés et les plus susceptibles de recevoir un développement agricole ou commercial. Or, on peut affirmer, d'après tout ce qui a été dit des pays dont nous parlons, que la région montagneuse et boisée située entre le Fleuve Rouge et la rivière claire est des moins peuplées et des plus incultes qui existent au Tonkin ; les plateaux situés au nord-est de la rivière claire, plateaux sur lesquels sont bâtis Lang-Son, Cao-Bang, That-Ké et où s'étendent les lacs Ba-Bé, offrent de bien meilleures conditions. C'est pourquoi nous pensons qu'il faudrait d'abord se préoccuper de les explorer et de les faire traverser par une route qui en relierait les principaux points et qui irait rejoindre à Lao-Kaï la partie supérieure du Fleuve Rouge.

On a déjà songé à établir une deuxième grande artère de communication dans la partie méridionale du Tonkin. D'après ce que nous avons dit plus haut, il faudrait faire suivre à cette voie la vallée du Song-Mâ. Elle partirait de Tan-Hoa, suivrait toute la vallée du Song-Mâ qui est lui-même navigable sur une très grande partie de son cours, puis, arrivée aux plateaux d'où naît le Song-Mâ, elle enverrait vers Lao-Kaï une branche de bifurcation qui se maintiendrait sur le haut du plateau, tandis qu'une autre branche descendrait de l'autre côté de la ligne de séparation des eaux et parcourrait la vallée du Nam-Hou pour aller se terminer à Luang-Prabang.

En résumé, trois grandes voies terrestres doivent être, aussitôt que possible, établies au Tonkin, dans le but de relier cette portion de notre empire indo-chinois aux pays voisins : une route reliant Saïgon à Hué, à Hanoï et à Lang-Son et pénétrant dans le Quang-Si ; une autre reliant Lang-Son à That-Ké, à Cao-Bang et à Lao-Kaï, en suivant les hauts plateaux ; une troisième reliant la vallée du Song-Mâ à Lao-Kaï d'une part et à Luang-Prabang de l'autre. Nous ne croyons pas à la nécessité d'établir pour ces routes des voies ferrées ; nous demanderions seulement que leur tracé fût étudié avec le

plus grand soin au double point de vue du passage à travers les localités les plus peuplées et les plus susceptibles de devenir des centres agricoles ou commerciaux et de la moindre dépense en travaux d'art. Au début, pourvu que les chars à bœufs et les canons puissent y circuler librement, nous nous déclarerions satisfaits. Nous estimons, en effet, que dans un pays vierge, mieux vaut une route rudimentaire que pas de route du tout; or, si nous nous proposons, dès le début de l'occupation du Tonkin, de créer des routes semblables à celles de notre pays, nous serions arrêtés par l'immensité de la dépense.

Routes et canaux à créer de l'Annam central. — Dans l'Annam central, trois routes devraient être construites aussitôt que possible : l'une reliant Vinh (Ngé-An) au Mékong, à travers la chaîne montagneuse et en suivant le trajet indiqué plus haut (voy. p. 494), c'est-à-dire : de Vinh, par la vallée du Song-Ca, jusqu'aux montagnes, traversant la ligne de séparation des eaux et redescendant vers Boun-Cang sur le Mékong par la vallée du Nam-Chane. Par cette route nous mettrions en relations l'Annam central avec le plus grand bief navigable du Mékong, celui qui s'étend sur une ligne de 400 kilomètres, entre l'embouchure du Nam-Chane au nord et celle du Sé-Moun au sud. Une deuxième route devra relier la baie de Tourane et la ville de Hué au plateau des Bolovens, à Attopeu et à Bassac; elle unirait à l'Annam non seulement le magnifique plateau des Bolovens et les riches principautés de Bassac et d'Attopeu, mais encore le bassin de la Saravane, celui du Sé-Cong et celui du Sé-Moun, qui est déjà en relation avec Korât. Par cette route nous pourrions détourner vers l'Annam central une grande partie du commerce du Mékong moyen et du Siam supérieur qui se porte aujourd'hui vers Korât et de là vers Bangkok. Il ne faut pas oublier, en effet, que la plupart des produits qui font l'objet du trafic de la région dont nous venons de parler sont plutôt destinés à la Chine qu'à l'Europe. Il n'est pas douteux non plus que par cette route les Annamites gagneraient rapidement le riche plateau des Bolovens et ne manqueraient pas d'y créer des établissements, sous notre protection. Enfin, une troisième route devrait relier Hué à Saïgon en suivant un tracé analogue à celui de l'ancienne route royale de Gia-Long. Par elle la Cochinchine serait mise en relations avec l'Annam central dont la sépare aujourd'hui la barrière

de montagnes dans laquelle le Donai prend sa source.

Une seconde route jouissant des mêmes avantages généraux que la précédente, mais traversant l'Annam plus au sud, pourrait relier Attopeu et le plateau des Bolovens à l'excellent port de Quin-Hone.

Dans l'Annam central, il y aurait à créer non seulement les voies terrestres dont cette partie de l'Indo-Chine est privée comme les autres, mais encore des canaux. En ce moment, grâce à la lagune de Hué et à un canal creusé de main d'homme, reliant la rivière de Hué à la rivière Viète, on peut aller par eau de la ville de Hué au cap Hay, qui est à 100 kil. dans le nord, et dans le sud jusqu'à Can-Hai, à 50 kil. Les vallées du Song-Ca et du Song-Ma étaient déjà reliées l'une à l'autre par une canalisation très riche, certaines personnes pensent qu'il serait aisé de mettre Hué et Hanoi en communication par des canaux. Si cette entreprise est praticable, elle est sans aucun doute l'une des plus fructueuses parmi celles que nous devons réaliser.

Routes et canaux à créer dans la Cochinchine et le Cambodge.

— Nous ne parlerons pas des voies de communication à créer dans la Basse Cochinchine et dans le Cambodge. Ainsi qu'on l'a vu plus haut, la partie méridionale de notre empire indo-chinois est la plus riche de toutes en cours d'eau et en canaux navigables. La plupart sinon la totalité de ses centres commerciaux sont reliés les uns aux autres par des arroyaux canalisés ou par des canaux. Perfectionner ce système en l'améliorant, supprimer les dos d'âne qui se forment dans un certain nombre de passages transversaux par suite de la lutte des marées et qui entravent souvent la circulation, ouvrir s'il le faut des voies aquatiques nouvelles plus commodes, tel pourrait être le premier souci de nos ingénieurs. Il aurait sans aucun doute mieux valu employer les ressources de la Cochinchine à ces travaux qu'à la construction de chemins de fer dont les frais d'établissement et d'entretien sont très considérables tandis que les voyageurs sont peu nombreux et que les marchandises à transporter sont de trop minime valeur pour être à même de payer des tarifs rémunérateurs. Le chemin de fer de Saïgon à Mytho vient à l'appui de cette opinion. Si nous en croyons les renseignements que nous avons reçus à son sujet, il constituerait une entreprise véritablement ruineuse. Cependant Mytho est situé sur le trajet de toutes les marchandises qui se rendent

au Cambodge ou qui en descendent. Mais ces marchandises sont surtout des bois, des pierres, de la chaux, du riz, c'est-à-dire des objets encombrants et lourds, de peu de valeur, auxquels les canaux conviennent admirablement. Si le chemin de fer de Saïgon à Mylho est menacé d'insuccès, en revanche, les bateaux des messageries fluviales qui circulent dans la Basse Cochinchine et le Cambodge et dont la première idée remonte à un homme de grande hardiesse et de grande valeur commerciale, mon compatriote et ami Larrieu, mort à Saïgon, les messageries fluviales, dis-je, font, paraît-il, d'excellentes affaires.

Dans toutes les parties hautes de la Cochinchine et du Cambodge il reste encore à faire, comme nous l'avons dit, des routes nombreuses et indispensables à la mise en valeur de terrains qui sont d'une grande richesse, mais qui n'ont jamais été exploités à cause de l'absence de moyens de communication avec le delta.

7. — COUP D'ŒIL HISTORIQUE SUR L'EXPANSION DE LA FRANCE DANS L'INDO-CHINE.

Maintenant que nous connaissons les conditions géographiques, agricoles, commerciales et industrielles dans lesquelles se trouve l'Indo-Chine, nous devons jeter un coup d'œil sur les efforts qui ont été faits par la France pour y fonder un établissement colonial. Notre intention n'est pas de faire ici l'histoire de nos luttes militaires sur le sol de l'Indo-Chine; aurions-nous cette intention que la place nous manquerait pour la réaliser. Nous nous bornerons à marquer les grandes étapes de notre marche dans l'Indo-Chine, depuis le jour où un Français y mit pour la première fois le pied jusqu'à celui où les traités de Pnom-Penh, de Hué et de Tien-Tsin ont établi notre domination sur tout l'empire d'Annam et le royaume du Cambodge.

Les Annamites appartiennent comme les Chinois à la race mongole. Venus probablement des hauts plateaux de l'Asie, ils étaient, 2550 ans environ av. J.-C., établis dans le sud de la Chine, entre les fleuves Yang-Tsé-Kiang au nord et le Song-Ca au sud, c'est-à-dire dans le Tonkin actuel. Les Chinois leur donnaient alors le nom de Giao-Chi, c'est-à-dire « doigts écartés », pour faire allusion sans doute à l'écartement du gros orteil qui est, en effet, assez prononcé dans la race

annamite. Quant au pays qu'ils habitaient, il était connu des Chinois sous le nom de Nam-Giao ou Nan-Kiao. Depuis cette époque reculée jusque vers l'an 250 av. J.-C. le peuple annamite vit à l'état pastoral, sans constituer une véritable nation. Jusqu'en 968 de l'ère moderne, la nation annamite, pourvue d'un gouvernement propre mais toujours limitée entre le Yang-Tsé-Kiang et le Song-Ca, lutte pour son indépendance, d'une part contre la Chine, d'autre part contre les Ciampas, peuple d'origine malaise qui habitait la Cochinchine et l'Annam actuel et dont j'ai observé moi-même les derniers descendants dans le massif montagneux de la Haute Cochinchine et de la province de Binh-Thuan sous les noms de Moïs et de Chams. A partir de l'année 968 le peuple annamite est affranchi de l'empereur de la Chine, il est gouverné par des rois de sa propre race, mais il continue à lutter contre les Ciampas toujours maîtres de la partie méridionale de l'Annam central et de la Cochinchine. A partir de 1600 les Ciampas cèdent enfin la place aux Annamites dans les provinces de la Basse Cochinchine. Il existe alors deux vice-royautés : celle du Tonkin et celle de la Cochinchine, réunies sous la dynastie des Lê. Dans les provinces de la Cochinchine l'autorité de cette dynastie n'est pas contestée, mais dans le nord, qui était soumis, comme vice-royauté, à la dynastie des Trinh, les montagnards de l'ouest ou Tay-son se soulèvent en 1773, chassent la dynastie des Trinh et établissent celle des Nguyen, qui va bientôt s'efforcer de prendre dans tout l'Annam la place des Lê. Après des luttes sanglantes et des alternatives de succès et de défaites, le chef de la dynastie des Nguyen, Nguyen-Anh, aidé par des Français, l'emporte définitivement sur les Lê, et sous le nom de Gia-Long constitue l'empire d'Annam. Celui-ci s'étend alors des frontières du Quang-si à celles du Siam; le Cambodge lui-même est absorbé dans le domaine de Gia-Long, qui par ses qualités de gouvernement peut être comparé aux plus grands monarques de l'Europe. Gia-Long meurt seulement en 1820. Il avait signé avec Louis XVI le premier traité qui ait établi des relations officielles entre la France et l'Annam. C'est à Gia-Long que sont dus la plupart des travaux de canalisation de l'Annam, la construction de la grande route royale qui reliait la Chine au Cambodge, la modification des lois annamites, l'organisation définitive de la magnifique administration dont nous parlerons dans un instant. A Gia-

Long succéda Trinh-Mangh, dont le règne, de 1820 à 1842, fut marqué par une tentative avortée de centralisation à outrance, par la haine des Européens et par la plus terrible cruauté; Tien-Tri régna ensuite de 1840 à 1847. Sous son règne les Siamois s'emparent du Cambodge sur les Annamites et proclament Neac-ong-duong roi du Cambodge, en le constituant tributaire de Bangkok. Ils ravissent au Cambodge les provinces de Battambang, Ang-kor et le Laos méridional qui avaient jusqu'alors fait partie de ce royaume. Depuis plus d'un siècle le Cambodge était sous l'influence des Annamites; il se trouvera désormais sous celle du roi de Siam jusqu'à ce qu'il passe sous le protectorat de la France. En 1847, Tu-Duc, second fils de Tien-Tri, lui succéda sur le trône; c'est sous son règne que se produira la dislocation définitive du royaume de Gia-Long; il signe, en 1852, le traité qui nous abandonne les trois provinces de Saïgon, de Mytho et de Bien-Hoa, et l'île de Poulo-Condor. Il perd, en 1867, les trois provinces de la Basse Cochinchine, Vinh-Long, Chau-Doc et Ha-Tien; en 1874, il signe un traité qui reconnaît à la France la pleine et entière souveraineté en Basse Cochinchine, et lui ouvre un certain nombre de ports de l'Annam et la navigation du Fleuve Rouge. Tu-Duc meurt le 20 juillet 1883, après trente-six ans de règne, au moment où la France s'empare du Tonkin et va placer l'Annam tout entier sous son protectorat¹.

Nous ne connaissons rien des relations de l'Europe avec l'Annam avant la fin du seizième siècle. C'est en 1596 que le premier missionnaire, le dominicain espagnol Diego Adverte, y mit les pieds, et c'est vers la même époque que des navires portugais y entreprirent les premières opérations commerciales. En 1629 le célèbre voyageur Marco Polo visite les provinces de Bin-Thuan et de Baria; en 1624 le Père de Rhodes y fonde la première église catholique sérieuse; en 1639 il y compte 82000 chrétiens et fonde sur cette base la Société des missions étrangères. En 1637 les Hollandais entrent en relations commerciales avec le Tonkin. Vers la même époque les Anglais et les Français y font quelques tentatives, mais

1. Voyez pour l'histoire de l'Annam, le livre très intéressant de M. l'abbé Ad. LAUNAY, *Hist. anc. et mod. de l'Annam*. Cet ouvrage est particulièrement utile pour l'histoire ancienne de l'Annam et pour celle des missions européennes dans ce pays.

ne tardent pas à abandonner la place. Seuls les Hollandais établis à Hung-Yen, alors ville de 2000 maisons « mal construites et habitées par des pauvres gens qui étaient des soldats en garnison », réussirent assez bien et reçurent même de Lê-Thân-Tung, roi de Hué, l'offre du pays occupé par les Nguyen. Leur occupation dura, avec un court intervalle d'abandon, jusqu'en 1700, où les Hollandais furent expulsés par les Trinh. En 1749, Pierre Poivre abordait en Cochinchine dans le but de proposer un traité de commerce entre la France et le roi de Hué, mais il ne put aboutir à ses fins. Les commerçants européens, en effet, y étaient alternativement bien et mal reçus par les rois de l'Annam, de même que les missionnaires étaient tantôt traités avec de grands honneurs, tantôt persécutés et mis à mort. La période du plus grand succès des missionnaires fut celle qui succéda à la prise de possession du pouvoir par Nguyen-Anh, plus tard Gia-Long. L'évêque d'Adran, Mgr Pigneaux, lui avait rendu à l'époque de ses malheurs les plus grands services; devenu roi, Gia-Long sut s'en montrer reconnaissant. Nguyen-Anh étant poursuivi par les Tay-son avait trouvé asile et protection auprès de l'évêque d'Adran; celui-ci lui proposa même de le faire appuyer par Louis XVI, et il vint dans ce but en France, amenant avec lui le jeune fils du prince fugitif. Louis XVI consentit, en 1787, à signer un traité par lequel il promettait à Nguyen-Anh l'aide de troupes françaises en échange de la baie de Tourane et de l'île de Poulo-Condor et de la promesse d'une armée annamite de 40 000 hommes pour le cas où nos établissements en Asie seraient menacés par une puissance quelconque. L'exécution de ce traité fut entravée par les événements qui ne tardèrent pas à surgir en France et qui emportèrent l'un des signataires. Pendant tout son règne Gia-Long se montra le protecteur et l'ami des Européens; mais, avant de mourir, effrayé des progrès des Anglais dans l'Inde, il faisait à son fils et successeur Minh-Mang des recommandations contre les Européens qui ne furent que trop bien suivies.

En 1824 Ming-Mang chassait de Hué M. Chaigneau, consul de France et ancien ami de son père; en 1825, il refusait de recevoir le capitaine de vaisseau de Bougainville, envoyé extraordinaire du roi de France; en 1831, il repoussait la demande que lui adressait M. Laplace, capitaine de vaisseau, de reconnaître M. Chaigneau comme notre consul. En

1847, sous le règne de Tien-Tri, survient le premier conflit entre l'Annam et la France ; cinq corvettes annamites qui avaient menacé d'attaquer la *Gloire* et la *Victorieuse*, frégates françaises commandées par Lapierre et Rigault de Genouilly, furent détruites dans la baie de Tourane. Tien-Tri en mourut de chagrin. Sous le règne de Tu-Duc, les persécutions contre les missionnaires prennent une grande intensité, les missionnaires français Schæffler et Bonnard sont massacrés par ses ordres en 1851, et en 1852 la France fait entendre des réclamations. Celles-ci n'ayant pas été écoutées, M. de Montigny, commandant du *Catinat*, détruit l'un des forts de Tourane. En 1857, un évêque espagnol, M. Diaz, ayant été arrêté et exécuté au Tonkin, la France et l'Espagne se mettent d'accord pour obtenir réparation des violences commises contre leurs nationaux et contre les chrétiens de l'Annam qu'on estimait alors au chiffre total de six cent mille.

Le 31 août 1858, une expédition franco-espagnole commandée par l'amiral Rigault de Genouilly et par le colonel espagnol Langerote arrive à Tourane, s'empare des forts, s'établit sur la presqu'île qui limite au sud l'entrée de la rade et s'y maintient en dépit des efforts faits par les Annamites pour l'en chasser. Cependant la maladie emportant nos hommes les uns après les autres, et nos navires ne pouvant pas entrer dans la rivière de Hué à cause de la barre qui obstrue cette rivière, l'amiral Rigault de Genouilly change de direction et va s'emparer de Saïgon (18 mars 1860), puis il retourne à Tourane après avoir détruit la citadelle de Saïgon ou Gia-Dinh, ne gardant que le fort du Sud. Revenu à Tourane, l'amiral Rigault de Genouilly s'empare inutilement du camp retranché des Annamites ; puis il rentre en France, laissant le commandement au contre-amiral Page ; celui-ci détruit le 18 novembre les batteries des forts de Kieng-Chang, au nord de la baie de Tourane et au-dessus de la ville, près de la rivière de Hué ; mais cette action reste infructueuse et, le 23 novembre 1860, le gouvernement donne l'ordre d'abandonner Tourane pour concentrer toute l'action de la France sur la Basse Cochinchine.

La garnison de Saïgon, commandée par le commandant d'Ariès à la tête de 800 hommes, était alors bloquée par une armée annamite de 12 000 hommes, qui avait établi autour de la ville un vaste camp retranché. Nous n'occupions que

Saïgon et Cholon. L'amiral Charner y débarquait le 21 janvier 1861 avec 3000 hommes de troupe et une forte division navale; le 25 et le 26 février, il s'emparait des ouvrages annamites de Ki-Hoa malgré une résistance acharnée, et il occupait successivement Tong-Kéou, Noc-Moun, le Rach-Tra, puis Tram-Bang, et enfin Tay-Ninh, poste par lequel nous entretenmes immédiatement des relations avec le Cambodge, ravi de la défaite des Annamites ses ennemis séculaires.

Bientôt les trois provinces supérieures de la Cochinchine étaient en notre pouvoir et l'amiral Charner écrivait au ministre de la marine, en parlant des trois autres : « Si j'avais mille hommes de plus, je prendrais les trois provinces; mais aurais-je assez de monde pour les garder? Je dois m'attacher à ne pas faire un pas en arrière, notre prestige en dépend¹. » Il est regrettable que le manque de troupes ait empêché l'amiral Charner de prendre les trois provinces du sud, car jusqu'en 1867 elles restèrent un foyer d'insurrections incessantes qui mirent plus d'une fois en péril l'avenir de notre colonie.

En dehors d'une tentative d'insurrection à Go-Cong, réprimée par M. Vial, et quoique l'empereur Tu-Duc eût mis à prix les têtes des Français et celles des Annamites qui s'étaient ralliés à nous, les trois provinces conquises ne tardèrent pas à retourner à la vie normale. L'amiral Charner avait pris la sage mesure de ne pas toucher à l'organisation des communes annamites; il s'était borné à remplacer par des administrateurs français les préfets (Phu) et sous-préfets (Huyen) annamites qui avaient abandonné leurs postes; les administrateurs étaient revêtus des pouvoirs des Phus et des Huyens annamites. A la fin de 1861, l'amiral Charner, considérant l'expédition comme terminée, remettait ses pouvoirs à l'amiral Bonnard et quittait la Cochinchine.

Le gouvernement de l'amiral Bonnard fut marqué, au point de vue militaire et diplomatique, par la prise de Bien-Hoa, par une expédition contre Vinh-Long, dans le sud, et contre Baria, dans le nord, par la préparation des prélimi-

1. Voyez pour l'histoire de la conquête de la Cochinchine : Léopold PALLU, *Histoire de l'Expédition de Cochinchine* en 1861. M. Léopold Pallu, qui s'est si brillamment distingué dans la retraite de l'armée de l'Est en 1870, était alors lieutenant de vaisseau attaché à l'état-major de l'amiral Charner; il commandait la compagnie de marins abordeurs qui prit une part considérable à l'affaire des lignes de Ki-Hoa.

naires d'un traité de paix, par une insurrection formidable à Gocong, au Rach-Tra et à Thioc-Nien, que nos troupes purent comprimer, et enfin par la signature, à Hué même, d'un traité de paix par lequel la cour d'Annam nous reconnaissait la pleine possession des trois provinces de Saïgon, de Mytho et de Bien-Hoa, et s'engageait à nous payer, en dix années, une indemnité de guerre de 20 millions de francs en lingots d'argent. Au point de vue administratif, l'amiral Bonnard fut moins heureux que dans le domaine militaire et diplomatique. Séduit par une idée généreuse mais fausse, il tenta de rétablir les Phus et les Huyens Annamites et de borner le rôle de la France à celui d'un simple contrôle. Le résultat fut une suite indéfinie de rébellions. Nous reviendrons plus tard sur cette question quand nous parlerons de l'organisation de notre empire indo-chinois.

A l'amiral Bonnard succéda l'amiral de Lagrandière, auquel était réservé l'honneur de faire rentrer, sans coup férir, dans les limites de notre domaine colonial, les trois provinces méridionales de la Cochinchine, et de contracter avec le roi du Cambodge un traité qui plaça ce royaume sous notre protectorat. A lui aussi revient l'honneur d'avoir organisé sur des bases solides, parce qu'elles étaient conformes au génie du peuple Annamite, l'administration de notre nouvelle colonie.

Nous nous bornerons à rappeler, pour terminer cet historique succinct, qu'en 1870, pendant la guerre franco-allemande, le gouvernement Annamite fit une dernière tentative auprès du gouverneur de la Cochinchine, amiral de Cornulier, en vue d'obtenir l'abandon de la Cochinchine par la France. Pendant ce temps, le Tonkin se révoltait contre le roi de l'Annam et bientôt notre intervention dans ce pays allait entraîner un nouveau démembrement de l'empire de Tu-Duc.

En 1873, un commerçant français, M. Dupuis, qui fournissait des armes au gouvernement chinois du Yunnan, remonta deux fois le Fleuve Rouge avec des chargements d'armes, malgré la mauvaise volonté et l'opposition des gouverneurs du Tonkin. Le gouvernement Annamite se plaint au gouverneur de la Cochinchine, amiral Dupré; celui-ci envoie au Tonkin Francis Garnier pour faire une enquête. Garnier n'avait avec lui que 212 hommes dont 24 Asiatiques; il était accompagné de M. de Trentinian, lieu-

tenant d'infanterie de marine, et d'Harmand. Ayant pris la défense de Dupuis, il est bientôt l'objet de la malveillance et des menaces des Annamites ; on essaye même d'empoisonner son eau. Il s'empare alors de la citadelle d'Hanoï, puis de Hung-Yen, de Hai-Dzuong, de Nin-Binh, de Nam-Dinh. Cependant les Annamites, aidés des Pavillons noirs, se dirigent contre Hanoï qu'ils enveloppent. Dans une sortie trop hardie, Garnier est tué. M. Emez traite avec le gouvernement Annamite, mais au moment où il allait conclure un traité avantageux il est interrompu par l'arrivée de M. Philastre. Celui-ci ordonne l'abandon de toutes les places sur lesquelles flottait déjà notre pavillon et il conclut le déplorable traité de 1874 qui, en sanctionnant notre départ du Tonkin, allait inspirer aux Annamites une confiance nouvelle en leurs forces et l'espérance de nous chasser un jour de l'Indo-Chine. M. Philastre avait stipulé que tous les Annamites s'étant déclarés nos partisans seraient respectés dans leurs personnes et dans leurs biens ; à peine nos soldats étaient-ils partis que plus de 20 000 individus furent massacrés, 70 000 furent chassés de leurs maisons et dépouillés de tous leurs biens, 300 villages qui s'étaient prononcés en notre faveur furent brûlés. Le traité se bornait à stipuler l'ouverture du Fleuve Rouge à la navigation et celle des ports annamites de Qui-Nhone et Hai-Phong au commerce de toutes les nations ; les Annamites reconnaissaient notre pleine et entière souveraineté sur toute la Cochinchine, clause bien inutile, car elle ne faisait que ratifier un fait irrémédiablement accompli depuis près de dix ans. Le gouvernement annamite s'y déclarait indépendant de la Chine. De ce déplorable traité, signé à Saïgon le 15 mars 1874 par l'amiral Dupré, devaient surgir toutes les difficultés avec lesquelles nous sommes aux prises depuis cette époque dans l'extrême Orient.

Ayant violé l'article du traité qui protégeait nos partisans, Tu-Duc ne tarda pas à violer celui dans lequel il déclarait se soustraire à la vassalité de la Chine. En 1881 il envoyait solennellement son tribut annuel à l'empereur de Chine en lui écrivant : « Les montagnes et les cours d'eau de l'Annam sont immobiles et reçoivent les ordres de votre dynastie ; tous les royaumes tributaires ne demandent qu'à aller vous offrir tribut continuellement. L'époque du tribut étant arrivée, j'éprouve le plus vif désir de me conformer

aux règlements et d'aller vous l'offrir, afin que Votre Majesté daigne s'apercevoir de la sincérité de mon respect et de mon obéissance, et pour que mon humble pays puisse mettre au jour les sentiments de respectueuse affection qu'il a pour Elle. » Afin de bien marquer la signification de cette lettre, l'Empereur de Chine, sans doute avec l'assentiment de Tu-Duc, la fit insérer dans la *Gazette de Pékin*, journal officiel de l'Empire du Milieu. Tu-Duc, prévoyant que la violation du traité de 1874 ne pouvait manquer de lui créer des difficultés avec la France, se tournait vers la Chine et sollicitait sa protection contre notre pays. Le Fleuve Rouge était toujours fermé aux Européens et nous n'avions retiré du traité de 1874 que l'humiliation de notre départ du Tonkin. En 1882, Rivière est envoyé au Tonkin par le gouverneur de la Cochinchine, amiral Dupré, avec mission de procéder à l'exécution de la clause du traité relative à la liberté et à la sécurité de la navigation sur le Fleuve Rouge ; mal traité par les autorités locales, il s'empare d'Hanoï, puis de Nam-Dinh ; il est tué dans une sortie faite pour dégager Hanoï, et alors commence la campagne du Tonkin sur laquelle nous n'insisterons pas ici parce qu'elle est dans toutes les mémoires. Cette campagne, prolongée pendant toute la durée du ministère Jules Ferry, aboutit à la conclusion de deux traités, l'un avec la Chine et l'autre avec l'Annam, et à l'établissement de notre protectorat sur le Tonkin et sur l'Annam central.

A côté de ces traités, nous devons rappeler celui de Pnom-Penh, qui a placé le Cambodge sous notre protectorat effectif. Nous reparlerons plus bas de ces traités et de la situation qu'ils nous ont faite dans l'Indo-Chine.

8. — ORGANISATION DES ADMINISTRATIONS ANNAMITE ET CAMBODGIENNE. — ORGANISATION DE L'EMPIRE FRANÇAIS INDO-CHINOIS. — CE QUI A ÉTÉ FAIT. — CE QU'IL FAUT FAIRE.

En ce qui concerne les institutions politiques et sociales et l'organisation à leur donner, nous devons distinguer l'Annam du Cambodge. Nous parlerons successivement de ces deux parties très différentes de notre empire Indo-Chinois.

1^o *Organisation du royaume d'Annam.*

Le gouvernement de l'Annam peut être considéré comme une monarchie sans aristocratie, sans clergé et sans religion officielle, avec des institutions démocratiques et une forte décentralisation communale. En haut de l'échelle sociale se trouve le monarque, souverain absolu, entouré de ministres; en bas, la commune, organisée de façon à constituer le rouage fondamental de la machine gouvernementale; entre le roi et la commune, un nombre considérable de fonctionnaires de divers ordres, relevant du monarque et ne pouvant aborder telle ou telle fonction que s'ils sont pourvus de tels ou tels grades littéraires acquis au concours.

Les provinces et les autorités provinciales. — Le royaume est divisé en provinces d'inégale étendue et d'inégale importance, ayant à leur tête des gouverneurs. Certaines provinces sont réunies sous l'autorité d'un gouverneur général. Chaque province est divisée en préfectures (Phus) et sous-préfectures (Huyens). Les communes sont groupées, pour certains intérêts communs seulement, en cantons ayant à leur tête des chefs de canton élus. Les gouverneurs, préfets et sous-préfets sont nommés par le roi; ils sont responsables seulement devant lui et ses ministres.

Dans chaque province il existe, à côté du gouverneur, un chef du service administratif (Bo-Chanh en Quan-Bo); un chef du service judiciaire, ou lieutenant-criminel (An Shat ou Quan An), un commandant militaire (Lanh-Binh).

Le chef du service administratif, ou Quan-Bo, a sous ses ordres les préfets (Phus) et les sous-préfets (Huyens). Il a dans ses attributions « toutes les affaires relatives à l'administration du personnel, à l'établissement et à la rentrée des impôts, à l'observation des rites, à l'instruction publique, aux recettes et aux dépenses faites par le magasin provincial, au recrutement, à l'armement, à l'habillement, à la nourriture et à la solde des troupes, à l'entretien ou à la construction des routes, ponts, canaux, édifices¹. Il a aussi la direction du « bureau des rites qui s'occupe de

1. LURO, *Le pays d'Annam, Etude sur l'organisation politique et sociale des Annamites*, p. 112. L'ouvrage de Luro, écrit par un homme qui a pris part pendant de nombreuses années à l'administration de la Cochinchine et qui a joué un rôle important dans l'organisation de notre colonie, est le plus complet qui existe sur ce sujet.

l'instruction publique, de l'enregistrement des phénomènes météorologiques et astronomiques, des cérémonies rituelles; entre autres : l'hommage mensuel à la tablette du roi, l'hommage bi-mensuel à la tablette de Confucius¹. »

Le Chef du service judiciaire (An Shah ou Quan An) n'est à proprement parler que le Lieutenant-criminel du Gouverneur de la province; « il connaît, en appel ou en révision, des affaires jugées en premier ressort par les préfets et sous-préfets. (Nous verrons en effet tout à l'heure en parlant de la justice que les préfets et sous-préfets sont juges en même temps qu'administrateurs). Les jugements comportant la peine du bâton sont soumis à la révision du Lieutenant-criminel, qui décide alors en dernier ressort. Les jugements comportant condamnation à une peine plus grave, après révision par le Lieutenant-criminel, sont rédigés au nom du gouverneur et renvoyés au ministre des Peines pour subir un dernier examen². »

Le chef du service judiciaire est aussi chargé du service des courriers qui transportent les dépêches officielles. Il n'y a pas en Annam de service postal pour les particuliers. Les courriers sont fournis par les communes dans lesquelles existent des relais ou *trams*; en échange de ce service exceptionnel, la commune est exemptée de fournir le contingent militaire.

Le Commandant militaire est placé sous les ordres du gouverneur de la province, même lorsqu'il appartient aux plus hauts grades, comme cela existe pour quelques provinces offrant un intérêt militaire exceptionnel. Il n'a que la direction militaire des troupes; nous avons vu en effet que les services du recrutement, de l'habillement, de l'entretien de la solde, etc., des troupes, sont placés sous l'autorité du chef du service administratif, ou Quan-Bo.

Tels sont les rouages principaux de l'administration annamite. Nous n'entrerons pas dans des détails qui ne seraient pas ici à leur place; mais, après avoir examiné l'organisation de la commune qui est la base de tout le système, nous indiquerons les règles suivies dans l'organisation de la justice, de l'armée, de l'impôt.

Le lecteur se rendra alors un compte plus exact des fonc-

1. LURO, *loc. cit.*, p. 110.

2. LURO, *loc. cit.*, p. 113.

tions qui appartiennent à chacun des chefs de service. Ces notions nous permettront de tracer ensuite avec plus de fruit les lignes principales de l'organisation que nous avons adoptée en Cochinchine et de celle que nous devons appliquer dans notre empire Indo-Chinois.

La commune et les pouvoirs communaux. — La commune Annamite est une petite oligarchie élective.

Tous les habitants de chaque commune sont divisés en deux catégories : les *inscrits* (Dzân-Bô) et les *non-inscrits* (Dzân-Lâu). Les seconds ne payent pas la contribution personnelle, leurs noms ne figurent pas sur les actes des impôts, ils ne peuvent pas prendre part à la gestion des affaires communales. Le nombre des inscrits d'une commune ne doit jamais diminuer. Quand un inscrit meurt, son nom doit être remplacé sur le rôle des contributions par celui d'un nouvel inscrit. Les communes ont, par suite, un intérêt sérieux à ce que le nombre de leurs habitants ne diminue pas. L'État prend à cet égard la défense de leurs intérêts et des lois sévères interdisent l'émigration des familles. Quand un individu sort du royaume pour n'y plus rentrer, on fait payer à sa famille une somme importante; aussi, généralement, la famille émigre-t-elle en totalité. C'est grâce à cette émigration, ordinairement consécutive à des revers de fortune, ayant pour but d'éviter les poursuites des créanciers, que la race annamite a graduellement envahi le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine, qu'elle gagne chaque jour du terrain dans le Cambodge et qu'elle pénètre peu à peu, par une foule de points, dans la vallée du Mékong.

Les inscrits seuls peuvent prendre part à la gestion des affaires communales en devenant *notables*. Ceux-ci sont de deux ordres, les *notables mineurs*, ne remplissant que des fonctions secondaires; telles que celles de chef de la police rurale, surveillance du marché, secrétaires de la commune, de la pagode, etc., etc., et des *notables majeurs*, qui peuvent remplir toutes les fonctions supérieures. Les notables sont nommés pour un temps déterminé, variable suivant les localités, par leurs prédécesseurs. Ils constituent le conseil de la commune, mais les notables majeurs seuls ont voix délibérative; les notables mineurs n'assistent aux délibérations qu'avec voix consultative. Les notables majeurs exercent chacun une fonction spéciale, pour laquelle ils sont désignés par leurs pairs; ils élisent le maire. Celui-ci est

l'agent exécutif proprement dit de la commune; c'est le seul fonctionnaire communal dont la nomination soit soumise à la ratification par le gouvernement; il n'est pas, comme dans notre pays, le président ni le chef du conseil des notables, mais simplement l'agent du conseil, son représentant auprès du gouvernement dont il reçoit les ordres intéressant la commune. Il est responsable vis-à-vis du gouvernement de l'inexécution des ordres de l'administration, s'il ne la prévient pas en temps voulu de cette inexécution. C'est lui qui est chargé de la police de la commune; il est punissable s'il laisse commettre des délits sans en avertir l'administration et sans faire arrêter les délinquants. Il est le gardien des rôles d'impôts établis par les notables; il lève les impôts et les verse entre les mains de l'administration. Il est assisté dans cette fonction par deux notables qu'on peut considérer comme ses adjoints: le Huang-Thân et le Huang-Hao. Les notables ont l'habitude de choisir, pour remplir les fonctions de maire « un homme fin, insinuant, habile parleur, ingénieux à défendre ses administrés, à leur éviter des charges, à leur gagner des privilèges. C'est l'avocat d'office de la commune dont il doit présenter toutes les requêtes à l'administration; il est aussi chargé de viser les pétitions des particuliers et de légaliser les signatures ¹. »

Aux notables et au maire incombent non seulement la direction de la police de la commune, la répartition et la perception des impôts, mais encore la gestion des biens communaux, la direction des travaux d'intérêt communal, l'instruction de toutes les affaires judiciaires, tant au civil qu'au criminel, la reddition de la justice en conciliation et en première instance, la répartition des charges militaires, l'inscription et la conservation des actes entre particuliers.

Sans entrer dans des détails qui seraient déplacés ici, nous croyons nécessaire de passer en revue ces diverses fonctions, car sans leur connaissance il est impossible d'avoir une idée de la société annamite et par conséquent d'apprécier sainement le mode d'administration qu'il convient d'appliquer à notre empire Indo-Chinois, dans le double but de réduire au minimum nos frais d'occupation et d'administration, et de nous concilier les populations placées sous notre autorité.

1. Luro, *loc. cit*, p. 166

Disons d'abord que tout individu n'a pas le droit de s'établir dans une commune. Il faut en obtenir la permission du maire et pour cela se faire connaître, fournir des indications précises sur les lieux où l'on a déjà habité et des certificats de moralité, ou bien devenir propriétaire dans la commune.

Cela nous amène à dire quelques mots de la façon dont se créent les communes annamites. Ils ne seront pas inutiles pour la compréhension de notre rôle futur dans l'Indo-Chine. Rien n'est plus simple que les règles suivies dans l'Annam pour la création d'une commune nouvelle, création facile et fréquente, étant donnés les vastes espaces encore inoccupés de cet immense empire et les formations alluvionnaires incessantes qui se produisent à l'embouchure des grands fleuves. Une famille ayant trouvé un terrain inoccupé à sa convenance demande à l'autorité provinciale la permission de s'y établir; après une enquête rapide, et s'il n'est formé aucune opposition sérieuse à la demande, l'administration de la circonscription procède, sur place, à la délimitation du territoire de la nouvelle commune, à celle des propriétés que les nouveaux colons se proposent de cultiver et à celle des terrains qui, n'étant pas encore demandés, restent la propriété de l'État, en vue de concessions nouvelles; puis la municipalité s'organise. Le fondateur principal prend le nom de maire et en exerce immédiatement les fonctions, en s'adjoignant un certain nombre des nouveaux propriétaires comme notables. A mesure que la population augmente, soit par la multiplication des individus, soit par l'arrivée de nouveaux colons, l'administration de la commune, d'abord concentrée entre les mains d'un seul ou d'un petit nombre d'hommes, se complique, le nombre des notables augmente, les fonctions diverses sont partagées entre les notables, et la commune ne tarde pas à avoir tous ses rouages administratifs.

Mais dès le premier jour de sa fondation, la commune est considérée par le gouvernement Annamite comme une personne civile pouvant acquérir et aliéner ses biens (sous la réserve de ne pas aliéner la nue-propriété) et ester en justice; dès les premiers jours aussi, c'est elle qui établit les rôles des contributions, perçoit les impôts, fait sa police, etc., dans les conditions que nous allons brièvement exposer.

Il n'existe pas dans l'Annam d'autre police que celle des communes. C'est le maire qui en est le chef; sous sa responsabilité certains notables exercent les fonctions d'officiers de paix, organisent et dirigent les gardes de nuit fournies par les habitants et chargées de veiller à la sécurité publique. La nuit est divisée en cinq veilles de deux heures chacune; des rondes sont faites plusieurs fois dans la nuit autour du village et dans les arroyos voisins; le mô (sorte de tambour très retentissant), frappé à de longs intervalles, d'un petit nombre de coups, indique la sécurité; quand, au contraire, il se présente quelque événement imprévu et grave, les sons qu'il rend sous les coups redoublés dont il est frappé réveillent tout le village et appellent tous les hommes au secours des gens de garde. Quand un malfaiteur est saisi par ces derniers, il est conduit au maire, qui commence l'action judiciaire.

Toute action judiciaire, tant au criminel qu'au civil, a son point de départ dans la commune. C'est l'administration municipale qui fait elle-même la première instruction de toutes les affaires, interroge les parties et les témoins et enfin prononce soit le jugement définitif, soit le renvoi devant le tribunal du sous-préfet ou du préfet.

La justice. — En matière criminelle, les notables et le maire jugent sans recours les délits et font exécuter le jugement. La loi indique avec soin les peines qui peuvent être prononcées par ce tribunal; elles sont légères. Si le délit ou le crime entraîne, d'après la loi annamite, qui est très précise et très formelle, la peine du bâton ou une peine plus grave, les notables se bornent à instruire l'affaire, à entendre et consigner par écrit les dépositions du coupable et des témoins; puis ils transmettent les pièces à l'administration préfectorale. Le sous-préfet ou le préfet, juge en premier ressort; écrit son jugement et le renvoie au Lieutenant-criminel pour révision, s'il y a lieu. La décision du Lieutenant-criminel varie elle-même suivant la nature de la peine à encourir. Si le crime ou délit n'entraîne que la peine du bâton, il juge en dernier ressort et fait exécuter le jugement. Si la peine encourue est le travail forcé, l'exil ou la mort, il rend son jugement, le fait rédiger, au nom du gouverneur de la province qui est censé juger lui-même, et transmet tout le dossier au ministre de la justice. Celui-ci juge en dernier ressort, puis soumet le jugement au roi,

dont la sanction est nécessaire si le crime entraîne la peine de mort. Tout crime emportant une peine capitale passe donc nécessairement par trois juridictions : il est instruit par les notables de la commune, jugé en premier ressort par le préfet ou le sous-préfet, en dernier ressort par le Lieutenant-criminel de la province agissant au nom du gouverneur, en révision par le ministère de la justice, et enfin, s'il y a condamnation à mort, la peine est soumise à la sanction du roi. On ne manquera pas de remarquer que dans toutes les juridictions, la fonction judiciaire est exercée par le pouvoir administratif. Les Annamites n'ont, en effet, aucune idée de ce que nous appelons la séparation des pouvoirs. Tout administrateur est en même temps un juge, et c'est ainsi l'administration qui a l'autorité suprême sur l'armée.

En matière civile, les procédés judiciaires adoptés sont à peu près les mêmes, mais le principe sur lequel est basée la justice annamite exerçant au civil est totalement différent du nôtre. Le juge annamite considère toujours l'une des parties comme coupable d'un délit et comme punissable des peines appliquées aux délits ou aux crimes. Si la partie plaignante a raison, celle qui a commis le tort est condamnée non seulement à sa réparation matérielle comme chez nous, mais encore à une peine telle que le bâton, le travail forcé, etc. Si, au contraire, la partie plaignante a tort, elle est condamnée à l'une des peines matérielles dont nous venons de parler, comme si elle avait commis un délit ou un crime. Dans tous les cas, l'affaire civile est d'abord jugée en conciliation par les notables, dont le jugement est très fréquemment adopté par les parties. Si ces dernières ne veulent pas accepter la décision municipale, elles se rendent devant le préfet ou le sous-préfet, accompagnées de l'instruction faite dans la commune et du jugement rendu par les notables. L'administration juge en premier ressort, et les parties peuvent encore aller devant le Lieutenant-criminel, puis en mission devant le ministère.

Dans tous les cas et à tous les degrés, la justice annamite est entièrement gratuite, du moins en théorie, car il n'y a aucun déshonneur, ni pour le notable ni pour l'administrateur chargés de juger, à recevoir des épices; celles-ci sont données par les deux parties et le taux en est pour ainsi dire réglé par la coutume; ajoutons qu'il est toujours faible et

que l'on peut réellement considérer la justice annamite comme gratuite¹.

L'armée. — C'est encore la commune qui est la base de l'organisation de l'armée annamite. Chaque commune est tenue de fournir un nombre de soldats proportionné au chiffre des inscrits, nombre toujours peu considérable. Elle recrute ces hommes comme il lui convient, mais s'ils désertent, elle est tenue de les remplacer. D'ordinaire, pour ne pas dire toujours, les hommes fournis par la commune sont des volontaires auxquels elle donne une solde plus ou moins forte pendant tout le temps qu'ils restent à l'armée. Les notables et les gens riches évitent ainsi le service militaire. Quand un soldat déserte pendant plus d'un mois, l'administration militaire en informe le Quan-Bo; celui-ci transmet le renseignement à la commune en lui demandant soit de ramener le déserteur, soit de fournir un remplaçant; l'un ou l'autre est conduit, par les soins de la commune, au Quan-Bo qui l'envoie au régiment. Ainsi, non seulement la commune fournit les soldats, mais encore, comme elle en est responsable, elle les paye pour qu'ils restent au service et elle les recherche ou les remplace quand ils désertent.

1. Dans l'Annam, tous les administrateurs étant juges, c'est par les épices des justiciables qu'ils augmentent les appointements dérisoires dont ils sont pourvus. La solde d'un gouverneur de province est de 25 francs par mois en sapèques, plus un certain nombre de rations pour sa nourriture et celle de sa maison, et un costume officiel. Un sous-préfet touche 3 francs par mois et 1 hectolitre de riz pour lui et sa famille. Les maires et autres fonctionnaires municipaux exercent leurs fonctions gratuitement. Il n'est donc pas étonnant que les épices soient devenues une coutume regardée comme fort naturelle par tout le monde. D'ailleurs elles sont toujours payées par les deux parties, et au grand jour, ce qui fait qu'elles ne peuvent guère influencer sur le jugement: « Il est bien difficile au juge, fait remarquer Luro (*loc. cit.*, p. 138) de prononcer contrairement au droit, car il s'expose, s'il s'écarte des prescriptions de la loi, à voir la chose découverte par les juridictions supérieures et sévèrement punie. » Il ajoute: « En réalité, les fonctionnaires annamites, touchant une solde dérisoire, vivent fort modestement. Les cadeaux que reçoit un préfet, ou un sous-préfet, élèvent à peine sa solde à 2000 ou 3000 francs. » Luro fait remarquer que la coutume de si mal payer les fonctionnaires résulte non seulement de la modicité des recettes du Trésor, mais encore de « cette idée fausse que le lettré, disciple de Confucius, appelé aux fonctions publiques comme le plus sage, le plus digne et le plus vertueux de ses concitoyens, remplit un sacerdoce; qu'il doit, en conséquence, apporter dans l'exercice de ses fonctions l'esprit de renoncement aux richesses et l'amour de la vertu et du devoir. Il a donc paru naturel aux hommes d'État annamites, imbus des idées de l'école de Confucius, d'oublier les besoins de l'homme en ne payant pas le fonctionnaire. »

Grâce à ce système, l'administration n'a pas à se préoccuper du recrutement des troupes; c'est sur la commune que ce service repose. Ajoutons que c'est l'administration civile, c'est-à-dire le Quan-Bo, qui reçoit les hommes fournis par les communes, qui les transmet aux commandements militaires, et qui les nourrit, les solde et les équipe. Le commandement militaire n'a donc pas à s'occuper d'autre chose que des services techniques dont nous n'avons évidemment pas à parler ici.

Les impôts. — Enfin, c'est encore sur la commune que reposent la répartition et la perception des impôts directs. Ces derniers sont de deux sortes : l'impôt personnel ou impôt de capitation et l'impôt foncier. Les impôts indirects sont représentés par : les douanes de frontière et les douanes intérieures, ou droits de navigation, la ferme de l'opium.

L'impôt personnel ou de capitation est payé d'après un rôle dressé tous les cinq ans dans chaque commune. Tous les hommes qui figurent sur ce rôle portent le titre d'inscrits. On peut les diviser en trois classes : 1° celle des exempts qui ne payent pas la contribution personnelle et ne sont astreints ni au service militaire ni à la corvée; elle comprend les hommes âgés de plus de soixante ans, les infirmes, les indigents, les fonctionnaires de l'État; 2° celle qu'on pourrait appeler des demi-exempts; elle comprend les jeunes gens de dix-huit à vingt ans, les courriers et les satellites des préfets et des sous-préfets, les hommes âgés de cinquante-cinq à soixante ans, ceux qui sont atteints d'infirmités récentes; tous ceux-là payent la demi-taxe personnelle, mais ils sont exempts du service militaire et de la corvée ou prestation en nature; 3° la classe dite des « robustes », est composée de tous les hommes de vingt à cinquante-cinq ans qui n'entrent dans aucune des deux catégories précédentes; ceux-là payent la taxe personnelle entière et sont astreints au service militaire et à la corvée. C'est d'après le nombre de ces inscrits « robustes » qu'est fixé le contingent militaire imposé à la commune. Les « robustes » ne peuvent échapper à ce service qu'en se faisant remplacer par des volontaires, à la condition que ceux-ci soient également inscrits. Le recensement dont nous venons de parler est fait avec le plus grand soin par les communes et à leurs frais; il est contrôlé par l'administration, qui lui donne la sanction officielle à l'aide d'un édit

particulier pour chaque commune. C'est d'après cet édit, portant le nombre d'inscrits de chaque catégorie, que l'impôt personnel ou de capitation est perçu par les communes; celles-ci en versent le produit dans la caisse du Quan-Bo de la province. Chaque année, les communes apportent dans le rôle les modifications nécessitées par les décès, les départs et les condamnations pénales; quant aux mutations de catégories déterminées par l'avancement en âge, les infirmités ou autres causes analogues, elles ne sont faites qu'au recensement quinquennal suivant; dans l'intervalle, les inscrits payent les impôts et subissent les autres charges d'après la catégorie dans laquelle ils figurent au dernier recensement. L'État évite ainsi les causes de pertes et celles-ci sont supportées uniquement par les communes. Tout inscrit qui disparaît de la commune pour une cause quelconque, même la mort, doit être signalé à l'administration par le maire de la commune et remplacé sur les rôles par un autre inscrit; si, plus tard, le premier revient, on ajoute son nom au rôle, dont on ne fait pas disparaître son remplaçant. Il en résulte un bénéfice pour l'État, puisque le nombre des inscrits de la commune se trouve augmenté.

L'impôt personnel est, dans l'Annam, une ligature¹ de quatre décimes, lorsque le village a des terrains communaux, et seulement d'une ligature de trois décimes s'il n'y a pas de communaux. Chaque personne paye en outre un décime dit « des liens », destiné à couvrir les pertes faites par l'État lorsque les liens des ligatures se rompent. En principe, la corvée ou prestation est due en nature par tous les inscrits « robustes », tout corvéable ayant d'ailleurs le droit de se faire remplacer si bon lui semble. Elle n'a pas de durée fixe; c'est avec elle que sont faits dans l'Annam tous les travaux publics. L'administration qui a décidé l'exécution d'un travail le répartit entre les communes voisines, et celles-ci l'exécutent à l'aide des corvées, sous la surveillance de l'administration².

1. La ligature est formée de six cents sapèques ou petites pièces de monnaie en zinc, percées d'un trou par lequel on fait passer une corde de rotin; la ligature vaut environ 75 centimes.

2. En principe, comme nous le disons plus haut, les corvées doivent être faites en nature. En fait, les communes rachètent souvent à prix d'argent les corvées qui leur sont imposées par l'administration. Les mandarins ont un moyen fort simple pour aboutir à ce résultat qui est tout à leur avantage. Quand un travail est à faire, ils réunissent les représentants des communes et

L'impôt foncier est réparti et perçu par les communes d'après une sorte de cadastre dont il est intéressant de dire quelques mots. Dans l'Annam, la propriété individuelle existe comme en France; elle est transmissible par vente, legs, échange, etc., comme dans notre pays, mais il n'existe ni notaires, ni receveurs d'enregistrement; c'est la municipalité qui est chargée de ces fonctions pour toutes les propriétés situées sur son territoire. Elle dresse tous les actes relatifs à la transmission de la propriété; l'authenticité de ces actes résulte de la signature apposée par les notables chargés de cette fonction. Il est fait ensuite trois copies des actes : l'une qui reste dans les archives de la commune, l'autre qui est remise aux intéressés et une troisième qui est envoyée au Quan-Bo, au chef de service administratif de la province, pour être conservée dans ses archives. C'est d'après ces actes que sont établis les rôles de la propriété foncière. Ajoutons que tous les actes sont rédigés, copiés, conservés, etc. gratuitement; de sorte que la propriété se trouve débarrassée des droits énormes de transmission qu'elle paye dans notre pays. La commune ayant entre les mains tous les actes de propriété, l'authenticité de ces actes étant établie par elle-même, et, d'un autre côté, une copie des actes se trouvant entre les mains de l'administration centrale, rien n'est plus facile que de contrôler les rôles de la propriété foncière dressés par les communes, rôles établis pendant le dixième mois de chaque année, et mis au courant de toutes les mutations survenues dans l'année. En tête du rôle figurent les terres communales sous deux rubriques différentes : 1° les terres « communales », qui sont la propriété absolue de la commune, que cette dernière a achetées de ses deniers et qu'elle peut louer, vendre, etc., sans aucun contrôle de l'État; 2° les terres « publiques », qui proviennent de dons faits à la commune par les particuliers ou par l'État, en vue de lui créer des ressources perpétuelles; la commune ne peut pas les aliéner; elle n'en a que l'usufruit.

Sur le rôle de l'impôt foncier, toutes les terres du domaine

leur imposent des conditions si onéreuses qu'ils demandent à se racheter à prix d'argent; le mandarin y consent moyennant une somme déterminée dont une partie seulement est consacrée aux travaux, tandis que l'autre entre dans sa poche; dans ces conditions le travail est nécessairement mal fait. C'est là une des causes principales de l'absence de voies de communication dans l'Annam.

communal sont divisées en plusieurs catégories soumises à un impôt différent : les rizières herbeuses qui sont les mieux inondées et les plus imposées ; les rizières élevées, moins arrosées et moins imposées ; les cultures d'aréquier, de poivriers, de bétel, de cocotiers, de palmiers d'eau, de légumes, etc. : ce sont les plus imposées. L'impôt foncier est payé en nature pour les rizières et en sapèques pour les autres cultures.

Les notables des communes perçoivent l'impôt foncier et le versent entre les mains du Quan-Bo de la province.

A l'impôt foncier qu'elles perçoivent au nom de l'État, les communes peuvent ajouter des décimes communaux dont l'État ne surveille ni l'établissement, ni la perception, ni l'emploi. Comme ce sont les notables, c'est-à-dire les gens les plus riches et par suite les plus imposés de la commune qui établissent ces impôts communaux, les abus sont peu nombreux. C'est à l'aide de ces ressources propres que la commune pourvoit à tous ses services, tels que le paiement de ses soldats, les travaux propres à son territoire, etc.

La propriété. — Nous n'avons pas tort, on le voit, de dire, au début de ce chapitre, que la commune est, dans l'Annam, le rouage principal de tout l'organisme administratif. C'est sur elle en effet que reposent tous les services administratifs, judiciaires, militaires, financiers du royaume ; c'est elle aussi qui préside à la transmission de la propriété, transmission, d'ailleurs, réglée autant que possible par la coutume et par les lois. La loi en effet, consacre les droits absolus du père de famille en tant que transmission de la propriété ; les seuls biens qu'elle protège, en dehors du bien « public », sont les biens du « culte ». On entend ainsi une part de biens que tout père de famille a le droit de distraire de son héritage en le destinant au culte des ancêtres, culte exercé directement par les membres de la famille. La loi déclare cette part inaliénable et elle prescrit au membre de la famille qui en a la jouissance l'obligation d'en consacrer le produit au culte de ses ancêtres ; elle l'oblige ainsi à le transmettre intact à ses héritiers ; mais, dans la pratique, l'usufruitier des biens du culte en utilise presque toujours le produit pour sa propre subsistance et souvent il l'aliène d'une façon quelconque. Dans le dernier cas, l'autorité de la commune d'abord, de l'administration ensuite, n'intervient que sur la plainte de l'un des membres

de la famille; mais elle punit toujours sérieusement la dilapidation.

En réalité, l'État ne s'occupe pas plus de ce qui se passe dans la famille que de ce qui se passe dans la commune, et quand une discussion d'intérêt survient entre les membres d'une famille ou entre deux familles de la commune, les notables, qui sont les premiers appelés à juger l'affaire, sont aussi le mieux en mesure de se prononcer sagement, puisqu'ils ont dressé et ont entre les mains tous les actes relatifs aux propriétés situées sur le territoire communal.

2° Règles à suivre dans l'organisation de l'administration française de l'Annam.

Après cette étude, il nous sera facile de dégager les règles que nous devons suivre dans l'organisation de cette partie de l'empire Indo-Chinois qui est représentée par le royaume d'Annam. Il ne faut pas oublier, en effet, que tout ce qui précède se rapporte exclusivement à l'Annam; nous avons laissé de côté le Cambodge, dont l'organisation est tout à fait différente de celle de l'Annam.

Les règles de l'organisation coloniale doivent varier suivant le climat, le caractère des habitants, leurs mœurs, leurs coutumes, leur organisation politique, etc. Une nation européenne qui se propose de coloniser un pays intertropical dans lequel les individus de race blanche ne peuvent ni vivre indéfiniment ni faire une souche indéfinie devra adopter des procédés de colonisation tout différents de ceux qu'elle mettrait en pratique dans un pays à climat tempéré où elle trouve toutes les conditions climatiques nécessaires à sa vie et à sa multiplication. Pour prendre des exemples, on ne devra pas adopter les mêmes règles de colonisation aux États-Unis, au Canada, en Australie, que dans l'Indo-Chine ou dans l'Afrique occidentale.

En second lieu, l'organisation à donner à une colonie doit varier suivant que celle-ci est plus ou moins peuplée, suivant qu'elle est déjà pourvue d'un gouvernement régulier et d'une administration bien hiérarchisée, ou bien qu'elle est encore à l'état de sauvagerie et dépourvue d'institutions politiques et sociales. On n'agira pas de la même façon dans l'Annam et en Algérie qu'au Sénégal, à Assinie ou au Congo.

La conduite devra également être différente suivant que les institutions politiques de la colonie sont aristocratiques ou démocratiques. A cet égard, nous trouvons dans l'Indo-Chine française elle-même deux types très différents : l'Annam et le Cambodge. L'un et l'autre sont, il est vrai, des royautes absolues, mais le premier a pour base de toutes ses institutions la commune et la propriété individuelle, et il n'a pas d'autre aristocratie que des lettrés gagnant leurs grades au concours, c'est-à-dire une aristocratie de fonctionnaires ; le second ne connaît pas la commune, il ignore la propriété individuelle, il a une aristocratie féodale, partageant avec le roi la domination et l'exploitation du peuple. Il est bien évident que l'organisation coloniale devra être tout à fait différente dans ces deux pays.

Partant de ces principes, considérant l'Annam comme une colonie de civilisation relativement avancée, à climat ne permettant ni la multiplication indéfinie de notre race, ni le séjour indéfini des mêmes individus, nous prendrons pour règle de l'organisation de cette colonie le respect de ses institutions politiques et sociales, dans la mesure du possible. Nous devons considérer les habitants de la colonie comme nos associés dans l'œuvre de civilisation et de progrès que toute colonisation bien faite doit avoir pour objectif.

3° Organisation générale de l'Indo-Chine française. Cochinchine. Cambodge. Tonkin. Annam central.

Après tout ce que nous venons de dire, il nous sera aisé de tracer en quelques pages les lignes principales de l'organisation que nous voudrions voir appliquer à notre empire indo-chinois.

Le Commissaire général de l'Indo-Chine française. — En premier lieu, nous croyons qu'il est indispensable d'en lier toutes les parties, en les plaçant sous une direction générale unique. Quel que soit le titre qu'on veuille lui donner, il faut qu'un seul homme soit mis à la tête de ce vaste établissement colonial. Mais, comme toutes les parties de cet ensemble ne sont pas soumises aux mêmes conditions politiques, il faut que chacune conserve une certaine indépendance. En conséquence, sous les ordres d'un Commis-

saire de la République dans l'Indo-Chine française¹, nous placerions trois Résidents principaux, dans le Tonkin, dans l'Annam et dans le Cambodge. Quant à la Cochinchine,

1. Le titre de « Résident général » est imposé par l'article 5 du traité du 6 juin 1884 pour l'Annam et le Tonkin. Nous croyons utile de donner ici le texte de traité.

Le Gouvernement de la République française et celui de Sa Majesté le roi d'Annam voulant empêcher à jamais le renouvellement des difficultés qui se sont produites récemment, et désireux de resserrer leurs relations d'amitié et de bon voisinage, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires savoir :

Le Président de la République française :

M. Patenôtre (Jules), officier de l'ordre national de la Légion d'honneur, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de la République près de Sa Majesté l'empereur de Chine ;

Et Sa Majesté le roi d'Annam ;

Leurs Excellences Nguyen Van-Thong, premier régent, ministre de l'intérieur ;

Thuant-Duat, ministre des finances, et Ton-Thuan-Phan, chargé des relations extérieures, ministre des travaux publics par intérim ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. — L'Annam reconnaît et accepte le protectorat de la France.

La France représentera l'Annam dans toutes ses relations extérieures.

Les Annamites à l'étranger seront placés sous la protection de la France.

Art. 2. — Une force militaire française occupera Thuan-An d'une façon permanente. Tous les forts et ouvrages militaires de la rivière de Hué seront rasés.

Art. 3. — Les fonctionnaires annamites, depuis la frontière de la Cochinchine jusqu'à la frontière de la province de Ninh-Binh, continueront à administrer les provinces comprises dans ces limites, sauf en ce qui concerne les douanes, les travaux publics et, en général, les services qui exigent une direction unique ou l'emploi d'ingénieurs ou d'agents européens.

Art. 4. — Dans les limites ci-dessus indiquées, le gouvernement annamite déclarera ouverts au commerce de toutes les nations, outre le port de Qui-Nhon, ceux de Tourane et de Xuan-Day. D'autres ports pourront être ultérieurement ouverts après une entente préalable. Le Gouvernement français y entretiendra des agents placés sous les ordres de son résident à Hué.

Art. 5. — Un résident général, représentant du Gouvernement français, présidera aux relations extérieures de l'Annam et assurera l'exercice régulier du protectorat, sans s'immiscer dans l'administration locale des provinces comprises dans les limites fixées par l'article 3.

Il résidera dans la citadelle de Hué avec une escorte militaire.

Le résident général aura droit d'audience privée et personnelle auprès de S. M. le roi d'Annam.

Art. 6. — Au Tonkin des résidents ou résidents-adjoints seront placés par le gouvernement de la République dans les chefs-lieux où leur présence sera jugée utile. Ils seront sous les ordres du résident général.

Ils habiteront dans la citadelle et, en tout cas, dans l'enceinte même réservée au mandarin ; il leur sera donné, s'il y a lieu, une escorte française ou indigène.

Art. 7. — Les résidents éviteront de s'occuper des détails de l'administration intérieure des provinces. Les fonctionnaires indigènes de tout ordre continue-

nous la placerions sur l'autorité directe du Commissaire général de l'Indo-Chine. Celui-ci jouirait, en ce qui concerne la Cochinchine, de pouvoirs semblables à ceux du gouverneur. Le Commissaire général de l'Indo-Chine aurait seul le droit de correspondre directement avec le gouvernement français.

Le Résident du Cambodge serait placé, comme ceux du

ront à gouverner et à administrer sous leur contrôle; mais ils devront être révoqués sur la demande des autorités françaises.

Art. 8. — Les fonctionnaires et employés français de toutes catégories ne communiqueront avec les autorités annamites que par l'intermédiaire des résidents.

Art. 9. — Une ligne télégraphique sera établie de Saïgon à Hanoï et exploitée par des employés français.

Une partie des taxes sera attribuée au Gouvernement annamite qui concédera, en retour, le terrain nécessaire aux stations.

Art. 10. — En Annam et au Tonkin, les étrangers de toute nationalité seront placés sous la juridiction française.

L'autorité française statuera sur les contestations, de quelque nature quelles soient, qui s'élèveront entre Annamites et étrangers, de même qu'entre étrangers.

Art. 11. — Dans l'Annam proprement dit, les Quan-Bos percevront l'impôt ancien sous le contrôle des fonctionnaires français et pour compte de la cour de Hué.

Au Tonkin, les résidents centraliseront avec le concours des Quan-Bos le service du même dépôt, dont ils surveilleront la perception de l'emploi. Une commission composée de commissaires français et annamites déterminera les sommes qui devront être effectuées aux diverses branches de l'administration et aux services publics. Le reliquat sera versé dans les caisses de la cour de Hué.

Art. 12. — Dans tout le royaume, les douanes réorganisées seront entièrement confiées à des administrateurs français. Il n'y aura que des douanes maritimes et de frontières placées partout où le besoin se fera sentir.

Aucune réclamation ne sera admise en matière de douanes, au sujet des mesures prises jusqu'à ce jour par les autorités militaires.

Les lois et règlements concernant les contributions indirectes, le régime et le tarif des douanes, et le régime sanitaire de la Cochinchine seront applicables aux territoires de l'Annam et du Tonkin.

Art. 13. — Les citoyens ou protégés français pourront, dans toute l'étendue du Tonkin et dans les ports ouverts de l'Annam circuler librement, faire le commerce, acquérir des biens, meubles et immeubles et en disposer. Sa Majesté le roi d'Annam confirme expressément les garanties stipulées par le traité du 15 mars 1874 en faveur des missionnaires et des chrétiens.

Art. 14. — Les personnes qui voudront voyager dans l'intérieur de l'Annam ne pourront en obtenir l'autorisation que par l'intermédiaire du résident général à Hué ou du gouverneur de la Cochinchine.

Ces autorités leur procureront des passeports qui seront présentés au visa du gouvernement annamite.

Art. 15. — La France s'engage à garantir désormais l'intégrité des États de S. M. le roi d'Annam, à défendre ce souverain contre les agressions du dehors et contre les rébellions du dedans.

A cet effet, l'autorité française pourra faire occuper militairement, sur le

Tonkin et de l'Annam, directement sous l'autorité du Commissaire de la République. Nous verrons plus bas de quelle façon le Cambodge devrait être organisé. Quant à l'Annam central et au Tonkin, leur situation est réglée par le traité de Hué.

Le siège du Commissaire général de l'Indo-Chine devrait être à Saïgon. Il est vrai que la ville de Saïgon est très éloignée du Tonkin, mais elle domine le Cambodge, elle n'est pas éloignée du Siam, où nous avons des intérêts politiques considérables à surveiller, et elle est l'aboutissant de toute la partie inférieure du Cambodge. En outre, Saïgon est le port le plus beau et le plus sûr de toute l'Indo-Chine; c'est là que nous devons établir le centre de nos forces militaires et maritimes indo-chinoises dont il sera parlé plus loin. Enfin, à Saïgon existent déjà tous les éléments de la civilisation européenne et toutes les relations rapides par mer avec le reste du monde. Pour tous ces motifs, nous pensons que Saïgon doit être le siège du gouvernement général de l'Indo-Chine, tandis qu'on ne devra laisser à Hué qu'un Résident général pour l'Annam central.

Organisation française de la Cochinchine. — Rappelons d'abord que la situation de la France n'est pas la même dans les diverses parties de l'Annam. En Cochinchine, nous

territoire de l'Annam et du Tonkin, les points qu'elle jugera nécessaires pour assurer l'exercice du protectorat.

Art. 16. — S. M. le roi d'Annam continuera, comme par le passé, à diriger l'administration intérieure de ses États, sauf les restrictions qui résultent de la présente convention.

Art. 17. — Les dettes actuelles de l'Annam vis-à-vis de la France seront acquittées au moyen de paiements dont le mode sera ultérieurement déterminé. S. M. le roi d'Annam s'interdit de contracter aucun emprunt à l'étranger sans l'autorisation du Gouvernement français.

Art. 18. — Des conférences ultérieures régleront les limites des ports ouverts et des concessions françaises dans chacun de ces ports, l'établissement des phares sur les côtes de l'Annam et du Tonkin, le régime et l'exploitation des mines, le régime monétaire, la quotité à attribuer au gouvernement annamite sur le produit des douanes, des régies, des taxes télégraphiques et autres revenus non visés dans l'article 11 du présent traité.

La présente convention sera soumise à l'approbation du Gouvernement de la République française et de S. M. le roi d'Annam, et les ratifications en seront terminées aussitôt que possible.

Art. 19. — Le présent traité remplacera les conventions des 15 mars, 31 août et 23 novembre 1874.

En cas de contestation, le texte français fera seul foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont opposé leur cachet.

Fait à Hué en double expédition, le 6 juin 1884.

sommes les maîtres absolus et nous pouvons faire tout ce qui nous convient. Au Tonkin et dans l'Annam central notre situation vis-à-vis du gouvernement annamite est réglée par des traités au bas desquels nous avons volontairement apposé notre signature et auxquels nous devons conformer notre conduite, jusqu'à ce que les circonstances nous aient permis de les modifier.

Puisque rien ne nous a empêchés ni ne nous empêche actuellement d'organiser la Cochinchine à notre guise, c'est elle que nous devons prendre comme type de l'étude que nous allons faire. Voyons d'abord ce qui a été fait dans cette colonie au point de vue de son organisation et de son amélioration, puis nous rechercherons quelles modifications il y aurait à introduire dans les systèmes adoptés et, enfin, nous examinerons dans quelle mesure, compatible avec les traités, nous pourrions établir dans le Tonkin et dans l'Annam les institutions que nous aurons jugées les meilleures pour la Cochinchine.

Consciemment ou inconsciemment, les principes exposés plus haut ont été suivis jusqu'à ce jour dans la Cochinchine française par la majeure partie des hommes qui ont été appelés à la gouverner. Aussitôt après la conquête des trois premières provinces qui nous aient appartenu, Saïgon, Mytho et Bien-Hoa, l'amiral Bonard eut même la pensée de conserver, d'une façon à peu près absolue, non seulement l'organisation, mais encore l'administration annamite. L'un des hommes qui ont le mieux connu la Cochinchine, M. Vial, qui a été le collaborateur de l'amiral Bonard et qui a exercé pendant plusieurs années les fonctions de directeur de l'intérieur de la colonie, expose de la façon suivante l'esprit qui animait l'amiral Bonard et les résultats que produisit l'application de son système, application qui fut, du reste, de courte durée. « En débarquant, l'amiral Bonard avait, dit M. Vial, un programme bien arrêté; conforme aux idées ayant cours en France, à cette époque déjà si éloignée de nous. C'était le moment où l'on augurait des destinées si belles pour l'Algérie et pour le Sénégal lui-même, où beaucoup d'esprits, se laissant entraîner par les séduisantes couleurs de la civilisation musulmane, s'égarèrent jusqu'à vouloir restaurer un royaume arabe en pleine possession française.... Le nouveau commandant en chef avait conclu qu'un seul système d'administration était pratique, simple et avantageux

dans notre colonie naissante : conférer à de grands chefs indigènes la surveillance directe des populations, tandis que les gouvernants européens, libres de toute ingérence dans les détails de l'administration, s'occuperaient de favoriser le développement du commerce et la fondation de grandes entreprises agricoles et industrielles. Si les populations se soulevaient ou si les chefs n'accomplissaient pas fidèlement leurs devoirs, des colonnes mobiles iraient les châtier. Il ne changea rien à son programme lorsqu'il se trouva aux prises avec la réalité, au milieu d'un peuple essentiellement démocratique, élisant ses magistrats municipaux et abandonnant la gestion des affaires générales aux délégués de l'administration supérieure. Chez les Annamites n'existe aucune aristocratie de caste ou de race, comme chez les Indiens, les Arabes et les Javanais. Les mandarins mêmes, qui avaient acquis une certaine notoriété par l'éclat de leurs services devaient continuer d'appartenir au gouvernement de Hué, par conséquent ils ne pouvaient nous être d'aucun service¹. »

Dès le premier jour de la conquête, l'amiral Charner avait remplacé les administrateurs annamites par des directeurs des affaires indigènes français. L'amiral Bonard supprima les directeurs et les remplaça « par des phus et des huyens annamites qui furent placés sous la surveillance d'un petit nombre d'officiers français portant le titre d'inspecteurs des affaires indigènes. Ces phus et ces huyens manquaient de prestige et d'autorité aux yeux de la population; la plupart, et c'était bien naturel au lendemain de la conquête, étaient peu dignes de la confiance qui leur fut accordée. Ils ne furent que des rouages inutiles et même nuisibles de l'administration publique. Les Français étaient responsables de leurs fautes aux yeux de la population et ils ne connaissaient leurs erreurs que lorsqu'il était trop tard pour les réparer ».

Un pareil état de choses ne pouvait être conservé; il mettait en péril l'avenir de la Colonie, non seulement parce que l'administration était mal exercée, mais encore parce que des insurrections incessantes nous obligeaient à des actions militaires très coûteuses. L'amiral de La Grandière, qui succéda à l'amiral Bonard, revint en partie aux principes adoptés par l'amiral Charner, c'est-à-dire que tout en con-

1. VIAL, *Les premières années de la Cochinchine*.

servant l'organisation communale des Annamites, il enleva la majeure partie de l'administration aux indigènes pour la confier à des Français. En dehors de cette substitution de personnes et de quelques modifications de détail, tout l'ancien système annamite fut conservé. Les communes conservèrent leurs privilèges anciens; elles continuèrent à élire leurs maires et leurs notables, à faire la police de leur territoire sous la responsabilité des autorités municipales, à répartir et percevoir les impôts, à dresser les actes de transmission des propriétés, à rendre la justice en conciliation et en première instance dans les conditions exposées plus haut, etc. Mais tout cela s'effectuait sous la surveillance des administrateurs français; ceux-ci encaissaient les impôts dont ils contrôlaient la répartition et la perception; ils requéraient les corvées pour les travaux publics, rendaient la justice dans les conditions prévues par les coutumes et les lois annamites, en un mot se substituaient en tout aux anciens fonctionnaires du gouvernement de Hué. Chaque administrateur avait, en outre, sous ses ordres, une milice indigène recrutée à la façon annamite, c'est-à-dire fournie par les communes dans les conditions exposées plus haut. Traitée avec une grande douceur, ayant avec la population des rapports constants, cette milice a été l'un des meilleurs éléments de la pénétration de notre influence jusque dans les plus petits villages de l'Annam. Elle s'est du reste toujours montrée très fidèle à ses chefs et d'une bravoure remarquable dans toutes les affaires où elle a été mise en avant¹.

Vingt années d'expérience ont montré la valeur de cette

1. L'arrêté du 5 janvier 1876 a divisé administrativement la Cochinchine en quatre circonscriptions qui sont elles-mêmes subdivisées en arrondissements, ceux-ci en cantons et les cantons en communes.

Dans chaque arrondissement il existe une « inspection » ou chef-lieu de l'administration de l'arrondissement, et siège d'un « administrateur des affaires indigènes », un bureau de télégraphes et de postes, et un Conseil d'arrondissement qui gère, sous la présidence de l'administrateur, les affaires de l'arrondissement, surtout au point de vue financier. Les arrondissements les plus importants sont pourvus d'un poste militaire français; les autres ont seulement des tirailleurs annamites. Chaque inspecteur a sous ses ordres directs des miliciens annamites.

Au point de vue de l'élection des six membres annamites qui font partie du Conseil colonial, la Cochinchine est divisée en six circonscriptions électorales.

Elle est divisée en trois circonscriptions électorales seulement pour l'élection des six Français qui font partie du Conseil colonial.

organisation. Sans doute quelques modifications et perfectionnements peuvent et doivent y être apportés, mais il ne faudrait pas toucher à ses lignes essentielles, sous le prétexte que cette organisation n'est pas conforme à nos idées et à nos habitudes administratives.

Des reproches sérieux pourraient déjà être adressés à cet égard à certains gouverneurs. Lorsqu'on a récemment créé les tribunaux français et supprimé les pouvoirs judiciaires des administrateurs, on a été animé du désir très compréhensible d'appliquer en Cochinchine notre principe de la séparation des pouvoirs judiciaire et administratif; on a, en réalité, introduit dans les habitudes des indigènes une perturbation très grave, sans leur donner aucune compensation. D'abord les tribunaux que nous avons institués n'ont aucun des moyens d'information et d'action qui sont, dans notre pays, à leur disposition. Il n'existe en Annam ni notaires, ni avoués, ni huissiers; toute cause civile doit être instruite par les municipalités puisque seules elles ont entre les mains les éléments nécessaires d'appréciation, étant chargées de la confection et de la conservation des actes de propriété. Or, l'administrateur a sur les municipalités une action de contrôle dont le juge est totalement dépourvu. On a donc été obligé de laisser à l'administrateur l'instruction et la préparation des affaires; mais il est bien évident que n'ayant plus à les juger, c'est-à-dire, à assumer une responsabilité réelle, de conscience et de fait, il n'apportera plus dans l'instruction tous les soins qu'il y mettait jadis. En outre, l'administrateur était à la portée du justiciable; il habitait le pays depuis longtemps, il ne pouvait être revêtu de ses fonctions qu'à la condition de connaître la langue, les lois et les coutumes des Annamites, il était donc dans d'excellentes conditions pour éviter toutes les causes d'erreur et juger sainement. Au contraire, les juges sont pris dans tout l'ensemble du corps judiciaire colonial; ils n'ont à peu près aucun intérêt à faire toute leur carrière en Cochinchine; ils n'y sont que de passage, comme les officiers de marine ou d'infanterie et d'artillerie de marine; ils ignorent la langue, les habitudes, les lois du pays; ils sont livrés aux duperies des interprètes indigènes qui ne se font pas faute de favoriser la partie la plus généreuse. Enfin, comme il y a seulement trois tribunaux pour toute la Cochinchine, les justiciables sont obligés à des déplacements coûteux qui

les mécontentent et les indisposent à notre égard. Voilà comment, d'une excellente pensée, celle de séparer les pouvoirs administratif et judiciaire, peut résulter, par suite d'une connaissance imparfaite du milieu, un état de choses fâcheux pour notre influence et pour la sécurité de notre colonie. Nous indiquerons plus tard le procédé qui nous paraîtrait le plus simple pour atteindre le but qu'on s'est proposé, sans tomber dans les inconvénients que nous venons de signaler.

Une autre grave faute a été récemment commise. On a remplacé, bien à tort, selon nous, les anciennes milices indigènes, sorte de garde nationale utile et sans danger, par une véritable armée indigène. Celle-ci est organisée en bataillons et en régiments placés sous les ordres d'officiers européens et casernés avec les troupes européennes. Quelques personnes songent même à les faire recruter par une véritable conscription entre tous les indigènes.

Rien n'est plus fâcheux que cette modification à l'ancienne organisation. En premier lieu, les Annamites riches sont très rebelles au métier militaire et ils seraient très irrités par la création de la conscription qui appellerait leurs fils à servir. En second lieu, nous risquerions de créer des soldats contre nous-mêmes; jusqu'ici nous n'avons eu comme sous-officiers indigènes que des hommes de basse classe, sans autorité sur leurs concitoyens; le jour où les galons seraient portés par des notables, on peut se demander si ces derniers ne songeraient pas à tourner contre nous la double autorité dont ils seraient revêtus.

Rien n'empêcherait cependant d'organiser militairement un certain nombre de bataillons destinés à jouer un rôle semblable à celui des troupes européennes, c'est-à-dire un rôle exclusivement militaire; mais il faudrait faire ce recrutement d'une façon spéciale, ne prendre que des volontaires bien choisis, s'engageant pour une longue période de temps, bien résolus, en un mot, à faire des armes leur carrière. Encadrés d'Européens et joints à des bataillons français, ou même formés en partie de Français et d'indigènes, ces bataillons rendraient de grands services et permettraient de diminuer beaucoup l'effectif des troupes françaises. Mais ces bataillons ne doivent avoir rien de commun avec les milices indigènes placées sous les ordres directs des administrateurs, recrutées à la façon annamite, traitées en garde

nationale et chargées de la police du pays, tout en étant susceptibles d'être réunies en colonnes mobiles le jour où cela serait nécessaire.

Nous ne voulons pas insister davantage sur cet ordre d'idées. Ce n'est pas un livre critique que nous avons voulu faire; si nous avons signalé quelques fautes commises, c'est pour montrer par des exemples, à la fois la difficulté de l'œuvre de colonisation que nous avons à entreprendre dans l'Indo-Chine et les erreurs qu'il faut éviter.

Rien ne serait plus dangereux que de vouloir introduire dans ce pays nos procédés d'administration et nos idées en matière de division et d'action des pouvoirs publics. Nous n'y pourrions parvenir qu'en créant un nombre énorme de fonctionnaires, en faisant des dépenses supérieures aux recettes que nous pouvons attendre, et en indisposant contre nous les indigènes, c'est à-dire en commettant toutes les fautes qu'il importe le plus d'éviter.

Tous les services administratifs et militaires de la Cochinchine seraient d'ailleurs placés sous les ordres du Gouverneur, dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui¹.

Nous voudrions voir maintenir les milices indigènes sous les ordres des administrateurs, tandis que les troupes européennes et les régiments indigènes réguliers, recrutés par engagement volontaire, seraient aux ordres du Commandant militaire. Sans supprimer les tribunaux créés il y a quelques années, nous réduirions leur action à la revision des jugements rendus soit par les administrateurs eux-mêmes soit plutôt par des fonctionnaires spéciaux, d'ordre judiciaire, placés auprès des administrateurs. Nous voudrions que ces fonctionnaires judiciaires, juges de paix, etc., et juges des tribunaux d'appel finissent toute leur carrière dans l'Indo-Chine. Nous réduirions considérablement le corps des ponts et chaussées, et nous ferions faire tous les travaux par les arrondissements, sous la surveillance d'un petit nombre d'agents techniques; enfin, nous attacherions une importance plus grande à l'enseignement de la langue fran-

1. Nous avons traité dans un chapitre spécial toutes les questions relatives à l'administration des colonies françaises. Nous nous bornons à indiquer dans le chapitre propre à chaque colonie les réformes importantes qui peuvent être utilement introduites dans l'organisation politique, administrative, économique, etc., de chacune d'entre elles. Par ce moyen nous avons pu éviter de nombreuses répétitions.

çaise et à son enseignement par des maîtres d'école annamites, de préférence à des maîtres français qu'il est difficile de recruter, même en les payant fort cher; enfin, nous supprimerions le directeur de l'intérieur, dont la présence fait du gouverneur une sorte de monarque constitutionnel sans action directe sur les services les plus importants, et nous ferions de la réunion des chefs de service une sorte de petit ministère responsable devant le gouverneur. Nous verrions dans cette réforme une économie considérable et un avantage pour la marche rapide des affaires.

Il reste à nous occuper maintenant de l'organisation du Cambodge. Nous avons réservé cette question pour la fin de notre chapitre, parce que le Cambodge ayant des institutions politiques, sociales et administratives tout à fait différentes de celles de l'Annam, nous devons procéder à son égard d'une façon différente.

L'organisation française de l'Annam central. — Le Résident de l'Annam sera chargé de la direction de tous les services européens que nous créerons dans cette partie du royaume, en vertu du traité de 1884, c'est-à-dire les services des douanes, des travaux publics, etc. Le traité de Hué conserve aux Annamites l'administration entière de l'Annam central. Cet état de choses ne pourra certainement pas durer indéfiniment. Il nous paraît douteux que la cour de Hué ne profite pas de cette situation pour nous créer des embarras qui, tôt au tard, nous mettront dans la nécessité de substituer notre administration à la sienne. Nous étions même autorisés à le faire après la tentative de massacre dirigée contre le général de Courcy et sa garde au mois de mai 1885. Quoi qu'il en soit, nous devons, sans retard, organiser le service des douanes avec des agents français dans tous les ports de l'Annam central et nous préoccuper de réparer la route impériale de Hué à Hanoï d'une part, de Hué à Saïgon d'autre part, de façon à pouvoir faire circuler tout le long de l'empire notre pavillon et nos canons. C'est par les travaux publics que nous pénétrerons dans l'Annam central. Nous ne devons cependant pas négliger l'occupation militaire des points principaux de l'Annam central, occupation autorisée par le traité de Hué.

Organisation française du Tonkin. — Au Tonkin, notre situation est différente. En vertu du traité de Hué, l'administration reste aux mains des Annamites, mais l'administration

des fonctionnaires annamites est soumise à notre contrôle et nous avons le droit d'établir, partout où il nous conviendra, des résidents chargés de surveiller les actes de l'administration annamite, et appuyés par des troupes indigènes ou européennes, selon notre volonté.

Sans dépasser les limites du traité de Hué, nous pouvons établir dans le Tonkin un état de choses très voisin de l'administration directe. J'ajoute que nous devons nous presser de le faire, si nous ne voulons pas voir ce pays nous échapper.

Deux choses doivent nous préoccuper par-dessus tout : l'organisation financière du pays et son organisation militaire. Nous n'avons aucun motif de toucher ni à la commune ni à la préfecture et à la sous-préfecture annamites ; il suffit que nous apportions le plus grand soin au choix des préfets et des sous-préfets. Nous ne devons pas non plus modifier la circonscription des provinces ; elle résulte d'une pratique qui en a démontré les avantages ; mais il faut que dans la capitale de chaque province nous placions un résident français chargé de surveiller toute l'administration de la province. Auprès de lui sera un trésorier encaissant les impôts, surveillant leur répartition par les municipalités et leur perception, vérifiant l'exactitude des rôles, dont il doit avoir une copie, et contrôlant la véracité des déclarations des communes en ce qui concerne la nature des terres et leur classement. Par le seul fait d'une surveillance active, nous pourrions augmenter considérablement le rendement des impôts sans élever leur chiffre. Indépendamment du résident provincial, et placés sous ses ordres, il devra y avoir dans chaque province un ou plusieurs administrateurs européens, siégeant dans les principales localités et entourés chacun d'un corps de miliciens annamites. C'est à ces administrateurs qu'incombe la tâche d'assurer la tranquillité du pays, de surveiller les actes des notables, des maires, des Huyens et des Phus, de procéder au recrutement des milices, de lever et de répartir les corvées pour les travaux publics, etc., en un mot d'avoir la haute main sur tous les services administratifs de leur circonscription. C'est encore aux résidents provinciaux et aux administrateurs placés sous leurs ordres qu'incombe le devoir de créer et de surveiller les écoles dans lesquelles seront enseignées l'écriture latine de l'annamite et la langue française.

Tout le corps administratif est placé sous les ordres d'un Résident général du Tonkin, établi soit à Hanoï, soit à Haïphong et soumis lui-même à l'autorité du Commissaire général de l'Indo-Chine. L'existence du Résident général du Tonkin est nécessaire pour centraliser tout le service de cette partie de l'Indo-Chine. Il serait très difficile de placer cette centralisation entre les mains du Commissaire général lui-même, à cause des difficultés de relations qui existent actuellement entre le Tonkin et les autres parties de notre domaine Indo-Chinois.

Le Résident général du Tonkin aura aussi sous ses ordres immédiats le service des douanes de cette partie de l'Annam, la régie ou la ferme de l'opium, le service des travaux publics, les services sanitaires et d'hygiène, le corps judiciaire chargé de statuer, en vertu du traité de Hué, sur toutes les affaires relatives aux Européens et sur les contestations entre Annamites et Européens. Enfin, le Commandant militaire des troupes européennes et des régiments indigènes réguliers du Tonkin correspondra par son intermédiaire avec le Commissaire général, sous les ordres duquel il sera placé, ainsi que les Commandants militaires des troupes de l'Annam central, de la Cochinchine et du Cambodge.

Tout ce que nous savons de l'Annam nous amène à considérer comme nécessaire une séparation absolue entre les milices indigènes dont nous avons parlé plus haut et les troupes européennes ou les régiments réguliers d'indigènes. Les milices doivent être exclusivement sous les ordres des résidents et administrateurs ; c'est par elles que l'ordre est maintenu simultanément sur tous les points de la colonie. C'est par elles, et à cause de leur dispersion sur tous les points, que sont rendues impossibles les insurrections locales et les incursions des pirates.

Quant aux troupes européennes, auxquelles rien n'empêche de joindre un certain nombre de régiments indigènes réguliers, recrutés à l'aide d'engagements volontaires, elles doivent avoir pour unique objet d'assurer la sécurité générale du pays. Elles doivent, pour cela, être réparties surtout dans les forteresses de la frontière, de manière à fermer les routes par lesquelles pourraient venir des troupes régulières ou des bandes organisées, c'est-à-dire sur les routes du Quang-Ton et du Quang-Si, sur celles des vallées du Fleuve Rouge, des rivières Claire et Noire, du Song-Ma,

etc. Ces troupes ont leur dépôt général et leur état-major dans la capitale du Tonkin.

A ces troupes incombe, indépendamment de la garde des frontières, le soin de former les colonnes mobiles dont l'intervention pourrait être nécessaire sur tel ou tel point de la colonie. Ces troupes sont sous les ordres du Commandant militaire; elles ne se mettent en campagne que sur la réquisition du Résident général du Tonkin et par ordre du Commissaire général de l'Indo-Chine.

Cette division des forces militaires en forces de police soumises aux résidents et aux administrateurs, et en forces de guerre proprement dites, n'entrant en action que sur la réquisition de l'autorité civile, cette division, dis-je, prévient tout conflit entre l'autorité civile et l'autorité militaire; elle rend impossible toute intervention inopportune des troupes dans la police du pays; elle rend les administrateurs civils, c'est-à-dire les hommes qui sont directement en contact avec les indigènes, responsables de tous les troubles; enfin, elle a l'avantage de concorder avec les idées et les habitudes des Annamites. Elle est donc la mieux adaptée à la protection de nos intérêts, ainsi qu'à la bonne et pacifique gestion de notre domaine colonial.

Nous ne parlons que pour mémoire des services de la marine qui doivent être établis sur les mêmes principes que ceux de la guerre.

Nous ne parlerons ni de l'organisation des douanes, ni de celle de la régie ou de la ferme de l'opium; ce sont là des questions très simples et qui ne prêtent à aucune considération générale de quelque importance. Disons seulement que nous devons nous préoccuper, pour l'organisation de ces services, de respecter autant que possible les habitudes Annamites : ce sera le meilleur moyen d'avoir des services économiques et d'un facile fonctionnement. Rien n'empêche par exemple, de faire faire la police de la régie de l'opium et celle de l'exercice sur les fabricants d'alcool, si nous l'établissons, par les municipalités elles-mêmes. En les intéressant à la surveillance de la fraude, on en obtiendra des services qu'il faudrait payer fort cher. L'exemple de la Cochinchine est là pour prouver la vérité de ce que nous avançons. Les notables y sont tous complices des fraudeurs, tandis qu'ils les dénonceraient si la commune y était intéressée par une prime donnée à sa surveillance. Il ne faut jamais oublier

qu'en Annam tout part de la commune et y aboutit.

C'est aussi par les communes qu'il faudra faire faire les travaux publics. Les Annamites sont habitués à fournir des corvées pour la construction des routes et des ponts ; ils ne les refuseront jamais à nos administrateurs ; ils trouveront même un grand avantage à les leur donner à eux plutôt qu'aux mandarins, car les corvées ont toujours été le moyen par excellence employé par les mandarins pour exploiter les communes.

Si nous avons soin de ne pas tomber dans l'erreur commise dernièrement en Cochinchine et qui consiste à multiplier outre mesure le personnel européen des ponts et chaussées, nous pouvons établir rapidement et à peu de frais les principales voies de communication qui nous sont nécessaires et dont nous avons exposé le réseau plus haut. Un personnel européen, peu nombreux mais très bien choisi, tracerait le programme des travaux à faire et surveillerait l'exécution de ces derniers. Les administrateurs devraient faire le reste, à eux incomberait le soin de lever les corvées et de les employer. On pourrait, afin de faciliter et de hâter l'opération, imiter ce qui a été fait avec beaucoup de raison en Cochinchine, créer un budget spécial des arrondissements, alimenté soit par le rachat des corvées quand on verrait avantage à ce rachat, soit par des centimes additionnels fournis par les communes. Les travaux pourraient ainsi être entrepris simultanément dans tous les arrondissements sans grever le budget général de la colonie. Le désir de faire bien animant nos administrateurs, il n'est pas douteux que l'on obtiendrait, par ce système, d'excellents résultats. La Cochinchine, où il est appliqué depuis quelques années, nous fournit un argument en sa faveur. Les chemins vicinaux qui y sont faits par ce système sont aujourd'hui très avancés, tandis que les chemins coloniaux faits par le service des ponts et chaussées sont encore à l'état de plans. Le personnel absorbe chaque année les fonds qui pourraient être employés en travaux. On nous a cité plus d'un arrondissement de la Cochinchine dans lesquels le service des ponts et chaussées absorbe annuellement vingt ou vingt-cinq mille francs pour le personnel, tandis qu'il fait pour quatre ou cinq mille francs de travaux.

L'organisation du Cambodge. Il n'y a pas de pays au monde plus centralisé que le royaume du Cambodge. A

Pnom-Penh réside un roi absolu, entouré de ministres affectés à des services spéciaux qu'ils centralisent entièrement. Le royaume divisé en provinces dont les gouverneurs résident à Pnom-Penh; les provinces divisées en arrondissements dont les chefs résident où ils veulent, dans leur village natal s'ils sont de l'arrondissement, dans un village quelconque s'ils sont étrangers; les arrondissements divisés en cantons ayant chacun un chef à sa tête; les cantons divisés en communes ayant chacune à leur tête un maire, sans conseil communal d'aucune sorte; les gouverneurs et les chefs d'arrondissement nommés par le roi; les chefs de canton et les maires nommés par les chefs d'arrondissement; l'impôt réparti et perçu par des collecteurs expédiés de la capitale et pressurant les contribuables sans vergogne; la justice rendue par les chefs d'arrondissement, avec recours seulement au roi; le sol du royaume entier appartenant au roi, par conséquent pas de propriété individuelle, tout cultivateur n'étant qu'un fermier et l'impôt se transformant en un véritable loyer; tous les hommes âgés de 15 à 55 ans inscrits sur des rôles gardés à Pnom-Penh et soumis à un impôt de capitation, aux corvées; tout inscrit levable à volonté pour le service militaire; tout homme exposé à l'esclavage en cas de non-paiement des impôts, d'une dette, etc. : — telle était l'organisation politique, sociale et économique du Cambodge avant l'institution du protectorat de la France.

Institution du protectorat de la France au Cambodge. — Les premières relations entre la France et le Cambodge furent nouées par le contre-amiral de la Grandière. Il signa, le 11 août 1863, avec le roi Norodon un traité qui plaçait le Cambodge sous le protectorat de la France et qui accordait aux Français le droit de posséder des terres et tous autres biens. A la suite de ce traité, la France plaça à Pnom-Penh un représentant qui recevait directement les ordres du gouverneur de la Cochinchine. Le nom du premier de ces représentants mérite d'être cité ici; c'est celui de Doudart de Lagrée qui est mort, en 1868, dans le Yunnan, en achevant la mémorable expédition du Mékong dont il était le chef.

Malheureusement, notre protectorat resta purement nominal. Comme nous n'avons mis la main sur aucune des fonctions administratives du Cambodge, nous ne retirions de notre situation privilégiée aucun des avantages qu'il

était permis d'en attendre soit pour la France soit pour la civilisation. On pourrait même dire, sans crainte de se tromper ni d'exagérer la vérité, que les vices de l'administration locale se firent d'avantage sentir après l'institution du protectorat. Les collecteurs d'impôts, les gouverneurs, les chefs d'arrondissements, les maires, se livraient sans vergogne à toutes les exactions, prétendant qu'ils agissaient au nom du gouvernement français, et le roi laissait faire, dans l'espoir secret de voir se soulever contre nous l'insurrection de son peuple. L'esclavage lui-même continuait à être mis en pratique avec toutes ses horreurs à l'ombre de notre pavillon. Tous ceux qui connaissent le pays sont d'accord pour reconnaître que ces fâcheux résultats furent dus à ce que l'administration était laissée aux indigènes. « Malheureusement, disent M.M. Bouinais et Paulus¹, lorsque nous avons remis le trône à S. M. Norodon, nous avons négligé de profiler de ses bonnes dispositions pour placer des fonctionnaires français à la tête de l'administration, de la justice, des finances, etc. Les abus inhérents au système de gouvernement sans contrôle des cours de l'extrême Orient, c'est-à-dire la ruine et le dépeuplement du pays, se sont produits.... La chasse et le commerce des personnes se continuèrent chez les Penongs et les Stiengs ; les mandarins, ne recevant pas de solde, restèrent fidèles à leurs exactions, la vénalité des magistrats ne diminua pas, les actes de piraterie se multiplièrent, les services publics n'existèrent plus que de nom, les routes et les ponts disparurent faute d'entretien, et les communications devinrent de plus en plus impossibles ; la perception des impôts était mise en ferme au profit des Chinois et les impôts augmentaient tous les jours ; les bananes elles-mêmes, qui entrent dans la consommation journalière des Cambodgiens, étaient taxées. Le prix de la location des îles et des terres riveraines du Grand Fleuve, laquelle a lieu tous les ans au mois d'octobre, s'élevait avec une telle rapidité qu'on préférerait ne pas louer et que les îles du Ca-Sulin restèrent en friche. La culture du poivrier cessa d'être productive et fut en partie abandonnée ; les récoltes tombèrent de 6000 à 8000 piculs, chiffre de 1872, à 3000 piculs, car un impôt de 4 liens (0^{fr}, 28) frappait chaque pied, ce qui représentait environ 700 francs d'impôt par hectare sans compter

1. *L'Indo-Chine française contemporaine*, t. I, p. 480.

un dixième prélevé à la douane royale ; les crimes augmentaient avec une effrayante rapidité. Par contre, les dépenses de la cour s'accroissaient chaque année, le roi Norodon ajoutant au luxe asiatique tous les raffinements du confort européen. En 1882, S. M. Norodon entretenait une flottille à vapeur et de nombreuses barques, dont quelques-unes à 40 rameurs ; il avait une police tagale et une police cambodgienne, une armée à l'européenne, minuscule il est vrai, de nombreux pages, deux musiques, l'une indigène, l'autre tagale, plusieurs voitures européennes, 200 éléphants, de 300 à 400 femmes, une table somptueuse où nos vins abondaient ; son orfèvrerie et ses diamants étaient de haut prix, etc. »

Le protectorat institué par le traité de 1869 semblait ainsi n'avoir eu d'autre résultat que de provoquer du haut en bas de la série des princes et fonctionnaires une immense soif de jouissances, à la satisfaction de laquelle chacun se livrait d'autant plus volontiers que les responsabilités avaient disparu et que tous avaient la prévision de quelque événement destiné à faire crouler tout l'ancien édifice.

Il était impossible, en effet, que la France restât plus longtemps la spectatrice impuissante et cependant responsable d'abus qui chaque jour devenaient plus criants. Par les ordonnances successives du 1^{er} avril 1873, du 13 mai 1877 et du 21 décembre 1881, nous nous étions efforcés d'améliorer la situation de nos nationaux et de nos sujets au point de vue judiciaire ; mais, l'administration échappant à notre action notre protectorat n'était pas moins précaire qu'auparavant et il était nécessaire que la situation fût modifiée aussi bien dans l'intérêt du pays que dans le nôtre. C'est ce qui amena M. Thomson à imposer au roi Norodon le traité du 17 juin 1884, par lequel le roi du Cambodge « accepte toutes les réformes administratives, judiciaires, financières et commerciales auxquelles le gouvernement de la République française jugera utile de procéder pour faciliter l'accomplissement de son protectorat. » Le roi du Cambodge continue « à gouverner ses États et à diriger leur administration », et les fonctionnaires cambodgiens continuent à administrer les provinces, mais cette administration est placée sous notre contrôle et nous nous réservons même le droit de placer des Français dans tous les services relatifs à l'établissement des impôts, aux douanes, aux contributions indirectes, aux tra-

vaux publics et en général dans tous « les services exigeant une direction unique ou l'emploi d'ingénieurs ou d'agents européens. » En résumé la France peut, en vertu de ce traité, substituer presque entièrement ses administrateurs aux administrateurs indigènes et modifier à sa convenance l'organisation administrative, judiciaire, financière, économique du pays.

S'il eût été possible de remanier instantanément l'organisation du Cambodge, si l'on avait eu sous la main tout le personnel nécessaire à cette importante opération, il n'est pas douteux que l'on eût obtenu d'excellents résultats. Les vexations sans nombre et sans limite auxquelles sont exposés les sujets du roi du Cambodge de la part de leurs administrateurs sont de nature à leur faire accepter toute organisation nouvelle, capable de sauvegarder leurs personnes et leurs biens. Malheureusement, on ne transforme pas aisément un pays aussi étendu. La France commit une première faute en ne ratifiant pas immédiatement le traité conclu par M. Thomson. Nous permîmes ainsi aux mandarins de douter de notre ténacité et nous préparâmes en quelque sorte nous-mêmes l'insurrection de Si-Votha et de ses partisans. La seconde faute fut de ne pas mettre tout de suite à exécution les réformes visées dans le traité. Cette faute découle, à la fois, du retard apporté dans la ratification du traité et du manque de personnel.

Par un arrêté en date du 1^{er} novembre 1884, le gouverneur de la Cochinchine, M. Thomson, établissait au Cambodge une organisation politique, administrative et judiciaire, calquée en partie sur celle du royaume et en partie sur celle de la Cochinchine. Le royaume était divisé en huit provinces; chaque province était subdivisée en deux ou plusieurs arrondissements; chaque arrondissement comprenait deux cantons et chaque canton embrassait un nombre variable de communes. A la tête de l'administration se trouvait le Résident général français; dans chaque province il devait y avoir un Résident provincial français placé sous les ordres du Résident général et ayant sous sa dépendance tous les administrateurs français ou indigènes de la province. A la tête de chaque province, de chaque arrondissement et de chaque canton, il devait y avoir un administrateur indigène, pourvu d'une solde fixe. Les communes devaient être admi-

nistrées par des notables et un maire élus. La commune formait « une individualité administrative distincte, ayant ses ressources et ses charges propres, pouvant acquérir et posséder. » Elle était chargée de la police de son territoire; elle devait tenir un état de tous ses habitants; elle était chargée de percevoir les impôts et de les verser entre les mains des agents de la France.

On s'efforçait, on le voit, d'introduire dans l'organisation du Cambodge les principes qui dominant celle de l'Annam. L'intention était excellente, mais il était bien difficile de la réaliser, et il s'écoulera, sans doute, beaucoup de temps avant qu'on y parvienne. Il faudra d'abord introduire au Cambodge la notion de la propriété individuelle, qui est la base de tout le système Annamite; il faudra ensuite créer de toutes pièces la commune, dont les Cambodgiens n'ont pas la moindre idée; il faudra supprimer l'esclavage, etc.

Il n'est donc pas étonnant que l'arrêté de M. Thomson soit resté lettre morte, et nous devons nous demander quelles sont les mesures qu'il importe tout d'abord de prendre pour ne pas perdre le bénéfice du traité qu'il a imposé à Norodon.

Organisation française du Cambodge. — Le Cambodge est soumis à un régime constitutionnel essentiellement centralisateur, autocratique et aristocratique, et non démocratique comme celui de l'Annam. Nous devons donc procéder au Cambodge tout autrement que dans l'Annam. Afin de rester fidèles à la règle posée plus haut, d'après laquelle toute œuvre colonisatrice doit s'appuyer sur les institutions du pays à coloniser, nous devons simplement nous efforcer de tirer le meilleur parti possible de l'état de choses en face duquel nous nous trouverons.

Au Cambodge, comme dans l'Annam, notre préoccupation principale doit être le maintien de la sécurité du pays et la perception régulière des impôts.

Pour obtenir le premier résultat, il nous faut des troupes françaises et des milices indigènes; les premières destinées à réprimer les insurrections qui pourraient surgir, les secondes ayant pour objet la police du pays. Nous ne dirons rien des troupes européennes. De l'avis de tout le monde, leur chiffre n'a pas besoin d'être élevé; d'autant mieux que le Cambodge est à deux pas de notre colonie de la Cochinchine et que rien n'est plus facile que d'y transporter des colonnes

mobiles. Quant aux milices indigènes, nous ne devons pas songer à les recruter de la même façon que dans l'Annam. Ici, nous ne pouvons pas nous appuyer sur la commune pour faire le recrutement. Mais nous trouverons des volontaires autant que nous en voudrons. La majeure partie de la population du Cambodge se compose, en effet, d'hommes soumis au servage, ou même à l'esclavage, à la suite de dettes impayées. Ces serfs ou esclaves ne demandent pas mieux que de s'enrôler sous notre drapeau ; ils échappent ainsi à la triste condition qui leur est faite par les lois du pays ; mais il faut, d'un autre côté, éviter de mécontenter leurs propriétaires. Pour cela, il suffira de stipuler qu'une partie de leur solde sera retenue au profit des propriétaires jusqu'à paiement complet de la dette qui les a fait serfs ou esclaves. Le propriétaire et l'esclave trouvant dans ces conditions leur avantage, le recrutement sera facile. Quant au volontaire, il ne pourra que nous être fidèle, car il ne manquerait pas, s'il désertait, de nous être ramené par son propriétaire ou de retomber sous la domination despotique de ce dernier.

Le mode de recrutement que nous venons d'indiquer, et dont l'idée nous a été inspirée par un homme connaissant à fond le Cambodge, aurait encore l'avantage de mettre à l'abri du service militaire tous les hommes riches du pays, qui aujourd'hui peuvent être appelés sur un simple caprice des administrateurs indigènes. Il nous ferait donc des partisans, en même temps qu'il nous donnerait de bonnes milices. Celles-ci seraient placées sous l'autorité des administrateurs français et groupées autour de chaque centre administratif ; à elles incomberait toute la police du royaume. Rien n'empêcherait de créer, avec les meilleurs éléments de ces milices, des bataillons réguliers soumis à l'autorité militaire et agissant de concert avec les troupes françaises, dont elles permettraient de diminuer l'effectif.

La seconde condition essentielle de l'exercice du protectorat, c'est-à-dire la perception des impôts, est beaucoup plus difficile à réaliser. Ainsi que nous l'avons dit, cette opération est faite au Cambodge à l'aide de collecteurs envoyés de la capitale et opérant directement au nom du roi, sans que les communes entrent pour rien dans l'affaire.

Nous ne pouvons évidemment pas songer, du moins en ce moment, à remplacer le personnel indigène de la perception

par un personnel européen ; il faudrait pour cela un nombre considérable d'agents connaissant la langue cambodgienne et payés fort cher, deux conditions de nature à nous empêcher d'entrer dans cette voie. Nous sommes donc condamnés à nous contenter d'exercer par nos administrateurs un contrôle aussi efficace que possible sur la répartition et la collection des impôts. Pour cela, il faut d'abord décentraliser l'opération. Au lieu de faire partir tous les percepteurs de Pnom-Penh, il faut créer autant de centres principaux de perception qu'il y aura de résidents ou de sous-résidents français. Chaque résident serait chargé de nommer et de contrôler les percepteurs indigènes ; il aurait le rôle des contributions de sa circonscription, tandis qu'aujourd'hui il n'existe qu'un rôle unique pour tout le royaume, placé entre les mains du gouvernement de Pnom-Penh.

Indépendamment du Résident général, nous devons avoir au moins un Résident français pour chaque province, c'est-à-dire huit résidents et des sous-résidents dans les arrondissements les plus importants. A ces agents serait confiée la surveillance de tous les actes des administrateurs indigènes, la nomination de ces derniers, depuis les chefs d'arrondissements jusqu'aux maires, le contrôle de la perception des impôts et son encaissement. Ils feraient la police de leurs circonscriptions, à l'aide des milices indigènes placées sous leurs ordres, et ils rendraient la justice dans des conditions à déterminer. A ces agents il faudrait ajouter un personnel restreint, mais très compétent, de ponts et chaussées, destiné à tracer les principales voies de communication que les administrateurs ne feraient exécuter que graduellement et à l'aide de corvées.

Certes, cette organisation serait loin d'être parfaite, mais elle aurait le double avantage de respecter autant que possible les institutions traditionnelles du pays et de n'entraîner que des dépenses relativement minimales. Peu à peu, on étendrait la compétence de nos agents, on modifierait l'organisation politique et sociale du pays ; on créerait, par exemple, les communes ; on favoriserait la formation de la propriété individuelle ; en un mot, on introduirait un à un, dans cette machine si rudimentaire, les principaux rouages d'une administration plus conforme aux nécessités de toute nation bien ordonnée.

Dans cette œuvre d'organisation graduelle de notre pro-

tectorat du Cambodge nous ne devons pas perdre de vue la différence de race qui existe entre les Cambodgiens et les Annamites. Les premiers sont des Aryens, abâtardis, il est vrai, par un métissage très prolongé avec les Annamites et les Malais, mais encore pourvus d'un grand nombre des qualités de leurs ancêtres et très infatués de leur origine. Ils considèrent les Annamites comme leur étant très inférieurs, en même temps qu'ils les détestent à cause de leurs vices. L'antipathie des deux races est tellement considérable qu'il n'est pas rare de voir tous les habitants d'un village cambodgien abandonner leurs cases et aller les rebâtir dans un autre point, dans le seul but de fuir le contact d'une famille annamite qui a tenté de s'établir auprès d'eux. D'un autre côté les Annamites tendent chaque jour davantage à s'infiltrer dans le Cambodge. Plus intriguants, plus souples et aussi, peut-être, plus travailleurs que les Cambodgiens, ils s'établissent peu à peu dans tous les lieux les plus riches, abusant sans retenue de la bonne foi et de l'honnêteté des Cambodgiens, les trompant et les volant avec toute la ruse qui est dans le fond de leur caractère. Lorsque nous nous sommes introduits au Cambodge, nous avons eu le tort d'entraîner à notre suite des Annamites comme employés subalternes, ouvriers, miliciens, etc. Les Annamites attachés à nos personnes ont encore abusé de cette situation pour montrer plus d'arrogance à l'égard des Cambodgiens, au grand détriment de nos intérêts. L'avis des personnes qui connaissent le mieux le Cambodge est que nous devons renoncer à ces errements. Elles pensent que nous devons prendre, dans le Cambodge même, tous les agents et toutes les troupes indigènes destinées à garder ce pays, sous peine de nous exposer à des difficultés considérables.

Cela ne devra pas d'ailleurs nous empêcher de favoriser indirectement la fusion, déjà très avancée, des deux races. Pour cela il suffira de soumettre les Annamites établis au Cambodge aux mêmes lois, au même traitement fiscal, etc., que les Cambodgiens, et de les attirer par des concessions de terres dans les points encore incultes et inhabités du royaume Kmer. Nous avons, en effet, tout avantage à donner à notre empire indo-chinois une unité aussi parfaite que possible.

De là résultera sa force d'expansion dans l'Indo-Chine et aussi sa solidité contre les ennemis du dehors.

4° *Le personnel administratif de l'Indo-Chine française.*

C'est dans ce but que nous voudrions voir créer un personnel administratif, judiciaire, militaire, etc., appartenant en propre à l'Indo-Chine et éduqué de telle sorte qu'il pût être indifféremment placé sur n'importe quel point de ce vaste territoire. C'est par quelques considérations sur ce sujet que nous allons terminer le chapitre relatif à l'organisation de notre empire indo-chinois.

Il nous paraît résulter avec la dernière évidence de tout ce qui précède que l'empire français de l'Indo-Chine doit être administré par un personnel spécial, pourvu d'une connaissance profonde de la langue, des lois, des mœurs et des coutumes des peuples de cet empire, instruit par conséquent d'une façon toute particulière. C'est ce que comprirent de bonne heure les fondateurs et les organisateurs de notre colonie.

Au début de l'occupation de la Cochinchine, les administrateurs furent recrutés parmi les officiers de marine et d'infanterie de marine, les médecins, etc., qui avaient été particulièrement séduits par le pays. La plupart de ces premiers administrateurs ont laissé dans la colonie un souvenir durable. Ils se mirent à l'étude des langues annamite et chinoise, à celle des lois et des coutumes du pays, et furent bientôt en situation de rendre des services importants à l'œuvre de la colonisation. Sous leurs ordres étaient placés, avec le titre de stagiaires, ceux qui aspiraient à entrer dans l'administration ; la plupart aussi étaient des officiers. Pendant le stage ils apprenaient la langue, aidaient les administrateurs dans la conduite des affaires et acquièrent les notions pratiques indispensables à l'exercice de la fonction dont ils deviendraient plus tard les titulaires. Le stage durait pendant deux ou trois ans, suivant la rapidité avec laquelle surgissaient les vacances.

Ce mode de recrutement avait cela de fâcheux, que si les stagiaires se trouvaient en mesure d'acquérir une notion pratique assez exacte des services de l'administration, ils se trouvaient, en revanche, dans l'impossibilité presque absolue de faire des études théoriques sérieuses. C'est pour obvier à cet inconvénient que fut créé, en 1873, le Collège des stagiaires de Saïgon, d'après les plans et avec le programme

tracés par un officier de marine, administrateur depuis la conquête, homme de beaucoup de talent et de sens pratique, mon regretté ami Luro ¹.

Pour entrer au Collège des stagiaires de Saïgon, il fallait être dans les conditions exigées pour devenir administrateur.

L'enseignement portait sur la langue annamite, sur les caractères chinois prononcés selon la méthode annamite, l'administration annamite, la langue et l'écriture cambodgiennes, la construction pratique, la botanique; il durait pendant une année seulement, au bout de laquelle les élèves étaient, à la suite d'un concours, nommés administrateurs de troisième classe; pour passer à la deuxième classe, et ensuite à la première classe, ils devaient subir un examen portant sur l'économie politique, la langue annamite, l'administration, etc. Pendant toute la durée du séjour au Collège, un jeune interprète Annamite était attaché à la personne de chaque élève, qui se trouvait ainsi en mesure de parler la langue Annamite à toute heure de la journée. Malgré les bons résultats donnés par le Collège il fut supprimé en 1881 par M. Le Myre de Vilers, alors gouverneur de la Cochinchine, et le recrutement des administrateurs commença à être fait parmi les employés de la direction de l'intérieur. En même temps, les pouvoirs des administrateurs étaient beaucoup réduits, les fonctions judiciaires leur étaient enlevées, les avantages pécuniaires qui leur avaient été jusqu'alors accordés étaient considérablement diminués. Avec ce système il n'est pas permis de douter que le recrutement ne devienne difficile et qu'on ne soit bientôt obligé de prendre des hommes incapables de remplir convenablement ces hautes et délicates fonctions.

Tous les hommes qui sont au courant des choses de l'Indo-Chine jugent qu'il est nécessaire de revenir au mode de recrutement inauguré en 1873 et de reconstituer le Collège des administrateurs, mais la plupart sont d'accord pour demander que le Collège soit établi à Paris. Là seulement se trouvent des maîtres capables d'enseigner les connaissances élevées en linguistique, en législation comparée, en histoire,

1. Voyez pour le Collège des stagiaires: l'arrêté du gouverneur de la Cochinchine du 29 août 1873, modifié par un second arrêté du 25 février 1875.

que les administrateurs doivent posséder. Là aussi seulement se trouvent un nombre assez considérable de jeunes gens travailleurs et intelligents pour que la sélection soit possible. Il serait aussi plus facile de rejeter les élèves que leur conduite rendraient impropres à des fonctions délicates. Il serait inutile de créer un établissement spécial. Il suffirait d'obliger les élèves à suivre certains cours, soit de l'École de droit, soit de la Faculté des lettres et de l'École des langues orientales. On pourrait ajouter à l'un quelconque de ces établissements une ou deux chaires spécialement consacrées à l'enseignement des lois, des coutumes de l'Indo-Chine et de l'administration appliquée dans notre empire de l'extrême Orient. Comme autrefois à Saïgon, un jeune interprète Annamite pourrait être attaché à chaque élève, de façon que ceux-ci pussent acquérir la pratique de la langue annamite en même temps qu'ils suivraient les cours relatifs à son enseignement théorique. L'admission à cette école spéciale aurait lieu à la suite d'un concours; la durée des cours serait de deux ans; après l'examen de sortie, les élèves recevraient le titre d'administrateurs stagiaires et seraient envoyés dans l'Indo-Chine avec des appointements suffisamment élevés pour qu'on fût assuré d'un bon recrutement. Si l'on songe au grand nombre de jeunes gens qui embrassent les carrières libérales, il n'est pas douteux que les places de cette école ne fussent recherchées.

Afin de ne pas grever le budget de la métropole et de laisser à notre établissement de l'Indo-Chine toute sa liberté d'action, les frais occasionnés par le Collège dont nous venons de parler seraient payés par la colonie; le gouvernement n'aurait que le contrôle et la surveillance de l'enseignement, des examens, etc.

Le système que nous venons d'exposer est celui qui a été adopté par les deux puissances colonisatrices par excellence : l'Angleterre et la Hollande. C'est à Londres et à Amsterdam que ces puissances ont placé leurs Collèges d'administrateurs coloniaux.

Les administrateurs ainsi recrutés devraient faire toute leur carrière dans l'Indo-Chine, ainsi que cela existe aujourd'hui pour les administrateurs des affaires indigènes de la Cochinchine. Ce qui est possible en Cochinchine où la température est très élevée et le climat peu sain, serait

beaucoup plus facile avec l'Annam tout entier. Au Tonkin, en effet, il existe un hiver véritable, pendant lequel la santé peut se refaire et qui permet aux Européens entourés d'un certain bien-être de vivre à peu près indéfiniment dans le pays. En ayant soin de faire changer les administrateurs de résidence de façon qu'ils passent tour à tour un certain nombre d'années dans la Cochinchine et dans le Tonkin, ils pourraient aisément séjourner dans l'Indo-Chine pendant quinze à dix-huit ans. En cas de maladie, des congés de convalescence à passer en France pourraient leur être accordés.

Mais il faut que leurs appointements soient assez élevés pour qu'ils puissent vivre en famille ainsi que le font la plupart des administrateurs des colonies anglaises. On y trouvera mille avantages tant au point de vue de la dignité des agents que des intérêts de la colonie. Il faut aussi que la retraite de ces administrateurs soit élevée. A la retraite pécuniaire, on devrait ajouter, à l'exemple des Anglais, la concession de terres pour ceux qui désireraient continuer à vivre dans le pays, ou qui s'engageraient à installer sur ces terres un membre de leur famille. Il ne manque pas dans les parties élevées, encore incultes mais extrêmement riches, de l'Indo-Chine, de terres propres à faire l'objet de ces concessions. Nous avons même indiqué plus haut que, par leur situation à une altitude de 300 à 1000 mètres au-dessus du niveau de la mer, les localités dans lesquelles se trouvent ces terres se prêtent mieux que le delta à la colonisation par les Européens.

5° *L'armée et la marine de l'Indo-Chine française.*

L'armée. — De même que nous voulons une administration spéciale pour l'Indo-Chine française, de même nous désirons qu'elle ait une armée spéciale. Celle-ci se composerait, ainsi que nous l'avons dit plus haut, de bataillons européens et de bataillons indigènes réguliers. Les soldats européens seraient recrutés par engagement volontaire d'une durée de cinq ans au moins, renouvelable. Avec le roulement entre les diverses parties de l'Indo-Chine les soldats feraient sans inconvénient cinq années de séjour consécutif dans nos établissements; beaucoup, moyennant une prime raisonnable, se rengageraient une et même deux fois, surtout si au

bout de quinze années de service non interrompu, ils entrevoient une retraite honorable. Des concessions de terres pourraient être faites aux soldats ou à leurs familles, de façon à les lier au pays non seulement par des intérêts matériels mais encore par des intérêts moraux. Il serait bon d'encourager le mariage de ces hommes avec les femmes annamites, chinoises, malaises, cambodgiennes, de manière à créer des métis qui deviendraient plus tard d'excellents éléments militaires et coloniaux. Dans l'Inde, les Anglais ont fait tout ce qu'ils ont pu pour provoquer le mariage de leurs soldats européens avec des femmes européennes; ils espéraient pouvoir ainsi déterminer la formation d'une population blanche. Mais ils ont échoué dans cette entreprise, le climat ne permettant pas à la race blanche de se multiplier indéfiniment. Il nous paraît bien préférable de travailler à la formation dans notre Indo-Chine d'une race de métis d'Annamites ou de Chinois et de Français.

Nous demandons que l'armée européenne de l'Indo-Chine soit exclusivement destinée à ce pays, non seulement parce que nous y voyons un premier élément de colonisation, mais encore dans un double but économique et politique. Au point de vue économique, les avantages que nous retirerions de ce système ne sont pas douteux. Ce qui coûte le plus dans la dépense militaire des colonies lointaines, c'est le transport des hommes. Avec le système qui consiste à faire passer nos troupes d'infanterie de marine d'une colonie dans une autre, en ne les laissant que deux ou trois ans dans chaque colonie, nous payons des frais de transports énormes. Ceux-ci seraient considérablement diminués si nous avions une armée spéciale pour l'Indo-Chine, avec engagement de séjour de cinq ans au minimum, sauf, bien entendu, les cas de retour rendu obligatoire par une maladie incurable due au pays.

Au point de vue politique, tout le monde est d'accord pour reconnaître que les soldats provenant du recrutement obligatoire ne doivent pas former les éléments de la défense militaire des colonies. Les hommes qui sont désignés pour ce service spécial se trouvent exposés à plus de chances de maladie et de mort; ils sont condamnés à vivre loin de leurs familles et de leur patrie; ils sont, par conséquent, placés, par rapport au reste de l'armée, dans une situation défavorable dont eux et leurs familles ont le droit de se

plaindre. Il résulte de cet état de choses une opinion défavorable aux colonies. Il n'en serait pas ainsi si les soldats chargés de leur garde étaient levés en dehors du recrutement obligatoire.

Ce sont ces motifs qui avaient décidé la précédente Chambre à voter une loi pour le recrutement de l'armée coloniale. D'après cette loi, l'armée coloniale devait être composée d'hommes recrutés exclusivement par engagements volontaires et réengagements, mais les officiers étaient formés pour toute l'armée, d'après un ordre de roulement déterminé. Ce mode de recrutement des officiers nous paraît être tout à fait défectueux; il a été vivement critiqué par les officiers des troupes de la marine à cause du tort qu'il leur porte; il est critiquable à un point de vue plus général, particulièrement en ce qui concerne l'Indo-Chine. Il nous paraît nécessaire que les officiers des troupes européennes indo-chinoises soient, comme les soldats, recrutés par une sorte d'engagement volontaire; il y a tout avantage pour la sécurité de notre empire, et, par conséquent, pour son avenir, à ce que les officiers chargés de sa garde soient initiés aux coutumes, aux mœurs, à la langue des Annamites; cela ne peut avoir lieu qu'à la condition qu'ils fassent dans le pays un séjour prolongé. En résumé, nous croyons utile que l'Indo-Chine ait son armée spéciale comme elle devra avoir un personnel spécial d'administration, de travaux publics, de douanes, etc. Les officiers de l'armée Indo-chinoise devront avoir une solde avantageuse, une belle retraite et la possibilité d'obtenir pour eux ou leurs familles des concessions de terres, ainsi que le font les Anglais dans toutes leurs colonies.

Il faut que l'armée et l'administration de l'Indo-Chine fournissent à notre empire les principaux et les meilleurs éléments de colonisation.

En exprimant cette opinion et ce désir, nous n'entrons pas le moins du monde par le domaine de l'utopie. S'il est vrai que la majeure partie des soldats et des officiers envoyés par ordre en Cochinchine en partent avec plus de plaisir qu'ils n'y sont allés, il n'est pas moins vrai qu'une partie d'entre eux y resteraient volontiers pendant un temps indéfini s'il leur était fait des conditions avantageuses de séjour. Quant aux femmes qui ont vécu en Cochinchine pendant sept ou huit ans dans l'administration des affaires indigènes, c'est-

à-dire dans de bonnes conditions d'existence, il en est peu qui ne désirent y rester ou qui ne demandent à y retourner après avoir vécu en France pendant quelques mois. Or, le climat de la Cochinchine est beaucoup plus mauvais que celui du Tonkin. Il est donc permis d'affirmer que si des avantages sérieux étaient faits aux soldats, aux officiers, aux administrateurs de notre empire Indo-Chinois, un grand nombre d'entre eux y attireraient leurs familles et s'y fixeraient d'une manière définitive. L'armée et l'administration deviendraient ainsi, comme nous l'avons dit plus haut, les meilleurs éléments de la colonisation de notre empire.

La marine de l'Indo-Chine française. — De même que nous jugeons nécessaire de doter l'Indo-Chine française d'une armée spécialement destinée à sa garde, de même nous pensons qu'elle doit avoir sa flottille locale et sa marine propre. Cette flottille doit être composée de bâtiments construits spécialement pour les fleuves et les arroyos de ce pays, et de torpilleurs destinés à préserver l'entrée de ses rivières contre les bâtiments venant de la haute mer. Que ces navires soient construits en France ou en Chine, ils devraient l'être aux frais du budget de l'empire Indo-Chinois et entretenus sur ce budget.

Quant au personnel de la flottille, il serait recruté, comme celui de l'armée, soit parmi les indigènes qui ont tous les plus grandes aptitudes à la vie maritime, soit par voie d'engagements volontaires parmi nos marins français, dans des conditions analogues à celles que nous avons indiquées pour l'armée.

9. — L'AVENIR AGRICOLE, INDUSTRIEL, COMMERCIAL DE L'INDO-CHINE FRANÇAISE.

Les détails dans lesquels nous sommes entrés plus haut relativement à la constitution géographique, aux productions, etc., des diverses parties de l'Indo-Chine nous permettront de traiter brièvement ce chapitre; nous n'avons en effet qu'à y tirer les déductions de faits déjà connus du lecteur.

Rappelons d'abord que grâce à la chaleur de son climat, à l'abondance des pluies et à la richesse de son réseau hydrographique, l'Indo-Chine est l'un des points du globe les plus propres à l'agriculture. La constitution géologique et

l'altitude variée de ses diverses parties, la rendent également propre à toutes les productions du sol, depuis les plantes qui poussent dans l'eau ou dans les terrains inondés jusqu'à celles qui recherchent les terres élevées et où l'écoulement des eaux est facile. Parmi les céréales, toutes les variétés de riz sont cultivées dans l'Indo-Chine depuis celles qui se plaisent à avoir le pied constamment dans l'eau jusqu'à celles qui préfèrent les terrains secs et montagneux. On y cultive aussi une certaine quantité de maïs, mais en quantité relativement peu considérable. On n'a pas encore tenté la culture du blé, mais il n'est pas douteux qu'elle puisse très bien réussir dans toutes les parties élevées du Tonkin, de l'Annam central, de la Cochinchine et du Cambodge.

Autrefois l'exportation du riz était interdite dans tout le royaume d'Annam. Le but que se proposait par là le gouvernement annamite était de maintenir le riz constamment à bas prix et d'éviter les disettes qui auraient pu surgir à la suite des mauvaises récoltes. C'était une sorte de protection officielle de l'alimentation. Ce résultat était d'ailleurs assez bien obtenu, autant qu'on en peut juger d'après les documents historiques. Mais, s'il est vrai que le riz se maintenait toujours à bon marché, il faut ajouter que les cultivateurs, ne trouvant aucun stimulant à leur travail, ne cherchaient pas à produire au delà de ce qu'ils pouvaient consommer ou vendre dans l'intérieur même du royaume. Le travail était ainsi considérablement réduit; le bien-être l'était dans la même proportion. Avant la conquête de la Cochinchine, cette riche terre ne faisait à peu près aucun commerce avec le reste du monde. Les Chinois y venaient seulement chercher quelques poissons salés et séchés pris dans le Grand Lac où dans les pêcheries du sud, du nioc-mam et quelques médecines et épices venues du Laos à travers le Cambodge ou du Cambodge lui-même. Aussitôt que nous eûmes autorisé l'exportation du riz de la Cochinchine, une multitude de petits courtiers chinois se répandirent dans les villages de rizières, achetant le riz qu'ils expédiaient en Chine, aux Philippines, et même dans certaines parties de l'Inde. Séduits par l'élévation rapide du prix de cette céréale, les Annamites ne tardèrent pas à augmenter l'importance de leurs rizières et, aujourd'hui, la Cochinchine produit non seulement tout le riz nécessaire à la consommation de ses habitants, mais encore une quantité destinée à l'exportation qui augmente

chaque année. En 1863, la Cochinchine n'exportait presque pas de riz; en 1883, elle en a exporté 8.648.243 piculs. Pendant les douze dernières années seulement, la quantité de riz exportée par le seul port de Saïgon a augmenté de 75 pour 100, et l'augmentation tend à s'accroître encore. Ce seul fait indique l'importance du riz au point de vue du mouvement commercial de la Cochinchine. Cette importance paraîtra bien plus grande encore si nous ajoutons que, pendant ces dernières années, l'exportation de Saïgon, jusqu'alors destinée à peu près exclusivement à l'Asie, a tendu à se faire en partie vers l'Europe. Pendant les années 1881, 1882 et 1883, la moyenne des exportations de riz de Saïgon pour l'Europe avait été seulement de 2000 tonnes en moyenne, par an; en 1884, Saïgon a envoyé en Europe 110 000 tonnes de riz. L'énorme accroissement indiqué par ces chiffres trouve son explication dans ce fait, que l'on commence en Europe à faire de l'alcool avec le riz de l'extrême Orient, dont le prix est beaucoup moins élevé que celui du maïs d'Europe ou d'Amérique. Or, cette industrie ne peut qu'augmenter dans des proportions considérables, étant donnée la bonne qualité de l'alcool fourni par le riz de l'extrême Orient.

Le riz seul pourrait donc constituer, dans quelques années, une source puissante de revenus pour notre colonie de l'Indo-Chine, dont presque toutes les parties se prêtent merveilleusement à la culture de cette céréale. Mais il importe de faire remarquer ici que des modifications devront être apportées dans la culture ou dans le choix des variétés du riz pour qu'il puisse entrer en concurrence sur les marchés d'Europe avec le riz de la Birmanie anglaise. Ce dernier est, en effet, considéré comme étant de meilleure qualité. Le riz de Saïgon est coté, en Europe, 20 pour 100 meilleur marché que le riz de Birmanie. Cela tient, d'après M. Vossion, vice-consul de France à Rangoon, à ce que le riz cochinchinois est, ou trop riche en eau, ou bien mal emballé. Il serait aisé de cultiver, pour l'exportation européenne, la variété « long-grain » déjà connue en Cochinchine et qui vaut les meilleures qualités de la Birmanie; on exporte déjà en Europe, de Saïgon, une certaine quantité de ce long-grain, mais son prix reste encore inférieur à celui de la Birmanie à cause des vices de l'emballage et de l'imperfection du décorticage. Le riz du Tonkin est très supérieur à celui

574 L'AVENIR AGRICOLE, INDUSTRIEL, COMMERCIAL
de la Birmanie. Il serait aisé d'améliorer encore ses qualités ¹.

EXPORTATION DES RIZ DE COCHINCHINE.

DESTINATIONS.	1881		1882		1883	
	QUANTITÉS de piculs.	VALEUR en piastres.	QUANTITÉS de piculs.	VALEUR en piastres.	QUANTITÉS de piculs.	VALEUR en piastres.
France. { Ports	70,123	149,079	4,517	10,163	79,719	123,631
{ Colonies	»	»	»	»	»	»
Europe. { Ports d'ordres	13,984	22,000	»	»	»	»
{ Autres ports	»	»	567	600	»	»
Amérique	10,960	28,500	»	»	»	»
Indes néerlandaises	879,760	1,498,529	402,475	672,482	1,189,579	2,031,002
Établissements du dé- troit (Singapore)	552,551	824,950	406,615	607,082	982,696	1,416,530
Iles Philippines	55,913	98,227	183,890	304,156	733,905	1,202,190
Chine. { Hong-Kong	2,516,955	3,612,488	4,922,350	6,934,777	5,424,973	7,187,173
{ Autres ports	29,065	44,600	135,544	200,343	181,828	267,211
Annam	144	186	9,019	15,173	49,077	85,180
Indes anglaises	205	465	723	1,683	4,669	10,325
Australie (Sydney et Melbourne)	»	»	10,104	20,608	1,777	3,600
Diverses	10	30	»	»	»	»
Totaux	4,129,470	6,279,067	6,075,810	8,767,267	8,648,243 ou 522,500 tonneaux.	12,326,842 ou à 4 fr. 65 57,315,900 francs.

EXPORTATIONS DIVERSES DE COCHINCHINE POUR LES PRINCIPAUX PRODUITS.

DÉSIGNATION.	TOTAUX PAR ESPÈCES DE MARCHANDISES.				
	1879	1880	1881	1882	1883
	piastres.	piastres.	piastres.	piastres.	piastres.
Coton non égrené	47,151	16,185	35,130	77,180	167,495
Graisse de porc	63,510	68,710	134,345	83,464	77,584
Peaux d'animaux	98,728	178,361	189,440	181,868	179,655
Poissons secs ou salés	600,359	584,625	1,602,419	1,013,813	1,242,187
Soie grège	92,990	155,665	205,507	366,475	342,881
Réexportation de mar- chandises diverses européennes	48,470	108,198	114,425	147,128	360,200
Réexportation de co- tonnades	»	»	264,857	202,761	150,336
Totaux	951,208	1,111,444	2,546,123	2,072,689	2,520,338
Autres marchandises diverses	334,048	713,435	958,030	973,474	1,140,672
Métaux précieux	1,539,056	1,498,912	863,156	659,348	1,128,852
Totaux généraux	2,824,322	3,324,081	4,368,309	3,705,511	4,789,862

Personne n'ignore que le maïs est beaucoup employé en Europe et particulièrement en France pour la fabrication des alcools de qualité supérieure avec lesquels se font les cognacs, les armagnacs et les liqueurs fines de Bordeaux. Les quelques cultures de cette céréale qui existent déjà dans l'Indo-Chine montrent qu'elle pourrait y être produite en énorme quantité et dans des conditions de bon marché qu'on ne saurait espérer en Europe.

Riz et maïs peuvent donc, sans aller plus loin, être une source d'enrichissement pour les cultivateurs de la colonie, puisque ces produits, étant obtenus à bon marché, sont assurés de trouver en Europe un débouché destiné à augmenter chaque jour d'importance. Chaque jour, en effet, la fabrication européenne d'alcool augmente et, chaque jour, aussi, les substances desquelles on peut extraire l'alcool fournies par l'Europe augmentent de prix. Ajoutons que les préparations destinées à donner au riz toute sa valeur commerciale, c'est-à-dire le décortilage, la ventilation, etc., acquerront chaque jour une importance plus grande et pourront devenir dans notre Indo-Chine, l'objet d'industries rémunératives. Les moulins à décortilage de la Birmanie anglaise sont une des industries les plus prospères de ce pays. Autant que nous en savons, ces moulins sont encore à créer dans nos possessions de la Cochinchine et du Tonkin.

Il y aurait aussi de beaux profits à tirer de la fabrication sur place de l'alcool de riz et de maïs. Les Annamites fabriquent une assez grande quantité d'alcool de riz, mais leurs procédés de fabrication sont tout à fait rudimentaires et les produits qu'ils obtiennent sont très inférieurs à ce que donnerait l'outillage perfectionné dont nous nous servons en

TABLEAU COMPARATIF DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS.

	1880	1879	1878	1877
Importation.— Marchandises et produits divers. Piastres.	7,513,249	7,704,612	8,432,889	7,311,454
Exportation.— Marchandises et produits divers. Piastres.	1,825,179	1,396,628	1,869,359	1,551,135
Exportation.— Riz et paddy. Piastres.	4,733,322	6,010,274	3,632,480	5,096,556

Europe. Le riz ne manquant jamais ni au Tonkin ni en Cochinchine, et la consommation de l'alcool par les indigènes tendant à augmenter à mesure que le bien-être s'accroît, les distilleries qu'on établirait dans ces pays n'auraient pas à craindre le chômage. Quant à la main-d'œuvre, on l'y trouverait à un prix auquel on ne peut pas songer en Europe.

Nous ne voulons pas insister sur les bénéfices que pourrait rapporter la culture de la canne à sucre. Nous considérons, à tort ou à raison, cette denrée comme l'une des moins rémunératrices que puissent produire les régions tropicales. Le sucre est descendu en Europe, par suite de la culture de la betterave, à un prix tellement bas que les sucres exotiques ne peuvent guère venir faire concurrence sur nos marchés aux sucres européens.

Cependant, il ne faut pas oublier que le marché des produits de l'Indo-Chine française sera dans l'avenir, comme dans le passé et le présent, beaucoup moins en Europe et en France que dans l'Asie septentrionale. Déjà la Chine consomme la majeure partie du riz exporté par la Cochinchine et par le Tonkin; le jour où nous fabriquerons dans ces deux colonies une quantité suffisante d'alcool, c'est vers la Chine que nous devons chercher à les exporter, après les avoir transformés en eaux-de-vie et en liqueurs. La Chine septentrionale qui manque de riz pour son alimentation en manque à plus forte raison pour la fabrication de l'alcool dont elle a d'autant plus besoin que son climat est plus froid. C'est vers la Chine aussi que devraient être dirigés les sucres de canne et le rhum que donneraient abondamment les établissements de l'Indo-Chine le jour où des agriculteurs et des industriels habiles voudraient se donner la peine de produire et d'exploiter la canne dans de bonnes conditions.

Le coton pourrait être aussi, particulièrement au Tonkin, l'objet d'une culture productive, soit qu'on le cultive pour envoyer son produit en Europe, soit, qu'on veuille filer et tisser le coton sur les lieux mêmes. Dans tout l'Annam, les étoffes de coton sont les seules que portent la majeure partie des habitants; les riches seuls font journellement usage des étoffes de soie; les pauvres ne portent de vêtements de soie que les jours de fêtes. On fait déjà dans l'Annam quelques étoffes de coton, soit avec le coton du pays, soit surtout avec des filés de provenance anglaise; mais la majeure partie

des cotonnades consommées dans le pays vient d'Europe et particulièrement d'Angleterre. Ces dernières sont de qualité inférieure à celle des tissus fabriqués dans le pays, mais comme elles coûtent meilleur marché elles sont plus demandées, du moins en ce moment. Dans ces conditions, la culture du coton nous paraît devoir être tentée. Jusqu'à présent on n'a cultivé au Tonkin que des cotonniers de petite taille. « Ils demandent très peu de soins; leur rendement est très abondant et presque toujours sûr. On sème en février et l'on récolte en juin et juillet; la plupart des terrains secs et sablonneux du pays conviennent à cette culture¹. » Il n'est pas douteux qu'avec des soins intelligents on arrivera à améliorer considérablement ce produit qui, tout en donnant des bénéfices aux cultivateurs, pourrait rendre des services importants à nos filatures, aujourd'hui tributaires de l'Amérique.

Le tabac vient bien dans tout l'Annam; sa qualité passe pour n'être pas actuellement très bonne, mais il faut dire qu'il n'est l'objet d'à peu près aucun soin de la part des Annamites. Un colon français, installé depuis dix ans en Cochinchine, écrivait récemment à ce propos à l'auteur de ce livre : « Les feuilles du tabac de Cochinchine, très belles, conviennent parfaitement aux enveloppes de cigares. La régie, l'ayant essayé, avait trouvé trop peu combustible le tabac coupé, cultivé dans la colonie; on est revenu depuis à une opinion plus favorable; outre la valeur spéciale des belles feuilles, fort nombreuses, il est établi qu'une légère préparation donne à notre tabac toute la combustibilité désirable. Si pourtant la régie montrait encore quelques hésitations, nous aurions écoulement sur le marché d'Anvers, et cet exemple entraînerait sous peu notre administration. » Il n'est pas douteux qu'avec des soins convenables on ne réussisse promptement à améliorer la qualité de ces tabacs. Or, chacun sait que la France n'en produit pas suffisamment pour sa consommation; elle est obligée d'acheter une partie de celui qu'elle consomme dans les colonies espagnoles ou portugaises et en Amérique. Ce serait pour elle un avantage de le récolter dans une de ses colonies et ce serait pour les habitants de cette dernière une nouvelle source d'enri-

1. *Notices coloniales publiées à l'occ. de l'Expos. univers. d'Anvers, en 1885, t. I, p. 53 (article TONKIN).*

chissement. Du reste, même en admettant que la France ne pût pas utiliser le tabac de notre Indo-Chine, celui-ci aurait encore un marché immense à sa porte : l'Indo-Chine elle-même et la Chine. Les Annamites fument le tabac plus volontiers peut-être que l'opium et les Chinois eux-mêmes ne le dédaignent pas. S'il était possible de leur en fournir de bonne qualité et à un prix raisonnable, il est certain que le tabac prendrait en partie la place de l'opium du moins parmi les Annamites et les Cambodgiens. Le tabac offre, en effet, sur l'opium cet immense avantage qu'il peut être fumé en tout temps et en tout lieu, tandis que l'opium exige, à ce double point de vue, des conditions tout à fait spéciales. Ajoutons que déjà, dans la population annamite de la Cochinchine, l'usage du tabac se répand beaucoup. On le fume souvent en y ajoutant un peu d'opium, ce qui donne aux fumeurs les deux jouissances à la fois.

Parmi les produits riches et capables d'être l'objet d'une grande consommation nous devons citer la soie. Aujourd'hui la majeure partie de nos soies grèges nous viennent de la Chine. Or, l'Annam, particulièrement le Tonkin, se prête merveilleusement à la culture du mûrier et à l'élevage des vers à soie. Ni cette culture ni cet élevage ne sont faits par les indigènes d'une façon convenable ; il serait sans contre-dit aisé à des Européens bien initiés à ces sortes de choses de modifier les pratiques, d'améliorer les espèces de mûriers et de vers et d'obtenir des résultats fructueux. Le salaire des indigènes est si minime qu'un Européen intelligent ne perdrait certainement pas sa peine à ces transformations. On estime que la quantité des étoffes de soie consommée au Tonkin est d'environ 900 000 kilogrammes, chiffre auquel il faut ajouter la quantité exportée en Chine, sur laquelle nous n'avons aucune donnée. En ne tenant compte que de la consommation locale, on voit qu'un industriel habile arrivant à produire, grâce à un outillage perfectionné, meilleur marché que les indigènes, pourrait faire de jolis bénéfices. Mais il est bien évident que l'exportation pour la Chine augmenterait, dans ces conditions, d'une manière rapide. A cela il faut ajouter la soie grège qui pourrait être fabriquée pour l'Europe, où elle serait assurée de trouver un important débouché, en concurrence avec celle de la Chine.

Parmi les autres produits qui pourraient faire l'objet d'im-

portantes cultures dans les diverses parties de l'Indo-Chine, nous nous bornerons à citer le café, le poivre, le rocou¹, l'indigo, les huiles végétales, notamment le ricin, l'arachide et le sésame qui viennent admirablement dans les diverses parties de notre vaste empire indo-chinois. Tous ces produits sont nécessaires à la France, tous peuvent être produits dans notre colonie dans de bonnes conditions., étant donné le bas prix de la main-d'œuvre; tous, par conséquent, doivent faire l'objet des tentatives de nos compatriotes et tous leur donneront, en échange de quelques sacrifices de temps et d'argent, des bénéfices sérieux¹.

Parmi les cultures qui pourraient rapporter à l'Indo-Chine française des revenus importants, nous voulons citer celle du pavot. En ce moment toute l'Indo-Chine, la majeure partie de la Chine, les îles Philippines, en un mot, toutes les

1. IMPORTATIONS PAR LE PORT DE SAÏGON
(Détail des dix principaux produits.)

DÉSIGNATION.	TOTAUX PAR ESPÈCES DE MARCHANDISES.				
	1879	1880	1881	1882	1883
	piastres.	piastres.	piastres.	piastres.	piastres.
Guinées	291,583	136,570	127,330	380,328	444,217
Librairie et papeterie	564,245	313,230	364,712	498,069	529,069
Machines, matériel de ponts, chemins de fer et accessoires.	25,302	25,171	55,444	172,267	593,220
Opium.	559,815	498,007	664,813	516,592	371,050
Soieries diverses	556,629	729,895	502,888	764,566	1,407,664
Tissus, cotonnads.	1,131,578	1,321,231	1,272,498	1,685,904	1,767,979
Tissus divers. .	324,898	207,163	415,978	339,234	1,028,694
Thés.	273,198	348,214	307,418	406,581	838,940
Vêtem. et effets.	233,704	383,753	260,946	227,600	214,825
Vins (en barriq.)	211,061	174,161	257,034	358,716	260,957
Totaux. .	3,882,014	4,043,385	4,126,061	5,349,857	7,456,615
Autres marchandises diverses.	3,790,627	3,469,864	3,561,231	3,874,876	4,930,400
Import. de métaux précieux.	4,013,035	2,571,674	1,447,088	2,500,347	3,393,089
Totaux généraux par année. . .	12,685,675	10,084,923	9,137,390	11,725,080	11,788,113

580 L'AVENIR AGRICOLE, INDUSTRIEL, COMMERCIAL

parties de l'Asie où se trouvent des Chinois et des Anna-

MOUVEMENT DE LA NAVIGATION DU PORT DE SAÏGON.
Mouvement à l'entrée des navires au long cours.

PAVILLONS.	1883		PAVILLONS.	1883	
	Nombre.	Tonnage		Nombre	Tonnage
Français. { voil.	5	3,445	<i>Reports.</i> .	521	548,655
{ vap.	123	198,479	Autrichiens { voil.	»	»
Anglais . . { voil.	7	3,911	{ vap.	»	»
{ vap.	239	217,414	Italiens . . { voil.	»	»
Allemands. { voil.	6	2,454	{ vap.	»	»
{ vap.	93	71,604	Suédois . . { voil.	»	»
Hollandais. { voil.	»	»	{ vap.	»	»
{ vap.	24	28,875	Portugais . { voil.	»	»
Américains { voil.	»	»	{ vap.	»	»
{ vap.	»	»	Russes . . { voil.	»	»
Danois . . { voil.	1	239	{ vap.	6	6,068
{ vap.	1	268	Hawaïens.. { voil.	»	»
Siamois . . { voil.	»	»	{ vap.	»	»
{ vap.	»	»	Chinois. . { voil.	»	»
Espagnols . { voil.	4	2,301	{ vap.	1	2,193
{ vap.	16	9,120	Argentins. { voil.	»	»
Norwégiens { voil.	2	545	{ vap.	»	»
{ vap.	»	»	Japonais. . { voil.	»	»
Belges. . . { voil.	»	»	{ vap.	»	»
{ vap.	»	»	Sarawak. . { voil.	»	»
Péruviens . { voil.	»	»	{ vap.	»	»
{ vap.	»	»			
<i>A reporter.</i> .	521	549,655	Totaux. . { voil.	25	12,895
			{ vap.	505	543,021
			Totaux généraux,	530	555,919

MOUVEMENT GÉNÉRAL DU PORT DE SAÏGON.

	1880	1879	1878	1877
Importation.— Marchandises diverses. . . . Piastres.	7,513,249	7,704,612	8,432,889	7,311,454
Exportation.— Marchandises diverses. . . . Piastres.	1,825,179	1,396,628	1,869,359	1,551,195
Exportation.— Riz et paddy. Piastres.	7,821,536	10,360,254	8,515,570	8,667,233
Totaux.	17,159,964	18,461,494	18,817,818	17,529,882

mites, sont tributaires de l'Inde anglaise pour l'opium. Or, rien ne serait plus aisé que d'introduire dans notre province indo-chinoise la culture du pavot et la fabrication de l'opium. Nous détournerions ainsi à notre profit une partie des sommes immenses que le gouvernement de l'Inde encaisse à l'aide de la régie de l'opium¹.

La Chine passe pour consommer les neuf dixièmes de l'opium de l'Inde et une grande partie de celui de l'Asie Mineure et de la Perse, sans compter celui qu'elle produit elle-même. Ce fait n'a, du reste, rien qui doive nous étonner, si nous songeons à l'énorme quantité de tabac qui est consommé en Europe, en Amérique et sur un grand nombre d'autres points du globe. L'habitude de fumer de l'opium n'est, en réalité, ni meilleure, ni plus mauvaise que celle de fumer du tabac ou de boire des liqueurs alcooliques; elle n'a que l'inconvénient d'être moins aisée à satisfaire. Le monopole de l'opium, contre lequel certains rigoristes protestent avec tant de violence, n'est donc pas plus un mal que celui du tabac; il a l'avantage de donner à l'Angleterre des millions pris sur les fantaisies ou les vices dont ceux qui s'y livrent sont seuls responsables, et qu'elle serait contrainte de prendre sur la consommation d'objets de première nécessité. Cette considération, sur laquelle nous nous appuyons pour justifier le monopole du tabac et les énormes ressources qu'il fournit au gouvernement français, suffit amplement pour justifier les Anglais dans les Indes et pour encourager les Français de la Cochinchine et du Tonkin à imiter leur exemple et à provoquer dans ces deux colonies la culture d'une plante si productive en recettes fiscales.

1. Les chiffres suivants donneront une idée de l'importance de l'opium pour la colonie anglaise de l'Inde et des avantages que nous trouverions à nous substituer, dans la mesure du possible, aux producteurs anglais. C'est particulièrement dans les districts de Risalwa, de Patna et de Bénarès que se fait la culture du pavot. En 1883, on estimait à 200000 hectares la surface du terrain employé à cette culture. L'administration anglaise y pousse dans la mesure du possible les habitants, à cause de l'énorme bénéfice qu'elle retire de la vente de l'opium, dont elle se réserve le monopole.

On estime à 300 pour 100 environ le bénéfice qui résulte pour elle de cette vente. En 1818, l'exportation de l'opium indien ne dépassait pas 4000 caisses, pesant chacune de 50 à 60 kilogrammes; en 1873, l'exportation, pour la Chine seule, dépassait 52000 caisses, au prix moyen de 3200 francs la caisse. En 1881, l'importation de l'opium en Chine représentait 270 millions de francs, c'est-à-dire plus des deux vingtièmes du total des importations étrangères dans les ports ouverts de l'empire chinois.

Les forêts de la haute Cochinchine, du Cambodge des rivières montagneuses de l'Annam et du Tonkin contiennent un grand nombre d'arbres propres aux constructions navales, à la charpente, à la menuiserie et à l'ébénisterie, mais l'absence de voies de communication rend presque impossible une exploitation fructueuse de la plupart de ces forêts.

Parmi les tentatives fructueuses qui peuvent être faites dans notre Indo-Chine, nous devons encore citer l'élevage des animaux domestiques de travail et de boucherie. En fait d'animaux propres au travail agricole, les Annamites n'ont guère que le buffle, dont le milieu nécessaire est la rizière vaseuse. Hors de la vase et de l'eau, le buffle n'est guère propre à aucun travail. Il existe encore dans l'Annam un petit bœuf coureur, très convenable pour traîner des voitures légères, mais trop faible pour fournir un travail pénible, et trop petit pour être un animal de boucherie de bon rapport. Il existe au Tonkin une race de chevaux petits, capables de traîner des voitures légères, mais impropres au labour et à tout service pénible. Les moutons sont rares. Les bœufs de boucherie consommés en Cochinchine viennent presque tous du Cambodge. Les canards, les poules et les porcs sont les seuls animaux propres à l'alimentation qui soient élevés par les Annamites sur une grande échelle. Cependant, toutes les parties un peu élevées de l'empire d'Annam et du Cambodge conviendraient admirablement à l'élevage des bœufs, des moutons, des chevaux, des mulets. Les pâturages seraient faciles à créer et l'espace ne manque pas, notamment dans toute la chaîne montagneuse qui descend depuis le sud du Tonkin jusqu'au nord-est de la Cochinchine et du Cambodge. Les chevaux trouveraient leur emploi dans les transports des hommes et des produits du sol, et dans le labour des plateaux; les bœufs, utilisés de la même façon, fourniraient, en outre, de la viande aux Européens, qui la font venir de loin, ou qui l'ont de mauvaise qualité, et aux indigènes qui n'ont en ce moment que leurs volailles et leurs porcs.

Pour toutes les entreprises agricoles dont nous venons de parler, les bras ne manquent pas dans l'Annam. Il n'y faut que des capitaux et l'activité de notre race. L'Annamite n'a pas beaucoup d'esprit d'initiative; il est, comme tous les hommes de race jaune, dominé par la routine et les préjugés, mais il est intelligent et plus travailleur que tous les autres peuples indigènes des régions tropicales de l'Asie ou de

l'Afrique. Dirigé par notre intelligence, poussé au travail par un esprit plus entreprenant et plus ardent que le sien, il ne tardera pas à concevoir le désir d'améliorer son sort. L'Annamite de la Cochinchine française de nos jours est déjà bien différent de celui qui peuplait notre colonie il y a vingt-cinq ans. Vendant son riz plus cher, il a compris les avantages matériels qui résultent d'un travail plus suivi et plus rude; ceux qui vivent à notre contact commencent à montrer des goûts nouveaux. A mesure que leur richesse s'accroîtra, ils s'efforceront davantage de les satisfaire et se mettront à la recherche des produits que nous avons l'habitude de consommer. Un fait minime, mais bien curieux, mérite à cet égard d'être signalé. On sait que le thé est, dans l'Annam comme en Chine, la boisson à peu près exclusive de la race jaune; or, depuis quelques années l'usage du café s'introduit si bien parmi les Annamites et les Chinois de notre colonie cochinchinoise, qu'on trouve dans un grand nombre de villages, au carrefour des rues, de petites boutiques dans lesquelles on débite du café aux passants. Il y a vingt ans, les domestiques des Français connaissaient seuls le café.

L'usage du vin commence aussi à se répandre parmi les Annamites et les Chinois riches. Il n'est pas douteux qu'avec la richesse nous n'introduisions peu à peu dans ce pays un certain nombre de goûts qui ne peuvent être satisfaits que par les produits de l'Europe. La mise en culture de l'Indo-Chine sous notre direction et avec nos capitaux aura donc fatalement le triple résultat d'augmenter les exploitations de l'Indo-Chine, d'accroître la richesse et le bien-être des indigènes et de rapporter à la France des avantages commerciaux en rapport avec l'importance des cultures que nous aurons opérées dans le pays.

On remarquera que nous n'avons pas parlé des mines et de leur exploitation par des Français. C'est que, volontairement, nous apportons une grande réserve dans l'appréciation de cet ordre de richesses. Personne ne saurait mettre en doute qu'il n'existe dans l'Indo-Chine française des mines de divers minéraux et de houille. Les mines d'or et de fer du Tonkin ont été affermées par le gouvernement annamite; nous connaissons le chiffre des redevances qu'elles payaient; d'un autre côté, il n'est pas douteux qu'il existe du fer au Cambodge et de la houille dans le Tonkin, mais il n'a encore été fait aucune étude approfondie de ces richesses et nous

craindrions de paraître vouloir exagérer l'avenir de notre empire asiatique si nous insistions sur des trésors encore inconnus. Parmi les mines dont il a été question, les plus importantes seraient, sans contredit, celles de houille. Si l'on en croit le travail publié sur ce sujet par M. Fuchs, il y aurait au Tonkin un bassin houiller d'une grande étendue. En admettant que les estimations de cet ingénieur soient beaucoup exagérées, on peut espérer qu'il se trouvera dans le Tonkin des mines de houille capables de fournir un approvisionnement suffisant de charbon à notre marine en cas de guerre.

1°. Les relations commerciales de l'Indo-Chine française avec les régions voisines.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des ressources agricoles, commerciales et industrielles de notre empire indo-chinois lui-même, parlant comme s'il était isolé de tout voisin. Il n'en est pas ainsi cependant. Ainsi que nous l'avons montré plus haut, dans la partie consacrée à la géographie de l'Indo-Chine, notre empire est situé de façon à pouvoir nous faciliter des relations commerciales importantes avec la Chine dans le nord et dans l'est, avec le Laos, les pays Shans et le Siam dans l'ouest. Il y a derrière les montagnes de l'Annam, entre ces montagnes et le cours du Mékong, puis au delà de ce fleuve, dans l'ouest, des populations aujourd'hui presque dépourvues de relations avec les nations de l'Europe, ou n'en ayant que de très rares et de très difficiles. Il nous appartiendra de faire pénétrer dans ces régions les produits de notre industrie. Par le nord du Tonkin, nous pourrions gagner le Quang-Ton et le Quang-Si; par le sud et l'ouest, soit à l'aide du Fleuve Rouge, soit à l'aide des vallées du Song-Ma et du Nam-Kan, et par Luang-Prabang, nous pénétrons dans le Yunnan, vers lequel les Anglais se dirigent par la Birmanie supérieure.

A l'ouest de l'Annam central et au sud du Cambodge, les vastes territoires du Laos nous tendent les bras. En nous renfermant dans les limites scientifiques assignées plus haut à notre empire, nous avons à la disposition de notre commerce une surface de pays d'une grande richesse, encore bien imparfaitement peuplée, et qui cependant compte probablement plus de vingt millions d'habitants, chez lesquels

nous sommes certains de pouvoir écouler nos produits. Pour cela il suffit d'établir les voies de communication nécessaires à la mise en relation de notre empire avec les pays qui l'entourent.

Je tiens à insister ici tout particulièrement sur une idée déjà exposée plus haut, à savoir que les relations commerciales de l'Indo-Chine française doivent être cherchées, du moins en ce moment, beaucoup plus dans les pays voisins de nos établissements qu'en France. Dans l'état actuel des choses, les produits utiles à notre industrie, que l'Indo-Chine est susceptible de nous fournir, ne sont que très peu nombreux. Il en sera ainsi jusqu'à ce que des cultures nouvelles aient été créées. Mais notre établissement de l'extrême Orient peut, dès aujourd'hui, servir d'entrepôt à des marchandises françaises qui, de là, seraient dirigées vers toutes les contrées voisines où ne pénètrent que des marchandises anglaises. Ces contrées, d'autre part, peuvent nous donner, en échange, un grand nombre de produits naturels qui n'ont peut-être pas une grande valeur en Europe ou qui y sont peu consommés, mais qui sont très recherchés en Chine, au Japon, etc.

Pour tirer de nos établissements ces premiers avantages il ne faut que des routes, que des commerçants hardis et des capitaux. Afin de leur faire produire les matières premières que notre industrie est aujourd'hui obligée d'acheter aux colonies anglaises, il faudra y introduire des cultures qui n'y sont encore qu'à l'état rudimentaire. Cela demandera probablement plus de temps, plus de patience et plus d'efforts, mais il n'est pas douteux qu'on ne puisse obtenir dans cette entreprise des résultats fructueux.

Sans parler du Tonkin et de l'Annam, qui sont à peine ouverts à notre commerce et à notre industrie, et ne faisant allusion qu'à la Cochinchine dont nous sommes les maîtres depuis plus de vingt ans, nous devons avouer que les richesses de l'Indo-Chine ont été jusqu'à ce jour beaucoup négligées. Nous trouvons la principale raison de cette négligence dans l'ignorance où sont la plupart des Français des choses que nous venons d'exposer. C'est surtout à l'administration qu'il appartiendrait d'en répandre la connaissance. Or, elle n'a jusqu'à ce jour à peu près rien fait dans cette direction et nous craignons qu'elle ne fasse pas beaucoup plus à l'avenir. Nous indiquerons dans un autre chapitre les procé-

dés qui nous paraissent devoir être employés pour répandre les notions de nature à attirer vers l'Indo-Chine, aussi bien que vers nos autres colonies, les capitaux et les intelligences qui leur manquent; en ce qui concerne particulièrement l'Indo-Chine, dont la richesse surpasse celle de toutes nos autres colonies, bornons-nous à rappeler que l'un des meilleurs moyens de lui donner des colons serait à notre avis de lui donner une administration et une armée spéciales, avec faculté pour les membres de l'administration ou de l'armée de faire venir dans notre colonie leurs familles, où des terres leur seraient concédées; en un mot, faire du fonctionnaire le pivot de la colonisation.

2°. *Le rôle militaire de l'Indo-Chine française.*

L'importance de l'Indo-Chine, en ce qui concerne les intérêts militaires de la France dans l'extrême Orient, ne saurait être mise en doute. Cette question est l'une de celles qui méritent le plus d'attirer l'attention de nos compatriotes. Sans entrer dans des considérations générales qui trouveront mieux leur place dans un autre chapitre, nous devons rappeler qu'en cas de guerre maritime il est indispensable que nos navires de guerre et de commerce aient, dans l'extrême Orient, un port dans lequel ils puissent, soit se réfugier et se mettre à l'abri, soit se ravitailler et se réparer. A peine, en effet, la guerre serait-elle déclarée entre deux nations européennes, que tous les ports importants de l'extrême Orient seraient fermés à ces nations en vertu des conventions qui établissent les droits des neutres. Nous avons été récemment les témoins de ce fait pendant la guerre entre la France et la Chine. L'obligation dans laquelle nous sommes d'entretenir une flotte militaire dans les mers de la Chine pour la protection des nombreux navires marchands français qui fréquentent ces mers nous oblige à avoir pour cette flotte des ports de ravitaillement, de réparation et de retraite en cas de besoin.

Parmi les ports de ce genre que l'Indo-Chine peut offrir à nos navires, il en est un qui prime tous les autres : nous voulons parler de Saïgon. Sa situation à une grande distance de la mer le met à l'abri de toutes les surprises et de toutes les attaques ; les plus grands navires peuvent y parvenir et s'y entasser en grand nombre à toutes les époques

de l'année ; le pays dans lequel il est situé est actuellement le plus riche de l'Indo-Chine ; il offre donc toutes les conditions matérielles désirables. Une seule chose y manque : le charbon. Il faut l'y transporter d'Europe et il serait nécessaire qu'il y eût toujours à Saïgon un approvisionnement considérable de cette matière indispensable.

Ajoutons, du reste, que presque rien n'a encore été fait pour mettre le port de Saïgon en mesure de répondre dignement au rôle que nous venons de lui assigner. La première conséquence de la nouvelle situation que nous venons de prendre dans l'Indo-Chine est l'obligation d'outiller le port de Saïgon de façon à ce qu'il puisse devenir le point d'appui et le centre d'action de toutes nos forces maritimes des mers de Chine. Il faut qu'en cas de guerre, non seulement Saïgon puisse fournir un abri à nos flottes militaires et marchandes, mais encore que de Saïgon puissent rayonner les navires de guerre chargés de protéger notre pavillon dans les mers de la Chine et des Indes. Il faut aussi que nos forces maritimes et militaires indo-chinoises soient organisées de telle sorte qu'elles puissent suffire par elles-mêmes, en tout temps, à la défense de la colonie contre les entreprises d'une nation européenne quelconque. Nous avons dit plus haut que l'Indo-Chine devait avoir son armée propre. Ajoutons que cette armée doit être assez puissamment organisée pour qu'en temps de guerre européenne la France n'ait pas à lui prêter le secours des troupes nationales.

Au point de vue maritime, il faut également que la colonie ait des forces propres, indépendantes de la station navale des mers de Chine, de manière à ce que celle-ci puisse se déplacer à son aise, sans avoir à se préoccuper de la défense de la colonie. En même temps que nous organiserons dans le port de Saïgon un arsenal maritime avec toutes les ressources que comporte un établissement de cette sorte, nous devons nous préoccuper d'établir des défenses à l'entrée de tous les bras des fleuves et de tous les ports par lesquels un débarquement pourrait être effectué, et nous devons créer une flottille militaire, spéciale à l'Indo-Chine, flottille de navires pouvant circuler en tout temps sur les fleuves, rivières, arroyos et canaux du pays, et flottille de torpilleurs destinée à protéger toutes les entrées praticables aux navires de guerre venant de la haute mer.

De même que notre armée indo-chinoise doit être formée

d'éléments volontaires et spéciaux à l'Indo-Chine, y séjournant pendant toute la durée de leur engagement, et d'éléments indigènes volontaires, de même les marins de la flottille indo-chinoise devraient, selon nous, être indépendants de la métropole, recrutés soit à l'aide de marins français volontaires, s'engageant à rester dans l'Indo-Chine pendant un temps déterminé, soit à l'aide de marins indigènes. Il n'est pas douteux qu'on trouverait un nombre assez considérable de ces derniers. L'Annamite aime l'eau ; beaucoup de familles n'ont pas d'autre habitation que les sampans ou les bateaux de mer ; en leur offrant des avantages suffisants, on trouverait sans peine, parmi les caboteurs des côtes ou les mariniers des fleuves, des marins qu'on formerait vite à la manœuvre des bâtiments de la flottille militaire de l'Indo-Chine. Quant aux officiers, ils devraient être recrutés, comme ceux de notre armée indo-chinoise, par engagements volontaires.

Ayant son armée et sa marine propres, un bon port de ravitaillement et de réparation à Saïgon, quelques autres ports de refuge sur les côtes de l'Annam et du Tonkin, par exemple, dans la baie d'Allong, notre empire indo-chinois pourrait, en temps de guerre européenne, comme en temps de paix, se suffire à lui-même. Bien loin alors de constituer pour la France une charge militaire, il lui serait, même à ce point de vue, d'un grand secours, en immobilisant, dans les mers de la Chine et de l'Inde une partie de la marine militaire de la nation ennemie.

L'Indo-Chine française est admirablement située pour jouer un rôle important dans une guerre maritime entre la France et l'Angleterre, c'est-à-dire entre les deux plus grandes puissances navales du monde. Appuyée sur nos établissements, une flotte française supprimerait toutes les relations commerciales de l'Inde anglaise ou de l'Angleterre elle-même avec les ports de la Chine, notamment avec Hong-Kong ; elle pourrait même inspirer à l'Inde de sérieuses inquiétudes. Mais pour que la flotte française opérant dans les mers de la Chine soit maîtresse de tous ses mouvements et puisse exercer toute sa puissance, il faut que nos établissements soient en état de se protéger eux-mêmes contre toute attaque du dehors, il faut qu'ils aient l'organisation militaire autonome dont j'ai tracé les grandes lignes.

3°. *Les ressources financières de l'Indo-Chine française.*

Nier la vérité des considérations que nous venons d'exposer nous paraît être chose impossible. Aucun homme compétent ne tentera de le faire; mais on ne manquera pas de nous objecter l'immensité des dépenses nécessitées par une semblable organisation. C'est par la réponse à cette objection que nous terminerons ce chapitre. Pour que cette réponse soit topique, il faut que nous jetions un coup d'œil d'ensemble sur la nature et l'importance des ressources pécuniaires que nous pouvons espérer tirer de notre empire indo-chinois, et sur les dépenses que nécessiterait l'organisation dont nous avons tracé les grandes lignes.

L'examen du budget des dépenses pour 1885 nous montre que la métropole a dépensé pour la Cochinchine, en 1885, une somme totale de 3 238 595 francs, destinée à couvrir les frais du personnel des services civils et militaires, des voyages par terre et par mer de ce personnel, des vivres, des hôpitaux, du matériel, des services militaires, etc.

La Cochinchine paye elle-même tous les autres services, y compris la justice, les cultes, les troupes indigènes, etc., à l'aide d'un budget des dépenses qui atteint, y compris les budgets communaux et d'arrondissements, une trentaine de millions.

Des 3 238 595 francs indiqués plus haut comme représentant le total des dépenses faites par la métropole pour la Cochinchine, il faut déduire une somme de 1 924 000 francs payée par la Cochinchine à la métropole, à titre de contribution pour l'année 1885. Les dépenses de la métropole pour la colonie sont ainsi réduites au chiffre de 1 314 595 francs.

Il n'est pas douteux que cette somme ne puisse être mise au compte de la colonie le jour où cela conviendrait à la métropole. Toute dépense de cette dernière pour sa colonie serait ainsi rayée du budget. Mais il en faudrait rayer ainsi la somme versée à titre de contribution annuelle à la métropole par la colonie, et il faudrait laisser à cette dernière le soin d'organiser elle-même tous ses services administratifs et militaires comme elle l'entendrait. Elle trouverait alors, sans aucun doute, les moyens d'économiser la différence minime dont il est question plus haut.

Quant au Tonkin, à l'Annam central et au Cambodge, toutes les personnes au courant des affaires de l'extrême Orient qui ont étudié comparativement les ressources de ces parties de notre empire et les dépenses qu'entraînera l'exercice de notre protectorat tel qu'il est réglé par les traités, sont d'accord pour reconnaître qu'avant un petit nombre d'années les recettes et les dépenses ne peuvent manquer de s'équilibrer. On rapprocherait d'ailleurs beaucoup ce moment, et on rendrait plus facile l'organisation de notre empire, si l'on en réunissait toutes les parties et si l'on fondait en un même budget général toutes les recettes et toutes les dépenses. Nous considérons, en effet, comme une règle absolue de toujours faire reposer, quand cela est possible, la fondation d'une colonie nouvelle sur une colonie déjà formée et en pleine prospérité. A notre avis, c'est à la Cochinchine et non pas à la métropole qu'aurait dû incomber le soin d'étendre notre empire dans l'Annam et dans le Tonkin comme elle l'avait étendu déjà dans le Cambodge.

De ce qui précède il résulte que notre empire indo-chinois doit être considéré comme jouissant de ressources budgétaires propres, suffisantes pour payer toutes les dépenses ordinaires. En est-il ainsi des dépenses extraordinaires qu'il devrait faire pour créer ou améliorer les voies de communication dont nous avons tracé le plan, fortifier ses côtes, ses rivières et ses ports, organiser l'arsenal de Saïgon, créer sa flottille de navires fluviaux et de torpilleurs, en un mot s'organiser de telle sorte qu'il pût enfermer en lui-même ses moyens de défense contre les ennemis de l'intérieur et contre ceux du dehors ?

La réponse à cette question nous paraît être contenue dans la question elle-même. Toutes les dépenses dont nous venons de parler étant de nature extraordinaire, c'est à des ressources extraordinaires, c'est-à-dire à l'emprunt ou à des subventions de la métropole que notre empire indo-chinois devrait avoir recours. C'est ainsi que procèdent toutes les colonies anglaises.

Le droit qu'aurait l'Indo-Chine à une subvention métropolitaine pour faire ses travaux de défense est manifeste. En se mettant en mesure de se défendre elle-même, la colonie décharge la métropole de soucis considérables et d'une charge financière non moins grande. Elle a donc le droit de réclamer l'aide de la métropole. Si l'on objecte les embarras

financiers de cette dernière, nous répondrons que la subvention métropolitaine destinée à couvrir sinon la totalité, du moins une partie des frais occasionnés par la mise en état de défense de la colonie, pourrait être répartie sur un nombre d'annuités déterminé de façon à rendre presque insensible cette charge. Avec ces annuités, la colonie pourrait faire un emprunt qui lui permettrait de procéder sans retard à l'organisation de sa défense.

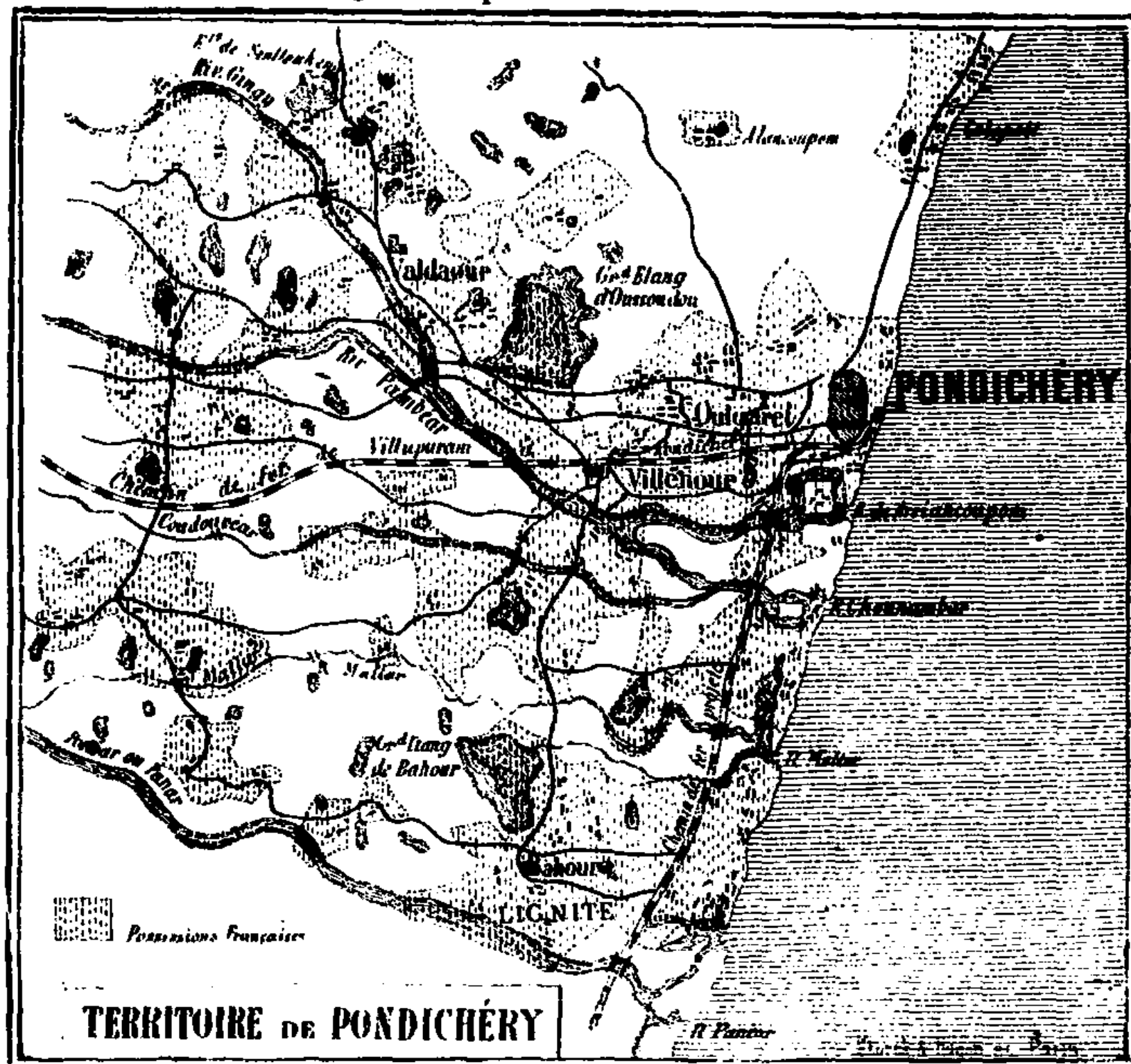
Quant aux travaux publics qui intéressent exclusivement la colonie, comme les routes, les chemins de fer, les canaux, etc., rien n'empêcherait de les faire à l'aide de fonds d'emprunt dont la métropole garantirait les intérêts. Pour se couvrir, elle procéderait comme l'Europe le fait en Égypte, comme l'État exige que le fassent les communes et les départements, c'est-à-dire qu'elle exigerait que l'emprunt fût gagé par l'une des sources de revenus de la colonie. Nous supposons, bien entendu, le cas dans lequel la colonie ne pourrait pas trouver directement les fonds qui lui seraient nécessaires pour l'exécution des travaux dont nous avons parlé. En exigeant que l'emprunt fût fait en France, la métropole assurerait aux capitaux de nos nationaux un placement à la fois très sûr et utile à notre pays, car tout accroissement de richesse d'une colonie française ne peut manquer d'avoir pour conséquence un accroissement de la richesse de la France elle-même.

10. — CONCLUSION.

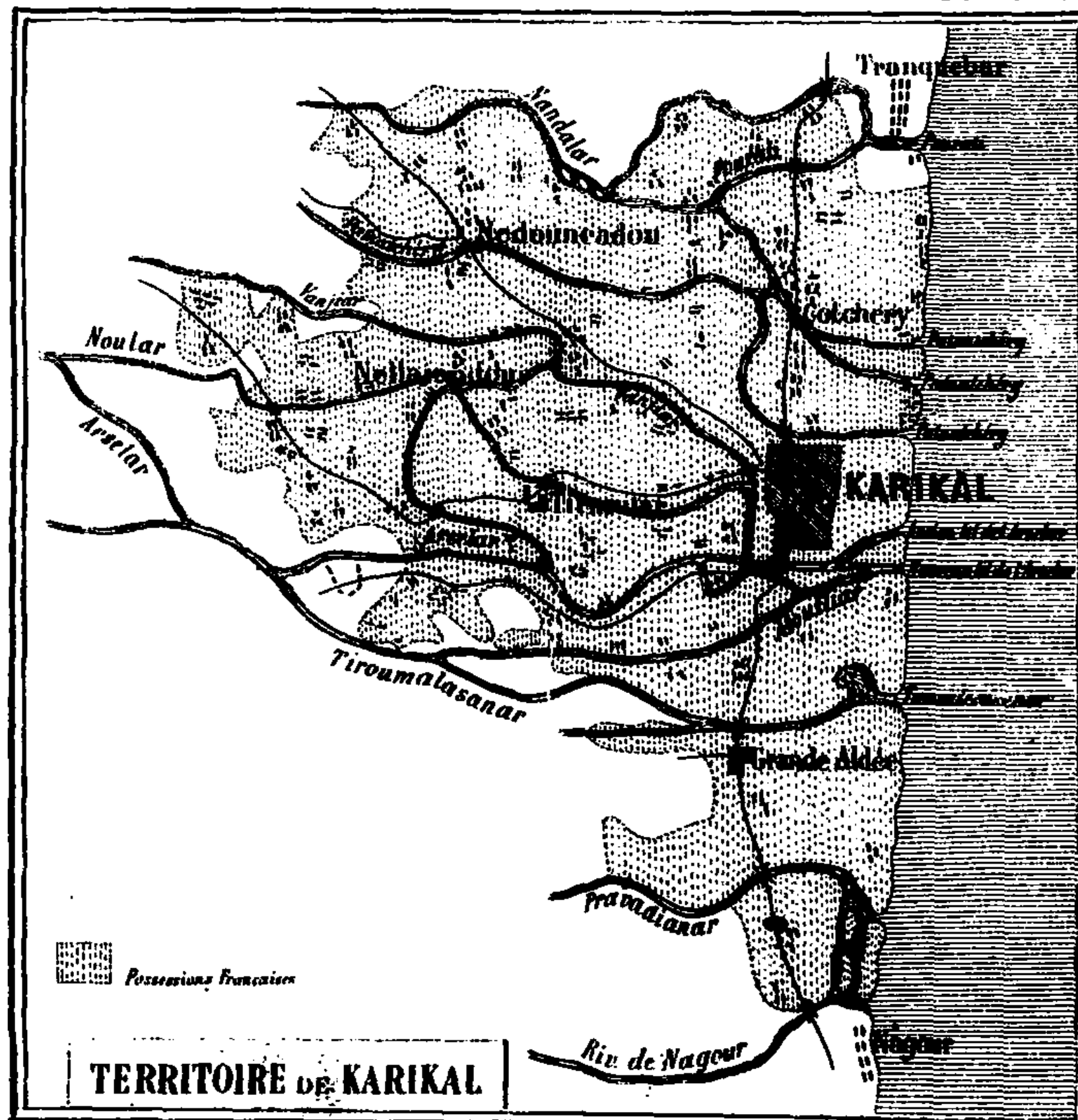
Comme conclusion de cette longue étude, nous pouvons affirmer sans hésiter que de tous les mouvements contemporains d'expansion coloniale de la France, celui qu'elle exécute en ce moment dans l'Indo-Chine est, sans contredit, de beaucoup le plus important. Un pays d'une immense richesse agricole, sans parler de ses ressources minières, et d'un avenir commercial considérable, est désormais soumis à notre domination. Ses ressources pécuniaires sont assez grandes pour lui permettre de se suffire à lui-même et de faire tous les travaux nécessaires à l'accroissement de sa prospérité. Sa population, qui se peut évaluer à une vingtaine de millions d'individus, est l'une des plus douces et des plus aisément administrables du globe; elle est aussi l'une des plus intelligentes parmi celles qu'il peut être donné à

l'Europe de coloniser; enfin, sa force d'expansion est assez grande pour que nous puissions espérer de la voir couvrir avec notre aide toutes les parties encore incultes et inhabitées des pays qui avoisinent le Mékong, le Donnaï, le fleuve Rouge, etc., c'est-à-dire la partie la plus belle et la plus riche de l'Indo-Chine.

Pour obtenir ces résultats, que nous faut-il? Des administrateurs zélés et intelligents, sachant respecter les lois et les coutumes des indigènes et les associer à l'œuvre de civilisation qui incombe à toute nation colonisatrice; des colons habiles plutôt que nombreux, des capitalistes confiants et quelque peu hardis. Si ces conditions ne pouvaient pas être trouvées en France, il faudrait désespérer de l'avenir commercial, industriel et politique de notre pays.



Pl. XVII.



CHAPITRE V

LA FRANCE DANS L'INDE

Nous n'avons pas à faire ici l'histoire alternativement glorieuse et triste du rôle joué par la France dans la péninsule indienne. Bornons-nous à rappeler qu'après avoir possédé, grâce aux admirables qualités militaires et politiques de Dupleix, la presque totalité de cette péninsule, nous n'y possédons plus que cinq établissements épars, quatre sur la côte de Coromandel : Karikal, Pondichéry, Yanaon et Chandernagor; un sur la côte du Malabar : Mahé; et neuf comptoirs ou loges : Surate, dans le golfe de Cambaye, Calicut, sur la côte du Malabar, Mazulipatam et Francepett au nord de Pondichéry, Cassimbazar, Yongdia, Dacca, Balauore et Patna dans le Bengale.

Nos cinq établissements n'ont ensemble qu'une superficie de 56 000 hectares environ, et une population totale de 283 000 individus. Quant aux « loges », leurs territoires ne nous appartiennent pas; nous avons seulement le droit d'y établir des comptoirs. Voilà tout ce que nous ont laissé dans l'Inde les traités de 1814 et de 1815.

I. — ÉTABLISSEMENT DE PONDICHÉRY.

Notre établissement de Pondichéry est situé sur la côte de Coromandel, dans la province de Carnatic, à l'embouchure de l'Ariancoupom, bras du Pambéar, fleuve navigable sur une longueur de vingt-cinq kilomètres seulement et très affaibli par les prises d'eau qui lui sont faites pour l'irrigation. L'établissement français de Pondichéry n'est pas tout d'une pièce; il est composé de territoires à contours très irréguliers, enclavés dans les territoires anglais. Toute sa surface est basse. Il est traversé de l'ouest à l'est par huit cours d'eau, qui sont du nord au sud : la rivière de Gingy, la rivière de

Pambéar, dans laquelle se jette la précédente et qui se divise elle-même, à l'ouest de Pondichéry, au-dessous de Villenour, en deux bras par lesquels elle se déverse dans le golfe du Bengale, l'Ariancoupom, à l'embouchure duquel se trouve bâtie la ville de Pondichéry, et le Chounanbar. Ce dernier bras reçoit, près de son embouchure, la rivière de Coudouvéar; plus au sud, coule le Maltar, qui se déverse dans la mer après avoir reçu par un canal les eaux du grand étang de Bahour; enfin le Ponéar ou Pannar borde la limite méridionale de notre établissement et se jette dans la mer au sud de Bahour. Le Pambéar et le Ponéar sont les deux seules rivières navigables de notre établissement de Pondichéry; encore ne peuvent-elles recevoir que des bateaux à fond plat, sur un parcours de 20 à 25 kilomètres, et seulement pendant quatre mois de l'année. Tous les cours d'eau sont d'ailleurs très affaiblis par les saignées qui leur sont pratiquées pour les irrigations sans lesquelles toute culture serait impossible.

Tout notre établissement de Pondichéry est constitué par un terrain d'alluvion formé de couches sablonneuses alternant avec des couches d'argile. Dans le Bahour, il existe une couche importante de lignite. A l'aide de puits artésiens on a pu obtenir de l'eau potable en assez grande quantité. La nappe souterraine d'où monte cette eau descend de collines qui entourent à l'ouest le terrain d'alluvion dont nous venons de parler, et desquelles descendent tous les cours d'eau qui traversent ce terrain; ces collines sont situées en dehors de notre territoire, à une distance d'environ vingt myriamètres de la mer. Indépendamment des grands cours d'eau nommés plus haut, notre territoire présente cinquante-neuf étangs, dont les plus grands sont celui d'Oussondou au nord du Pambéar, et celui de Bahour, au nord du Ponéar; neuf canaux de dérivation et cinquante-trois réservoirs ont été creusés en vue de l'irrigation des terres.

La surface totale du territoire de Pondichéry est de 29 145 hectares; sa population totale était, en 1882, de 41 771 individus de diverses races.

Les seules villes de quelque importance sont: Valdaour, sur la rivière de Gingy; Bahour, près de l'étang de ce nom; Villenour, au-dessus du point de bifurcation du Pambéar, et Pondichéry, la capitale de tous nos établissements de l'Inde, près de l'embouchure de l'Ariancoupom. Pondichéry,

Villenour et Bahour sont les chefs-lieux d'autant de districts entre lesquels est divisé le territoire de Pondichéry.

La ville de Pondichéry est à 143 kilomètres au S.-O. de la ville de Madras, à laquelle elle est reliée par le chemin de fer côtier de Madras à Nagapatanam. Par cette ligne ferrée, Pondichéry est en relations avec tout le système des voies ferrées de l'Inde anglaise; si nous ajoutons que le port de Pondichéry, même dans son état actuel, est le plus sûr de tous ceux du golfe du Bengale, on verra qu'il serait aisé de donner à notre colonie une importance considérable. Nous reviendrons plus bas sur cette question. La ville est divisée en deux parties par un canal : d'un côté, la ville européenne, dans laquelle on compte seulement 801 Français et 1203 descendants de Français avec un petit nombre de familles anglaises ou de descendants d'Anglais; de l'autre, la ville indienne, contenant une population de plus de quarante mille individus¹.

Pondichéry est le siège d'une industrie importante, celle du tissage et de la teinture en bleu par l'indigo des étoffes de coton et connues sous le nom de « Guinées ». Ces étoffes sont particulièrement destinées à la côte occidentale de l'Afrique, où elles constituent le plus important objet d'échange. On teint à Pondichéry non seulement les étoffes tissées sur place, mais encore des guinées venant de France,

(1)

TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INDE FRANÇAISE

COMMUNES	Population française et descendants de Français			Population anglaise et descendants d'Anglais			Population indienne			TOTAUX
	Garçons et Hommes	Filles et Femmes	Total	Garçons et Hommes	Filles et Femmes	Total	Garçons et Hommes	Filles et Femmes	Total	
Pondichéry...	949	1,055	2,004	22	40	62	21,415	18,290	39,705	41,771
Oulgaret.....	7	8	15	2	4	6	23,202	19,947	43,149	43,170
Karikal.....	67	94	161	»	»	»	17,981	17,423	35,404	35,565
Mahé.....	79	79	158	»	»	»	3,815	4,365	8,180	8,338
Chandernagor	158	140	298	»	»	»	15,146	17,208	32,354	32,652
Yanaon.....	18	31	49	»	»	»	2,230	2,190	4,420	4,469
Villenour....	»	»	»	»	»	»	20,724	14,212	34,936	34,936
Bahour.....	»	»	»	»	»	»	13,229	11,230	24,459	24,459
Grande-Aldée.	»	»	»	»	»	»	11,002	12,808	23,810	23,810
Nédouncadou.	»	»	»	»	»	»	17,037	16,416	33,453	33,453
	1,278	1,407	2,685	24	44	68	145,781	134,089	279,870	282,623

particulièrement de Rouen; après qu'elles ont été teintes à Pondichéry, ces étoffes sont expédiées à Bordeaux et de là au Sénégal. Quant au tissage, il prend chaque jour, sur notre territoire de Pondichéry, une importance nouvelle. La filature de Savana, aux environs de Pondichéry, fait fonctionner à la vapeur 20 000 broches et 500 métiers à tisser; elle produit 2500 kilogrammes de fil par jour et 23 000 mètres de toile, en employant 1700 ouvriers, dont 900 hommes, 350 femmes et 450 enfants, sans compter 4000 ouvriers occupés à l'extérieur, au tissage et à la teinture.

On a récemment trouvé, dans le voisinage de Bahour, des lignites combustibles qui pourront peut-être devenir pour notre colonie une importante source de richesses. D'après les analyses qui ont été faites récemment, ces lignites renferment en moyenne 53,97 pour 100 de matières volatiles. La présence d'un combustible minéral dans un pays très pauvre en bois et entièrement dépourvu de mines de houille est digne d'attirer l'attention des pouvoirs locaux. Il serait utile que des recherches précises fussent entreprises pour déterminer la valeur réelle des gisements de lignite de Bahour.

Au point de vue de l'agriculture, le territoire de Pondichéry est trop peu étendu pour avoir une réelle importance. On y fait du riz, de l'indigo et, depuis quelques années, des arachides qui ont permis d'utiliser des terres jusqu'alors incultes. Cette culture prend chaque jour une extension plus grande. D'un autre côté, le port de Pondichéry tend à devenir le marché principal de cette denrée sur la côte du Bengale. Il ne faudrait pas croire, en effet, que toutes les arachides embarquées dans ce port proviennent de notre établissement; la majeure partie vient des territoires anglais du voisinage et chaque année la quantité exportée par Pondichéry augmente rapidement, ainsi que l'indique le tableau de la page 597. En 1879, l'exportation totale n'atteignait pas 100 kilos pour les arachides en coques et ne dépassait guère 10 400 kilos pour les arachides décortiquées, tandis que dans les trois premiers trimestres de 1884, il a été exporté près de 2 500 000 kilos des premières et plus de 54 000 000 des secondes.

Grâce à la sécurité de sa rade et à sa situation, Pondichéry pourrait devenir, sans contredit, le meilleur port de la côte du Bengale. Mais pour cela, il faut y faire d'importants tra-

vaux. Nous croyons utile d'entrer ici dans quelques détails sur cette question qui est capitale pour nos établissements de l'Inde.

1. — *Le port de Pondichéry.*

(Carte XVI.)

Depuis longtemps, notre colonie sollicite du gouvernement les moyens d'établir un port à l'embouchure de la rivière Ariancoupom qui n'est distante de la ville de Pondichéry que de 1500 mètres; on ferait là un port en eau profonde, avec quais et docks, qui serait le seul commode et sûr de toute la côte du Bengale. Dans le port de Madras, qui est actuellement le mieux installé mais qui est un port forain, les eaux sont toujours agitées et, par mauvais temps, les navires sont

1. TABLEAU DES EXPORTATIONS D'ARACHIDES DE PONDICHÉRY
D'APRÈS LES « NOTICES COLONIALES ».

	1879	1880	1881	1882	1883	1884 3 premiers trimestres.
	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.
Arachides en coques	923,400	373,550	4,443,075	995,150	65,325	2,497,500
Arach. dé- cortiquées	10,444,875	20,843,456	14,890,500	28,450,425	41,463,525	54,028,125
Totaux.						

TABLEAU DES CULTURES DE L'INDE FRANÇAISE

CULTURES.	PONDICHÉRY*	KARIKAL.	MAHÉ.	YANAON.
	hect. ares	hect. a. c.		hect. a. c.
Nelly (riz en paille) . .	6,647,06	8,236,69,14		212,06,50
Menus grains	10,117,81	518,93,04		212,93,19
Potagers	295,44	114,88,74		"
Bétel.	68,17	15,72,22		"
Tabac	5,36	"		94,50
Indigo	480,42	8,88,57		30,28,50
Canne à sucre.	9,24	"		"
Coton.	37,53	"		"
Rois	"	310,53,61		"
Bananiers.	"	"		3,02,95
Totaux.	17,663,03	9,206,65,32		459,26,64

obligés de gagner le large ou tout au moins le mouillage extérieur. Le dernier gouverneur de l'Inde, M. Richaud, faisait récemment valoir dans un document officiel les avantages qui ne manqueraient pas de résulter pour Pondichéry de la construction d'un port intérieur. « Située à l'entrée du golfe de Bengale, la ville de Pondichéry est placée sur la route du commerce maritime de la côte orientale de l'Hindoustan. Le creusement du canal de Planmbem, entre l'île de Ceylan et la côte ferme, peut, d'un jour à l'autre, la mettre à proximité de la route des mers de Chine. Elle occupe de plus une position centrale entre le cap Comorin et Madras, aux portes d'un pays qui, au point de vue de la production agricole, présente un champ en quelque sorte sans limites ouvert aux spéculations de l'avenir.

« Les causes qui jusqu'à présent ont nui au développement de Pondichéry tendant à disparaître¹, le gouverne-

1. MOUVEMENT DE LA NAVIGATION DANS LES POSSESSIONS FRANÇAISES DE L'INDE.

PORTS.	NOMBRE des navires français venant			NOMBRE des navires français allant		
	de France.	des colonies françaises.	de l'étranger.	en France.	dans les colonies françaises.	à l'étranger.
Pondichéry . . .	»	177	317	20	49	423
Karikal	»	»	»	»	»	»
Mahé	»	»	»	»	»	»
Totaux . . .	»	177	317	20	49	423

PORTS.	NOMBRE des navires français venus sans indication d'origine et de destination.		NOMBRE des navires étrangers venus dans la colonie sans indication d'origine et de destination.	
	Entrées.	Sorties.	Entrées.	Sorties.
Pondichéry . . .	»	»	»	»
Karikal	29	17	190	202
Mahé	1	1	»	»
Totaux . . .	30	18	190	202

ment de Madras a tout d'abord fait converger vers sa capitale toutes les voies nouvelles de communication, routes, canaux et chemin de fer. Mais à mesure que le pays se transformait sous la puissante impulsion que l'esprit pratique de nos voisins sait donner à leurs entreprises coloniales, ce gouvernement a dû nécessairement étendre son action au delà de Madras et de la zone susceptible d'alimenter son commerce extérieur. Il lui a fallu ménager à la production des différentes parties du territoire un facile accès vers la mer, partout où cet accès était possible, et poursuivre dans ce but l'extension méthodique des voies de communication et principalement des lignes ferrées.

« Il a, dans ce but, et dans la partie de la Présidence qui nous intéresse, construit le « South Indian Railway », grâce auquel Pondichéry est sorti de son isolement et a désormais ses relations assurées jusqu'à l'extrémité sud de la Péninsule. Depuis la famine de 1876-77, la question des chemins de fer anglo-indiens a pris une importance nouvelle. L'extension des principaux réseaux est aujourd'hui reconnue comme le moyen le plus efficace d'atténuer les effets désastreux du fléau qui désole périodiquement certaines provinces de l'Hindoustan. De nombreux projets ont été mis à l'étude ; quelques-uns ne vont pas tarder à être exécutés. Le « South Indian Railway » recevra plusieurs embranchements qui, en le mettant en communication avec le prolongement du plateau central formé par les deux branches de Ghattes, vont considérablement augmenter l'importance de cette artère principale. Pondichéry, qui lui offre une issue naturelle, bénéficiera largement de cette situation nouvelle.

« Il n'y a là, d'ailleurs, rien qui puisse éveiller les susceptibilités ni porter préjudice aux situations acquises. Il suffit pour s'en convaincre de se rendre compte de l'importance des forces productives en réserve autour de nous, et se rappeler qu'elles n'attendent pour se développer que l'ouverture de débouchés nouveaux. La Présidence de Madras, en y comprenant les enclaves formées par les États indigènes, a une superficie totale de 90 000 000 d'hectares, à peu près le double de celle de la France ; elle compte environ 50 000 000 d'habitants. Les sept districts situés à proximité de Pondichéry et avec lesquels notre établissement entretient déjà des rapports commerciaux, ont une superficie de 16 000 000 d'hectares et une population de 12 000 000 d'âmes. Il s'en faut de

beaucoup naturellement que tout le sol cultivable soit actuellement en exploitation et que l'état social de cette population nombreuse lui ait permis d'atteindre son maximum de production.

« Depuis trente années, c'est-à-dire du jour d'où date la construction des premiers chemins de fer, la Présidence de Madras a vu plus que tripler l'importance de son commerce extérieur. Les importations et les exportations réunies atteignaient à peine en 1852-53 le chiffre total de 10 500 000 de francs; elles se sont élevées en 1882-83 à 350 000 000, sur lesquels le port de Madras entre à lui seul pour une somme de 180 000 000 de francs, c'est-à-dire pour plus de la moitié. Ce dernier chiffre, résultat de la situation privilégiée faite, dans la sollicitude de l'administration anglaise, à la partie de la contrée située dans le rayon d'action de Madras, indique suffisamment ce que l'on peut attendre dans la zone avoisinant Pondichéry, à partir du moment où le pays aura commencé à recueillir le bénéfice des voies de communication dont on s'occupe de le doter depuis une dizaine d'années.

« A Pondichéry, les exportations et les importations représentent à peine 24 000 000 francs, c'est-à-dire le sixième environ de celles de Madras; mais il n'est pas sans intérêt de remarquer que nous tenons le premier rang parmi les ports secondaires de l'une ou de l'autre côte de la Présidence, et que plus de la moitié de notre commerce extérieur se fait avec la France et les colonies françaises. Remarquons encore que sur le mouvement commercial total de la France avec la Présidence de Madras, qui ne dépasse pas 24 000 000 fr., un tiers environ se traite par l'intermédiaire de nos maisons de commerce locales, en sorte que si l'on fait la somme des échanges entre la France d'une part, et la Présidence de Madras et Pondichéry de l'autre, on trouve un total de 36 000 000 francs sur lesquels les affaires faites au chef-lieu de nos Établissements s'élèvent à 24 000 000 francs environ, c'est-à-dire à plus de la moitié. Cette constatation, utile à faire, démontre tout à la fois que les intérêts commerciaux et industriels de la métropole sont, dans cette partie de l'Inde, solidaires de la prospérité de notre ville, et que cette dernière, malgré les circonstances défavorables contre lesquelles elle a eu à lutter depuis un siècle, a conservé une vitalité qui justifie les sacrifices que l'on pour-

rait être appelé à s'imposer pour lui rendre son importance.

« Ces sacrifices ne sauraient d'ailleurs être faits pour une œuvre susceptible de produire des résultats plus considérables que le projet de création d'un port en eau profonde. La marine à vapeur, en se substituant à la marine à voiles, a produit une révolution complète dans les conditions générales du commerce maritime. La marine à vapeur ne peut pas s'accommoder de lenteurs, et c'est pour elle surtout que le vieux dicton : « le temps est de l'argent », est une réalité. Un port, avec l'outillage perfectionné qui procurerait cette merveilleuse célérité dans les opérations que l'on est parvenu à réaliser dans les villes maritimes de l'Europe, donnerait à Pondichéry, à brève échéance, une importance commerciale considérable.

« Vous le voyez, Monsieur le Directeur de l'intérieur, par sa position sur la mer, d'un côté, et de l'autre sur la grande artère des lignes ferrées de l'Inde méridionale, Pondichéry peut devenir, dans un avenir prochain, un des centres principaux du commerce extérieur de la côte de Coromandel; l'extension du réseau de chemin de fer dans la partie de la contrée qui l'avoisine promet d'imprimer à ce commerce un essor considérable; le chef-lieu de nos Établissements est déjà l'agent principal des échanges entre la France et la Présidence de Madras; tout ce qui tendra à développer son mouvement commercial touche donc au développement et à la prospérité de l'industrie nationale. Un port fermé, offrant à la marine ces conditions précieuses de sûreté et de célérité, indispensables de nos jours, contribuerait puissamment à faire prendre à Pondichéry une situation prépondérante que nous ne devons pas nous borner à appeler de nos vœux, mais dont le Conseil général et l'Administration ont le devoir de préparer la réalisation ¹. »

On estime à une vingtaine de millions la dépense qu'occasionnerait la construction du port de Pondichéry. La colonie prendrait la dépense et les travaux à sa charge, mais elle demande qu'on mette pour cela à sa disposition la rente de

1. Lettre de M. Richaud, gouverneur de l'Inde française, à M. Célorar de Blainville, directeur de l'intérieur, datée de Pondichéry, 19 mars 1885, publiée dans une brochure qui porte le titre de *Création d'un port à Pondichéry*, imprimée à Pondichéry, 1885.

près d'un million de francs servie à la France par le gouverneur de l'Inde anglaise.

Dans la lettre de M. Richaud, citée plus haut, nous trouvons exposé le sentiment unanime des colons qui est de faire construire le port par la colonie elle-même. « Subordonner, dans le présent, la création, et, dans l'avenir, le développement du port aux votes des Chambres qui sont loin de nous, c'est nous créer des entraves et nous exposer à des lenteurs interminables. En ce moment, nous allons nous borner à construire des jetées et un brise-lames, creuser un bassin, en un mot, faire l'indispensable. Demain, nous voudrions créer un bassin de radoub, construire des quais... Faudra-t-il chaque fois mettre en mouvement les pouvoirs publics pour apporter une amélioration quelconque à l'œuvre que nous voulons entreprendre, alors surtout que, le port étant construit, les ressources qui en proviendront nous permettront de pourvoir aux constructions nouvelles et aux améliorations que le commerce local pourra réclamer? Enfin, pour la métropole elle-même, n'est-il pas préférable qu'elle sache qu'une fois un subside accordé, elle est libre vis-à-vis de nous? »

Après avoir traduit ainsi le sentiment public, le gouverneur ajoute : « Il y a là évidemment d'excellentes raisons pour ne pas demander le concours direct de la métropole et conserver à la colonie sa liberté d'action.

« Mais pour conserver cette liberté d'action, il faut que ce soit la colonie qui se porte garant des dépenses à faire; et — comme ses ressources sont insuffisantes dans le présent, et qu'elles le seront encore longtemps dans l'avenir, pour offrir toute sécurité aux capitalistes dont le concours est nécessaire — il est indispensable que la métropole assure à la colonie un subside annuel qui lui permette de donner les sécurités qui seront exigées. On voudrait que ce subside, la métropole le donnât en abandonnant la rente de l'Inde, qui s'élève actuellement à 873 440 francs. »

M. Richaud rappelle que dans maintes circonstances la colonie a demandé à la métropole de lui abandonner cette rente qu'elle s'engageait à utiliser en travaux publics et qu'elle considérait comme lui appartenant en propre; il propose de renoncer à toute revendication basée sur le droit. « Mieux vaudrait admettre, ajoute-t-il, que cette rente représente l'équivalent de certains droits de souveraineté, et, en même

temps, l'abandon de revenus locaux ; en un mot, qu'elle appartenait à la fois à l'État et à la colonie, et que l'affecter à la création d'un port, c'est faire une œuvre qui intéresse la colonie et l'État.

« En effet, la construction du port favorisera immédiatement le développement de la colonie ; mais la prospérité de nos établissements de l'Inde, comme celle de toutes nos colonies, intéresse à un très haut point la métropole. En laissant même de côté cette considération générale et en envisageant la question à un point de vue tout particulier, la marine de l'État n'a-t-elle pas un intérêt de premier ordre à avoir dans l'océan Indien un port sûr et dans lequel, en toute saison, ses navires pourront venir se ravitailler ? Or, ce résultat ne peut être obtenu que si l'on possède un port fermé. Nous pouvons donc dire à la métropole : « Abandonnez-nous la rente de l'Inde ; nous ne vous la réclamons pas comme un droit, mais comme un subside destiné à la construction d'un port qui sera, il est vrai, utile à la colonie, mais qui contribuera certainement au développement de la richesse nationale et profitera surtout à vos navires de guerre. »

Le Gouverneur expose de quelle façon serait utilisée la rente abandonnée à la colonie par la métropole : « La construction du port, dit-il, coûtera environ 21 millions ; en admettant que le Conseil général consente à donner une garantie de 5 fr. 75 pour 100, amortissement compris — comme cela a lieu pour le port de la Pointe-des-Galets, à l'île de la Réunion, — nous aurons à payer annuellement 1 207 500 francs. Le revenu de la rente de l'Inde sera donc sensiblement insuffisant. Mais la garantie ne commencera à fonctionner complètement qu'après l'achèvement des travaux, qui se poursuivront pendant plusieurs années. Si la métropole nous abandonnait *immédiatement* la rente, nous pourrions employer, pendant la durée des travaux, tout ou partie de cette rente, soit à payer une partie des travaux, soit à constituer un capital. Dans le premier cas, nous arriverions à ne payer, au moment de l'achèvement des travaux, qu'une somme à peu près égale au revenu annuel ; et dans le second cas, nous pourrions — les travaux devant durer huit ans, — constituer un capital suffisant pour garantir l'intégralité de l'emprunt contracté. Dans tous les cas, les revenus du port couvriraient, dès les premières années, le surplus de la somme à payer. »

Si le Parlement accueillait favorablement la demande de notre colonie de l'Inde, il ne subirait qu'une perte insignifiante, tandis qu'il permettrait à notre colonie de faire, sans que la métropole ait à s'en occuper en aucune façon, une création de la plus grande utilité commerciale et militaire.

Si l'opération réussissait, on serait encouragé à la renouveler dans d'autres colonies. Nous avons, par exemple, démontré, dans un autre chapitre, qu'il y avait pour la France un intérêt majeur à faire du port de Saïgon un arsenal maritime. Mais pour cela, il faudrait faire, sans nul doute, des dépenses considérables, dépenses devant lesquelles les Chambres reculeraient très probablement. Pourquoi ne pas confier cette œuvre à ceux qui sont le plus intéressés à son succès, c'est-à-dire à la Cochinchine? Pourquoi ne pas abandonner à la colonie la rente qu'elle sert à la métropole, à la condition qu'elle l'utilisera pour la construction de l'arsenal dont la métropole a besoin?

On trouverait dans l'adoption de ce système, qu'on appliquerait partout où ce serait possible, le double avantage de doter les colonies de travaux utiles, nécessaires même à leur développement, et de les encourager à des efforts nouveaux par la certitude qu'elles seraient les premières à en tirer profit.

2. — *La rente de l'Inde.*

Il sera peut-être utile à un certain nombre de lecteurs que nous exposions ici la très intéressante question de la « rente de l'Inde » dont dépend la construction du port de Pondichéry.

La rente payée par l'Inde anglaise à la France provient d'une subvention annuelle faite à notre colonie par le gouvernement de l'Inde anglaise, en vertu du traité du 7 mars 1815. Par l'article premier de ce traité, la France abandonne à l'Angleterre « le privilège exclusif d'acheter le sel qui sera fabriqué dans les possessions françaises sur les côtes de Coromandel et d'Orissa », sous la réserve de la quantité qui sera jugée nécessaire pour la consommation des habitants de nos possessions, et à la condition que cette quantité sera vendue par le gouvernement français aux habitants de ses établissements « au même prix, à peu près,

que le gouvernement anglais le vendra dans les territoires voisins de chacune desdites possessions ». En d'autres termes, la France s'engageait à vendre à l'Angleterre tout le sel qui serait fabriqué sur ses possessions de l'Inde, sauf celui qui serait nécessaire aux habitants de ses possessions, mais elle s'engageait à vendre ce dernier à un prix fixé par l'Angleterre. En échange de la concession de ce monopole, l'Angleterre s'engageait à payer à la France, annuellement, « la somme de 4 lacks de roupies siccas ¹ ».

1. Nous croyons utile de reproduire ici les cinq premiers articles du Traité du 7 mars 1815 :

« Art. 1^{er}. Sa Majesté Très Chrétienne s'engage à affermer au gouvernement anglais dans l'Inde le privilège exclusif d'acheter le sel qui sera fabriqué dans les possessions françaises sur les côtes de Coromandel et d'Orissa, moyennant un prix juste et raisonnable, qui sera réglé d'après celui auquel ledit gouvernement aura payé cet article dans les districts avoisinant respectivement lesdites possessions, à la réserve toutefois de la quantité que les agents de Sa Majesté Très Chrétienne jugeront nécessaire pour l'usage domestique et la consommation des habitants de ces mêmes possessions, et sous la condition que le gouvernement anglais livrera dans le Bengale aux agents de Sa Majesté Très Chrétienne la quantité de sel qui sera reconnue nécessaire pour la consommation des habitants de Chandernagor, eu égard à la population de cet établissement, et que cette livraison sera faite au prix auquel le sel reviendra audit gouvernement.

« Art. 2. Afin de déterminer le prix du sel conformément à ce qui vient d'être dit, les états officiels constatant ce que le sel fabriqué dans les districts qui avoisinent respectivement les établissements français sur les côtes de Coromandel et d'Orissa aura coûté au gouvernement anglais, seront soumis à l'inspection d'un commissaire nommé à cet effet par les agents de Sa Majesté Très Chrétienne dans l'Inde.

« Et le prix qui devra être payé par le gouvernement anglais sera fixé tous les trois ans, d'après le taux moyen du sel pendant ce laps de temps, tel qu'il sera constaté par lesdits états officiels, à commencer des trois années qui ont précédé la date de la présente convention.

« Le prix du sel à Chandernagor devra être déterminé de la même manière et d'après celui auquel cet article reviendra au gouvernement anglais dans les districts les plus voisins de cet établissement.

« Art 3. Il est bien entendu que les salines situées dans les possessions appartenant à Sa Majesté Très Chrétienne seront et demeureront sous la direction et l'administration des agents de ladite Majesté.

« Art. 4. Afin d'atteindre le but que les hautes parties contractantes ont en vue, sa Majesté Très Chrétienne s'engage à établir dans ses possessions sur les côtes de Coromandel et d'Orissa, et à Chandernagor dans le Bengale, le sel au même prix, à peu près, que le gouvernement anglais le vendra dans les territoires voisins de chacune desdites possessions.

« Art. 5. En considération des stipulations renfermées dans les articles précédents, Sa Majesté Britannique s'engage à faire payer annuellement aux agents de Sa Majesté Très Chrétienne dûment autorisés la somme de 4 lacks de roupies siccas, lequel paiement sera effectué par trimestre et portion égale, soit à Calcutta, soit à Madras, dix jours après que les traites tirées par lesdits agents

La question de la « rente de l'Inde » est nettement exposée dans un discours prononcé par M. Laouënan, aujourd'hui vicaire apostolique de l'Inde, devant une commission nommée par le gouvernement de l'Inde en 1865, pour étudier la question des impôts de notre colonie. « Si l'on se reporte, disait M. Laouënan, à la situation de nos salines avant la Révolution, on voit que celles de Pondichéry et de Karikal ne produisaient pas moins de 2500 à 3000 garces de sel par an, c'est-à-dire, en chiffres ronds, deux mille garces de plus que la quantité de sel qui est aujourd'hui nécessaire à la consommation de nos cinq établissements. On voit ensuite que, sauf une redevance annuelle d'environ 18 500 fr. perçue par le gouvernement, soit sur les salines elles-mêmes, soit sur la vente de la portion de sel qu'il s'était réservée, le bénéfice de la production et du commerce du sel appartenait entièrement aux propriétaires des salines et aux négociants; ce commerce était considérable et le bénéfice en était énorme. Outre le sel qui était écoulé dans l'intérieur du pays et qui se vendait quelquefois à des prix fabuleux (jusqu'à 100 pagodes la garce pendant les guerres d'Aïder-Aly et de Tippe-o-Saïb), on en transportait encore de grandes quantités dans le Bengale avec des bénéfices très importants. Le gouvernement anglais s'en émut si vivement, qu'à la suite de plusieurs difficultés, le gouvernement général de nos possessions dans l'Inde convint, en 1786, que les négociants français ne pourraient désormais importer au Bengale plus de 2000 garces par an; le gouvernement anglais s'engageait en retour à acheter cette quantité et à en donner un bénéfice de 100 pour 100. D'après les calculs de M. Maracin, intendant de Pondichéry en 1789, cette convention assurait à notre commerce de sel un bénéfice annuel allant de 300 000 à 500 000 livres tournois, toujours indépendamment du bénéfice obtenu par le commerce du sel dans le voisinage de Pondichéry.

« Vint la Révolution, qui fit tomber nos Établissements entre les mains des Anglais, détruisit notre commerce et porta un rude coup à l'exploitation de nos salines. Sous la domination anglaise, l'importation de notre sel au Bengale

auront été présentées au gouvernement de l'une ou de l'autre de ces présidences.

« Il est convenu que la rente ci-dessus stipulée sera due à partir du 1^{er} octobre 1814. »

ne fut permise qu'en petite quantité, et l'établissement du monopole au profit du gouvernement, en excluant les propriétaires français du bénéfice de cette industrie, les força à abandonner l'exploitation d'une partie de leurs salines. Néanmoins il paraît, d'après un calcul de M. Desbassayns, que les salines seules de Pondichéry produisaient encore, sous l'administration anglaise, environ 800 garces par année.

« Arrivèrent les événements de 1815. La production et le commerce du sel dans nos possessions pouvaient renaître et redevenir des sources de prospérité pour nos établissements. Le gouvernement anglais le comprit avec sa perspicacité ordinaire, et il résolut d'empêcher ce résultat : c'est le but des conventions diplomatiques du 7 mars 1815 et du 13 mars 1818.

« En vertu de cette convention, si le libre commerce du sel nous était interdit, du moins nos salines pouvaient retrouver leur activité et même, d'après le sens ambigu du premier article, prendre un développement plus considérable que celui qu'elles avaient jamais eu. Notre gouvernement pensait, en effet, qu'il y avait réciprocité dans l'engagement contenu en cet article, c'est-à-dire que si le gouvernement français s'engageait à affermer au gouvernement anglais le privilège d'acheter le sel produit par nos salines, celui-ci s'engageait en retour à acheter tout le surplus de la quantité nécessaire à notre consommation. Évidemment cette réciprocité nous eût été avantageuse sous le rapport de l'industrie, et eût atténué le tort fait à notre commerce par l'interdiction de la vente du sel. Mais ainsi ne l'entendaient pas les Anglais; ils avaient voulu détruire, à la fois, et nos salines et notre commerce de sel; en conséquence, ils se prétendaient libres d'acheter ou de refuser le sel de nos salines. Ne pouvant néanmoins se refuser à l'évidence, mais tenant à atteindre leur but, ils offrirent d'abord d'acheter toutes nos salines, et sur le refus de notre administration locale, ils proposèrent de payer une indemnité annuelle aux propriétaires des salines, à la condition que l'exploitation en fût abandonnée. Notre gouvernement accepta cette seconde proposition, qui fait l'objet de la convention du 13 mai 1818. Ainsi fut consommée la ruine de nos salines et de notre commerce de sel.

« Il est facile de voir, par ce rapide exposé, que le gou-

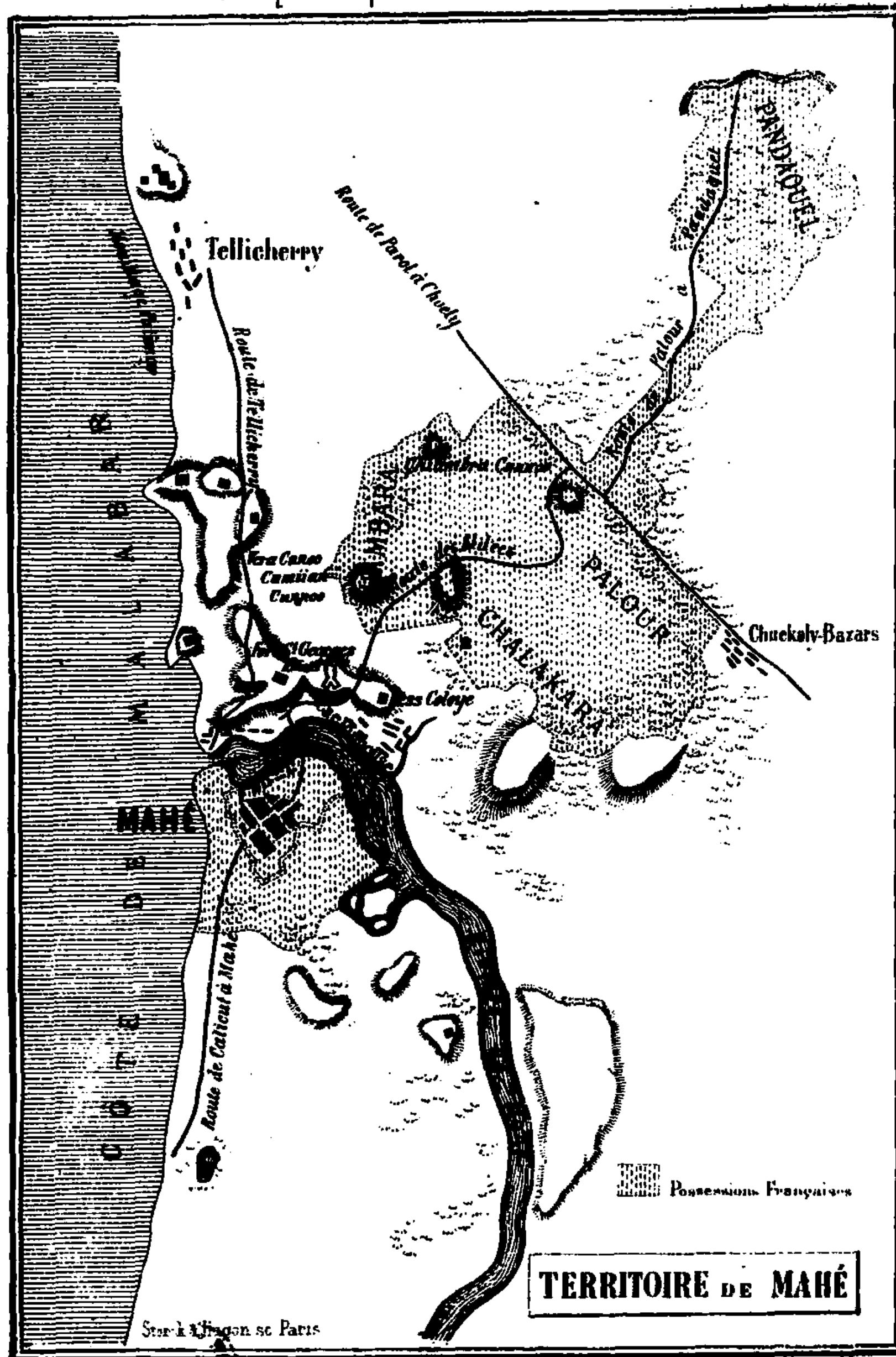
vernement anglais, tout en accordant une indemnité annuelle d'un million et en payant aux propriétaires des salines une seconde indemnité, faisait une spéculation excellente pour lui-même; il se débarrassait d'une concurrence redoutable et s'assurait à lui-même tout le bénéfice de cette branche de revenus publics. Notre gouvernement y gagnait encore beaucoup plus, proportion gardée, puisqu'au lieu des 18 500 francs de redevances sur les salines et de bénéfices sur la vente du sel dont j'ai parlé plus haut, il perçoit aujourd'hui : 1° un million net (abstraction faite de la destination spéciale donnée à cette rente); 2° un impôt sur les salines; 3° environ 200 000 fr. de bénéfice net sur le monopole du sel; 4° enfin une rente de 13 969 francs portée au budget sous le titre de montant de l'inscription de la rente de 3 pour 100 achetée en France avec les fonds de l'indemnité des salines.

« Mais, par contre, les propriétaires des salines françaises, notre commerce et notre population tout entière ont perdu énormément par cette double convention. Les propriétaires se sont vu enlever, non seulement les profits résultant de l'exploitation de leurs salines, mais encore une partie de l'indemnité insuffisante que le gouvernement anglais paye pour eux; le commerce a entièrement perdu les bénéfices qu'il faisait autrefois sur le négoce du sel; la population a été privée d'une industrie qui eût fait vivre une infinité de familles. »

II. — ÉTABLISSEMENT DE KARIKAL

(Carte XVII.)

Notre établissement de Karikal est situé à 140 kilomètres au sud de Pondichéry. La ville de Karikal est bâtie à deux kilomètres de l'embouchure de l'Arselar, branche du Cavéry. La superficie totale du territoire appartenant à la France est de 13 515 hectares. Cette petite surface est rendue très fertile par les six rivières qui la traversent et dont les débordements périodiques la couvrent d'un utile limon; six grands canaux et leurs ramifications complètent un réseau d'irrigation qui rend notre territoire très propre à la culture du riz. Comme celui de Pondichéry, le terrain de Karikal est formé d'alluvions fluviales, mais ici les bancs de sable et d'argile sont coupés par des bancs de roches quartzeux de



Félix Alcan, éditeur.

peu d'épaisseur. A plus de 87 mètres, on n'a pas encore obtenu par le forage d'eau potable. On ne compte à Karikal qu'un petit nombre d'Européens (11) et de descendants d'Européens (150); quant à la population indienne, elle s'élève à plus de 35 000 individus pour la seule ville de Karikal; les deux autres centres importants sont la Grande-Aldée, avec près de 24 000 habitants, et Nédouwcadou, avec près de 35 000.

L'embouchure de l'Arselar est obstruée par des sables pendant toute la durée de la saison sèche; du mois d'août au mois de mars, pendant la saison des pluies, elle permet l'entrée des navires de 200 à 250 tonneaux, à varangues plates; ceux-ci peuvent alors remonter jusqu'à la ville de Karikal. On voit que la situation de cette dernière est très favorable au point de vue commercial.

On cultive sur le territoire de Karikal du riz, de l'indigo, des plantes potagères, tout cela sans grande importance.

III. — ÉTABLISSEMENT DE YANAON

L'établissement français d'Yanaon est situé à 140 lieues au nord de Pondichéry, sur la côte de Coromandel, dans le point où la rivière Coringny se jette dans le Godavéry, à quatre lieues au sud du point où le Godavéry se jette dans la mer. La ville de Yanaon est située auprès l'embouchure de la rivière Coringny et le long de cette dernière. Quant au territoire qui en dépend, il s'étend, d'une part, le long du Godavéry, entre ce dernier et un canal de dérivation qui réunit un coude du Godavéry à la rivière Coringny; d'autre part, le long de la rivière Coringny; sa longueur est d'environ deux lieues et demie; sa largeur varie entre 350 mètres et 1 kilomètre; sa superficie totale est de 1429 hectares. La population de Yanaon est de 4420 Indiens, 5 Européens et 44 descendants d'Européens. Les navires de 300 tonneaux peuvent remonter jusqu'à la ville de Yanaon.

IV. — ÉTABLISSEMENT DE CHANDERNAGOR

Cet établissement est situé dans le fond du golfe du Bengale, sur la rive droite de l'Hougly (bras du Gange) et à 35 lieues de son embouchure, dans le fond d'une anse formée par le fleuve. La superficie totale du territoire de Chander-

nagor est seulement de 940 hectares ; sa plus grande longueur du nord au sud est de 5187 mètres, sa plus grande largeur de l'est à l'ouest est de 1877 mètres. La ville de Chandernagor est belle, bien construite ; elle contient 90 Européens, 208 descendants d'Européens, et 32 354 Indiens ; elle est entourée de prés et d'étangs ; la température est meilleure qu'à Calcutta.

Située à 7 lieues seulement de Calcutta, elle est rattachée à cette ville par la ligne ferrée de Calcutta à Patna ; mais cette dernière passe à plusieurs kilomètres de Chandernagor, par suite d'une fausse manœuvre de l'administration française. Il y a quelques années, une occasion inespérée se présenta de tirer parti des avantages que présente la ville par sa belle position, ses côtes pittoresques et son climat relativement salubre. On traçait alors le chemin de fer de Calcutta à Dehli. Une compagnie anglaise se forma à Calcutta pour faire de notre colonie comme la ville de plaisance de la capitale indienne. On devait y construire des villas, un théâtre, une salle de jeux, en un mot y attirer les Européens ; comme compensation, on demandait au gouvernement français la concession des terrains nécessaires à la gare et à la voie. Il fallait accepter les yeux fermés, mais l'administration suscita mille difficultés, et éleva des prétentions exagérées. La compagnie fit passer sa ligne en dehors de notre territoire, qu'elle semble même éviter soigneusement, car il faut aller chercher la gare à plusieurs kilomètres de la ville. La conséquence de ces faits est que Chandernagor est devenue une véritable nécropole¹. Sans industrie, elle ne peut pas avoir de culture sérieuse à cause de l'exiguïté de son territoire. On y pourrait cependant faire de la pisciculture dans les vastes et beaux étangs qui entourent la ville.

V. — ÉTABLISSEMENT DE MAHÉ

(Carte XVIII)

Tandis que les quatre établissements dont nous venons de parler sont situés sur la côte du golfe du Bengale, celui de Mahé appartient à la côte de Malabar. Sa superficie totale est de 5909 hectares ; sa population comprend 15 Européens, 144 descendants d'Européens et 8280 Indiens. La ville est

1. GAFFAREL, *Les Colonies françaises*, p. 317.

située sur la rive gauche et près de l'embouchure de la petite rivière de Mahé, qui est navigable jusqu'à deux ou trois lieues dans l'intérieur pour les navires de 60 à 70 tonneaux, mais dont l'entrée est fermée par des rochers qui ne peuvent être franchis qu'à marée haute.

Indépendamment de la ville et du territoire de la ville de Mahé, notre établissement se compose de quelques villages situés au sud-est de la ville, reliés par une belle route, mais séparés d'elle par le territoire anglais. Les principales cultures du territoire de Mahé sont le riz, la canne à sucre, le coton, le café et le tabac. Il existe aussi quelques bois. En améliorant l'entrée de la rivière on pourrait faire à Mahé un bon port de cabotage.

VI. — LES LOGES FRANÇAISES DE L'INDE

On désigne sous ce nom un certain nombre de points de l'Inde Anglaise dans lesquels nous avons le droit d'établir des comptoirs ou « loges » pour la vente des marchandises en faisant flotter sur ces comptoirs le pavillon français. Ces points sont au nombre de huit : — 1° Surate, à 55 lieues au nord de Bombay, dans la ville anglaise de commerce; nous avons là une factorerie louée à l'administration anglaise pour la somme de 2000 francs. — 2° Calcicut, dans la ville anglaise du même nom, au sud-sud-est de Mahé, sur la côte de Malabar; nous y avons un établissement habité par un gardien et sur lequel flotte le pavillon français. — 3° Mazulipatam, sur la côte du Bengale, dans la ville anglaise de ce nom, à une trentaine de lieues au sud de Yanaon. Nous avons à Mazulipatam même un établissement sur lequel flotte notre pavillon. Comme dépendance de ce comptoir nous possédons un village ou « aldée », à 3 kil. au N.-O. de Mazulipatam, et deux terrains habités par environ 200 Indiens. La loge de Mazulipatam et ses annexes dépendent de l'établissement de Yanaon. D'après une convention conclue avec l'Angleterre en 1853, nous avons abandonné à cette puissance le droit exclusif de fabrication et de vente des boissons alcooliques dans la loge de Mazulipatam, moyennant une rétribution annuelle de 3500 roupies qui figurent dans le budget des recettes de notre colonie de l'Inde. — 4° Les loges françaises de Cassinbazar, Yougdia, Dacca, Balassore et Patna, dans les villes anglaises du même nom, du Bengale,

sont louées à l'administration anglaise pour des sommes modiques.

VII. — LES CULTES DANS L'INDE FRANÇAISE

Les cultes se présentent dans l'Inde française avec des caractères particuliers. Le culte catholique est placé sous une double juridiction religieuse.

La première, la plus ancienne, date des lettres patentes conférées par le roi Louis XVI (le 10 mars 1776) au Séminaire des Missions étrangères de France, l'autorisant à desservir la mission de Carnate, ainsi que tous les points de l'Inde occupés par les jésuites : les Capucins, établis auprès des Jésuites, pouvaient seuls, aux termes de ces lettres, conserver leurs établissements à côté de ceux des Missions étrangères. Des arrangements ultérieurs entre les Missions et les Capucins limitèrent le service des Missions à la juridiction des indigènes.

La seconde juridiction, celle des Européens et métis d'Européens, fut attribuée d'abord aux Capucins, puis officiellement transférée, par ordonnance de 11 mai 1828, à un préfet apostolique, nommé par le gouvernement français. Les premiers actes du préfet apostolique tendirent à dépouiller les Missions étrangères de la juridiction des indigènes.

Depuis cette époque, les Capucins ont été remplacés par des membres de la congrégation du Saint-Esprit ou Spiritins, et ces derniers n'ont eu qu'une seule préoccupation, celle de se faire concéder toutes les attributions données par les anciennes ordonnances aux Missions étrangères. Ajoutons que ces dernières ont puissamment résisté et qu'elles ont déjà obtenu plus d'un résultat favorable, notamment à propos de la cure européenne de Karikal, qui, contrairement aux anciens accords, est desservie par les Missions étrangères.

On voit que la double juridiction catholique de l'Inde a été établie par le Gouvernement civil ; elle a été formellement maintenue, tant à l'époque du remplacement des Jésuites par les prêtres des Missions étrangères, qu'à celle du remplacement des Capucins par les Spiritins.

C'est le gouvernement civil qui a lui-même établi les prêtres des Missions étrangères dans toutes les maisons des

jésuites français dans l'Inde. Lors de l'établissement de la préfecture apostolique, il a formellement déclaré que les membres des Missions étrangères devaient être maintenus dans toutes les missions et dans tous les endroits qui avaient été occupés par les Jésuites.

Le gouvernement français avait pris cette mesure dans un intérêt politique qu'il considérait comme de premier ordre. Les Missions étrangères étant répandues dans toute l'Inde anglaise et tous ses membres étant placés sous la juridiction de l'évêque de Pondichéry, le gouvernement français espérait avoir en elles d'excellents propagateurs de l'influence française. Il est vrai que l'évêque de Pondichéry ne recevait de l'État aucun traitement et qu'il se trouvait dans une situation assez indépendante; mais, résidant sur le territoire français, il n'en est pas moins placé sous l'autorité ou, tout au moins, sous la surveillance du Gouvernement colonial français.

Quant à la cour de Rome, elle a toujours été d'accord avec le Gouvernement français pour maintenir et faire respecter la double juridiction dont nous venons de parler.

La situation que nous venons d'exposer ne pouvait manquer de provoquer une lutte très vive entre les Missions étrangères et les membres de la Congrégation du Saint-Esprit. La préfecture apostolique de Pondichéry n'a jamais laissé passer une occasion de poursuivre contre les Missions étrangères une campagne très vive en faveur de l'établissement d'une juridiction unique, dont le préfet apostolique, choisi dans son sein, serait le chef, établissement qui aurait pour résultat l'expulsion des Missions étrangères de nos possessions de l'Inde.

De leur côté, les Missions étrangères, dont on connaît l'activité et qui sont répandues dans l'Inde entière, ne voient pas sans déplaisir qu'une autre juridiction, jouissant des faveurs de l'État, leur enlève une partie de leur influence. Elles cherchent donc à prendre la place des Spiritins.

Chacune des deux juridictions catholiques a ses partisans, qui poussent à la suppression de l'autre. Les partisans des Missions étrangères voudraient qu'on supprimât les Spiritins et qu'on donnât aux Missions la situation officielle qu'ils occupent, c'est-à-dire la préfecture apostolique et la subvention budgétaire. Ils font valoir, à l'appui de cette demande, que le Gouvernement français aurait ainsi la main sur une

Compagnie très puissante, répandue dans toute l'Inde et capable de rendre des services importants à la cause française, tandis que l'influence des membres de la Congrégation du Saint-Esprit est tout à fait nulle. Les mêmes personnes se contenteraient, au besoin, d'une solution moins radicale : la suppression de la subvention budgétaire, qui est de 24 000 francs, et celle de la préfecture apostolique.

Cette seconde solution aurait le double avantage de diminuer les dépenses de la métropole et de réaliser dans l'Inde, sur la demande des catholiques eux-mêmes, ou du moins d'une partie d'entre eux, la séparation des Églises et de l'État. L'influence de l'administration coloniale, au point de vue du contrôle des actes des Missions étrangères n'en serait pas diminuée ; Pondichéry resterait la métropole catholique de l'Inde et le Gouvernement de la République n'aurait pas à s'occuper de querelles religieuses qui sont pour lui une source d'embarras incessants.

Saisi de cette question par le rapporteur de la Commission du budget pour 1885¹, le département des Colonies répondit par la note suivante : « Le service officiel du culte est confié dans l'Inde à un clergé séculier ayant à sa tête un préfet apostolique ; les traitements des membres de ce clergé sont inscrits au budget de l'État. A côté du personnel du culte régulier, se trouve la Mission, ayant à sa tête un évêque qui relève exclusivement de la cour de Rome, avec le titre de vicaire apostolique. Le clergé payé par l'État est placé sous l'autorité du Gouvernement et du Département et n'exerce son ministère que dans le périmètre des établissements *français* de l'Inde.

« Le clergé de la Mission est placé sous la direction de l'évêque, qui dépend seulement de la congrégation de la Propagande à Rome, et exerce son autorité sur *toute* la presqu'île de l'Indoustan.

« Si l'on supprimait le clergé officiel, il faudrait demander à la Mission de se charger du service du culte dans nos établissements, et celle-ci réclamerait, sans aucun doute, comme rémunération de son service, des allocations égales au crédit inscrit au budget.

« Cette mesure offrirait donc l'inconvénient de placer le

1. Voy. DE LANESSAN, *Rapport sur le budget des finances coloniales pour 1885*.

service du culte dans les mains d'une congrégation indépendante, sinon hostile, sans nous donner l'avantage de réaliser de ce chef une économie.

« Si, au contraire, la Mission consent à faire le service religieux sans subvention, elle profitera de la situation pour se soustraire entièrement à l'action du gouvernement français, et exercer sur la population une influence qui pourrait devenir fort préjudiciable à notre autorité dans les établissements de l'Inde. D'ailleurs, comment pourrait-on refuser de subvenir aux frais du culte dans une colonie, quand on y pourvoit dans nos autres possessions et quand on n'a pas encore statué définitivement sur le principe même de la séparation de l'Église et de l'État? »

Nous ne pensons pas qu'il faille attribuer aux arguments contenus dans cette note l'importance qu'y attache l'administration des Colonies.

Les conditions dans lesquelles se trouve le service du culte catholique dans l'Inde sont, à notre avis, aussi favorables que possible à la suppression de l'allocation de 24 200 francs qui est accordée par la métropole à ce service. Rien n'empêcherait l'État de borner son action à la suppression de l'allocation budgétaire que nous venons de rappeler, laissant aux fidèles le soin de choisir entre les divers clergés qui sollicitent ses faveurs. Les Missions étrangères ont toujours vécu de leurs propres ressources; elles auraient d'autant moins le droit de solliciter de l'État une subvention quelconque que la suppression de l'allocation actuellement attribuée aux prêtres de la congrégation du Saint-Esprit rétablirait entre elles et la congrégation une égalité qui n'existe pas à l'heure actuelle. Quant aux prêtres du Saint-Esprit, conservant la jouissance des églises qui ont été mises à leur disposition, ils continueraient à percevoir les contributions volontaires que s'imposent les fidèles et qui s'élèvent à un chiffre bien supérieur à la subvention budgétaire. Le seul changement opéré dans leur situation consisterait dans la suppression du caractère officiel dont ils sont revêtus.

Nous pouvons donc écarter la première hypothèse de l'administration, celle d'après laquelle on substituerait les Missions à la congrégation dans la jouissance de la subvention que l'État sert à la colonie pour le service du culte catholique.

L'administration objecte, il est vrai, qu'en prenant cette mesure, l'État renoncerait, par le fait même, à l'autorité qu'il exerce sur le clergé catholique de l'Inde.

Mais il importe de faire remarquer que si l'autorité de l'État ne résultait que de la subvention budgétaire et de la nomination par lui du préfet apostolique, elle ne s'exercerait que sur la moins puissante des deux juridictions catholiques de l'Inde. La vérité est que l'État est aussi puissant sur les Missions que sur la congrégation du Saint-Esprit, ou, pour être davantage dans le vrai, qu'il ne l'est pas plus sur la seconde que sur les premières, et qu'il le serait tout autant après la suppression de l'allocation budgétaire qu'à l'heure actuelle.

Nous avons la preuve de ce fait dans l'Inde elle-même. L'État n'alloue aucune subvention au culte brahmanique, et cependant il exerce sur lui une action tout aussi efficace, sinon plus efficace, que celle dont le culte catholique est l'objet. L'administration objecte encore qu'on ne peut pas supprimer l'allocation attribuée au clergé de l'Inde, tant que la séparation des Églises et de l'État ne sera pas effectuée. Ce serait, semble-t-elle dire, créer une inégalité injuste de traitement entre les établissements de l'Inde et nos autres colonies.

A cette objection il est aisé de répondre que la métropole ne fournit aucune subvention pour les cultes à la Cochinchine; qu'elle laisse cette colonie faire elle-même tous les frais de son culte et qu'aucun des partisans les plus résolus du Concordat ne voit dans cette façon de procéder une violation des principes sur lesquels sont actuellement établis, dans notre pays, les rapports des Églises et de l'État. On considère simplement la Cochinchine comme assez riche pour payer son service des cultes et on lui en abandonne le soin.

Les arguments invoqués par l'administration tombent ainsi, non seulement devant la raison, mais encore devant les faits eux-mêmes, et la métropole aurait, sans aucun doute, tout avantage à trancher la question de la façon que nous avons indiquée plus haut.

Ainsi que nous l'avons dit également, le culte brahmanique, quoique privé de toute subvention du gouvernement français, est soumis, dans nos colonies de l'Inde, à la juridiction du pouvoir civil.

Non seulement les affaires de caste, qui sont presque uniquement religieuses, sont remises à la décision du gouverneur, sans appel (arrêté du 2 novembre 1841), et, pour les contestations secondaires, aux juges de paix (ordonnance du 6 février 1842, arrêté du 27 octobre 1855), et au maire de Pondichéry (arrêté du 6 août 1856), mais encore on a compris sous cette rubrique si large les cérémonies religieuses de tout genre, les droits et prérogatives des pagodes, c'est-à-dire le gouvernement du culte.

Et ce n'est pas seulement en matière d'état civil (mariages, actes de notoriété pour dispenses, enterrements : — arrêté du 29 décembre 1855, dépêche ministérielle du 14 mai 1830), que les brahmes sont tenus de se subordonner aux agents de l'État, mais encore l'ordonnance du 30 septembre 1827, fixant en son article premier le droit d'autorisation gouvernementale pour les legs faits aux établissements religieux, est appliquée aux pagodes (promulgation de juin 1829) et de nombreux règlements d'administration sont venus déterminer l'organisation intérieure de ces pagodes.

L'ordonnance du 22 juillet 1828, les arrêtés des 22 avril 1830, 20 juin 1832, 3 septembre 1838 et 24 juin 1854 ont, tour à tour, étendu et limité le contrôle administratif sur les temples et couvents brahmaniques. L'arrêté du 13 janvier 1855, qui s'est substitué à eux et qui demeure seul valable, a, tout en rendant aux pagodes une profitable autonomie, exécuté les prescriptions générales du droit français envers les fabriques, et maintenu l'ingérence supérieure de l'État.

Les pagodes sont placées sous l'administration du domaine. Un comité de cinq membres régit chacune d'elles; il est nommé par le gouverneur ou le chef de service, sur une liste de quinze candidats par pagode, dressée par le receveur du domaine et par le juge de paix. Le juge de paix peut seul révoquer les membres du comité, sur poursuite de leurs collègues ou des religionnaires de la pagode; toutes les contestations administratives ressortent de la justice ordinaire; la police a tout contrôle sur les cérémonies publiques. Par décision du 17 mars 1855, les agents fiscaux nommés par les pagodes doivent recevoir l'investiture de la police.

Ces faits suffisent à démontrer que le culte brahmanique est entièrement soumis au contrôle administratif; ses actes

civils et religieux sont placés sous une tutelle permanente. Son dogme enfin, gravement intéressé dans toutes les discussions de caste, dépend, dans une large mesure, du comité consultatif de jurisprudence indienne créé par ordonnance du 30 octobre 1827.

Cependant, le culte brahmanique ne reçoit du gouvernement français aucune subvention.

VIII. — LA SITUATION DE L'INDE FRANÇAISE

En résumé, il ressort des tous les détails ci-dessus qu'un seul de nos établissements de l'Inde offre actuellement un véritable intérêt; nous avons nommé Pondichéry. Grâce à sa situation au bord de la mer, à la sécurité de sa rade, et à son rattachement à toutes les lignes ferrées de l'Inde, Pondichéry pourrait devenir un des centres les plus importants d'exportation du golfe du Bengale¹. Mais il faut pour cela transformer en un port commode et bien outillé la simple rade foraine que possède actuellement notre colonie.

1. TABLEAU GÉNÉRAL

de la valeur des importations et des exportations de l'Inde française pendant l'année 1883.

1° Commerce entre la France et ses établissements dans l'Inde :				
Exportations de France pour la colonie (commerce spécial)...		519 198 fr.	}	14.283 81
Importations de la colonie en France (commerce général)...		13.764.616		
2° Commerce des établissements entre eux et avec les autres colonies et pêcheries françaises :				
Importations des colonies et pêcheries françaises.....		447.673	}	1.574.981
Exportations pour les autres colonies et pêcheries françaises	Denrées et marchandises de la colonie.	694,760		
	Denrées et marchan-	} 432.548		
	dises provenant de			
	l'importation			
		Etrangères		
	Françaises	410.878		
3° Commerce des établissements français de l'Inde avec l'étranger.				
Importations en marchandises étrangères	Par navires français	934.610	}	5.645.673
	Par navires étrangers.. ...	4.711.063		
Exportations pour l'étranger	Denrées et marchandises de la colonie	7.068.416	}	16.375.691
	Denrées et marchan-	} 3,661.602		
	dises provenant de			
	l'importation			
		Françai- ses .		
	Étrangè- res.	3.609.725		
Total général..... Fr.				32.234.486

¹ Dans ce chiffre n'est pas comprise la valeur des exportations et des importations en numéraire pour 1883. Les premières ont été de 28 000 francs et les dernières ont été nulles.

^{**} Les mouvements des entrepôts et des établissements français dans l'Inde sont compris dans ces chiffres; le tableau ci-dessus représente, en conséquence, l'ensemble du commerce de la colonie en 1883.

Les lignites de Bahour seraient également susceptibles de donner à l'établissement de Pondichéry un développement considérable, si elles avaient l'importance que quelques personnes leur attribuent. Enfin il serait probablement aisé d'accroître beaucoup l'importance du tissage des guinées qui se fait dans cet établissement. Il suffirait pour cela de pousser à la production du coton dans nos établissements de l'Indo-Chine, où la plante vient très bien, particulièrement dans les régions un peu élevées du Tonkin.

L'établissement français de Chandernagor aurait pu, grâce au voisinage de Calcutta, acquérir une certaine valeur, mais l'isolement auquel il a été condamné par la faute de notre administration lui enlève tout avenir.

Ceux de Karikal, de Mahé et de Yanaon sont trop peu étendus et trop mal situés pour qu'on puisse espérer les voir gagner en importance.

Quant aux Loges, ce ne sont, en quelque sorte, que des établissements nominaux. A diverses reprises il a été question d'en faire l'abandon à l'Angleterre, en échange de terrains qu'elle nous concéderait sur le territoire de Pondichéry, où nos possessions et les siennes sont entremêlées comme les cases noires et blanches d'un damier. Nous trouverions à cet échange de grands avantages. D'une part, en effet, les Loges ne nous sont d'aucune utilité ; d'autre part, l'entrecroisement des territoires anglais et français de Pondichéry est la cause d'une foule de contestations désagréables. Mais l'Angleterre ne voit pas sans plaisir cette fâcheuse situation et elle ne se prêtera que difficilement à un accord d'où résulterait une plus grande homogénéité de notre domaine indien, pourtant si minime.

Au point de vue militaire, l'Inde n'a aucune importance pour nous. Nulle part nous n'avons le droit d'élever des fortifications. Le port de Pondichéry ne pourrait être pour nos flottes qu'un centre de ravitaillement de charbon et de vivres, en temps de paix. En temps de guerre, il ne pourrait nous être d'aucune utilité, ou, pour mieux dire, il serait exposé à tous les dangers. Quelques personnes voient dans cette considération un argument pour ne rien faire en faveur de Pondichéry. Nous ne partageons pas cette opinion. A notre avis la France doit avant tout se préoccuper des intérêts matériels de ses colonies. S'il est vrai que Pondichéry puisse accaparer, avec un bon port, une partie du

commerce de la péninsule indienne, nous n'avons pas d'autre devoir que de la doter de ce port. C'est, du reste, le moyen le meilleur que nous ayons de maintenir dans l'Inde le prestige de la France, puisque nous ne pouvons pas songer à y rétablir sa puissance.

CHAPITRE VI

LA FRANCE EN OCÉANIE

Les possessions de la France dans le Grand Océan Pacifique sont bien peu considérables, relativement à celles de la Hollande, dont le drapeau flotte sur le vaste archipel des îles de la Sonde, peuplé par plus de 20 millions d'indigènes, relativement à celles de l'Angleterre, qui possède tout le continent Australien, la Nouvelle-Zélande, etc., et à celles de l'Espagne, qui a plus de 7 millions de sujets dans les Philippines, les Mariannes, les Carolines. Déjà l'Allemagne a une situation prépondérante dans les archipels de Samoa ou des Navigateurs, et de Tonga ou des Amis; avant peu de temps, elle aura mis définitivement la main sur ces îles qui n'ont certainement pas une très grande valeur par elles-mêmes, mais qui sont susceptibles d'en acquérir une très grande le jour prochain où l'isthme de Panama étant percé, les navires de commerce et les flottes militaires de l'Europe pourront aller directement des côtes de l'Atlantique en Australie et en Chine.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte de l'océan Pacifique pour avoir une idée de l'importance que des îles jusqu'à ce jour à peine explorées pourront alors présenter. Après avoir franchi le canal de Panama, les navires se dirigeant vers l'Asie pourront rallier, soit l'île de Clipperton, située par 10°17' de latitude sud et 111°30' de longitude ouest, soit l'archipel des Galapagos, situé plus au sud et plus près des côtes de l'Amérique entre 1°25' de latitude sud et 1°43' de latitude nord et entre 90°24' et 94°22' de longitude ouest. L'île ou rocher inhabité de Clipperton appartient à la France; les Galapagos, îles stériles et inhabitées, ont été vendues en 1854 par la République de l'Équateur aux États-Unis.

Les navires se dirigeant sur le nord de l'Asie ne peuvent éviter de reconnaître le rocher de Clipperton. Celui-ci est formé d'un massif montagneux, ayant 5 kilomètres de long sur 4 de large; il est entouré d'une ceinture de coraux en dedans de laquelle se trouve un bassin d'eau tranquille dans lequel on pénètre par deux passes, l'une au nord-est et l'autre au sud-est. A l'entrée de la passe du sud-est se trouve un monticule haut de 12 mètres, sur lequel pourrait être établi un phare dont le feu serait aisément visible de 30 milles au large. Les passes ne sont praticables actuellement qu'à marée haute, mais il serait aisé de les élargir et de les rendre faciles en tout temps. Un dépôt de charbon et d'approvisionnements pourrait être établi à Clipperton; il servirait non seulement aux navires allant d'Europe en Australie ou en Asie, mais encore à ceux qui naviguent sur les côtes orientales de l'Amérique.

Après avoir reconnu l'île Clipperton, la route la plus courte, pour les navires se dirigeant vers le nord de la Chine et le Japon, est celle qui passe par l'archipel des Sandwich, encore indépendant, et dont l'île principale, Hawaï, présente un bon port de relâche. Quant aux navires qui se rendent dans le nord de l'Australie, dans la Chine méridionale, aux Philippines, leur route la plus directe passe plus au sud, par l'archipel des Marquises, par celui de la Société, qui appartiennent l'un et l'autre à la France, puis par les îles Samoa ou par les îles Tonga, où l'Allemagne occupe une situation prépondérante; en ce point la route se bifurque; les navires qui se dirigent vers le Japon, la Chine et les Philippines, vont passer par les Carolines, qui ont fait l'objet d'un récent débat entre l'Espagne et l'Allemagne, et qui définitivement restent aux mains de l'Espagne. Les navires allant vers Bourbon ou Sidney passent plus au sud, par l'archipel Néo-Calédonien qui fait partie du domaine colonial de la France. Enfin, les navires voulant aller directement en Nouvelle-Zélande ou en Tasmanie peuvent descendre jusqu'à l'île Rapa, puis, de là, se diriger vers la Nouvelle-Zélande directement. Quant aux navires venant du cap Horn ou de la côte orientale de l'Amérique du Sud, ils passent presque naturellement soit par l'île Rapa ou Oparo, soit par les Tubuaï ou les îles de la Société, c'est-à-dire par des terres françaises.

Il est aisé de tirer des conclusions du tableau rapide que

nous venons de tracer des routes possibles ou probables à travers l'océan Pacifique. Si nous n'avons pas dans cet Océan de vastes possessions, si nous ne pouvons pas songer à y établir des colonies comparables à celles de l'Angleterre, de la Hollande et de l'Espagne, nous pouvons cependant émettre l'espoir d'y faire figurer avec quelque honneur le drapeau de la France, mais, pour cela, il faudra que nous renoncions à nos habitudes d'inertie. Si nous voulons que les navires passent par nos îles océaniques, il faut que nous prenions des mesures de nature à les y attirer.

Les établissements français de l'Océanie forment deux groupes bien distincts, auxquels, d'après leur position géographique, nous donnerons les noms d'Établissements orientaux ou d'Établissements occidentaux. Les premiers sont formés par : l'archipel de la Société, l'archipel des Tuamotu, l'archipel des Gambier, l'archipel des Marquises, l'île Rapa, l'île Clipperton. Les seconds sont formés seulement par l'archipel Néo-Calédonien. Nous allons étudier successivement chacun de ces deux groupes d'établissements français océaniques.

I. — ÉTABLISSEMENTS ORIENTAUX

I. — ARCHIPEL DE LA SOCIÉTÉ

L'archipel de la Société est divisé en deux groupes d'îles : celui de Taïti, ou Géorgien ou des îles du vent, et celui des îles sous le vent.

Le groupe taïtien est formé de cinq îles : Taïti, Mooréa ou Eiméo, Mahitia, Tabuemanu et Tetiaraa.

Moréa est un cône brisé entouré d'une ceinture de récifs, ayant des terres à culture excellentes, mais trop peu peuplé (1445 habitants environ) et sans grande importance.

L'Océanide. — Taïti, la plus importante de nos possessions de la partie orientale du Pacifique, est une île volcanique, entourée d'une ceinture de coraux. On peut la considérer comme un sommet de montagnes dont la base est aujourd'hui ensevelie sous les flots par suite d'un affaissement graduel du sol. Il en est ainsi de toutes les îles qui forment, à travers l'océan Pacifique, cette vaste ceinture étendue de l'isthme de Panama aux côtes orientales de l'Asie. Là, sans doute, existait autrefois un immense continent, une

Océanide gigantesque, à grand diamètre dirigé transversalement entre l'Amérique d'une part, l'Asie et l'Afrique de l'autre. Le sol de ce continent s'est lentement affaissé, ne laissant plus au-dessus des eaux, comme témoins de son existence, que le vaste archipel des Philippines, la Nouvelle-Guinée, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les milliers de petites îles qui s'étendent de ces grandes terres au continent américain, et, enfin, plus au sud, les archipels des Seychelles et des Mascareignes, et la grande île de Madagascar. L'Australie seule mérite encore le nom de continent; toutes les autres îles ne sont que des sommets montagneux, dont les bases sont depuis longtemps recouvertes par les eaux.

Mais, autour de ces sommets, des animaux constructeurs d'un squelette calcaire, des polypes, se sont fixés; ils ont cimenté leurs squelettes calcaires aux roches déjà couvertes par les flots, et, à mesure que ces roches s'enfonçaient, ils se sont superposés les uns aux autres, construisant d'immenses murailles dont les bases ne sont plus formées que de squelettes entassés, tandis que les arêtes sont constituées par des animaux qui vivent à une faible distance au-dessous de la surface de la mer, fabriquant encore des squelettes nouveaux et donnant chaque année naissance à de nouvelles générations superposées aux anciennes.

Partout où les îles océaniques montrent encore, comme Taïti, les sommets volcaniques qui témoignent de leur origine, les coraux constituent autour de la base de ces sommets une immense ceinture vivante, une muraille épaisse de centaines et de milliers de mètres, au delà de laquelle la sonde s'enfonce tout à coup à d'énormes profondeurs. Mais cette muraille n'a pas partout la même hauteur. Auprès de la terre, elle est moins élevée qu'au large. En ce dernier point, c'est-à-dire là où la muraille est sans cesse battue par les flots venant du large, les coraux sont presque à fleur d'eau; ils y forment une ceinture de récifs interrompue seulement en un petit nombre de points; cette ceinture limite entre la mer et la terre une zone marine de profondeur variable, à fond tapissé par des coraux, à surface presque toujours tranquille, permettant une navigation paisible tout autour de l'île. La ceinture de récifs n'est pas partout sous-marine; en certains points elle s'élève au-dessus de la surface de la mer et n'est plus alors formée que de squelettes de coraux morts et d'autres corps étrangers entassés par les vagues.

L'explication de cette surélévation de certains points des récifs est facile à trouver. Le flot apportant sans cesse, soit du large, soit de la terre, des débris de squelettes de corallifères et des coquilles, ces débris s'entassent sur les crêtes les plus élevées de la ceinture de coraux, ils sont soudés ensemble par du carbonate de chaux et forment un obstacle sur lequel s'entassent de nouveaux débris et qui ne tarde pas à s'élever au-dessus du niveau de la mer.

C'est ainsi que se présentent à nous toutes les îles de l'archipel de la Société dont nous parlons en ce moment. Dans un instant, lorsque nous ferons l'histoire des Tuamotu, nous aurons à noter une phase plus avancée de l'enfoncement des terres océaniques et de l'édification des murailles de coraux et des récifs dont nous venons de parler.

Taïti.

Géographie physique. — L'île de Taïti est formée de deux parties distinctes, de deux massifs montagneux reliés par un isthme qui n'a guère plus de 2 kilomètres de largeur et qui est élevé seulement d'une quinzaine de mètres au-dessus du niveau de la mer. C'était probablement, autrefois, un col entre deux sommets de montagnes. Le plus grand des massifs montagneux constitue Taïti proprement dite, le plus petit a reçu le nom de presqu'île de Taïarapu. Le périmètre total de Taïti est de 191 kilomètres; 119 pour Taïti, 72 pour Taïarapu. La surface totale est de 104 215 hectares. Les pics les plus élevés sont, dans Taïti : le Diadème, qui ressemble de loin à une gigantesque couronne déchiquetée; l'Ahorai, qui a 2400 mètres de haut; l'Orohéna, qui a 2236 mètres; dans la presqu'île de Taïarapu : le Roniu, qui a seulement 1324 mètres d'altitude. Toutes ces montagnes sont couvertes de forêts remarquables par leur fraîcheur et par le petit nombre des animaux qui les peuplent; il en coule de nombreux ruisseaux et il s'y est formé quelques lacs dont un important, le Waïria, à 430 mètres au-dessus du niveau de la mer, dans un vieux cratère que dominant de toutes parts des sommets dressés à pic et couverts de sombres forêts.

Entre les arêtes et les sommets montagneux de l'île sont d'étroites et fraîches vallées très propres à la culture, remplies qu'elles sont des terres entraînées par les pluies et

les torrents, mais à peu près toutes incultes. La seule partie cultivée de l'île est une bande de terrain étendue entre les montagnes et la mer, sur la côte ouest de l'île; à l'est, le pied des montagnes n'est séparé de la mer que par une plage étroite. La surface totale de la zone cultivable de l'ouest est évaluée à environ 25000 hectares. Une partie minime seulement de ces terres est aujourd'hui cultivée¹. Ce qui y domine en ce moment, c'est le goyavier, introduit seulement en 1815, aujourd'hui tellement répandu qu'il détruit les autres arbres, et l'oranger, apporté par

1,

CULTURES DES ILES TAÏTI ET MOORÉA EN 1884.

DÉSIGNATION des cultures	NOMBRE d'hec- tares en culture.*	PRODUITS des cultures.	ESPÈCE des unités.	QUANTITÉS.	VALEUR BRUTE.
Cotonnier . . .	467	Coton en laine.	Kilogr.	137,039	328,893 »
		Graine de coton.	Idem.	350,000	17,500 »
Cocotier. . . .	2,279	Cocos	Nombre.	767,548	76,754 »
		Coprah.	Kilogr.	401,803	162,605 67
		Cocos râpés. . .	Idem.	19,431	12,630 »
Canne à sucre.	74	Sucre brut. . .	Idem.	77,141	63,255 62
		Rhum.	Idem.	79,000	150,100 »
Oranger.	»	Oranges	Litre.	7,000,000	175,000 »
Caféier.	27	Café.	Nombre.	10,341	15,511 50
Tabac.	5	Tabac	Kilogr.	875	4,375 »
Vanillier.	81	Vanille.	Idem.	2,743	54,860 »
Maïs.	39	Maïs.	Idem.	54,450	10,890 »
Fourrage. . . .	50	Fourrage. . . .	Idem.	300,000	37,500 »
Vivres du pays à l'état naturel.	»	Fruits à pain. .	Idem.	»	157,000 »
		Fei	»	»	»
Vivres des pays cultivés.	223	Patates, taros, ignames. . . .	»	»	111,500 »
Légumes.	10	Légumes.	»	»	17,000 »
Totaux.	3,255				1,395,375 39
Terrains non cultivés, bois et forêts. . . .	114,197				
Superficie totale.	117,452				

* La valeur des terrains cultivés est d'environ 750 francs l'hectare. —
La valeur des terrains cultivables est d'environ 250 francs l'hectare.

Cook en 1774. Ajoutons-y l'arbre à pain, qui fournit une grande partie de la nourriture des indigènes, et le cocotier, qui borde tous les rivages. Les rivières sont nombreuses, mais aucune n'est navigable; ce ne sont que des torrents ou des ruisseaux descendant des montagnes. La ceinture de récifs qui entoure l'île s'ouvre en plusieurs points, et limite plusieurs ports, dont les plus importants sont : celui de Papaété, la capitale, sur la côte nord-ouest de Taïti, celui du Phaéton, sur la côte sud-ouest de l'isthme qui sépare Taïti de Taïaparu, dans la portion la plus étroite de l'isthme, au point où se dresse le fort de Taravao, ceux de Tantira et de Pueu, sur la côte nord-est de la presqu'île Taïarapu, Papéuriri sur la côte sud, et Hitiaa, sur la côte est de Taïti.

Papaété. — Le port de Papaété est le seul qui soit fréquentable par les grands navires; les autres sont surtout visités par de petits navires, qui viennent charger des oranges pour la Californie. Le port de Papaété est très sûr, assez vaste pour contenir de nombreux navires et assez profond pour recevoir les plus grands. On y pénètre par trois passes, cernées par la ceinture des récifs : celle de l'ouest, propre seulement aux embarcations; celle de Taunoa, qui convient le mieux aux navires d'un faible tirant d'eau, et celle de Papaété, moins commode à l'entrée que la précédente, mais ayant 13 mètres de fond au minimum. La ville de Papaété est la seule qui ait quelque im-

NOMBRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES A TAÏTI ET A MOORÉA EN 1884.

ANIMAUX DOMESTIQUES.	NOMBRE.	VALEUR,
Chevaux.	1,197	1,224,235 »
Anes.	7	
Mulets.	14	
Béliers et brebis.	427	
Taureaux, bœufs, veaux.	2,328	
Vaches génisses.	363	107,526 »
Boucs et chèvres.	11,125	
Porcs.	53,763	
Volailles.		
Totaux.		1,331,761 »

portance. Elle est le siège du gouvernement de nos établissements de l'Océanie orientale.

Les routes. — Une route circulaire met en relation les principaux centres de population de l'île, qui tous sont situés sur la côte. C'est à vrai dire, la seule route qui existe à Taïti; nous devons ajouter qu'elle est loin d'être partout propre à la circulation, du moins à celle qu'exigerait une industrie ou une agriculture tant soit peu développées. Un particulier fait en ce moment étudier un projet de chemin de fer qui desservirait toute la côte ouest, c'est-à-dire la seule partie vraiment riche de l'île, depuis Papaélé jusqu'à Maïatéa.

Le commerce. — On peut dire, sans crainte d'exagération, que Taïti est encore une colonie à créer. Nous avons vu que l'agriculture y est peu développée; il en est de même de l'industrie; il n'y existe que trois usines à rhum et à tafia de peu d'importance, deux usines à égrener le coton et une usine pour la fabrication de la fécule de coco. Le commerce le plus important est celui des oranges, que l'on exporte à San-Francisco, celui de la nacre et celui des perles. En 1883, le total des importations a été de près de quatre millions de francs, et celui des exportations d'une somme un peu moindre¹.

La population. — Du reste, le nombre des Européens est

1. TABLEAU DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS POUR LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie orientale, EN 1881, 1882, 1883.

DÉSIGNATION.	1881	1882	1883
	fr.	fr.	fr.
Importations.	4,725,837	3,391,530	3,936,085
Exportations.	3,904,186	3,727,143	3,739,863

TABLEAU INDIQUANT LA PART DE LA FRANCE ET CELLE DES NATIONS ÉTRANGÈRES DANS LE COMMERCE D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, DU 1^{er} JUILLET 1881 AU 30 JUIN 1884.

DÉSIGNATION.	IMPORTATIONS.	EXPORTATIONS.	TOTAUX.
	fr.	fr.	fr.
Maisons françaises	695,022,00	361,537,94	1,056,559,94
Maisons étrangères. . . .	2,484,778,00	2,413,136,09	4,897,212,00

peu considérable (1610, dont 630 femmes). Les indigènes sont au nombre d'environ 25 000, dont 11 193 femmes¹.

1. POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie Orientale.

ÎLES OU ARCHIPELS.	GARÇONS ET HOMMES.	FILLES ET FEMMES.	TOTAL GÉNÉRAL par colonies.
Taïti	5,120	4,074	9,194
Mooréa	812	633	1,445
Tubuaï	184	172	356
Raivavae	167	142	309
Tuamotu	"	"	7,270
Marquises	"	"	5,776
Gambier	"	"	547
Rapa	"	"	153
Totaux	6,283	5,021	25,050

RÉPARTITION PAR RACES.

DÉSIGNATION.	HOMMES.	FEMMES.
Population blanche	980	630
Population indigène	12,877	10,563

TABEAU DE LA POPULATION BLANCHE PAR NATIONALITÉS.

NATIONALITÉS.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAL.
Français	520	466	986
Allemands	46	12	58
Anglais	175	65	240
Belges	2	"	2
Danois	7	2	9
Espagnols	11	5	16
cs	5	"	5
Hollandais	2	1	3
Italiens	4	"	4
Portugais	16	3	19
Suédois	5	2	7
Suisses	3	1	4
Américains	184	73	257
Totaux	980	630	1,610

Les habitants actuels de Taïti, ainsi que ceux de toutes les îles de l'Océanie orientale, ne doivent pas être considérés comme appartenant à une race pure. D'après la plupart des anthropologistes, les habitants primitifs de ces îles seraient venus, non de l'Amérique, mais de la Malaisie, par les îles Moluques; ils se seraient d'abord répandus dans les archipels Tonga et Samoa, puis dans les Marquises, à Taïti, à la Nouvelle-Zélande, etc. Ils ne seraient parvenus à Taïti, d'après certains anthropologistes, que vers l'année 1100 de notre ère. Aux yeux des linguistes, les habitants de la Polynésie et ceux de la Malaisie appartiendraient à une seule et même race, à laquelle ils donnent le nom de malayo-polynésienne. Mais il n'est pas douteux que les Polynésiens ne se soient mélangés, dans beaucoup de lieux, notamment dans toute l'Océanie orientale, avec les Américains, pour former le type actuel de Taïti, de Mooréa, des Îles sous le vent, des Marquises, de Tuamotu, etc. Ce type est relativement beau. Le corps est élancé; le crâne forme un ovale renflé au niveau des bosses pariétales, et en forme de carène à la voûte. Les yeux sont fendus horizontalement, noirs et brillants. Le nez est tantôt droit et tantôt plus ou moins aquilin, élargi seulement au niveau des narines. Les arcades sourcilières sont très peu saillantes. Les cheveux sont noirs, longs, tantôt épais et rudes, tantôt luisants et bouclés, surtout chez les individus métissés avec les Européens. La barbe est rare. La couleur de la peau varie du brun clair au jaune cuivré ou olivâtre.

Les indigènes de l'Océanie orientale sont paresseux, très adonnés à l'ivrognerie et fort dissolus, vivant sans travail des fruits abondants de l'arbre à pain et du cocotier et d'une pêche peu pénible. Avec ses hommes aux traits réguliers, aux formes élégantes, ses femmes aussi faciles que sensuelles et souvent fort jolies, surtout quand elles sont métissées de blanc, son climat presque tempéré, ses ruisseaux abondants, ses ports nombreux, ses vastes vergers naturels d'orangers et de goyaviers, ses danses incessantes et ses excitations de mille sortes à la volupté, Taïti mérite véritablement le nom de *Nouvelle-Cythère*, qu'on lui donna au dix-huitième siècle, à la lecture des récits enthousiastes de Cook et surtout de Bougainville.

L'avenir. — Mais ces qualités ne suffisent pas à en faire une colonie utile à la France. Il est vrai que du 9 septembre

1842 jusqu'au 29 juin 1880, époque à laquelle M. Chessé a obtenu par sa seule habileté, la cession absolue de Taïti à la France, nous n'avions jamais eu sur cette île et ses dépendances que l'autorité d'un protectorat très réduit.

Depuis 1880, l'ancien état de choses n'a pas été beaucoup modifié. Bien des terres qui pourraient donner des produits utiles sont encore incultes, et le mouvement d'émigration de la France vers Taïti est tout à fait nul. Cependant les produits les plus riches, coton, café, vanille, probablement la vigne, peuvent être cultivés à Taïti, où ne manquent ni la chaleur, ni l'eau, et où la salubrité et la douceur du climat permettent à l'Européen de se livrer à tous les travaux les plus pénibles sans plus d'inconvénients que dans le sud de la France. Il est nécessaire de se préoccuper du moyen d'attirer des Français dans cette riche colonie. Ce n'est pas seulement par l'agriculture qu'ils pourraient y vivre heureux et s'enrichir, mais encore par l'industrie — dont nous parlerons tout à l'heure — de la nacre.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, le percement de l'isthme de Panama est susceptible de donner à Taïti une importance considérable comme point de relâche et de ravitaillement des grands navires à vapeur qui traversent le canal de Panama pour se rendre en Australie et dans l'Asie orientale; mais il faut s'attendre à ce qu'une très vive concurrence lui soit faite par les archipels voisins, appartenant à d'autres nations. Sans entrer dans des dépenses inutiles, il serait peut-être bon de prendre les devants sur nos concurrents, en préparant Taïti et son port au rôle que nous avons tout intérêt à leur faire jouer. Le port de Papaété est sûr, il est d'un abord facile, il peut être fréquenté en tout temps par les plus grands navires; mais il n'est outillé ni en vue des réparations importantes dont les bâtiments pourraient avoir besoin, ni en vue de la rapidité des chargements et des déchargements du charbon, des marchandises et des vivres. Or, ces conditions sont indispensables pour que les navires s'y arrêtent.

Au point de vue militaire, rien ou presque rien n'a été fait à Taïti. Il n'existe qu'un fort de peu d'importance, à Taravao, dans l'isthme qui sépare les deux portions de l'île. Un cuirassé, ou même un navire en bois convenablement armé, détruirait sans difficulté tous nos établissements. Taïti pourrait cependant jouer un rôle important dans l'éco-

nomie générale de notre organisation maritime. Avec une bonne installation, de bonnes défenses terrestres et quelques torpilleurs, le port de Papaété pourrait devenir le point d'appui, le centre de ravitaillement et de réparation d'une station navale de l'Océanie orientale. Appuyée sur les ports de Papaété, de Mangareva et de Rapa, dont nous parlerons plus bas, une flotte française serait maîtresse de la route de Panama en Australie; elle pourrait barrer le chemin à toute armée navale européenne se dirigeant vers l'Australie ou l'Asie, et si nous avions dans l'Océanie occidentale une seconde station navale appuyée sur la Nouvelle-Calédonie, d'utiles et fructueuses diversions pourraient être faites par cette dernière sur les colonies australiennes ou asiatiques de l'ennemi.

Pour créer les centres défensifs de nos établissements océaniques occidentaux, ce qu'il faut surtout, ce sont de bons forts. Pour la construction de ces forts, les matériaux ne manquent ni à Taïti, ni à Mangareva, ni à Rapa; les pierres y abondent, les coraux donnent d'excellente chaux, seuls les bras font défaut. Il serait aisé d'y utiliser ceux de la transportation, qui sont surabondants en Nouvelle-Calédonie, et ceux de la relégation, dont on paraît ne savoir que faire. Des chantiers de transportés et de relégués seraient établis dans les îles dont nous venons de parler. Ils seraient employés à améliorer les ports, à rendre plus faciles leurs passes, à y construire des quais de déchargement; ils construiraient les forts qui manquent partout; enfin, ils feraient les premiers travaux de défrichement dans toutes les îles où la culture est possible. Comme moyen d'encourager les hommes au travail, on aurait la concession de terres dans un pays admirable, où le sol nourrit aisément celui qui le travaille. Ainsi seraient utilisés, pour le plus grand profit de la France, des hommes qui, en ce moment, lui coûtent fort cher et ne lui rapportent rien.

2. — ILES SOUS LE VENT.

Le groupe Taïtien dont nous venons de parler est souvent désigné par le nom d'Iles du vent tandis qu'on nomme Iles sous le vent un autre petit groupe de sept îles et de quelques récifs isolés, situé au nord-ouest de Taïti. Nous devons en dire ici quelques mots, à cause de la situation

particulière qui nous y est faite. Les deux îles les plus importantes du groupe sont : Raïatéa-Tahaa et Bora-Bora. Les autres, Manu (ou Tubuaï-Manu), Huahiné, Mapetia, Motu-Ité, Maupit, n'ont qu'une importance très secondaire. Bora-Bora, grand cône volcanique très élevé, n'a que 800 habitants et n'offre pas une très grande importance.

Raïatéa-Tahaa est formée par deux îles jumelles entourées d'une même ceinture de récifs; elles étaient probablement autrefois réunies par un isthme, comme Taïti et Taïaparu, mais l'affaissement graduel de l'ensemble a fait disparaître l'isthme; celui-ci est aujourd'hui remplacé par un canal navigable ayant 2 à 3 milles de largeur. L'île de Raïatéa proprement dite compte environ 1200 habitants. Sa plus grande longueur est de 14 milles du nord au sud; sa plus grande largeur, de l'est à l'ouest, est de 9 milles. Elle est très fertile. Elle a un excellent port, de plus en plus fréquenté, de préférence à celui de Taïti, parce qu'il n'y existe ni droits de quai, de phare, etc., ni octroi de mer comme à Papaété, dont il pourrait bien prendre la place. Le commerce y est entre les mains des Allemands. L'île possède un autre bon port à Opoa; les flottes les plus puissantes y pourraient être logées. La ville de Teavarua, située sur la côte sud-est de Raïatéa, tend à devenir la plus importante du groupe des îles sous le Vent, au point de vue commercial. C'est en face de Teavarua que se trouve l'île de Tahaa avec sa capitale, Vaïtoaré, qui est de peu d'importance. Tahaa n'a pas plus de 800 habitants.

Raïatéa est pour Taïti une rivale redoutable, grâce à la beauté de son port et à sa situation qui n'est pas moins bonne. Il n'est donc pas étonnant qu'à maintes reprises la France ait jeté les yeux sur les îles sous le Vent. En prenant possession du protectorat de Taïti, en 1842, il nous eût été facile de mettre la main sur Raïatéa. Malheureusement pour nous, cela ne fut pas fait tout de suite, et, en 1847, le roi Louis-Philippe, toujours prêt à s'incliner devant l'Angleterre, consentit à la signature d'une convention en vertu de laquelle les deux nations s'engageaient réciproquement à respecter l'indépendance des îles sous le Vent¹.

1. En vertu de cette convention, l'Angleterre et la France s'engagent réciproquement :

« 1° A reconnaître formellement l'indépendance des îles de Huahiné, Raïatéa

La France s'était laissé tromper par l'assertion de l'Angleterre, d'après laquelle les Iles sous le vent ne faisaient pas partie du royaume de Pomaré; or Pomaré V, même après la convention de 1847, continua à lever des impôts et à exercer le droit de justice sur les Iles sous le vent; les chefs de ces dernières îles affirmaient à la même époque que Pomaré était leur souverain¹. Cependant d'autres nations ne tardèrent pas à convoiter les Iles sous le vent. Le consul des États-Unis à Papaété tenta en 1858 de supprimer leur indépendance, mais il fut désavoué par son gouvernement. A partir de 1878 les Allemands ont commencé à convoiter ces îles et bientôt ils proposèrent à la reine d'Huahiné la signature d'un traité qui, sous prétexte de commerce, pouvait leur permettre d'intervenir dans les affaires du gouvernement local. La tentative échoua et la France en fut directement prévenue par les autorités indigènes. Des pourparlers eurent lieu alors entre la France et l'Angleterre en vue de modifier la convention de 1847. En 1880, les chefs de Raïatéa, et de Tahaa demandaient à la France son protectorat; les chefs des autres îles ne tardèrent pas à suivre cet exemple et M. Chessé, commissaire de la République à Raïatéa leur faisait répondre que la France leur accordait provisoirement son protectorat, sous réserve de l'annulation de la convention de 1847. Il informait aussitôt de cette réponse tous les consuls européens, dont un seul, celui d'Angleterre, formula des protestations; les autres acceptant sans rien dire le fait accompli, notre pavillon fut hissé dans l'île de Raïatéa. Mais l'Angleterre protesta auprès de notre ministre des affaires étran-

et Borabora (sous le vent de Taïti) et des petites îles adjacentes qui dépendent de celles-ci ;

« 2° A ne jamais prendre possession desdites îles ni d'une ou plusieurs d'entre elles, soit absolument, soit à titre de protectorat ou sous aucune autre forme quelconque, et à ne jamais reconnaître qu'un chef ou prince régnant à Taïti puisse en même temps régner sur une ou plusieurs autres îles susdites; et réciproquement, qu'un chef ou prince, régnant dans une ou plusieurs de ces dernières, puisse régner en même temps à Taïti; l'indépendance réciproque des îles désignées ci-dessus et de l'île de Taïti et dépendances, étant passée en principe. »

Ce traité, signé par lord Palmerston pour l'Angleterre et par M. L. S. Jarnac pour la France, fut désigné par quelques personnages du temps sous le nom épigrammatique de *Traité de Jarnac*.

1. Voir sur ce sujet les résultats de l'enquête faite par l'amiral en 1845 et 1846, rapportés par M. Paul Deschanel dans son excellent livre: *La Politique française en Océanie*, p. 506.

gères, qui désapprouva la conduite tenue par le commandant des établissements français en Océanie. Peu de temps après, le commandant d'un navire anglais, la *Turquoise*, exigeait d'un lieutenant de vaisseau commandant le navire français l'*Orohéna* qu'il amenât le pavillon français de Raïatéa et faisait lui-même hisser à la place de ce dernier le pavillon de la reine de l'île, qu'il saluait de 21 coups de canon. Cependant notre ministre des affaires étrangères protestait à son tour contre cet acte et obtenait que notre pavillon reprît sa place à Raïatéa jusqu'à ce que les pourparlers engagés en vue de la modification de la convention de 1847 eussent abouti. Plus tard, notre gouvernement se mit d'accord avec l'Angleterre au sujet d'un protectorat provisoire sur les Iles sous le vent, protectorat qui pourrait être prorogé de six mois en six mois et qui l'a été en effet jusqu'à ce jour depuis le 25 mai 1881, jour où M. de Girardin, commandant du *Guichen* hissa pour la seconde fois notre pavillon sur l'île de Raïatéa.

Quant à l'Allemagne, elle a formellement et définitivement renoncé à toute prétention sur ces îles par la convention du 17 décembre 1885, dont nous avons déjà parlé dans le chapitre relatif aux établissements de l'Afrique occidentale. Par l'article 4 de cette convention, « le gouvernement de Sa Majesté l'empereur d'Allemagne s'engage envers le gouvernement de la République française à ne rien entreprendre qui puisse entraver une prise de possession éventuelle par la France des îles et îlots formant le groupe dit des Iles sous le vent en Océanie, et se rattachant à l'archipel de Taïti ou de la Société. Il prend le même engagement à l'égard de l'archipel des Nouvelles-Hébrides, situé à proximité de la Nouvelle-Calédonie. Le gouvernement de la République française, dans le cas d'une prise de possession par la France de l'un des groupes d'îles susmentionnés, prend l'engagement de respecter les droits acquis des sujets allemands, notamment en ce qui concerne le recrutement des travailleurs indigènes, et de se concerter, à cet effet, avec le gouvernement impérial d'Allemagne. »

Il est permis d'espérer qu'un accord définitif pourra intervenir entre la France et l'Angleterre, et que notre protectorat provisoire pourra être, à une date prochaine, transformé en un protectorat définitif.

3. — ARCHIPEL DES TUAMOTU.

1^o *Géographie physique et formation géologique.*

L'archipel des Tuamotu s'étend au sud-est de celui de la Société sur une longueur de 2000 kilomètres et sur une largeur d'environ 1200 kilomètres. Il est formé de 79 îles dont les seules importantes sont, au premier rang, Anaa, puis Rairoo, Fakarava, Raroia, Hao et Vairaatea ; toutes les autres ne sont que des îlots en général inhabités.

Toutes les îles de cet archipel appartiennent à la classe des formations que les géologues nomment des « atolls », formations représentant tout simplement un degré d'évolution plus avancé du phénomène d'affaissement des îles et du phénomène de construction des murailles de coraux dont nous avons parlé plus haut.

Nous avons vu que Taïti, Raïatea, etc., sont des sommets de montagnes affaissées, autour desquels se sont formés des murailles de coraux qui s'élèvent à mesure que la terre s'affaisse. Supposons que l'affaissement se produise à tel point que le sommet même de l'île finisse par être sous l'eau tandis que les coraux ont continué à élever autour de ce sommet leur muraille circulaire ; nous avons alors un cercle de récifs de coraux entourant une mer intérieure au centre de laquelle se trouve, à une profondeur plus ou moins grande, le sommet englouti de l'île. Que des débris de coraux, de coquilles, etc., se déposent sur la ceinture de récifs et bientôt, celle-ci surgissant au-dessus des eaux, nous aurons une île annulaire, entourant un bassin. C'est ce que l'on nomme un *atoll*, la mer intérieure étant désignée sous le nom de *lagon*. L'anneau de récifs est toujours ouvert en un ou plusieurs points par lesquels la mer communique avec le lagon, le fond de celui-ci est tapissé de coraux qui sans cesse bâtissent les uns sur les autres et qui finissent par combler le lagon. Quant à l'anneau de récifs qui entoure le lagon il n'est que très peu élevé au-dessus du niveau de la mer, de quelques mètres à peine, et sa largeur ne dépasse jamais quelques centaines de mètres.

On comprendra aisément de quelle pauvreté doivent être ces îles annulaires. Quelques cocotiers en représentent toute la végétation ; l'eau douce y manque ; il faut recueillir celle

des pluies. Les rares habitants de ces îles ne peuvent avoir d'autre industrie que la pêche ; ils trouvent heureusement dans les huîtres perlières une source assez importante de revenus,

La population des Tuamotu n'est représentée, pour toutes les îles, que par le chiffre infime de 7270 individus ; mais la plupart des îles sont, comme nous l'avons dit plus haut, tout à fait inhabitées.

2° *Les huîtres à nacre et à perles.*

Malgré leur stérilité, les îles de l'archipel Tuamotu pourraient rapporter à la France des avantages sérieux si l'on voulait se donner la peine d'y organiser un élevage méthodique des huîtres qui fournissent la nacre et les perles. Les observations faites à cet égard par M. Bouchon-Brandely, secrétaire du Collège de France, pendant une mission dont le chargea le ministre de la marine et des colonies en 1884, ne peuvent laisser aucun doute sur les avantages que la France retirerait de l'élevage des huîtres perlières. Nous croyons utile d'entrer sur ce sujet dans quelques détails.

La nacre figure parmi les produits riches que l'Europe emprunte aux régions intertropicales. En 1883, la France en a importé 2235 tonnes valant à peu près 7 millions de francs ; sur cette quantité, 28 tonnes seulement venaient de nos établissements de l'Océanie orientale, où cependant vit en abondance une huître qui fournit une nacre d'excellente qualité, en même temps que des perles magnifiques. Mais l'administration française ne prend à peu près aucune mesure pour entretenir la source de ce produit ; aussi diminue-t-elle chaque jour dans de fortes proportions. La seule mesure que prenne l'administration pour empêcher l'épuisement des lagons dans lesquels vivent les huîtres, consiste à interdire la pêche pendant un certain nombre d'années, successivement, dans chaque île ou dans chaque petit groupe d'îles, après que l'exploitation a duré pendant plusieurs années de suite. Cette interdiction porte le nom de *rahui*. Les périodes de prohibition et de libre exercice sont calculées de façon à ce qu'il y ait toujours à peu près une moitié des îles en exploitation et l'autre moitié en interdit. Ce système a été emprunté aux coutumes adoptées dans la mer des Indes et dans le golfe Persique, où il donne de très bons résultats ;

mais en l'appliquant à l'archipel des Tuamotu on n'a pas suffisamment tenu compte des différences qui existent entre les huîtres du golfe Persique et celles des Tuamotu. M. Bouchon-Brandely, dans le rapport auquel nous avons fait allusion plus haut, fait remarquer « que la pintadine de Taïti diffère sensiblement de la petite huître perlière de Ceylan et du golfe Persique, en ce que la première ne forme que des agglomérations peu nombreuses, tandis que la seconde vit en bancs étendus. » Dans l'Inde, lorsque le rahui est prononcé dans une région déterminée, il y reste encore un grand nombre d'huîtres agglomérées, de portions de bancs encore presque intactes; au contraire, quand le rahui est prononcé pour un lagon des Tuamotu, il n'y reste plus que des individus isolés, ayant échappé, grâce à la profondeur, aux recherches répétées des plongeurs. D'un autre côté, le rahui reposait sur l'idée que l'huître perlière des Tuamotu était hermaphrodite; on supposait qu'un petit nombre d'individus suffisaient pour repeupler tout un lagon en un temps limité. Or, l'huître perlière des Tuamotu est dioïque, c'est-à-dire que chaque individu porte exclusivement des organes mâles ou des organes femelles; pour que la fécondation ait lieu, il faut donc qu'il y ait réunion, dans un espace très restreint, de mâles et de femelles en certaine quantité; chose impossible, étant donné, d'une part, le peu de tendance de ces huîtres à s'agglomérer en bancs, et, d'autre part, la pêche à outrance qui en est faite pendant toute la période de libre exploitation. La tranquillité des eaux des lagons rend encore plus difficile la rencontre des éléments générateurs mâles et femelles, sans laquelle cependant toute fécondation, toute multiplication des animaux est impossible. Pour tous ces motifs, le rahui n'a pas rendu aux Tuamotu les services qu'on en attendait et les lagons vont se dépeuplant chaque jour davantage. Le véritable remède au mal est la multiplication artificielle et l'élevage des huîtres perlières. C'est la conclusion à laquelle arrive M. Bouchon-Brandely; c'est celle qui s'impose comme conséquence de ses observations. Il faut d'abord que l'administration fasse faire des expériences concluantes par un homme compétent; puis, lorsque les expériences auront démontré la possibilité de repeupler les lagons par l'élevage artificiel, elle devra s'attacher à provoquer l'émigration vers nos établissements de l'Océanie orientale de Français dési-

reux de se livrer à cette industrie et auxquels elle concéderait des lagons, en vue de l'élevage méthodique des huîtres à nacre et à perles.

Depuis 1880, c'est-à-dire depuis le jour où la France s'est officiellement et effectivement annexé Taïti et l'archipel des Tuamotu, il n'existe aucun obstacle à ce que le gouvernement concède à des particuliers les lagons de ces archipels. Il est vrai que quelques colons de Taïti soutiennent une opinion d'après laquelle les lagons seraient la propriété des indigènes qui possèdent les terres voisines; mais, d'après notre droit public, cette doctrine n'est pas soutenable; le domaine maritime appartient à la nation; celle-ci peut l'exploiter elle-même ou en abandonner la concession à des particuliers comme elle le fait pour les mines. C'est dans ce sens que les tribunaux de Taïti ont toujours jugé les procès qui leur ont été soumis, soit avant, soit après l'annexion. D'après M. Bouchon-Brandely, les indigènes avaient eux-mêmes donné à cette question la solution que nous venons d'indiquer.

« Au cours de mon voyage aux Tuamotu, dit-il, j'ai interrogé les indigènes au sujet des prétentions qu'on leur prête, et tous m'ont dit n'en avoir jamais exprimé aucune.

« Ils ont toujours considéré les lagons comme des eaux libres et appartenant à l'État; ils déclarent n'avoir donné mandat à personne pour soutenir de pareilles revendications. Ils désirent seulement être favorisés au moment de la répartition des concessions et ne voudraient pas qu'on en accordât à des étrangers. Ce qui précède est consigné au procès-verbal d'une réunion tenue à Takarsa, et à laquelle assistaient des chefs de districts de plusieurs îles et un grand nombre de pêcheurs. »

Cependant M. Bouchon-Brandely estime que « bien que les droits de l'État sur les lagons des Tuamotu, et sur les bras de mer compris entre les récifs et la terre dans toutes les îles de la colonie ne soient point contestables, il est nécessaire de les affirmer par un décret ». Il ajoute : « C'est le seul moyen d'éviter les procès que l'on n'est que trop disposé à engager là-bas sous le moindre prétexte. Et, je le répète, tant qu'un acte public n'aura pas résolu définitivement la question, les habitants de la colonie, qui savent à quoi s'en tenir en matière de procès, hésiteront à s'établir sur le domaine maritime, alors même qu'il y auraient été régulièrement auto-

risés, de crainte de s'exposer à des procès toujours coûteux. »

Les endroits propres à l'élevage des huîtres à perles et à nacre sont très nombreux dans nos archipels de l'Océanie : il n'est pour ainsi dire pas une des 79 îles qui constituent l'archipel de Tuamotu qui ne puisse être utilisée pour l'élevage de ces animaux ; il en est de même des 6 îles qui forment l'archipel Gambier. Dans celui-ci, les 5 îles Mangaréwa, Aukéna, Akamaru, Akakavitaï et Taravaï limitent un lagon intérieur qui a plus de 18 000 hectares de superficie et qui offre les meilleures conditions pour l'élevage. Quant aux îles Taïti et Mooréa, M. Bouchon-Brandely pense qu'elles devraient attirer de préférence les émigrants, parce qu'ils pourraient se livrer à la fois à l'élevage des huîtres et à la culture.

« Il ne m'est pas possible, ajoute-t-il, de donner des renseignements détaillés sur chacun des points susceptibles de recevoir des établissements ostréicoles et de les énumérer tous. Ces points sont nombreux. A l'île Mooréa on trouve les baies de Cook et d'Eponuhu, deux merveilles de la nature, qui conviendraient à de grandes exploitations ; puis la plupart des parties intérieures du récif où la profondeur d'eau est suffisante pour l'immersion des caisses ostréophiles. Les huîtres à nacre y viennent à l'état naturel. Mooréa est à 12 ou 13 milles de Papaélé, le climat en est sain, les moyens d'existence y sont les mêmes qu'à Taïti. C'est une île charmante, une des plus curieuses de l'Océanie ; le sol cultivable ne manque pas, il est d'une grande fécondité.

« A Taïti, les endroits convenant au parage des huîtres sont également nombreux. Je citerai entre autres la rade de Papaété, le voisinage de Tahaa, les baies de Matavaï, de Tautira, de Taravao, du port Phaéton, les portions de mer situées dans les districts d'Hitiaa, de Tiaréi, etc. Il y a de quoi donner satisfaction à tout le monde, et des établissements importants y prospéreraient. Abrités de la mer et des vents et faciles à surveiller, ces différents emplacements sont compris dans les eaux intérieures du récif, lequel, séparé de la plage par des distances variant entre 7 et 800 mètres et 2 kilomètres à 2 kil. 1/2, se développent sur une étendue de près de 150 kilomètres. Un peu partout, on trouve de la nacre belle et saine.

« Il y aurait lieu de constituer à Taïti, comme aux Tuamotu, des réserves pour la reproduction des huîtres et de la

récolte du naissain. Dans le cas où une mesure de ce genre rencontrerait des difficultés ou ne produirait pas les résultats espérés, il serait toujours loisible aux établissements de s'approvisionner de semence aux Tuamotu.

« Aux îles Tubuaï, la nacre ne serait pas rare; mais on n'y fait point de pêches importantes. Il y existe maints endroits favorables à l'organisation de parcs. Ces îles offrent plus de ressources que les Tuamotu et sont aussi moins pénibles à habiter. Des colons pourraient avec raison les préférer aux premières. »

On voit que sans parler des terres à culture de l'île de Taïti (les autres îles sont à peu près absolument impropres à la culture) nos possessions de l'Océanie offrent à l'activité française un vaste champ de travail et un élément de prospérité que nous sommes coupables de négliger. C'est à peine cependant si l'on connaît, dans notre pays, l'existence de ces possessions.

En attirant l'attention du département des colonies sur les importantes questions que nous venons de soulever, les remarquables rapports rédigés par M. Bouchon-Brandely sont de nature à rendre des services importants à notre pays. Mais pour cela il est nécessaire que, sans plus tarder, l'administration mette à l'étude les problèmes posés par M. Bouchon-Brandely : la réglementation de la pêche de la nacre et des perles, l'élevage des huîtres, l'introduction de travailleurs français dans nos archipels océaniques et la concession à ces immigrants, à la fois de terres à culture dans la mesure où cela sera possible et de lagunes propres à l'élevage.

Nos îles de l'Océanie orientale ne sont, d'ailleurs, pas les seules possessions françaises où l'élevage des huîtres à perles et à nacre puisse être tenté sur une vaste échelle. On pourrait sans doute l'essayer aussi sur les côtes de la Nouvelle-Calédonie, entre la terre et les récifs de coraux qui enveloppent l'île d'une ceinture presque continue, dans la baie de Tadjourah, près d'Obock, dans l'île de Poulo-Condore qui a des baies fermées très propres à cet élevage, etc.

4. — ARCHIPEL DES GAMBIER

Le petit archipel des Gambier est situé au sud-est et à une faible distance de celui de Tuamotu. Il est formé de pics

élevés, coniques, représentant autant de sommets dont les bases ont été englouties, et entourés d'une même ceinture de récifs de coraux.

La mer intérieure limitée par les récifs peut recevoir les plus grands navires de commerce. Ils y pénètrent par trois passes situées, l'une à l'ouest, l'autre au sud-ouest, la troisième au sud-est. Le meilleur mouillage est celui de Mangaérva. Cette île est la plus importante du groupe, elle a pour chef-lieu la petite ville de Rikitéa, siège de la résidence française de l'archipel.

Les îles ont une superficie totale d'environ 3000 hectares, mais la majeure partie est inculte et à peu près impossible à cultiver; la seule portion des îles qui convienne à la culture est celle qui s'étend au pied des sommets montagneux, entre ces sommets et la mer intérieure de l'archipel; des terres végétales entraînées par les pluies s'y sont accumulées sur un lit de coraux qui se continue avec celui qui tapisse le fond de la mer et qui forme les récifs.

Le nombre des habitants des îles Gambier a diminué de moitié depuis quarante ans. En 1843, la population de ces îles était de 2400 individus; en 1869, elle était réduite à 1100, chiffre encore admis aujourd'hui officiellement, mais probablement supérieur à la vérité. On a beaucoup discuté sur cette rapide diminution de la population des Gambier. On l'a attribuée tour à tour ou simultanément aux maladies vénériennes qui, n'étant l'objet d'aucun soin, déterminent la mort d'un grand nombre d'individus et l'altération héréditaire de la constitution d'un nombre plus considérable encore; à l'action des missionnaires catholiques, qui sont maîtres de ces îles depuis très longtemps et qui les ont tenues soigneusement à l'écart de tout contact extérieur, soit afin d'y maintenir intactes la foi et leur autorité, soit afin d'être les seuls à en exploiter les richesses commerciales; aux maladies pulmonaires et autres que l'habitude de la plonge fait contracter; enfin à la nécessité dans laquelle se trouvent les familles, vu leur petit nombre, de se marier entre elles, sans aucun croisement extérieur.

Il n'est pas douteux que toutes ces causes doivent agir à la fois, mais dans une proportion inégale, pour produire le rapide déclin du chiffre de la population des Gambier. Mais à toutes ces causes des remèdes efficaces peuvent être apportés. La présence d'un médecin à demeure suffirait

pour faire disparaître rapidement ou du moins diminuer dans une très forte proportion les effets destructifs des maladies vénériennes. Nous entretenons des résidents aux Gambier, aux Tuamotu, aux Marquises. Pourquoi ne confierait-on pas ces postes, soit à des médecins de la marine qui les accepteraient bien volontiers, soit, à leur défaut, à des médecins civils, en joignant à leurs fonctions administratives l'obligation de soigner les malades gratuitement ou moyennant une faible rétribution ? Les indigènes consultent volontiers les médecins des navires français qui mouillent dans ces parages ; ils s'adresseraient encore plus volontiers à des médecins qui vivraient constamment au milieu d'eux. Les maladies qui résultent d'un abus de la plonge sont plus difficiles à combattre, et il est à craindre qu'elles ne produisent des ravages d'autant plus grands que les commerçants européens poussent davantage les indigènes à la recherche de la nacre et des perles qui est la seule industrie de ces îles ; mais si l'on adoptait pour l'élevage des huîtres les mesures dont nous avons parlé plus haut, il en résulterait nécessairement une régularisation du travail, salutaire à ceux qui s'y livrent. Les commissionnaires des pêcheries étant assurés d'en tirer un profit régulier, ne manqueraient pas d'introduire dans leur exploitation les appareils de plonge en usage partout où les Européens se livrent à ce genre de travaux, appareils qui rendent le travail beaucoup plus facile et qui en diminuent considérablement les effets nuisibles à la santé des hommes. Quant à la limitation, actuellement forcée, des mariages entre gens appartenant aux mêmes familles, elle disparaîtra le jour où une organisation régulière de l'exploitation de la mer intérieure des Gambier y attirera des Européens et par suite des indigènes des îles voisines, c'est-à-dire déterminera un courant régulier de relations entre les Gambier et les Tuamotu d'une part, — car tout ce que nous venons de dire s'applique également à ces deux archipels, — et, d'autre part, l'archipel plus peuplé de la Société. Il est digne de remarque, en effet, que la population de l'archipel de la Société, particulièrement celle de Taïti, n'a pas subi la diminution qui est si remarquable dans les Gambier et dans les Tuamotu. On signale même une certaine tendance à un accroissement du chiffre des habitants de Taïti. Ce phénomène est dû, sans doute, aux habitudes de bien-être qui

commencent à se répandre, sous notre influence, parmi les indigènes.

Il y a quelques années, l'amiral Aube, ministre de la marine au moment où nous écrivons ces lignes, prédisait aux Gambier un avenir plus triste encore que leur passé. « Les Gambier, écrivait-il¹, ne sont que des rochers stériles, produisant à peine, dans les vallées resserrées qui du pied de ces rochers s'étendent au rivage de la mer, les denrées nécessaires à la nourriture de la population. L'unique industrie est la pêche de la nacre et des huîtres perlières; aussi les revenus alimentaires en diminuent-ils chaque jour, et les produits ne suffisent pas même, dans les circonstances les plus heureuses, au chargement d'un seul navire.... Le sort des Gambier semble donc écrit; le peu de bruit qui s'est fait autour d'elles va s'éteignant; la population de ces îles végètera probablement quelques années encore dans l'état de torpeur dont rien ne semble devoir la retirer, puis elle disparaîtra pour toujours. »

Cette triste prédiction ne manquerait pas, en effet, d'être confirmée par les faits si la France ne se préoccupait pas de porter un prompt remède à la situation des Gambier. Ce qui tue la population de cet archipel, c'est surtout son isolement du reste du monde, isolement qui devient chaque jour plus grand à mesure que ses richesses, c'est-à-dire les huîtres perlières et nacrières de sa mer intérieure, sont diminuées par une exploitation irrationnelle. Qu'on y transporte les procédés d'élevage si bien pratiqués en France et dans l'Amérique du Nord pour les huîtres comestibles, et l'état de choses déplorable décrit par l'amiral Aube ne tardera pas à se modifier.

Sans être très fertiles, les Gambier peuvent encore nourrir par la culture des milliers d'habitants qui trouveraient, en outre, des gains importants dans l'exploitation de la mer. Il n'en faut pas davantage pour leur donner la prospérité qui leur manque. Or, c'est à notre administration coloniale qu'il appartient de provoquer le mouvement de transformation dont nous venons de parler et qui a été plus longuement exposé à propos des Tuamotu.

1. *Entre deux campagnes*, p. 209.

5. — ARCHIPEL DES MARQUISES

L'archipel des Marquises, autrefois archipel Mendana, est situé à 250 lieues au nord-est de Taïti. Il s'étend entre 7°50' et 10°30' de latitude sud, et du 141° au 143° de longitude à l'ouest de Paris. Il est composé de onze îles distribuées en deux groupes que sépare l'un de l'autre un espace de 25 lieues. Le groupe du sud-est ou groupe « du vent » est souvent désigné sous le nom particulier d'archipel de Mendoza; il est formé de cinq îles : Tauata, Hivaoa, Fatuhuku, Fatuhiva et Motane. Le groupe du nord-ouest ou « sous le vent » porte le nom d'archipel de Washington ou de la Révolution; il est formé de six îles : Nukahiva, Hapu, Hauka, Hatutu, Eiao, Motutui.

Toutes les îles de l'archipel des Marquises offrent les mêmes caractères géologiques. Ce sont des cônes volcaniques, tombant à pic dans la mer; le plus élevé, celui de Nukahiva, atteint 1178 mètres d'altitude. Dans chaque île est un pic principal entouré d'un nombre variable d'autres sommets que séparent des vallées étroites et difficilement abordables par terre. Les communications entre les diverses parties d'une même île ont lieu presque uniquement par mer. Les sommets sont boisés; les vallées, arrosées par de nombreux cours d'eau, sont d'une grande fertilité, mais elles ne sont encore que fort peu cultivées.

Le nombre des habitants est évalué officiellement à 5776, parmi lesquels une cinquantaine à peine d'Européens. La population de ces îles paraît avoir diminué dans d'énormes proportions. Au dix-huitième siècle on l'évaluait à 80 000 individus; le recensement officiel de 1855 ne donnait plus que le chiffre de 11 900; celui de 1876 donne le chiffre de 6 096; le nombre indiqué par les *Notices coloniales* pour 1885 n'est que 5 776, dont 3 790 pour le groupe du sud-est. Nous ignorons d'une façon absolue les causes de ce rapide dépeuplement. On ne peut pas dire que ce soient les vivres qui manquent, car le sol est d'une grande fertilité; peut-être faut-il accuser les maladies vénériennes et surtout la polyandrie qui est pratiquée par toutes les femmes et à laquelle s'ajoutent, comme dans tous les pays où elle règne, le fœticide et l'infanticide. La population des îles Marquises appartient à une jolie race à peau jaune, à cheveux longs.

et lisses, analogue à celle des îles dont nous avons déjà parlé; race pacifique, aimable, mais paresseuse et licencieuse. De 1850 à 1854, on a transporté à Nukahiva environ 500 déportés dont la plupart sont morts ou ont quitté l'île.

Depuis quelques années, des tentatives sérieuses de colonisation ont été faites dans l'archipel des Marquises. On commence à y cultiver le coton; une usine à égrener le coton vient d'être fondée à Taio-Haé. Le climat de ces îles étant salubre, la chaleur (20° la nuit, 28° le jour en moyenne) tempérée par des brises régulières et le travail facile en tout temps même pour les Européens, il n'est pas douteux qu'on ne puisse, avec quelques efforts, coloniser ces îles et en faire une source de prospérité pour la métropole. Mais nous devons dire que l'administration n'a encore rien fait, même pour les faire connaître.

6. — ARCHIPEL DES TUBUAI. ILE RAPA.

L'archipel des Tubuai est situé au sud-est de Taïti. Il est formé de six îles (Tubuai, Rurutu, Raivavaé, Rimatara, île du Sable, Hull) et de quelques récifs, parmi lesquels on peut citer, quoiqu'il soit très éloigné des îles, celui de Lancaster.

On peut aussi considérer comme une dépendance de cet archipel l'île de Rapa ou Oparo.

Les îles Tubuai, Rurutu et Raivavaé sont les seules qui méritent d'être citées et qui soient occupées par la France. Ce sont des sommets volcaniques entourés chacun d'une ceinture de récifs. La superficie totale de Tubuai est seulement de 12 milles carrés; celle de Raivavaé de 6 milles carrés. Tubuai est entourée de quatre îlots rocheux; Raivavaé a une ceinture de vingt-sept îlots.

L'île Rapa, située loin de toute autre terre, par 27°38' de latitude sud et 146°30' de longitude ouest, est un cône élevé; elle n'a pas plus de 12 à 15 kilomètres du nord au sud et 10 à 12 kilomètres de l'est à l'ouest. Son circuit est d'environ 30 à 40 kilomètres. Sa population est seulement de 153 individus. Son sol est peu fertile; sa température est inférieure à celle de Taïti. Elle n'est pas entourée de la ceinture de récifs que nous avons signalée autour de Taïti; les coraux sont fixés sur les rochers qui forment sa base.

Celle-ci est découpée par un certain nombre de baies dont l'accès est rendu difficile par les coraux.

L'île de Rapa n'a d'importance que par sa situation sur la ligne droite de Panama à la Nouvelle-Zélande et à Sidney. Elle pourrait, à ce titre, devenir plus tard un dépôt de charbon pour les vapeurs suivant directement cette ligne et un centre de ravitaillement pour notre flotte de l'Océanie orientale. Mais pour qu'elle puisse jouer ce double rôle, il faudrait y établir un bon port de relâche et la munir d'un fort à l'abri duquel pourrait s'abriter une flotte de guerre

7. — CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Le lecteur nous permettra de résumer en quelques lignes les déductions pratiques qu'il est permis de tirer de l'étude qui précède. De nos établissements de l'Océanie occidentale comme de toutes nos colonies, nous devons chercher à tirer des avantages agricoles, industriels, commerciaux et militaires. Au point de vue agricole, il ne faut songer ni à l'archipel des Tuamotu, ni à celui des Tubuaï, et peu à celui des Gambier. Les Tuamotu sont à peu près incapables, par leur nature même, d'être l'objet d'aucune culture fructueuse. A peine pourraient-elle, à grand'peine, fournir quelques légumes verts aux Européens que d'autres intérêts y attireraient. Les Tubuaï et Rapa ne sont capables de nourrir qu'un nombre restreint d'habitants avec les produits du sol. Quant aux Gambier ils pourraient fournir une assez grande quantité de produits utiles, mais leur surface est trop peu considérable pour qu'on les considère comme des colonies de culture. Les Marquises sont, à cet égard, plus favorisées. La surface des terres cultivables est assez grande; le sol est très fertile et il n'est pas douteux qu'une importante colonie européenne pourrait s'y établir. Leur situation sur la route de Panama leur permettrait de devenir une station aussi prospère qu'agréable. Au point de vue agricole, l'archipel de la Société est le seul pour lequel on puisse prévoir un important avenir agricole. La douceur et la salubrité du climat permettent à l'Européen de s'y livrer à tous les travaux; la fertilité du sol, l'abondance de son arrosage, le rendent apte à toutes les cultures les plus riches. Le coton, les graines oléagineuses et amidonifères, la vigne même, pourraient y être cultivés avec de grands

bénéfices, surtout à l'époque où, le canal de Panama étant ouvert, ces produits trouveront un débouché en Europe. Les industries qui utilisent les matières premières pourraient s'établir dans les îles de la Société pour exploiter sur place la matière première.

Il existe toutefois un important obstacle au développement agricole et industriel de ces établissements, c'est la paresse des indigènes. Sans la main-d'œuvre à bas prix, toute agriculture et toute industrie sont impossibles. Sera-t-il possible d'inspirer aux indigènes le goût du travail, en leur créant des besoins tels que seul le fruit du travail puisse leur permettre de les satisfaire? C'est une question à laquelle il est difficile de répondre. Mais il serait possible d'attirer dans ces îles des travailleurs étrangers. Déjà le Chinois y a mis le pied et y prospère en se livrant au petit commerce. Il est permis de croire qu'on pourrait l'utiliser d'une autre manière. C'est là une question qui doit attirer l'attention de notre gouvernement et celle des pouvoirs locaux de nos établissements de l'Océanie.

Il est au moins un travail auquel les indigènes sont habitués et qui pourrait être pour notre pays la source d'importants bénéfices. Nous voulons parler de la pêche de la nacre et des perles. Les îles les plus pauvres à d'autres égards sont les plus favorables à cette industrie. Nous avons nommé les Tuamotu. Nous ne reviendrons pas sur les moyens de créer leur prospérité ; nous les avons indiqués plus haut, bornons-nous à les résumer d'un mot : l'élevage et l'exploitation méthodique des huîtres à perles et à nacre dans les lagons.

Quant au rôle militaire de nos établissements de l'Océanie orientale, nous avons montré toute son importance. Il nous suffira de rappeler ici qu'ils dominent la route de Panama à l'Australie et à l'Asie orientale. Une flotte appuyée sur des forts bien approvisionnés et bien défendus, à Papaété, à Mangaréva, à Rapa, mettrait une puissance navale quelconque hors d'état de secourir, par Panama, les colonies européennes de l'Océanie occidentale ; elle mettrait aisément la main sur tous les navires de commerce passant dans le rayon de nos établissements et porterait, par conséquent, des coups terribles à la puissance ennemie.



II. — ÉTABLISSEMENTS DE L'Océanie Occidentale

1. — L'ARCHIPEL NÉO-CALÉDONIEN

Les établissements français de l'Océanie occidentale ne se composent actuellement que de l'archipel Néo-Calédonien, c'est-à-dire de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances immédiates (îles Nou, N'guéa, Ouéri, des Pins, etc.) et les groupes des îles Loyalty, des Huon et des îles Chesterfield.

1° *Géographie physique, ethnologique, économique
de la Nouvelle-Calédonie.*

(Carte XIX)

La Nouvelle-Calédonie est une île en forme de fuseau, très allongée du sud-est au nord-ouest, étendue entre les 20° 10' et 22° 26' de latitude Sud et les 161° et 164° de longitude Est. Sa surface totale est de 2 102 195 hectares.

Au point de vue géologique, la Nouvelle-Calédonie ressemble aux îles de l'archipel de la Société; elle est constituée par un massif montagneux, à contours très découpés, entourée d'une immense ceinture de récifs de coraux. On peut supposer que ce massif est tout ce qui reste hors de l'eau d'un continent ou de la portion d'un continent dont toutes les parties basses se sont affaissées et sont actuellement recouvertes par la mer. Quant aux récifs de coraux, leur formation ne peut pas être différente de celle que nous avons indiquée à propos des îles de l'Océanie orientale.

Le massif montagneux de la Nouvelle-Calédonie est formé d'une chaîne longitudinale, sorte d'arête médiane, formée de sommets dont le plus élevé n'a pas plus de 1 700 mètres; cette chaîne sert de ligne de séparation des eaux. Il en descend un grand nombre de ruisseaux qui forment des chutes et des cascades rapides, puis se réunissent en petites rivières navigables seulement sur une longueur de quelques kilomètres, pour de petites barques. Ces rivières vont se verser, les unes sur la côte est, les autres sur la côte ouest de l'île; leurs bassins sont séparés par de petites montagnes détachées de l'arête principale, et se dirigeant de cette arête vers la mer; les vallées dans lesquelles elles coulent sont presque

toutes très fertiles; les arêtes secondaires qui les séparent sont, les unes très boisées, les autres couvertes seulement d'arbres rabougris ou de maigres pâturages. C'est surtout au sud-ouest que sont les vallées les mieux arrosées et les plus fertiles.

Un nombre incalculable de criques et de petits ports se trouvent dans les dentelures des côtes de l'île, mais il n'existe qu'un seul port fréquentable pour les grands navires, celui de Nouméa. C'est dans ce port qu'a été bâti le chef-lieu de la colonie et que résident toutes les autorités. Après le port de Nouméa, nous pouvons cependant citer les ports d'Ourail et de Bourail, sur la côte ouest, de Kanala et de Pam sur la côte est; ils servent à l'échange des produits de l'intérieur avec les marchandises apportées de Nouméa par des petits navires qui naviguent en dedans de la ceinture des récifs.

De même qu'il n'existe en Nouvelle-Calédonie qu'un seul grand port, de même aussi il n'existe qu'une seule ville

1. TABLEAU DE LA POPULATION DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET DES ILES LOYALTY.

NATIONALITÉS.	HOMMES.	FEMMES.	TOTAUX.
Français.	2,112	1,423	3,525
Anglais.	316	201	517
Allemands.	31	16	47
Diverses.	46	20	66
Officiers et militaires de différents corps de troupe et familles.			4,165
Surveillants militaires et familles.. . . .			2,158
Totaux.			857
Totaux.			7,180
Transportés.			7,544
Libérés, première section.			2,646
Libérés, deuxième section.			1,168
Totaux.			11,358
Néo-Hébridais, Africains, etc.			2,165
Indigènes de la Nouvelle-Calédonie.			23,000
Indigènes des îles Loyalty et dépendances.			17,000
Totaux.			42,000

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE, ETHNOLOGIQUE, ÉCONOMIQUE. 651
digne de ce nom, celle de Nouméa. Les autres centres

RÉPARTITION DE LA POPULATION CIVILE ET INDIGÈNE DE LA NOUV. CALÉD. EN 1883

			SEXE		ENSEMBLE.	TOTAL par arrondissement.	
			Masculin.	Féminin.			
1 ^{er} arrondis- sement. .	{	Nouméa.	»	»	1.746	2.127	
		Mont-d'Or.	20	8	28		
		Baie du sud.. . . .	31	13	44		
		Dumbéa	20	8	28		
		Païta.. . . .	99	70	169		
		Saint-Vincent.. . . .	33	25	58		
		Ile des Pins.. . . .	12	4	16		
		Loyalty.	27	11	38		
2 ^e arrondis- sement. .	{	Côte ouest.	Bouloupari.. . . .	27	17	44	360
			Feremba.. . . .	5	4	9	
			Moindou.. . . .	64	42	106	
			La Foa.	61	23	84	
	{	Côte est. .	Thio.. . . .	41	11	52	
			Kouaoua.. . . .	4	»	4	
			Nakéty.. . . .	8	6	14	
			Canala	29	12	41	
{	Côte ouest.	Ciu.	4	2	6	1.235	
		Bourail.	657	270	1.027		
		Poya-Muéo.. . . .	18	3	21		
		Ponérihouen.. . . .	62	38	100		
{	Côte est. .	Houaïlou	60	26	87		
4 ^e arrondissement.			170	45	215		215
5 ^e arrondissement.			151	77	228		228
Total.						4.165	
Libérés de la 2 ^e section.			1.059	109	»	1.168	
Indigènes. .	{	Loyalty.. . . .	»	16.520	»	41.020	
		Ile des Pins.. . . .	»	1.400	»		
		Calédonie (Grande-Terre).. .	»	23.100	»		

TABLEAU DE L'ÉMIGRATION EUROP. LIBRE EN NOUV.-CALÉD. DE 1879 A 1883.

ANNÉES.	FRANÇAIS.	ANGLAIS.	NATIONALITÉS diverses.	TOTAUX.	RAPATRIÉS.	EXCÉDENT des arrivées.
1879 . . .	65	82	7	154	23	131
1880 . . .	53	53	5	111	32	79
1881 . . .	73	67	11	151	19	132
1882 . . .	76	94	7	177	21	156
1883 . . .	63	86	9	158	16	142
Totaux. .	330	382	39	751	111	640

n'ont qu'une importance très secondaire. Citons : Dumbéa, sur la rivière de ce nom, centre agricole où l'on cultive le tabac et la canne à sucre; Koé, centre pénitentiaire, dont nous parlerons plus bas; Païta, où une population européenne libre de 169 individus se livre surtout à l'élevage du bétail; Saint-Vincent (58 habitants) également centre agricole; Bouloupari, où existent des colons libres et un centre pénitentiaire, a des terres propres plutôt à l'élevage qu'à l'agriculture; La Foa, où 84 habitants libres et un centre pénitentiaire se livrent à la culture du tabac, des haricots, du maïs, du café, de la luzerne, etc.; Moindou, où se trouvent également des habitants libres et des transportés, et où l'on fait la culture des végétaux que nous venons de citer; Pouembout, centre pénitentiaire où existent aussi quelques éleveurs libres; Koné, qui comme Pouembout, possède de bonnes terres à culture, mais qui demande aussi des cultivateurs; Gomen, établissement principal de la Société franco-australienne, 31 individus européens y élèvent du bétail: on y a trouvé du nickel et du cuivre; Diahot, avec son port Pam sur la rivière de ce nom; Oéga avec son débarcadère, Caillou, Manghine et Bongé ont une population européenne totale de 141 individus et constituent le centre minier le plus important de la Nouvelle-Calédonie. C'est près d'Oéga que sont les mines de cuivre de La Balade; à Manghine sont des gisements aurifères; Thio est aussi un centre minier dont la valeur est due au nickel, mais malgré son importance il n'a que 32 individus européens; Ponérihouen est un centre agricole libre de 100 habitants européens et de nombreux indigènes, on y fait surtout de l'élevage. A Koua-Méré et Kouaoua sont des mines de nickel en exploitation; Kanala, au fond d'une belle baie de ce nom, a des cultures de riz et des mines de nickel, mais il n'existe que 41 individus européens; Saint-Louis et Mont d'or sont les établissements des maristes, on y fait surtout de la culture vivrière; on y a trouvé du nickel et des traces de houille.

Comme dépendances de la grande île, citons : l'île Nou, en face de Nouméa, centre pénitencier, et l'île des Pins, à 44 milles au sud-est de la Nouvelle-Calédonie, formations volcaniques de même nature que la grande île.

Population. — Dans la Nouvelle-Calédonie, la population indigène est évaluée à 23 000 individus. Il n'est pas douteux qu'elle a considérablement diminué depuis l'occupation

française. Ce fait doit être attribué à un certain nombre de causes de nature diverse bien indiquées par M. Brassac, médecin de la marine, dans un rapport récent. En premier lieu, l'alimentation insuffisante ; les Canaques sont très paresseux ;

MOUVEMENT DU PERSONNEL TRANSPORTÉ EN NOUVELLE CALÉDONIE
DEPUIS LE 9 MAI 1864 JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1882

			HOMMES	FEMMES
Depuis le début, il a été transporté à la Nouvelle-Calédonie:				
Forçats de race blanche.....			13.292	»
Forçats d'origine africaine, asiatique ou polynésienne.....			422	»
Réclusionnaires	{	coloniaux.....	10	»
		européens.....	1	»
Convois de femmes provenant des maisons centrales.....			»	373
			13.725	374
			14.099	
A retrancher :				
Libérés rapatriés	{	Forçats de race blanche...	373	567
		Forçats de race africaine, asiatique ou polynésienne.	36	
Libérés de la 1 ^{re} section absents momentanément de la colonie.....			158	
Condamnés dont la peine des travaux forcés a été commuée en celle de :	{	Amnistiés.....	145	241
		la déportation.....	35	
		la réclusion.....	»	
		la détention.....	»	
		le bannissement.....	61	
Condamnés canaques envoyés en Cochinchine pour y subir leur peine.....			10	
Décédés	{	par maladies (y compris les femmes).....	2.565	3.011
		morts accidentelles.....	446	
En résidence volontaire à la Nouvelle-Calédonie	{	Forçats libérés (2 ^e section).	495	672
		Politiques amnistiés.....	»	
		Réclusionnaires.....	»	
		Repris de justice.....	»	
		Transportés volontaires....	»	
Femmes libérées de l'emprisonnement et de la résidence.....			177	
Libérés immatriculés à nouveau par suite de condamnations à la peine des travaux forcés.....			150	
Évadés ou disparus	{	Libérés (1 ^{re} section).....	60	302
		Condamnés.....	242	
En Allemagne (ayant opté)	{	Libérés.....	18	120
		En cours de peine.....	102	
Effectif au 31 décembre 1882.....			9.026	

ils ne se livrent à peu près à aucune culture et vivent presque exclusivement des produits naturels de la mer et du sol qu'ils n'ont à leur disposition qu'en quantité insuffisante; les poissons, les coquillages, les cocos. Les poissons abondent, mais un grand nombre d'espèces sont toxiques; les coquillages, qui sont très nombreux, ne constituent qu'une ressource aléatoire et ne peuvent servir avec les poissons qu'aux habitants des côtes. Or les Canaques sont de plus en plus refoulés dans les montagnes de l'intérieur à la suite de l'occupation des vallées les plus petites par les Européens. Ce refoulement, en diminuant les ressources alimentaires, produit une deuxième cause de diminution de la population; le climat des montagnes étant plus froid que celui des vallées, les Canaques n'ayant que des habitations très rudimentaires et des vêtements plus simples encore, la phtisie et les autres maladies pulmonaires provoquées par le froid font parmi eux de grands ravages. Les excès auxquels se livrent les Canaques, excès de boissons alcooliques quand ils peuvent s'en procurer, excès de fêtes, de danses, constituent aussi une cause sérieuse de mortalité. Enfin, il faut attribuer en grande partie la diminution de la population à la quantité insuffisante des femmes. Celles-ci sont exposées à une grande mortalité par les travaux pénibles auxquels elles sont soumises. D'autre part, les chefs en accaparant un grand nombre, il en manque pour les autres individus.

Les indigènes de cette portion de l'Océanie appartiennent à une race très différente de celle qui peuple nos établissements de l'Océanie orientale. Les Néo-Calédoniens ou Ca-

DÉCOMPOSITION DE L'EFFECTIF DE LA TRANSPORTATION AU 31 DÉCEMBRE 1882

Forçats en cours de peine (y compris les évadés).....	6.781
Libérés { astreints à la résidence (4 ^e catégorie, 1 ^{re} section)...	2.027
{ non astreints à la résidence (4 ^e catégorie, 2 ^e section).	52
Réclusionnaires.....	10
Femmes provenant des maisons centrales.....	156
Total.....	9.026

STATISTIQUE DE LA MORTALITÉ DES TRANSPORTÉS (MOYENNE DE 20 ANNÉES)

Nombre de décès par suite de maladies.....	2.419
— — — d'accidents.....	481
Total des décès.....	2.900
Moyenne annuelle des transportés présents.....	4.733
— — — des décès par suite de maladies.....	121
Moyenne annuelle des décès par 100 individus	2.55

naques ont la peau ^{enroulée} noire, les cheveux crépus et laineux, mais assez longs, la barbe crépue, assez bien fournie, le nez large, épaté, les lèvres épaisses et retournées en dehors, la mâchoire proéminente, les pommettes saillantes; en un mot, ils ont presque tous les traits des races noires de l'Afrique; les femmes sont beaucoup plus laides que les hommes. Les uns et les autres sont à peine vêtus ou même à peu près entièrement nus; ils sont anthropophages et assez belliqueux, de plus, tellement paresseux qu'il a été à peu près impossible jusqu'à ce jour de les amener à se livrer à aucun travail quelque peu continu et pénible. C'est là un des obstacles les plus sérieux à la colonisation que nous souhaiterions en Nouvelle-Calédonie.

La Nouvelle-Calédonie passe pour avoir l'un des climats les plus agréables du globe. Pendant la saison la plus chaude, c'est-à-dire en janvier et en février le thermomètre ne dépasse presque jamais 32°; pendant les mois de juillet et d'août, qui sont les plus froids, il descend à 16° pendant le jour et à 10° ou 9° pendant la nuit. Pendant les autres mois il se maintient entre 20° et 25° le jour. Il règne presque constamment un vent de mer E.-S.-E. qui rafraîchit beaucoup la température. Il y a deux saisons: l'une des pluies, ou hivernage, et l'autre sèche, avec quelques pluies accidentelles; la saison des pluies dure seulement de janvier à avril. Quant à la salubrité de l'île, elle est aussi grande que possible.

L'élevage. — La Nouvelle-Calédonie se prête bien à l'élevage des bœufs, des chevaux et des moutons, mais seul l'élevage des bœufs a pris une importance considérable. Nous devons même dire qu'on lui a donné une extension beaucoup trop grande. Au début de l'occupation de la colonie par la France, des concessions extrêmement étendues de terres ont été faites à des particuliers, qui, au lieu de s'adonner à une culture plus ou moins pénible, ont jugé plus commode et moins coûteux de se livrer uniquement à l'élevage.

Les pâturages surmenés ont été rapidement appauvris, et, aujourd'hui, on peut dire que l'élevage se fait aux dépens de la colonisation. On lit à cet égard dans un document officiel les notes suivantes, qui se passent de commentaires: « L'élevage, du gros bétail du moins, n'est pas normal en Nouvelle-Calédonie; il est au contraire absolument surmené, bien que faute de statistique je ne puisse garantir

le chiffre qui m'a été donné de 70 à 75 000 têtes. La meilleure preuve en est que, la production dépassant sensiblement la consommation, les éleveurs en sont venus à se préoccuper de la question des débouchés et à rêver la création d'une société ayant pour but la préparation de la viande conservée. C'est là un terrain sur lequel ils auront bien de la peine, si seulement ils réussissent à se grouper et à se constituer financièrement, à lutter avec les concurrents australiens et américains. Quant à la prospérité des éleveurs, elle a bel et bien disparu, sauf deux ou trois exceptions individuelles.

« Les prix qui font cours à Nouméa (1 fr. 27 à 1 fr. 30 le kilo.) constituent une cherté excessive par rapport surtout aux colonies voisines, c'est-à-dire à l'Australie, où le kilogramme de bœuf vaut couramment de 75 à 90 centimes le kilogramme. Les trois quarts des bœufs sont errants à l'état sauvage et ravagent les cultures environnantes, d'où réclamations incessantes des propriétaires et hostilité des indigènes qui en sont les premières victimes sur leurs réserves. C'est même là une des causes indéniables de l'insurrection canaque en 1878. » L'auteur du rapport cite ensuite des passages d'une communication qui lui fut faite en Nouvelle-Calédonie « par une personne compétente, lui inspirant toute garantie ». On y lit les passages suivants : « Si dans la brousse on visite une station de bétail de n'importe quel stockman, on trouve une mauvaise paillotte ou case en niaouli habitée par un libéré et deux Canaques, deux ou trois maigres chevaux de selle et quelques fruits. Pas de culture, pas même de jardin, rien. On vit de viande salée achetée généralement en Australie. Quant aux animaux de race bovine, on les voit de loin ressemblant à de grands lévriers efflanqués (sur la côte ouest surtout). Ils sont maigres et ne donnent plus que de la mauvaise viande. Il ne pourrait en être autrement avec le mode d'élevage calédonien. On met un troupeau sur un terrain non entouré de barrières, et on lui dit comme dans l'Évangile : Croissez et multipliez ! Il ne reçoit pas d'autres soins. Un recensement très approximatif est fait chaque année. Bref, on a obtenu plus de têtes de bétail mais non plus de viandes. Aussi le poids moyen a-t-il diminué graduellement depuis quatre ans jusqu'à n'être plus que de 100 ou 120 kilogrammes par bœuf abattu. Telle est la situation actuelle, fort inquiétante pour

l'avenir. Et cependant : Tout aux éleveurs ! semble avoir été un mot d'ordre pour les divers gouvernements qui se sont succédé en Nouvelle-Calédonie. A eux les faveurs, à eux les contrats, à eux les terres, jusqu'à des 20 000 hectares et plus. En attendant, nous nourrissons nos chevaux avec de la luzerne venant d'Australie et nous ne savons plus comment faire quand, comme en décembre dernier, le bateau qui amène le fourrage se trouve retardé par le mauvais temps. Nous ne conservons que du beurre venant d'Australie, des pommes de terre et de la graine de la Nouvelle-Zélande. Veut-on se procurer un peu de lait, presque toujours étendu d'eau, il faut le payer un franc le litre. Enfin il faut être vraiment riche pour manger des légumes frais. » Ajoutons que les œufs coûtent à Nouméa de 2 à 3 francs la douzaine.

L'élevage des bœufs est, en effet, la seule œuvre agricole importante qui ait été faite en Nouvelle-Calédonie. Les chevaux y viendraient très bien, mais on ne s'est presque pas occupé de leur élevage. On lit à ce sujet dans le rapport que nous venons de citer : « Les chevaux importés d'Australie réussissent à merveille et forment une race solide et résistante, mais jusqu'à présent, sauf à Memba (la Dumbéa), chez M. L. de Giverdey, agent général des cultures, on ne s'est pas occupé de reproduction. Il serait à désirer cependant qu'on prêtât plus d'attention à la race chevaline, car la remonte de la gendarmerie, de l'artillerie et de l'administration pénitentiaire pourrait s'opérer dans la colonie même, et y faire rester des sommes importantes dont profite aujourd'hui la seule Australie. »

Les moutons sont également très négligés; on attribue ce fait à ce que les pâturages néo-calédoniens contiennent en grande quantité une graminée dont les piquants pénètrent dans la peau de ces animaux et les font mourir.

L'élevage du porc pourrait être fait très aisément grâce à la facilité avec laquelle pousse le manioc, qui constitue pour cet animal une nourriture égale sinon supérieure à la pomme de terre; mais cet élevage est négligé au point que la presque totalité de la graine et la totalité de la viande salée conservée en Nouvelle-Calédonie provient du dehors, particulièrement de l'Australie.

En résumé le seul élevage qui ait été tenté jusqu'à ce jour est celui qui ne donne aucune peine et qui ne coûte absolument rien. Malheureusement le manque de soins fait que ces

résultats sont chaque jour plus mauvais; les pâturages s'appauvrissent, au point que la terre végétale elle-même est entraînée par les pluies et que le sol se dénude; les bœufs, mal nourris, perdent sans cesse de leur valeur et cependant comme l'élevage de ces animaux est la seule pratique des colons, la production est telle que les consommateurs manquent. Faire des conserves avec une semblable viande n'étant pas possible, les éleveurs en sont réduits à réclamer l'envoi de transportés ou relégués auxquels ils puissent vendre leur viande.

L'agriculture. — Toutes les plantes industrielles et économiques des pays chauds y viennent côte à côte avec celles des régions tempérées. Le coton, le café, la vanille pourraient y donner d'excellents résultats. La vigne y a été essayée: elle pourrait, sans aucun doute y être cultivée sur une grande échelle, même dans des terrains peu propres à d'autres cultures. On cultive beaucoup en ce moment, dans les mauvais terrains, l'ananas, avec lequel on prépare une très bonne eau-de-vie; le maïs, le blé, dans certains endroits, le riz y sont ou pourraient y être cultivés. Les forêts contiennent d'excellents bois de construction et d'ébénisterie. En un mot, la Nouvelle-Calédonie est susceptible, malgré sa faible étendue, d'offrir de très grandes ressources à plusieurs milliers de familles françaises, qui y trouveraient, grâce au climat, de grandes facilités d'existence inconnues dans notre pays. Malheureusement rien encore n'a été fait pour utiliser ce beau pays.

Les mines. — On avait fondé de grandes espérances sur les mines de nickel de la Nouvelle-Calédonie. Le minerai y abonde et il est d'une grande richesse, mais le nickel est un métal trop cher pour entrer dans les usages vulgaires, et il n'est pas assez beau pour devenir un métal riche. Les mines de nickel de notre colonie ont donc, en réalité, moins de valeur pratique qu'on ne l'avait espéré. Les propriétaires de ces mines et certaines hautes personnalités financières s'efforcent d'obtenir du gouvernement français la création d'une monnaie de nickel qui constituerait un écoulement pour leurs produits. Mais il existe une vive résistance au remplacement de notre monnaie de billon par celle de nickel. On objecte : la difficulté de rompre avec les habitudes de la population, qui se sert depuis un temps immémorable de la monnaie de cuivre; le peu de réussite de la monnaie de nickel dans d'autres pays, etc.

2° Les résultats de la transportation.

L'obstacle le plus grand au progrès de cette colonie doit être cherché dans la transportation. Quoique nous résumions dans un chapitre spécial la question de la colonisation pénale, nous ne pouvons pas parler de la Nouvelle-Calédonie sans parler des effets qui ont été produits sur cette colonie par la transportation, car de la façon dont le gouvernement se comportera à cet égard, dans l'avenir, dépend l'avenir agricole et commercial de notre colonie.

Rappelons d'abord que la Nouvelle-Calédonie ne compte actuellement guère plus de 2500 colons libres pour une surface égale à trois ou quatre départements français, et dans un pays où le Français peut travailler la terre sans plus d'inconvénients qu'en France. Il est vrai que toutes les parties de la Nouvelle-Calédonie ne sont pas utilisables pour la culture, et qu'une partie considérable des terres concédées à des particuliers n'est pas sérieusement utilisée, mais il n'en est pas moins vrai qu'il reste encore un grand nombre de terres libres et qui attendent des cultivateurs ou des éleveurs. En consultant le tableau ci-après, on voit qu'il reste encore à l'état de disponibilité : 1° plus de 7000 hectares propres à la culture; 17500 hectares de forêts considérables et également propres à toutes les cultures; 208426 hectares de terres aptes à l'élevage des bestiaux. Au total, 232926 hectares propres à être concédés à des colons libres, soit pour la culture, soit pour l'élevage; nous ne parlerons pas des terres réservées aux indigènes, qui sont représentées, d'après le tableau, par 316434 hectares, dont une grande partie n'est pas cultivée.

Pourquoi ne se trouve-t-il pas de colons pour demander ces 232926 hectares de terres mises à la disposition de la colonisation libre, dans un pays où le Français peut travailler comme en France, se porte aussi bien, même mieux qu'en France, perpétue sa race sans la moindre difficulté, et jouit d'un climat dont les habitants de Nice eux-mêmes ne connaissent pas la douceur? Il importe d'examiner attentivement les causes de l'abandon si singulier dont est l'objet cette belle colonie. Nous croyons trouver la première, nous ne disons pas la seule cause de cet abandon dans la colonisation

pénale. Celle-ci nous paraît contrarier, ou, pour mieux dire, empêcher la colonisation libre.

En premier lieu, l'administration pénitentiaire a mis la main, pour ses transportés, sur une grande quantité de

1. TABLEAU DE L'EMPLOI DES TERRES EN NOUVELLE-CALÉDONIE.

	SUPERFICIE.	TERRES CONCÉDÉES.	RÉSERVES pénitentiaires.	RÉSERVES indigènes.	TERRES A CULTURES disponibles.	TERRES A PÂTURAGES disponibles.	FORÊTS proprement dites et bois.	FORÊTS PROPRES à la culture.	MINES CONCÉDÉES.	TERRES inutiles ou minières.	TOTAL ÉGAL.
1 ^{er} arrondissement.	hect. 430,000	hect. 41,605	hect. »	hect. 2,188	hect. 4,200	hect. 30,000	hect. 1,000	hect. 1,809	hect. 331,334	hect. 430,000	
Ile Nou.	850	»	850	»	»	»	»	»	»	850	
Presqu'île Ducos. .	945	»	945	»	»	»	»	»	»	945	
Ile Ouen.	3,400	»	»	3,400	»	»	»	»	»	3,400	
Ile des Pins. . . .	15,000	»	12,000	3,000	»	»	»	»	»	15,000	
Lifou.	115,000	»	»	11,500	»	»	»	»	»	115,000	
Maré.	65,000	»	»	65,000	»	»	»	»	»	65,000	
Ouvéa.	16,000	»	»	16,000	»	»	»	»	»	16,000	
2 ^e arrondissement.	370,000	77,833	5,505	12,514	17,876	25,500	4,500	2,324	195,611	370,000	
3 ^e arrondissement.	430,000	49,371	11,312	27,760	83,700	30,000	5,000	430	213,572	430,000	
4 ^e arrondissement.	310,000	26,052	3,502	27,096	38,100	19,000	1,000	»	192,620	810,000	
5 ^e arrondissement.	335,000	34,266	8,646	41,076	64,000	6,000	6,000	257	162,937	335,000	
Ile Paâba.	8,700	3,300	»	400	»	»	»	»	»	3,700	
Iles Beuabio et Pam. .	4,500	3,950	»	»	550	»	»	»	»	4,500	
Ile Belep.	3,000	»	»	3,000	»	»	»	»	»	3,000	
Ile Huon.	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Ile Chesterfield. . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
Totaux.	2,102,395	235,717	42,760*	316,434	208,426	110,500	17,500	4,820	963,033	2,102,395	

* Portées à 110,000 hectares. (Décret du 16 août 1884.)

terres, parmi lesquelles figurent presque toutes celles qui conviennent le mieux à la culture. Le tableau précédent, p. 660 montre que les réserves pénitenciaires, augmentées par le décret du 16 août 1884, sont aujourd'hui de 110 000 hectares, tandis que 7071 hectares seulement de terres à culture sont disponibles pour concessions à des colons libres.

Les résultats obtenus par la colonisation pénitenciaire sont cependant déplorables¹. J'ai moi-même mis en relief, dans un document officiel, les pertes incessantes qui résultent pour l'État de l'exploitation de ses fermes les plus renommées, celles de Bourail et de Koé notamment, sans que l'administration ait pu contester devant la Chambre aucune de mes assertions, assertions d'ailleurs incontestables, car elles reposaient toutes sur des documents officiels. Bornons-nous à rappeler qu'en 1880, la ferme de Bourail n'a pu fabriquer que 3 tonnes et demie de sucre, avec le travail de 300 hommes pour les cultures, de 100 hommes pour l'usine. Ajoutons qu'en 1880, il n'y avait à Bourail que 50 hectares en culture; or, la ferme de Bourail a été créée avant 1870! L'administration s'était engagée, en 1869, envers le créateur de l'usine, à avoir, vers le milieu de 1872, 100 hectares de terres défrichées ou plantées et 58 hectares couverts de cannes bonnes à couper; elle s'était engagée encore à fabriquer, à partir de 1874, de 1000 à 1500 tonnes de sucre par an. C'est seulement en 1873-74 qu'elle put faire sa première opération et elle ne fabriqua que 157 tonnes de sucre. En 1874, comme elle n'avait pas continué ses plantations, elle ne fabriquait plus que 16 tonnes de sucre et nous avons dit plus haut qu'en 1880, elle en fabriquait seulement 3 tonnes et demie.

Les résultats ne sont pas meilleurs sur la ferme pénitenciaire de Koé. Un document officiel évalue à 54 782 fr. 85 c. le total des recettes effectuées à Koé de 1877 à 1882, tandis qu'il estime les dépenses faites pendant la même période à la somme de 142 757 fr. 56 c. L'auteur de ce document ajoute : « Cette somme (celle des dépenses) est au-dessous de la vérité, en ce qui concerne les dépenses en outillage pendant les trois premières années. Cependant il est permis d'affirmer que les pertes en argent ont été de

1. Voy. sur ce sujet : DE LANESSAN, *Rapport fait au nom de la commission du budget pour 1886*.

100 000 francs, non compris les frais occasionnés par les surveillants, la nourriture et l'entretien des condamnés, soit 170 000 francs par an, auxquels il faut ajouter 25 000 francs inscrits au budget¹ ».

Si la colonisation pénitentiaire forcée a produit de si déplorable résultats, les concessions faites à des transportés en cours de peine ou libérés n'en ont pas donné de meilleurs.

Il est très difficile d'obtenir de l'administration des renseignements précis sur cette question. Les documents officiels publiés par elle ne sont presque jamais tout à fait exacts, soit que les rédacteurs des rapports dissimulent la vérité dans un intérêt quelconque, soit que l'administration centrale se refuse à publier les rapports défavorables. Cependant, j'ai pu me procurer indirectement un rapport officiel sur l'un des établissements pénitentiaires de la Nouvelle-Calédonie, celui de Fownhari; sa lecture ne manque pas d'intérêt; on en jugera d'après le passage suivant : « Les concessionnaires, lisons-nous dans ce rapport, constituent aujourd'hui la grande *partie des rationnaires du pénitencier* »; ce qui ne permet guère de penser que les terres soient très bien cultivées, puisqu'elles ne nourrissent pas les concessionnaires. Le rapport ajoute : « Il y a 155 concessions entre les mains de libérés et de condamnés. Les

1. Il existait au 31 décembre 1883 en Nouvelle-Calédonie, 662 concessionnaires (364 de plus qu'au 31 décembre 1882), ainsi répartis d'après la situation pénale :

Condamnés.....	481				
Libérés astreints à la résidence....	<table> <tr> <td>Concessionnaires prisonniers.....</td><td>78</td></tr> <tr> <td>— définitifs.....</td><td>69</td></tr> </table>	Concessionnaires prisonniers.....	78	— définitifs.....	69
Concessionnaires prisonniers.....	78				
— définitifs.....	69				
Libérés définitivement.....	<table> <tr> <td>Concessionnaires prisonniers.....</td><td>2</td></tr> <tr> <td>— définitifs.....</td><td>30</td></tr> </table>	Concessionnaires prisonniers.....	2	— définitifs.....	30
Concessionnaires prisonniers.....	2				
— définitifs.....	30				
Femmes mariées à des hommes libres.....	2				
Total.....	662				

Ces 662 concessionnaires étaient ainsi répartis sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie :

Bourail.....	355
Fownhari.....	154
Poembout.....	79
Baie du Sud.....	10
Diahot.....	41
Kanala.....	3
Muéo..	20
Total.....	662

résultats obtenus ne correspondent pas aux sacrifices faits par l'Administration. *Peu réussissent.* On met souvent en concession des individus qui n'ont aucune disposition pour l'agriculture, et il arrive qu'au bout d'un certain temps on est obligé de les déposséder, ou bien ils abandonnent leur concession à leur libération. Les plus habiles font travailler leur terrain, afin de ne pas se le voir ôter pour défaut de culture, et attendent le jour où ils ont droit à leur titre de possession définitif pour le vendre. Les ménages réussissent peu. La prostitution est la grande plaie des familles; le besoin et le vice entretiennent cette mauvaise situation. L'Administration ne peut arriver à empêcher le vice, mais elle pourrait s'assurer, avant de faire venir les familles, que la concession est en rapport, et que le chef pourra, par son travail, subvenir aux besoins de ses enfants. Il n'en est pas ainsi. Nous avons reçu, à la date du 15 juillet dernier, 11 femmes et 20 enfants dont les chefs de famille n'étaient en concession que depuis le 9 juin précédent, et n'avaient donc pas pu construire leurs cases, ni cultiver quelques plantes potagères. Que va-t-il arriver à une partie de ces ménages? Une fois les 150 francs donnés par l'Administration dépensés, il faudra continuer à faire manger les enfants; le père volera, la mère se prostituera, le désordre se mettra dans la famille et on ne vivra plus que de rapines et de vice; sans compter les maladies qui en résulteront. Il y a là une question sérieuse et qui mérite d'être étudiée avec soin. *Pas de colonisation possible, si l'on continue les anciens errements.* »

Un tableau contenu dans ce document en dit plus que toutes les phrases sur le peu de résultats obtenus par la pratique des concessions. Au mois d'avril 1884, le pénitencier de Fownhari comptait 442 rationnaires, parmi lesquels 123 concessionnaires (sur 150).

N'est-il pas permis de regretter que l'Administration réserve 110 000 hectares de bonnes terres pour un si mauvais usage? Et n'avions-nous pas raison de dire que l'obstacle à la colonisation libre en Nouvelle-Calédonie devait être cherchée avant tout dans la colonisation pénale?

Celle-ci a pour effet, non seulement de diminuer dans des proportions énormes la surface des terres cultivables qui pourraient être mises à la disposition des colons libres, mais encore de rendre peu enviable la position de ces derniers en

les mettant en contact incessant avec des hommes que la vie du bagne a plongés dans tous les vices, sans parler des crimes qui ont amené leur condamnation.

TABLEAU DES EXPORTATIONS DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE, DE 1879 A 1883.

	1879	1880	1881	1882	1883
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Denrées et marchandises exportées pour la France..	»	324,500	215,640	347,800	425,000
Denrées et marchandises exportées pour l'étranger...	3,859,775	2,432,625	1,318,419	3,937,375	6,062,394
Totaux....	3,859,775	2,757,125	1,534,059	4,285,175	6,487,394

TABLEAU DU COMMERCE D'ÉCHANGE ENTRE NOUMÉA ET LES CÔTES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE, DE 1879 A 1883.

ANNÉES.	VALEUR des produits expédiés de Nouméa.	VALEUR des produits arrivés à Nouméa.	TOTAL des valeurs mises en circulation.
	fr.	fr.	fr.
1879	1,414,908	1,712,900	3,127,808
1880	967,416	1,599,429	2,566,845
1881	1,927,765	1,546,859	3,474,624
1882	1,689,994	1,248,750	2,938,744
1883	2,381,511	1,995,965	4,377,476

ÉTAT DE LA NAVIGATION A LA NOUVELLE-CALÉDONIE PENDANT L'ANNÉE 1883.

DÉSIGNATION DE LA NATIONALITÉ DES BATIMENTS.	NOMBRE DE NAVIRES.	TONNAGE.	NOMBRE D'HOMMES D'ÉQUIPAGE.	NOMBRE DE PASSAGERS.
ENTRÉES.				
Bâtiments français. . .	47	51,884	3,631	»
— étrangers. . .	99	52,859	1,804	»
Totaux . . .	146	104,743	5,435	617
SORTIES.				
Bâtiments français. . .	40	51,617	3,549	»
— étrangers. . .	91	50,591	1,847	»
Totaux . . .	131	102,208	5,396	528

S'il est pour nous incontestable que la colonisation pénale libre ou forcée entrave puissamment la colonisation libre en Nouvelle-Calédonie en ce qui concerne l'exploitation de la terre, il ne nous paraît pas moins certain qu'elle met un obstacle considérable à l'introduction dans la colonie des gens de métiers. Les ateliers pénitentiaires de l'île Nou travaillent, en effet, non seulement pour l'administration, mais encore pour les particuliers, et l'administration pénitentiaire met à la disposition des colons libres des ouvriers et des secrétaires, à un taux que ne pourrait accepter aucun ouvrier ou domestique libre. Les compagnies minières ont aussi presque toutes obtenu de l'administration des condamnés qui travaillent dans des conditions de bon marché tel que tout ouvrier libre ne peut songer à aller solliciter de l'ouvrage dans les mines de la Nouvelle-Calédonie.

Agriculteurs, ouvriers, manœuvres, domestiques, en un mot tous les éléments de la colonisation libre, sont ainsi écartés de la Nouvelle-Calédonie par la transportation, parce que, comme nous avons eu plusieurs fois déjà l'occasion de le dire et comme nous le montrerons mieux encore dans un autre chapitre, l'administration n'a pas encore su tirer de la transportation les seuls services et profits qu'on doive lui demander.

TABLEAU DES IMPORTATIONS EN NOUVELLE-CALÉDONIE, DE 1879 A 1883.

	1879	1880	1881	1882	1883
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
Denrées et Français. marchand. import. de France par navires. .	2,182,500	2,193,559	2,003,252 81	2,253,976 50	4,755,992
Étrangers	493,775	»	197,745 00	»	»
Denrées et Français marchand. import. de l'étranger par nav. .	74,636	285,200	6,940 00	8,927 00	»
Étrangers	6,161,735	5,344,720	4,872,629 22	7,281,578 75	5,289,272
Produits des Iles...	94,690	80,950	33,523 75	3,145 00	50,337
Totaux	9,007,336	7,904,429	7,114,090 78	9,547,627 25	10,085,601

3° Les voies de communications.

La colonisation pénale n'est pas la seule cause qui éloigne les colons libres d'une terre où, cependant, la nature a tout fait pour rendre aisée la colonisation par la race blanche.

D'abord, tandis que l'administration pénitentiaire s'adonnait aux tentatives infructueuses de culture dont nous avons parlé plus haut, elle ne faisait rien pour relier entre eux les divers points de l'île. A la fin de 1882, il n'existait que 57 kilomètres de routes convenables et un petit nombre de sentiers muletiers mal tracés, se bornant à suivre les pistes canaques et praticables presque uniquement pour les hommes à pied. Grâce à l'initiative du gouverneur qui fut à cette époque placé à la tête de notre colonie, M. le capitaine de vaisseau Pallu de la Barrière, un effort considérable fut fait en 1883 et 1884, mais le départ de ce gouverneur a produit le retour aux anciennes traditions et il est à craindre que les routes marque encore pendant longtemps dans notre colonie¹.

4° Les concessions de terres.

Une autre grave erreur a été commise par l'administration, nous voulons parler de la façon dont les premières concessions de terre ont été faites. Les terres concédées avaient une étendue trop considérable pour qu'il fût possible de les mettre en culture et l'on s'est borné à faire de l'élevage sur des terrains qui auraient pu produire de riches récoltes. Une partie des habitants de la Nouvelle-Calédonie se plaignent beaucoup de cet état de choses.

Nous lisons dans un document officiel² de 1883 les traces de ces préoccupations. Une commission, nommée par le gouverneur pour étudier les meilleurs moyens d'améliorer la situation de la colonie, s'exprimait de la façon sui-

1. Voy. sur ce sujet : DE LANESSAN, *Rapport* fait au nom de la Commission du budget pour 1885, n° 3887, annexe à la séance du 22 juin 1885.

2. *Rapport de la Commission nommée par M. le capitaine de vaisseau Pallu de la Barrière, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, à l'effet d'étudier différentes questions intéressant la colonisation libre*, p. 31.

vante, au sujet des concessions de terre : « Elle (l'administration) peut même aller plus loin et refuser une concession lorsqu'elle lui paraît s'écarter des conditions ordinaires, comme cela a eu lieu pour une demande de 100,000 hectares, dont tout le monde s'est entretenu. L'accueillir eût été créer un monopole, aller contre l'intérêt général, et l'administration l'a, avec raison, écartée.

« Et s'il est un regret à exprimer, c'est que l'administration n'ait pas usé plus souvent de ce droit ; si elle l'eût fait, nous ne verrions pas de *magnifiques plaines de terres à culture immobilisées sans profit aucun, ni pour le propriétaire, ni pour la colonie*, et servir exclusivement de pâturage. Nous ne verrions pas presque partout l'élevage fait d'une façon aussi inconsciente et aussi contraire aux intérêts de la colonie, aux intérêts mêmes des éleveurs. Aujourd'hui, en effet, le personnel d'une station de plusieurs milliers d'hectares se compose d'un libéré et de deux canaques ; quant au matériel, il consiste dans une case, la plupart du temps en niaouli, et en deux ou trois chevaux. Pas une barrière, pas un are en culture ; on vit exclusivement de bœuf salé, et le *maïs consommé est acheté*. Le troupeau vit à l'aventure, détruit tous les pâturages à la fois, et tous les ans on en fait le recensement. Les génisses produisent beaucoup trop tôt, les produits sont rachitiques et la race dépérit. Combien il serait préférable d'avoir des surfaces moins grandes, mais de les améliorer, de diviser les propriétés afin de laisser les pâturages se reposer et de maintenir la race. »

Frappé de ces observations, nous avons désiré connaître les conditions exactes dans lesquelles les concessions de terre aux colons libres avaient été faites en Nouvelle-Calédonie. Nous avons demandé à l'administration des détails sur l'étendue de terre de chaque concession, et sur l'usage qui avait été fait de ces terres. Le département des colonies ne s'est pas trouvé en mesure de nous fournir ces renseignements, mais il nous a promis de se les procurer auprès de l'administration coloniale. Nous ne doutons pas qu'ils ne fournissent des données utiles pour la solution du problème de la colonisation de la Nouvelle-Calédonie. Si nous en croyons les renseignements particuliers que nous avons pu recueillir, la presque totalité des terres concédées au début de l'occupation et depuis cette époque, terres presque toutes d'excellente qualité, sont à peu près abandonnées. Parmi les

concessionnaires, la plupart n'avaient et n'ont encore d'autre but que de se faire acheter, à un moment donné, leurs terres par l'administration pénitentiaire. C'est ainsi que s'expliquent les marchés conclus pour les fermes de Bourail et de Koé.

L'administration nous a informé par une note récente que : « s'appuyant sur un avis du comité du contentieux de la Marine, le Ministre a décidé que les terres actuellement vacantes appartiendraient au domaine de l'État, et que celles qui deviendraient ultérieurement vacantes feraient également retour au domaine de l'État ».

D'après le tableau précédent (p. 660), le total des terres cultivables s'élevait à 134 571 hectares, en y comprenant les terres mises en réserve pour le service pénitentiaire (110 000 hectares), les terres à culture disponibles (7 071 hectares), et les forêts propres à la culture (17 500 hectares). Si l'on renonçait à faire de la culture pénitentiaire, ces 134 571 hectares pourraient être concédés soit à des condamnés, à des libérés, à des récidivistes qui se seraient montrés dignes de cette récompense, dans les conditions que nous exprimons dans un autre chapitre, soit à des colons libres.

Il faut ajouter aux terres cultivables, les 200 426 hectares de terres à pâturages encore disponibles, terres qui pourraient être concédées dans des conditions particulières, et dont une partie même se prête bien à certaines cultures, notamment à celle de l'ananas.

Ce vaste domaine, c'est la colonie qui, selon nous, devrait en avoir la libre disposition, l'État dût-il lui imposer par une loi certaines conditions en dehors desquelles aucune concession ne pourrait être faite, par exemple la condition de ne concéder à une même personne qu'une certaine étendue de chaque sorte de terre, et celle d'une mise en culture obligatoire au bout d'un certain temps, sous peine de retour de la concession à la colonie.

La Commission locale dont il a déjà été question plus haut, s'était occupée de toutes les questions relatives aux concessions à faire soit à des transportés, soit à des colons libres.

Pour les transportés, elle demandait que la concession fût formée de 3 hectares de terres à culture et de 10 hectares de terres à pâturages. Elle estimait que cette surface serait

largement suffisante pour nourrir une famille, dans un pays où il est possible de faire plusieurs récoltes par an, et en s'appuyant sur ce que dans les 10 hectares de terres à pâturages, « une bonne partie serait encore utilisée pour les cultures qui demandent des terres moins bonnes ».

Quant aux concessions à faire à des colons libres, la même Commission en fixait l'étendue à 24 hectares, dont 4 hectares de terres à culture et 20 hectares de terres à pâturages. Elle proposait de faire ces concessions gratuitement. Pour attirer les émigrants, elle ajoutait le passage gratuit de France en Nouvelle-Calédonie.

Pour aider le colon pendant les premiers temps de sa mise en concession, elle rejetait également les deux systèmes des subventions en argent et de la délivrance de vivres pendant une durée illimitée, mais elle proposait de donner des vivres pendant les six premiers mois aux membres des familles concessionnaires.

Ces secours ne lui paraissant pas suffisants pour assurer l'existence des colons jusqu'au jour où leur terres seraient en plein rapport, la Commission proposait d'adopter un système d'avances garanties par une hypothèque sur la propriété concédée, système qui a produit d'excellents résultats dans certaines parties de l'Amérique. « Chaque fois qu'un émigrant serait mis en concession, il serait versé à une caisse spéciale une somme de 1200 francs afin de permettre le service des avances. La concession serait gratuite, mais elle serait hypothéquée d'office pour le montant des avances; l'hypothèque serait la garantie de la dette contractée et serait levée après remboursement.

« Les avances seraient faites par l'une des grandes caisses publiques et seraient garanties par l'État. Elles porteraient un intérêt aussi peu élevé que possible. Le remboursement serait effectué dans un délai de vingt ans, par exemple, et ne devrait commencer qu'à compter de la cinquième année en prenant pour point de départ la date de la mise en concession. Les avances seraient faites au fur et à mesure des besoins et sur la demande du concessionnaire; mais, afin d'éviter que certains immigrants paresseux ne cherchent qu'à toucher des avances pour abandonner ensuite une concession sur laquelle ils n'auraient rien fait, l'administration devra se réserver le contrôle de ces demandes, et pourra les repousser lorsqu'elle croira devoir le faire. »

Le système que nous venons de reproduire offrait des avantages sérieux. Il n'a cependant pas été appliqué, et l'arrêté du 27 mai 1884 qui règle les conditions dans lesquelles sont faites les concessions gratuites de terre en Nouvelle-Calédonie, prévoit seulement le passage gratuit, la délivrance de vivres pendant six mois, celle de graines, outils, accessoires, etc., pour une valeur de 150 francs, et celle de charrues, herses et autres instruments d'un prix élevé destinés à plusieurs immigrants à la fois. La concession est provisoire pendant quatre ans, pour les immigrants mariés, pendant six ans pour les célibataires; au bout de ce temps, elle ne devient définitive que si le concessionnaire a rempli certaines obligations de mise en valeur de sa propriété; si ces conditions n'ont pas été satisfaites, la propriété peut faire retour à l'État.

L'administration fait aussi des concessions à titre onéreux, dans des conditions de paiement très favorables.

Malgré ces avantages, un très petit nombre de colons seulement, ainsi qu'on a pu le voir plus haut, demandent à aller en Nouvelle-Calédonie. Il est impossible de ne pas croire que cela résulte de l'absence de publicité donnée aux conditions d'immigration dont nous venons de parler.

D'après le chiffre des terres disponibles, on peut estimer que quatre à cinq mille colons libres, au moins, c'est-à-dire quatre ou cinq mille familles, pourraient trouver en Nouvelle-Calédonie les moyens de vivre honorablement de leur travail, sous un climat excellent.

Il est permis de penser que si l'administration faisait le moindre effort pour porter à la connaissance du public les faits que nous venons d'exposer, la Nouvelle-Calédonie ne tarderait pas à se peupler.

Mais la colonisation libre de la Nouvelle-Calédonie n'est possible qu'à la condition de cesser d'y avoir aucun transporté à partir de l'année 1888 au plus tard. Or, le Département de la Marine et des Colonies ne paraît pas avoir compris les choses de cette façon. Non seulement il ne songe pas à supprimer les envois de transportés, mais encore il a longtemps caressé, et il peut caresser peut-être encore, l'idée de faire de notre colonie du Pacifique un dépôt de récidivistes. Dans de telles dispositions d'esprit, il ne pouvait plus favoriser la colonisation libre, et il ne l'a pas fait. Or, ainsi que nous l'avons montré plus haut, la colonisation

pénale n'est possible à côté de la colonisation libre qu'à la condition d'être enfermée dans des limites soigneusement établies d'après la quantité des travaux d'intérêt public à exécuter, et de tenir à donner les concessions aux transportés qui s'en montreraient dignes par un travail assidu. Nous reviendrons plus loin sur cette question.

En résumé, la Nouvelle-Calédonie est aisément colonisable par les Français ; mais elle ne pourra l'être qu'à la condition de cesser de recevoir des transportés à partir d'une date très prochaine.

Pour montrer l'importance de la question que je viens de traiter au point de vue de l'avenir de la colonie, je crois devoir reproduire ici le passage suivant d'une lettre adressée officiellement au ministre de la Marine, dans le courant de janvier 1886, par M. Moncelon, délégué de la Nouvelle-Calédonie. Elle contient une énergique protestation contre le décret du 16 août 1884 qui a élevé à 110 000 hectares, la surface des terres aliénées au profit de la transportation pénale.

« La Colonie, écrit M. Moncelon, a protesté et proteste encore contre un décret qui réserve nos meilleures terres, et les seules qui nous restent, pour les donner en prime aux scélérats des Cours d'assises, alors que le Français honnête et malheureux, victime d'une situation économique déplorable, n'a point droit à la même faveur ; en un mot, les colons de la Nouvelle-Calédonie ne comprennent point qu'on les dépouille pour un pareil usage !

« Et non seulement cent dix mille hectares sont prélevés sur le domaine public pour l'usage que je viens de dire, mais ils sont prélevés, pour bien des parties, en violation de droits acquis et parfaitement justifiés.

« En ce qui concerne les mines situées sur ce territoire, l'Administration va-t-elle exclure tous les découvreurs dont les droits n'auraient pas été parfaitement établis par des actes authentiques, alors que l'Administration du Domaine n'a jamais été en mesure, par disette d'agents ou autrement, de délimiter et de régulariser les demandes !

« A-t-elle la prétention de ne pas donner suite aux demandes de concessions faites régulièrement et selon la législation locale en vigueur, antérieurement au décret du 16 août 1885 — et datant de quatre, cinq et six années ?

« A-t-elle la prétention de déposséder les indigènes qui

ont la mauvaise fortune de se trouver entre les lignes tracées sur la carte de l'administration pénitentiaire, quitte à les refouler sur les tribus voisines ; comme si un homme, quel qu'il soit, pouvait être chassé de la terre où il est né et où est mort son père, sans nourrir dans son cœur la haine de la race qui le spolie et mettre un jour au service de cette haine, si motivée, les moyens de vengeance faciles dont il dispose ? Souvenons-nous des massacres de 1878 !

« J'ai chez moi, Monsieur le Ministre, un indigène qui, actuellement, est tout dévoué à la France. Si, pendant son absence, l'Administration pénitentiaire lui prend sa terre et son village, que pensera-t-il de nous et que fera-t-il en rentrant sur le territoire de ses frères et de ses ancêtres, en le trouvant occupé par un détachement de forçats ?

« Je crois donc exprimer ici l'opinion de la grande majorité des colons libres de la Nouvelle-Calédonie en demandant l'abrogation du décret du 16 août 1884, relatif à l'agrandissement du territoire pénitentiaire, ou tout au moins la discussion de ce décret devant le Conseil supérieur des Colonies. »

M. Moncelon ajoute un peu plus loin : « Il serait bon et prudent également, de donner aux indigènes des titres de propriété les garantissant contre tout empiètement nouveau de notre part, sans leur consentement formel, afin de leur donner cette confiance dont ils manquent à notre égard. Cette mesure, Monsieur le Ministre, serait le point de départ de la civilisation de ces peuplades qui ne demandent qu'à venir à nous lorsqu'on leur aura assuré la propriété de leurs terres et la participation aux bénéfices de nos lois. »

De tout ce qui précède, il est aisé de conclure que la Nouvelle-Calédonie est aisément colonisable par les Français, mais qu'elle ne pourra l'être qu'à la condition de ne plus recevoir désormais de transportés.

5° *Le commerce.*

- + Au point de vue commercial, la Nouvelle-Calédonie pourra voir augmenter beaucoup son importance le jour où le canal de Panama permettra aux navires de se rendre en Australie à travers l'Océan Pacifique. Notre colonie, se trouvant sur cette grande route, pourra être l'un des meilleurs points de relâche des navires qui la suivent. Mais pour cela

il est nécessaire que, sans tarder, on dispose le port de Nouméa en vue de cet avenir.

Actuellement le port de Nouméa est d'un abord difficile pendant le jour, presque impossible pendant la nuit. En 1883, un navire à vapeur de commerce qui voulut y entrer pendant la nuit faillit s'y perdre. Il est nécessaire que l'entrée soit améliorée, que des phares soient construits pour guider les navires, que des aménagements soient créés pour le débarquement commode des marchandises, leur emmagasinage, etc.

La colonie réclame à grands cris toutes ces améliorations, sans lesquelles les navires ne songeront jamais à s'arrêter à Nouméa, dont le port est cependant un des plus beaux de

1. TABLEAU DES CULTURES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 1883.

LOCALITÉS	NOMBRE DE						
	Bœufs.	Chevaux.	Moutons.	Chèvres.	Anes.	Porcs.	Volailles.
Nouméa	"	300	"	150	2	"	1,600
1 ^{er} arrondissement . .	19,690	420	624	2,500	15	950	6,000
2 ^e arrondissement. . .	29,500	206	315	874	"	724	8,765
3 ^e arrondissement. . .	20,303	367	604	2,355	47	3,860	13,816
4 ^e arrondissement. . .	10,283	63	505	508	"	1,310	3,139
5 ^e arrondissement. . .	8,147	180	772	902	2	1,486	3,035
Totaux.	87,923	1,536	2,820	7,289	66	8,330	36,355

LOCALITÉS.	NOMBRE D'HECTARES PLANTÉS EN						
	Canes à sucre.	Caféiers.	Riz.	Cotonniers.	Mais.	Haricots.	Plantes vivrières.
Nouméa	"	"	"	"	"	"	70
1 ^{er} arrondissement . .	130	1,000	"	15	160	25	470
2 ^e arrondissement. . .	"	650	"	16	185	25	320
3 ^e arrondissement. . .	103	865	"	"	"	"	157,05
4 ^e arrondissement. . .	2	162	23	"	29	7	481
5 ^e arrondissement. . .	"	1,095	"	"	11	0,50	246,70
Totaux.	235	3,772	23	31	385	57,50	1,744,75

la route de Panama à Sidney et l'un de ceux où il serait le plus facile d'accumuler tout ce qui est de nature à attirer les navires. Le désir de la colonie est très énergiquement exprimé dans la lettre de son délégué M. Moncelon, dont un passage a été cité plus haut. M. Moncelon écrit au ministre de la marine :

« Un point sur lequel je désire appeler votre attention, Monsieur le ministre, est la nécessité pour la métropole elle-même, de créer à Nouméa un port sérieux avec wharfs pour faciliter l'accès à quai des navires de tout tonnage, avec bassin de radoub et chantiers de construction, ateliers, etc. Il n'est que trop certain qu'un navire ayant des avaries majeures dans les parages de notre colonie est perdu sans ressources, faute de l'outillage pour le réparer.

« Je dois rappeler à ce sujet que la France entretient à la colonie une main-d'œuvre forcée considérable dont on n'a jusqu'ici guère tiré parti, et qu'il serait tout au moins rationnel d'utiliser aux travaux publics, comme le veut l'article 2 de la loi du 30 mai 1854.

« La ville de Nouméa se dispose à contracter un emprunt de « un million de francs » pour terminer ses travaux de voirie, etc., et le conseil général vient de décider que la garantie de la colonie serait offerte pour cet emprunt; les pièces relatives à cette affaire ont été déposées au ministère, et je vous prie, Monsieur le ministre, de vouloir bien, le cas échéant, prêter aux négociateurs l'appui du Département.

« La réalisation de cet emprunt par la ville de Nouméa, dont les ressources propres sont déjà considérables, donnerait une plus-value nouvelle à la localité, et les travaux de la municipalité, marchant de concert avec ceux du port lui-même, effectués par l'État, constitueraient un ensemble des plus utiles et des plus avantageux pour l'État comme pour la colonie.

« La découverte du charbon, à proximité même du port, assure d'ores et déjà le fonctionnement à bon compte de toutes les machines nécessaires à l'exécution des travaux projetés, et bientôt, croyons-nous, l'approvisionnement des paquebots et des navires stationnaires de l'État. »

Si rien n'a été fait pour améliorer le port de Nouméa au point de vue commercial, on ne s'est pas davantage préoccupé de le mettre à l'abri des attaques dont il pourrait être l'objet de la part d'une nation européenne avec laquelle

nous serions en guerre. Des projets d'édification de forts ont été dressés, les matériaux ne font pas défaut, la main-d'œuvre pénale est à la disposition de l'administration, et cependant rien n'a encore été fait pour mettre notre colonie en état de défense.

L'administration se préoccupe beaucoup de faire faire par ses transportés des souliers et du sucre qui lui reviennent à des prix incroyables, mais elle ne songe pas à utiliser leurs bras à l'édification de forts dont l'absence permettrait au moindre navire de guerre étranger de venir détruire la ville et couler les navires dans le port de Nouméa. Cependant, solidement protégé par des défenses à terre et par des torpilleurs, le port de Nouméa pourrait servir de centre d'action à une escadre de l'Océanie occidentale qui pourrait, en cas de guerre, nous être d'une grande utilité, en opérant de concert avec celles de l'Océanie orientale, de l'Afrique orientale et de l'Indo-Chine, dont nous avons parlé précédemment. Pour donner une idée de l'importance militaire que pourraient avoir, dans ces conditions, le port de Nouméa et l'escadre à laquelle il servirait de point d'appui, il suffit de rappeler que la Nouvelle-Calédonie est voisine de l'Australie ; que la première est pauvre, tandis que la seconde est d'une extrême richesse, que la première serait difficilement attaquable, tandis que la seconde aurait besoin de forces immenses pour mettre à l'abri d'une attaque les points multiples par lesquels elle est vulnérable. Or, si les flottes anglaises étaient arrêtées du côté de Panama par la station navale de nos établissements océaniques orientaux, du côté de l'Afrique par nos stations de l'Afrique orientale et de l'Indo-Chine, on voit ce que pourrait faire une escadre française appuyée sur la Nouvelle-Calédonie. Nous croyons inutile d'insister davantage sur cette question.

Pour terminer l'histoire de nos établissements de l'Océanie occidentale, nous devons dire quelques mots de l'archipel des Loyalty et de celui des Nouvelles-Hébrides.

2. — LES ILES LOYALTY

Le groupe des îles Loyalty, formé de trois îles, Maré, Lifu et Ouvéa, s'étend parallèlement à la Nouvelle-Calédonie et à 100 milles d'elle, dans l'est. Ce sont des îles de formation madréporique, peu élevées, mais à bords taillés à

pic. On peut supposer qu'elles marquent dans l'évolution déjà indiquée des terres océaniques une phase postérieure à celle des Tuamatu, c'est-à-dire qu'après avoir été à l'état d'îles à lagunes, elles ont vu leurs lagunes se combler peu à peu par l'entassement des squelettes de coraux, puis une couche de terre végétale se former par l'entassement des débris de végétaux mêlés aux débris des coraux et aux sables apportés par les flots. Aucune des îles que forme ce petit archipel n'a plus de ceinture de coraux, et le sous-sol de toutes est formé de squelettes de ces animaux, ce qui confirme bien notre hypothèse sur leur origine. Ces îles offrent une belle végétation, particulièrement en cocotiers. Leur surface totale est de 196 000 hectares, sur lesquels Lifu en a 115 000, Ouvéa 16 000 et Maré, la plus orientale, 65 000. Dans leur voisinage se tiennent quelques îlots sans aucune importance. Il n'y a pas dans ces îles d'établissements d'Européens. On évalue à 17 000 individus le chiffre de la population indigène. Les Loyalty n'ont qu'une importance très secondaire au point de vue de la colonisation, mais elles sont le théâtre de faits qui de temps à autre donnent de vives préoccupations au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et à l'administration centrale. Un poste protestant anglais établi dans ces îles depuis une trentaine d'années y exerce contre la France une action énergique et puissante. Ne se bornant pas à enseigner sa religion aux indigènes, il fait tout ce qui est en son pouvoir pour les angliciser. Un ancien gouverneur de la Nouvelle-Calédonie a raconté à l'auteur de ce livre la douloureuse impression qu'il éprouva le jour de sa première visite aux Loyalty en apercevant dans un grand nombre de cases les portraits de la reine d'Angleterre et en entendant les indigènes parler anglais. Il se serait cru dans une Chine britannique. Dans plus d'une circonstance, le pasteur anglais auquel nous faisons allusion a provoqué parmi les indigènes de véritables guerres de religion et les a soulevés contre l'autorité de la France. En 1870, les indigènes catholiques de l'île Maré furent menacés d'un massacre général, qu'on ne put empêcher qu'en déportant à l'île des Pins un grand nombre de leurs adversaires protestants. En 1882, les indigènes protestants, excités par le pasteur anglais se livrèrent à un épouvantable massacre de catholiques appartenant à la petite tribu de Médu, qui occupe la côte ouest de l'île Maré. Ce massacre eut lieu en quelque sorte sous les

yeux du résident français réduit à l'impuissance par l'absence de troupes. Le vieux chef Masseline, qui avait soumis à son autorité toutes les tribus de la côte nord n'ayant pu encore dompter celle de Médu, fit jurer, au moment de mourir, à son fils en succession Iewené d'attaquer la tribu catholique de Médu. Le pasteur anglais était au courant de ces projets; au lieu d'empêcher leur excitation, il l'encouragea par l'abominable lettre suivante, dont nous empruntons le texte ainsi que le récit à une correspondance récente de Nouméa. Il écrivait aux chefs réunis en assemblée.

« Puisque vous voulez faire la guerre, faites-la; mais rappelez-vous ce que Moïse prescrit au peuple d'Israël lorsqu'il entra dans le pays des Madianites : « Tuez tout « mâle parmi les petits enfants et tuez toute femme qui a « connu un homme en couchant avec lui; mais laissez en « vie pour vous toutes les filles qui n'ont point connu la « couche d'un homme ». (*Nombres*, chap. xxxi, versets 17 et 18).

« Leurs instincts barbares aidant, les chefs ne se conformèrent que trop à ces horribles conseils. 600 guerriers tombèrent inopinément sur le petit village catholique de Médu, qui ne pouvait leur opposer au plus que 50 guerriers. Les villages de Médu, de Pérulo, de la Roche, sont incendiés, les chapelles catholiques pillées, les plantations ravagées. Quand il ne reste plus rien à détruire, une véritable chasse à l'homme, ou plutôt à la femme, s'organise à Médu. Beaucoup de ces malheureuses s'étaient enfuies dans la forêt avec leurs enfants; elles sont vite découvertes, et tous les enfants mâles, au nombre de vingt et un, sont impitoyablement massacrés.

« Une des femmes reconnaît parmi les assassins son oncle, le nommé Waimané, chef du village de Ouabaos; elle se croit sauvée; elle court vers lui, lui tendant ses deux enfants, un petit garçon et une petite fille. Waimané prend le petit garçon et lui brise le crâne contre une pierre.

« Les « teachers », représentants officiels du pasteur anglais, M. Jones, jouissant d'une autorité incontestée et presque illimitée, accompagnaient les guerriers dans cette horrible expédition, qu'ils consacraient et approuvaient par leur présence. La mesure était comble et le gouvernement français se décida à sévir. L'amiral Courbet était alors gouverneur de la Nouvelle-Calédonie. Les indigènes les plus compromis

furent déportés à Poulo-Condore. Mais on eut la faiblesse de faire grâce au chef Jéwéné, le plus coupable après M. Jones, à la condition qu'il livrerait ses complices. Compromis honteux, qu'on ne saurait trop blâmer.

« Un arrêté fut pris par le cabinet français contre M. Jones. M. Dumesnil, commissaire de marine, à cette époque directeur de l'intérieur de la Nouvelle Calédonie, fut chargé de le lui signifier. Il vint à Maré, eut un long entretien avec M. Jones. Que se passa-t-il? Personne n'en sait rien; mais ce qu'il y a d'incontestable, c'est que l'arrêté d'expulsion ne fut pas exécuté et qu'on n'en entendit plus parler. (Deux années plus tard, quand on voulut de nouveau l'appliquer, il fut impossible de le retrouver; il avait disparu des archives.) »

Dans ces derniers temps, une nouvelle aventure s'est produite à Maré. Le pasteur anglais, s'obstinant à combattre l'autorité française, refusait même l'entrée des temples de l'île au pasteur français. Il a fallu que le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie intervînt.

Nous avons insisté sur ces faits, parce que la lutte entre l'influence française et l'influence protestante, que nous venons de voir si âpre à Maré, se retrouve avec plus ou moins d'intensité dans la plupart de nos établissements de l'Océanie, et parce que cette question est l'une de celles qui doivent attirer le plus l'attention de l'administration coloniale.

3. — L'ARCHIPEL DES NOUVELLES-HÉBRIDES

L'archipel des Nouvelles-Hébrides est très allongé du sud-sud-ouest au sud-sud-est, son grand diamètre ayant plus de 700 milles de longueur; il est à une distance de 150 milles environ des Loyalty et de 450 milles des îles Fidji, qui appartiennent à l'Angleterre. Il est formé de trois groupes. Le groupe moyen est le plus important; il est constitué par les îles Sandwich, Api, Mallicolo, Ambrym, Pentecôte, Aurore, Saint-Esprit, des Lépreux. Le groupe nord est formé par les îles Banks ou Lapérouse, les îles Torrès et les Santa-Cruz. Le groupe sud-est est constitué par les îles Aneitium, Futuna, Tanna, Aniwa, Erromango et quelques autres de moindre importance. Toutes ces îles sont de formation volcanique et la direction générale de leurs sommets est parallèle à celle de la Nouvelle-Calédonie. Elle ne sont pas entourées de

la ceinture de coraux que possède la Nouvelle-Calédonie; les coraux poussent sur les bords mêmes des îles. Les îles Tanna et Ambrym ont des volcans encore en activité.

Les plus grandes de ces îles sont celles du Saint-Esprit, de Mallicolo et de Sandwich, qui appartiennent au groupe moyen. L'île Sandwich, sans être la plus grande, passe pour être la plus propre à la colonisation. Habitées par des Papous très sauvages et encore anthropophages, les îles des Nouvelles-Hébrides ont toutes de l'eau en abondance et sont couvertes d'une végétation très riche; elles sont propres à toutes les cultures des pays chauds; la température y est beaucoup plus élevée qu'en Nouvelle-Calédonie, mais elles n'ont encore été l'objet d'aucune tentative pratique et importante de colonisation. Cependant, des missionnaires protestants anglais sont établis dans un certain nombre d'îles, et la Société française des Nouvelles-Hébrides a acheté aux indigènes des étendues considérables de terres. Le nombre des Européens établis dans ces îles n'est guère que d'une cinquantaine. La Nouvelle-Calédonie, les Fidji, le Queensland vont chercher des travailleurs dans les Nouvelles-Hébrides.

Les Nouvelles-Hébrides possèdent un certain nombre d'excellents ports naturels. Le port Sandwich, dans l'île de Mallicolo, est l'un des meilleurs abris naturels connus. C'est un long couloir dont l'entrée est masquée et sur la direction générale duquel s'embranchent des traverses aussi tranquilles et aussi sûres que des docks. L'île Sandwich présente encore trois ports : celui de Pepila, petit et à grands fonds, tout à fait semblable à une cuvette, et celui d'Havannah, au nord de l'île, très beau, très grand et bien fermé. Les bords du port Havannah s'élèvent en pente douce sur une très grande étendue et présentent les meilleures conditions pour de beaux et vastes établissements. Citons encore dans l'île Sandwich la lagune d'Evakor, qui pénètre dans l'intérieur de l'île et constitue un excellent abri, avec une profondeur moyenne de 8 à 10 mètres; pour permettre aux navires d'y pénétrer, il faudrait en faire sauter le seuil, qui est formé de coraux et qui ne permet actuellement que l'entrée des embarcations. D'autres îles de l'archipel ont d'excellents ports. Nous citerons seulement le port d'Ingany, dans l'île d'Aneitium, le port Olvy et la baie du Requin dans l'île Saint-Esprit, le port Révolution dans l'île Tanna.

Les Nouvelles-Hébrides sont encore indépendantes, mais elles sont faites pour tenter les convoitises des nations européennes, et il est à craindre que si nous ne nous en emparons pas dans un bref délai, elles passeront entre les mains de nos rivaux. Déjà l'Australie fait des efforts considérables auprès du gouvernement britannique pour qu'il s'en empare, et les missions protestantes introduites dans les îles principales multiplient les efforts pour les angliciser. Cependant cet archipel peut être considéré comme une dépendance de nos possessions calédoniennes; des Français y ont acheté des étendues immenses de terrains et les colons de la Nouvelle-Calédonie ne laissent pas passer une occasion d'en solliciter l'annexion auprès du gouvernement français. Les adversaires de cette annexion invoquent contre elle un texte de convention verbale par laquelle la France et l'Angleterre se seraient réciproquement engagées à respecter l'indépendance des Nouvelles-Hébrides; mais rien n'est moins démontré que l'existence de cette convention¹, et nous avons à redouter que soit l'Angleterre, soit

1. La première correspondance diplomatique connue, relative à l'affaire des Nouvelles-Hébrides, remonte à 1878. A cette époque, une très vive campagne était faite en Australie pour amener le gouvernement anglais à s'emparer des Nouvelles-Hébrides. Notre ambassadeur, le comte d'Harcourt, ayant exprimé au ministre des affaires étrangères du cabinet britannique nos craintes à cet égard, la correspondance suivante fut échangée entre le sous-secrétaire d'Etat des colonies et le sous-secrétaire d'Etat au Foreign-Office.

« Bureau du Foreign-Office (section des colonies) 1^{er} février 1878.

« Monsieur,

« Le comte Derby me prie de vous transmettre une communication de l'ambassadeur de France, afin que vous puissiez la transmettre au secrétaire d'Etat des colonies. Ce document attire l'attention sur certains articles qui ont paru récemment dans les journaux australiens, et dans lesquels on demandait l'annexion des Nouvelles-Hébrides. Bien que le gouvernement français attache peu d'importance à ce mouvement annexionniste, il serait cependant heureux, n'ayant lui-même aucune intention de s'adjoindre cette colonie, de recevoir du gouvernement de Sa Majesté la même assurance.

« Je puis actuellement assurer que lord Derby et le secrétaire d'Etat de Sa Majesté se proposent d'informer l'ambassadeur de France que Sa Majesté n'a aucune intention de proposer au Parlement des mesures qui pourraient changer les conditions d'indépendance où se trouvent actuellement les Nouvelles-Hébrides.

« Signé : T. V. LISTER,

« Sous-secrétaire d'Etat (section des colonies). »

« A Son Excellence le comte Derby, Londres, Downing street, 20 février 1878.

« Monsieur,

« En réponse à votre lettre du 1^{er} courant, je suis autorisé par le secrétaire

toute autre nation de l'Europe, profite de nos hésitations pour s'emparer de cet archipel, qui est l'un des plus beaux de l'Océanie occidentale. Or, placé entre les mains d'une puissance européenne quelconque, l'archipel des Nouvelles-Hébrides annihilerait complètement la Nouvelle-Calédonie, tant au point de vue commercial qu'au point de vue militaire. La France a donc tout intérêt à s'assurer sans délai cette annexion naturelle et indispensable de nos établissements de l'Océanie occidentale. Ni l'Angleterre ni aucune autre puissance n'aurait autrefois pu s'opposer à cette annexion. L'Allemagne s'est même engagée par la convention du 17 novembre 1881 dont il a déjà été question plus haut (voy. page) à ne rien tenter dans les Nouvelles-Hébrides et à ne pas entraver leur occupation par la France.

Les colons de la Nouvelle-Calédonie réclament aussi depuis longtemps l'annexion, pour la France, de l'archipel des îles Salomon, qui est situé au nord-ouest des Nouvelles-Hébrides, et dans le prolongement de ces dernières. Cet archipel est formé de sept grandes îles volcaniques et d'une multitude d'îlots. Les sommets de ces îles sont dirigés parallèlement à ceux de la Nouvelle-Calédonie et des Nouvelles-Hébrides; ils appartiennent sans aucun doute à un même système de montagnes englouties. Les îles Salomon ressemblent tout à fait, par la nature du sol, la température, la végétation, aux Nouvelles-Hébrides. Toutes les plantes des pays chauds y viennent fort bien, grâce à la température chaude et humide, à l'abondance de l'eau douce et à la richesse du sol; mais la culture n'y est encore que tout à fait rudimentaire, et il en sera ainsi tant que les Européens ne seront pas intervenus. Les îles importantes de ce groupe sont, du sud au nord : San-Christoval et Guadalcanar; Malayta, avec l'excellent port Adam; Isabelle, très importante par sa magnifique baie à laquelle, à cause de sa grandeur, on a donné le nom de « baie des Mille Vaisseaux »; la Nouvelle-Géorgie, qui paraît être la plus peuplée

d'État du bureau des colonies à vous informer qu'il est en conformité de vues avec l'ambassadeur de France, et que le gouvernement de Sa Majesté n'a pas d'autres intentions au sujet des Nouvelles-Hébrides.

« Signé: W. B. MALCOLM,
« Sous-secrétaire d'État au Foreign-Office. »

et qui est l'un des centres commerciaux les plus importants du groupe; Choiseul, avec la belle baie du même nom; Bougainville et Bouka, très peuplées. Les îles Salomon sont habitées par deux races distinctes : des Malais à teint jaune et à cheveux lisses et des Papous à teint noir et à cheveux crépus, ces derniers beaucoup plus nombreux que les autres, qui sont sans doute plus tardivement venus.

Il n'est pas douteux que l'annexion de l'archipel des Salomons à nos établissements de l'Océanie occidentale augmenterait singulièrement la valeur de ces derniers. Les partisans de cette annexion mettent en relief l'avantage qu'il y aurait pour la France à détenir des ports qui sont à peu près à mi-chemin de la Nouvelle-Calédonie et de l'Indo-Chine française, les dangers qu'il y aurait pour nous à les laisser tomber entre les mains d'une autre nation, enfin le fait que ces îles sont indépendantes et qu'aucune nation ne pourrait protester contre un accord de la France avec les chefs des îles ayant pour conséquence l'établissement de notre protectorat et de notre souveraineté. Nous croyons inutile d'insister sur cette question dont l'importance n'échappera certainement à aucun de nos lecteurs.

Mais il faut bien dire que l'Angleterre n'assisterait pas indifférente à une prise de possession des îles Salomon par la France. Elle aussi, ou du moins l'Australie, convoite ces îles, et nous pourrions peut-être trouver là un terrain de conciliation qui nous donne les Hébrides.

En résumé, tels qu'ils sont, les établissements français de l'Océanie occidentale, c'est-à-dire la Nouvelle-Calédonie et les îles Loyalty, se prêtent admirablement à la colonisation européenne, puisque, grâce à la douceur et à la salubrité du climat, les blancs peuvent s'y livrer, sans plus d'inconvénients qu'en France, aux travaux les plus durs; mais la surface des terres propres à la culture et susceptibles d'être livrées à la colonisation libre est très peu considérable; elle a été diminuée encore par les réserves pénitentiaires, et tout prouve que la colonisation pénitentiaire, telle du moins qu'elle est pratiquée, met un obstacle invincible à la colonisation libre. Ce qui est bien certain, c'est qu'à l'heure actuelle la Nouvelle-Calédonie est loin de produire les aliments nécessaires à sa population. Les transportés détenant les meilleures terres, auxquelles ils ne font rien produire, il faut ou bien revenir à la colonisation libre

et transformer la Nouvelle-Calédonie en un vaste bassin, ou bien supprimer la transportation dans cette colonie.

Au point de vu commercial, le percement de l'isthme de Panama pourra être utile à nos établissements calédoniens, mais il faut qu'ils puissent profiter de cet avenir, il faut, d'une part, que leur production agricole augmente considérablement, c'est-à-dire que la colonisation libre devienne prépondérante, et, d'autre part, que le port de Nouméa soit mis en état de recevoir les plus grands navires en tout temps et à toutes les heures, et qu'il soit outillé de manière à rendre facile et rapide les chargements et les déchargements des marchandises, l'embarquement et le débarquement des passagers.

Au point de vue militaire, nous avons montré l'importance qu'aurait la Nouvelle-Calédonie le jour où son port aurait été mis en état de défense, ainsi que les améliorations indispensables pour qu'il puisse servir de centre d'action et de ravitaillement à une flotte de guerre.

4. — CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Comme conclusion générale de tout ce chapitre, nous engageons le lecteur à jeter un coup d'œil d'ensemble sur la carte de l'océan Pacifique. Il verra que l'Angleterre, la Hollande et le Portugal occupent toutes les grandes terres de l'Océanie; il sera certainement attristé de la place minime que nous occupons dans cet immense espace, mais s'il tient compte de tous les faits que nous venons de faire passer sous ses yeux, il acquerra sans peine la certitude que si le gouvernement français voulait prendre les mesures nécessaires, les établissements pourraient, malgré leur exiguité, rendre à notre pays d'importants services politiques et militaires, en même temps qu'ils procureraient à notre commerce et à notre industrie de précieux avantages.

Au point de vue administratif, il y aurait, suivant nous, tout intérêt à donner à un même homme la haute autorité sur tous nos établissements de l'Océanie. Les diverses parties de cet ensemble sont, en effet, susceptibles de se rendre des services réciproques, aussi bien dans le domaine commercial et industriel qu'au point de vue de la puissance maritime de la France. Le Commissaire général de la République dans l'Océanie aurait sa résidence à Nouméa,

qui devrait être, sans retard, reliée à l'Australie par un fil télégraphique. Il pourrait de là se transporter aisément et suivant les besoins dans les diverses parties de nos établissements océaniques, mis en relation par des communications régulières. Les gouverneurs des établissements de l'Océanie occidentale et de l'Océanie orientale seraient placés directement sous ses ordres. Les chefs des deux stations navales de l'Océanie seraient tenus de se mettre à sa disposition en cas de réquisition, dans les circonstances prévues par un décret d'organisation. Quant aux navires spécialement affectés à la garde des îles de chaque gouvernement ou au maintien entre elles de relations constantes, ils pourraient être montés d'une façon spéciale, à l'aide de matelots français volontaires ou de matelots indigènes, et ils seraient sous les ordres directs des gouverneurs de chaque établissement.

Chacun des deux groupes d'établissements, celui de l'Océanie orientale et celui de l'Océanie occidentale, conserveraient, dans cette organisation, son indépendance actuelle et serait placé sous l'autorité d'un gouverneur spécial; les deux stations navales seraient également indépendantes l'une de l'autre; chaque groupe d'établissements aurait son gouvernement, son armée terrestre de défense, sa flottille locale et sa station navale; mais les deux groupes seraient rapprochés et réunis par l'autorité commune du commissaire général; ils seraient ainsi toujours prêts à s'entr'aider réciproquement, tandis qu'à l'heure actuelle ils ne se connaissent pour ainsi dire pas.

J'ajouterai que je voudrais voir constituer pour nos établissements de l'Océanie, comme pour chacun de nos autres grands groupes d'établissements coloniaux, une armée et une marine locales, une administration spéciale, de manière à fixer dans ces établissements le plus grand nombre possible de soldats, d'officiers et d'administrateurs, avec leurs familles.

CHAPITRE VII

LA FRANCE DANS LE NOUVEAU-MONDE

Les établissements coloniaux de la France dans le Nouveau-Monde sont aujourd'hui réduits à la Guyane française sur le continent sud-américain, aux îles de la Martinique et de la Guadeloupe dans les Petites Antilles, aux îles Saint-Pierre et Miquelon dans l'Amérique du nord, et enfin au droit de pêche sur le grand banc et une partie, de la côte de Terre-Neuve.

I. — GUYANE FRANÇAISE

1. — *Géographie physique.*

Les frontières. — La Guyane française est située sur la côte orientale de l'Amérique du sud, dans la partie de cette côte qui descend obliquement du nord-ouest au sud-est. Elle est limitée par l'océan Atlantique au nord, la Guyane hollandaise à l'ouest, le Brésil au sud et à l'est. A l'ouest, elle est séparée de la Guyane hollandaise par le fleuve Maroni, dont la rive occidentale est hollandaise, tandis que la rive orientale est française. A l'est et au sud les limites qui la séparent du Brésil sont vagues et encore contestées.

Le territoire contesté. — Au début de notre occupation, on considérait la Guyane française comme s'étendant au sud-est jusqu'à l'embouchure de l'Amazone, mais notre possession était, il faut bien le dire, purement nominale, surtout dans la partie voisine de l'Amazone. Dès 1688, le gouvernement portugais profita de notre négligence pour établir cinq petits postes fortifiés sur la rive septentrionale de l'Amazone, mais Louis XIV protesta contre cet acte, et, en mai 1697, M. de Férolles, gouverneur de Cayenne, chassa les Portugais de leurs positions et rasa les forts, à l'exception de celui de

Macapa, dans lequel il laissa une garnison. Cependant un mois plus tard, les gardiens français du fort de Macapa, abandonnés à eux-mêmes, sont chassés par les Portugais, qui réoccupent le poste. En 1700, un traité intervient entre la France et le Portugal dans le but de régler le différend. La France s'engage à n'établir aucun poste sur la rive nord de l'Amazone; le Portugal, de son côté, prend et exécute l'engagement d'abandonner et de détruire le fort de Macapa.

Le traité d'Utrecht, du 11 avril 1715, fit remonter loin de l'Amazone les frontières septentrionales de la Guyane française. Par ce traité, la France renonçait aux terres du Cap Nord situées entre la rivière des Amazones et celle de Vincent-Pinçon; la rivière de Vincent-Pinçon ou de Japoc (Yapok), était considérée comme la limite des possessions françaises et des territoires portugais; le Portugal devenait maître des deux bords de l'Amazone, et il était autorisé à relever les forts de Macapa, Arauari et Conani.

Il semblait que la question fût définitivement résolue; elle n'était qu'embrouillée, grâce à l'intervention dans le traité de cette rivière de Vincent-Pinçon dont la situation géographique exacte n'était pas désignée et dans laquelle les Portugais ne tardèrent pas à voir la rivière Oyapock, tandis que les Français y voyaient la rivière Yapoc, située beaucoup plus au sud, en face de l'île Maraca, rivière près de l'embouchure de laquelle Vincent Pinçon avait établi un poste français en 1777. On n'était même pas d'accord sur la situation du Cap Nord, les Portugais le plaçant à l'extrémité septentrionale de l'île Maraca, tandis que les Français le plaçaient au sud de cette île. Quant aux frontières des deux colonies, dans l'intérieur, elles étaient aussi vagues que possible, le traité attribuant aux Portugais les deux rives de l'Amazone, dont on ne connaissait encore le cours que sur une très petite étendue. Aussitôt après la signature du traité, les Portugais occupèrent la rive septentrionale de l'Amazone jusqu'au sud de l'île Maraca. De notre côté, en 1722, nous faisons occuper par des troupes Morariba, dans l'île des Guaribas, aux portes de Para, c'est-à-dire à la hauteur de la rive méridionale de l'Amazone. Bientôt les Portugais manifestent la prétention d'occuper non seulement la rive septentrionale de l'Amazone, mais encore tout le terrain situé jusqu'à la rive droite de l'Oyapock, et ils font sur ce territoire des razzias incessantes d'Indiens. En 1736, un accord survenu entre

la France et le Portugal laisse à la première la libre pratique des terres situées au nord de l'embouchure de l'Amazone. Nous jouissons de ce droit presque sans contestation jusqu'en 1794 ; cependant, dès 1764, le Portugal, afin d'affirmer son droit de possession de la côte septentrionale de l'Amazone, y avait établi un fort. Le traité d'Amiens, du 25 mars 1802, établit comme frontière méridionale de notre établissement l'embouchure de l'Araguary, fleuve qui va se jeter dans l'Océan au nord des bouches de l'Amazone. Notre frontière intérieure devait être constituée par une ligne droite allant de la source de l'Araguary vers l'ouest jusqu'au rio Branco. Il est bon de noter que la source de l'Araguary était inconnue. En 1809, la Guyane nous est prise par les Anglais et les Portugais alliés, et elle est remise aux Portugais. En 1814, le traité de Paris stipule la cession de cette colonie à la France dans l'état où elle était en 1792. Une commission franco-portugaise devait procéder ultérieurement à la délimitation des frontières, mais elle ne fonctionna jamais. En 1820, le Brésil se rendait indépendant et la France donnait l'ordre au gouverneur de Cayenne d'occuper toute la côte au nord de l'Amazone, entre l'Oyapock et l'Araguary. Mais en 1841, un traité conclu par M. Guizot, entre la France et le Brésil, rétablissait l'état de choses établi par le traité d'Utrecht, et bientôt les Brésiliens établissaient un fort sur la rive septentrionale de l'Araguary. En 1836, nous avons fondé un poste un peu plus au nord, à Mapa, mais nous ne l'occupâmes que pendant peu de temps. En 1850, le Brésil tente d'établir une colonie à Mapa ; il en est empêché par la présence d'un navire de guerre français ; en 1858, il fait une nouvelle tentative mais il est empêché par la population de Conani, composée d'esclaves marrons. De 1853 à 1856, des négociations furent entamées entre la France et le Brésil, dans le but de résoudre cette question tant de fois soulevée sans jamais avoir pu être résolue. La France offrait au Brésil d'adopter comme frontière entre nos possessions et les siennes la rivière Tartarougal qui se jette dans l'Araguary. Les pourparlers n'aboutirent pas, mais le Brésil profita de nos offres pour s'emparer de toute la région située au sud de la rivière Tartarougal, région connue sous le nom d'Apurema ; depuis 1860 les Brésiliens administrent cette région. Nous avons récemment émis quelques protestations à cet égard, mais les choses sont toujours dans le même

état et le territoire contesté depuis trois cents ans reste toujours territoire contesté; au grand détriment de la civilisation, car il représente l'une des parties les plus riches de cette partie de l'Amérique ¹.

Arrosé par un grand nombre de fleuves, parmi lesquels nous nous bornerons à citer le Cachipour, le Carsevenne, les Mapa, le Tartarougal et les nombreuses rivières qui se jettent dans les lacs situés entre les Mapa et l'Araguary. couvert de riches savanes et de belles forêts, le territoire contesté pourrait devenir un centre agricole de la plus grande importance. Il y a donc tout intérêt à ce que la France et le Brésil se mettent d'accord pour déterminer les parties de ce territoire qui doivent être occupées par l'une et l'autre nation. Nous ne verrions aucun inconvénient à ce que, faisant des sacrifices au maintien de notre bon accord avec le Brésil, la France abandonnât à ce dernier toute la partie du territoire contesté située au sud de la rivière Tartarougal et de l'Araguary. Il lui resterait encore, au nord de cette limite, jusqu'à l'Oyapock, un territoire assez vaste et assez riche pour qu'elle y pût fonder une admirable colonie ².

1. Voyez sur ce sujet : COUDREAU, *Histoire diplomatique des territoires contestés de la Guyane*, in *Revue sud-américaine*, numéro du 1^{er} déc. 1885, p. 219 et suiv.

2. Le territoire contesté n'est encore que fort peu habité. Trois districts seulement, ceux de l'Apurema, de l'Obidos et du Rio-Branco ont une population de quelque importance. M. Coudreau, qui a visité avec soin cette région, écrit à son sujet : « La population n'est pas européenne et se compose en plus grande partie de *mamelukos* (métis de blancs et d'Indiens). Mais on y trouve déjà aussi quelques blancs, brésiliens, portugais, vénézuéliens. Blancs et métis jouissent de l'aisance et de la santé, ils sont heureux. Leur passion est de parcourir à cheval leurs étendues, habitude qui leur donne un air mâle et fier que je n'ai jamais connu au *mameluko* des forêts.

« Ce commencement de colonisation est réellement prospère. Il y a vingt ans, il ne se trouvait pas dans les trois districts plus de 25 000 bœufs et de 5000 chevaux. Aujourd'hui je compte environ 17 000 chevaux et 85 000 bœufs ainsi répartis : Rio-Branco, 25 000 bœufs, 1 000 chevaux; Obidos, 50 000 bœufs, 10 000 chevaux; Apurema, 10 000 bœufs, 2 000 chevaux. Et cela pour un petit nombre d'individus : 35 fazendas (fermes) au Rio-Branco, 60 à Obidos, 15 à l'Apurema, avec une population civilisée de 1000 individus au Rio-Branco, 2000 à Obidos, 200 à l'Apurema. Ces prairies s'étendent dans le haut Rio-Branco, du Majari au Cuyuni, du Cuitu Auari et du Mocajahi au Boroïma, sur environ 150 000 kilomètres carrés; dans l'Obidos, du Faro ou Jamunda à Macapa en longeant la rive gauche de l'Amazone, sur environ 50 000 kilomètres carrés; et dans la région de l'Apurema, de Macapa à l'Oyapock, longeant les terres du Cap Nord et la mer sur une étendue à peu près égale. Dans ces trois districts il y aurait sans aucun doute immédiatement place pour plus de 120 000 familles. Et dans l'avenir ces prairies pourraient aisément nourrir

Le sol de la Guyane. — Sans compter aucune partie du territoire contesté, la Guyane française proprement dite est limitée à l'ouest, c'est-à-dire du côté de la Guyane hollandaise, par le Maroni, et, à l'est, du côté du territoire contesté, par l'Oyapock. Entre les embouchures de ces deux fleuves, la côte de la Guyane française a une étendue d'environ 125 lieues, entre le 52° et le 57° degré de longitude ouest. La côte court obliquement et presque en ligne droite du nord-ouest au sud-est, sans présenter d'autres dépressions que les embouchures des fleuves, et encore celles-ci sont-elles presque toutes plus ou moins obstruées par les alluvions que charrient les eaux. A une grande distance de la côte, ces dépôts terreux donnent à la mer une coloration jaunâtre; le rivage est pourtant indéterminé; il est formé de vases mobiles sur lesquelles s'élèvent des palétuviers qui, à marée haute, paraissent croître en pleine mer. Pas une rade abritée ne se trouve dans toute l'étendue de cette côte difficilement abordable. Le port de Cayenne est le seul qui puisse recevoir des navires de quelque importance, et encore sont-ils obligés, quand la mer est mauvaise, d'aller s'abriter derrière les îles du Salut.

En arrière de cette côte vaseuse et mouvante, s'étendent de vastes plaines plus ou moins inondées pendant une partie de l'année, marécageuses en tout temps, ou même formées d'un sol tourbeux mouvant. Sur ces terres basses qui se continuent insensiblement avec les vases mobiles et couvertes de palétuviers de la côte, s'élèvent de distance en distance des ondulations de terrain très irrégulièrement disposées. Les terres basses alluvionnaires s'étendent tout le long de la côte sur une largeur de deux à trois ou cinq lieues, les parties les plus larges répondant au cours des rivières qui ont formé ces terrains.

Au delà de cette zone alluvionnaire, le sol s'élève assez brusquement et forme un vaste plateau, de deux à trois lieues d'épaisseur, entrecoupé de collines et de parties basses souvent inondées. C'est la région des savanes, vastes prairies coupées de bouquets de bois, marécageuses et

une population de 25 millions d'habitants avec autant de têtes de bétail ».
H. COUDREAU. *De l'Émigration européenne dans les prairies de la Guyane.*
In *Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris*. Tome VII
1884-85, 3^e fascicule, p. 265.

même mouvantes en bien des points où on leur donne le nom de *pripri*; ailleurs, desséchées et couvertes de palmiers pinots, qui leur ont fait donner le nom de *pinotières*.

Au-delà de la région des savanes, le sol s'élève encore et se couvre de forêts inextricables, sur une étendue encore indéterminée. Les forêts paraissent couvrir toute la région montagneuse dans laquelle prennent naissance les fleuves de la Guyane et les affluents de l'Amazonie. Au milieu de ces forêts se trouvent quelques clairières ou savanes assez semblables à celles dont nous avons parlé plus haut, sèches ou marécageuses, et répondant probablement aux parties les moins fertiles du sol. C'est dans la zone des forêts que se trouvent tous les placers aurifères aujourd'hui en exploitation.

La configuration du sol est la même dans toute la région contestée, mais la côte y est encore plus mobile. Des îles se forment et se réunissent à la terre ferme ou bien sont lentement redissoutes par les eaux; des caps s'avancent en mer, puis sont déprimés; des embouchures de rivières se ferment pour aller se former ailleurs; des lacs se creusent ou se dessèchent sur une étendue considérable; derrière cette zone en quelque sorte mobile, se trouvent encore les savanes avec leurs bouquets d'arbres et les grandes forêts impénétrables et inexplorables, elles-mêmes coupées de vastes et magnifiques savanes dont quelques-unes commencent à être colonisées par les Européens.

Le tableau suivant tracé par M. Coudreau ne sera pas déplacé ici, parce qu'il donne une excellente idée des forêts et des savanes de la Guyane : « Dans les profondeurs de cette immense forêt vierge qu'on appelle l'Amérique équatoriale, au sein de cette région des ombrages éternels, où la chaleur humide compose et décompose incessamment mille espèces végétales et animales inconnues, le voyageur étonné arrive parfois, après que les heures ont succédé aux heures dans son voyage, à de grandes étendues gazonnées, vides d'arbres, pleines de brise, de lumière et d'horizon. C'est la Prairie. La terre y est sèche et rocailleuse, la nuit presque froide, le soleil de midi très chaud. Des broussailles qui vivent çà et là, des palmiers qui se sont mis en rang sur les bords des ruisseaux, de hautes montagnes boisées dont les lignes bleuâtres estompent l'horizon lointain, de majestueuses roches nues, noires et brûlantes sous le ciel en-

flammé : toutes ces beautés reposent l'œil du voyageur, fatigué de cet interminable bois obscur, puant, monotone et triste qui pesait si lourdement sur la respiration et la pensée. Il faut avoir marché des jours après des jours, des semaines après des semaines, des mois après des mois, dans le sentier douteux de l'Indien, au sein des profondeurs mystérieuses des forêts de la Guyane, pour comprendre la différence inexprimable qui existe entre ces deux mondes si voisins, celui de la Prairie et celui de la Forêt. Le soleil et la lumière réjouissent le cœur de l'homme. Mais comment dépeindre la tristesse qui nous envahit dans ces grands bois sinistres, muets le jour et horriblement bruyants la nuit, que le soleil n'a jamais pénétrés, où les sentiers sont des coups de sabre donnés dans les arbres, où l'on marche vite, courant derrière ses guides eux-mêmes assombris, étant comme un vaincu et un prisonnier entre les rangs pressés de l'armée immobile et innombrable des géants végétaux ? Jamais mes sauvages n'entraient dans la prairie sans pousser des cris de joie, sans entonner quelque chant mystique de reconnaissance et d'allégresse¹. »

Prairies et forêts coupées d'innombrables cours d'eau, les unes et les autres en grande partie inondées et marécageuses, telle est la caractéristique de la Guyane au point de vue de la nature du sol.

Climat. — Pluies abondantes et humidité excessive avec une température qui ne descend jamais au-dessous de 18 degrés, mais qui se maintient presque toujours entre 25 et 32 degrés, telle est sa caractéristique au point de vue de la climatologie.

Fleuves et rivières. — Les cours d'eau qui arrosent la Guyane sont véritablement innombrables. Vingt-deux fleuves se jettent à la mer le long des 125 lieues que mesure la côte entre le Maroni et l'Oyapock. La plupart des fleuves naissent d'un massif montagneux situé dans le sud-est de la Guyane et qui s'élève graduellement jusqu'à la chaîne des monts Tumuc-Humac dans lesquels le Maroni, l'Oyapock et d'importants affluents de l'Amazone prennent leur source. Toute cette région montagneuse est encore fort peu connue

1. H. COUDREAU, *De l'émigration européenne dans les prairies de la Guyane*, in *Bullet. de la Société de Géograph. commerciale de Paris*, t. VII, 1884-85, p. 269.

malgré les deux magnifiques voyages du docteur Crevaux¹.

Tous les fleuves de la Guyane sont remarquables par le nombre considérable d'affluents qu'ils reçoivent, affluents enchevêtrés les uns dans les autres, souvent réunis en un réseau inextricable de voies fluviales qui couvrent le pays, lui créant des moyens commodes de communication et des canaux d'arrosement toujours pleins, souvent débordés et confondus alors les uns avec les autres.

Parmi les fleuves les plus importants sont, du nord au sud : le Maroni, le Mana, le Sinnamary, le Kourou, le Cayenne, l'Approuague et l'Oyapock.

Le *Maroni* forme, ainsi que nous l'avons dit, la limite de séparation entre la Guyane hollandaise et la Guyane française. Il prend sa source dans la chaîne des Tumuc-Humac, par deux affluents principaux, la Tapanahoni et l'Awa, sur le territoire des Indiens Roucouyennes. Au niveau de la ligne de séparation des eaux il communique, dit-on, avec l'Yari, affluent de l'Amazone qui descend sur le versant sud des monts Tumuc-Humac. L'embouchure du Maroni est obstruée en partie par des bancs de sable vaseux ; elle est cependant pénétrable pour les navires d'un assez fort tonnage, qui peuvent remonter le fleuve jusqu'au saut Hermina qui est à une distance d'environ quinze lieues dans l'intérieur des terres. Au delà de ce premier barrage, le Maroni offre sur toute son étendue et sur celle de ses affluents une série assez nombreuse d'autres obstacles de même nature ; mais entre les sauts se trouvent des biefs navigables. C'est dans la partie inférieure du Maroni que se trouvent actuellement les établissements pénitentiaires les plus importants de la Guyane.

Le *Mana*, qui débouche dans l'Océan à peu de distance au sud du Maroni, prend sa source dans les monts Magnétiques, sur le territoire des Indiens Émerillons. Son bassin est sé-

1. En 1877, le docteur Crevaux remonta le Maroni jusqu'à sa source dans les monts Tumuc-Humac ; puis, ayant traversé la ligne de séparation des eaux formée par cette chaîne, il descendit jusqu'à l'Amazone par un des affluents de ce fleuve, l'Yari. Dans un second voyage, en 1878, il remonta l'Oyapock jusqu'à sa source, et redescendit vers l'Amazone par un autre de ses affluents, le Parou. Voy., pour les voyages du docteur Crevaux, les mémoires suivants qu'il a publiés : *De Cayenne aux Andes*, in *Bull. de la Soc. de Géographie*, 1880, et *Tour du Monde*, 1881. — *Voyage en Guyane en 1877*, in *Bull. de la Soc. de Géogr.*, nov. 1878. — *Fleuves de l'Amérique du Sud*, 1883.

paré de celui du Maroni par une chaîne de montagnes peu élevées dans lesquelles se trouvent des placers aurifères importants. Le Mana peut recevoir d'assez grands bâtiments jusqu'à 15 ou 25 kilomètres de son embouchure; il est navigable pour les petits navires jusqu'à 60 kilomètres; en ce point, il offre ses premiers barrages; ceux-ci se succèdent ensuite en grand nombre jusqu'à la source du fleuve et de ses affluents supérieurs. La longueur totale de son cours est d'environ 200 kilomètres.

Le *Sinnamary* naît dans le même massif montagneux que le Mana. Il n'est navigable que pour les petits navires et sur une faible étendue. La longueur totale de son cours est d'environ 250 kilomètres.

Le *Cayenne* se déverse dans l'Océan auprès de la ville et au fond de la rade qui portent ce nom. Il contribue à former l'île de Cayenne qu'il limite au nord-ouest. Son cours n'a pas plus de 70 kilomètres d'étendue; il naît des premiers contreforts du massif montagneux dont nous avons parlé plus haut. Il n'est navigable que pour les petits navires et sur une faible étendue. L'île de Cayenne qu'il limite au nord-ouest est bornée au sud-est par le petit fleuve Mahury dans lequel se jette l'Oyac. Le Mahury est relié au Cayenne par une petite rivière qui limite l'île de Cayenne au sud-ouest et qui a reçu le nom de rivière « du Tour de l'île ». L'île de Cayenne ainsi bornée a une longueur du nord au sud d'environ 40 kilomètres et une largeur d'une trentaine de kilomètres: sa superficie totale peut être évaluée à 120 ou 130 kilomètres carrés.

L'*Approuague* se jette dans l'Océan au sud-est de Cayenne. Il prend sa source dans les montagnes de Toucouchis qu'habitent les Indiens Émerillons et où existent des placers aurifères. La longueur de son cours est d'environ 150 kilomètres. Il n'est navigable que sur une faible étendue, par les petits navires seulement, et son embouchure est obstruée par des bancs de vase sablonneux.

L'*Oyapock* débouche au sud-est du précédent: il sert de frontière entre le territoire de la Guyane proprement dite et le territoire contesté. Il naît dans la chaîne des monts Tumuc-Humac. Son cours a une longueur d'environ 300 kilomètres: il est obstrué sur la majeure partie de son étendue par des roches qui en rendent la navigation extrêmement difficile, même pour les pirogues.

Les indigènes de la Guyane sont des Indiens à mœurs très primitives, appartenant à plusieurs tribus. Sur les côtes habite la tribu des Galibis qui ne compte plus que six ou sept mille individus. Dans l'intérieur vivent d'autres tribus peu différentes, mais avec lesquelles nous n'avons à peu près aucun rapport, les Roucouyennes dans les monts Tumuc-Humac, les Émerillons entre le Maroni et l'Approuague, les Oyampis sur la rive droite du Haut-Oyapock, etc. Ces tribus vivent dans un état à peu près absolu de sauvagerie, n'ayant que des habitations très rudimentaires et se nourrissant de manioc. Toutes sont fétichistes; chez toutes, la femme vit dans un état d'infériorité qui la fait véritablement l'esclave de la famille.

2. — *Productions de la Guyane.*

Les conditions physiques et climatologiques que nous venons d'exposer font de la Guyane l'un des pays les plus fertiles et les plus propres à tous les genres de culture qu'il y ait au monde. Les terres basses conviennent admirablement aux cultures vivrières et industrielles, particulièrement à celle de la canne à sucre qui a donné jadis d'excellents résultats. Les savanes pourraient nourrir des millions de têtes de bétail : bœufs, moutons, chevaux, chèvres, etc. Les forêts contiennent une énorme quantité d'arbres très propres à l'ébénisterie, à la menuiserie, à la charpente, aux constructions navales. Nous ne parlons pas des mines d'or que nous considérons comme l'une des moindres richesses de notre colonie américaine.

Malgré des conditions si favorables, la Guyane ne compte actuellement pas plus de 20 000 habitants, et son histoire est la plus lamentable qu'il soit possible d'imaginer¹. Après

1. TABLEAU DE LA POPULATION DE LA GUYANE EN 1883.

DÉSIGNATION DES COMMUNES.	GARÇONS et HOMMES.	FILLES et FEMMES.	TOTAUX.
Commune de Cayenne.	4,346	4,109	8,455
Communes rurales de la Guyane.	6,176	5,653	11,829
Totaux.	10,522	9,762	20,284

avoir indiqué les grands traits de cette douloureuse épopée, nous devons nous préoccuper de rechercher les motifs auxquels il faut attribuer les insuccès répétés et toujours suivis qui ont marqué toutes les tentatives d'établissement faites par la France à la Guyane.

8. — *La Colonisation de la Guyane avant 1852.*

Découverte en 1500 par Vincent Pinçon, la Guyane ne tarda pas à être, à la fois, l'un des centres d'attraction les plus puissants qui aient agi sur l'Europe et l'un de ceux

POPULATION DE LA COMMUNE DE CAYENNE EN 1883.

DÉSIGNATION DE LA POPULATION.	GARÇONS et HOMMES.	FILLES et FEMMES.	TOTAUX.
Population indigène.	3,568	3,922	7,490
— blanche française. . .	53	10	63
— blanche (fonctionn ^{res}) . .	172	70	242
— anglaise.	130	12	142
— américaine.	3	2	5
— brésilienne.	105	8	113
— hollandaise.	105	65	170
— chinoise.	210	20	230
Totaux.	4,336	4,109	8,455

POPULATION DES COMMUNES RURALES DE LA GUYANE EN 1883.

DÉSIGNATION DES COMMUNES.	GARÇONS et HOMMES.	FILLES et FEMMES.	TOTAUX.
Oyapock.	383	372	755
Kaw-Approuague	805	849	1,654
Ile de Cayenne, tour de l'île. .	766	860	1,626
Roura.	664	490	1,154
Tonnégrande-Montsinéry. . . .	528	440	968
Macouria	424	365	789
Kourou.	396	425	821
Sinnamary-Iracoubo	1,295	1,099	2,394
Mana.	915	753	1,668
Totaux.	6,176	5,653	11,829

qui ont dévoré le plus d'Européens. Les premiers voyageurs, ayant sans doute entendu parler des mines d'or de la Guyane, et peut-être ayant mis la main sur une certaine quantité du précieux métal, la Guyane devint l'Eldorado rêvé par tous les chercheurs d'aventures et de fortunes à gagner sans travail. On croyait couramment à l'existence, dans l'intérieur de la Guyane, d'un lac Parime, sur les bords duquel était bâtie une ville, Manoa del Dorado, à palais couverts d'or. De 1500 à 1600, nombre d'aventuriers abordèrent sur les côtes de la Guyane, à la recherche du lac, de la ville et de l'or, sans jamais découvrir autre chose que la mort. Le premier de ces aventuriers dont l'histoire ait conservé le souvenir exact, est un sieur de la Ravardière, gentilhomme gascon : vers 1604, il fonda à la Guyane, dans l'île de Cayenne, à la montagne des Tigres, la première colonie française vraiment digne de ce nom ; celle-ci fut massacrée par les Indiens.

Jusqu'en 1633, plusieurs nouvelles tentatives sont faites par des marchands de Rouen. En 1633, il existe à la Guyane environ 200 colons français. En 1635, les Anglais qui visitent notre colonie n'y trouvent plus personne ; ils s'établissent d'abord dans l'île de Cayenne, mais ils ne tardent pas à l'abandonner. En 1643, une nouvelle colonie rouennaise, composée de 300 individus conduits par un sieur Poncet de Brétigny, fond comme la première sous les coups de la fièvre et des Indiens, aidés par les querelles intestines. En 1654, il se forme à Paris, une « Compagnie de la France équinoxiale », ayant à sa tête quelques seigneurs besoigneux, parmi lesquels un sieur Royville, qui fut assassiné en mer par un des associés, un abbé de Marivault, qui était la forte tête de l'expédition. Celle-ci était composée de 800 hommes ; mais elle n'avait pour toutes finances que 8000 écus péniblement recueillis. A peine débarqués, les colons se livrent contre les Indiens à toutes les exactions imaginables : ils volent les femmes, les troupeaux et les vivres, battent les indigènes, s'entre-tuent ensuite, et finalement sont massacrés par les Indiens. Après ce désastre, les colons hollandais de Surinam envoient à Cayenne quelques centaines de Juifs qui s'y maintiennent jusqu'en 1663, sous la direction d'un certain Sprenger. A cette époque, une nouvelle société se forme en France sous l'impulsion d'un certain de La Barre, qui chasse les Juifs hollandais, mais laisse périr misérablement, en une seule

année, les mille individus qu'il a conduits à la Guyane. Cela n'empêche pas Colbert de mettre, un an plus tard, le sieur de La Barre à la tête d'une nouvelle société décorée du nom de « Compagnie royale des Indes occidentales ». Ce nouvelessai réussit d'abord assez bien, et en 1667 Cayenne était un assez gros village; mais, attaquée par des pirates et n'ayant pas assez de revenus propres pour vivre sans les secours continus de la mère patrie, la colonie ne tarda pas à s'effondrer comme les précédentes.

En 1674, Colbert, ayant fait passer toutes les colonies entre les mains de l'autorité royale, tente à la Guyane un nouvel effort. Il fait explorer le pays, y introduit des travailleurs noirs achetés sur la côte du golfe de Guinée et favorise puissamment les essais de colonisation des jésuites à l'embouchure du Kourou et sur les bords de l'Oyapock. Cette période de l'histoire de la Guyane est la seule qui puisse être considérée comme ayant été marquée par une certaine prospérité. En 1716, la culture du café est introduite à Cayenne; en 1730, on y commence celle du cacao. En 1764, la colonie est prospère. Les jésuites avaient attiré dans leurs concessions plus de 10 000 individus qui se livraient aux durs travaux de la colonisation. En 1764, les jésuites sont expulsés; leurs cultures ne tardent pas à revenir à l'état de broussailles, et la colonie de l'île de Cayenne reste seule debout. A cette époque, la colonie comptait, dit-on, plus de 10 000 individus occupés sur les établissements ou « Réductions » des jésuites, environ 5000 esclaves noirs, 2000 mulâtres et 1200 colons blancs. Son exportation atteignait le chiffre de un million de livres.

L'arrêt de la colonisation qui se produisit alors peut, sans aucun doute, être attribué à l'expulsion des jésuites; mais un autre événement y contribua dans une mesure très importante. Nous voulons parler de la triste expédition de Kourou, en 1763. La paix avait mis sur les bras de l'administration un nombre considérable de soldats aventuriers dont on ne savait que faire. On eut la malencontreuse idée de les envoyer coloniser la Guyane. Plus de 14 000 hommes furent recrutés sous la haute direction du chevalier Turgot, frère du ministre, et expédiés en hâte à la Guyane. On s'établit à l'embouchure du Kourou, on répartit des terres aux travailleurs, on traça le plan d'une ville, on commença la construction de quelques maisons, et pendant quelques

mois tout alla pour le mieux. « J'ai vu ce désert, dit un témoin, aussi fréquenté que les jardins du Palais-Royal ; des dames à robe traînante et des messieurs marchaient d'un pas léger jusqu'à l'anse, et Kourou offrit pendant un mois le coup d'œil le plus galant et le plus magnifique. » Les colons étant de mœurs faciles, la vie ne pouvait manquer d'être fort gaie, mais bientôt la maladie s'en mêla ; les vivres devinrent d'autant plus rares que personne ne travaillait ; à la fin de l'année 1764, il ne restait plus aucun des 12 à 14 000 colons qui, moins d'un an auparavant, avaient débarqué sur les rives du Kourou. Les derniers survivants, atteints du typhus, avaient été expédiés aux îles du Salut pour y mourir. En 1766, nouvelle tentative organisée par Praslin, nouvel échec semblable aux précédents.

Ces échecs répétés et si douloureux ne pouvaient manquer d'avoir en France un retentissement fatal à notre colonie américaine. Celle-ci cependant n'était pas aussi basse qu'on pourrait être tenté de le croire. En 1789, elle comptait encore un grand nombre de travailleurs noirs, plus de 10 000, disent quelques auteurs, et le nombre des colons européens établis à Cayenne était d'environ 2000 ; on évaluait à près de deux millions de livres la valeur des exportations de la colonie. L'émancipation des esclaves, d'abord, puis les déportations politiques, portèrent à la Guyane un coup fatal, en la privant de ses travailleurs et en lui créant en France une réputation d'insalubrité qui n'était que trop justifiée par les innombrables victimes qu'elle faisait.

Depuis le commencement de ce siècle, plusieurs tentatives de colonisation officielle ont été faites à la Guyane ; toutes ont eu le même but, toutes ont piteusement échoué. En 1821, c'est Laussal qui tente d'établir une ferme modèle avec des Américains du nord, mais il fait cet essai dans l'intérieur des terres, sur la petite rivière de Passoura, affluent du Kourou ; l'éloignement de tout centre de communication fait misérablement échouer cet essai. Un peu plus tard, c'est le baron Milius qui tente de fonder, également dans l'intérieur, à 60 kilomètres de la mer, sur les bords du Mana, une colonie recrutée parmi les filles publiques et les récidivistes de nos grandes villes ; il n'aboutit qu'à créer une Sodôme bientôt anéantie par sa paresse et ses vices. En 1824, une colonie de familles jurassiennes est établie près

de l'embouchure du Mana; elle ne tarde pas à être rapatriée après un insuccès non douteux. De 1828 à 1847, une religieuse, de l'ordre des sœurs de Saint-Joseph de Cluny, obtient quelques succès sur les bords du Mana à l'aide du système de colonisation déjà employé par les jésuites. Mais l'ensemble de la colonie ne fait que vivre péniblement. En 1848, la loi relative à l'émancipation des esclaves porte à notre colonie de la Guyane un coup dont ni l'immigration africaine, d'ailleurs supprimée en 1859, ni l'immigration indienne n'ont pu la guérir entièrement.

4. — *La Colonisation pénitentiaire.*

En 1852, l'empereur Napoléon III tenta de la relever en y faisant de la colonisation pénale, mais cette tentative fut peut-être la plus triste, par ses résultats, de toutes celles qui ont été tentées depuis trois siècles sur cette terre. De 1852 à 1864, époque à laquelle on a cessé d'envoyer à la Guyane des condamnés européens, notre colonie américaine a dévoré presque tous les transportés de race blanche qui lui ont été confiés et toutes les tentatives de colonisation pénale qui ont été faites avec les criminels de cette race ont piteusement échoué. Ainsi que nous le verrons plus bas, les transportés de couleur ont un peu mieux réussi. Au 31 décembre 1856, les navires de notre marine de guerre avaient débarqué aux îles du Salut 6915 transportés; sur ce nombre, 2500 avaient déjà succombé. Près d'un millier de ces morts étaient dues à la fièvre jaune, dont l'apparition à la Guyane est très fréquente, chaque épidémie occasionnant des pertes énormes d'hommes.

Iles du Salut. — Elles étaient le dépôt de la transportation. Malgré leur situation favorable et leur salubrité relative, la mortalité y fut parfois effrayante. En 1855, elle atteignit la proportion de 36 pour 100 des individus existant dans ces îles.

La Montagne d'Argent. — L'un des premiers établissements dans lesquels on tenta de soumettre les transportés aux travaux agricoles, ce fut la Montagne d'Argent, localité située près de l'Océan, au sud de l'Approuague; en 1853, la mortalité annuelle y fut de 33,3 pour 100; en 1854, elle descendit

à 21,3 pour 100, mais en 1856 elle s'éleva à la proportion de

MOUVEMENT DE L'EFFECTIF DES TRANSPORTÉS A LA GUYANE FRANÇAISE
DEPUIS 1852 JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1882

		HOMMES.	FEMMES.
Depuis le début il a été transporté à la Guyane :			
Forçats de race blanche.		17,134	"
Forçats d'origine asiatique, africaine ou polynésienne.		2,183	"
Réclusionnaires coloniaux.		717	"
Repris de justice.		2,816	"
Condamnés politiques.		329	"
Étrangers expulsés (Européens).		8	"
Transportés volontaires.		9	"
Convois de femmes provenant des maisons centrales.		"	463
		23,196	463
		23,659	
A retrancher :			
Libérés rapatriés :	Forçats et réclusionnaires.	1,888	3,728
	Repris de justice.	1,259	
	Poli- { Revenus en		
	tiques. { France.	157	
	{ Partis pour		
	{ l'étranger.	15	
	Forçats partis pour l'étranger.	383	
	Étrangers expulsés.	4	
Décédés	Transportés volontaires.	2	11,939
	Repris de justice partis pour l'étranger	10	
	Par maladies.	11,363	
	Par accidents.	576	
En résidence volontaire à la Guyane :	Forçats libérés.	1,360	1,633
	Politiques amnistiés	18	
	Réclusionnaires.	183	
	Repris de justice.	67	
	Transportés volontaires.	5	
Évadés ou disparus.		"	2,967
Effectif au 31 décembre 1882.		3,392	
Hommes.		3,250	
Femmes.		142	
Total.		3,392	

63,3 pour 100. Il est vrai que, malgré son altitude au-dessus du niveau de la mer (96 mètres), la Montagne d'Argent est une station très défavorable; à l'est, c'est-à-dire au vent, se trouvent de vastes marais plus bas que le niveau de la mer et s'étendant sur une trentaine de kilomètres. A la Montagne d'Argent, on cultivait le café, qui y vient d'excellente qualité. La mortalité causée par les fièvres paludéennes, auxquelles s'ajouta en 1856 la fièvre jaune, diminua graduellement à mesure que le défrichement augmentait: mais, en 1860, elle s'élevait encore à la proportion énorme de 11,5 pour 100. Au commencement de 1865, on commença l'évacuation de cet établissement; en 1867, il n'y restait plus que le cimetière où s'étaient entassées les victimes de l'impaludisme.

Saint-Georges. — Un autre établissement pénitentiaire fut fondé, dès 1853, sur la rive gauche de l'Oyapock, à 40 kilomètres de l'embouchure de ce fleuve, dans une localité nommée Saint-Georges, où l'État acheta une propriété établie par un particulier. Le terrain sur lequel furent bâtis les logements est élevé de trois mètres au-dessus du niveau de la mer, mais il est entouré de marais. A Saint-Georges on fit des essais de culture de caféier et de citronnier. La prise de possession de l'établissement eut lieu au mois d'août 1853. « Des bâtisses furent rapidement construites et purent recevoir 248 hommes. Du 23 avril 1843 au 1^{er} mars 1884, c'est-à-dire en 10 mois et 7 jours, 101 transportés européens furent enlevés par la fièvre paludéenne. La plus grande partie de ceux qui survivaient, en proie à des fièvres rebelles et incapables de tout travail, furent évacués sur les îles du Salut. En présence de cette effrayante mortalité, on décida que les nègres condamnés venus des Antilles seraient seuls envoyés à Saint-Georges. Le personnel libre européen n'était pas plus épargné que le personnel transporté; les fonctionnaires du pénitencier furent choisis de préférence parmi les hommes de couleur. Dans le courant de 1854, l'effectif du personnel transporté se composa de 185 individus qui tous, sauf 33, étaient de race africaine. Les 33 Européens succombèrent presque tous dans le courant de l'année. En 1855 et 1856, les nègres seuls restèrent sur l'établissement. Aussi la mortalité de ces deux années n'est-elle pas comparable à celle des années précédentes. De plus, Saint-Georges fut épargné par

la fièvre jaune qui, en 1855 et 1856, ravagea les autres pénitenciers.

« En 1853, un effectif de 248 transportés européens a fourni, à Saint-Georges, 76 décès dans moins de huit mois et demi. C'est une proportion de 30,6 pour 100. La mortalité annuelle serait de 43,2 pour 100 et la durée de la vie probable, de 1 an, 2 mois et 19 jours. En 1854, la proportion des décès tombe à 21,6 pour 100 (21,5 d'après les documents officiels). Encore faut-il remarquer que la plupart des 40 décès observés pendant cette année-là ont été fournis par les 33 Européens qui restaient de l'année précédente. En 1855 et 1856, l'effectif est exclusivement composé de nègres, la mortalité tombe à 5,0 et 2,5 pour 100, soit une moyenne de 3,75 pour 100, ce qui donne à la vie probable de l'individu une durée de 18 ans, 1 mois et 16 jours. C'est là un exemple frappant de l'inégale aptitude des différentes races à vivre dans un milieu paludéen. Là où la vie probable de l'Européen est de 1 an, 2 mois et 19 jours, la vie probable du nègre est de 18 ans, 1 mois et 16 jours¹. » Saint-Georges fut définitivement supprimé en 1865.

La Trinité. — Les établissements pénitenciers fondés dès 1854 sur les bords de la rivière de la Comté (autrefois rivière d'Oyac) n'eurent pas plus de succès que les précédents. Il est vrai que la région dans laquelle ils furent fondés passe pour être l'une des plus malsaines de la colonie. Elle est abritée, en effet, des vents de mer par un massif de collines atteignant jusqu'à trois ou quatre cents mètres de haut ; la plaine située au pied de ces collines est formée d'un sol argileux, impénétrable à l'eau qui, chaque nuit, se dégage en brouillards épais ; ceux-ci couvrent chaque matin la vallée et ne se dissipent qu'après 3 ou 4 heures de soleil. Des forêts épaisses couvrent le terrain.

Sainte-Marie. — Le premier établissement dit de Sainte-Marie fut fondé sur la place d'une ancienne culture abandonnée depuis longtemps et déjà couverte d'arbres. Du mois de juillet au mois de décembre 1854, il y fut envoyé 149 hommes, dont 69 libérés. Ces hommes « furent employés,

1. Voyez ORGEAS, *La Colonisation de la Guyane par la transportation*, p. 35. Ce mémoire, plein de documents du plus haut intérêt, a été fait à l'aide des rapports officiels des médecins de notre marine de guerre. L'auteur appartient lui-même au corps de notre médecine navale et son travail a été d'abord publié dans les *Archives de médecine navale*, en 1883.

concurrentement avec des nègres, à abattre la forêt. A la fin de décembre, 81 avaient été atteints de fièvre et 6 avaient succombé.

« En 1855, 439 transportés composent l'effectif; ils fournissent 100 décès, dont 26 étaient dus à la fièvre jaune et 74 à l'intoxication paludéenne. Mais, sur 51 malades évacués de Sainte-Marie sur Cayenne et les Iles-du-Salut, 34 succombèrent, ce qui éleva le total réel des décès de Sainte-Marie à 134. Si l'on déduit de ce nombre les 26 décès causés par la fièvre jaune et si, d'autre part, on tient compte des 25 décès par suite de fièvre paludéenne fournis par les 51 malades évacués (les 9 autres décès n'ont pas été la suite des maladies contractées à Sainte-Marie) on arrive au total de 99 décès, dus uniquement à l'empoisonnement tellurique. C'est une proportion de 22,5 pour 100.

« En 1856, les transportés de Sainte-Marie furent occupés, comme en 1855, à construire des logements, à faire des abatis et à tracer un chemin de Sainte-Marie au plateau Saint-Louis. L'effectif du pénitencier se composait de 634 hommes, parmi lesquels 148 succombèrent, à savoir : 32 à la fièvre jaune et 116 à l'intoxication maremnotique. Encore faut-il remarquer que la plupart des hommes qui furent enlevés par la fièvre jaune en 1855 et 1856 étaient atteints, à des degrés divers, de fièvres intermittentes auxquelles ils auraient infailliblement succombé. La mortalité, à Sainte-Marie, fut de 22,9 pour 100 en 1857 et de 25,4 pour 100 en 1859. »

Saint-Augustin. — « Au mois de mai 1855, un nouvel établissement destiné à recevoir les libérés fut créé à la Comté, sous le nom de Saint-Augustin, attendu; disaient les considérants de la décision insérée au Bulletin officiel de la Guyane, que cet établissement est formé par des hommes ayant donné des garanties premières de leur repentir. Saint-Augustin était situé à 4 kilomètres au-dessous de Sainte-Marie, sur la rive droite de la Comté et sur l'emplacement de l'ancienne habitation Power, où l'on cultivait autrefois la canne et le girofle. Les mêmes causes qui avaient amené la ruine de l'habitation où fut fondé l'établissement de Sainte-Marie avaient depuis longtemps fait abandonner les cultures à Saint-Augustin. L'habitation fut achetée aux héritiers Power. Les logements étaient construits au sommet d'une colline élevée de 37 mètres au-dessus du niveau de la rivière. L'an-

née fut employée à bâtir des cases. Les premiers travaux furent exécutés par des transportés qui, le matin, partaient de Sainte-Marie et y revenaient le soir. Quelques-uns seulement habitèrent Saint-Augustin en 1855. Les malades furent traités à Sainte-Marie jusqu'au 1^{er} janvier 1856, époque où fut ouvert l'hôpital de Saint-Augustin.

« Le sol de cet établissement ne diffère pas de celui de Sainte-Marie; ce sont des terres hautes entrecoupées de terres basses, foyers d'émanations fébrigènes. Saint-Augustin était plus qu'un pénitencier; on avait commencé sur cet établissement l'œuvre de colonisation que l'on devait continuer plus tard au Maroni. Des terrains furent concédés aux transportés libérés et aux transportés en cours de peine les plus méritants. Chacun préparait le terrain qui lui était attribué. Il défrichait et devait se bâtir un logement. Trois ou quatre parvinrent à s'élever une case et à planter un petit jardin. Mais ce travail était à peine fini que la fièvre se déclara; sous le choc des accès répétés, leurs forces s'épuisèrent; ils tombèrent dans l'état de décomposition du sang qui constitue la cachexie paludéenne. Dans l'espace d'un mois, du 15 août au 15 septembre 1855, onze décès eurent lieu : un par suite de fièvre jaune et 10 par suite de fièvres pernicieuses à forme comateuse ou adynamique.

« Voici de quelle manière M. le médecin en chef A. Saint-Pair, dans son rapport du troisième trimestre de 1855, résumait la situation de l'établissement de Saint-Augustin au mois d'octobre : « Les libérés sont dans un véritable état de prostration. L'intoxication paludéenne n'a épargné personne. Si l'on veut soustraire ce personnel à une mort prochaine, il est indispensable d'en évacuer la plus grande partie sur un établissement insulaire. Déjà une quinzaine d'hommes atteints d'une hydropisie générale sont dans un état désespéré. Ceux qui ne sont pas encore arrivés à cette période y seront inévitablement conduits en peu de temps. Le personnel doit être constamment renouvelé; ce n'est qu'à cette condition que les Européens peuvent résister à Saint-Augustin. Un séjour définitif y est impossible, je ne dis pas avec l'intégrité de la santé, mais avec la conservation de la vie. » D'après ces indications, l'ordre fut donné d'évacuer les libérés fébricitants sur les îles du Salut. Toutes les concessions furent abandonnées par suite de l'incapacité de travail où se trouvait tout le personnel. Les transportés qui

survécurent furent évacués de la Comté dans les premiers mois de l'année 1856. On voulut nommer d'autres concessionnaires pour remplacer les premiers, mais libérés et forçats refusèrent les concessions qu'on leur offrait. Ils ne voulurent pas accepter de devenir propriétaires. Ils sentaient, dit M. A. Saint-Pair, leur impuissance à mettre en valeur le sol qu'on voulait leur donner.

« En 1856, la destination de Saint-Augustin fut changée. Des transportés de la première catégorie vinrent occuper l'établissement, qui se trouva ainsi converti en pénitencier, mais les résultats ne furent pas meilleurs au point de vue sanitaire. La fièvre jaune vint s'ajouter à l'empoisonnement maremnotique et près de la moitié de l'effectif succomba sous ce double fléau. Un effectif de 317 hommes fournit 140 décès, dont 105 par suite de fièvre jaune et 35 par suite de maladies diverses. C'est une proportion de 41 pour 100.

Saint-Philippe. — « Dans le second semestre de l'année 1856, un nouveau pénitencier fut établi, sous le nom de Saint-Philippe, sur l'ancienne habitation Fleury, située à 800 mètres au-dessus de Sainte-Marie sur la rive droite de la Comté. Saint-Philippe n'était pas plus salubre que Sainte-Marie, dont il n'était séparé que par une crique et un marais. Les logements étaient bâtis sur un relief de terrain, élevé de 14 mètres au-dessus du niveau de la mer et qui va en s'inclinant en pente douce jusqu'à 4 ou 5 mètres au-dessus du niveau de la rivière. Le sol adjacent, composé d'une argile rouge et compacte, était entièrement couvert de grands bois et privé de la propriété d'absorber l'eau. Ce pénitencier ne fut occupé que pendant le dernier trimestre de l'année 1856 et le premier trimestre de l'année 1857. Les transportés furent évacués sur Sainte-Marie.

Saint-Louis. — « Dans le sud-est de Sainte-Marie, à une distance de 8 kilomètres, il existe un massif montueux qui domine la Comté et sépare cette rivière de l'Orapu. Ce massif montueux présente un plateau de 20 hectares de superficie, élevé de 370 mètres au-dessus du niveau de la mer. Des logements y furent établis dans le but spécial de recevoir les convalescents de la Comté. Eu égard à l'altitude de ce lieu, on avait pensé que peut-être les miasmes des marais n'arriveraient pas à cette hauteur. Des transportés arrivant de France et n'ayant séjourné dans aucun autre pénitencier y furent envoyés et ne tardèrent pas à être atteints de fiè-

vres intermittentes. Ce plateau est exposé à des pluies torrentielles, à une ventilation active et à une extrême humidité. Ces conditions climatiques y rendirent la dysenterie très fréquente. Les fièvres intermittentes y étaient un peu moins intenses et moins graves que sur les bords de la Comté. Le plateau Saint-Louis fut occupé pendant les trois derniers mois de l'année 1856. Il fut abandonné au mois d'avril 1857.

« Au mois de juin 1859, l'évacuation des pénitenciers de la Comté fut demandée au ministère. En attendant la réponse, on commença à évacuer Saint-Augustin sur Sainte-Marie, afin de concentrer les deux pénitenciers en un seul. Ce n'est qu'à la fin de l'année que l'évacuation des deux pénitenciers fut accordée et mise à exécution. Quoique évacué en décembre 1859, l'établissement de Sainte-Marie ne fut supprimé définitivement que par décision du 14 juin 1861. »

Le Kourou. — Les établissements pénitentiaires fondés en 1857 aux Roches de Kourou, à l'embouchure de la rivière du même nom, dans le but de fournir du bois à Cayenne et aux îles du Salut, et ceux qui furent plus tard fondés sur les bords du Maroni, ont fourni des résultats sanitaires beaucoup meilleurs. Les établissements de Kourou n'ont plus d'importance. Nous n'en parlons que pour mémoire.

Le Maroni : Saint-Laurent. — Le premier établissement du Maroni fut fondé en 1857 sur les bords de la rivière de ce nom, à 24 kilomètres environ de son embouchure, dans le point dit Pointe Bonaparte. Les premiers essais furent favorables et l'on donna, en 1858, à l'établissement, le nom de Saint-Laurent. « En 1858, un effectif moyen de 282 transportés a donné 356 entrées à l'hôpital et 20 décès. C'est une proportion de 7 pour 100. En 1859, un effectif moyen de 522 transportés a fourni 1065 entrées à l'hôpital et 132 décès. C'est une proportion de 25,2 pour 100. D'après les documents officiels, la proportion des décès en 1861 fut de 13,6 pour 100 à Saint-Laurent, mais la mortalité baissa considérablement à partir de 1861. « Dès la fin de 1858, il devint évident que c'était là surtout (au Maroni) que la colonisation pénitentiaire pouvait rencontrer des chances de succès. La localité est tellement salubre que la mortalité y varie de 1 à 2 pour 100. » Cependant la mortalité du Maroni a dépassé souvent 2 pour 100. Elle a été de 7 pour 100 en 1867, de 12,2 pour 100 en 1874, de 11,6 pour 100 en 1876, etc.

Chantiers forestiers. — Les chantiers forestiers fondés dans le haut du Maroni ont donné des résultats beaucoup moins favorables. Les plus importants furent ceux de Sparouine et de la Crique du Serpent. M. Orgeas dit de ces deux derniers qu'ils « constituèrent l'une des entreprises les plus désastreuses de l'administration pénitentiaire à la Guyane. » La mortalité y fut de 22,3 pour 100 en 1866 et de 22,9 pour 100 en 1867, sans tenir compte « des nombreux malades que l'on évacuait et qui allaient mourir ailleurs. » Le médecin en chef de la Guyane, M. Kérangal, résumait les faits principaux de l'année 1866 de la façon suivante : « De tous les chantiers, Sparouine est celui qui a le plus souffert et qui souffre le plus encore aujourd'hui. La dernière lettre qui me parvient de ce pénitencier m'annonce des pertes considérables. Lorsque nous l'avons visité, au mois d'octobre 1866, il n'y avait pas encore un an qu'il était créé, et, sur les 850 transportés qui y étaient passés depuis sa fondation (novembre 1865) et qui n'y étaient arrivés que successivement, 100 étaient morts, 119 avaient disparu (évadés ou morts dans les grands bois), 75 avaient été évacués sur l'établissement des convalescents à l'Ilet-la-Mère, 132 existaient aux hôpitaux de Saint-Louis et de Saint-Laurent, 32 étaient à l'infirmerie du Chantier et 83 étaient aux travaux légers. Nous avons ramené à Saint-Louis, le jour de notre départ, 41 malades. Par conséquent, il ne restait plus pour le chantier de Sparouine et de la Crique du Serpent que 270 hommes, et ces 270 hommes, censés valides, étaient pour la plupart profondément anémiés. »

Dans son rapport sur le premier trimestre de 1867, le même médecin écrivait : « La mortalité à la Guyane est réellement effrayante. Elle est très considérable pour les chantiers, où elle va toujours s'élevant de plus en plus, surtout à Sparouine. Sur les 208 hommes envoyés en octobre et novembre 1866, à la date du 15 février 1867, il ne restait plus que 33 hommes valides : 28 étaient morts, 43 étaient à l'hôpital, 40 étaient évadés, 31 restaient à l'infirmerie, 16 aux travaux légers et 14 exempts de service, plus 1 libéré. Ce chantier donne une idée exacte de ce que deviennent les Européens nouvellement débarqués et jetés au milieu des grands bois de la Guyane avec le peu de ressources hygiéniques qui s'y trouvent. »

La mortalité des enfants. — La mortalité des enfants est

également très considérable à la Guyane. « Sur les 379 enfants de la colonie pénitentiaire nés vivants depuis le mois d'avril 1861 jusqu'au 1^{er} janvier 1882, il y en a 238 qui sont morts à cette dernière date. C'est une proportion de 62,79 pour 100, en ne tenant pas compte des 40 enfants qui ont quitté la colonie et dont la moitié au moins a, par ce moyen, échappé à une mort certaine. Parmi les 7 enfants nés en 1861, 2 sont morts; il y en a 9 sur les 14 nés en 1862, 12 sur les 16 nés en 1864, 15 sur les 23 nés en 1865, 25 sur les 31 naissances de l'année 1866, 21 sur les 28 naissances de l'année 1868, etc. Les années les plus fortement frappées sont l'année 1872, qui, sur 11 naissances, compte 9 décès à la date du 1^{er} janvier 1882, et l'année 1874, qui, sur les 14 enfants qu'elle a vus naître, en compte 12 décédés au 1^{er} janvier 1882. Pendant l'année 1867, on a compté 26 décès d'enfants et 28 naissances seulement. Pendant l'année 1871, il y a eu 34 décès d'enfants et 32 naissances. L'année 1872 a donné 15 décès d'enfants et 11 naissances. Mais l'année la plus meurtrière pour les enfants est l'année 1874, avec 40 décès et 14 naissances seulement. En résumant toutes les données comparatives que j'ai recueillies sur la mortalité infantile, je dirai que, pendant la première année de la vie, la mortalité des enfants au Maroni a été presque deux fois plus forte que la mortalité des enfants légitimes en France; que, pour les enfants âgés de 1 à 2 ans, la mortalité au Maroni a dépassé le double de la mortalité générale (légitimes et illégitimes) des enfants du même âge en France; que, pour les enfants âgés de 2 à 3 ans, la mortalité a été dans la colonie pénitentiaire plus de trois fois plus forte que la mortalité générale des enfants du même âge en France; qu'enfin au Maroni, pour les enfants âgés de 3 à 4 ans, la mortalité a été presque le triple de la mortalité en France¹. »

TABLEAU DE LA MORTALITÉ DES TRANSPORTÉS EUROPÉENS A LA GUYANE
DE 1852 A 1864
d'après les rapports des médecins de la marine.

	1852	1853	1854	1855	1856	1857	1858	1859	1860	1861	1862	1863	1864
Proportion des décès pour 100 individus...	4,1	22,0	8,9	24,4	24,1	8,1	8,1	10,0	8,8	9,5	8,2	7,3	4,5

1. ORGEAS, *loc. cit.*, p. 100.

Quant à la cause de la mortalité si grande des enfants, elle réside particulièrement dans une anémie profonde due à l'action directe du climat sur les nouveau-nés, et, en partie, à ce que ceux-ci proviennent de parents eux-mêmes plus ou moins anémiés et envahis par l'intoxication paludéenne. Le médecin en chef, dans son rapport sur le 4^e trimestre de 1865, écrit : « Les décès des enfants nés des mariages des concessionnaires du Maroni, ont tous été déterminés par l'anémie. Il y a eu 23 naissances dans l'année, et 9 décès, dont 8 par anémie. »

De son côté le Dr Kérangal écrit, dans son rapport du 4^e trimestre 1866 : « Nous avons surtout porté notre attention sur les enfants et nous ne pouvons que répéter ce que nous avons dit les années précédentes. La plupart de ces enfants sont anémiques et ne laissent que peu d'espoir pour l'avenir. L'époque de la dentition leur est souvent fatale, et, s'ils viennent à franchir cette période critique, ce n'est que pour retomber, plus tard, dans un état anémique des plus graves. »

Voici du reste ce que dit M. Ducret, médecin de 1^{re} classe et chef du service de santé au Maroni dans un de ses rapports du 3^e trimestre : « Vers l'âge de deux ans et demi, trois ans, les enfants pâlissent, s'infiltrant, deviennent, en très peu de temps, anémiques, et meurent. Ceux qui survivent ne tardent pas à devenir la proie des fièvres intermittentes, reviennent périodiquement à l'hôpital, et il n'est pas difficile de prévoir comment ils finiront. Nous ne voulons pas dire que tous les enfants du Maroni sont dans le même état; il y a heureusement quelques exceptions; mais, en somme, cette jeune génération ne semble rien promettre de bon pour l'avenir. »

Il importe de faire remarquer que la mortalité des enfants issus de parents de couleur est beaucoup moindre que celle des enfants issus d'Européens, auxquels se rapporte ce que nous venons de dire. « Sur 353 enfants blancs nés vivants, 117 sont morts dans la première année de la vie, soit 33,14 pour 100, tandis que, sur 26 enfants appartenant aux autres races (races pures ou croisées), 4 seulement sont morts avant d'avoir un an révolu, soit 15,38 pour 100. La différence est encore bien plus forte si nous ne prenons que les enfants noirs. Sur 19 négroillons, 2 seulement sont morts dans le courant de la première année, soit 10,52 pour 100. C'est à peu

près la moyenne en France des enfants recueillis par la Société protectrice de l'enfance¹. »

Le peu de fécondité des mariages et les avortements. — A ces causes importantes d'empêchement au développement de la colonie Européenne pénitentiaire que l'on s'efforçait de fonder à la Guyane, il faut ajouter le peu de fécondité des mariages entre Européens et femmes de couleur et la fréquence des avortements chez les femmes européennes mariées à des hommes de leur race.

Le nombre des avortements des femmes européennes est véritablement effrayant. Il résulte d'un renseignement fourni au D^r Orgeas par son collègue du Maroni que, sur 33 femmes interrogées au hasard, et sans tenir compte de ce que plusieurs ont nié des grossesses que cependant elles avaient eues, 6 femmes ont eu autant d'avortements que d'accouchements à terme, et 3 ont eu 1 ou 2 avortements sans avoir jamais eu d'enfants à terme; 7 seulement ont eu des accouchements à terme sans avortement. Les avortements ont eu lieu généralement à 3 mois, à 5 mois, à 6, 7 ou même 8 mois. Ces 33 femmes ont fourni ensemble 21 avortements.

Les extraits suivants de rapports de médecins de la Guyane indiquent quelle est l'influence des maladies de ce pays sur les avortements. A ce titre ils offrent le plus grand intérêt.

« Sur 19 jeunes mariées, 16 sont venues pendant le trimestre réclamer nos soins, soit à l'hôpital, soit à l'infirmerie. Toutes sont en proie à l'intoxication paludéenne et plusieurs sont dans un état anémique assez avancé. 3 étaient enceintes de 4 à 5 mois; une a déjà avorté, et les deux autres sont dans un triste état de santé. » (Rapport du 4^e trimestre 1860.)

« Deux cas de fièvre intermittente bilieuse ont été observés dans le commencement du trimestre sur 2 femmes; chez l'une d'elles, enceinte de 4 à 5 mois, cette affection a déterminé l'avortement. » (Rapport du 1^{er} trimestre 1861.)

« Pendant ce trimestre, les femmes ont fourni 2 décès. Ces deux femmes sont mortes d'hémorrhagie utérine par suite d'avortement. » (Rapport du 4^e trimestre 1864.)

« 7 accouchements ont eu lieu pendant le 1^{er} trimestre;

1. ORGEAS, *loc. cit.*, p. 104.

3 femmes ont avorté dans les premiers mois de leur grossesse. » (Rapport du 2^e trimestre 1866.)

« Il y a eu à l'hôpital, dans le courant de ce trimestre, 5 accouchements et 4 avortements. Cette quantité considérable de fausses couches doit être attribuée à la violence anormale des fièvres qui ont régné dans le mois de juin. » (Rapport du 2^e trimestre 1867.)

« Nous avons eu à l'hôpital 7 accouchements et 3 avortements. Chez la première de ces femmes, il y a eu expulsion d'un fœtus de 2 mois. La seconde, en traitement pour un ulcère au pied, a expulsé également un fœtus de 2 mois. Chez la troisième, l'avortement est un état on pourrait dire habituel, car, de son aveu, elle n'a jamais dépassé le troisième mois, et c'est la quatrième ou cinquième fois qu'elle devient enceinte. » (Rapport du 1^{er} trimestre 1870.)

M. Orgeas ajoute à l'exposé de ces faits les observations suivantes : « C'est, en dernière analyse, à l'impureté de l'air, c'est-à-dire, à l'un des éléments constitutants du climat dans lequel a vécu la population du Maroni, que doit être attribuée la fréquence des avortements que nous avons constatée. Si quelques femmes ont avorté pendant le cours de maladies aiguës, chez le plus grand nombre l'avortement a été provoqué par l'intoxication paludéenne et ses suites, commençant à l'anémie pour aboutir à la cachexie¹. »

Les mariages entre condamnés européens et européennes offrent une stérilité véritablement remarquable, et qui joue un rôle considérable dans l'échec de la colonisation. En France, la moyenne est d'environ 3 naissances vivantes par mariage. Au Maroni, en comprenant les enfants mort-nés, « les 18 mariages de l'année 1860 ont donné une moyenne de 2,44 enfants par mariage. Cette moyenne est de 1,5 pour les 28 mariages de l'année 1862, de 2,04 pour les 24 mariages de l'année 1864, de 1,07 pour les 53 mariages de l'année 1866, de 0,87 seulement pour les 41 mariages de l'année 1868. D'une manière générale, les 418 unions conjugales du Maroni ont fourni (mort-nés compris) une moyenne d'enfants de 0,96 seulement par mariage et de 0,906 sans les mort-nés.

« Un point sur lequel l'attention doit être attirée, c'est le nombre énorme de mariages stériles : 215 mariages stériles contre 203 féconds. Que les 19 mariages contractés dans le

1. *Loc. cit.*, p. 99.

courant de l'année 1881 n'aient pas encore donné d'enfants à la date du 1^{er} janvier 1881, rien de plus naturel; mais ce qui l'est moins, c'est que sur les 10 mariages de l'année 1880 il ne s'en trouve qu'un seul qui ait donné un enfant, et que sur les 19 mariages de l'année 1875, 15 soient restés jusqu'ici sans descendance. Il est également étrange de trouver 9 mariages stériles sur les 11 mariages de l'année 1873, 21 unions stériles sur les 41 contractées en 1868, 22 sur les 53 contractées en 1866, enfin 15 unions stériles sur les 36 qui ont eu lieu dans le courant de l'année 1865. A quelle cause faut-il attribuer cette quantité considérable de mariages restant sans descendants après 5, 10, 15 et même 21 ans de vie en commun?... La cause primordiale et générale de ce phénomène, c'est le non-acclimatement de la race des conjoints, l'inaptitude de la race blanche à procréer des enfants et à se perpétuer dans un climat qui ne lui convient pas¹. »

Enfin, nous avons dit plus haut qu'il existait une fécondité très faible dans les unions entre Européens et femmes de couleur, et *vice versa*, ou entre individus de couleur appartenant à des races différentes. Les faits suivants sont très probants : « De quatre mariages d'Européens avec des femmes noires, un seul a eu un enfant et cet enfant était mort-né. Les trois autres, ainsi que le mariage contracté entre un nègre et une femme européenne, ont été stériles. Les trois mariages entre hommes arabes et femmes européennes, quoique ayant pu avoir des enfants, puisqu'ils ont duré plusieurs années, ont été stériles tous les trois. L'unique mariage contracté entre un Européen et une femme appartenant à la tribu des Galibis a donné un enfant. Le mariage contracté en 1873 entre un Chinois et une femme noire a été stérile, ainsi que le mariage contracté en 1868 entre un Indien et une femme noire. Sur les trois mariages entre nègres et femmes indiennes un seul a été fécond et a donné deux enfants. »

La fécondité des mariages entre individus de la race noire est également très faible, puisque, sur dix-neuf mariages dont les deux conjoints étaient de race noire, dix seulement ont été féconds et ont donné dix-neuf enfants; c'est-à-dire moins de deux par couple en moyenne.

1. *Loc. cit.*, p. 76 et suiv.

5. — *Causes des échecs de la colonisation officielle.*

Nous avons insisté sur tous ces faits, parce qu'ils nous paraissent de nature à jeter de la lumière sur l'histoire de la colonisation de la Guyane, mais nous ne croyons pas qu'il faille en tirer les conclusions auxquelles certaines personnes se sont arrêtées, et qui, si elles étaient adoptées, devraient nous amener à ne plus faire dans cette colonie aucune tentative d'établissement.

En premier lieu, si l'on examine attentivement l'histoire des nombreuses tentatives de colonisation officielle faites à la Guyane, on n'a pas de peine à se rendre compte que la plupart, sinon la totalité, de ces tentatives ont été entreprises dans les conditions les plus déplorables. Jusqu'au commencement de ce siècle, les colons qu'on transporte à la Guyane sont pour la plupart des gens de sac et de corde, paresseux, ivrognes, violents, n'ayant d'autre souci, aussitôt après leur débarquement, que de piller les indigènes, et se laissant aller par paresse à l'existence la moins conforme aux règles de l'hygiène qu'il soit possible d'imaginer. Les insuccès de toutes ces entreprises ne doivent pas être mis sur le compte du pays lui-même, mais plutôt sur celui des colons et de leurs chefs. Quant à l'échec de la colonisation pénale, il est dû en partie aux mêmes causes. Dans la plupart des établissements pénitentiaires dont nous avons retracé plus haut l'histoire, les transportés étaient soumis à un régime très défavorable; la nourriture était, sinon insuffisante comme quantité, du moins très peu conforme aux exigences du travail dans un pays très chaud et d'une incontestable insalubrité.

En second lieu, il faut bien reconnaître que la Guyane ne sera jamais une colonie de peuplement pour les Européens. Le travail prolongé de la terre y est au-dessus de la force de résistance de notre race, surtout quand ce travail est fait dans des terrains encore vierges, comme l'étaient ceux de la plupart des établissements où ont eu lieu les tentatives de colonisation pénale. Cependant, en prenant quelques précautions et en soumettant les hommes à des conditions d'hygiène appropriées au climat, on peut leur faire faire sans inconvénient une certaine somme de travail utile. Au Maroni, la mortalité, très forte pendant la période de défri-

chement du sol, est aujourd'hui beaucoup moins grande. Et l'on a vu par l'un des tableaux dressés ci-dessus qu'en 1864 la proportion de la mortalité des transportés n'a pas été supérieure à 4,5 c'est-à-dire à peu près égale à ce qu'elle est dans la plupart des maisons de détention de la France¹.

En les soumettant à un régime alimentaire convenable, en les laissant reposer à l'ombre pendant les heures les plus chaudes de la journée, on pourrait faire faire aux Européens un certain nombre de travaux utiles; mais il ne faut pas songer à les employer aux déboisements ou aux défrichements.

6. — *État actuel et avenir de la Guyane.*

En résumé, malgré la richesse de son sol, la Guyane française est en ce moment dans une situation déplorable. Si la colonisation officielle n'y a pas réussi, il en a été presque constamment de même de la colonisation libre. Le document officiel publié récemment sous le titre de *Notices coloniales*², en fait franchement l'aveu.

1. Dans la maison de Riom, la proportion de la mortalité est de 4.85 pour 100; à Gaillon, elle est de 4.64; à Melun, de 4.44; à Clairvaux, de 4.13; à Fontevault, de 3.76; à Chiavari (Corse), de 3.98.

2. *Notices coloniales publiées à l'occasion de l'Exposition universelle d'Anvers en 1885*, t. III, p. 53.

COMMERCE DE LA GUYANE EN 1883.

1° *Commerce entre la France et la Guyane.*

Exportations de France pour la colonie (commerce spécial)...	5.844.479	} 6.181.936
Importations de la colonie en France (commerce général)....	337.457	

2° *Commerce de la Guyane française avec les autres colonies et pêcheries françaises.*

Importations des colonies et pêcheries françaises.....	149.572	} 166.624
Exportations pour les autres colonies et pêcheries françaises.		
Denrées et marchandises de la colonie	14.197	
Denrées et marchandises provenant de l'importation.		
Françaises	2.855	} 2.855
Étrangères	»	
		} 17.052

3° *Commerce de la Guyane avec l'étranger.*

Importations en marchandises étrangères	Par navires français	Des entrepôts de France... 396.383	De l'étranger directement. 989.549	1.385.952	} 2.557.450
	Par navires étrangers.....			1.171.518	
Exportations pour l'étranger	Denrées et marchandises de la colonie.....			28.341	} 2.614.246
	Denrées et marchandises provenant de l'importation.				
	Françaises.	28.255			
	Étrangères.	200		28.455	

Total général..... 8.962.806

État du commerce. — « Au point de vue de l'importation, l'importance du commerce de la Guyane n'augmentera que proportionnellement à l'accroissement du chiffre de sa population, et jamais, depuis une époque très reculée, cette population n'a été aussi faible. Elle diminue chaque jour et se trouve actuellement réduite à une vingtaine de mille âmes, dont la moitié domiciliée à Cayenne et le reste répandu çà et là sur un vaste territoire. Au point de vue de l'exportation, le commerce de la Guyane est à peu près nul ; à peine compte-t-il 30,000 à 40 000 kilogrammes de cacao et 35 000 kilogrammes de pâte de rocou. Aussi la Guyane française, malgré la fécondité de son sol, ses richesses forestières et minières, le réseau hydrographique qui sillonne et baigne son vaste territoire, se trouve-t-elle tributaire de l'extérieur pour les produits mêmes qui abondent sur son sol. Elle voit prospérer à ses côtés, bien que moins favorisées qu'elle par la nature, les Guyane anglaise et hollandaise, tandis qu'elle-même semble marcher à grands pas vers une ruine totale. »

État des cultures. — Le même document ajoute, à propos de la culture : « La Guyane n'est pas cultivée, elle pourrait l'être. Toutes les productions des tropiques s'y rencontrent ;

1. TABLEAU DU MOUVEMENT DE LA NAVIGATION COMMERCIALE A LA GUYANE EN 1883.

	NOMBRE des navires.	TONNAGE.	VALEUR totale des chargements.
Navires français sortis de France allant à Cayenne.	38	12,206	5,844,479
Navires français entrés en France venant de Cayenne.	2	889	337,457
Navires français venant des colonies et pêcheries françaises entrés à Cayenne.	13	7,684	149,572
Navires français sortis de Cayenne à destination des colonies et pêcheries françaises.	25	11,460	17,052
Navires français entrés à Cayenne venant des pays étrangers.	9	2,444	989,549
Navires étrangers entrés à Cayenne venant des pays étrangers.	38	»	1,171,519
Navires français sortis de Cayenne à destination des pays étrangers.	24	6,968	25,035
Navires étrangers sortis de Cayenne à destination des pays étrangers.	41	»	31,761

une foule de plantes de l'Europe et des autres colonies y ont été acclimatées avec un plein succès. L'homme peut s'y suffire absolument : aliments, matériaux de construction, textiles, plantes tinctoriales, minerais et minéraux précieux, produits médicaux, animaux faciles à domestiquer, rien n'y manque. Et pourtant rien ou presque rien n'est exploité. L'agriculture n'existe pas. Les cultures de la Guyane ne répondent que d'une manière insuffisante aux premières nécessités de la population. Le couac, par exemple, que produit le manioc du pays, ne suffit pas à la nourriture de la population ; on est obligé d'avoir recours au territoire contesté et au Para, sans quoi ce produit, qui constitue le pain des indigènes, manquerait sur place. Quelques bananiers, du manioc, des patates, des ignames, un peu de maïs, aux environs de la ville quelques légumes, en un mot les vivres de première nécessité, tel est le relevé, hélas ! trop facile à faire, des cultures de la Guyane. Dans cet état de choses, peut-il être question seulement des produits d'exportation ? »

État de l'industrie. — Mêmes plaintes à l'égard de l'industrie : « L'industrie de la Guyane est *nulle*, si nous mettons à part l'exploitation des terrains d'alluvion et de quartz pour la recherche de l'or. Une briqueterie à la main, une briqueterie à vapeur, une rocouerie, une fabrique de tafia à Cayenne, une à Mana, une exploitation forestière sur le Maroni, est-ce là ce qui devrait constituer l'industrie d'un pays aussi étendu que la Guyane et aussi fécond en produits variés ? »

État de l'exploitation des forêts. — Enfin, à propos de l'industrie forestière : « La Guyane est couverte d'immenses forêts vierges où se rencontrent les arbres des essences les plus précieuses et les plus variées. Mais les difficultés que rencontrent et l'exportation et le transport des bois sur le littoral sont telles, qu'aujourd'hui trois ou quatre habitants au plus se livrent à ce genre d'industrie : aussi le pays est-il en partie tributaire de l'Amérique du Nord pour ses bois de construction ¹. »

Absence de bras et de voies de communication. — Nous devons rechercher les causes qui entravent si puissamment

1. *Loc. cit.*, p. 83.

2. *Loc. cit.*, p. 95.

le développement de notre colonie, afin de les combattre, s'il est possible. Parmi celles qui sont signalées par les observations, deux surtout nous frappent : le manque de bras et le manque de voies de communication. La richesse de la Guyane réside, d'une part dans ses forêts, d'autre part dans la richesse de son sol. Les forêts renferment plus de 150 essences diverses de bois propres à la construction, à la menuiserie et à l'ébénisterie, mais elles sont situées loin du littoral, elles sont malsaines, et il n'existe pas de voies de communication pour transporter au bord de la mer les bois qu'on y pourrait couper. L'insalubrité des forêts n'est pas contestable. Les chiffres que nous avons indiqués plus haut relativement aux exploitations forestières pénales de la Crique du Serpent et de Sparouine justifient suffisamment le jugement que nous sommes obligé de porter. Il en résulte qu'il ne faut guère compter sur les Européens pour exploiter les forêts de la Guyane. Ils ne pourraient jouer dans cette industrie que le rôle de conducteurs des travaux, en se soumettant à une excellente hygiène et en revenant de temps à autre au bord de la mer. Pour l'exploitation des forêts, il faut des ouvriers africains ou indiens, qui résistent beaucoup mieux aux influences paludéennes que les Européens. Le nombre de ces ouvriers n'aurait pas besoin d'être très considérable et nous aurons à nous demander tout à l'heure comment il serait possible de se les procurer. Mais pour une exploitation fructueuse des forêts de la Guyane il, ne suffit ni des capitaux européens, ni de la direction européenne, ni même des ouvriers de couleur : il faut avant tout que les bois coupés dans les forêts puissent être transportés, soit au lieu d'utilisation, c'est-à-dire à Cayenne, soit au lieu d'embarquement pour l'Europe, c'est-à-dire encore à Cayenne, qui est le seul port de la côte. Or, pour cela, il n'existe à peu près aucune route, ni terrestre ni fluviale. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, les fleuves de la Guyane ne sont navigables, même pour les petits bateaux ou les radeaux, que sur une faible étendue de leurs cours ; quant aux routes, elles n'existent pas du tout, ou du moins il n'en existe que près du chef-lieu et sur la côte. Aucune ne pénètre assez dans l'intérieur pour rendre service à l'industrie forestière.

En résumé, ce qui manque à la Guyane pour que l'exploitation de ses forêts tente les capitaux français, ce sont : en premier lieu, des voies de communication, et, en second lieu,

des ouvriers africains ou asiatiques capables de résister, mieux que les Européens, à l'impaludisme qui règne en maître dans les forêts.

Difficultés de la culture. — C'est aussi le manque de voies de communication et de bras qui arrête le développement agricole de notre colonie; mais il faut y joindre une troisième cause qui n'est pas moins importante et qui réside dans la nature particulière des terres les plus propres à la culture. Le sol de la Guyane a une configuration telle, qu'on estime généralement la proportion des terres marécageuses aux trois quarts de la surface totale sur le littoral et au quart dans l'intérieur. Il n'existe presque pas de pentes douces. Le sol, très bas sur les côtes, se soulève plus loin brusquement, en formant le premier saut des rivières, après quoi il s'étale en un plateau presque plan; puis survient un deuxième saut brusque et un plateau nouveau. « Le cours des rivières montre fort nettement ce caractère; quand on les a remon- tées de dix à quinze lieues, on commence à y trouver des barrages de roches, qui forment des sauts ou rapides. Au delà d'un ou plusieurs de ces sauts, on retrouve un cours calme et lent, puis de nouveaux sauts quelques lieues plus loin, et ainsi jusqu'à la source. Cette configuration du sol a des conséquences importantes en agriculture. Elle assure partout au cultivateur des terres plates ou médiocrement inclinées pour établir ses plantations, ce qui est important sous un climat où les pluies sont torrentielles, et où des pentes fort inclinées seraient ravinées très promptement. D'un autre côté, elle gêne l'écoulement des eaux et multiplie les marécages. Les alluvions qui, comme partout ailleurs, sont les terrains les plus riches, sont en majeure partie marécageuses, et le cultivateur ne peut mettre à profit leur fertilité qu'au prix de travaux plus ou moins laborieux de dessèchement¹. »

Sans entrer dans des détails inutiles, il nous paraît intéressant de reproduire quelques-uns des passages du mémoire dans lequel Sagot a décrit les travaux nécessités par le dessèchement des terres basses de la Guyane, c'est-à-dire des portions de notre colonie les plus aptes, peut-être même

1. SAGOT, *Agriculture de la Guyane française (Généralités)*, p. 9. Voyez aussi GUIRAN, *Traité des terres basses de la Guyane*, 1788. Ce livre est le meilleur et le plus complet qui ait été écrit sur l'agriculture de la Guyane.

les seules aptes à offrir le siège d'une culture rémunératrice. Ces observations prises sur le vif donneront mieux que toutes les considérations générales auxquelles nous pourrions nous livrer une idée exacte des travaux exigés par la mise en culture de la Guyane. « Nous rappelons au lecteur, écrit M. Sagot, que ces terres basses sont inférieures au niveau de la haute mer, au moins dans les grandes marées, mais plus élevées que son niveau moyen. On utilise pour l'écoulement des eaux la baisse que subissent, deux fois dans les vingt-quatre heures, la mer, l'embouchure des fleuves et la partie inférieure de leur cours. On entoure donc la pièce qu'on veut dessécher de digues, dont la saillie empêche les eaux extérieures d'y entrer; on la creuse de fossés qui conduisent les eaux intérieures à un coffre à soupape, qui fait fonction d'écluse automobile et les verse dans le fleuve. Deux fois dans les vingt-quatre heures, l'eau recueillie dans les petits fossés qui sillonnent la pièce, et portée par eux dans les fossés principaux, coule pendant six heures consécutives au dehors, et quand, avec le flux, le niveau des eaux du fleuve monte, la soupape se ferme d'elle-même et leur défend d'entrer. Une pièce de terre ainsi travaillée présente donc une enceinte de digues qui se distinguent ainsi: digue de la façade, contiguë à la rive du fleuve à laquelle elle est ordinairement parallèle; digue du fond, plus ou moins précisément parallèle à la première, séparant la pièce des forêts marécageuses ou des savanes noyées de l'intérieur; digues latérales, perpendiculaires aux précédentes ou faisant au moins avec elles un angle fortement ouvert. Les fossés d'écoulement forment également une enceinte comme les digues, le long desquelles ils sont creusés, et se désignent par des dénominations analogues. Il y a quelquefois deux coffres, placés le plus souvent à l'extrémité des fossés latéraux aboutissant à la rivière; quelquefois il y en a un seul, placé à l'extrémité d'un fossé latéral, ou sur le fossé de devant... Souvent, si la pièce est grande, on fait un fossé médian semblable aux fossés latéraux. Parfois l'eau est déversée à la mer au lieu d'être déversée dans un fleuve, ce qui exige une digue de façade plus forte et suffisamment éloignée de la plage. Parfois elle est déversée à un grand canal public, qui aboutit au fleuve ou à la mer et sert à l'écoulement des eaux de plusieurs propriétés contiguës placées sur ses bords. Pour que l'eau des savanes ou

des forêts de l'intérieur ne charge pas trop la digue de fond et ne s'élève pas trop haut (gênée dans son écoulement par une trop longue ligne de digues), on creuse quelquefois, en dehors des digues latérales d'enceinte, un fossé de simple écoulement aboutissant au fleuve. Pour faciliter les transports qui sont si encombrants et si lourds dans la culture des cannes, on creuse ordinairement, dans les grandes pièces, des canaux de navigation, de sorte que le terrain porte un double système de canaux, les uns écoulant et déversant les eaux au dehors, les autres se remplissant d'eau à volonté et servant à la navigation de barques qui transportent les récoltes. Ces derniers ont souvent une double prise d'eau, l'une à la façade dans le fleuve, l'autre dans les marécages de l'intérieur. Il est encore avantageux de ménager une communication, par des vannes que l'on ferme ou que l'on ouvre à volonté, entre les eaux de l'intérieur et les fossés d'écoulement. Les eaux de l'intérieur, lâchées en temps convenable à marée basse, lavent les fossés et les récurent, en enlevant la vase molle qui s'y accumule.

Ces prises d'eau peuvent encore servir à irriguer la terre pendant la sécheresse. C'est dans la saison sèche, déjà bien établie, et même un peu avancée, qu'on commence les travaux d'un dessèchement. C'est en effet à cette saison que les terres basses ne sont pas inondées, ou du moins qu'elles ne le sont que dans les grandes marées, et qu'on peut y creuser des fossés sans que le suintement de l'humidité les remplisse d'eau.... Le creusement des fossés ou, comme on dit dans la colonie, le travail de fouille, est donné aux noirs les plus forts et est regardé comme fatigant. Le travailleur, en effet, les pieds dans l'eau, le corps demi-nu, doit développer une force musculaire assez grande et respirer les émanations qui s'exhalent de ce sol marécageux. On fait généralement quelque addition de faveur à la ration de vivres des hommes qui exécutent ces travaux, et l'expérience a parfaitement établi qu'en nourrissant bien et ménageant convenablement les noirs de pelle, on conserve en parfaite santé ces ouvriers précieux... On peut estimer que les travaux de défrichement et de dessèchement d'une pièce de terre basse de 100 hectares, la terre y étant nivelée et disposée en planches prêtes à être plantées, les canaux d'écoulement et de navigation étant régulièrement établis et portés

à leur dernière dimension, supposent environ 60 000 journées de travail.»

Ainsi, pour préparer un hectare de terre basse à la culture, il faut compter environ 600 journées de travail. M. Sagot ajoute : « Aujourd'hui il ne serait guère possible, tels moyens pécuniaires qu'on eût entre les mains, de commencer de telles entreprises ; mais on trouve dans la colonie, particulièrement au quartier de l'Approuague et autour de l'île, plusieurs belles propriétés établies sur ces larges bases. Peu d'entre elles sont cultivées dans toute leur étendue, et quelques-unes sont tout à fait abandonnées. Des planteurs qui les reprendraient avec des moyens d'exécution et un personnel de travailleurs suffisant, pourraient profiter très avantageusement des grands travaux d'endiguement et de canalisation qui y ont été exécutés et que l'on peut réparer et remettre en état avec un certain travail... S'il est intéressant de considérer le dessèchement des terres basses dans ses opérations les plus vastes et les plus savantes, il ne l'est pas moins de l'envisager dans ses applications les plus simples et les plus modestes. Les bras sont trop rares à la Guyane et la réunion d'un grand atelier y est trop difficile pour qu'on ne soit pas sans cesse contraint de se préoccuper, en agriculture, moins des avantages théoriques incontestables des grands travaux que de la possibilité de leur exécution. L'examen des terres basses nous apprend que leur partie la plus fertile, et en même temps la plus facile à dessécher, est celle qui avoisine le fleuve ; qu'en outre, les terres, non peut-être les plus fertiles et les plus propres à de grands établissements, mais les plus commodes à cultiver, sont celles que l'on trouve à une suffisante distance de l'embouchure. Nul doute que dans les localités où la culture des terres basses est négligée aujourd'hui, et où il n'y aurait pas de chance de succès à tenter de grands dessèchements, on ne puisse facilement et avec un profit assuré, créer de petites cultures de terres basses sur une profondeur de 200 ou 300 mètres de la rive vers l'intérieur. Les fossés principaux d'écoulement ne demanderaient alors qu'une profondeur moyenne de 1 mètre et une largeur de 2 mètres ; une saillie de 50 centimètres suffirait aux digues, qui n'auraient besoin que de peu de force et s'établiraient très simplement. Les coffres, réduits à la partie essentielle de leur mécanisme, se réduiraient à

quatre planches et à une soupape, à deux traverses et à une ligne de pieux. C'est à partir de 3 ou 4 lieues en amont de l'embouchure, jusqu'à 7 ou 8 lieues d'elle, qu'on pourrait établir de telles cultures dans les rivières et les criques affluentes. On pourrait y cultiver avec profit, des bananiers notamment. Le sol, à cette distance de la mer, est moins fertile que plus bas, mais il est souvent plus facile à travailler. »

Tous ces détails montrent quelles difficultés il faut vaincre pour mettre en culture les terres basses, c'est-à-dire les terres les plus riches de la Guyane. Cette culture n'est possible que dans trois conditions : ou bien à l'aide de bras nombreux et ne coûtant que fort peu, ou bien à l'aide de grands capitaux et de procédés mécaniques, ou bien, par la petite culture indépendante, le propriétaire travaillant lui-même son champ ou du moins l'entourant d'une surveillance de tous les instants.

La première de ces trois conditions a pu être réalisée à l'époque de l'esclavage. C'est ainsi qu'ont été créées les vastes et belles cultures dont parle plus haut M. Sagot. On a essayé de remplacer les esclaves africains par les immigrants indiens, mais ces derniers n'ont ni la même force ni la même ardeur au travail que les noirs africains, et l'on n'a obtenu par eux que des résultats très insuffisants.

Le deuxième procédé, l'emploi des moyens mécaniques aidés par de gros capitaux, est en pratique dans les Guyanes anglaise et hollandaise, où il donne des résultats excellents. Mais nous devons ajouter que son emploi dans ces colonies est facilité par l'existence d'une main-d'œuvre à bas prix. Tandis que l'Angleterre nous refuse ses coolies indiens, elle les prodigue à ses colonies américaines, sans parler des noirs africains qu'elle trouve le moyen de se procurer par un recrutement auquel nous avons renoncé, ou, du moins, que nous ne savons pas pratiquer. Quoi qu'il en soit, ce qui est possible dans les Guyanes anglaise et hollandaise ne doit pas l'être moins dans la Guyane française. Le sol est de même nature, les difficultés à vaincre sont les mêmes, le climat est identique; rien donc n'empêcherait d'employer à la Guyane les procédés de culture dont les Anglais et les Hollandais font usage et qui assurent le succès de leurs Guyanes, tandis que la nôtre périclité.

Quant à la culture directe, faite sur une petite échelle,

dans les conditions si favorables qu'indique plus haut M. Sagot, elle ne pourrait être faite par l'Européen. La description seule des travaux nécessités par la culture des terres basses suffit pour montrer qu'il y aurait folie de la part d'un Européen à les entreprendre. Le soleil et la fièvre ne tarderaient pas à supprimer tous ceux qui voudraient s'y livrer.

La difficulté de mettre en pratique l'un ou l'autre des trois procédés de culture des terres basses dont nous venons de parler, a, depuis longtemps, incité les colons de la Guyane à délaisser les terres basses pour tenter la culture des terres hautes et couvertes de forêts.

N'ayant qu'à déboiser, n'ayant pas à faire les pénibles et coûteux travaux de dessèchement qu'exigent les terres basses, on pouvait espérer tirer de la culture des terres hautes de grands avantages. Il n'en est rien. Quelles que soient les précautions que l'on prenne pour ne pas altérer le sol des terres hautes, les pluies ne tardent pas à enlever la couche mince d'humus qui s'était accumulée sous les arbres et les broussailles, et, au bout d'un petit nombre d'années, la culture n'est plus productive. « Le rapide épuisement des terres hautes après leur défrichement, dit M. Sagot¹, est un si grand obstacle à la création d'établissements agricoles durables et prospères, que des hommes éminents ont pensé que jamais leur culture ne pourrait conduire à l'abondance et à la richesse, et que les terres basses seules pouvaient rémunérer le travail et les avances des colons. » Ajoutons que les terres hautes sont situées loin des voies de communications, et, par conséquent, dans les conditions les plus défavorables à la vente des produits agricoles.

C'est donc dans les terres basses, dans celles particulièrement qu'avoisinent les fleuves et leurs innombrables affluents, que réside la richesse agricole de la Guyane. Ce sont ces terres qu'il s'agit de mettre en culture. Pour faire valoir ces richesses, les bras des Européens étant inutilisables, il faut que nous en cherchions ailleurs.

Utilisation des criminels annamites. — L'expérience de colonisation pénale faite depuis 1864 avec des transportés noirs, Annamites et Arabes, ont montré que ces races, surtout les

1. *Loc. cit.*, p. 8.

deux premières, vivent fort bien à la Guyane, même lorsqu'elles y sont employées à la culture du sol, à l'exploitation des forêts, en un mot à tous les travaux des champs. C'est donc à ces races qu'il faut demander la main-d'œuvre dont la Guyane a besoin pour faire les travaux publics qui lui sont indispensables, et pour mettre en valeur les richesses de son sol.

Nous ne voulons pas discuter ici la grave question de la colonisation pénale qui fait l'objet d'un chapitre spécial de ce livre : mais nous tenons à dire quelques mots de l'emploi qui pourrait être fait à la Guyane des transportés appartenant aux races asiatiques et africaines, et particulièrement des criminels annamites.

Nous entretenons dans l'île de Poulo-Condore, à une petite distance de la côte de la Cochinchine, un pénitencier dans lequel sont entassés cinq ou six cents criminels annamites. Le travail fait par ces hommes est à peu près nul. Les services les plus grands qu'ils aient rendus depuis vingt ans que ce bagne existe sont représentés par la construction des bâtiments où sont logés leurs gardiens et eux-mêmes. Les îles de Poulo-Condore étant montagneuses, granitiques et très peu fertiles, on ne peut pas les y utiliser à des cultures avantageuses, et, d'autre part, ils ne rendent à notre colonie de la Cochinchine à peu près aucun service.

Transportés à la Guyane, ces Annamites y contribueraient dans une large mesure à la mise en activité de cette colonie. Ils y trouveraient le climat humide et chaud de la Basse-Cochinchine et pourraient y être appliqués à la préparation des terres de culture qui ont la plus grande analogie avec celles de leur pays. Ces terres préparées trouveraient ensuite aisément des fermiers européens auxquels les transportés annamites seraient cédés par l'administration comme travailleurs. Les Européens eux-mêmes pourraient peut-être sans trop d'inconvénient faire une partie des travaux d'entretien de ces propriétés déjà mises en œuvre et par ce fait rendues beaucoup plus salubres. Aux plus méritants des transportés annamites, à ceux qui se seraient montrés travailleurs et dociles, on concéderait, à titre de récompense, des lots de ces terres défrichées et préparées par eux-mêmes. On créerait ainsi, au bout d'un certain temps, un noyau de colonisation d'autant meilleur qu'il serait formé avec des individus adaptés au climat de la Guyane

et initiés aux travaux et aux cultures que le sol de cette colonie exige.

Pour activer l'accroissement de ce noyau il faudrait envoyer à la Guyane des femmes annamites libres ou condamnées. La famille annamite étant constituée d'une manière très étroite, il n'est pas douteux que la plupart des femmes des transportés et même toute leur famille consentiraient volontiers à aller les rejoindre. Quant aux criminels, ils ne manqueraient certainement pas. La Cochinchine seule suffisait à remplir le bagne de Poulo-Condore; avec le Tonkin il devra certainement être triplé ou quadruplé, ses dépenses augmenteront considérablement sans aucun profit ni pour notre colonie de l'Indo-Chine ni pour la métropole. À la Guyane, au contraire, tous ces hommes rendraient les plus grands services à l'œuvre colonisatrice de la France. Pour tous ces motifs, nous croyons qu'il y aurait intérêt à transporter à la Guyane les criminels annamites et chinois de l'Indo-Chine française.

Mais pour retirer de cette mesure tous les fruits que nous en espérons, il ne faudrait pas que l'administration pénitentiaire persistât dans les errements qu'elle suit depuis plus de trente ans à la Guyane; il ne faudrait pas qu'elle se mît en tête de faire faire des cultures pour son propre compte. Il faudrait qu'elle se bornât à utiliser les bras des Annamites et des Chinois, ainsi que ceux des autres criminels de couleur transportés à la Guyane, à la confection des canaux, des routes et autres travaux publics, au défrichement du sol, à la préparation des terres à culture, sauf, ainsi que nous l'avons dit plus haut, à donner aux plus méritants de ces travailleurs, des concessions de terres préparées par eux-mêmes.

Les concessions de terres. — Dans le but de développer l'agriculture, des concessions de terres ont été faites gratuitement d'abord, à bas prix ensuite. Plus de 38 000 hectares de terres domaniales ont été ainsi concédés ou vendus; 30 000 ont été donnés gratuitement; 6000 ont été concédés, en vertu de l'arrêté du 25 février 1865, moyennant une redevance annuelle de 10 fr. par hectare; 1100 ont été vendus à raison de 25 fr. l'hectare au minimum, en vertu de l'arrêté du 5 décembre 1884; le reste a été concédé gratuitement, en vertu d'un arrêté du 22 mars 1880 qui rétablit pour un temps le principe de la concession gratuite. Or, sur ces 38 000 hec-

tares aliénés, la dixième partie à peine est cultivée. C'est que les concessions sur les ventes ont été faites sans aucune méthode; on ne se préoccupait guère ni des ressources du concessionnaire, ni de la situation du terrain concédé. On n'a pas pris non plus de mesures pour empêcher les terrains concédés ou vendus de rester en friche. Il en résulte que, dans les environs mêmes de Cayenne, des terres admirablement situées et de très bonne qualité restent en friche, tandis que l'on concède, loin de la capitale et dans des points dépourvus de toutes voies de communication, des terres qui, après un essai infructueux de quelques années, sont à leur tour laissées en friche. Pour remédier à cet état de choses, beaucoup d'hommes compétents demandent que l'on emploie à la Guyane le procédé mis en œuvre à la Trinidad, dans les environs de Port-of-Spain. Toute terre laissée en friche dans un rayon de 19 kilomètres autour de cette ville, est frappée d'un impôt annuel de 10 francs. Il en résulte que les propriétaires impuissants à cultiver se débarrassent de leurs terres afin de n'avoir pas à payer l'impôt. Aussi les environs de Port-of-Spain sont-ils couverts de riches cultures, tandis que ceux de Cayenne sont à l'état de désert.

Association des colonisations pénale et libre. — La première préoccupation de l'administration coloniale devrait donc être de prendre les mesures les plus convenables pour que le développement agricole de la colonie se fit méthodiquement et en rayonnant autour des points de la côte qui peuvent servir de centre, particulièrement autour de Cayenne. A mesure qu'elle créerait, à l'aide de la main-d'œuvre pénale, des voies de communication rayonnant à partir de ces points, elle ferait faire le long de ces voies les travaux de défrichement et de desséchement nécessaires à la mise en culture. Les terrains ainsi préparés ne manqueraient pas de trouver des acquéreurs, car ceux-ci, n'ayant pas à faire les travaux préliminaires si pénibles et si coûteux dont nous avons parlé plus haut, seraient assurés de tirer immédiatement un revenu de leur capital. Dans ces conditions aussi, les Européens pourraient peut-être acheter des propriétés en vue de les travailler eux-mêmes. En effet, le travail d'entretien est relativement peu pénible, et l'insalubrité du sol est déjà fortement atténuée par le défrichement et le desséchement. Dans tous les cas, à la suite des premiers travaux de défrichement faits par les noirs et les Annamites, la main-d'œuvre pénale

européenne pourrait très probablement être utilisée sans qu'on eût à redouter la formidable mortalité qui a régné parmi les transportés blancs de 1854 à 1864. Dès le début même, on pourrait utiliser à les transportés et les récidivistes européens aux travaux les moins pénibles, à ceux qui seraient faits dans les localités déjà assainies. Mais vouloir, comme quelques personnes l'ont récemment proposé, utiliser les récidivistes blancs à l'exploitation des forêts ou à la construction des canaux et des routes de la Guyane, ce serait se condamner à l'alternative, ou bien de les nourrir sans rien faire, ou bien de les tuer sans tirer aucun profit du travail mortel auquel on les soumettrait. Au contraire, il n'est pas douteux que par l'association méthodique de la force pénale annamite, africaine, chinoise, noire, arabe, puis européenne, et de la colonisation libre, dont nous venons de tracer les grandes lignes, on ne puisse faire entrer la Guyane dans une voie nouvelle et ramener une prospérité qu'elle ne connaît plus depuis longtemps.

La même association de forces pourrait être appliquée pour l'exploitation des forêts. Les condamnés de couleur feraient les routes et les canaux et opéreraient les premiers travaux d'exploitation forestière. L'industrie privée, désormais assurée du succès, ferait le reste.

Pour obtenir ce résultat, il faudra, sans nul doute, une grande énergie, non moins de patience et beaucoup d'esprit de suite ; qualités rares, mais que nous ne désespérons pas de trouver un jour chez quelque administrateur de la Guyane ou chez quelque homme d'État préoccupé de l'avenir de nos colonies et des avantages que notre pays pourrait retirer de leur prospérité.

Nous n'avons encore rien dit d'une industrie qui a pris pendant un certain temps, à la Guyane, une importance très exagérée, au grand détriment de l'agriculture ; je veux parler de l'exploitation de l'or.

Les mines d'or. — C'est en 1855 que l'or fut découvert à la Guyane. La recherche et l'exploitation des gisements furent réglementées par un arrêté du 10 mars 1856. Le premier placer exploité était situé sur la rivière ou crique Arataye, affluent de l'Approuague. On obtenait l'or par le lavage des terres. On lava successivement les terres alluvionnaires des affluents de l'Approuague, du Touapouri, de l'Oyapock, de

l'Orapu, de la Comté, du Kourou, du Sinnamary, du Mana, du Maroni. L'or en poudre est en petite quantité parmi les terres alluvionnaires que les rivières ont entraînées des montagnes. Les bassins de l'Approuague, du Sinnamary et du Mana sont considérés actuellement comme les plus riches. Pendant les cinq premières années, la moyenne de la production a été de 6000 kilogrammes pour un personnel de 1500 travailleurs des deux sexes, ce qui fait une moyenne de 4 kilogrammes par travailleur, soit une valeur de 13,600 francs par travailleur, en comptant le kilogramme d'or à 3,400 francs. La surface des terres concédées est de 600 000 hectares, mais pour des causes diverses, notamment par suite du manque de bras, le dixième à peine de cette surface est exploité. L'administration n'accorde les permis de recherches que pour une année, avec possibilité de renouvellement pour une seconde année; elle perçoit une redevance de 10 centimes par hectare pour toutes les surfaces où les recherches sont autorisées. Quant aux permis d'exploitation, ils ont une durée de neuf ans et sont soumis à une redevance de 50 centimes par hectare. A l'entrée en ville, l'or extrait des placers paye un droit de 5 francs par kilogramme; à la sortie de la colonie, il paye un nouveau droit de 8 pour 100.

Le lavage des terres alluvionnaires ne donnant plus que peu de résultats, on s'est mis depuis quelques années à la recherche des filons de quartz aurifère qui existent dans un grand nombre de points de la colonie, et l'on commence à installer des usines pour le broiement du quartz. Malgré la richesse relative des quartz, il est douteux que leur exploitation donne des résultats bien supérieurs à ceux des terres d'alluvion.

La recherche de l'or a malheureusement détourné du travail de l'agriculture un grand nombre de bras dont elle avait le plus grand besoin; elle a ainsi puissamment contribué à la ruine de notre colonie. La culture faisant défaut, les vivres ont atteint des prix très élevés et la main-d'œuvre a augmenté proportionnellement de valeur¹.

1. « Le salaire pour l'agriculture varie de 1 à 2 fr., plus la nourriture, le logement et les soins médicaux. Sur les placers, il varie de 3 à 6 fr., plus également la nourriture et les soins médicaux. Sur les chantiers d'exploitation de bois, il est de 2 à 4 fr., toujours avec la nourriture, le logement et les soins médicaux. Enfin, pour la domesticité, le salaire est de 30 à 40 fr. par mois, plus les autres prestations. » (*Notices coloniales*, 1885, t. III, p. 113.)

Tous les efforts de l'administration doivent donc tendre à ramener les esprits vers l'exploitation des terres et des forêts. Afin d'attirer des colons, un arrêté du 5 juin 1884 a institué une prime de 200 francs pour toute famille, sans distinction de race, composée de l'homme, de la femme et d'enfants non adultes, et une prime de 100 francs pour tout immigrant isolé. Mais cela n'a pas fait augmenter le nombre des immigrants. Ce qu'il faut à ce pays, ainsi que nous l'avons dit plus haut, c'est une organisation méthodique de travaux publics et de travaux préparatoires de culture. Tant que les voies de communication feront défaut, tant que les défrichements et les dessèchements resteront à la charge exclusive des colons européens, on ne trouvera ni capitaux ni colons, et la Guyane n'aura ni agriculteur, ni industrie, ni commerce.

Nous ne parlons pas de l'administration de la Guyane; nous traiterons ce sujet après avoir exposé l'histoire des autres colonies françaises du Nouveau-Monde. Nous pourrons alors, avec plus de fruit, exposer nos vues sur une organisation générale de l'administration de ces colonies, qui serait, selon nous, de nature à provoquer leur développement.

II. — LA MARTINIQUE.

1. — *Coup d'œil historique.*

L'île de la Martinique fut découverte le 15 juin 1502, par Christophe Colomb, qui débarqua dans l'île sans s'y établir. L'île était peuplée à cette époque par la race Caraïbe, disparue aujourd'hui. Plus d'un siècle après, deux agents de la « Compagnie des îles d'Amérique », créée par Richelieu, prirent possession de l'île au nom de cette compagnie. Mais ce ne fut qu'au mois de juillet 1635 qu'un Français, d'Esnambuc, avec cent hommes recrutés parmi les plus expérimentés des habitants de Saint-Christophe, s'installait définitivement dans l'île. La discorde ne tarda pas à éclater entre les nouveaux colons et la population caraïbe; une guerre acharnée s'en suivit et dura jusqu'à la disparition totale des malheureux Indiens.

Après avoir appartenu tour à tour à la Compagnie des îles d'Amérique, à M. du Parquet, ancien sénéchal de la Martinique, à la Compagnie des Indes occidentales, la Martinique fut réunie à la France en 1674.

A cette époque, la population de l'île se recrutait parmi des immigrants, pour la plupart cadets de famille, venus d'Europe à leurs frais et qu'on appelait « habitants ». Le gouvernement local distribuait à ces nouveaux venus des terres en toute propriété, moyennant une redevance en nature. Une autre catégorie d'immigrants se composait d'engagés recrutés en France et qui louaient leurs services pour une durée de trois ans, moyennant le transport gratuit et un salaire annuel. A l'expiration de leurs trois ans, les engagés qui voulaient rester dans la colonie recevaient, à l'origine, des concessions gratuites de terres de 25 hectares environ; ces concessions furent plus tard réduites de moitié. Après l'occupation de l'île, les premiers colons avaient fait venir des noirs d'Afrique pour travailler la terre; en 1738, leur nombre ayant atteint le chiffre de 58 000, on cessa d'avoir recours aux engagés d'Europe.

Successivement, les colons avaient introduit dans la colonie la culture du tabac et du coton, puis de la canne à sucre vers 1654, du cacaoyer en 1684, et enfin du café, importé par Desclieux en 1723.

La prospérité de la colonie excitait les convoitises des Anglais qui cherchèrent à plusieurs reprises à s'en emparer. La première tentative eut lieu en 1666; elle fut renouvelée en 1667; en 1693, nouvelle tentative, suivie, en 1697, de deux descentes successives la nuit, qui furent repoussées. Mais, le 13 février 1762, les Anglais s'emparèrent de l'île qu'ils gardèrent pendant dix-sept mois. Le traité de Paris, du 10 février 1763, nous faisait perdre le Canada, mais nous restituait la Martinique. Le 22 mars 1794, notre colonie retombait de nouveau au pouvoir des Anglais, qui la gardèrent jusqu'à la paix d'Amiens en 1802. Ils s'en emparaient une dernière fois le 24 février 1809, et la conservaient jusqu'au traité de Paris du 20 mai 1814, qui la rendait définitivement à la France.

2. — *Géographie physique et économique.*

La Martinique est située dans la mer des Antilles, en face de l'isthme de Panama, par 14°23'20" — 14°52'47" de latitude nord et 63°6'19" — 63°31'32" longitude ouest.

L'île de la Martinique a la forme d'une ellipse allongée, altérée par l'échancrure de la baie de Fort-de-France et par

la presqu'île de la Caravelle qui s'avance à une distance de trois lieues dans la mer. Ses côtes est et sud-ouest sont profondément découpées et dessinent de nombreux caps. La côte est, parsemée de récifs madréporiques et battue par les vents, est d'un abord difficile aux navires, voire même aux caboteurs ; ses seuls points accessibles sont les havres de la Trinité, du Galion, du Robert et du Vauclin. A l'abri des montagnes qui bordent cette côte, s'étendent les riches plaines du Lamentin, de la Trinité, de la rivière Salée et du Diamant, où la canne à sucre est cultivée en grand. Quant à la côte occidentale, ou côte sous le vent, elle se fait remarquer par sa régularité et par le calme presque constant des eaux qui la baignent. Aussi est-ce sur la côte occidentale de l'île que, dès l'origine de la colonisation, le commerce et la navigation, s'inspirant des conditions géographiques et climatériques de la contrée, se sont portés et ont fondé la principale ville de la colonie, celle de Fort-de-France. L'île mesure 80 kilomètres de longueur et 31 kilomètres de largeur en moyenne ; sa circonférence dépasse 350 kilomètres, sa superficie est de 98 782 hectares, dont plus des deux tiers en montagnes : 42 445 hectares seulement sont cultivés. L'île, de constitution volcanique, ne compte pas moins de 91 pics ou montagnes allant du nord au sud, et dont les plus remarquables sont : au nord, la montagne Pelée (1350 mètres), le piton Pierreux (596 mètres) ; plus au centre, le piton du Carbet (1207 mètres) ; et dans le sud, la montagne du Vauclin (505 mètres), la Régale et le Gros morne du Diamant (478 mètres).

Des montagnes qui s'étendent dans toute la longueur de l'île et des contreforts qu'elles projettent, descendent une infinité de ruisseaux de l'aspect le plus paisible pendant la saison sèche, mais qui se transforment en torrents impétueux et destructeurs dans la saison des pluies. Les principaux sont : la rivière du Léopard et la rivière Salée, qui se jettent dans la baie de Fort-de-France, la première née dans les sommets du Carbet et du Piton Gelé, qui sont les plus élevés de l'île, la Capote, le Lorrain, le Galion, le Céron. Il faut ajouter à ces cours d'eau la rivière Pilote, la rivière Salée, la rivière Longvilliers ou canal du Lamentin, qui sont canalisées ou navigables pour des embarcations d'un faible tirant d'eau.

Nous avons dit que la Martinique est d'origine volcanique,

Le climat de la Martinique peut être divisé en trois saisons distinctes : la saison chaude et sèche, la saison chaude et pluvieuse et la saison fraîche¹. La saison chaude et sèche commence en avril et finit en juillet; le thermomètre marque

1. CLIMATOLOGIE DE LA STATION DE FORT-DE-FRANCE.
(ALTITUDE : 4 MÈTRES).

MOYENNES DE CHAQUE MOIS.	PRESSION barométrique.		TEMPÉRATURE.			HYGROMÉTRIE.	DIRECTION des vents pendant chaque mois.
	Hauteur moyenne corrigée en millimètres.	Oscillation diurne.	Minima.	Maxima.	Moyenne.	Pluie tombée dans les 24 heures en millimètres.	
1883							
Avril.. . . .	762,9	1,9	21 ⁰ ,8	29 ⁰ ,4	25 ⁰ ,6	0 ^m ,141 ^m	Est.
Mai.. . . .	759,2	1,4	21 ⁰ ,8	30 ⁰ ,9	26 ⁰ ,3	0 ^m ,090 ^m	Est.
Juin.	761,5	1,4	21 ⁰ ,9	30 ⁰ ,0	25 ⁰ ,9	0 ^m ,160 ^m	Est.
Juillet.	758,9	1,4	21 ⁰ ,9	30 ⁰ ,9	26 ⁰ ,4	0 ^m ,380 ^m	Sud.
Août.. . . .	759,2	1,5	22 ⁰ ,5	31 ⁰ ,1	26 ⁰ ,8	0 ^m ,325 ^m	Sud.
Septembre.. . . .	763,2	1,9	24 ⁰ ,8	30 ⁰ ,1	27 ⁰ ,4	0 ^m ,300 ^m	Sud.
Octobre.. . . .	762,0	1,9	24 ⁰ ,2	31 ⁰ ,7	27 ⁰ ,9	0 ^m ,400 ^m	Sud.
Novembre.. . . .	762,0	2,4	23 ⁰ ,6	28 ⁰ ,7	26 ⁰ ,1	0 ^m ,538 ^m	Nord.
Décembre.. . . .	764,1	2,5	23 ⁰ ,5	28 ⁰ ,7	26 ⁰ ,1	0 ^m ,078 ^m	Nord.
1884							
Janvier.. . . .	761,0	1,5	23 ⁰ ,1	30 ⁰ ,4	26 ⁰ ,7	0 ^m ,020 ^m	Nord.
Février.. . . .	759,3	1,4	21 ⁰ ,9	30 ⁰ ,6	26 ⁰ ,2	0 ^m ,035 ^m	Nord.
Mars.	759,2	1,4	21 ⁰ ,8	30 ⁰ ,9	26 ⁰ ,3	»	Est.
Observations moyennes d'une année.	761,0	1,7	22 ⁰ ,7	30 ⁰ ,2	26 ⁰ ,4	2 ^m ,517 ^m	

TREMBLEMENTS DE TERRE.

Le 10 juillet 1883 (9 h. soir). — Durée : 9 secondes. — Secousses horizontales.

Le 11 juillet 1884 (10 h. 1/2 matin). — Durée : 12 secondes. — Secousses horizontales.

Le 7 octobre 1885 (7 h. 20 matin). — Durée : 5 secondes. — Secousses horizontales.

alors 22°,9 au minimum et 31°,8 au maximum, la température moyenne est de 26°,8; la saison chaude et pluvieuse commence en juillet et se prolonge jusqu'en novembre; le thermomètre marque 23°,4 au minimum et 31°,4 au maximum, la température moyenne est de 27°,4. Pendant la saison sèche, il ne tombe que 140 millimètres d'eau; pendant la saison pluvieuse, il en tombe 1121 millimètres. Enfin, la saison fraîche commence en décembre et finit en mars; le thermomètre marque 21° au minimum et 28°,7 au maximum; il ne tombe que 475 millimètres d'eau pendant cette saison.

Les vents du nord règnent dans la saison fraîche, mais ils ont perdu en traversant l'Océan leur âpreté naturelle et ils apportent dans la colonie, une douce température, rarement troublée par les perturbations atmosphériques. Pendant la saison chaude et sèche, les vents d'est se font sentir. Ils soufflent avec moins de force que les vents du nord et la température s'élève. Les vents du sud, chauds et humides, soufflent pendant la saison chaude et pluvieuse. Ils apportent avec eux les bourrasques et les orages violents qui s'abattent sur le pays.

La Martinique est une des contrées où les tremblements de terre sont le plus fréquents. Il ne se passe guère d'année sans qu'elle n'en ressente quelques secousses. De 1883 à 1885, il y en a eu trois, parmi lesquels celui du 10 juillet 1885 a occasionné quelques dégâts dans la colonie. Mais on a conservé avec un sentiment de terreur bien légitime le souvenir de ceux de 1838 et de 1843, qui ont détruit, l'un Fort-de-France dans l'île de la Martinique, l'autre la Pointe-à-Pitre dans l'île de la Guadeloupe.

La population. — La population de l'île de la Martinique est de 168 000 habitants, répartis en 25 communes formant neuf cantons et deux arrondissements : celui de Saint-Pierre au nord, celui de Fort-de-France au sud. Le chef-lieu administratif de la colonie est Fort-de-France, au sud-ouest de l'île, dans la baie du même nom. Sa population est de 15 000 habitants environ. La majeure partie des habitants de la Martinique sont des métis des races blanche et noire, généralement désignés sous le nom de « créoles ». Les noirs purs ou presque purs y sont encore assez nombreux. Quant aux blancs purs, ils diminuent chaque jour; à peine en compte-t-on actuellement dix mille. Malheureusement, les statisti-

ques ne donnent pas les chiffres des individus de chaque race.

La baie et le port de Fort-de-France. — La baie de Fort-de-France s'étend en largeur de la pointe des Nègres au Nord au cap Salomon au sud, c'est-à-dire sur une surface d'environ quatre milles. Des deux points que nous venons d'indiquer, et qui forment les limites extrêmes de l'entrée de la baie, à son extrémité intérieure, c'est-à-dire à l'embou-

1. TABLEAU DE LA POPULATION DE LA MARTINIQUE EN 1884.

Hommes.	79,396
Femmes.	88,283
Total.	167,679

TABLEAU DÉTAILLÉ DE LA POPULATION DE LA MARTINIQUE POUR L'ANNÉE 1883.

DÉSIGNATION des communes.	TOTAUX.		
	Hommes.	Femmes.	Total.
Fort-de-France.. . . .	6,110	8,914	15,024
Le Lamentin.. . . .	6,773	6,793	13,566
Saint-Esprit.. . . .	2,651	2,672	5,323
Ducos.. . . .	2,113	2,033	4,146
Le François.. . . .	5,662	5,302	19,964
La Rivière-Salée.. . . .	1,944	1,881	3,825
Les Anses-d'Arlet.. . . .	1,271	1,311	2,582
Le Diamant.. . . .	1,129	1,144	2,273
Sainte-Luce.. . . .	978	932	1,910
Les Trois-Ilets.. . . .	1,351	1,388	2,739
Le Marin.. . . .	2,047	2,324	4,371
Le Vauclin.. . . .	2,683	3,024	5,707
La Rivière-Pilote.. . . .	3,194	3,614	6,808
Sainte-Anne.. . . .	1,457	1,447	2,904
Saint-Pierre.. . . .	8,948	14,327	23,275
Le Carbet.. . . .	3,217	3,236	6,453
La Case-Pilote.. . . .	1,459	1,470	2,929
Le Prêcheur.. . . .	2,115	1,984	4,099
La Basse-Pointe.. . . .	2,856	2,609	5,465
Macouba.. . . .	1,382	1,244	2,626
Lorrain.. . . .	3,899	4,009	7,908
La Trinité.. . . .	3,983	3,894	7,877
Sainte-Marie.. . . .	3,859	4,003	7,862
Le Gros-Morne.. . . .	4,068	4,235	8,303
Le Robert.. . . .	4,090	4,090	8,180
Totaux.. . . .	79,239	87,880	167,119

chure la rivière Salée, la distance est de six milles et demi. Le port de Fort-de-France est le plus beau et le plus vaste de toutes les Antilles. Il a servi à toutes les époques de point de ravitaillement à nos divisions navales, et c'est là qu'au siècle dernier les escadres puissantes de Duquesne, de d'Estaing, du comte de Grasse, venaient se reposer pendant quelques jours, pour repartir ensuite protéger notre commerce dans les mers voisines et livrer aux amiraux anglais ces combats brillants qui portèrent si haut à cette époque le renom de la marine française.

Le port de Fort-de-France est divisé en deux parties par un massif de rochers volcaniques sur lesquels s'étagent les batteries du fort de Saint-Louis, autrefois toutes-puissantes, mais que les progrès de l'artillerie, de la marine à vapeur, et des cuirassés armés de canons à longue portée ont rendues tout-à-fait insuffisantes. Au sud se trouve la rade des Flamands, à l'est le Carénage, anse dont les eaux toujours calmes permettent aux navires de s'y abattre en carène en toute sécurité.

1. TABLEAU GÉNÉRAL DE LA NAVIGATION DE LA MARTINIQUE
POUR L'ANNÉE 1884.

DÉSIGNATION des lieux de provenance et de destination.	MOUVEMENT DE LA NAVIGATION.					
	Entrées.			Sorties.		
	Nombre de navires.	Tonnage.	Nombre d'hommes d'équipage.	Nombre de navires.	Tonnage.	Nombre d'hommes d'équipage.
1° Navires français :						
France.	83	72,976	3,269	117	73,886	3,781
Colonies et pêcheries fran- çaises.	98	19,934	1,228	91	17,043	1,145
Pays étrangers.	155	77,054	3,987	139	81,033	4,265
Totaux.	336	169,964	8,484	347	172,022	9,131
2° Navires étrangers :						
De toutes provenances et destinations.	702	153,016	6,405	691	152,505	6,471
Totaux généraux. . .	1,038	322,980	14,889	1,038	324,527	15,602

Dans ces dernières années, la colonie a fait creuser un bassin de radoub, le mieux installé de toutes les Antilles, d'une entrée facile, et pouvant recevoir des navires d'un très fort tonnage. Des ouvriers habiles attachés à l'établissement et un matériel complet permettent d'entreprendre toutes les réparations que les navires peuvent avoir à faire.

La compagnie Transatlantique a établi à Fort-de-France son agence générale des Antilles. Elle y a installé de vastes établissements, des bureaux, des magasins, des dépôts de charbon; elle en a fait le point de relâche des grands paquebots venant d'Europe et le point d'attache de plusieurs paquebots annexes. Cette mesure n'a pas peu contribué à donner au chef-lieu de la colonie une importance et une activité nouvelles.

Saint-Pierre. — Au nord-ouest de la Martinique, aux pieds des derniers contreforts de la montagne Pelée, s'élève en amphithéâtre Saint-Pierre, la ville la plus peuplée et la plus commerçante de l'île. Sa population est de 25 768 habitants. Les montagnes qui s'élèvent sur ses derrières et contre lesquelles elle est adossée ne permettent pas aux vents alizés de venir rafraîchir son atmosphère. La rade affecte, comme la ville, une forme semi-circulaire; elle est très belle, mais dangereuse pour les navires pendant la saison de l'hivernage, car ils y sont exposés aux coups de vent. L'accès des nombreux appontements est souvent difficile; néanmoins la rade de Saint-Pierre est visitée par de nombreux navires de nationalités diverses et la ville est toujours restée le centre du commerce de la colonie.

Saint-Pierre est divisé en deux quartiers; le Fort et le Mouillage. Le premier doit son nom à la rivière du Fort, ou Roxelane, qui le traverse. C'est le quartier le plus vieux de la ville; les rues y sont accidentées, l'air y est plus pur. Le Mouillage est moins accidenté, mais aussi moins salubre, c'est le quartier du commerce et la partie de la ville qui offre le plus d'animation.

Les localités les plus importantes sont ensuite : à l'ouest, le bourg de la Trinité qui compte près de 4000 habitants et le bourg du Lamentin, presque au milieu de l'île, près de la baie du Fort-de-France; il compte une population de 6700 âmes.

3. — *Les routes à la Martinique.*

Les principaux centres de population et les communes de la Martinique sont reliés par des routes nationales dont la longueur totale est de 500 kilomètres. Ce réseau est insuffisant. Il ne relie pas entre eux tous les points importants de la colonie; il laisse dans l'isolement des communes entières au préjudice des populations qui les occupent et qui payent l'impôt comme les autres habitants de l'île. M. le vice-amiral Aube, dans une remarquable brochure intitulée « La Martinique, son présent et son avenir », a traité avec une rare compétence la question des voies de communication à la Martinique. Nous ne saurions mieux faire que de le citer textuellement. Après avoir fait remarquer que certaines communes du Nord sont isolées en raison de leur position géographique et de la constitution géologique de l'île, et cela, après trois siècles de colonisation, il ajoute : « C'est ce que montre un simple coup d'œil jeté sur une de ces cartes où sont marquées les routes qui, en dehors de la mer, mettent en communication les différents quartiers de la colonie.

« Ces routes, dit-il, comprennent deux réseaux distincts, aboutissant l'un à Saint-Pierre, l'autre à Fort-de-France. Mais ces deux grands centres de population, et par suite les deux réseaux dont ils sont la tête, ne communiquent pas directement entre eux; le trait qui les unit est la route de la Trace. Cette route part de Saint-Pierre, se dirigeant à l'est jusqu'aux Deux-Choux, à 13 kilomètres; là, elle se bifurque en deux routes nouvelles, courant l'une dans la même direction jusqu'à la Trinité, l'autre vers le sud, jusqu'à Fort-de-France, sur une longueur de 21 kilomètres. Ce sont les deux côtés d'un triangle rectangle dont l'hypoténuse est la distance du chef-lieu à Saint-Pierre : — *Time is money*. Quand certaines circonstances, qui heureusement ne se reproduisent que de loin en loin, empêchent les paquebots de mouiller à Saint-Pierre, les négociants du grand marché de la Martinique en font la pénible expérience.

« Mais ce qui n'est qu'une leçon de choses isolée, bientôt oubliée pour les habitants des deux principales villes de la colonie, est un obstacle de tous les jours qui pèse lourdement sur les communes secondaires de l'intérieur, et surtout sur les « habitations », c'est-à-dire les exploitations agri-

coles. Le réseau du nord, celui qui part de Saint-Pierre, comprend d'abord cette route de la Trace qui de l'ouest à l'est traverse l'île à l'une des dépressions les plus profondes de la chaîne principale de son ossature. Dans tout son parcours, jusqu'au bourg du Gros-Morne, elle s'enfonce hardiment au milieu de forêts vierges encore, où la nature luxuriante des tropiques étale sa merveilleuse *scenery*; l'homme en a respecté les beautés; tant mieux pour les artistes, et combien peu viennent les admirer! mais tant pis, hélas! pour le gros de la foule, pour tous ceux qui se préoccupent des intérêts réels, pratiques, du pays et pour qui ces trésors artistiques ne valent pas les trésors assurés que le travail pourrait créer à leur place!

« A quelques kilomètres du Gros-Morne, la scène change; les habitations vivrières font l'aisance de Canton, dont le représentant au conseil général revendiquait hautement naguère le titre de campagnard. Des groupes de bananiers aux larges feuilles métalliques, des arbres à pain, des manguiers aux fruits savoureux, des orangers, des goyaviers, confondent leurs feuillages en masses ombreuses, ou limitent des champs cultivés avec soin, dans lesquels la patate douce, le taro, le chou caraïbe, le manioc poussent avec une étonnante vigueur. Du Gros-Morne, la route de la Trace descend par pentes rapides jusqu'à la Trinité; là commence la grande culture de l'île, celle qui en fait la richesse industrielle: la culture de la canne à sucre, dont les champs se succèdent sans interruption, mais non sans monotonie, jusqu'au Macouba sur les territoires de Sainte-Marie, du Marigot, de la Grand'Ame et de la Basse-Pointe.

« La route qui relie la Trinité à ces riches et importantes communes est la seconde du réseau du Nord; elle suit le rivage de la mer dans toutes ses sinuosités, et comme ces rivages sont inabordables, toujours pour les grands navires, le plus souvent pour les caboteurs, elle remédie aux obstacles qu'une aussi dure fatalité oppose aux relations de ces communes. Dans quelle mesure? C'est ce qu'il est facile d'apprécier quand on l'a parcourue une seule fois. Des côtes abruptes, d'incessants détours pour éviter des côtes plus abruptes encore, en se tenant près du rivage, et après les grandes pluies, de longs passages profondément ravinés, comme celui du Pain de sucre, où les voitures légères passent à grand'peine, où les cabrouets s'arrêtent malgré les

vigoureux efforts de quatre grands bœufs qui les traînent, bien d'autres signes irrécusables, révèlent à la fois l'incurie créole, l'impuissance administrative, et disent assez combien à faire le passé et le présent lèguent à l'avenir.

« Non loin du pont de la Capote, enfin rétabli en 1880, la route dont nous parlons se relie à celle de Saint-Pierre à la Basse-Pointe en passant par le Morne-Rouge et l'Ajoupa-Bouillon; à voir les difficultés vaincues, les travaux d'art, les ponts hardis et massifs à la fois jetés sur les torrents qui la coupent, à voir enfin son parfait état d'entretien, cette route apparaît comme la plus importante de l'île. Est-ce bien vrai, et bien qu'elle mette le plus grand centre commercial en communication constante avec les plus riches territoires du pays, ceux qui lui ont sacrifié les autres routes, surtout celles du sud, ont-ils été bien inspirés? n'ont-ils eu en vue que l'intérêt général? même dans le nord, les sommes qui eussent pu être épargnées n'auraient-elles pas trouvé un meilleur emploi? Du Macouba à la Grand'Rivière, la route est encore praticable aux voitures; de la Grand'Rivière au Prêcheur, elle n'est plus qu'un sentier, où les cavaliers se hasar dent seuls. Une plus sévère économie, moins de luxe dans les détails, eussent sans doute permis d'achever sinon le réseau des routes du nord, du moins la route circulaire de l'arrondissement de Saint-Pierre.

« Toutes les communes du sud, à partir de la Trinité, toutes celles de la côte occidentale, offrent, nous l'avons dit, des mouillages tranquilles et sûrs. La mer est donc la voie qui, prompt autant qu'économique, assure leurs communications entre elles et au dehors. Néanmoins, le réseau des routes du sud est plus complet et autrement étendu que celui du nord. Cela tient essentiellement à la constitution géologique de cette partie de l'île moins tourmentée, et où les plaines du Lamentin tiennent une si grande place. Mais, sauf les routes qui directement relient le chef-lieu aux bourgs populeux de la Trinité, du Robert, du François et du Lamentin, toutes laissent beaucoup à désirer; la plupart d'entre elles ne sont pas empierrées et ont été tracées à travers champs et aux flancs des mornes, suivant les besoins des anciennes habitations, autrefois centres de la vie agricole de ces districts. Heureusement la nature du sol, où le tuf domine, facilite leur entretien, et, de plus, on peut dire que leur véritable ingénieur, celui qui assure leur viabilité,

est le grand ingénieur Soleil, dont l'action réparatrice lutte victorieusement contre les forces destructives des pluies torrentielles de l'hivernage.

« Les crédits alloués aux routes, aux canaux, aux constructions neuves, aux réparations des bâtiments civils, à tout ce qui constitue en un mot le service des ponts-et-chaussées, ont toujours, et notamment dans ces trente dernières années, pris une large part du budget colonial. Ce n'est donc pas sans surprise que l'on constate, comme nous venons de le faire, les minces résultats obtenus. En évaluant à 20 millions de francs les sommes ainsi dépensées dans ce laps de temps, on reste certes au-dessous de la vérité. Que sont devenus ces millions?.... Pour rester sur le terrain des faits, nous nous bornerons à constater que les routes vicinales et communales n'existent que de nom, malgré les crédits votés chaque année par les conseils municipaux et régulièrement payés aux entrepreneurs chargés de leur entretien. »

La situation signalée il y a quelques années par le ministre actuel de la Marine ne s'est pas sensiblement modifiée. Cependant, les voies de communication, les routes, les chemins de grande et de petite viabilité sont indispensables au développement commercial de tout pays. Doter la colonie de routes, c'est lui donner les outils les plus nécessaires à sa prospérité. Ceux à qui en incombent la charge ont le devoir de ne pas l'oublier.

4. — *L'agriculture et l'industrie à la Martinique.*

Pendant de longues années, la Martinique a dû sa prospérité à la canne à sucre. Aujourd'hui encore, plus du quart de sa superficie, soit 25 795 hectares, est consacré à la culture de cette plante qui occupe plus de 30 000 travailleurs. Cependant sa production depuis quelques années a baissé dans d'assez fortes proportions. Les rendements obtenus ne sont plus rémunérateurs. Bien des motifs expliquent les modifications apportées à l'état économique de nos colonies à sucre. Tout d'abord, les sucres de betterave ont amené une diminution des prix contre laquelle les colons ont été, dès le premier moment, impuissants à lutter.

Des considérations d'ordre politique et agricole se sont ajoutées au motif que nous venons d'indiquer. La République

de 1848, en proclamant l'abolition de l'esclavage, a fait un grand acte d'humanité dont on ne saurait trop la féliciter, mais elle a déterminé dans le régime économique de nos colonies un trouble que les propriétaires n'ont pas su encore faire cesser. La production diminua des deux tiers. Elle se releva ensuite, mais sans jamais atteindre le degré de prospérité qu'elle avait eu de 1840 à 1847¹. Dès qu'ils eurent recouvré leur indépendance, les anciens esclaves et leurs descendants se refusèrent presque unanimement à cultiver la canne et à s'enrôler en qualité de travailleurs libres chez leurs anciens maîtres. Peut-être cette situation subalterne leur rappelait-elle trop ostensiblement leur ancienne condition; peut-être, aussi, les noirs qui ne travaillent généralement que lorsqu'ils y sont forcés, préféreraient-ils vivre de peu, sans rien ou presque rien faire, que d'être assujettis à accomplir une tâche déterminée. Quoi qu'il en soit, la majeure partie d'entre eux ont préféré demander à d'autres professions la satisfaction des besoins de la vie. Beaucoup sont devenus ou petits commerçants ou petits boutiquiers; d'autres ont acheté un coin de terre qu'ils cultivent à leurs heures et qui leur procure les objets indispensables à l'existence. Pour obvier au manque de bras qui se fit sentir après l'abolition de l'esclavage, on eut recours à des immigrants volontaires, que l'on alla chercher, en Afrique d'abord, dans l'Inde ensuite. Mais le nombre en a toujours été insuffisant, et ils n'ont jamais fourni qu'une somme de travail peu considérable. Cette introduction de travailleurs dans la colonie n'a pas eu lieu, d'ailleurs, sans occasionner des dépenses relativement considérables. Chaque

1. TABLEAU DES CULTURES DE LA MARTINIQUE EN 1884.

NOMBRE D'HECTARES							SUPERFI- CIE de la colonie en hectares.
CULTIVÉS.			EN FRICHE.				
Canne à sucre.	Culture secondaire.	Cultures vivrières.	Savanes.	Forêts.	Dépendances et habitations.	Terrains vagues.	
25,795	1,043	15,652	20,863	14,303	9,531	11,495	98,782

coolie coûte environ 500 francs, qui sont à la charge, par moitié environ, de la colonie et de l'engagiste. De plus, la journée de l'Indien, en tenant compte de la prime payée et des autres frais, tels que la nourriture, les vêtements, les soins d'hôpital, les non-valeurs et la mortalité, revient à environ deux francs. C'est là un surcroît de frais généraux qui a été vivement ressenti par les colons. Dans le but de diminuer leurs charges toujours croissantes, les propriétaires ont beaucoup négligé les soins qu'exige la canne. Le binage, le buttage, le nettoyage, l'enlèvement des feuilles jaunies n'ont pas eu lieu avec toute la régularité et toute la ponctualité nécessaires. Il en est résulté une diminution des produits, une infériorité dans la qualité de la canne, qui a eu pour conséquence des rendements insuffisants et des pertes sérieuses. D'autres causes, déjà énumérées quand nous avons étudié la Réunion, sont venues se greffer sur celles dont nous venons de parler. A la Martinique comme à la Réunion, les engrais ne sont presque pas employés, probablement parce qu'ils nécessitent une avance de capitaux que les colons n'ont pas toujours à leur disposition. Les instruments aratoires sont des plus primitifs : « La houe, dit l'amiral Aube, dans l'intéressante brochure que nous avons déjà citée, reste encore l'instrument favori du travailleur par excellence de notre colonie, le travailleur indigène créole, et de trop nombreuses habitations portent la trace de la routine. »

Si à toutes ces considérations réunies, nous ajoutons encore les frais qui résultent de l'obligation dans laquelle se trouvent les propriétaires d'aller acheter au Vénézuéla ou à Porto-Rico les bœufs et les mulets indispensables aux charrois sur les routes que nous connaissons; si l'on additionne aux autres frais les pertes provenant des maladies épidémiques de ces animaux et celles qui se produisent durant la période d'acclimatation, on peut juger des difficultés avec lesquelles sont aux prises les producteurs de sucre à la Martinique.

Cependant, bien peu paraissent disposés à abandonner la culture de la canne. Il semble, au contraire, que devant la redoutable concurrence qui leur est faite par la betterave, ils se décident à introduire dans leurs procédés cultureux les améliorations reconnues indispensables. La perfection de l'outillage, le choix intelligent des engrais, peuvent amener

un rendement plus élevé. L'abandon des vieux procédés de fabrication et une sage économie dans les combustibles doivent avoir les meilleures conséquences à tous les points de vue.

Une innovation qui date à peine de quelques années doit amener les meilleurs résultats : autrefois, les 510 exploitations sucrières de la Martinique possédaient, outre leur atelier de travailleurs et leur outillage de culture, un système de fabrication emprunté aux temps les plus reculés. La création de dix-sept usines centrales, à outillage perfectionné, fondées par actions ou avec le concours du Crédit Foncier, est venue apporter à l'industrie sucrière, en séparant la culture de la canne de sa préparation industrielle, un concours puissant. Des contrats passés entre les propriétaires et les usines centrales règlent les conditions d'achat et de vente; les usines remplissent également l'office d'entrepôt et sont devenues ainsi les intermédiaires des producteurs et du commerce. Avant leur installation, les planteurs s'adressaient pour la vente de leurs produits à des commissionnaires qui étaient également leurs banquiers et dont les services étaient fort onéreux. Dans le voisinage des usines, de petites voies ferrées ont été installées pour recueillir les cannes des plantations les plus rapprochées et diminuer les frais si considérables des transports. La région du nord est encore privée des bienfaits d'une institution semblable. La nature du terrain y rend son application très difficile, sinon impossible, et les planteurs doivent encore avoir recours aux moulins primitifs du père Labat.

La fabrication du rhum est une des industries les plus prospères de la colonie. Non seulement on fabrique le rhum dans chaque habitation sucrière, mais encore des industriels, qui achètent les matières premières aux colons, ont installé des usines pour le fabriquer eux-mêmes. C'est un commerce qui est intimement lié à la prospérité de la canne à sucre.

Après la culture de la canne à sucre, la culture vivrière est la plus importante; elle occupe environ 15 562 hectares et constitue la propriété moyenne, qui est en grande partie entre les mains des mulâtres. Plus de 18 000 travailleurs sont utilisés pour la culture vivrière, qui comprend les patates, les ignames, le manioc, les bananes, le chou caraïbe, les asperges, les artichauts, les choux-fleurs, entrés dans la con-

sommatation journalière. Tous ces produits sont cultivés en vue de la consommation particulière de l'île; on y consacre les terrains un peu élevés impropres à la culture de la canne. Les exploitations vivrières tendent chaque jour à prendre davantage d'importance; leur rendement est des plus satisfaisants et pourrait être facilement augmenté le jour où les petits propriétaires auront recours à des méthodes culturales plus perfectionnées, et où ils voudront se donner la peine d'acclimater de nouveaux légumes.

Les cultures secondaires, comprenant le cacao et le café, embrassent une étendue de 1050 hectares environ. Le cacao donne des rendements élevés. Sa culture tend à s'accroître depuis le début de la crise qui sévit sur l'industrie sucrière. Les agriculteurs de la Martinique semblent songer à trouver des produits pouvant, à une heure donnée, remplacer la canne, qui peut leur faire défaut. Le café, après avoir été une des denrées les plus productives des Antilles, a presque disparu pour être remplacé par la canne à sucre, à la suite d'une maladie qui attaquait les plants. Depuis quelques années, on a introduit et planté sur divers points de l'île le café de Libéria, plus rustique que celui du pays, et qui paraît en mesure de résister à la maladie. On a tenté également d'acclimater certaines autres plantes, parmi lesquelles nous pouvons citer le tabac, le citron, les oranges, le rocou, etc. Ces tentatives doivent être encouragées. L'administration devrait, par des primes accordées aux agriculteurs, pousser à l'introduction de ces produits nouveaux, car il nous paraît impossible que la canne à sucre puisse seule rendre à la colonie son ancienne prospérité.

La Martinique ne compte pas moins de 20 863 hectares de savanes ou pâturages, dans lesquels on pourrait avec des soins acclimater et faire reproduire du bétail. Il paraît y avoir là une source de revenus considérables, si l'on songe que Porto-Rico fournit annuellement à la colonie un millier de bœufs vivants et les États-Unis d'Amérique des viandes salées et fumées. Jusqu'à ce jour, on ne semble avoir rien tenté de ce côté; cependant, dans un pays arrosé comme la Martinique, où les pluies sont fréquentes, l'installation de prairies naturelles peut se faire à peu de frais et sans grand travail.

5. — *Le commerce à la Martinique.*Le chiffre des importations et des exportations¹ pendant

1. TABLEAU DES EXPORTATIONS DE LA MARTINIQUE, PAR PAYS, DE 1879 A 1882.

PAYS DE DESTINATION.	1879.	1880.	1881.	1882.
	fr.	fr.	fr.	fr.
France	19,537,572	18,177,423	20,482,520	22,582,235
Colonies françaises	626,612	602,295	429,910	391,150
Angleterre	»	225,338	237,909	»
Possessions anglaises	779,279	1,079,194	800,409	827,067
Hollande	95	»	»	»
Espagne	431,184	8,600	»	309,738
Possessions espagnoles	40,365	2,048	29,118	1,306
États-Unis	6,180,537	7,348,052	6,512,534	7,555,530
Haïti	5,448	2,150	510	2,817
Italie	748,573	»	»	»
Nouvelle-Grenade	5,633	21,828	1,118	1,820
Vénézuéla	7,919	4,068	600	5,457
Possessions hollandaises	9,178	16,264	4,326	6,147
Possessions danoises	56,979	49,672	47,149	31,539
Totaux	28,429,374	27,536,932	28,546,103	31,714,806

TABLEAU DES IMPORTATIONS DE LA MARTINIQUE, PAR PAYS, DE 1879 A 1882.

PAYS DE PROVENANCE.	1879	1880	1881	1882
	fr.	fr.	fr.	fr.
France	16,608,629	16,418,159	41,213,005	12,663,822
Colonies françaises	739,271	979,115	613,210	1,069,240
Angleterre	3,469,963	3,456,712	2,462,527	1,923,532
Possessions anglaises	4,008,429	4,310,672	4,244,457	5,173,985
Brésil	2,000	»	»	»
Espagne	1,379	»	»	1,720
Possessions espagnoles	1,218,105	971,806	648,876	634,977
États-Unis	5,070,490	6,770,288	5,083,548	5,485,188
Haïti	33,657	37,883	36,433	15,300
Nouvelle-Grenade	282,024	318,072	264,705	260,225
Patagonie	»	»	72,300	»
République argentine	»	»	»	12,000
Uruguay	25,000	25,280	»	»
Vénézuéla	126,660	226,335	105,343	227,204
Possessions hollandaises	55,592	72,972	38,835	17,700
Possessions portugaises (Maderè)	33,745	»	»	»
Possessions danoises (Saint-Thomas)	97,286	45,290	51,724	73,642
Totaux	32,572,231	33,632,584	24,774,963	27,568,535

l'année 1884 a été de 54 122 902 francs; il avait été en 1883 de 70 320 043 francs, et, en 1879, il avait atteint 63 001 604 francs. Il y a lieu de remarquer que dans les trois années que nous venons de citer, la balance penche constamment en faveur des importations dans la proportion de 4 000 000 de francs environ chaque année. Cette balance indique une situation gênée des affaires, trop justifiée par le chiffre total du commerce en 1884 comparé à celui des deux années précédentes.

Quant au mouvement de la navigation en 1884, 2076 navires sont entrés et sortis des ports de la Martinique. Ils jaugeaient ensemble 647 507 tonnes. Dans ces chiffres, le mouvement maritime effectué sous pavillon national a été de 683 navires (entrée et sortie) jaugeant 341 986 tonnes. En 1879, pour la même colonie, le nombre des navires français (entrée ou sortie) avait été de 805 navires, jaugeant seulement 323 582 tonnes. Il y a lieu de remarquer que pour les deux années 1879 et 1884, le nombre des navires étrangers qui a fréquenté notre colonie est supérieur à celui des navires français, mais le tonnage des navires étrangers est inférieur à celui de nos navires.

MARTINIQUE

TABEAU GÉNÉRAL DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS
EN 1884.

1° Commerce entre la France et la Martinique.

Exportations de France pour la colonie (commerce spécial).	11,325,232	} 28,295,931
Importations de la colonie en France (commerce général)....	16,970,699	

2° Commerce de la Martinique avec les autres colonies et pêcheries françaises.

Importation des colonies et pêcheries françaises.....			956,256	}	1,245,686	
Exportations	Denrées et marchandises de la colonie Denrées et marchandises provenant de l'importation	Françaises.. 127,084 Étrangères.. 102,090	60,256			229,174
pour les autres colonies et pêcheries françaises.						
			289,430			

3° Commerce de la Martinique avec l'étranger.

Importations en marchandises étrangères.	Par navires français,	Des entrep.		2,539,189	15,601,016	
		de France..	639,204			
		De l'étran- ger directe- ment.....	1,899,985			
	Par navires étrangers.....		13,061,827		24,581,285	
Exportations pour l'étranger.	Denrées et marchandises provenant de l'importation.	Denrées et		8,299,927		8,980,269
		françaises..	523,892			
		étrangères..	166,450			
			690,342			

Total général..... 54,122,902

* Les mouvements des entrepôts de la Martinique sont compris dans ces chiffres.

Les communications de la Martinique avec la Guadeloupe, les Antilles espagnoles, les Antilles anglaises au vent et sous le vent, avec le Mexique, avec la Guyane française, avec la France et l'Angleterre, sont assurées plusieurs fois par mois par les paquebots de la Compagnie transatlantique et du Royal-Mail. Un paquebot partant environ tous les cinq jours fait le trajet de New-York à la Martinique.

TABLEAU DU COMMERCE GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE EN 1883 ET 1884.
Exportation.

ANNÉES.	DENRÉES DU CRÛ DE LA COLONIE.				MARCHANDISES PROVENANT DE L'IMPORTATION.			TOTAL DES exportations.
	Pour la France.	Pour les colonies fran- çaises.	Pour l'étranger.	Total.	Marchand. françaises.	Marchand. étrangères.	Total.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1884....	16,199,030	60,256	8,289,927	24,549,213	842,021	849,164	1,691,185	26,240 398
1883....	18,419,675	62,446	11,671,553	30,153,674	1,409,529	1,262,881	2,672,410	32,826,084
Diminution en 1884.	2,220,645	2,190	3,381,626	5,604,461	567,508	413,717	981,225	6,585,686
Diminution réelle pour le commerce général.					Importation. 5,006,057 Exportation. 6,585,686			11,591,743

TABLEAU COMPARATIF DU COMMERCE GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE EN 1883 ET 1884.
Importation.

ANNÉES	MARCHANDISES FRANÇAISES.		MARCHANDISES ÉTRANGÈRES.			TOTAL DES importations
	Venant de France.	Venant des colonies françaises	Importées par navires français.	Importées par navires étrangers.	Total.	
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1884.. . .	11,325,232	907,492	2,587,953	13,061,827	15,649,780	27,882,504
1883.. . .	13,305,972	940,682	4,438,004	14,203,903	18,641,907	32,888,561
Diminution en 1884.. .	1,980,740	33,140	1,850,051	1,142,076	2,992,127	5,006,057
Total	2,013,930 fr.					

III. — LA GUADELOUPE ET SES DÉPENDANCES.

L'île de la Guadeloupe, une des petites Antilles, est située dans l'océan Atlantique, au nord de la Martinique, dont elle est séparée par une distance de 110 à 120 lieues. Elle est comprise entre 15° 19' et 16° 31' de latitude nord, et entre 63° 32' et 64° 9' de longitude ouest du méridien de Paris. Découverte par Christophe Colomb, lors de son second voyage, le 2 novembre 1493, elle fut occupée pour la première fois par les Français le 28 juin 1635.

Le canal de séparation. — La Guadeloupe est divisée en deux parties inégales par un canal d'une longueur de 11 kilomètres, mesurant de 30 à 120 mètres de large et portant le nom de Rivière Salée. La partie occidentale, qui affecte la forme d'une ellipse irrégulière, s'étend vers le sud et prend le nom de Guadeloupe proprement dite. La partie orientale, plus au nord, est connue sous le nom de Grande-Terre. Bien que formant une seule île, ces deux terres diffèrent sensiblement quant à la structure géologique et à la topographie générale; aussi croyons-nous devoir les étudier séparément.

1. — LA GUADELOUPE PROPREMENT DITE.

Les montagnes. — La Guadeloupe proprement dite a une circonférence de 180 kilomètres, sa longueur est de 46 kilomètres et sa largeur de 27. D'origine volcanique, elle est traversée dans toute sa longueur, du nord au sud, par une chaîne de montagnes boisées dont les points culminants les plus remarquables sont : au nord, le piton de Sainte-Rose, dont l'altitude est de 356 mètres; la Grosse-Montagne, volcan éteint (720 mètres); non loin de là, se trouve le piton Baille-Argent (610 mètres); — plus au centre, le piton Guyonneau (700 mètres), la Couronne (800 mètres), les Mamelles (773-719 mètres), la montagne Saint-Jean, baignée par deux bras du plus important cours d'eau de l'île, la Grande-Rivière, et les Sauts de la Bouillante (1122-1044 mètres); — dans la partie sud, le massif du Sans-Toucher, composé de quatre sommets principaux, le grand et le petit Sans-Toucher, le piton de la Moustique et le morne Gourbeyre, est le plus considérable de la chaîne,

son altitude est de 1480 mètres. Il faut citer encore la Soufrière, volcan qui projette encore des vapeurs sulfureuses, et le morne de la Madeleine (1050 mètres).

Les rivières. — De ce massif montagneux s'échappent 70 rivières ou ruisseaux qui arrosent l'île dans tous les sens, mais dont l'importance au point de vue de la navigation est nulle, et parmi lesquelles on ne trouve à citer que la Goyave et la Lézarde à l'est et la Grande Rivière au nord-est. Cette dernière se jette dans la mer par trois embouchures dont l'une permet aux navires d'une certaine dimension de remonter jusqu'à une distance de 9 kilomètres.

Les contreforts de la chaîne de montagnes qui traverse l'île étendent leurs rameaux dans toutes les directions; mais tandis qu'ils s'abaissent insensiblement jusqu'à la mer sur la côte orientale, en permettant aux terres alluvionnaires de se maintenir sur leurs pentes, la côte occidentale est abrupte, ses bords sont escarpés et plongent à pic dans la mer. Le sol est formé de porphyres, de trachytes, de laves et de basaltes. Toute cette contrée est pauvre et stérile. C'est dans l'autre partie que se trouvent les plus riches plaines de l'île. En dehors des pics que nous avons indiqués, on ne trouve dans l'intérieur de l'île aucun point à signaler.

Les côtes et les ports. — Les côtes seules offrent quelque intérêt. La côte orientale est plate et peu échancrée, aussi

1. TABLEAU DE LA POPULATION DE LA GUADELOUPE AU 31 DÉCEMBRE 1884.

DÉSIGNATION.	Hommes.	Femmes.	Total.	IMMIGRANTS.				TOTAL général.
				Hommes.	Femmes.	Enfants des deux sexes.	Total.	
Guadeloupe et Grande-Terre.	65,909	68,098	134,007	12,159	5,126	4,048	21,333	155,340
Marie-Galante.	7,683	8,045	15,728	632	312	402	1,346	17,074
Désirade. . . .	872	1,071	1,943	10	5	»	15	1,958
Saintes	849	858	1,707	»	»	»	»	1,707
St-Barthélemy.	1,273	1,699	2,942	»	»	»	»	2,942
Saint-Martin. .	1,758	2,087	3,845	»	»	»	»	3,845
Totaux. .	78,344	81,828	160,172	12,801	5,443	4,450	22,694	182,666

les ports y sont rares et accessibles seulement aux bâtiments d'un faible tonnage. La baie Sainte-Marie, où se chargent tous les sucres de la Capesterre, une des plus riches communes de la Guadeloupe proprement dite, est une des plus importantes. Quant à la côte occidentale, on y trouve des anses assez profondes : l'anse à la Barque, dans la commune des Vieux-Habitants, et la baie Deshayes, offrent de bons mouillages pour de grands navires et même pour des vaisseaux de guerre, mais il ne s'y fait aucun commerce. La partie nord-est de l'île est très fertile, la côte est basse, les anses peu accusées; on y remarque la baie Mahault, qui ne peut recevoir que de petits bâtiments. Les très riches communes du Lamentin, de Sainte-Rose et de la baie Mahault se trouvent dans cette région.

La Basse-Terre. — La plus importante des villes de la Guadeloupe proprement dite est la Basse-Terre, située dans le sud-ouest de l'île. Elle a une population de 7616 habitants. C'est le chef-lieu de la colonie et le siège du Gouvernement. Elle doit à cette circonstance d'avoir conservé une certaine importance. La cour d'appel, le tribunal de première instance, la chambre de commerce, l'école normale primaire de filles, le jardin botanique, donnent à la ville un mouvement et une animation que son commerce et son industrie seraient impuissants à lui communiquer. Sa rade est ouverte à tous les vents et sujette à tous les raz de marée, surtout pendant la saison de l'hivernage. Aussi est-elle peu fréquentée; en 1883, le mouvement de la navigation a été seulement de 46 navires. Son commerce d'importation et d'exportation réunies atteint à peine 820 000 francs. La Basse-Terre a joui, autrefois, d'une prospérité plus grande, mais elle a été détruite à plusieurs reprises par les Anglais, consumée en partie il y a cent ans par un violent incendie, ravagée par la guerre civile pendant la Révolution, éprouvée à toutes les époques par de nombreux coups de vent et des ouragans; elle n'est plus aujourd'hui qu'une ville de fonctionnaires, agréable à habiter parce que son climat est salubre et qu'elle offre de frais ombrages.

La question de savoir si elle devra conserver indéfiniment le siège du gouvernement se pose depuis longtemps. On fait remarquer que la Basse-Terre est située dans la partie la plus éloignée de la colonie et que c'est là une mauvaise condition pour un chef-lieu. Cette objection a d'autant plus

de force que le centre des affaires, le port de beaucoup le plus important de l'île, la résidence de tous les consuls, la ville la plus peuplée se trouve être la Pointe-à-Pitre, située dans une position très centrale et d'où le gouverneur ou les chefs d'administration pourraient se rendre très rapidement sur les divers points de la colonie. Cette question devra être résolue un jour ou l'autre, et la Basse-Terre, qui n'a à faire valoir que des titres d'ancienneté, nous paraît être dans de sérieuses conditions d'infériorité.

2. — LA GRANDE-TERRE

Au nord-est de la Guadeloupe proprement dite, se trouve la Grande-Terre, qui diffère sensiblement de sa voisine. Elle a la forme d'un triangle très irrégulier dont la pointe orientale, dite pointe des Châteaux, s'avance longue et fine dans la mer. Elle mesure à sa base 53 kilomètres, sa hauteur est de 31 et son périmètre de 264 kilomètres. Cette île semble avoir émergé lentement de la mer. Elle est de formation calcaire sur une base pyrogène et ses superpositions calcaires ont une hauteur variant de 324 à 389 mètres. Son sol est alluvionnaire, plat, entrecoupé seulement de quelques monticules : dans la partie sud, courent, parallèlement à la côte, des mornes sauvages et des gorges profondes.

La Grande-Terre, qui possède peu de montagnes et de forêts, n'a pas de rivières, mais seulement quelques rares ruisseaux où l'eau ne coule que pendant la saison des pluies, et des sources disséminées çà et là. Les pluies y sont peu fréquentes et la sécheresse s'y fait très souvent sentir.

La côte méridionale de l'île, généralement basse, présente néanmoins une série de pointes et d'anses dans lesquelles les goélettes peuvent venir faire leur chargement de sucre. Les plus connues sont le port de Saint-François, la petite baie de l'Anse-à-la-Barque et le mouillage de Sainte-Anne.

La ville et le port de la Pointe-à-Pitre. — Dans la partie sud-ouest de la Grande-Terre, au fond du golfe formé par les deux îles et connu sous le nom de Petit-Cul-de-sac-marin, à l'entrée de rivière Salée, au centre de nos possessions, se trouve la Pointe-à-Pitre, avec une population de 18 000 habitants. C'est la ville la plus commerçante de la colonie et la plus fréquentée par les grands navires et par ceux qui se livrent au cabotage. Son port est un des plus

beaux des Antilles. Il est situé au fond d'un vaste estuaire fermé par une ceinture d'îlots assez espacés pour permettre aux plus grands navires d'y pénétrer sans danger. Sa situation le met également à l'abri des vents du large et des raz de marée, ce qui est précieux dans ces parages.

Placé sur la route de Panama, le port de la Pointe-à-Pitre est appelé à prendre un développement considérable, mais, pour favoriser ce développement, il importe de prendre quelques mesures. La canalisation de la rivière Salée, dont la navigation présente actuellement des difficultés et ne peut être effectuée que par des caboteurs, en raison des hauts fonds qui se trouvent à ses extrémités et des palétuviers qui croissent sur ses bords, doit être entreprise le plus promptement possible. Un ingénieur hydrographe de la marine, M. Ploix, auteur d'un livre ayant pour titre *le Pilote de la Guadeloupe*, estime que la canalisation de la rivière Salée pour une profondeur de 5 mètres, une largeur moyenne de 60 mètres sur le parcours, et de 100 mètres aux embouchures, amènerait une dépense de 2 500 000 francs. La canalisation de la rivière Salée aurait pour conséquence de raccourcir d'une façon sensible le voyage des navires se dirigeant sur Panama ou en revenant. Quant à la dépense relativement minime que ce travail occasionnerait, elle serait aisément assumée par quelque compagnie privée si la colonie et la métropole voulaient y mettre un peu de bonne volonté.

L'élargissement et l'amélioration du port de la Pointe-à-Pitre se recommandent également à l'attention des administrateurs de la colonie. « Ce qu'il faudrait surtout, dit M. Ploix, ce serait d'offrir aux bâtiments qui y viennent plus de ressources, des rechanges de toutes espèces, des ateliers très bien montés pour la réparation des machines, de l'eau surtout à bon marché, des citernes flottantes, etc. » Nous ajouterons qu'un bassin de radoub est indispensable à un port de cette importance dans des mers où les ouragans, les coups de vent, les tempêtes sont assez fréquents pour que les navires aient souvent à supporter des réparations de première nécessité.

Le Grand Cul-de-sac. — Au nord de la rivière Salée, la Guadeloupe proprement dite s'infléchissant vers l'ouest et la Grande-Terre montant presque perpendiculairement vers le nord, forment un golfe connu sous le nom de Grand Cul-de-sac marin. La navigation de ce passage présente des

difficultés et nécessite des précautions, car il est obstrué par des bancs. La partie de la côte de la Grande-Terre qui borde le Grand Cul-de-sac est basse ; on y rencontre quelques rivières sans pente qui formaient autrefois des marais malsains ; on a dû les canaliser pour assainir le pays. La rivière qui passe à Grippon, petite ville située au centre de l'île, dans une excellente situation commerciale, est dans ce cas ; elle a pris le nom de canal des Rotours. Ce canal est approprié à la navigation des canots sur une longueur de 4500 mètres environ. Un peu plus haut, se trouve le canal Faujas, qui arrose Port-Louis, chef-lieu de canton important, relié à la Pointe-à-Pitre par un service de bateaux à vapeur. A l'extrémité nord de l'île se trouve la pointe de la Grande-Vigie, battue avec fureur par la mer. De ce point à l'anse Sainte-Marguerite, située sur la côte orientale, à un peu plus du tiers de sa longueur totale, les falaises sont formées de rochers abrupts et qui plongent à pic dans la mer. Plus loin, jusqu'au bourg du Moule, les falaises s'abaissent sensiblement.

Le Moule. — Le Moule, sur la côte orientale, est la seconde ville de la Grande-Terre ; sa population est de 8538 habitants, non compris les immigrants, qui sont au nombre de 2639. Son commerce, importations et exportations comprises, a atteint, en 1883, le chiffre de 5 693 737 francs. Malheureusement cette ville est mal servie par son port. La barre qui est à l'entrée n'a que 5 mètres d'eau et en rend l'accès difficile. Il ne peut recevoir que des navires jaugeant 300 tonneaux. Ses dimensions insuffisantes font que les navires n'y évoluent que difficilement et les crues subites de la rivière qui vient y aboutir créent parfois un danger assez grand pour leur sécurité. A plusieurs reprises, le conseil général de la Guadeloupe s'est préoccupé d'obvier à cette situation en reliant par une voie ferrée le port du Moule à la Pointe-à-Pitre. Des considérations budgétaires n'ont pas permis jusqu'à ce jour de donner suite à ce projet. Cependant une ligne qui desservirait le Moule, Grippon et la Pointe-à-Pitre, traverserait toute une contrée sucrière très riche et rendrait les plus grands services.

Du bourg du Moule à la pointe des Châteaux, à l'extrémité est de la Grande-Terre, la côte est bordée de falaises à pic mesurant de 40 à 50 mètres.

3. — *Le climat de la Guadeloupe.*

On admet généralement que deux saisons partagent l'année à la Guadeloupe : la saison chaude de juin, à novembre, et la saison fraîche, de décembre à mai. La température varie, suivant les saisons, entre 30° et 32° à l'ombre au maximum et 20° à 22° au minimum. La moyenne est de 26°. La chaleur est presque constamment tempérée par les vents de l'est ou vents alizés qui dominent dans notre colonie.

4. — *Les routes de la Guadeloupe.*

La Guadeloupe possède 335 kilomètres de routes et 633 kilomètres de chemins vicinaux. On comprendra sans peine, après les descriptions que nous avons faites des deux îles, qu'à la Grande-Terre les communications doivent être plus faciles qu'à la Guadeloupe proprement dite. En effet, des routes partent de la Pointe-à-Pitre et se dirigent dans toutes les directions pour mettre en communication toutes les communes les unes avec les autres. Ces routes empierrées sur tout leur parcours sont les plus belles de nos Antilles.

Quant à la Guadeloupe proprement dite, elle possède une belle route dans un bon état d'entretien, de la Basse-Terre à la Pointe-à-Pitre, passant par la Capesterre. Enfin, une route coloniale fait le tour de l'île. Carrossable dans la plus grande partie de son parcours, il y a quelques endroits où les cavaliers et les piétons peuvent seuls passer. Sur cette route viennent se greffer des chemins vicinaux qui pénètrent en rayonnant dans l'intérieur du pays vers tous les points importants. Leur entretien laisse à désirer, et cette partie de notre colonie a beaucoup à faire pour avoir des voies de communication accessibles à tous les genres de locomotion.

5. — *L'agriculture à la Guadeloupe.*

La Guadeloupe a été la première de nos colonies qui ait cultivé la canne à sucre. Les premières plantations datent de l'année 1644. Cette culture a placé notre colonie, pendant de nombreuses années, dans une situation si exceptionnellement prospère, que les colons la considèrent comme

intimement liée à son avenir agricole, commercial et industriel.

TABLEAU DES CULTURES DE LA GUADELOUPE EN 1884.
Emploi du territoire.

DÉSIGNATION des communes.	NOMBRE D'HECTARES CULTIVÉS EN							NOMBRE d'hectares en friche.	SUPERFICIE totale de la colonie.
	Canne à sucre.	Café.	Cacao.	Vivres.	Manioc.	Hattes et savanes.	Bois et forêts.		
GUADELOUPE.									
Deshayes.	5	60 »	70 »	34	40	18	2,000	400 »	2,632
Pointe-Noire.	36	2,141 »	50 »	620	93	54	1,470	1,460 »	5,946
Bouillante.	38	740 »	26 »	270	325	196	4,884	7,464 »	13,987
Habitants.. . . .	28	430 »	51 »	94	131	287	3,568	2,286 »	7,141
Baillif.	350	90 »	4 »	45	150	»	»	» »	657
Saint-Claude.	304	435 »	3 »	259	203	533	2,897	809 »	5,471
Basse-Terre.. . . .	»	» »	» »	»	»	»	»	» »	»
Gourbeyre.	»	282 »	15 »	40	45	308	550	241 »	1,529
Vieux-Fort.	»	93 50	5 »	12	12	300	100	239 50	767
Trois-Rivières.. . . .	250	415 »	» »	20	150	25	675	100 »	1,717
Capesterre.	1,100	100 »	40 »	310	400	240	4,850	550 »	7,626
Goyave.	120	» »	20 »	45	65	80	160	92 »	619
Petit-Bourg...	1,900	115 »	25 »	175	150	400	850	1,600 »	5,530
Baie Mahault.	910	2 50	9 50	70	105	220	150	610 »	2,078
Lamentin.. . . .	983	30 »	50 »	138	496	475	1,360	1,080 »	4,615
Sainte-Rose	1,450	25 »	34 »	20	255	971	3,734	975 »	7,478
Pointe-à-Pitre...	»	» »	» »	»	»	»	»	» »	»
Gozier.	80	» »	10 »	400	400	»	»	» »	880
Abymes	1,850	5 »	» »	950	200	1,800	700	» »	5,515
Morne-à-l'eau.	1,050	» »	» »	250	25	1,075	3,590	3,435 »	9,425
Petit-Canal.	2,827	» »	» »	»	7	»	»	» »	2,834
Port-Louis.	1,785	» »	» »	»	»	300	500	» »	2,585
Anse-Bertrand	1,000	» »	» »	300	300	300	»	» »	1,900
Moule.	2,136	» »	» »	949	172	804	470	3,360 »	7,894
Sainte-Anne.	3,000	4 »	3 »	200	100	600	»	» »	3,915
Saint-François.	2,000	» »	» »	12	8	1,300	700	1,200 »	5,230
Totaux.	23,202	4,968 »	415 50	5,212	4,037	10,286	33,208	21,901 50	108,031
MARIE-GALANTE									
Grand-Bourg.	608	» »	» »	136	90	1,344	1,015	1,527 »	4,724
Capesterre.	1,250	» »	» »	502	65	673	289	1,275 »	4,224
Saint-Louis.. . . .	618	» »	» »	50	66	960	1,200	1,603 »	4,502
Totaux.	2,476	» »	» »	688	221	2,977	2,504	4,405 »	13,450
Les { Terre-d'en-Haut.	»	» »	» »	6	1	»	»	» »	13
Saintes { Terre-d'en-Bas	»	2 »	» »	29	33	»	25	» »	119
La Désirade.. . . .	»	» »	» »	510	45	98	200	250 »	1,185
Saint-Martin.	40	» »	» »	250	45	1,665	2,960	» »	5,000
Saint-Barthélemy.	»	» »	» »	30	10	25	20	15 »	120
Totaux.	40	2 »	» »	825	134	1,788	3,205	265 »	6,437
Totaux généraux.. . . .	25,718	4,970 »	415 50	6,725	4,392	15,051	38,917	30,571 50	127,918

La crise qu'elle subit actuellement est cependant très sensible; nous en voyons la preuve dans les chiffres suivants : Au 1^{er} janvier 1882, la culture de la canne à sucre dans la colonie s'étendait sur 26 295 hectares et employait 53 349 ouvriers répartis sur 614 propriétés rurales. Au 31 décembre 1884, la canne n'était plus cultivée que sur 25 718 hectares, par 39 429 travailleurs.

Sur la Grande-Terre, 15 828 hectares sont plantés en canne, tandis qu'à la Guadeloupe proprement dite les mêmes plantations ne couvrent qu'une étendue de 7 474 hectares.

Les observations générales que nous avons faites au sujet de la culture de la canne à sucre à la Martinique, et des différentes phases par lesquelles elle est passée, sont également applicables à la Guadeloupe. Pour ne pas faire de redites, nous engageons le lecteur à s'y reporter¹.

Comme à la Martinique, une vingtaine d'usines centrales ont été créées à la Guadeloupe et y rendent les mêmes services. Sur la Grande-Terre, la nature du terrain a permis à ces usines d'avoir facilement recours aux petits chemins de fer à voie étroite qui vont au centre des propriétés recueillir la canne au grand bénéfice du propriétaire et de l'usinier. La plus remarquable de toutes ces usines est celle

1. COMMERCE DE LA GUADELOUPE PENDANT L'ANNÉE 1884.

TABLEAU GÉNÉRAL DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS

1^{re} Commerce entre la France et la Guadeloupe.

Importations de France dans la colonie.....	11.343.829	} 27.783.503
Exportations de la colonie en France.....	16.439.674	

2^{re} Commerce de la Guadeloupe avec les autres colonies et pêcheries françaises.

Importations des colonies et pêcheries françaises.....	1.357.94	} 1.646.409
[Exportations pour les autres colonies et pêcheries françaises.]	Denrées et marchandises de la colonie 71.392	
	Denrées et marchandises Françaises 171.848	
	provenant de Étrangères 45.220	
	217.068	288.460

3^{re} Commerce avec l'étranger.

Importations en marchandises étrangères.	Par navires français.....	Des entrep. de France. 1.677.011	} 3.668.001	} 12.757.978
		De l'étranger directement..... 1.990.950		
		Par navires étrangers..... 9.089.977		
Exportations pour l'étranger.	Denrées et marchandises provenant de l'importation.	Denrées et marchandises de la colonie 10.057.667	} 152.407	} 10.210.074
		Françaises. 79.234		
		Étrangères. 73.173		

Total général..... 52.397.964

qui est bâtie sur la propriété dite d'Arboussier, dans le voisinage de la Pointe-à-Pitre. Tous les progrès et toutes les commodités ont été accumulés pour en faire le plus bel établissement de la colonie.

Pendant longtemps, le café des Antilles a joui d'une réputation justifiée. Puis, la maladie des caféiers est venue et sa culture a été abandonnée. La Guadeloupe seule donne encore à cette culture un développement assez important. Sur 4968 hectares cultivés en caféiers en 1884, 4944 l'ont été sur son territoire par 5751 travailleurs. Le caféier est cultivé dans les endroits montueux, à des altitudes variant de 200 à 600 mètres où la canne à sucre n'a aucune chance de réussite. En 1882, la Guadeloupe a fourni au commerce 546 548 kilogrammes de café; en 1883, la récolte, moins fructueuse, est tombée à 434 549 kilogrammes; mais en 1884 elle s'est relevée et a fourni 747 429 kilogrammes de cet excellent produit.

Parmi les cultures secondaires de la Guadeloupe, il faut signaler encore : le cacaoyer qui a donné, en 1884, 252 557 kilos de graines de cacao dont le prix est toujours rémunérateur; le cotonnier dont la culture, après bien des fortunes diverses, semble vouloir se développer; 441 hectares cultivés en 1884 ont produit 28 197 kilos de coton.

Plus de 11 000 hectares de terres sont consacrés aux cultures vivrières consistant en manioc, pois, maïs, ignames, patates, bananes, etc. 23 000 travailleurs y sont employés. Plus de 4 000 hectares sont plantés en manioc qui sert à la consommation des populations laborieuses de la Guadeloupe.

Notre colonie est reliée chaque mois à l'Europe, par la ligne de Saint-Nazaire, à Colon-Aspinwall; par la ligne du Havre et de Bordeaux, à Colon; par la ligne de Saint-Nazaire, à la Vera-Cruz, par Saint-Thomas, avec embranchements sur Basse-Terre et Cayenne; enfin, par une ligne anglaise de Southampton à la Martinique et aux Antilles anglaises. Enfin, la Pointe-à-Pitre et la Basse-Terre sont également reliées par un service de bateaux à vapeur. Il en est de même des dépendances de la colonie, dont nous allons nous entretenir.

La Guadeloupe compte, comme dépendances, cinq îles présentant une certaine importance et rayonnant autour d'elle. La première, à l'est, est .

6. — LA DÉSIRADE.

Cette île est située par 15°57' et 16°31' de longitude nord, 63°32' et 64°9' de longitude ouest. Elle est à 11 kilomètres de la pointe des Châteaux et à 40 kilomètres au nord de Marie-Galante. Sa circonférence est de 22 kilomètres, sa longueur de 10 et sa largeur de 3 kilomètres. Sa superficie totale est de 2720 hectares. C'est, on le voit, une longue bande de terre, avec des mornes boisés au centre. Le plus élevé a une altitude de 280 mètres. Du côté oriental, ses mornes sont taillés à pic, tandis que dans la partie occidentale ils s'abaissent graduellement jusqu'à la mer. Sa population est de 1942 habitants, dont un certain nombre s'adonnent à la pêche avec succès.

Au 31 décembre 1884, 637 hectares de terre étaient cultivés, savoir : 82 en coton, auquel le climat sec de l'île et son sol sablonneux conviennent parfaitement, 45 en manioc et 510 en plantes vivrières diverses.

A la pointe ouest de l'île se trouve le mouillage du Galet, petite rade foraine très médiocre et peu importante.

Une léproserie qui reçoit environ cent malades est installée non loin de la baie Mahault, à l'est. Cet établissement est dirigé par un médecin de la marine.

7. — MARIE-GALANTE.

Marie-Galante, du nom du navire monté par Christophe Colomb lors de sa découverte le 3 novembre 1493, est à une vingtaine de kilomètres de la Guadeloupe proprement dite, dans la direction sud-ouest et à 48 kilomètres au sud de la Pointe-à-Pitre, par 16° de latitude nord et 63°30' de longitude ouest. C'est une île de forme circulaire, ayant environ 80 kilomètres de tour et une superficie de 15 927 hectares. Son sol est de même nature que celui de la Grande-Terre et appartient évidemment au même soulèvement. Aussi la culture de la canne à sucre y est-elle très prospère. 2476 hectares de terre sont plantés en canne et occupent 4497 travailleurs. Le coton est cultivé sur 179 hectares ; le manioc et les autres plantes vivrières sur 900 hectares ; les bois et les forêts couvrent une étendue de 2500 hectares.

La population totale de l'île est de 17 074 habitants ; elle est

répartie en trois communes d'une certaine importance. Le chef-lieu de Marie-Galante est le Grand-Bourg, qui compte 7294 habitants, dont 608 immigrants. C'est le siège d'un tribunal de première instance et d'une justice de paix. Cette petite ville est située dans la partie sud-ouest de l'île; elle a une rade entourée de rochers et d'un accès difficile.

Au sud-est, on rencontre le bourg de Capesterre avec une population de 4181 habitants, situé au fond d'une baie où les navires viennent prendre les sucres des parties sud et est de l'île. C'est un des endroits les plus salubres de la dépendance.

A l'ouest, le bourg de Saint-Louis, dont la population est de 4732 habitants, est situé au fond d'une baie qui peut recevoir des navires de guerre.

Le sol de Marie-Galante est assez fertile, mais son climat laisse à désirer. Quelques marais répandus sur les côtes n'en font pas un séjour très sain.

8. — LA PETITE-TERRE.

A 9 kilomètres au sud-est de la pointe des Châteaux, nous signalerons la Petite-Terre, d'une contenance de 342 hectares, divisée en deux îles, sur l'une desquelles on a élevé un feu blanc, fixe, ayant une portée de 15 milles. Quelques rares habitants sont installés sur ces rochers. Ils vivent de la pêche.

9. — LES SAINTES

Les Saintes sont formées par cinq îlots principaux, savoir : Terre-d'en-Haut, Terre-d'en-Bas, Grand-Ilet, la Coche et l'îlet à Cabrit, situés à 19 kilomètres sud-est de la Guadeloupe par 15° 54' de latitude nord et 64° 1' de longitude ouest. Leur superficie est de 1422 hectares et la population répartie sur la Terre-d'en-Haut, la Terre-d'en-Bas et l'îlet à Cabrit est de 1700 habitants. 107 hectares de terre seulement sont cultivés, principalement en manioc, en vivres et en coton; le reste du sol est aride. La population est principalement adonnée à la pêche.

Il y a quelques années, des fortifications ont été établies sur la Terre-d'en-Haut. Le fort Napoléon, occupé par une compagnie de discipline de la marine, et la batterie de Maison-

Rouge constitue une position militaire très importante.

Dans l'îlet à Cabrit on a installé une maison centrale de correction pour les détenus de la colonie.

La salubrité du climat de ce groupe d'îles a fait également choisir l'îlet à Cabrit pour y établir un vaste lazaret destiné à recevoir, en cas de quarantaine, les voyageurs à destination de la Guadeloupe.

Les Saintes, divisées en deux communes distinctes, connues sous le nom de Terre-d'en-Haut et Terre-d'en-Bas, dépendent du canton de la Capesterre (Guadeloupe) et font partie de l'arrondissement de la Basse-Terre.

10. — SAINT-BARTHÉLEMY.

Cette île est située à 175 kilomètres au nord-ouest de la Guadeloupe par 65° 10' 30" de longitude ouest et 17° 55' 35" de latitude nord. Sa superficie est de 1110 hectares, sa circonférence est de 25 kilomètres; enfin elle s'étend sur une longueur de 9 kilomètres.

Après avoir appartenu à notre pays pendant de longues années, Saint-Barthélemy était passée à la Suède en 1784. En 1877, elle a été rétrocédée à la France. Elle a une population de 2942 habitants. Son sol est aride et peu cultivé. 20 hectares de coton et 40 hectares de vivres constituent tout le terrain défriché. Une partie de la population confectionne des chapeaux en latanier et se livre à l'élevé du bétail.

Le chef-lieu de l'île est Gustavia, dont la population est de 780 habitants. Son port a une certaine importance; le P. Du-tertre l'a décrit ainsi : « C'est un havre qui pénètre de plus d'un quart de lieue dans la terre par une entrée large de cinquante pas; il en a plus de 300 de longueur en quelques endroits et aux plus étroits 200; il est accessible en toute saison, même pour les plus grands navires. »

Une série d'îlots rendent l'accès de ce port et de l'île elle-même assez difficile.

Les habitants de Saint-Barthélemy ont été exemptés du droit d'octroi de mer ainsi que des autres taxes en vigueur à la Guadeloupe; une justice de paix y a été établie. L'île relève de l'arrondissement de la Basse-Terre.

11. — SAINT-MARTIN.

L'île de Saint-Martin est située au nord-ouest de la Guadeloupe par 18° 3' de latitude nord et 65° 35' de longitude ouest. Elle est à 233 kilomètres de la Guadeloupe.

Elle appartient depuis 1648 aux Français et aux Hollandais. La partie française, au nord-ouest, a une étendue de 5000 hectares, c'est-à-dire qu'elle comprend les deux tiers de l'île. La côte française commence au sud, aux Terres-Basses, dans l'anse Cul-Picard; elle forme ensuite la longue anse Long, qui se termine à la pointe des Basses, où elle tourne vers l'ouest pour creuser une baie étendue qui s'arrête à la pointe aux Prunes. Elle se dirige de là vers l'est en formant les anses aux Prunes, de l'Étang-Rouge, où la terre forme falaise, remonte au nord le long d'une bande de sable très étroite terminée par un rocher élevé désigné sous le nom de Bluff, au pied duquel elle se dirige vers le sud, puis vers l'est, ensuite vers le nord, en creusant en demi-cercle la grande baie qui sert de rade au bourg du Marigot, dont les maisons s'arrêtent sur le rivage au pied d'un morne de 97^m,45 de hauteur, surmonté d'un petit fort abandonné. Ce morne fait face au Bluff. Sa population est de 3845 habitants. 375 hectares seulement sont cultivés, savoir : 20 en coton, 290 en vivres ou en manioc, 40 en canne à sucre et 20 en rocou et nopal, occupant 980 travailleurs. Une chaîne de montagnes partage l'île et possède un pic qui atteint 415 mètres.

Les côtes très découpées offrent une série de baies dont les principales sont la baie Simpson, la baie de la Grande Case et la baie du Marigot. Cette dernière offre un bon mouillage même pour les navires. Le bourg du Marigot est le chef-lieu de la colonie. Il comprend une centaine de cases.

L'industrie de Saint-Martin consiste dans l'exploitation des salines qui se trouvent sur les côtes et qui ont été concédées à diverses compagnies pour une période de 99 ans.

Cette dépendance forme une commune et un canton relevant de l'arrondissement de la Basse-Terre.

IV. — SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Histoire. — Au commencement du dix-huitième siècle, la puissance coloniale de la France s'étendait, dans l'Amérique du Nord, de l'Atlantique au Pacifique, et du pôle à la frontière actuelle du nord des États-Unis. Le traité d'Utrecht en 1713, celui de Paris en 1763, qui mit un terme à la guerre de Sept Ans, nous enlevèrent successivement nos belles possessions de Terre-Neuve, d'Acadie et du Canada. Ce fut l'Angleterre qui hérita de nos dépouilles. Aujourd'hui, de cet immense domaine, il ne nous reste, dans cette région, que les établissements de Saint-Pierre et Miquelon.

Géographie physique. — Notre colonie est composée d'un groupe d'îles dont les plus remarquables sont Miquelon au nord, Saint-Pierre et l'île aux Chiens au sud. Elles sont situées dans l'océan Atlantique par 46° 46' de latitude nord et 58° 30' de longitude ouest du méridien de Paris.

1. — MIQUELON

Miquelon est divisée en deux parties, la Grande-Miquelon et la Petite-Miquelon, plus communément appelée Langlade. Ces deux parties sont soudées l'une à l'autre par une dune de sable de 9 à 10 kilomètres de longueur, ne comptant pas plus de 300 mètres de largeur dans sa partie la plus étroite vers le centre, mais prenant quelques développements à ses extrémités. La Grande-Miquelon a 14 kilomètres dans sa plus grande largeur; elle mesure en circonférence 59 kilomètres. Elle est mamelonnée; quelques sommets atteignent 200 ou 250 mètres de hauteur. Au nord-ouest de l'île une langue de terre d'un demi-mille de large, prolonge la Grande-Miquelon jusqu'au cap Miquelon, qui est la pointe de l'île la plus avancée sur le nord. Cette pointe est montagneuse; elle se termine par un pic de 185 mètres d'élévation.

La Grande-Miquelon offre aux navires qui désirent relâcher dans ses parages, le mouillage médiocre de l'anse formée par la courbe de la côte qui se dirige vers le cap Miquelon. Ce mouillage exposé aux vents d'est n'est guère fréquenté que par des goëlettes qui vont s'échouer sur la grève lorsque le temps est menaçant au large. Avec les

vents d'ouest, il leur arrive quelquefois d'être emportées en dehors du mouillage.

Dans la partie sud de la Grande-Miquelon se trouve le Grand-Barachois, vaste étang de 2 milles de large; il communique avec la mer par un goulet fort étroit, que peuvent seules franchir les goëlettes d'un faible tonnage, par un temps favorable. Quant à la Petite-Miquelon, il n'existe le long de ses côtes que des mouillages accidentels suivant le vent qui souffle. Le meilleur est dans la partie N.-N.-E., vis-à-vis de l'anse de la Belle-Rivière. La rade de Saint-Pierre est la seule qui puisse abriter les grands navires. On y parvient par plusieurs passes situées au milieu d'îlots qui en défendent l'accès. Au sud de cette rade se trouve le Barachois de Saint-Pierre dans lequel les bâtiments calant au plus 3^m,5 de tirant d'eau peuvent seuls entrer à marée haute et ceux calant au-dessus de 3^m,5 dans les grandes marées seulement. C'est dans le Barachois que les 200 goëlettes de pêche du port de Saint-Pierre sont désarmées et séjournent l'hiver. Une digue en voie de construction les protège suffisamment contre les vents du large.

La Petite-Miquelon est située à l'ouest de l'île de Saint-Pierre. Ses flancs sont escarpés; son sommet est à peu près plat; son altitude moyenne est de 150 mètres. Elle a 14 kilomètres dans sa plus grande longueur, 13 dans sa plus grande largeur et sa circonférence est de 41 kilomètres.

2. — SAINT-PIERRE

L'île Saint-Pierre est distante de 3 milles de la Petite-Miquelon, dont elle n'est séparée que par une sorte de canal dans lequel la houle est souvent très forte. Aussi, pendant la mauvaise saison, les communications sont-elles fréquemment interrompues entre les deux voisines. Elle est aride et assez élevée. Sa longueur est de 7 kilomètres et demi, sa largeur de 5 kilomètres et demi, et sa circonférence de 26. Tout près de là se trouve l'île aux Chiens, habitée par une population de près de 600 pêcheurs, les plus pauvres de la colonie.

La superficie totale de nos possessions est de 23 500 hectares, répartis de la façon suivante : 12 000 hectares pour la Grande-Miquelon, 9000 pour la petite et 2500 pour Saint-Pierre.

La population est de 5765 habitants ¹.

3. — *Le climat.*

Le climat des îles Saint-Pierre et Miquelon est froid et rigoureux en raison de la longueur des hivers et du peu de chaleur des étés. Le thermomètre descend parfois à 20° au-dessous de zéro, mais c'est là un fait assez rare. Les plus basses températures ordinaires varient entre 13 et 16 degrés centigrades. Pendant presque toute l'année, mais particulièrement en juin et en juillet, les vents du S.-E. au S.-O. amènent un brouillard très redouté des marins parce qu'il immobilise les navires et les expose constamment à des rencontres dangereuses.

4. — *L'agriculture et le commerce.*

Les îles Saint-Pierre et Miquelon sont formées par des porphyres pétro-siliceux ; le sol est montagneux, raviné et à peu près dépourvu de terre végétale. Quelques genévriers rachitiques, des sapins lilliputiens et des bouleaux nains sont à peu près les seuls végétaux qui puissent vivre sur cette terre infertile. Cependant, sur le territoire de Langlade, on a

1. TABLEAU DE LA POPULATION DES ILES SAINT-PIERRE ET MIQUELON
AU 31 DÉCEMBRE 1884.

DÉSIGNATION des établissements.	POPULATION SÉDENTAIRE.			POPULATION FLOTTANTE *			TOTAL par éta- blis- sement.
	Hommes	Femmes.	Total.	Hommes	Femmes.	Total.	
Saint-Pierre. . .	1,648	1,666	3,314	622	679	1,229	4,543
Ile aux Chiens.	282	245	527	48	53	101	623
Miquelon . . .	276	243	519	56	19	75	594
Langlade . . .							
Totaux. . .	2,206	2,154	4,360	726	679	1,405	5,765
* La population flottante se décompose ainsi :							
Fonctionnaires et leurs familles. . .	90	<i>Report. . . .</i>			393		
Troupes.	74	Pêcheurs hivernant, y compris					
Gendarmes et leurs familles . . .	50	femmes.			147		
Agents divers et leurs familles. . .	179	Étrangers			865		
<i>A reporter. . .</i>	393	<i>Total.</i>			1405		

installé une quinzaine de fermes, mais les céréales n'y sont pas l'objet d'une culture suivie. Le bétail entretenu dans les pâturages assez fournis de ce coin de terre constitue la meilleure partie des bénéfices réalisés par les fermiers, dont la préoccupation principale est de posséder la quantité de foin nécessaire pour nourrir pendant les longs mois d'hiver leurs bœufs et leurs vaches.

La plupart des habitants ont réussi à grand'peine à créer autour de leurs maisons des jardins potagers dans lesquels ils cultivent pendant l'été des choux, des oignons, des carottes, des salades, des petits pois, etc., qui réussissent plus ou moins bien. Les arbres fruitiers sont inconnus; sous ce climat, ils ne peuvent pas fructifier.

La ville de Saint-Pierre, qui s'étend sur une superficie de 84 hectares, est la capitale de nos possessions. Chaque année, elle prend une importance nouvelle; c'est le centre commercial et industriel de Saint-Pierre et Miquelon. Le bourg de Miquelon, habité par une population pauvre, tend, au contraire, à décroître constamment; il est privé de toute ressource et tombe de plus en plus à la charge de la colonie.

Une des questions qui préoccupent le plus ceux qui s'intéressent à l'avenir de la colonie est le curage du Barachois de Saint-Pierre. La dépense s'élèverait au moins à 500 000 francs, et la colonie n'a pas les capitaux nécessaires. D'un autre côté, comme c'est une œuvre capitale pour l'avenir de nos possessions, il y aurait à rechercher si la métropole ne pourrait pas venir en aide à ces dernières, en faisant par exemple une avance de fonds remboursables par annuités.

Malgré la pauvreté de leur sol, les îles de Saint-Pierre et Miquelon ont une importance réelle en raison des pêcheries de morue qui se trouvent dans leur voisinage, à moins de quarante-huit heures de distance. La pêche se fait chaque année, du 28 avril au 29 septembre, sur les côtes ouest et est de l'île de Terre-Neuve et sur les bancs de Saint-Pierre, du Banquereau et du Grand-Banc.

Le mouvement commercial des îles Saint-Pierre et Miquelon a suivi depuis quarante-cinq ans une marche croissante. En 1841, le total des importations et des exportations atteignait cinq millions et demi, il s'est élevé en 1884, à 29 331 654 francs. Dans ce dernier chiffre, les exportations

entrent pour une somme de dix-sept millions et les importations pour douze millions seulement. C'est là l'indice d'une situation particulièrement prospère¹.

Notre colonie est reliée à la métropole par des bâtiments de commerce et par des navires de l'État qui font fréquemment le trajet. Un service bi-mensuel de paquebots anglais fait également le service entre Saint-Pierre et Halifax, tête de la ligne de Liverpool. Entre Saint-Pierre, Langlade et Miquelon, il existe un service hebdomadaire. Enfin, la compagnie française du télégraphe de Paris à New-York a obtenu le droit d'atterrissage à Saint-Pierre. L'« Anglo-American Telegraph Company, limited » est dans les mêmes conditions. Ces deux sociétés ont établi à Saint-Pierre une importante succursale.

5. — *La pêche de la Morue.*

La France prend une part importante à la pêche de la morue; quelques détails sur cette question ne seront pas déplacés ici. Saint-Malo et Granville, Dieppe et Fécamp y envoient de nombreux navires. Leurs armements se di-

1.

SAINT-PIERRE ET MIQUELON.

TABLEAU GÉNÉRAL DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS
DE L'ANNÉE 1884
(d'après les états de la douane coloniale).

1° Commerce entre la France et les îles Saint-Pierre et Miquelon.

Importations de France.....	3,842,712	} 15,091,498
Exportations pour la France.....	11,248,786	

2° Commerce des îles Saint-Pierre et Miquelon avec les autres colonies et pêcheries françaises.

Importations des colonies et pêcheries françaises.....				102,713	} 2,074,897	
Exportations pour les autres colonies et pêcheries françaises.	{	Denrées et marchandises de la colonie	1,972,184			
		{	Denrées et marchan-	}		1,972,184
			dises provenant de			
			l'importation			
			Étranger.....	»		

3° Commerce des îles Saint-Pierre et Miquelon avec l'étranger.

Importations en marchandises étrangères.	Par navires français....	Des entrep. de France.. 337,308	} 1,764,286	} 8,747,000	} 12,165,259
		De l'étran- ger..... 1,426,978			
	Par navires étrangers..... 6,982,714				
Exportation pour l'étranger..... 3,418,259					
Total général..... 29,331,654					

visent en armements dits avec pêche et sécherie et en armements dits avec salaison à bord ¹. Les premiers sont assujettis à un minimum d'équipage prévu par un décret du 10 juin 1879, ayant pour but de fixer la prime d'encouragement à toucher par les hommes faisant la campagne de pêche. Les maisons de commerce qui entreprennent les armements avec sécherie sont représentées à Saint-

1. SAINT-PIERRE ET MIQUELON.

Mouvement de la navigation de 1879 à 1883 en distinguant par pavillons à l'entrée et à la sortie.

ANNÉES.	ENTRÉES.			SORTIES.	
	Navires.	Tonnage.	Équipage. *	Navires.	Tonnage.
Armements métropolitains sous pavillon français.					
1879.	485	69,157	3,555	481	68,450
1880.	527	73,474	3,355	525	73,130
1881.	441	60,946	3,039	441	60,946
1882.	456	64,029	3,452	457	64,029
1883.	504	65,914	3,761	489	65,127
Moyenne des cinq années.	482	66,704	3,432	478	66,336
Armements locaux sous pavillon français.					
1879.	1,545	43,639	3,407	1,559	44,541
1880.	1,379	43,127	3,348	1,392	43,226
1881.	1,147	37,275	3,602	1,131	36,392
1882.	1,312	37,049	2,990	1,318	36,931
1883.	1,179	31,535	3,334	1,189	32,310
Moyenne des cinq années.	1,312	38,715	3,336	1,317	38,680
Armements étrangers sous pavillon étranger. **					
1879.	1,407	38,737	"	1,398	37,691
1880.	1,099	30,653	"	1,102	30,870
1881.	1,027	29,975	"	1,018	29,657
1882.	1,072	30,480	"	1,051	30,127
1883.	1,210	36,980	"	1,174	34,474
Moyenne des cinq années.	1,163	33,265	"	1,148	32,583

* Les équipages sont les mêmes à l'entrée et à la sortie.
 ** Ces bâtiments naviguent sous pavillon anglais et américain et presque tous, pour ainsi dire, sous pavillon anglais.

Pierre et Miquelon par des gérants placés à la tête de ce qu'on nomme une « habitation ». L'habitation est composée de magasins et de vastes plaines défrichées; un assemblage de pierres artificiellement disposées y constitue la grave où la morue est lavée d'abord et séchée ensuite.

Quant aux navires armés avec salaison à bord, ils peuvent occuper un nombre d'hommes qui n'est pas limité, mais il y a obligation pour eux, s'ils veulent toucher la prime, de rapporter en France la totalité des produits de leur pêche, et ils sont astreints à ne débarquer, dans aucun cas, leur cargaison dans la colonie. Si leur cale est pleine et qu'ils désirent pêcher encore, ils transbordent leur poisson sur des bâtiments spéciaux, d'une forme élancée, et excellents marcheurs, nommés Longs-Courriers, qui ont pour mission de le transporter en France, dans le plus bref délai possible, pour éviter l'échauffement de la marchandise.

Un décret du 24 octobre 1860 a permis aux habitants de Saint-Pierre et Miquelon d'armer pour la pêche des bâtiments locaux avec minimum d'équipage et droit à la prime d'armement. Un certain nombre d'industriels ont profité de cette latitude pour armer de petites goëlettes jaugeant moins de 90 tonneaux; celles-ci doivent avoir un homme par 3 tonneaux 60, pour avoir droit à la prime de 50 francs par homme. Comme ces armements locaux n'exigent qu'un capital modeste et qu'ils donnent un produit rémunérateur, ils ont pris depuis quelques années un essor considérable, qui va toujours en augmentant. Le personnel employé à cette pêche se recrute principalement parmi la population maritime de l'île; mais comme le nombre en est insuffisant, l'appoint est fait par des marins provenant des côtes nord-ouest de la France.

Un arrêté du 1^{er} octobre 1878 a réglementé le départ des goëlettes locales pour la pêche. Une commission d'experts, composée d'un capitaine au long cours, d'un maître au cabotage, d'un navigateur ayant commandé pendant au moins deux ans et d'un constructeur de navires ou d'un maître charpentier, visite le navire et vérifie s'il est dans des conditions de solidité suffisantes pour tenir la mer. Ce n'est qu'après cette inspection qu'il peut sortir du port.

Les armements locaux ont créé à Saint-Pierre et Miquelon, entre les marins sédentaires et les armateurs, une situation particulière que nous croyons utile de faire connaître. Les ressources des marins proviennent uniquement de leur cam-

pagne de pêche annuelle qui ne dure pas plus de six mois. Pendant ce laps de temps, ils sont éloignés de leur famille. Au contraire, pendant les six mois d'hiver, l'accès de la mer leur étant interdit, ils vivent chez eux. Les familles n'ayant pas d'autres ressources que la solde des hommes, et ceux-ci restant absents pendant la moitié de l'année, il est né de cette situation spéciale une institution particulière à notre colonie et dont l'objet est d'assurer la subsistance des familles soit pendant l'absence des hommes, soit pendant la période de chômage forcé qui les rive à terre tout l'hiver. Cette institution a été réglementée de la façon suivante par un décret du 18 août 1825, toujours en vigueur : Le fournisseur s'engage par contrat à donner au marin et à sa famille les marchandises dont il peut avoir besoin ; le marin, en échange, doit lui livrer le produit de son industrie, c'est-à-dire sa pêche future. L'accord des parties contractantes et leurs obligations réciproques sont consignés sur un livret. Pour recouvrer ses avances, le fournisseur a le droit de mettre la main sur le produit du travail de son débiteur en primant tous les autres créanciers. Quand a lieu le règlement des salaires entre l'armateur et le pêcheur, le fournisseur a le droit, armé du privilège qui lui est conféré par la loi, de se faire délivrer par l'armateur un bon équivalent à la somme correspondante à l'arrêté de compte porté sur le livret. Dans le cas où le passif a absorbé au delà de l'actif, le marin reste débiteur de son fournisseur, et alors, ou bien il s'arrange avec son créancier, qui reporte sur un nouveau livret le solde de l'ancien compte, ou bien il s'adresse à un autre fournisseur qui devient à son tour créancier privilégié pour la campagne prochaine de son débiteur. L'ancien fournisseur ne jouit plus alors des avantages qu'il avait précédemment, et il perd les sommes qu'il a avancées et dont il n'a pas obtenu le remboursement complet.

Cet état de choses amène chaque année des contestations et des récriminations violentes entre les deux parties. Le marin s'élève généralement contre le prix des marchandises fournies, parfois même il conteste qu'elles l'aient été. Il accuse le fournisseur d'avoir encouragé sa famille à faire des dépenses inutiles. Le juge de paix, qui a le droit d'effacer du livret toutes les fournitures ne présentant pas un caractère de première nécessité, tranche les différends.

Il n'est pas douteux que cette institution rend aux marins des services signalés, mais il est vrai aussi que le livret permet à la ménagère de se montrer imprévoyante et l'entraîne à des dépenses qui souvent sont hors de proportion avec le gain du mari.

La pêche de la morue n'est pas seulement une source de richesse pour notre colonie et pour la métropole, où elle fait vivre annuellement plus de quatre mille marins. C'est de plus une admirable école de navigation pour former les équipages de nos flottes militaires. L'amiral Cloué a apprécié de la façon suivante les pêcheurs de morue : « Il faut avoir vu, dit-il, ces vigoureux matelots à l'œuvre sur les fonds de pêche pour avoir une idée du rude métier qu'ils font par des temps où l'on n'aurait jamais supposé qu'une embarcation pût tenir la mer. »

Aussi la métropole favorise-t-elle l'industrie de la pêche de la morue par des primes divisées en primes d'armement et en primes sur les produits. Les premières sont de 50 fr. par homme d'équipage pour la pêche avec sécherie, soit à la côte de Terre-Neuve, soit à Saint-Pierre et Miquelon, soit au grand banc de Terre-Neuve, et de 30 francs par homme d'équipage pour la pêche sans sécherie, sur le grand banc de Terre-Neuve. Pour avoir droit à la prime, les armateurs sont tenus de déclarer, avant le départ, au commissaire de l'inscription maritime du port d'armement, la destination de l'expédition ; de comprendre dans l'équipage de tout armement destiné pour la pêche, soit à Saint-Pierre et Miquelon, soit sur la côte de Terre-Neuve, 50 hommes au moins, si le navire jauge 158 tonneaux et plus ; 30 hommes au moins pour 100 à 158 tonneaux, et 20 hommes au moins au-dessous de 100 tonneaux ; l'équipage de tout armement destiné au Grand Banc, avec sécherie, doit être de 50 hommes, si le navire jauge plus de 158 tonneaux, et de 20 hommes pour les navires de 158 tonneaux et au-dessous. Le départ des navires doit s'effectuer avant le 1^{er} juillet, lorsqu'ils ont pour destination les îles Saint-Pierre et Miquelon et le grand banc de Terre-Neuve. Enfin, au retour des navires pêcheurs, l'armateur est tenu de justifier que le navire a fait réellement la campagne annoncée.

Quant aux primes sur les produits de la pêche, il est accordé : 1^o 20 francs par quintal métrique pour les morues sèches de pêche française, expédiées soit directement des

lieux de pêche, soit des entrepôts de France, à destination des colonies françaises de l'Amérique et de l'Inde, ainsi qu'aux établissements de la côte occidentale d'Afrique et des autres pays transatlantiques, pourvu qu'elles soient importées dans les ports où il existe un consul français; 2° 16 fr. par quintal métrique pour les morues sèches de pêche française, expédiées soit directement des lieux de pêche, soit des entrepôts de France, à destination des pays européens et des États étrangers sur les côtes de la Méditerranée, moins l'Algérie et la Sardaigne; 3° 16 francs par quintal métrique, pour l'importation aux colonies françaises de l'Amérique et de l'Inde, et aux autres pays transatlantiques des morues sèches de pêche française, lorsque ces morues sont exportées des ports de France sans y avoir été entreposées; 4° 12 francs par quintal métrique pour les morues sèches de pêche française, expédiées soit directement des lieux de pêche, soit des ports de France à destination de l'Algérie et de la Sardaigne¹.

Les rogues de morue que les navires pêcheurs rapportent en France du produit de leur pêche reçoivent également une prime de 20 francs par quintal métrique. Mais il est bien entendu que les primes sur les produits ne sont acquises que sur les morues parvenues, introduites et reconnues propres à la consommation alimentaire dans les lieux de destination.

VI. — LA QUESTION DE TERRE-NEUVE

Terre-Neuve, qui jadis a appartenu à la France, a été cédée à l'Angleterre par le traité d'Utrecht, conclu entre les deux pays le 11 avril 1713. Mais, par l'article 5 de ce traité, la France se réservait un droit de pêche exclusif et perpétuel sur les côtes, et de sécherie sur le littoral s'étendant du cap Saint-Jean au cap Rouge, c'est-à-dire sur toute la côte ouest et une grande partie de la côte est de Terre-Neuve. A diverses reprises, notamment par les traités d'Aix-la-Chapelle en 1748, de Paris en 1763, de Versailles en 1783, d'Amiens en 1802, et par ceux des 30 mai 1814 et 20 novembre 1815, l'exclusivité de nos droits a été sanctionnée par le Gouvernement anglais. Néanmoins, les pêcheurs indigènes, sans

1. Loi du 22 juillet 1851, art. 1^{er}.

nier l'acte conventionnel par lequel nous avons acquis la faculté de pêcher sur leurs côtes, affirment qu'ils doivent jouir d'une liberté égale. Cette situation a souvent donné lieu à des rixes entre les pêcheurs des deux nations et à d'interminables contestations diplomatiques entre la France et l'Angleterre.

Pour bien comprendre la gravité et l'importance de la question, il faut remonter à l'origine du conflit et en connaître les causes.

Pendant longtemps, les clauses du traité d'Utrecht furent observées sans contestation. L'île était peu peuplée, sans industrie, et les pêcheurs des deux pays vivaient à l'aise sur leurs côtes respectives, sans se rencontrer. Mais un jour les Irlandais chassés de leur pays vinrent s'installer à Terre-Neuve, et, ne pouvant devenir cultivateurs, ils se firent marins et pêcheurs. Lentement, mais avec une rare ténacité, le « French shore » (la côte française) allait se trouver envahi. Les Français, il faut le dire, y contribuèrent dans une certaine mesure. Ils appelèrent sur les côtes qu'ils fréquentaient et sur lesquelles, d'après les traités, ils ne pouvaient avoir que des établissements temporaires, des gardiens chargés de veiller et d'emmagasiner le matériel de pêche qu'ils apportaient de France et qu'ils laissaient dans l'île jusqu'à la saison prochaine.

Peu à peu, par indifférence, par tolérance, pour les récompenser de leurs soins, on laissa ces gardiens fonder sur le « French shore » de nombreux villages et les générations se succédant, se renouvelant, leurs descendants acquirent insensiblement la conviction qu'ils ne faisaient qu'user d'un droit. L'Angleterre, malgré nos protestations, jugeant qu'il y avait là les bases d'une société régulièrement constituée, non-seulement ne s'opposa pas à cette violation des traités, mais elle fit reconnaître son autorité en y plaçant des agents à elle.

Plus tard, la découverte et l'exploitation de gisements minéraux sur le territoire du « French shore » et le développement de la population industrielle se livrant à leur extraction amena la création de nouveaux villages et devint une nouvelle source de discussions. Les sujets anglais protestèrent contre l'opposition faite par une puissance étrangère à la mise en valeur de territoires placés sous la souveraineté de la Grande-Bretagne.

Depuis 1846, des enquêtes ont été faites, des commissions nommées, des négociations entamées de concert avec l'Angleterre, sans qu'il ait été trouvé une solution à la question. Notre voisine d'outre-Manche cherchait à gagner du temps. Malheureusement pour la France, des complications nouvelles allaient se produire. Depuis 25 ou 30 ans, nos armements de pêche à destination de Terre-Neuve ont diminué dans des proportions considérables. Sur les 770 milles de côtes réservées, 400 milles, au moins, sont complètement abandonnés, et, à chaque saison nouvelle, des stations fréquentées les années précédentes par les navires français sont abandonnées à nos rivaux. D'immenses étendues de côtes et de littoral, sur lesquelles nous avons un droit de pêche et de sécherie, ne voient jamais un pavillon français. Il s'ensuit que toutes ces côtes ont fini par être envahies par la population indigène; sur le littoral, des villages, des bourgs, des villes même se fondent au fur et à mesure que les pêcheurs français s'en éloignent.

Nos droits reconnus par les traités sont indéniables, mais la mollesse avec laquelle la France en a réclamé l'exécution et la lenteur calculée de l'Angleterre à trancher une situation que le temps ne faisait qu'améliorer pour elle, a conduit le Gouvernement français à chercher les bases d'une transaction.

Au mois de janvier 1884, une commission anglo-française a été constituée et un arrangement a été conclu. Il a été signé à Paris le 14 novembre 1885. Nous allons en faire connaître les clauses principales : Le Gouvernement anglais s'engage à assurer aux pêcheurs français le libre exercice de leur industrie sur les côtes de Terre-Neuve, sans un obstacle quelconque de la part des sujets britanniques. De son côté, le Gouvernement de la République n'élèvera aucune protestation contre la création des établissements nécessaires au développement de toute industrie autre que celle des pêcheries sur les parties de la côte de Terre-Neuve comprises entre le cap Saint-Jean et le cap Rouge, c'est-à-dire de la côte réservée à la France par le traité d'Utrecht; il s'engage également à ne pas inquiéter les sujets anglais résidents, à l'égard des constructions actuellement établies sur le littoral compris entre le cap Saint-Jean et le cap Rouge en passant par le nord, à la condition qu'il n'en sera point établi de nouvelles. Cependant, dans le cas où une mine serait décou-

verte dans le voisinage du littoral en question, la France ne s'opposera pas à ce que les intéressés jouissent, pour l'exploitation de leur mine, des facilités compatibles avec le libre exercice de la pêche française. A cet effet, un wharf pourra être établi sur un point de la côte désigné d'un commun accord par les commandants des croiseurs des deux pays. Les constructions nécessaires à l'exploitation de la mine, telles que maisons d'habitation, ateliers, entrepôts, etc... seront élevées sur la partie du territoire située en dehors des limites fixées pour l'exercice de la pêche française. Elles seront reliées au wharf par une seule et unique ligne de chemin de fer à une ou deux voies. Afin de faciliter les opérations de chargement et de déchargement, des abris et des magasins pourront néanmoins être construits des deux côtés de la voie ferrée, pour le dépôt provisoire du minerai, sur un espace entouré d'une haie ou clôture quelconque qui ne pourra excéder 15 mètres de chaque côté de la voie.

Il est entendu que les Français conserveront dans sa plénitude, sur toutes les parties de la côte comprise entre le cap Saint-Jean et le cap Rouge et tel qu'il est défini par les traités, le droit de pêcher, sécher et préparer le poisson, etc., ainsi que dans les propriétés closes, le bois nécessaire pour leurs échafaudages, cabanes et bâtiments de pêche. La surveillance et la police de la pêche seront exercées par des bâtiments de la marine militaire des deux pays, dans les conditions que nous faisons connaître plus loin. Les commandants des croiseurs auront seuls autorité et compétence dans toutes les affaires concernant la pêche et les opérations qui en sont la conséquence.

Les navires ou bateaux de pêche français et anglais seront enregistrés suivant les règlements administratifs du pays auquel ils appartiennent; ils devront porter d'une manière apparente des marques distinctives permettant de constater à distance leur identité; les commandants des croiseurs des deux nations se signaleront les infractions commises par les navires de l'autre nation. Les infractions aux traités en vigueur, et, notamment, celles relatives à la déclaration de 1783, aux termes de laquelle les sujets britanniques ne doivent troubler en aucune manière par « leur concurrence, la pêche des Français, pendant l'exercice temporaire qui leur est accordé sur les côtes de Terre-Neuve »,

sont constatées par les bâtiments croiseurs des deux pays.

Les pêcheurs français qui seraient gênés dans leur industrie par des pêcheurs anglais devront adresser une plainte à un croiseur anglais; dans le cas où il n'y aurait pas de croiseurs anglais en vue, ils pourront s'adresser au commandant d'un croiseur français, qui devra faire éloigner le bateau constituant un obstacle aux pêcheurs français. Dans ce dernier cas, le commandant du croiseur français adresse à la partie en cause les injonctions nécessaires, et, en cas de résistance, il s'empare des engins de pêche et les dépose à terre ou les remet au commandant d'un croiseur anglais. Mais si la présence de pêcheurs anglais n'est pas une gêne pour les pêcheurs français, ou si ces derniers ne déposent aucune plainte, l'exercice de la pêche par les sujets britanniques ne sera pas entravé.

De même, à terre, si les résidents gênaient ou troublaient par leurs actes le séchage ou la préparation du poisson, et, en général, les diverses opérations qui sont la conséquence de l'exercice de la pêche française sur les côtes de Terre-Neuve, un procès-verbal du dommage causé sera dressé par les commandants des croiseurs anglais, ou, en leur absence, par les commandants des croiseurs français. Dans ce dernier cas, le procès-verbal dressé fait foi devant la justice anglaise.

Quand un délit est commis ou un dommage causé, la gravité des faits est appréciée et le dommage éprouvé par la partie plaignante constaté par les commandants des bâtiments croiseurs de la nationalité du délinquant, ou, en son absence, par les commandants de la nationalité du plaignant. Un procès-verbal est établi suivant la forme usitée dans le pays du rédacteur; il rapportera les faits d'après les déclarations des parties intéressées et les témoignages recueillis. Cet acte fera foi en justice. Dans un cas grave, dont l'appréciation est laissée à l'initiative des parties, le commandant du bâtiment croiseur de la nationalité du plaignant peut, s'il n'y a en vue aucun navire de la nationalité du délinquant, s'emparer de la personne de ce dernier ou de son bateau, et le remettre entre les mains des commandants des bâtiments croiseurs de sa nation. Mais il est recommandé aux commandants des bâtiments français et anglais de faire droit, d'urgence, dans la limite de leur compétence, aux plaintes dont ils sont saisis, soit directement par la par-

tie intéressée, soit par l'intermédiaire des commandants des croiseurs de l'autre nation.

Les pêcheurs français sont exempts de toute taxe pour l'introduction, dans la partie de l'île de Terre-Neuve comprise entre le cap Saint-Jean et le cap Rouge, en passant par le nord, de tous les objets, matières, vivres, etc., nécessaires à leur établissement temporaire sur la côte de cette possession britannique; ils sont affranchis également des droits de phare, de port ou de navigation. L'Angleterre leur a reconnu le droit d'acheter la boëtte, hareng, capelan, etc., à terre ou à la mer, dans tous les parages de Terre-Neuve, sans droits ni entraves quelconques, postérieurement au cinquième jour d'avril et jusqu'à la fin de la saison de la pêche.

L'arrangement conclu avec nos voisins autorise également l'emploi de sujets français, à raison d'un gardien avec sa famille par port (harbour), pour la garde des établissements français en dehors de la saison de pêche, et de deux gardiens dans les ports d'une grande étendue où nos établissements temporaires seront trop distants l'un de l'autre pour permettre à un seul gardien une surveillance effective.

A peine cette convention était-elle signée par la France et l'Angleterre que la Reine du Royaume-Uni, dans le discours du trône, se félicitait de l'heureuse terminaison d'un conflit qui avait duré pendant si longtemps. Mais, à ce discours, le Parlement de la colonie anglaise de Terre-Neuve ne tarda pas à répondre par une déclaration dans laquelle il refusait de reconnaître la Convention franco-anglaise en vertu du principe : « Terre-Neuve aux Terre-Neuviens. »

Pour montrer son hostilité contre la France, il ne se bornait pas à refuser de ratifier la convention intervenue entre la France et l'Angleterre, mais il ajoutait la menace d'un projet de loi prohibant la vente aux pêcheurs français des boëttes ou appâts dont ils se servent pour la pêche de la morue.

Nous ne voulons pas ici discuter cette délicate question qui ne peut être résolue que par la diplomatie, mais il nous paraît utile de mettre en garde le gouvernement français contre les prétentions anglaises qui pourraient être cachées dans le vote du Parlement de Terre-Neuve. Quelques personnes ont proposé de céder à l'Angleterre l'île de Rapa en échange : 1° de la confirmation de notre droit de pêche sur

les côtes de Terre-Neuve; 2° de l'annulation de la convention par laquelle la France et l'Angleterre se sont engagées l'une vis-à-vis de l'autre à ne pas prendre possession des Iles sous le vent et des Nouvelles-Hébrides.

Rapa, dit-on, n'est qu'un rocher stérile, perdu au milieu de l'Océanie; nous pouvons bien l'abandonner à l'Angleterre en échange des Nouvelles-Hébrides, des Iles sous le vent et du droit de pêche à Terre-Neuve. Rapa, il est vrai, n'est qu'un rocher stérile, mais ce rocher possède une rade admirable, et il est situé sur le trajet de l'isthme de Panama à l'Australie; il constitue, au point de vue militaire, une sorte de Gibraltar océanien; une flotte de guerre, en s'appuyant sur ce port, qui lui servirait à la fois d'abri et de centre de ravitaillement, pourrait barrer la route à tous les navires de commerce traversant l'Océanie. Au point de vue commercial, le port de Rapa peut devenir, grâce à sa situation, un des meilleurs ports de relâche et de ravitaillement de l'Océanie. Abandonner Rapa serait donc, à notre avis, une faute grave; ajoutons qu'elle serait d'autant plus grave que nous n'avons pas le moins du monde besoin de faire cet abandon pour mettre la main sur les Nouvelles-Hébrides et sur les Iles sous le vent.

VII. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DU NOUVEAU MONDE

Ainsi qu'on peut le voir par l'étude ci-dessus, les établissements coloniaux de la France dans le Nouveau Monde se composent de parties très disparates, restes bien minimes du vaste domaine que nous avons possédé jadis dans cette partie du monde. Sans nous livrer à de stériles regrets, notre désir est de rechercher quels moyens doivent être mis en œuvre pour accroître la valeur, aujourd'hui très restreinte, il faut le confesser, des établissements qui nous restent.

Ils forment trois groupes bien distincts par les conditions climatériques, ethnologiques, etc., en un mot, par les conditions de milieu qu'ils présentent.

C'est, d'une part, la Guyane, avec son sol d'une excessive fécondité, mais encore marécageux dans la plupart des points les plus fertiles, et exigeant, pour être mis en œuvre, des travaux et des capitaux considérables; la Guyane, avec ses forêts encombrées d'essences de bois propres à tous les

usages, mais très insalubres et placées à une grande distance de la mer, à laquelle ne les relie actuellement aucune voie de communication praticable; la Guyane, pays d'agriculture et d'élevage d'une extrême richesse, et propre à toutes les cultures des régions tropicales, depuis le riz jusqu'au cotonnier et au caféier, mais à peu près dépourvu d'habitants indigènes, et soumis à un climat qui ne permet à l'Européen ni de se livrer d'une manière constante à des travaux pénibles, ni de multiplier indéfiniment sa race; la Guyane, naturellement très riche par son sol, par ses forêts, par ses mines d'or et d'autres minerais, mais inculte, inexploitable et presque sans commerce.

Ce sont, d'autre part, les Antilles françaises (la Martinique, et la Guadeloupe avec ses dépendances), îles d'une grande salubrité, douées d'un climat qui permet à toutes les races de se livrer à tous les travaux et de se multiplier indéfiniment sur un sol de peu d'étendue, il est vrai, mais propre à toutes les cultures des régions tropicales; les Antilles françaises, regorgeant d'une population admirablement adaptée à leur sol et à leur climat, car elle s'est formée sur place par le mélange de la race blanche et de la race noire, auxquelles elle tend de plus en plus à se substituer; les Antilles, autrefois très riches, aujourd'hui tombées dans une situation d'où il est indispensable de les faire promptement sortir, si l'on ne veut pas qu'elle aboutisse à la ruine la plus absolue; les Antilles, placées sur le trajet de la grande voie maritime qui, tôt ou tard, reliera l'Europe à l'Australie et à l'Asie à travers l'Amérique, admirablement disposées ainsi pour jouer un grand rôle militaire et commercial, mais nullement outillées en vue de ces grandes fonctions, dépourvues de ports convenables et si peu défendues qu'elles pourraient être l'objet d'un simple coup de main de la part d'une flotte ennemie tant soit peu forte et audacieuse.

Enfin, ce sont les petites îles de Saint-Pierre et Miquelon, battues par les rudes mers du Nord, presque sans terre végétale, à peine capables de nourrir quelques animaux domestiques et de fournir les plus indispensables légumes verts, mais situées dans une excellente position pour la pêche de la morue, et faisant, grâce à cette position, un commerce de près de 30 millions de francs, avec une population de 5 à 6000 habitants seulement, tandis que celui de la Martinique et de la Guadeloupe réunies dépasse à peine 100 mil-

lions (importations et exportations comprises dans les deux cas) pour une population de près de 400 000 individus.

Chacune de ces parties de notre domaine colonial a des besoins spéciaux que nous avons signalés en faisant leur histoire ; chacune a des convenances propres que nous avons fait connaître, et j'ajoute que chacune est apte à rendre aux autres des services importants, sur lesquels il est d'autant plus utile d'attirer l'attention des pouvoirs publics que ces portions de notre domaine ont toujours été jusqu'à ce jour tenues en quelque sorte systématiquement à l'écart les unes des autres.

Rappelons d'abord quels sont les besoins de chacun de ces établissements. Les Antilles ont besoin, par-dessus tout, de routes ou de chemins de fer et de ports. A la Guyane, ce qu'il faut, ce sont des travailleurs de couleur. Parmi eux, nous donnerions la préférence aux Annamites, qui sont habitués au genre de culture exigé par la Guyane et qui y trouveraient un sol aussi analogue que possible au leur. Avec des travailleurs annamites, dont le premier noyau peut être tiré des bagnes de la Cochinchine, il faudra à la Guyane des ouvriers forestiers, de petits industriels, employés chargés de surveiller le travail des transportés, de diriger la construction des routes ; il lui faudra encore un personnel administratif d'autant plus nombreux que l'on voudra donner aux travaux publics, à la culture et à l'exploitation des forêts une impulsion plus vigoureuse. Il lui faudra enfin, ou pour mieux dire il lui faut déjà des troupes de terre et des marins pour sa flottille locale.

Actuellement, tout le personnel de petits employés d'administration, de soldats, de marins, etc., est tiré de la métropole. Or, ce personnel ne va qu'avec répugnance dans une colonie dont la réputation est détestable, et sa plus grande préoccupation est d'en repartir le plus tôt possible. Ce serait une curieuse statistique que celle des voyages de soldats, de marins, d'officiers et d'employés qui se font chaque année entre la Guyane et la métropole.

Ce système est fort coûteux, et il n'est d'aucun profit pour la colonisation de la Guyane. Nous voudrions qu'il fût remplacé par un autre, ayant pour base le recrutement dans les Antilles françaises des soldats, des marins, des employés de tout ordre nécessaires à notre colonie de la Guyane.

La Guadeloupe et la Martinique ont une population créole

presque surabondante, parmi laquelle il serait aisé de recruter tous les éléments de l'administration et de la force de tous nos établissements du Nouveau Monde. Il n'est pas douteux que l'on ne puisse aussi trouver dans ces deux colonies les soldats nécessaires à leur propre défense et à celle de la Guyane. Par le seul engagement volontaire, on en recruterait sans aucun doute un nombre très suffisant; il suffirait pour cela d'accorder aux volontaires des avantages de solde et autres en rapport avec la durée de l'engagement exigé. Les métis qu'on attirerait de la sorte à la Guyane s'y fixeraient probablement, en plus ou moins grand nombre, d'une manière définitive, si, comme récompense des bons services ou même à titre de complément de retraite, on leur faisait des concessions de terres.

Dans les colonies comme la Guyane, où la tranquillité ne court jamais aucun risque, on devrait même, à notre avis, s'efforcer de fixer le soldat au sol dès le jour de son arrivée, en le mettant en possession d'un petit terrain qu'il cultiverait lui-même ou sur lequel il attirerait quelques membres de sa famille. Condamner à la Guyane les soldats à la vie de la caserne et au régime militaire qui est indispensable dans les colonies plus exposées aux troubles intérieurs comme le Sénégal et l'Indo-Chine française, c'est commettre cette faute si souvent signalée au cours de cet ouvrage et dont l'administration est malheureusement coutumière, qui consiste à vouloir imposer à toutes nos colonies des règles et un régime uniformes, tandis que chacune, offrant des conditions spéciales, doit être régie d'une manière non moins spéciale et conforme à son caractère.

Si l'engagement volontaire dans les Antilles ne suffisait pas à fournir la quantité d'hommes exigée par la constitution de la force armée de tous nos établissements du Nouveau Monde, nous ne verrions aucune objection à l'institution d'un recrutement par une conscription dont les conditions seraient aussi bien adaptées que possible à l'esprit des populations auxquelles cette institution devrait être appliquée.

Quoi qu'il en soit, et quelque mode de recrutement qu'on préfère, il nous paraît utile de prendre dans nos établissements des Antilles les soldats destinés à garder ces établissements eux-mêmes et nos autres colonies du Nouveau Monde. On trouverait dans ce système le triple avantage de faire garder nos colonies par leurs propres habitants, d'éviter

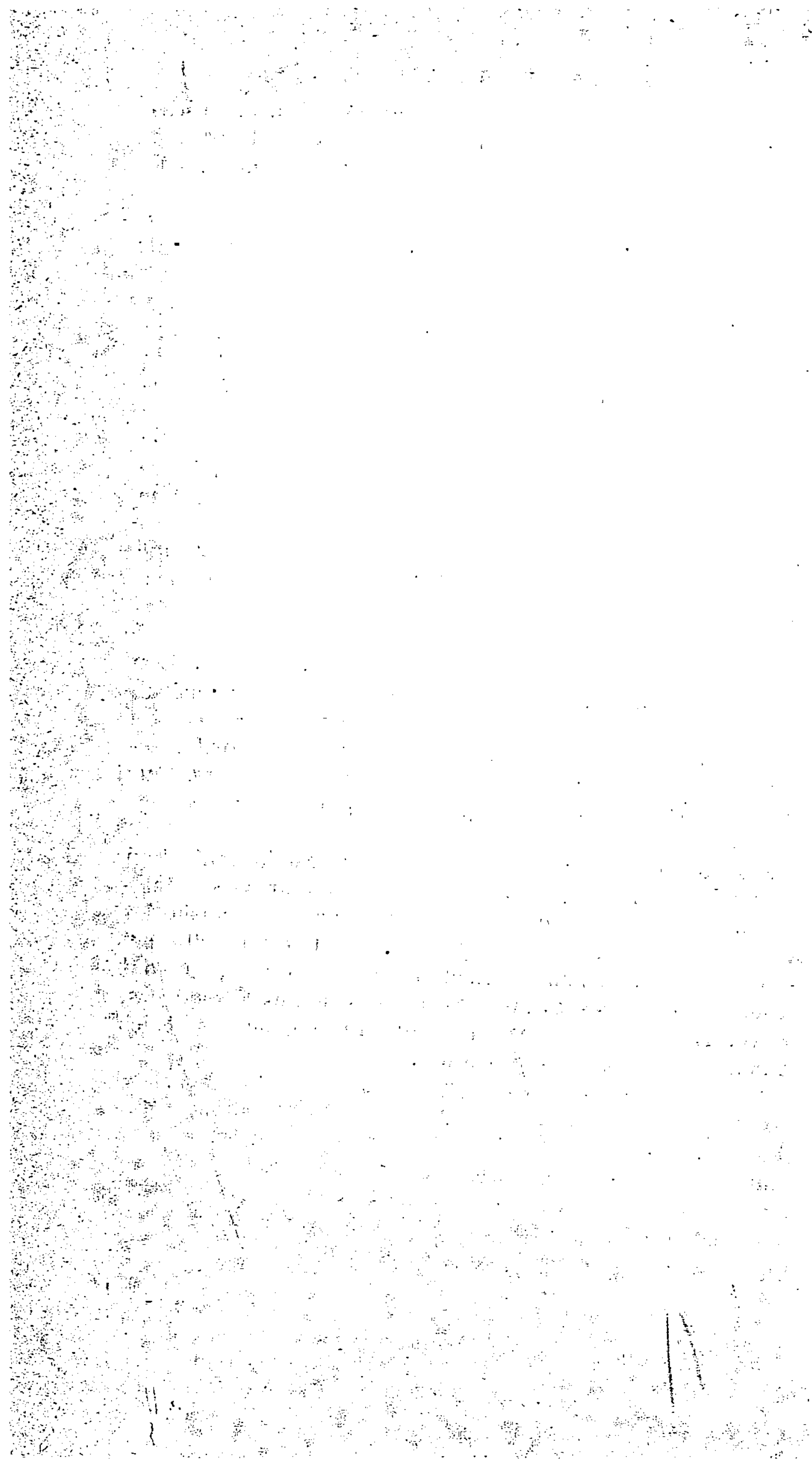
des frais de transport des troupes considérables, et de travailler au développement de la colonisation de la Guyane à l'aide d'hommes appartenant à une race qui est infiniment mieux adaptée que la nôtre au climat de cette colonie.

Ce que nous venons de dire du recrutement des troupes de terre s'applique également aux marins qui monteraient la flottille locale de nos établissements. Indépendamment des navires d'une station navale propre à cette partie du Nouveau Monde où se trouvent nos établissements, nous voudrions que ces derniers fussent pourvus d'une flottille propre, comprenant les torpilleurs indispensables à la défense de leurs côtes et les navires destinés à en relier par des voyages répétés les diverses parties entre elles. Le recrutement de ces marins serait très facile, si l'on songe au grand nombre de pêcheurs que les Antilles et les îles de Saint-Pierre et Miquelon renferment.

Dans ce système, la métropole fournirait seulement une partie des officiers de cette troupe et de cette marine locales. Tous les autres éléments proviendraient de gens appartenant à nos colonies du Nouveau Monde.

Enfin, ces colonies seraient toutes réunies sous la direction unique d'un commissaire général, ou gouverneur général, des établissements français du Nouveau Monde ayant son siège dans l'une des deux Antilles. Sous son autorité, seraient placés, à la tête de chacune des autres colonies, tous les gouverneurs particuliers ayant des fonctions analogues à celles de nos préfets.

Par suite de cette unité de direction, jointe à l'organisation d'une administration, d'une armée, d'une marine spécialement affectées à ce groupe de colonies, par suite aussi des relations que rendraient indispensables cette organisation et ce mode de gouvernement, chacune de ces colonies, qui sont actuellement isolées et laissées à leurs seules ressources, trouverait dans toutes les autres un utile concours et des éléments précieux de colonisation.



CHAPITRE VIII

DE L'IMMIGRATION EUROPÉENNE, INDIENNE, AFRICAINE, CHINOISE, ETC., DANS LES COLONIES FRANÇAISES

1. — *L'émigration européenne dans les colonies françaises.*

A part l'Algérie, où chaque année le nombre des immigrants européens s'accroît dans des proportions considérables, les colonies françaises n'attirent, en réalité, qu'un nombre dérisoire de Français. Nous n'avons pas pu nous procurer le chiffre des émigrants suffisamment riches pour payer eux-mêmes les frais du passage de France dans chacune de nos colonies; nous avons pu avoir seulement celui des émigrants qui ont sollicité et obtenu le passage à bord des navires de l'État. Comme ces émigrants sont beaucoup plus nombreux que les autres, on pourra, des chiffres que nous allons donner, déduire ceux que nous ignorons.

Pendant les années 1877-1884, l'administration des colonies a accusé 646 passagers, mais 516 individus seulement ont profité de la faveur qui leur a été faite et ont entrepris le voyage. Ces 516 émigrants sont répartis de la façon suivante entre nos diverses colonies : Martinique, 2 femmes; Réunion : 1 homme, 1 femme et 5 enfants; Guyane : 2 hommes, 2 femmes et 1 enfant; Sénégal : 18 hommes, 2 femmes et 5 enfants; Nouvelle-Calédonie : 60 hommes, 35 femmes et 44 enfants; Cochinchine : 179 hommes, 68 femmes et 45 enfants; Mayotte : 1 homme et 1 enfant. Pour le Tonkin, pendant la seule année 1884, le passage a été accordé à 36 hommes, à 3 femmes et à 2 enfants. On remarquera que les chiffres les plus élevés se rapportent à la Nouvelle-Calédonie, à la Cochinchine et au Tonkin.

Nous avons pu obtenir le nombre total des immigrants européens arrivés en Nouvelle-Calédonie pendant l'année 1883;

il est relativement élevé, car il est de 487, dont 255 Français et 232 étrangers. Les 255 Français comprenaient : 135 hommes, 73 femmes et 47 enfants ; les 232 étrangers se composaient de 178 hommes et 54 femmes.

Ces chiffres sont, sans contredit, très faibles, mais nous devons faire remarquer que le nombre des passages accordés a été bien inférieur à celui des demandes. Ainsi, en 1877, il y a 124 demandes de passage pour les colonies, il n'y a que 28 passages accordés et 24 émigrants qui en profitent ; en 1879, il y a 181 demandes de passage, 40 sont accordées et 37 émigrants seulement en ont usé ; en 1884, le chiffre des demandes est de 1603, celui des passages accordés de 244 ; sur ce nombre, 193 émigrants seulement en ont profité. Le petit nombre de passages accordés par le ministère de la marine et des colonies provient, en partie d'après les renseignements qui nous ont été fournis par le département, de ce que les transports de l'État n'ont pu prendre qu'une quantité très limitée d'émigrants. Ils étaient, en effet, obligés, surtout en 1884, et pour ce qui concerne particulièrement le Tonkin, d'emmener des détachements de troupes militaires. Mais l'augmentation des demandes de passage, qui, pour les dix premiers mois de 1884, a été relativement considérable, rendra nécessaire l'emploi d'un autre mode de procéder auquel le Département des Colonies s'est décidé : à savoir, l'embarquement des émigrants aux frais de l'État sur des bateaux de commerce. C'est ainsi que, en 1885, la Compagnie commerciale des transports à vapeur du Havre a transporté des émigrants en Nouvelle-Calédonie pour le compte du département des Colonies.

Mais la cause que nous venons de signaler n'est pas la seule qui explique la différence entre le chiffre des passages demandés et celui des passages accordés. Dans une note qui nous a été communiquée par l'administration, pour la Commission du budget, en 1885, on lit ce qui suit : « La disproportion qui existe entre le nombre des demandes et celui des passages accordés tient aux raisons suivantes : 1° Le peu de garanties présentées souvent par les pétitionnaires au point de vue des chances de réussite, a conduit le département à se montrer très mesuré dans l'octroi des passages : les émigrants demandent des concessions de terres ou manifestent l'intention de faire du commerce ou de l'industrie ; l'administration a le devoir de s'assurer, autant que possible,

avant de leur accorder un passage, qu'ils ont la pratique de l'agriculture et qu'ils ont l'intention de s'y livrer, ou qu'ils possèdent des ressources suffisantes pour attendre que leur commerce ou leur industrie se développent et leur fournissent au moins les moyens d'existence. Sans ces précautions, la plupart des émigrants ne tarderaient pas à tomber à la charge de la colonie ou de l'État qui auraient à les rapatrier. Les gouverneurs et le général commandant en chef au Tonkin ont maintes fois appelé l'attention du département sur cette situation, et demandé que l'administration prévînt les mécomptes des émigrants, en apportant la plus grande réserve dans la concession des passages. 2° Il arrive assez fréquemment que l'examen des pièces fournies à l'appui des demandes de passage a révélé chez les pétitionnaires une moralité ou un état de santé qui ne permet pas de les accueillir. 3° Enfin, un certain nombre de demandes émanent d'étrangers ou de jeunes gens n'ayant pas encore satisfait à la loi sur le recrutement militaire, ou de colons habitant l'Algérie ou la Tunisie, c'est-à-dire ayant déjà fait une première tentative infructueuse de colonisation dans des conditions favorables et n'ayant aucune chance de mieux réussir une seconde fois; ces demandes ne reçoivent aucune suite. D'autres pétitionnaires renoncent à leur projet d'émigration et ne répondent pas aux communications de l'administration. Telles sont les raisons qui expliquent que le nombre des passages accordés ne soit pas relativement plus considérable. Il pourra diminuer encore, au moins momentanément, car le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie a prié le Département de suspendre jusqu'à nouvel ordre l'envoi des émigrants dans la colonie, où, par suite de la crise minière, beaucoup de bras sont inoccupés. »

Malgré tous ces motifs il n'est pas douteux que l'on doit être frappé du petit nombre de Français qui émigrent vers nos colonies, et il importe de rechercher la cause de ce phénomène. Pour aboutir dans cette recherche il suffit de rappeler les conditions de climat offertes par nos colonies.

Celles-ci peuvent être divisées en deux catégories bien distinctes :

Dans la première nous plaçons l'Algérie et la Tunisie, la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion. Dans la seconde : le Sénégal et nos établissements de la côte occidentale d'Afrique, la Cochinchine, l'Annam, le Tonkin, l'Inde fran-

çaise, Mayotte, Nossi-Bé, Sainte-Marie de Madagascar, Saint-Pierre et Miquelon, la Nouvelle-Calédonie et l'archipel de Taïti.

L'Algérie est en voie de peuplement par les Européens et surtout par les Français. Son climat permettant le travail à notre race à peu près comme dans le midi de la France, l'Algérie peut être comprise dans ce que l'on nomme souvent les « colonies de peuplement ». Nous devons ajouter que par suite de la présence sur le sol algérien d'un grand nombre de types blancs ou de métis de blancs, de Sémites et d'Arabes, il semble devoir se produire une sous-race nouvelle, ayant des caractères propres et destinée à s'adapter d'une manière absolue au climat de cette colonie.

Les Antilles françaises et la Réunion sont aujourd'hui surchargées de population. La race blanche s'y est mélangée depuis plusieurs siècles avec les races noires d'Afrique, pour donner naissance à une race intermédiaire, mieux adaptée aux conditions du climat que les deux races créatrices. Cette race s'est multipliée avec assez de rapidité pour être devenue prépondérante. L'immigration africaine dans ces colonies ayant été supprimée depuis 1859, les noirs purs n'y existent qu'en petit nombre. Quant aux blancs, ils y diminuent chaque jour en quantité, à mesure que les métis prennent plus d'importance. A la Martinique et à la Guadeloupe, les blancs purs ne se trouvent plus que dans le grand commerce, la banque et la grande propriété; leur nombre ne dépasse guère 10 000 dans chacune des deux îles. La petite propriété, qui chaque jour acquiert plus d'importance, passe graduellement entre les mains des métis, qui possédaient déjà une portion considérable du petit commerce. Le jour où ces deux colonies ont supprimé l'immigration indienne qui, seule, donnait aux grands propriétaires des travailleurs assez peu coûteux pour qu'ils pussent trouver des bénéfices dans la culture de leurs terres, celles-ci ont été condamnées à être morcelées et à tomber dans les mains des métis. Il est vrai que les métis, dominés par le souvenir de l'esclavage de leurs ancêtres, se montrent encore un peu rebelles au travail de la terre, mais ce sentiment disparaît peu à peu, à mesure qu'ils deviennent propriétaires du sol et se voient en situation de travailler non plus pour les autres, mais pour eux-mêmes. On peut donc prévoir le jour où la race blanche n'aura plus dans nos Antilles qu'une

très minime importance, et où elle y sera remplacée dans toutes les fonctions sociales par les métis auxquels elle a donné naissance.

A la Réunion, la race blanche est aujourd'hui moins réduite qu'aux Antilles, mais son mélange avec les races de Madagascar se poursuit chaque jour; les métis y acquièrent sans cesse plus d'importance, la propriété se divise, et avec la grande propriété disparaît la prépondérance des blancs.

La conséquence de ces faits est que les trois colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion se peuplent chaque jour davantage d'hommes aussi bien adaptés que possible à leur climat. Leur population est aujourd'hui très dense et nulle immigration française ne peut se diriger de leur côté.

L'Inde française, la Cochinchine et le Tonkin se trouvent dans des conditions spéciales. Nos établissements de l'Inde ont si peu d'étendue qu'il est à peine nécessaire d'en parler. Du reste, la population indigène y est assez dense pour ne laisser aucune place à l'immigration européenne. Au point de vue du climat, l'Inde se trouve soumise à peu près aux mêmes conditions que celles dont nous allons parler à propos de la Cochinchine.

La Cochinchine est topographiquement divisée en deux régions bien distinctes : celle du delta et celle des montagnes. Le delta est à peu près aussi peuplé qu'il peut l'être; la terre est divisée entre des propriétaires annamites que nous pouvons d'autant moins songer à déposséder qu'ils cultivent avec un grand soin. Sur cette population essentiellement rurale, formée par la race annamite, est venue se greffer, depuis fort longtemps, une véritable colonie chinoise. Les Chinois ont pris toutes les places que les Annamites avaient laissées vides; ce sont eux qui exercent la plupart des métiers et qui font presque tout le commerce. Laborieux, économes, se contentant d'un maigre salaire et d'un faible bénéfice, vivant de quelques poignées de riz, ils rendent impossible toute concurrence européenne dans le petit commerce et les métiers faciles, comme ceux de cor-donniers, de tailleurs, etc.

Du reste, le climat de la Cochinchine ne permet aux Européens aucun travail pénible. Le Français ne peut pas songer à y travailler le sol: tout au plus y peut-il pratiquer les

métiers les moins durs, parmi ceux qui n'exigent pas le séjour au soleil.

Il résulte manifestement de ce que nous venons de dire, que l'immigration européenne dans le delta de la Cochinchine est forcément très limitée.

La densité de la population annamite et chinoise, la concurrence offerte par ces populations dans le domaine du petit commerce et des métiers demandant peu d'instruction, limitent également beaucoup l'immigration européenne dans le delta du Tonkin. Mais la salubrité de ce dernier et sa température moins élevée pendant l'hiver y rendent le travail beaucoup plus facile à l'Européen que dans le delta de la Cochinchine. Aussi voyons-nous déjà beaucoup de nos compatriotes se diriger vers le Tonkin de préférence à la Cochinchine, quoique la richesse de cette dernière ne soit pas moindre.

Les régions montagneuses de ces deux pays sont à peine peuplées; elles pourraient donc recevoir des colons, du moins dans les parties, très étendues, dont le sol est bon et où l'eau ne manque pas. Dans ces régions, la terre est tout à fait indivise; rien donc n'empêcherait d'y établir, soit les cultures très variées que comporte le climat, notamment celle de la canne à sucre, du café, de la vanille, du quinquina, du coton, du pavot, etc., soit des pâturages dans lesquels on pourrait élever de nombreux troupeaux de bœufs, de moutons et de chevaux. Les forêts y sont aussi très riches en arbres utiles pour les constructions, la marine, la menuiserie et l'ébénisterie. Mais pour que l'exploitation de ces parties de nos deux colonies donnât des bénéfices sérieux, il faudrait un élément qui manque d'une façon presque absolue à l'heure actuelle, des voies de communications faciles et des travailleurs à bon marché.

Ainsi que nous l'avons dit dans un autre chapitre, les fleuves de la Cochinchine et du Tonkin ne sont navigables que dans les limites de leurs deltas, c'est-à-dire dans les plaines d'alluvions qu'ils ont eux-mêmes formées au niveau de leurs embouchures. Dès qu'on arrive aux régions montagneuses qu'ils traversent, la navigation des fleuves et des rivières est rendue plus ou moins impossible par la présence des roches qui émergent de tous côtés de leur lit, déterminent des courants rapides et encombrant le passage sur des longueurs parfois de plusieurs centaines de kilomètres. Il

est vrai que ces obstacles n'existent pas d'une façon continue sur tout le parcours du Mékong, du Donai, du Fleuve Rouge, etc.; des portions navigables alternent avec les zones de rapides; mais quel que soit celui de ces fleuves qu'on veuille remonter, on est arrêté par les rapides dès qu'on arrive à la zone des montagnes. Là aussi les routes deviennent très difficiles à construire, parce que les fleuves et les rivières traversent des montagnes coupées à pic; les routes doivent par suite contourner, parfois à de grandes distances, les montagnes, à moins qu'on ne veuille les creuser dans les flancs mêmes des rochers qui surplombent les cours d'eau.

Les régions montagneuses de nos deux colonies se trouvent ainsi presque isolées des deltas; leur exploitation agricole ou forestière ne pourra donc être fructueusement entreprise que lorsqu'on les aura reliées aux parties basses par de bonnes routes ou par des chemins de fer. Ce jour-là seulement, elles pourront devenir des lieux d'immigration pour nos nationaux. Ajoutons que la chaleur ne permettrait pas à ces derniers d'y jouer d'autre rôle que celui de directeurs ou de surveillants des travaux agricoles, c'est-à-dire que le nombre des immigrants français n'aurait pas besoin d'être très considérable. On pourrait d'ailleurs, très probablement, se procurer sans trop de difficultés les travailleurs nécessaires, dans des conditions suffisantes de bon marché. L'Annamite est naturellement agriculteur; sans être robuste, il résiste assez bien à une fatigue modérée et il serait l'auxiliaire utile du Français dans l'exploitation des parties de son pays qui ont encore échappé à son action.

En résumé, le Français ne peut exercer en Cochinchine et au Tonkin que le rôle d'agent intellectuel et impulsor de la colonisation. A lui peuvent revenir le grand commerce, la direction des exploitations agricoles et industrielles, mais il ne peut songer ni à ravir le petit commerce au Chinois, ni à travailler lui-même la terre, ni à pratiquer aucun des métiers qui exigent une fatigue continue ou le séjour prolongé au soleil.

Dans ces conditions, on ne doit pas s'étonner que le nombre des Européens soit peu considérable en Cochinchine, quoique nous possédions cette colonie depuis plus de vingt ans. Comme toutes les régions intertropicales, nos établissements de l'Indo-Chine ne doivent pas être considérés

comme des colonies de peuplement. Il en est de même de l'Inde anglaise, où les blancs ne sont guère plus de 50 000 pour une population indigène de plus de 250 millions de têtes. Mais leur climat n'empêche pas l'Inde et l'Indo-Chine d'être des sources importantes de richesses pour les Européens qui n'y peuvent pas vivre.

Il n'y a en Cochinchine que 1600 Français, y compris les fonctionnaires; mais, grâce à cette poignée de nos compatriotes, la Cochinchine consomme annuellement pour 8 à 9 millions de produits français, sans compter les bénéfices que nos compatriotes réalisent sur les échanges faits avec les autres nations de l'Europe.

Ce qu'il faut connaître bien exactement, ce sont les conditions de milieu que notre colonie indo-chinoise présente à notre race; c'est la façon dont nous devons y vivre, la durée de temps pendant laquelle nous pouvons y supporter une chaleur qui nous fatigue, et la manière dont nous devons exercer notre action pour que la métropole et l'humanité tirent de la colonisation de ces pays le maximum possible de profits matériels et moraux.

Nous devons ajouter que nous ne connaissons encore que les parties les plus basses et par conséquent les plus chaudes de la Cochinchine et du Tonkin. Il est probable que les parties élevées de l'Indo-Chine, notamment les plateaux de la chaîne annamite, celui du bassin du Sé-Moun et celui des Bolovens qui offre la végétation des pays tempérés, permettraient à notre race une acclimatation complète et le travail des champs, aussi bien que l'Algérie et la Tunisie.

Ce que nous venons de dire de la Cochinchine et du Tonkin s'appliquant presque en tout point à la Guyane, nous ne dirons que quelques mots de l'immigration française dans cette colonie. Pour l'Européen, le travail des champs est encore moins possible peut-être à la Guyane qu'en Cochinchine et au Tonkin. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter les yeux sur une histoire quelconque de la colonisation pénitentiaire tentée dans ce pays de 1854 à 1864. Le sol de la Guyane est riche, il est apte à plus d'une culture, mais pour en tirer profit il faut des bras à bon marché. Or, ces bras ne se trouvent pas à la portée de l'Européen qui pourrait les utiliser; les indigènes de la Guyane n'ont jamais pu être pliés à aucun travail régulier; l'immigration africaine qui a donné jadis de très bons résultats, en fournissant des travail-

leurs et des éléments de mélange avec les blancs, n'existe plus; quant à l'immigration indienne, elle n'a pour ainsi dire pas été appliquée jusqu'à ce jour à la culture; on n'en a guère fait usage que sur les placers des parties montagneuses de notre colonie.

Dans les parties élevées de la Guyane, les Européens paraissent pouvoir se livrer sans trop d'inconvénients à certains travaux, mais le climat y est encore trop chaud pour qu'ils puissent s'y établir à demeure, s'y reproduire et constituer de véritables colonies. Ce serait donc nourrir de singulières illusions que d'espérer qu'on colonisera la Guyane à l'aide des récidivistes, ou que même on pourra, soit par le travail de la terre, soit par l'exploitation des forêts, leur faire gagner leur subsistance. Mais nous ne voulons pas insister ici sur cette question dont la discussion sera mieux à sa place dans un autre chapitre.

Ce que nous avons dit des colonies précédentes s'applique également au Sénégal, au Gabon, au Congo et à nos autres établissements de la côte occidentale d'Afrique.

Madagascar offre des conditions à peu près analogues. Quoique l'insalubrité de cette île soit beaucoup moindre qu'on ne l'a dit, elle est assez grande pour que l'on ne puisse pas espérer que la race blanche s'y multiplie indéfiniment. Peut-être le pourra-t-elle sur les plateaux montagneux du centre de l'île, dont la température est moins élevée et dont la salubrité est très grande. Il est permis de penser que Madagascar ne tardera pas à offrir, quand on l'aura assainie par la culture, les mêmes conditions que la Réunion, où la race blanche vit à l'aise, à la condition de ne pas se livrer à des travaux trop pénibles.

Dans la plupart des pays dont nous venons de parler, la température est trop élevée pour que l'Européen puisse jouer un autre rôle que celui d'agent directeur de la culture, du commerce, etc. Mais avec des travailleurs mieux adaptés que lui à ces pays, il y peut obtenir des résultats considérables. Les pays chauds et humides sont, par excellence, les pays producteurs des céréales, des graines oléagineuses et des substances sucrées. Ils ont l'eau, le soleil, la richesse du sol; tout ce qui fait les pays riches.

Ajoutez à ces conditions naturelles l'intelligence de l'Européen et les bras à bon marché des travailleurs fournis par les races inférieures, ou bien la machine dont aucune

borne n'arrêterait la marche, et toutes les colonies dont nous venons de parler peuvent devenir pour l'Europe, où la terre est si chère malgré sa pauvreté, où les bras manquent, où la machine est si souvent rendue impuissante par l'excessive division de la propriété, les services les plus importants. Déjà nous allons chercher en Cochinchine des riz pour fabriquer nos alcools; le Tonkin pourrait nous donner du blé à aussi bas prix que l'Inde; le Sénégal, le Congo, nos établissements d'Assinie et de Grand Bassam, convenablement cultivés, pourraient inonder les marchés européens d'arachides et d'huile de palme. Faut-il pour cela que de nombreux Français aillent fonder dans ces pays des colonies comparables à celles de l'Amérique ou de l'Australie? Nullement. Il suffit d'une poignée de blancs intelligents et hardis dirigeant le travail des noirs et des machines. De ce qu'un pays est trop chaud pour que l'Européen s'y multiplie et s'y puisse fixer pour toujours, il n'en faut pas conclure qu'il est inapte à la colonisation; mais seulement qu'il doit être colonisé d'une manière appropriée aux conditions dans lesquelles il se trouve; c'est-à-dire que chaque colon n'y doit séjourner que pendant un certain laps de temps. Il ne faut pas croire que les 50 000 colons anglais de l'Inde soient représentés par des familles immuablement attachées au sol; la plupart, au contraire, sont des colons momentanés qui rentreront après avoir fait une fortune plus ou moins grande et qui laisseront leurs places à d'autres.

Jusqu'ici l'Europe n'a guère cherché dans les colonies intertropicales de l'Afrique et de l'Asie que des débouchés pour son commerce et quelques matières premières pour son industrie; mais le jour n'est pas éloigné peut-être où elle sera contrainte, par la cherté de sa main-d'œuvre, d'y aller chercher aussi des aliments. Ce jour-là, sans peupler des contrées où elle ne peut pas faire souche durable, la race blanche trouvera dans ses établissements coloniaux de l'Afrique et de l'Asie des ressources dont nous soupçonnons à peine l'importance.

Parmi nos colonies lointaines, il y en a une où le Français peut travailler comme dans son pays natal: nous avons nommé la Nouvelle-Calédonie. La température n'y est pas beaucoup plus élevée que dans le midi de la France, et il n'y règne aucune des maladies qui déciment notre race

dans l'Indo-Chine ou sur les côtes de l'Afrique. Il semblerait qu'avec de semblables conditions naturelles la Nouvelle-Calédonie dût être l'objet d'une importante immigration. Il n'en est rien cependant. En 1884, 390 individus ont demandé à l'administration le passage pour la Nouvelle-Calédonie, et 69 seulement ont offert des garanties suffisantes pour l'obtenir. Faut-il attribuer cette pénurie d'émigrants à l'éloignement de la Nouvelle-Calédonie? Nous ne le pensons pas. L'Australie n'est pas moins éloignée et cependant elle se peuple avec une étonnante rapidité. Serait-ce qu'en Nouvelle-Calédonie les terres cultivables font défaut? Nous ne le pensons pas davantage. Sans doute, la Nouvelle-Calédonie est bien petite, comparée à l'Australie, mais il n'en est que plus facile de la peupler rapidement. Or, elle ne compte guère plus de 2500 colons libres pour une surface de terrain égale à trois ou quatre départements français. Il reste encore plus de 7000 hectares à culture susceptibles d'être concédés, sans compter 17500 hectares de forêts qui pourraient également être cultivés, soit 22500 hectares qui pourraient actuellement être concédés à des colons libres. Ce n'est donc pas la terre qui manque. Il faut chercher ailleurs le motif pour lequel le peuplement de la Nouvelle-Calédonie ne se fait pas.

Ce motif nous l'avons trouvé surtout dans la colonisation pénale. Celle-ci contrarie ou, pour mieux dire, empêche la colonisation libre, en premier lieu parce qu'elle accapare la majeure partie des terres de bonne qualité pour des fermes aussi coûteuses qu'improductives, en second lieu parce que le grand nombre de transportés accumulés dans l'île diminue considérablement la sécurité des habitants, en troisième lieu parce que la transportation fournit aux colons propriétaires des bras à un prix qu'aucun ouvrier libre ne peut accepter.

Nous avons trouvé une autre cause du peu d'activité de la colonisation libre en Nouvelle-Calédonie dans la négligence que l'administration apporte à la construction des routes.

Nous ne reviendrons pas ici sur ces questions qui ont été traitées avec détail dans un autre chapitre. Nous nous bornons à les rappeler et à attirer sur elles l'attention des pouvoirs publics. Sans routes et avec un nombre de transportés qui augmente chaque jour, la Nouvelle-Calédonie

est condamnée, malgré la salubrité de son climat, à n'être jamais peuplée par les Français.

Rappelons aussi ce que nous avons dit dans un autre chapitre au sujet de nos colonies de Taïti, des Tuamotu et des Marquises. Là aussi le Français peut se livrer à toute espèce de travail comme dans sa patrie, et il y a place pour un grand nombre de familles d'émigrants; mais combien y a-t-il de Français qui sachent ce que sont ces établissements et les avantages qu'ils y pourraient trouver? Quels sont les efforts faits par l'administration coloniale pour mettre ces notions à la disposition du public? N'est-ce pas à elle cependant qu'incombe le devoir de faire connaître au pays nos richesses coloniales?

En posant cette dernière question nous ne voulons pas faire croire que nous considérons l'intervention du gouvernement en faveur de l'émigration vers nos colonies comme indispensable, ni même comme plus utile que toute autre action collective ou individuelle. Mais tous les peuples qui encouragent l'émigration vers les colonies ont senti le besoin de réglementer cette opération, et pour cela ils font intervenir, d'une façon plus ou moins énergique, les pouvoirs publics.

L'intervention de l'autorité gouvernementale offre le double avantage de déterminer le courant de l'émigration dans telle ou telle direction plutôt que dans telle autre, en ne se laissant guider que par les intérêts généraux du pays.

Quoique les Français passent pour émigrer beaucoup moins que la plupart des autres peuples de l'Europe, personne n'ignore que la France expédie chaque année un nombre assez considérable d'émigrants soit en Algérie, soit surtout dans l'Amérique du Sud. Il existe entre le pays Basque et la République argentine un courant continu d'émigration dont on ne cherche pas assez les motifs.

Sans doute il faut tenir compte, pour l'expliquer, de la douceur du climat de la République argentine, de la facilité avec laquelle on y vit, des éléments de fortune que présente une ville aussi peuplée que Buenos-Ayres. Mais il nous semble que cette cause n'est pas la plus importante. Il est au monde une foule de pays tout aussi riches, et même beaucoup plus riches que la République argentine, vers lesquels cependant les Basques ne se portent jamais.

Faut-il croire qu'ils se dirigent vers la République argen-

tine parce qu'ils sont assurés d'y trouver en débarquant des compatriotes déjà au courant des mœurs du pays et tout prêts à guider leurs premiers pas, à les aider de leurs conseils et même de leur bourse? Faut-il penser que les Basques vont où se trouvent déjà des Basques, comme les Irlandais vont où sont des Irlandais, comme les Allemands vont où sont les Allemands? Il n'est pas douteux qu'il en soit ainsi. Mais ce qu'il importe de rechercher, c'est la cause première qui a déterminé les courants dont nous venons de parler. Or, si l'on se donne la peine d'examiner les choses de près, on ne tarde pas à voir que leur direction est toujours provoquée par des causes qu'il serait très aisé de modifier.

L'émigration européenne ne part que d'un très petit nombre de villes et ces villes sont presque toujours d'anciennes têtes de lignes de navigation. Bordeaux est depuis des siècles la tête de ligne de la navigation entre la France et l'Amérique du Sud; Hambourg fait, depuis très longtemps, communiquer directement l'Allemagne avec l'Amérique du Nord à laquelle la relie des services très fréquents en raison de la brièveté des distances; de même l'Irlande et l'Angleterre, qui sont plus près de l'Amérique du Nord que de l'Amérique du Sud, ont plus de relations avec la première qu'avec la seconde. N'y a-t-il pas dans ces seuls faits des raisons pour que les Allemands et les Irlandais se dirigent plutôt vers l'Amérique du Nord que vers l'Amérique du Sud, tandis que les Basques se porteront de préférence vers cette dernière? Ajoutez à cela l'analogie des climats. L'Allemand et l'Irlandais, habitants de pays septentrionaux, n'ont-ils pas plus de tendance à se porter vers le nord, où ils retrouvent leur climat natal, que vers le sud, où ils trouveraient une température très différente de celle à laquelle ils sont habitués.

Ces causes suffiraient sans doute pour expliquer la direction suivie par les divers émigrants dont nous venons de parler. Mais nous devons ajouter qu'elles ne sont pas seules à agir. Des agents moins naturels mais non moins puissants y ajoutent leur intervention. Les compagnies maritimes qui ont pour tête de ligne Bordeaux, Hambourg ou Liverpool, cherchent naturellement à se procurer des passagers en provoquant à l'émigration vers les points d'outre-mer que chacune d'elles dessert. Ce n'est un secret pour personne que

les Sociétés d'émigration de Bordeaux s'entendent avec les Compagnies de navigation qui desservent l'Amérique du Sud pour leur procurer des passagers, et que d'autre part, elles entretiennent dans le pays Basque des agents chargés de faire briller aux yeux des populations les avantages plus ou moins considérables qu'ils trouveront sur la terre américaine. J'ai sous les yeux un prospectus d'une Société bordelaise d'émigration qui est bien de nature à expliquer l'intensité du courant d'émigration qui existe entre Bordeaux et la République argentine. On y expose avec un soin minutieux toutes les richesses du pays, le salaire des ouvriers, les conditions politiques, etc., et nous avons à peine besoin d'ajouter que tout y est présenté sous le jour le plus favorable. Or, les passagers d'entrepont, c'est-à-dire les travailleurs qui sont embarqués sur les navires des Messageries maritimes par l'intermédiaire de l'agence à laquelle nous faisons allusion, payent leur passage beaucoup moins cher que ceux qui s'adressent directement à la Compagnie de navigation.

Tout cela n'est-il pas de nature à expliquer pourquoi les Basques ont de tout temps dirigé leurs émigrations sur la République argentine dont Bordeaux est la principale tête de ligne, plutôt que vers l'Amérique du Nord ou l'Australie avec lesquelles Bordeaux n'a jamais eu de relations directes. Il serait peut-être difficile, il est vrai, à l'heure actuelle, de changer la direction de ce courant et de détruire des habitudes prises depuis de si nombreuses années ; les Basques aimeront toujours mieux aller dans un pays où ils savent devoir trouver des Basques et dont ils entendent parler dès l'enfance, que dans une région nouvelle. Néanmoins, en employant des moyens analogues à ceux dont nous avons parlé plus haut, en suscitant des intérêts nouveaux, en favorisant la création d'agences rivales de celles qui travaillent au profit de la République argentine, en subventionnant les Compagnies de navigation et les agences d'émigration qui provoqueraient un courant dans une direction déterminée, il ne nous paraît pas douteux qu'on n'aboutit promptement à utiliser, au profit de nos colonies françaises, une partie des bras qui vont travailler pour la République argentine.

Il n'y a pas de pays en Europe où il y ait autant d'agences d'émigration qu'en Irlande et dans l'Allemagne du Nord ; il

n'y en a pas non plus qui fournissent autant d'émigrants aux pays d'outre-mer. Sans doute, les conditions dans lesquelles vivent les habitants de ces pays sont de nature à provoquer leur expatriation, mais ils ne s'en iraient pas en si grand nombre chercher fortune ailleurs si les agences ne faisaient pas luire à leurs yeux l'espérance de cette fortune.

Il ne faudrait pas croire que l'émigration vers les colonies anglaises se fasse d'elle-même et sans encouragements ni excitations. Les agents que les colonies de la Grande-Bretagne entretiennent à Londres sont munis par les autorités coloniales dont ils dépendent de pouvoirs spéciaux relatifs à l'émigration et la plupart s'occupent très activement de recruter les travailleurs dont la colonie a besoin. Les publications les plus officielles sur les colonies contiennent l'énoncé des avantages souvent considérables qui sont faits aux émigrants et celui des conditions qui sont exigées pour qu'ils puissent jouir de ces avantages.

Les agents ont une latitude très grande en ce qui concerne les moyens à employer pour recruter les émigrants; néanmoins leur autorité et leur action sont déterminées par des actes et des règlements officiels.

L'exemple du peuple le plus colonisateur des temps modernes, prouve donc que si la meilleure colonisation est celle qui résulte de l'expansion spontanée de la nation en dehors de ses frontières, il n'en est pas moins nécessaire de provoquer et de favoriser cette expansion.

La Nouvelle-Calédonie, la Cochinchine, le Tonkin, Madagascar, l'archipel de Taïti sont prêts à recevoir des colons et peuvent les enrichir; n'est-il pas utile que notre gouvernement, après avoir acquis ces colonies au prix de tant de sacrifices, s'occupe enfin de les faire connaître et d'en favoriser l'exploitation? Nous ne demandons pas que pour atteindre ce but l'administration coloniale se transforme en agence d'émigration et de colonisation; tel ne doit pas être son rôle dans un pays de liberté; mais elle doit favoriser, par les mille moyens qui sont à sa disposition, la création de sociétés ayant pour objet de donner des colons à nos colonies; elle doit encourager nos colonies à imiter l'exemple des colonies anglaises, qui font mille efforts pour attirer chez elles les bras, les intelligences et les capitaux dont elles ont besoin.

Nos colonies ont dans le parlement français des représentants politiques que jamais les colonies anglaises n'ont pu obtenir ; mais il leur manque les représentants d'affaires qui rendent tant de services aux colonies britanniques. Ce sont ces représentants qui, en Angleterre, défendent les intérêts des colonies et qui travaillent à leur peuplement. Ne serait-il pas facile d'imiter cet exemple ?

Nous avons dans divers chapitres de ce livre attiré l'attention sur l'importance qu'il y avait à chercher parmi les fonctionnaires, les officiers et les soldats coloniaux des éléments de colonisation. L'Australie a dû ses premiers succès sérieux à une entreprise agricole des officiers chargés de sa garde.

Quelques colonies anglaises (la Colombie, le Natal et le Honduras) accordent aux officiers de terre et de mer qui en font la demande, des concessions de terres dont l'étendue varie, suivant le grade et le temps de service, depuis 200 jusqu'à 600 ares. Il y a là un exemple bon à suivre. Sans doute, ces procédés sont étrangers à nos habitudes, mais il faut dire que nous n'avons jamais eu ni un système colonial convenablement arrêté, ni une administration, ni une armée exclusivement coloniales. Or, tout cela s'impose désormais si nous voulons réussir dans nos entreprises d'outre-mer. Dans l'Indo-Chine, à Madagascar, dans nos vastes provinces de la côte occidentale d'Afrique, nous avons les moyens de mettre en pratique les procédés qui ont si bien réussi à l'Angleterre ; pourquoi n'en tentons-nous pas l'expérience ?

2. — *L'immigration africaine, indienne, chinoise, etc., dans les colonies françaises.*

La question de l'immigration des travailleurs africains, indiens, chinois, etc., dans nos colonies est l'une des plus importantes au double point de vue de l'administration coloniale et des intérêts de nos possessions d'outre-mer.

L'abolition de l'esclavage eut pour conséquence d'enlever aux agriculteurs de nos colonies la presque totalité de leurs ouvriers noirs, soit parce que les esclaves abandonnèrent d'eux-mêmes leurs maîtres, soit aussi parce qu'un grand nombre de propriétaires, se considérant comme blessés dans leur amour-propre de blancs par une décision qui élevait les esclaves à leur niveau, renvoyèrent leurs travailleurs.

A la Réunion, on s'efforça d'atténuer les effets économiques de l'abolition de l'esclavage, en obligeant les esclaves à contracter un engagement avant le jour de leur libération. Par un arrêté du Commissaire de la République, daté du 25 octobre 1848, tout esclave qui ne s'était pas engagé avant le jour de son affranchissement était considéré comme vagabond et traité comme tel. Il est vrai que le même arrêté donnait aux esclaves libérés tout droit de discuter les conditions et la durée de leurs engagements ainsi que le taux de leurs salaires. Malgré ces précautions, les noirs, considérant le travail agricole auquel ils avaient été arbitrairement soumis jusqu'alors comme la caractéristique de l'esclavage, l'abandonnèrent en masse. Nos colonies durent aller chercher des bras en dehors de leurs limites. Elles s'adressèrent d'abord à l'Afrique, qui précédemment leur fournissait les esclaves, puis à l'Inde. Elles demandèrent à ces deux contrées des travailleurs plus ou moins volontaires, dont l'immigration fut réglementée et placée sous la surveillance des administrations locales par le décret du 13 février 1852. Ce décret ne distinguait pas entre les travailleurs européens et les africains ou asiatiques ; il se bornait à établir que « les émigrants, cultivateurs ou ouvriers qui seront engagés par les colonies pourront y être conduits, soit aux frais, soit avec l'assistance du Trésor public ou les fonds du service local », et il stipulait « qu'après l'expiration du nombre d'années de travail qui serait déterminé pour chaque colonie par le règlement à intervenir, l'immigrant introduit, soit aux frais, soit avec l'assistance du Trésor public ou de la colonie, aurait droit, lorsqu'il n'aurait encouru aucune condamnation correctionnelle ou criminelle, au passage de retour, pour lui, sa femme et ses enfants non adultes. »

Afin de retenir les immigrants dans les colonies, le décret leur donnait, pendant l'année qui suivrait l'expiration de leur engagement, la faculté d'opter entre la jouissance de leur droit de rapatriement et une prime équivalente aux frais de leur rapatriement personnel ; cette prime ne leur était allouée « qu'après justification d'un réengagement ou de l'exercice d'une industrie dans la colonie. » Les frais entraînés par les rapatriements et les primes étaient à la charge de la colonie et devaient figurer dans son budget parmi les dépenses obligatoires. Il devait être perçu, dans chaque colonie, pour le compte du service local : 1° un droit d'enregistre-

ment dès l'engagement de chaque immigrant introduit aux frais ou avec l'assistance de l'État ou de la colonie et, sur chaque transfert ou renouvellement dudit engagement (le droit étant le même pour une famille que pour un seul individu) ; 2° un droit proportionnel au salaire de l'immigrant. Ces droits devaient être payés par le propriétaire ou patron envers qui l'immigrant se serait engagé. Ils cessaient d'être perçus à l'égard de chaque immigrant à l'expiration du délai indiqué pour le rapatriement. Le droit d'enregistrement était fixé provisoirement à 30 francs pour la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion et à 20 francs pour la Guyane. Le droit proportionnel sur les salaires était fixé au vingtième.

Les colonies se trouvaient ainsi munies du droit d'introduire sur leur territoire les immigrants volontaires qu'elles pourraient se procurer, et elles trouvaient dans les droits que nous avons indiqués des ressources de nature à favoriser le mouvement d'immigration et à en surveiller la pratique.

Un second décret, daté du 27 mars 1852, fixa les conditions et les règles de l'émigration des travailleurs d'Europe ou des contrées exotiques, prévue par le décret du 13 février. L'émigrant d'Europe doit produire au « préfet de son département ou, s'il est étranger, à toute autorité que désignera le Ministre de la marine et des colonies, un engagement de travail avec un propriétaire rural d'une des colonies ci-dessus désignées ». Cet engagement doit contenir « pour l'engagiste, l'obligation de fournir à l'engagé, outre la rémunération convenue : 1° la nourriture pendant la première année de son séjour, une case et un jardin ; 2° les outils et les instruments nécessaires au travail pour lequel il est engagé ; 3° les soins médicaux et les médicaments en cas de maladie ; 4° les prestations déterminées dans les paragraphes précédents pour sa femme et ses enfants, s'il est accompagné de sa famille ». De son côté, « l'immigrant, chef de famille, devra comprendre dans son engagement celui de sa femme et de ses enfants, si ceux-ci sont âgés de plus de dix ans ». Aucun projet d'engagement ne donne droit aux allocations de l'État ou des colonies qu'après approbation du Ministre de la marine et des colonies ou de son délégué. « Le Ministre réglera par un arrêté le montant de l'allocation qui pourra être accordée pour chaque individu, soit comme frais de passage, soit comme secours de route. Il déterminera, par des décisions,

l'ordre et la proportion dans lesquels pourront être accueillies les demandes d'immigration pour chaque colonie. » Enfin, « sur l'avis qui lui sera adressé, l'immigrant se rendra, pour le jour indiqué, au port d'embarquement où il recevra le secours de route. Aussitôt après que son embarquement sera dûment constaté, versement sera fait, entre les mains de l'engagiste ou de son représentant, du montant de l'allocation de passage. »

Ce dernier article indique bien que l'allocation de passage devait être, dans la pensée de l'administration, un stimulant de nature à favoriser la création d'agences ou sociétés d'engagistes, qui s'efforceraient de recruter des travailleurs pour nos colonies. Les agences pouvaient, en effet, tirer un bénéfice des allocations de passage accordées aux émigrants et des primes qui pourraient leur être données à elles-mêmes par les propriétaires ruraux des colonies.

Le résultat obtenu fut nul, soit qu'il ait été impossible de recruter des émigrants, soit plutôt que les propriétaires des colonies n'aient manifesté aucun désir d'avoir des travailleurs européens auxquels ils auraient été obligés de donner des salaires élevés.

Quant aux travailleurs pris hors d'Europe, le décret du 27 mars 1852 réglait les conditions de leur émigration de la façon suivante. D'après l'article 7, « l'émigration des pays hors d'Europe n'aura lieu, même sans subvention sur les fonds de l'État, qu'après avoir été autorisée par le Ministre de la marine et des colonies. » L'article 8 décide : « Il sera créé, pour cette émigration, un agent spécial au lieu même où elle s'effectuera. Cet agent veillera aux opérations du recrutement et à l'embarquement des émigrants ; il leur fera connaître la nature des contrats de travail qu'ils sont appelés à souscrire dans la colonie, les garanties d'exécution qui leur sont assurées et les conditions de leur rapatriement. Il enregistra les enrôlements, et ne délivrera de permis d'embarquement aux émigrants que si, interrogés individuellement, ils déclarent consentir, en pleine connaissance de cause, à se rendre dans la colonie pour laquelle ils sont recrutés. Cette déclaration sera faite devant deux témoins qui en attesteront la vérité, suivant le procès-verbal dressé à cet effet. »

L'article 9 décide que « les émigrés âgés de moins de vingt et un ans seront représentés, auprès de l'agent de

l'émigration, par leurs parents ou tuteurs; ceux qui seront âgés de moins de quinze ans n'obtiendront leurs permis d'embarquement que s'ils accompagnent leur père ou mère ou un parent du deuxième degré. L'enrôlement des individus infirmes ou âgés de plus de quarante ans est formellement interdit. »

L'article 10 crée un registre matricule sur lequel sont consignées les indications signalétiques propres à constater l'identité des émigrants. De plus, « au départ du navire, l'agent d'émigration dressera, en double expédition, l'état nominatif avec toutes les indications signalétiques des émigrants embarqués, pour un exemplaire être remis au capitaine et l'autre adressé au gouverneur de la colonie à destination de laquelle est faite l'opération. »

L'article 11 veut que, si le recrutement se fait en pays étranger, l'Administration coloniale ou l'agent de recrutement pourvoie « au mode d'enrôlement, à la police des agents de recrutement et à tout ce qui sera nécessaire à la protection des émigrants. »

Par une faveur spéciale, l'article 12 décide que les « émigrants de l'Inde pourront être dispensés de contracter préalablement l'engagement de travail prévu par l'article 2. »

Enfin, l'article 13 décide que le Ministre de la marine fixera « la proportion dans laquelle les femmes devront être comprises dans les enrôlements, suivant la nature et l'importance de chaque opération. »

L'article 36 investit les gouverneurs des colonies de l'autorité de pourvoir « par des règlements spéciaux à toutes les mesures de protection que pourra réclamer la situation des immigrants et notamment, quand il y aura lieu, à l'organisation des syndicats destinés à leur servir d'intermédiaires auprès de l'administration et d'ester pour eux en justice à fin d'exercice et de recouvrement de leurs salaires ou de leurs parts dans les produits. »

Les articles 37 et 38 règlent les conditions du rapatriement. Les immigrants auront droit au rapatriement après cinq ans de séjour dans la colonie, « sans préjudice du droit qu'ils se seront réservé par leurs contrats d'engagement, d'être rapatriés dans un délai plus bref aux frais des colonies au service desquelles ils se seront engagés. » La colonie était investie du droit de rapatrier d'office les immigrants auxquels elle ne croirait pas devoir appliquer les dispo-

sitions répressives du vagabondage. Enfin, les immigrants qui désireraient être rapatriés à leurs frais pourraient requérir à cet effet l'intervention du commissaire spécial pour traiter en leur nom avec les capitaines ou les armateurs.

On voit que le décret du 27 mars 1852 assurait autant que possible la liberté des contrats d'engagement, le bien-être des immigrants, leur sécurité dans la colonie et leur rapatriement.

Sous l'influence de ce décret, les agences de recrutement des travailleurs, pris hors d'Europe, se multiplièrent avec une grande rapidité et de très nombreux Africains et Indiens furent importés dans nos colonies. C'est la côte d'Afrique qui fournit les premiers contingents ; mais le recrutement s'y faisait dans des conditions si peu conformes aux vues des gouvernements d'Europe, il était accompagné d'abus si considérables, l'émigration s'y transformant volontiers en traite, que l'Angleterre d'abord, puis la France, durent placer l'émigration africaine sous l'action directe de leurs gouvernements.

La première tentative de cet ordre avait été faite par l'Angleterre dès 1843. Elle s'était efforcée de limiter l'émigration au recrutement *libre* des noirs et l'État s'était chargé presque complètement de l'opération.

Le 6 février 1843, lord Stanley (plus tard lord Derby), secrétaire d'État des colonies, informe le gouverneur de Sierra-Leone que l'émigration *libre* des noirs de la côte occidentale d'Afrique vers les colonies anglaises est autorisée, mais que les engagements ne pourront avoir lieu qu'à Sierra-Leone, Bonavista, Loanda, la première colonie anglaise, les deux autres colonies portugaises et avec autorisation du Portugal. Les bâtiments destinés à l'émigration étaient frétés par l'État et placés sous la direction immédiate du gouvernement. L'essai ne réussit pas. Le gouvernement anglais étendit alors l'autorisation de l'émigration libre à toute la côte occidentale d'Afrique et il la réglementa par une résolution du 3 mars 1847. Les essais nouveaux et répétés de recrutement libre n'ayant pu réussir, l'Angleterre y renonça ; puis elle fit campagne contre la France qui commençait à se livrer à la même expérience.

Cinq ans après le décret de 1852, une tentative analogue à celle de l'Angleterre fut faite par la France. Le 14 avril 1857,

le Ministre de la marine signait avec la maison Régis un traité par lequel cette maison s'engageait à introduire 10 000 engagés africains à la Martinique et à la Guadeloupe. La Martinique refusa son concours et le traité fut réduit à 7500 dont un cinquième de femmes au moins et une moitié au plus. Les engagements étaient soigneusement réglementés d'après les principes du décret du 27 mars 1852. Mais, M. Régis ne pouvant pas trouver d'engagés volontaires, il fut autorisé par le gouvernement à racheter des esclaves africains qui, aussitôt après le rachat, étaient affranchis et acceptaient un contrat d'engagement de six ans.

Des abus très graves s'étant produits à diverses reprises dans ces opérations, l'opinion publique s'émut, et le gouvernement impérial, après avoir ordonné une enquête qui resta secrète, interdit formellement l'émigration africaine par une lettre du prince Napoléon, alors Ministre de l'Algérie et des colonies, au gouverneur de la Réunion en date du 6 janvier 1859.

Depuis cette époque, la France n'a fait aucun recrutement officiel de travailleurs pour nos colonies sur la côte occidentale d'Afrique. On n'en pourrait pas dire autant de l'Angleterre; s'arrogeant le droit absolu de surveillance de la traite sur les côtes d'Afrique, elle arrête tous les navires ayant embarqué des Africains, les traite en négriers, s'empare des noirs qui sont à bord et les transporte dans ses colonies de Sierra-Leone ou de Sainte-Hélène où elle les débarque sous le prétexte de leur rendre la liberté. Puis, elle ne tarde pas à obtenir leur engagement volontaire pour l'une de ses colonies.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, l'interdiction de ce genre d'émigration par le gouvernement français fut déterminée par les abus qui s'étaient produits.

Privée de cette source de travailleurs, la France dut en chercher ailleurs; elle les trouva dans l'Inde anglaise,

Une première convention, promulguée par décret impérial du 18-23 août 1860, régla l'émigration des travailleurs de l'Inde anglaise dans la colonie de la Réunion. Une seconde convention promulguée par décret du 10-17 août 1861 étendit le bénéfice de l'émigration indienne à toutes nos colonies.

Pour avoir une idée bien exacte de la question de l'émi-

gration et des difficultés qu'elle a soulevées entre la France et l'Angleterre, il ne faut pas perdre de vue que l'émigration pour nos colonies a été fournie d'abord par l'Afrique, Madagascar et l'Inde française; que la pression de l'opinion publique soulevée par les abus que commettaient les agents d'émigration à la côte d'Afrique et à Madagascar a mis la France dans la nécessité de renoncer à l'émigration africaine; que, l'Inde française ne fournissant pas à nos colonies la quantité de travailleurs dont elles avaient besoin, nos agents ont d'abord recruté des Indiens sur les territoires de l'Inde anglaise; qu'à la suite de protestations du gouvernement anglais, nous avons dû consentir à ne plus faire émigrer ses sujets qu'avec son autorisation.

C'est de cette situation que sont issues les conventions de 1860 et de 1861. Ces deux conventions ne diffèrent l'une de l'autre que par des détails de peu d'importance, mais la dernière contient un article additionnel qui met le sort de nos colonies entre les mains de l'Angleterre, en ce qui concerne les travailleurs indiens. Cet article, en effet, stipule que la convention aura une durée de trois ans et demi, qu'elle restera de plein droit en vigueur si elle n'est pas dénoncée dans le courant du mois de juillet de la troisième année, qu'elle pourra être dénoncée, chaque année, dans le courant du mois de juillet, qu'elle ne cessera dans le cas de dénonciation que dix-huit mois après; puis il ajoute : « Néanmoins le gouverneur général de l'Inde britannique, en son conseil, aura, conformément à l'acte au 19 septembre 1856, relatif à l'immigration aux colonies britanniques, *la faculté de suspendre, en tout temps, l'émigration pour une ou plusieurs des colonies françaises*, dans le cas où il aurait lieu de croire que, dans cette ou ces colonies, les mesures convenables n'ont pas été prises, soit pour la protection des émigrants immédiatement à leur arrivée ou pendant le temps qu'ils y ont passé, soit pour leur retour en sûreté dans l'Inde, soit pour les pourvoir du passage de retour à l'époque à laquelle ils y auront droit. Dans le cas, cependant, où il serait fait usage, à quelque moment que ce soit, de la faculté ainsi réservée au gouverneur général de l'Inde britannique, le gouvernement français aura le droit de mettre fin immédiatement à la convention tout entière s'il juge convenable d'agir ainsi. Mais, en cas de cessation de la présente convention, par quelque cause que ce soit,

les stipulations qui sont relatives aux sujets indiens de Sa Majesté Britannique introduits dans les colonies françaises, resteront en vigueur pour lesdits sujets indiens jusqu'à ce qu'ils aient été rapatriés, ou qu'ils aient renoncé à leur droit à un passage de retour dans l'Inde. »

A la suite de la convention de 1861, trois agences françaises d'immigration furent établies dans l'Inde, à Yanaon, à Pondichéry et à Karikal. Les deux dernières seules existent en ce moment. Celle de Yanaon fut supprimée en 1866, rétablie en 1874, et enfin abandonnée d'une manière définitive en 1876, comme inutile.

Le fonctionnement de ces agences a été réglé par un arrêté du gouverneur de l'Inde, en date du 1^{er} juillet 1862, approuvé par le Ministre des colonies le 13 mai 1863, encore en vigueur avec quelques changements de détails. Le recrutement des immigrants est fait par des agents experts, nommés par le gouvernement français et agréés par le gouvernement anglais, placés sous les ordres d'un « commissaire du gouvernement près l'émigration. »

L'emploi de ce commissaire fut créé en vertu d'une dépêche ministérielle du 9 mai 1858, alors que l'émigration indienne était entre les mains d'une société formée de la plupart des commerçants de l'Inde française. Cette société avait elle-même pris la place des nombreux trafiquants libres qui avaient fait les premières immigrations et qui s'étaient livrés à toutes sortes d'abus. Le commissaire du gouvernement près l'émigration devait surveiller les agissements de la société qui avait reçu le monopole de cette opération, « examiner ses comptes, ses livres, s'assurer enfin par tous les moyens possibles que le recrutement est opéré dans des conditions de moralité irréprochable et que les obligations imposées par l'administration à la société sont scrupuleusement remplies. » Il est l'intermédiaire entre les agents de recrutement et le gouvernement local. Il informe les agents des demandes de travailleurs qui sont adressées au gouverneur de l'Inde par les diverses colonies. Chaque agent avait primitivement une circonscription nettement limitée, en dehors de laquelle il lui était interdit d'opérer, mais on s'est aperçu que ce système avait des inconvénients pratiques sérieux, et, aujourd'hui, les agents — ils sont au nombre de quatre — ont le droit d'opérer sur toute l'étendue du territoire de l'Inde britannique. Chaque agent

est aidé dans ses opérations de recrutement par des sous-agents ou mestrys obligés de « se conformer aux mesures de police et aux règlements en vigueur pour le recrutement à destination des colonies britanniques. »

Lorsque les sous-agents ou mestrys ont recruté un certain nombre de travailleurs sur le territoire anglais, ils sont tenus, sous peine d'une amende qui peut s'élever à 500 roupies, de les conduire devant le magistrat anglais, auquel l'article 27 de l'acte VII de 1871 du gouvernement de l'Inde sur l'émigration impose l'obligation de contrôler l'identité de l'engagé, la sincérité de l'engagement, les conditions dans lesquelles il a été fait, etc. A Pondichéry et à Karikal, le représentant de l'Angleterre exerce le même contrôle sur les Indiens recrutés dans le voisinage de ces villes. Après ces formalités on soumet les engagés à la visite du médecin de l'émigration, qui peut les refuser s'ils présentent un mauvais état de santé. Après la visite du médecin, l'agent d'émigration fait prévenir le commissaire du gouvernement, qui se rend au dépôt pour assister à l'engagement des émigrants admis. Cette opération prend le nom de « passe ». L'agent consulaire anglais y assiste également et interroge ses nationaux pour s'assurer de nouveau s'ils comprennent la nature de leurs obligations qu'un interprète leur explique en langue du pays.

C'est à ce moment que, aux termes de l'article 14 de l'arrêté du 1^{er} juillet 1862, devraient être signés les actes définitifs d'engagement, suivant une formule réglementaire. Mais, dans la pratique, à cause des renonciations, des renvois possibles, les contrats ne sont établis qu'au moment du départ du navire sur lequel doit être embarqué le convoi. Outre la ratification de l'engagement verbal pris par le travailleur envers le sous-agent recruteur, la *passe* a pour objet le paiement aux engagés des avances auxquelles ils ont droit et qui, d'après un arrêté du 22 juillet 1865, doivent représenter trois mois des salaires stipulés à leur profit suivant leur âge, leur sexe et leur destination ¹.

1. Les salaires sont : 1° Pour les émigrants à destination des colonies des Antilles et de la Guyane :

Pour les hommes de 16 à 36 ans, 12 fr. 50 (5 roupies) par mois.

Pour les femmes de 14 à 30 ans, 10 francs (4 roupies) par mois.

Pour les garçons de 11 à 16 ans et pour les filles de 11 à 14 ans, 5 francs (2 roupies) par mois.

Cette avance, qui est remboursable dans la colonie par voie de reprise et à raison d'un douzième prélevé sur chaque paiement mensuel pendant la première année de travail, sert en partie à l'émigrant à rembourser au sous-agent recruteur ou mestry les frais de nourriture, de logement, etc., qu'il lui a occasionnés jusqu'à ce moment. Le coolie n'est, en effet, à la charge de l'agent d'émigration qu'à partir du jour de son internement au dépôt.

En général, l'on ne fait pas rembourser par l'émigrant toute la somme qui lui est donnée à titre d'avances. La règle de conduite que l'agent consulaire anglais et le commissaire du gouvernement français paraissent s'être tracée à cet égard, c'est que les hommes ne remboursent jamais plus de 10 roupies sur les 15 qu'ils reçoivent, et les femmes plus de 9 ou de 7 roupies sur les 12 ou 10 roupies qui leur sont avancées, suivant qu'elles sont destinées aux Antilles ou à la Réunion.

Les avances payées, l'émigrant est immédiatement pourvu des ustensiles nécessaires à son ménage, à sa cuisine, et dirigé sur l'infirmerie attenante au dépôt. Il y subit une quarantaine de cinq jours, y est vacciné, et si, au bout de ce temps, il n'est atteint d'aucune maladie contagieuse, il est interné au dépôt. Dans cet établissement, des logements spéciaux sont réservés aux gens mariés et aux émigrants des deux sexes. Un grand hangar installé au milieu d'une cour sert de cuisine; chaque émigrant y prépare ses repas à sa guise. Tous les jours, l'administration fait distribuer aux individus adultes 75 centilitres (6 maganis) de riz en nature et 10 centimes (8 caches) en espèces. Les enfants de 5 à 11 ans ont droit à la moitié de cette ration; pour ceux au-dessous de 5 ans, la ration des parents est augmentée de 25 centilitres (2 maganis) de riz en nature par tête d'enfant. L'eau douce est distribuée chaque jour aux émigrants, à raison de 15 litres environ par adulte et par jour; les enfants reçoivent la moitié de cette quantité. Des puits creusés dans l'enceinte du dépôt servent aux ablutions, aux lessives, etc.

2° Pour les émigrants à destination de la Réunion :

Pour les hommes de 16 à 36 ans, 12 fr. 50 (5 roupies) par mois.

Pour les femmes de 14 à 30 ans, 7 fr. 50 (3 roupies) par mois.

Pour les garçons de 11 à 16 ans et pour les filles de 11 à 14 ans, 5 francs (4 roupies) par mois.

Dans chaque dépôt a été établi un bazar qui est constamment approvisionné des denrées et ingrédients composant la nourriture habituelle des Indiens. A la porte de cet établissement est placée une pancarte indiquant, en regard du nom de chaque produit, le prix auquel il doit être vendu d'après les cours de la place. Le poisson, la volaille, la viande de boucherie sont apportés par des fournisseurs venant généralement des marchés publics. L'agent d'émigration qui est intéressé à éviter les plaintes et les renonciations, visite une fois par jour le dépôt, l'infirmerie, et s'assure que les mesures d'hygiène et de propreté sont prises. Il s'enquiert de la qualité des provisions et de tout ce qui peut constituer le bien-être matériel de l'émigrant. De leur côté, l'agent consulaire anglais et le commissaire du gouvernement français inspectent fréquemment le dépôt, questionnent les coolies, individuellement et par groupes, pour recevoir les plaintes qui pourraient leur être faites. Les réclamations sont, autant que possible, étudiées séance tenante.

Quand un coolie accuse son recruteur de l'avoir trompé et que cette plainte est reconnue fondée, il est congédié immédiatement, aux frais du mistry, et les avances qu'il a reçues lui restent acquises à titre d'indemnité. Quant au recruteur, suivant la gravité des cas, il est puni par le retrait, soit définitif, soit temporaire, de sa licence, ou bien déféré aux tribunaux.

Du reste, l'émigrant est toujours libre de renoncer à son engagement et il ne l'ignore pas. Il peut rentrer dans ses foyers en remboursant les avances reçues et les dépenses engagées pour son compte. A Pondichéry, pendant l'année 1883, les renonciations ont été au nombre de 27; à Karikal, il y en a eu 40.

Lorsque les navires destinés au transport des émigrants sont affrétés, une commission composée du commissaire de l'inscription maritime, du capitaine de port, du commissaire du gouvernement près l'émigration, d'un médecin de la marine, d'un capitaine ou ancien navigateur, se rend à bord, accompagnée de l'agent consulaire anglais, pour déterminer le nombre des passagers que peut prendre le navire et pour prescrire toutes les installations nécessaires. Au moment du départ et avant l'embarquement des émigrants, la même commission se rend de nouveau à bord pour s'assurer que ses prescriptions ont été exactement suivies. Avant l'embarque-

ment on procède à un dernier examen médical des engagés, en présence du médecin du bâtiment qui a le droit de faire éliminer les hommes dont la santé ne lui paraît pas suffisamment bonne. Le même droit est attribué au commissaire du gouvernement français, à l'agent consulaire anglais et au capitaine du navire.

Enfin, au moment de l'embarquement des émigrants, a lieu une contre-visite dans les mêmes conditions. A ce moment, chaque émigrant reçoit un bulletin constatant son admission dans le contingent; cette remise est précédée d'une interpellation adressée individuellement à chaque coolie pour savoir s'il persiste dans son engagement et s'il consent à s'embarquer pour suivre sa destination. L'envoi des émigrants à bord a lieu sur appel nominal, au moyen de listes signalétiques dressées en quadruple expédition et dont des exemplaires sont remis par l'agent d'émigration : au capitaine du navire, au médecin chargé du convoi, au commissaire du gouvernement près l'émigration et à l'agent consulaire anglais. Procès-verbal est dressé de ces diverses opérations.

Avant leur sortie du dépôt pour être embarqués, les émigrants reçoivent, aux frais et par les soins des agents d'émigration, des vêtements et des objets de couchage qui restent leur propriété.

Les précautions les plus minutieuses sont prises pour s'assurer que les émigrants ne subissent aucune pression. L'acte anglais de 1871 qui est appliqué à l'émigration française édicte les peines les plus sévères contre les recruteurs qui, par des moyens quelconques, induiraient en erreur les indigènes sur les conditions de leur engagement. D'un autre côté, l'arrêté du gouverneur de l'Inde du 1^{er} juillet 1862 prescrit les précautions les plus minutieuses pour sauvegarder la liberté des mineurs et des femmes ; il exige non seulement que leurs engagements soient consentis par leurs parents, mais encore que la liste des mineurs et des femmes mariées soit affichée à la porte des dépôts. A la moindre réclamation qui ferait douter de la validité de l'engagement, le commissaire du gouvernement ou l'agent consulaire anglais doivent faire sortir du dépôt ces émigrants, sans s'occuper de savoir si l'agence d'émigration sera ou non remboursée des avances faites et des frais de nourriture.

C'est, d'ailleurs, un système admis d'ajouter foi à la déclaration des engagés quand elle est en contradiction avec celle des recruteurs. Si peu qu'un contrat paraisse suspect, soit pour une raison, soit pour une autre, le coolie est congédié. En 1883, il y a eu, de ce chef, à Pondichéry, 12 personnes (9 hommes et 3 femmes), à Karikal, 49 personnes (37 hommes et 12 femmes) dont les engagements ont été annulés, sans que ces individus aient eu à rembourser les avances reçues ¹.

A peine la convention du 10 août 1861 eut-elle été signée, que des difficultés de toutes sortes surgirent entre le gouvernement britannique et certaines colonies.

Armé de l'article 26 de cette convention, le gouvernement de l'Inde pouvait, à sa guise, priver telle ou telle colonie des travailleurs qui lui étaient nécessaires. Il suffisait, pour

1. Les tableaux ci-dessous indiquent, l'un le nombre d'émigrants expédiés de Pondichéry et de Karikal, de 1874 à 1883, dans les colonies françaises, l'autre le chiffre d'émigrants partis de Calcutta et de Madras, de 1872 à 1882, à destination des colonies françaises, anglaises et hollandaises.

. TABLEAU INDICANT LE CHIFFRE DES ÉMIGRANTS INDIENS EXPÉDIÉS
DE PONDICHÉRY ET DE KARIKAL
à destination des différentes colonies françaises, de 1874 à 1883.

COLONIES.	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS.	TOTAUX.
Réunion	6,034	2,459	796	9,379
Guyane.	1,511	606	321	2,341
Martinique	4,539	1,808	390	6,737
Guadeloupe.	3,401	1,264	354	1,741

II. TABLEAU INDICANT LE CHIFFRE DES ÉMIGRANTS INDIENS EXPÉDIÉS
DE CALCUTTA ET DE MADRAS
à destination des colonies anglaises, françaises et hollandaises, de 1872 à 1882.

COLONIES.	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS.	TOTAUX.
Colonies anglaises.	86,287	36,268	22,111	144,666
Colonies françaises (Guadeloupe) . .	9,760	3,685	1,812	15,257
Colon. hollandaises (Guyane holland.)	4,088	1,641	1,018	6,747

cela, de quelques plaintes favorablement accueillies par les agents consulaires britanniques. Or, il est impossible de ne pas croire que certains abus se glissent dans des opérations aussi délicates que celles dont nous avons parlé plus haut. Le gouvernement anglais n'aurait qu'à prêter l'oreille aux plaintes qui lui seraient adressées pour suspendre la convention de 1861, refuser les travailleurs demandés et ruiner telle de nos colonies françaises contre laquelle il lui plairait de faire usage de l'article 26.

C'est ainsi qu'en 1876, le gouvernement des Indes anglaises interdit l'émigration de ses travailleurs pour la Guyane et qu'en 1882, il appliqua la même mesure à la Réunion.

Après avoir exposé les conditions dans lesquelles s'effectue l'émigration, nous croyons utile de l'étudier dans nos diverses colonies, afin de déterminer, dans la mesure du possible, les services qu'elle a rendus à chacune.

3. — *L'immigration africaine et indienne à la Guyane.*

L'immigration pour la Guyane française a d'abord été faite à l'aide de noirs des établissements anglais de la côte occidentale d'Afrique; après 1859, elle a été recrutée uniquement dans l'Inde. Mais, en 1876, le gouvernement anglais, à la suite de plaintes qui lui avaient été transmises relativement à la façon dont les immigrants étaient traités, usa du droit qui lui est conféré par la convention du 10 août 1861 et formula l'interdiction de toute immigration d'Indiens anglais pour la Guyane. De nombreuses démarches ont été faites depuis cette époque par la colonie pour amener le gouvernement anglais à revenir sur sa décision, mais elles sont restées infructueuses. Depuis le mois d'octobre 1876, aucun convoi d'immigrants n'est parti de l'Inde pour la Guyane. Le dernier qui soit arrivé dans la colonie y est parvenu le 11 février 1877.

Du 9 juin 1856 au 11 février 1877, il avait été introduit, en vingt convois, 8472 Indiens.

Du 11 novembre 1854 au 11 novembre 1859, on y avait introduit, aussi en vingt convois, 1828 Africains.

Enfin, le 9 août 1860, la Guyane avait reçu un convoi de 100 Chinois.

Soit, au total, 10 400 immigrants.

On compte que, de 1854 au 1^{er} janvier 1884, il en est mort 3293, dont 2414 Indiens, 813 Africains et 66 Chinois.

De 1862 à 1877, on a rapatrié 678 Indiens et 153 Africains. Soit au total 831 immigrants¹.

Les Africains qui restaient au début de 1884 étaient entièrement fondus dans la population indigène de la Guyane ; mais une partie de ceux qui y avaient été introduits s'étaient évadés de 1856 à 1862 pour se rendre dans la colonie anglaise de Demerara. Il ne restait, au 1^{er} janvier 1884, que 615 immigrants Africains, qui, nous le répétons, se sont fondus dans la population et ne manifestent aucun désir d'être rapatriés.

Quant aux Indiens, 2783 se trouvaient, au début de 1884,

1. Nous résumons dans les deux tableaux ci-dessous le mouvement de l'émigration africaine et indienne de la Guyane. Pour le détail des chiffres voyez : DE LANESAN, *Rapport sur le budget du service colonial pour 1885*, p. 164-166.

I. TABLEAU DE L'IMMIGRATION AFRICAINE A LA GUYANE, DE 1854 A 1884.

NOMBRE d'immigrants introduits du 11 nov. 1854 au 11 nov. 1859.	NOMBRE d'immigrants morts de 1854 à 1883 inclus.	NOMBRE d'immigrants rapatriés.	NOMBRE d'immigrants évadés de la colonie.	TOTAL à déduire.	RESTE au 1 ^{er} janvier 1884.
1,828	813	153	247	1,213	615

II. TABLEAU DE L'IMMIGRATION INDIENNE A LA GUYANE, DE 1856 A 1884.

NOMBRE d'immigrants introduits au 9 janvier 1856 au 10 fév. 1877.	NOMBRE d'immigrants morts de 1856 à 1883.	NOMBRE d'immigrants rapatriés de 1856 à 1884.	IMMIGRANTS transférés à la Guadeloupe en 1856 et 1857.	TOTAL à déduire.	RESTE au 1 ^{er} janvier 1884.
8,472	4,414	678	184	5,276	3,196
A ajouter les enfants nés dans la colonie et qui existent au 1 ^{er} janvier 1884.					402
Effectif au 1 ^{er} janvier 1884.					3,598

en cours de rengagement pour moins d'une année; 875 étaient en cours de rengagement par contrat; les autres se livraient pour leur compte à diverses industries.

Les rengagements par contrat étaient la règle, il y a quelques années; en effet, de 1862 à 1877, 678 Indiens seulement ont demandé à être rapatriés; ils sont, au contraire, aujourd'hui peu nombreux. Nous venons de dire que 875 Indiens seulement sont actuellement dans cette situation. On estime à 2000 environ le chiffre de ceux qui demandent à être rapatriés. La fatigue est venue avec l'âge; puis un grand nombre des immigrants ont amassé un petit pécule avec lequel ils désirent aller s'établir dans leur pays. Tous les rapports témoignent, en effet, des conditions relativement bonnes dans lesquelles se trouvent les immigrants. Leurs réclamations ont relativement été peu fréquentes et ne donnent lieu qu'à un très petit nombre de résiliations ou autres solutions presque toujours prises à l'amiable, devant le juge de paix, entre l'engagiste et l'engagé. Un arrêté du 28 décembre 1860 autorisait l'administration à exercer une action de police à l'égard des immigrants; en cas d'insubordination habituelle, d'abandon répété du travail, elle pouvait, sur la plainte des engagistes, leur infliger, comme punition disciplinaire, le travail, pendant un certain temps, dans un atelier public ou sur une habitation domaniale. Mais cette faculté a été supprimée par un arrêté du 12 octobre 1880, qui fait rentrer les immigrants dans le droit commun.

Les immigrants sont employés : les uns dans les établissements aurifères, les autres aux travaux agricoles. Les rapports qui nous ont été communiqués signalent la situation des premiers comme très satisfaisante. Leur ration est supérieure à celle qui est fixée par le règlement; elle se compose de riz, de morue, de viande, de lard salé, de grains, de légumes secs, de biscuits et de vivres frais fournis par la pêche et la chasse. Le travail est pénible, mais il est fructueux : le salaire varie de 2 fr. 50 à 6 francs par jour.

Les immigrants employés aux travaux agricoles sont actuellement peu nombreux. Il n'existe que deux établissements de cet ordre dans la colonie. La situation des travailleurs de ces établissements est moins bonne que celle des ouvriers employés dans les placers; ils n'ont à peu près que la ration réglementaire, améliorée par des légumes

frais et leur salaire est beaucoup moindre : il ne dépasse pas, en effet, 0 fr. 50 à 2 francs par jour.

Il est établi d'une manière positive qu'un assez grand nombre d'Africains ou d'Indiens possèdent des économies assez considérables, déposées, soit à la Caisse d'épargne, soit chez des négociants; quelques-uns même sont propriétaires de petites habitations à culture et de maisons. D'autres sont locataires de jardins et se livrent à la culture maraîchère; d'autres, enfin, ont pris une patente et font le commerce. Quelques-uns sont devenus concessionnaires de terrains aurifères qu'ils exploitent à leur compte et où ils font des bénéfices assez importants.

Il est bien manifeste qu'autant il est du devoir de l'administration de rapatrier aussi promptement que possible ceux des immigrants qui demandent à l'être, autant elle devrait multiplier ses efforts pour retenir dans la colonie, à l'aide de primes et d'autres avantages, ceux qui y ont déjà pris quelques racines ou qui ont su s'y créer une situation indépendante.

Malheureusement, le coolie indien est peu propre à la colonisation; il s'expatrie assez volontiers, mais il retourne encore plus volontiers dans son pays. Le Malais est davantage disposé à s'établir là où il se trouve bien. Les Africains sont, de tous les travailleurs exotiques, ceux qui s'établissent le plus volontiers, d'une manière définitive, dans les colonies où on les transporte. Nous avons dit plus haut qu'à la Guyane ils se sont fondus dans la population indigène. Nous verrons qu'il en est de même dans toutes nos autres colonies. Ayant beaucoup moins que les Indiens le sentiment de la famille et de la patrie, ils restent là où on les transporte.

Les deux tableaux suivants suffiront pour donner une idée très exacte du mouvement de l'immigration à la Guyane, de 1856 à 1884.

Le service de l'immigration a coûté à la colonie de la Guyane, en 1884, la somme de 130 993 fr. 60, compensée et au delà par une recette de 140 322 fr. 51.

Ajoutons qu'à la Guyane tout le monde est à peu près d'accord pour reconnaître la nécessité des travailleurs indiens ou africains. L'agriculture n'existe pour ainsi dire plus dans ce vaste pays si admirablement disposé pour l'élevage du bétail et pour les cultures exotiques les plus variées. Les

indigènes se refusant au travail, l'agriculture ne pourra se relever, à la Guyane, qu'à la condition qu'on lui fournisse des travailleurs adaptés, par leurs caractères de race, au climat de la colonie.

Mais si tout le monde est d'accord pour reconnaître les services que l'immigration a rendus et qu'elle pourrait rendre encore à la Guyane, les opinions diffèrent quant au meilleur mode de recrutement des immigrants. Nous ne reviendrons pas ici sur cette question que nous avons traitée dans un chapitre précédent.

4. — *L'immigration africaine, indienne, à la Réunion et dans les Antilles.*

Réunion. — L'immigration a toujours eu à la Réunion une importance considérable. A peine l'esclavage fut-il aboli que la colonie se trouva privée de ses travailleurs. Tous ou presque tous avaient abandonné leurs anciens propriétaires. On fut donc dans la nécessité de se procurer des bras par l'immigration libre. Dès 1848, on compte à la Réunion 5629 immigrants de couleur, divisés en : 4631 indiens, 408 africains, 590 chinois.

L'immigration se faisait alors librement par les bâtiments de commerce. On allait chercher des Indiens à Pondichéry, des noirs sur la côte orientale d'Afrique et des Malgaches sur les côtes de Madagascar. Quant aux Chinois, ils étaient venus librement. Les immigrants africains et malgaches, très recherchés à Bourbon, cessèrent d'y être apportés après la lettre de 1859 qui interdisait l'immigration africaine. Les Indiens furent dès lors les seuls travailleurs exotiques introduits à la Réunion. Les premiers avaient été recrutés dans la population de notre colonie de l'Inde; mais, nos territoires étant insuffisants, les commerçants qui se livraient à cette opération ne tardèrent pas à franchir les frontières de nos possessions et la très grande majorité des Indiens transportés à la Réunion se trouva bientôt être formée de sujets du gouvernement Britannique.

De 1849 à 1854, l'immigration avait atteint son apogée, ainsi que le montrent les tableaux ci-dessous : la Réunion reçoit, en 1849 : immigrants indiens, 8078; immigrants chinois, 195; immigrants africains, 1; au total : 8274.

En 1850, elle reçoit : immigrants indiens, 6598; immi-

grants chinois, 3; immigrants africains, 576; au total 7177.

En 1851, elle reçoit : 4107 Indiens, 746 Africains et 1 seul Chinois; au total : 4853.

En 1852, elle reçoit : 3383 Indiens, 732 Africains et pas de Chinois. Total : 4115.

En 1853, elle reçoit 3181 Indiens et 169 Africains.

En 1854, le nombre des Indiens nouveaux est de 9135, celui des Africains de 4298.

En 1855, le nombre des Indiens introduits n'est plus que de 3097, mais celui des Africains est de 4392.

En 1856, le nombre des Indiens fléchit encore; il n'est plus que de 2233, tandis que celui des Africains se maintient; il est de 4125.

En 1857, nouvel abaissement considérable du chiffre des immigrants indiens, qui descend à 1449, tandis que celui des Africains est de 3790.

En 1858, le chiffre des Indiens reçus par la colonie est de 1324, celui des Africains atteint son maximum; il est de 10 008.

En 1859, le chiffre des Indiens est de 2394, celui des Africains de 5027.

Il est curieux de suivre la marche de ces chiffres. Au début de l'immigration, la colonie de la Réunion néglige l'Afrique pour demander la presque totalité de ses travailleurs à l'Inde. Puis, soit parce que le recrutement des Indiens devient plus difficile, soit plutôt, à notre avis, parce que les propriétaires ne sont pas satisfaits des Indiens, l'immigration porte tous ses efforts sur l'Afrique¹.

1. Le tableau suivant indique le mouvement de l'immigration africaine à la Réunion, du 31 décembre 1848 au 31 décembre 1882 :

NATURE DES MOUVEMENTS de l'immigration africaine.	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS		TOTAL.
			du sexe masculin.	du sexe féminin.	
Existant au 31 déc. 1848. .	376	32	»	»	408
Accroissements.	28,100	6,970	2,481	1,999	39,540
Total.	28,476	6,992	2,481	1,999	39,948
Décroissements.	15,072	2,586	522	440	18,620
Il restait au 31 déc. 1882.	13,404	4,406	1,959	1,559	21,328

C'est au moment où l'immigration africaine, comparée à celle de l'Inde, atteint son apogée et où l'immigration de l'Inde atteint son chiffre le plus bas, que surgissent les protestations des Sociétés philanthropiques de l'Angleterre et que le gouvernement impérial, sous la pression du gouvernement britannique, interdit d'aller prendre des immigrants en Afrique et à Madagascar. C'est aussi à ce moment que l'Angleterre nous fait signer la convention de 1860 d'abord, puis celle de 1861, qui met nos colonies à sa discrétion ; car elle pourra désormais, quand il lui plaira, nous fournir ou nous refuser des travailleurs.

Sous l'influence de ces conventions, l'immigration indienne à la Réunion augmente dans de fortes proportions. En 1861, la colonie reçoit 7111 travailleurs indiens ; en 1862, elle en reçoit 4839. Mais à partir de 1863, le chiffre des immigrants diminue considérablement ; il ne dépasse 2000 qu'en 1866 et reste presque toujours au-dessous de 1500, tandis que les rapatriements augmentent ou tout au moins se maintiennent aux chiffres antérieurs. C'est qu'à partir de 1862 la prospérité de la colonie diminue. La culture de la canne, pour laquelle on a tout sacrifié et qui, pendant quelques années, avait produit d'immenses bénéfices, n'est plus aussi fructueuse ; les travailleurs ne sont plus aussi recherchés.

Jusqu'en 1876 les choses marchèrent sans encombre et l'accord de la colonie avec le gouvernement de l'Inde fut à peu près complet. Mais, au commencement de 1877, le gouvernement britannique, à la suite de plaintes plus ou moins justifiées, formulées par son consul à la Réunion, manifesta l'intention de suspendre l'immigration si la colonie ne consentait pas à donner à l'Angleterre une part très grande dans la surveillance des immigrants sujets britanniques. Elle demanda qu'une enquête fût effectuée afin de faire constater la façon dont ses sujets étaient traités par les propriétaires de la Réunion. A la suite de cette enquête, dont les résultats furent généralement bons, la colonie prépara un projet de réglementation de l'immigration dans lequel elle s'efforçait de donner satisfaction aux désirs du gouvernement anglais ; le Conseil d'État fut appelé à modifier ce premier projet et il semblait que la question pouvait être résolue sans conflit. Mais le gouvernement britannique, en 1882, fit connaître au gouvernement français, par l'intermédiaire de son ambassadeur, lord Lyons, qu'il exigeait comme

condition de la continuation du recrutement des travailleurs dans l'Inde anglaise la concession des trois points suivants : 1° le consul britannique aura le droit de visiter et d'inspecter les habitations employant des sujets anglais; 2° les engagements par anticipation, c'est-à-dire ceux faits avant l'expiration du premier contrat de travail, n'auront plus lieu, et tous les rengagements, quels qu'ils soient, seront soumis à la ratification du consul; 3° les frais du service de la protection seront classés parmi les dépenses dites obligatoires du budget local.

Ces conditions étaient inadmissibles. Le gouvernement et la colonie les repoussèrent. Quant au gouvernement anglais, usant de l'article 26 de la convention du 10 août 1861, il suspendit le recrutement des immigrants dans sa colonie de l'Inde. La Réunion se trouve ainsi menacée d'être dépourvue, dans quelques années, des bras qui lui sont nécessaires.

L'immigration est, en effet, très généralement regardée à la Réunion comme une absolue nécessité. La population de l'île est, sans compter les immigrants, d'environ 115 000 habitants, parmi lesquels il n'y a pas plus de 10 000 créoles disponibles pour le travail de la terre¹. Or, d'après les documents officiels, il existerait dans l'île en-

1. On n'estime pas à plus de 18 000 ou 20 000 le nombre des créoles valides et assez forts pour se livrer à tous les travaux, notamment à ceux de la culture. C'est parmi ces créoles que sont recrutés presque tous les ouvriers des villes, les petits commerçants, les employés, les domestiques, les pêcheurs, etc. C'est eux aussi qui font presque toute la petite agriculture. Dans la discussion qui eut lieu au conseil général de la Réunion en 1880, M. Dureau de Valcomte, aujourd'hui député, après avoir rappelé que les métiers sont tous exercés par les créoles indigènes, ajoutait :

« Est-ce tout? Non. C'est encore dans les rangs de cette population indigène que l'agriculture elle-même, puisqu'elle est en cause ici, recrute des milliers de travailleurs. Ceux-là, sur des petites et moyennes propriétés, arrachent aussi à la terre des produits qui assurent l'alimentation publique. Ces produits en grains ou en racines sont considérables. Étant consommés à l'intérieur, ils ne figurent, il est vrai, sur aucun état de sortie : ils échappent ainsi aux calculs de la statistique. Mais s'ils n'existaient pas, il faudrait importer ici beaucoup plus de riz et la colonie verrait s'élever encore le tribut, déjà trop lourd, qu'elle paye à l'Inde et aux autres pays producteurs de riz.

« Ceux-là aussi, sur ces petites propriétés, produisent le girofle, le café, la vanille, ce qui représente, à l'exportation, une valeur se chiffrant par millions de francs. Ceux-là produisent même du sucre, apportant à l'usine les cannes qu'ils ont eux seuls plantées sur leurs petits fonds de terre, sans le secours d'aucun émigrant.

« Plus loin, dans la zone élevée de l'île, sur tous les plateaux de l'intérieur,

viron 70 000 à 80 000 hectares de terres cultivées et l'on estime qu'il faut dans ce pays 3 hommes par 4 hectares de terre.

Il faudrait donc environ 50 à 60 000 travailleurs. Si l'on compte 10 000 créoles aptes à la culture et disponibles, il faut encore à la colonie de 40 à 50 000 travailleurs qu'elle est obligée d'aller chercher au delà des mers.

Si ces chiffres sont exacts et si, comme l'affirmaient la plupart des orateurs qui ont pris part à la discussion qui eut lieu au Conseil général de la Réunion en 1880, on ne peut compter ni sur les noirs libres ni sur les créoles pour la culture du sol, il est bien évident que la colonie ne tardera pas à se trouver dans une situation très pénible.

Les propriétaires l'ont si bien senti, qu'à la suite de la suspension de l'émigration décidée en 1882 par le gouvernement anglais, ils ont multiplié leurs efforts pour obtenir le rengagement des Indiens à leur service. Les primes de rengagement, qui étaient autrefois de 24 à 30 francs en moyenne, se sont élevées, en 1883 et 1884, jusqu'à 60 francs par année.

Il ne paraît pas, d'ailleurs, que le sort des immigrants soit mauvais. Toutes les enquêtes qui ont été faites établissent qu'à part de fâcheuses exceptions, les immigrants sont bien traités, qu'ils travaillent sur les grandes ou sur les petites propriétés. En 1883, 23 880 immigrants se sont rengagés, dont les deux tiers avec le même propriétaire.

Les faits suivants indiquent aussi qu'un assez grand nombre font des économies sérieuses. D'avril à décembre 1882, on a rapatrié 863 individus qui, d'après leur propres déclarations, emportaient 24 895 roupies. En 1883, 192 rapatriés ont emporté 5585 roupies, et la même année, 78 immigrants sont partis pour Maurice en emportant 1656 roupies.

ils obtiennent encore par le travail de la terre ces produits dont ils vivent, et dont l'excédent fait l'objet d'un commerce d'exportation assez étendu avec Maurice.

« Telle est la part prélevée par l'agriculture sur la population créole dans la répartition des forces actives et productives du pays. Vous avez vu quelle part réclament aussi le commerce, l'industrie, les professions libres, etc. Je viens d'énumérer leurs besoins. Et cette énumération, conforme à la réalité des faits, suffit pour justifier nos compatriotes du reproche immérité qui leur a été trop souvent adressé de se soustraire à cette loi du travail. »

De ces chiffres il est permis de conclure que les immigrants qui se font rapatrier sont surtout ceux qui ont été assez économes ou assez habiles pour gagner un petit pécule. Leur départ est donc un appauvrissement pour la colonie, car il la prive de ses meilleurs sujets et de ses travailleurs les plus laborieux. Ils indiquent aussi que les Indiens ont plus que les Africains l'amour de leur patrie, et qu'ils constituent, par conséquent, de moins bons éléments de colonisation.

Aussi, tout le monde est-il d'accord, à la Réunion, pour préférer l'émigration africaine ou malgache à l'émigration indienne. Mais, ne pouvant pas revenir à la première, le Conseil général fit en 1884, des sacrifices sérieux pour obtenir le retrait de la mesure restrictive, prise en 1882 par l'Angleterre.

Il consentit à toutes les exigences du gouvernement britannique, sauf à la visite des habitations par le consul anglais, condition que le gouvernement français lui-même ne saurait accepter¹. Cette seule réserve a suffi, pour empêcher l'immigration de reprendre son cours.

Les premiers immigrants chinois ont été introduits à la Réunion en 1844; le gouvernement local avait autorisé l'introduction de mille Chinois, mais on ne put en recruter qu'un nombre beaucoup moindre, et, en 1849, il n'en restait plus que 195. Aujourd'hui on n'en compte plus que 35. D'autres Chinois libres existent à la Réunion, où ils exercent

1. Le tableau suivant résume le mouvement de l'immigration indienne à la Réunion, du 31 décembre 1848 au 31 décembre 1882.

MOUVEMENT de l'immigration indienne du 31 déc. 1848 au 31 déc. 1882.	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS		TOTAL.
			du sexe masculin.	du sexe féminin.	
Existant au 31 déc. 1882. .	3,372	860	189	210	4,631
Accroissements.	67,595	14,119	6,929	5,943	94,586
Total.	70,967	14,979	7,118	6,153	99,217
Décroissements.	45,030	8,117	2,506	2,006	57,659
Il restait au 31 déc. 1882 .	25,837	6,862	4,612	4,147	41,558

la profession de marchands au détail¹ (Voir la note p. 822).

De 1863 à 1868, on déporta à La Réunion 1300 Annamites qui furent mis à la disposition de divers propriétaires. Tous ont quitté la colonie à la suite de grâces individuelles ou d'amnisties.

Le crédit inscrit au budget des dépenses de la colonie pour le service de l'immigration est de 80 360 francs.

Guadeloupe. — La question de l'immigration se présente, à la Guadeloupe, dans des conditions un peu différentes de celles que nous avons signalées à la Guyane et à la Réunion.

La Convention internationale de 1861 y est en pleine exécution et chaque année un nombre considérable d'immigrants est introduit dans la colonie.

En 1854, il arrivait 314 émigrants indiens seulement. En 1855, il en arrivait 439. En 1856, le chiffre des introductions était de 1071; il croissait jusqu'en 1858, époque à laquelle il s'élevait à 1733; l'année suivante, il diminuait de moitié; mais, en 1861, il dépassait tous les chiffres antérieurs et s'élevait à 11 939. Après de nombreuses fluctuations, le nombre des introductions atteint, en 1878, le chiffre de 2213, autour duquel il flotte jusqu'en 1881; il atteint alors le chiffre de 2770, le plus élevé de tous depuis 1854; mais, en 1882, il n'est que de 978; en 1883, il remonte à 1275.

De 1854 à 1883 il a été introduit dans la colonie 39 805 immigrants indiens. Sur ce nombre 2148 ont été rapatriés; 450 se sont évadés; 19 766 sont morts; mais il y a eu

1. Le tableau suivant indique la marche de l'immigration chinoise à la Réunion, du 31 décembre 1848 au 31 décembre 1882.

MOUVEMENT de la population chinoise du 31 déc. 1848 au 31 déc. 1882.	HOMMES.	FEMMES.	ENFANTS		TOTAL.
			du sexe masculin.	du sexe féminin.	
Il existait au 31 déc. 1848.	589	•	•	1	590
Accroissements.	1,507	15	25	27	1,594
Total.	2,096	15	25	28	2,164
Décroissements.	1,616	12	10	6	1,644
Il reste au 31 déc. 1882 . .	480	3	15	22	520

4840 naissances. Le 31 décembre 1883, il restait dans la colonie 22 731 immigrants indiens.

A la même époque, il restait à la Guadeloupe 2340 immigrants africains introduits avant la lettre de 1859 qui interdit l'émigration africaine. Les immigrants africains sont actuellement fondus dans la population indigène. Un grand nombre, indépendants, se sont créés des ressources et ont une famille. Rien ne serait plus facile et en même temps plus avantageux à la colonie que de leur accorder une naturalisation qu'ils ont bien gagnée par la régularité de leur conduite et par leur fidélité à la terre sur laquelle ils se sont fixés.

Les chiffres atteints pendant ces dernières années par l'immigration indienne sont de nature à faire croire que l'immigration est encore, pour la Guadeloupe, un bon moyen de procurer des bras à l'agriculture et à l'industrie de cette colonie. C'est ainsi qu'en a jugé, dans sa dernière session, le Conseil général. Il a, en effet, voté, à l'unanimité, le maintien de l'immigration indienne. Cependant les protestations contre cette pratique sont beaucoup plus nombreuses et beaucoup plus vives à la Guadeloupe qu'à la Réunion et à la Guyane. C'est que la Guadeloupe possède un nombre considérable de travailleurs indigènes qui considèrent, non sans raison, les immigrants comme des concurrents. D'un autre côté, les immigrants de la Guadeloupe se montrent plus rebelles au travail et plus indisciplinés que ceux de la Réunion. On estime que sur les 22 281 Indiens existant dans la colonie en 1883, il n'y en avait pas plus de 15 000 qui travaillaient d'une manière régulière. Les 7000 autres forment le contingent des vagabonds, des irréguliers, des récidivistes qui traînent leurs vices et leurs misères de commune en commune, passent une partie de leurs jours au dépôt, où ils se plaisent mieux que sur les terres de leurs propriétaires, se grisent, se livrent à toutes les débauches et finalement meurent dans les hôpitaux qu'ils encombrent.

Peut-être faut-il attribuer cet état de choses à la trop grande rareté des rapatriements, rareté déterminée par la difficulté de trouver des armateurs disposés à faire ce service. Si, comme le Conseil général et le gouvernement de la Guadeloupe le demandent, il était possible de créer un service régulier de navires apportant et remportant les immigrants, on renverrait les paresseux et les incapables par mesure disciplinaire, on rapatrierait aussitôt après leur

temps de service ceux qui ne se rengageraient pas ou qui n'auraient pas donné une satisfaction suffisante; on se débarrasserait ainsi des incapacités et bientôt, par sélection, on aurait un personnel meilleur, qu'on payerait davantage, qui, par conséquent, pourrait être moins nombreux et qui, aimant à se procurer par le travail un certain bien-être, serait tenté de rester dans la colonie; dans ces conditions on pourrait peut-être, au bout d'un certain temps, supprimer totalement l'immigration.

Cependant, même en leur faisant les meilleures conditions, il est difficile, ainsi que nous l'avons déjà dit, de fixer les Indiens. La Guadeloupe, comme la Réunion et la Guyane, doit regretter de ne pouvoir plus se procurer de travailleurs africains¹.

Le budget spécial de l'immigration est très élevé. Il se chiffre par 1 382 152 fr. 70 de dépenses que compense un chiffre égal de recettes.

Martinique. — Au point de vue de l'immigration, la Martinique offre les plus grandes analogies avec la Guadeloupe; mais nous n'avons pas pour la Martinique autant de détails statistiques que pour la Guadeloupe.

De 1853 à 1857, le recrutement a été fait uniquement dans l'Inde. De 1857 à 1862, il a été opéré, à la fois dans l'Inde, sur la côte occidentale d'Afrique (au Congo et à Saint-Paul de Loanda) et en Chine. Ce premier fait semble indiquer que, n'ayant pas été très satisfaite des coolies indiens, la colonie a cherché ailleurs des travailleurs de meilleure qualité. L'Afrique et la Chine étaient les seuls points où elle pût espérer d'en trouver. C'est à ces régions qu'elle s'est adressée.

Les Chinois n'ont donné que de mauvais résultats; ils se sont montrés peu aptes aux travaux de la culture; ils ne pouvaient, d'ailleurs, être recrutés qu'à des conditions très onéreuses; on y a vite renoncé, après en avoir introduit 1001, dont 946 hommes, 33 femmes et 22 enfants des deux sexes. Au 31 décembre 1882, il ne restait plus en tout que 481 Chinois; 500 étaient morts, les autres avaient été rapatriés.

L'immigration africaine aurait certainement eu les préférences de la colonie, soit parce que le recrutement était

1. Les tableaux suivants indiquent le mouvement des immigrants indiens depuis 1854 jusqu'à 1883 et le chiffre des immigrants africains existant au.

moins onéreux, soit aussi parce que les sujets étaient excel-

31 décembre 1885, seul document que nous ayons pu nous procurer relativement à cette catégorie d'immigrants.

MOUVEMENT DES IMMIGRANTS INDIENS A LA GUADELOUPE, DE 1854 AU 31 DÉCEMBRE 1883.

ANNÉES.	IMMIGRANTS existant au 1 ^{er} janvier.	IMMIGRANTS introduits pendant l'année.	NAISSANCES.	DÉCÈS.	RAPATRIEMENTS.	ÉVADÉS de la colonie.	RESTE au 31 décembre de l'année.
1854	»	314	»	1	»	»	313
1855	313	437	2	62	»	»	690
1856	600	1,071	8	109	»	»	1,660
1857	1,660	1,358	25	161	»	»	2,882
1858	2,882	1,411	20	314	»	»	3,999
1859	8,999	1,733	45	374	»	»	5,403
1860	5,403	808	66	516	»	»	5,761
1861	5,761	1,939	60	503	65	»	7,192
1862	7,192	906	92	599	»	»	7,591
1863	7,591	1,729	75	580	243	»	8,572
1864	8,572	636	107	534	»	»	8,781
1865	8,781	462	190	647	297	»	8,489
1866	8,489	1,235	117	459	»	»	9,382
1867	9,382	3,144	178	1,113	»	»	11,591
1868	11,591	1,370	144	1,091	386	»	11,628
1869	11,628	915	141	959	»	»	11,725
1870	11,725	884	179	598	»	»	12,190
1871	12,190	935	198	595	344	»	12,384
1872	12,384	462	208	480	»	»	12,574
1873	12,574	1,414	190	454	»	»	13,724
1874	13,724	1,263	209	455	»	»	14,741
1875	14,741	778	264	578	»	»	15,205
1876	15,205	1,321	288	622	»	»	16,192
1877	16,192	1,231	283	808	305	»	16,593
1878	16,593	2,213	214	1,189	»	»	17,831
1879	17,831	2,141	234	1,119	»	»	19,087
1880	19,087	2,672	304	1,152	»	»	20,911
1881	20,911	2,770	344	1,395	»	»	22,630
1882	22,630	978	283	1,181	508	»	22,202
1883	22,202	1,275	372	1,118	»	»	22,731

IMMIGRANTS AFRICAINS RÉSIDANT A LA GUADELOUPE, LE 31 DÉCEMBRE 1883.

ADULTES.		NON ADULTES.		ENFANTS des deux sexes.	TOTAL.
Hommes.	Femmes.	Jeunes filles.	Jeunes gens.		
1,215	540	73	40	472	2,340

lents. En effet, avant 1859, on avait déjà introduit dans la colonie 10521 Africains dont 7101 hommes, 2545 femmes et 875 enfants des deux sexes. Les naissances portaient bientôt le chiffre des immigrants africains à 13 058. Le 31 décembre 1882, il en restait 6351; un seul avait été rapatrié, 6706 étaient morts. Ceux qui restent sont aujourd'hui à peu près confondus avec la population indigène.

A partir de 1861, le recrutement fut localisé dans l'Inde. Jusqu'à 1882, il a été introduit 24584 Indiens, dont 16472 hommes, 5629 femmes et 2483 enfants des deux sexes. Avec les naissances, le total des immigrants indiens a été jusqu'en 1882 de 28189. Sur ce nombre, 10818 sont morts, 4200 ont été rapatriés. Le 31 décembre 1882, il en restait 13171, y compris les femmes et les enfants.

Les rengagements diminuent dans des proportions considérables. Il y a quelques années, la moyenne des rengagements était de 350 par an, elle n'est plus que de 250, sans que, cependant, le nombre moyen des demandes de rapatriement ait sensiblement augmenté. Cela tient à ce qu'un certain nombre des individus qui ont terminé leur engagement se placent librement, à leurs risques et périls, ou s'établissent dans la colonie sans esprit de retour dans leur pays.

Au mois de décembre 1884, le Conseil général de la Martinique a supprimé l'immigration. A la Martinique, comme à la Guadeloupe, la population capable de travailler le sol et désireuse de s'employer à ce travail est considérable. Cette colonie est l'un des points du globe le plus peuplé, relativement à sa surface. Elle contient 167 000 habitants pour 98 000 hectares. La partie nord de l'île est en majeure partie aux mains des grands propriétaires, qui ont besoin de bras nombreux et qui recherchent de préférence les coolies indiens, à cause du prix réduit de leur main-d'œuvre; mais la partie sud est très morcelée; elle est cultivée par de petits propriétaires qui n'emploient guère que des bras indigènes et qui voient avec peine la colonie faire des sacrifices qui ne profitent, dans la proportion des quatre cinquièmes, qu'aux grands propriétaires du nord.

Dans de telles conditions, il est bien évident que l'immigration ne répondait pas, à la Martinique, aux mêmes nécessités qu'à la Guyane, à la Réunion et même à la Guadeloupe.

Les dépenses du budget spécial de l'immigration s'élèvent à la somme de 485 315 francs, comprenant les frais d'administration, la nourriture et l'entretien des immigrants dans les dépôts, les soins médicaux, les primes à payer, etc. Les recettes de ce budget sont de 485 315 francs, formées de remboursements d'avances, de frais d'enregistrement, de remboursements de frais par les engagistes et d'une subvention de la colonie s'élevant à 240 000 francs.

Il faut ajouter aux dépenses occasionnées par l'immigration une somme de 281 780 francs, inscrite au chapitre premier du budget colonial, pour solde des commissaires et syndics de l'immigration pour frais de rapatriement des immigrants et pour leur introduction dans la colonie.

5. — *L'immigration de couleur à Taïti, Mayotte, Nossi-Bé.*

Taïti. — L'immigration n'est encore à Taïti que très peu importante. Il n'existait, au 1^{er} janvier 1883, que 159 engagés provenant tous des archipels indépendants de l'Océanie, notamment des îles Gilbert.

Les colons de Taïti ne se soucient pas de voir pénétrer chez eux les coolies indiens et surtout chinois, dont ils redoutent l'esprit d'entreprise; cependant les bras manquent pour l'agriculture.

Mayotte. — Les travailleurs de Mayotte sont recrutés actuellement à la Grande-Comore. Par suite d'une convention entre la France et le Portugal, datant de 1881, consacrée par un arrêté du 23 juin 1881 du roi de Portugal; nos colons de Mayotte peuvent également recruter des travailleurs à Mozambique, mais nous verrons, à propos de Nossi-Bé, que des entraves de toutes sortes sont mises à l'exercice de ce droit.

Nous n'avons pas pu obtenir le chiffre total des immigrants qui existent à Mayotte. Nous avons seulement le mouvement de l'année 1883. Pendant cette année, il a été introduit, en trois convois, 368 immigrants provenant tous de la Grande-Comore, mais appartenant à des populations diverses, ainsi que l'indique le tableau ci-après.

D'après le chiffre des engagements et des rengagements qui a été de 778 en 1883, nous pouvons supposer qu'il existe à Mayotte deux à trois mille immigrants au plus.

Le recrutement se fait à la Grande-Comore aux frais et aux

risques des propriétaires, mais l'opération est dirigée par un délégué de l'administration coloniale.

Les rapatriements sont très peu nombreux. Une fois parvenus dans la colonie, les travailleurs y restent presque tous indéfiniment, soit qu'ils renouvellent leurs engagements chez les mêmes propriétaires, moyennant des primes de 15 à 25 francs par année, soit qu'ils aillent librement s'engager chez d'autres, avec ou sans contrat. La plupart, après avoir fait 3 ou 4 engagements successifs, demandent l'autorisation de s'établir dans un village de l'île, où ils vivent libres avec leur famille. Le recrutement des immigrants aboutit à un véritable peuplement de Mayotte par des races plus disposées à travailler que les indigènes de l'île.

Les immigrants sont, du reste, généralement bien traités par les propriétaires. Ils habitent des cases construites par eux-mêmes, entourées d'un jardinet dans lequel ils cultivent des légumes et élèvent des volailles pour leur consommation ou pour la vente. On leur accorde aussi très souvent un petit champ dans lequel ils font venir du riz pour leur nourriture.

Quant à la nécessité de l'immigration, elle est affirmée par tous les colons de Mayotte, à cause de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent d'employer les indigènes de l'île. Ces derniers vivent misérablement des quelques récoltes qu'ils font sur les champs abandonnés aux villages et des produits de la pêche. Ils se refusent à tout travail régulier.

Le service de l'immigration n'entraîne aucune dépense pour la colonie. Il ne figure pas au budget local.

Nossi-Bé. — L'immigration ne s'est jamais opérée à Nossi-Bé d'une façon régulière. Des boutres arabes allaient, autrefois, recruter sur la côte de Mozambique ou de la Grande Comore des noirs qu'ils apportaient à Nossi-Faly auprès de la côte ouest de Madagascar. De là, les immigrants venaient librement se mettre à la disposition des colons, sans qu'aucun contrat régulier déterminât les conditions de l'engagement. Le voisinage de Madagascar enlèverait d'ailleurs toute sécurité aux contrats d'engagement, à cause de la facilité qu'auraient les immigrants de quitter leurs maîtres pour aller se fixer dans les villages de la grande île.

Cependant il existait à Nossi-Bé, au 1^{er} janvier 1882,

environ 1300 immigrants recrutés comme nous l'avons dit plus haut.

A la suite d'un décret du roi de Portugal du 23 juin 1881 qui autorisait nos colonies de la côte orientale d'Afrique à aller recruter des travailleurs sur la côte de Mozambique, le gouvernement local prit un arrêté qui réglementait l'immigration avec les plus grands détails. Un grand propriétaire de Nossi-Bé fit un voyage à Ibo, dans le but d'y recruter lui-même des immigrants, mais des influences occultes avaient agi puissamment sur l'esprit des populations et il lui fut impossible de ramener un seul homme.

Cependant, tous les colons sont d'accord pour désirer que des travailleurs puissent être introduits dans cette petite colonie où ceux qui s'y trouvent actuellement sont fort bien traités et se rengagent presque tous à peu près indéfiniment.

6. — *L'immigration Hébridaise en Nouvelle-Calédonie.*

Jusqu'ici l'immigration de la Nouvelle-Calédonie n'a eu que peu d'importance. Deux races y ont été introduites : les Indiens, en 1863, 1864, 1869, 1870, 1874 et 1875, et les Néo-Hébridais.

La totalité des Indiens apportés à la Nouvelle-Calédonie est de 485. Sur ce nombre, 174 sont décédés; 148 sont partis pour l'Australie ou les îles Fidji. Il en reste actuellement 173 qui vivent librement, sans être soumis à aucune réglementation spéciale. La plupart sont concessionnaires de terrains. La Foa, qui est l'un des centres principaux de la colonie, doit sa prospérité à un groupe d'immigrants indiens.

Les Néo-Hébridais sont les véritables travailleurs de la Nouvelle-Calédonie. Au 1^{er} janvier 1884, il existait 1873 hommes, 114 femmes et 3 enfants. Le recrutement de ces immigrants fut interdit le 30 juin 1882; il a été autorisé de nouveau par une dépêche ministérielle du 28 novembre 1883.

Le service du recrutement est fait par des armateurs munis d'une autorisation de l'administration; celle-ci exige que le navire et le capitaine soient français; elle visite le navire pour s'assurer qu'il a été aménagé d'une manière convenable, et qu'il est muni de tous les approvisionnements; elle place à son bord un « commissaire du Gouvernement » qui a pour fonctions de veiller à ce que tous les engagements soient

librement consentis. L'opération du recrutement est très simple. Le navire mouille près de terre; ou bien il louvoie à une petite distance de la côte; il met à la mer une embarcation dans laquelle prennent place le commissaire du Gouvernement, le recruteur et un interprète. Les habitants des côtes accourent sur le rivage et parlent avec le recruteur, sans que, d'habitude, l'embarcation touche terre. Le recruteur montre les objets qu'il a apportés à titre de primes à l'engagement : armes à feu, tabac, pipes, allumettes, étoffes voyantes, etc. Les pourparlers durent souvent plusieurs heures. Lorsque l'indigène consent à s'engager, on lui donne, en échange de son consentement, une prime qu'il partage avec ses parents et ses amis, puis on l'embarque. Quand le navire a récolté de la sorte un nombre suffisant d'émigrants, il retourne à Nouméa, où il est visité par une Commission administrative chargée de contrôler la sincérité des engagements et l'état sanitaire des immigrants. Ceux-ci sont alors débarqués et envoyés au dépôt où ils attendent les demandes des employeurs.

Les immigrants sont placés, dans la Colonie, sous la protection du bureau spécial de l'immigration, du comité de patronage qui siègent à Nouméa et des chefs d'arrondissements qui exercent les fonctions de syndics. Le commissaire de l'immigration et les syndics font de fréquentes visites dans les habitations qui emploient des immigrants, afin de s'assurer si ces derniers sont bien traités, s'ils sont payés régulièrement, convenablement logés et nourris; ils reçoivent les plaintes des immigrants et y font droit immédiatement ou les transmettent au chef-lieu, s'ils ne parviennent pas à arranger les différends à l'amiable.

Quant aux immigrants, ils sont soumis, pour les fautes légères, ivresse, tapage, vagabondage, à des punitions administratives consistant surtout dans la prison pour quelques jours et l'internement dans les ateliers administratifs.

Lorsque les immigrants ont terminé leur engagement, ils se présentent devant le commissaire de l'immigration ou les syndics, qui contrôlent le règlement de leurs salaires, puis ils sont envoyés au dépôt ou restent chez leur ancien patron jusqu'au départ du navire destiné à les rapatrier. Au moment de l'embarquement, l'administration remet au capitaine les indications les plus précises sur le lieu où chaque immigrant doit être débarqué. Le commissaire du gouver-

nement qui accompagne les rapatriés veille à ce qu'ils ne soient pas dépouillés de ce qu'ils possèdent et à ce qu'ils soient réellement débarqués dans le lieu même où ils ont été recrutés.

Les colons de la Nouvelle-Calédonie tiennent beaucoup à l'immigration dont nous venons de parler. Les indigènes de la colonie se refusant, d'une façon presque absolue, au travail régulier, toute industrie deviendrait impossible, si l'immigration des Nouvelles-Hébrides venait à faire défaut. On a essayé d'employer les indigènes des îles Loyalty, mais ils sont peu propres aux travaux agricoles et industriels et ils exigent des salaires élevés. Au 1^{er} janvier 1884, il n'existait à la Nouvelle-Calédonie que 495 indigènes des îles Loyalty, presque tous employés dans les magasins de Nouméa ou à des travaux pour des services publics.

Comme toutes nos autres colonies, la Nouvelle-Calédonie paraît ne pas pouvoir se passer des travailleurs de couleur qu'elle va chercher dans les archipels de l'Océanie. Elle en a besoin pour ses mines, pour ses travaux agricoles, pour ses services domestiques, et elle ne les trouve pas dans la population canaque de l'île, qui est rebelle à peu près à tout travail régulier.

Mais il ne faut pas perdre de vue que la Nouvelle-Calédonie est la seule de nos colonies dans laquelle, grâce à la douceur du climat, les Européens peuvent se livrer sans inconvénients à toutes sortes de travaux.

La préoccupation de l'administration doit donc être de pousser autant que possible à la colonisation de la Nouvelle-Calédonie par des Français, soit qu'elle donne aux transportés les plus méritants des concessions de terres, soit qu'elle provoque l'émigration de paysans et ouvriers français, en leur offrant des concessions de terres préalablement défrichées et défoncées par les transportés et prêtes à être mises en culture.

Par une dépêche du 30 novembre 1883, le Département de la Marine a autorisé l'introduction des Chinois à la Nouvelle-Calédonie, mais les colons sont généralement peu désireux de voir ces Asiatiques envahir une colonie qui, nous le répétons, se prête beaucoup mieux que toutes les autres à la colonisation européenne.

7. — *L'immigration chinoise et malaise en Cochinchine.*

On pourrait dire, sans exagérer la vérité, qu'avant d'être une colonie française, la Cochinchine a été une colonie chinoise. Le nombre des Chinois qui existent en Cochinchine est très considérable. Sur une population totale de 1 633 824 habitants, il y a 50 526 Chinois fixés définitivement dans le pays, tandis qu'on compte seulement 2022 Européens. Il faut ajouter au chiffre indiqué ci-dessus, au moins 20 000 Chinois qui ne figurent pas sur les recensements, mais qui payent l'impôt de capitation. C'est entre les mains des Chinois que se trouve presque entièrement le commerce du riz ; ce sont eux qui font presque tout le petit commerce, non seulement à Saïgon, mais encore dans les villes et villages de l'intérieur. C'est parmi eux que se recrutent tous les artisans : tailleurs, cordonniers, maçons, serruriers, menuisiers, charpentiers, etc., etc. C'est par eux qu'est faite presque toute la culture maraîchère des environs de Saïgon et de Cholon. Les courtiers des gros marchands chinois de ces deux villes parcourent l'Annam en tous sens, faisant des avances d'argent aux cultivateurs annamites pour obtenir leur récolte de riz, tandis qu'une foule de marchands ambulants vont vendre, aussi bien aux Européens qu'aux indigènes, tous les petits objets de toilette, de ménage, etc. En un mot ce sont les Chinois qui créent le mouvement commercial de la Cochinchine. Ils possèdent les trois quarts de la ville de Cholon, un quart peut-être de celle de Saïgon et versent dans les caisses de la colonie, sous forme d'impôt, une bonne partie des recettes qu'elle fait.

Indépendamment des 50 000 Chinois établis en Cochinchine, il en vient chaque année un nombre assez considérable, appelés par les négociants ou les agriculteurs, soit pour une saison, soit pour une année entière. Ceux-là seuls méritent le nom d'immigrants, mais ce sont des immigrants libres, n'ayant au préalable contracté aucun engagement et pouvant faire ce qu'ils veulent, après avoir payé la taxe d'entrée à laquelle ils sont soumis.

Au moment de son arrivée, l'immigrant reçoit du bureau de l'immigration une carte d'entrée qu'il paye deux piastres s'il débarque dans le premier semestre et une piastre seulement s'il arrive pendant le second semestre. Ceux qui veulent

repartir pendant le cours de la même année doivent rendre leur carte d'entrée et prendre un passeport qui coûte deux piastres. Ceux qui restent pendant une seconde année prennent le titre de résidants et sont soumis à un impôt de capitation qui varie d'après la catégorie dans laquelle ils sont classés. Les résidants de la première catégorie, comprenant tous les Asiatiques patentés de 1^{re} et de 2^e classe, les propriétaires et commerçants payant un impôt foncier annuel de 300 francs et au-dessus, sont soumis à un impôt de capitation de 300 francs par an. Ceux de la deuxième catégorie, comprenant tous les patentés de 3^e, 4^e et 5^e classe et les propriétaires payant un impôt foncier annuel de moins de 300 francs, sont soumis à une capitation de 100 francs par an; ceux de la troisième catégorie, comprenant les patentés des trois dernières classes et tous ceux qui ne figurent pas dans les deux premières catégories, payent une capitation de 25 francs par an.

On pourrait trouver étonnant que, malgré cet énorme impôt de capitation, les Chinois soient aussi nombreux en Cochinchine qu'ils le sont, si l'on ne savait que la Cochinchine est considérée par les Asiatiques comme un pays chinois.

Les femmes chinoises sont très peu nombreuses en Cochinchine. A Saïgon et à Cholon, on en compte environ 800; dans tout le reste de la colonie, il en existe à peine 50. Les résidants ou immigrants chinois s'allient très volontiers avec les femmes annamites; les enfants qu'ils en ont sont enregistrés comme enfants annamites et jouissent des mêmes droits que les Annamites.

Les opinions sont très partagées au sujet de l'immigration chinoise en Cochinchine. Les uns considèrent les Chinois comme des concurrents avec lesquels le commerçant européen ne peut pas lutter, ce qui, disent-ils, éloigne les Français de notre colonie. Ceux-là espéraient enlever aux Chinois le commerce du riz en leur enlevant la ferme d'opium; ils faisaient valoir que les marchands d'opium, répandus sur tous les points de la colonie, obtenaient la vente du riz par des avances faites en opium aux agriculteurs annamites, et ils ajoutaient que, la ferme d'opium étant enlevée aux Chinois, on supprimerait par ce fait seul leur intermédiaire entre l'Annamite et le négociant français. Le résultat a prouvé que ceux qui raisonnaient de la sorte étaient dans l'erreur;

la ferme d'opium a été enlevée aux Chinois, mais les Chinois détiennent encore tout le commerce du riz, parce qu'ils ont d'innombrables courtiers répandus dans le pays. Les partisans de l'immigration chinoise pensent au contraire que les Chinois constituent l'élément le plus important de la prospérité de la Cochinchine; ils montrent l'Annamite indolent, inapte aux industries les plus simples et au commerce, tandis que les Chinois sont d'une activité dévorante, se prêtent à tous les métiers et sont aussi bons agriculteurs qu'artisans et commerçants. Ceux qui pensent de la sorte ajoutent que le climat de la Cochinchine ne permet à l'Européen aucun travail quelque peu pénible, tandis que le Chinois y peut travailler, même le sol, sans inconvénient; ils voudraient que, par la suppression, ou du moins par la diminution de l'impôt de capitation, la colonie attirât chez elle les Chinois; ils voudraient même qu'on leur concédât les terres laissées incultes par les Annamites ou non encore défrichées, à des conditions qui leur fissent prendre, dans l'agriculture du pays, l'importance qu'ils ont déjà dans son commerce; ils invoquent, à l'appui de leur manière de voir, l'exemple de l'Angleterre qui favorise autant que possible la pénétration des Chinois dans la colonie de Singapoor et qui retire de grands avantages de cette façon d'agir. Enfin, d'autres personnes, qui, probablement, sont davantage dans la vérité, pensent qu'il y a lieu de favoriser dans une mesure plus large l'immigration des Chinois en Cochinchine, mais en accordant aux Européens des avantages qui leur permettraient de profiter de cette immigration. S'il y a des terres à concéder en Cochinchine, ils demandent qu'on les concède à des Français, en leur facilitant le recrutement des ouvriers chinois par la suppression de l'impôt de capitation pour les travailleurs qu'ils feraient venir de Chine ou par telles autres mesures analogues. La vérité est que la Cochinchine, non plus que l'Annam et le Tonkin, ne pouvant être considérée comme une colonie de peuplement pour la race blanche, nous avons intérêt à attirer le plus possible d'individus appartenant aux races qui peuvent y vivre; mais, après les y avoir attirés nous devons faire tout notre possible pour y les retenir. En effet, plus ces colonies seront peuplées, plus elles seront cultivées, plus par conséquent elles seront riches et plus elles seront en mesure de se suffire à elles-mêmes et de payer les travaux publics nécessaires à l'accroissement

de leur prospérité; plus par conséquent elles seront aptes à consommer les produits de la métropole.

Les Indiens, autrefois assez nombreux en Cochinchine, diminuent chaque année. On peut les considérer comme les juifs du pays. Ils ne font aucun commerce; quelques-uns seulement sont cochers ou domestiques; le plus grand nombre se livrent à l'usure, prêtent aux Annamites et même aux Européens à des taux exorbitants, dépensent peu et partent pour leur pays quand ils ont pressuré un nombre suffisant de victimes. On ne comptait, en 1882, que 571 résidents indiens.

Les Malais étaient plus nombreux : on en comptait 3373. Ils travaillent davantage que les Indiens, mais presque tous sont domestiques ou cochers; fort peu se livrent au commerce.

Les Indiens et les Malais sont soumis aux mêmes taxes que les Chinois.

8. — *Considérations générales sur l'introduction des travailleurs dans les colonies françaises.*

Il ne sera peut-être pas inutile de résumer rapidement les faits et les observations indiquées dans les pages précédentes.

Une seule de nos colonies, la Nouvelle-Calédonie, se prête véritablement à la colonisation par les Européens, en ce sens que les blancs peuvent s'y livrer à tous les travaux, même à ceux des champs, sans plus d'inconvénients que dans notre pays. C'est donc avant tout vers cette colonie que le gouvernement devrait s'efforcer d'attirer les agriculteurs français. Sa surface est considérable, un assez grand nombre de ses parties offrent des conditions favorables, soit à la culture du café, de la canne à sucre et autres produits riches, soit à l'élevage des bestiaux. Nos cultures vivrières elles-mêmes y réussissent presque toutes assez bien, en sorte que le colon pourrait y récolter une partie de ses aliments végétaux, en même temps qu'il y trouverait la viande en abondance. Il paraît donc étonnant que la Nouvelle-Calédonie ne possède encore qu'un nombre très faible de colons français. Peut-être les efforts qui ont été tentés ne sont-ils pas suffisants; peut-être l'administration n'a-t-elle pas assez fait pour rendre cette colonie habitable par

les Européens. Nous reviendrons sur cette question à propos de la transportation.

Toutes nos autres colonies ont un climat défavorable à l'Européen. La température y est trop élevée pour qu'il puisse travailler le sol sans danger; il ne peut y faire que le commerce ou diriger les travaux de la culture et de l'industrie.

Mais nous tenons à faire remarquer qu'il n'est pas indispensable, pour que nos colonies jouissent d'une prospérité même très grande, qu'elles possèdent un grand nombre de colons français. Ce qu'il leur faut, ce sont des hommes actifs, entrepreneurs et hardis, fussent-ils peu nombreux, des capitaux et des travailleurs adaptés au climat.

Nous n'avons pas à exposer ici les mesures qu'il importerait de prendre pour satisfaire aux deux premières conditions, mais nous sommes convaincus qu'un Ministre des Colonies qui voudrait s'en préoccuper sérieusement ne tarderait pas à obtenir des résultats importants.

Quant aux travailleurs de toutes nos colonies, sauf la Nouvelle-Calédonie, ils ne peuvent être recrutés que parmi les indigènes des pays intertropicaux, mais il faut noter que les races propres au travail sont peu nombreuses.

Tous les faits que nous avons signalés plus haut tendent à nous convaincre que l'Indien est le moins apte de tous les travailleurs exotiques à la besogne pénible de la culture. Il a beaucoup de vices, peu de forces physiques et encore moins de goût pour le travail. Il a tous les défauts d'une race qui a subi, sous l'influence de mille conditions diverses du milieu, une dégénération considérable. Les indigènes de l'Océanie ne paraissent pas valoir beaucoup mieux.

Certaines races de l'Afrique pourraient, au contraire, fournir à nos colonies des travailleurs excellents; elles sont douées d'une force physique très grande et elles sont relativement sobres; elles forment volontiers des familles et, n'ayant que peu ou pas du tout la notion de la patrie, elles se fixent aisément dans le pays où elles trouvent le bien-être. Les races noires d'Afrique ont encore un avantage inappréciable : celui de produire avec la race blanche des métis qui présentent le mélange le plus heureux des caractères des deux races et qui constituent, au bout d'un certain nombre de générations, une véritable race nouvelle à laquelle

est réservée, sans nul doute, la prépondérance dans toutes les colonies intertropicales où elle est en nombre.

Il faut ajouter cependant que les Africains sont très paresseux; dans leur pays d'origine, ils ne font que la quantité de travail strictement nécessaire pour récolter une maigre nourriture. Ils ne s'expatrient librement que dans de très faibles proportions, ce qui a toujours rendu vaines les tentatives de recrutement *libre* faites sur les côtes de l'Afrique. Il est vrai que ces tentatives ont toujours été faites dans de très mauvaises conditions. Il est probable qu'en modifiant ces dernières, en n'exigeant des noirs que des engagements de courte durée et en les rapatriant même de force avec une grande régularité, on pourrait provoquer chez certaines races de l'Afrique un désir de l'émigration qui n'existe pas aujourd'hui. Déjà certaines races de la côte occidentale s'engagent volontiers pour aller travailler sur des points assez éloignés de ceux qu'elles habitent. Les indigènes de la côte de Krow, par exemple, fournissent la presque totalité des manœuvres employés par les négociants et les administrations gouvernementales de la côte occidentale. Ces hommes tiennent beaucoup à être régulièrement rapatriés; ils iraient probablement tout aussi volontiers à la Réunion, à la Martinique et à la Guadeloupe qu'au Gabon et au Congo s'ils étaient bien traités et certains d'être rapatriés.

Les Chinois sont des travailleurs de premier ordre; mais la rapidité avec laquelle ils se multiplient dans les lieux où on les introduit, la tendance qu'ils ont à délaisser l'agriculture pour se livrer au commerce, les font redouter dans la plupart des colonies. Ils offrent cependant sur tous les travailleurs exotiques l'avantage d'émigrer librement, sans pression, parce qu'ils obéissent à la poussée d'une population trop dense. Si nos colonies pouvaient prendre des mesures capables de régler leur immigration, c'est peut-être à eux qu'elles devraient s'adresser de préférence pour avoir les bras qui leur manquent. Il est vrai que leur main-d'œuvre, quoique peu coûteuse, l'est cependant davantage que celle des Indiens et des noirs, précisément parce qu'elle est tout à fait libre; mais comme elle est beaucoup plus productive, le propriétaire aurait, sans aucun doute, profit à en faire usage de préférence à celle des Indiens. Celle-ci, en effet, produit peu. La mortalité des immigrants indiens est énorme,

et cela tient beaucoup plus à la faiblesse de leur constitution et à leurs vices qu'à une insuffisance de bien-être ou à un excès de travail.

Nous avons dit plus haut que la Martinique avait, à la fin de 1884, supprimé l'immigration. L'immigration ayant déjà été supprimée par l'Angleterre pour la Guyane et la Réunion, la Guadeloupe est la seule de nos colonies qui reçoive encore des immigrants indiens. En 1885, le Conseil général a édicté un règlement destiné à rendre plus actives à la fois la protection et la surveillance des immigrants. Il existe dans cette colonie un grand nombre de partisans de la suppression de ce mode de recrutement des travailleurs.

Les adversaires de l'immigration invoquent deux ordres de motifs qui ne manquent pas d'importance et qu'il me paraît utile d'examiner ici brièvement. En premier lieu, ils insistent, non sans raison, sur l'abus qui est fait des immigrants indiens. Ils montrent ces derniers réduits par un certain nombre de propriétaires à l'état de simples esclaves, mal nourris, mal logés, mal soignés ou même privés de tout soin médical, soumis à un travail supérieur à leurs forces, qui sont naturellement minimales et que ne relève pas une alimentation suffisamment substantielle, enfin retenus dans la colonie au-delà du temps pour lequel ils se sont engagés.

Parmi les hommes compétents et honorables qui insistent plus particulièrement sur ces vices de l'immigration pour en demander la suppression, nous avons à peine besoin de citer le vénérable M. Schœlcher. Il n'y a pour ainsi dire pas de jour qu'il ne signale dans les journaux coloniaux et dans des brochures spéciales les faits de nature à amener la suppression de l'immigration et qu'il ne montre l'impossibilité dans laquelle se trouvent le législateur et les fonctionnaires de réprimer les vices inhérents à cette institution. Il écrivait récemment dans un journal colonial à propos des services d'inspection chargés de protéger les immigrants : « Il y a dans les Antilles et à la Réunion un service de syndics rétribués, exclusivement institués pour protéger les engagés indiens. Ont-ils fait une somme de bien appréciable ? Hélas ! non. Les journaux républicains des Antilles répètent quotidiennement que ces syndics sont à peu près impuissants par diverses raisons qui tiennent à la nature des choses et quelquefois protègent plutôt les engagistes que les enga-

gés, ceux-ci d'ailleurs, n'étant pas toujours très intéressants. Il ne faut pas se le dissimuler, la vérité est que les engagés, mis sous le nom menteur d'immigrants, n'ont été, ne sont et ne peuvent jamais être que des serfs de la glèbe, des esclaves temporaires, et la servitude, ne fût-elle que temporaire, sera toujours absolument incompatible avec le respect de l'humanité. L'immigration est mauvaise par elle-même, ses vices lui sont inhérents, ils font corps avec eux; si on ne les a pas corrigés depuis tant d'années que les abolitionnistes les signalent, ce n'est point qu'on ne l'a pas voulu, c'est qu'on ne l'a pas pu, c'est qu'ils sont irrémédiables. Une chose mauvaise par essence ne peut être améliorée. Il est aussi impossible de régler humainement l'immigration que l'esclavage, le châtimement corporel ou la peine de mort. »

Ce qui rend particulièrement difficile la protection des immigrants par les agents de l'autorité française ce sont les mauvaises qualités des immigrants eux-mêmes. Les individus recrutés dans l'Inde par les agents de l'émigration sont en général des vagabonds et des paresseux, riches en tous les vices, ne connaissant du travail que le nom et ne consentant à s'expatrier que parce qu'ils sont menacés de mourir de faim dans un pays où les disettes ne sont pas rares. Arrivés dans nos colonies, ils s'efforcent de ne travailler que le moins possible, s'adonnent à l'ivrognerie, quittent les champs sous le moindre prétexte, et se livrent à un vagabondage d'autant plus difficile à réprimer que notre législation n'autorise pas à punir l'ouvrier de ce qu'il abandonne son patron. Aussi a-t-il fallu faire pour les immigrants toute une législation spéciale, contre laquelle il est aisé de soulever les objections les plus graves; mais, pourtant si l'engagiste n'a pas à sa disposition un moyen efficace de contraindre l'engagé au travail, l'immigration devient non-seulement pour lui, mais encore et surtout pour la colonie, un objet de dépenses aussi inutile que considérable. Telle est, au point de vue du simple droit et de la justice, la situation créée à nos colonies par l'immigration. Ou bien cette dernière devient un esclavage déguisé, ou bien elle est incapable de rendre des services en rapport avec les frais énormes qu'elle occasionne. On voit que les adversaires de l'immigration, même en se tenant à ce premier ordre de considérations, ont beau jeu pour combattre cette institution.

Mais la plupart d'entre eux sont guidés par d'autres pré-

occupations d'un ordre plus naturel et plus pratique. Ils voient dans l'immigration un élément qu'ils jugent indispensable au maintien des grandes propriétés; or, ils voudraient faire disparaître ces dernières qui sont entre les mains des blancs et en faire passer les fragments en la possession des métis. Les règlements en vigueur dans nos colonies attribuent à la grande culture la presque totalité des immigrants arrivés par chaque convoi. D'ailleurs, les grands propriétaires seuls sont assez riches pour entretenir des travailleurs à l'année et pour rembourser à la colonie la part des frais de transport que cette dernière met à la charge des engagistes. Supprimer l'immigrant qui travaille à peu près exclusivement pour le grand propriétaire et qui travaille à un taux aussi bas que possible, c'est élever considérablement le prix de la main-d'œuvre, diminuer les revenus des grands propriétaires et, par conséquent, mettre la plupart d'entre eux dans la nécessité de se débarrasser d'une partie ou de la totalité de leurs terres qu'achèteraient les paysans de couleur. Tel est le calcul que font un grand nombre de créoles de nos colonies des Antilles et de la Réunion. Il faut bien reconnaître que ce calcul est en grande partie exact. A l'heure actuelle, la plupart des grandes propriétés ne subsistent, surtout dans les Antilles, que grâce au bas prix de la main-d'œuvre des immigrants. En étudiant la Réunion, la Martinique et la Guadeloupe, nous avons insisté sur l'état arriéré des instruments de culture, sur la négligence que la majeure partie des propriétaires apportent dans l'entretien de leurs terres, en un mot, sur l'état encore primitif de l'agriculture de ces colonies. Grâce au très bas prix de la main-d'œuvre indienne, les propriétaires trouvent encore le moyen de vivre maigrement des produits de leurs terres, mais le jour où cette main-d'œuvre viendrait à leur manquer, ils seraient contraints ou bien de transformer leur outillage et leurs procédés, ou bien de vendre leurs propriétés. Transformer l'outillage primitif dont ils se servent sera chose fort difficile à la plupart des propriétaires qui sont en ce moment plus riches de dettes que de revenus. La suppression de l'immigration ne pourra donc manquer d'être suivie d'une vaste liquidation agricole, à laquelle les créoles trouveront plus d'un avantage. Le morcellement de la propriété a déjà fait de grands progrès dans nos trois colonies de la Réunion et des An-

tilles; il n'est pas douteux qu'il ne soit destiné à marcher d'autant plus vite que le nombre des travailleurs à bon marché diminuera davantage.

Il resterait à poser la question de savoir s'il est utile pour nos colonies de pousser à ce morcellement. Plus d'une considération nous conduit à répondre par l'affirmative. En premier lieu, il n'est pas douteux que la paresse habituelle, si souvent reprochée avec raison aux métis des Antilles et de la Réunion, tient surtout à ce qu'ils ne peuvent gagner que des salaires insignifiants à cause de la concurrence qui leur est faite par la main-d'œuvre de l'immigration, et à ce qu'ils ont été jusqu'à ce jour tenus à l'écart de la propriété du sol. En mettant le sol à la portée de tous les travailleurs économes, le morcellement des grandes propriétés ne peut manquer d'avoir aux Antilles l'effet qu'il a eu dans notre pays après la Révolution de 1793; il accroîtra forcément l'ardeur de tous au travail et répandra le bien-être. Or, celui-ci crée des besoins et des désirs nouveaux; il impose la nécessité d'un travail de chaque jour d'autant plus intense qu'un plus grand nombre de personnes s'y livrent.

Tel est le problème qui est aujourd'hui posé dans nos colonies de la Réunion et des Antilles, surtout dans ces dernières. La Réunion peut encore, en effet, se procurer des travailleurs noirs, libres, à Madagascar, tandis que les Antilles sont éloignées de tout pays pouvant les leur fournir dans des conditions favorables. Déjà la Martinique a supprimé l'immigration; la Guadeloupe paraît devoir imiter avant longtemps cet exemple. Il faut donc que ces deux colonies ne perdent pas de vue la révolution économique qui en sera la conséquence.

Si elles veulent que la ruine fatale de la plupart des grands propriétaires actuels ne détermine pas une ruine générale de tous les colons, il faut qu'elles se préparent à cette transformation; il faut notamment qu'elles construisent les voies de communication qui leur manquent encore et sans lesquelles la petite propriété est encore moins possible que la grande, parce qu'elle a davantage besoin d'écouler rapidement ses produits.

Nous venons de voir quels ont été les avantages et les inconvénients de l'immigration pratiquée sur une grande échelle et dans le but à peu près exclusif de fournir aux grands propriétaires de certaines de nos colonies des bras

à bon marché. Cette immigration, nous la croyons condamnée en principe comme elle est supprimée en fait dans la plupart de nos colonies. Mais il en est une autre dont il faut tenir grand compte : c'est l'immigration lente et vraiment volontaire en vertu de laquelle les individus de certains peuples d'Afrique ou d'Asie se portent isolément vers quelques-unes de nos colonies. C'est ainsi que la Réunion reçoit sans cesse des Malgaches; que la Guyane reçoit des métis de la Martinique ou de la Guadeloupe; que la Cochinchine, le Tonkin, l'Annam, le Cambodge, et nos colonies de l'Océanie reçoivent des Chinois, des Malais, des Tagals.

Cette immigration individuelle bien dirigée serait de nature à fournir à la plupart de nos colonies des éléments de prospérité de la plus grande valeur. L'administration a donc le devoir de l'encourager et même de la provoquer par tous les moyens en son pouvoir, en ayant soin de la régler sur les besoins de chaque colonie et de manière à provoquer dans chacune d'elles la formation d'une race mixte aussi bien adaptée que possible à ses conditions climatiques.

CHAPITRE IX

DE LA COLONISATION PÉNALE

La question de l'utilisation des criminels européens dans les colonies est l'une de celles qui ont été le plus discutées, depuis une centaine d'années par les criminalistes et les historiens de la colonisation. C'est aussi l'une de celles qu'il est le plus difficile de résoudre. Pour y arriver nous emploierons exclusivement la méthode scientifique. Sans nous préoccuper de la partie sentimentale du problème, partie à laquelle on donne habituellement beaucoup trop d'importance, nous passerons en revue les principales tentatives de colonisation pénale qui ont été faites; nous examinerons attentivement les procédés employés et les résultats obtenus dans le passé, afin d'en déduire des règles pour l'avenir.

1. — *La transportation pénale anglaise.*

Nous parlerons d'abord des essais de colonisation pénale qu'a faits la nation colonisatrice par excellence, c'est-à-dire l'Angleterre.

Les premiers essais de transportation de criminels dans les colonies, faits par l'Angleterre, remontent au règne de Jacques I^{er}. Cependant douze ans auparavant, sous la grande Élisabeth, les juges furent autorisés à prononcer la peine de la déportation. L'absence de colonies où les condamnés pussent être jetés avait seule empêché l'exécution de cette mesure. A partir de 1607 un certain nombre de condamnés furent débarqués dans l'Amérique du Nord, alors la Nouvelle-Angleterre. Les dissensions qui marquèrent le règne de Charles I^{er} furent suivies de nouvelles transportations de condamnés politiques. Le fait se reproduisit avec plus d'apreté encore sous le protectorat de Cromwell. Après ses victoires sur les Écossais, tandis que Charles I^{er} était détenu

dans le château de Carisbrook, Cromwell fit transporter dans la Nouvelle-Angleterre des milliers de partisans du roi, d'Écossais et d'Irlandais. On embarquait les individus condamnés à cette peine sur des navires marchands qui les débarquaient en Amérique, les laissant en liberté s'ils étaient en mesure de payer au capitaine les frais réclamés par lui pour le passage, les vendant aux colons américains s'ils n'étaient pas assez riches pour payer ces frais.

C'est seulement à partir de 1718 que la transportation pénale est inscrite dans la loi anglaise. Un bill adopté à cette époque par le Parlement ordonna la transportation dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord des criminels condamnés à une détention de trois ans et au-dessus.

Les abus dont la transportation politique avait été le prétexte furent plus grands encore quand la transportation s'appliqua aux criminels. Ceux-ci, étant presque tous sans ressources, étaient impitoyablement vendus aux colons de la Nouvelle-Angleterre par les capitaines chargés de les transporter, sans que le gouvernement anglais se préoccupât le moins du monde de cette traite de blancs. L'un des hommes qui ont le mieux étudié la transportation anglaise dans le but d'en montrer les avantages, Ernest de Blosseville, juge de la façon suivante les faits qui suivirent l'adoption du bill de 1718 : « Le but de cet acte législatif était plutôt de trouver un réceptacle pour les malfaiteurs de la vieille Angleterre, que de contribuer à la prospérité de ses établissements coloniaux, et surtout de travailler à l'amendement des condamnés. Jamais mesure n'a été plus mal ordonnée que le système de déportation suivi à cette époque, ou plutôt il n'en existait aucun, et toute la pensée du gouvernement anglais se trouvait remplie lorsque des hommes avides, spéculant sur les misères de l'humanité, se chargeaient de transporter aux moindres frais possible le rebut de la population dans les provinces américaines. Il résultait de cette économie une véritable traite des blancs, dont les détails sont loin d'honorer la mémoire des hommes d'État qui présidaient alors aux destinées de l'empire britannique. Arrivés dans les colonies après des traversées trop souvent accompagnées de déplorables circonstances, les capitaines des navires retrouvaient les frais de passage en livrant les services des déportés à des planteurs qui les employaient sur leurs habitations.

Toute surveillance de l'autorité avait cessé. Il ne restait plus d'autre distinction entre les condamnés que celle de la fortune. Le criminel qui avait su conserver quelques parcelles de l'or conquis par des manœuvres infâmes, se trouvait libre en touchant le sol de l'Amérique ; pour lui la peine se bornait au bannissement ; tandis que le malheureux, moins coupable, qu'il avait peut-être entraîné au crime, subissait le plus cruel de tous les châtiments, en devenant l'esclave d'un complice plus heureux. On exigeait seulement des capitaines, à leur retour, des actes authentiques constatant qu'ils avaient disposé des condamnés conformément au vœu de la loi. Mais combien n'était-il pas facile d'éluder cette illusoire surveillance. Chaque année, la province de Maryland, principalement soumise à ce honteux régime, était forcée de recevoir trois ou quatre cents condamnés, que ses besoins ne réclamaient en rien, car elle achetait annuellement près de quatre mille esclaves noirs¹. »

On peut juger de ce que pouvait être payé par les colons le condamné ou, pour mieux dire, l'esclave blanc qui lui était envoyé par la métropole, alors que le nombre des esclaves noirs étant suffisant, l'offre des blancs était supérieure à la demande. Cependant, la tournure des esprits était si différente à cette époque de ce qu'elle est aujourd'hui que, bien loin d'être indignés des actes dont nous venons de faire le récit, les hommes même les plus libéraux y applaudissaient. On en peut juger d'après le passage suivant du célèbre historien philosophique des Indes. Parlant des condamnés mis à la disposition des colons américains, l'abbé Raynal écrit : « Tous ces divers colons eurent à leur disposition, pour défricher et cultiver leurs terres, les scélérats des trois royaumes d'Angleterre, qui, pour des crimes capitaux, avaient mérité la mort, mais que, par un esprit de politique humaine et raisonnée, on faisait vivre et travailler pour le bien de la nation. Transportés aux îles, où ils devaient passer un certain nombre d'années dans l'esclavage, ces malfaiteurs contractèrent dans les fers le goût du travail et des habitudes qui les remirent sur la voie de la fortune. On en vit qui, rendus à la société par la liberté, devinrent cultivateurs, chefs de famille et propriétaires des meilleures ha-

1. ERNEST DE BLOSSEVILLE, *Histoire des colonies pénales de l'Angleterre dans l'Australie*, p. 76, Paris, 1831.

bitations : tant cette *modération dans les lois pénales*, si conforme à la nature humaine qui est faible et sensible, capable du bien même après le mal, s'accorde avec l'intérêt des États civilisés¹. »

Si nous avons insisté sur ces faits, ce n'est pas dans le seul but de retracer une page intéressante de la colonisation pénale, mais parce qu'ils sont de nature à servir d'enseignement pour l'avenir. Le lecteur ne tardera pas à s'en apercevoir.

Si l'Europe voyait d'un œil bienveillant l'exportation de ses condamnés, il n'en était pas de même du pays qui les recevait. La plupart de ces hommes n'avaient d'autres préoccupations que d'échapper aux maîtres qui leur étaient imposés et de recouvrer une liberté dont ils faisaient usage surtout contre les personnes et les propriétés des colons. Quoique le Maryland fût à peu près la seule province de la Nouvelle-Angleterre recevant des condamnés, toutes les autres s'associaient à ses plaintes et parmi les griefs qui figuraient, à la veille de l'insurrection, dans les protestations de la colonie contre la métropole, nous trouvons, presque au premier rang, la transportation pénale. « En vidant vos prisons dans nos villes, dit Franklin, en faisant de nos terres l'égout des vices dont les vieilles sociétés de l'Europe ne peuvent se garantir, vous nous avez fait un outrage dont les mœurs agrestes et pures des colons auraient dû les garantir.... Eh ! que diriez-vous si nous vous envoyions nos serpents à sonnettes ? »

L'insurrection des colons de la Nouvelle-Angleterre et la proclamation de son indépendance mirent seules fin à l'immonde trafic dont le Maryland était le siège principal ; l'Angleterre se vit dans la nécessité de renoncer à la transportation de ses criminels ou de les expédier dans des régions nouvelles et moins peuplées par les Européens.

Après de longues hésitations, elle se prononça pour la Nouvelle-Hollande, aujourd'hui l'Australie, vaste continent alors encore à peu près inconnu de l'Europe. Le 13 mai 1787, le premier convoi de convicts dirigé vers l'Australie partait d'Angleterre sous la direction du capitaine de vaisseau Philip auquel était attribué le titre de « capitaine général

1. RAYNAL, *Hist. philos. et polit. des établiss. et du commerce des Européens dans les Deux-Indes*, édit. de 1783, t. VII, livre XIV, p. 11.

et gouverneur en chef de la Nouvelle-Galles du Sud ». Par cet acte, l'Angleterre prend possession, sans en informer les nations européennes, d'un immense territoire colonial¹ qu'elle devait étendre plus tard à toute l'Australie.

Philip dirigea d'abord son convoi vers Botany-Bay; mais cette baie ne présentait aucun point convenable pour la création de l'établissement projeté, et c'est dans le port Jackson, admirable rade, une des plus grandes du monde, entrevue seulement par Cook, que Philip débarqua ses convicts, ses administrateurs, ses matériaux, les quelques animaux domestiques pris au Cap, les végétaux de culture empruntés au Brésil, et posa les fondations de la ville de Sidney, le 26 janvier 1788. Les bâtiments chargés de ce premier transport de convicts avaient embarqué cinq cent soixante-cinq hommes, cent quatre-vingt-douze femmes et dix-huit enfants; un petit nombre seulement de ces condamnés périrent pendant la traversée d'Angleterre en Australie qui dura près d'un an. On remarquera la faible proportion des femmes embarquées par rapport aux hommes; ajoutons que parmi ces derniers bien peu étaient pourvus d'un métier quelconque; la plupart provenaient de la capitale ou des grandes villes de l'Angleterre et n'avaient exercé d'autres professions que celles de voler et d'assassiner leurs concitoyens. Il ne se trouva parmi eux qu'un seul maçon et quelques charpentiers et forgerons ou serruriers. C'est avec de semblables éléments que Philip devait faire les premières installations de la colonie sur un terrain où les Européens n'avaient encore jamais mis le pied. Nous ne ferons pas l'histoire des efforts inouïs auxquels il dut se livrer pour atteindre son but, ni celle des difficultés de toutes sortes qu'il rencontra dans les essais de culture du sol auquel il dut immédiatement se livrer pour fournir des aliments à tout son per-

1. Le texte de la commission du capitaine Philip porte qu'il est nommé : « Capitaine général et gouverneur en chef de tout le territoire appelé la Nouvelle-Galles du sud, depuis le cap York ou extrémité nord de la côte, par la latitude de dix degrés trente-sept minutes sud, jusqu'à l'extrémité sud ou cap sud de la même terre; par la latitude de quarante-trois degrés trente-neuf minutes sud, et de tout l'intérieur du pays à l'ouest, jusqu'au cent trente-cinquième degré de longitude est, en comptant du méridien de Greenwich, sans en excepter ni les îles adjacentes de l'Océan Pacifique, entre les latitudes ci-dessus détaillées, ni les villes, garnisons, citadelles, forts et autres fortifications et ouvrages militaires qui pourraient être élevés par la suite sur ce territoire où sur quelqu'une des îles enclavées dans cette prise de possession. »

sonnel. Bornons-nous à dire que, pendant deux ans, la colonie se vit à diverses reprises sur le point de mourir de faim. Lorsque au bout de deux années arriva le premier convoi de vivres envoyé par la métropole, les magasins de Sidney étaient presque vides; le sol ne rapportait encore que de faibles quantités de sarrasin, de maïs et de blé; si ce convoi eût tardé pendant quelques mois encore il n'eût plus trouvé que des cadavres. Cependant, une partie des convicts avaient été envoyés dans l'île de Norfolk où le sol était plus fertile et la pêche plus abondante et où les colons avaient beaucoup moins à souffrir qu'à Sidney.

Le premier navire que les colons de Sidney virent arriver d'Angleterre leur apportait d'ailleurs plus d'espérances que de secours véritable. Il avait à bord 220 femmes presque toutes âgées et infirmes et seulement une faible quantité de vivres. Or, les produits de la colonie étaient encore si faibles que tous les colons étaient nourris par les magasins publics.

On remarquera avec quelle impéritie avait été entreprise la fondation de la colonie pénale de l'Australie. Il semble que l'Angleterre, en exportant dans cette lointaine contrée ses convicts, ait eu beaucoup plus en vue le projet de les supprimer que celui de les faire servir de base à la fondation d'un établissement colonial. Elle n'embarque dans le premier convoi qu'un nombre de femmes insignifiant et celles qu'elle expédie par le second convoi sont la plupart vieilles, infirmes, inaptes à la reproduction.

La même incurie de la métropole se manifeste pendant les années suivantes et les mêmes difficultés sont rencontrées par les colons. Vers la fin de 1791, c'est-à-dire près de quatre ans après la fondation de Sidney le gouverneur est encore obligé de diminuer les rations de vivres et la famine est sur le point d'éclater, lorsqu'arrive un important convoi de convicts et d'aliments, mais ceux-ci étaient en proportion trop faible pour subvenir aux besoins de la colonie. En avril 1792, Philip est de nouveau obligé de diminuer les rations et, sans une épidémie terrible qui décima la colonie, on peut affirmer que la majorité des colons seraient morts de faim.

D'après le juge Collins qui débarqua à Sidney en même temps que Philip et qui n'en repartit qu'en 1796, voici quel était l'état des cultures à la fin de 1791. A Sidney, 263 acres

de terre étaient cultivés ; 150 par le gouverneur, 28 par des officiers civils et militaires, 90 par des planteurs. A Paramatta, où Philip avait établi une sorte de succursale de Sidney, 460 acres étaient cultivés : 300 en blé de Turquie, 45 en froment, 6 en orge, 1 en avoine, 2 en pommes de terre, 4 en vigne, 86 en légumes divers ; 17 étaient cultivés par les soldats. Les troupeaux de la commune comprenaient alors un vieil étalon, une jument, 2 jeunes étalons, 2 poulains, 16 vaches, 2 veaux, 1 bélier, 50 brebis, 6 agneaux, 1 verrat, 14 truies, 22 porcs. Quant au personnel, il comprenait, au commencement de 1792 : 1695 convicts, 168 jeunes déportés, 8 femmes libres de convicts, 10 enfants, 1880 colons libres ou émancipés.

Parmi les convicts, la mortalité était énorme. Pendant la seule année 1791, il était mort 155 hommes, 8 femmes et 2 enfants. Pendant l'année 1792, la mortalité fut plus grande encore.

D'un autre côté, beaucoup de convicts n'avaient pas de plus ardente préoccupation que de recouvrer leur liberté. Plusieurs avaient essayé, quelques-uns avaient réussi à s'embarquer sur les navires de commerce qui apportaient des vivres ou des condamnés ; d'autres avaient dérobé des embarcations et s'étaient livrés aux hasards de la mer, qui les engloutit presque tous ; la plupart se berçaient de l'illusion qu'il était possible d'aller par terre de Sydney en Chine ; un assez grand nombre tentaient l'entreprise et mouraient en route ou bien ne tardaient pas à rentrer exténués ; très peu s'attachaient à la colonie. De deux cents vingt-deux Irlandais arrivés à Sydney en septembre 1791, on n'en comptait plus que 50 au mois de mai 1792. Quant aux convicts auxquels Philip accordait leur libération à titre de récompense de leur bonne conduite et comme encouragement pour les autres, la plupart profitaient de la première occasion qui se présentait à eux pour quitter la colonie. Nous croyons utile d'enregistrer à cet égard l'aveu d'Ernest de Blosseville. Après avoir rappelé tous les efforts faits par Philip pour retenir les convicts libérés, après avoir cité le fait de ce convict que le gouverneur venait d'émanciper en lui donnant une concession de 30 acres de terre et en le nommant officier de paix, Ernest de Blosseville, ce partisan résolu de la transportation pénale ajoute : « Et pourtant dans le nombre toujours croissant des convicts

parvenus au terme fixé par leur sentence, il en était bien peu qui ne préféreraient à une existence assurée dans la colonie, la chance incertaine d'un retour en Angleterre qu'ils ne pouvaient effectuer qu'en faisant agréer leurs services aux capitaines des navires de transport. Le choix des capitaines s'arrêtait, à peu d'exceptions près, sur les hommes dont la conduite avait été la plus rassurante; il en résultait le double inconvénient de priver la colonie de l'élite de sa population et de maintenir dans un long état d'incertitude et d'inactivité un grand nombre d'hommes qui, sans cet appât offert à leurs premières inclinations, auraient, sur-le-champ, formé des établissements durables¹. » Plus loin, après avoir cité le fait de quelques convicts de Paramatta qui, en 1792, étaient parvenus à vivre de leurs propres ressources en échangeant une partie des grains de leur récolte contre des salaisons et autres vivres des magasins publics, Ernest de Blosseville est obligé d'ajouter : « Mais cet état de choses n'était pas aussi général qu'il aurait pu l'être; l'on ne voyait que trop de planteurs, insensibles aux avantages assurés d'une prochaine indépendance, dévorer, par anticipation, les produits de leurs champs, et, pour la vaine jouissance du moment, vendre leurs provisions de la semaine, quelquefois même la ration de la journée². »

Philip n'avait cependant rien négligé pour rendre le séjour de la colonie aussi attrayant que possible à ses administrés. Dès le premier jour du débarquement, il leur avait laissé une liberté à peu près absolue; à chacun il avait alloué une certaine surface de terres à culture dont le produit devait être à leur entière discrétion, et un ou deux jours par semaine leur étaient abandonnés pour cultiver ce terrain. Pendant le reste du temps, ils travaillaient pour la communauté, soit aux constructions, soit à la culture, à la pêche, etc. Dès que cela fut possible, il émancipa les plus travailleurs et ceux dont la conduite avait été bonne, multipliant volontiers ces actes de générosité, afin d'encourager tout le monde au travail. Les punitions étaient très sévères, il est vrai, mais rares, et la libéralité du gouverneur allait jusqu'à choisir parmi les convicts eux-mêmes une partie des

1. *Loc cit.*, p. 250

2. *Loc. cit.*, p. 251.

agents de surveillance. Tous ces ménagements n'avaient produit que de maigres résultats pour le développement de la colonie. La majeure partie des convicts ne se livrait à peu près à aucun travail en dehors de celui auquel ils étaient contraints ; ils ne faisaient ce dernier qu'avec répugnance et préféraient se contenter de leur maigre ration plutôt que de travailler à leurs champs particuliers ; beaucoup même vendaient la majeure partie de leurs rations pour acheter des liqueurs alcooliques. La colonie se trouvait ainsi placée chaque jour entre la disette de la veille et celle du lendemain.

Cet état de choses dura jusqu'en 1793. A cette époque, les officiers, dont le nombre avait augmenté en même temps que celui des convicts, sollicitent et obtiennent des concessions ; le lieutenant-gouverneur, Sir Francis Grose, qui venait de remplacer Philip, accorda à chacun d'eux dix convicts pour le travail des terres concédées, « et ces entreprises, assure de Blosseville, plus habilement dirigées, eurent une influence heureuse sur les progrès de la colonie. Aussitôt après le départ de Phillip, un grand nombre de planteurs (convicts émancipés) avaient mis en vente les animaux domestiques confiés à leurs soins pour la multiplication des espèces. La passion des liqueurs spiritueuses causait surtout cet affligeant désordre. Les officiers profitèrent de l'imprévoyance de ces misérables, et la colonie leur dut une conservation bien importante pour son avenir¹. »

D'un autre côté, au début de l'année 1793, un navire avait apporté cinq familles d'émigrants volontaires, auxquels Grose avait concédé des terres fertiles entre Sidney et Paramatta, dans un lieu qu'ils nommèrent « Plaine de la Liberté » ; les convicts leur étaient alloués pour le défrichement et la culture. Souvent les convicts refusaient le travail, mais on les y amenait en leur promettant des liqueurs spiritueuses, ce que ne pouvait faire le gouvernement, mais ce que faisaient bien volontiers les officiers concessionnaires et les émigrants libres désireux de s'enrichir des produits de leurs terres. Ces produits n'étaient guère achetés que par les magasins publics. En 1793, le lieutenant gouverneur faisait acheter le boisseau de blé dix shellings. Quant aux troupeaux, les officiers avaient formé, pour leur conservation, une associa-

1. *Loc. cit.*, p. 256.

tion qui en maintenait le prix très élevé; ils s'enrichissaient ainsi au détriment de leur propre gouvernement; mais la colonie était décidément entrée dans la voie de prospérité que désormais elle ne devait plus abandonner. « *Les travaux d'un petit nombre de travailleurs zélés et intelligents surpassèrent bientôt tout ce que le Gouvernement avait obtenu à grands frais.* ».

A partir de l'année 1793, le nombre des colons libres augmente sans cesse, en Australie; les convicts que la métropole continue à expédier dans la nouvelle colonie, sont en majeure partie cédés, comme travailleurs, aux officiers, aux colons libres ou aux émancipés, dont le nombre augmente assez rapidement; mais on peut dire que la colonisation pénitentiaire officielle a cessé d'exister. Le gouvernement anglais n'est plus qu'un fournisseur de bras à bon marché. A la fin de 1794, les établissements agricoles possédés par les officiers comprenaient près de mille acres de terres en pleine culture; depuis moins de deux ans, ils en avaient fait défricher par les convicts près de trois mille, grâce à la surveillance étroite qu'ils étaient en mesure de faire exercer sur eux. Les bénéfices réalisés par les officiers devaient être considérables, car chacun avait à sa disposition dix convicts et trois domestiques nourris et entretenus par le gouvernement.

Cependant, malgré les progrès accomplis, il n'existait, dans la colonie, d'après Collins, le 1^{er} septembre 1796, que 321 habitants se suffisant à eux mêmes, sur 4848 sujets britanniques. Les officiers étaient encore, à cette époque, à peu près les seuls colons libres qui existassent dans la colonie, et il leur était très difficile d'obtenir le travail des ouvriers émancipés dont ils pouvaient avoir besoin; ils étaient obligés de les payer en liqueurs alcooliques, fait qui prouve combien étaient illusoires les espérances que l'on avait fondées sur les convicts au point de vue de la colonisation. Un certain nombre de ces derniers, cependant, avaient su, par leur travail et leur bonne conduite, se créer une situation déjà prospère et qui allait chaque jour s'améliorant. A ceux-là, comme aux officiers et aux émigrants libres, le gouvernement fournissait des convicts en cours de peine, à des conditions aussi avantageuses que possible

1. *Loc. cit.*, p. 261.

et sans qu'aucune règle autre que l'arbitraire du colon réglât les relations de ce dernier avec les ouvriers qui lui étaient alloués. C'est seulement en 1818 que le gouverneur Macquaric fixa le salaire qui devait être alloué aux convicts par les employeurs ; il fut désormais de dix livres sterling par an pour les hommes, et de sept livres pour les femmes, plus la nourriture et l'entretien. L'état se déchargeait ainsi sur les particuliers des frais que lui avait jusqu'alors occasionnés la transportation pénale.

La population de la colonie australienne augmentait d'ailleurs sans cesse. En 1821, le nombre des émigrés volontaires et des convicts émancipés était de 12 608 hommes et 3 422 femmes ; celui des convicts en cours de peine des deux sexes était de 13 814 ; le nombre des enfants était de 7 224 ; total : 37 068 têtes.

Il est curieux de noter comment, vers cette époque, la richesse était répartie entre les convicts émancipés et les colons libres. Wentworth fournit à cet égard des chiffres, desquels il résulte que la quantité d'acres de terres en culture ou en pâture possédée par les émigrés volontaires était proportionnellement supérieure à celle que détenaient les convicts émancipés ; il en était de même pour la quantité de têtes de gros bétail, de moutons, de chevaux, de bâtiments de commerce, etc., et pour le capital engagé dans le commerce. Nous n'avons pu avoir de chiffres semblables pour les périodes ultérieures à 1820, mais il est certain que l'avantage en faveur des colons libres ne fit que s'accroître avec une grande rapidité.

A cette époque, l'expérience nous paraît être achevée. De tous les faits que nous venons de résumer, il nous paraît ressortir d'une façon lumineuse cette conclusion : 1^o que si l'espoir d'une libération anticipée et d'une importante concession de terres, joint à un traitement d'une grande douceur, a produit en Australie des effets excellents sur une partie des convicts anglais déportés dans cette colonie, que si cet espoir a pu ramener au bien un certain nombre de criminels, ce nombre est réellement minime ; 2^o les convicts, sans l'élément libre, auraient été incapables de fonder la colonie australienne, la prospérité de cette dernière n'ayant commencé à se produire qu'à partir du jour où les officiers et les colons libres sont intervenus dans l'œuvre de colonisation ; 3^o que la majeure partie des convicts australiens n'ont rendu de services que

comme travailleurs cédés par le Gouvernement, soit aux officiers et aux convicts libérés, soit aux émigrants volontaires.

Pour terminer cette histoire, ajoutons qu'aussitôt que l'élément libre fut devenu prépondérant en nombre dans la colonie de la Nouvelle-Galles du Sud, des protestations se produisirent contre l'importation de nouveaux convicts. D'une part, les travailleurs libres se voyaient ravir le fruit de leur travail par des hommes que le Gouvernement cédait à des conditions trop grandes de bon marché. D'autre part, la présence d'un grand nombre de convicts ôtait à la colonie une partie de sa sécurité. A partir de 1839, c'est-à-dire à partir du jour où son extension est quelque peu considérable, la Nouvelle-Galles du Sud refuse les convicts et force l'Angleterre à les envoyer ailleurs.

D'autres colonies australiennes, le Queensland, la Terre de Van Diemen, l'Australie occidentale, ont eu successivement des convicts ; toutes, dès qu'elles ont atteint une certaine prospérité, les ont refusés ; si bien qu'aujourd'hui l'Angleterre a renoncé à la transportation pénale, parce qu'elle n'a pas de colonie qui consente à recevoir ses criminels.

L'exemple de l'Australie étant chaque jour invoqué en faveur de la colonisation pénitentiaire, nous avons cru nécessaire d'examiner de près les faits qui s'y sont produits. Ils serviront à éclairer les conclusions de ce chapitre.

2. — *La transportation pénale française.*

Pour rendre plus complets ces renseignements, nous abordons maintenant l'histoire également abrégée, de la transportation pénale française.

Deux de nos colonies, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie, reçoivent, on le sait, tous les individus des deux sexes condamnés à la transportation.

L'origine de la transportation se trouve dans le décret du 8 décembre 1851, qui autorisait la transportation pour une durée de cinq à dix ans « dans une colonie pénitentiaire, à Cayenne ou en Algérie », de « tout individu placé sous la surveillance de la haute police, qui se sera rendu coupable de rupture de ban », et des « individus reconnus coupables d'avoir fait partie d'une société secrète ». Par l'article 7 de ce décret, les individus transportés étaient « assujettis au travail dans l'établissement pénitentiaire », privés de leurs droits

civils et politiques et soumis à la juridiction militaire.

Un rapport du ministre de la marine, qui figure au *Moniteur universel* du 21 février 1852, ne tarda pas à faire entrer la question dans une voie nouvelle. Le ministre de la marine avait fait ouvrir, dans les bagnes de Rochefort, de Toulon et de Brest, un registre sur lequel pouvaient s'inscrire tous les condamnés au bagne désireux de transformer leur peine en celle de la transportation à la Guyane. C'était une sorte de faveur que le Gouvernement faisait aux condamnés au bagne. « Aux termes de la Constitution, écrit le ministre, c'est au Président de la République qu'appartient le droit de faire grâce. Il nous a donc été loisible d'adoucir les mesures de rigueur qui atteignent les forçats dans les bagnes et d'indiquer les conditions auxquelles ces adoucissements pouvaient être obtenus. Par votre ordre, j'ai fait ouvrir, dans les bagnes de Brest, Rochefort et Toulon, des registres sur lesquels les condamnés, après avoir pris connaissance du régime nouveau auquel ils doivent être soumis dans la Guyane française, ont été appelés librement et volontairement à déposer leur adhésion. Il en est trois mille environ qui, dans les premières heures, ont demandé spontanément à quitter les bagnes et à être déportés. Ce nombre destiné sans doute à s'accroître, est déjà plus que suffisant pour satisfaire à toutes les nécessités du moment. »

Le rapport met en relief le but de la transportation à la Guyane des forçats de nos bagnes. « Il ne s'agit pas uniquement pour nous, dit le ministre, d'écarter de notre société des hommes pervers qui l'inquiètent; nous voulons montrer que l'humanité préside à tous nos actes. Si ces hommes doivent être soumis à un régime d'isolement et d'obéissance, garanti par les sévérités d'une véritable discipline militaire, nous désirons qu'on les fasse entrer dans la voie des réformes morales et que, régénérés par elle, ils deviennent sur le sol colonial des citoyens utiles à leur pays. » Plus loin, le rapport dit encore, à propos du régime de travail auquel les transportés doivent être soumis : « Les travaux, conduits avec intelligence et assurés par la discipline à laquelle seront soumis les déportés, achèveront d'assainir ces parages et relèveront la prospérité territoriale de notre colonie. Les travailleurs pourront entrevoir, dans un avenir plus ou moins rapproché, suivant leur retour plus ou moins prompt à une vie plus régulière, la

possibilité de devenir propriétaires du sol qu'ils auront fécondé. Cette perspective exercera nécessairement sur eux une grande action civilisatrice et, suivant la noble pensée qui nous a inspiré, nous aurons rendu la peine des travaux forcés plus efficace, moins dispendieuse, *en l'utilisant au progrès de la colonisation française.* »

En laissant de côté les préoccupations politiques, la pensée maîtresse qui allait présider à l'organisation de la déportation, se trouvait dans ces derniers mots : utilisation de la déportation aux progrès de la colonisation française.

C'est cette pensée qui se manifeste aussi dans le décret du 27 mars 1852. D'après l'article premier de ce décret, les transportés à la Guyane « y seront employés aux travaux de la colonisation, de la culture, de l'exploitation des forêts et à tous autres travaux d'utilité publique ».

D'après l'article 4, les condamnés qui auront subi deux ans de leur peine, soit en France, soit dans les colonies, et qui se seront bien comportés, pourront obtenir l'autorisation de travailler pour les habitants de ces colonies ou pour les administrations, moyennant salaire, et de se marier. Ils pourront avoir « la concession d'un terrain et la faculté de le cultiver pour leur propre compte, mais cette concession ne pourra être définitive qu'après dix années de possession. »

On s'efforçait par là d'inspirer aux condamnés le goût du travail; on leur offrait, comme perspective, la vie du cultivateur-propriétaire; mais, en même temps, on prenait des mesures pour les retenir, malgré eux, dans la colonie, après leur libération. D'après l'article 6, en effet, « tout condamné dont la peine sera inférieure à huit années de travaux forcés, sera tenu, à l'expiration de ce terme, de résider dans la colonie pendant un temps égal à la durée de sa condamnation. Si la peine est de huit années et au delà, il sera tenu de résider à la Guyane française pendant toute sa vie. La grâce elle-même ne donnait pas au condamné le droit de quitter la colonie, à moins qu'il n'en fût fait une mention spéciale. Mais, par l'article 7, « des concessions provisoires ou définitives de terrains pourront être faites aux individus qui, ayant subi leur peine, resteront dans la colonie. »

La loi du 30 mai 1854 acheva l'œuvre ainsi commencée, en supprimant les bagnes de France et en les remplaçant par la déportation à la Guyane.

Mais, auparavant, par un décret du 31 mai 1852, les condamnés politiques de 1848 et de 1852 qui étaient à Lambessa, furent envoyés à la Guyane, et un autre décret du 20 avril 1852 autorisait les colonies à transférer à la Guyane les Asiatiques et les Africains condamnés aux travaux forcés ou à la réclusion. C'était une nouvelle catégorie de travailleurs qui était donnée à notre colonie américaine.

La loi du 30 mai 1854, encore en vigueur, d'après laquelle « la peine des travaux forcés sera subie, à l'avenir, dans des établissements créés par décret de l'empereur, sur le territoire d'une ou de plusieurs possessions françaises autres que l'Algérie », ne fait que répéter les dispositions du décret de 1852 que nous venons de signaler; mais son article 3 précise davantage la nature des travaux auxquels seront soumis les condamnés : « Les condamnés, dit cet article, *seront employés aux travaux les plus pénibles de la colonisation et à tous autres travaux d'utilité publique* »

Nous verrons dans quelle mesure cette disposition a été appliquée et quels inconvénients résultent du fait de ne l'avoir pas assez rigoureusement exécutée.

De 1852 à 1864, la Guyane fut la seule colonie française affectée à la transportation.

Un décret du 2 septembre 1863 ajouta la Nouvelle-Calédonie à la Guyane.

« Il pourra, disait l'article 1^{er}, être créé sur le territoire de la Nouvelle-Calédonie, des établissements pour l'exécution de la peine des travaux forcés; » établissements qui étaient soumis aux dispositions de la loi du 30 mai 1854 et du décret du 29 août 1855. Ce dernier décret place sous la juridiction militaire les libérés et repris de justice tenus de vivre dans la colonie; il rend obligatoire le travail et soumet à la juridiction militaire tous les condamnés à la transportation, « à quelque titre que ce soit ».

Depuis 1852, il a été transporté à la Guyane, 23 087 condamnés, dont 409 femmes seulement. Sur ce nombre 11 486 sont décédés; 3723 ont été libérés et rapatriés; 2815 se sont évadés ou ont disparu; 1501 ont achevé leur peine et résident volontairement à la Guyane; enfin 3562 seulement sont actuellement en cours de peine ou tout au moins astreints à la résidence dans la colonie.

Les libérés astreints à la résidence étaient au 31 décembre 1880, au nombre de 1151, dont 620 Européens hommes,

46 Européennes, 294 Arabes mâles et 2 femmes arabes, 174 noirs mâles et 15 négresses.

Le service pénitentiaire de la Guyane est divisé en quatre pénitenciers :

Les îles du Salut, Cayenne, les Roches de Kourou et le Maroni.

Les îles du Salut, situées en face de l'embouchure de la rivière de Kourou, constituent le dépôt général de la transportation. C'est là qu'on interne les déportés à leur arrivée dans la colonie. Mais, parmi ces îles, l'île Royale seule contient un pénitencier. L'île du Diable a été abandonnée depuis longtemps; quant à l'île Saint-Joseph, on n'y met que les fous, mais il y existe une huilerie de coco et une tannerie où l'on prépare tous les cuirs employés par le service pénitentiaire.

C'est encore dans les îles du Salut que se trouvent les ateliers pour la réparation du matériel naval de l'administration pénitentiaire, les forges pour la confection et la réparation des outils, les ateliers à bois, avec des sections spéciales pour la menuiserie, l'ébénisterie et le charpentage, les ateliers de couture pour la confection des vêtements des transportés, et les ateliers de cordonnerie.

C'est à Cayenne que se trouvent les bureaux de l'administration centrale. Ils n'appartiennent pas à l'administration, qui les loue à un particulier. Indépendamment des bureaux, le même local loge les ateliers de lithographie dans lesquels des transportés exécutent tous les imprimés du service pénitentiaire. Avec les locaux occupés par l'administration centrale, il existe à Cayenne des magasins ou des hangars pour le matériel, les vivres, les bois de la transportation, une scierie à vapeur où l'on débite les bois, soit pour le service des pénitenciers, soit pour les particuliers, des ateliers de construction navale, une briqueterie qui travaille pour les pénitenciers, pour l'administration locale et pour les particuliers, des ateliers à bois pour les réparations et les constructions, et enfin deux pénitenciers : l'un flottant, la *Truite*, ne contenant qu'une soixantaine de transportés destinés au service des embarcations, des chalands, etc., et l'autre à terre, qui contient tout le personnel de la transportation de Cayenne, des magasins, une chapelle, etc., et des bâtiments qui peuvent contenir 500 condamnés affectés aux divers travaux des ateliers indiqués ci-dessus.

Les bois à brûler et le charbon consommés dans les établissements de Cayenne et des îles du Salut. proviennent d'un chantier forestier établi par l'administration à l'Orapu, chantier qui fournit aussi du bois et du charbon vendu aux particuliers ou au service local. Ce chantier est accessible à des embarcations à vapeur d'un assez fort tonnage, qui remorquent les chalands. Il est exploité par une cinquantaine de condamnés que gardent deux surveillants.

Le pénitencier des Roches de Kourou est un établissement agricole. Placé sur les bords du Kourou, il fut pendant longtemps très prospère. Les condamnés y étaient employés à la culture. Mais, en 1878, il fut évacué sur la demande du Conseil général de la Guyane, qui voulait voir reléguer tous les condamnés à une plus grande distance du chef-lieu. Kourou produisait, au moment de son évacuation, jusqu'à 122 000 francs par an, toutes ses dépenses étant payées. Il avait environ 40 hectares de plantations de colonniers et d'importantes cultures de manioc, de bananes, de légumes de toutes sortes; on y élevait des porcs, de la volaille, des moutons et du gros bétail. Il fournissait des vivres au pénitencier des îles du Salut. On y avait planté le cacaoier, le caféier, qui donnaient déjà de bons résultats. Après l'évacuation, les plantations furent vite envahies par les mauvaises herbes; les digues s'étant rompues, l'eau de la mer se répandit à travers les cultures, etc. Cependant, en 1883, l'administration, voyant augmenter dans de fortes proportions les dépenses du pénitencier des îles du Salut, donna l'ordre de réoccuper l'établissement de Kourou et d'y reprendre les cultures abandonnées. Des efforts importants ont déjà été faits, mais les résultats sont encore bien minimes.

L'établissement de Kourou est complété par celui de Guatimala, situé presque en face, sur la rive droite du Kourou, dans d'excellentes conditions, mais sans grande étendue, car il ne compte pas plus de 37 hectares de bonnes terres. On n'y cultive jusqu'ici que des légumes, qui sont vendus à Cayenne aux particuliers ou distribués aux fonctionnaires.

C'est à peu de distance de l'établissement des Roches, à environ 5 ou 6 lieues, dans les savanes de Passoura, que se trouve le grand parc à bétail de l'administration pénitentiaire. On y compte environ 500 têtes de bétail et une centaine de condamnés.

L'établissement agricole le plus important de la Guyane

est celui du Maroni, sur le bord du fleuve de ce nom. Sa création date de 1858. Succédant à un certain nombre de tentatives infructueuses, il peut être considéré comme la première étape faite dans la voie de la colonisation par les transportés.

Dès l'année 1857, des concessions de terres avaient été faites à Saint-Laurent, sur le bord du fleuve Maroni, à des transportés d'une bonne conduite et qui manifestaient le désir de se livrer à la culture. Cet établissement est aujourd'hui le plus important de la Guyane. A Saint-Laurent furent ensuite ajoutées deux annexes : Saint-Maurice et les Hattes. C'est là qu'est aujourd'hui le centre pénitentiaire le plus important et le seul florissant de la Guyane. Il comprend 147 heclares.

Il existait à Saint-Laurent, le 31 décembre 1880, 1222 transportés des deux sexes, libérés ou en cours de peine, dont 357 Européens mâles, et 73 femmes européennes. Plus de la moitié de ces transportés sont pourvus de concessions.

Les condamnés doivent y être employés, comme dans les autres pénitenciers, aux travaux de la culture et de l'exploitation des forêts; mais des concessions de terre y sont accordées à ceux qui ont une bonne conduite.

L'admission aux pénitenciers de Saint-Laurent est accordée, comme une sorte de récompense, aux condamnés des autres pénitenciers. Au bout d'un certain temps, on soumet le condamné de Saint-Laurent à une sorte d'apprentissage de colonisation; puis, si sa conduite est bonne, on lui accorde une concession rurale, ou bien on l'autorise à exercer une industrie dans le village, ou encore on le place comme contre-maître dans un atelier.

Les concessionnaires ont été jusqu'à 900, mais ce chiffre a diminué depuis quelques années, soit par la mort, soit parce qu'un certain nombre, une fois libérés, ont préféré aller travailler aux mines, soit parce que l'administration a dû retirer des concessions à des condamnés qui ne méritaient plus cette faveur.

La principale culture de cette colonie pénitentiaire est la canne à sucre. En 1867, l'administration fit construire une usine dans laquelle étaient utilisées les cannes produites par les concessionnaires, auxquels on les payait 8 fr. 10 le stère. En 1872, cette usine a été abandonnée aux concessionnaires, qui la font marcher à leur profit, sous la surveillance

d'un directeur nommé par l'État. En 1875, les achats de cannes à sucre se sont élevés à 67 000 francs.

Les concessionnaires reçoivent de l'administration les vivres et les vêtements pendant deux années, ainsi qu'une case et deux hectares de terre.

Le Gouvernement, désireux de favoriser le développement de la colonie du Maroni et de témoigner aux concessionnaires sa satisfaction de leur conduite, a érigé le Maroni en commune par un décret du 16 mars 1880 ; il a placé à la tête de cette commune une commission municipale formée de fonctionnaires chargés de surveiller les transportés. Afin d'y retenir les Arabes, qui sont en grand nombre, il fait des efforts sérieux pour déterminer des femmes de l'Algérie à venir s'y établir mais il y réussit peu.

On voit que la grande préoccupation du Gouvernement français a toujours été d'établir à la Guyane des fermes agricoles administrées par lui-même et travaillées par les condamnés. Or, il résulte de tous les documents communiqués au Parlement pendant ces dernières années, que les dépenses occasionnées par ces fermes ont toujours excédé les recettes.

D'autre part les résultats obtenus comme colonisation sont loin de compenser les efforts, la plupart des condamnés et presque tous les libérés se refusant à un travail assidu.

Les résultats sont encore plus mauvais en Nouvelle-Calédonie, où le même système a été adopté.

C'est seulement à partir de 1864 que les transportés européens ont été envoyés à la Nouvelle-Calédonie. Depuis 1864 jusqu'à 1880, il a été transporté à la Nouvelle-Calédonie 12 372 condamnés, dont 302 femmes ; sur ce nombre, 2547 sont morts ; 251 ont été repatriés ; 478 sont libérés et en résidence volontaire dans la colonie, 299 se sont évadés ou ont disparu ; au 31 décembre 1880, il en restait 8164 dont 6240 en cours de peine, et 155 femmes provenant des maisons centrales.

L'administration centrale des services pénitentiaires de la Nouvelle-Calédonie est organisée sur les mêmes bases que celle de la Guyane.

Elle a son siège à Nouméa, où se trouvent également le magasin général des pénitenciers, les ateliers de réparation et de construction de la flottille du service pénitentiaire, ateliers qui travaillent aussi pour l'administration locale et

pour les particuliers; le service et les ateliers des travaux de construction comprenant une forge, une menuiserie, des ateliers de charpente, de charronnage, etc. Comme à Cayenne, le service du quai et celui de la rade sont faits par des transportés, qui viennent chaque matin des camps situés près de Nouméa et qui y rentrent chaque soir.

La police des transportés est placée, à Nouméa même, sous les ordres d'un commissaire de police de la transportation nommé par le ministre et secondé par un surveillant des pénitenciers. Il a pour fonction de surveiller les déportés placés chez les particuliers et d'arrêter ceux qui s'évadent. L'administration met pour cela à sa disposition, les armes, les chevaux, les embarcations, etc., dont il peut avoir besoin. La police des transportés est complétée par un corps d'une quarantaine d'indigènes établis dans un camp à 4 kilomètres de la ville.

En ce point, l'isthme qui relie Nouméa à la grande terre, est tellement resserré par la mer et les marais, que tout individu se rendant dans l'intérieur de l'île est obligé de passer auprès du camp de la police indigène. C'est là que se bifurquent les routes se rendant aux camps qu'occupent les déportés et qui sont un peu plus éloignés.

Au moment de leur arrivée dans la colonie, les transportés sont internés à l'île Nou, petite île en forme de croissant qui ferme en partie la rade de Nouméa. Le 31 décembre 1880, il y en avait 3017. On y laisse les individus de la quatrième et de la cinquième classe, c'est-à-dire les plus incorrigibles. Les établissements pénitentiaires sont protégés par un poste militaire contenant une compagnie d'infanterie de marine et disposé de façon à pouvoir recevoir les habitants libres de l'île en cas de révolte. Les déportés de l'île Nou travaillent dans des ateliers de diverses sortes : forges, fonderie, charronnage, serrurerie, menuiserie, charpente, scierie à vapeur dans laquelle se débitent tous les bois provenant des chantiers forestiers de la grande île. Les déportés sont logés dans un camp formé de vingt-quatre cases pouvant contenir chacune une centaine d'hommes et entourées d'un mur de 3^m,75 de haut.

Les ateliers de l'île Nou travaillent pour tous les autres pénitenciers ainsi que pour les services de la marine, de l'artillerie, l'administration locale et les particuliers. C'est dans les ateliers de cette île que l'on forme les ouvriers des-

tinés à être distribués ensuite dans les autres établissements.

L'île Nou contient encore, indépendamment des logements de la direction et des surveillants, un hôpital, un très vaste jardin, une prison, etc., et une ferme dans laquelle on cultive des légumes, des fruits, du maïs, du sorgho, de la luzerne, etc., et où l'on élève du bétail.

De l'île Nou, les transportés sont distribués dans les autres établissements pénitentiaires par une sorte de faveur.

A l'île des Pins existe un établissement de peu d'importance par le nombre des transportés qu'il contient. Il n'y en a pas, en effet, plus d'une centaine. On y a établi des ateliers de cordonniers et de tailleurs ; on y place les impotents et les vieillards ; on y fait surtout cultiver le maïs. Sur la grande île existent un certain nombre de camps. Le plus voisin de Nouméa est celui qui porte le nom de Camp de Montravel. Il est situé à l'ouest de la ville. Il est entouré d'un terrain de culture de 14 hectares environ, dans lequel on cultive du manioc, du maïs et de la luzerne, des haricots, des petits pois, des navets, des carottes, des tomates, etc., destinés à être distribués dans les deux autres établissements pénitentiaires.

Depuis quelque temps, le camp de Montravel reçoit les déportés arrivant de France, qui autrefois étaient tous déposés à l'île Nou. Cette réforme présente le sérieux avantage de ne plus mettre en contact les nouveaux débarqués avec les incorrigibles qui sont internés dans l'île Nou.

Un autre camp, désigné à cause de sa situation sous le nom de Camp de l'Est, reçoit les déportés des trois premières classes, qui sont envoyés chaque jour à Nouméa pour les travaux des différents services, et un certain nombre de déportés de la quatrième et de la cinquième classe, qui y sont soumis à un régime de correction, après lequel on les élève, s'ils s'en montrent dignes, à une classe supérieure.

L'établissement le plus important, après ceux dont nous venons de parler, est celui de Bourail, situé à une vingtaine de kilomètres de la côte ouest, sur les bords de la petite rivière de Néra. Il existe là un camp pénitentiaire et trois centres agricoles.

Malheureusement ces derniers sont, comme ceux de la Guyane et comme tous ceux de la Nouvelle-Calédonie, beau-

coup plus coûteux que producteurs, ainsi que cela ressort de tous les chiffres officiels fournis au Parlement par l'administration¹.

En 1880, douze ans après la création de la ferme de Bourail, il n'y avait que 50 hectares de terrain en culture.

Un autre établissement agricole a été fondé à Koé. Les résultats qu'il a donnés sont peut-être encore plus déplorable. La ferme de Koé est située à 17 kilomètres de Nouméa. Elle n'appartient pas à l'administration pénitentiaire. Elle fut créée sur un vaste terrain appartenant à un particulier et loué par celui-ci à l'État, dans des conditions qui en ont fait un objet de ruine pour ce dernier. D'après les documents officiels, on peut estimer à près de deux cents francs par an l'excédent des dépenses entraîné par la ferme de Koé.

Nous ne parlons pas de quelques autres centres pénitentiaires de moindre importance. Tous présentent la même différence entre les recettes et les dépenses; dans tous les cas l'État dépense beaucoup plus qu'il ne reçoit.

Ajoutons, pour compléter ce que nous avons dit de l'organisation pénitentiaire de nos colonies de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie qu'un certain nombre de transportés sont cédés par l'administration pénitentiaire soit aux particuliers, soit aux administrations coloniales, moyennant une rétribution fixée par arrêté des gouverneurs. C'est ainsi que des transportés sont concédés aux exploitations minières de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie; mais le nombre des forçats cédés de la sorte est peu considérable, à cause du peu d'extension de la colonisation libre dans nos deux Colonies pénitentiaires.

Il ressort de l'exposé précédent que le système adopté par l'administration pénitentiaire française consiste d'une part à faire faire par les transportés tous les travaux nécessaires à la construction et à l'entretien des bâtiments de cette administration, à leur faire fabriquer, autant que possible, les vêtements, les chaussures, etc., qui leur sont nécessaires, et, d'autre part, à produire par la culture une partie

1. Voyez : DE LANESSAN, *Rapport fait au nom de la Commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1885, partie relative au Service Colonial. Rapport sur le service pénitentiaire, session de 1885, in Docum. parlem., n° 3683.*

de leurs aliments ou des produits alimentaires susceptibles d'être vendus. C'est dans ce double but qu'ont été organisés les ateliers et les fermes agricoles dont nous avons parlé plus haut. L'administration se propose par là de diminuer les frais de la transportation qui s'élèvent actuellement, chaque année, au chiffre énorme de plus de 7 millions. Or, elle n'obtient que dans une bien faible mesure ou pour mieux dire pas du tout, les résultats qu'elle recherche. Nous avons vu que toutes ses exploitations agricoles se chiffrent par des pertes; quand aux travaux de maçonnerie, de menuiserie, de cordonnerie, etc., qu'elle fait faire, ils lui reviennent sans contredit beaucoup plus cher que s'ils étaient faits par des ouvriers libres. Le monopole qu'elle se réserve pour ces travaux a pour conséquence d'éloigner de nos colonies pénitentiaires les ouvriers libres qui pourraient y gagner leur vie en travaillant soit pour l'administration pénitentiaire elle-même soit pour les colons libres.

Nous n'hésitons pas à attribuer aux vices du système adopté par notre administration pénitentiaire le peu de résultats obtenus dans la colonisation de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie. Ainsi que nous l'avons montré dans un autre chapitre, l'administration s'est réservée en Nouvelle-Calédonie une surface énorme de terrains de la meilleure qualité dont elle ne tire aucun profit et qui pourraient avec avantage être concédés à des particuliers. Ajoutons que l'absence de routes contribue encore à rendre impossible la colonisation libre de cette île. Or, par qui ces travaux devraient-ils être faits si ce n'est par les condamnés « aux travaux forcés », que la justice met à la disposition de l'administration. A la fin de 1882 il n'existait, en Nouvelle-Calédonie, que 52 kilomètres de routes carrossables et à peine 200 kilomètres de sentiers muletiers aussi mal tracés que possible. A Nouméa « on n'est même pas parvenu à faire que les rues ne soient pas des cloaques inabordables, des marécages inaccessibles l'hiver, saison durant laquelle il pleut fréquemment, parfois huit jours sans désemparer¹. » A la Guyane il n'y a pas la moindre voie de communication entre les diverses parties de la colonie.

Il est indispensable que l'administration renonce à son

1. *La Colonisation pénale et le bagne d'aujourd'hui*, in *Nouvelle Revue*, t. XXVII, mars-avril 1884, p. 492.

détestable système si l'on veut que la transportation rende à la colonisation française les services qu'elle est en droit d'en attendre.

Les fermes pénitenciaires coûtent au lieu de rapporter ; les ateliers pénitenciaires produisent à un prix plus élevé que celui du travail libre, et ils empêchent l'immigration des ouvriers libres dans nos colonies pénitenciaires ; la location des transportés aux colons libres pourrait seule donner des résultats utiles, mais les colons libres manquent encore dans nos colonies pénitenciaires. Nous avons vu, d'ailleurs, que cette location, sorte de traite plus ou moins déguisée, n'avait donné en Australie que des résultats momentanés et même assez contestables. Il faut donc chercher un autre moyen d'utiliser les bras de la transportation. Ce moyen nous le trouvons dans les travaux publics.

Toutes nos colonies manquent de routes, de ports, de travaux de défense. Pourquoi ne pas employer à ces œuvres de préparation de la colonisation les bras des condamnés à la transportation ?

Nous voudrions faire faire par les transportés les routes, les canaux d'irrigation ou de dessèchement, les défrichements et les premiers travaux de culture, ceux qui ont pour objet de disposer la terre à recevoir la semence.

Lorsqu'une partie de terrain aurait été ainsi préparée par la transportation, lorsque tout y aurait été aménagé pour recevoir des cultivateurs et pour donner des produits, l'administration trouverait aisément, en France, des paysans qui, assurés d'obtenir une récolte dès la première année, se montreraient heureux d'acheter des terres en Nouvelle-Calédonie.

Rien n'empêcherait d'ailleurs, l'administration d'accorder, comme récompense, à ceux des transportés qui se seraient le mieux conduits, la concession d'une partie des terrains rendus cultivables par leurs soins.

Dans la Notice officielle sur la transportation de 1874, l'administration donne raison à la façon de procéder que nous venons d'indiquer en déclarant, à propos du Maroni « que la préparation des concessions par les soins des condamnés en cours de peine, et leur remise, en état de défrichement, avec la case toute construite, aux concessionnaires, donne les meilleurs résultats. » « De cette façon, ajoute le document officiel, ces derniers ne se trouvent plus dès le début en

présence des difficultés matérielles qui précédemment épuiseraient leurs forces et leur bonne volonté. »

Cette considération est en effet de la plus grande justesse. Le plus grand obstacle à la culture dans nos colonies de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie, dans les parties encore incultes de la Cochinchine et du Sénégal, et même en Algérie, c'est l'incertitude dans laquelle se trouve le colon de retirer de la terre qu'on lui concède des fruits suffisants pour couvrir ses dépenses et subvenir à son entretien.

Qu'on propose aux cultivateurs des terres préparées à l'avance par des colonies mobiles de transportés et toutes prêtes à produire, ou même ayant déjà produit pendant quelques années, on sera certain de trouver des colons. Quant aux dépenses faites pour la préparation des terres elles seraient couvertes en partie par le prix de la vente.

Employer les transportés à cette préparation du sol, ce serait donc tirer de leur travail le meilleur profit pour la colonisation. On objectera que dans ces conditions les transportés coûteraient plus cher à l'État puisqu'ils ne lui rapporteraient rien. Mais nous ne croyons pas qu'il faille attribuer à la question des frais de la transportation l'importance que lui accorde l'administration. Il faut, avant tout, que le transporté soit un instrument de colonisation. Si son travail servait à attirer des colons dans nos colonies, l'État rentre-rait vite dans ses frais. Avec l'organisation actuelle, le transporté coûte relativement peu, cela est vrai, mais il rapporte à la colonisation encore moins qu'il ne coûte.

L'organisation de la transportation est aujourd'hui établie d'après le règlement du 15 mars 1880, qui règle de la façon suivante les phases diverses par lesquelles doit passer le transporté : 1° le pénitencier dépôt; 2° le pénitencier agricole; 3° le centre d'exploitation agricole et industrielle; 4° le camp mobile.

Il y a là un contre sens manifeste. Les camps mobiles qui, seuls, représentent véritablement les travaux forcés, sont relégués au dernier plan. On n'y envoie que les hommes les plus méritants des pénitenciers dépôts, sous le prétexte que les camps mobiles comportent une certaine liberté qui ne se trouve ni dans les pénitenciers dépôts, ni même dans les pénitenciers agricoles.

C'est au contraire par le camp mobile que le transporté devrait commencer son existence de réparation sociale. C'est

là seulement qu'il rend de réels services à la société en faisant, sous la surveillance de gardiens sévères, des travaux pénibles et assez peu rémunérateurs pour que les travailleurs libres ne les recherchent pas.

C'est seulement après avoir subi pendant un certain nombre d'années la discipline très sévère des travaux forcés dans les camps mobiles, que les transportés ayant fait preuve de bonne conduite pourraient être placés dans des centres agricoles, où on leur ferait défricher et préparer les terres, en leur laissant les moyens de tirer de ces travaux quelques avantages personnels. Ceux-là seuls qui, pendant cette dernière phase, auraient persévéré dans leur bonne conduite, pourraient obtenir des concessions de terre, à titre provisoire d'abord, puis définitif, le jour où ils auraient prouvé qu'ils pourraient vivre de la culture de leurs concessions.

Quant aux pénitenciers dépôts où les transportés ne font que se corrompre davantage, ils ne devraient jouer qu'un rôle très secondaire et ne constituer que des lieux de passage, des dépôts dans le sens propre du mot, où les transportés ne resteraient que quelques jours, à leur arrivée dans la colonie, en attendant d'être distribués sur les chantiers de travaux publics.

Chaque colonie pourrait avoir un de ces dépôts.

Avec l'organisation dont nous venons d'esquisser les grandes lignes, il n'y a plus à construire de vastes établissements très coûteux. Les dépôts n'ont que peu d'importance. Quant aux abris des chantiers mobiles, ce ne sont que des logements provisoires destinés à être abandonnés le jour où le chantier se déplace.

Pour que la transportation rende à nos colonies les services qu'elles sont en droit d'en attendre, il faut d'abord que les lieux de transportation deviennent plus nombreux qu'ils ne l'ont été jusqu'à ce jour. Si l'on continue à évacuer sur la Nouvelle-Calédonie et la Guyane seules tous les transportés, on ne tardera pas à saturer ces colonies d'un élément qui nuit à la colonisation libre, non seulement parce qu'il est trop nombreux, mais encore parce qu'il y est mal utilisé.

Les transportés doivent tous passer par une première phase, celle des travaux d'utilité publique. Il faut que l'on puisse les envoyer partout où il y a quelque travail d'utilité

publique à accomplir. La Nouvelle-Calédonie manque de routes, il faut que les transportés les construisent. La Nouvelle-Calédonie manque de fortifications, il faut que les transportés les édifient. La Cochinchine, le Tonkin, le Sénégal sont dans le même cas que la Nouvelle-Calédonie ; les routes, les fortifications manquent dans toutes ces colonies ; il faut qu'on y expédie les transportés ou les récidivistes, qu'on fasse creuser à ces hommes des ports, qu'on les utilise pour la construction des routes et des chemins de fer, qu'on leur fasse faire tous les travaux préparatoires de la colonisation libre.

Mais il ne faut pas perdre de vue qu'il est très difficile d'obtenir des transportés, adonnés pour la plupart à des habitudes de paresse et de vice, qu'ils travaillent pour gagner seulement la nourriture qu'ils consomment. Il faut leur ouvrir la perspective d'une amélioration de leur sort. A cette condition seulement, il sera possible d'en obtenir un travail productif. Aux meilleurs d'entre eux, il faut promettre de concéder les terres qu'ils auront mises en valeur pendant la première phase de leur transportation. C'est par ce procédé que M. Pallu de la Barrière a pu obtenir des criminels de la Nouvelle-Calédonie une somme de travail qui n'avait jamais été fournie avant lui.

En résumé, nous voudrions que les transportés fussent d'abord soumis à une période de travaux publics forcés, qu'on les expédiât dans toutes celles de nos colonies où il y a des travaux à faire, non pas en grandes masses, mais par escouades mobiles, gardées par un petit nombre d'hommes, utilisées partout où une œuvre pénible devra être faite.

On leur ferait d'abord établir des routes, des ports, des fortifications. Puis on leur ferait défricher les terres propres à la culture, on leur ferait construire des habitations et des fermes, en un mot, on les obligerait à faire tous les travaux préparatoires de la colonisation. Comme récompense, on concéderait aux plus laborieux, aux plus honnêtes, s'il est permis d'employer cette expression, une partie des terres qu'ils auraient préparées, tandis que l'autre partie pourrait être concédée à des colons libres. Sachant qu'ils trouveraient la terre déjà prête,ensemencée, productive même depuis plusieurs années, ces derniers ne manqueraient pas de solliciter et d'acheter des terres sur lesquelles ils seraient

assurés de vivre et dont ils pourraient, dès le premier jour, tirer un réel profit.

Il résulte de ce que nous venons de dire, que la transportation des criminels et la relégation des récidivistes doivent être considérées comme des services accessoires de l'administration coloniale. Ce serait commettre une faute grave que de les détacher des colonies pour les attribuer au ministère de l'intérieur.

Sans doute, l'administration coloniale n'a pas su tirer de la transportation les services qu'elle aurait pu en obtenir pour le développement de nos colonies, mais il n'est pas permis de croire que les leçons du passé seront entièrement perdues. Il n'est pas permis de penser que l'administration des colonies persistera dans la prétention d'exploiter des fermes qui coûtent dix fois ce qu'elles produisent. Nous aimons à croire que ses yeux finiront par s'ouvrir à la lumière et qu'il arrivera une heure propice où l'on se bornera à demander à la transportation la seule chose utile qu'elle puisse en attendre, c'est-à-dire l'exécution de travaux publics, la préparation de la colonisation, en faisant entrevoir, comme récompense, aux plus laborieux et aux meilleurs de ces travailleurs forcés, la possibilité de profiter eux-mêmes des travaux de préparation.

Si l'administration des colonies voulait abandonner ses anciens errements, c'est à elle qu'il faudrait confier le soin d'utiliser les forces de la transportation. Mieux au courant que toute autre branche de notre gouvernement des besoins de chacune de nos colonies et des moyens de les satisfaire, elle est seule en situation de distribuer les transportés et les récidivistes dans les colonies où ils pourront rendre des services.

Pour terminer ce chapitre, nous devons dire quelques mots de la relégation des récidivistes.

Telle qu'elle est posée dans la loi votée par le Parlement en 1885, la question de la relégation et des récidivistes me paraît être tout à fait insoluble.

L'objet que s'est proposé le législateur, est de débarrasser la France de ces milliers d'hommes et femmes dont la vie se passe à commettre délits sur délits et à rouler de prison en prison. Le résultat que l'on se propose d'obtenir n'est pas criticable. En se débarrassant de ceux de ses membres qui font profession de nuire aux autres, la société use d'un

droit que nous ne songeons pas à lui contester; mais encore faut-il qu'elle exerce ce droit conformément à tous ses intérêts et aux habitudes qui président chez elle à l'exercice de la justice. Or, d'après la loi qui a été votée par le Parlement, tout individu ayant commis un certain nombre de délits, même légers, par exemple le délit de vagabondage, et qui a subi pour ces délits un nombre déterminé de condamnations successives, doit être relégué dans une de nos colonies; la loi ajoute qu'il y pourra être soumis à un travail obligatoire. Le règlement d'administration qui a été récemment promulgué en vue de l'application de la loi distingue deux catégories de relégués : ceux qui sont dépourvus de toute ressource et ceux qui font la preuve de moyens d'existence. Ces derniers sont laissés libres dans la colonie où ils ont été relégués. La seule peine dont ils sont frappés, consiste dans l'interdiction de quitter la colonie. Quant aux individus dépourvus de ressources, s'ils ne trouvent pas chez les colons un travail suffisamment rémunérateur, ils sont soumis par l'administration à un travail obligatoire; pour parler plus exactement, ils sont traités comme les transportés pour crime.

Les inconvénients de cette législation sautent à tous les yeux. Remarquons d'abord qu'elle viole tous les principes de notre code pénal en supprimant la graduation des peines consacrée par ce code. Un récidiviste coupable seulement de vagabondage, d'attentat à la pudeur ou de vol insignifiant, est soumis à la même peine que les criminels les plus redoutables, celle de la transportation avec travaux forcés; il est même placé dans une situation inférieure à celle du criminel transporté, car la durée de la peine de ce dernier est presque toujours limitée, tandis que celle du récidiviste n'a pas de terme fixé par le magistrat. Il y a mieux. Ainsi que je l'ai fait ressortir devant la Chambre des députés au moment du vote de la loi des récidivistes, si l'on désigne l'une quelconque de nos colonies intra-tropicales comme lieu de relégation, les individus qui y seront relégués se trouveront beaucoup plus mal traités que les criminels transportés. Ces derniers étaient autrefois expédiés à la Guyane; mais la mortalité y était telle qu'on a dû renoncer à les y envoyer et que la Nouvelle-Calédonie, remarquable par la salubrité de son climat, leur a été assignée. Envoyer les récidivistes à la Guyane, ainsi que le prescrit le règlement d'al-

ministration promulgué récemment et les y soumettre à un travail forcé, c'est les condamner à mort pour de simples délits, alors que les criminels les plus redoutables se portent admirablement et presque sans rien faire sous le ciel clément de la Nouvelle-Calédonie.

La loi de 1885 sur la récidive offre donc ce premier inconvénient de violer le principe de proportionnalité des peines au délit inscrit dans notre code pénal.

Elle offre un deuxième inconvénient non moins grave et moins sentimental encore : elle viole le principe d'égalité sur lequel repose toute notre législation. Il suffira, en effet, qu'un maraudeur ait mis de côté le produit de ses larcins et se soit ainsi constitué un petit pécule, pour qu'il puisse vivre libre dans la colonie qui lui est assignée, tandis qu'un individu moins coupable que lui, un simple vagabond dépourvu de ressources, sera soumis à un travail forcé.

Enfin, telle qu'elle a été édictée, la loi dont nous parlons ne pourra être appliquée qu'au prix de dépenses énormes, faites par la métropole. Il faudra non seulement que la métropole transporte à ses frais les récidivistes, mais encore qu'elle les nourrisse et les loge s'ils sont sans ressources. Si elle les contraint au travail, elle les assimile aux transportés, contrairement aux principes de notre droit pénal ; si elle les laisse libres de travailler ou de ne rien faire, elle se met sur les bras des milliers de paresseux à nourrir, à vêtir, à loger, à soigner, etc. En ce moment, sept ou huit mille individus au moins sont passibles de la relégation ; chaque année il faudra en ajouter cinq ou six cents au moins, peut-être un millier. On voit à quels frais l'État se trouverait condamné, sans pouvoir espérer tirer un profit utile des hommes pour lesquels il les ferait.

On objectera sans doute que toute sensiblerie doit être mise de côté avec des gredins dont le seul rôle consiste à troubler le repos des honnêtes gens, et que si l'administration le juge utile ou profitable, elle ne devra pas se faire scrupule de soumettre les relégués à un travail forcé, rémunérateur des dépenses entraînées par la relégation. Qu'elle les livre à des particuliers pour des travaux de colonisation, qu'elle les occupe elle-même à des travaux utiles dans les colonies, et personne n'aura rien à dire ! Nous acceptons volontiers, en ce qui nous concerne, cette manière de voir, mais il faut compter avec l'opinion publique et avec les passions poli-

liques. Or, à peine l'administration serait-elle entrée dans la voie qu'on lui indique, que des accusations d'injustice, d'inhumanité, de barbarie, surgiraient de toutes parts.

Les attaques dont l'administration serait l'objet auraient une violence bien plus grande encore si les récidivistes étaient transportés, comme le prescrit le règlement d'administration, à la Guyane, c'est-à-dire dans un pays où les blancs ne peuvent pas, sous peine de mort, se livrer à des travaux pénibles. Si la mortalité qui a marqué la transportation européenne dans le pays de 1852 à 1864 sévissait avec la même intensité sur les relégués, l'administration ne tarderait pas à voir se produire contre elle un mouvement d'opinion auquel le principe même de la loi ne pourrait pas résister.

Sont-ce ces considérations qui entravent en ce moment l'application d'une loi réclamée avec tant d'énergie par une grande partie de l'opinion publique? Il est permis de le penser. En effet, d'après toutes les statistiques publiées au moment de la discussion de la loi, on estimait à cinq ou six mille au moins le nombre des individus qui tomberaient immédiatement sous le coup de la relégation; or, en ce moment, l'administration coloniale n'en trouve que quelques centaines.

On peut se demander aussi, si les juges ne sont pas effrayés par les conséquences qu'entraîneraient certaines condamnations et s'ils n'apportent pas dans l'application de la loi une indulgence de nature à diminuer le nombre des reléguables. Ce fait n'aurait rien d'étonnant, et l'auteur de ce livre ne s'est pas fait faute d'indiquer à la tribune du Parlement qu'il redoutait de le voir se produire.

Pour sortir de cette situation nous ne voyons qu'un moyen : modifier le code pénal, assimiler les récidives délictueuses aux crimes et leur appliquer comme à ces derniers une série de peines graduées dont la plus élevée serait, comme pour certains crimes, la transportation, avec travail forcé, dans une colonie.

Les récidivistes les moins coupables pourraient être condamnés à faire un certain temps de service dans des bataillons spéciaux de notre armée coloniale. Ces bataillons rendraient, sans aucun doute, tout autant de services que les bataillons de discipline de l'Algérie et du Sénégal. Le nombre d'années de service à y faire pourrait être gradué

selon la gravité de la récidive. Quant aux plus coupables, ils seraient soumis à la transportation pénale, et tout ce que nous avons dit de l'utilisation des transportés pourrait leur être appliqué. Le Parlement s'est borné à faire une loi de sentiment afin de donner une satisfaction morale à l'opinion publique. Il faut maintenant que les criminalistes et l'administration se mettent à l'œuvre et modifient le code de façon à atteindre ce double résultat : élimination des individus qui se font du délit une profession, utilisation de ces individus hors de la France et pour le plus grand profit de l'expansion coloniale de notre pays.

CHAPITRE X

DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE, FINANCIÈRE, MILITAIRE, JUDICIAIRE, ÉCONOMIQUE, ETC., DES COLONIES FRANÇAISES

Les bases de l'organisation générale des colonies françaises ont été établies : 1° par une ordonnance du 21 août 1885, en ce qui concerne le gouvernement de l'île de la Réunion; 2° par une ordonnance du 9 février 1827, en ce qui concerne le gouvernement de la Martinique et celui de l'île de la Guadeloupe et de ses dépendances, modifiée par celle du 21 août 1833; 3° par deux ordonnances en date des 27 août 1828 et 22 août 1833, en ce qui concerne la Guyane; 4° par une ordonnance du 23 juillet 1840, en ce qui concerne les établissements français de l'Inde; 5° par une ordonnance en date du 7 septembre 1840, en ce qui concerne le Sénégal et dépendances; 6° par une ordonnance du 18 septembre 1884, en ce qui concerne Saint-Pierre et Miquelon.

Ces actes organiques de l'administration de nos colonies ont été modifiés depuis par les sénatus-consultes du 3 mai 1854 et du 4 juillet 1866.

Le sénatus-consulte du 3 mai 1854, encore en vigueur, divise nos colonies en deux catégories : l'une comprenant les colonies dans lesquelles certaines questions ne peuvent être résolues que par des lois; l'autre comprenant les colonies dans lesquelles toutes les questions peuvent être résolues par de simples décrets.

La Martinique, la Guadeloupe et la Réunion figurent seules dans la première catégorie. Dans ces colonies *il ne peut être statué que par la loi* pour tout ce qui concerne : l'exercice des droits politiques; l'état civil des personnes; la distinction des biens et les différentes modifications de la propriété; les contrats et les obligations conventionnelles en général; les manières dont s'acquiert la propriété par succession,

donation entre vifs, testament, contrat de mariage, vente, échange et prescription; l'institution du jury; la législation en matière criminelle; l'application du principe de recrutement des armées de terre et de mer; le mode de nomination des maires, des adjoints et des conseillers municipaux, ainsi que le principe de l'organisation des conseils généraux.

Des décrets rendus dans la forme de règlements d'administration publique suffisent pour statuer sur la législation en matière civile, correctionnelle et de simple police, sauf sur les points réservés à la loi par les dispositions ci-dessus; l'organisation judiciaire; l'exercice des cultes; l'instruction publique; le mode de recrutement des armées de terre et de mer; la presse; les pouvoirs extraordinaires des gouverneurs, en ce qui concerne les mesures de haute police et de sûreté générale; l'administration municipale, en ce qui n'est pas réglé par le sénatus-consulte; les matières domaniales; le régime monétaire, le taux de l'intérêt et les institutions de crédit; l'organisation et les attributions des pouvoirs administratifs; le notariat, les officiers ministériels et les tarifs judiciaires; l'administration des successions vacantes.

De simples décrets règlent : l'organisation des gardes nationales et des milices locales; la police municipale; la grande et la petite voirie; la police des poids et mesures, et en général toutes les matières non réservées à la loi ou au règlement d'administration publique et qui ne sont pas placées dans les attributions des gouverneurs.

Toutes nos colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion sont placées par le sénatus-consulte du 3 mai 1854, sous le régime des simples décrets.

L'article 18 de ce sénatus-consulte est ainsi conçu : « Les colonies autres que la Martinique la Guadeloupe et la Réunion seront régies par décrets de l'empereur jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte. »

Les colonies qui tombent sous le coup de cette législation étaient les suivantes : l'Inde, la Guyane, le Sénégal, Mayotte, Nossi-Bé, Sainte-Marie, Saint-Pierre et Miquelon, la Nouvelle-Calédonie, les établissements de l'Océanie et de la Cochinchine.

Depuis cette époque des modifications ont été apportées dans l'administration de diverses colonies, mais l'organisation de toutes nos colonies, sauf la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion peut encore être modifiée par de simples décrets du Président de la République; un certain

nombre de questions relatives aux trois colonies privilégiées peuvent aussi être résolues soit par de simples décrets, soit par des décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique, c'est-à-dire après avis favorable du conseil d'État. Quant aux lois métropolitaines elles ne sont applicables aux colonies que si elles contiennent un article spécial prescrivant formellement cette application, ou bien si, rentrant dans les matières placées sous le régime des décrets, elles y sont promulguées par un décret du Président de la République.

Au point de vue économique, toutes les colonies françaises, sauf la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion sont placées sous le régime des décrets, c'est-à-dire qu'il suffit d'un simple décret pour y établir tel ou tel droit de douane à la sortie ou à l'entrée des marchandises. Les trois colonies privilégiées citées plus haut sont placées par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 sous un régime très libéral dont nous parlerons plus bas.

Nous allons d'abord étudier sommairement, mais avec suffisamment de détails pour que le lecteur en retire une notion exacte, l'organisation administrative de nos colonies et leurs rapports avec la métropole.

Dans toutes nos colonies le chef du pouvoir exécutif de la métropole est représenté par un gouverneur ou un commandant placé sous l'autorité directe du ministre de la marine et des colonies.

Dans toutes les colonies le gouverneur est assisté d'un « conseil privé » ou d'un « conseil d'administration » qu'il doit consulter avant de prendre certaines décisions.

Dans toutes les colonies il existe un « Conseil général » élu, jouissant de pouvoirs plus ou moins étendus.

Dans les colonies suivantes : Martinique, Guadeloupe, Réunion, Guyane, Inde, Nouvelle-Calédonie il existe à la tête de l'administration locale un « directeur de l'intérieur » nommé par le ministre de la marine et des colonies et jouissant d'une autorité très étendue sur toute l'administration locale. Dans les autres colonies les fonctions de directeur de l'intérieur étaient autrefois remplies par un ordonnateur que remplace un « chef du service administratif. »

Enfin des chefs de service, nommés par le Ministre de la marine et des colonies, dirigent, sous l'autorité du gouverneur, les services militaire, judiciaire, sanitaire.

Nous allons passer en revue successivement chacune de ces autorités, de manière à montrer le jeu de nos administrations coloniales.

1. — *Les pouvoirs des Gouverneurs.*

Il existe des Gouverneurs à la tête des colonies de la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe¹ la Guyane² les établissements français de l'Inde³, le Sénégal et dépendances⁴, la Nouvelle-Calédonie⁵, Taïti et les établissements français de l'Océanie⁶. A Saint-Pierre et Miquelon⁷, à Mayotte et à Nossi-Bé⁸ le représentant du Gouvernement français porte le titre de « Commandant ». L'île de Sainte-Marie de Madagascar est placée sous la dépendance de la Réunion⁹.

Dans l'exposé suivant des pouvoirs des Gouverneurs nous avons pris pour type la Réunion, la Martinique et la Guadeloupe. Les pouvoirs des Gouverneurs des autres colonies sont à peu près identiques. La comparaison des actes publics auxquels nous renvoyons permettra de saisir les minimes différences qui existent.

Le Gouverneur représente le gouvernement de la République; il est le dépositaire de son autorité. Il correspond seul directement avec le Ministre de la marine et des colonies; c'est par lui que sont transmis au ministre toutes les pièces de service émanant des divers chefs d'administration et du commandant des troupes. Il prend des arrêtés et des décisions pour régler les matières d'administration et de police, et pour l'exécution des lois, règlements et décrets promulgués dans la colonie.

Pouvoirs militaires des Gouverneurs. — Le Gouverneur

1. Pour les pouvoirs des Gouverneurs de ces trois colonies, voyez les Ordonnances des 21 août 1825, 9 février 1827 et 22 août 1833.

2. Ordonnance du 27 août 1828 et 22 août 1833.

3. Ordonnance du 23 juillet 1840.

4. Ordonnance du 7 septembre 1841.

5. Décret du 12 décembre 1874.

6. L'ordonnance de la Guyane est appliquée à Taïti depuis 1860.

7. Ordonnance du 18 septembre 1844.

8. L'ordonnance du Sénégal a été rendue applicable à Mayotte et dépendances par dépêche ministérielle du 6 janvier 1846, confirmée par le décret du 14 juillet 1877, prononçant la séparation administrative des colonies de Mayotte et de Nossi-Bé.

9. Décret du 27 octobre 1876.

exerce les pouvoirs militaires seul et sans partage. Ces pouvoirs sont très étendus : il est chargé de la défense intérieure et extérieure de la colonie et de ses dépendances ; à ce titre, il a le commandement supérieur et l'inspection générale des troupes de toutes armes dans l'étendue de son gouvernement ; il ordonne leurs mouvements et veille à la régularité du service et de la discipline. Il peut déléguer ses fonctions, en tout ou en partie, à l'officier de l'armée de terre ou de mer le plus élevé en grade¹.

Les milices de la colonie sont également sous les ordres directs du Gouverneur ; il en a le commandement général.

Le Gouverneur a aussi sous ses ordres les bâtiments qui sont attachés au service de la colonie et il en dirige les mouvements.

Le Gouverneur a, dans certains cas (par exemple lorsque les forces ennemies étant en présence, il y a danger imminent d'une attaque ou lorsqu'une insurrection à main armée a éclaté), le droit de déclarer la colonie en état de siège², mais il doit en rendre compte immédiatement au Gouvernement. Il doit aussi faire cesser cette situation dès qu'il croit la tranquillité suffisamment rétablie. Enfin, parmi les pouvoirs militaires conférés au Gouverneur, il faut comprendre la formation et la convocation des conseils de guerre, devant lesquels il fait traduire les militaires de toutes armes prévenus de crimes ou délits.

Pouvoirs administratifs du Gouverneur. — Le Gouverneur a la direction supérieure de l'administration de la marine, de la guerre, des finances et des différentes branches de l'administration intérieure. C'est lui qui donne les ordres géné-

1. Décret du 29 août 1855.

2. Modifié par les lois des 19 août 1849 et 3 avril 1878 sur l'état de siège, 7 juin 1857 sur le code de justice militaire pour l'armée de mer, et les décrets des 21 juin 1858 rendant le code de justice militaire exécutoire dans les colonies et 13 octobre 1863 sur le service des places de guerre :

Loi du 9 août 1849 : « Article 4. Dans les colonies françaises, la déclaration de l'état de siège est faite par le gouverneur de la colonie. Il doit en rendre compte immédiatement au gouvernement. »

« Article 12, § 4. L'état de siège, déclaré conformément à l'article 4, pourra être levé par les Gouverneurs des colonies aussitôt qu'ils croiront la tranquillité suffisamment rétablie. »

Loi du 3 avril 1878 : « Article 6. Les articles 4 et 5 de la loi du 9 août 1849 sont maintenus, ainsi que les dispositions de ses autres articles non contraires à la présente loi. »

raux concernant : les approvisionnements à faire pour tous les besoins du service ; l'exécution des travaux maritimes, militaires et civils, conformément aux devis arrêtés ; les constructions et réparations des bâtiments flottants ; l'armement et le désarmement des bâtiments attachés au service local ; la délivrance des matières et des munitions ; la délivrance des vivres pour la nourriture des troupes de toutes armes et des autres rationnaires.

C'est encore le Gouverneur qui fixe le nombre des ouvriers à employer aux divers travaux de la colonie, règle les tarifs de solde, inspecte les casernes, hôpitaux, magasins, chantiers, ateliers et tous autres établissements publics.

Le Gouverneur exerce une haute surveillance sur la police de la navigation, permet ou défend aux navires venant du dehors la communication avec la terre ; donne, lorsqu'il y a lieu, les ordres d'embargo, accorde les permis de départ aux navires marchands, commissionne les capitaines au grand cabotage, délivre les actes de francisation, et, en temps de guerre, détermine l'envoi des bâtiments parlementaires et les commissionne.

Le Gouverneur arrête, chaque année, pour être soumis à l'approbation du Ministre de la marine, l'état des dépenses à faire dans la colonie pour le service à la charge de la métropole, les projets de toute nature et l'état des approvisionnements dont l'envoi doit être effectué par la métropole.

Les budgets locaux des colonies sont préparés par les directeurs de l'intérieur, délibérés par les conseils généraux et arrêtés par le Gouverneur. Ce dernier rend exécutoires les rôles des contributions directes et statue sur les demandes en dégrèvement. En matière de contributions indirectes, il ne peut accorder ni remise ni modération de droits. Il arrête les mercuriales pour la perception des droits de douane, se fait rendre compte du recouvrement des contributions et tient la main à ce que les rentrées s'opèrent régulièrement comme aussi à ce qu'il ne soit fait aucune autre perception que celles qui sont dûment autorisées ; il fait poursuivre les contrevenants. Il doit également se faire rendre compte des contraventions aux lois, ordonnances et décrets coloniaux sur le commerce étranger, sur les douanes et sur les contributions et tenir la main à ce que les poursuites nécessaires soient exercées.

Le Gouverneur émet les ordonnances mensuelles pour

la répartition des fonds; autorise, dans les limites de ses instructions, le tirage des traites en remboursement des avances faites par le trésor de la colonie, pour le service à la charge de la métropole; se fait rendre compte de la situation des différentes caisses et ordonne toutes les vérifications extraordinaires qu'il juge nécessaires.

Il appartient au directeur de l'intérieur de préparer le compte de chaque exercice, mais ce compte doit être présenté au Gouverneur, en conseil privé, dans le mois qui suit l'expiration de cet exercice¹. Le Gouverneur, en conseil privé, statue définitivement sur les comptes d'exercice du service local fourni par les directeurs de l'intérieur. Néanmoins, les arrêtés portant rejet d'une dépense comprise dans ces comptes ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvés par le ministre de la marine et des colonies. Les directeurs de l'intérieur peuvent toujours se pourvoir contre ces décisions par devant le conseil d'État. Quand les comptes d'exercice du service local ont été définitivement réglés par les Gouverneurs, en conseil privé, ils sont rendus publics par la voie de l'impression.

Le Gouverneur doit prendre connaissance de l'état et des besoins de l'agriculture, et pourvoir à tout ce qui peut en accroître et améliorer les produits.

Il tient la main à la stricte exécution des ordonnances qui déterminent les droits et privilèges des bâtiments nationaux et ne permet l'admission dans la colonie des bâtiments étrangers et de leurs cargaisons que dans les limites qui lui sont tracées par les ordonnances; il règle les tarifs du prix des charrois et des transports par chaloupes et pirogues.

Il soumet au ministre de la Marine les demandes ayant pour objet l'établissement de Sociétés anonymes.

Le Gouverneur doit se faire rendre compte de l'état des approvisionnements généraux de la colonie, défendre ou permettre, selon qu'il y a lieu, l'exportation des grains, des légumes, bestiaux et autres objets de subsistance, et prendre, en cas de disette, les mesures pour leur introduction, en se conformant aux ordonnances. Il doit adresser annuellement au département de la Marine les tableaux statistiques de la population, ceux qui sont relatifs à l'agriculture, ainsi que les états d'importation et d'exportation.

1. Ordonnance du 26 septembre 1855, art. 108.

C'est sous son autorité directe que le chef du service de l'administration publique de la Réunion¹ ou le Directeur de l'intérieur des autres colonies exercent toutes les attributions relatives à l'instruction publique, c'est-à-dire : la surveillance des établissements d'instruction publique; les examens à faire subir aux chefs d'institution, professeurs et maîtres d'école qui se destinent à l'enseignement dans la colonie; l'administration des pensionnats de la colonie et des écoles primaires gratuites, l'établissement de ces écoles dans les quartiers qui en sont privés; la surveillance administrative des frères de la doctrine chrétienne et des sœurs qui se livrent à l'instruction; la proposition au Gouverneur des candidats pour les bourses accordées aux jeunes créoles dans les collèges de France, dans les pensionnats de la colonie et dans les maisons d'éducation de la Légion d'Honneur; la régularisation des pièces qu'ils ont à produire; — il pourvoit à l'expédition des commissions provisoires ou définitives, des congés et des ordres de service qui émanent du gouverneur et qui sont relatifs à tous les agents rétribués, sous ses ordres. Aucun collège, aucune école ou autre institution du même genre, ne peuvent être ouverts sans son autorisation. Il nomme aux bourses établies dans les collèges de la colonie et propose au ministre les candidats pour celles qui sont accordées aux jeunes colons de l'un ou l'autre sexe dans les établissements de la Métropole.

Le Gouverneur veille au libre exercice et à la police extérieure du culte; il pourvoit à ce qu'il soit entouré de la dignité convenable; aucun bref de la cour de Rome, à l'exception de ceux de pénitencerie, ne peut être reçu ni publié dans la colonie qu'avec son autorisation, donnée d'après les ordres du gouvernement métropolitain. Il tient également la main à ce qu'aucune congrégation ou communauté religieuse ne s'établisse dans la colonie sans une autorisation spéciale du gouvernement de la République². Il accorde, en se conformant aux règles établies, les dispenses de mariage dans les divers cas prévus par l'article 145 du Code civil et par la loi du 16 avril 1832, et il se fait rendre compte

1. Voyez, pour l'institution de ce chef de service, le décret du 2 mars 1880.

2. Le décret du 29 mars 1880, qui dissolvait l'association non autorisée de Jésus et qui accordait aux congrégations non autorisées trois mois pour déposer une demande en autorisation, a été appliquée aux Colonies, par décret ministériel du 3 avril 1880.

de l'état des églises et des lieux de sépulture, de la situation des fonds des fabriques et de leur emploi. Il propose enfin au gouvernement, conformément à l'ordonnance du 25 juin 1833, l'acceptation des dons et legs pieux ou de bienfaisance, dont la valeur est au-dessus de 3000 francs ; quant à ceux de 3000 francs et au-dessous, il statue sur leur acceptation et en rend compte au ministre de la Marine¹.

Parmi les plus importantes attributions du Gouverneur, il faut compter celles qui sont relatives à la police de la colonie. Il pourvoit à la sûreté et à la tranquillité de la colonie, il maintient les habitants dans la fidélité et l'obéissance qu'ils doivent au gouvernement de la République. Il accorde les passeports, congés, permis de débarquement et de séjour, en se conformant aux règles établies. Il ordonne les mesures générales relatives à la police sanitaire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la colonie. Il prescrit l'établissement, la levée et la durée des quarantaines et des cordons sanitaires, et fixe les lieux de lazarets.

Il accorde aux médecins, officiers de santé et pharmaciens l'autorisation d'exercer dans la colonie.

Il veille à la répression de la traite des noirs, et ordonne l'arrestation des bâtiments prévenus de contravention.

La loi sur la liberté de la presse du 29 juillet 1881 est applicable aux colonies.

Le Gouverneur a le droit de mander devant lui, lorsque le bien du service ou le bon ordre l'exigent, tout habitant, négociant ou autre individu qui se trouve dans l'étendue de son gouvernement.

Il écoute et reçoit les plaintes et griefs qui lui sont adressés individuellement par les habitants de la colonie, et en rend compte exactement au ministre de la Marine, comme aussi des mesures qu'il a prises pour y porter remède.

Il pourvoit à ce qu'il lui soit immédiatement rendu compte de l'arrestation de tout individu par mesure de haute police, interroge ou fait interroger le prévenu, et doit, dans les vingt-quatre heures, ou le faire élargir ou le faire remettre entre les mains de la justice régulière, sauf le cas où il est procédé contre lui extra-judiciairement.

Des pouvoirs du Gouverneur relativement à l'administration

1. S'il s'agit de dons et legs faits à la Colonie, le conseil général statue (sé-natus-consulte du 4 juillet 1881).

de la Justice. — Le Gouverneur veille à la libre et prompt distribution de la justice, et se fait rendre, à cet égard, par le procureur-général, des comptes périodiques qu'il transmet au ministre de la Marine. Il a entrée et séance à la cour, lors de la rentrée des tribunaux, mais l'exercice de ce droit est purement facultatif.

Il est interdit au Gouverneur de s'immiscer dans les affaires qui sont de la compétence des tribunaux, ou de citer devant lui aucun des habitants de la colonie à l'occasion de leurs contestations, soit en matière civile, soit en matière criminelle. Il lui est également interdit de s'opposer à aucune procédure civile ou criminelle. En matière civile, il ne peut empêcher ni retarder l'exécution des jugements et arrêts, à laquelle il est tenu de prêter main-forte lorsqu'il en est requis; en matière criminelle, il ordonne en conseil privé l'exécution de l'arrêt de condamnation ou prononce le sursis, s'il y a lieu de recourir à la clémence. Le sursis est également de droit lorsqu'il est demandé par deux membres du conseil privé.

Le Gouverneur peut faire surseoir aux poursuites ayant pour objet le paiement des amendes, lorsque l'insolvabilité des contrevenants est reconnue, à la charge d'en rendre compte au ministre de la Marine.

Il rend exécutoires les jugements administratifs prononcés par le conseil privé; il légalise les actes à transmettre hors de la colonie et ceux venant de l'étranger. Enfin, il se fait remettre et adresse au ministre de la Marine les doubles minutes des actes destinés au dépôt des chartes et archives coloniales.

Des pouvoirs du Gouverneur à l'égard des fonctionnaires et des agents du gouvernement. — Tous les fonctionnaires et agents du gouvernement dans la colonie sont soumis à l'autorité du Gouverneur. Son autorité sur les ministres de la religion s'exerce conformément aux ordonnances, édits et déclarations; mais la surveillance spirituelle et la discipline ecclésiastique appartiennent au préfet apostolique ou autre supérieur ecclésiastique. Il exerce une haute surveillance sur les membres de l'ordre judiciaire; il a le droit de les reprendre et il prononce sur les faits de discipline conformément aux ordonnances.

Les chefs d'administration sont placés sous son autorité immédiate; il leur donne les ordres généraux relatifs aux

différentes parties du service. Ils peuvent individuellement lui faire les représentations respectueuses ou les propositions qu'ils jugent utiles. Le Gouverneur les reçoit, y fait droit s'il y a lieu, ou leur fait connaître par écrit les motifs de son refus.

Le Gouverneur maintient les chefs d'administration dans les attributions qui leur sont respectivement conférées, *sans pouvoir lui-même entreprendre sur ces attributions ni les modifier*, prononce sur les différends qui peuvent s'élever entre les fonctionnaires de la colonie, à l'occasion de leur rang ou de leurs prérogatives.

Aucun fonctionnaire public ou agent salarié ne peut contracter mariage dans la colonie sans l'autorisation du Gouverneur, à peine de révocation.

Aucun emploi nouveau ne peut être créé dans la colonie que par l'ordre du chef de l'État ou par celui du ministre de la Marine¹.

Le Gouverneur pourvoit provisoirement, en cas d'urgence, et en se conformant aux règles du service, aux vacances qui surviennent dans les emplois qui sont à la nomination du chef de l'État ou à celle du ministre de la Marine; mais il ne peut conférer aux intérimaires le grade ou le titre des fonctions qui leur sont confiées.

Il peut cependant, en temps de guerre, donner provisoirement les grades ou titres des emplois vacants et en délivrer les commissions temporaires.

Il pourvoit définitivement à tous les emplois qui ne sont pas à la nomination du chef de l'État ou du ministre de la Marine, à la réserve de ceux des agents inférieurs, qui sont nommés par les chefs d'administration; il révoque ou destitue les agents nommés par lui.

Il adresse au ministre les propositions relatives aux retraites, demi-soldes ou pensions; il peut en autoriser le paiement provisoire, mais seulement dans les limites déterminées.

Il se fait remettre tous les ans, par les chefs d'admini-

1. Pour les emplois à la charge du service local, le décret du 31 juillet 1855 porte : « Article 2. Des arrêtés des gouverneurs, rendus en Conseil privé et après consultation préalable des Conseils généraux, fixent ou modifient les cadres des divers services administratifs compris dans la nomenclature qui précède, à l'exception de celui des douanes, ainsi que les traitements et allocations auxquels ont droit les agents désignés dans les cadres. »

stration, chacun en ce qui le concerne, des notes sur la conduite et la capacité des fonctionnaires, officiers et employés de tout grade. Il fait parvenir ces notes au ministre de la marine avec ses observations.

Il lui transmet des renseignements de même nature sur les chefs d'administration.

Des rapports du Gouverneur avec les gouvernements étrangers. — Le gouverneur communique, en ce qui concerne la colonie qu'il administre, avec les gouvernements du continent et des îles de l'Amérique¹, négocie, lorsqu'il y est autorisé, et dans les limites de ses instructions, toutes conventions commerciales ou autres; mais il ne peut, dans aucun cas, les conclure que sauf ratification. Il traite aussi des cartels d'échange.

Des pouvoirs du Gouverneur à l'égard de la législation coloniale. — Le Gouverneur promulgue les lois, ordonnances, arrêtés et règlements; il en ordonne l'enregistrement. Les lois, décrets et arrêtés promulgués dans les colonies sont exécutoires : 1° au chef-lieu, le jour de leur publication dans le *Journal officiel*; 2° pour les autres localités, dans des délais qui sont déterminés proportionnellement aux distances, par des arrêtés des gouverneurs. Quant aux établissements coloniaux où il n'existe pas d'imprimerie ni de journaux, la promulgation est soumise au mode déterminé par les gouverneurs ou commandants desdits établissements².

Le Gouverneur peut faire des proclamations conformes aux lois et ordonnances et pour leur exécution.

Des pouvoirs extraordinaires du Gouverneur. — Le Gouverneur exerce, *en conseil privé*, un certain nombre de pouvoirs extraordinaires.

Dans les circonstances graves, et lorsque le bon ordre ou la sûreté de la colonie le commandent, le Gouverneur peut prononcer, à l'égard des individus de condition libre qui compromettent ou troublent la tranquillité publique : 1° l'exclusion pure et simple d'un des cantons de la colonie;

1. L'article 62, § 1^{er}, de l'ordonnance du 21 août 1825, concernant le gouvernement de l'île de la Réunion, porte : « Le Gouverneur communique, en ce qui concerne l'île Bourbon et ses dépendances, avec les gouvernements de l'Inde, du cap de Bonne-Espérance, et, en général, avec les gouvernements des pays neutres, alliés ou ennemis, au-delà du Cap ».

2. Décret du 16 janvier 1853.

2° la mise en surveillance dans un canton déterminé;
 3° l'exclusion de la colonie à temps ou illimitée. Cette dernière mesure ne peut être prononcée que pour des actes tendant à attaquer le régime constitutif de la colonie et pour une durée de sept ans au plus si les individus sont nés, mariés ou propriétaires dans la colonie. A l'égard des autres, l'exclusion peut être illimitée. Enfin, la loi du 29 mai 1874 a rendu applicable aux colonies la loi du 3 décembre 1849 qui porte, article 7, § 3 : « Dans les départements frontières, le préfet aura le même droit (d'expulsion) à l'égard de l'étranger non résidant, à la charge d'en référer immédiatement au ministre de l'Intérieur (Pour les colonies, les gouverneurs en réfèrent au ministre de la Marine.) »

Quant aux individus qui, pendant le temps déterminé pour leur exclusion, rentreraient dans la colonie, et ceux qui se soustrairaient à la surveillance indiquée plus haut, ils seront jugés, pour ce fait, par les tribunaux ordinaires.

Le Gouverneur peut refuser l'admission dans la colonie des individus dont la présence y est jugée dangereuse, comme il peut refuser aussi aux individus signalés pour leur mauvaise conduite le droit de tenir des boutiques, échoppes ou cantines¹. Les individus, de condition libre, auxquels les mesures autorisées plus haut auront été appliquées, pourront, dans tous les cas, se pourvoir auprès du ministre de la Marine, à l'effet d'obtenir qu'elles soient rapportées ou modifiées.

Dans le cas où un fonctionnaire civil ou militaire, nommé par le président de la République ou par le ministre de la Marine, aurait tenu une conduite tellement répréhensible qu'il ne pût être maintenu dans l'exercice de ses fonctions, si, d'ailleurs, il n'y avait pas lieu à le traduire devant les tribunaux, ou si une procédure régulière offrait de graves inconvénients, le Gouverneur peut prononcer la suspension provisoire de ce fonctionnaire, jusqu'à ce que le ministre de la Marine ait fait connaître les ordres du gouvernement.

1. Le décret du 7 novembre 1879 a modifié les dispositions des ordonnances organiques de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe concernant les pouvoirs des Gouverneurs de ces colonies :

« Article premier, § 2. Est rendue applicable dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, la législation métropolitaine actuellement en vigueur concernant l'ouverture et la police des cafés, cabarets et débits de boissons. »

Toutefois, à l'égard des chefs d'administration, des membres de l'ordre judiciaire et des chefs de corps qui seraient dans le cas prévu ci-dessus, le Gouverneur, avant de proposer au conseil aucune mesure à leur égard, doit leur faire connaître les griefs qui existent contre eux et leur offrir les moyens de passer en France pour rendre compte de leur conduite au ministre de la Marine. Leur suspension ne peut être prononcée qu'après qu'ils se sont refusés à profiter de cette faculté. Il leur est loisible, lors même qu'ils ont été suspendus, de demander au Gouverneur un passage pour la France aux frais du gouvernement : ce passage ne peut leur être refusé.

Après avoir fait connaître, par écrit, au fonctionnaire suspendu les motifs de la décision prise à son égard, le Gouverneur peut encore lui interdire la résidence du chef-lieu ou lui assigner le canton de la colonie dans lequel il doit résider pendant le temps de sa suspension. La suspension provisoire ne peut entraîner la privation de plus de la moitié du traitement.

Le Gouverneur rend compte immédiatement au ministre de la Marine des mesures qu'il a prises en vertu de ses pouvoirs extraordinaires, et lui en adresse toutes les pièces justificatives, afin qu'il y soit statué définitivement.

Seul, le Gouverneur a l'initiative des mesures à prendre en vertu des pouvoirs extraordinaires qui lui sont conférés. Il en est personnellement responsable.

De la responsabilité du Gouverneur. — Le Gouverneur peut être poursuivi pour trahison, concussion, abus d'autorité ou désobéissance aux ordres du gouvernement, sauf toutefois en ce qui concerne l'administration de la colonie. Il ne peut être recherché lorsqu'il a agi conformément aux dispositions ou aux représentations des chefs d'administration.

Mais, soit que les poursuites aient lieu à la requête du gouvernement, soit qu'elles s'exercent sur la plainte d'une partie intéressée, il y est procédé conformément aux règles prescrites en France à l'égard des agents du gouvernement. Dans le cas où le Gouverneur est recherché pour dépenses indûment ordonnées en deniers, matières ou main-d'œuvre, il y est procédé administrativement.

Le Gouverneur ne peut, pour quelque cause que ce soit, être ni actionné, ni poursuivi dans la colonie pendant l'exercice de ses fonctions.

Toute action dirigée contre le Gouverneur sera portée devant les tribunaux de France, suivant les formes prescrites par les lois de la Métropole.

Dispositions diverses relatives au Gouverneur. — Le Gouverneur visite, une fois l'an au moins, les divers cantons de la colonie. Il assemble et inspecte les milices, réunit les conseils municipaux et ceux des fabriques, pour connaître les besoins des communes et ceux du culte. Il examine l'état des travaux entrepris, celui des routes, ponts, embarcadères et ouvrages de défense. Il prend connaissance de tout ce qui intéresse l'agriculture et le commerce et il informe le ministre de la Marine du résultat de ses tournées. Il adresse aussi, chaque année, au ministre de la Marine, un mémoire sur la situation intérieure de la colonie et sur ses relations avec l'extérieur; il y rend un compte général de toutes les parties de l'administration qui lui est confiée, signale les abus à réformer, fait connaître les améliorations qui se sont opérées dans l'année et propose ses vues sur tout ce qui peut intéresser le bien du service ou tendre à la prospérité de la colonie.

Pendant la durée de ses fonctions, le Gouverneur ne peut acquérir des propriétés foncières ni contracter mariage dans la colonie.

En cas de mort, d'absence ou autre empêchement et lorsque le gouvernement n'y a pas pourvu d'avance, le Gouverneur est remplacé provisoirement :

Dans les colonies de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe, de l'Inde et de la Nouvelle-Calédonie, par le directeur de l'intérieur¹.

A la Guyane, au Sénégal, à la Nouvelle-Calédonie, à Taïti, à Mayotte, à Nossi-Bé, à Saint-Pierre et Miquelon, en Cochinchine, dans l'Inde et au Gabon, « par l'officier ou le fonctionnaire qui, à défaut de l'ordonnateur, est désigné à cet effet dans les actes actuellement en vigueur dans chacune des colonies en cause² ».

2. — *Les pouvoirs des directeurs de l'intérieur.*

Le personnage administratif le plus important après le Gouverneur, celui sur lequel repose presque toute l'administration de nos colonies, c'est le directeur de l'intérieur.

1. Décret du 15 septembre 1882, art. 7..

2. Décret du 3 octobre 1882, art. 7.

Le directeur de l'intérieur exerce les attributions qui concernent les services dépendant de l'administration intérieure et afférents au budget local; ces attributions comprennent spécialement : l'ordonnancement des dépenses du service local, la comptabilité des recettes et dépenses de ce service en matières et pensions, la préparation du budget intérieur et sa présentation au conseil privé et au conseil général. Il a sous ses ordres les ingénieurs civils et tous les agents entretenus ou non entretenus du service intérieur¹.

Une énumération rapide des principales attributions du directeur de l'intérieur est nécessaire pour donner une idée de l'importance considérable de ses fonctions; elle permettra au lecteur de mieux saisir les observations que nous avons à présenter à la fin de ce chapitre au sujet de ce fonctionnaire et de ses attributions.

Le directeur de l'intérieur est chargé, sous les ordres du Gouverneur, de l'administration intérieure de la colonie, de la police générale et de l'administration des contributions directes et indirectes². Il a la direction et la surveillance de l'administration des communes; la proposition des ordres de convocation des conseils municipaux, et celle des matières sur lesquelles ils doivent délibérer; l'examen des projets de budgets présentés par les communes; la surveillance de l'emploi des fonds communaux, et celle des comptes y relatifs; la surveillance des receveurs municipaux et la vérification de leurs caisses. Les propositions relatives aux acquisitions, ventes, locations, échanges et partages de biens communaux sont également dans ses attributions. Il en est de même de celles relatives à la construction, la réparation et l'entretien des bâtiments et chemins communaux, et à la voirie municipale; la construction, la réparation et l'entretien des grandes routes, canaux, digues, ponts, fontaines et tous autres travaux d'utilité publique qui dépendent de la grande voirie; les propositions relatives à l'ouverture, au redressement et à l'élargissement des routes et des chemins.

Le directeur de l'intérieur a dans ses attributions la po-

1. Décret du 29 août 1855, art. 3.

2. Ordonnances des 21 août 1825, 9 février 1827, 22 août 1833, concernant le gouvernement de l'île de la Réunion, de la Martinique, de l'île de la Guadeloupe et de ses dépendances.

lice rurale, les conduites et prises d'eau, les mesures à prendre contre les débordements et les inondations, contre les incendies des bois et savanes et contre les défrichements; les ports d'armes, la chasse, la pêche dans les rivières et les étangs; les salines. Il a encore la direction de l'agriculture et de l'industrie, les améliorations à introduire et la proposition des encouragements à donner; les troupeaux et haras du gouvernement et les mesures pour l'amélioration des races; les bibliothèques publiques; les jardins de naturalisation et la distribution aux habitants des plantes utiles; les pépinières nécessaires à la plantation des routes et promenades publiques; la statistique de la colonie; la formation des tableaux annuels relatifs à la population et à la situation agricole et industrielle.

Le directeur de l'intérieur a encore la surveillance des approvisionnements généraux de la colonie et la proposition des mesures à prendre à cet égard; le système monétaire et les mesures concernant l'exportation du numéraire; les propositions relatives aux Sociétés anonymes; la surveillance des comptoirs d'escompte, agents de change et courtiers, et des préposés aux ventes publiques; l'exécution des édits, déclarations, ordonnances et règlements relatifs au culte, aux ecclésiastiques et aux communautés religieuses; la police et la conservation des églises et lieux de sépulture, les tarifs et règlements sur le casuel, les convois et les inhumations; l'examen des budgets des fabriques; la surveillance de l'emploi des fonds qui appartiennent à ces dernières, la vérification et l'apurement de leurs comptes.

Parmi les attributions les plus importantes des directeurs de l'intérieur, nous devons encore citer: l'administration des bureaux de bienfaisance; les mesures sanitaires à l'intérieur de la colonie et les précautions contre les maladies épidémiques; la surveillance des officiers de santé et des pharmaciens et les examens à leur faire subir; les enfants abandonnés; la surveillance administrative de la curatelle des successions vacantes; l'administration du domaine; la revendication des terrains envahis ou usurpés; les propositions d'acquisitions, ventes ou achats de propriétés domaniales; l'administration des contributions directes; la confection des rôles; l'établissement et la vérification des recensements; la délivrance des patentes; le cadastre pour servir à l'établissement de l'impôt sur les maisons; les propositions de dégrèvements; l'admi-

nistration des douanes, de l'enregistrement, des hypothèques et des autres contributions indirectes de toute nature; l'administration de la poste aux lettres, tant pour l'intérieur que pour l'extérieur; la vérification des comptes des administrations financières et la surveillance des receveurs; la surveillance des établissements d'instruction publique; les examens à faire subir aux chefs d'institution, professeurs et maîtres d'école qui se destinent à l'enseignement dans la colonie¹; le régime intérieur et l'administration des prisons civiles et des geôles; l'exécution des règlements concernant les poids et mesures; le contrôle des matières d'or et d'argent; la tenue des marchés publics; l'approvisionnement des boulangers et bouchers; le colportage; les coalitions d'ouvriers, enfin tout ce qui a rapport à la police administrative; l'exposé de la situation de son service, qui doit être présenté annuellement au conseil général.

Le directeur de l'intérieur procède, en ce qui concerne les services civils²: à l'établissement des cahiers des charges pour les marchés et adjudications, à la réception des matières et des ouvrages, à la préparation des instructions à donner aux pataches et aux embarcations chargées du service de la douane sur les côtes.

Il a sous ses ordres: les fonctionnaires municipaux; les officiers et employés de l'administration de la marine attachés à son service; les directeurs, inspecteurs et autres employés du domaine, de l'enregistrement, des douanes, des contributions directes et indirectes; les agents de la police; les agents salariés de l'instruction publique³; les arpenteurs du gouvernement; les jardiniers botanistes; les médecins vétérinaires, et les employés civils qui, par la nature de leurs fonctions, dépendent de son service. Il donne des ordres, en ce qui concerne son administration, aux agents du trésor chargés des recettes des administrations financières. Il requiert les milices et la gendarmerie lorsque son service l'exige. Il correspond avec tous les fonctionnaires et les agents du gouvernement dans la colonie, et les requiert, au besoin, de concourir au bien du service qu'il dirige. Enfin,

1. Abrogé pour la Réunion (décret du 2 mars 1880) et la Martinique (décret du 21 septembre 1882).

2. Décret du 15 septembre 1882.

3. Abrogé pour la Réunion (décret du 2 mars 1880) et la Martinique (décret du 21 septembre 1882).

il nomme directement les agents qui relèvent de son administration et dont la solde, jointe aux autres allocations, n'excède pas 1500 francs par an ; il les révoque ou les destitue, après avoir pris l'avis du Gouverneur.

Le service des bureaux des directions de l'intérieur des différentes colonies autres que la Cochinchine, est assuré par un personnel spécial régi par décret pour le recrutement, l'avancement et la discipline¹. Le cadre du personnel de chaque direction de l'intérieur est fixé par un arrêté du ministre de la Marine et des Colonies, après avis, d'une part, du Gouverneur ou du commandant de la colonie, et, d'autre part, du conseil général ou, à son défaut, du conseil privé ou du conseil d'administration qui en tient lieu².

Les emplois d'écrivain sont donnés aux candidats âgés de dix-huit ans au moins, dégagés des obligations imposées par la loi du recrutement, en ce qui concerne le service actif en temps de paix et qui ont subi avec succès les épreuves d'un concours³. Les écrivains sont à la nomination des gouverneurs et commandants des colonies ; mais lorsque, sur la demande du chef de la colonie, ils sont pris en dehors d'elle, ils sont nommés par décision ministérielle. Quant aux emplois de commis de deuxième classe, ils sont conférés, au choix, jusqu'à concurrence de la moitié des vacances, aux écrivains nommés depuis un an au moins ; l'autre moitié est réservée aux candidats admis à la suite d'un concours ouvert chaque année dans la métropole et aux colonies. Les emplois de commis principaux sont conférés, un tiers à l'ancienneté et deux tiers au choix, aux commis de première classe comptant au moins un an dans cette classe. Les emplois de sous-chef de bureau, jusqu'à concurrence des trois quarts au moins des vacances, sont conférés aux commis principaux ou aux commis ayant trois ans

1. Décret du 16 juillet 1884.

2. La hiérarchie dans le personnel des directions de l'intérieur est établie de la manière suivante :

1^o Secrétaire général.

2^o Chefs de bureau de 1^{re} et de 2^e classe.

3^o Sous-chefs de bureau de 1^{re} et de 2^e classe.

4^o Commis principaux.

5^o Commis de 1^{re} et de 2^e classe.

6^o Écrivains de 1^{re} et de 2^e classe.

3. Voir, pour les règles relatives à ces concours, arr. min., 18 juillet 1884 (B. O. M., 1884, p. 285).

d'ancienneté depuis leur nomination à l'emploi de commis; le quatrième quart est laissé au choix du ministre. Les emplois de chef de bureau, jusqu'à concurrence des deux tiers au moins des vacances, sont conférés aux sous-chefs de bureau ayant au moins deux ans d'ancienneté; le troisième tiers est laissé au choix du ministre. Les emplois de secrétaires généraux sont conférés, jusqu'à concurrence des deux tiers au moins des vacances, aux chefs de bureau ayant au moins deux ans d'ancienneté; le troisième tiers est laissé au choix du ministre. Les avancements en classe dans chaque emploi sont accordés par les autorités qui pourvoient aux nominations; quant aux nominations à chaque emploi, elles ne peuvent avoir lieu qu'à la dernière classe de cet emploi. On ne peut être admis dans les directions de l'intérieur que si l'âge et les services antérieurs du postulant lui permettent d'atteindre les conditions de la retraite à soixante ans. Enfin, les employés de l'intérieur peuvent, par motif d'avancement ou de mutation, être envoyés d'une colonie dans une autre ¹.

En ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, les attributions du directeur de l'intérieur ont été fixées par le décret du 12 décembre 1874; un décret du 12 octobre 1882 détermine les attributions du directeur de l'intérieur au Sénégal; deux décrets du 13 septembre 1873 portent organisation du service de l'intérieur pour les colonies de Mayotte et de Nossi-Bé; sept décrets du 9 novembre 1883 fixent le nombre et les attributions des bureaux des directions de l'intérieur à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, au Sénégal, dans l'Inde et dans les établissements de l'Océanie, et du service de l'intérieur à Saint-Pierre et Miquelon; un décret du 1^{er} avril 1884 porte réorganisation de la direction de l'intérieur à la Réunion; un décret du 11 décembre 1884 porte réorganisation du service de l'intérieur dans les établissements français du golfe de Guinée; un décret du 28 mai 1885 porte réorganisation de la direction de l'intérieur en Nouvelle-Calédonie et un décret du 4 juin 1885 constitue les bureaux de la direction de l'intérieur des établissements français de l'Inde.

Pour la Cochinchine, l'administration des affaires civiles et des affaires indigènes est placée sous l'autorité du direc-

1. Abrogé (décret du 4 juin 1885.)

teur de l'intérieur¹. Le personnel affecté à ces services se compose de deux catégories de fonctionnaires et d'agents, appelés, suivant leurs aptitudes, à servir dans les bureaux de la direction ou dans les services extérieurs : il comprend un personnel européen recruté avec soin. Les candidats à l'emploi de commis-rédacteur de deuxième classe doivent être pourvus du diplôme de bachelier ès lettres ou ès sciences, ou du brevet de l'enseignement supérieur; quant aux commis-rédacteurs de première classe, ils peuvent être choisis, sans examen préalable² : 1° parmi les jeunes gens bacheliers ès lettres ou ès sciences (diplôme complet) non liés au service militaire; 2° parmi les officiers sortant de l'École polytechnique, de l'École militaire, de l'École navale; 3° parmi les licenciés en droit et les élèves de l'École centrale pourvus d'un brevet d'ingénieur civil; 4° parmi les officiers des différents corps de la marine, bacheliers ès lettres ou bacheliers ès sciences; 5° parmi les employés de l'administration centrale comptant au moins deux ans de service et parmi ceux de la direction de l'intérieur ayant au moins deux ans de grade dans la colonie. Les commis principaux de deuxième classe sont choisis parmi les commis-rédacteurs de première classe comptant une année de services effectifs et ayant justifié de leur capacité administrative par un examen.

C'est parmi les commis principaux de deuxième classe, comptant une année de services effectifs et justifiant de leur connaissance de la langue annamite, que sont recrutés actuellement les administrateurs stagiaires. Avant le décret du 4 mai 1881, les administrateurs stagiaires étaient recrutés sans examen parmi les candidats remplissant les conditions exigées aujourd'hui de ceux qui aspirent aux fonctions de commis-rédacteur de première classe, c'est-à-dire parmi les officiers de marine, ou d'infanterie de marine, les médecins, etc. L'apparition de ce décret a privé la Cochinchine du concours d'hommes distingués appartenant à la marine, à l'armée, au corps des médecins de marine, etc., qui acceptaient autrefois une situation digne d'eux, mais qui ne peuvent pas passer par les grades inférieurs de l'administration. Il serait bon de revenir à l'ancien état de

1. Décret du 4 mai 1881.

2. Décret du 2 juin 1876.

choses, au moins sous forme facultative. Les anciens administrateurs n'étaient appelés à ces fonctions qu'après un certain séjour en Cochinchine, alors qu'ils étaient familiarisés avec le pays; d'une éducation parfaite par leur origine, d'une instruction variée et étendue, ils ont rendu de grands services à notre colonie, et plusieurs ont marqué leur place dans l'administration et la diplomatie.

Les fonctions d'administrateur du service indigène en Cochinchine sont très importantes. L'administrateur représente dans chaque arrondissement le pouvoir exécutif. Il est chargé de la direction politique et administrative, de la surveillance de tous les services civils et financiers, dont les agents sont placés sous son autorité. Il remplit les fonctions d'officier de l'état civil pour les Européens et celles de notaire dans les arrondissements où il n'existe pas de tribunal; il représente l'administration de la marine dans les postes où il n'y a pas d'officier d'administration; il remplit les fonctions dévolues au préfet en ce qui touche les voies vicinales (L. du 21 mai 1836); il surveille et contrôle l'administration des villages.

La Cochinchine comprend également un personnel annamite de secrétaires pour lesquels la connaissance de la langue française est nécessaire. Ils sont adjoints aux administrateurs comme interprètes et comme commis d'ordre.

3. — *Les pouvoirs des anciens administrateurs et ceux du chef des services administratifs.*

A côté du directeur de l'intérieur, il existait autrefois un autre administrateur jouissant d'une grande autorité: l'ordonnateur. Tandis que le directeur de l'intérieur a sous ses ordres tout le personnel payé sur le budget colonial, prépare, dirige et contrôle toutes les dépenses soldées par ce budget, l'ordonnateur avait sous ses ordres tout le personnel administratif et même le personnel sanitaire payé sur le budget métropolitain, et il contrôlait toutes les dépenses mises au compte de ce budget. Le décret du 15 septembre 1882 a profondément modifié cet état de choses. Supprimant le titre d'ordonnateur dans les colonies de la Martinique, de la Réunion et de la Guadeloupe, il a divisé les attributions. « Toutes les fonctions précédemment attribuées à l'ordonnateur en ce qui concerne l'administration et la

comptabilité des services civils compris dans le budget de l'État, sont exercées par le directeur de l'intérieur ¹. » — « Les fonctions précédemment attribuées à l'ordonnateur, en ce qui concerne l'administration et la comptabilité des services militaires et maritimes sont exercées par l'officier du commissariat le plus élevé en grade, qui prend le titre de chef du service administratif de la marine » ².

Le trésorier-payeur et les payeurs particuliers étaient autrefois placés sous les ordres de l'ordonnateur; ils relèveront désormais directement du Gouverneur, et le trésorier-payeur « dirige seul, sous sa responsabilité, son service et celui des payeurs particuliers, préposés aux percepteurs, dans toutes leurs parties. » Toutefois, « en ce qui concerne le service des invalides de la marine, le trésorier-payeur est soumis à la direction et à la surveillance du chef du service administratif de la marine, conformément aux règlements sur la matière ³. »

L'ordonnateur avait également autorité sur le chef du service de santé de la marine ainsi que sur les médecins et pharmaciens placés sous les ordres de ce chef. Désormais, le chef du service de santé « relève du Gouverneur et confère directement avec lui pour tous les détails de son service. Il est appelé de droit au conseil privé, lorsqu'il y est traité des matières de ses attributions. Il y a voix consultative ⁴. »

Ainsi réduites les principales fonctions du chef du service administratif de la marine sont les suivantes :

Les approvisionnements, la recette, la garde, la conservation et la dépense des vivres, matières et munitions de toute nature pour les services militaires et maritimes ⁵ ; les ordres de délivrance de vivres, munitions ou approvisionnements divers des magasins de la colonie pour les services militaires et maritimes ; les marchés et adjudications des ouvrages et approvisionnements pour tous les services ; les ventes des magasins ; l'établissement des cahiers des charges ; la récep-

1. Art. 3 du décret du 15 septembre 1882. — Par décret du 3 octobre 1882, la même mesure a été appliquée dans les colonies de la Guyane, du Sénégal, de la Nouvelle-Calédonie, de Taïti, de Mayotte, de Nossi-Bé, de Saint-Pierre et Miquelon, de la Cochinchine, de l'Inde et du Gabon.

2. Art. 2 du même décret.

3. Art. 4 du même décret.

4. Décret du 13 novembre 1880.

5. Décrets des 21 août 1825, 9 février 1827, 22 août 1833 et 15 septembre 1882.

tion des matières et celle de tous les ouvrages ; la convocation des commissions de recettes pour les services militaires et maritimes ; la construction et l'entretien des ouvrages à la mer et des travaux militaires ; la construction, la refonte, le radoub, l'armement des bâtiments flottants affectés au service de la colonie ; l'entretien et la réparation de ces bâtiments et de ceux qui sont en station ou en mission.

Les attributions du chef du service administratif comprennent aussi le mouvement des ports, la garde et la conservation des bâtiments désarmés, la proposition des instructions à donner aux bâtiments de mer, pataches de douanes et autres embarcations, attachés au service de la colonie et destinés aux transports, à la police des côtes et des rades ; l'établissement, l'entretien et la surveillance des signaux, vigies et phares ; la comptabilité, tant en matières qu'en deniers, des bâtiments armés ; la revue, la subsistance et la solde de leurs équipages ; l'administration et la police des hôpitaux militaires, casernes, lazarets et autres établissements dépendant de la marine et de la guerre ; la police administrative et la comptabilité intérieure des corps ; la revue, la solde, la subsistance, les masses et indemnités, les fournitures de casernement et autres dépenses relatives aux troupes de toutes armes.

Le chef du service administratif a encore dans ses attributions, l'inscription maritime, la levée, la répartition, le congédiement et le paiement des marins et des ouvriers classés, la police des gens de mer ; la police de la navigation et des pêches maritimes ; celle des ports et rades ; la surveillance des pilotes ; l'exécution des tarifs et règlements concernant les droits de pilotage et d'ancrage. Il fait subir les examens, conformément aux ordonnances, aux marins qui se présentent pour être reçus capitaines au grand cabotage, et leur expédie leurs commissions. Il est chargé de la comptabilité générale des magasins pour les services militaires et maritimes, de la surveillance et de la vérification de la comptabilité en matières et en main-d'œuvre, et des comptes d'applications des directions d'artillerie et du génie et des autres services consommateurs pour les services militaires et maritimes. L'établissement annuel des comptes généraux de fonds et matières, est également de son ressort, ainsi que celui des comptes des bâtiments et établissements publics appartenant à l'État, pour les services militaires et mari-

times, et des bâtiments de mer et embarcations attachés au service local. Il établit la comptabilité générale des fonds pour les services militaires et maritimes, la liquidation des dépenses relatives aux services à la charge de la colonie ou de la métropole; la régularisation des pièces de comptabilité pour les services militaires et maritimes; les projets de répartitions mensuelles des fonds pour les services militaires et maritimes; l'ordonnancement des dépenses partielles sur les crédits ouverts mensuellement par le Gouverneur pour les mêmes services; la comptabilité des avances remboursables par la métropole pour les services militaires et maritimes; le projet annuel des dépenses à faire dans la colonie pour les services dont il a la charge, et la rédaction du projet du budget relatif à son administration.

Le chef du service administratif prend les ordres généraux du Gouverneur sur toutes les parties du service qui lui est confié; il surveille leur exécution et rend compte, périodiquement et toutes les fois qu'il l'exige, au chef de la colonie, des actes de son administration. Il a sous ses ordres : les officiers et employés de l'administration de la marine, les gardes-magasins de tous les services militaires et maritimes, le trésorier des invalides et les autres agents civils, entretenus ou non entretenus qui, par la nature de leurs fonctions, dépendent de son service; il donne des ordres ou adresse des réquisitions, en ce qui concerne son service : aux officiers commandant les bâtiments attachés à la colonie, aux officiers chargés des directions de l'artillerie et du génie, aux ingénieurs des constructions navales, à la gendarmerie, à tous les comptables militaires et maritimes. Ce fonctionnaire prépare et soumet au conseil privé, d'après les ordres du Gouverneur, en ce qui est relatif au service qu'il dirige : 1° les projets de décrets coloniaux, d'arrêtés et de règlements; 2° le rapport concernant les services militaires et maritimes; les plans, devis et comptes des travaux; les affaires contentieuses. Enfin il est personnellement responsable de tous les actes de son administration, sauf le cas où il justifie avoir fait au Gouverneur des représentations qui n'ont pas été accueillies ou proposé des mesures qui n'ont pas été adoptées.

4. — *Pouvoirs du Commandant militaire.*

Nous ne dirons que quelques mots des autres chefs de service des colonies et de leurs fonctions. Le plus important d'entre eux est le « Commandant militaire ». Il n'est que le détenteur par délégation des pouvoirs militaires du Gouverneur. Il ne figure avec ce titre que dans les ordonnances relatives aux Antilles et à la Réunion. Ces ordonnances le faisaient membre du Conseil privé, mais cette clause a été supprimée par le décret du 29 août 1855. Le Commandant militaire a dans ses attributions : le commandement des troupes de toutes armes ; le commandement des milices lorsqu'elles sont requises ; l'inspection des troupes et des milices en ce qui concerne la discipline, le service et l'instruction ; la visite et l'inspection des places, des forts, des quartiers, des arsenaux, des approvisionnements de guerre, des fortifications, des hôpitaux et de tous les autres établissements militaires ; la police militaire¹. Le Commandant militaire ne correspond qu'avec le Gouverneur. C'est « d'après les ordres du Gouverneur » qu'il prépare les projets d'ordonnances, d'arrêtés et de règlements concernant le service militaire et celui des milices. « Il remet au Gouverneur, à la fin de chaque année, un rapport sur toutes les parties du service des troupes et sur la situation de la colonie, en ce qui concerne les ouvrages et les travaux de défense ». Ce rapport est transmis par le Gouverneur au Ministre de la marine.

Il y a dans chaque colonie un trésorier-payeur général nommé par décret du Président de la république, rendu sur la proposition du Ministre des finances, chargé de la recette et de la dépense tant des services de l'État que du service local². Ce fonctionnaire perçoit ou fait percevoir pour son compte et centralise tous les produits réalisés soit au profit de l'État, soit au profit de la colonie, et pourvoit au paiement de toutes les dépenses publiques. Il justifie des paiements conformément aux dispositions des règlements. Il est chargé également du service des mouvements de fonds et des autres services exécutés en dehors du budget.

1. Art. 92 de l'Ordonnance du 9 février 1827.

2. Décret du 20 novembre 1882, art. 154 et suivants.

Les trésoriers-payeurs sont dépositaires des titres, créances et valeurs appartenant aux colonies, et ils en prennent charge dans leur comptabilité. Ils sont également dépositaires des fonds libres des communes et des établissements publics, dont la gestion financière est confiée aux percepteurs, toutes les fois que ces fonds dépassent les besoins du service courant. Ils sont aussi chargés du service de la caisse des invalides, de la caisse des gens de mer, de la caisse des prises et de tous les autres services dont la gestion leur est confiée par les lois, décrets ou arrêtés. Comme les trésoriers-payeurs généraux de France, ils sont préposés à la caisse des dépôts et consignations. Les trésoriers-payeurs généraux sont chargés, dans chaque colonie, de la perception des produits directs et des droits de douanes, de celle des produits divers, et, en général, du recouvrement de tous les droits, produits et impôts appartenant au service local, toutes les fois que ce recouvrement n'a pas été attribué à d'autres comptables. En Cochinchine, la perception des produits de toutes natures appartenant au service local et que nous venons d'énumérer est dévolue à un payeur particulier qui prend le titre de « receveur spécial du service local. »

Des trésoriers particuliers, nommés par arrêté du Ministre des finances, gèrent, sous la surveillance et la direction du trésorier-payeur de la colonie, auquel ils rendent compte de leurs opérations. Ils sont valablement et définitivement déchargés de leurs recettes par les avis de crédit du trésorier-payeur, comptable de leur gestion envers l'Administration et la Cour des Comptes.

Une troisième catégorie d'agents, les percepteurs, sont chargés, sous la surveillance et la responsabilité des trésoriers-payeurs et des trésoriers particuliers, de la perception des contributions directes ; ils peuvent être chargés, en outre, du recouvrement de divers autres produits locaux. Les percepteurs sont nommés par les Gouverneurs sur la proposition des trésoriers-payeurs : ils doivent être agréés par les trésoriers particuliers de l'arrondissement auquel ils seront rattachés. Les fonctions de receveurs des communes, d'hospices et d'établissements de bienfaisance sont de droit réunies à celles de percepteurs.

Les autres agents des finances des colonies sont : un receveur-comptable des postes, qui centralise, dans chaque colonie, la comptabilité de tous les receveurs des postes de cette

colonie, fait ses versements entre les mains du trésorier-payeur, et est justiciable du conseil privé; les receveurs de l'enregistrement, qui sont exclusivement chargés, aux colonies, de toutes les recettes, perceptions et attributions appartenant en France aux receveurs de l'enregistrement et des domaines, et sont, en outre, chargés du recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires.

5. — *Le chef du service de santé.*

Le chef du service de santé était autrefois placé sous les ordres de l'ordonnateur. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, cet état de choses a été modifié par le décret du 13 décembre 1880. Le chef du service de santé est aujourd'hui directement placé sous l'autorité du Gouverneur. Il a tous les pouvoirs sur le personnel du service de santé. Il est appelé au conseil privé pour toutes les questions de salubrité et d'hygiène.

6. — *Le commandant de la marine.*

Il a été créé dans nos colonies du Sénégal¹ et de la Cochinchine² un commandant de la marine dont nous devons dire quelques mots. Le commandant de la marine est nommé par décision du chef de l'État. Il est membre du conseil privé de la colonie. Il fait partie du conseil de défense privée. Il réside à terre, mais sa marque distinctive est toujours arborée sur l'un des bâtiments de la station locale. En cas de mort ou d'absence du Gouverneur, « il est appelé à le remplacer d'après son grade et son rang d'ancienneté³. » Il a dans ses attributions : le commandement supérieur de tous les bâtiments attachés au service de la colonie, la construction, la refonte, le radoub, l'armement

1. Le décret du 13 avril 1878 qui crée le commandant de la marine au Sénégal, s'appliquait aussi à la Guyane, mais le commandant de la marine de la Guyane a été supprimé par un décret du 20 novembre 1879. Les fonctions qui avaient été attribuées au commandant de la marine de la Guyane par le décret du 13 avril 1878, sont partagées entre l'ordonnateur (chef du service administratif) et le directeur de l'intérieur par le décret du 20 novembre 1879.

2. Le commandant de la marine a été institué en Cochinchine par un décret du 5 juin 1884.

3. Art. 1^{er} du décret du 13 avril 1878 et du décret du 5 juin 1884.

des bâtiments flottants affectés au service de la colonie, l'entretien et la réparation de ces bâtiments, la garde et la conservation des bâtiments désarmés; la direction, l'administration et la police des chantiers, ateliers et établissements dépendant de la marine; le service du pilotage. Il a sous ses ordres tout le personnel embarqué sur les bâtiments de la station locale; tout le personnel affecté au service des ateliers et établissements dépendant de la marine et le personnel affecté au service du pilotage¹. Le commandant de la marine du Sénégal avait primitivement dans ses attributions la police des ports et rades, le mouvement des ports et rades, l'établissement et l'entretien du balisage des passes et des ponts, il avait aussi sous ses ordres les officiers de port et tout le personnel affecté à ce service.

Par décret du 22 octobre 1882 (art. 3, § 2 et art. 10), ces attributions et ce personnel sont confiés au directeur de l'intérieur du Sénégal.

En Cochinchine, il en est autrement : le commandant de la marine jouit, sur le personnel des ports de commerce, de tous les pouvoirs confiés dans la métropole aux autorités maritimes². Le commandant de la marine propose au Gouverneur les mouvements et mutations qu'il juge utile de faire dans le personnel placé sous ses ordres; la nomination des membres des conseils de guerre, de revision et de justice appelés à siéger à bord. Il désigne les bâtiments qui doivent remplir les missions ordonnées par le Gouverneur. Il donne aux capitaines les instructions relatives à la navigation et à tous les détails étrangers aux affaires purement coloniales; il leur remet également celles qu'il a, signées du Gouverneur, relativement aux missions qui leur sont confiées.

1. Ces pouvoirs sont communs au commandant de la marine du Sénégal et de la Cochinchine (*Voy.* décrets du 13 avril 1878 et du 5 juin 1884). Le décret du 5 juin 1884 relatif au commandant de la marine de la Cochinchine contient, à la place du paragraphe relatif au « personnel affecté au service du pilotage », le paragraphe suivant : « Il exerce, en outre, sur le personnel des ports de commerce, l'autorité dévolue, dans la métropole, aux autorités maritimes, suivant l'art. 20 du décret du 15 juin 1854. »

2. L'article 5 du décret du 23 avril 1878, relatif au commandant de la marine du Sénégal, contient le paragraphe suivant, qui ne figure pas dans le décret du 5 juin 1884 relatif à la Cochinchine : « Le Gouverneur peut, quand il le juge à propos, s'écarter de ses prescriptions : dans ce cas, il en prévient le commandant de la marine, qui met le capitaine à la disposition, soit au départ, soit au retour. »

Pour bien marquer l'autorité du commandant de la marine, les deux décrets y relatifs contiennent le paragraphe suivant : « Quelles que soient les missions qui leur sont confiées, les capitaines doivent la dernière visite au commandant de la marine à leur départ, et la première à leur arrivée. »

Le commandant de la marine prépare la correspondance du Gouverneur avec le Ministre de la marine, en ce qui concerne le service qu'il dirige. Il contresigne les arrêtés, règlements, ordres généraux de service, décisions du Gouverneur en conseil, et autres actes de l'autorité locale qui ont rapport à son service, et veille à leur enregistrement partout où besoin est. Il donne trimestriellement et remet au Gouverneur, pour être transmis au Ministre, un état du matériel placé sous ses ordres, et un rapport sur les services qui lui sont confiés. Les notes de son personnel sont remises par lui au Gouverneur; un double en est adressé au commandant en chef de la division navale, pour le Sénégal (art. 10 du décret du 13 avril 1878); pour la Cochinchine, à l'officier désigné chaque année par le Ministre pour passer l'inspection générale de la station locale et des établissements relevant du service de la flotte (art. 10 du décret du 5 juin 1884).

7. — *Les anciens contrôleurs coloniaux et les inspecteurs.*

Il existait autrefois dans la plupart de nos colonies un « contrôleur colonial » chargé de l'inspection et du contrôle spécial de l'administration de la marine, de la guerre et des finances, et de la surveillance générale de toutes les parties du service administratif de la colonie¹. » Il n'avait qu'un pouvoir de contrôle et d'inspection, mais ce pouvoir était extrêmement étendu; il portait sur toutes les branches des administrations civiles, militaires et financières. Le contrôleur avait aussi la charge de l'enregistrement, du dépôt et de la classification de toutes les lois, ordonnances, décrets de la métropole et des arrêtés du Gouverneur, et il en surveillait l'exécution pour tous les chefs de service de la colonie. Il exerçait ses fonctions « dans une entière indépendance de toute autorité locale », mais il ne pouvait « diriger ni sus-

1. Ordonnance du 21 août 1815, art. 126.

pendre aucune opération¹ »; s'il n'était pas tenu compte de ses observations, il en référerait directement au Ministre.

Les contrôleurs coloniaux ont été supprimés par le décret du 15 avril 1873. Mais le décret du 23 juillet 1879² a rétabli, sous des formes et avec des titres différents, les fonctions qu'ils exerçaient. Ce décret institue, d'une part, des inspections mobiles et, d'autre part, une inspection permanente. Cette dernière n'existe que dans les colonies suivantes : Cochinchine, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Inde, Guyane, Nouvelle-Calédonie, Sénégal³. Le fonctionnaire qui l'exerce porte le nom d'« inspecteur permanent. » Il est « chargé, au nom du Ministre, de l'inspection et du contrôle des services financiers dans les colonies. Il est subordonné au Gouverneur sous le rapport hiérarchique. Il ne relève, pour l'exercice de ses fonctions, que du Ministre, avec lequel il correspond directement ». Il a « le droit d'assister, avec voix représentative, aux séances du conseil privé. Les convocations de ce conseil lui sont communiquées. Il siège en face du président⁴. » Il remplit les fonctions de commissaire du gouvernement près le conseil du contentieux⁵. Il a pour mission de veiller à la régularité du fonctionnement de toutes les parties des services administratifs et financiers; et il requiert, à cet effet, l'exécution ponctuelle des lois, ordonnances, décrets, règlements et ordres ministériels, ainsi que des arrêtés et décisions du Gouverneur. Il lui est donné connaissance de tous les ordres ministériels concernant les services administratifs et financiers, de tous les ordres de service de l'autorité locale avant leur exécution, de tous les mandats concernant les dépenses du budget métropolitain ou du budget local, de tous les baux et marchés passés par l'administration. Pour les mandats, « la formalité de la communication résulte, soit de l'émargement, soit de l'apposition du timbre de l'inspection sur ces pièces ou sur les bordereaux qu'elles comportent, sans que l'annexion de cette formalité puisse autoriser le refus du paiement⁶ ».

1. Art. 133, § 1^{er} de la même ordonnance.

2. Décret instituant une inspection des services administratifs de la marine et des colonies, 23 juillet 1879.

3. Art. 9 du même décret.

4. Art. 11 du même décret.

5. Décret du 5 août 1881, art. 1^{er}.

6. Art. 11 du décret du 23 juillet 1879.

L'inspecteur ne peut, en effet, « diriger, empêcher ou suspendre aucune opération. Il peut cependant suspendre provisoirement les comptables dont la situation lui paraît irrégulière, sauf à en donner immédiatement avis au Gouverneur. Il peut également apposer les scellés sur les pièces qui lui sont présentées pendant le cours de ses vérifications, à charge d'en informer aussitôt le Gouverneur, qui statue, par décision écrite, sur les mesures à prendre¹ ». La surveillance de l'inspecteur s'étend sur toutes les dépenses faites dans la colonie, qu'elles soient inscrites au budget métropolitain ou qu'elles figurent seulement dans le budget colonial ou dans les budgets communaux; sur toutes les recettes des mêmes budgets, sur toutes les comptabilités, et sur tous les magasins de la colonie.

Les colonies de Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte, Nossi-Bé, Taïti, Gabon, n'ont pas d'inspecteur permanent. Elles sont soumises aux visites périodiques d'inspections dirigées par le ministère².

Indépendamment de l'inspection permanente dont nous venons de parler, le décret du 23 juillet 1879 institue, comme nous l'avons dit plus haut, une « inspection mobile », confiée à deux inspecteurs en chef de la marine qui résident à Paris, à la disposition du Ministre. Ils sont envoyés non seulement dans les colonies dépourvues d'inspecteurs permanents, mais encore dans celles qui ont ces inspecteurs. « L'inspecteur en chef envoyé en mission dans les colonies est chargé d'inspecter toutes les parties des services administratifs et financiers des colonies. » Pendant son séjour dans les colonies qu'il est chargé d'inspecter, il est investi de la presque totalité des droits attribués à l'inspecteur permanent, et peut se faire aider par ce dernier dans son inspection. Il donne des notes sur le personnel attaché à l'inspection permanente, et adresse au Ministre un rapport d'ensemble sur les résultats de sa mission. Toutes les caisses, tous les magasins, tous les livres et registres doivent être ouverts à sa simple requête; il doit être répondu, par les chefs de services et employés, à toutes les demandes de renseignements qu'il formule. En un mot, ses pouvoirs sont aussi étendus que pourraient l'être ceux du Ministre lui-même procédant

1. Art. 12 du décret du 23 juillet 1879.

2. Art. 9 du même décret.

à une inspection. Pendant son séjour dans la colonie, il assiste aux séances du Conseil privé, et c'est à lui qu'on adresse pour le contrôle toutes les pièces qui ordinairement sont adressées à l'inspecteur permanent.

8. — *Le procureur général.*

Le procureur général figure parmi les chefs de service qui font partie du Conseil privé. Il jouit, en qualité de chef d'administration, de pouvoirs étendus. Il prépare et soumet au Conseil privé, d'après les ordres du Gouverneur : 1° les projets de décrets, d'arrêtés, de règlements et d'instructions sur les matières judiciaires; 2° les rapports concernant les recours en grâce, les mesures à prendre à l'égard des fonctionnaires attachés à l'ordre judiciaire, dans le cas où ils auraient tenu une conduite répréhensible, les contestations entre les membres des tribunaux relativement à leurs fonctions, rangs et prérogatives. Le procureur général a dans ses attributions : la surveillance et la bonne tenue des lieux où se rend la justice, la surveillance de la curatelle aux successions vacantes, telle qu'elle est déterminée par les ordonnances, la préparation du budget des dépenses relatives à la justice, la vérification et le visa de toutes les pièces nécessaires à la justification et à la liquidation des frais de justice à la charge des divers services; le contreseing des arrêtés, règlements, décisions du Gouverneur et autres actes de l'autorité locale en ce qui concerne l'administration de la justice.

Il exerce directement la discipline sur les notaires, les avoués et autres officiers ministériels.

Le procureur général rend compte au Gouverneur de tout ce qui est relatif à l'administration de la justice et à la conduite des magistrats et des peines disciplinaires encourues par les officiers ministériels. Il présente au Gouverneur les listes des candidats aux places de judicature vacantes dans les tribunaux et les candidats pour les places de notaires, avoués et autres officiers ministériels. Comme les autres chefs de service, il correspond avec tous les fonctionnaires et les agents du Gouvernement dans la colonie, et les requiert au besoin, de concourir au bien du service qu'il dirige¹.

1. Ordonnances des 24 septembre 1828 et 30 septembre 1827.

9.— *Le fonctionnement de la justice dans les colonies françaises.*

Antilles et Réunion. — Le fonctionnement de la justice est assuré dans les colonies par les dispositions suivantes : L'île de la Martinique est divisée en huit cantons de justice de paix, la Guadeloupe en dix cantons de justice de paix, et la Réunion en neuf cantons de justice de paix. Chacune de ces justices de paix est composée d'un juge de paix, d'un suppléant et d'un greffier. La compétence des juges de paix coloniaux, en matière civile, est réglée conformément aux dispositions de la loi du 25 mai 1838. Toutefois, ils connaissent : 1° en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 250 francs, et, en premier ressort, jusqu'à la valeur de 500 francs, des actions indiquées dans l'article premier de cette loi; 2° en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 250 francs, des actions indiquées dans les articles 2, 3, 4 et 5 de ladite loi¹.

Ils connaissent, également en premier et dernier ressort, des actions pour dommages faits soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes; des déplacement de bornes, des usurpations de terre, arbres, haies, fossés; des réparations locatives, des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non-jouissance, etc., etc.².

En plus, les colonies dont nous venons de parler possèdent : 1° à la Réunion, deux tribunaux de première instance dont les sièges sont Saint-Louis et Saint-Pierre, et une cour d'appel à Saint-Pierre; deux tribunaux de première instance à la Martinique, siégeant l'un au Fort-Royal et le second à Saint-Pierre, et une cour d'appel au Fort-Royal; 3° trois tribunaux de première instance à la Guadeloupe siégeant le premier à la Basse-Terre, le second à la Pointe-à-Pitre et le troisième au bourg de Marie-Galante, et une cour d'appel dont le siège est à la Basse-Terre.

Les tribunaux de première instance de Saint-Pierre (Martinique), de la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) et de Saint-Denis (Réunion), sont composés : d'un président, de trois juges, d'un procureur de la République et d'un ou deux substituts au plus, d'un greffier et de commis-greffiers. Les autres tribunaux de première instance sont composés : d'un prési-

1. Décret du 16 août 1854, art. 1^{er}.

2. Ordonnance du 24 septembre 1828, art. 15.

dent, de deux juges, d'un procureur de la République et d'un substitut, d'un greffier et de commis-greffiers. Un ou deux juges suppléants peuvent être attachés à chacun de ces tribunaux¹. Les cours d'appel des trois colonies sont composées chacune : d'un président, de sept conseillers, d'un conseiller auditeur, d'un procureur général et de deux substituts, d'un greffier et de commis-greffiers.

Pour ces trois colonies, les tribunaux de première instance connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix en matière civile et commerciale, et de toutes actions civiles et commerciales, en premier et dernier ressort, jusqu'à concurrence de 2000 francs en principal ou de 200 francs de revenu, déterminé soit en rentes, soit par prix de bail, et, à la charge d'appel, au-dessus de ces sommes.

En matière correctionnelle, ils connaissent, en premier ressort, de tous les délits et de toutes les infractions aux lois dont la peine excède la compétence des juges de paix, et ils procèdent comme les tribunaux correctionnels en France. Toutefois, le juge de paix de la partie française de l'île Saint-Martin (dépendance de la Guadeloupe) est chargé de connaître, en premier ressort, des affaires correctionnelles dévolues dans les autres localités aux tribunaux de première instance. Les tribunaux de première instance connaissent, en outre, de l'appel des jugements de simple police, et, en premier ressort seulement, des contraventions aux lois sur le commerce étranger, le régime des douanes et les contributions indirectes. Les tribunaux de première instance exercent les attributions déferées, en France, aux chambres du conseil par le chapitre ix du livre I^{er} du code d'instruction criminelle. Un membre du tribunal, désigné pour trois ans par décret du président de la République, remplit les fonctions de juge d'instruction².

Les cours d'appel de ces trois colonies connaissent de l'appel des jugements correctionnels rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance; elles procèdent comme les chambres correctionnelles des cours d'appel de France³.

1. Décret du 16 août 1854.

2. Décret du 16 août 1854, art. 3 et 4.

3. Ordonnance du 24 septembre 1828, art. 15.

Les cours d'appel des trois colonies dont nous parlons statuent sur les mises en accusation, conformément au chapitre I^{er} du titre II du livre II du code d'instruction criminelle, et connaissent des oppositions aux ordonnances des chambres du conseil, conformément au chapitre ix du livre I^{er} du même code. La juridiction d'appel, en matière de commerce étranger, de douanes et de contributions indirectes, demeure réglée conformément à la législation existante. En audience solennelle, les arrêts doivent être rendus par sept magistrats au moins¹. Ces cours d'appel connaissent également des demandes formées par les parties ou, dans l'intérêt de la loi, par le procureur général en annulation des jugements en dernier ressort des justices de paix : 1^o en matière civile ou commerciale; 2^o en matière de police². La loi du 27 juillet 1880 porte institution du jury dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, et rend exécutoires pour elles, toutes les lois sur le jury en vigueur dans la métropole, ainsi que les articles 257, 260, 261, § 1^{er}; 262 à 270, 291 à 295, 296, § 2; 302 à 350, 352 à 380, 389 à 392, 394 à 399, 400 à 406, 434, 466 à 478, 520, 525 et 524 du code d'instruction criminelle métropolitain. Enfin, les articles 5, 6, 7, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 de la loi du 21 novembre 1872 sont remplacés dans la loi du 27 juillet 1880 par un certain nombre d'autres articles ayant trait au fonctionnement et à la pratique de cette institution.

Les conditions d'âge et d'aptitude déterminées par les lois pour la magistrature continentale sont applicables aux magistrats des colonies³; quant aux greffiers des cours d'appel et des tribunaux, ils doivent être âgés de vingt-cinq ans et être pourvus du titre de licencié en droit, à moins qu'ils n'aient précédemment exercé les fonctions d'avoué ou de greffier pendant trois ans au moins, soit en première instance, soit en appel⁴.

Sénégal. — Au Sénégal la justice est rendue par une cour d'appel siégeant à Saint-Louis, par deux tribunaux de première instance siégeant à Saint-Louis et à Gorée et

1. Décret du 16 août 1854, art. 6 et 7.

2. Ordonnance du 24 septembre 1828, art. 50 et 51.

3. Décret du 16 août 1854, art. 8.

4. Ordonnance du 24 septembre 1828, art. 109.

par une cour d'assises¹. Dans les divers arrondissements du Sénégal et dépendances, autres que Saint-Louis et Gorée, les commandants de cercle sont investis des fonctions de juges d'instruction, telles qu'elles ont été définies par l'ordonnance du 14 février 1838, portant application du code d'instruction criminelle dans cette colonie. En matière correctionnelle, la justice est rendue, dans l'arrondissement de Bakel, par un tribunal de première instance composé : du commandant de l'arrondissement, président, de deux notables titulaires et de deux notables suppléants², nommés pour un an par le Gouverneur de la colonie, et d'un greffier choisi par le commandant. Les fonctions du ministère public sont remplies par l'officier d'administration en résidence au fort de Bakel. Les citations sont données par un employé civil ou militaire désigné pour une année par le commandant de l'arrondissement. Un tribunal analogue a été créé à Sédhiou par décret du 6 juillet 1865.

Le tribunal de première instance de Saint-Louis comprend dans sa juridiction l'île de Saint-Louis et les établissements situés sur le fleuve du Sénégal. Il est composé d'un juge, d'un procureur de la République et d'un greffier. Celui de Gorée comprend dans sa juridiction l'île de Gorée et les établissements situés au sud de cet île. Il est également composé d'un juge, d'un procureur de la République et d'un greffier. Les tribunaux de première instance connaissent : de toutes les actions civiles et commerciales, en premier et en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs en principal ou de 60 francs de revenu déterminé soit en rentes, soit par prix de bail, et en premier ressort seulement au-dessus de ces sommes. Comme tribunaux de police ou correctionnels, il connaissent de toutes les contraventions de police et de tous les délits.

La cour d'appel siégeant à Saint-Louis est composée d'un président, d'un conseiller auditeur et d'un greffier. Le procureur de la République près le tribunal de Saint-Louis remplit auprès de la cour les fonctions de ministère public. Le ressort de la cour comprend l'ensemble des établissements français de la côte occidentale d'Afrique. Elle connaît des appels en matière civile, de commerce ou de

1. Décret du 9 août 1854, art. 1 et 2.

2. Décret du 6 juillet 1865, art. 1.

douanes, et en matière correctionnelle ou de simple police.

La cour d'assises du Sénégal siège à Saint-Louis; elle peut être, si les circonstances l'exigent, transportée temporairement à Gorée. Elle est composée du président de la cour d'appel, du conseiller et du conseiller auditeur, de quatre assesseurs pris parmi les notables sur une liste dressée chaque année par les soins du chef des services administratifs; du procureur de la République et du greffier de la cour d'appel. La cour d'assises connaît de toutes les affaires criminelles.

Outre les tribunaux français, il a été créé à Saint-Louis un tribunal musulman¹, composé d'un cadi, d'un assesseur qui le supplée en cas d'empêchement, et d'un greffier. Le tribunal musulman connaît exclusivement des affaires entre indigènes musulmans et relatives aux questions qui intéressent l'état civil, le mariage, les successions, donations et testaments. Les causes sont instruites et jugées d'après le droit et suivant les formes de procédure en usage chez les musulmans. Il connaît aussi de l'exécution de ses jugements. L'appel est ouvert aux parties contre les jugements du tribunal musulman. Il y est statué, d'après la loi musulmane, par un conseil composé du Gouverneur, président, d'un conseiller à la cour d'appel, du directeur des affaires indigènes et du chef de la religion musulmane. Le cadi, son suppléant et le greffier reçoivent des traitements annuels pris sur les fonds du service intérieur de la colonie.

Gabon. — Il a été institué dans les établissements français du Gabon un tribunal de première instance² composé d'un juge-président³, d'un officier du ministère public, fonctions remplies par le commissaire de police, et d'un greffier; celui-ci est nommé par le commandant et il remplit en même temps les fonctions de notaire. Le tribunal connaît, en matière civile et commerciale: 1° en premier et dernier ressort, de toutes les matières attribuées aux juges de paix par le code de procédure civile et par la loi du 28 mai 1838; 2° en premier et dernier ressort, des actions personnelles et mobilières, lorsque la valeur principale de la demande n'excède pas 1500 francs, et des demandes immobilières jusqu'à 60 francs

1. Décret du 20 mai 1857.

2. Décret du 1^{er} juin 1878, art. 1^{er}.

3. Décret du 21 décembre 1881, art. 1^{er}.

de revenu, déterminé soit en rentes, soit par le prix du bail; 3° en premier ressort seulement, et à charge d'appel devant la cour du Sénégal, de toutes les autres actions. Le tribunal connaît, en matière de simple police et de police correctionnelle : 1° en premier et dernier ressort, de toutes les contraventions déferées par les lois et règlements aux tribunaux de simple police, et des délits lorsque la peine consistera seulement en une amende, ou, s'il y a condamnation à l'emprisonnement, lorsque le temps pour lequel cette peine aura été prononcée n'excédera pas deux mois; 2° en premier ressort seulement, et à charge d'appel devant la cour du Sénégal, des délits dont la peine sera supérieure à celles indiquées plus haut. Quant aux crimes et délits ayant un caractère politique ou qui seraient de nature à compromettre l'action de l'autorité française, ils peuvent être déferés aux conseils de guerre sur un ordre du commandant supérieur. A défaut de conseil de guerre, ils seront jugés par un tribunal criminel spécial composé du commandant particulier, présidents et de deux assesseurs, pris parmi les officiers ou fonctionnaires assimilés de la colonie et nommés par le commandant supérieur¹.

Côte-d'Or. — Pour les établissements de la Côte-d'Or², les décrets des 1^{er} juin 1878 et 29 août 1879, portant réorganisation de la justice au Gabon, ont été rendus applicables à ces comptoirs, sous les réserves ci-après :

Le commandant particulier remplit les fonctions de juge de paix à compétence étendue. Il aura son siège à Assinie. Il tiendra des audiences foraines à Grand-Bassam et à Dabou une fois par mois. Ces audiences peuvent être modifiées par des arrêts rendus en conseil d'administration par le commandant supérieur des établissements français du golfe de Guinée. Nous devons faire remarquer, au sujet des audiences que le commandant d'Assinie doit tenir *une fois par mois* à Grand-Bassam et à Dabou, que la distance qui sépare Assinie et Dabou est assez considérable et nécessite plusieurs jours de voyage fatigants. D'un autre côté, il faudrait admettre que les barres de Grand-Bassam et d'Assinie permettent toujours l'embarquement et le débarquement, ce qui est inexact dans la plupart des cas. Il n'est pas rare, en

1. Décret du 20 août 1879, art. 2.

2. Décret du 16 décembre 1883, art. 4.

effet, de voir l'approche de ces deux points interdit pendant des semaines entières. L'indication « une fois par mois » semble donc être du domaine de la fantaisie pure.

Le juge de paix à compétence étendue dont nous parlons ci-dessus, connaît en matière civile et commerciale : 1° en premier et dernier ressort, de toutes les affaires personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 500 francs inclusivement et des demandes immobilières jusqu'à 20 francs inclusivement de revenu déterminé soit en rentes, soit par le prix du bail; 2° en premier ressort seulement, et à charge d'appel devant le tribunal du Gabon, de toutes les affaires personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1500 francs et des demandes immobilières jusqu'à 60 francs de revenu déterminé soit en rentes, soit par le prix du bail. Les autres actions seront portées devant le tribunal du Gabon; en matière de simple police et de police correctionnelle, il aura la même compétence que le juge du tribunal du Gabon.

Congo. — Un décret du 26 décembre 1884 a investi le commandant particulier de l'Ogôoué et de Fernand-Vaz des fonctions de juge de paix avec des attributions égales à celles des juges de paix en France. Il connaît aussi de toutes actions personnelles et mobilières dont la valeur n'excède pas 1500 francs et des demandes immobilières jusqu'à 100 francs de revenu déterminé soit en rentes, soit par le prix du bail. Il connaît également de toutes les contraventions déferées par les lois et règlements aux tribunaux de simple police.

Mayotte et Nossi-Bé. — A Mayotte¹ et à Nossi-Bé², il a été institué un tribunal de première instance composé dans chacune de ces colonies d'un juge et d'un greffier. Ces tribunaux connaissent, comme tribunal civil et commercial, en dernier ressort, lorsque la valeur et la demande en principal n'excède pas mille francs, à charge d'appel devant la cour de la Réunion; au delà de cette limite, des contestations civiles et commerciales autres que celles où les deux parties seraient indigènes; — comme tribunal correctionnel, des délits commis par les indigènes au préjudice de Français ou d'étrangers et des délits commis par des Français ou des

1. Décret du 30 janvier 1852, art. 3 et 7.

2. Décret du 29 février 1860, art. 1^{er} et 2.

étrangers, soit entre eux, soit entre des indigènes; comme tribunal de police, des contraventions de police et infractions aux règlements faits par l'autorité administrative.

Le juge du tribunal dans ces deux colonies est chef du service judiciaire.

De plus, à Mayotte est établi un conseil de justice, jugeant en dernier ressort des crimes de rébellion et d'attentat à la sûreté des deux colonies et composé comme suit : le commandant de la station, président, le magistrat, chef du service judiciaire, le capitaine d'artillerie, l'enseigne de vaisseau commandant la marine locale, un chirurgien de 1^{re} classe et deux lieutenants.

Inde. — Dans les établissements français de l'Inde¹ la justice est rendue par des tribunaux de paix, des tribunaux de première instance et une cour d'appel.

Des tribunaux de paix sont établis à Pondichéry, à Chandernagor et à Karikal. Un décret du 1^{er} mars 1879 a institué des justices de paix à compétence étendue à Mahé et à Yanaon. Enfin un autre décret, en date du 15 octobre 1879, a décidé que le juge de paix de Pondichéry tiendrait tous les quinze jours une audience foraine à Villenour et à Bahour et jugerait en matière civile et en matière de simple police.

Les tribunaux de paix sont composés d'un juge de paix et d'un greffier, et, s'il y a lieu, d'un juge suppléant et d'un commis greffier. La compétence des juges de paix dans les établissements français de l'Inde² est, en toute matière, la même que celle des juges de paix de France telle qu'elle se trouve déterminée par le code de procédure civile, livre 1^{er}, titre 1^{er}, et dans les lois du 25 mai 1838 et 2 mai 1855.

Les tribunaux de première instance sont au nombre de trois³ : celui de Pondichéry est composé d'un juge, d'un lieutenant de juge et de deux juges suppléants; celui de Chandernagor, d'un juge; celui de Karikal, d'un juge. Auprès de chacun de ces tribunaux il y a un procureur de la République et un greffier. Ces tribunaux connaissent⁴ : en premier et dernier ressort, des actions personnelles mobilières

1. Ordonnance du 7 février 1842, art. 1^{er} et 6.

2. Décret du 31 mai 1873, art. 1^{er}.

3. Ordonnance du 7 février 1842, art. 23.

4. Décret du 31 mai 1873, art. 3.

et commerciales jusqu'à 1500 francs de principal et des actions mobilières jusqu'à 60 francs de revenu déterminé soit en rentes, soit par prix de bail. Ils connaissent également, en dernier ressort, de toute action relative à des immeubles autres que les maisons, bâtiments et jardins, soumis à un impôt foncier de 12 francs par an. Au-dessus de cette somme, en premier ressort seulement. Quant aux immeubles soumis à l'impôt, la valeur pourra en être déterminée par eux. Enfin, comme tribunaux civils, ils prononcent sur l'appel des jugements rendus en premier ressort par les justices de paix en matière civile et commerciale.

La Cour d'appel¹ est composée d'un président, de trois conseillers et de deux conseillers auditeurs. Il y a près de la cour un procureur-général, un greffier en chef et un commis-greffier assermenté. La Cour d'appel statue souverainement sur l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux civils et correctionnels². Un décret du 12 juin 1883 porte promulgation du Code d'instruction criminelle dans les établissements français de l'Inde, sous certaines réserves qu'il serait trop long d'énumérer, ayant pour objet des modifications toutes locales.

Guyane. — A la Guyane, la justice est rendue par un tribunal de paix dont le siège est à Cayenne³ et qui est composé d'un juge de paix, de deux suppléants⁴ et d'un greffier; par une justice de paix à compétence étendue au Maroni et six justices de paix dont le siège est situé dans les communes ci-après : Approuague, Roura, Sinnamary, Mana, Oyapock et Kourou⁵. Les attributions de ces justices de paix sont les mêmes que celles de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion que nous avons exposées plus haut.

Il existe en plus, à la Guyane, un tribunal de première instance établi à Cayenne⁶ et composé d'un juge président, d'un lieutenant de juge et de deux juges suppléants. Près de ce tribunal, se trouvent un procureur de la République, un substitut, un greffier et deux commis-greffiers. Le tribunal

1. Décret du 31 mai 1873, art. 1^{er}.

2. Ordonnance du 7 février 1842, art. 34.

3. Ordonnance du 21 décembre 1828, art. 8 et 9.

4. Décret du 26 février 1875.

5. Décret du 21 juin 1880, art. 1^{er}.

6. Décret du 3 octobre 1880, art. 1^{er}.

de première instance connaît de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de paix en matière civile et commerciale et de toute action civile ou commerciale en premier et dernier ressort, jusqu'à concurrence de 1 500 francs en principal ou de 150 francs de revenu déterminé soit en rentes, soit par prix de bail, et à charge d'appel au-dessus de ces sommes ; en matière correctionnelle, il connaît en premier ressort de tous les délits et de toutes les infractions aux lois dont la peine excède la compétence des juges de paix. Ce tribunal connaît, en outre, de l'appel des jugements de simple police, et, en premier ressort seulement, des contraventions aux lois et règlements sur le commerce étranger, le régime des douanes et les contributions indirectes.

Au-dessus des justices de paix et du tribunal de première instance de Cayenne, il y a une Cour d'appel¹ composée de la façon suivante : un président, chef de service judiciaire², trois conseillers et un conseiller auditeur. Près de la cour il y a : un procureur-général, un substitut, un greffier en chef et un commis-greffier. La Cour d'appel connaît en dernier ressort des matières civiles et commerciales sur appel des jugements rendus en première instance et de l'appel des jugements rendus en matière correctionnelle, et en ce qui concerne les contraventions aux lois et règlements sur le commerce étranger, les douanes et les contributions indirectes, par le tribunal de première instance de Cayenne.

Il y a aussi à la Guyane une Cour d'assises³ qui connaît de toutes les affaires où le fait qui est l'objet de la poursuite est de nature à comporter une peine afflictive ou infamante. Elle est composée de trois conseillers et de quatre assesseurs pris sur une liste des habitants et des négociants éligibles au conseil général, les fonctionnaires ou retraités jouissant ou ayant joui d'un traitement de trois mille francs au moins, des professeurs, etc.

Nouvelle-Calédonie. — A la Nouvelle-Calédonie, il existe une justice de paix à compétence ordinaire, dont le siège est à Nouméa et trois justices de paix à compétence étendue, dont le siège est fixé à Canala, à Ouéga, et à Che-

1. Décret du 3 octobre 1880, art. 8 et 9.

2. Décret du 3 octobre 1880, art. 18 et 19.

3. Décret du 16 août 1854, art. 14.

penché (île Lifou)¹. Le juge de paix de Nouméa tient tous les mois une audience à Bouloupari. Le juge de paix de Canala tient une fois tous les deux mois une audience à Ourail, à Houailou et à Bourail. Le juge de paix d'Ouéga tient une fois tous les deux mois une audience, tantôt à Koné, tantôt à Touho. Le juge de paix de Chepenché tient une fois tous les deux mois des audiences, tantôt à Maré et tantôt à Ouvéa² dans les îles Loyalty.

Le juge de paix de Nouméa a les attributions et la compétence déterminées par la législation civile, commerciale et criminelle en vigueur à la Nouvelle-Calédonie et par les lois des 25 mai 1838, 2 mai 1855 et 27 janvier 1873, qui sont rendues applicables dans la colonie. Quant aux juges de paix à compétence étendue, ils connaissent de toutes les actions personnelles et mobilières, en matière civile et commerciale, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 500 francs, et, en premier ressort, jusqu'à celle de 1000 francs seulement. Ils exercent, en outre, les fonctions de présidents des tribunaux de première instance comme juges des référés en toutes matières; comme eux, ils peuvent ordonner toutes mesures conservatoires; en matière correctionnelle, ils connaissent: de toutes les contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels qui sont commises et constatées dans leur ressort; de tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à celle de six mois d'emprisonnement ou de 500 francs d'amende³.

Le décret du 27 mars 1879 a institué à Nouméa un tribunal de première instance et un tribunal supérieur. Le tribunal de première instance est composé d'un juge-président, d'un lieutenant de juge, d'un juge suppléant et d'un greffier nommés par le président de la République; comme tribunal civil, il connaît, en dernier ressort, dans toute l'étendue de la colonie et de ses dépendances, de toutes les demandes qui n'excèdent pas 1500 francs de valeur en principal ou 60 francs de revenu, et à charge d'appel de toutes les autres actions. Il connaît, en outre, comme tribunal d'appel, de toutes les demandes jugées en premier ressort par les justices de paix de la colonie. Comme tribunal de police correc-

1. Décret du 28 février 1882, art. 1.

2. Décret du 28 février 1882, art. 5.

3. Décret du 28 février 1882, art 8 et 9.

tionnelle, il connaît des appels des jugements rendus en premier ressort; en matière de simple police par le juge de paix de Nouméa, et, en matière de simple police et de police correctionnelle, de tous les jugements rendus en premier ressort par les juges de paix à compétence étendue. Il connaît, en outre, de tous les délits commis dans toute l'étendue de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances, à quelque nationalité qu'appartiennent les inculpés ou prévenus, à l'exception des délits dont la connaissance est réservée aux juges de paix à compétence étendue¹.

Le tribunal supérieur se compose d'un président et de deux juges nommés par le président de la République. Le greffier est celui du tribunal de première instance. Ce tribunal connaît: de tous les appels des jugements rendus en premier ressort par le tribunal de première instance en matière civile, commerciale ou correctionnelle; des demandes formées en annulation des jugements; au criminel, il connaît de tous les crimes commis dans la colonie, et, en général, de toutes les affaires qui sont portées en France, devant la Cour d'assises, mais, dans ce cas, le tribunal supérieur est assisté de quatre assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de trente notables, dressée chaque année par le gouverneur².

Auprès de ces deux tribunaux, un procureur de la République, chef du service judiciaire, remplit les fonctions du ministère public³. Un substitut lui est adjoint.

Il existe également à Nouméa un tribunal de commerce composé du juge président au tribunal de première instance, président, et de deux assesseurs, qui sont nommés pour une année sur une liste de vingt candidats élus par tous les commerçants français soumis depuis un an au moins à la patente. Ce tribunal connaît: en premier et dernier ressort, de toutes les affaires attribuées aux tribunaux de commerce par les lois en vigueur, jusqu'à concurrence de 1500 francs; en dernier ressort seulement, de toutes les affaires commerciales qui excèdent 1500 francs⁴.

Océanie orientale. — La justice est rendue dans les éta-

1. Décret du 28 février 1882, art. 3.

2. Décret du 28 février 1882, art. 5.

3. Décret du 27 mars 1879, art. 2.

4. Décret du 28 février 1882, art. 2 et 3.

blissements français de l'Océanie orientale par cinq justices de paix siégeant [à Rikitea (îles Gambier), Papeete (île Moréa), Taravai, Anaa¹ et Tahahuku (île Hiva-oo, archipel des Marquises)². Ces justices de paix connaissent en premier ressort : de toutes les affaires civiles, lorsque la valeur principale de la demande n'excédera pas 1000 francs ; des contraventions de police, telles qu'elles sont définies par le code pénal et le code d'instruction criminelle, ainsi que des contraventions prévues par les arrêtés et les règlements locaux et enfin des affaires correctionnelles³.

A Papeete, il y a encore un tribunal de première instance, un tribunal supérieur et un tribunal de commerce. Le tribunal de première instance, composé d'un juge, d'un lieutenant de juge et d'un greffier, connaît, en matière civile, en premier et en dernier ressort, pour le territoire de Papeete, de toutes les affaires attribuées aux juges de paix par les lois du 25 mai 1838 et du 2 mai 1855, jusqu'à concurrence de 250 francs ; en premier ressort seulement, de toutes les affaires qui excèdent 250 francs de valeur déterminée pour le territoire de Papeete et de toutes les affaires qui excèdent 1000 francs pour le reste de la colonie. Il connaît en premier et dernier ressort, pour le territoire de Papeete : des contraventions de police, telles qu'elles sont définies par le Code pénal et le Code d'instruction criminelle, ainsi que des contraventions prévues par les arrêtés et les règlements locaux⁴.

Le tribunal supérieur de Papeete se compose d'un président et de deux juges nommés par le président de la République. Comme tribunal d'appel, le tribunal supérieur connaît des appels des jugements rendus par les tribunaux de paix en matière civile, correctionnelle et de simple police ; des appels des jugements rendus en premier ressort par le tribunal de première instance en matière civile, correctionnelle et de simple police ; des appels des jugements rendus en premier ressort par le tribunal de commerce ; des demandes formées par les parties ou le ministère public en annulation de jugement⁵. Au criminel, le tribunal supérieur

1. Décret du 18 août 1868, art. 11.

2. Décret du 6 octobre 1882, art. 1^{er}.

3. Décret du 1^{er} juillet 1880, art. 1^{er}.

4. Décret du 18 août 1868, art. 18.

5. Décret du 1^{er} juillet 1880, art. 2.

connaît de toutes les affaires qui sont portées en France devant la Cour d'assises, mais, dans ce cas, il est assisté de deux assesseurs désignés par la voie du sort sur une liste de douze notables français, dressée par le commandant¹. Auprès de ces deux tribunaux, un procureur de la République, chef du service judiciaire remplit les fonctions de ministère public².

Il existe aussi un tribunal de commerce composé du juge au tribunal de première instance, président et de deux assesseurs. Les assesseurs sont au nombre de six. Ils sont nommés pour une année par le commandant, en conseil d'administration, sur une liste de douze candidats élus par les commerçants français soumis depuis un an au moins à la patente. Ce tribunal connaît, en premier et dernier ressort, de toutes les affaires attribuées aux tribunaux de commerce par les lois en vigueur, jusqu'à concurrence de 250 francs; en premier ressort seulement, de toutes les affaires commerciales qui excèdent 250 francs³.

Saint-Pierre et Miquelon. — La justice à Saint-Pierre et Miquelon est administrée par deux justices de paix, dont les chefs-lieux sont Saint-Pierre et Miquelon, et par un tribunal de première instance. Celui-ci est formé d'un seul juge qui peut cumuler ces fonctions avec celles de juge de paix de Saint-Pierre. Il y a également à Saint-Pierre un conseil d'appel⁴ et un tribunal de commerce⁵. Les attributions de ces divers pouvoirs judiciaires sont, à quelques détails près, ceux des tribunaux des diverses colonies que nous avons étudiés plus haut. Le procureur de la République exerce l'action publique dans le ressort des tribunaux des îles Saint-Pierre et Miquelon et remplit les fonctions du ministère public près les juridictions de première instance et d'appel. Il est aussi chef du service judiciaire de la colonie.

L'ordonnance du 28 juillet 1841, modifiée par le décret réglant la situation de la magistrature coloniale du 1^{er} décembre 1858 stipule que les magistrats des cours d'appel et des tribunaux de première instance des colonies fran-

1. Décret du 1^{er} juillet 1880, art. 6 et 7.

2. Décret du 18 août 1868, art. 19.

3. Décret du 1^{er} juillet 1880, art. 4.

4. Ordonnance du 26 juillet 1833, art. 5, 21, 28.

5. Décret du 24 février 1881.

çaises sont considérés comme détachés du ministère de la justice pour un service public et placés sous l'autorité du ministre de la marine et des colonies. Les conditions d'admission aux fonctions de la magistrature aux colonies sont les mêmes que celles demandées en France, c'est-à-dire que les candidats doivent être licenciés en droit et avoir fait un stage de deux ans comme avocat. La magistrature coloniale diffère cependant de celle de la métropole en ce qu'elle n'est pas inamovible.

Cochinchine. — En Cochinchine¹, la justice est rendue par des tribunaux de paix, des tribunaux de première instance et une cour d'appel.

Le tribunal de paix de Saïgon est composé d'un juge de paix, de deux suppléants, d'un greffier. La compétence et le fonctionnement du tribunal de paix sont déterminés conformément aux règles qui régissent les justices de paix en France. Dans les autres localités, à défaut de tribunaux de paix, les juges présidents des tribunaux de première instance remplissent, dans l'arrondissement où siège ce tribunal, les fonctions contentieuses des juges de paix et font les actes tutélaires attribués à ces magistrats par la loi française, tels que les appositions et les levées de scellés, les avis de parents, les actes de notoriété et d'autres actes qui sont dans l'intérêt des familles. Dans les arrondissements où ne siège pas le tribunal de première instance, les fonctions tutélaires seront remplies par l'administrateur ou un agent de l'administration, à la nomination du gouverneur sur la proposition du procureur général².

Sept tribunaux de première instance ont été établis en Cochinchine, dans les localités suivantes : Saïgon, Bien-Hoa, Mytho, Bentré, Vinh-Long, Chaudoc et Soc-Trang. Le tribunal de Saïgon, qui est le plus important, est composé d'un juge président, d'un lieutenant de juge et de quatre suppléants, dont la fonction est de remplacer, par intérim, les magistrats absents ou empêchés. Ils peuvent être, en outre, chargés des enquêtes, des interrogatoires, des ordres, des contributions et de tous les actes d'instruction civile. Un procureur de la République et un substitut sont attachés au tribunal de Saïgon.

1. Décret du 25 mai 1881, art. 1^{er}.

2. Décret du 25 mai 1881, art. 3 et 4.

Les tribunaux de première instance de Bien-Hoa, Mytho et Bentré sont composés d'un juge président, un lieutenant de juge, un juge suppléant, un procureur de la République; ceux de Vinh-Long, Chaudoc et Soc-Trang ne sont composés que d'un juge président, un lieutenant de juge et un procureur de la République. Le président, le lieutenant de juge et le procureur de la République de chacun des tribunaux d'arrondissement devront justifier de la connaissance de la langue annamite¹.

Les tribunaux de première instance de la Cochinchine connaissent en premier et dernier ressort de toutes actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1500 francs de principal, et des actions immobilières jusqu'à 100 francs de revenu déterminé, soit en rentes, soit par prix de bail, et, à charge d'appel, de toutes les autres actions. Ils connaissent, en outre, de l'appel des jugements des tribunaux de paix; en matière correctionnelle, ils connaissent, à charge d'appel, de tous les délits correctionnels; ils connaissent de même des appels de simple police².

La cour d'appel de Cochinchine siège à Saïgon; elle se compose d'un président, d'un vice-président, de cinq conseillers, de quatre conseillers auditeurs, d'un greffier et de commis-greffiers. Près de la cour, pour remplir les fonctions du ministère public, on trouve un procureur-général, un avocat-général et deux substituts³. Deux conseillers à la cour et un conseiller auditeur devront justifier de la connaissance de la langue annamite⁴.

La Cour d'appel est partagée en deux chambres entre lesquelles sont réparties les affaires; l'une d'entre elles est plus spécialement chargée des affaires civiles et commerciales entre indigènes.

La cour connaît en matière civile et commerciale : 1° des appels formés contre les jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et de commerce; 2° des appels formés contre les jugements rendus en premier ressort par les représentants du protectorat français dans l'Extrême-Orient; 3° des appels formés contre les jugements

1. Décret du 25 mai 1881, art. 6 et 7.

2. Décret du 25 mai 1881, art. 8.

3. Décret du 25 mai 1881, art. 9.

4. Décret du 25 mai 1881, art. 38.

rendus en premier ressort par les consuls de France en Annam. En matière correctionnelle, la Cour connaît des appels des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de la colonie, par le représentant du protectorat français au Cambodge et par les consuls de France en Annam. Quant aux jugements en dernier ressort rendus par les tribunaux de simple police, et ceux de même nature qui sont rendus en toute matière par les tribunaux de première instance jugeant d'après la loi indigène, ils pourront être attaqués devant la Cour d'appel par la voie de l'annulation¹.

Les crimes commis sur le territoire des possessions françaises en Cochinchine sont déférés à des cours criminelles siégeant tous les trois mois dans chacun des chefs-lieux d'arrondissement de la colonie où siège un tribunal de première instance. La Cour criminelle de Saïgon juge les crimes commis au Cambodge par des Français ou autres individus d'origine européenne; elle est composée de trois conseillers à la Cour, dont l'un remplit les fonctions de président, de deux assesseurs désignés par la voix du sort sur une liste de vingt notables français domiciliés dans les arrondissements de Saïgon et de Cholon, jouissant de leurs droits civils et politiques, et choisis par une commission dont le directeur de l'intérieur est le président. S'il s'agit de juger des accusés annamites, les assesseurs sont indigènes; ils sont pris également sur une liste de vingt notables indigènes, dressée chaque année par le gouverneur sur la proposition du procureur général et du directeur de l'intérieur².

Dans les autres arrondissements, la Cour criminelle se compose : d'un conseiller à la Cour d'appel, président, de deux magistrats pris parmi les juges du siège et de deux assesseurs choisis par la voie du sort sur une liste de vingt notables indigènes dressée par le gouverneur en conseil privé, sur la proposition du procureur-général et du directeur de l'intérieur. S'il s'agissait, cependant, de juger des accusés européens, les deux assesseurs seront désignés par la voix du sort sur la liste des notables de Saïgon.

Le procureur-général est chef du service judiciaire³.

Le décret du 3 octobre 1883 a rendu applicable en Cochin-

1. Décret du 25 mai 1881, art. 10, 11, 12 et 13.

2. Décret du 25 mai 1881, art. 15, 16 et 17.

3. Décret du 25 mai 1881, art. 18 et 24.

chine les titres préliminaires, I et III du premier livre du Code civil métropolitain; le titre II du même livre « des actes de l'état civil » est remplacé, pour les indigènes et Asiatiques, par les dispositions d'un décret rendu à la même date du 3 octobre 1883; enfin un précis rédigé par les soins du ministre de la marine et des colonies et du garde des sceaux a fixé, d'après les lois et les usages annamites, les principes du droit civil sur les matières traitées dans les titres IV, V, VI, VII, VIII, IX, X et XI du premier livre du code et a reçu, par leur approbation, force exécutoire pour les indigènes et Asiatiques dans l'étendue de la colonie¹.

Pour compléter cette étude des rouages administratifs de nos colonies, il nous reste à parler du Conseil privé et du Conseil général.

10. — *Le Conseil privé.*

Le *Conseil privé* a été institué dans la colonie de la Réunion, par l'ordonnance du 21 août 1825²; dans celles de la Martinique et de la Guadeloupe, par l'ordonnance du 9 février 1827³. L'ordonnance du 27 avril 1828 a institué le Conseil privé dans la colonie de la Guyane⁴. L'ordonnance du 23 juillet 1840 qui organisa l'administration coloniale de nos établissements de l'Inde y instituait un « Conseil d'administration⁵ », analogue au Conseil privé des colonies précédemment citées; un décret spécial du 24 juin 1879 a créé dans cette colonie un « Conseil privé ». Un décret du 4 février 1879 établit au Sénégal un Conseil d'administration, transformé en Conseil privé par décret du 24 février 1885. Un décret du 2 avril 1885 a institué un Conseil privé à Saint-Pierre et Miquelon. Un autre décret du 2 avril 1885 a institué un Conseil privé en Nouvelle-Calédonie. Enfin, un décret du 10 janvier 1886, qui organise les Établissements français de l'Océanie, y institue un Conseil privé. Toutes nos colonies, sauf Mayotte, Nossi-Bé et le Gabon, sont donc pourvues actuellement d'un Conseil privé. La composition et les pouvoirs de ce Conseil sont à peu près les mêmes

1. Décret du 3 octobre 1883, art. 1, 2 et 3.

2. Titre V, art. 139 à 171.

3. Titre VI, art. 154-187.

4. Voyez le titre V, art. 143-176 de cette Ordonnance.

5. Voyez le titre V, art. 93-110 de cette Ordonnance.

dans toutes nos colonies. A la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion, à la Guyane, dans l'Inde, à Taïti, en Nouvelle-Calédonie, le Conseil privé est composé : du gouverneur, du directeur de l'intérieur, du procureur général, de deux conseillers privés, nommés par décret du gouvernement de la métropole, sur la proposition du gouverneur et choisis parmi les habitants les plus notables, âgés de trente ans révolus, domiciliés dans la colonie depuis cinq ans au moins. Deux suppléants nommés de la même façon les remplacent au besoin. Au Sénégal, le Conseil privé est composé du gouverneur, du commandant de la marine, du chef de service de la justice, de deux conseillers privés nommés par le gouverneur, et remplaçables par deux suppléants nommés de la même façon. A Saint-Pierre et Miquelon, le Conseil privé est composé du commandant, président, du chef de service de l'intérieur, du chef du service judiciaire, d'un conseiller privé titulaire, remplaçable par un suppléant, l'un et l'autre nommés par décret. Dans toutes les colonies, le chef de service administratif, le chef du service de santé, sont appelés au Conseil privé avec voix consultative sur les questions qui les intéressent.

Les pouvoirs du Conseil privé sont à peu près les mêmes dans toutes nos colonies; nous nous bornons à indiquer les plus importants.

Les gouverneurs sont tenus de prendre l'avis du Conseil privé, mais sans qu'ils soient tenus de s'y conformer, quand ils délivrent des actes de francisation; sur l'état des dépenses à faire dans la colonie pour les services à la charge de la métropole et qui sont arrêtées chaque année pour être soumises à l'approbation du ministère de la Marine; sur les mémoires, plans et devis, relatifs aux travaux projetés qui sont soumis à l'approbation du ministre. Les rôles des contributions directes ne sont rendus exécutoires et il n'est statué sur les demandes en dégrèvement qu'après avis du Conseil privé. Le Conseil privé est encore consulté sur les demandes ayant pour objet l'établissement de Sociétés anonymes; sur la défense ou la permission, selon qu'il y a lieu, d'exporter des grains, des légumes, bestiaux et autres objets de subsistance; sur les acquisitions, échanges, aliénations d'immeubles proposées au ministre pour le compte de la métropole; sur la fondation des collèges, écoles ou autres institutions d'instruction publique; sur l'acceptation des

dons et legs pieux ou de bienfaisance ne dépassant pas 3000 francs; sur l'établissement, la levée et la durée des quarantaines et des cordons sanitaires et la fixation des lieux de lazarets; sur l'empêchement ou le retard apporté à l'exécution des arrêts de condamnation en matière criminelle ou sur le sursis à accorder lorsqu'il y a lieu de recourir à la clémence du Président de la République; sur l'autorisation de paiement provisoire de la retraite, demi-soldes ou pensions aux intéressés quand les propositions ont été faites au ministre.

Le Conseil privé vérifie et arrête les comptes des receveurs, des gardes-magasins et de tous les comptables de la colonie, à l'exception des trésoriers-payeurs, mais les jugements du Conseil privé peuvent être révisés par la Cour des comptes, devant laquelle les intéressés peuvent toujours se pourvoir. Il vérifie et arrête encore les comptes rendus par les commis aux revues ou autres comptables embarqués sur ceux des bâtiments de l'État qui sont attachés au service de la colonie.

Le Conseil privé connaît, comme conseil du contentieux administratif, de toutes les contestations qui peuvent s'élever entre l'Administration et les entrepreneurs de fournitures ou de travaux publics, ou tous autres qui auraient passé des marchés avec le gouvernement, concernant le sens ou l'exécution des clauses de leur marché; des réclamations des particuliers qui se plaignent de torts et dommages provenant du fait personnel desdits entrepreneurs, à l'occasion de marchés passés par ceux-ci avec le gouvernement, des demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers à raison du dommage causé à leurs terrains pour l'extraction ou l'enlèvement des matériaux nécessaires à la confection des chemins, canaux et autres ouvrages publics; des demandes en réunion de terrains au domaine, lorsque les concessionnaires ou leurs ayants droits n'ont pas rempli les clauses des concessions; des demandes concernant les concessions de prises d'eau et de saignées à faire aux rivières pour l'établissement des usines, l'irrigation des terres et tous autres usages; la collocation des terres dans la distribution des eaux; la quantité d'eau appartenant à chaque terre; la manière de jouir de ces eaux; les servitudes et placements de travaux pour la conduite et le passage des eaux; les réparations et l'entretien desdits travaux; l'interprétation des titres de conces-

sion, s'il y a lieu, laissant aux tribunaux à statuer sur toute autre contestation qui peut s'élever relativement à l'exercice des droits concédés et à la jouissance des eaux appartenant à des particuliers.

Le Conseil privé connaît encore, comme conseil du contentieux administratif, des contestations relatives à l'ouverture, la largeur, le redressement et l'entretien des routes royales, des chemins vicinaux; de ceux qui conduisent à l'eau; des chemins particuliers ou de communication aux villes, routes, chemins, rivières et autres lieux publics, comme aussi des contestations relatives aux servitudes pour l'usage de ces routes et de ces chemins; des contestations relatives à l'établissement des embarcadères, des ponts, bacs et passages sur les rivières et sur les bras de mer, ainsi que de celles qui ont rapport à la pêche sur les rivières et sur les étangs appartenant au domaine; des empiètements sur la réserve des cinquante pas géométriques et sur toute autre propriété publique; des demandes formées par les comptables en main-levée de séquestre ou d'hypothèques établies à la diligence de l'inspecteur colonial.

Lorsque le Conseil privé se constitue en conseil de contentieux administratif ou en commission d'appel, il s'adjoint deux membres de l'ordre judiciaire nommés par le gouverneur. Les fonctions du ministère public y sont exercées par l'inspecteur colonial, qui prend le titre de commissaire du gouvernement¹.

11. — *Les Conseils généraux et les Conseils coloniaux, les Conseils locaux, les Conseils d'arrondissements.*

La plupart de nos colonies sont actuellement pourvues d'un « Conseil général », élu doué de très importantes attributions. Ce Conseil a été attribué à la Réunion par l'ordonnance du 21 avril 1825; à la Martinique et à la Guadeloupe, par l'ordonnance du 9 février 1827. L'ordonnance du 27 avril 1828 avait institué à la Guyane, dans l'Inde et au Sénégal un Conseil général. Mais cette disposition fut abrogée par un décret du 27 avril 1848. Un décret du 23 décembre 1878 a institué de nouveau un Conseil général à la Guyane. Un Conseil général a été créé pour les établissements de l'Inde par

1. Ordonnances des 21 août 1825, 9 février 1827, 22 août 1833, art. 173 à 179.

un décret du 28 juillet 1840 qui créait également des conseils d'arrondissement à Chandernagor et à Karikal. Un décret du 25 janvier 1879 a institué dans l'Inde française, un conseil général siégeant à Pondichéry, et des « conseils locaux » à Pondichéry, à Chandernagor, à Karikal, à Mahé et à Yanaon. Le décret du 4 février 1879 a institué un conseil général au Sénégal; le décret du 2 avril 1885 a créé celui de Saint-Pierre et Miquelon; un autre décret de la même date a institué celui de la Nouvelle-Calédonie. Le décret du 10 janvier 1886 a institué le conseil général des établissements de l'Océanie. La Cochinchine est pourvue d'un « conseil colonial » créé par décret du 8 février 1880. Un arrêté du gouverneur de la colonie en date du 12 mai 1882 y a créé des conseils d'arrondissements.

La composition des conseils généraux varie avec les colonies. A la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion¹, le nombre des conseillers est actuellement de 36². Ils sont élus par canton, le gouvernement répartissant par canton le nombre des conseillers à élire pour toute la colonie; à leur élection sont applicables « les dispositions législatives qui régissent en France l'élection des conseils généraux et des conseils municipaux³ ». Ils sont élus par tous les citoyens âgés de 25 ans révolus, résidant dans la colonie depuis un an au moins⁴. Les conseils généraux des Antilles et de la Réunion élisent dans leur sein une Commission coloniale⁵.

Le conseil général de la Guyane est composé de 16 membres élus pour 6 ans au suffrage universel et direct par tous les citoyens français âgés de 21 ans accomplis jouissant de leurs droits civils et politiques, n'étant dans aucun cas d'incapacité prévu par la loi et domiciliés dans la colonie depuis un an au moins⁶.

1. Pour la composition, le mode de nomination et les attributions des conseils généraux de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, voyez les ordonnances du 21 août 1825 et du 9 février 1827; le sénatus-consulte du 3 mai 1855, art. 12; celui du 4 juillet 1866; les décrets des 26 juillet 1854, 11 août 1866, 3 décembre 1870, 12 juin 1879, 7 novembre 1879.

2. En vertu du décret du 7 novembre 1879.

3. Art. 2 du décret du 3 décembre 1870.

4. Voyez décret du 26 juillet 1854, art. 3 et décret du 3 décembre 1870.

5. Voyez le décret du 12 juin 1879.

6. Voyez sur les incompatibilités pour le mandat de conseiller général à la Guyane, au Sénégal et dans l'Inde, le décret du 24 février 1885.

Le conseil général de l'Inde¹ se compose de 30 membres élus sur des listes distinctes par établissement. Dans chaque établissement, il doit être formé trois listes d'électeurs. « La première liste comprend les électeurs européens et descendants d'Européens ; la deuxième comprend les Indiens ayant renoncé à leur statut personnel², quelle que soit l'époque à laquelle a eu lieu cette renonciation : la troisième les Indiens non renonçants³. » « Les électeurs des trois listes peuvent, à leur choix, élire des Européens, des renonçants ou des non renonçants⁴. Les conseillers généraux sont élus pour 6 ans, renouvelables par moitié tous les trois ans, et indéfiniment rééligibles. Sont éligibles les citoyens inscrits sur une liste d'électeurs dans la colonie, ou justifiant qu'ils devaient être inscrits le jour de l'élection, âgés de 25 ans accomplis, sachant parler, lire et écrire le français⁵.

Le conseil général du Sénégal⁶ se compose de 16 membres élus, à raison de dix pour l'arrondissement de Saint-Louis et de six pour celui de Gorée, par le suffrage direct et universel. Sont électeurs⁷ tous les citoyens français établis dans la colonie depuis 6 mois et âgés de 21 ans accomplis. Sont éligibles les citoyens inscrits sur une liste d'électeurs dans la colonie ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection, âgés de 25 ans accomplis, sachant parler, lire et écrire le français. Les conseillers généraux sont élus pour six ans, renouvelables par moitié tous les trois ans et indéfiniment rééligibles. Le conseil général du Sénégal élit dans son sein une Commission coloniale.

Le conseil général de Saint-Pierre et Miquelon⁸ est composé de 12 membres élus, à raison de neuf pour Saint-Pierre,

1. Voyez le décret du 25 janvier 1879 et ceux du 26 février 1884, 22 avril 1884, 24 février 1885.

2. Le statut personnel est le droit qui a été laissé aux indigènes de nos établissements de l'Inde d'être jugés suivant les coutumes de leur caste ; en renonçant à ce droit, ils se soumettent à la juridiction française.

3. Décret du 16 février 1884, art. 1^{er}.

4. Art. 6 du même décret. Cette clause et celle de l'article 1^{er} sont applicables aux tiers avec élection des conseils locaux et des conseils municipaux qu'à celle du conseil général.

5. Décret du 24 février 1885. Ce décret fixe les incompatibilités avec le mandat de conseiller général dans l'Inde, au Sénégal et à la Guyane.

6. Voyez : Décrets du 24 février 1879, du 24 février 1885, du 15 septembre 1885.

7. Voyez : Décret du 2 avril 1885, 10 mai 1885.

un pour l'Île-aux-Chiens, deux pour Miquelon et L'Anglade, au suffrage universel et au scrutin de liste dans chaque circonscription, sur les listes dressées pour les élections municipales. Sont électeurs tous les citoyens français âgés de 21 ans, domiciliés dans la colonie depuis six mois au moins. Sont éligibles tous les citoyens âgés de 25 ans, inscrits sur une liste d'électeurs dans la colonie, ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection, domiciliés dans la colonie ou inscrits au rôle d'une contribution directe, le nombre des conseillers non domiciliés ne pouvant, en aucun cas, dépasser le quart du nombre total des membres dont le conseil doit être composé. Les conseillers sont élus pour 6 ans, renouvelables par moitié tous les 3 ans et indéfiniment rééligibles. Le conseil choisit parmi ses membres une Commission coloniale.

Le conseil général de la Nouvelle-Calédonie¹ est composé de 16 membres élus dans six circonscriptions², par la commune de Nouméa sur les listes des élections municipales, par les autres circonscriptions sur des listes dressées par arrondissement, conformément à l'article 14 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale. Les conditions d'éligibilité et de durée de mandat sont les mêmes que pour le conseil de Saint-Pierre et Miquelon. Le conseil élit dans son sein une Commission coloniale.

Le conseil général des établissements de l'Océanie est composé de 18 membres répartis en six circonscriptions : la ville de Papeete élit 4 conseillers ; les îles de Taïti et de Moréa en élisent 6 ; les îles Marquises 2 ; les îles Tuamotu 4 ; les îles Gambier, 1 ; les îles Tubuaï et Rapa, 1. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte de nos établissements de l'Océanie pour juger de la difficulté qu'il y aurait à faire procéder simultanément à ces élections. Si l'on tient compte du petit nombre d'habitants qui existent dans les établissements, on verra que sauf en ce qui concerne Taïti et Moréa, rien n'exigeait la création de ce conseil général. Nous avons là un excellent exemple de la mauvaise habitude qu'ont nos administrations d'introduire partout les mêmes institutions,

1. Voyez le décret du 2 avril 1885 ; le seul qui régit la matière.

2. 1^{re} circonscription, Commune de Nouméa, 5 conseillers.

2^e — 1^{er} arrondissement, sans Nouméa 3 —

3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 2^e arrondissement, chacun 2 —

sans se préoccuper de savoir si elles conviennent ou ne conviennent pas aux colonies dans lesquelles elles les introduisent. Quoi qu'il en soit, l'élection a lieu au suffrage universel, et au scrutin de liste dans chaque circonscription, les listes étant dressées conformément à l'article 14 de la loi d'organisation municipale du 5 avril 1844. « Ne peuvent prendre part au vote, dans chaque circonscription, que les habitants des districts dans lesquels l'état civil sera régulièrement organisé. » Sont éligibles « tous les citoyens inscrits sur une liste d'électeurs ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection, âgés de vingt-cinq ans accomplis, sachant lire et écrire le français, qui sont domiciliés dans la colonie, et ceux qui, sans y être domiciliés, y seront inscrits au rôle d'une contribution directe. » La durée du mandat est la même que pour le Sénégal. Le conseil nomme une Commission coloniale.

Le « conseil colonial » de la Cochinchine¹ se compose de 6 membres, citoyens français ou naturalisés; 6 membres asiatiques sujets français; 2 membres civils du conseil privé qui seront nommés par décret; 2 membres délégués de la chambre de commerce et élus dans son sein. Tous ces membres sont nommés pour quatre ans; ils sont renouvelables par moitié tous les deux ans, dans chaque catégorie, et indéfiniment rééligibles. Les membres français du conseil colonial sont élus au scrutin secret par le suffrage universel et direct de tous les citoyens français ou naturalisés, domiciliés dans la colonie depuis un an et âgés de vingt et un ans. Pour être éligibles, ils doivent être inscrits sur les listes électorales, être âgés de vingt-cinq ans accomplis et être domiciliés dans la colonie depuis deux ans. Les membres indigènes sont élus, dans chaque circonscription, par un collège composé d'un délégué de chacune des municipalités, désigné par le suffrage des notables. A partir de 1886, les indigènes ne pourront être élus que s'ils savent parler le français; jusqu'à cette époque, les indigènes pourront nommer des Français éligibles.

Les pouvoirs de tous les conseils dont nous venons de parler sont à peu près les mêmes. Nous nous bornons à noter ici les principaux, renvoyant les lecteurs, pour les détails, aux décrets que nous avons cités dans les pages

1. Voyez : Décrets du 8 février 1880 et du 12 mars 1881.

précédentes. Les conseils généraux votent : 1° les dépenses d'intérêt local ; 2° les taxes nécessaires pour l'acquittement de ces dépenses et pour le paiement, s'il y a lieu, de la contribution due à la métropole ; 3° les contributions extraordinaires et les emprunts à contracter dans l'intérêt de la colonie. Ils donnent leur avis sur toutes les questions d'intérêt local dont la connaissance leur est réservée par les règlements ou sur lesquelles ils sont consultés par le Gouverneur¹.

Ils statuent sur les acquisitions, aliénations et échanges des propriétés mobilières et immobilières de la colonie, quand ces propriétés ne sont pas affectées à un service public ; sur le changement de destination et d'affectation des propriétés de la colonie, lorsque ces propriétés ne sont pas affectées à un service public ; sur le mode de gestion des propriétés de la colonie ; sur les baux de biens donnés ou pris à ferme ou à loyer, quelle qu'en soit la durée, par la colonie ; sur les actions à intenter ou à soutenir au nom de la colonie ; sur les transactions qui concernent les droits de la colonie ; sur l'acceptation ou le refus des dons et legs faits à la colonie ; sur la direction et le classement des routes ; sur la part contributive de la colonie dans la dépense des travaux à exécuter par l'État et qui intéressent la colonie.

Les conseils généraux votent les tarifs d'octroi de mer sur les objets de toute provenance, ainsi que les tarifs de douanes sur les produits étrangers, naturels ou fabriqués, importés dans la colonie ; ces décrets sont rendus exécutoires par décret du président de la République, le conseil d'État entendu.

Les conseils généraux délibèrent sur les emprunts à contracter et les garanties pécuniaires à consentir ; sur le mode de recrutement et de protection des immigrants ; sur le mode d'assiette et les règles de perception des contributions et taxes ; sur le concours de la colonie dans les dépenses des travaux qui intéressent à la fois la colonie et les communes ; sur l'établissement, le changement ou la suppression des foires et marchés.

Les conseils généraux donnent simplement leur avis : sur les changements proposés à la circonscription du territoire des arrondissements, des cantons et des communes, et à la désignation des chefs-lieux ; sur les difficultés relatives à

1. Sénatus-consulte du 3 mai 1854, art. 14.

la répartition de la dépense des travaux qui intéressent plusieurs communes et, en général, sur toutes les questions d'intérêt colonial dont la connaissance leur est réservée par les règlements ou sur lesquelles ils sont consultés par le Gouverneur. Enfin, le budget de la colonie est délibéré par le conseil général¹.

Nous avons dit qu'indépendamment du conseil général il existait dans l'Inde des « conseils locaux » et, en Cochinchine, des « conseils d'arrondissement ». Nous devons dire quelques mots de ces corps élus.

Les « conseils locaux » de l'Inde sont composés de la façon suivante : Pondichéry, 12 membres ; Karikal et Chandernagor, chacun 9 membres ; Mahé et Yanaon, chacun 6 membres. Ces membres sont élus par les trois listes d'électeurs dont nous avons parlé plus haut à propos du conseil général de l'Inde ; chaque liste d'électeurs nomme le tiers des membres de chaque conseil local, et dans les mêmes conditions que pour le conseil général. Les conseils locaux sont appelés à voter chaque année les taxes inscrites au budget spécial des recettes et des dépenses de l'établissement auquel ils appartiennent. Ils « délibèrent ou donnent leur avis sur les matières agricoles, industrielles, commerciales et administratives concernant l'établissement auquel chacun appartient et qui ne sont pas rattachées aux attributions du conseil général. » Un décret ultérieur devait spécifier les éléments de budgets locaux, mais il n'a pas encore été rendu à l'heure où nous écrivons ces lignes. Les conseils locaux de l'Inde n'ont donc encore qu'une importance nominale.

Les conseils d'arrondissement de la Cochinchine, institués par un arrêté du Gouverneur du 12 mai 1882, ont, en revanche, une réelle importance.

Voici la composition, la formation et les attributions de ces conseils : chaque arrondissement a un conseil composé d'un membre par chaque canton ; mais, dans les arrondissements qui comptent moins de dix cantons et plus de cinq, les cantons les plus peuplés élisent deux conseillers au scrutin de liste, de manière à ce que le nombre des membres du conseil ne soit pas inférieur à dix ; dans les arrondissements ayant moins de cinq cantons, les cantons les

1. Sénatus-consulte du 4 juillet 1866, art. 1^{er} à 4.

2. Voyez les décrets du 25 janvier 1879 et du 26 février 1884.

plus peuplés élisent trois conseillers au scrutin de liste. Un arrêté du Gouverneur, pris en conseil privé, déterminera les cantons où une élection double et triple devra être faite. Quant à l'élection, elle aura lieu au chef-lieu de canton. Les notables en exercice dans chaque commune y prendront part d'après les listes dressées par les administrateurs. Tous les inscrits habitant le canton et n'ayant subi aucune condamnation à une peine criminelle ou bien à une peine correctionnelle pour rébellion, piraterie ou vol, sont éligibles.

Les conseils d'arrondissement ont chaque année deux sessions ordinaires : la première en janvier, la seconde en juillet. La durée des sessions est de huit jours, mais elles peuvent être prolongées par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé. Ces conseils peuvent également être réunis extraordinairement. Les procès-verbaux des séances sont rédigés en « quoc-ngu » et en français par un secrétaire européen et par un secrétaire annamite pris en dehors du conseil.

Le conseil d'arrondissement n'a que voix délibérative, mais aucune mesure touchant les intérêts propres de l'arrondissement ne peut être prise sans qu'elle ait été, au préalable, votée par le conseil ; les délibérations du conseil d'arrondissement sont soumises à l'approbation du Gouverneur en conseil privé. Les vœux politiques sont interdits ; néanmoins, le conseil peut émettre des vœux sur toutes les questions économiques et d'administration générale. Il donne son avis sur le classement des voies coloniales, sur les changements proposés à la circonscription du territoire de l'arrondissement, du canton, de la commune, sur le classement par catégorie des villages pour la taxe des rizières et sur toutes les questions relatives à l'assiette de l'impôt.

En ce qui touche les dons et legs faits à l'arrondissement, l'administrateur les accepte ou les refuse, avec l'autorisation du Gouverneur en conseil privé et en vertu de la délibération du conseil d'arrondissement. L'administrateur intente de même les actions et défend toute action intentée contre l'arrondissement avec l'autorisation du Gouverneur en conseil privé et en vertu des délibérations du conseil. Les chefs de service des administrations publiques dans l'arrondissement devront fournir les renseignements qui leur

936 DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE, FINANCIÈRE,
seront réclamés par le conseil sur les questions intéressant l'arrondissement.

Le projet de budget de l'arrondissement rédigé en « quoc-ngu » et en français, préparé par l'administrateur, est délibéré par le conseil d'arrondissement et définitivement arrêté par le Gouverneur en conseil privé. Dans le cas où le conseil omettrait d'inscrire au budget des crédits suffisants pour l'acquittement des dépenses obligatoires, il y sera pourvu par le Gouverneur en conseil privé.

Les recettes du budget sur lesquelles le conseil est appelé à délibérer se composent : 1° du produit des centimes additionnels, dont le nombre est fixé annuellement par le Gouverneur, sur le vote du conseil colonial; 2° du produit du rachat des prestations; 3° du revenu et du produit des propriétés d'arrondissement; 4° du produit des droits de péage des bacs et passages d'eau sur les chemins à la charge de l'arrondissement, et de tous autres droits concédés à l'arrondissement par les arrêtés; 5° de la part allouée à l'arrondissement, à titre de subvention, sur les fonds généraux de la colonie; 6° du montant de la subvention des villages aux gardes du « tram » supprimés; 7° des contingents de la colonie pour le service de la poste et de l'instruction publique; 8° du contingent des communes et autres ressources éventuelles pour le service vicinal et pour les chemins de fer d'intérêt local; 9° du produit des emprunts; 10° des dons et legs; 11° du produit des biens aliénés; 12° de toutes autres recettes accidentelles.

Les dépenses du budget sont les suivantes : 1° construction et entretien des petits canaux et des chemins vicinaux de grande communication; paiement du personnel affecté à ce service; 2° construction et entretien des écoles de canton; fournitures classiques; paiement du personnel; 3° service de facteurs pour le transport des lettres à domicile, et *vice-versa*; bureau de réception et de distribution au chef-lieu d'arrondissement; plantons des chefs de canton; 4° paiement du personnel affecté à la caisse et à la comptabilité de l'arrondissement; 5° entretien des propriétés et immeubles appartenant à l'arrondissement; 6° dépenses d'utilité publique spéciale à l'arrondissement.

L'institution des conseils d'arrondissement en Cochinchine a amené dans chaque arrondissement la création d'un caissier-comptable chargé du recouvrement des ressources de

toute nature et du paiement des dépenses. Cet agent doit se conformer à tous les règlements de comptabilité publique sur la matière. Les rôles et états de produits sont établis par l'administrateur, approuvés par le Gouverneur et remis au comptable.

Les mandats de dépenses délivrés par l'administrateur sont payés par le comptable, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'arrondissement.

Enfin, les comptes concernant les recettes et les dépenses de l'arrondissement sont présentés chaque année, en clôture d'exercice, au conseil colonial qui les entend et les débat. Ces comptes sont définitivement arrêtés par le conseil colonial et réglés par arrêtés du Gouverneur en conseil privé.

Les conseils municipaux existent dans la plupart de nos colonies. La loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale de la France étant applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, un certain nombre des attributions confiées aux Préfets, au ministre de l'Intérieur ou au président de la République par cette loi, sont dévolues, dans les colonies susnommées, au Gouverneur¹.

Des municipalités existent dans d'autres colonies que les trois susnommées; elles ont été organisées par des actes spéciaux. En Cochinchine, les villes de Saïgon et de Cholon ont une municipalité². La ville de Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, jouit également d'une municipalité créée sur les mêmes bases que celles de Saïgon et de Cholon³. Il existe des commissions municipales dans un certain nombre de communes de la Nouvelle-Calédonie⁴. La Guyane a 10

1. Un arrêté du Gouverneur pris en conseil privé tiendra lieu de décret du Président de la République dans les cas prévus aux articles 110, 145, 148 et 149 de la loi du 5 avril 1884.

Sont encore dévolues au Gouverneur les attributions conférées au Ministre de l'intérieur et aux Préfets, par cette même loi, par les articles 4, 13, 15, 36, 40, paragraphe 4; 46 paragraphe 2; 47, 48, 60, paragraphe 1; 65, 66, 67, 69, 70, 85, 95, paragraphes 2 et 4; 98, paragraphe 4; 100, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 124, 129, 130, 133, paragraphe 15; 140, 142, 145, paragraphe 1^{er}, 146, 148, 149, 150, 151, 152 et 156.

2. Le décret organisant la municipalité de Saïgon remonte au 8 janvier 1877, et celui instituant la municipalité de Cholon au 20 octobre 1879.

3. Décret du 8 mars 1879.

4. Arrêté du 2 juillet 1879. Les localités de la Nouvelle-Calédonie pourvues de Commissions municipales par cet arrêté sont les suivantes : Dumbéa, Païta, Saint-Vincent, Bouloupari, Moindou, Onéga, Houaïlou, Canala, Pounérihouen,

938 DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE, FINANCIÈRE, municipalités¹. L'Inde en a 10²; le Sénégal 3³; Saint-Pierre et Miquelon en ont deux⁴.

Nous n'insisterons pas beaucoup sur les pouvoirs des conseils municipaux des colonies. A la Réunion, à la Martinique et à la Guadeloupe ils sont déterminés par la loi d'organisation municipale du 5 avril 1884. Dans les autres colonies ils sont moins considérables. Nous n'insisterons pas ici sur l'exposé de ces pouvoirs; ce serait étendre outre mesure et sans utilité ce chapitre.

Tous les rouages coloniaux dont nous venons de parler reçoivent assurément leur impulsion première du ministre de la Marine et des Colonies, auprès duquel se trouve l'administration centrale des colonies dont nous allons maintenant dire quelques mots.

12. — *Les dépenses et les recettes coloniales.*

Après avoir exposé les détails principaux de l'organisation et de l'administration des colonies françaises, il nous reste à établir la part revenant à la métropole d'une part, aux colonies de l'autre, dans les dépenses occasionnées par cette organisation et cette administration, et à étudier le régime économique sur lequel vivent actuellement nos colonies.

Dépenses de souveraineté. — D'une façon générale, on peut dire que la métropole prend à sa charge toutes les dépenses

(Echamba-Mû). Un autre arrêté du 12 août 1881 a réglé le mode de nomination et les attributions de ces Commissions municipales.

1. Décret du 15 octobre 1879. Les communes de la Guyane pourvues de municipalités sont : Oyapock, Kaw-Approuague, Roura, Ile de Cayenne-tour-de-l'île, Tonnégrande-Mont Sinéry; Ville de Cayenne, Macouria, Kourou, Sinnamary-Iracoubo, Mana et dépendances.

2. Décret du 12 mars 1880, promulgué par arrêté du 22 avril 1880. Le territoire de l'Inde française est divisé en dix communes qui ont pour chefs-lieux : Pondichéry, Oulgaret, Villenour, Bahour, Karikal, la Grande-Aldée, Nédoun-Cadon, Chandernagor, Mahé et Yanaon.

Les pouvoirs du Gouverneur sont les mêmes que ceux précédemment indiqués pour les colonies ci-dessus.

3. Le décret du 10 août 1872 a institué, au Sénégal, les deux communes de St-Louis et Gorée; un autre décret du 12 juin 1880 en a créé une autre à Rufisque.

4. La colonie de Saint-Pierre et Miquelon est divisée en deux communes ayant pour chefs-lieux, l'une Saint-Pierre et l'autre Miquelon. Le décret organique de cette institution date du 13 mai 1872.

Les pouvoirs des Gouverneurs du Sénégal, comme à Saint-Pierre et Miquelon sont exactement les mêmes que pour les autres colonies.

dites « de souveraineté », c'est-à-dire celles qui se rapportent au personnel du gouvernement de la colonie, au personnel de la justice, à celui des cultes, au personnel et au matériel de l'administration maritime civile, au personnel et au matériel militaire, aux frais de voyage par terre et par mer et aux frais d'hospitalisation de ce même personnel ; au personnel et au matériel du service pénitentiaire.

Subventions. — La métropole accorde, en outre, à la plupart des colonies, des subventions annuelles destinées à leur venir en aide dans les dépenses entraînées par les administrations locales. Elle prend aussi à sa charge un certain nombre de dépenses extraordinaires, telles que celles relatives à la construction de chemins de fer, à la pose de câbles télégraphiques, etc.

Dépenses payées par les Colonies. — Quant aux colonies, elles payent, à l'aide de leurs ressources propres, le personnel et le matériel de leurs administrations locales, les bâtiments destinés à loger le personnel, ainsi que celui des administrations militaire, civile, judiciaire, du Gouvernement, etc., dont le personnel et le matériel sont payés par la métropole. Elles font à leurs frais tous les travaux d'intérêt public, payent le personnel de ces travaux, etc., en un mot, pourvoient à toutes les dépenses qui n'ont pas été indiquées plus haut comme étant à la charge de la métropole. Le Sénégal et la Cochinchine entretiennent des troupes indigènes à leurs frais ; la Cochinchine paye de ses deniers le personnel judiciaire et le personnel du culte. Les communes coloniales ont aussi un budget propre à l'aide duquel elles subviennent aux dépenses dites communales, c'est-à-dire qui intéressent spécialement la commune, telles que le personnel de l'administration municipale, la police communale, le matériel des établissements municipaux, etc.

Les recettes des Colonies. — Nous n'entrerons pas dans l'exposé détaillé des ressources à l'aide desquelles les diverses colonies subviennent à leurs dépenses propres. Ces ressources varient suivant les colonies. Leur étude approfondie nous entraînerait beaucoup trop loin. Bornons-nous à signaler les principales recettes de chacune de nos colonies¹.

1. Pour une étude détaillée de cette question voyez : DE LANESSAN, *Rapport sur le budget colonial* pour 1885.

Martinique. — Pour la Martinique, il faut citer une taxe de 7 pour 100 du revenu net portant sur les propriétés bâties et non bâties et dont le produit est de 342 000 francs; la contribution des patentes donne 245 000 francs; les recettes de l'enregistrement, qui s'élèvent à 860 000 francs; les droits perçus par la douane sont de 1 270 000 francs et les produits de la ferme des spiritueux et de la régie sont de 1 050 000 francs.

Guadeloupe. — Pour la Guadeloupe et dépendances, les recettes de la colonie sont fournies principalement par un droit de 5 pour 100 sur la valeur locative des propriétés urbaines et de celles qui leur sont assimilées, qui donne 200 000 francs; par la contribution des patentes, fournissant 210 000 francs; par des droits de sortie à l'exportation, dont le produit dépasse 1 400 000 francs; par les droits de consommation sur les spiritueux, qui atteignent le chiffre de 1 200 000 francs et enfin les droits d'enregistrement, qui s'élèvent à 460 000 francs.

Réunion. — A la Réunion, les mêmes impôts forment le plus clair du budget des recettes. Les droits d'enregistrement, de domaine et de timbre s'élèvent à 710 000 francs; un impôt de 0 fr. 50 par cent francs de la *valeur estimative* des maisons donne 110 000 francs; l'impôt des patentes atteint 325 000 francs; les droits de sortie sur les denrées coloniales dépassent 840 000 francs; enfin les droits sur les spiritueux et le produit de la taxe sur les tabacs s'élèvent presque à 1 700 000 francs.

Sénégal. — Les recettes du Sénégal proviennent : pour 60 000 francs environ, d'un impôt personnel des villages à raison de 1 fr. 50 par chaque habitant domicilié dans la banlieue de Saint-Louis, dans celle de Dakar et dans les villages établis sous nos postes militaires; pour 40 000 francs, d'un impôt foncier fixé à 4 pour 100 de la valeur locative, réelle ou estimée, pour les maisons situées à Saint-Louis et ses faubourgs, Gorée, Dakar et Rufisque; pour 165 000 francs, de l'impôt des patentes; pour 140 000 francs, des produits de l'enregistrement; les droits de douane donnent 1 460 000 francs.

Cochinchine. — Les recettes de la Cochinchine ont un caractère particulier. Nous nous trouvons, tout d'abord, en face de différents impôts fonciers. Savoir : L'impôt foncier des

viles qui se subdivise en plusieurs catégories¹ et qui est appliqué dans les villes de Saïgon, Cholon, Mytho, Vinh-Long, Soc-Trang seulement, produit une somme de 12 630 piastres². L'impôt foncier des villages comprend les rizières et les cultures diverses : les rizières sont classées en trois catégories et les cultures diverses en trois classes. Cet impôt produit 560 000 piastres. Un arrêté du 14 décembre 1882 a institué un impôt personnel des Annamites, qui divise la population en inscrits et en non inscrits. Les inscrits se composent, en principe de tous les chefs de famille âgés de 21 ans, propriétaires, commerçants, etc. L'impôt est de 0 piastre 40 par homme. Il produit 160 000 piastres.

Il existe encore en Cochinchine un impôt, particulier à cette colonie, dit « impôt des barques ». Les barques sont divisées en deux catégories : 1° les barques de rivière; 2° les barques de mer. Les barques de rivière sont partagées en trois classes qui, suivant la jauge en piculs, payent une taxe plus ou moins élevée. Quant aux barques de mer, elles sont divisées en quatre catégories soumises à des tributs annuels plus ou moins élevés suivant leurs dimensions. Cet impôt produit une somme de 82 000 piastres. L'impôt des patentes donne une recette de 130 000 piastres. Les Asiatiques étrangers sont frappés, en Indo-Chine, d'un impôt de capitation; ils sont divisés en trois classes suivant l'importance de leur commerce. Les immigrants débarquant en Cochinchine par groupes d'au moins vingt, liés par un contrat d'engagement pour être employés comme travailleurs dans une même exploitation agricole, sont exempts de l'impôt de capitation pendant les quatre premières années de leur séjour dans la colonie. A l'expiration de ce délai, ils payent une cotisation annuelle de 90 piastres. Les immigrants, au contraire, débarquant en Cochinchine non munis d'un contrat d'engagement, payent un droit d'entrée de deux piastres s'ils arrivent pendant le premier semestre de l'année et de une piastre s'ils arrivent pendant le second. A partir du 1^{er} janvier de l'année de leur arrivée, ils sont considérés comme

1. Voir DE LANESSAN, *Rapport sur le budget des colonies* pour 1885, p. 302 et suivantes.

2. La piastre vaut actuellement 4 fr. 56. Le taux est fixé par un arrêté du Gouverneur.

résidants et soumis à la capitation, selon la catégorie à laquelle ils appartiennent. Cet impôt produit une somme de 230 000 piastres.

Les droits d'enregistrement et hypothèques sur les actes régis par la loi française et sur les actes régis par la loi indigène s'élèvent à près de 40 000 piastres. Les droits d'ancre et de phare montent à 90 000 piastres. La location des bacs et des pêcheries par adjudication publique ou par marché de gré à gré produit plus de 50 000 piastres. La ferme des paris sur les lettrés en Chine produit 30 000 piastres. Mais le produit qui fournit à la Cochinchine les recettes les plus considérables est l'opium, qui donne une somme de 1 886 000 piastres. Les droits d'importation sur les alcools sont de 18 000 piastres. Les droits sur les alcools de riz s'élèvent en Cochinchine au chiffre de plus de 540 000 piastres; les droits d'exportation sur le riz sont, avec l'opium, un des revenus les plus élevés de la colonie; ils atteignent 910 000 piastres. Enfin, les produits de la poste et du télégraphe s'élèvent à 50 000 piastres.

Nouvelle-Calédonie. — A la Nouvelle-Calédonie, les recettes de quelque importance proviennent de la contribution foncière de 1 pour 100 sur les terrains urbains et ruraux et sur les constructions de Nouméa, pour une somme de 90 000 francs; de la contribution des patentes pour une somme de 57 000 francs; des droits de pilotage, de phare, etc., pour 65 000 francs; des droits d'enregistrement, de greffe, etc., pour 110 000 francs; du produit du service postal et télégraphique pour une somme de 200 000 francs; des droits de consommation sur les liquides, pour 410 000 francs; d'une taxe spéciale sur les tabacs, pour 150 000 francs; des demi-droits d'octroi de mer pour 90 000 francs; du produit des domaines pour 325 000 francs; des mines et forêts, pour 75 000 francs, et enfin des produits de l'imprimerie, pour 50 000 francs.

Guyane. — Les plus importantes recettes de la Guyane sont celles provenant d'un impôt locatif de 5 pour 100 sur les maisons de la ville de Cayenne et de ses banlieues, dont la valeur locative est supérieure à 150 francs, des patentes, en un mot, des contributions sur rôles ou assimilées qui produisent une somme de 135 000 francs; il faut compter aussi, parmi les plus fortes recettes de la Guyane, les droits prélevés sur la valeur de l'or natif calculé au prix de 2 fr. 85 le gramme,

au taux de 8 pour 100, et qui s'élèvent à 370 000 fr. environ ; les droits à l'importation qui rapportent 310 000 francs ; les taxes locales de consommation sur les tabacs, soit 36 000 fr. ; les taxes locales de consommation sur les spiritueux contenant plus de 21 centièmes d'alcool pur donnent un produit de 230 000 francs ; les recettes de l'enregistrement, du timbre et du domaine sont de 280 000 francs.

Inde. — Les établissements français de l'Inde tirent leurs recettes des impôts suivants : A Mahé, les maisons à étage payent 2 fr. 40 par an ; les autres habitations sont réparties en sept catégories payant depuis 1 fr. 44 jusqu'à 0 fr. 24. Il n'existe pas d'impôt de ce genre dans les autres parties de la colonie. L'impôt foncier pour Pondichéry est de 25 pour 100 du produit brut du sol, moins une remise provisoire de 10 pour 100 accordée par un arrêté du 5 juillet 1861. Sur le territoire de cette localité, les champs à simple récolte payent une indemnité toutes les fois qu'ils portent une seconde récolte à l'aide des eaux dépendant du domaine public (art. 7 de l'arrêté du 19 février 1853) ; cette indemnité est fixée à 10 pour 100 de l'impôt primitif, c'est-à-dire de l'impôt dont ces champs étaient frappés antérieurement à 1853, époque à laquelle la redevance territoriale a été réduite à son taux actuel.

Les rentes foncières perçues à Chandernagor sont fixées par l'hostobonde, ou livre d'arpentage, dressé en 1819 par le conseil d'administration de Chandernagor et qui est une traduction de l'hostobonde remis par l'autorité anglaise, lors de la reprise de possession (arrêté du 21 octobre 1846).

A Karikal, la quotité de l'impôt foncier est fixée comme suit : 1° un tiers du produit brut par vély (2 hectares, 67 ares, 55 centiares) pour les terres à nelly cultivées ; 2° un quart du produit brut par vély pour les terres à nelly incultes ; 3° 17 fr. 72 par vély pour les terres à menus grains cultivées ; 4° 5 fr. 90 par vély pour les terres à menus grains incultes ; 5° 2 francs par vély pour les prombocs ou terrains vagues cultivables.

A Mahé, pour les terrains appelés varges ou rizières, l'impôt est du tiers du produit brut, déduction faite de la valeur des grains nécessaires aux semailles de l'année. Quant aux terrains plantés d'arbres fruitiers, l'impôt se perçoit d'après un tarif déterminé qui varie avec la nature des arbres (coco-tiers, jacquiers et aréquiers) et avec la qualité du terrain.

L'impôt foncier de cette colonie a été provisoirement réduit sur les mêmes bases qu'à Pondichéry ¹.

A Yanaon, l'impôt est de 90 francs par kandy (3 hectares, 2 ares, 95 centiares) pour les terres à nelly et à menus grains, 12 francs pour les terres à pâture (arrêté du 24 mai 1871, art. 6 et 13), sous la déduction de 5 pour 100 accordée par l'arrêté du 5 juillet 1861.

A Pondichéry et à Karikal seulement, il existe un impôt sur les terres à salines, qui a été fixé, par l'arrêté du 23 mai 1834, à 32 pour 100, sur l'indemnité annuelle de 33 600 francs, payée par le gouvernement anglais, en raison de l'assimilation des terres salinières aux terres à menus grains de la dernière classe, conformément aux dispositions arrêtées dans la séance du conseil privé du 16 mai 1832, approuvées par dépêche ministérielle du 29 janvier 1833. Cet impôt a été ramené au taux de 25 pour 100 par arrêté du 28 décembre 1872. En résumé, l'impôt foncier produit, dans les établissements français de l'Inde, une somme qui dépasse 490 000 fr. L'impôt des patentes n'existe qu'à Mahé; il divise les contribuables en quatre classes, payant depuis 4 fr. 80 jusqu'à 0 fr. 94 par an. Les droits d'enregistrement, de timbre, d'hypothèque et de greffe rapportent une somme de 105 000 fr. et les taxes de navigation près de 18 000 francs.

Parmi les ressources les plus importantes du budget, on compte les droits qui sont frappés sur l'introduction, la fabrication et la vente des spiritueux dans nos établissements de l'Inde et qui s'élèvent à la somme de 610 826 francs.

Cet impôt a été établi de la façon suivante :

A Pondichéry et à Karikal, le droit d'introduction et de fabrication et celui de vendre les spiritueux tirés du cocotier, du palmier, de la canne à sucre et du riz, y compris l'arrak-patté, sont mis séparément en adjudication suivant délibération du conseil général du 18 décembre 1882. Le prix du monopole de l'introduction et de la fabrication des spiritueux est fixé à 230 000 francs environ.

A Karikal, ce droit est perçu comme suit au moment de la livraison des boissons aux licenciés : arrak, 7 fr. 60 par velte; rhum, 6 francs par velte; arrak-patté, 3 francs par velte. Dans nos deux établissements, ce monopole est adjugé à celui qui offre de livrer ces boissons aux licenciés au plus bas

1. Arrêté du 5 juillet 1861.

prix. L'adjudication des licences, pour le débit des spiritueux, est faite au plus offrant et dernier enchérisseur, sans limite fixée quant au prix à obtenir.

A Chandernagor, les droits sur l'introduction, la fabrication et la vente des spiritueux sont fixés à 9 fr. 60 par gallon pour le rhum et 6 francs par gallon pour l'arrack¹.

Les licences pour les débits des spiritueux font l'objet d'une adjudication publique aux enchères par lots séparés².

A Mahé et à Yanaon, le droit de débiter les spiritueux est adjugé aux enchères publiques. L'arrak et le callou, autrefois affermés à Mazulipatam, ne le sont plus. L'administration française, moyennant une indemnité de 8520 francs payée par le gouvernement anglais, a renoncé à la fabrication et à la vente de ces boissons³.

A Pondichéry, un vote du conseil colonial du 7 décembre 1878 a fixé un droit sur les cocotiers exploités en callou. Ce droit est de 6 francs pour les arbres inscrits dans le premier semestre de chaque année et de 4 fr. 20 pour les arbres inscrits dans le deuxième semestre de chaque année.

Un droit analogue a été établi à Karikal depuis de longues années. Dans cet établissement, les cocotiers inscrits pendant les six premiers mois de l'année payent une redevance de 7 fr. 20; elle est seulement de 4 fr. 80 pour ceux qui sont inscrits pendant les six derniers mois de l'année. Dans nos autres établissements, l'extraction du callou n'est pas imposée.

Les débits du callou sont encore assujettis à un droit de licence, qui est à Pondichéry et à Karikal de 24 fr. 12 et 6 francs, suivant qu'ils sont dans l'intérieur de la ville ou plus ou moins éloignés d'elle.

Le droit de débiter le callou est mis aux enchères à Chandernagor, à Mahé et à Yanaon.

A Karikal, l'extraction et la vente du padany sont frappés d'un droit de 0 fr. 30 par arbre pour la durée de l'exploitation, qui est de trois mois, du 1^{er} janvier au 1^{er} avril. L'introduction sur le territoire du padany étranger, est formellement interdite.

1. Arrêté du 17 janvier 1874 et délibération du Conseil colonial du 18 novembre 1876.

2. Arrêté du 17 janvier 1874.

3. Convention diplomatique du 21 mars 1853.

Une autre source de revenus pour nos établissements de l'Inde consiste dans les droits qui frappent la vente du sel, l'importation, la culture et la vente du tabac, du bétel et autres denrées et marchandises. Ces taxes diverses rapportent une somme de 406 819 francs.

Dans nos établissements de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanaon, la vente du sel s'effectue en régie, au même prix que sur le territoire anglais. Ce prix est de 0 fr. 30 le marécal, mesure dont la capacité normale, qui est de 4 litres, varie en raison des frais de fabrication du sel¹.

La vente du sel est libre à Chandernagor, et les habitants en achètent soit sur le territoire anglais, soit à des marchands qui l'importent sur notre territoire. Afin de compenser la perte résultant, pour l'administration française, de l'interdiction de débiter du sel, le gouvernement anglais s'est engagé à lui payer une subvention annuelle de 48 000 francs².

A Pondichéry et à Karikal, la culture du tabac est frappée d'un droit de licence. Dans la première de ces localités, ce droit est, en deçà de la ligne des joncans, de 0 fr. 30 par couji, de 24 pieds anglais ou 53 centiares, et par an. Les tabacs récoltés dans les districts de Villenour et de Bahour et dans les aldées du district de Pondichéry, situées en dehors de la zone des joncans, peuvent être consommés par les producteurs et leurs journaliers. Les quantités excédant leurs besoins doivent être vendues aux débiteurs privilégiés, ou exportées (arrêtés des 4 août 1869 et 20 janvier 1871). Dans la seconde de ces localités, le droit est de 0 fr. 10 par couji (arrêté du 20 novembre 1856, art. 2).

Un droit de consommation, perçu à l'introduction du tabac, a été aussi établi à Pondichéry, Karikal et Mahé.

A Pondichéry, les droits sont perçus sur les tabacs de toute provenance et sans distinction d'origine, dans la zone des joncans seulement (arrêtés des 4 août 1869, 20 janvier 1871 et 14 janvier 1882 et vote du Conseil général du 30 décembre 1881).

1. Convention diplomatique des 7 mars 1815, 13 mai 1818, 1^{er} juin 1837; règlement du 27 décembre 1837; arrêté des 17 août 1844, 29 août et 29 octobre 1859, 5 juillet 1861, 2 avril 1866, 2 février 1870, 1^{er} juillet 1878, 29 mars et 28 décembre 1882.

2. Convention du 12 juillet 1839.

Une délibération du conseil général de Pondichéry du 15 décembre 1881, approuvée par décret du 14 mai 1882, a décidé que, dans la zone des joncans, les licences pour la vente du tabac feraient l'objet d'une adjudication publique aux enchères par lots séparés. Les licences sont affranchies du droit d'introduction. En dehors des joncans, le droit de vendre le tabac nécessaire à la consommation des habitants donne lieu à la délivrance de licences qui sont mises aux enchères par voie d'adjudication publique (arrêté du 4 août 1869).

Le droit de vendre le tabac, à Karikal, donne lieu, comme à Pondichéry, à la délivrance de licences qui sont mises aux enchères par voie d'adjudication publique (délibération du Conseil général du 15 décembre 1881, approuvée par décret du 14 mai 1882).

A Mahé, le droit d'introduire par terre et de vendre du tabac, tant en gros qu'en détail, est exercé, à l'exclusion de tous autres, par les marchands ou débitants munis d'une licence. L'importateur de tabac, par mer, n'a le droit d'en vendre qu'aux débitants patentés, à moins qu'il ne le destine à la réexportation (arrêtés des 17 octobre 1863 et 20 novembre 1856).

Dans notre établissement de Chandernagor, la cession du privilège pour l'achat de 300 caisses d'opium à Calcutta (convention du 7 mars 1815) est affermée aux enchères publiques.

Dans nos cinq établissements de l'Inde, les droits de vente et de consommation à l'introduction de l'opium, du gouly, du choroche, du gauja et du banguy sont affermés aux enchères publiques.

Parmi les recettes de nos trois établissements, ajoutons : le produit de la taxe des lettres et l'obligation du passeport pour les émigrants — 2 fr. 55 par passeport — (vote du conseil colonial du 28 décembre 1876 et vote du conseil général du 23 décembre 1881).

Sous le titre : « divers produits indirects », fournissant une somme de 138 161 francs, nous trouvons encore un droit d'étalonnage des poids et mesures dans nos établissements de Pondichéry, Chandernagor et Karikal ; dans les deux autres, cette opération a lieu sans frais.

A Pondichéry, un droit de 0 fr. 30 est perçu par chaque charrette chargée entrant dans la zone des joncans ; cependant, quand les charrettes sont chargées de certains produits dont

la liste est trop longue pour figurer ici, elles sont exemptes de droits.

A Mahé, chaque charrette traversant le territoire est soumise à une taxe de 0 fr. 30. La perception de ce droit est affermée aux enchères publiques.

Sous le titre de « droit de certificat d'origine », il est perçu 0 fr. 06 par pièce de tissus ou 1 fr. 20 par courge sans distinction de destination. Les huiles payent 0 fr. 05 la velte de 7 litres 75 centilitres. Ces droits n'existent pas à Chander-nagor. Enfin à Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanaon, il est perçu un droit de 3 pour 100 *ad valorem* sur les produits de toutes sortes fabriqués dans la colonie.

Il existe encore, dans les établissements dont nous analysons les ressources, des droits de quai et de débarcadère, d'entrepôt, etc., sans importance.

Enfin « divers produits du budget », tels que « locations et fermages », « revenus de propriétés coloniales », « déshérences et épaves non maritimes », « ventes de domaines », « amendes », « inscriptions de rentes sur l'État », etc., fournissent à nos établissements une somme de 153 002 francs.

Gabon. — Au Gabon, un droit sur la valeur locative des maisons produit 2000 francs environ; les patentes s'élèvent à 20 000 francs et les droits d'importation montent à 300 000 francs. Quand nous aurons dit que les licences produisent 6000 francs, nous aurons énuméré les plus importantes recettes de la colonie.

Taïti. — Les diverses taxes ou impôts formant le budget des recettes des établissements français de l'Océanie orientale sont les suivantes :

1° Pour les contributions directes : un impôt dit de « prestation urbaine » prélevé seulement dans la ville de Papeete et qui est de 12 francs pour toutes les personnes qui y sont assujetties. Le produit de cet impôt s'élève à 10 000 francs; une contribution personnelle de 20 francs pour toutes les personnes qui y sont assujetties et dont le montant est de 136 890 francs; une contribution mobilière proportionnelle et progressive de un à quatre pour cent de la valeur locative de l'habitation personnelle de chaque contribuable, les valeurs locatives inférieures à 300 francs étant tout à fait exemptes d'impôts; la contribution des patentes qui est divisée en patentes fixes pour chaque catégorie de commerçants et patentes proportionnelles variant avec l'importance

du commerce; l'impôt des prestations, le nombre des journées de travail à fournir par les habitants étant fixé à 6 et le remplacement de la prestation en nature étant de 2 francs. Enfin les concessions d'eau, les formules de patentes et avis remis aux contribuables.

2° Les contributions indirectes comprennent: un droit de consommation sur les rhums de fabrication locale consommés dans l'intérieur des établissements français de l'Océanie. La contribution des licences des cabaretiers, cafetiers, restaurateurs et aubergistes débitant des boissons alcooliques; les droits de pilotage, de congé et de francisation, d'accostage aux quais, de phare, d'amarrage aux corps-morts et les droits sanitaires; les droits d'entrepôt.

L'impôt qui rapporte le plus à la colonie est l'octroi de mer. Il a été réglé par divers arrêtés en date du 28 décembre 1871, 22 janvier 1872, 24 janvier, 18 juillet et 10 décembre 1865, 17 février 1881.

Les établissements français de l'Océanie, qui font un important commerce de nacre, ont songé à la taxer, et un *droit de déchargement sur les nacres de toutes provenances*, à raison de 40 francs le tonneau, a été fixé par les arrêtés des 24 janvier et 30 décembre 1874.

Ajoutons à ces recettes les droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèques, et le produit de la ferme de l'opium, qui est de 85 000 francs, sans parler de quelques recettes de moindre importance.

Saint-Pierre et Miquelon. — A Saint-Pierre et Miquelon, les recettes proviennent des taxes et impôts suivants: L'impôt foncier est de 5 % sur la valeur locative des maisons avec terrains et dépendances, de 5 0/0 sur la valeur locative des grèves et autres établissements commerciaux et de 20 0/0 sur la valeur des propriétés rurales. Sont exempts de l'impôt les maisons ou établissements occupés par les propriétaires et dont la valeur locative estimée ne dépasse pas 200 francs.

L'impôt des patentes s'élève à 20 500 francs. Il est divisé en dix classes, taxées en raison de l'importance des commerces ou des industries. En dehors de ces dix classes de patentes, il existe encore la patente sur les goélettes locales, jaugeant au moins quinze tonneaux, à 60 centimes par tonneau de jauge. Les établissements de pêche recevant des navires métropolitains donnent lieu au paiement d'un droit de patente de même taux que celui imposé aux faïonniers

de morue, c'est-à-dire de 50 francs, s'ils exercent à Saint-Pierre et s'ils sont propriétaires de grave, de 25 francs s'ils sont seulement locataires de grave et de 25 et 15 francs à Miquelon, suivant qu'ils sont propriétaires ou locataires de grave. Enfin, les fabricants de conserves de homards en boîte payent une patente de 600 francs.

Les droits de douanes à l'entrée des marchandises sont de 2 % sur les importations par navires étrangers de toutes provenances ou par bâtiments français venant des pays étrangers hors d'Europe, et exceptionnellement pour la farine étrangère, sans distinction de provenance et de pavillon, 1 % de la valeur. Ils sont de 1 % sur les importations de marchandises étrangères par bâtiments français venant des pays d'Europe ou des colonies françaises.

Sont affranchis de tout droit un certain nombre de produits de première nécessité pour la colonie, tels que bœufs, vaches, porcs, moutons, volailles, œufs, légumes, fruits, charbon, bois de chauffage, harengs, capelans et sel destiné à la salaison des poissons.

Les boissons alcooliques venant de France et des colonies françaises payent par litre de liquide à 43 degrés centésimaux et proportionnellement jusqu'à 88°, 0 fr. 12 c., par litre de liquide; à 89 degrés centésimaux et au-dessus, 0 fr. 24 c.; pour les boissons alcooliques de provenance étrangère, la taxe est de 0 fr. 15 c. par litre à 43 degrés centésimaux et proportionnellement jusqu'à 88°; de 0 fr. 30 c. par litre de liquide à 89° et au-dessus.

Les droits sur les tabacs sont de 0 fr. 40 c. par kilogramme de tabac fabriqué ou en feuilles, et 10 francs par mille cigares, quelle que soit l'origine.

Les droits spéciaux aux navires métropolitains sont de 0 fr. 25 c. par tonneau de jauge pour navires appartenant à un établissement de sécherie et 0 fr. 50 c. par tonneau de jauge pour les autres navires.

Ajoutons les taxes accessoires de navigation, comprenant les droits de tonnage, d'ancrage, de feu de santé, de jaugeage, de francisation et de congé, etc.

Nossi-Bé. — Les recettes de notre colonie de Nossi-Bé se répartissent de la façon suivante : Les propriétés de ville sont frappées d'une contribution de 0 fr. 03 c. par mètre carré pour les constructions bâties en bois et en pierres et pour toutes autres constructions, y compris les enclos non

pourvus de bâtisses, plus 25 centimes additionnels par franc pour l'entretien et l'éclairage des rues et pour l'entretien de la conduite d'eau. Les propriétés rurales autres que les propriétés sucrières, sont taxées à raison de 1 fr. 50 c. par hectare de terre; il est perçu 0 fr. 25 c. par an et par mètre carré sur les bâtisses en pierres ou en bois bâties sur les terrains du domaine d'Ambanouvairé; et 1 fr. 50 c. par an et par case dans les villages d'Andouane, d'Andavakoutouk, Tamandava (camp Bourbon), Camp Vert, Ambanourou et les villages qui en dépendent.

L'impôt personnel est de 5 fr. par contribuable et par an.

Il existe un impôt sur les chiens, de 5 francs par chien de garde et 10 francs par chien de chasse ou de luxe.

Les concessions d'eau aux particuliers sont faites à raison de 60 francs par an.

Les patentes sont une des plus grosses recettes de la colonie.

Les agences de consignation et de prêt, les maisons de commission sans magasin de détail, payent une patente de 1800 francs. Ce droit est énorme, si l'on songe aux transactions limitées qui se font dans la colonie; il semblerait avoir été établi pour éloigner cette catégorie de commerçants de Nossi-Bé.

Les droits de sortie sur les sucres sont de 10 francs par tonneau de sucre fabriqué, exporté ou vendu dans la colonie; ils ont été établis pour remplacer l'impôt foncier des propriétés sucrières, qui n'existe plus.

Cette taxe est particulièrement remarquable en ce qu'elle frappe la propriété suivant son rendement. C'est-à-dire que, quand la canne à sucre vient à manquer pour une raison ou pour une autre, le fabricant ne paye rien; si, au contraire, la récolte est abondante, le sucre fabriqué étant en grande quantité, le fabricant paye de fortes redevances à la colonie. Par suite, cette taxe peut subir des fluctuations de nature à compromettre l'équilibre budgétaire et son application ne nous paraît devoir être tentée qu'autant que les variations de rendement du produit taxé sont arrivées à une moyenne de laquelle elles s'écartent rarement.

Ajoutons les licences des débitants et les droits de sortie sur les rhums.

Mayotte. — A Mayotte, la majeure partie des recettes provient de l'impôt foncier.

Pour les terrains ruraux la taxe est de 3 fr. 15 par hectare, d'après la superficie réelle et sans se préoccuper de la qualité des terres; pour les terrains urbains, à Mamoutzou et dans les villages, il existe encore une distinction : pour les terrains aliénés, il est payé 0 fr. 03 par mètre carré, sans que la taxe puisse être inférieure à 3 francs; pour les terrains appartenant au domaine ils payent 5 francs par case servant d'habitation.

L'impôt personnel a été fixé à 4 francs pour les travailleurs régulièrement engagés par contrats passés devant l'administration et employés sur les propriétés rurales, et à 5 fr. 50 pour tous les autres individus, y compris les employés, même engagés par contrats.

L'impôt des patentes est fixé par un arrêté du 7 décembre 1880, suivant un tarif spécial, comprenant les diverses professions. Nous ne relèverons, dans ce tarif, que la patente pour « Banques, comptoirs d'escompte, agences d'affaires, maisons de prêts et de commissions, négociants recevant de l'extérieur des cargaisons importantes pour les vendre eux-mêmes » qui est de 1800 francs, quand les plus élevées dans les autres professions sont de 600 francs. Or, d'après les « Notices statistiques sur les colonies françaises », il ne se trouve pas d'institutions de crédit à Mayotte. Il semblerait naturel qu'une île de cette importance cherchât à attirer des capitalistes qui fonderaient au moins une banque dans la colonie, institution sans laquelle les transactions commerciales deviennent difficiles; on semble, au contraire, vouloir les en éloigner. Ne peut-on pas voir aussi une protection des produits particuliers de l'île, dans l'assimilation qui est faite pour la patente entre les négociants recevant des cargaisons importantes de l'extérieur et les institutions de crédit? Il est permis de douter que ce soit là l'intérêt bien entendu de la colonie.

Ajoutons les droits d'enregistrement, d'hypothèques et de greffe et les droits sur les rhums importés ou consommés dans la colonie; les rhums destinés à l'exportation étant exempts de droits.

Nous devons faire remarquer qu'à Mayotte il n'y a pas de droits de douane.

Ajoutons encore les droits de navigation et taxes accessoires, la délivrance des passeports et le produit de la taxe des lettres, les produits domaniaux, les taxes sur les contrats

d'engagement, à raison de 6 francs par contrat et de 0 fr. 50 par livret, les amendes et frais de justice.

3. -- *Les dépenses faites par les colonies.*

Les dépenses faites par les colonies pour leurs services intérieurs s'élèvent, en 1885, à une somme totale de 47 613 994 fr. 35, à laquelle il faut ajouter les dépenses communales qu'il nous est impossible d'apprécier exactement, parce que nous n'avons pas pu avoir les budgets de toutes les communes. La plus grande partie de ces dépenses nous est cependant connue; elle atteint la somme de 8 768 116 fr. 05 soit, en y ajoutant la partie qui nous est inconnue, un total approximatif de 9 000 000 de francs.

Les dépenses totales payées par les colonies elles-mêmes atteindraient ainsi un chiffre supérieur à 56 millions, ainsi que l'indique le tableau ci-dessous¹.

En regard de ces dépenses, résumons celles qui sont faites par la métropole pour les colonies.

Nous devrions inscrire d'abord le chiffre de 34 420 756 fr., montant des dépenses du budget ordinaire du service colo-

1. TABLEAU DES DÉPENSES COLONIALES, PAR COLONIE

NOMS DES COLONIES.	DÉPENSES coloniales.	DÉPENSES communales.
Martinique.	4,593,052 »	1,883,906 »
Guadeloupe.	5,111,540 36	1,705,561 »
Réunion.	4,040,986 »	2,511,417 22
Guyane	2,122,988 »	»
Nouvelle-Calédonie	2,052,872 »	302,815 »
Cochinchine	22,754,810 99	1,535,323 67
Établissements de l'Inde.	1,938,245 »	359,876 66
Sénégal.	2,508,000 »	374,321 50
Gabon	421,150 »	»
Nossi-Bé	235,000 »	»
Mayotte.	246,000 »	»
Saint-Pierre et Miquelon.	322,830 »	94,895 »
Établissements de l'Océanie.	1,266,520 »	»
Totaux.	47,613,914 35	8,768,116 05
	56,382,030 40	

954 DE L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE, FINANCIÈRE,

nial pour 1885, en y ajoutant la somme de 4 760 615 francs inscrite au budget extraordinaire de 1885. Mais il convient de faire remarquer, que, de ce crédit, nous devons retrancher les dépenses de la transportation qui ne sont pas des dépenses coloniales proprement dites et qui s'élèvent à la somme de 7 781 037 francs. Il restait donc à inscrire, en 1885, pour les dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires, du service colonial, la somme de 31 700 334 francs.

Il faut encore ajouter que du chef des colonies une somme importante figure aux recettes du budget de la métropole pour 1885. Cette somme comprend les éléments suivants :

1° Produit de la rente de l'Inde	920,000 fr.
2° Contingent de la Cochinchine	1,924,000
3° Produits des cessions de transports faits par l'artillerie dans les colonies.	100,000
4° Produit du travail des condamnés trans- portés à la Guyane et à la Nouvelle- Calédonie (30 % attribués à l'état).	87,000
5° Produit de l'exploitation du câble du Tonkin (85,000 fr., recettes des bureaux télégraphiques de Cochinchine, plus 115,000 fr., contributions de la Cochin- chine).	200,000
Total.	<hr/> 3,231,000 fr.

Le budget des dépenses, tant ordinaires qu'extraordinaires, du service colonial proprement dit, se trouve ainsi réduit, pour 1885, à la somme totale de 28 469 334 francs.

Mais il faut y ajouter les dépenses suivantes de souveraineté prévues au budget de 1885 :

1° Infanterie de marine, solde de la troupe et accessoires (chapitre 8 du budget de la marine).	3,769,380 fr.
2° Artillerie de marine, solde de la troupe et accessoires (chap. 8 du budget de la marine).	865,780
3° Compagnie de discipline, solde de la troupe et accessoires (chap. 8 du budget de la marine).	54,716
<i>A reporter.</i>	<hr/> 4,689,876

<i>Report.</i>	4,689,876
4° Habillement et équipement (chap. 10, budget de la marine).	543,302
5° Casernement et objets divers (chap. 10, budget de la marine).	511,258
6° Travaux hydrauliques et bâtiments civils, entretien ordinaire des magasins, grosses réparations et installations nouvelles, y compris l'arsenal de Saïgon (chap. 24 du budget de la marine). . .	187,300
7° Stations navales :	
Guyane.	400,189
Terre-Neuve.	1,283,990
Gabon.	567,173
Sénégal.	1,198,583
Taïti.	837,096
Cochinchine et Tonkin.	3,542,800
Réunion.	393,068
Nouvelle-Calédonie.	1,335,025
8° Missions particulières :	
Transports pour le service de la Cochinchine.	2,957,925
Service de la Nouvelle-Calédonie.	2,007,843
Service de la Réunion, des Antilles, de la Guadeloupe et du Sénégal.	2,103,947
Total.	<u>22,559,375 fr.</u>

Le total général des dépenses faites par la métropole pour les colonies s'élève donc, en 1885, à la somme de 51,028,709 francs en y comprenant les dépenses faites par l'armée et par les stations navales et en déduisant les sommes versées au budget des recettes de la métropole par les colonies.

4. — *Les contingents payés par les colonies à la métropole.*

Deux colonies, l'Inde et la Cochinchine, payent depuis fort longtemps à la métropole des subventions annuelles auxquelles on a donné le nom de « contingents ». Le contingent de l'Inde est d'environ 1 million ; celui de la Cochinchine s'élève à près de 2 millions.

Le budget des recettes de la métropole pour 1886 porte

en outre une somme de 624 130 francs qui devra être versée par les colonies au trésor public, d'après une répartition fixée par l'administration centrale.

Le gouvernement explique de la façon suivante l'inscription au budget des recettes de l'État de cette somme de 624 130 francs.

« L'article 5 du sénatus-consulte du 4 juillet 1866, qui règle la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, attribue au budget de ces colonies les recettes de toute nature, autres que celles provenant de la vente ou de la cession d'objets payés sur les fonds généraux du Trésor et des retenues sur les traitements inscrits au budget de l'État.

« Aux termes de cet article, la caisse des invalides n'aurait pas dû bénéficier, comme elle l'a fait jusqu'ici, de la retenue de 3 centimes par franc sur les dépenses à la charge des revenus locaux des colonies : elle le devait d'autant moins que les actes sur lesquels elle s'appuyait pour le faire, la loi du 13 mai 1791, l'arrêté du 27 nivôse an IX et l'article 23 de la loi de finances du 8 juillet 1852, ne s'appliquent qu'aux dépenses du département de la marine et des colonies (art. 1^{er} du titre I^{er} de la loi du 13 mai 1791), et que l'on a contesté, à juste titre, que les dépenses à la charge des revenus dont il s'agit fussent des dépenses de ce département. La mesure pouvait se justifier par ce fait que la caisse des invalides conservait la charge des retraites du personnel des administrations locales des colonies, qui, aux termes du paragraphe 15 de l'article 1^{er} du sénatus-consulte précité, aurait dû incomber aux budgets locaux ; mais il n'en est pas moins vrai qu'elle est contraire à la lettre même de la loi et qu'elle doit, dès lors, ou prendre fin ou être régularisée par le parlement. Or, en examinant de près cette législation, on reconnaît qu'il n'y a aucun intérêt à en demander la modification.

« En effet, depuis le sénatus-consulte du 4 juillet 1866 est intervenue la loi du 5 août 1879 sur les pensions de l'armée de mer, qui, par son article 13, a sanctionné la retenue, au profit de la caisse des invalides de la marine, des 5 et 3 % sur les émoluments des fonctionnaires retraités d'après cette loi, et la loi de finances du 29 décembre 1884, en plaçant les fonctionnaires de l'ordre civil sous le régime de la loi de 1853, attribue au Trésor les retenues exercées sur leurs traitements. Toutes les retenues sur les dépenses à la charge

des revenus locaux des colonies pourront donc être portées régulièrement en recette au budget de l'État. Il ne resterait à s'occuper que de celles exercées sur les dépenses de matériel; or, d'une part, il serait peu logique de demander au parlement le maintien d'une retenue de l'espèce, alors qu'en 1852 nous avons eu à en faire ressortir tous les inconvénients pour en amener la suppression sur les dépenses de matériel à la charge du département de la marine et des colonies; d'autre part, la mesure serait inutile, puisque le sénatus-consulte de 1866 offre, par son article 6, le moyen de désintéresser le Trésor.

« Il permet, en effet, de frapper les budgets locaux au profit du Trésor, de contingents, jusqu'à concurrence des dépenses civiles maintenues au compte de l'État et des suppléments coloniaux de la gendarmerie et des troupes, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de sommes bien supérieures à celles que les retenues dont il s'agit peuvent représenter. La quotité de ces contingents doit être réglée par la loi annuelle de finances.

« C'est dans cet ordre d'idées qu'a été établi le projet de budget de la Caisse des invalides pour l'exercice 1886, et que nous avons inscrit, parmi les *divers revenus* du budget ordinaire du même exercice, une recette de 624,130 francs à provenir des colonies. »

En résumé, la Caisse des invalides a indûment perçu jusqu'à ce jour une retenue de 3 % sur les dépenses à la charge des revenus locaux des colonies; l'administration propose de renoncer à cette pratique; mais afin de compenser la perte qui en résulterait pour le Trésor, elle invoque le sénatus-consulte de 1866, qui autorise la métropole à frapper les colonies de contingents et elle fixe par chaque colonie un contingent égal à la somme qui était autrefois perçue sous la forme de la retenue de 3 %.

Il est permis de se demander si cette façon de procéder est tout à fait conforme à la justice. Puisque la pratique de la Caisse des invalides était vicieuse, pourquoi ne pas y renoncer purement et simplement? A cette question, le Trésor ne trouve pas d'autre réponse que celle-ci : « Nos recettes souffriraient de l'absence de cet abus »; et il prend de la main gauche ce que la droite ne reçoit plus.

Sans doute, cette pratique est autorisée par le sénatus-consulte de 1866, mais la mise en pratique de l'article 6 du

sénatus-consulte n'est pas obligatoire, et il est permis de se demander si la métropole n'a pas de meilleurs moyens de diminuer les dépenses occasionnées par les colonies que celui qui consiste à se faire donner par elles des subventions.

En additionnant toutes les sommes indiquées précédemment, on voit que les colonies fourniront à la métropole, en 1886, un contingent total de 3 372 690 francs.

Mais, d'autre part, la métropole servira aux colonies une subvention totale de 1 092 355 francs.

Ce qui réduit les contingents payés par les colonies à la métropole, en 1886, à la somme de 2 280 335 francs.

Il résulte de l'examen du tableau ci-dessous¹ que quatre colonies fournissent des contingents à la métropole sans recevoir de subventions : la Martinique, la Réunion, l'Inde et la Cochinchine. Mais le cas de ces quatre colonies n'est pas le même.

La Martinique et la Réunion n'avaient encore payé aucun

1. Le tableau ci-dessous indique la répartition par colonie des subventions payées par la métropole aux colonies, et des contingents fournis à la métropole par chaque colonie, avec les différences au profit de la métropole ou des colonies.

COLONIES.	CONTINGENT fourni par la colonie à la métropole.	SUBVENTION accordée par la métropole à la colonie.	DIFFÉRENCE au profit de la métropole.	DIFFÉRENCE au profit de la colonie.
Martinique	56,410	»	56,410	»
Guadeloupe	57,320	30,000	27,320	»
Réunion	58,800	»	58,800	»
Guyane	37,640	99,250	»	51,610
Sénégal	30,280	75,365	»	45,085
Gabon	6,860	44,050	»	37,190
Saint-Pierre et Miquelon . .	5,880	38,300	»	32,420
Sainte-Marie de Madagascar.	»	35,000	»	35,000
Nossi-Bé	3,020	50,000	»	46,980
Mayotte	3,300	50,000	»	46,700
Taïti	20,860	97,220	»	76,360
Nouvelle-Calédonie	26,800	188,180	»	161,380
Inde { 28,960 877,660	906,620	»	997,620	»
Cochinchine . . { 288,000 1,159,000	2,159,600	»	2,159,000	»

contingent; elles ne sont frappées qu'à partir de 1886 et pour remplacer les 3 % indûment payés par la Caisse des invalides dans les conditions indiquées (p. 957 et 958) ¹.

Il n'est pas sans intérêt de comparer les contingents imposés à ces deux colonies par le projet du budget de 1886 avec les dépenses qui figurent à leur compte au budget colonial pour la même année. Le tableau ci-dessous indique ces chiffres :

L'examen le plus superficiel de ce tableau permet de voir qu'il serait très aisé d'indemniser le Trésor de la perte qu'il subirait s'il renonçait au contingent qu'il impose à la Martinique et à la Réunion en remplacement du 3 % de la Caisse des invalides.

Nous en disons autant du contingent imposé à la Guadeloupe. La métropole fait au service total de cette colonie une subvention de 30 000 francs, mais elle lui impose un contingent de 57 320 francs; ce qui, en réalité, ne donne à la métropole qu'une recette de 27 300 francs, somme facile à réaliser en économie sur les dépenses.

Il suffirait pour cela de diminuer dans une faible proportion le chiffre des dépenses faites par la métropole pour ces deux colonies, en abandonnant à ces dernières le soin de subvenir aux frais d'administration qui sont aujourd'hui payés par la métropole.

Tous ceux qui ont examiné de près le budget colonial savent que les crédits inscrits à ce budget sont presque tous supérieurs aux nécessités véritables des services. Il n'est pas un seul chapitre du budget colonial qui ne subirait des réductions très importantes si les colonies étaient obligées de

1. TABLEAU INDIQUANT LES CHIFFRES DES DÉPENSES DE LA MÉTROPOLE
POUR LA MARTINIQUE ET LA RÉUNION
COMPARÉS A CEUX DES CONTINGENTS DE CES COLONIES

COLONIES.	DÉPENSES inscrites au budget de 1886.	CONTINGENTS inscrits au budget de 1886.	EXCÉDENT des dépenses faites par la métropole sur les contingents fournis par les colonies.
Martinique.	2,179,820	56,410	2,123,410
Réunion.	2,977,132	58,800	2,918,332

faire face aux dépenses avec leurs propres ressources. Les fonctionnaires de l'État apportant dans nos colonies un certain élément de richesse dont la source se trouve dans le budget de la métropole, les colonies ont tout avantage à demander l'augmentation du personnel administratif ou tout au moins à n'en pas réclamer la diminution. Il n'en serait pas ainsi si elles devaient payer elles-mêmes les fonctionnaires. Au lieu de désirer l'augmentation de leur nombre, elles s'efforceraient sans cesse de le diminuer.

La métropole doit donc tendre à propager le système adopté par l'Angleterre, système qui consiste à laisser aux colonies le soin de payer elles-mêmes leurs fonctionnaires, sauf à les aider par des subventions.

Neuf de nos colonies se trouvent dans des conditions un peu différentes que celles dont nous venons de parler. Ce sont la Guyane, le Sénégal, le Gabon, Saint-Pierre et Miquelon, Sainte-Marie de Madagascar, Nossi-Bé, Mayotte, Taïti et la Nouvelle-Calédonie. Ces neuf colonies n'ont encore que peu de revenus, et les subventions que la métropole leur accorde sont relativement considérables. N'est-il pas singulier qu'elle leur reprenne d'une main ce qu'elle leur donne de l'autre et ne serait-il pas plus simple de diminuer la subvention qui leur est accordée dans la mesure des contingents qu'on leur impose, en attendant qu'on puisse supprimer entièrement les subventions ?

Il est vrai qu'en agissant de la sorte on abaisserait le chiffre total des contingents qui figurent au budget des recettes ; mais on se rapprocherait de la vérité en faisant disparaître des recettes illusoires, puisqu'elles sont compensées par des dépenses supérieures.

Le cas des colonies de l'Inde et de la Cochinchine est encore différent de ceux que nous venons d'examiner ; il réclame un examen spécial.

La Cochinchine est la seule de nos colonies qui paye la majeure partie de ses dépenses, y compris la plupart de celles qui sont regardées par tout le monde comme des dépenses de souveraineté. Elle fait, en effet, tous les frais du culte et de la justice et ceux du matériel et des services civils, et même une partie de ceux de la défense militaire. Non seulement elle ne reçoit pas de subvention de la métropole, mais encore elle fournit à cette dernière un contingent qui, pour 1886, sera de plus de deux millions (2 159 000)

de francs. Les dépenses totales de la métropole pour cette colonie, inscrites au budget colonial, ne s'élevant qu'à la somme de 3 235 643 francs, si l'on en déduit le contingent de la Cochinchine à la métropole, on voit que les dépenses de cette dernière sont réduites à la somme de 1 076 643 francs. C'est-à-dire que la Cochinchine coûte beaucoup moins que la Guadeloupe, que la Martinique, que la Réunion, que la Guyane et que le Sénégal¹.

Si nous rappelons que la métropole a fait des sacrifices immenses pour les travaux publics de toutes ces colonies, notamment pour les chemins de fer et le port de la Réunion, pour les chemins de fer du Sénégal, etc., tandis que la Cochinchine a construit à ses frais toutes ses routes, ses chemins de fer, les bâtiments pour les services publics, etc., on doit se poser la question de savoir si la métropole n'abuse pas de la prospérité de cette colonie en exigeant d'elle un contingent annuel qui se perd dans l'immensité de notre budget, tandis que, utilement employé par la colonie, il pourrait être pour elle la source d'une importante augmentation de prospérité. Qu'est-ce que deux millions dans le budget des recettes de la France, qui se chiffre par plus de trois milliards?

Ne vaudrait-il pas mieux abandonner ces deux millions à la colonie, sauf à lui prescrire un emploi déterminé de cette somme, à l'obliger par exemple à la consacrer à de grands

1. Nous donnons, dans le tableau ci-dessous, le chiffre des dépenses inscrites au budget colonial pour les colonies et celui des dépenses réelles, c'est-à-dire après réduction des contingents qu'elles doivent verser au Trésor en 1886.

COLONIES.	DÉPENSES inscrites au budget colonial pour 1880.	CONTINGENTS qui doivent être versés par les colonies en 1886.	CHIFFRES réels des dépenses de la métropole.
Martinique.	2,179,820	56,410	2,123,410
Guadeloupe	2,112,570	57,320	2,055,250
Réunion	2,977,132	58,800	2,918,332
Guyane	3,265,122	37,640	3,277,482
Sénégal et dépendances. .	7,347,882	30,280	8,317,602
Haut-Fleuve du Sénégal. .	3,375,194	»	»
Cochinchine	3,235,643	2,159,000	1,079,643

travaux publics, tels que routes et chemins de fer? La colonie serait de la sorte directement intéressée à mieux gérer ses deniers, puisque ses économies, au lieu d'être absorbées par la métropole, seraient utilisées sur place au grand profit des colons. Le Trésor en souffrirait peut-être en apparence, mais il en recueillerait réellement des avantages indirects par l'accroissement des transactions commerciales et par l'augmentation de la richesse de la colonie.

L'époque n'est plus où les colonies étaient considérées comme de simples propriétés de la métropole, destinées à remplir directement de leurs produits les coffres du Trésor métropolitain. Toutes les nations européennes qui ont des colonies tendent chaque jour davantage à les considérer comme des parties de la métropole, devant jouir des mêmes droits et des mêmes libertés que cette dernière, et devant être d'autant plus maîtresses de leur administration et de leurs finances, qu'elles sont plus éloignées et soumises à des conditions de milieu plus différentes de celles dans lesquelles se trouve la métropole.

Il ne manque cependant pas en France de personnes qui, pour des motifs divers, semblent vouloir tirer de nos colonies des profits pécuniaires. A ceux-là nous recommandons l'opinion exprimée sur ce sujet par l'un des partisans les plus résolus de l'expansion coloniale anglaise : « C'est une pure barbarie que de traiter une communauté comme la propriété d'un autre, de confisquer les fruits de son industrie, non pas en échange d'un bénéfice équivalent, mais en vertu du droit absolu de conquête, ou sous quelque prétexte analogue. Là même où la subordination a pour base un droit aîné de conquête, le droit d'exploitation est trop immoral pour durer longtemps, sauf à une époque de barbarie. Ainsi, par exemple, nous pouvons avoir occupé l'Inde par la conquête, mais nous ne pouvons pas la gouverner uniquement pour notre avantage pécuniaire, et nous ne le faisons pas. *Nous n'en tirons aucun tribut*; ce n'est pas pour nous un placement avantageux de notre argent; nous serions honteux d'avoir à reconnaître que notre gouvernement sacrifie d'une manière quelconque les intérêts de l'Inde aux nôtres. *A fortiori*, ce serait une barbarie que d'appliquer une telle théorie aux colonies, car ce serait traiter nos propres compatriotes, sur lesquels nous n'avons d'autre droit que notre parenté, comme s'ils étaient des ennemis soumis par la conquête ou

comme une nation civilisée n'oserait pas traiter des ennemis de la sorte. Il est probable que, même avec l'ancien système colonial, une telle théorie n'était pas adoptée consciemment et de propos délibéré¹. »

Ce sont ces principes que l'Angleterre a toujours appliqués à ses colonies et la prospérité de ces dernières semble prouver qu'elle n'a pas eu tort d'agir de la sorte.

Ce que nous avons dit plus haut prouve que ce sont des principes tout différents qui ont inspiré jusqu'à ce jour notre administration coloniale.

15. — *Administration centrale des colonies.*

Un décret du 27 avril 1791 a placé les colonies françaises sous la surveillance et la direction du ministère de la Marine et des Colonies. Pendant de longues années, l'ensemble des services coloniaux a été centralisé dans une simple direction de ce département. Mais l'importance de ces services, les responsabilités qui incombent au directeur, simple agent administratif, ont amené le gouvernement à créer dans le ministère de la Marine un sous-secrétariat d'État des Colonies.

L'administration centrale des Colonies, ayant à sa tête un sous-secrétaire d'État, est divisée en deux sous-directions. La première sous-direction comprend quatre bureaux auxquels sont rattachés tout ce qui concerne l'administration intérieure des Colonies, la correspondance avec le ministère des Affaires étrangères, la justice, l'instruction publique, les cultes, l'administration pénitentiaire (transportation et relégation) et les affaires militaires.

La seconde sous-direction se compose de trois bureaux dans lesquels on étudie toutes les questions se rapportant au régime économique des colonies (commerce, agriculture, travaux publics, postes et télégraphes), au budget, à la comptabilité-deniers et à la comptabilité-matières. Elle concentre également les opérations d'achats, d'approvisionnements et de transports.

16. — *Régime douanier des colonies françaises.*

Pour terminer l'étude des conditions dans lesquelles se

1. SEELEY, *L'expansion de l'Angleterre*.

meuvent nos colonies, il nous reste à étudier le régime économique auquel elles sont soumises. Elles sont divisées à cet égard en deux catégories bien distinctes : la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion sont régies par le sénatus-consulte de 1886 ; toutes les autres sont soumises au régime des simples décrets, c'est-à-dire que leurs conditions économiques peuvent être modifiées par un décret du Président de la République, sans que même elles soient consultées et sans que les Chambres aient à se prononcer.

« Le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, dit l'exposé des motifs qui le précède, a pour but d'accorder aux conseils généraux des colonies des attributions importantes, de les appeler à se prononcer sur des matières qui étaient réservées à la décision d'autorités supérieures. » « Le gouvernement, continue l'exposé, considère ces modifications comme nécessaires tout à la fois pour donner satisfaction aux désirs de nos possessions d'outre-mer, de régler, suivant leurs besoins légitimes, leurs affaires locales et, en même temps, pour affranchir le budget de l'État des charges qu'il ne lui paraît pas juste de faire toujours supporter par la métropole. »

En effet, le sénatus-consulte donne aux conseils généraux des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion les pouvoirs les plus étendus. Nous avons indiqué plus haut ces pouvoirs ; nous ne retiendrons ici que celui de voter des taxes et contributions de toute nature, nécessaires pour l'acquittement des dépenses de la colonie, vote qui deviendrait définitif si, dans le délai d'un mois à partir de la clôture de la session, le gouverneur n'en demandait pas l'annulation pour excès de pouvoir. Le droit donné aux conseils généraux de voter les tarifs d'octroi de mer sur les objets de toute provenance, ainsi que les tarifs des douanes sur les produits étrangers, naturels ou fabriqués, importés dans la colonie, allait transformer le régime économique des colonies en question. Ces tarifs sont rendus exécutoires par décret du Président de la République, le Conseil d'État entendu.

« Le conseil général vote les tarifs d'octroi de mer sur les objets de toutes provenances, ainsi que les tarifs de douane sur les produits étrangers, naturels ou fabriqués, importés dans la colonie. Les tarifs de douane votés par le conseil général sont rendus exécutoires par décrets de l'empereur, le Conseil d'État entendu. »

Les conseils généraux de nos trois colonies ne tardèrent pas à user des pouvoirs qui leur étaient conférés par le sénatus-consulte du 14 juillet 1866, relativement au régime commercial dont elles étaient pourvues. Une délibération du conseil général de la Martinique du 30 novembre 1866, sanctionnée par un décret du 16 novembre 1867, supprimait les droits de douane. A la Guadeloupe, les droits de douane étaient suspendus par délibérations des 11 décembre 1866 et 13 janvier 1868, sanctionnées par les décrets des 25 avril 1868 et 2 août 1870. Ces mêmes droits étaient supprimés à la Réunion par une délibération du 5 juillet 1871, sanctionnée par le décret du 4 juillet 1873.

Les droits de douane furent remplacés dans ces trois colonies par l'octroi de mer, pour lequel, les conseils généraux ont toute latitude. Cet impôt porte indistinctement sur toutes les marchandises, quelle que soit leur nationalité. Il est réparti, chaque année, au prorata de la population, entre les communes, dont il constitue la meilleure partie des revenus. Un dixième seulement des produits est prélevé pour couvrir les frais de perception dont le service des douanes est chargé. Les tarifs d'octroi de mer ont été établis : à la Martinique par des votes du conseil général des 7 février 1868, 20 décembre 1869, 7 et 9 mars 1871, 20 décembre 1871 et 12 novembre 1872 ; à la Guadeloupe par des votes des 9 et 15 décembre 1874 ; à la Réunion par des arrêtés des 9 août 1873, 5 décembre 1873 et 18 juillet 1876.

En 1884, une pression énergique fut exercée sur nos colonies de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique dans le but de les entraîner dans la voie de la protection des produits de la métropole. Le 24 janvier 1884, le sous-secretaire d'État aux colonies écrivait aux présidents des conseils généraux de ces trois colonies une lettre dans laquelle figurent les observations suivantes : « Depuis longtemps déjà, l'industrie métropolitaine réclame contre la situation qui est faite, à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion, aux produits français, naturels ou fabriqués, qui y sont importés. Elle se plaint que les conseils généraux de ces grandes colonies, usant trop rigoureusement des droits qui leur sont attribués par le sénatus-consulte du 4 juillet 1866, ont supprimé les droits de douane et frappé, par leurs taxes d'octroi de mer, les produits français dans la même mesure que les produits étrangers. Le gouvernement de la

République ne songe pas évidemment à contester aux conseils généraux des colonies les prérogatives dont le sénatus-consulte de 1866 les a investis, prérogatives qui, à plusieurs reprises, ont été consacrées d'une façon formelle. Mais, il me semble indispensable que, tenant compte des sacrifices que l'État s'impose pour ses possessions coloniales et des conditions économiques où se trouve l'industrie métropolitaine par suite des lourdes charges qui l'ont frappée après les événements de 1870-1871, les conseils généraux se préoccupent de la concurrence sérieuse que, pour certaines branches de fabrication, les industriels étrangers font à l'industrie nationale dans les colonies. Il est, sans conteste, de l'intérêt de celles-ci d'accueillir, le plus tôt possible, les réclamations que certaines industries formulent avec vivacité et non sans fondement, il convient de le reconnaître, et qui parfois même ont été portées à la tribune du Parlement. Les mesures que les conseils généraux consentiraient à prendre à l'effet d'assurer à ces industries le traitement qu'elles sollicitent seraient accueillies en France avec une satisfaction réelle, et elles ne pourraient, il est de mon devoir d'insister sur cette considération, que resserrer les liens étroits qui unissent les colonies et la métropole. »

Le représentant du gouvernement central ajoutait : « Je viens donc, Monsieur le Président, vous demander d'appeler l'assemblée que vous présidez à délibérer sur la question de savoir si, à côté des droits d'octroi de mer qui frappent tous les articles, il ne conviendrait pas d'établir des droits de douane. Tous les produits, d'ailleurs, ne devraient pas être soumis aux taxes douanières, car j'estime qu'il serait difficile d'élever sensiblement les droits d'entrée concernant les objets d'alimentation, les matières premières et les outils. » Il demandait que les taxes à créer portassent sur une liste d'objets tels que les tissus de coton, de laine, de soie, de lin, de chanvre, les vêtements ouvrés, les peaux préparées et façonnées, les chapeaux de feutre, les boutons, etc.

L'auteur de cette lettre avait prévu les résistances qu'il rencontrerait de la part des conseils généraux de nos colonies; mais, afin de les amener à ses fins, il leur faisait entrevoir l'éventualité d'une modification ou d'une suppression du sénatus-consulte de 1866 par le Parlement métropolitain.

Les sollicitations et les menaces du gouvernement furent

suivies d'effet ; tour à tour, les trois conseils généraux de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique votèrent les droits protectionnistes en faveur de l'industrie métropolitaine qui leur étaient demandés.

Ils ne se sont probablement pas dissimulé qu'en entrant dans cette voie ils donnaient eux-mêmes le premier coup de pioche dans la législation libérale dont ils jouissent, et ils ne devront pas s'étonner si tôt ou tard les protectionnistes du Parlement demandent et obtiennent l'abrogation du sénatus-consulte du 4 juillet 1866.

Nous avons dit que les autres colonies françaises sont, au point de vue commercial, régies par de simples décrets contresignés par le Ministre de la marine et par le Ministre du commerce. Suivant l'intérêt du commerce local, elles possèdent un tarif de douanes ou elles jouissent de la liberté commerciale. Nous avons indiqué dans le chapitre signalant les principales ressources de chaque colonie celles qui perçoivent des droits de douane ou d'octroi de mer ; nous ne reviendrons donc pas sur cette question.

17. — *Les banques coloniales.*

L'origine des banques coloniales. — Elle remonte à la loi du 3 mai 1849. Cette loi accordait aux colons de la Martinique, de la Guadeloupe et de ses dépendances, de la Guyane, de la Réunion, du Sénégal et dépendances, de Nossi-Bé et de Sainte-Marie, une indemnité de six millions en rentes 5 pour 100, et une indemnité en numéraire de six autres millions, pour les dédommager de la perte que leur avait fait subir l'abolition de l'esclavage.

L'article 7 de la loi en question spécifiait que, sur les six millions de rentes 5 pour 100, le huitième de la portion afférente aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, serait prélevé pour servir à l'établissement d'une banque de prêt et d'escompte dans chacune de ces colonies. Le même article ajoutait que les titres de rente ainsi prélevés sur la rente de six millions seraient déposés dans les caisses des banques comme gage et garantie des billets qu'elles étaient autorisées à émettre. Les colons indemnitaires devaient recevoir des actions de la banque de prêt et d'escompte de la colonie jusqu'à concurrence de la retenue qu'ils auraient subie. Enfin l'organisation

des banques de prêt et d'escompte devait être déterminée par des règlements d'administration publique.

La loi fut appliquée et les indemnitaires, en échange du huitième de retenue qui leur était imposé, reçurent des actions des banques coloniales, dont le capital social devait plus tard être complété par des souscriptions publiques au moment de leur constitution définitive.

La création par une loi de ces nouvelles institutions de crédit engageait le gouvernement à prendre en main leur fonctionnement et leur administration. Il fut amené ainsi à arrêter les statuts de chaque banque. « L'entreprise qu'il s'agissait de mener à bien, dit M. Horace Say, dans son rapport au Conseil d'Etat, sur le projet de loi organique des banques coloniales du 7 août 1850, était certainement commerciale par essence, et, cependant, elle ne présentait pas de spéculateurs ordinaires se réunissant librement pour former une société. Les colons indemnitaires se trouvaient, en effet, associés entre eux *de par la loi*; en outre, leur société commençait avec l'ouverture même du droit des indemnitaires et avant même que le droit individuel de chacun d'eux eût pu être constaté : les intéressés ne pouvaient donc être préalablement réunis pour formuler des projets de statuts. C'est, en conséquence, au gouvernement que fut donnée la mission d'arrêter à l'avance la charte de chaque banque. »

La loi du 3 mai 1849, qui avait posé les bases de l'institution des banques coloniales, avait besoin d'être complétée. Elle le fut, en effet, par celle du 11 juillet 1851, à laquelle étaient joints des statuts pour chaque banque.

Dans la commission qui fut nommée par l'Assemblée nationale législative pour étudier le projet de loi gouvernemental, quelques membres soutinrent que l'indemnité accordée aux colons, par suite de la suppression de l'esclavage, constituant une propriété, il n'était pas permis, même à la loi, d'en disposer sans le consentement des propriétaires. Mais la majorité de la Commission ne partageait pas cette manière de voir, et elle répondait, par l'organe de l'honorable rapporteur, M. Chégaray : « On ne peut raisonnablement prétendre que cette condition, sans laquelle l'indemnité n'eût certainement pas été votée, ait excédé le droit du législateur. On n'a jamais imaginé, en effet, que la propriété à laquelle l'indemnité a été substituée fût de

telle nature qu'il y eût possibilité de n'en dépouiller les colons qu'en observant les procédés propres à l'expropriation ordinaire pour cause d'utilité publique; personne n'a nié que ce grand acte de l'émancipation ne pût et ne dût s'opérer législativement, aux conditions spéciales déterminées par le législateur. Or, si la loi a pu fixer, en quelque sorte, à forfait, le montant de l'indemnité; si elle a pu décider qu'elle serait payée, non en argent, mais en rentes, pourquoi n'aurait-elle pu décider en même temps qu'une portion de ces rentes serait transformée en actions de banques coloniales, c'est-à-dire en un droit à la copropriété d'établissements destinés à améliorer la condition, non de telle ou telle classe de la société, mais de toutes les classes de cette société. Ici le droit des colons indemnitaires n'est nullement méconnu, car on leur donne, sous une forme ou sous une autre, la totalité de l'indemnité qui leur a été promise. Ils pourront disposer de ce qui leur sera délivré en actions comme de ce qui leur sera délivré en rentes. Il est possible, sans doute, que, dans les premiers temps surtout, ces actions soient un peu dépréciées; mais les rentes sur l'État ne sont pas exemptes elles-mêmes de cette chance de dépréciation..... Ce qui paraît certain, c'est que, grâce à leur formation, les colons honorables et solvables retrouveront, sous forme de crédit, beaucoup au delà de ce qu'ils pourront perdre par la réduction du chiffre des rentes allouées à chacun d'eux.

« La Commission considère encore qu'il serait plus que probablement impossible d'établir dans les colonies les banques solidement et sérieusement constituées que tout le monde y réclame, s'il fallait attendre de souscriptions volontaires la totalité du capital indispensable pour leur institution. »

La loi du 11 juillet 1851 fixait le capital de chacune des banques de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion à trois millions de francs. Celui de la banque de la Guyane, dont la fondation était autorisée par la même loi, était fixé à 700 000 francs. Ce dernier fut réduit plus tard à 300 000 francs, puis relevé à 600 000 francs en 1863, et, enfin, arrêté, en 1874, à la somme de 450 000 francs.

Ces capitaux étaient formés de la manière suivante : Le ministre des Finances était autorisé à émettre 325 000 francs de rentes, au capital de 6 500 000 francs, à prélever sur le

huitième de l'indemnité allouée aux colonies par la loi du 3 mai 1849. Sur cette émission, 100 000 francs de rentes, au capital de deux millions de francs, étaient affectés à la première formation de chacune des banques de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion; 25 000 francs de rentes, au capital de 500 000 francs, à la première formation de la banque de la Guyane. Les arrérages produits par chacune des inscriptions de rentes affectées aux banques coloniales, depuis le 22 mars 1849 jusqu'au jour de la remise des inscriptions, étaient versés par le ministre des Finances entre les mains des administrateurs de ces banques. Le produit desdits arrérages porté à l'actif du compte de profits et pertes servait à couvrir, jusqu'à due concurrence, les frais de premier établissement auxquels le ministre de la Marine était autorisé à pourvoir immédiatement, à titre d'avances, sur les fonds du service local de chaque colonie.

L'article 3 de la loi de 1851 stipulait que, pendant un an, l'administration recevrait des souscriptions volontaires jusqu'à concurrence du complément du capital ci-dessus déterminé. Après l'expiration de ce délai, si le capital des banques ou de l'une d'elles n'était pas complété au moyen des souscriptions volontaires, ce capital serait parfait au moyen d'un second prélèvement sur le huitième de l'indemnité, sans néanmoins que le prélèvement total pût excéder 150 000 francs de rentes pour chacune des colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, et 35 000 francs de rentes pour celle de la Guyane.

Les capitaux privés restèrent sourds à l'appel qui leur fut fait, peut-être dans de mauvaises conditions de publicité. Quoi qu'il en soit, les banques coloniales furent constituées uniquement au moyen des fonds provenant de l'indemnité. Cette indemnité fut réglée en rentes sur l'État. Le ministère de la Marine et des Colonies reçut alors, pour chacune des trois colonies, sur les titres affectés à l'indemnité coloniale, trois inscriptions de rente 5 pour 100, de 50 000 francs chacune, soit 150 000 francs de rente, pour fonds de premier établissement de chaque banque, qui furent réduits à 135 000 francs par suite de la conversion du 5 en 4 1/2 pour 100.

Mais ces capitaux furent reconnus insuffisants et, « en sa qualité d'administrateur provisoire des banques coloniales jusqu'à leur organisation définitive dans les colonies,

dit M. Gabrié, dans les *Notices coloniales*, le Ministre engagea, par une convention signée le 12 novembre 1852, une de leurs inscriptions constitutives à la Caisse des dépôts, et obtint de cet établissement qu'il fût fait à chaque banque une avance de 800 000 francs en compte courant, avec intérêt à 4 pour 100; ce fonds de roulement était jugé suffisant pour le moment, en raison des arrérages cumulés des inscriptions.

« Les deux autres inscriptions de 45 000 francs de rente, restant au nom de chaque banque, furent déposées, soit à la Banque de France, soit dans le portefeuille de l'agence centrale. »

Les fonctions des banques coloniales. — La loi constitutive des banques coloniales a autorisé chacune de ces banques, à l'exclusion de tous autres établissements, à émettre, dans les colonies où elles sont instituées, des billets au porteur, de 500, de 100, de 25 et de 5 francs, remboursables à vue, au siège de la banque qui les a émis. Ces billets sont reçus comme monnaie légale, dans l'étendue de chaque colonie, par les caisses publiques, ainsi que par les particuliers; mais le montant cumulé des billets en circulation, des comptes courants et des autres dettes de la banque, ne pourra excéder le triple du capital social réalisé, pas plus que le montant des billets en circulation ne peut, en aucun cas, excéder le triple de l'encaisse métallique.

« Aucune voix, dit M. Chégaray, dans son rapport sur la loi du 11 juin 1851, ne s'est élevée dans le sein de votre commission pour contester l'utilité, la nécessité même, d'établir dans nos colonies des banques de circulation en même temps que de prêt et d'escompte. A toutes les époques, en effet, et sous tous les régimes, ces possessions ont souffert de l'insuffisance des capitaux, de la rareté du numéraire, de l'élévation du taux de l'intérêt. »

Voyons donc par quelles opérations les banques coloniales répondent au but pour lequel elles ont été créées :

1° Elles escomptent des billets à ordre ou effets de place à une ou plusieurs signatures ;

2° Elles négocient, escomptent ou achètent des traites ou des mandats directs ou à ordre sur la métropole ou l'étranger ;

3° Elles escomptent des obligations négociables ou non négociables, garanties :

Par des warrants ou des récépissés de marchandises déposées soit dans des magasins publics, soit dans des magasins particuliers dont les clefs ont été régulièrement remises à la banque;

Par des récoltes pendantes;

Par des connaissements à ordre ou régulièrement endossés;

Par des transferts de rentes ou d'actions de la banque de la colonie;

Par des dépôts de lingots, de monnaies ou de matières d'or et d'argent;

4° Elles se chargent, pour le compte des particuliers ou pour celui des établissements publics, de l'encaissement et du recouvrement des effets qui lui sont remis, et de payer tous mandats et assignations;

5° Elles reçoivent, moyennant un droit de garde, le dépôt volontaire de tous les titres, lingots, monnaies et matières d'or et d'argent;

6° Elles souscrivent à tous les emprunts ouverts par l'État, par la colonie ou par les municipalités de la colonie, jusqu'à concurrence des fonds versés à la réserve;

7° Elles reçoivent, avec l'autorisation du ministre de la Marine et des Colonies, les produits des souscriptions publiques ouvertes soit dans la colonie, soit dans la métropole;

8° Elles émettent des billets payables à vue au porteur, des billets à ordre et des traites ou mandats;

9° Elles font le commerce des métaux précieux, monnayés et non monnayés.

Le prêt sur récoltes pendantes. — Un des côtés nouveaux et réellement importants des attributions concédées aux banques coloniales est celui qui a trait aux « prêts sur récoltes pendantes ». C'était la création du crédit agricole. Sur ce point, la discussion fut très vive. Le prêt sur récoltes pendantes fut repoussé tout d'abord par la Commission, puis accepté, grâce aux efforts de M. de Chasseloup-Laubat, qui, dans l'intervalle entre les travaux de la Commission et la discussion, avait été nommé ministre de la Marine et des Colonies.

Le gouvernement avait senti toute la gravité de la question, car l'exposé des motifs de M. Romain-Desfossés, ministre de la Marine et des Colonies, s'étendait longuement

sur ce sujet : « L'article 6, disait-il, renferme l'une des dispositions les plus importantes du projet. Il s'agit du moyen de réaliser le prêt à faire aux planteurs sur la garantie de leurs récoltes. Cette opération, il ne faut pas hésiter à le dire, est en quelque sorte toute la banque coloniale. Si elle ne se réalise pas, cette institution ne sera pas seulement une dangereuse superfluité : l'opinion dira encore aux colonies qu'elle est une iniquité. Une dangereuse superfluité : parce que le commerce colonial est et doit être un commerce d'échanges, lequel ne comporte pas une trop grande multiplication des instruments de circulation. Une iniquité : l'intérêt du producteur colon, pour des causes qu'il serait trop long de déduire ici, étant trop souvent en antagonisme avec celui du commerçant. Or, il ne faut pas perdre de vue que c'est le capital du planteur, et non celui du commerce, qui doit servir à former le capital de la banque coloniale. Escompter la signature du commerçant et ne pas escompter celle du planteur, ou n'escompter cette dernière qu'en la forçant à recourir à l'adjonction onéreuse de la première, ce serait créer une situation qui manquerait d'équité ; ce serait aller contre l'esprit de la loi, qui, en posant le principe de la fondation des banques coloniales, a entendu surtout venir en aide au planteur dont les conditions de production se trouvaient profondément troublées par suite de l'abolition de l'esclavage. Ce qu'on a voulu, en un mot, c'est mettre le producteur colon à même de faire face aux dépenses tout à fait nouvelles que le travail libre entraîne pour son exploitation.

« Maintenant, cette opération, dont la nécessité et la convenance paraissent évidentes, est-elle praticable ? En d'autres termes, comment s'exercera la garantie réservée à la banque ? Quel sera son droit quant à l'appropriation du gage ?

« Le mécanisme de l'opération est clairement indiqué dans la rédaction de l'article. A partir de la promulgation de la loi, tous ceux qui contracteront avec un planteur pour l'achat ou l'engagement de sa récolte sur pied, devront faire transcrire leur acte sur un registre spécial tenu à cet effet. Les banques seront elles-mêmes soumises à la même obligation. Il résultera de cette formalité que les tiers ne pourront contracter à leur préjudice, ni les banques au préjudice des tiers. L'acte d'engagement assimilera la récolte qui en fera l'objet au gage dont le créancier est saisi, et le

droit en résultant pour la banque sera celui qui naît au paragraphe 2 de l'article 2102 du Code civil, auquel se réfère la disposition proposée.

« Sans doute, cette prévision ne crée pas en faveur de l'établissement, un droit privilégié dominant tous les autres. Mais à côté de la question, il y a pour les administrateurs de la banque l'appréciation de la moralité, de l'intelligence et des ressources générales de l'emprunteur. Cette appréciation, si difficile dans nos grands centres d'industrie européenne, s'exerce sans peine dans les pays où les familles se succèdent presque sans interruption sur les mêmes héritages, et où le personnel commerçant est loin d'être en rapport avec le mouvement d'affaires qu'il accomplit. Sans doute, cette prudence et cette mesure restreindront l'action favorable que l'on voudrait voir exercer par les banques; mais toute chose obéit aux lois de sa conservation, et prétendre ranimer, en quelque sorte galvaniquement, la société coloniale à l'aide de ces établissements, qui ne sont appelés à se développer que progressivement, ce serait, évidemment, les vouer à une ruine certaine. Tout planteur n'aura pas droit au crédit, pas plus que tout négociant, et il est, dans chaque colonie, des exploitations qui sont destinées à succomber, comme il est des maisons de commerce qui sont destinées à fermer devant le refus de concours de la banque.

« Ainsi l'appréciation de la solvabilité individuelle est beaucoup plus facile aux colonies que dans la métropole : voici un premier point important.

« Il est une autre différence que fait ressortir d'une manière encore plus sensible cette spécialité des colonies qu'on ne doit pas perdre un moment de vue dans l'étude de cette matière : la denrée coloniale, garantie offerte au crédit, est essentiellement marchandise d'exportation, et tandis qu'en France les fruits de la récolte peuvent se dérober par mille portes à l'exercice d'une garantie semblable; aux colonies elle vient, en quelque sorte, se placer naturellement sous la main, en se réunissant au port d'embarquement. Son énorme encombrement ajoute encore à ce caractère particulier qu'elle offre comme gage.

« Quant à la question du risque qui peut s'attacher à cette nature d'opérations par suite des sinistres et des mécomptes auxquels est exposée une récolte, elle est tout entière dans la *proportionnalité* à établir, c'est-à-dire dans

la marge de la garantie que se réserva l'établissement après évaluation de la récolte offerte en nantissement. Il sera déclaré statutairement que cette marge sera de la moitié de cette estimation. Or, on n'a pas d'exemple qu'une récolte coloniale ait inopinément subi une pareille réduction.

« Une autre objection peut être tirée de la durée de l'opération, qui doit être nécessairement plus longue que celle des escomptes, et qui tend ainsi à immobiliser, au moins relativement, le fonds de roulement de la banque, mais ce sera là encore une question de mesure et d'appréciation. L'administration de chaque établissement commencera par déterminer quelle quotité de son capital sera affectée aux prêts sur récolte ; et, cette fixation adoptée, elle se maintiendra rigoureusement dans son cercle. Il serait impossible d'établir dès ce moment cette proportion : ce ne sera que sur les lieux, et après qu'on se sera bien rendu compte de la nature des affaires qui se présenteront, qu'on en aura les éléments. Ce point important devra être soumis à l'approbation du gouverneur en conseil privé. »

La Commission avait repoussé l'article 6 du projet du gouvernement instituant le « prêt sur récoltes pendantes » ; elle invoquait, par l'organe de son rapporteur, les motifs que nous avons énumérés plus haut.

« Sans se laisser trop émouvoir par des déclarations si absolues, ajoutait M. Chegaray, votre Commission a froidement examiné la question, et voici le résultat du sérieux examen auquel elle s'est livrée sur ce point délicat.

« La majorité de la Commission a été frappée, tout d'abord, de l'incertitude et même du caractère négatif du gage qui serait ainsi offert à la banque. Il s'agirait pour elle de prêter sur la simple signature d'un propriétaire non commerçant, non contraignable par corps, avec la seule garantie promise d'une récolte à venir. Mais qui assurera que les fonds ainsi avancés à un planteur souvent obéré et besogneux seront consacrés à des frais de culture, et ne seront pas ou divertis ou détournés par la nécessité plus urgente de faire face à des engagements antérieurs ? A supposer que ces fonds soient réellement employés à la culture, quelle sûreté aura-t-on que cette culture sera fructueuse, que les incendies, les ouragans, si fréquents, si redoutables sous le ciel des Antilles, ne viendront pas tromper l'espérance du cultivateur et le mettre dans l'impuissance absolue de remplir ses engagements ?

« Considérée en elle-même, la récolte pendante, ou, pour mieux dire, la récolte future, n'est donc pas susceptible de constituer un gage, c'est-à-dire de donner au créancier la sécurité matérielle, positive, dont le mot de gage doit être l'expression et qui dispense un créancier prudent de toute autre précaution.

« Enfin, le privilège que le projet de loi essaye d'assurer à la banque pourra-t-il avoir l'effet qu'on s'en promet, celui d'assurer à l'établissement, au moment où se réalisera la récolte engagée par avance, un droit à l'abri de toute contestation, et exclusif du droit et des légitimes prétentions de tout autre créancier? »

« Il est de l'essence du *gage* que l'objet sur lequel il porte sorte de la possession du propriétaire débiteur pour passer dans celle du créancier. « Le gagiste n'a son privilège, dit « M. Troplong, qu'à la condition d'être saisi de la chose. « Cette condition lui était imposée expressément par l'article 181 de la coutume de Paris ; elle est reproduite par l'article 2102, paragraphe 2, du Code civil. » Et ailleurs : « Le « privilège du gagiste est fondé sur ce que le contrat et la « possession donnent au créancier un droit réel et spécial « sur la chose mise en gage, de telle sorte qu'il n'est obligé « de s'en dessaisir que lorsqu'il est entièrement payé.... « Pour que le privilège sur le gage subsiste, il faut que le « créancier en soit saisi ; il n'y a pas de gage sans tradition « réelle de la chose. Cependant le gage a lieu aussi lorsque « le gage a été remis à un tiers convenu entre les parties, etc. ¹. »

« Il a lieu également, on le sait, en faveur du propriétaire sur les meubles qui garnissent la chose louée.

« Quand le créancier est saisi comme il doit l'être, pour qu'il y ait *gage*, il n'a aucun risque à courir, ni même aucune démarche à faire, aucune action à exercer, aucune poursuite à intenter pour assurer son paiement. Il lui suffit de conserver une attitude, en quelque sorte, expectante et passive, pour être certain d'être payé par la seule force de la *réten-tion*, ce droit inerte, mais si puissant par son inertie même, et qui est à la fois l'un des caractères essentiels du gage et sa plus énergique sanction. Si, au contraire, le débiteur pouvait demeurer saisi, le créancier non payé serait réduit

1. TROPLONG, *Des privilèges et hypothèques*, t. I, n° 168 et 179.

à lui intenter un procès, non seulement pour obtenir condamnation, mais encore pour courir après ce prétendu gage, qui n'en serait réellement pas un. Et l'on doit comprendre de plus que, si le gage est laissé en la possession du débiteur, il est moralement et matériellement impossible de mettre obstacle à ce que certains de ses créanciers acquièrent ou puissent acquérir sur ce gage, possédé par le débiteur commun, des droits légitimes, et qui doivent nécessairement nuire à l'exercice du droit du gagiste non saisi. Celui-ci ne saurait donc, quoi qu'on fasse, avoir ni droit exclusif, ni, par conséquent, sécurité complète.

« Vainement le projet promet-il à la banque, sur les récoltes engagées, le privilège que l'article 2102 du Code civil accorde au gagiste véritablement et réellement saisi. La nature des choses s'oppose ici à ce que la fiction ait les mêmes effets que la réalité.

« Il faut remarquer, d'abord, qu'aux termes de l'article 520 du Code civil, les récoltes pendantes par racines et les fruits non encore récoltés sont immeubles. Le droit des créanciers hypothécaires s'exerce donc sur les récoltes comme sur le corps même de l'immeuble. Le projet de loi n'a pas essayé la tâche difficile de concilier ce droit des créanciers hypothécaires avec le privilège qu'il prétend conférer éventuellement aux banques coloniales. Or, il est évident qu'une saisie immobilière exercée sur l'immeuble, même après la transcription du privilège de la banque, pourrait faire tomber celui-ci, pourvu que l'hypothèque fût antérieure à la transcription.

« Il est vrai qu'aux termes du même article 520 du Code civil, la récolte devient meuble au moment où les fruits qui la constituent sont détachés du sol. Elle commence alors, seulement alors, à devenir susceptible d'être affectée au privilège du gagiste. Mais c'est à ce moment aussi que surgiraient toutes les difficultés inhérentes à ce fait capital, que la récolte, objet du prétendu gage, loin d'être réellement transportée sous la main du créancier, serait demeurée, de fait, en la possession du débiteur. On ne peut, par suite, empêcher les autres créanciers de ce débiteur d'exercer, soit concurremment avec le privilège promis à la banque, soit même de préférence à lui : 1° quelques-uns au moins des privilèges généraux énumérés en l'article 2101 du Code civil ; 2° certains des privilèges spéciaux énumérés

en l'article 2102, parmi lesquels il faut remarquer les sommes dues *pour les frais de la récolte elle-même, ou pour les frais de sa conservation.*

« Il est évident que ces privilèges, dont on ne peut écarter la toute-puissante exigence sur la récolte dont le débiteur commun est demeuré saisi, sont de nature à venir en concurrence avec le privilège qu'on voudrait attribuer à la banque, et même à le primer; qu'ils pourraient souvent l'annihiler, et qu'en tous cas la banque devrait s'attendre, en le stipulant, à des difficultés contentieuses on ne peut plus nuisibles pour une pareille institution, on ne peut plus compromettantes pour la rapidité et la facilité de ses opérations, alors que cette rapidité, cette facilité sont des conditions essentielles de son succès et de son existence même.

« Ces considérations ont paru à votre Commission assez décisives pour la déterminer à rejeter, à l'unanimité moins une seule voix, la proposition d'introduire dans les statuts et dans la loi la faculté de prêter sur gage de récoltes pendantes ou à venir.

« Quelques membres de la Commission ne se sont associés à ce vote qu'après avoir reconnu l'impossibilité légale et morale de ne faire passer aucun privilège sur la récolte avant celui des travailleurs, dont les bras et les sueurs l'ont produite. Réunis au commissaire qui avait persisté à soutenir le projet du Gouvernement, ils ont formé une minorité de cinq membres qui a pensé qu'on pourrait tout concilier si l'on accordait à la banque le privilège demandé pour elle, mais seulement à charge de justifier que les fonds avancés au propriétaire auraient servi à payer les ouvriers employés à préparer ou à réaliser la récolte.

« La banque serait ainsi privilégiée, partie de son chef, comme gagiste, partie comme légalement subrogée au privilège des ouvriers, reconnu par les articles 2102, 2103 et autres du Code civil. Ce système aurait, de l'aveu de ses honorables auteurs, entraîné la nécessité de faire intervenir la banque, par elle-même ou par ses agents, dans les paiements hebdomadaires ou semi-mensuels des salaires sur chaque habitation. L'inévitable complication d'un pareil système, les embarras, les frais qu'il occasionnerait, la presque impossibilité d'établir bien positivement, à l'encontre des tiers, le fait du paiement qu'il faudrait justifier pour rendre valable la subrogation au privilège, sont autant de motifs qui,

jointes à une grande partie de ceux qu'elle a déjà exposés, ont déterminé votre Commission à repousser cette proposition subsidiaire comme la proposition principale.

« Avant de terminer sur ce point, votre Commission doit déclarer qu'il lui a paru tout à fait impossible de s'arrêter à cette déclaration de l'exposé des motifs, que le prêt sur récoltes constituerait en quelque sorte, à lui seul, *toute la banque coloniale*, et que, sans le prêt sur récoltes, le projet de loi, soumis à vos délibérations, devrait être considéré à la fois comme une superfluité et comme une iniquité.

« Votre Commission repousse, elle l'a déjà dit, ces tranchantes assertions de toute la force d'une conviction sérieuse et raisonnée. Elle n'a pu concevoir, tout d'abord, que, même en attachant beaucoup d'importance au prêt sur récoltes pendantes, on ait jamais pu y voir *toute la banque coloniale*. Les banques auront, en effet, en tout cas, la faculté de multiplier leur capital et leurs moyens de crédit par l'émission des billets; elles viendront par là au secours d'une circulation monétaire trop souvent insuffisante; elles auront pour but, et ce but sera non seulement poursuivi, mais atteint, il faut l'espérer, d'abaisser par leurs escomptes le taux exorbitant de l'intérêt de l'argent. Elles viendront enfin directement au secours de la propriété par le prêt sur les récoltes réalisées. Ce seront là, certes, des services assez positifs, assez sérieux, pour que ces établissements, même sans prêter sur gage de récoltes futures, soient tout autre chose qu'une superfluité.

« Est-il besoin maintenant de les défendre contre le reproche d'iniquité? Cette iniquité résulterait, d'après l'exposé des motifs, de ce que le capital du planteur devant servir à former le capital des banques coloniales, le planteur a droit à ce que sa signature soit directement escomptée, sans qu'il doive être réduit à avoir recours à celle d'un intermédiaire, banquier ou commerçant.

« A cette objection, plusieurs réponses :

« 1° L'une, qu'il faut bien s'entendre sur ce point, que les banques coloniales sont fondées avec le capital du planteur. Cela est vrai en ce sens que le capital des banques se forme au moyen d'un prélèvement sur l'indemnité. Mais il ne faut pas oublier que la loi de 1849 ne s'est pas bornée à prescrire ce prélèvement dont le montant ne pouvait pas dépas-

ser 12 millions et n'en atteindra que 10; elle a, en même temps, élevé à 120 millions, immédiatement payables, l'indemnité qui, aux termes du projet primitif, ne devait être que de 90 millions payables en longues annuités. Et il est évident que, dans la pensée de l'Assemblée constituante, l'institution des banques a été une des conditions, si ce n'est du vote de l'indemnité, au moins de l'élévation de son chiffre. En ce sens, la création de ces banques, destinées à être utiles à toute la population coloniale, est loin d'avoir été un sacrifice pour les propriétaires indemnisés;

« 2° Que voudrait-on inférer, au surplus de ce fait incontestable, que le capital des banques vient en déduction de la partie actuellement exigible de l'indemnité accordée aux colons? Assurément, si cette espèce d'affectation du huitième ou du dixième de l'indemnité à un grand objet d'utilité publique, impose aux législateurs quelque devoir envers les indemnitaires, c'est celui de ne rien négliger pour que leur capital engagé, comme forcément, dans les banques, y soit du moins sauvegardé par toutes les garanties, par toutes les précautions que peuvent conseiller l'expérience et la prudence. Quand donc nous nous opposons à des opérations chanceuses, aventureuses, où le capital des banques serait très probablement compromis, nous sommes on ne peut plus loin de motiver le reproche d'*iniquité* envers les colons indemnitaires. Ils pourraient nous l'adresser, au contraire, si, non contents de disposer d'une partie de leur capital dans l'indemnité, nous exposons légèrement ce capital en attribuant, non pas précisément aux indemnitaires, mais à tous venants, cette espèce de *droit au crédit* qu'on réclame au nom d'indemnitaires, et dont il serait si facile d'abuser contre eux, puisqu'il serait ouvert, à leurs dépens, à bien d'autres qu'à eux-mêmes.

« 3° Il convient d'ajouter, surtout, que les propriétaires planteurs sont loin d'être exclus des escomptes de la banque. Ils pourront, en effet, aux termes du projet tel que l'a modifié la Commission, y être directement admis sur leur seule signature, et à charge d'affecter à l'établissement tout ou partie de leur récolte réalisée. Ils pourront en profiter encore, même sans déposer aucun nantissement, si leur moralité et leur solvabilité présentent au Conseil d'administration et au directeur des garanties suffisantes pour que leur signature puisse être acceptée comme l'une des deux qui

suffisent pour rendre possible un escompte de valeurs. Ainsi, en réalité, le planteur pourra, s'il en paraît digne, recevoir les avances nécessaires à sa culture sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à cette complication contentieuse et illusoire de l'engagement d'une récolte non encore recueillie et non même encore créée; gage trompeur qui n'en saurait être un, alors qu'il n'est possible ni de le soustraire à la possession du débiteur ni d'en saisir réellement le créancier. »

Malgré les efforts de la Commission, le Corps législatif autorisa le prêt sur récoltes, mais seulement aux propriétaires, et en l'entourant de réserves et de garanties propres à sauvegarder tous les intérêts. Par exemple, le prêt n'était autorisé que pendant les quatre mois qui précèdent la récolte, c'est-à-dire à une époque où l'on peut escompter son produit sans trop de chances d'erreur. Le prêt ne portait que sur le tiers de la valeur estimative, de manière à laisser un gage toujours libre aux créanciers hypothécaires ou privilégiés. De plus, un bon système de publicité donnait à tous les créanciers les moyens de se faire connaître et même de s'opposer au prêt, qui ne pouvait s'effectuer qu'autant qu'il ne se produirait aucune réclamation.

Tel fut le système qui prévalut. Assurément, comme le déclarait la Commission, une cession rendant la banque propriétaire aurait été une garantie du prêt plus sérieuse qu'un simple nantissement dont la réalisation pouvait être difficile. Quoi qu'il en soit, les opérations de prêts sur récoltes furent engagées sur les bases que nous venons d'indiquer. Elles furent consacrées par un arrêt de la Cour de Cassation du 10 février 1858, qui reconnaissait que le prêt sur récoltes pendantes « devait être considéré comme un élément nécessaire de l'existence des banques coloniales et constituait un droit absolu dont les créanciers du débiteur ne peuvent sous aucun prétexte gêner ou entraver l'exercice ».

La loi du 24 juin 1874 a maintenu et étendu le prêt sur récoltes. L'article 9 de la loi du 11 juillet 1851 réservait aux seuls propriétaires la faculté d'emprunter; l'article 6 de la loi nouvelle a étendu cette faculté au fermier, métayer, locataire de terrains ou entrepreneur de plantations, sous réserve de l'adhésion du propriétaire foncier. L'article 408 du Code pénal est applicable à tous les emprunteurs qui détour-

neront ou dissiperont en tout ou en partie, au préjudice de la banque, les récoltes pendantes qui auront été cédées à cet établissement.

L'administration des banques coloniales. — L'administration de chaque banque est confiée à un conseil composé du directeur nommé par décret du Président de la République, sur le rapport du ministre des Colonies et du ministre des Finances, et propriétaire de vingt actions, — assisté d'un conseil d'administration, composé de quatre membres : le trésorier-payeur de la colonie et trois actionnaires, possédant dix actions au moins, élus pour trois ans par l'assemblée générale des actionnaires. A côté du conseil, se trouvent deux censeurs chargés de veiller spécialement à l'exécution des statuts et des règlements de la banque; l'un est élu par l'assemblée générale, l'autre est désigné par le ministre de la Marine et des Colonies. Le décret du 17 novembre 1852, dans le but de centraliser les opérations des banques qui doivent s'effectuer en Europe, fondait à Paris une agence à la tête de laquelle le ministre de la Marine et des Colonies nommait un agent central. Les arrêtés ministériels des 4 décembre 1852 et 31 mars 1874 ont réorganisé l'agence centrale. Celle-ci centralise toutes les parties du service des banques en France, surveille les intérêts de ces établissements soit auprès du ministre, soit auprès du commerce, facilite aux actionnaires résidant en Europe la transmission de leurs actions et le recouvrement des dividendes. Quant à l'agent central, il exerce toutes les actions judiciaires et extrajudiciaires des banques coloniales. Un établissement de crédit public désigné par le ministre de la Marine et des Colonies, le Comptoir d'Escompte, effectue, sur son visa, les encaissements et les paiements pour chaque banque.

La création par le gouvernement des banques coloniales et l'autorisation qui leur est accordée d'émettre des billets au porteur ayant cours légal, place le pouvoir central dans une situation assez délicate. Elle appelle, de sa part, une surveillance étroite. Dans les colonies, cette surveillance est exercée par le directeur de l'Intérieur, sous l'autorité du gouverneur. Aucune répartition de dividendes ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation de ce dernier.

Dans la Métropole, la surveillance des banques est exercée par le ministre de la Marine et des Colonies. Auprès de lui, la loi du 11 juillet 1851, modifiée par celle du 24 juin 1874, a

institué une Commission de surveillance qui n'administre pas, mais dont la mission consiste à contrôler les opérations des banques, à donner son avis sur les actes de leur gestion, à indiquer au ministre les améliorations à introduire dans leur organisation, à signaler toutes les violations des statuts, à provoquer toutes les mesures de vérification qui lui paraîtraient utiles et à adresser, chaque année, au Président de la République, un rapport sur les opérations des banques coloniales.

Cette Commission est composée de neuf membres, savoir : un conseiller d'État élu par le Conseil d'État en Assemblée générale, quatre membres, dont deux au moins, actionnaires en résidence à Paris, désignés par le ministre de la Marine et des Colonies; deux membres désignés par le ministre des Finances, et deux membres élus par le Conseil général de la banque de France.

Situation des banques coloniales. — Il existe six banques dans les colonies, savoir : une à la Martinique, où elle a commencé à fonctionner dans le courant de janvier 1853; une à la Guadeloupe, où elle existe depuis février 1853; une à la Réunion, ouverte depuis juillet de la même année. La Guyane et le Sénégal suivirent de près : la première de ces colonies voyait s'ouvrir une banque en mai 1855 et la seconde au mois d'août suivant. Enfin, un décret du 21 janvier 1875 a créé une banque de l'Indo-Chine dont le siège est à Paris et qui a des succursales à Saïgon et à Pondichéry. Le privilège de cette banque a été concédé pour une durée de vingt ans à une société d'actionnaires, à charge par elle de se conformer aux statuts élaborés par l'Administration. Comme les autres banques coloniales, la banque de l'Indo-Chine jouit, en matière de prêts sur récoltes et de prêts sur marchandises, de tous les droits et privilèges édictés par les lois des 11 juillet 1851 et 24 juin 1874. La Commission de surveillance des banques coloniales exerce, à l'égard de la banque de l'Indo-Chine, les droits et les attributions dont elle est pourvue par les lois et règlements.

Le privilège des banques coloniales avait été concédé, à l'origine, pour une durée de vingt ans. Pour des motifs sans importance, la révision législative que comportait la prorogation de leur privilège fut retardée jusqu'au 24 juin 1874, époque à laquelle une loi vint proroger ce privilège de vingt années, à partir du 11 septembre 1874. Quelques-unes de

ces banques, dont le privilège expirait avant cette époque, avaient dû faire régulariser leur situation par des décrets du pouvoir exécutif annuellement rendus.

Dans certaines colonies, comme la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, les prêts sur récoltes pendantes ont atteint des chiffres élevés. Nous en donnons le tableau ci-dessous¹. Il y a lieu de remarquer que la plus grande partie des prêts ont toujours été payés à l'échéance. Si nous

1. TABLEAU DES PRÊTS SUR CESSIONS DE RÉCOLTES PENDANTES DANS LES COLONIES.

EXERCICES.	MARTINIQUE. — Prêts sur récoltes.	GUADELOUPE. — Prêts sur récoltes.	RÉUNION. — Prêts sur récoltes.	BANQUE de l'Indo Chine, à Saïgon.	
				ANNÉES.	Prêts sur récoltes. piastres.
1853—1854	»	616,932	»	»	»
1854—1855	»	861,651	»	»	»
1855—1856	111,000	1,133,992	»	»	»
1856—1857	150,275	1,562,759	»	»	»
1857—1858	164,160	2,092,781	»	»	»
1858—1859	1,602,512	2,577,569	»	»	»
1859—1860	2,322,417	3,583,882	»	»	»
1860—1861	863,050	3,981,827	»	»	»
1861—1862	693,057	4,791,150	»	»	»
1862—1863	374,146	5,151,415	»	»	»
1863—1864	424,812	4,734,600	»	»	»
1864—1865	746,969	4,846,266	»	»	»
1865—1866	628,457	4,454,264	»	»	»
1866—1867	619,165	2,945,885	»	»	»
1867—1868	628,584	4,389,203	»	»	»
1868—1869	565,597	4,450,616	»	»	»
1869—1870	562,184	5,690,246	»	»	»
1870—1871	1,064,610	7,061,513	»	»	»
1871—1872	783,172	6,911,293	»	»	»
1872—1873	1,000,458	8,939,760	»	»	»
1873—1874	1,035,990	10,903,738	»	»	»
1874—1875	1,592,605	10,208,234	»	»	»
1875—1876	1,547,323	9,152,754	»	»	»
1876—1877	1,001,172	8,303,444	»	»	»
1877—1878	1,377,554	8,293,350	»	1877	7,020
1878—1879	1,707,511	7,943,166	»	1878	30,323
1879—1880	2,812,477	7,157,538	»	1879	2,090
1880—1881	2,867,807	7,232,766	»	1880	29,458
1881—1882	3,325,678	8,132,197	»	1881	30,086
1882—1883	3,324,444	8,387,349	2,747,344	1882	64,004
1883—1884	4,547,520	9,249,250	3,055,406	1883	38,399
Total. . .	38,434,706	177,241,390	5,802,750		221,380

prenons, par exemple, le résultat de l'exercice 1882-1883, nous voyons qu'à la Martinique, les prêts se sont élevés à 3 324 444 francs et que le retard est de 36 602 francs. A la Guadeloupe, les prêts ont été de 3 387 349 francs et les retards portent sur 41 729 francs. A la Réunion, les prêts ont été de 2 747 344 francs et les retards de 80 000 francs.

Le taux de l'escompte des diverses opérations faites par les banques coloniales varie suivant les lois de l'offre et de la demande et aussi suivant la prospérité financière de la colonie. Le tableau ci-dessous¹ donne le taux des principales opérations, dans chaque colonie, pour l'année 1883-1884.

Afin de donner une idée de la situation prospère des banques coloniales, nous donnons dans un tableau d'ensemble, page 986 en note, les dividendes touchés par les actionnaires.

En terminant ce rapide exposé de la situation des banques coloniales, il n'est peut-être pas sans intérêt de faire connaître les « observations générales » qui ont été suggérées à la Commission de surveillance de ces banques dans son rapport du 6 décembre 1884, au Président de la République.

« La position des établissements de crédit, dit le rapport, est devenue difficile dans les pays à sucre, à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, par les effets de cette situation critique de la sucrerie française, indigène et colo-

1. TABLEAU DES TAXES DES PRINCIPALES OPÉRATIONS DES BANQUES

COLONIES.	EFFETS sur place à deux signa- tures.	PRÊTS sur récoltes.	PRÊTS sur marchandises		AUTRES opéra- tions.	MANDATS.
			im- portées.	colo- niales.		
	p. % l'an.	p. % l'an.	p. % l'an.	p. % l'an.	p. % l'an.	
Martinique..	8 »	5 »	«	»	6 »	1 p. % à 90 jours.
Guadeloupe.	6 »	6 »	8 »	6,50	6 »	1 p. % à 90 jours.
			10 »			2 p. % à 90 jours.
Réunion . .	7,50	6 »	»	»	7 »	2 p. % à 90 jours.
	8,50				8 »	
Guyane. . .	8 «	»	»	»	6 »	1 p. % à 40 jours.
Sénégal. . .	6 »	»	»	»	6 »	
	8 »				8 »	
Indo-Chine.	8 »	»	»	15 »	»	
	12 »					

niale, à laquelle le gouvernement a voulu porter remède par la loi du 29 juillet dernier.

« La Commission de surveillance a dû, de son côté, se préoccuper d'éventualités menaçantes pour les banques, dans une période où elles auraient à faire face aux besoins cumulés de l'agriculture et du commerce, dont les ressources habituelles se trouvent aujourd'hui fort amoindries par les recettes insuffisantes de la dernière récolte.

« Elle a donc approuvé la mise en vigueur du décret du

RÉPARTITIONS ANNUELLES FAITES AUX ACTIONNAIRES.

ANNÉES.	Martinique. — Réparti- tion p. %	Guadeloupe. — Réparti- tion p. %	Réunion. — Réparti- tion p. %	Indo-Chine. — Réparti- tion p. %	Guyane. — Réparti- tion p. %	Sénégal. — Réparti- tion p. %
1853—1854	6,95	6,80	5,76	»	»	»
1854—1855	6 »	6 »	8,03	»	»	»
1855—1856	7,05	7 »	9,28	»	»	»
1856—1857	6,71	7 »	10,08	»	»	»
1857—1858	9,23	7,50	9,32	«	»	»
1858—1859	8,81	9 »	9,57	»	»	»
1859—1860	7,31	7,60	9,75	»	»	»
1860—1861	10,69	10 »	10,35	»	»	»
1861—1862	10,81	13 »	11,62	»	»	»
1862—1863	7,39	10,25	10,72	»	»	»
1863—1864	7,18	10 50	11,98	»	»	»
1864—1865	9,43	»	3,66	»	»	»
1865—1866	9,55	»	9,64	»	»	»
1866—1867	9,66	6,50	5,26	»	»	»
1867—1868	4,07	»	5,07	»	»	»
1868—1869	11,83	9,41	6,50	»	»	»
1869—1870	15,18	9,80	8,13	»	»	»
1870—1871	14,14	9,35	8,46	»	»	»
1871—1872	19,03	11,60	8,40	»	»	»
1872—1873	23,75	13 »	8,47	»	»	»
1873—1874	17,95	14 »	9,05	»	»	»
1874—1875	9,79	11,06	15,64	»	»	»
1875—1876	8,63	11,38	18,60	»	»	»
1876—1877	11,94	14,36	17 »	»	»	»
1877—1878	12,61	13,80	15,50	»	»	»
1878—1879	16,73	13,30	14,40	»	»	»
1879—1880	18,83	15,60	22 »	»	»	»
1880—1881	17,61	15,10	20 »	»	»	»
1881—1882	14,99	15,50	16,60	»	»	»
1882—1883	15 »	17,10	17 »	10,80	19,88	14,50
1883—1884	14 »	15,60	16 »	11,20	18,81	12,60
Total. . .	363,45	311,11	351,78	22 »	38,69	27,10

2 mai 1879¹, qui autorisait l'émission de bons de caisse dans cette colonie, et elle a provoqué l'extension à la Martinique et à la Guadeloupe de cette mesure temporaire, qui a déjà été d'un secours efficace dans les crises économiques de ces colonies : ces bons de caisse, garantis par le dépôt de sommes identiques en numéraire dans les coffres du Trésor, permettent aux banques de sauvegarder leur encaisse métallique, base légale de leur circulation fiduciaire, et de soutenir celle-ci au chiffre nécessaire à la continuation des escomptes, c'est-à-dire au maintien du crédit.

« Un décret du 18 août dernier a autorisé l'émission des bons de caisse à la Martinique et à la Guadeloupe. Les gouverneurs de ces colonies ont donc en main un moyen dont l'expérience a consacré l'efficacité pour atténuer, dans une importante mesure, les effets de la perturbation commerciale et monétaire produite par l'abaissement excessif et subit de la valeur de la production locale.

« Une des conséquences de la crise agricole a été le retard du remboursement des prêts sur récoltes, qui ne laisse pas que de causer quelques pertes aux banques. Jamais cette nature d'avances n'a été plus utile aux agriculteurs des colonies; mais la sollicitude qu'ont eue pour eux les banques ne doit pas faire oublier à celles-ci combien les circonstances commandent la prudence et la circonspection dans l'ouverture et la quotité de crédits reposant sur le gage d'une denrée dont le prix a perdu la fixité relative à laquelle on était habitué.

« Une mesure consentie par le Comptoir d'Escompte, avec sa bienveillance accoutumée pour les banques coloniales, a, par une capitalisation nouvelle de leurs rentes déposées en nantissement, accru le crédit de ces établissements en France. Il en résulte, pour les banques, une plus large faculté de tirage de mandats.

1. Art. 1^{er}. Est autorisée la mise en circulation à la Réunion de bons de caisse, qui seront en tout temps représentés par des monnaies d'or, des pièces de cinq francs ou des monnaies divisionnaires d'argent nationales mises spécialement en réserve à cet effet dans la caisse du trésorier-payeur de la colonie pour une somme égale aux émissions de papier.

Art. 2. Le montant des émissions, le chiffre des coupures et les conditions de la fabrication des bons de caisse seront déterminés par arrêtés du gouverneur.

Art. 3. Les bons de caisse auront cours forcé dans la colonie pour tous les paiements.

« Parmi les banques des colonies non productrices de sucre, celle de la Guyane demeure à peu près stationnaire en un vaste pays où manque la population.

« La banque du Sénégal voit augmenter peu à peu son importance, et la banque de l'Indo-Chine progresse notablement, par l'extension de ses opérations, tant à Pondichéry qu'à Saïgon.

« Cet établissement de crédit, répondant au désir du gouvernement, se prépare à instituer une agence au Tonkin. La Commission de surveillance consultée a donné un avis favorable à cette création.

« Enfin, l'élévation de la dette de certaines banques au Comptoir d'Escompte, particulièrement à l'époque de l'année qui précède l'expédition des récoltes, a appelé l'attention de la Commission de surveillance sur le mode d'établissement des comptes qui servent de base au calcul des dividendes.

» Dans les situations mensuelles des banques, les sommes dues à Paris sont portées au passif pour leur valeur nominale comme celles possédées dans la colonie sont portées à l'actif, bien que, pour éteindre les dettes à Paris, il y ait lieu de payer en sus de leur valeur le prix du change correspondant.

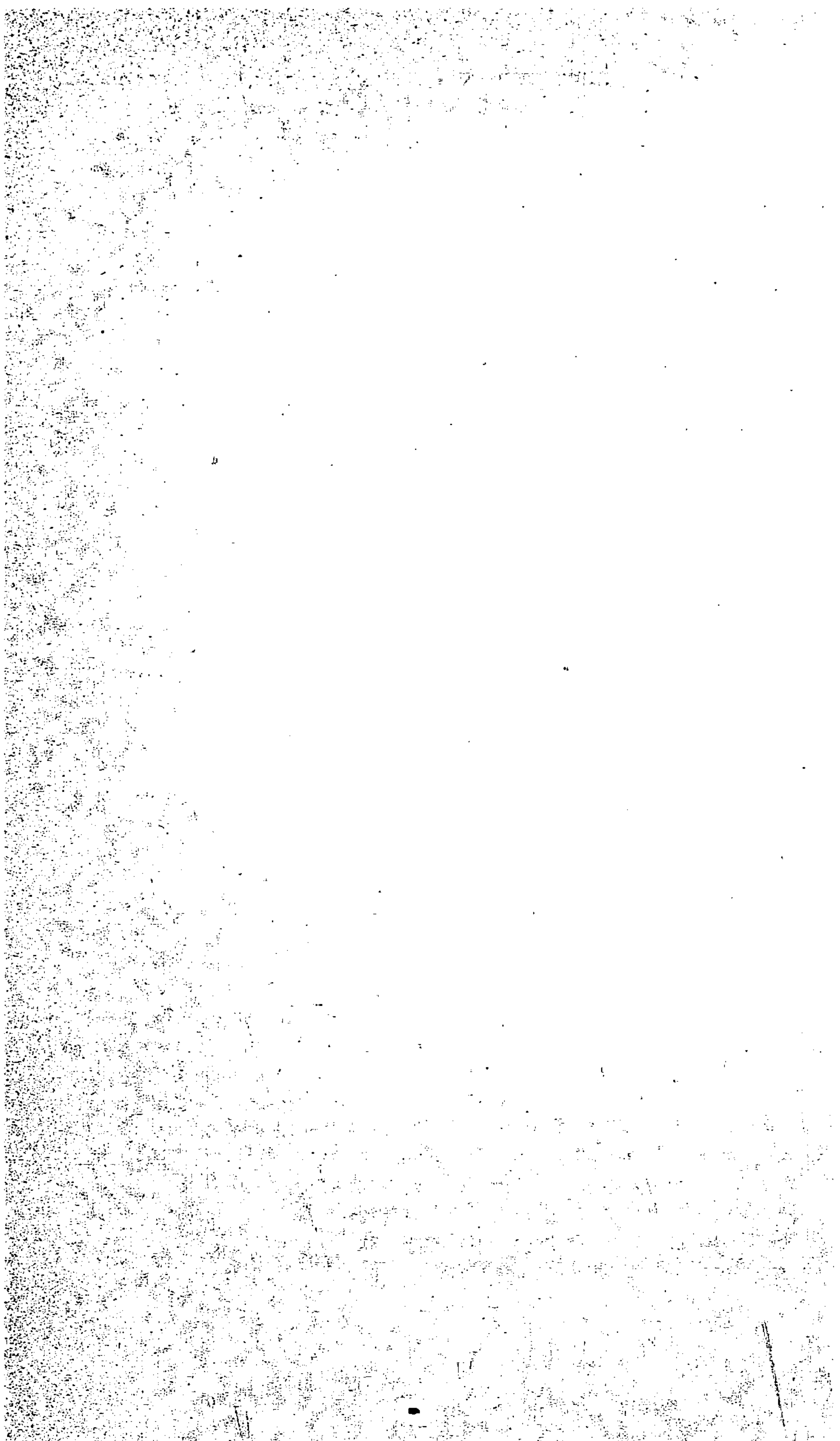
« Une dépêche ministérielle du 21 mai dernier, pour porter remède à cet état de choses qui altère l'exactitude des situations des banques, a prescrit d'introduire au passif un élément de compte représentant la valeur de ce change pour la dette à découvert actuelle.

« Cette mesure d'ordre et de comptabilité, dont l'application progressive aurait lieu à raison de $\frac{1}{2}$ pour 100 de la dette par semestre, ne semble pas avoir été bien comprise par toutes les banques. Quelques-unes ont cru voir là une dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 26 des statuts qui fait cesser tout prélèvement au profit du fonds de réserve obligatoire au-delà de la moitié du capital; mais il s'agit dans cet article de prélèvements sur les *bénéfices nets et réalisés*, lesquels, en effet, appartiennent aux actionnaires et ne peuvent, sans leur assentiment, grossir la réserve au-delà des limites fixées par les statuts.

« La réserve prescrite par la dépêche du 21 mai dernier a un tout autre caractère. Elle porte non sur des bénéfices nets et réalisés, mais sur des recettes provenant de l'émission

des mandats, lesquelles ne peuvent constituer des bénéfices et servir à une distribution de dividendes que défalcation faite des charges créées par cette émission, et en prévision desquelles est constituée la réserve ainsi prescrite.

« La Commission de surveillance, en mettant les banques en garde contre la distribution de dividendes qui ne reposeraient pas sur des bénéfices réels, accomplit une tâche délicate, en ce moment surtout où les colonies productrices de sucre sont en proie à une crise économique et financière intense; mais elle est soutenue par la conviction qu'elle agit dans l'intérêt véritable des banques, dont le crédit repose sur la solidité et la disponibilité des valeurs portées à leur actif plutôt que sur le chiffre élevé de leurs dividendes. »



CHAPITRE XI

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Après avoir exposé avec tous les détails nécessaires à l'intelligence du sujet l'histoire politique, militaire, administrative et économique de chacune de nos colonies, après avoir discuté avec tout le soin qu'elles méritent les questions qui ont été soulevées au cours de cette histoire, nous devons jeter en arrière un coup d'œil d'ensemble sur tous ces détails et faire en quelques pages la synthèse des problèmes que nous avons analysés et que nous nous sommes efforcés de résoudre.

1. — *Diversité des colonies françaises. Règles à suivre dans leur colonisation et leur administration.*

Ce qui frappe d'abord l'observateur, c'est la diversité des caractères avec lesquels se présentent nos établissements d'outre-mer. L'Algérie et la Tunisie n'ont rien de commun avec nos autres colonies ; Madagascar diffère sous tous les rapports de la Cochinchine et de la Réunion, sa voisine ; la Martinique et la Guadeloupe, qui ont tant de similitude avec la Réunion, n'ont, en revanche, aucun trait de ressemblance avec la Guyane qui en est si proche ; nos établissements de la côte occidentale de l'Afrique ne ressemblent en rien à ceux de l'Océanie, etc. Chaque colonie a sa physionomie propre et ses besoins spéciaux, résultant de son climat, de la nature de ses habitants, de son degré de civilisation et de culture, des produits qu'elle est susceptible ou non de fournir, de sa situation géographique et de sa formation géologique. A chacune, par conséquent, il est nécessaire d'appliquer une organisation et des moyens de colonisation particuliers. Ou nous nous trompons fort, ou la première

pensée qui a dû venir à l'esprit de tout lecteur attentif de ce livre est qu'il y aurait folie à vouloir condamner des organismes si dissemblables à une manière de vivre identique. Tel a été cependant le rêve de la plupart de ceux qui, pendant ces dernières années, ont été chargés de la direction de nos affaires coloniales.

Parmi les dissemblances qui existent entre nos diverses colonies, il est cependant aisé de constater certaines similitudes qui permettent de les rapprocher et de les grouper en un petit nombre de catégories, mais ces catégories ne sont pas toujours les mêmes suivant que l'on se place à tel ou tel point de vue particulier.

L'Algérie se détache de cet ensemble avec des caractères propres qui la classent en un groupe spécial, dans lequel devra plus tard entrer la Tunisie. Son voisinage, l'analogie de son climat avec celui du midi de la France, la possibilité pour les colons français de s'y livrer à tous les travaux, le nombre relativement considérable et sans cesse croissant d'Européens et de Français qu'elle contient, font de l'Algérie une sorte de prolongement de la mère patrie. Cependant, la nature de ses habitants primitifs, les conditions spéciales dans lesquelles la propriété s'y présente dans la majeure partie de son territoire, la religion musulmane que professent la majorité des indigènes, etc., tous ces caractères, et d'autres encore qu'il est inutile de rappeler, donnent à l'Algérie une physionomie propre, assez tranchée pour qu'il soit nécessaire d'en tenir compte dans l'organisation de son administration, et nous font penser qu'on s'est peut-être un peu trop pressé de l'assimiler à des départements français et de rattacher ses divers services aux ministères correspondants de la métropole.

Examinée au point de vue de son climat, de son sol, de ses productions, de ses habitants, la Tunisie devrait être réunie à l'Algérie dans un seul et même groupe ; mais son état politique l'écarte considérablement de l'Algérie pour la rapprocher des autres colonies de protectorat (Madagascar, le Tonkin, l'Annam, le Cambodge), avec lesquelles cependant elle n'a presque aucune ressemblance.

Un deuxième groupe colonial est formé par la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion. Quoique placées à de grandes distances, les Antilles et la Réunion se ressemblent à peu près par tous leurs caractères. Leur climat est pres-

que semblable, leur structure géologique est à peu près la même, leurs cultures se ressemblent, leurs habitants sont à peu près semblables, la majorité de leur population étant formée de métis de blancs et de noirs ; la constitution de la propriété est identique dans ces trois colonies ; égale aussi est leur affection pour la mère patrie, et tout à fait semblables sont la cause et l'intensité de leurs souffrances. Enfin, ces trois colonies se rapprochent plus que toutes les autres de la métropole par la nature, les goûts et les habitudes de leurs habitants. Aussi leur a-t-on depuis longtemps donné une organisation qui se rapproche beaucoup de celle de la métropole.

On peut dire sans beaucoup exagérer que la Réunion, la Guadeloupe et la Martinique sont organisées à peu près comme des départements français. Chaque jour un pas nouveau est fait dans cette voie d'assimilation de nos vieilles colonies à des départements métropolitains ; chaque jour aussi, les représentants de ces colonies manifestent davantage le désir de voir progresser cette assimilation. La fréquence et la rapidité des communications, la présence de députés de ces colonies dans les assemblées législatives de la métropole, la communauté des intérêts et la similitude des habitudes sociales, rendent fatale cette assimilation dans un temps plus ou moins rapproché.

Nous assistons ainsi à ce curieux spectacle de colonies françaises se rapprochant d'autant plus de la métropole qu'elles avancent davantage dans la voie du progrès, tandis que les colonies anglaises suivent une marche tout à fait opposée. Faut-il chercher le motif de cette divergence d'évolution des colonies des deux peuples dans une différence de caractère des colons ? Faut-il ne voir dans les tendances de nos colonies que le résultat d'un besoin matériel ? Nous n'osons pas choisir entre ces deux solutions. Nous préférons admettre qu'elles sont l'une et l'autre exactes. Il n'est pas douteux que le colon français conserve davantage que l'anglais le souvenir et l'amour de la patrie ; il ne se plie que difficilement aux mœurs des peuples chez lesquels il est transporté ; il conserve volontiers la plupart des habitudes et même la langue de sa patrie d'origine. Il nous suffira de citer à l'appui de cette manière de voir le Canada et l'île Maurice. Les Français du Canada et ceux de Maurice sont restés Français jusqu'aux moelles ; ils n'ont presque rien

pris aux Anglais parmi lesquels ils vivent, et ils se conduisent encore, après trois ou quatre générations, comme des Français simplement expatriés.

Nous ne devons donc pas être étonnés de voir les Français de nos Antilles et de la Réunion manifester le désir d'être rattachés de plus en plus à la mère patrie. Quant aux métis de ces colonies, ils voient dans une assimilation aussi complète que possible aux citoyens français de la métropole, une sorte de réhabilitation de l'état social de leurs ancêtres; nul ne saurait blâmer ce sentiment. Ils demandent à venir faire leur service militaire en France, parce qu'ils savent que nos idées et nos habitudes ne permettent pas d'établir entre les hommes de diverses couleurs la moindre distinction, et parce qu'ils voient dans le mélange des races sous le même uniforme et à l'abri du même drapeau une sorte de rehaussement de leur condition. Ce premier ordre de motifs est d'une grande importance dans le mouvement qui pousse nos trois colonies anciennes vers l'assimilation parfaite à la métropole.

Les motifs d'ordre économique agissent non moins puissamment. La Réunion, la Guadeloupe et la Martinique, après avoir joui d'une grande prospérité, sont tombées dans une situation chaque jour plus précaire; le manque de bras à bon marché, l'absence de capitaux permettant de substituer la machine aux bras de l'esclave noir ou de l'immigrant indien, entraînent une diminution chaque jour plus marquée de la valeur des grandes propriétés; d'autre part, le sucre produit par ces propriétés rencontre sur les marchés européens un rival chaque jour plus redoutable et plus difficile à vaincre. L'appauvrissement des propriétaires entraîne un appauvrissement général de la colonie qui rend impossibles les grands travaux publics, tels que les chemins de fer, sans lesquels aucun pays ne peut plus vivre que misérablement; d'où une nouvelle cause de malaise pour la colonie. Celle-ci est donc condamnée à se tourner vers la métropole et à implorer son secours. Or, l'état de choses actuel rend très difficile l'aide demandée. Tant que les colonies dont nous parlons jouiront de la liberté économique qui leur est accordée par le sénatus-consulte de 1866, tant qu'elles seront maîtresses de leur budget des recettes, la métropole ne consentira que difficilement à faire des déboursés dans lesquels elle serait à peu près certaine de ne pas

rentrer. Il faut donc, ou bien que ces colonies se résignent à faire elles-mêmes les travaux publics qui leur sont nécessaires, ou bien qu'elles renoncent à leurs privilèges. Ne pouvant pas réaliser la première condition, elles se soumettent à la seconde ; ayant conscience que l'autonomie ne leur serait d'aucune utilité, elles tendent à se fondre dans la métropole et à n'être plus que des départements français.

Les hommes politiques de la métropole appelés à trancher les questions coloniales doivent de leur côté envisager les deux termes du dilemme que nous venons d'exposer et choisir promptement celui qui leur paraîtra le meilleur : ou bien, laissant aux colonies l'autonomie économique dont elles jouissent, il faut mettre à leur charge une bonne partie des dépenses annuelles qu'elles occasionnent, dépenses que sont loin de compenser les échanges commerciaux existant entre elles et la métropole, ou bien il faut attirer les colonies dans la sphère économique de la métropole et les soumettre à notre régime douanier. Surtout, il est indispensable que ces questions soient promptement résolues. Il est impossible de laisser durer plus longtemps un régime très onéreux pour la métropole, qui paye toujours sans rien recevoir sous aucune forme en échange de ses sacrifices, et pour les colonies, qui usent de leur liberté afin de diminuer leurs charges propres, tout en exigeant chaque jour de la métropole des services nouveaux.

Il faut, du reste, distinguer rigoureusement l'assimilation administrative de l'assimilation économique. Pour décider de la mesure dans laquelle l'assimilation administrative peut être effectuée, il n'y a à tenir compte que de la similitude plus ou moins grande de la population et des conditions sociales des colonies avec la population et les conditions sociales de la métropole. Plus cette similitude est grande, et plus l'assimilation peut être poussée loin ; moins elle est prononcée, et moins il faut songer à établir une assimilation quelconque entre l'administration des colonies et celle de la métropole. Les mêmes considérations s'appliquent à l'assimilation législative, c'est-à-dire à l'application dans les colonies des lois qui régissent la métropole. Quoique cette question offre un grand intérêt, elle n'a peut-être pas suffisamment attiré encore l'attention des législateurs. Bien des lois métropolitaines ont été rendues applicables aux colonies qui ne conviennent pas à la plupart d'entre elles.

Reste l'assimilation économique. Celle-ci doit être décidée d'après des motifs d'un ordre spécial dont nous parlerons dans un instant.

— Les questions d'assimilation, soit administrative et législative, soit économique, ne peuvent être soulevées que par les divers pays coloniaux dont nous venons de parler, c'est-à-dire l'Algérie d'une part, les Antilles et la Réunion d'autre part.

Toutes nos autres colonies offrent des caractères de population et de civilisation tels que jamais personne n'a jugé à propos de demander leur assimilation à la métropole. Celles-là sont des colonies dans le terme propre du mot, c'est-à-dire des terres sur lesquelles le Français vit à l'état de colon. A cet égard, nos établissements de la côte occidentale de l'Afrique, Madagascar ou Obock, les îles de l'Océanie sur lesquelles flotte notre pavillon, l'Inde et l'Indo-Chine, peuvent être réunies en un même groupe ; mais c'est par là seulement que ces colonies se ressemblent, par tous leurs autres caractères, elles diffèrent profondément les unes des autres.

Il faut d'abord distinguer celles dont le climat permet à l'Européen de se livrer sans inconvénient aux travaux agricoles de celles qui ne le lui permettent pas. Dans la première catégorie, nous ne trouvons que nos établissements de l'Océanie. On y peut ajouter peut-être, sous des réserves, certaines parties hautes de l'Indo-Chine et les hauts plateaux de Madagascar. Quant aux parties basses de l'Indo-Chine, à l'Inde, à la côte occidentale et orientale de l'Afrique, l'implacabilité de leur climat y interdit aux Européens, sous peine de maladie et de prompt destruction, les travaux agricoles et même à peu près tout travail rude et continu. Devons-nous ajouter que dans ces deux groupes de colonies les procédés de la colonisation doivent être essentiellement différents ? Dans ceux où le blanc peut travailler, vivre aussi longtemps qu'en Europe et propager sa race, on devra faire de la colonisation de peuplement, c'est-à-dire attirer des colons français, et les déterminer à s'y établir d'une manière définitive avec leur famille. Dans les autres, on devra se borner à faire ce que nous avons appelé de la colonisation de roulement, c'est-à-dire que chaque individu ne devra y séjourner que pendant une période restreinte de temps, sauf à y revenir après être allé se retremper dans le climat natal ou dans un pays tempéré quelconque. Cela n'empêche pas d'ailleurs de fonder

dans ces colonies de solides et durables établissements. Une même famille y peut conserver indéfiniment des propriétés et des industries prospères, à la condition que la gestion en soit confiée alternativement à plusieurs de ses membres ou bien à des gérants qu'elle se borne à surveiller et qu'elle remplace quand il en est besoin. C'est ainsi que les Anglais procèdent dans l'Inde et dans la Guyane britannique; c'est ce que font les Hollandais à Java et à Sumatra, etc.

Dans ces colonies, il faut de toute nécessité une main-d'œuvre indigène; mais le problème relatif à la recherche de cette main-d'œuvre ne se pose pas dans toutes de la même façon. Dans l'Indo-Chine, les bras ne manquent pas; les Annamites sont laborieux, sobres, se contentent d'un faible salaire et sont naturellement adonnés à l'agriculture; mais, dans l'Annam, la terre à culture est presque partout occupée, la propriété individuelle existe presque sur tous les points et les établissements agricoles ne peuvent être fondés que sur les propriétés actuelles des indigènes ou dans les parties montagneuses encore inoccupées et qui manquent de voies de communications; or, sans routes, il n'y a ni agriculture, ni commerce ni industrie possibles. Dans nos établissements de la côte occidentale d'Afrique, les terres fertiles et inoccupées abondent, mais les bras sont rares, les habitants sont naturellement paresseux, et nulle part ou presque nulle part il n'existe de voies de communications.

Il nous paraît inutile de prolonger ces considérations. Elles suffisent pour montrer avec quel soin, avant de se livrer à la colonisation d'un de nos établissements, il faut en étudier les conditions de climat, de population, de sol, etc.

La même attention est requise pour l'organisation administrative, politique et militaire de nos colonies.

Au point de vue politique, le système du protectorat est susceptible, malgré les vices inhérents à sa nature, de donner de bons résultats dans une monarchie unitaire et autocratique comme celle de la Tunisie; il se heurte à des difficultés de toutes sortes dans un pays à mœurs démocratiques comme l'Annam. D'un autre côté, la manière de l'appliquer ne pourra pas être la même dans l'Annam que dans le Cambodge, dans le Sénégal qu'à Madagascar. Pense-t-on, enfin, qu'il soit possible de gouverner le Sénégal comme la Cochinchine ou la Guyane? A la Guyane, nous n'avons pour ainsi dire pas à tenir compte des indigènes; ils ont fui

devant nous ; ils ne nous susciteront jamais le moindre embarras. En Cochinchine ils ont accepté, sinon avec plaisir du moins avec résignation, notre puissance et notre domination. Le pur patriotisme seul pourrait soulever le peuple contre nous ; les notables et les lettrés ne prendraient part à la rébellion que si nous lésions trop vivement leurs intérêts ; respectons les coutumes du pays, favorisons les intérêts et les ambitions des individus, et nous vivrons en paix dans le pays. Au Sénégal, la situation est différente. Nous sommes en présence de deux sortes de populations : l'une, fétichiste, qui accepte d'autant plus volontiers notre domination qu'elle voit en nous des protecteurs contre ses ennemis séculaires ; l'autre, musulmane, dont nous contrairons les violences et que sa religion pousse à nous haïr de la haine à peu près inextinguible qu'a tout musulman pour les chrétiens. Enfin, nous nous trouvons au Sénégal en présence de compétitions de toutes sortes entre des principautés aussi ambitieuses que belliqueuses. Vouloir appliquer à ce pays les principes de la pure administration civile comme on le ferait à la Guyane ou en Cochinchine, ce serait faire preuve d'une ignorance absolue des choses les plus indispensables à connaître pour bien gouverner les hommes.

N'insistons pas davantage sur ce sujet. Ce coup d'œil d'ensemble sur les conditions politiques, ethnologiques, économiques, de nos colonies suffit pour prouver l'exactitude du principe bien souvent formulé au cours de ce livre : qu'à chaque colonie conviennent des règles de colonisation et d'administration différentes. A celles qui ressemblent le plus à la métropole, on devra donner une organisation analogue à celle de la métropole ; à celles qui en diffèrent trop par la nature de leurs habitants et de leur civilisation pour qu'il soit possible de songer à une assimilation quelconque, mais qui sont assez riches pour payer leurs dépenses et assez peuplées pour se suffire à elles-mêmes, il faut donner le maximum possible d'autonomie. A celles qui sont pacifiques, il faut donner une administration débonnaire, qui ne conviendrait pas dans celles où chaque jour notre domination est menacée. Dans toutes, il faut, autant que possible, respecter les coutumes, les mœurs, les préjugés même, des habitants et n'avoir d'autre objet qu'une association fructueuse de leurs intérêts avec les nôtres. ✕

2. — *Relations économiques des colonies avec la métropole.*

Parmi les questions qui découlent de celles dont nous venons de parler figure la question des relations économiques de la métropole avec les colonies. Faut-il accorder à celles-ci une liberté illimitée dans leurs relations commerciales ? Faut-il, au contraire, leur imposer l'obligation de favoriser le commerce et l'industrie de la métropole ?

Les libres-échangistes systématiques soutiennent qu'une égalité absolue de traitement doit être établie dans nos colonies pour les produits de la métropole et pour ceux de l'étranger. A l'appui de cette manière de voir, ils disent que notre état de civilisation ne nous permet pas de revenir au pacte colonial de nos pères, qui faisait des colonies une propriété de la métropole ; ils ajoutent que toute mesure de protection prise dans nos colonies en faveur des produits français aurait pour conséquence l'établissement dans les colonies étrangères de taxes frappant les produits français, et ils pensent qu'il résulterait de cet état de choses une cause de pertes impossible à compenser par la protection dont notre commerce et notre industrie jouiraient dans les colonies françaises.

C'est à peine s'il nous paraît utile de répondre à la première de ces objections. Personne, même parmi les protectionnistes les plus ardents, ne songe à ramener l'état des choses connu sous le nom de pacte colonial ; personne ne demande que nos colonies soient contraintes de demander à la métropole tous les objets dont elles ont besoin et de lui expédier exclusivement par navires français tous les produits qu'elles récoltent. A notre époque, de pareilles exigences de la part de la métropole ne trouveraient aucun partisan. Mais beaucoup de très bons esprits font valoir avec raison que si la métropole s'impose pour ses colonies des sacrifices d'hommes et d'argent, elle doit pouvoir, en échange, leur demander des avantages pour son commerce et pour son industrie, avantages d'autant plus considérables que les sacrifices sont plus lourds.

Les partisans absolus du libre-échange ne sauraient contester la justesse de ce raisonnement, mais ils lui objectent la menace de mesures de rigueur qui pourraient être prises dans les colonies étrangères contre les produits français. Ils

semblent, en formulant cette objection, croire qu'actuellement les colonies étrangères traitent les produits de la France sur le même pied que les produits émanant des métropoles de ces colonies. Or, il n'en est rien, même en ce qui concerne les colonies anglaises, dont certaines personnes célèbrent chaque jour le libéralisme.

Il est vrai que les colonies anglaises n'ont pas de tarifs douaniers différents pour les différentes nations; mais dans l'établissement de leurs tarifs, elles ont soin de frapper les produits habituellement importés par les nations étrangères de droits beaucoup plus forts que ceux auxquels elles soumettent les produits que l'Angleterre fabrique seule ou presque seule. Nous trouvons un exemple très intéressant de ce fait dans les tarifs douaniers de l'Inde anglaise. Avant le 5 août 1875, les liqueurs, eaux-de-vie et esprits parfumés payaient à l'entrée dans l'Inde anglaise un droit unique de 7 pour 100 *ad valorem*. Depuis la promulgation de l'*Indian Tariff Act* du 5 août 1875, les liqueurs payent 4 roupies (la roupie vaut 2^{fr},38) par gallon (le gallon vaut 4^l,54), c'est-à-dire 9^{fr},52 pour 4^l,54 de liqueur, quelle que soit la valeur réelle de la liqueur; or, les liqueurs importées dans l'Inde n'ont qu'une valeur minime; les exportateurs bordelais estiment qu'une caisse de liqueurs valant 10 francs et qui autrefois payait 7 pour 100 de sa valeur, paye aujourd'hui environ 18 francs de droits d'entrée. Les alcools, qui payaient également autrefois 7 pour 100 *ad valorem*, payent aujourd'hui au moins 4 roupies par gallon lorsqu'ils ne dépassent pas le titre de Londres; lorsque leur titre est supérieur, le droit est augmenté en proportion. Les alcools parfumés, qui, autrefois, payaient 7 pour 100 *ad valorem*, payent aujourd'hui 4 roupies par gallon. Les vins payent des droits d'entrée considérables. Le vin de Champagne et tous les autres vins mousseux sont soumis à un droit de 2 à 8 roupies. Le claret et les vins de Bourgogne légers payent 1 roupie par gallon; les autres sortes de vins sont frappés d'un droit de 1 à 8 roupies. Cependant l'ale, la bière et le porter, le cidre et les autres liqueurs fermentées (sauf le vin) qui, en général, viennent d'Angleterre, ne payent qu'un droit de 1 anna (l'anna vaut 1/16 de roupie) par gallon.

N'est-il pas évident que, d'une façon indirecte, le gouvernement de l'Inde anglaise favorise le commerce des liquides.

alcooliques fournis par l'Angleterre, au détriment des liquides analogues provenant des autres Etats européens et particulièrement de la France? L'Angleterre pourrait-elle se plaindre si nous frappions à l'entrée en Cochinchine les bières d'ale et de porter d'un droit très élevé comparative-ment à celui qui serait appliqué aux vins et aux eaux-de-vie? Pourrait-elle davantage se plaindre si, agissant avec plus de franchise que le gouvernement de l'Inde, la France frappait tous les produits étrangers, notamment les colonnades anglaises, d'un droit supérieur à celui qui serait appliqué aux produits de fabrication française?

D'ailleurs, lors même qu'elle se plaindrait et qu'elle nous appliquerait dans ses colonies un traitement analogue, les conséquences ne seraient pas très graves pour notre commerce et notre industrie, car le trafic que nous faisons avec les colonies anglaises est très réduit. Dans la colonie anglaise la plus importante, l'Inde anglaise, qui compte 250 millions d'indigènes et 120 mille Anglais, en comptant les troupes, la France n'importe chaque année que pour 9 millions de ses produits, tandis qu'elle en importe pour 8 millions au moins en Cochinchine, où il n'y a que 1 600 000 indigènes et 3 ou 4 mille Français, y compris les troupes.

Ce que nous avons dit de l'Inde s'applique à toutes les autres colonies anglaises. Dans toutes, les liqueurs, les vins en fûts et les vins en bouteilles, c'est-à-dire les produits que l'Angleterre ne fabrique pas, sont frappés de droits considérables. La colonie de Maurice prohibe absolument l'entrée de tous les rhums étrangers et même celle des rhums fabriqués dans des provinces anglaises qui autorisent l'entrée des rhums étrangers. La colonie australienne de Victoria est nettement protectionniste, mais elle l'est aussi bien pour la mère patrie que pour les nations étrangères; toutes les marchandises qui peuvent être fabriquées dans la colonie sont frappées d'un droit considérable. Il est bon de dire que sous l'influence de ce système protectionniste un grand nombre d'industries importantes sont en voie de développement dans la colonie, tandis qu'autrefois on consommait exclusivement des produits venant du dehors, surtout de l'Angleterre. Ce seul fait, auquel il serait aisé d'en ajouter bien d'autres, notamment ceux qui concernent l'Amérique du Nord, témoigne de la puissance des tarifs sur le développement industriel des nations.

Le Portugal favorise dans toutes ou presque toutes ses colonies les marchandises provenant de la mère patrie. Dans sa colonie de Mozambique, les produits naturels ou de l'industrie du Portugal ou des colonies portugaises, ainsi que les produits nationalisés par le paiement de droits de consommation, payent 50 pour 100 de moins que ceux de provenance étrangère; il en est de même dans la Guinée portugaise, mais seulement quand l'importation est faite par bâtiments portugais. Dans les colonies indiennes de la même nation, les vins portugais destinés à la consommation de la colonie ne payent qu'un droit d'entrée insignifiant. A Timor, les vins portugais ne payent que 5 pour 100 au lieu de 15 pour 100 que payent les vins étrangers.

On peut hardiment conclure de tout ce qui précède : 1° qu'en laissant ses colonies traiter les produits étrangers de la même façon que les produits métropolitains, le gouvernement français n'imité l'exemple d'aucune nation, pas même celui de l'Angleterre, puisque toutes, y compris l'Angleterre, frappent, directement ou indirectement, les produits français pénétrant dans leurs colonies de droits supérieurs à ceux qui sont appliqués aux produits métropolitains; 2° que la France n'a pas à redouter pour son commerce les conséquences d'un système protecteur qu'elle appliquerait à ses colonies, puisque ses importations dans les colonies européennes non françaises n'ont qu'une valeur relativement peu considérable et puisque les produits qu'elle y importe sont fabriqués par la France seule ou presque seule; 3° qu'il y aurait par conséquent avantage pour la France à introduire dans toutes ses colonies le système de la protection des produits de fabrication française.

Il est bien entendu qu'il faut avoir soin d'introduire dans l'application de ce système de protection la mesure nécessaire pour qu'il ne trouble pas l'économie générale des colonies dans lesquelles il est mis en œuvre.

3. — *Réformes à introduire dans l'organisation de nos colonies.*

Pour terminer ce chapitre, nous devons dire quelques mots des réformes qu'il nous paraît indispensable d'introduire dans l'organisation de nos colonies. Cette question ayant déjà été traitée à propos de chacun de nos groupes

coloniaux, nous ne ferons que résumer ici les solutions précédemment exposées.

En premier lieu, nous voudrions que toutes nos colonies fussent, en ce qui concerne l'administration et la défense militaire, réunies en grands groupes, d'après leurs affinités géographiques et leurs intérêts. Ainsi que nous l'avons fait dans cet ouvrage, nous admettons cinq groupes de colonies françaises ou établissements français :

1° Les établissements de l'Afrique septentrionale, c'est-à-dire l'Algérie et la Tunisie;

2° Les établissements de l'Afrique occidentale, comprenant le Sénégal et les rivières du sud, les postes de la Côte d'Or, et de la côte des Esclaves, les établissements du Gabon et du Congo;

3° Les établissements de l'Afrique orientale, comprenant : Obock, La Réunion, Mayotte et les Comores, Madagascar et les îles qui en dépendent géographiquement;

4° Les établissements de l'Indo-Chine et de l'Inde, comprenant l'Inde française et l'Indo-Chine française;

5° Les établissements de l'Océanie, comprenant la Nouvelle-Calédonie, les Tuamotu, les Tubuaï, Taïti, Rapa, etc.;

6° Les établissements de l'Amérique, comprenant la Guadeloupe, la Martinique, Saint-Pierre et Miquelon, la Guyane française.

A la tête de chacun de ces groupes d'établissements français, nous voudrions voir placer un gouverneur général, un commissaire général de la République, peu importe le nom. Il aurait sa résidence dans le centre le plus important, au point de vue politique et militaire. Auprès de lui serait constitué une sorte de conseil de cabinet formé de tous les chefs de service ou directeurs avec adjonction d'un nombre variable de conseillers privés choisis dans le chef-lieu de la résidence par le commissaire général. A la tête de chacune des colonies faisant partie du groupe, serait un sous-gouverneur, remplissant en même temps les fonctions de directeur de l'intérieur. A côté de lui, le chef de la justice, le commandant des troupes, etc., exerceraient des pouvoirs analogues à ceux qui leur sont actuellement confiés, mais plus réduits et ne résultant que d'une délégation des directeurs des services correspondants. Chaque groupe d'établissements aurait son personnel militaire et maritime propres, fournis par les dépôts de la métropole ou recrutés

sur place. Chacun aussi aurait sa flottille locale et serait protégé par une station navale ayant son centre d'action dans le chef-lieu militaire des établissements.

Nous ne parlerons ici que pour mémoire des corps élus des colonies. La manière dont ces corps seraient constitués et les pouvoirs dont ils jouiraient devant varier suivant le degré d'autonomie accordée à chaque groupe colonial.

Nous avons déjà fait ressortir, en faisant l'histoire de chacun de ces groupes d'établissements coloniaux, les avantages qui résulteraient de l'organisation dont nous venons de parler; nous n'y reviendrons pas. Rappelons seulement que les principaux de ces avantages sont : au point de vue militaire, l'unité de la défense et la possibilité pour chaque groupe de se protéger lui-même, dans le cas de guerre européenne, sans avoir rien à demander à la métropole; au point de vue commercial, un accroissement de la vie propre de chaque colonie, par suite des échanges qui se feraient entre toutes celles d'un même groupe; au point de vue des progrès de la colonisation, l'attraction qu'exercerait forcément l'une ou l'autre des colonies du groupe sur une partie au moins du personnel militaire ou civil qui aurait fait toute sa carrière dans une même région, et qui, par conséquent, s'y serait créé des relations et des intérêts, surtout si l'on avait soin d'offrir des concessions de terres et autres avantages aux soldats ou fonctionnaires ou à leurs familles; enfin, au point de vue financier, la certitude de réaliser des économies considérables, par une réduction très importante du personnel, par la suppression d'une grande partie des voyages et des transports entre la métropole et les colonies.

Un seul ministère réunirait entre ses mains la direction de tous ces établissements et serait chargé de leur fournir tout le personnel militaire ou civil dont ils auraient besoin; les stations navales restant seules sous la direction du ministère de la marine, dont elles constituent, en tout temps, l'une des forces les plus importantes.

Une école d'administration coloniale, placée à Paris sous les yeux du ministre, serait chargée de préparer les administrateurs civils. L'on y enseignerait, avec les principes généraux de l'économie politique, les notions spéciales nécessaires à la bonne administration et au développement commercial, industriel, politique de chacune de nos colo-

nies, notamment les mœurs, la langue, les coutumes juridiques, etc., de chaque population indigène. Après avoir suivi pendant une première année des cours généraux, les élèves seraient, pendant une seconde année, initiés aux notions propres au groupe colonial pour lequel ils auraient opté. Nous voudrions voir passer par cette école, non seulement les jeunes gens se destinant aux grades élevés de l'administration coloniale proprement dite, mais encore les juges, et, en général, tous les aspirants aux hautes fonctions civiles dans les colonies.

Quant à l'armée destinée à garder nos colonies, tout le monde est aujourd'hui d'accord pour admettre qu'elle doit être distincte de l'armée métropolitaine, et que les soldats doivent être recrutés par engagements volontaires. Ce recrutement serait facile à faire, surtout si l'on admettait les étrangers et si l'on y ajoutait pour en faire des bataillons spéciaux les meilleurs éléments de la récidive.

Le projet de loi voté par la Chambre en 1885 laissait l'armée coloniale entre les mains du ministre de la guerre et lui assignait des officiers fournis à tour de rôle par l'armée métropolitaine. Ces deux solutions nous paraissent mauvaises. Pourquoi mettre entre les mains du ministre de la guerre une armée dont il n'aura jamais à faire usage en France, surtout si l'on adopte notre idée de la faire servir à la colonisation, en maintenant les mêmes hommes pendant toute la durée de leur service dans un même groupe d'établissements coloniaux?

Au point de vue du développement de nos colonies, nous pensons qu'il est nécessaire d'avoir des officiers propres à l'armée coloniale, recrutés soit par l'avancement en grade des sous-officiers de cette armée, soit par une sorte d'engagement volontaire parmi les élèves de nos écoles militaires ou les officiers de l'armée métropolitaine.

Cette armée coloniale, comprenant les diverses armes, notamment l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie et le génie, serait formée d'éléments européens et d'éléments indigènes; elle aurait des services administratifs et médicaux propres, et elle serait placée sous les ordres du ministre des colonies, de même que tous les services coloniaux civils. Il n'y aurait d'ailleurs en France qu'un simple dépôt de cette armée, dépôt chargé du recrutement des soldats et des officiers, de l'instruction des recrues, de la répartition des

hommes dans les divers établissements, de la surveillance des hommes en congé, du règlement des retraites, etc., en un mot, réunissant tous les services généraux nécessaires à une armée.

Indépendamment de l'armée coloniale, le ministre des colonies aurait sous ses ordres un personnel et un matériel navals propres aux colonies, navires fluviaux, construits spécialement pour telle ou telle colonie, tel ou tel fleuve de l'Indo-Chine, du Sénégal, etc., torpilleurs chargés de défendre les entrées des fleuves et les côtes de nos établissements coloniaux; un personnel, militaire ou civil, européen ou indigène, montant ces navires, personnel recruté, comme celui de la guerre, par engagements volontaires et attaché pour un temps déterminé, fixé par l'acte d'engagement, à tel ou tel groupe de nos établissements coloniaux. En France existerait le dépôt de ce corps, et serait construit, si les colonies ne pouvaient pas y pourvoir, le matériel naval nécessaire.

En résumé, nous plaçons entre les mains du ministre des colonies tout le personnel civil ou militaire nécessaire à l'administration et à la défense de nos colonies, personnel et matériel exclusivement coloniaux, ne figurant à aucun titre dans les cadres de la métropole, n'ayant à jouer aucun rôle dans la défense militaire ou maritime et organisé de telle sorte qu'il puisse fonctionner en toute indépendance, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix, chacun des groupes de nos établissements coloniaux renfermant en lui-même tous les éléments nécessaires à son progrès commercial et industriel pendant la paix, à sa défense pendant la guerre.

Avec une pareille organisation, il est bien évident qu'en cas de guerre européenne, au lieu d'être un embarras pour la France, comme elles le sont en ce moment, nos colonies pourraient nous rendre plus d'un service. Chaque groupe d'établissements ayant en lui-même son armée, son arsenal, sa flottille, ses moyens de défense côtiers et terrestres, les stations navales françaises répandues dans les mers du globe, au lieu d'avoir à défendre ces établissements, trouveraient en eux un point d'appui solide, un centre de ravitaillement toujours à leur portée, d'où elles pourraient rayonner dans les mers voisines, troublant le commerce de la nation avec laquelle la France serait en

guerre, et lui faisant subir par ses prises des pertes considérables, sans affaiblir le moins du monde les moyens de défense ou d'attaque de la métropole.

Qui ne voit la force maritime dont jouirait la France, si elle avait à Obock, à Madagascar, dans l'admirable et inattaquable baie de Diego-Suarez, à Saïgon, qui est non moins inabordable, à Nouméa, dont le port est si facile à protéger, à Taïti, à Saint-Pierre de la Martinique, à Dakar ou à Libreville, dans la rivière du Gabon, des arsenaux toujours bien approvisionnés en munitions de guerre, en charbon, en vivres, munis de tout l'appareil nécessaire à la réparation des avaries navales, arsenaux protégés par les colonies elles-mêmes, servant de centres d'action à autant de stations navales et capables même de leur fournir des hommes en cas d'extrême besoin. En cas de guerre entre la France et une nation européenne quelconque, le commerce de cette dernière se trouverait immédiatement arrêté par nos flottes, et si cette nation était l'Angleterre, vaste usine incapable de rester au repos pendant quelques mois sans que tout son édifice social s'écroule, la paix résulterait bien plus de l'arrêt mis au commerce par nos flottes dans toutes les mers du globe que des batailles livrées dans les eaux de l'Europe.

Au point de vue commercial et industriel, les avantages de l'organisation coloniale dont nous venons de tracer les grandes lignes ne sont pas moins manifestes. Chaque groupe d'établissements devant se suffire à lui-même, il lui faudra des ouvriers et des ingénieurs, des marchands et des logeurs, tout un personnel ayant les besoins de notre race, les coutumes de notre patrie, consommant les produits des industriels français, mais s'attachant à la colonie qu'il aurait lui-même choisie, et qui le retiendrait non seulement par la solde mensuelle, mais par les concessions qui le fixeraient au sol. De là, progrès de la colonisation et enrichissement de la colonie, qui bientôt paye elle-même toutes ses dépenses. A partir de ce jour, si la métropole sait adopter un régime économique convenable, elle trouve dans ses colonies à la fois un élément de force matérielle et une source de richesses.

FIN.





TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	I
INTRODUCTION	III
CHAPITRE PREMIER. — La France dans l'Afrique septentrionale. .	1
ALGÉRIE ET TUNISIE.	1
1. — <i>Géographie physique.</i> — Le Tell, 3. — Les Hauts-Plateaux, 4. — Le Désert, 5. — Hydrographie, 5. — Les Chotts, la mer intérieure, 7. — Régime des eaux, 7. — Les puits, 8. — Les côtes et les ports, 9. — Voies de communication, chemins de fer, 16. — Situation physique de l'Algérie et de la Tunisie, 17. — Kabyles et Arabes, 19. — Les Maures, 24. — Les Koulouglis, 25. — Les Juifs, 25. — Les Biskris, 26. — Les M'zabites, 26.	
2. — <i>Conquête et colonisation</i> , 26. — Le régime militaire, 28. — La propriété indigène en Algérie, 31. — Ventes et concessions, 36. — Système du cantonnement, 39. — L'idée du royaume arabe, 40. — Le sénatus-consulte de 1863, 41. — Concessions gratuites, 43. — Constitution de la propriété individuelle indigène, 46. — L'Act Torrens, 50. — La propriété en Tunisie, 51. — L'application de l'Act Torrens en Algérie, 54. — Population européenne, 56. — Caractère colonial de l'Algérie, 62. — Le climat, 62. — Culture algérienne, 64. — Forêts, 67. — Élevage du bétail, 69. — Commerce, 70.	
3. — <i>Administration.</i> — Administration tunisienne, 76. — Capitulations, 79. — Commission financière internationale, 79. — École tunisienne, 80. — Administration algérienne, 82. — Administration départementale et communale, 98. — Budget de l'Algérie, 100. — Octroi de mer, 104.	
4. — <i>Conclusions générales.</i> — Suppression des concessions gratuites, 106. — Bureaux de renseignements, 106. — Voies de communication, 107. — L'eau, 108. — Propriété individuelle, 108. — État civil, 109. — Écoles, 109. — Administration algérienne, 110. — La Tunisie, 111.	
CHAPITRE II. — La France dans l'Afrique occidentale.	113
I. — LE SÉNÉGAL ET LE HAUT-NIGER.	113
1. — <i>Géographie physique et ethnographique</i> , 113. — Le fleuve Sénégal, 114. — Villages et postes des bords du fleuve, 116. — Le Niger, 118. — Les centres de la côte, 120. — Les ports, 120. — Le climat, 122. — Les populations : les Maures, 123. — Les populations sédentaires, 127. — Les Noirs, 128. — Les Peuhls, 129. — Les Toucouleurs, 129.	

2. — <i>Coup d'œil historique sur l'expansion de la France dans le Sénégal</i> , 130. — Avant 1854, 130. — De 1854 à 1861, 131. — Expéditions contre les Maures-Trarza, conquête du Ouak, 132. — Traité avec les Maures, 134. — Expéditions contre Al-Hadji-Omar, 136. — Les expéditions dans le sud du Sénégal, 142. — Expéditions dans le Cayor, 143. — Expédition contre Maba, 146. — Expéditions contre Ahmadou-Cheikhou, 148. — Expéditions contre Abdoul-Boubakar dans le Fouta, 150. — Les expéditions du Haut-Sénégal et du Niger, 152. — Campagne de 1880-81, 156. — L'état du Haut-Sénégal en 1880, 157. — Campagne de 1881-82, 158. — Campagne de 1882-83, 161. — Campagne de 1883-84, 166. — Campagne de 1884-85, 167. — Campagne de 1885-86, 167.	
3. — <i>L'Agriculture, le commerce et l'industrie au Sénégal</i> , 176.	
4. — <i>Les relations maritimes du Sénégal</i> , 194.	
5. — <i>La situation politique du Sénégal. — Les mesures à prendre pour assurer la tranquillité et le progrès de la colonie</i> , 195.	
II. — LES RIVIÈRES DU SUD.	199
1. — <i>Les limites de nos établissements</i> , 199. — Convention avec le Portugal, 200. — Convention avec l'Allemagne, 200. — Convention avec l'Angleterre, 202.	
2. — <i>Géographie physique et ethnologique</i> , 204. — Les Yolas, 205. — Les Soussous, 206. — La Cazamance, 207. — Le Rio-Nunez, 211. — Le Rio-Pongo, 212. — Le Lakata, 214. — Le Koba, 215. — Le Bouramaya, 215. — Le Dubreka, 216. — La presqu'île Tombo, 217. — La Mellacorée, 219. — Relations des rivières du Sud avec le Fouta-Djalou, 219.	
3. — <i>L'agriculture, le commerce, l'organisation, etc., des rivières du Sud</i> , 221.	
III. — LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DU GOLFE DE GUINÉE.	224
1. — <i>Établissements de la Côte-d'Or</i> , 224. — Limites, 224. — Géographie physique, ethnographique et économique, 225. — <i>Grand-Bassam</i> , 225. — La lagune Ebrié, 225. — L'Akba, 226. — L'Oréby, et le Potou, 226. — Dabou, 227. — Les Jacks, 227. — Assinie, 227. — Le lac Ahy, 227. — Lagune Tendo, 228. — Les villages d'Assinie, 228. — La végétation de Grand-Bassam et d'Assinie, 228. — La population, 229. — Le commerce, 232.	
2. — <i>Établissements de la Côte des Esclaves</i> , 234. — Limites, 234. — La Convention avec l'Allemagne, 235. — <i>Porto-Novo</i> , 238. — <i>Grand-Popo</i> , 242. — <i>Agoué</i> , 245.	
IV. — LA QUESTION DU BAS-NIGER.	247
1. — <i>Géographie physique et ethnographique, etc.</i> , 247.	
2. — <i>Les tentatives commerciales de la France</i> , 252.	
3. — <i>Les Anglais dans le Bassin du Niger</i> , 263.	
4. — <i>Le Niger et la Conférence de Berlin</i> , 264.	
V. ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DU GABON ET DU CONGO.	266
1. — <i>Géographie physique et ethnologique</i> , 266. — L'estuaire du Gabon, 267. — Le Como, 268. — Le Rhamboé et le Bondah, 268. — L'Ogooué, 268. — Le Nyari, 269. — Le Congo, 270. — Le bassin du Congo, 271. — Population, 273.	
2. — <i>Coup d'œil historique</i> , 274. — Postes établis par M. de Brazza et ses collaborateurs, 280.	
3. — <i>Production du Gabon et du Congo. — Commerce</i> , 287.	

VI. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE.	293
CHAPITRE III. — La France dans l'Afrique orientale.	305
I. — OBOCK.	305
Géographie physique de la côte africaine de la mer Rouge, 305. — Le golfe de Tadjourah, 305. — Le pays des Danakils, 307. — Le territoire d'Obock, 312. — Tadjourah, 314. — Ambabo, 315. — Sagallo, 316. — Le port d'Obock, 316. — Le climat d'Obock, 317. — L'avenir d'Obock, 319. — Le Choa, 320. — Le pays de Gallas, le Harrar, 323. — Le rôle maritime et militaire d'Obock, 329.	
II. — MAYOTTE. — LES COMORRES.	331
Géographie physique de Mayotte, 331. — Le climat, 332. — La population, 333. — Le commerce, 334. — Les relations, 335.	
III. — NOSSI-BÉ.	335
Géographie physique, 335. — Le port de Hell-Ville, 339. — Le climat, 339. — L'agriculture, 339. — Le Commerce, 340. — Les îlots dépendants : Nossi-Comba, 342. — Sakatia, 343. — Nossi-Faly, Nossi-Mitsiou, etc., 343.	
IV. — SAINTE-MARIE ET MADAGASCAR.	344
Géographie physique, 344. — L'agriculture et le commerce, 345.	
V. — LA RÉUNION.	345
Géographie physique, 345. — Climat, 345. — Villes, 348. — Routes, 348. — Ports, 349. — Chemin de fer, 350. — Agriculture, 350. — Commerce, 355. — Monnaies, 356. — Communications, 357.	
VI. — MADAGASCAR.	357
1. — <i>Géographie physique</i> , 357. — Cours d'eau, 358. — Ports, 358. — Climat, 360.	
2. — <i>Agriculture et commerce</i> , 361.	
3. — <i>Les entreprises de la France à Madagascar</i> , 364. — Avant le dix-neuvième siècle, 364. — Au dix-neuvième siècle, 376. — Depuis 1881, 383. — Établissement du protectorat de la France, 385.	
VII. — ORGANISATION DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'AFRIQUE ORIENTALE. — LEUR RÔLE POLITIQUE ET MILITAIRE	389
CHAPITRE IV. — La France dans l'Indo-Chine.	393
1. — <i>Coup d'œil général sur la géographie physique de l'Indo-Chine</i> , 394. — Les montagnes de l'Indo-Chine, 394. — Le Setting, 395. — Le Salouen, 395. — Le Ménam, 395. — Le Mékong, 395. — Le Donai, 398. — Les fleuves de l'Annam central, 398. — Les fleuves du Tonkin : le Song-Koï ou Fleuve-Rouge, 399 ; le Thaï-Binh, 401, le Song Ki-Kung, 402.	
2. — <i>État politique et ethnographique de l'Indo-Chine</i> , 403. — La Birmanie, 403. — Le Siam, 405. — Le Cambodge, 410. — L'Annam, 411.	
3. — <i>Géographie physique, économique et sociale de la Cochinchine, du Cambodge, de l'Annam central et du Tonkin</i> , 413.	
I. — <i>Géographie physique de l'Annam</i> : 1° <i>Géographie physique du Tonkin</i> , 413. — Les limites, 413. — Le Delta, 414. —	

Les villes du Delta, 415. — La région montagneuse, 416. — Les côtes et les ports, 418. — La baie de Ha-Long, le Faï-tsi-Long, 418. 2° *Géographie physique de l'Annam central*, 421. — L'Annam septentrional, 422. — L'Annam moyen proprement dit, 423. — 3° *Géographie physique de la Cochinchine*, 424. — Le Donai la rivière de Saïgon, 428. — Les Vaïcos, 429. — Les rivières secondaires de la Basse-Cochinchine, 429. — Le Mékong entre les embouchures et Pnom-Penh, 430.

II. — *Géographie physique du Cambodge*, 434. — Le Grand-Lac et ses affluents, 436. — Battambang et Ang-Kor, 438. — Les provinces septentrionales du Cambodge, 442. — L'absence de voies terrestres dans l'Indo-Chine, 445.

III. — *Mékong*, 447. — 1° *Cours du Mékong dans le Cambodge français, jusqu'aux rapides de Somboc-Sombaur*, 447. — 2° *Le Mékong dans le Laos*, 449. — Le Mékong, entre Sombaur et Stung-Treng, dans le Laos, premiers rapides, 449. — 3° *Le Mékong dans le Laos méridional, entre Stung-Treng et les cataractes du Không*, 453. — Stung-Treng, 453. — La vallée du Sé-Sane, 455. — La région située entre Attopen et Bassac, 460. — Le plateau des Bolovens, 461. — 4° *Le Mékong entre Stung-Streng et l'île Không*, 462. — L'île Không, 463. — 5° *Le Mékong entre l'île Không et la rivière Sé-Moun*, 463. — La rivière Toulé-Repon, 463. — Bassac, 464. — La rivière Sé-Moun. Le bassin de Sé-Moun. Ollbône, 468. — Korat, 472. — La rivière Sé-Done, 475. — 6° *Le Mékong entre l'embouchure du Sé-Moun et la rivière Sé-Bang-Hieng*, 475. — Kemmerât, 476. — La rivière Sé-Bang-Hieng, 476. — 7° *Le Mékong entre le Sé-Bang-Hieng et la rivière Nam-Kâne*, 478. — Lakhôn. Colonies annamites, 478. — Houten, Saniboury, 479. — La rivière Sé-Hin-Boun, 480. — La rivière Nam-Kâne, 480. — 8° *Le Mékong entre le Nam-Kâne et Xieng-Kang*, 481. — Nomg-Kay, 481. — *Xieng-Kang*, 482. — 9° *Le Mékong au-dessus de Xieng-Kang*, 484. — Le Laos septentrional, 484. — Luang-Prabang, 485. — Xieng-Kong ou Alcoy, 488. — Les Pannas, 489. — 10° *Le Mékong au-dessus de Luang-Prabang*, 492. — Le Nam-Hou et le Papien, 492. — 11° *Les routes entre le Mékong supérieur et le Tonkin*, 493.

4. — *Résumé de la géographie physique, agricole, commerciale, industrielle et politique de l'Indo-Chine*, 498.

5. — *Les limites scientifiques de l'empire français de l'Indo-Chine*, 499.

6. — *Voies de communication à créer dans l'Indo-Chine française*, 502. — Hanoi, Lang-Son et la Chine, 502. — Routes reliant l'Annam et le Tonkin à la vallée du Mékong, 504. — Routes et canaux dans l'intérieur du Tonkin, 504. — Routes et canaux à créer dans l'Annam central, 518.

7. *Coup d'œil historique sur l'expansion de la France dans l'Indo-Chine*, 520.

8. — *Organisation des administrations annamite et cambodgienne. Organisation de l'empire français indo-chinois. Ce qui a été fait. Ce qu'il faut faire*, 528. — 1° *Organisation de l'empire d'Annam*. La justice, 534. — Les impôts, 537. — La propriété, 540. — 2° *Règle à suivre dans l'organisation de l'administration française de l'Annam*, 541. — 3° *Organisation générale de l'Indo-Chine française. Cochinchine, Cambodge, Tonkin, Annam central*, 542. — Le commissaire général de

- l'Indo-Chine française, 542. — Organisation française de la Cochinchine, 545. — Organisation française de l'Annam central, 552. Organisation du Cambodge, 556. — Institution du protectorat de la France au Cambodge, 557. — Organisation française du Cambodge, 561. — 4° *Le personnel administratif de l'Indo-Chine française*, 565. — 5° *L'armée de l'Indo-Chine française*, 568.
9. — *L'avenir agricole, industriel, commercial de l'Indo-Chine française*, 571. — 1° Les relations commerciales de l'Indo-Chine française avec les régions voisines, 584. — 2° Le rôle militaire de l'Indo-Chine française, 586. — 3° Les ressources financières de l'Indo-Chine, 589.
10. — Conclusion, 591.

CHAPITRE V. — La France dans l'Inde. 593

I. — ÉTABLISSEMENT DE PONDICHÉRY. 593

1. — *Le port de Pondichéry*, 597.
2. — *La rente de l'Inde*, 604.

II. — ÉTABLISSEMENT DE KARIKAL. 608

III. — ÉTABLISSEMENT D'YANAON. 609

IV. — ÉTABLISSEMENT DE CHANDERNAGOR. 609

V. — ÉTABLISSEMENT DE MAHÉ. 610

VI. — LES LOGES FRANÇAISES DE L'INDE. 611

VII. — LES CULTES DANS L'INDE FRANÇAISE. 612

VIII. — LA SITUATION DANS L'INDE FRANÇAISE. 618

CHAPITRE VI. — La France en Océanie. 621

I. — ÉTABLISSEMENTS ORIENTAUX. 623

1. — *Archipel de la Société*, 623. — L'Océanie, 623. — *Taïti*, 625. — Géographie physique, 625. — *Papaété*, 627. — Les routes, 628. — Le commerce, 628. — La population, 628. — L'avenir, 630.
2. — *Iles sous le Vent*, 632.
3. — *Archipel de Tuamotu*, 636. — 1° Géographie physique et formations géologiques, 636. — Les huîtres à nacre et à perles, 637.
4. — *Archipel des Gambier*, 641.
5. — *Archipel des Marquises*, 645.
6. — *Archipel du Tubuai. Ile Ripa*, 646.
7. — *Conclusions générales*, 647.

II. — ÉTABLISSEMENTS DE L'OCÉANIE OCCIDENTALE. 649

1. — *L'Archipel Néo-Calédonien*, 649. — 1° Géographie physique, ethnologique, économique de la Nouvelle-Calédonie, 649. — Population, 652. — L'élevage, 655. — L'agriculture, 658. — Les mines, 658. — 2° *Les résultats de la transportation*, 659. — 3° *Les voies de communication*, 666. — 4° *Les concessions de terres*, 666. — 5° *Le commerce*, 672.
2. — *Les îles Loyalty*, 675.
3. — *L'Archipel des Nouvelles-Hébrides*, 678.
4. — *Conclusions générales*, 683.

CHAPITRE VII. — La France dans le Nouveau Monde.	685
I. — GUYANE FRANÇAISE.	685
1. — <i>Géographie physique</i> , 685. — Les frontières, 685. — Le territoire contesté, 685. — Le sol de la Guyane, 689. — Climat, 691. — Fleuves et Rivières, 691.	
2. — <i>Productions de la Guyane</i> , 694.	
3. — <i>La colonisation de la Guyane avant 1852</i> , 695.	
4. — <i>La colonisation pénitentiaire</i> , 699. — Îles du Salut, 699. — La montagne d'Argent, 699. — Saint-Georges, 701. — La Trinité, 702. — Sainte-Marie, 702. — Saint-Augustin, 703. — Saint-Philippe, 705. — Saint-Louis, 705. — Le Kourou, 706. — Le Maroni : Saint-Laurent, 706. — La mortalité des enfants, 707. — Le peu de fécondité des mariages et les avortements, 710.	
5. — <i>Causes des échecs de la colonisation officielle</i> , 713.	
6. — <i>État actuel et avenir de la Guyane</i> , 714. — État du commerce, 715. — État des cultures, 715. — État de l'industrie, 716. — État de l'exploitation des forêts, 716. — Absence de bras et de voies de communication, 716. — Difficulté de la culture, 718. — Utilisation des criminels annamites, 723. — Les concessions de terres, 725. — Associations des colonisations pénale et libre, 726. — Les mines d'or, 727.	
II. — LA MARTINIQUE.	729
1. — <i>Coup d'œil historique</i> , 729.	
2. — <i>Géographie physique et économique</i> , 730. — La population, 733. — La baie et le port de Fort-de-France, 734. — Saint-Pierre, 736.	
3. — <i>Les routes</i> , 737.	
4. — <i>L'agriculture et l'industrie</i> , 740.	
5. — <i>Le commerce</i> , 745.	
III. — LA GUADELOUPE ET SES DÉPENDANCES.	748
1. — <i>La Guadeloupe proprement dite</i> , 748. — Les montagnes, 748. — Les rivières, 749. — Les côtes et les ports, 749. — La Basse-Terre, 750.	
2. — <i>La Grande-Terre</i> , 751. — La ville et le port de la Pointe-à-Pitre, 751. — Le grand cul-de-sac, 752. — Le moule, 753.	
3. — <i>Le climat</i> , 754.	
4. — <i>Les routes</i> , 754.	
5. — <i>L'agriculture</i> , 754.	
6. — <i>La Désirade</i> , 758.	
7. — <i>Marie-Galante</i> , 758.	
8. — <i>La Petite-Terre</i> , 759.	
9. — <i>Les Saintes</i> , 759.	
10. — <i>Saint-Barthélemy</i> , 760.	
11. — <i>Saint-Martin</i> , 761.	
IV. — SAINT-PIERRE ET MIQUELON.	762
<i>Histoire</i> , 762, — <i>Géographie physique</i> , 762.	
1. — <i>Miquelon</i> , 762.	
2. — <i>Saint-Pierre</i> , 763.	
3. — <i>Le climat</i> , 764.	
4. — <i>L'agriculture et le commerce</i> , 764.	
5. — <i>La pêche de la morue</i> , 766.	

V. — LA QUESTION DE TERRE-NEUVE.	71
VI. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DU NOUVEAU MONDE	777
CHAPITRE VIII. — De l'immigration européenne, indienne, africaine, chinoise, etc., dans les colonies françaises.	
1. — <i>L'Émigration européenne dans les colonies françaises</i> , 784.	
2. — <i>L'immigration africaine, indienne, chinoise dans les colonies françaises</i> , 798.	
3. — <i>L'immigration française et indienne à la Guyane</i> , 812.	
4. — <i>L'immigration africaine, indienne, à la Réunion et dans les Antilles</i> , 816. — Guadeloupe, 822.	
5. — <i>L'immigration de couleur à Taïti, Mayotte, Nossi-Bé. Taïti</i> , 827. — Mayotte, 827. — Nossi-Bé, 827.	
6. — <i>L'immigration hybridaire en Nouvelle-Calédonie</i> , 829.	
7. — <i>L'immigration chinoise et malaise en Cochinchine</i> , 832.	
8. <i>Considérations générales sur l'introduction des travailleurs dans les colonies françaises</i> , 835.	
CHAPITRE IX. — De la Colonisation pénale.	843
1. — <i>La transportation pénale anglaise</i> , 843.	
2. — <i>La transportation pénale française</i> , 854.	
CHAPITRE X. — De l'organisation administrative, financière, militaire, judiciaire, économique, etc., des colonies françaises.	875
1. — <i>Les pouvoirs des gouverneurs</i> , 878. — Des pouvoirs du gouverneur relativement à l'administration de la justice, 884. — Ses pouvoirs à l'égard des fonctionnaires et des agents du gouvernement, 884. — De ses rapports avec les gouvernements étrangers, 886. — Ses pouvoirs à l'égard de la liquidation coloniale, 886. — Des pouvoirs extraordinaires du gouverneur, 886.	
2. — <i>Les pouvoirs des directeurs de l'Intérieur</i> , 889.	
3. — <i>Les pouvoirs des anciens administrateurs et ceux du chef des services administratifs</i> , 896.	
4. — <i>Pouvoirs du commandant militaire</i> , 900.	
5. — <i>Le chef du service de santé</i> , 902.	
6. — <i>Le commandant de la marine</i> , 902.	
7. — <i>Les anciens contrôleurs coloniaux et les inspecteurs</i> , 904.	
8. — <i>Le procureur général</i> , 907.	
9. — <i>Le fonctionnement de la justice dans les colonies</i> . — Antilles et Réunion, 908. — Sénégal, 910. — Côte-d'Or, 913. — Mayotte et Nossi-Bé, 914. — Guyane, 916. — Nouvelle-Calédonie, 917. — Océanie orientale, 919. — Cochinchine, 922.	
10. — <i>Le Conseil privé</i> , 925.	
11. — <i>Les Conseils généraux et les Conseils coloniaux, les Conseils locaux, les Conseils d'arrondissements</i> , 928.	
12. — <i>Les dépenses et les recettes coloniales</i> , 938. — Dépenses de souveraineté, 938. — Subvention, 939. — Dépenses payées par les colonies, 939. — Les recettes des colonies, 939. — Martinique, Guadeloupe, Réunion, Sénégal, Cochinchine, 940. — Nouvelle-Calédonie, Guyane, 942. — Inde, 943. — Saint-Pierre et Miquelon, 949.	
13. — <i>Les dépenses faites par les colonies</i> , 953.	
14. — <i>Les contingents payés par les colonies à la métropole</i> , 955.	

15. — *Administration centrale des colonies*, 963.
 16. — *Régime douanier des colonies*, 963.
 17. — *Les banques coloniales*, 967. — L'administration des banques coloniales, 982.

CHAPITRE XI. — Conclusions générales. 991

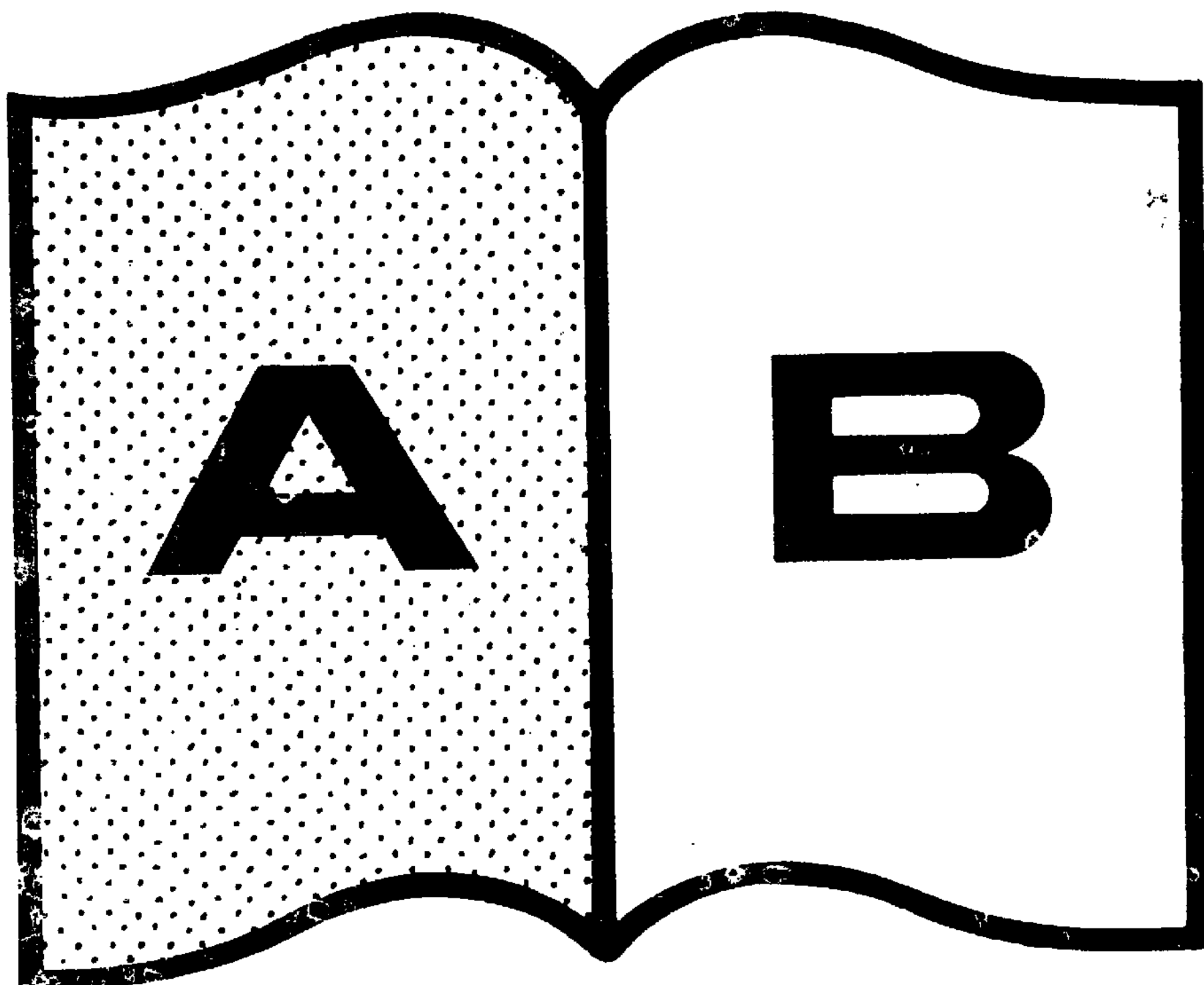
1. — *Diversité des colonies françaises. Règles à suivre dans leur colonisation et leur administration*, 991.
 2. — *Relations économiques des colonies avec la métropole*, 999.
 3. — *Réformes à introduire dans l'organisation de nos colonies*. 1002

CARTES

I. Algérie et Tunisie.	113
II. Soudan occidental, Sénégal, golfe de Guinée.	121
III. Territoire de Saint-Louis.	201
IV. Rivières du Sud.	209
V. Cours de la Cazamance.	209
VI. Cours du Rio-Nunez.	241
VII. Établissements de la Côte-d'Or (Grand-Bassam et Assinie).	241
VIII. Côte des Esclaves (Porto-Novo).	241
IX. Côte des Esclaves (les Popos).	248
X. Baie de Biasra.	265
XI. Gabon. — Ogooué. — Congo.	313
XII. Baie de Tadjoura.	313
XIII. Rade d'Obock.	393
XIV. Indo-Chine.	449
XV. Le Mékong supérieur, d'après le docteur Neis.	593
XVI. Territoire de Pondichéry.	593
XVII. Territoire de Karickal.	609
XVIII. Territoire de Mahé.	649
XIX. Nouméa. — Presqu'île Ducos. — Ile Nou.	

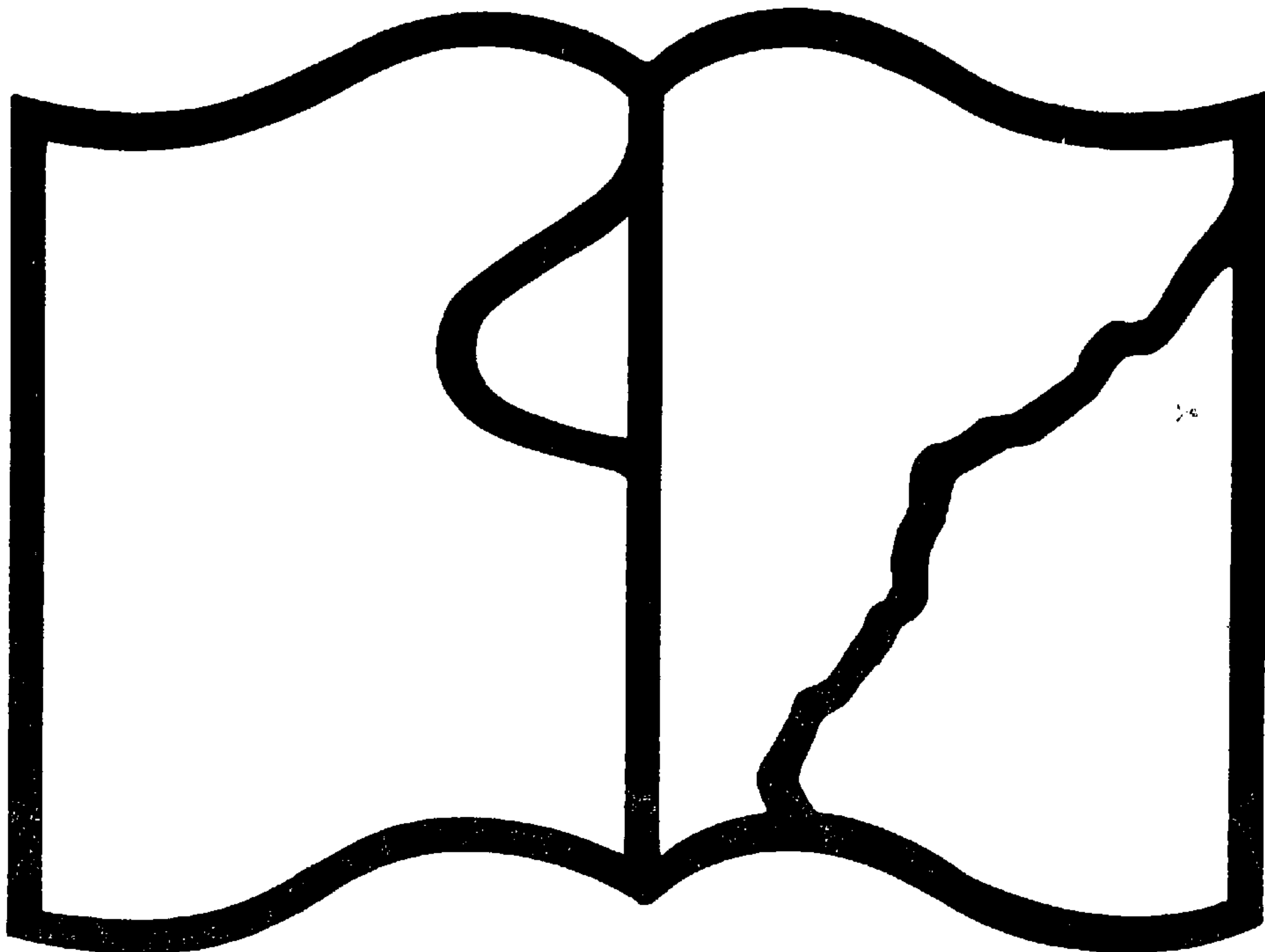


✓



Contraste insuffisant

NF Z 43-120-14



Texte détérioré — reliure défectueuse

NF Z 43-120-11